<36602382720013



REVUE

DES

DEUX MONDES.

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE
AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.

REVUE

DES

DEUX MONDES

1848. — TOME PREMIER.



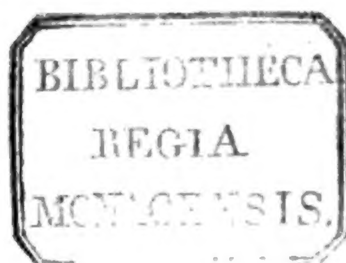
1848, 1

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE. MÊME MAISON. | LEIPZIG. J. P. MELINE.

1848


BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS.

LE

CHEVALIER DE MÉRÉ

OU

DE L'HONNÊTE HOMME AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

Connaissez-vous le chevalier de Méré? Ce n'est pas que je vous conseille de le lire; il n'est bon à connaître que par extraits. Il passait pour plus aimable qu'il ne devait être, à en juger par ses lettres et par ses discours imprimés; il faisait profession de ce qui n'est bien que si on ne le professe pas, et que si l'on en use d'un air d'aisance et de naturel. Sa politesse est compassée, et je le soupçonne fort d'avoir été de ceux qui sont *frivoles dans le sérieux* et *pédants dans le frivole;* mais c'était certainement un homme de beaucoup d'esprit, établi sur ce pied-là dans le monde, ayant commerce avec ce qu'il y avait de plus considérable dans les lettres et à la cour, désigné par l'opinion, à un certain moment (de 1649 à 1664), pour un arbitre ou du moins pour un maître d'élégance. Son tort fut de prendre trop à la lettre et trop au sérieux ce rôle délicat, et de pousser à bout ce qui ne doit être qu'effleuré, ce qui doit être renouvelé toujours. On a dit de Benserade que c'était un Voiture trop prolongé : ç'a été l'inconvénient aussi du chevalier de Méré. Malgré ces défauts ou à cause de ces défauts mêmes, le chevalier de Méré est un *type*, et si aujourd'hui on veut étudier un des caractères les plus en honneur au XVII[e] siècle, on ne saurait mieux s'adresser ni surtout plus commodément qu'à lui.

Il y eut, vers ce temps, des hommes qui nous représentent et qui réalisent en eux l'idée de l'*honnête homme,* comme on l'entendait alors, bien mieux que le chevalier de Méré ne le sut faire dans sa personne, et lui-même, parmi les gens de sa connaissance, il nous en cite qu'il propose pour d'accomplis modèles. Il n'en est aucun pourtant qui ait plus réfléchi que lui sur cet idéal, qui se soit plus appliqué à le définir, à en fixer les conditions, à disserter sur l'ensemble des qualités qui le composent et à les enseigner en toute occasion. Un maître à danser n'est pas toujours celui (tant s'en faut) qui danse le mieux; mais, si quelque ancien maître fameux en

ce genre a écrit quelque chose sur son art, et que cet art soit en partie perdu, on doit recourir au traité. Le chevalier de Méré a été, à son heure, un maître de bel air et d'agrément, et il a laissé des traités.

Il ne s'exagère point d'ailleurs, autant qu'on le pourrait croire, l'effet des préceptes : « Eh ! qui doute, dit-il quelque part (1), que si quelqu'un étoit aussi honnête homme que l'on dit que Pignatelle étoit bon écuyer, il ne pût faire un honnête homme comme Pignatelle un bon homme de cheval? D'où vient donc qu'il en arrive autrement? » Il va lui-même au-devant des objections que soulève le didactique en pareille matière, lorsqu'il dit : « En tous les exercices, comme la danse, faire des armes, voltiger, ou monter à cheval, on connoît les excellens maîtres du métier à je ne sais quoi de libre et d'aisé qui plaît toujours, mais qu'on ne peut guère acquérir sans une grande pratique ; ce n'est pas encore assez de s'y être longtemps exercé, à moins que d'en avoir pris les meilleures voies. Les agrémens aiment la justesse en tout ce que je viens de dire, mais d'une façon si naïve, qu'elle donne à penser que c'est un présent de la nature (2). » — Je ne saurais mieux comparer les écrits de Méré qu'à ceux de Castiglione, auteur du livre du *Courtisan* (*Cortegiano*). Celui-ci a fait le code de l'*homme de cour,* l'autre a fait celui de l'*honnête homme.*

Honnête homme, au XVIIe siècle, ne signifiait pas la chose toute simple et toute grave que le mot exprime aujourd'hui. Ce mot a eu bien des sens en français, un peu comme celui de *sage* en grec. Aux époques de loisir, on y mêlait beaucoup de superflu ; nous l'avons réduit au strict nécessaire. L'honnête homme, en son large sens, c'était l'homme *comme il faut*, et le *comme il faut*, le *quod decet*, varie avec les goûts et les opinions de la société elle-même. L'abbé Prevost est peut-être le dernier écrivain qui, dans ses romans, ait employé le mot *honnête homme* précisément dans le beau sens où l'employaient, au XVIIe siècle, M. de la Rochefoucauld et le chevalier de Méré. Lorsque Voltaire disait en plaisantant :

Nos voleurs sont de très-honnêtes gens,
Gens du beau monde. . . . . . . (3),

il détournait déjà un peu le sens et le parodiait, en lui ôtant l'acception solide qui, au XVIIe siècle, n'était pas séparable de l'acception légère. C'est ainsi que Bautru, dès longtemps, avait dit, en jouant sur le mot, qu'*honnête homme et bonnes mœurs ne s'accordoient guère ensemble ;* franche saillie de libertin ! L'honnête homme alors n'était pas seulement, en effet, celui qui savait les agréments et les bienséances, mais il y entrait aussi un fonds de mérite sérieux, d'honnêteté réelle, qui, sans être la grosse probité bourgeoise toute pure, avait pourtant sa part essentielle jusque sous l'agrément ; le tout était de bien prendre ses mesures et de combiner les doses ; les vrais honnêtes gens n'y manquaient pas.

Les dames surtout savaient vite à quoi s'en tenir, et quand on avait tout dit, tout expliqué, elles demandaient quelque chose encore ; ce quelque chose, dit Méré, « consiste en je ne sais quoi de noble qui relève toutes les bonnes qualités, et qui ne vient que du cœur et de l'esprit ; le reste n'en est que la suite et l'équipage. » Le chevalier recommande beaucoup cet entretien des dames ; c'est là seulement que l'esprit *se fait* et que l'honnête homme s'achève, car, comme il le remarque très-bien, les hommes sont *tout d'une pièce* tant qu'ils restent entre eux.

En revanche, vers le même temps (et ceci complète le chevalier), mademoiselle de

(1) Cinquième *Conversation* avec le maréchal de Clérembaut.
(2) *Discours de la Conversation.*
(3) *L'Enfant prodigue,* acte III, scène II.

Scudéry observait de son bord que « les plus honnêtes femmes du monde, quand elles sont un grand nombre ensemble (c'est-à-dire *plus de trois*), et qu'il n'y a point d'homme, ne disent presque jamais rien qui vaille, et s'ennuient plus que si elles étoient seules. » Au contraire, « il y a je ne sais quoi, que je ne sais comment exprimer (avouait d'assez bonne grâce cette estimable fille), qui fait qu'un honnête homme réjouit et divertit plus une compagnie de dames que la plus aimable femme de la terre ne sauroit faire (1). » Quand on sent si vivement des deux côtés l'avantage d'un commerce mutuel, on est bien près de s'entendre, ou plutôt on s'est déjà entendu, et la science de l'honnête homme a fait bien des pas.

On sait peu de chose sur la vie du chevalier de Méré; la date de sa naissance est restée incertaine comme le fut longtemps celle de sa mort. Il était né, dit-on, vers la fin du XVIe siècle ou au commencement du XVIIe, mais je ne crois pas qu'il soit d'avant 1610, car il servait encore activement en 1664, et il ne mourut qu'en 1685, comme on l'apprend par hasard d'un mot échappé à la plume de Dangeau. Il était cadet d'une noble maison du Poitou. Son aîné, M. de Plassac-Méré, paraît s'être mêlé aussi de bel esprit, et il correspondait avec Balzac. On a quelquefois confondu les deux frères (2). Le chevalier ne commence à poindre dans les Lettres de Balzac qu'en l'année 1646; c'est bien à lui que ce grand complimenteur écrivait : « La solitude est véritablement une belle chose, mais il y auroit plaisir d'avoir un ami fait comme vous, à qui l'on pût dire quelquefois que c'est une belle chose (3). » Et encore : « Si je vous dis que votre laquais m'a trouvé malade, et que votre lettre m'a guéri, je ne suis ni poëte qui invente, ni orateur qui exagère; je suis moi-même mon historien qui vous rend fidèle compte de ce qui se passe dans ma chambre (4). » Le chevalier, dans cette lettre, est traité comme un *brave* et comme un *philosophe* tout ensemble; il avait servi avec honneur sur terre et sur mer (5). Avant même de s'être retiré du service et dans les intervalles des campagnes, il ne songeait qu'à vivre agréablement dans le monde, tantôt à la cour et tantôt dans sa maison du Poitou, par où il était assez voisin de Balzac. Celui-ci fut son premier modèle et son grand patron en littérature. En dédiant au chevalier ses *Observations sur la Langue françoise,* Ménage lui disait : « Quand je vins à Paris la première fois, vous étiez un des hommes de Paris le plus à la mode. Votre vertu, votre valeur, votre esprit, votre savoir, votre éloquence, votre douceur, votre bonne mine, votre naissance, vous fesoient souhaiter de tout le monde.

(1) *Conversations sur divers sujets,* par mademoiselle de Scudéry, article *de la Conversation.*

(2) Cette confusion a pu se faire d'autant plus aisément, qu'on dit que le chevalier de Méré avait d'abord paru dans le monde sous le nom de *Plassac.* Il y aurait bien ici quelque petite difficulté à éclaircir sur ces noms et qualités de famille et sur ces deux frères; mais à quoi bon? (Voir dans les *Éloges de quelques Auteurs françois,* par Jolly, l'article qui concerne M. de Méré, et aussi M. de Monmerqué dans la *Biographie universelle.*)

(3) Lettre du 6 juin 1646.

(4) Lettre du 24 août 1646.

(5) Il servait encore en 1664, et il fit partie de l'expédition navale contre les pirates de Barbarie, laquelle, après un assez brillant début, eut une triste fin. Dans la *Gazette* extraordinaire du 28 août 1664, qui annonce *la prise de la ville et du port de Gigéry en Barbarie par les armées du Roy, sous le commandement du duc de Beaufort, général de Sa Majesté en Afrique,* le chevalier a l'honneur d'être mentionné. Après le détail du débarquement et de la prise de la place, on y lit que, le lendemain, les Mores, qui s'étaient retirés sur les hauteurs, vinrent assaillir une garde avancée; le duc de Beaufort, accouru au bruit de l'escarmouche, s'étant mis à la tête des Gardes, et le comte de Gadagne à la tête de Malte, repoussèrent vertement les assaillants. « Tous les officiers des Gardes qui étoient en ce poste, dit le bulletin, et ceux qui survinrent, tant de leur corps que de celui de Malte, s'y comportèrent très-dignement... Les chevaliers de Méré et de Chastenay y furent blessés des premiers. » On peut conjecturer, d'après la teneur de ce bulletin, que M. de Méré était chevalier de Malte et servait sur les galères de l'Ordre.

Toutes ces belles qualités me furent un jour représentées par notre excellent ami M. de Balzac avec toute la pompe de son éloquence. » Cette pompe ne déplaisait pas au chevalier; il en tenait lui-même, et, sous ses airs d'homme du monde, il avait du *collet-monté*, comme disait de lui madame de Sévigné. Entre Balzac et Voiture, le chevalier n'hésitait pas; il était pour le premier, et il se risqua souvent à critiquer le second, avec qui il était en commerce également. On peut conjecturer, par quelques passages des *Lettres* du chevalier, que Voiture, cet aimable badin, l'avait pris moins au sérieux que n'avait fait Balzac, et qu'il en était résulté quelque pique d'amour-propre entre eux. Balzac, dont les œuvres subsistent bien plus que celles de Voiture, avait incomparablement moins d'esprit comme homme, et peu ou point de discernement des personnes. « Cet homme, qui faisoit de si belles lettres, dit quelque part le chevalier en parlant de Voiture, voulut être de mes amis en apparence; je voyois qu'il disoit souvent d'excellentes choses, mais je sentois qu'il étoit plus comédien qu'honnête homme; cela me le rendoit insupportable, et j'aimois Balzac de tout mon cœur parce qu'il étoit tendre et plein de sentimens naturels (1). » On devine, sous ces beaux mots, ce que l'amour-propre ne sait pas voir ou ne veut pas dire. C'est, au reste, à la suite de ces deux épistolaires que vient se classer le chevalier et qu'il mérite d'avoir rang dans notre littérature. Ses *Lettres* participent de la manière de tous deux; il a beaucoup plus de finesse d'esprit et plus d'observation morale que Balzac; il sait par moments le monde tout autant que Voiture; son analyse est des plus nuancées, mais sa déduction est lente, sans légèreté, sans enjouement. Il écrivait un jour à quelqu'un :

« Vous m'écrivez de temps en temps de ces lettres qu'on lit agréablement, et surtout quand on a le goût bon; mais elles coûtent toujours beaucoup, et je ne crois pas qu'on en puisse faire plus de deux en un jour. Balzac me dit une fois qu'avant que d'être content d'un certain billet au maire d'Angoulême, il y avoit passé plus de quatre matinées. Je ne trouve pourtant rien dans ce billet ni de beau ni de rare, et plus je le considère, moins j'en fais de cas. Voiture se plaignoit aussi de la peine que lui avoit donnée la lettre de la *Carpe,* et, sans mentir, il en étoit à plaindre (2). »

Mais Voiture, quoi qu'il en dise, avait l'à-propos, la rapidité, le don du moment; ce qui n'empêche pas aujourd'hui les *Lettres* du chevalier d'être bien plus intéressantes et plus instructives pour nous que les siennes.

Les *Lettres* du chevalier, en effet, abondent en particularités qui touchent à la fois à l'histoire de la langue et à celle des mœurs, et qui nous y font pénétrer. Littérairement, elles sont antérieures à la révolution que fit madame de Sévigné dans ce genre jusque-là si peu familier. Après Balzac, après Voiture, qui sont des épistolaires de profession, la charmante mère de madame de Grignan sait être parfaitement naturelle et obéir à son propre génie, à son cœur, tout en soignant le détail plus qu'il n'y paraît, et en songeant bien un peu au monde qui attachait tant de prix alors à une lettre bien faite. Le chevalier de Méré, au contraire, est resté un épistolaire tout de profession; et de démon familier, il n'en a pas. C'est un *précieux* qui continue de l'être alors qu'il n'y avait déjà plus de *précieuses*, ou qu'il n'y avait plus que la vieille mademoiselle de Scudéry qui l'était encore. Les *Lettres* du chevalier offrent un continuel exemple de cette espèce de finesse et de subtilité qu'on peut retrouver dans les *Conversations* et les *Entretiens* publiés vers la même date par l'auteur suranné de *Clélie*. Comme pensée toutefois, comme coup d'œil moral, il est très-

(1) Lettre 128e.
(2) Lettre 99e.

supérieur à cette respectable demoiselle, et on ne saurait se figurer, avant de l'avoir lu, ce qui se rencontre parfois chez lui de délicat comme observation et comme langue.

Le chevalier a marqué assez bien lui-même le ton de ses lettres dans un endroit où il discute la question de savoir *s'il faut écrire comme on parle et parler comme on écrit* (1). Il remarque finement que les choses qu'on ne prononce jamais et qui ne sont faites que pour être lues des yeux, comme une histoire ou quelque composition d'un genre rassis, ne doivent pas s'écrire comme l'on ferait un conte en conversation ; l'histoire est plus noble et plus sévère, la conversation est plus libre et plus négligée. Et après avoir touché les harangues, il en vient aux lettres, lesquelles, dit-il, ne se prononcent point : « Car, encore qu'on en lise tout haut, ce n'est pas ce qu'on appelle prononcer ; on ne les doit pas écrire tout à fait comme on parle. » Pour preuve de cela, continue-t-il, si l'on voit une personne à qui l'on vient d'écrire une lettre, fût-elle excellente, on ne lui dira pas les mêmes choses qu'on lui écrivait, ou pour le moins on ne les lui dira pas de la même façon. « Il est pourtant bon, lorsqu'on écrit, de s'imaginer en quelque sorte qu'on parle, pour ne rien mettre qui ne soit naturel et qu'on ne pût dire dans le monde ; et de même, quand on parle, de se persuader qu'on écrit, pour ne rien dire qui ne soit noble et qui n'ait un peu de justesse. » Ainsi, premièrement, il n'écrit point ses lettres comme il cause, et de plus, même quand il cause, il parle un peu comme un *livre ;* on voit d'ici le renchérissement qu'en doit prendre son style. Il se plaît à citer à ce propos son ami et son modèle, le maréchal de Clérembaut, « qui cherchoit autant d'esprit avec une femme de chambre entre deux portes que lorsqu'il parloit à la reine au milieu de toute la cour (2). » De même lui, quand il écrivait à un procureur, il ajustait son style comme quand il s'adressait à une duchesse. Cette manière d'écrire et cette manière de causer étaient celles qui eurent la vogue dans le meilleur monde, sous un certain régime de goût, entre l'*Astrée* et la *Clélie ;* mais à quoi songeait-il de mener cela jusqu'après madame de la Fayette et après Boileau ?

Les *Lettres* du chevalier parurent en 1682, quand le grand siècle n'attendait plus, pour nouveauté dernière qui l'excitât, que les *Caractères* de la Bruyère. Un premier ouvrage, *les Conversations du M. de C. et du C. de M.* (du maréchal de Clérembaut et du chevalier de Méré), avait paru en 1669, l'année même des *Pensées* de Pascal. L'auteur-amateur avait fait imprimer dans l'intervalle quelques petites dissertations sur *la Justesse*, sur *l'Esprit*, sur *la Conversation*, sur *les Agréments ;* tout cela venait trop tard, et l'on conçoit que Dangeau, enregistrant dans son Journal la mort du chevalier, ait dit : « C'étoit un homme de beaucoup d'esprit, qui avoit fait des livres qui ne lui faisoient pas beaucoup d'honneur. » Le goût de ces choses, et surtout de cette manière de les dire, avait passé, et, en matière légère comme bien souvent en matière plus grave, le moment est tout ; on n'en rappelle pas. Aujourd'hui, pour nous intéresser aux œuvres du chevalier, nous n'avons qu'à les remettre à leur vraie date, et à y étudier le goût et les prétentions des gens du monde qui étaient sur le pied de beaux esprits aux environs de la Fronde, au temps de la jeunesse de madame de Maintenon ou de Pascal.

Je cite ces deux noms à dessein, parce que le chevalier s'y est à jamais associé d'une manière fâcheuse et presque ridicule, et il serait trop rigoureux vraiment de le juger par là. Il y a de lui une lettre fort connue adressée à Pascal, et dans laquelle il prétend en remontrer à ce génie original, ni plus ni moins que sur les mathématiques ; c'est incroyable de ton :

(1) Cinquième *Conversation* avec le maréchal de Clérembaut.
(2) Lettre 27e.

« Vous souvenez-vous de m'avoir dit une fois que vous n'étiez plus si persuadé de l'excellence des mathématiques? Vous m'écrivez à cette heure que je vous en ai tout à fait désabusé, et que je vous ai découvert des choses que vous n'eussiez jamais vues si vous ne m'eussiez connu. Je ne sais pourtant, monsieur, si vous m'êtes si obligé que vous pensez. Il vous reste encore une habitude que vous avez prise en cette science, à ne juger de quoi que ce soit que par vos démonstrations qui, le plus souvent, sont fausses. Ces longs raisonnements tirés de ligne en ligne vous empêchent d'entrer d'abord en des connoissances plus hautes qui ne trompent jamais. Je vous avertis aussi que vous perdez par là un grand avantage dans le monde... »

Et plus loin, sur la *division à l'infini :*

« Ce que vous m'en écrivez me paroît encore plus éloigné du bon sens que tout ce que vous m'en dites dans notre dispute... »

Il n'en faudrait pas plus qu'une pareille lettre pour perdre celui qui l'a pu écrire dans l'opinion de la postérité, et Leibniz a traité le chevalier avec bien du ménagement quand il a dit :

« J'ai presque ri des airs que M. le chevalier de Méré s'est donnés dans sa lettre à M. Pascal... Mais je vois que le chevalier savoit que ce grand génie avoit ses inégalités, qui le rendoient quelquefois trop susceptible aux impressions des spiritualistes outrés et qui le dégoûtoient même par intervalles des connoissances solides (1)... M. de Méré en profitoit pour parler de haut en bas à M. Pascal. Il semble qu'il se moque un peu, comme font les gens du monde qui ont beaucoup d'esprit et un savoir médiocre. Ils voudroient nous persuader que ce qu'ils n'entendent pas assez est peu de chose. Il auroit fallu l'envoyer à l'école chez M. Roberval. Il est vrai cependant que le chevalier avoit quelque génie extraordinaire pour les mathématiques, et j'ai appris de M. des Billettes, ami de M. Pascal, excellent dans les *méchaniques,* ce que c'est que cette découverte dont ce chevalier se vante ici dans sa lettre : c'est qu'étant grand joueur, il donna les premières ouvertures sur l'estime des paris; ce qui fit naître les belles pensées *de aleâ* de MM. Fermat, Pascal et Huyghens... »

Et Leibniz finit par conclure que le chevalier, dans ce qu'il dit contre la *division à l'infini*, se juge lui-même, et qu'un tel homme évidemment était beaucoup trop occupé des *agréments* du monde visible pour pénétrer fort avant dans ce monde supérieur que régit la pure intelligence. Si l'on cherche maintenant ce que Pascal a pu penser de ce chevalier qui le régentait si rudement, il est difficile de ne pas croire qu'il a eu en vue M. de Méré dans la définition qu'il donne des esprits *fins* par opposition aux esprits *géométriques,* de ces « esprits fins qui ne sont que fins, qui, étant accoutumés à juger les choses d'une seule et prompte vue, se rebutent vite d'un détail de définition en apparence stérile, et ne peuvent avoir la patience de descendre jusqu'aux premiers principes des choses spéculatives et d'imagination, qu'ils n'ont jamais vues dans le monde et dans l'usage. » On retrouve presque en cet endroit de Pascal les termes mêmes du chevalier et sa prétention perpétuelle à dénigrer la géométrie, sous prétexte qu'un coup d'œil habile suffit à tout (2).

(1) La lettre de M. de Méré doit être antérieure à la conversion de Pascal et à ce que Leibniz appelle son *spiritualisme outré*. Le chevalier de Méré, qui était du Poitou comme le duc de Roannez, avait dû connaître, par cette relation, Pascal, alors lancé dans le monde (1651-1654).

(2) « Outre que cette méthode est lassante, et que jamais ce n'a été le langage d'aucune cour

Si le chevalier s'est fort compromis par sa manière de traiter Pascal en écolier, il ne fut guère plus d'à-propos avec madame de Maintenon, qu'il avait plus de motifs d'ailleurs d'appeler son *écolière*. Il l'avait connue jeune, lorsqu'elle était mademoiselle d'Aubigné, et l'avait aussitôt estimée à son prix. Il s'était même appliqué à la former au monde, car c'était évidemment la vocation de ce galant homme et son goût dominant d'avoir toujours, comme dit mademoiselle de Launay, à instruire et à *documenter* quelqu'un sur les grâces. La *jeune Indienne*, comme il l'appelait, lui dut sa première réputation dans le beau monde. Plus tard, après des années, il rappelait cela un peu pédantesquement à madame de Maintenon, déjà poussée dans les grandeurs et à la veille d'enchaîner Louis XIV :

« En vérité, madame, lui écrivait-il, il seroit bien malaisé d'avoir tant d'amis d'importance au milieu de la cour, et d'estimer constamment ceux qui n'y sont de rien, quand ce seroit les plus honnêtes gens qu'on ait jamais vus. Il ne faut attendre que d'une vertu bien rare une faveur si extraordinaire. Mais, du temps que j'avois l'honneur de vous approcher, je m'apercevois que vous saviez toujours distinguer le vrai mérite parmi de certaines choses brillantes qui ne dépendent que de la fortune, et cela me fait espérer que vous ne désapprouverez pas la liberté que je prends de vous écrire. Je pense avoir été le premier qui vous ai donné de bonnes leçons (1)..... Je me souviens que je vous instruisois à vous rendre aimable, et que dès lors vous ne l'étiez que trop pour moi... »

On a voulu voir dans la suite de la lettre une façon détournée de demande en mariage ; c'est infiniment trop dire ; le chevalier badine là-dessus et ne veut que recommander à son ancienne amie un honnête homme qui a besoin de protection. Il faut pourtant avoir bien du contre-temps pour aller faire la leçon à Pascal sur la géométrie, et pour avoir l'air (ne fût-ce que cela) de s'offrir pour mari à madame de Maintenon vers l'année 1680.

Quand l'abbé Nadal publia, en 1700, les *OEuvres posthumes* du chevalier, les choses étaient devenues autrement manifestes, et l'humble Esther siégeait sous le dais. Il faut voir aussi comme l'honnête éditeur se met en frais au nom du chevalier, et comme celui-ci, pour cette fois, nous apparaît tout d'un coup aux pieds de son écolière. Les rôles sont complétement renversés. Après avoir nommé les personnes les plus considérables qui étaient de l'intimité de M. de Méré, l'abbé Nadal continue en ces termes :

« C'étoit là toute sa société, si on ose y ajouter encore une personne illustre dont le nom emporte toutes les idées les plus sublimes de l'esprit, de la vertu, de la grandeur d'âme et de tant d'autres qualités qui mettent encore au-dessous d'elle tout ce que la fortune a de plus élevé et de plus éblouissant. Aussi jamais ne fit-elle naître d'admi-

du monde, il me semble que tout ce qu'on dit de beau, de grand et de nécessaire, saute aux yeux quand on le dit bien. » (Seconde *Conversation* du chevalier de Méré avec le maréchal de Clérembaut.)

(1) Le chevalier oublie ici un de ses préceptes les plus essentiels, car il a dit : « Un jeune homme, pour apprendre à chanter, à danser, à monter à cheval, à voltiger, ou à faire des armes, peut choisir de ces maîtres qui ne cachent pas leur science, parce que, s'ils excellent dans leur métier, ils s'en peuvent louer hardiment et sans rougir. Il n'en est pas ainsi de cette qualité si rare ; on se doit bien garder de dire qu'on est honnête homme, quand on le seroit du consentement des plus difficiles... On ne trouve que fort peu de ces excellens maîtres d'honnêteté, et l'on n'en voit point qui se vantent de l'être. » (Discours *de la vraie Honnêteté*, OEuvres posthumes.)

ration plus vive que la sienne. *Elle a été l'objet de ses méditations dans sa retraite, on la retrouve partout dans ses idées.* Selon lui, ses derniers préceptes ne sont que l'éloge et l'expression de ses vertus mêmes, et c'est dans l'honneur d'approcher madame de Maintenon qu'il a trouvé la source de ces bienséances si délicates, réduites ici en règles et en principes. »

C'est ainsi que les choses s'accommodent avec un peu de complaisance; cet abbé Nadal faisait le prophète après coup. Les *Lettres* publiées en 1682 montrent assez que le chevalier se posa jusqu'à la fin en maître plus disposé à donner qu'à recevoir des leçons (1).

Je n'ai pas dissimulé les torts et même les petits ridicules du chevalier, et j'ai le droit, ce me semble, d'en venir maintenant à ses mérites; ils sont très-réels, très-fins, et ce m'a été un si sensible plaisir de les découvrir que je voudrais le faire partager. Il n'y a pour cela qu'une manière, c'est de le citer avec choix, car on ferait un délicieux recueil de ses pensées et de quelques-unes de ses lettres. N'était-ce pas, en effet, un homme de beaucoup d'esprit que celui dont on rencontre de telles pensées à chaque page?

« On n'est plus du monde quand on commence à le bien connoître; au moins le voyage est bien avancé devant que l'on sache le meilleur chemin. »

« Comme la voix vient en chantant, et que l'on apprend à s'en bien servir quand on l'exerce sous un bon maître, l'esprit s'insinue et se communique insensiblement parmi les personnes qui l'ont bien fait. Il ne faut point douter que l'on en puisse acquérir, lorsqu'un habile homme s'en mêle. »

« Ceux qui ont le cœur droit ont le sens de même, pour peu qu'ils en aient; et prenez garde que de certaines gens qui ont tant de plis et de replis dans le cœur n'ont jamais l'esprit juste : il y a toujours quelque faux jour qui leur donne de fausses vues. »

« On ne sauroit avoir le goût trop délicat pour remarquer les vrais et les faux agréments, et pour ne s'y pas tromper. Ce que j'entends par là, ce n'est pas être dégoûté comme un malade, mais juger bien de tout ce qui se présente, par je ne sais quel sentiment qui va plus vite, et quelquefois plus droit que les réflexions. »

(1) Ainsi, à travers les fatuités de cette lettre qui nous paraît si étrange de ton, il savait très-bien indiquer le côté faible de madame de Maintenon, lui dénoncer cet oubli où on l'accusait de laisser tomber insensiblement ses relations du passé : « On s'imagine que vos anciens amis ne tiennent pas en votre bienveillance une place fort assurée. » Il l'avertit qu'on lui reprochait à la cour de n'aimer à favoriser que des gens déjà élevés et par eux-mêmes en faveur. En même temps, il reconnaissait son charme, qui faisait qu'on lui restait attaché malgré tout : « Si cela vous paroît peu vraisemblable à cause que vous m'avez extrêmement négligé, lui disait-il, je vous apprends qu'entre vos merveilleuses qualités qui font tant de bruit, vous en avez une que je regarde comme un enchantement : c'est que les gens de bon goût qui vous ont bien connue ne vous sauroient quitter, de quelque adresse que vous usiez pour vous en défaire, et j'en suis un fidèle témoin. » Tout cela est finement observé et n'est pas du tout ridicule. En somme, on ne connaîtrait pas bien madame de Maintenon et surtout mademoiselle d'Aubigné, « belle et *d'une beauté qui plaît toujours*, douce, *secrète*, fidèle, modeste, intelligente..., » si on ne recourait au chevalier. (Lettres 38e, 61e, 48e, etc.) Je serais étonné si ce n'était pas d'elle aussi qu'il veut parler : « Une personne la plus charmante que je connus de ma vie... » (Page 152 des *OEuvres posthumes*.) La Beaumelle, ce chroniqueur si peu sûr, a *romancé* selon son usage le chapitre où figure le chevalier; il est temps qu'un noble et grave historien, M. le duc de Noailles, vienne remettre l'ordre et la justesse dans les choses de sa maison.

« Il faut, si l'on m'en croit, aller partout où mène le génie, sans autre division ni distinction que celle du bon sens. »

« Celui qui croit que le personnage qu'il joue lui sied mal ne le sauroit bien jouer, et qui se défie d'avoir de la grâce ne l'a jamais bonne. »

« Pour bien faire une chose, il ne suffit pas de la savoir, il faut s'y plaire, et ne s'en pas ennuyer. »

« Ce qui languit ne réjouit pas, et quand on n'est touché de rien, quoiqu'on ne soit pas mort, on fait toujours semblant de l'être. »

« La plupart des gens avancés en âge aiment bien à dire qu'ils ne sont plus bons à rien, pour insinuer que leur jeunesse étoit quelque chose de rare. »

Cet *honnête homme* que le chevalier veut former, et qui est comme un idéal qui le fuit (car l'ordre de société que ce soin suppose se dérobait dès lors à chaque instant), lui fournit pourtant une inépuisable matière à des observations nobles, déliées, neuves, parfois singulières et philosophiques aussi. Comme, selon lui, le propre de l'*honnête homme* est de n'avoir point de métier ni de profession, il pensait que la cour de France était surtout un théâtre favorable à le produire : « Car elle est la plus grande et la plus belle qui nous soit connue, disait-il, et elle se montre souvent si tranquille que les meilleurs ouvriers n'ont rien à faire qu'à se reposer. » Ce parfait loisir constitue véritablement le climat propice : être capable de tout et n'avoir à s'appliquer à rien, c'est la plus belle condition pour le jeu complet des facultés aimables : « Il y a toujours eu de certains fainéants sans métier, mais qui n'étoient pas sans mérite, et qui ne songeoient qu'à bien vivre et qu'à se produire de bon air. » Et ce mot de *fainéants* n'a rien de défavorable dans l'acception, car « ce sont d'ordinaire, comme il les définit bien délicatement, des *esprits doux* et des *cœurs tendres,* des gens fiers et civils, hardis et modestes, qui ne sont ni avares ni ambitieux, qui ne s'empressent pas pour gouverner et pour tenir la première place auprès des rois : ils n'ont guère pour but que d'apporter la joie partout (1), et leur plus grand soin ne tend qu'à mériter de l'estime et qu'à se faire aimer. » Voilà les *fainéants* du chevalier. Être ce qu'on appelle *affairé,* c'est là proprement la mort de l'honnête homme. M. Colbert, par exemple, était affairé, et de nos jours, hélas ! chacun ne ressemble-t-il pas plus ou moins en cela à M. Colbert (2)?

Pour être honnête homme (selon le chevalier toujours), il faut prendre part à tout ce qui peut rendre la vie heureuse et agréable, agréable aux autres comme à soi. De même que le chrétien veut faire du bien même à ceux qui lui veulent du mal, le vrai honnête homme ne saurait négliger de plaire, même à ses ennemis, quand il les rencontre : « car celui qui croit se venger en déplaisant se fait plus de mal qu'il n'en

(1) Et non pas une joie de plaisants et de diseurs de bons mots, comme les Boisrobert, les Marigny, les Sarasin (M. de Méré les exclut nommément), mais une joie légère et insinuante.

(2) M. Colbert était tel, occupé et le paraissant ; mais le fils de Colbert, l'aimable M. de Seignelai, comme il savait tout concilier ! On se rappelle ces vers de Chaulieu parlant de son rêve d'Élysée :

Dans un bois d'orangers qu'arrose un clair ruisseau,
Je revois Seignelai, je retrouve Béthune,
Esprits supérieurs en qui la volupté
Ne déroba jamais rien à l'habileté,
Dignes de plus de vie et de plus de fortune.

Seignelai, Béthune, M. de Lionne, on les reconnaît *honnêtes gens* jusque dans les affaires : ils portent le poids légèrement, et, à les voir, rien ne paraît.

fait aux autres. » — « Il y en a d'autres qui veulent bien plaire et se faire aimer; mais ni l'honneur, ni la vérité, ni le bien de ceux qui les écoutent, ne leur font jamais rien dire, s'ils n'y trouvent leur compte. » Ah! que cette vue sordide est bien loin du cœur du véritable honnète homme! Ne rien faire que par intérêt, même en ces choses légères, ne pas savoir être aimable, même gratuitement et en pure perte, M. de Méré appelle cela les *mauvaises mœurs*. Qu'aurait-il pensé de N., qui a tant d'esprit et qui se croit si moral, mais qui, dès sa jeunesse, et jusque dans ses frais d'esprit, n'a jamais rien fait d'inutile? L'honnête homme est plus généreux; il cherche à plaire partout et à tous, même aux moindres que lui, et sans intérêt. Qui n'a rencontré dans le monde, depuis qu'on n'a plus le loisir d'y être parfaitement *honnête homme*, de ces gens qui sont charmants avec vous le soir, à condition d'être brusques s'ils vous rencontrent le matin, et de s'arranger, du plus loin qu'ils vous avisent, pour ne vous point reconnaître? Ces procédés-là (qui sont déjà les procédés américains) n'entrent pas dans l'idée du chevalier : au fond d'un désert comme au milieu de la cour, à l'écart, à l'improviste, à chaque heure, son honnête homme est le même, car il a son inspiration dans le cœur. Aussi la vraie honnêteté est indépendante de la fortune; comme elle s'en passe au besoin, elle ne s'y arrête pas chez les autres; elle n'est dépaysée nulle part : « Un honnête homme de *grande vue* est si peu sujet aux préventions que, si un Indien d'un rare mérite venoit à la cour de France, et qu'il se pût expliquer, il ne perdroit pas auprès de lui le moindre de ses avantages; car, sitôt que la vérité se montre, un esprit raisonnable se plaît à la reconnoitre, et sans balancer. » Mais ici il devient évident que la vue du chevalier s'agrandit, qu'il est sorti de l'empire de la mode; son savoir-vivre s'élève jusqu'à n'être qu'une forme du *bene beateque vivere* des sages; son honnêteté n'est plus que la philosophie même, revêtue de tous ses charmes, et il a le droit de s'écrier : « Je ne comprends rien sous le ciel au-dessus de l'honnêteté : c'est la quintessence de toutes les vertus. »

Vous êtes-vous jamais demandé quelle nuance précise il y a entre l'*honnête homme* et le *galant homme?* Le chevalier va vous le dire. Un galant homme a de certains agréments qu'un honnête homme n'a pas toujours; mais un honnête homme en a de bien profonds, quoiqu'il s'empresse moins dans le monde. On n'est jamais tout à fait honnête homme *que les dames ne s'en soient mêlées;* cela est encore plus vrai du galant homme. Cette dernière qualité plaît surtout dans la jeunesse; prenez garde qu'elle ne passe avec elle aussi, comme une fleur ou comme un songe. Le véritable galant homme ne devrait être qu'un honnête homme un peu plus brillant ou plus enjoué qu'à son ordinaire, un honnête homme dans sa fleur.

On confond quelquefois le *bon air* avec l'*agrément*, il y a pourtant *beaucoup* de différence. « Le bon air, dit le chevalier, se montre d'abord; il est plus régulier et plus dans l'ordre. L'agrément est plus flatteur et plus insinuant; il va plus droit au cœur, et par des voies plus secrètes. Le bon air donne plus d'admiration, et l'agrément plus d'amour. Les jeunes gens qui ne sont pas encore faits, pour l'ordinaire n'ont pas le bon air, ni même de certains agréments de maître. » Le chevalier revient plus d'une fois sur cette idée que « ce qu'on appelle le goût bon, il ne faut pas l'attendre des jeunes gens, à moins qu'ils n'y soient extrêmement nés ou que l'on ait eu grand soin de les y élever. » Les jeunes gens, par une impétuosité naturelle, vont d'abord à ce qui leur paraît le plus nécessaire, et le reste les touche fort peu. Il est besoin, selon une expression heureuse, de *faire l'esprit*, de faire le goût : l'étoffe un peu roide a besoin d'un certain *usé* pour acquérir toute sa souplesse et son délicat. Au reste, ceux et surtout celles qui sont dignes d'avoir du goût y arrivent assez tôt, et de bien des manières. On se rappelle cette charmante et toute jeune mademoiselle de Saint-Germain chez Hamilton, qui avait tout bien dans sa personne hormis les *mains :*

« Et la belle se consoloit de ce que le temps de les avoir blanches n'étoit pas encore venu. »

A cet égard, tout épicurien qu'il se montre en bien des endroits, le chevalier ne sait sans doute pas la recette aussi bien que les Grammont, les Hamilton, ces voluptueux rompus à l'art de plaire. Lui qui nous parle si souvent de Pétrone et de César, ces honnêtes gens de l'antiquité, il ne s'est peut-être jamais posé, dans toute sa portée morale, la question délicate et périlleuse : « A quel prix le goût se perfectionne-t-il? et quel mélange secret le mûrit le mieux? » Mais, dans sa méthode plus honnête et moins hasardée, il sait trouver de bons conseils. Avec les femmes il recommande les procédés qui servent à montrer l'esprit tout en favorisant le sentiment. Il a remarqué que celles qui ont le plus d'esprit, dit-il, préfèrent à trop d'éclat et à trop d'empressement je ne sais quoi de plus retenu. Selon lui, on est trop prompt à leur jeter son cœur à la tête, et on leur en dit plus d'abord que la vraisemblance ne leur permet d'en croire, et bien souvent qu'elles n'en veulent : « On ne leur donne pas le loisir de pouvoir souhaiter qu'on les aime, et de goûter une certaine douceur qui ne se trouve que dans le progrès de l'amour. Il faut longtemps jouir de ce plaisir-là pour aimer toujours, car on ne se plaît guère à recevoir ce qu'on n'a pas beaucoup désiré, et, quand on l'a de la sorte, on s'accoutume à le négliger, et d'ordinaire on n'en revient plus. » Pour le coup, on connaît assez bien, ce me semble, le maître de madame de Maintenon; et qui donc sut mettre en pratique, comme elle, cet art de douce et puissante lenteur?

Le chevalier sait bien l'antiquité latine et grecque; il en parle très-volontiers, d'une manière qui nous paraît bien d'abord un peu étrange, car il l'accommode, bon gré mal gré, à ses façons modernes; pourtant il y a de quoi profiter à l'entendre. Comme il cherche partout des honnêtes gens, il s'est avisé de découvrir que le premier en date était Ulysse : « Il connoissoit le monde, comme Homère en parle, dit-il, mais je crois qu'il n'avoit que bien peu de lecture. » Puis vient Alcibiade, autre honnête homme selon Platon. On est tout étonné de le voir prendre sérieusement à partie Alexandre, et le morigéner en deux ou trois circonstances, comme civil et galant hors de propos (1); il essaye tout aussitôt de se justifier de l'étrange idée : « Que si l'on m'allègue que c'étoit la bienséance de ce temps-là, ce n'est rien à dire; les grâces d'un siècle sont celles de tous les temps. On s'y connoissoit alors à peu près comme aujourd'hui, tantôt plus, tantôt moins, selon les cours et les personnes; car le monde ne va ni ne vient, et ne fait que tourner. » L'erreur du chevalier se saisit bien nettement dans ce passage. Oui, le monde ne fait que *tourner*, mais les grâces, et surtout les bienséances, restent-elles les mêmes? Voilà ce qui ne saurait se soutenir, à moins d'être entiché, et, s'il est de certaines grâces naturelles et vraies qui, après des éclipses de goût, se maintiennent éternellement belles et restent jeunes toujours, sont-ce de ces grâces comme il l'entend, lui le bel esprit et le raffiné?

Le chevalier, je le répète, était fort instruit ; il avait présent à la pensée, sans doute, ce mot d'Hérodote : « Il y a longtemps que les hommes ont trouvé ce qui est bien, et ce qu'il importe de savoir. » Il avait assez d'étendue et de sagacité d'esprit pour deviner, chez ces hommes de l'antiquité, ceux qui réalisaient en eux quelque chose de l'idée subtile qu'il se faisait. En un sens, Pétrone et César lui paraissaient avec raison de vrais honnêtes gens, et ce Ménon le Thessalien, dont parle Xénophon dans sa *Retraite*, personnage qui avait tous les vices, surtout la fausseté, qui croyait exactement que la parole a été donnée pour déguiser sa pensée, même entre amis, et

(1) De même pour Scipion, de qui il a dit : « Je trouve Scipion si formaliste et si tendu, que je ne l'eusse pas cherché pour un homme de bonne compagnie. » (*OEuvres posthumes*, page 63.) Et sur Virgile, *qui écrivoit plus en poëte qu'en galant homme*, voir la lettre 22e à Costar.

qui regardait tout net les gens vrais comme des êtres *sans éducation* (1), ce Ménon si avancé en mœurs lui eût paru un faux honnête homme et un *roué* de ce temps-là. Mais le travers était de vouloir suivre dans le détail ce qui ne se laissait entrevoir que dans un aperçu rapide. Le chevalier, en vieillissant et en devenant plus vertueux, faisait subir à son idée d'*honnête homme* une métamorphose graduelle qui le menait jusqu'à y comprendre tous les sages, Platon, Pythagore lui-même. A force d'y voir je ne sais quelle puissance de charmer et d'adoucir les cœurs farouches, peu s'en faut qu'il n'y ait fait entrer Orphée. Il était tombé évidemment dans la confusion.

Il n'y était pas encore, quand il parlait de Pétrone et de César, et, quoiqu'il y ait dans le ton dont il disserte de ces fameux Romains un faux air de *Clélie,* il s'y trouve une connaissance incontestable du fond des choses et du caractère des personnages. Sur César, il sait très-bien accueillir par un éclat de rire un des faiseurs de romans d'alors qui, pour se venger de ce que le conquérant avait appelé les Gaulois des barbares, n'avait pas craint de décider que César était *peu cavalier*. Pour lui, il le juge assez au vrai, surtout son style dont il marque ainsi la physionomie :

« On sent son mérite et sa grandeur aux plus petites choses qu'il dit, non pas à parler pompeusement, au contraire sa manière est simple et sans parure, mais à je ne sais quoi de pur et de noble qui vient de la bonne nourriture (2) et de la hauteur du génie. Ces maîtres du monde, qui sont comme au-dessus de la fortune, ne regardent qu'indifféremment la plupart des choses que nous admirons, et, parce qu'ils en sont peu touchés, ils n'en parlent que négligemment. Dans un endroit où il raconte qu'il y eut deux ou trois de ses légions qui furent quelque temps en désordre, combattant contre celles de Pompée : On croit, dit-il, que c'étoit fait de César, si Pompée eût su vaincre. Cette victoire eût décidé de l'empire romain. Et voilà bien peu de mots, et bien simples pour une si grande chose. César étoit né avec deux passions violentes : la gloire et l'amour, qui l'entraînoient comme deux torrens... (3). »

Quant à Pétrone, il était fort à la mode en ce moment. Les Saint-Évremond, les Ninon, les Saint-Pavin, les Mitton (4), tous gens aimables et de plaisir, avec qui cor-

(1) Τῶν ἀπαιδεύτων : la noble chose que les Grecs appelaient παιδεία, et dont ils étaient si fiers, est bien en effet ce qui constituait chez eux l'*honnête homme*, pour parler le style de notre sujet.

(2) *Nourriture* pour éducation.

(3) Sixième *Conversation* avec le maréchal de Clérembaut. C'est de ces *Conversations* que j'ai tiré le plus grand nombre de mes citations, et aussi du premier des traités posthumes, qui a pour titre : *de la vraie Honnêteté*.

(4) Mitton ne se connaît bien que dans les *Lettres* de M. de Méré : c'est là qu'on apprend que cet épicurien insouciant avait écrit quelques pages *sur l'Honnêteté* qui se sont trouvées comprises dans les *OEuvres mêlées* de Saint-Évremond : « *Vous savez dire des choses*, lui écrit M. de Méré, et vous devez être persuadé qu'il n'y a rien de si rare. Vous souvenez-vous que madame la marquise de Sablé nous dit qu'elle n'en trouvoit que dans Montaigne et dans Voiture, et qu'elle n'estimoit que cela? Je m'assure que, si vous l'eussiez souvent vue, ou qu'elle eût eu de vos écrits, elle vous eût ajouté à ces deux excellens génies. » — Pascal avait fort connu Mitton, et, dans les ébauches de ses *Pensées,* il le nomme par moments et le prend à partie, quand il songe au type du libertin qu'il veut réfuter : « Le *moi* est haïssable. Vous, Mitton, le couvrez; vous ne l'ôtez pas pour cela... » En effet, selon Mitton, « pour se rendre heureux avec moins de peine, et pour l'être avec sûreté sans craindre d'être troublé dans son bonheur, il faut faire en sorte que les autres le soient avec nous; » car alors tous obstacles sont levés, et tout le monde nous *prête la main*. « C'est ce ménagement de bonheur pour nous et pour les autres que l'on doit appeler *honnêteté*, qui n'est, à le bien prendre, que *l'amour-propre bien réglé*. » C'est à cela que Pascal semble répondre directement dans son apostrophe à l'aimable égoïste.

respond le chevalier, raffolaient du voluptueux Romain. Lui-même, en son bon temps, le chevalier était de cette secte; il en était à sa manière, épicurien un peu formaliste et compassé, rédigeant le code d'Aristippe plutôt que de s'y laisser doucement aller. On entrevoit dans ses *Lettres* tout un groupe plus naturel que lui, plus hardi et plus libre, toute une délicieuse bande qui précède en date et qui présage le groupe des du Deffand, des Hénault et des Desalleurs, de ces contemporains de la jeunesse de Voltaire. Sous les airs réguliers du grand règne, si l'on sait y lire et pénétrer, que de petites coteries ininterrompues, du XVIe siècle jusqu'au XVIIIe, qui ont eu ainsi pour patron Rabelais ou Pétrone!

Dans une lettre à la duchesse de Lesdiguières, qui était son héroïne tout comme le maréchal de Clérembaut est son héros, le chevalier traduit *la Matrone d'Éphèse* qui amusera aussi la plume de Saint-Évremond. En traduisant Pétrone, et dans de certains détails de mœurs qui précèdent le récit de l'aventure, le chevalier l'arrange un peu. « Je le mets dans notre langue, dit-il, non pas toujours comme il est dans l'original, mais comme je crois qu'il y devroit être. » Il se trouve ainsi que Pétrone ne nous parle que de l'aimable *Phryné* et de *Climène,* au lieu de nous parler d'autre chose; mais ce n'est pas là un grave reproche que nous adresserons au chevalier; sa traduction du morceau est des plus agréables à lire en elle-même et se peut dire dans tous les cas une *belle infidèle.*

Pétrone, livre charmant et terrible par tout ce qu'il soulève de pensées et de doutes dans une âme saine! Ce *Satyricon* est bien l'œuvre d'un démon. Que la composition y soit absente, que l'intention générale reste énigmatique, eh! qu'importe? chaque morceau en est exquis, chaque détail suffit pour engager. Je ne me flatte pas d'avoir rompu toute l'enveloppe, et je n'y ai pas visé le moins du monde; j'ai lu, j'ai glissé, et il m'a suffi de cet à-peu-près facile pour apprécier du moins, au milieu de tout ce qui m'échappait, la façon de dire vite et bien, la touche légère, l'élégante familiarité, cette nouveauté qui n'est pas tirée de trop loin et qui rencontre aisément ce qu'elle cherche (*curiosa felicitas,* comme Pétrone lui-même a dit d'Horace); en un mot, ce cachet qui a caractérisé de tout temps les écrivains maîtres en l'art de plaire. Quelques narrations, parmi lesquelles se détache le conte de cette *Matrone* tant célébrée, sont des pièces accomplies, et les vers que l'auteur s'est passé la fantaisie d'insérer à travers sa prose, à la différence de ce qu'offrent en français ces sortes de mélanges, ont une solidité et un brillant qui en font de vraies perles enchâssées. Pourtant cette jouissance du goût laisse après elle une impression inquiétante et soulève dans l'esprit un problème qui lui pèse. Que le goût ne soit pas la même chose que la morale, nous le savons à merveille; mais est-il possible qu'il s'en sépare à ce point, et que la perfection de l'un se rencontre dans la ruine et la perversion de l'autre? Quoi! se peut-il? Combien de corruption pour cette perfection! Combien de fumier pour cette fleur! De quels éléments est-elle donc pétrie cette grâce suprême et dernière qui n'a qu'un *point* et un *moment?* Car cette délicatesse-là, qui est celle de la fin, ressemble, on l'a dit, à ces viandes faites qui ne sauraient attendre un instant de plus. Disons vite qu'il est un certain goût primitif et sain, né du cœur et de la nature, plus rude parfois, mais tout généreux, et dont la franche saveur répare et ne s'épuise pas. Il y a Lucrèce enfin tout à l'opposé de Pétrone; il y en a quelques autres encore dans l'intervalle, et l'on n'est pas absolument tenu de choisir entre l'historien d'Eumolpe et le vertueux académicien Thomas.

Il y avait, si j'ose dire, un peu de ce dernier dans M. de Méré. J'ai fait assez voir qu'il n'a jamais su triompher de sa roideur. Si Pétrone et le chevalier de Grammont étaient les deux héros de Saint-Évremond, Pétrone et le maréchal de Clérembaut étaient ceux de notre chevalier, et, si habile de conduite que pût être ce maréchal au

parler bègue (1), je le soupçonne sans injure d'avoir été un modèle un peu moins ravissant que le beau-frère d'Hamilton. Pour les idées aussi bien que pour les agréments, le chevalier peut bien n'être jamais allé au delà d'une certaine surface et n'avoir point percé la glace, même en fait d'épicurisme. Je n'en voudrais qu'une petite preuve que je jette à l'avance ici. Les anciens avaient remarqué que de toutes les écoles de philosophie on passait dans celle d'Épicure, mais qu'une fois dans celle-ci on y restait et qu'on ne passait point à d'autres. Cela est encore vrai, même des modernes; les vrais épicuriens, ceux qui sont allés une fois au fond, m'ont bien l'air de vivre tels jusqu'au bout et de mourir tels, sauf les convenances. Or, le chevalier vieillissant se convertit tout de bon, et ce ne fut pas, comme la Rochefoucauld, à l'extrémité, et pour *faire une fin;* il suffit de lire les écrits de ses dernières années pour voir quel bizarre amalgame se faisait dans son esprit de son ancien jargon d'*honnête homme* avec ses nouveaux sentiments de dévot. J'en conclus qu'il ne fut jamais à fond de la secte de la Rochefoucauld, de Saint-Évremond et de Ninon.

Le seul ouvrage de M. de Méré qui vaille aujourd'hui la peine qu'on s'y arrête avec détail, ce sont ses *Lettres;* l'on en pourrait tirer un certain nombre de singulières et d'intéressantes. J'en donnerai trois ici. La première est longue, mais, je ne sais si je m'abuse, elle me paraît charmante, et elle a semblé telle à de bons juges sur qui je l'ai essayée. C'est tout un petit roman finement touché, tendre et discret, un tableau peint de couleurs du temps, qui, à demi passées, font sourire et plaisent encore. Le chevalier écrit à la duchesse de Lesdiguières sur son sujet favori, sur les maîtres en fait d'usage et d'agréments. Mais où les trouver ces maîtres accomplis? Ils sont souvent si *libertins* qu'ils échappent et qu'on ne les a pas comme on veut :

« Le meilleur expédient, poursuit-il, pour apprendre une chose en peu de temps et sans maître, c'est de s'imaginer qu'on n'a que cette seule voie pour obtenir ce qu'on souhaite le plus. Les violents désirs sont industrieux, et c'est ce qu'on dit que, lorsqu'on aime, on ne trouve rien d'impossible.

« Un de mes amis, fort galant homme, m'étant un jour venu voir, lisoit je ne sais quoi que j'avois écrit, et le lisoit d'une manière que j'en fus charmé, quoique je n'eusse jamais eu de plaisir à le lire. Je lui demandai comment il avoit acquis cette science.

« — Ha! me répondit mon ami avec un profond soupir, de quoi m'allez-vous parler? En revenant de Rome, je passai par une ville de France; c'étoit sur la fin de mai, et, le soir, prenant le frais dans un jardin où les dames se promenoient, j'en vis une qui me blessa dans la foule, sans dessein de me nuire, car elle ne m'avoit pas regardé, et je ne lui avois pu dire un seul mot. Cependant j'en devins, en moins de deux heures, si ardemment amoureux, que je fus toute la nuit sans dormir. Son visage et sa taille, son air à marcher et sa mine enjouée avec un sourire flatteur me repassoient devant les yeux, et ses paroles m'avoient tant plu qu'il me sembloit que je l'entendois encore discourir, et j'en étois enchanté, de sorte que, le lendemain, je la cherchois partout; et, comme je m'en informois, j'appris qu'il y avoit peu de temps qu'elle étoit mariée, et que, dès le matin, elle étoit partie pour retourner dans une maison de campagne, et que cette maison étoit dans un désert. Je sus aussi que son mari étoit inaccessible aux gens du monde, qu'il ne songeoit qu'à son ménage et qu'à goûter le repos et les douceurs de la retraite. Je ne cherchois que des personnes qui me pussent parler d'elle, et j'en trouvois assez, parce que tout le

(1) Sur le maréchal de Clérembaut (Palluau), plus adroit courtisan que grand guerrier, on peut voir les *Mémoires* de madame de Motteville, 31 mars 1649.

monde l'aimoit ; et tant de choses qu'on m'en disoit augmentoient le désir que j'avois de la revoir et m'en ôtoient l'espérance. J'étois bien triste, et je ne savois par où me consoler ; car de l'ôter de mon cœur, cela me sembloit impossible; et, quoique le peu d'apparence de pouvoir passer ma vie auprès d'elle m'eût désespéré, je me plaisois trop à m'en souvenir pour essayer de l'oublier.

« La maison où demeuroit cette dame étoit au milieu d'une grande forêt, et située entre deux collines par où passe une petite rivière dont l'eau est aussi claire et aussi pure que celle d'une source vive ; et ce qui la rend bien considérable, c'est que cette dame s'y est quelquefois baignée. La ville où j'étois est à cinq lieues de cette maison, et j'allois souvent rôder de ce côté-là, non pas en espérance de voir cette aimable personne; mais, comme je ne me sentois malheureux que par son absence, il me sembloit que plus je m'approchois du lieu où elle étoit, moins j'étois à plaindre. « Voilà, disois-je, l'endroit qui possède tout ce qui m'est cher au monde, et le seul « qui m'est défendu ! » Plus je le considérois, plus j'étois vivement touché, et je ne pouvois m'en éloigner sans redoubler mes soupirs et mes plaintes. « Hélas ! disois-je en « soupirant, que ses domestiques sont heureux qui peuvent la regarder et lui parler! « mais n'en pourrois-je pas être en me déguisant? Je ne puis vivre en l'état où je suis, « et je n'ai plus à garder ni mesure, ni bienséance. » Je savois que son mari avait deux enfans encore jeunes, d'une première femme, et je m'allai mettre dans l'esprit de feindre que j'étois de ces précepteurs libertins qui courent le monde. Un jour, que je n'en pouvois plus, un de mes gens, qui m'avoit suivi, m'avertit que la nuit s'approchoit et qu'il n'y avoit point de lune ; je m'arrêtai dans un village à l'entrée de la forêt, et là, parce que cet homme étoit secret et fidèle, je lui communiquai mon dessein qui l'étonna; mais il fallut m'obéir. Je le fis partir tout à l'heure avec ordre de ce qu'il avoit à faire, d'envoyer mon équipage chez moi, de dire que j'avois pris une autre route, et de m'apporter un habit comme je le voulois (c'étoit lui qui m'habilloit), et je lui recommandai surtout de ne pas tarder.

« Je fus en ce lieu deux jours dans une grande impatience de commencer le rôle que j'allois jouer. Enfin mon homme revint sur le midi, et tout aussitôt je montai à cheval et perçai dans la forêt pour changer d'habit. J'avançois insensiblement du côté de la maison, et, n'en étant plus qu'à deux mille pas, je descendis de cheval dans une touffe d'arbres fort épaisse, et je fus longtemps à m'ajuster : car, encore que je me voulusse déguiser, je songeois beaucoup plus à prendre l'air et la mine d'un honnête homme. Quand je me fus mis le plus décemment que je pus, mon homme, prenant mon cheval, se retira du côté de la ville, et je demeurai seul avec un petit sac de hardes que je portai sous mon bras jusqu'à une ferme proche de la maison, et je priai la fermière de me le garder. Après, j'entrai dans la cour où il y avoit trois ou quatre dogues qui se vouloient déchainer. Le maître vint à ce bruit, et je le saluai. C'étoit un homme avancé en âge, fort timide et d'une foible constitution; mais il aimoit à se faire craindre ; et, parce qu'il avoit cru que ces dogues m'avoient épouvanté, il me dit qu'il seroit bien dangereux de se promener la nuit autour de chez lui, et, me faisant entrer dans une salle, il me demanda ce que je cherchois :

« — Je suis, lui dis-je, un homme de lettres qui me mêle d'instruire les jeunes gens.

« — Vous êtes propre et leste, reprit-il; mais n'avez-vous ni bonnet ni chemise, et marchez-vous comme cela sans hardes ?

« Je lui répondis que j'avais laissé mon paquet chez une femme proche du château, pour me présenter plus respectueusement et pour offrir mon service de meilleure grâce.

« — C'est bien fait, me dit-il, et je me doute que vous savez chanter et faire quelques méchants vers. Tous vos confrères se mêlent de l'un et de l'autre ; ce sont des

vagabonds qui ne vont deçà delà que pour apporter du scandale et séduire quelque innocente, et, quand on les pense tenir, ils ne manquent jamais de faire un trou à la nuit.

« Je lui repartis que j'étois d'un esprit plus modéré, que j'avois passé deux ans et demi chez un gentilhomme de Normandie à élever ses enfants, et que je ne les avois point quittés qu'ils ne fussent bons latins et bons philosophes ; du reste, qu'il n'avoit pas besoin d'un autre que de moi pour apprendre à messieurs ses enfants à faire des armes ni à danser, que je savois tous les exercices, parce que j'avois été cinq ans à Rome auprès d'un jeune homme de qualité qui m'aimoit et me faisoit instruire par ses maîtres ; et pour lui montrer mon adresse, je me mis en garde avec une canne que j'avois ; j'allongeois et parois, j'avançois et reculois en maître, et puis, ayant quitté ma canne, je fis quelques pas forts de ballet et plusieurs *caprioles* qui le réjouirent ; mais, ce qui lui plut encore, je ne fus pas difficile pour mes appointements.

« Il m'ordonna de me reposer, et monta dans l'appartement de madame pour lui raconter cette aventure. Elle m'envoya querir tout aussitôt, et cette nouvelle, quoique je n'en dusse pas être surpris, m'ôta presque la respiration. Je ne pouvois vivre en l'absence de cette aimable personne, et je ne l'osois aborder ; j'avois tant d'amour et de joie, tant de respect et de crainte, que, quand je me voulus lever, il me prit un tremblement comme d'un accès de fièvre. Enfin, m'étant remis le mieux que je pus, j'entrai dans un cabinet fort propre où je fis la révérence à la plus belle femme qu'on ait jamais vue ; je me baissai avec beaucoup de respect pour lui baiser la robe, mais elle m'en empêcha et me voulut bien saluer aussi civilement que si je n'eusse pas été déguisé. Elle tenoit un livre d'*Astrée* entre ses mains, et sur ses genoux la *Jérusalem* du Tasse (1), car elle savoit parfaitement la langue italienne, et faisoit cas de ces deux livres comme une personne de bon goût, de sorte qu'elle aimoit à s'en entretenir, et même à les ouïr lire d'un ton agréable. Je m'en aperçus bien vite, parce qu'en s'informant de ce que je savois, elle me demanda si je savois lire ; et, comme son mari trouvoit cette question fort plaisante de s'enquérir d'un docteur s'il savoit lire, et qu'il en rioit à ne s'en pouvoir apaiser :

« — Il y a, dit-elle, plus de mystère à lire qu'on ne pense.

« Et cela me fit bien connoître qu'elle s'y plaisoit et qu'elle avoit le sentiment délicat. Aussi, pour dire le vrai, c'étoit le principal divertissement qu'elle pût avoir dans une si grande solitude.

« On le vint avertir qu'on avoit servi à souper, et monsieur me fit mettre auprès de ses enfants et me dit qu'il souhaiteroit bien de les voir savans, mais de la science du monde plutôt que de celle des docteurs.

Autrefois, continua-t-il, j'étudiai plus que je n'eusse voulu, parce que j'avois un père qui, n'ayant pas étudié, rapportoit à l'ignorance des lettres tout ce qui lui avoit mal réussi. Cela l'obligea de me laisser jusqu'à l'âge de vingt-deux ans au collége, et, lorsque j'en fus sorti, je connus par expérience qu'excepté le latin que j'étois bien aise de savoir, tout ce qu'on m'avoit appris m'étoit non-seulement inutile, mais encore nuisible, à cause que je m'étois accoutumé à parler dans les disputes sans entendre ni ce qu'on me disoit, ni ce que je répondois, comme c'est l'ordinaire. J'eus beaucoup de peine à me défaire de cette mauvaise habitude quand j'allai dans le monde, et même à ne pas user de ces certains termes qui n'y sont pas bien reçus, outre que je me trouvois si neuf et si mal propre à ce que les autres faisoient que je ne m'osois montrer en bonne compagnie. Je m'imagine donc que tout ce qu'on doit le plus désirer pour aller dans le monde, c'est d'être honnête homme et d'en acquérir la réputation ; mais, pour y parvenir, que jugeriez-vous de plus à propos et de plus nécessaire ?

(1) La *Jérusalem* et l'*Astrée*, c'étaient les plus belles nouveautés d'alors.

« Alors je m'écriai d'une façon modeste et respectueuse :

« — Ah ! monsieur, que vous parlez de bon sens et en habile homme ! Si vous vouliez vous-même instruire ces messieurs, ils n'auraient que faire d'un autre précepteur ni d'un autre gouverneur pour se rendre aussi aimables par leur procédé que par leur présence. »

Je supprime ici le discours de l'amoureux, dans lequel il ne manque pas de définir en détail les qualités de l'*honnête homme*, et de se faire valoir par là auprès de la dame en même temps qu'auprès du mari.

« Comme je discourois de la sorte (continue-t-il), madame m'écoutoit avec une attention qui témoignoit assez qu'elle se plaisoit à m'entendre. Monsieur, de son côté, prenant un visage riant, but à ma santé, et, me faisant goûter d'excellent vin, m'en demanda mon avis. Il aimoit la bonne chère, et sa table étoit bien servie. Madame aussi, qui plaisoit partout, étoit de bonne compagnie à la table, et nous y fûmes plus d'une heure sans qu'elle fît le moindre semblant d'en vouloir sortir. A la fin, s'étant levée, elle se retira dans son cabinet, et le maître en son appartement fort éloigné de celui de madame, où il n'alloit que bien peu, car on eût dit qu'il ne l'avoit épousée que pour l'ôter au monde. On me donna une chambre fort commode, et je m'étonnois qu'en un lieu si sauvage il y eût tant d'ordre et de propreté; mais j'admirois principalement qu'une si rare personne y fût cachée. Que je serois heureux, disois-je en soupirant d'amour et de joie, si je me pouvois insinuer dans son cœur ! Le meilleur moyen qui s'en présente dépend de bien lire; il faut donc que je tâche de lui plaire en tirant la quintessence de tous les agréments qui la peuvent toucher par la meilleure manière de lire; elle consiste à bien prononcer les mots, et d'un ton conforme au sujet du discours, que ma parole la flatte sans l'endormir, qu'elle l'éveille sans la choquer, que j'use d'inflexions pour ne la pas lasser, que je prononce tendrement et d'une voix mourante les choses tendres, mais d'une façon si tempérée, qu'elle n'y sente rien d'affecté (1). Je fis en peu de jours tant de progrès en cette étude qu'elle ne se plaisoit plus qu'à me faire lire et qu'à s'entretenir avec moi. Son mari en étoit fort aise, parce que je la désennuyois et qu'elle ne lui parloit plus d'aller dans les villes. Encore, pour la divertir, je lui contois souvent quelque aventure à peu près comme la mienne, et je voyois qu'elle étoit souvent attendrie, et que, pour m'en ôter la connoissance, elle se cachoit de son éventail, car je fus longtemps sans m'oser déclarer. » — Mon ami, après m'avoir dit ce qui l'avoit rendu si bon lecteur, se voyant quitte de ce que je lui avois demandé, se tint dans un morne silence. J'avois eu tant d'attention à son discours, que je l'allois prier de continuer, quand je vis dans ses yeux une tristesse si tendre et si profonde, que je crus qu'il étoit près de s'évanouir. Il commençoit à extravaguer, et je le remis le mieux qu'il me fut possible. Je sus depuis toute cette aventure, et je n'en fus guère moins touché que lui. Je voudrois vous la pouvoir conter tout d'une suite, car je crois que vous seriez bien aise de l'apprendre ; mais, madame, outre que cela ne seroit pas si tôt fait, et que je me lasse fort aisément, il me semble qu'il y a plus de huit heures que je vous écris, et je suis accablé de sommeil. »

La suite de l'histoire ne vient pas et ne vint jamais, et n'est-ce point, en effet, sur ce propos brisé qu'il sied de finir ? Ainsi coupé, l'aimable récit est plus délicat ; un

(1) C'est aussi le précepte d'Ovide :

Elige quod docili molliter ore legas.

(*Art d'aimer*, liv. III.)

peu de malice s'y mêle; le conteur n'a voulu que faire valoir les avantages du *bien lire;* c'est un conseil et un encouragement qu'il donne aux jeunes gens pour s'y former : que lui demandez-vous davantage ?

Ces pages, qui sont au plus tard de l'année 1656, puisqu'elles s'adressent à la duchesse de Lesdiguières (1), présagent déjà la réforme discrète qui va se faire dans le roman, et elles promettent madame de la Fayette. Elles sont si pures et si châtiées de ton, que Fléchier, jeune et galant, aurait pu les écrire.

La seconde lettre que je veux citer est courte, mais fort bizarre ; elle prouve, ce qu'on savait déjà beaucoup trop, combien ce raffinement de langage et ce précieux tant cherché se combinaient très-bien quelquefois avec un reste de grossièreté dans le procédé et dans les manières. La lettre est adressée à *Madame la maréchale* *** qui est probablement madame de Clérembaut, fille de M. de Chavigny, personne d'esprit et qui passait pour extrêmement savante :

« Puisque vous êtes si curieuse, madame, que de vouloir apprendre tout ce qui se passa au rendez-vous d'avant-hier, j'aurai tantôt l'honneur de vous voir et de vous en dire jusqu'aux moindres circonstances. Cependant vous saurez qu'il y eut un excellent concert, et qu'après que les musiciens furent las de chanter, on se mit à discourir. Il y avoit sept ou huit des plus belles personnes de la cour, entre lesquelles la duchesse de Montbazon paroissoit fort parée et dans une grande beauté, de sorte qu'on n'avoit les yeux que sur elle. On avoit espéré que la duchesse de Lesdiguières (2) s'y trouveroit, et, comme on ne s'y attendoit plus, elle parut, et nous la vîmes poindre avec cet air fin et brillant que vous savez et qui plait toujours. La duchesse de Montbazon, qui s'avança vers elle, lui parla tout bas et lui fit ensuite des compliments mêlés de louanges, et de la meilleure foi du monde, comme vous pouvez juger. L'autre se couvroit de temps en temps de son manchon, et d'un air modeste, et même timide en apparence, faisoit semblant de n'oser paroître auprès d'une si belle personne ; mais on sentoit bien, à la regarder, que ces façons ne tendoient qu'à vaincre plus sûrement et de meilleure grâce. Sitôt que tout le monde fut assis : « La conversation, dit monsieur le maréchal, a été fort agréable ; mais, à cause de madame, il faut *renouveler* d'esprit (3); elle mérite qu'on n'épargne rien de galant. » La belle duchesse ne répondit qu'avec un doux sourire; mais elle parut si aimable, qu'on s'attacha plus que devant à dire de bons mots et de jolies choses. Ce dessein ne réussit pas toujours, et principalement lorsqu'on témoigne de le souhaiter, si bien que je ne laissai pas de vous trouver fort à dire. Aussi je m'en allois si l'on ne m'eût retenu, et je n'ose vous écrire combien la débauche fut grande; vous le pouvez con-

(1) La duchesse mourut le 2 juillet 1656, l'année des *Provinciales* et du miracle de la *sainte Épine*, et elle eut même recours à cette relique, alors dans toute sa vogue, sans pouvoir guérir.

(2) Cette duchesse de Lesdiguières, qui revient à tout instant sous la plume du chevalier, *la Reine des Alpes*, comme il l'appelle, la même qui joua un certain rôle sous la Fronde et que Sénac de Meilhan a fort agréablement mise en jeu dans ses prétendus *Mémoires* de la Palatine, était Anne de la Magdeleine de Ragny, fille unique de Léonor de la Magdeleine, marquise de Ragny, et d'Hippolyte de Gondi. Par sa mère, elle se trouvait cousine germaine du cardinal de Retz, qui fit ce qu'il put pour qu'elle lui fût encore autre chose. Mariée en 1632, elle mourut, je l'ai dit, en 1656, laissant le chevalier de Méré dans tout son brillant d'homme à la mode. Tallemant des Réaux a consacré à la duchesse un petit article gaillard à la suite de M. de Roquelaure. Il ne faut pas confondre cette duchesse de Lesdiguières avec sa belle-fille, qui était une Gondi et nièce du cardinal de Retz.

(3) *Renouveler* d'esprit : malgré mon respect pour le texte du chevalier et pour ses façons particulières de dire, je crois que c'est ici une faute d'impression, et qu'il faut lire tout simplement *redoubler*.

jecturer par l'emportement du sage ***, qui ne se contenta pas de nous parler des secrètes beautés de sa femme, et qui vouloit encore que nous en pussions juger par nous-mêmes. Elle s'en mit fort en colère, et les autres dames, les plus sévères, ne faisoient qu'en rire. Même il y en eut une qui, pour l'apaiser, lui représenta que son mari ne lui vouloit faire autre mal que de nous montrer qu'elle avoit la peau belle, qu'on n'en usoit pas autrement parmi les dames de conséquence et d'une excellente beauté, surtout un jour de réjouissance comme celui du carnaval. Ces raisons l'adoucirent bien fort, et je vis l'heure qu'elle étoit persuadée; mais enfin elle dit que cet homme, qui paraissoit si sage, n'étoit qu'un fou dans la débauche, et qu'elle ne désarmeroit point qu'on ne l'eût mis dehors, car elle avoit pris mon épée et menaçoit d'en tuer le premier qui s'approcheroit d'elle. On fit pourtant le traité à des conditions plus douces, et le tumulte finit agréablement. »

Ainsi voilà, en si beau monde, un sage mari qui, pour être en pointe de vin, se met à jouer un très-vilain jeu, et si au vif que la dame alarmée dégaine l'épée de quelqu'un de la compagnie pour se défendre. Il est vrai que tout cela se passait en carnaval (1).

La dernière lettre que j'ai à produire, et qui est restée jusqu'ici enfouie dans le recueil qu'on ne lit pas, est d'un tout autre caractère que la précédente, et d'un intérêt moral tout particulier; elle nous rend la conversation d'un des hommes qui causaient le mieux, avec le plus de douceur et d'insinuation, de ce la Rochefoucauld qui n'avait de chagrin que ses *Maximes,* mais qui, dans le commerce de la vie, savait si bien recouvrir son secret d'une enveloppe flatteuse. La lettre du chevalier nous le montre devisant et moralisant dans l'intimité; si fidèle qu'ait voulu être le secrétaire, on sent, à le lire, qu'il n'a pu tout rendre, et l'on découvre bien par-ci par-là quelque solution de continuité dans ce qu'il rapporte. « Il y a, dit la Rochefoucauld, des tons, des airs, des manières qui font tout ce qu'il y a d'agréable ou de désagréable, de délicat ou de choquant dans la conversation. » Mais, quoique tout cela s'évanouisse dès qu'on écrit, on croit saisir dans le mouvement prolongé du discours quelque chose même de ces tons qui faisaient de ce penseur amer un si doux causeur, et qui attachaient en l'écoutant. Cette page du chevalier devrait s'ajouter, dans les éditions de la Rochefoucauld, à la suite des *Réflexions diverses* dont elle semble une application vivante. La lettre est adressée à une duchesse dont on ne dit pas le nom :

« Vous voulez que je vous écrive, madame, et vous me l'avez commandé de si bonne grâce et si galamment, que je n'ai pu vous le refuser... Et peut-être qu'il seroit encore de plus mauvais air de vous manquer de parole que de ne vous rien dire d'agréable. Quoi qu'il en soit, vous me donnez le moyen de me sauver de l'un et de l'autre, en m'ordonnant de vous rapporter la conversation que j'eus avant-hier

(1) C'est dans un temps de carnaval aussi que le chevalier écrivait à une jeune dame une lettre incroyable (la 98e), dans laquelle il disserte à fond sur certaine syllabe que les précieuses trouvaient déshonnête. On noterait bien d'autres endroits encore où une sorte de grossièreté perce sous la quintessence et prend même le dessus : la lettre 195e, qui contient une théorie savante sur le mariage *à trois ;* la 139e, où il fait du bel esprit sur des choses simplement *malpropres ;* la 30e, où, à travers la gaudriole, *les Filles de la Reine* sont traitées fort lestement. Mais la 17e, qui est une lettre de rupture, ne saurait se qualifier autrement que de brutale, et elle paraîtrait aujourd'hui indigne d'un honnête homme. Ces taches fréquentes, jusque dans un homme aussi poli que l'était le chevalier, attestent les mœurs d'alentour et donnent raison à Tallemant des Réaux. C'est sur tous ces points que notre siècle, notre société moyenne, moins raffinée, se rachète pourtant et retrouve en gros ses avantages.

avec M. de la Rochefoucauld, car il parla presque toujours, et vous savez comme il s'en acquitte. Nous étions dans un coin de chambre, tête à tête, à nous entretenir sincèrement de tout ce qui nous venoit dans l'esprit. Nous lisions de temps en temps quelques rondeaux où l'adresse et la délicatesse s'étoient épuisées (1). — Mon Dieu! me dit-il, que le monde juge mal de ces sortes de beautés! et ne m'avouerez-vous pas que nous sommes dans un temps où l'on ne se doit pas trop mêler d'écrire? — Je lui répondis que j'en demeurois d'accord, et que je ne voyois point d'autre raison de cette injustice, si ce n'est que la plupart de ces juges n'ont ni goût ni esprit. — Ce n'est pas tant cela, ce me semble, reprit-il, que je ne sais quoi d'envieux et de malin qui fait mal prendre ce qu'on écrit de meilleur. — Ne vous l'imaginez pas, je vous prie, lui repartis-je, et soyez assuré qu'il est impossible de connoître le prix d'une chose excellente sans l'aimer, ni sans être favorable à celui qui l'a faite. Et comment peut-on mieux témoigner qu'on est stupide et sans goût, que d'être insensible aux charmes de l'esprit? — J'ai remarqué, reprit-il, les défauts de l'esprit et du cœur de la plupart du monde, et ceux qui ne me connoissent que par là pensent que j'ai tous ces défauts, comme si j'avois fait mon portrait. C'est une chose étrange que mes actions et mon procédé ne les en désabusent pas. — Vous me faites souvenir, lui dis-je, de cet admirable génie (2) qui laissa tant de beaux ouvrages, tant de chefs-d'œuvre d'esprit et d'invention, comme une vive lumière dont les uns furent éclairés et la plupart éblouis; mais, parce qu'il étoit persuadé qu'on n'est heureux que par le plaisir, ni malheureux que par la douleur (ce qui me semble, à le bien examiner, plus clair que le jour), on l'a regardé comme l'auteur de la plus infâme et de la plus honteuse débauche, si bien que la pureté de ses mœurs ne le put exempter de cette horrible calomnie. — Je serois assez de son avis, me dit-il, et je crois qu'on pourroit faire une maxime que la vertu mal entendue n'est guère moins incommode que le vice bien ménagé n'est agréable (3). — Ah! monsieur, m'écriai-je, il s'en faut bien garder; ces termes sont si scandaleux, qu'ils feroient condamner la chose du monde la plus honnête et la plus sainte. — Aussi n'usé-je de ces mots, me dit-il, que pour m'accommoder au langage de certaines gens qui donnent souvent le nom de vice à la vertu, et celui de vertu au vice. Et parce que tout le monde veut être heureux, et que c'est le but où tendent toutes les actions de la vie, j'admire que ce qu'ils appellent vice soit ordinairement doux et commode, et que la vertu mal entendue soit âpre et pesante. Je ne m'étonne pas que ce grand homme (4) ait eu tant d'ennemis; la véritable vertu se confie en elle-même, elle se montre sans artifice et d'un air simple et naturel, comme celle de Socrate. Mais les faux honnêtes gens, aussi bien que les faux dévots, ne cherchent que l'apparence, et je crois que, dans la morale, Sénèque étoit un hypocrite et qu'Épicure étoit un saint. Je ne vois rien de si beau que la noblesse du cœur et la hauteur de l'esprit; c'est de là que procède la parfaite honnêteté que je mets au-dessus de tout, et qui me semble à préférer, pour l'heur de la vie, à la possession d'un royaume. Ainsi, j'aime la vraie vertu comme je hais le vrai vice; mais, selon mon sens, pour être effectivement vertueux, au moins pour l'être de bonne grâce, il faut savoir pratiquer les bienséances, juger sainement de tout, et donner l'avantage aux excellentes choses par-dessus celles qui ne sont que médiocres. La règle, à mon gré, la plus certaine pour ne pas douter si une chose est en perfection, c'est d'observer si elle sied bien à toute sorte d'égards; et rien ne me paroît de

(1) Sans doute le *Recueil de Rondeaux*, imprimé en 1650, celui même d'où la Bruyère a tiré les deux rondeaux qu'on lit dans l'un de ses chapitres.

(2) Épicure.

(3) Je rétablis ici deux mots omis qui sont indispensables pour le sens.

(4) Toujours Épicure.

si mauvaise grâce que d'être un sot ou une sotte, et de se laisser empiéter aux préventions. Nous devons quelque chose aux coutumes des lieux où nous vivons, pour ne pas choquer la révérence publique, quoique ces coutumes soient mauvaises; mais nous ne leur devons que de l'apparence : il faut les en payer et se bien garder de les approuver dans son cœur (1), de peur d'offenser la raison universelle qui les condamne. Et puis, comme une vérité ne va jamais seule, il arrive aussi qu'une erreur en attire beaucoup d'autres. Sur ce principe qu'on doit souhaiter d'être heureux, les honneurs, la beauté, la valeur, l'esprit, les richesses et la vertu même, tout cela n'est à désirer que pour se rendre la vie agréable (2). Il est à remarquer qu'on ne voit rien de pur et de sincère, qu'il y a du bien et du mal en toutes les choses de la vie, qu'il faut les prendre et les dispenser à notre usage, que le bonheur de l'un seroit souvent le malheur de l'autre, et que la vertu fuit l'excès comme le défaut. Peut-être qu'Aristide et Socrate n'étoient que trop vertueux, et qu'Alcibiade et Phédon ne l'étoient pas assez; mais je ne sais si, pour vivre content et comme un honnête homme du monde, il ne vaudroit pas mieux être Alcibiade et Phédon qu'Aristide ou Socrate. Quantité de choses sont nécessaires pour être heureux, mais une seule suffit pour être à plaindre; et ce sont les plaisirs de l'esprit et du corps qui rendent la vie douce et plaisante, comme les douleurs de l'un et de l'autre la font trouver dure et fâcheuse. Le plus heureux homme du monde n'a jamais tous ces plaisirs à souhait. Les plus grands de l'esprit, autant que j'en puis juger, c'est la véritable gloire et les belles connaissances, et je prends garde que ces gens-là ne les ont que bien peu, qui s'attachent beaucoup aux plaisirs du corps. Je trouve aussi que ces plaisirs sensuels sont grossiers, sujets au dégoût et pas trop à rechercher, à moins que ceux de l'esprit ne s'y mêlent. Le plus sensible est celui de l'amour; mais il passe bien vite si l'esprit n'est de la partie. Et comme les plaisirs de l'esprit surpassent de bien loin ceux du corps, il me semble aussi que les extrêmes douleurs corporelles sont beaucoup plus insupportables que celles de l'esprit. Je vois, de plus, que ce qui sert d'un côté nuit d'un autre; que le plaisir fait souvent naître la douleur, comme la douleur cause le plaisir, et que notre félicité dépend assez de la fortune et plus encore de notre conduite. — Je l'écoutois doucement quand on nous vint interrompre, et j'étois presque d'accord de tout ce qu'il disoit. Si vous me voulez croire, madame, vous goûterez les raisons d'un si parfaitement honnête homme, et vous ne serez pas la dupe de la fausse honnêteté. »

Dans ce curieux discours, qui semble renouvelé d'Aristippe ou d'Horace, on a pu relever au passage bon nombre de pensées toutes faites pour courir en maximes; on a dû sentir aussi par instants quelques-unes des idées familières au chevalier, qui se sont glissées comme par mégarde dans sa rédaction, mais tout aussitôt le pur et vrai la Rochefoucauld recommence. Par exemple, c'est bien la Rochefoucauld qui dit : « Nous devons quelque chose aux coutumes des lieux où nous vivons, pour ne pas choquer la révérence publique, quoique ces coutumes soient mauvaises; mais nous ne leur devons que de l'apparence : il faut les en payer et se bien garder de les approuver dans son cœur. » Puis c'est le chevalier, qui, pour arrondir sa phrase, ajoute : *de peur d'offenser la raison universelle qui les condamne*. Il ne s'est pas aperçu que cette raison universelle et tant soit peu platonicienne n'était pas compatible avec les idées de la Rochefoucauld. Et, en général, le chevalier ne paraît pas s'être bien rendu compte de la portée de cette doctrine insinuante : il ne pense qu'à

(1) On retrouve tout à fait ici cette *pensée de derrière* dont a parlé Pascal.
(2) Je rétablis cette phrase telle qu'elle est dans l'édition de 1682; elle a été corrigée maladroitement dans la réimpression de Hollande.

l'extérieur et à la façon de l'honnête homme; la Rochefoucauld allait un peu plus avant et savait mieux le fin mot (1).

Cette lettre une fois connue, je n'ai plus guère longtemps à faire avec le chevalier; il était surtout bon, lui le maître des cérémonies, à nous introduire auprès des autres, de ceux qui valent mieux que lui. Il paraît s'être retiré à une certaine époque dans son manoir des champs et n'avoir plus été du monde. Il avait été gros joueur et s'était mis sur le corps force dettes, il en convient, et une foule de créanciers, quoiqu'il n'ait point fait entrer cette condition dans sa définition de l'honnête homme (2). La piété, dit-on, de la marquise de Sevret, sa belle-sœur, contribua à déterminer sa conversion. On ne sait d'ailleurs rien de précis. Ce qui reste pour nous bien certain, c'est qu'il était de ces esprits distingués d'abord, fins et déliés, mais qui se *figent* vite et qui ne se renouvellent pas. Les écrits sortis de sa plume dans ses dernières années sont insipides; il baisse à vue d'œil, il se rouille; il parle de la cour en bel esprit redevenu provincial ; il a des ressouvenirs d'épicurien qu'il amalgame comme il peut avec des visées platoniques, et, dans son type d'honnête homme qui est sa marotte éternelle, après avoir épuisé la liste des anciens philosophes, il va jusqu'à essayer en quelques endroits d'y rattacher... qui?... je ne sais comment dire : celui qu'il appelle *le parfait modèle de toutes les vertus* et qui n'est rien moins que le Sauveur du monde. Le chevalier vieillissant, avec ses airs solennels, n'est plus qu'une ruine, le monument singulier d'une vieille mode, un de ces originaux qu'il aurait fallu voir poser devant la Bruyère.

Il obtint pourtant, à cette époque, une sorte de célébrité par ses écrits; on le trouve assez souvent cité par Bouhours, par Daniel, par Bayle, par ceux qui, étant un peu de province ou de collége et arriérés par rapport au beau monde, le croyaient un modèle du dernier goût. Il eut ce que j'appelle un succès de Hollande, lui à qui les manières de Hollande déplaisaient tant. Chez nous, madame de Sévigné l'a écrasé d'un mot, pour avoir osé critiquer Voiture : « Corbinelli, dit-elle (3), abandonne le

(1) M. de la Rochefoucauld était mort depuis le mois de mars 1680, quand le chevalier fit imprimer la lettre à la fin de 1681, et il ne paraît pas que cette profession, au fond si épicurienne, ait choqué personne, ni même qu'on l'ait seulement remarquée.

(2) Voir la lettre 11e, où il se montre comme assiégé par les créanciers qui l'empêchaient de sortir de chez lui et de faire des visites; la lettre 37e, sur le triste état de ses affaires; la lettre 8e, sur une dette de jeu. On reconnaît encore le joueur d'alors et le contemporain du chevalier de Grammont à de certaines anecdotes ; en voici une qu'il entame en ces termes : « Il y avoit à la suite de Monsieur un *fort galant homme* qui ne laissoit pourtant pas d'user de quelque industrie en jouant... » (*OEuvres posthumes*, p. 150.) Cette petite industrie sert de texte à un bon mot et ne le scandalise pas autrement. Que les plus honnêtes gens ont donc de peine à ne pas être de leur temps et à ne pas se sentir de la coutume !

(3) Lettre du 24 novembre 1679. — Mais, à propos de madame de Sévigné et de ses rigueurs, je m'aperçois que j'ai omis de dire, sur la foi des meilleurs biographes modernes, que le chevalier de Méré en avait été autrefois amoureux ; c'est que je n'en crois rien, et je soupçonne qu'il y a eu ici quelque méprise. Ménage, dans l'*Épître dédicatoire* de ses *Observations sur la Langue françoise*, disait à M. de Méré : « Je vous prie de vous souvenir que, lorsque nous fesions notre cour ensemble à une dame de grande qualité et de grand mérite, quelque passion que j'eusse pour cette illustre personne, je souffrois volontiers qu'elle vous aimât plus que moi, parce que je vous aimois aussi plus que moi-même. » C'est sur cette seule phrase que porte la supposition ; on n'a pas mis en doute qu'il ne fût question de madame de Sévigné, comme si Ménage ne connaissait pas d'autres grandes dames à qui il eut l'honneur de *faire sa cour* avec *passion* (style du temps). Il dit positivement ailleurs : « Ce fut moi qui introduisis le chevalier de Méré chez madame de Lesdiguières... Il la vit jusqu'à sa mort, et, après elle, il passa à madame la maréchale de Clérembaut. » (*Menagiana*, t. II.) Je crois tout à fait que c'est de cette duchesse, déjà morte, qu'il s'agit dans la phrase précédente. Madame de Lesdiguières, en effet, aima bientôt le

chevalier de Méré et son *chien de style*, et la ridicule critique qu'il fait, en collet monté, d'un esprit libre, badin et charmant comme Voiture : tant pis pour ceux qui ne l'entendent pas! » Ceci demande quelque explication et touche à un point très-fin de notre littérature. J'ai dit que M. de Méré était bon surtout à nous initier près des autres, et j'en profite jusqu'au bout.

Dans une lettre à Saint-Pavin, le chevalier, en lui envoyant des remarques *sur la Justesse* dans lesquelles Voiture est critiqué, lui avait dit :

« Je ne sais si vous trouverez bon que j'observe des fautes contre la justesse en cet auteur. Je pense aussi que je n'en eusse rien dit sans madame la marquise de Sablé qui ne croit pas que jamais homme ait approché de l'éloquence de Voiture, et surtout dans la justesse qu'il avoit à s'expliquer. Et combien de fois ai-je entendu dire à cette dame : *Mon Dieu! qu'il avoit l'esprit juste! qu'il pensoit juste! qu'il parloit et qu'il écrivoit juste!* jusqu'à dire *qu'il rioit si juste et si à propos qu'à le voir rire elle devinoit ce qu'on avoit dit.* J'ai connu Voiture : on sait assez que c'étoit un génie exquis et d'une subtile et haute intelligence ; mais je vous puis assurer qué dans ses discours, ni dans ses écrits, ni dans ses actions, il n'avoit pas toujours cette extrême justesse, soit que cela lui vînt de distraction ou de négligence. Je fus assez étourdi pour le dire à madame la marquise de Sablé, un soir que j'étois allé chez elle avec madame la maréchale de Clérembaut ; je m'offris même de montrer dans ses Lettres quantité de fautes contre la justesse, et vous jugez bien que cela ne se passa pas sans dispute. Madame la maréchale prit le parti de madame la marquise, soit par complaisance ou qu'en effet ce fût son sentiment. Quelques jours après, je fis ces observations, où je ne voulus pas insulter; je me contentai d'apprendre à ces dames que je n'étois pas chimérique et que je n'imposais à personne. Un de mes amis fit voir à madame la marquise les endroits que j'avois remarqués, et cette dame, que toute la cour admire, me parut encore admirable en cela qu'elle ne les eut pas plutôt vus qu'elle se rendit sans murmurer. Je vous assure aussi que madame de Longueville, que Voiture a tant louée, trouve que j'ai raison partout. Que si M. le Prince, comme vous dites, se montre un peu moins favorable à mes observations, c'est que, dès sa première enfance, il estime cet excellent génie, et que les héros ne reviennent pas aisément. Aussi je tiens d'un auteur grec que c'étoit un crime à la cour d'Alexandre de remarquer les moindres fautes dans les œuvres d'Homère. »

Voiture et Homère! Mais, après avoir ri, on remarque pourtant cet accord singulier des personnes les plus spirituelles d'alors, de madame de Sévigné, de madame de Sablé, cette Sévigné de la génération précédente. Boileau lui-même ne parle de Voiture qu'avec égards et en toute révérence. Pour se rendre compte de la grande réputation du personnage et, en général, pour s'expliquer ces hommes qui laissent après eux des témoignages d'eux-mêmes si inférieurs à la vogue dont ils ont joui, il faut se dire que les contemporains, surtout dans la société, s'attachent bien plus à la personne du talent qu'aux œuvres; là où ils voient une source vive, volontiers ils

chevalier plus que le bon pédant Ménage qu'il n'eut pas de peine à supplanter, et celui-ci, qui n'aurait pas si galamment proclamé sa défaite auprès de madame de Sévigné, en prenait très-bien son parti pour ce qui était de la duchesse ; car ici il n'y avait pas moyen de se faire illusion, et la préférence était plus claire que le jour. Notez que le nom de madame de Sévigné ne revient jamais sous la plume du chevalier, qui ne se fait pas faute de citer à tout moment les dames de ses pensées. Je soumets ces observations à la critique attentive des deux excellents biographes, MM. de Monmerqué et Walckenaer, qui ont dès longtemps comme la haute main sur ce beau domaine de notre histoire littéraire.

l'adorent, tandis que la postérité, qui ne juge que par les effets, veut absolument, pour en faire cas, que la source soit devenue un grand fleuve.

Qu'on soit Voiture ou Bolingbroke, la postérité vous demande ce que vous aurez *laissé* plutôt que ce que vous aurez *été*, et elle se montrera même d'autant plus exigeante que vous aurez eu plus de nom.

Pour la réputation du chevalier, il est à regretter que, dans ses beaux jours, il n'ait pas eu une place à l'Académie française ; il en était très-digne à sa date. D'Olivet ensuite lui aurait consacré une de ses petites notices en deux ou trois pages d'un style si exact et si excellent, et qui l'aurait fixé à son rang littéraire. Si on me demandait, en effet, ce qu'était proprement et par-dessus tout le chevalier de Méré, je n'hésiterais pas à répondre : C'était un *académicien*. Ses écrits, surtout ses *Lettres* et ses *Conversations* avec le maréchal de Clérembaut, fourniraient matière à une infinité de remarques pour les définitions précises et pour les fines nuances des mots en usage dans le langage poli. Le chevalier est tout à fait un écrivain. Son style a de la manière ; mais, entre les styles maniérés d'alors, c'est un des plus distingués, des plus marqués au coin de la propriété et de la justesse des termes. Il avait le sentiment du *mieux* et de la perfection dans l'expression, même en causant. Il aimait les choses *bien prises*. J'ai dit qu'il était précieux ; il se sépare pourtant, par plus d'un endroit, des précieuses. « Quelques dames qui ont l'esprit admirable, écrit-il, et qui s'en devroient servir pour rendre justice à chaque chose, condamnent des mots qui sont fort bons, et dont il est presque impossible de se passer. Les personnes qui en usent trop souvent, et d'ordinaire pour ne rien dire, leur ont donné cette aversion ; mais, encore qu'il se faille soumettre au jugement et même à l'aversion de ces dames, je crois pourtant que l'on ne feroit pas mal de s'en rapporter quelquefois à tant d'excellents hommes qui jugent sainement et sans caprice, et qui sont assemblés depuis si longtemps pour décider du langage. » Il aurait eu voix au chapitre en bien des cas, s'il avait siégé parmi ces *excellents hommes*. Encore aujourd'hui, s'il s'agissait de bien fixer le moment où le terme d'*urbanité*, par exemple, fut introduit, non sans quelque difficulté, dans la langue du monde, à quel témoignage pourrait-on recourir plus sûrement qu'à celui du chevalier, qui, dans une lettre à la maréchale de ***, écrivait : « J'espère, madame, qu'enfin vous donnerez cours à ce nouveau mot d'*urbanité* que Balzac, avec sa grande éloquence, ne put mettre en usage, car vous l'employez quelquefois... Il me semble que cette urbanité n'est point ce qu'on appelle de bons mots, et qu'elle consiste en je ne sais quoi de civil et de poli, je ne sais quoi de railleur et de flatteur tout ensemble. » Nous avons déjà au passage noté de ces locutions qu'il affectionne et qui avaient cours autour de lui : *dire des choses, faire l'esprit*. Ce sont des gallicismes attiques. Madame de Sablé usait volontiers de la première de ces expressions, *dire des choses*, donnant à entendre que la manière relève tout et fait tout passer; c'était sentir d'avance comme Voltaire :

La grâce en s'exprimant vaut mieux que ce qu'on dit.

Quant à cet autre mot : *faire l'esprit*, il était du maréchal de Clérembaut, et le chevalier le confirme aussitôt et l'explique de la sorte : « Je me souviens de quelques bons maîtres qui montroient les exercices dans une si grande justesse qu'il n'y avoit rien de défectueux ni de superflu ; pas un temps de perdu, ni le moindre mouvement qui ne servît à l'action. Ces maîtres me disoient que si une fois on a le corps fait, le reste ne coûte plus guère. Il me semble aussi que ceux qui ont *l'esprit fait* entendent tout ce qu'on dit, et qu'il ne leur faut plus après cela que de bons avertisseurs. » Quand le Dictionnaire de l'Académie, continué par nos petits-neveux, en sera au mot *incompatible*, quel meilleur exemple aura-t-on à citer, pour le sens

absolu du mot, que ce trait du chevalier contre les raffinés qui ne savent causer, dit-il, qu'avec ceux de leur cabale, et qui voudraient toujours être en particulier, comme s'ils avaient à dire quelque mystère : « Je trouve d'ailleurs que d'être comme *incompatible*, et de ne pouvoir souffrir que des gens qui nous reviennent, c'est une heureuse invention pour se rendre insupportable à la plupart des dames, parce que, d'ordinaire, elles sont bien aises d'avoir à choisir? » Je pourrais continuer ainsi et varier les détails sur ce mérite d'écrivain et presque de grammairien du chevalier, qui s'en piquait tant soit peu; mais il ne faut pas abuser. Je crois avoir bien assez dit pour montrer qu'il ne méritait pas le mépris et l'oubli total où il est tombé, et que c'est un de ces personnages du passé qu'il n'est pas inutile ni trop ennuyeux de rencontrer une fois dans sa vie, quand on sait les prendre par le bon côté. Madame de Sablé et M. de la Rochefoucauld, en leur temps, trouvaient plaisir à s'entretenir avec lui : est-ce à nous d'être si difficiles ?

Et puis, en relisant tout ceci, une pensée dernière me vient, qui remet chacun à sa place. Qu'est-ce que prétendre tirer de l'oubli? Nous ressemblons tous à une suite de naufragés qui essayent de se sauver les uns les autres, pour périr eux-mêmes l'instant d'après.

SAINTE-BEUVE.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE.

TROISIÈME PARTIE (1).

X

PREMIÈRE GUERRE D'ARAGON. — 1356-1358.

I

Le traité d'Atienza, aussi mal observé par la Castille que par l'Aragon, n'avait pu établir des relations amicales entre les deux cours. Depuis la retraite d'Albuquerque, la froideur et la défiance s'étaient augmentées. Entre deux rois voisins, tous les deux jeunes, ambitieux, emportés, visant à une domination absolue, un conflit était toujours imminent, et il aurait eu lieu plus tôt sans doute, si Pierre IV n'eût été obligé de tourner son attention du côté de la Sardaigne révoltée, tandis que la guerre civile occupait uniquement don Pèdre. De part et d'autre les griefs étaient graves. L'Aragonais voyait avec peine ses frères consanguins, don Fernand et don Juan, accueillis à la cour de Castille et devenus puissants grâce aux discordes civiles de ce pays. La cession des places d'Alicante et d'Orihuela faite par don Fernand à don Pèdre avait paru révéler des projets d'agression, que Pierre IV s'était efforcé de détourner, en travaillant en secret à détacher les infants du service de la Castille pour les attirer

(1) Voyez le tome IV de 1847, pages 659 et 741.

au sien sous de grandes promesses (1). En effet, la possession de deux villes si importantes ouvrait au Castillan le royaume de Valence et semblait l'inviter à en faire la conquête. De son côté, le roi don Pèdre alléguait de plus sérieux sujets de plainte; d'abord l'asile accordé par Pierre IV aux seigneurs proscrits après la prise de Toro, contrairement aux conventions annexées au traité d'Atienza; puis la commanderie d'Alcañiz, située dans le royaume de Valence, mais propriété de l'ordre de Calatrava, et par conséquent relevant du maître de Castille, avait été concédée par l'Aragonais à un chevalier rebelle à son chef, ou du moins Pierre IV avait reconnu ce frère insubordonné et lui accordait sa protection. Les mêmes réclamations s'élevaient à l'égard de la commanderie de Montalvan, dépendant de l'ordre de Saint-Jacques, et usurpée, malgré la défense expresse de don Fadrique, depuis sa réconciliation avec son frère; enfin, des corsaires catalans, croisant sur les côtes d'Andalousie, avaient fait éprouver de grandes pertes au commerce de cette province. Sous prétexte de poursuivre les navires génois, ils avaient capturé ou pillé nombre de vaisseaux chargés de grains, et l'on attribuait à leurs violences la famine désastreuse qui avait ravagé le midi de la Péninsule (2). A ces griefs patents, et qui donnaient lieu à des communications diplomatiques assez peu amicales, se joignait le soupçon des intrigues secrètes entretenues par le roi d'Aragon avec tous les mécontents de la Castille. Les tentatives récentes qu'il avait faites pour ramener à son service don Fernand et don Juan, que don Pèdre considérait comme ses vassaux, semblaient à ce dernier une séduction coupable. En effet, en proposant une réconciliation à ses frères, Pierre IV ne visait qu'à recouvrer les places d'Alicante et d'Orihuela, gages de la fidélité des infants, si chèrement achetée par le roi de Castille. On n'ignorait pas à Séville que l'Aragonais avait encore d'autres correspondances mystérieuses avec don Tello, avec don Henri et les ligueurs réfugiés en France. De part et d'autre la méfiance était extrême. On s'attribuait les desseins les plus perfides. En un mot, la rupture était inévitable, lorsqu'un événement fortuit vint la précipiter.

Don Pèdre, s'étant embarqué à Séville, avait descendu le Guadalquivir jusqu'à San-Lucar de Barrameda pour assister à la pêche des thons dans la madrague. Au moment où il entrait dans le golfe, une escadre de dix galères catalanes y arrivait venant de Barcelone. Ces vaisseaux, commandés par un amiral célèbre, appelé Francès de Perellòs, étaient à la solde du roi de France, qui, avec le consentement du roi d'Aragon, les avait fait armer pour croiser contre les Anglais sur les côtes de l'Océan. Perellòs, corsaire par goût et par habitude, bien que d'une famille considérable et attaché à la maison du roi d'Aragon (3), donnait la chasse à trois barques de Placencia (4) chargées d'huile, et les avait suivies jusqu'en rade de San-Lucar. Bien qu'elles portassent le pavillon castillan, qu'elles fussent dans un port ami et dans les eaux mêmes de la galère montée par le roi de Castille, les Catalans s'en emparèrent, prétendant qu'elles étaient chargées de marchandises génoises et comme telles de bonne prise, le roi d'Aragon étant en guerre avec la république de Gênes. Aussitôt don Pèdre envoya faire des représentations à l'amiral aragonais, l'avertissant qu'il violait les lois de la mer et qu'il manquait au respect dû à sa personne. Perellòs

(1) Le seigneur d'Hijar était l'intermédiaire de cette négociation en 1355. Voyez la lettre de Pierre IV au seigneur d'Hijar, datée de Castel de Caller, 1er juillet 1355. *Archivo general de Aragon*, registre 1293 *Secretorum*, p. 22.

(2) Zurita, *Anal. de Aragon*, p. 268 et suiv. — Ayala, p. 217.

(3) Zurita, p. 269, verso.

(4) Placencia en Biscaye, à quatre lieues de Bilbao. Le comte de la Roca suppose, fort mal à propos, ce me semble, que ces barques venaient de Plaisance en Italie. *Rey don Pedro def.*, p. 37, verso.

répondit insolemment qu'il ne devait compte de sa conduite qu'à son maître le roi d'Aragon. En ce moment don Pèdre, n'ayant pas un seul vaisseau de guerre sur la rade, se trouvait hors d'état de faire respecter son pavillon; cependant il dépêcha de nouveau à Perellòs pour lui signifier que, faute d'une satisfaction immédiate, il rendrait responsables de son attentat les négocians catalans établis à Séville et qu'il ferait séquestrer leurs biens. L'amiral, se sentant le plus fort, refusa de lâcher sa proie, il vendit ses prises; bien plus, il osa remonter le Guadalquivir et commit quelques déprédations sur le rivage; puis, virant de bord, il rentra dans l'Océan et poursuivit sa route vers les côtes de France (1).

Transporté de fureur, don Pèdre courut à Séville, et, sans vouloir écouter aucune représentation, il ordonna de mettre aux fers tous les sujets catalans, fit saisir leurs propriétés, vider leurs magasins, et vendre leurs marchandises. Le même jour, armant à la hâte sept galères, il s'embarqua avec toute la jeune noblesse de Séville (2), et se mit à la poursuite de Perellòs. Arrivé à Tavira, dans les eaux du Portugal, il apprit que les Catalans avaient trop d'avance pour qu'il pût espérer de les atteindre. Force lui fut donc de revenir à Séville sans avoir tiré vengeance de l'insulte faite à son pavillon. Encore plus irrité par le mauvais succès de sa croisière, il envoya des ambassadeurs à Barcelone pour porter ses plaintes, et en même temps il fit partir quelques vaisseaux avec ordre de cingler vers les Baléares et de capturer les navires catalans qu'ils rencontreraient dans ces parages (3); en sorte que le roi d'Aragon devait apprendre le commencement des hostilités avant l'attentat qui leur servait de prétexte. Ayala suppose que le roi fut excité à ces violences par les parents de Marie de Padilla, qui, sentant diminuer leur crédit, voulurent, dit-il, se rendre nécessaires en poussant leur maître à une guerre dangereuse; mais le caractère altier de don Pèdre, ses anciens griefs et l'insulte personnelle qu'il venait de recevoir suffisent, ce me semble, pour expliquer sa conduite (4).

Pendant que les galères castillanes insultaient les côtes des Baléares, les ambassadeurs de don Pèdre arrivaient à Barcelone avec les instructions suivantes : ils devaient demander la déposition des commandeurs d'Alcañiz et de Montalvan; le châtiment des corsaires qui avaient troublé le commerce des villes d'Andalousie; l'extradition des Castillans réfugiés en Aragon, et nommément celle de l'évêque de Sigüenza et de Peralonso Aljofrin, qui, lors de l'entrée de don Fadrique à Tolède, s'était emparé des caisses royales; enfin, ils devaient exiger que Francès Perellòs fût livré au roi de Castille pour recevoir tel châtiment qu'il lui plairait d'infliger. Que si l'Aragonais refusait de faire droit à ces demandes, les ambassadeurs avaient ordre de lui déclarer la guerre, *de le défier*, selon le formulaire diplomatique du moyen âge.

Pierre IV, qui voulait gagner du temps, répondit avec modération. Il offrit de remettre la commanderie d'Alcañiz à la disposition du maître de Calatrava dès qu'il serait en mesure de dédommager le titulaire actuel par une indemnité suffisante. Quant à la commanderie de Montalvan, c'était, disait-il, une affaire pendante devant la cour d'Avignon, et au saint-père appartenait de prononcer entre le maître et les chevaliers; ces derniers alléguant d'ailleurs avec quelque apparence de raison que leur élection était régulière et conforme aux statuts de Saint-Jacques, car elle avait eu lieu pendant l'interdit du royaume de Castille qui suspendait l'autorité des

(1) Ayala, p. 215.

(2) Zuniga, *Anales ecclesiasticos de Sevilla*, t. II, p. 141, remarque que don Pèdre fut le premier roi de Castille qui s'embarqua pour une expédition maritime.

(3) Cfr. Ayala, p. 220. — Zurita, t. II, p. 271, verso.

(4) Ayala, p. 217.

maîtres. Le roi d'Aragon se montrait disposé à expulser de ses États les réfugiés castillans, et même à livrer Peralonso Aljofrin, aux termes de la convention d'Atienza, ce dernier ayant encouru sentence de trahison pour avoir dérobé le trésor de son seigneur; mais il se refusait à faire arrêter l'évêque de Sigüenza, par des scrupules religieux réels ou feints qui contrastaient fort avec l'impiété notoire de don Pèdre. Enfin, tout en exprimant un vif déplaisir de l'outrage commis par Perellòs, il déclarait qu'en sa qualité de roi et de seigneur il était seul juge de son vassal; qu'il examinerait l'affaire, et que, s'il le trouvait coupable, il en ferait si bonne justice que le roi de Castille s'en tînt pour satisfait (1).

Sur cette réponse, les envoyés de Castille se retirèrent, non sans laisser voir que leur maître ne s'en contenterait pas. Cependant Pierre IV, comme pour témoigner de son amour pour la paix, fit publiquement commander à Gonzalo Mexia et à Gomez Carrillo, amis connus du comte de Transtamare et les plus illustres des réfugiés castillans, qu'ils eussent à quitter immédiatement le royaume d'Aragon. En effet, il les fit aussitôt partir pour la France; mais, tout en affectant de les traiter avec rigueur, il les chargeait de négocier avec don Henri et de lui offrir du service dans ses États (2). Don Pèdre n'était point homme à se payer d'une si mince statisfaction. Il répliqua par un message plus impérieux que le premier. Après avoir renouvelé ses plaintes avec plus de hauteur que jamais, il écrivit au roi d'Aragon : « Cherchez maintenant un autre ami ; j'ai cessé d'être le vôtre, et par mes mains j'amenderai le tort qu'avez fait à mon honneur (3). » Avant même que cette lettre eût été rendue, les hostilités commençaient sur plusieurs points à la fois.

Les possessions des rois d'Aragon en Espagne se composaient de l'Aragon proprement dit, de la Catalogne et du royaume de Valence, trois provinces distinctes par leur administration, par les mœurs et même par la langue de leurs habitants, mais réunies sous le même sceptre depuis assez longtemps pour constituer un État politiquement homogène. Limitrophe de la Navarre, des deux Castilles et du royaume de Murcie, le territoire aragonais n'a pas de frontières nettement tracées par la nature. Sa plus grande étendue est du nord au sud, et l'on sait que les hautes chaînes de montagnes dans la Péninsule s'élèvent de l'ouest à l'est; telle est encore la direction des principales rivières qui se jettent dans la Méditerranée. Trois grandes chaînes sensiblement parallèles entre elles s'avancent de la Castille en Aragon. Ce sont, en commençant par le nord, la sierra de Moncayo, celle de Molina ou de l'Albarracin, enfin la sierra d'Albacete. On peut les comparer à autant de barrières perpendiculaires aux limites de l'Aragon et de la Castille; mais, en deçà et au delà de ces barrières, il y a de larges vallées qui ne sont séparées que par une ligne idéale. Ce sont de grandes voies ouvertes aux Castillans et aux Aragonais pour la guerre et le commerce. Au XIVe siècle, ces vastes débouchés étaient défendus du côté de l'Aragon d'abord par Tarazona, ville située au nord des montagnes de Moncayo, limitrophe à la fois de la Castille et de la Navarre; au sud de ces montagnes, Calatayud et Daroca servaient de boulevard au bas Aragon; entre la chaîne de Molina et celle d'Albacete, le royaume de Valence, presque entièrement ouvert aux incursions sur une longue frontière, n'offrait guère de place importante que sa capitale et la forteresse de Murviedro. L'extrémité méridionale de ce royaume, isolée par les montagnes d'Albacete,

(1) Ayala, p. 219. — Zurita, t. II, p. 270 et suiv.

(2) *Arch. gen. de Aragon*. Instructions à Mosen Francesch de Perellòs (probablement le même que l'amiral de ce nom), envoyé du roi d'Aragon en France. Sans date, mais vraisemblablement de la fin d'août 1356. Registre 1293 *Secretorum*, p. 38.

(3) Zurita, t. II, p. 271. — Mémoires de Pierre IV, dans Carbonell, *Cronica d'Espanya*, p. 183, verso.

était gardée par trois places considérées alors comme très-fortes, Alicante, Orihuela et Guardamar. Au moment où la guerre éclata, elles étaient occupées par des garnisons castillanes ou par les vassaux particuliers de l'infant don Fernand d'Aragon, dont elles étaient l'apanage.

Du côté de la Castille, une ligne semblable de villes fortifiées protégeait l'espace intermédiaire entre les trois chaînes de montagnes. Au nord, Agreda, sur l'extrême frontière, s'élevait opposée à Tarazona. Venaient ensuite, en descendant vers le sud, Almazan et Soria, placées dans l'angle rentrant de la sierra de Moncayo; Medina-Celi et Molina, entre cette chaîne et les monts de l'Albarracin; Requena, sur la limite occidentale du royaume de Valence; enfin Murcie et les villes de l'Infant au sud de la sierra d'Albacete. Je n'indique de part et d'autre que les principales places d'armes, celles qui pouvaient servir de base à de grandes opérations militaires, et je néglige une foule de châteaux plus ou moins bien fortifiés qui jalonnaient du nord au sud cette longue frontière.

Chacune des villes de Castille que je viens de nommer avait ou une garnison ou des milices assez nombreuses et assez exercées aux armes pour faire des incursions dans leur voisinage. Diego de Padilla, avec les chevaliers de Calatrava et la bannière de Murcie, entra dans le royaume de Valence (1), où pénétraient en même temps de l'autre côté des montagnes d'Albacete les milices de la Castille neuve sorties de Requena. Au nord, Gutier Fernandez, parti de Molina, marchait sur Daroca et Calatayud (2). Sur leur passage ils mettaient tout à feu et à sang. Les bandes castillanes, sans discipline, appelées tumultuairement aux armes par leurs seigneurs, ravageaient le territoire ennemi avec cette animosité qu'on remarque presque toujours chez les habitants des frontières contre leurs voisins étrangers. Surpris par cette brusque attaque, le roi d'Aragon se hâta de se mettre en défense. Son premier soin fut de réparer les fortifications de Valence et d'y jeter une garnison considérable; il appela sa noblesse aux armes, et demanda même l'assistance de ses vassaux étrangers, du comte de Foix et de l'infant Louis de Navarre. Bientôt des incursions dévastatrices répondirent aux courses des Castillans. Sur toute la frontière, on ne voyait que pillages et incendies. Malheur aux hameaux et aux villes sans murailles! les guerriers du moyen âge ne laissaient que des cendres sur leurs traces.

II

Les seigneurs castillans expulsés de l'Aragon, ou plutôt députés à don Henri, le trouvèrent déjà aux gages du roi de France, près de quitter Paris pour joindre la nombreuse armée qui peu de temps après allait être détruite dans les plaines du Poitou. Les offres du roi d'Aragon changèrent aussitôt les projets du comte, empressé de renoncer au rôle de capitaine d'aventure pour devenir le chef des mécontents de la Castille. Acceptant sans hésiter les conditions qu'on lui présentait, il quitta la France et parut bientôt sur le théâtre de la guerre avec une suite nombreuse de bannis qui s'étaient attachés à sa personne. Aux termes du traité qu'il conclut à Pina avec Pierre IV, dès son entrée en Aragon (3), il lui rendit hommage et s'engagea à le servir fidèlement comme son seigneur naturel. En retour, il devait recevoir l'investiture de tous les domaines appartenant aux infants d'Aragon actuellement au ser-

(1) Il ravagea le territoire de Castalla et de Homil, mais sans pouvoir prendre ces deux villes faute de machines. Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 121.

(2) Il fut repoussé et battu par le comte de Luna. Ayala, p. 221.

(3) Zurita, t. II, p. 273 et suiv. Selon cet auteur, le traité de Pina est du 8 novembre 1356.

vice du roi de Castille, sauf la seigneurie d'Albarracin que Pierre IV se réservait expressément. Outre ces possessions immenses, mais qu'il fallait conquérir, don Henri obtint immédiatement plusieurs châteaux dans les États du roi (1), ainsi que la plupart des terres confisquées par ce prince sur sa belle-mère dona Léonor, toutefois avec cette clause remarquable, que, *content* ou *mécontent* (2), il fût toujours tenu d'y recevoir son nouveau suzerain le roi d'Aragon. A ces dons magnifiques fut ajouté un traitement annuel de 130,000 sous barcelonais (3), sans compter la solde de 600 hommes d'armes et d'autant de génétaires (4) dont il aurait le commandement particulier, à raison de sept sous par jour et par homme pour les premiers et de cinq sous pour les seconds. Pierre IV s'engageait encore à ne jamais conclure de paix ou de trêve avec le roi de Castille sans le consentement du comte de Transtamare. Je ne dois point oublier un article du traité de Pina qui indique assez clairement de quelles armes les nouveaux alliés comptaient faire usage. Il stipulait que, si don Fadrique passait au service du roi d'Aragon et lui faisait hommage, il aurait l'investiture de tous les biens appartenant à l'ordre de Saint-Jacques et dépendant de cette couronne (5). Il est impossible de savoir si cette clause fut introduite avec le consentement ou à l'insu de don Fadrique, mais il y a grande apparence que les relations entre les deux frères n'avaient jamais été complétement interrompues. Quoi qu'il en soit, si cet article vint à la connaissance de don Pèdre, il dut accroître sa méfiance et ses soupçons contre le maître de Saint-Jacques qu'il crut d'intelligence avec ses ennemis.

Tandis que Pierre IV attirait à son service les émigrés castillans, la fidélité de ses sujets était mise à l'épreuve. Vers la fin de 1356, don Pèdre envoya dans le royaume de Valence l'infant don Fernand qui venait de se *dénaturer*, c'est-à-dire de renoncer solennellement à l'hommage qu'il devait au roi d'Aragon comme à son seigneur naturel (6). Don Pèdre espérait que l'infant allait rallier les restes des confédérés de l'Union. Mais les temps étaient bien changés; nul vestige de ces passions si violentes qui avaient agité le pays neuf années auparavant. L'infant était oublié ainsi que l'Union. Pas une seule ville ne se déclara pour lui, pas un chevalier ne joignit sa

(1) En Catalogne, Montblanch, Tarrega, Villagrassa; en Aragon, Tamarit, Riela, Epila; dans le royaume de Valence, Castellon del Campo de Burriana et Villareal. (*Mémoires de Pierre IV* dans Carbonell, p. 184.) Il paraît que les habitants de Castellon et de Villareal refusèrent longtemps de reconnaître don Henri pour leur seigneur, malgré les injonctions réitérées du roi d'Aragon. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1543, p. 36 et suiv.

(2) *Pagado ò irado.*

(3) 68,833 réaux, un peu plus de 17,000 francs.

(4) *Cavalls armats e cavalls alforrats.* Les premiers étaient bardés de fer, les seconds avaient des couvertures de cuir ou de toile piquée.

(5) J'ai rapporté d'après Zurita le traité de Pina. Je n'ai pu trouver l'original dans les archives d'Aragon, mais seulement une convention nouvelle rappelant celle de Pina et datée de Saragosse, 20 janvier 1357. D'après un troisième traité daté de Saragosse, 30 août 1357, la solde des hommes d'armes est portée à 8 sous, et celle des génétaires à 6 sous. En temps de paix, le comte de Transtamare pourra conserver 400 hommes d'armes aux gages du roi, à raison de 3 sous et demi. Le roi d'Aragon ajoute que, dans le cas où son trésorier refuserait de payer au comte les subsides promis, il s'engage à les acquitter sur sa cassette particulière, quinze jours après la première sommation. On doit remarquer que, dans ce dernier traité de Saragosse, il n'est point question de don Fadrique ni des biens appartenant aux infants d'Aragon et donnés au comte de Transtamare. Il est à croire qu'à cette époque (août 1357) le roi traitait secrètement avec ces princes. *Arch. gen. de Aragon*, parchemins. *Segona Caixa*, nº 20. En 1356, don Henri n'avait pu encore rassembler le nombre d'hommes stipulé. Il n'avait, suivant les *Mémoires de Pierre IV*, que 300 hommes d'armes et autant de génétaires. Carbonell, p. 184.

(6) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 121.

bannière à la sienne. Après quelques escarmouches insignifiantes, il fut obligé de se replier honteusement sur Murcie devant les troupes conduites par don Pèdre d'Exerica et le comte de Denia. Il semblait n'être entré dans le royaume de Valence que pour faire éclater la fidélité du peuple qu'il prétendait corrompre. Alicante, la plus forte de ses places, chassa la garnison castillane qui l'occupait depuis la cession faite par l'infant à don Pèdre; aussitôt les Aragonais s'empressèrent d'en augmenter les fortifications et de la mettre à l'abri de toute insulte (1).

La guerre, qui jusqu'alors n'avait été qu'une suite de rapides incursions ou plutôt de pillages, semblait devoir prendre une face nouvelle au commencement de l'année 1357. De part et d'autre on avait employé l'hiver à de grands préparatifs. Don Pèdre, pour se procurer de l'argent, avait eu recours aux négociants de Séville, qui lui firent des avances considérables. Il ne craignit point, pour augmenter ses ressources, de s'emparer des riches ornements qui décoraient les tombeaux de saint Ferdinand, de la reine Beatriz et de leur fils don Alphonse X (2). Ces objets, beaucoup plus précieux par le travail que par la matière, disparurent dès lors sans que le clergé osât y mettre obstacle; le roi publiait qu'il ne fallait pas laisser tant de richesses exposées à la cupidité des voleurs dans un lieu mal gardé. Tel fut le prétexte frivole de ce sacrilége que les arts déplorent aujourd'hui.

Vers la même époque, c'est-à-dire dans les premiers jours de janvier 1357, la reine Marie, mère de don Pèdre, mourut à Evora après une courte maladie. On a vu qu'elle avait quitté la Castille peu après la prise de Toro et qu'elle s'était réfugiée en Portugal. Elle y vécut quelque temps, en apparence étrangère à toute intrigue politique, plus occupée, comme il semble, de donner un successeur à Martin Telho qu'à disputer le pouvoir à son fils. Suivant le bruit public, le poison abrégea ses jours (3). Des écrivains modernes ont accusé don Pèdre d'avoir puni par un parricide la partialité que la reine avait montrée pour la cause des ligueurs. Je crois inutile de le justifier d'une accusation qui ne repose sur aucun fondement et que ne confirme nul témoignage contemporain. La reine Marie était trop universellement méprisée pour rallier aucune des factions qui divisaient la Castille. On la savait incapable de jouer un rôle politique; le hasard seul avait mis un instant entre ses mains les destinées du royaume, lorsque pendant l'absence de son fils elle livra Toro aux confédérés. Il faut, de parti pris, attribuer à don Pèdre les actions les plus atroces pour lui imputer jusqu'à des crimes complétement inutiles. Si la mort de la reine Marie ne fut pas naturelle, l'opinion des plus graves auteurs contemporains en fait retomber la responsabilité sur le roi de Portugal son père, irrité, dit-on, du scandale de ses nouvelles amours. Ayala, en rapportant le fait comme accrédité de son temps, n'exprime ni pitié pour la victime, ni blâme pour son bourreau. Roi et père, Alphonse de Portugal, en vengeant l'honneur de sa maison, usait d'un droit, et, dans les idées du moyen âge, remplissait presque un devoir (4).

L'hiver durait encore quand don Pèdre quitta Séville pour aller prendre à Molina le commandement des troupes qu'il y rassemblait de toutes parts. Mais, avant de mettre le pied sur le territoire ennemi, une nouvelle défection vint le surprendre et l'alarmer au milieu de ses projets de conquête. Pendant son séjour à Séville, le roi avait paru touché de la rare beauté de dona Aldonza, fille du fameux Alonso Coronel, et femme de don Alvar Perez de Guzman. Les attentions d'un roi de vingt-trois ans, déjà connu par l'emportement de ses passions, devaient effrayer le mari de dona

(1) Zurita, t. II, p. 275. — Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 122.
(2) Zuniga, *An. eccl.*, II, 142. Voir à l'appendice la description des tombeaux.
(3) Ayala, p. 226.
(4) *Idem, ibid.* — *Apologia del rey don Pedro*, p. 180.

Aldonza. Elles n'avaient pas moins causé d'inquiétude aux parents de Marie de Padilla, et j'ai rapporté qu'on avait attribué leurs conseils belliqueux au désir d'éloigner le roi de Séville. La guerre déclarée, don Alvar reçut l'ordre de partir pour la frontière d'Aragon avec son beau-frère, don Juan de la Cerda; il devait commander un petit corps de troupes cantonné à Seron. Là, des bruits alarmants pour son honneur vinrent le remplir d'indignation et de désespoir. Persuadés que le roi voulait profiter de leur absence pour leur faire le plus sanglant outrage, les deux beaux-frères quittèrent précipitamment le poste qui leur était confié. Don Alvar, ayant mandé sa femme auprès de lui, passa la frontière et offrit ses services à l'Aragonais, tandis que don Juan de la Cerda, plus hardi, se jeta dans le château de Gibraleon, dont il avait reçu l'investiture par le traité secret conclu à Toro entre les ligueurs et le roi prisonnier. Maître de cette forteresse, héritier des biens et des clients d'Alonso Coronel, il se flattait de faire une puissante diversion et même d'exciter la guerre civile au sein de l'Andalousie (1). A la nouvelle de ces mouvements, le roi hésita quelque temps sur le parti qu'il devait prendre. Un moment, il fut sur le point de retourner à Séville, mais bientôt, mieux instruit des dispositions manifestées par les riches-hommes et les communes au bruit de cette levée de boucliers, il se détermina à pousser sa pointe et à pénétrer en Aragon.

III

Cependant le cardinal Guillaume, accouru sur le théâtre de la guerre avec la mission d'interposer l'autorité du saint-siége entre les deux princes rivaux, avait profité de la première impression produite sur don Pèdre par la rébellion de la Cerda pour en obtenir une trêve de quinze jours. Elle avait été signée à Deza, et le cardinal employait ce délai en négociations, s'offrant comme arbitre aux deux rois, et les conjurant de remettre leur querelle à la décision du saint-père. La trêve n'était pas encore expirée que don Pèdre, rassuré sur la situation de l'Andalousie, franchit brusquement la frontière et se porta sur Tarazona, ville riche à cette époque, mais médiocrement fortifiée. Dès qu'il en eut reconnu l'enceinte, il fit donner l'assaut au quartier more, où les murailles étaient moins élevées, par les chevaliers de Saint-Jacques, sous les ordres de leur maître don Fadrique. Après un combat assez court, quoique sanglant, ils pénétrèrent dans la ville. Mais une partie de la garnison parvint à se réfugier dans un autre quartier nommé l'Azuda, qui, entouré d'un rempart, formait comme une ville distincte, car l'Azuda avait son seigneur féodal, Guillaume de Lorriz, conseiller du roi d'Aragon et gouverneur de Valence. Il était absent en ce moment, et sa femme, tremblante dans son donjon, n'avait ni l'énergie ni le pouvoir nécessaire pour prolonger la résistance. La nuit avait interrompu l'attaque. Dès le lendemain, les assiégés de l'Azuda se rendirent par une capitulation qui mérite d'être rapportée, car elle montre ce qu'était à cette époque le droit de la guerre. Il fut convenu que tous les habitants de Tarazona sortiraient de la ville *avec leurs corps* et ce qu'ils pourraient emporter sur leurs épaules, le vainqueur leur accordant un sauf-conduit et une escorte pour les conduire à Tudela en Navarre, éloignée de quatre lieues. Les maisons et tous les immeubles devaient appartenir au roi de Castille (2). Ainsi, au XIVe siècle, en Espagne, la guerre se faisait entre chrétiens

(1) Ayala, p. 224, 231.
(2) Cfr. Ayala, p. 237. — Zurita, t. II, p. 279. — Le roi d'Aragon, dans ses mémoires, accuse le gouverneur de Tarazona, Miguel de Gurrea, d'avoir livré la place aux Castillans *par grand malice*. Carbonell, p. 185.

comme à l'époque de l'expulsion des Arabes, ou comme en Italie aux premiers temps de Rome. On chassait les habitants de leurs demeures et la terre était partagée entre les soldats de l'armée victorieuse, à la charge de la cultiver et de la défendre.

Maître de Tarazona, don Pèdre assiégea et prit rapidement plusieurs petites places du voisinage. Dans le château de Los Fayos, il se retrouva en présence de ce Martin Abarca, épargné par lui à la prise de Toro; mais il ne fallait pas implorer deux fois sa clémence, et Abarca fut aussitôt mis à mort. Les succès du roi et le partage du territoire de Tarazona excitèrent un vif enthousiasme en Castille; toute la noblesse, vassaux fidèles ou ligueurs repentants, accouraient sous la bannière royale. L'infant don Juan d'Aragon et don Fernand de Castro, mortellement brouillés avec les bâtards, amenèrent de nombreux renforts. Don Tello lui-même, se déterminant enfin à quitter la Biscaye, arrivait au camp du roi avec ses vassaux et beaucoup d'infanterie légère. Des étrangers venaient offrir leurs services. Le sire d'Albret, apprenant que son ennemi particulier, le comte de Foix, était à la solde du roi d'Aragon, passa les Pyrénées pour se mettre aux ordres de don Pèdre avec une troupe d'hommes d'armes aguerris par leurs longues campagnes en France (1). C'est qu'alors la guerre était un métier lucratif et l'occasion de grandes fortunes. Le riche-homme espérait y gagner des terres et des châteaux; le simple écuyer comptait que sa bonne lance lui vaudrait maint chevalier à mettre à rançon, mainte belle armure, maint cheval de bataille. Tous rêvaient le pillage des villes sans défense. Peu de jours après la prise de Tarazona, don Pèdre se vit à la tête de 7,000 hommes d'armes et de 2,000 génétaires, sans compter l'infanterie, alors trop peu estimée pour que les auteurs du moyen âge prennent la peine d'en rapporter le nombre (2). Les Aragonais étaient fort inférieurs en forces, même depuis l'arrivée de leurs auxiliaires d'au delà des monts, et celle des cavaliers de don Henri; cependant, animés par la présence de leur roi, ils s'avancèrent hardiment jusqu'à Borja, à quatre lieues seulement du gros de l'ennemi. Plein de confiance, don Pèdre vint aussitôt offrir la bataille, mais l'Aragonais était trop prudent pour l'accepter, et il se tint immobile au pied des remparts de Borja, satisfait de couvrir cette place importante et d'empêcher le Castillan d'en former le siége. Alors la stratégie était un art oublié. Un général croyait en avoir fait assez pour sa gloire quand il avait présenté le combat en rase campagne, ne soupçonnant pas que, par des manœuvres, il pût y contraindre son adversaire. Pendant quelques heures, les deux armées furent en présence, témoins immobiles d'escarmouches insignifiantes que la chaleur accablante termina bientôt. De part et d'autre, plusieurs soldats tombèrent morts de soif ou frappés de coups de soleil (3). Dès qu'il fut constaté que les Aragonais ne se hasarderaient pas en plaine, et que les Castillans ne les attaqueraient pas à l'abri des remparts de Borja, la retraite fut sonnée, et les deux rois crurent avoir fait une campagne. Don Pèdre revint à Tarazona, et Pierre IV à Saragosse. C'était laisser le champ libre au légat, qui renouvela avec plus de force que jamais ses instances pour un accommodement.

(1) Il était vassal du roi d'Angleterre. Son nom est souvent cité par Froissart.

(2) Ayala, p. 229.

(3) Ayala, p. 229.—Pierre IV prétend qu'il offrit la bataille et que le roi de Castille la refusa. Carbonell, p. 185.—Selon Zurita, l'intervention du cardinal Guillaume aurait empêché le combat. — Zurita, t. II, p. 280. — La supériorité des Castillans, la position défensive des Aragonais, et la retraite de Pierre IV sur Saragosse, m'ont paru confirmer la version d'Ayala, que j'ai suivie.

IV

Soit que l'orgueil de don Pèdre, satisfait par le succès de cette courte expédition, fût devenu plus traitable, soit, comme on peut le présumer, que sa méfiance lui montrât à l'intérieur de son royaume des dangers dont il avait seul le secret, il parut accepter cette fois avec plaisir la médiation du saint-siége, et à l'exemple du roi d'Aragon s'empressa de nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix. Une ville neutre, Tudela en Navarre, fut désignée pour les conférences que devait présider le cardinal-légat. La Castille était représentée par Juan de Hinestrosa, Juan de Benavides et Iñigo Lopez de Orozco; l'Aragon par Bernal de Cabrera, Pedro de Exerica et Alvar Garcia d'Albornoz (1). Ce dernier, sujet castillan, avait été choisi sans doute pour soutenir les intérêts du comte de Transtamare et des autres bannis. Le 10 mars 1357, on se réunit en plein air, suivant un ancien usage espagnol, sous un orme, hors des portes de Tudela (2). Le cardinal, qui voulait surtout éviter l'effusion du sang, insista pour qu'une trêve fût établie entre les deux puissances belligérantes, d'une assez longue durée pour permettre de résoudre par des négociations les nombreuses difficultés qu'il prévoyait. Il faut se rappeler que chacun des deux rois avait des alliés compromis dans sa querelle, vassaux puissants dont il s'était engagé à soutenir les prétentions particulières. Le roi d'Aragon était lié envers don Henri par les conventions de Pina et de Saragosse qui lui interdisaient de traiter sans son consentement avec le roi de Castille; en revanche, ce dernier devait prendre en considération les intérêts de la reine douairière d'Aragon, sa tante, des deux infants ses cousins, enfin des bannis aragonais qui s'étaient placés sous sa protection.

Après quelques débats, il fut stipulé que le roi de Castille lèverait le séquestre mis sur les biens de don Henri et de ses adhérents, et qu'il accorderait une amnistie à tous les émigrés ses sujets, excepté ceux qui sous le règne précédent auraient encouru sentence de haute trahison. De son côté, le roi d'Aragon devait rendre à sa belle-mère dona Léonor, aux enfants de cette princesse et à leurs partisans les domaines dont il s'était emparé, enfin publier une amnistie sous des réserves analogues aux précédentes. Les deux rois, chacun dans ses contestations avec les membres de sa famille, devaient recourir à l'arbitrage du légat.

On convint pareillement que dans le délai d'un mois le légat recevrait, à titre de dépôt, les villes dont les rois de Castille et d'Aragon se disputaient la possession, c'est-à-dire d'un côté Tarazona, de l'autre Alicante et quelques châteaux sur la frontière de Murcie. Les plénipotentiaires, depuis le jour de la signature du traité jusqu'à Noël, devaient produire les titres de leurs maîtres et faire valoir leurs droits. Passé ce terme, et faute d'accord amiable entre eux, au légat appartenait de prononcer en dernier ressort. On lui accordait un nouveau délai de six mois pour préparer sa sentence. Son jugement rendu, si les deux rois ne le ratifiaient point, les hostilités ne pouvaient cependant être reprises qu'au bout d'un an. Ainsi, la trêve devait durer deux années et quelques mois de plus. A ces articles furent ajoutées des clauses pénales contre les infractions; c'étaient d'abord l'excommunication et l'interdit, puis une amende de cent mille marcs d'argent, dont moitié pour la cour apostolique et moitié pour la partie qui demeurerait fidèle aux conventions ci-dessus (3).

(1) Zurita, t. II, p. 280.

(2) C'est encore aujourd'hui en plein air, sous un peuplier, qu'a lieu la réunion des députés de la confédération basque, à Guernica.

(3) *Arch. gen. de Aragon*, reg. 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 1 et suiv.

Malgré l'égalité apparente de ces stipulations, la trêve était en réalité au désavantage du roi de Castille, qu'elle obligeait de s'arrêter au milieu de ses succès, à la tête d'une armée nombreuse, et déjà établi en force sur le pays ennemi. En outre, il n'avait nullement le désir de se réconcilier avec son frère, tandis que le roi d'Aragon, ainsi qu'on l'a dit plus haut, en traitant avec les infants, continuait publiquement des négociations commencées en secret pour le même résultat. Sans désavouer ses plénipotentiaires, don Pèdre ne voulut pas ratifier les conventions signées par eux. Quant à Tarazona, il prétendait qu'elle devait lui appartenir à titre de conquête, et qu'il n'y avait aucune parité entre ses droits sur cette place et ceux que le roi d'Aragon alléguait sur Alicante. Par une subtilité digne du temps, il soutenait que Tarazona, attaquée il est vrai pendant la trêve précédente de quinze jours, avait été prise cependant après l'expiration de cette même trêve et dès lors légitimement gagnée (1). Au reste, pour prouver ses intentions irrévocables à ce sujet, il nomma Juan de Hinestrosa gouverneur de la ville, et le chargea d'y établir une espèce de colonie militaire. Le territoire et les maisons de Tarazona furent partagés à trois cents gentilshommes castillans (2).

Comme on peut le penser, le légat se plaignit vivement de ce manque de foi. Après trois mois de réclamations inutiles, ayant épuisé les menaces et les prières, il lança contre don Pèdre une sentence d'excommunication, et mit l'interdit sur son royaume (3). Mais don Pèdre était aguerri contre les foudres du saint-siége ; il se sentait fort, et ses sujets avaient appris à craindre sa colère plus que les censures apostoliques. De fait, aucun symptôme alarmant pour son autorité ne suivit la sentence du légat. La convention de Tudela ne fut exécutée qu'en un seul point ; les hostilités demeurèrent suspendues.

Mais le roi d'Aragon profitait de cet instant de relâche pour susciter de nouveaux ennemis à don Pèdre et pour recruter des auxiliaires jusque dans son camp. Depuis plusieurs mois, Pierre IV avait entamé une correspondance secrète avec l'infant d'Aragon son frère, et ce prince, toujours mobile et inconstant, s'était laissé gagner à ses promesses. Au mois de décembre 1357, don Fernand parut tout à coup dans le royaume de Valence, et, après s'être dénaturé solennellement pour la seconde fois, par une de ces comédies se fréquentes alors (4), il remit à l'Aragonais Orihuela et les autres châteaux qu'il possédait dans cette province, et pour lesquels il avait déjà fait hommage au roi de Castille. Nommé aussitôt procureur général du royaume, il arma ses vassaux aragonais et y joignit une troupe assez nombreuse de Castillans attachés à sa personne. Par un traité de paix et de réconciliation qui fut signé à la Cañada del Pozuelo, le 7 décembre 1357, Pierre IV s'obligea de lui rendre tous ses domaines, de solder les Castillans qu'il pourrait attirer à son service, enfin, de ne faire ni paix ni trêve avec don Pèdre sans son assentiment (5). Cette dernière condition devenait, comme on le voit, une formule banale de tous les traités conclus avec les transfuges. Pour l'infant don Juan, brouillé depuis longtemps avec son frère, ennemi des bâtards à cause de ses prétentions sur la seigneurie de Biscaye, il demeura auprès de don Pèdre, traité en apparence avec la même faveur, mais, en réalité, objet de méfiance et d'aversion pour tous les partis.

Vers le même temps, la comtesse de Transtamare, retenue prisonnière depuis plus

(1) Ayala, p. 228. — Cascales, *Hist. de Mur.*, p. 122.

(2) Ayala, p. 232.

(3) *Arch. gen. de Aragon*, reg. 1394 *Pac. et Treug.*, p. 14. — La sentence d'excommunication est datée de Tudela, 26 juin 1357.

(4) Zurita, p. 284 et suiv. — *Hist. de Murcia*, 124. — Carbonell, p. 185.

(5) *Arch. gen. de Aragon, autografos. Segona Caixa.*

d'une année à la suite de la prise de Toro, parvint à s'échapper et à gagner l'Aragon. Gomez Carrillo, majordome de don Henri, peu après la proclamation de la trêve de Tudela, avait adressé au roi de Castille des offres de soumission qui furent acceptées. Il revint à la cour, fut bien accueilli, et obtint même l'investiture de la ville de Tamariz, pour laquelle il se reconnut homme-lige du roi. Mais sa défection était feinte et n'avait d'autre but que de le rapprocher de la comtesse de Transtamare. Pendant qu'il affectait le plus grand zèle pour son nouveau maître, il préparait dans un profond secret la fuite de la captive, qu'il avait trouvé moyen d'instruire de ses véritables intentions. Dès qu'une occasion favorable se présenta, il disparut avec la comtesse, enlevant ainsi au roi le plus important de ses otages et le plus compromis depuis l'alliance déclarée entre don Henri et Pierre IV (1).

V

Le récit des événements qui suivirent l'expédition de don Pèdre en Aragon ne m'a pas permis de rapporter à leur date ceux qui se passaient en même temps en Andalousie. Nous avons laissé cette province agitée par l'insurrection de Juan de la Cerda. Le roi avait bien jugé la situation du pays en l'abandonnant à ses propres forces contre la levée de boucliers tentée par ce chef audacieux. Après quelques ravages exercés dans les environs de Gibraleon, sa place d'armes, la Cerda livra bataille aux milices de Séville, soutenues par les hommes d'armes de Perez Ponce, seigneur de Machena, du Génois Gil de Boccanegra, amiral de Castille, et de quelques riches-hommes andalous. Les rebelles furent taillés en pièces, leur chef fut conduit prisonnier à Séville et enfermé dans la tour del Oro. En annonçant cette victoire à don Pèdre, on lui mandait de faire connaître ses intentions à l'égard du captif. La réponse ne se fit pas attendre. Un arbalétrier de la garde partit sur-le-champ de Tarazona pour Séville avec ordre de se faire livrer Juan de la Cerda et de le mettre à mort. Presque en même temps, la femme de ce seigneur, dona Maria Coronel, jeune dame aussi célèbre par sa vertu que par sa rare beauté, accourait de Séville au camp du roi, et se jetait à ses pieds demandant la grâce du coupable. Touché de ses larmes, don Pèdre lui accorda des lettres de pardon, incertain toutefois si elles pourraient lui servir. En effet, quelque diligence que fît l'infortunée, elle n'arriva à Séville que huit jours après l'exécution de son mari (2). On accusa le roi de n'avoir accordé la grâce du rebelle que parce qu'il savait qu'elle ne pouvait être connue à Séville assez à temps pour prévenir sa mort. A mon sentiment, cette supposition est injuste. La condamnation de Juan de la Cerda était rigoureuse peut-être, mais assurément légale. Pris les armes à la main et rebelle pour la seconde fois, pouvait-il espérer son pardon d'un prince qui l'avait comblé de ses bienfaits? Il n'avait pas même, pour excuser sa révolte, le prétexte de la jalousie qui avait déterminé la défection de don Alvar de Guzman, son beau-frère. L'arrêt de mort expédié, le roi vit à ses genoux la malheureuse dona Maria, et n'eut pas le courage de résister à ses supplications. Dès lors, les deux ordres contradictoires étant donnés presque en même temps, le sort du prisonnier ne dépendait plus que d'une espèce de hasard, et le roi ne pouvait retirer le peu d'heures d'avance qu'avait son arbalétrier sur dona Maria Coronel. Au moins quelques jours d'espoir furent accordés à la suppliante, et il est souverainement injuste de changer en un raffinement de cruauté ce qui ne fut sans doute qu'un mouvement généreux de compassion et de clémence. Veuve à vingt ans, dona Maria se retira dans

(1) Ayala, p. 232.
(2) *Idem*, p. 230.

le couvent de Sainte-Claire à Séville, où elle fit profession. Elle n'en sortit qu'en 1374 pour fonder le monastère de Sainte-Inès dans la même ville, et c'est là qu'elle mourut vénérée comme une sainte.

La tradition populaire en Espagne, et surtout en Andalousie, a conservé le nom de Maria Coronel, et l'associe dans maint récit tragique à celui de don Pèdre. Par une de ces confusions si fréquentes dans les légendes héroïques, qui, transmises de bouche en bouche, s'embellissent sans cesse par des additions romanesques, l'amour du roi pour Aldonza Coronel, femme d'Alvar Perez de Guzman, a été transporté à sa sœur, dona Maria, veuve de don Juan de la Cerda. Suivant une légende, qui est devenue de l'histoire pour les habitants de Séville, dona Maria, chaste autant que belle, repousse toujours avec indignation les hommages de don Pèdre. C'est en vain qu'elle oppose les grilles du couvent de Sainte-Claire, comme un rempart, à la passion impétueuse du tyran. Avertie que ses satellites se disposent à l'arracher du saint lieu, elle fait creuser à la hâte, dans le jardin du monastère, une large fosse, dans laquelle elle se couche, et que par son ordre on recouvre de branchages et de terre. Mais cette terre fraîchement remuée la trahirait sans doute, quand un miracle survient fort à propos. A peine est-elle descendue dans cette espèce de tombeau, que la fosse se couvre d'herbes et de fleurs, et rien ne la distingue plus du gazon d'alentour. Cependant l'amour du roi s'irrite par les obstacles. Il soupçonne que la belle veuve a trompé la vigilance de ses ministres; il vient lui-même au couvent de Sainte-Claire pour l'enlever. Cette fois, ce n'est plus un miracle, mais un stratagème héroïque qui sauve la noble matrone. Détestant cette fatale beauté, qui l'expose à d'indignes outrages, elle saisit d'une main assurée un vase rempli d'huile bouillante, et le verse sur son visage et sur sa gorge; puis couverte d'horribles brûlures, elle se présente au roi, et le fait fuir épouvanté en lui déclarant qu'elle est atteinte de la lèpre. « Sur son corps miraculeusement conservé, dit Zuñiga, on voit encore les traces du liquide brûlant, et l'on peut à bon droit le tenir pour un corps saint (1). » J'ai rapporté longuement cette légende, inconnue aux auteurs contemporains, pour donner une idée des transformations que l'histoire de don Pèdre a subies par la tradition, et des couleurs poétiques que lui a données la vive imagination du peuple espagnol. Après le récit merveilleux, vient la simple vérité de l'histoire.

Aussitôt après la conclusion de la trêve avec l'Aragonais, don Pèdre revint à Séville pour presser la construction et l'armement d'une puissante flotte. Les insultes des corsaires catalans lui avaient fait amèrement sentir l'infériorité de sa marine, et son esprit, toujours séduit par les projets audacieux et gigantesques, aspirait à la gloire de vaincre son ennemi sur un élément où jusqu'alors il dominait sans rival. Il se proposait de porter la guerre au centre même des provinces aragonaises, d'assiéger leur capitale aussitôt qu'il lui serait permis de reprendre les hostilités. En même temps il essayait d'entraîner le prince Louis de Navarre dans une coalition contre Pierre IV, lui promettant en retour de *défier* le roi de France, son ennemi, et d'aller porter la guerre au delà des Pyrénées (2). Au milieu de ces préparatifs et de ces négociations, c'est-à-dire au commencement de l'année 1358, dona Aldonza Coronel vint

(1) Zuniga, *Anales de Sevilla*, t. II, p. 148. Le peuple raconte que Marie Coronel, poursuivie par don Pèdre dans le faubourg de Triana, se plongea la tête dans une poêle où une *Bohémienne* faisait frire des beignets. On m'a montré la maison devant laquelle avait eu lieu l'événement, et, comme preuve irrécusable, on m'a fait remarquer que cette maison est encore habitée par des Bohémiens, qui font la cuisine en pleine rue.

(2) Le roi de Navarre était alors prisonnier du roi de France. Le prince Louis, régent de Navarre, était en même temps sollicité par le roi d'Aragon, et faisait des deux côtés des promesses qu'il n'avait nullement l'intention de tenir. Zurita, t. II, p. 282, 284. Carbonell, p. 185

à Séville pour solliciter, comme sa sœur, la grâce de son mari, Alvar de Guzman, réfugié en Aragon (1). D'abord elle demeura auprès de dona Maria dans le couvent de Sainte-Claire, et quelque temps parut insensible aux marques d'amour que lui donnait don Pèdre. Vaincue à la fin, elle quitta volontairement le monastère, et accepta un logis préparé pour elle par le roi dans la tour del Oro, située au bord du Guadalquivir. Là elle eut bientôt une maison royale, une espèce de garde; chevaliers, écuyers pour la défendre au besoin; en un mot elle devint à tous les yeux la maîtresse préférée du roi de Castille. Ayala rapporte que don Pèdre, toujours excessif dans ses amours, avait commandé à l'alguazil-mayor de Séville d'obéir, comme à lui-même, aux ordres donnés pendant son absence par dona Aldonza, et transmis par les chevaliers commis à sa garde; car, suivant toute apparence, la favorite était invisible comme une sultane de l'Orient. Cependant Marie de Padilla occupait toujours dans la même ville l'Alcazar ou le château royal; elle avait sa maison de reine, sa cour, sa garde de chevaliers. Imitateur du despotisme des princes musulmans, don Pèdre tenait peut-être à honneur d'avoir, comme eux, plusieurs femmes rivales de puissance et de faste. Tandis que l'ancienne et la nouvelle maîtresse, chacune dans son château fort, semblaient se défier, les fréquentes absences du roi, que son goût pour la chasse éloignait de Séville souvent pour plusieurs jours, pouvaient donner lieu à de graves conflits entre ces femmes jalouses qui partageaient la cour en deux camps ennemis.

Pendant une de ces absences du roi, Juan de Hinestrosa vint à Séville, de retour d'une mission en Portugal, apportant la promesse d'Alphonse IV de coopérer par l'envoi d'une escadre à l'expédition qui se préparait contre l'Aragon. Don Pèdre, qui chassait aux environs de Carmona, venait de mander auprès de lui dona Aldonza. Cette marque de préférence fut aussitôt interprétée comme le signal de la complète disgrâce de Marie de Padilla. Hinestrosa, son oncle, considéré comme le chef de sa famille, était haï par une partie de la cour. Confiants dans la faveur éclatante d'Aldonza Coronel, les ennemis des Padilla crurent sans doute prévenir les secrets desseins du prince en portant un premier coup au ministre, parent de la maîtresse délaissée. Le gouverneur de la tour del Oro, sans doute à l'instigation d'Aldonza, complice peut-être ou instrument d'une intrigue de cour, montra le blanc seing du roi à l'alguazil-mayor et le somma de faire arrêter Juan de Hinestrosa. Sur-le-champ l'ordre fut exécuté, et le même jour Diego de Padilla fut également jeté en prison. A la facilité avec laquelle ces deux hommes, naguère si puissants, tombaient du faîte des grandeurs dans un cachot, sans qu'une voix s'élevât pour les défendre, à l'obéissance aveugle que trouvaient les ordres les plus extraordinaires donnés au nom du roi, on reconnaît combien les Padilla étaient détestés, et surtout combien don Pèdre était absolu et redouté dans ses États, où deux ans auparavant il ne trouvait que des rebelles. Mais, si Marie de Padilla ne pouvait prévenir les infidélités de son amant, on vit bientôt que seule elle avait sa confiance, et qu'il était dangereux de provoquer cette reine indulgente. Instruit par elle de l'arrestation de Juan de Hinestrosa et de son neveu, le roi fit éclater son indignation. Il s'empressa de retourner à Séville auprès de Marie de Padilla et s'efforça de rassurer ses parents par de nouvelles faveurs. Quant à dona Aldonza, brusquement abandonnée à Carmona, elle fut bientôt obligée d'aller cacher sa honte dans le couvent de Sainte-Claire, où sa vie s'acheva, dit-on, dans le repentir. Il ne paraît pas que l'alguazil-mayor ait ressenti quelque effet de la colère du roi. Il n'était coupable que par l'excès de son obéissance, et c'est une faute que les despotes pardonnent facilement (2).

(1) Que penser de la jalousie de don Alvar, qui envoyait sa femme solliciter à Séville le roi amoureux d'elle?

(2) Ayala, p. 234. Quelque étrange que puisse paraître cette anecdote, je n'ai point hésité à la

XI

VENGEANCES DE DON PÈDRE. — 1358.

I

A la haine implacable que don Pèdre renfermait dans son cœur contre les riches-hommes qui avaient joué un rôle dans la ligue, se joignaient des soupçons incessants contre tout ce qui l'entourait, méfiance excusable, trop bien justifiée peut-être après une si triste épreuve de l'inconstance de ses sujets. Le traité conclu à Pina entre le roi d'Aragon et don Henri, surtout la clause qui prévoyait et supposait en quelque sorte la trahison de don Fadrique, n'avaient pu lui demeurer longtemps inconnus. D'un autre côté, la récente défection de l'infant don Fernand, celle de Gomez Carrillo, la rébellion de don Juan de la Cerda et d'Alvar de Guzman, lui semblaient autant de preuves d'une immense conjuration ourdie contre son autorité et sa vie même par des ennemis que ses bienfaits n'avaient pu séduire ni ses rigueurs intimider. Un instant, dans la dernière campagne d'Aragon, il avait vu réunis autour de sa bannière don Fadrique, don Tello et l'infant don Juan. On dit que dès lors il avait conçu le projet de les faire périr tous les trois (1); mais le voisinage de l'armée aragonaise, et le grand nombre de vassaux dévoués que les jeunes princes menaient à leur suite, l'avaient obligé d'ajourner l'exécution de ses desseins sinistres. Cependant ces hommes qu'il abhorrait venaient de faire preuve de zèle à son service. Don Fadrique s'était signalé à l'assaut de Tarazona; mais en présence des chevaliers de son ordre, placé entre la crainte de passer pour un lâche et la nécessité de se montrer soldat fidèle, il n'avait pu se dispenser de combattre, et sa bravoure ne paraissait qu'un calcul pour préparer sa désertion. Don Tello avait amené de puissants renforts à l'armée castillane; mais à son affectation de ne paraître qu'entouré de ses fidèles Biscayens, à la défiance injurieuse qu'il ne prenait pas la peine de cacher, le roi croyait surprendre l'aveu de projets coupables, et attribuait son arrivée sur le théâtre de la guerre plutôt au désir d'épier une occasion pour le trahir qu'à un dévouement sincère pour sa personne. D'ailleurs, don Tello n'avait-il pas fait assassiner tout récemment Juan de Avendaño, émissaire secret de don Pèdre en Biscaye? N'avait-il pas, ainsi que don Fadrique, conseillé de rendre Tarazona au roi d'Aragon? Comment espérer que les fils de Léonor se feraient la guerre entre eux, ou qu'ils oublieraient leur mère assassinée, leurs amis massacrés à Toro? En un mot, que ses frères fussent animés de sentiments généreux ou entraînés par une ambition coupable, don Pèdre ne voyait en eux que des ennemis. Sa propre haine lui révélait celle qu'il devait leur inspirer.

Cependant, fidèle à ses habitudes de dissimulation, il leur cachait avec soin ses inquiétudes, et don Fadrique particulièrement semblait jouir auprès de lui de la plus haute faveur. Il avait un commandement très-important sur la frontière de Murcie, et le roi lui avait laissé ses pleins pouvoirs pour la solution des difficultés pendantes entre la Castille et l'Aragon au sujet de la fixation des limites. De son côté, don

rapporter sur l'autorité d'Ayala, qui fut peut-être témoin de cette intrigue de palais. En effet, il était probablement alors à Séville, d'où nous le verrons bientôt partir avec la flotte du roi. Il est remarquable que Zuniga ait gardé le silence sur cet événement, après avoir donné place aux contes populaires sur Maria Coronel. Voyez *Anales de Sevilla*, année 1358.

(1) Ayala, p. 231.

Fadrique affectait un entier dévouement à son frère, et ne perdait aucune occasion d'en faire montre. Le château de Jumilla, sur le territoire contesté entre les royaumes de Murcie et de Valence, avait été occupé par un riche-homme aragonais qui s'en prétendait propriétaire, tandis que les plénipotentiaires castillans réclamaient cette forteresse comme comprise dans les domaines de leur maître (1). Sans attendre l'issue des négociations fort actives à ce sujet, don Fadrique s'empara de Jumilla par un coup de main et y fit arborer la bannière de Castille. Don Pèdre ne se trompa point sur le motif qui avait poussé le maître de Saint-Jacques à cet acte d'hostilité, et n'hésita pas à l'attribuer aux intrigues du comte de Transtamare intéressé à rompre la trêve. D'ailleurs, don Fadrique était entouré d'espions, et, tandis qu'il paraissait tout sacrifier pour plaire au roi, on découvrit qu'il correspondait secrètement avec don Henri et le roi d'Aragon. Gonzalo Mexia, commandeur de Saint-Jacques, était leur intermédiaire, et, vers la fin de l'année 1357, il était parti de Cariñena chargé d'un message mystérieux pour le Maître (2). C'était à la suite d'une conférence avec le commandeur que don Fadrique avait pris Jumilla. Don Pèdre, toujours vivement irrité contre le roi d'Aragon, accusant d'ailleurs la partialité du légat, était bien résolu à rompre la trêve et à reprendre les armes; mais, avant de s'engager dans une guerre étrangère, il voulut autour de lui déraciner la guerre civile.

Dans ce dessein, il s'ouvrit à l'infant d'Aragon don Juan, prince faible et méchant, pour lequel il avait autant de mépris que d'aversion ; mais il le regardait comme un instrument maniable, et c'était à ses yeux le dernier raffinement de la politique que d'armer ses ennemis les uns contre les autres. Le 29 mai 1358, le roi, instruit de l'arrivée du maître de Saint-Jacques qu'il venait de mander à Séville, fit venir de grand matin dans son palais l'infant don Juan et Diego Perez Sarmiento, adelantade de Castille. Là, dans son cabinet, leur ayant présenté un crucifix et les Évangiles, il leur fit prêter d'abord le serment de garder un secret inviolable sur ce qu'il allait leur découvrir. Puis, s'adressant à l'infant, il lui tint ce discours :

— Cousin, vous savez et je sais aussi que le maître de Saint-Jacques, don Fadrique mon frère, vous veut du mal et vous le lui rendez. J'ai des preuves qu'il me trahit, et aujourd'hui je veux le tuer. Je vous demande de m'aider, et ce faisant vous me rendrez service. Lui mort, je pars aussitôt pour la Biscaye, où je compte traiter de même don Tello. Alors je vous donnerai sa terre de Biscaye et de Lara ; car, marié, comme vous l'êtes, avec doña Isabel, fille de don Juan Nuñez de Lara, ce riche domaine vous revient de plein droit.

Sans se montrer surpris de cette horrible franchise, et ne pensant qu'à l'immense fortune qu'il avait toujours convoitée, l'infant répondit avec empressement :

— Sire, je me tiens pour obligé de votre confiance à me révéler vos secrets desseins. Il est vrai que je hais le maître de Saint-Jacques et ses frères. Eux me haïssent pour l'amour que je vous porte. C'est pourquoi je suis content d'apprendre que vous avez résolu de vous défaire du Maître. Si c'est votre plaisir, moi-même je le tuerai.

Alors le roi :

— Cousin infant, dit-il, je vous remercie, et vous prie de faire ainsi que vous dites.

(1) Carbonell, p. 186. — *Arch. gen. de Ar.* Voir plusieurs lettres de Pierre IV au sujet de ses droits sur cette place, notamment sa consultation au docteur En Ramon Castellan, reg. 1394, p. 89, 31 et suiv.

(2) Voyez le passe-port accordé à Gonzalo Mexia par le roi d'Aragon pour aller, de la part du comte de Transtamare, conférer avec le maître de Saint-Jacques de *certaines affaires*, valable pour une ou plusieurs fois, *iendo o viniendo por unas ò muitas vegadas del dito Conde al dito Maestre, et del dito Maestre al dito Conde*. Cariñena, 28 décembre 1357. *Arch. gen. de Aragon.* reg. 1543, p. 5 verso. Voy. Appendice.

Perez Sarmiento, indigné de la bassesse de l'infant, l'interrompit d'un ton sévère.

— Monseigneur, dit-il à don Juan, réjouissez-vous de la justice que va faire notre sire le roi, mais croyez qu'il ne manquera pas d'arbalétriers pour dépêcher le Maître.

Ces paroles déplurent à don Pèdre qui, dans la suite, ne les oublia point.

Quelques heures après cette conversation, don Fadrique entrait à Séville venant de Jumilla. On dit qu'en dehors des portes un clerc, aposté peut-être par Sarmiento, l'avertit en termes mystérieux qu'un grand danger le menaçait; mais le Maître ne tint compte de ses paroles, ou peut-être n'en comprit-il pas le sens (1). Traversant la ville sans s'arrêter, il entra dans l'Alcazar avec une suite nombreuse de chevaliers de son ordre et de gentilshommes de sa maison. Il trouva le roi jouant aux dames avec un de ses courtisans. Déjà passé maître dans l'art de feindre, don Pèdre reçut don Fadrique d'un air ouvert, le sourire sur les lèvres, et lui donna sa main à baiser. Puis, interrompant son jeu, il lui demanda quelle avait été sa dernière étape et s'il était content de son logis à Séville? Le maître répondit qu'il venait de faire une traite de cinq lieues, et que, dans son empressement à présenter ses hommages au roi, il ne s'était pas encore enquis de son logement.

— Eh bien! dit don Pèdre, qui voyait don Fadrique fort accompagné, occupez-vous d'abord de votre logis, puis vous reviendrez me voir.

Et après lui avoir fait un signe d'adieu amical, il se remit à son jeu. En quittant le roi, don Fadrique passa chez Marie de Padilla, qui occupait avec ses filles un appartement dans l'Alcazar. C'était une espèce de harem, avec son étiquette tout orientale. En ce moment il dut congédier les chevaliers de sa suite, et entra seul avec Diego de Padilla, maître de Calatrava, qui, ne sachant rien de ce qui se tramait, était venu à sa rencontre, pour lui faire honneur, comme à son collègue. La favorite, douce et bonne, reçut don Fadrique les larmes aux yeux, et montra tant de tristesse à sa vue qu'il en fut un peu surpris, bien éloigné cependant de soupçonner la cause de l'émotion extraordinaire causée par sa présence. Seule avec l'infant et Perez Sarmiento, elle connaissait les desseins du roi et avait essayé vainement de le fléchir. Après avoir embrassé les filles de Marie, qu'il nommait ses nièces, le maître de Saint-Jacques descendit dans la cour de l'Alcazar, où il comptait retrouver ses gens et sa monture; mais les portiers avaient reçu l'ordre de faire évacuer la cour et de fermer les portes. Persuadé que cette consigne ne pouvait le regarder, il demandait qu'on fît avancer sa mule, lorsqu'un de ses chevaliers, nommé Suero Gutierrez, remarquant dans tout le château un mouvement inaccoutumé, s'approcha de lui.

— Monseigneur, dit-il, la poterne est ouverte, sortez! Une fois hors de l'Alcazar, les mules ne vous manqueront pas.

Comme il le pressait, survinrent deux chevaliers de l'hôtel, qui l'avertirent que le roi le demandait. Don Fadrique obéit aussitôt et se dirigea vers l'appartement du roi, qui occupait alors un des bâtiments compris dans l'enceinte de l'Alcazar, et qu'on nommait le palais de fer (2). A la porte se tenait Pero Lopez Padilla, chef des arbalétriers à masse de la garde, avec quatre de ses gens. Don Fadrique, toujours accompagné du maître de Calatrava, heurta à la porte. Un seul des battants s'ouvrit, et l'on entrevit le roi, qui cria aussitôt :

— Pero Lopez! arrêtez le Maître!

— Lequel des deux, sire? demanda l'officier, hésitant entre don Fadrique et don Diego de Padilla.

— Le maître de Saint-Jacques! répondit le roi d'une voix tonnante.

(1) *Romances sobre el rey D. Pedro*. — Rades, *Hist. del Ord. de Santiago*, p. 48. — *Hist. de Murcia*, p. 123. — Ayala ne parle pas de cette circonstance.

(2) Ou de stuc. Les manuscrits offrent cette variante : *hierro* ou *yeso*.

Aussitôt Pero Lopez, saisissant le bras de don Fadrique, lui dit :

— Vous êtes mon prisonnier.

Don Fadrique, atterré, ne faisait aucune résistance, lorsque le roi cria :

— Arbalétriers, tuez le maître de Saint-Jacques !

Un instant, la surprise, le respect pour la croix rouge de Saint-Jacques, tinrent ces hommes immobiles. Alors un des chevaliers de l'hôtel, s'avançant à la porte :

— Traîtres ! que faites-vous ? dit-il ; n'entendez-vous pas que le roi vous commande de tuer le Maître ?

Les arbalétriers levaient la masse, lorsque don Fadrique, se dégageant avec vigueur de l'étreinte de Pero Lopez, s'élança dans la cour et voulut se mettre en défense. Mais la croisée de son épée, qu'il portait sous le grand manteau de son ordre, s'était engagée dans le ceinturon et il ne pouvait dégainer. Poursuivi par les arbalétriers, il courait çà et là par la cour, évitant leurs coups et ne pouvant parvenir à tirer son épée. Enfin un des gardes du roi, nommé Nuño Fernandez, l'atteignit d'un coup de masse à la tête et l'abattit. Ses trois compagnons le frappèrent aussitôt à coups redoublés. Il était étendu par terre et baigné dans son sang lorsque don Pèdre descendit dans la cour, cherchant de l'œil quelques-uns des chevaliers de Saint-Jacques qu'il avait résolu de faire périr avec leur chef. Mais on a vu que, pendant que don Fadrique rendait visite à Marie de Padilla, les portiers avaient fait vider la cour à toute sa suite. Il n'y restait plus que le premier écuyer du maître, Sancho Ruiz de Villegas, qui, en apercevant le roi, se précipita dans l'appartement de Marie de Padilla et saisit entre ses bras l'aînée de ses filles, cherchant à s'en faire une sauvegarde contre les meurtriers. Don Pèdre, qui le suivait la dague au poing, lui fit arracher l'enfant et lui donna le premier coup ; puis, un de ses courtisans, ennemi particulier de Sancho de Villegas, l'acheva sur la place. Laissant la chambre de sa maîtresse inondée de sang, le roi redescendit dans la cour et s'approcha du Maître, qu'il trouva gisant à terre, immobile, mais respirant encore. Il tira son poignard et le remit à un esclave africain (1) pour donner le coup de grâce au moribond. Alors, assuré de sa vengeance, il passa dans une salle à deux pas du cadavre de son frère et se mit à table (2).

Don Pèdre pouvait manger devant son ennemi mort ; mais ses repas ne ressemblaient pas à ceux de Vitellius. Il lui fallait prendre des forces, car il avait de rudes fatigues à soutenir. Un moment après, il était à cheval courant vers le nord. Cependant il avait eu le temps de dépêcher des arbalétriers aux principaux partisans de don Fadrique. A Cordoue, à Salamanque, à Mora, à Toro, à Villarejo, ces messagers de mort allaient exécuter ponctuellement leurs ordres terribles. L'heure de la vengeance avait sonné, et l'implacable mémoire de don Pèdre allait punir toutes les offenses qu'il avait dissimulées jusqu'alors. Il n'avait oublié ni Alphonse Tenorio, qui avait tiré l'épée en sa présence aux conférences de Toro (3), ni Lope de Bendaña, ce commandeur de Saint-Jacques qui l'avait joué lorsqu'il vint aux portes de

(1) *Un Moro de su camara*. Ayala. — M. Llaguno a préféré la leçon *mozo de su camara*, un page de sa chambre, donnée par quelques manuscrits. Mais l'*Abrégé* et les meilleures copies donnent *Moro*. Il me paraît vraisemblable que don Pèdre, comme tous les despotes, aimât à s'entourer de serviteurs étrangers. On verra plus tard qu'il donna le commandement des arbalétriers de sa garde à un Géorgien. Malgré les détails circonstanciés que fournit Ayala sur cet événement, on n'est point d'accord, parmi les antiquaires de Séville, sur le lieu précis où fut tué don Fadrique. Suivant la tradition conservée par les portiers de l'Alcazar, le Maître aurait été assassiné dans la salle des *azulejos* (mosaïques en faïence). On y montre encore les traces de son sang comme on montrait à Blois le sang du duc de Guise. Ayala dit positivement que le Maître fut tué dans la cour, et que don Pèdre dîna dans la salle des *azulejos*.

(2) Ayala, p. 237, 243.

(3) Voyez p. 754.

Segura (1). Ce furent ses plus illustres victimes. Les autres agents plus ou moins obscurs de don Fadrique ou du comte de Transtamare étaient les intermédiaires de leur correspondance avec les mécontents des principales villes de Castille. Don Juan d'Aragon, se croyant déjà sûr d'obtenir la seigneurie de Biscaye, avait résigné entre les mains du roi la charge d'adelantade de la frontière, qui fut aussitôt conférée à Enrique Enriquez, alguazil-mayor de Séville. Garci Gutier Tello, chevalier d'une naissance illustre, remplaça ce dernier dans les fonctions difficiles de magistrat suprême de la plus grande ville du royaume. Les ordres de mort, les brevets d'investiture étaient expédiés d'avance et ne retinrent pas don Pèdre un instant à Séville. Sept jours lui suffirent pour se rendre à Aguilar del Campo, dans le royaume de Léon (2), où il espérait surprendre don Tello, son frère, avant que le bruit de la mort de don Fadrique l'eût obligé à se mettre sur ses gardes. Une diligence aussi extraordinaire à cette époque suppose des relais commandés, et prouve suffisamment que la mort du maître de Saint-Jacques n'était que le début d'un vaste plan, longuement médité et préparé avec une singulière prévoyance. Il s'agissait pour don Pèdre de fonder le despotisme royal sur les ruines du pouvoir aristocratique; depuis longtemps il n'avait pas d'autre pensée. Un hasard sauva don Tello. Il était à la chasse lorsque le roi, entrant dans Aguilar, fut reconnu par un écuyer qui courut aussitôt prévenir son maître. Don Tello s'enfuit à toute bride sans regarder derrière lui. Arrivé en Biscaye, il n'essaya point de soulever cette province, où deux ans auparavant il avait victorieusement repoussé les forces du roi; il ne s'arrêta pas un instant pour réunir ses vassaux ou leur donner des ordres; il ne songeait qu'à mettre la mer entre son frère et lui. Le 7 juin, il s'embarquait à Bermeo dans une chaloupe pour gagner Bayonne. Peu d'heures après, don Pèdre entrait à Bermeo, et, se jetant dans le premier navire qu'il trouva, il lui donna la chasse jusqu'à la hauteur de Lequeitio. Là, les vents contraires et la mer menaçante l'obligèrent de renoncer à la poursuite. Moins heureuse que son mari, doña Juana de Lara, femme de don Tello, était demeurée prisonnière dans le château d'Aguilar (3).

On s'explique difficilement la conduite des Biscayens à l'arrivée du roi. Pas une épée ne sortit du fourreau pour défendre les droits de l'héritier de Lara, et ces hardis montagnards, qui naguère se levaient en masse pour repousser l'invasion d'une armée castillane, semblent avoir accueilli sans opposition, bien plus, avec allégresse, don Pèdre poursuivant leur seigneur avec quelques arbalétriers. Sans doute le gouvernement de don Tello avait indisposé le peuple basque, si jaloux de ses antiques libertés. Cet Avendaño, qui d'abord avait conduit ses compatriotes contre les troupes du roi, et qui, depuis, avait péri assassiné par ordre de don Tello, parait avoir été l'âme de cette résistance énergique. On doit voir en lui un de ces grands citoyens, un de ces chefs nationaux, à peine connus hors de leur province, mais qui, représentants des intérêts populaires, exercent sur leurs compatriotes une autorité sans limites. La dernière guerre civile de l'Espagne a montré tout le pouvoir de tels chefs. En s'attachant Avendaño, don Pèdre avait préparé la conquête de la Biscaye. Maintenant il se présentait comme son vengeur, et c'est pourquoi il fut reçu à bras ouverts. Son premier soin fut de s'entourer des principaux citoyens de la seigneurie de Biscaye. Présents, flatteries, promesses, le roi n'épargna rien pour les gagner. Le moyen le plus sûr, celui qu'il mit habilement en usage, fut d'affecter le plus grand respect pour leur indépendance. Aussi publiait-il qu'après avoir délivré les Biscayens d'un seigneur qui les opprimait, il laissait à l'assemblée nationale le soin

(1) Voyez p. 750.
(2) Ayala, p. 243.
(3) *Idem*, p. 243 et suiv.

d'en élire un nouveau. Cependant, de tous côtés il mande les députés de la province, et, comédien d'autant plus habile que le rôle qu'il jouait n'était pas entièrement feint, il se montre à leurs yeux comme le vengeur du peuple et l'ennemi des tyrans féodaux dont il a déjà tant réduit la puissance. Un jeune prince rempli d'ardeur et de feu, causant familièrement de ses projets avec ces libres montagnards, gagna facilement leur confiance. D'un autre côté, don Juan d'Aragon, qui suivait le roi depuis Séville, leurré par ses promesses, réclamait hautement la seigneurie de Biscaye et le pressait de faire reconnaître ses droits. Le roi, prodigue de serments, lui répétait qu'il n'était venu à autre intention, et l'assurait que le consentement de la diète n'était qu'une vaine formalité, et qu'il était certain de l'obtenir. Il convoque aussitôt les députés biscayens à Guernica et se rend lui-même à cette réunion, toujours tenue en plein air, selon une coutume antique, sous un arbre, objet d'une vénération presque superstitieuse pour les habitants de la Biscaye (1). Là, le roi, dans un discours étudié, reconnaissant d'abord l'indépendance absolue de la diète, l'entretint des droits que don Juan tenait de sa femme, seconde fille de Nuñez de Lara, et son héritière depuis la déchéance de don Tello et de doña Juana. Il conclut en demandant aux députés s'ils voulaient reconnaître don Juan pour leur seigneur. A peine eut-il achevé qu'un cri s'élève : « Jamais la Biscaye n'aura d'autre seigneur que le roi de Castille. Nous n'en voulons point d'autre ! » Ce cri poussé par dix mille voix était l'expression de l'orgueil et du bon sens national. Puisqu'il fallait avoir un seigneur, les Basques voulaient que ce seigneur ne fût le vassal de personne (2). Don Pèdre, affectant la surprise, remercia l'assemblée, et, sans s'expliquer sur l'offre qu'on lui faisait, témoigna combien il était flatté d'un hommage auquel il était loin de s'attendre. Mais l'infant commençait à s'apercevoir qu'il était pris pour dupe. Il éclatait en reproches. Pour l'apaiser, le roi lui promit de tenter un nouvel effort. « A Guernica, dit-il, l'assemblée réunie à la hâte n'a fait entendre que le vœu de quelques cantons. A Bilbao, la principale ville de la seigneurie, j'obtiendrai plus facilement que les Biscayens vous rendent hommage. D'après les priviléges de la province, c'est dans cette capitale seulement que la reconnaissance du seigneur doit avoir lieu (3). »

Quinze jours s'étaient écoulés depuis la mort de don Fadrique, six depuis la fuite de don Tello, et déjà don Pèdre, sans armée, était maître de toute la Biscaye. Le lendemain de son arrivée à Bilbao, il mande l'infant, qui se rend à son palais suivi de deux ou trois écuyers que l'étiquette arrêtait à la porte de la chambre du roi. L'infant n'avait point d'épée, mais seulement une dague à la ceinture. Quelques courtisans l'entourent, et, comme en plaisantant, examinent son arme et la lui enlèvent. Tout à coup un chambellan le saisit à bras-le-corps, et en même temps un arbalétrier

(1) Dans la dernière guerre civile, les troupes de la reine, chaque fois qu'elles entraient à Guernica, coupaient le peuplier autour duquel se réunissaient les députés des trois provinces, et autant de fois les Basques en replantaient un autre dès que l'ennemi s'était éloigné.

(2) Selon la tradition reçue en Biscaye, la seigneurie aurait été gouvernée par la même famille depuis le IXe siècle jusqu'au XIVe. Lope de Zuria, qui avait défendu avec succès la province contre Alphonse, roi de Léon, fut élu seigneur en 860. Sa race s'éteignit avec doña Juana de Lara, femme de don Tello. On dit que Lope de Zuria fut le premier des seigneurs de Biscaye qui prêta solennellement le serment d'observer les franchises du pays. Un des premiers articles est celui-ci : « Tout ordre du roi ou du seigneur qui sera ou pourrait être contraire aux franchises de la Biscaye, *sera obéi et non accompli.* » C'est une fiction constitutionnelle comme ce texte de la *Magna Charta : The king cannot be wrong.*

(3) D'après les usages de Biscaye, le seigneur devait prêter serment de garder les priviléges, 1° entre les mains de la municipalité (*regimiento*) de Bilbao ; 2° dans l'église de Saint-Emeterio de la même ville ; 3° sous l'arbre de Guernica ; 4° enfin, dans l'église de Sainte-Euphémie à Bermeo.

de la garde, Juan Diente, un de ceux qui avaient tué don Fadrique, lui assène par derrière un coup de masse sur la tête. Étourdi du coup, don Juan se dégage, et tout chancelant, s'approche de Hinestrosa, qui lui présente la pointe de son épée et lui crie de ne pas avancer. Alors les arbalétriers, redoublant leurs coups, le renversent et l'assomment. La place devant le palais était remplie de peuple. Une fenêtre s'ouvre et l'on jette le cadavre au milieu de la foule en criant : « Biscayens, voilà celui qui se prétendait votre seigneur! » Et la foule trouva que le roi avait fait justice et qu'il savait défendre les franchises de la Biscaye (1).

II

A peine l'infant avait-il rendu le dernier soupir que Juan de Hinestrosa montait à cheval et partait pour Roa, ville que le roi, pendant sa captivité à Toro, avait cédée à sa tante, la reine douairière d'Aragon. Elle ignorait la mort de son fils don Juan et vivait sans défiance avec sa bru dona Isabel de Lara, lorsque Hinestrosa, s'étant fait remettre au nom du roi les clefs de la ville, se présenta devant elle et s'assura de sa personne. Le lendemain, don Pèdre, qui le suivait de près, arriva de Bilbao pour ordonner que les deux princesses fussent transférées au château de Castrojeriz qu'il avait donné en apanage à Hinestrosa. Le dévouement du châtelain lui répondait que ses prisonnières ne lui échapperaient pas. De Roa, le roi se rendit à Burgos, où il demeura quelques jours, pendant que du nord et du midi ses arbalétriers lui apportaient, pendues à l'arçon de leurs selles, les têtes des chevaliers qu'il avait proscrits en quittant Séville (2). Nul autre que don Tello n'avait échappé à sa vengeance. Cependant elle n'était pas assouvie encore, et il se préparait à partir pour Valladolid, rêvant de nouvelles exécutions, lorsqu'il apprit que le comte de Transtamare, sur la nouvelle de la mort de son frère, avait commencé les hostilités dans la province de Soria (3). D'un autre côté, l'infant don Fernand, qui occupait Alicante et Orihuela, faisait des courses jusque dans la plaine de Murcie (4). Malgré l'inexécution des articles signés à Tudela, la trêve entre la Castille et l'Aragon n'avait pas été dénoncée, et la prise de Jumilla par le maître de Saint-Jacques n'avait pas encore été suivie de représailles. Les incursions de don Fernand et de don Henri, exécutées sans l'autorisation de Pierre IV, étaient comme un défi jeté par eux au meurtrier de leurs frères. Don Pèdre, quittant Burgos à la hâte, se porta de sa personne vers la frontière de Soria; mais déjà le comte, après avoir brûlé quelques villages, était rentré en Aragon à la première démonstration de résistance qu'il avait rencontrée. Dans le royaume de Murcie, don Fernand n'avait pas obtenu plus de succès, et, après une attaque inutile contre Carthagène, il s'était retiré avec quelque butin, emmenant des Mores et des juifs, qu'on vendait comme esclaves lorsqu'on n'en pouvait tirer rançon. Le roi, après avoir écrit à Pierre IV pour se plaindre de l'invasion de don Henri et de la rupture de la trêve (5), laissa quelques troupes en observation sur la frontière et revint à Séville pour achever l'armement de sa flotte. Contrairement aux usages diplomatiques de l'époque, ce fut un simple arbalétrier de sa garde qu'il chargea de porter sa lettre au roi d'Aragon, et cet oubli des formes parait avoir vivement offensé ce dernier. Après avoir répondu par d'amères récrimi-

(1) Ayala, p. 244 et suiv.
(2) *Idem*, p. 247.
(3) *Idem*, p. 248.
(4) *Idem*, *ibid*. — Carbonell, p. 186 et suiv.
(5) *Arch. gen. de Ar. Autografos*. Almazan, 10 juillet, ère 1396 (1358).

nations, il envoya au roi de Castille un cartel chevaleresque, le défiant à un combat en champ clos, vingt contre vingt ou cent contre cent, car « ce n'est pas raison, disait-il, que des rois combattent seuls (1). » Suivant Tomich, auteur catalan fort exact, Pierre IV, petit et faible de corps, redoutant la force et l'adresse de don Pèdre, aurait chargé Bernard Galceran de Pinos, chevalier aragonais, célèbre par ses prouesses et sa vigueur, de défier son rival par-devant le pape. Avec un tel second, Pierre IV se croyait invincible. Galceran habitait alors Avignon, banni de Barcelone pour un meurtre. Acceptant avec joie cette mission honorable, il vint porter au saint-père son gage de bataille, et plusieurs jours de suite fit proclamer que son maître accusait le roi de Castille de trahison et le défiait au combat avec tel second qu'il voudrait choisir (2). Quelle que fût la forme du cartel, don Pèdre n'en tint compte; c'était à la tête d'une puissante armée qu'il voulait se présenter devant son adversaire.

XII

EXPÉDITIONS MARITIMES CONTRE L'ARAGON. — 1358-1359.

I

Au commencement de l'été de 1358, douze galères castillanes étaient dans le Guadalquivir prêtes à prendre la mer. Avec cette petite flotte, renforcée de six galères génoises à sa solde, don Pèdre cingla vers les côtes de Valence, pendant qu'un corps de six cents hommes d'armes partant de Murcie s'avançait pour soutenir ses opérations. Arrivé en vue de Guardamar, ville appartenant à l'infant d'Aragon, le roi débarqua ses équipages, et les ayant réunis à ses troupes de terre, exactes au rendez-vous, il fit donner l'assaut avec beaucoup de vigueur. Les assiégés, chassés de l'enceinte extérieure par une grêle de flèches, se réfugièrent dans le donjon, où ils tinrent ferme. Pendant que le roi, poursuivant son premier succès, se préparait à les forcer, une bourrasque soudaine s'éleva et poussa ses navires à la côte. Privés d'une partie de leurs équipages et hors d'état de manœuvrer, la plupart allèrent se briser sur la plage. Deux galères seulement, une castillane et une génoise, parvinrent à gagner le port de Carthagène. Don Pèdre, perdant avec sa flotte son matériel de siége, et désespérant d'enlever d'assaut le donjon, se retira sur Murcie, mais ce ne fut pas sans avoir déchargé sa fureur sur la ville de Guardamar, qu'il livra aux flammes (3). Les revers irritaient cette âme énergique au lieu de l'abattre. Sur le rivage couvert de ses débris, il rêvait une plus puissante expédition et dictait au bruit de la tempête des ordres pour l'armement d'une nouvelle flotte. Il commanda qu'on fît à Séville de grands approvisionnements de bois; il pressa les rois de Portugal et de Grenade de lui fournir des vaisseaux; enfin il écrivit aux conseils des villes maritimes de Galice, des Asturies et de Biscaye, pour qu'on mît embargo sur tous les navires en état de tenir la mer, et qu'on les lui envoyât à Séville (4). Dans l'espace de moins de six mois, il prétendait y réunir la flotte la plus considérable

(1) Zurita, p 289.
(2) Zurita, p. 289, verso. Les *Mémoires de Pierre IV* (dans Carbonell) ne mentionnent pas cette anecdote, à laquelle Zurita paraît ajouter créance. Elle est rapportée également par Abarca, *Anal. de Ar.*, l. XXIV, cap. 7. § 11.
(3) Ayala, p. 249.
(4) *Idem*, p. 250, 251.

qu'on eût vue dans aucun port de l'Espagne. En attendant, quelques courses dans le royaume de Valence, le siége de plusieurs forteresses, entre autres de Monteagudo, qu'il enleva à don Tello son frère (1), occupèrent son activité et trompèrent son impatience jusqu'à l'entrée de l'hiver. Alors il revint à Séville, où sa présence donna une activité nouvelle aux préparatifs maritimes. Chaque jour il visitait les arsenaux, inspectait les navires, exerçait la chiourme. Il prodiguait l'or et n'épargnait rien pour exciter l'ardeur des ouvriers et des matelots.

Malgré les petites expéditions dont je viens de parler, les négociations n'étaient pas entièrement interrompues, et même, suivant les casuistes politiques du moyen âge, la trêve de Tudela pouvait être considérée comme existant encore, les hostilités n'ayant eu lieu qu'entre don Pèdre et ses ennemis particuliers le comte de Transtamare et l'infant don Fernand. Mais le roi d'Aragon voulut prendre sa revanche de l'incendie de Guardamar. Au mois de mars 1359, il entra en Castille avec une armée nombreuse, brûla la ville de Haro et fit mine d'assiéger Médina-Celi (2). Après cette incursion de quelques jours, alarmé des grands armements qui se faisaient à Séville, il revint précipitamment en Aragon, et ne s'occupa plus que de mettre en état de défense les côtes de Catalogne et de Valence.

II

Au moment où la flotte castillane, parfaitement armée, se préparait à quitter le Guadalquivir, le cardinal Gui de Boulogne arriva en Espagne avec une mission du saint-père. Il venait renouveler les tentatives d'intervention pacifique où avait échoué son prédécesseur, le cardinal Guillaume. Instruit que don Pèdre reprochait à ce dernier sa hauteur, et surtout sa partialité pour l'Aragonais, il crut être plus heureux en affectant de suivre une tout autre politique, et débuta par caresser cet orgueil si facilement irritable.

« Le pape, dit-il à don Pèdre, regarde le roi de Castille comme le bouclier de toute la chrétienté, et gémit de le voir tourner ses armes contre un prince catholique au lieu d'imiter ses glorieux ancêtres qui ont si vaillamment combattu contre les ennemis de la foi. Le saint-père regrette de ne pouvoir venir en personne terminer une guerre si cruelle et si nuisible à la religion (3). »

Quelle que fût son impatience d'entrer en campagne, don Pèdre ne se montra pas insensible à ces flatteries adroites. Il vint recevoir le légat à la frontière dans la ville d'Almazan, et lui fit l'accueil le plus gracieux. Néanmoins, loin de rabattre quelque chose de ses prétentions, il les éleva encore. Il demandait toujours la remise de Perellòs et l'expulsion des émigrés castillans, parmi lesquels il comptait maintenant don Fernand, le frère du roi d'Aragon. En outre, il réclamait les places d'Alicante et d'Orihuela, ainsi que quelques autres forteresses, se fondant sur ce qu'elles avaient fait autrefois partie du royaume de Murcie, et sur ce qu'elles lui avaient été cédées ou vendues, lors du traité de Toro, par don Fernand qui en était le seigneur. Enfin et pour dernière condition, il exigeait que le roi d'Aragon lui payât les frais de la guerre estimés par lui à cinq cent mille florins.

Sans se récrier contre l'exagération de ces demandes, le légat, satisfait d'avoir retardé par sa seule présence l'invasion imminente des Castillans, transmit aussitôt à Pierre IV les propositions qu'il venait de recevoir. De ce côté le cardinal ne ren-

(1) Ayala, p. 252.
(2) Zurita, t. II, p. 291.
(3) Ayala, p. 256.

contrait pas une moindre obstination. L'Aragonais, protestant contre toute concession de territoire, niait absolument les droits allégués par don Pèdre sur les places du royaume de Valence; cependant, dans son amour pour la paix, il voulait bien, disait-il, s'en rapporter sur ce point à la décision du saint-siége, et provisoirement il chargea un docteur de plaider sa cause par-devant le légat. Quant à livrer son vassal Perellòs, sur une simple accusation, à la justice d'un prince étranger, l'honneur de sa couronne le lui interdisait; seulement il renouvelait la promesse de le faire juger, et, dans le cas où ses tribunaux le trouveraient coupable, il offrait de le remettre aux mains du monarque offensé. Ses refus étaient encore plus péremptoires au sujet des indemnités réclamées par le roi de Castille, l'agresseur, selon lui, n'étant pas fondé à mettre les dépenses de la guerre à la charge de celui qui avait repoussé une invasion injuste. Le seul point sur lequel Pierre IV se montrait facile était l'expulsion des émigrés castillans, et il semblait avoir oublié ses conventions récentes avec le comte de Transtamare. Toutefois il faisait une réserve à l'égard de l'infant don Fernand, qui, prince aragonais et héritier éventuel de sa couronne, ne pouvait en aucune façon être assimilé aux autres réfugiés sujets de don Pèdre (1).

Entre des prétentions si opposées, le légat prévit que le débat serait long et obstiné; aussi son premier soin fut de demander aux deux princes une trêve d'un an au moins pour examiner à loisir les pièces de ce grand procès, recevoir les avis du saint-siége et régler les choses suivant l'équité. A cette proposition, don Pèdre s'écria qu'il serait insensé d'accorder une trêve au moment où sa flotte, armée avec des dépenses énormes, était prête à mettre à la voile, et lorsque ses troupes se trouvaient déjà réunies, soldées et sur le point de passer la frontière. Tout ce qu'il pouvait accorder par esprit de conciliation, et en témoignage de sa déférence pour l'envoyé du saint-père, c'était de réduire ses demandes à la remise des places contestées et à l'éloignement immédiat des émigrés castillans. Sur ces deux points il serait toujours inflexible.

L'Aragonais, faisant bon marché de ses serments, eût volontiers expulsé sur-le-champ le comte de Transtamare et ses compagnons, mais il persistait à garder Alicante et Orihuela jusqu'à la décision du pape. En définitive, il proposa de réduire la trêve à six mois, et de remettre la solution de toutes les difficultés pendantes à deux plénipotentiaires entre lesquels le légat ferait office d'arbitre suprême. Lorsque le légat rapporta cette réponse : « Cardinal, lui dit don Pèdre, qu'on ne me parle plus de trêve. Toutes ces propositions ne tendent qu'à me faire perdre mes avantages. Désormais que les armes décident entre nous (2)! »

Pendant ces inutiles pourparlers, la guerre d'escarmouches et de pillages continuait, entretenue surtout par les émigrés castillans au service du comte de Transtamare et de l'infant d'Aragon. J'omets une foule de combats obscurs, de bicoques assiégées ou surprises, pour rapporter une anecdote singulière attestée par un auteur grave, Alonso Martinez de Talavera, chapelain de don Juan II, roi de Castille, et auteur d'une chronique estimée. Don Pèdre, dit-il, s'étant présenté devant le château de Cabezon, appartenant au comte de Transtamare, somma vainement le gouverneur de lui rendre la place. Celui-ci, fidèle à son seigneur, ne daigna pas répondre au héraut qui lui faisait de magnifiques promesses, et refusa même une entrevue que le roi lui demandait. Toute la garnison du château ne consistait cependant qu'en dix écuyers, bannis castillans; mais derrière de hautes et épaisses murailles, dans un donjon bâti sur des rochers à pic, où l'on ne pouvait amener des machines, dix hommes résolus n'avaient pas de peine à se défendre contre une armée et ne cédaient

(1) Ayala. p. 258, 266. — Zurita, p. 292.
(2) Ayala, p. 266, 270.

qu'à la famine. Le siége devait être long, la place étant bien approvisionnée. Pourtant les dix écuyers, tous jeunes, étaient bien gens à repousser bravement un assaut, mais non pas à souffrir patiemment les ennuis d'un blocus. Il leur fallait des distractions, et ils demandèrent insolemment au châtelain des femmes pour leur tenir compagnie dans leur nid d'aigles. Or, il n'y avait à Cabezon d'autres femmes que la châtelaine et sa fille. « Si vous ne nous les livrez pour en faire à notre plaisir, dirent-ils au gouverneur, nous quittons tous votre château, ou, mieux encore, nous en ouvrons la porte au roi de Castille. » En de telles nécessités, le code de l'honneur chevaleresque était précis. Au siége de Tarifa, Alonso Perez de Guzman, sommé de rendre la ville, sous peine de voir massacrer son fils à ses yeux, répondit aux Mores en leur jetant son épée pour égorger l'enfant (1). Cette action, qui valut au gouverneur de Tarifa le surnom de Guzman le Bon, était une *fazaña,* un de ces précédents héroïques que tout *prud'homme* devait imiter. *Permittitur homicidium filii potius quam deditio castelli,* tel est l'axiome d'un docteur chevaleresque de cette époque. Le châtelain de Cabezon, aussi magnanime à sa manière que Guzman le Bon, fit en sorte que sa garnison ne songeât plus à l'abandonner. Cependant deux écuyers, moins pervers que leurs camarades, eurent horreur de leur trahison et s'échappèrent du château. Conduits au roi, ils lui racontèrent la mutinerie dont ils avaient été les témoins et les suites qu'elle avait eues. Don Pèdre, indigné, supplia aussitôt le gouverneur qu'il lui permît de faire justice des coupables. En échange de ces félons, il offrait dix gentilshommes de son armée, qui n'entreraient dans Cabezon qu'après avoir prêté le serment de défendre le château envers et contre tous, voire contre le roi lui-même, et de mourir à leur poste avec le commandant. Cette proposition ayant été acceptée, le roi fit écarteler les traîtres, dont les corps déchirés furent ensuite livrés aux flammes (2). Sous les couleurs dont une imagination romanesque a orné cette aventure, il est difficile de démêler aujourd'hui la vérité de la fiction; mais on y voit du moins l'opinion du peuple sur le caractère de don Pèdre, mélange bizarre de sentiments chevaleresques et d'amour de la justice poussé jusqu'à la férocité.

Don Pèdre, attribuant le rejet de son ultimatum par l'Aragonais aux intrigues des émigrés castillans et des mécontents de son royaume, ne respirait plus que vengeance. En présence même du légat, il rendit sentence de haute trahison contre l'infant don Fernand, Henri de Transtamare, Pedro et Gomez Carrillo, et quelques autres réfugiés, chevaliers de distinction. Ce fut, suivant Ayala, une grande faute politique, car, en ce moment même, plusieurs des bannis sollicitaient secrètement leur pardon et n'aspiraient qu'à se détacher d'une cause qu'ils croyaient perdue. Proscrits par leur seigneur naturel, et n'ayant plus d'espoir que dans le prince qui leur donnait asile, ils déployèrent à le servir un dévouement fatal à la Castille (3). La fureur de don Pèdre ne se contenta point d'une vaine formalité. Il lui fallait du sang, et, malheureusement, il avait entre ses mains des otages chers à ses ennemis : c'étaient la reine Léonor, mère de don Fernand, prisonnière dans le château de Castrojeriz; sa bru, dona Isabel de Lara, femme de don Juan d'Aragon, égorgé à Bilbao; enfin, dona Juana de Lara, femme de don Tello. Léonor fut la première victime. On dit qu'aucun Castillan n'ayant osé porter la main sur la sœur du roi don Alphonse, des esclaves africains furent chargés de lui donner la mort (4). Peu après, dona Juana

(1) En 1294. Mariana, t. I, p. 849.

(2) *Atalaya de las Cronicas,* cité par M. Llaguno, Ayala, p. 271.

(3) Ayala, p. 271. Un des glossateurs de Gratia Dei prétend que Pero Lopez de Ayala fut au nombre des proscrits. Cette assertion est démentie par le témoignage d'Ayala lui-même. Voyez *Sem. erud. de Vall.,* t. XXVIII, p. 228.

(4) Carbonell, p. 180, verso.

termina ses jours dans un donjon de Séville, empoisonnée, dit-on, par ordre du roi. Sa sœur Isabel, prisonnière pendant quelque temps à Castrojeriz, fut transférée dans le château de Jerez, où elle eut bientôt pour compagne de captivité la reine Blanche, amenée de Sigüenza. Ces deux infortunées ne devaient plus sortir vivantes de leur prison (1).

Après l'exécution de ces ordres cruels, qui excitèrent un sentiment d'horreur dans toute la Castille, don Pèdre quitta Almazan pour aller prendre le commandement de sa flotte. Sur la frontière d'Aragon, il laissait cinq corps d'armée échelonnés depuis la Vieille-Castille jusqu'à Molina, dans le royaume de Murcie. Trois de ces corps, dont le principal était sous les ordres de Juan de Hinestrosa, étaient cantonnés dans la province de Soria, et destinés à opérer contre les troupes du comte de Transtamare. Les autres étaient opposés à l'infant don Fernand, qui occupait Orihuela, à l'extrémité méridionale du royaume de Valence. Ces cinq divisions présentaient un total de 5,000 hommes d'armes, sans compter les arbalétriers et les milices des communes (2). Au nombre des chefs choisis pour commander ces différents corps, ce n'est pas sans surprise que l'on trouve don Fernand de Castro, frère de cette Juana, reine d'un jour, si outrageusement abandonnée par don Pèdre au commencement de la dernière guerre civile. On l'a vu renier solennellement l'hommage lige dû au roi et prendre la part la plus active aux troubles de l'année 1354. Marié à dona Juana, fille naturelle du roi don Alphonse et de Léonor de Guzman, il avait quitté Toro peu après la captivité de don Pèdre pour se rendre en Galice, où il avait de grandes possessions et une immense clientèle. Depuis ce moment, il demeure étranger aux troubles civils du royaume. Au commencement de la guerre d'Aragon, après la prise de Tarazona, il amène des renforts au camp de Castille, et, désormais, il est devenu un vassal fidèle. Il est traité par le roi avec la plus grande confiance, et cette confiance est méritée sans doute, car son dévouement fut à l'épreuve de la mauvaise fortune. A défaut de renseignements précis qui expliquent un changement si complet, on a supposé à don Fernand de Castro des vues intéressées qui le rattachaient à don Pèdre. Sa sœur dona Juana, suivant quelques auteurs, aurait eu un fils du roi, et, quelque doute que l'on pût élever sur la légitimité de cet enfant, il devenait cependant un prétendant éventuel à la couronne de Castille. Dans cette hypothèse, don Fernand n'aurait changé de parti que dans l'espoir d'obtenir la reconnaissance de son neveu. Mais, d'abord, l'existence même de ce fils n'est attestée par aucun document contemporain, et, de plus, la suite du récit prouvera que don Pèdre réserva toute sa tendresse pour les enfants qu'il avait eus de Marie de Padilla. Si don Fernand eut quelques illusions à cet égard, elles ne purent être que de courte durée. Il est beaucoup plus vraisemblable qu'une offense du comte de Transtamare alluma dans son âme altière une haine mortelle contre ses anciens alliés. Don Henri, qui lui avait accordé sa sœur lorsqu'il avait besoin de ses services, fit casser le mariage dès qu'il se crut assez fort pour s'en passer (3). Il obligea sa sœur à revenir auprès de lui, et, après la dispersion des rebelles, il la conduisit en Aragon, où elle se remaria dans la

(1) Ayala, p. 272.
(2) *Idem*, p. 273.
(3) J'ignore à quelle époque précise cette rupture eut lieu. M. Llaguno (Ayala, p. 382, note 3) suppose que le roi don Pèdre fit casser le mariage pour brouiller don Fernand avec don Henri. Si le roi prit réellement part à cette intrigue, il faut croire que son intervention fut fort secrète, puisque don Fernand porta tout son ressentiment contre le comte de Transtamare. Le prétexte pour la dissolution du mariage fut que les deux époux, étant parents à un degré prohibé, n'avaient point obtenu de dispenses. Ils étaient cousins issus de germains. Dona Isabel Ponce de Léon, mère de don Fernand, était cousine germaine de dona Leonor de Guzman, mère de dona Juana.

suite (1). Suivant toute apparence, Fernand de Castro conserva un si vif ressentiment de cet outrage, qu'oubliant ses anciens griefs contre le roi, il ne pensa plus qu'à se venger de don Henri ; et, pour assurer sa vengeance, il s'allia franchement à l'implacable ennemi de ce dernier. Quels que soient les motifs de son changement, il fut le seul des chefs de la ligue que don Pèdre ait toujours ménagé et avec lequel il se soit réconcilié d'une manière franche et durable.

III

La flotte réunie à Séville n'attendait que l'arrivée du roi pour mettre à la voile. Elle se composait de vingt-huit galères castillanes, deux galéasses, quatre bâtiments à voiles et pontés, nommés *lenos*, outre quatre-vingts navires marchands équipés pour le combat, c'est-à-dire ayant chacun un gaillard élevé, sur l'avant. Dans le port d'Algeziras, elle devait rallier trois galères armées par le roi more de Grenade; enfin elle allait être encore renforcée de dix galères et une galéasse envoyées par le roi de Portugal. Le vaisseau que montait don Pèdre était le plus grand qu'on eût vu dans ces mers. C'était une galère nommée *Uxel* (2), prise autrefois sur les Mores. Elle portait trois châteaux ou tours à plusieurs étages, où l'on plaçait des arbalétriers qui, dominant les navires ennemis, combattaient d'en haut avec avantage. L'entrepont contenait une écurie pour quarante chevaux, et, outre les matelots nécessaires à la manœuvre, son équipage se composait de cent soixante hommes d'armes et cent vingt arbalétriers. L'historien Pero Lopez d'Ayala était à bord de ce vaisseau, commandant du château de poupe. Parmi les capitaines des autres navires, on remarquait plusieurs Génois, considérés comme les hommes de mer les plus habiles de cette époque, qui tous, ainsi que l'amiral Gil de Boccanegra, étaient depuis longtemps au service de Castille.

Vers la fin d'avril 1359, cette grande flotte entra dans la Méditerranée, après avoir vainement attendu pendant deux semaines les vaisseaux portugais sur la rade d'Algeziras. Le 7 mai, elle était signalée à la hauteur de Carthagène, où elle relâcha encore quelques jours (3). En quittant Séville, le roi avait annoncé qu'il voulait finir la guerre par une bataille décisive. Barcelone, centre du commerce et de la puissance navale des monarques aragonais, devait être le but de ses efforts. A cette époque, cette ville, encore mal fortifiée, comptait pour sa défense, comme Athènes autrefois, sur le nombre de ses vaisseaux et le courage de ses marins. Il était donc important de ne pas laisser à l'ennemi le loisir d'y organiser une résistance vigoureuse; néanmoins le roi perdit inutilement beaucoup de temps à croiser devant Algeziras, puis devant Carthagène ; enfin il s'arrêta encore devant Guardamar, dont il eut cette fois la satisfaction de prendre le château, témoin de son désastre l'année précédente. Longeant la côte de Valence et répandant partout l'alarme, il rallia enfin à l'embouchure de l'Èbre l'escadre portugaise. Le légat, qui se trouvait alors à Tortose, se fit aussitôt conduire à son bord, et vint le supplier, toujours sans succès, d'accorder quelques jours de trêve. Le roi l'accueillit avec honneur, l'admit à sa table, mais rejeta bien loin toutes ses propositions.

(1) A un seigneur aragonais nommé don Philippe de Castro.

(2) *Que decian Uxel.* D'après cette expression d'Ayala, on pourrait croire que Uxel était le nom du vaisseau. Mais dans quelques pièces des *Archives d'Aragon* j'ai trouvé le mot *uxeles* au pluriel, ce qui prouve que c'était un nom générique pour désigner certaine classe de navires.

(3) *Arch. gen. de Ar. Autogr.* Lettre de l'infant don Fernand à Pierre IV, de Valence, 7 mai 1359, annonçant l'arrivée prochaine de l'escadre portugaise.

Une escadrille de sept galères, qui précédait la flotte castillane, cherchant inutilement des navires aragonais, ramena à Carthagène, au bout de quelques jours de croisière, une caraque vénitienne, capturée à la hauteur des Baléares. Le roi de Castille était alors en paix avec la république; mais, dit Ayala, c'est l'usage des princes, quand ils ont une armée en mer, d'emmener de gré ou de force tous les vaisseaux neutres qu'ils rencontrent (1). Tel était alors le droit maritime de l'Europe. La caraque, richement chargée, fut d'abord déclarée de bonne prise; cependant, quelque temps après, elle fut relâchée sur les réclamations des consuls vénitiens.

Barcelone, au XIVe siècle la ville la plus commerçante et la plus riche de l'Espagne, est bâtie au bord d'une anse qui s'ouvre au sud-sud-est dans la Méditerranée. En face de la ville, une langue de terre étroite, sur laquelle est situé aujourd'hui le bourg de Barcelonette, protége le mouillage du côté de l'est, tandis qu'une chaîne de montagnes peu éloignée de la côte le défend contre les vents de l'ouest et du nord. Au sud, l'entrée du port est resserrée par des rochers cachés sous l'eau et des bancs de sable, qu'on nomme en catalan les *tasques*. Aujourd'hui les vaisseaux vont jeter l'ancre sous la presqu'île de Barcelonette; car, du côté de la ville, l'eau est peu profonde et le port tend à se combler. Il résulte même de documents authentiques qu'il y a moins de trois siècles les galères s'amarraient près de la bourse, c'est-à-dire que la mer couvrait l'emplacement de plusieurs rues modernes. En 1359, la ville n'avait pas de remparts du côté du rivage, et le temps manquait pour élever des fortifications régulières qui la missent à l'abri d'une descente. Mais le roi d'Aragon, accourant à Barcelone, avait fait proclamer l'antique usage : *Princeps namque* (2), qui obligeait toute la population à prendre les armes et à former la milice tumultuaire, qui garde encore le nom de *somatènes* (3). On fit disparaître soigneusement les balises et les signaux qui marquaient les passes entre les tasques, et dans ces passes mêmes on coula des ancres énormes pour enfoncer les bordages des navires castillans qui s'y engageraient sans précaution. Dix galères bien armées, quelques-unes portant des bombardes, formèrent une ligne d'embossage, qui, vers le sud, s'appuyait aux tasques à la hauteur du mont Jouy, et se prolongeait au nord jusqu'au couvent des frères mineurs (4), couvrant ainsi l'entrée des principales rues qui débouchaient sur le port. Quatre machines nommées *bricoles,* probablement des espèces de catapultes, portées sur des roues, étaient sur le rivage, prêtes à être dirigées sur le point qu'assaillirait l'ennemi. Entre les galères, quantité d'autres bâtiments garnis de mantelets et de bastingages étaient remplis de marins et de gens de trait. Enfin, derrière la ligne d'embossage, sur la grève même, les habitants de Barcelone avaient improvisé une sorte de rempart avec des barques renversées, la quille en l'air, derrière lequel se rangèrent tous les corps de métiers, chacun sous sa bannière, soutenus par les *somatènes* de la campagne appelés dans la ville par le tocsin de la cathédrale. Tous ces préparatifs étaient terminés, lorsque la flotte castillane parut en dehors des

(1) Ayala, p. 227.

(2) Carbonell, p. 187. Ce sont les deux premiers mots de la loi qui donne au prince ou au magistrat suprême le droit de convoquer tous les hommes en état de combattre lorsque la ville est en danger.

(3) Nom donné aux levées en masse de la Catalogne. L'étymologie la plus probable m'est fournie par mon ami don Manuel de Bofarull. Les hérauts chargés de convoquer les miliciens criaient devant chaque maison : *Via fora!* allons, dehors! Les habitants sortaient en armes en répondant : *Som atents*, nous sommes prêts. C'était en quelque sorte un mot de ralliement qui dans la suite devint le nom de cette espèce de *landsturm*.

(4) Ce couvent n'existe plus aujourd'hui. Il y a sur son emplacement un magasin de charbon. Le monastère était situé précisément en face des Atarazanas, à gauche de la rampe qui conduit à la Muraille de mer.

tasques, forte de quarante et une galères, sans compter les bâtiments à voiles. En donnant imprudemment dans les passes, elle aurait peut-être éprouvé de grandes avaries ; mais un esclave, s'échappant de la ville à la nage, vint révéler aux amiraux de don Pèdre l'existence des piéges sous-marins dont je viens de parler. Il fallait les détruire avant de rien entreprendre contre la ville, et pendant deux ou trois jours des chaloupes furent détachées pour enlever les ancres disposées dans les passes. Cet obstacle écarté, toute la flotte s'avança en bon ordre, le lendemain de la Pentecôte, 10 juin 1359, et se rangea en bataille parallèlement à la ligne d'embossage aragonaise. Toute la journée on combattit de loin sans se faire grand mal. C'était plutôt une reconnaissance qu'une attaque sérieuse. Vers le soir, les vaisseaux castillans se retirèrent et allèrent mouiller en dehors des tasques. Pendant la nuit, les Catalans resserrèrent leur ligne d'embossage et la rapprochèrent de la ville, afin de pouvoir être soutenus par leurs machines et les gens de trait qui bordaient le rivage. Le lendemain, l'engagement fut plus sérieux. Les navires castillans portaient sur leurs gaillards d'arrière des catapultes qui lançaient de grosses pierres ; mais, soit que ces engins tirassent de trop loin, soit qu'ils fussent mal dirigés, l'effet en fut presque nul, et les Catalans, en voyant tomber les pierres dans l'eau, répondaient par des huées à ces décharges inutiles. Leur artillerie, au contraire, mieux servie, produisit quelque désordre parmi les assaillants. Le fait suivant, rapporté par le roi d'Aragon dans ses Mémoires, prouve que déjà l'on savait pointer les canons avec quelque précision et les charger assez rapidement (1). Le principal effort des Castillans se portait contre le premier vaisseau à la droite de la ligne d'embossage, et ils détachèrent, pour l'accabler, leur plus gros navire armé d'une énorme catapulte. « Comme elle allait jouer, dit Pierre IV, notre vaisseau tira une bombarde dont la pierre, donnant dans le château d'arrière du Castillan, y fit des avaries et occit un homme. Tôt après ladite bombarde lâcha un autre trait qui férit l'arbre de la nef ennemie, en fit voler un grand éclat et navra plusieurs mariniers (2). »

Maltraités dans toutes leurs attaques et désespérant de forcer la ligne ennemie, les amiraux castillans donnèrent le signal de la retraite après quelques heures de combat, et toute la flotte, virant de bord, gagna le large et cingla vers les îles Baléares. Don Pèdre se fit débarquer à Iviça et mit le siége devant la capitale de l'île. Ainsi, au lieu de profiter de la grande supériorité de ses forces navales pour détruire les escadres aragonaises dispersées, il employait son immense armement contre une place médiocre. Une faute si grossière n'échappa point au roi d'Aragon. Tirant aussitôt de tous ses ports les galères qui s'y trouvaient armées, il en forma une flotte de quarante voiles qu'il conduisit lui-même à Mallorque. Les prières de ses capitaines, qui le suppliaient de ne pas s'exposer dans une bataille navale, le déterminèrent à demeurer dans l'île, et il remit le commandement à son amiral don Bernal de Cabrera, le chargeant de ravitailler la place assiégée. Au premier bruit de la réunion d'une flotte aragonaise, don Pèdre, dans son ardeur de combattre, quitta précipitamment Iviça, abandonnant ses engins et son artillerie (3), et fit voile pour la côte de Valence. Il vint jeter l'ancre devant Calpe, près de l'embouchure de la rivière de Denia. La pres-

(1) Les canons se composaient alors de barres de fer forgé assemblées comme les douves d'un tonneau et reliées par des cercles de fer. La culasse était ouverte, et pour tirer on y plaçait une boîte cylindrique ou une *chambre*, comme on dirait aujourd'hui, remplie de poudre. Les canonniers avaient un certain nombre de ces boîtes toutes chargées que l'on plaçait successivement dans la pièce sans avoir besoin de l'écouvillonner comme on fait aujourd'hui. Voir pour la description de ces bombardes l'excellent travail de M. Deville sur le château de Tancarville, p. 15.

(2) Carbonell, p. 187. — Ayala, p. 277 et suiv. — Zurita, p. 294.

(3) Carbonell, p. 187, verso.

qu'île de Calpe couvrait ses vaisseaux lorsqu'on signala la flotte d'Aragon. Pour le nombre et la force des navires, l'avantage était du côté des Castillans. Cabrera n'avait que quarante galères, don Pèdre en avait quarante et une et plus de quatre-vingts navires à voiles ; mais, pour que ces derniers pussent prendre part au combat, il fallait un vent favorable, et, au moment où les deux flottes se découvrirent, il faisait un calme plat. On tint conseil. Le Génois Boccanegra, amiral de Castille, conseillait au roi de descendre à terre, lui remontrant qu'il était indigne de lui de combattre de sa personne dans une bataille où le roi d'Aragon ne se présentait pas. Peut-être Boccanegra voulait-il décliner la responsabilité de la vie du roi, une imprudence, une fausse manœuvre, les hasards de la mer, pouvant exposer son vaisseau à une destruction inévitable; peut-être l'amiral prétendait-il se réserver à lui seul l'honneur de la victoire. Il proposait d'ailleurs que les galères prissent à la remorque dix des plus gros vaisseaux qu'elles mettraient en ligne au milieu d'elles. Quant aux autres navires à voiles que le calme condamnait à l'immobilité, il voulait que, pendant le combat, ils détachassent contre l'ennemi toutes leurs chaloupes remplies d'arbalétriers. Don Pèdre s'obstinait à rester à son bord. On perdit beaucoup de temps à délibérer, puis à se préparer à la bataille. Pendant qu'on remorquait péniblement les navires à voiles, les galères aragonaises, ayant reconnu la supériorité des Castillans, faisaient force de rames et parvenaient à se jeter dans la rivière de Denia sous la protection des forts et des milices valenciennes accourues sur la plage. On désespéra de les forcer dans cette retraite.

Pendant deux jours don Pèdre leur présenta vainement la bataille. Cabrera demeura immobile dans la rivière, où le roi n'osa point s'engager. Las de ce blocus inutile, et sans espoir d'attirer l'ennemi au combat, don Pèdre prit le parti de la retraite et gagna lentement Carthagène avec toute sa flotte, après avoir fait près d'Alicante une démonstration de descente qui fut repoussée. A Carthagène, les galères portugaises, qui, d'après leur traité, ne devaient demeurer que trois mois aux ordres du roi de Castille, le quittèrent pour regagner leurs ports. Ce fut le signal de la dispersion générale. Les navires marchands congédiés rentrèrent dans l'Océan ; les galères castillanes allèrent désarmer à Séville, les vaisseaux mores à Malaga (1). De sa personne, le roi partit de Carthagène pour courir au château de Tordesillas, où Marie de Padilla allait bientôt lui donner un fils. Telle fut la fin de cette grande expédition sur laquelle le roi avait fondé de si hautes espérances. Après tant de préparatifs, tant de dépenses, cette flotte, qui devait conquérir la Catalogne, rentrait au port ramenant pour tout trophée la caraque prise aux Vénitiens. Cette capture avait échauffé l'avidité des capitaines castillans. Ils représentèrent à don Pèdre que, s'étant attiré déjà l'inimitié de la république en prenant un seul vaisseau, il fallait recueillir les profits d'une rupture désormais inévitable. Douze vaisseaux de Venise, venant de Flandre, richement chargés, allaient passer le détroit de Gibraltar; on proposa de les arrêter au passage. Cet acte de piraterie contre des neutres fut, dit-on, approuvé par le roi, qui donna l'ordre à vingt galères de croiser dans le détroit pour surprendre les Vénitiens ; mais la mer était décidément contraire à don Pèdre. L'escadre de la république traversa le détroit sans obstacle, ignorant même le danger qui la menaçait, grâce à un coup de vent qui poussa les galères du roi jusqu'au cap d'Espartel (2). Peu après la retraite des Castillans, la flotte d'Aragon rentra dans ses ports et désarma. Quelques vaisseaux seulement tinrent la mer et vinrent insulter les côtes d'Andalousie.

(1) Ayala, p. 280, 287.
(2) *Idem*, p. 287.

XIII

CONTINUATION DE LA GUERRE CONTRE L'ARAGON. — MEURTRES DE PLUSIEURS RICHES-HOMMES. — 1359-1361.

I

On s'explique difficilement comment l'armée castillane, réunie sur les frontières d'Aragon, ne fit aucun mouvement, aucune démonstration pour soutenir les opérations de la flotte. Elle ne se mit en campagne qu'au commencement de l'automne, et ce fut pour repousser une invasion. Le comte de Transtamare et don Tello, avec environ 800 hommes d'armes, étant entrés en Castille du côté d'Agreda, se trouvèrent en présence de don Fernand de Castro et de Juan de Hinestrosa, à la tête d'un corps de troupes deux fois plus considérable que le leur. L'action s'engagea dans la vallée d'Araviana, au pied des montagnes de Torenzo et de Tablado. Malgré l'avantage du nombre, les lieutenants de don Pèdre furent défaits au premier choc. Ce fut moins un combat qu'une déroute, et des deux côtés il y eut peu de morts ; mais le roi y perdit quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs, entre autres Hinestrosa, dont le dévouement ne s'était jamais démenti et dont les conseils lui avaient été souvent utiles (1).

L'orgueil castillan ne pouvant admettre que les Aragonais, inférieurs en nombre, eussent loyalement remporté la victoire, le soupçon de trahison atteignit plusieurs des chefs, et il est vraisemblable que ce ne fut pas sans fondement. La plupart des chevaliers et des gentilshommes qui accompagnaient Hinestrosa avaient mal fait leur devoir et l'avaient abandonné honteusement au plus fort de la mêlée. En outre, au moment de marcher à l'ennemi, Hinestrosa avait envoyé à Diego Perez Sarmiento et à don Alonso de Benavides l'ordre de le joindre avec tous leurs hommes d'armes. Bien que leurs cantonnements fussent proches d'Araviana, ils obéirent avec tant de lenteur que l'affaire était déjà terminée lorsqu'ils parurent sur le champ de bataille. Arrivant avec des troupes fraîches, au lieu de prendre une revanche éclatante sur l'ennemi fatigué, ils ne songèrent qu'à se retrancher sur une hauteur sans chercher même à rallier les fuyards. Plusieurs les accusaient de s'être laissé séduire, n'y ayant pas d'apparence que le Comte, si prudent d'ordinaire, se fût aventuré au milieu de plusieurs corps considérables, s'il n'eût été d'intelligence avec leurs chefs. D'autres attribuaient, avec plus de raison peut-être, la conduite des lieutenants de Hinestrosa à leur jalousie contre un homme comblé des faveurs du roi. L'événement vint confirmer bientôt les soupçons de don Pèdre. Deux riches-hommes, qui avaient assisté au combat, Pero Nuñez de Guzman, adelantade du royaume de Léon, et Pero Alvarez Osorio, quittèrent brusquement l'armée avec tous leurs vassaux, publiant qu'ils allaient dans leurs terres chercher des renforts. Aussitôt le roi ne douta plus qu'ils n'eussent vendu leur général au comte de Transtamare et qu'ils n'allassent au cœur de son royaume préparer une nouvelle rébellion. Sa colère s'exhala en menaces contre les lieutenants de Hinestrosa, et l'on en connaissait trop les effets pour ne pas chercher à la prévenir par une prompte fuite. Benavides se cacha. Sarmiento, après quelque hésitation, passa la frontière et vint offrir ses services à don Henri. Peut-être n'étaient-ils coupables que d'avoir douté de la justice de leur maître (2).

(1) Ayala, p. 290.
(2) *Idem*, p. 291.

Don Pèdre ne pouvait apprendre la défection d'un de ses riches-hommes sans croire à une conjuration de toute sa noblesse. Alors sa fureur ne lui montrait partout que des ennemis; traîtres ou vassaux fidèles, il frappait au hasard. Il lui fallait absolument couper des têtes, comme s'il se fût reproché de ne pas s'être assez fait craindre. Il avait entre ses mains les deux derniers enfants de doña Leonor de Guzman, retenus captifs depuis plusieurs années dans le château de Carmona. L'un nommé don Juan, qu'on a déjà vu à Toro, avait dix-neuf ans; don Pedro, le second, quatorze ans à peine. Mais le roi se souvenait qu'à dix-neuf ans don Henri était déjà un chef de parti redoutable, et la perte de ces malheureux princes fut aussitôt résolue. Un arbalétrier de la garde, porteur d'un ordre secret, se fit ouvrir leur prison et les tua l'un et l'autre. « Tous ceux qui aimaient le service du roi, dit Ayala, apprirent avec douleur cette sanglante exécution; car, pour mourir ainsi, qu'avaient fait ces jeunes princes? Quand avaient-ils manqué à leur frère ou désobéi à leur souverain (1)? »

Ces violences détestables servaient aussi bien le comte de Transtamare que la fortune des armes. Il avait déjà de nombreux partisans dans toute la Castille et la plupart des nobles voyaient en lui le champion de leurs franchises et de leur indépendance. Le roi ne comptait pas moins d'ennemis parmi le clergé dont il semblait prendre à tâche, en toute occasion, de réduire les priviléges. Toujours indocile aux ordres de l'Église, il repoussait comme des attentats contre son autorité des prétentions du saint-siége, admises sans opposition dans tous les États de l'Europe (2). Cette justice même qu'il voulait maintenir si rigoureuse entre tous ses sujets sans distinction de rang et de religion, lui était imputée à crime par ceux qui se croyaient au-dessus des lois, c'est-à-dire par quiconque avait un fief, une prébende, des vassaux. Le nombre de ces privilégiés était grand en Castille. Il traitait humainement les juifs, et plusieurs occupaient de hautes charges à sa cour. Probablement il avait accordé à ce peuple malheureux quelques franchises dont il ne jouissait pas sous ses prédécesseurs; car on a pu remarquer que, dans tous les troubles civils, les juifs s'étaient hautement déclarés pour lui. Il n'en fallait pas davantage pour autoriser les bruits les plus absurdes sur son impiété. Qu'il accueillît un savant arabe ou qu'il se montrât affable pour un négociant juif, dont l'industrie enrichissait l'État, on murmurait tantôt qu'il était musulman, tantôt qu'il était juif, et qu'il pensait à détruire le christianisme dans son royaume. Et de fait, on l'avait entendu répéter plus d'une fois qu'il n'avait de loyaux sujets que les Mores et les Hébreux. Ces rumeurs étaient propagées surtout par les ecclésiastiques, et, bien qu'à cette époque leur pouvoir n'allât pas jusqu'à détrôner les rois, ils n'en étaient pas moins des agents dangereux qui favorisaient puissamment les menées du comte de Transtamare et répandaient dans toute la Castille un levain de désaffection et de mutinerie.

A l'irréligion de don Pèdre, on commençait à opposer la piété vraie ou feinte de don Henri. Personne ne connaissait encore les projets de ce jeune prince, et assurément, quelle que fût son ambition, il était encore loin d'aspirer à la conquête d'une couronne; mais partout on le vantait, on le comparait à don Pèdre. De capitaine d'aventure au service d'un roi étranger, il était devenu en peu de temps le chef et

(1) Ayala, p. 292.

(2) Le pape ayant, par une bulle, exigé une dîme sur les biens appartenant aux ordres militaires, don Pèdre défendit d'avoir égard à ce décret par un rescrit daté d'Olmedo 5 juillet, ère 1397 (1359). On remarquera le considérant où se peint son caractère: « Et pourtant que c'est chose nouvelle et inusitée aux temps passés, qui, si elle était soufferte, détruirait lesdits ordres, œuvres des rois d'où je sors, voire, œuvres miennes, d'où me viendrait grand dommage, » etc. Bulario de Calatrava, p. 500.

l'espoir d'une masse de mécontents qui s'accordaient à le regarder comme un libérateur. Chaque faute de son frère l'élevait, pour ainsi dire, d'un degré, et s'il ne voyait pas encore clairement dans l'avenir, déjà du moins il avait la conscience d'une grande mission, et ni le courage, ni l'audace, ni la prudence ne lui manquaient pour l'exécuter. Depuis le combat d'Araviana, les espérances de ses partisans s'étaient prodigieusement accrues. Pressé par les émigrés qu'il commandait et par les mécontents cachés avec lesquels il entretenait une correspondance active, il ne rêvait qu'une invasion en Castille, et sollicitait le roi d'Aragon de lui confier une armée, l'assurant que sa présence suffirait pour déterminer un soulèvement général. « Une seule bataille, disait-il, terminera une guerre si coûteuse pour vos États. »

Plus calme et peut-être mieux instruit du véritable état des choses, Pierre IV ne partageait pas sa confiance, qu'il taxait de témérité. D'ailleurs, à sa cour même, la fortune si rapide du comte de Transtamare avait excité bien des jalousies. L'infant don Fernand, qui se regardait toujours comme l'héritier présomptif de la couronne de Castille, voyait avec dépit l'ambition croissante d'un homme que le malheur de sa naissance mettait dans un rang si fort au-dessous du sien. Neveu du roi don Alphonse, pouvait-il souffrir qu'un bâtard lui disputât le premier rôle? Il avait aussi ses partisans secrets dans la Castille; il se prétendait appelé à la délivrer de don Pèdre, et demandait à Pierre IV le commandement de cette armée qui devait conquérir un royaume. De son côté, don Henri déclarait qu'il ne passerait pas la frontière si on lui donnait un supérieur. Prières, intrigues, menaces, il n'épargnait rien pour éloigner son rival d'une proie qu'il pensait déjà tenir. Entre les prétentions d'un frère qu'il détestait et celles de l'aventurier dont les services lui avaient été déjà si utiles, le roi d'Aragon ne pouvait longtemps hésiter. Quelle que fût la haine qu'il portait à don Pèdre, il n'aurait jamais voulu la ruine de ce prince, si elle eût servi à l'élévation de don Fernand. A ses yeux, l'infant était encore un ennemi, un rebelle, et il n'avait jamais perdu le souvenir de son alliance avec les révoltés de l'Union. Lui donner un royaume, c'était armer contre lui un rival plus dangereux peut-être que n'était don Pèdre. Au contraire, il ne voyait dans le comte de Transtamare qu'un soldat de fortune, instrument docile de ses desseins, dont l'ambition subalterne serait toujours facile à contenter. Ce fut donc à don Henri qu'il donna le commandement de l'expédition contre la Castille. Au titre de son *procurateur*, il joignit les pouvoirs les plus amples pour traiter avec les riches-hommes et les communes, engageant sa parole royale de ne faire ni paix ni trêve avec don Pèdre sans stipuler en faveur des alliés qui se rallieraient autour de sa bannière (1). Pendant que don Henri réunissait ses troupes dans le bas Aragon, Pierre IV retenait l'infant sur la frontière de Murcie, et l'amusait avec l'espoir d'une autre expédition plus importante et plus digne de lui.

II

Au milieu de ces préparatifs et des escarmouches continuelles dont la frontière était le théâtre, le légat Gui de Boulogne poursuivait sa mission de paix avec une infatigable persévérance; se flattant que la défaite d'Araviana aurait inspiré à don Pèdre de salutaires réflexions, il redoubla auprès de lui ses instances, et finit par obtenir qu'il nommât deux plénipotentiaires pour traiter d'un accord avec le roi d'Aragon. Ce dernier désigna pareillement ses fondés de pouvoirs, et cependant ne cessa point de fournir de l'argent et des soldats au comte de Transtamare. Il est juste de dire qu'on

(1) *Arch. gen. de Ar.*, Instructions et pouvoirs donnés au comte de Transtamare. Tarazona. 1er mars 1360. Reg. 1170, p. 29. Voy. Appendice.

n'avait point stipulé de trêve pendant la durée des négociations qui allaient s'ouvrir sous les auspices du cardinal-légat.

Ces conférences eurent lieu à Tudela en Navarre, et commencèrent avec l'année 1360. Là, Gutier Fernandez de Tolède, plénipotentiaire de Castille, s'aperçut bientôt que l'envoyé du roi d'Aragon ne cherchait qu'à gagner du temps, tandis que don Henri achevait ses préparatifs, et que ses nombreux émissaires allaient au loin tenter la fidélité des riches-hommes et des gouverneurs du roi. Naturellement, Fernandez eut de fréquentes occasions de voir plusieurs émigrés avec lesquels il avait eu autrefois des relations d'amitié; leurs espérances, leurs desseins ne lui échappèrent point; ils n'en faisaient pas mystère. Il sut tout ce qu'ils attendaient de l'entrée de don Henri, et les promesses de ses adhérents cachés, et les séductions exercées avec succès à l'égard de quelques-uns des affidés de son maître. Surpris de trouver toujours don Henri seul à la tête de ces trames, il s'aboucha avec quelques gentilshommes attachés à l'infant d'Aragon, et bientôt, par leur moyen, entra en relations avec ce prince. Quel était son dessein? On l'ignore. S'il en faut croire Ayala, il se bornait à lui faire des offres de pardon et des promesses, s'il voulait quitter le service de l'Aragonais et rentrer en Castille. Il s'efforçait d'exciter sa jalousie et de lui persuader qu'il était sacrifié par le roi d'Aragon à un aventurier intrigant. A ce compte, Fernandez aurait employé contre les ennemis de don Pèdre les armes dont ils faisaient contre lui un si dangereux usage, et son but était de les affaiblir en les divisant. Toutefois on a peine à croire qu'il se livrât à ces ténébreuses menées sans une arrière-pensée coupable, car l'on ne comprend pas pourquoi il eût caché à son maître les ouvertures qu'il faisait en son nom. Quoi qu'il en soit, ces intrigues ne purent être conduites avec tant de mystère que don Pèdre n'en fût bientôt instruit. Il se garda d'abord d'en rien laisser paraître, et continua de montrer la même confiance à Fernandez, attendant avec patience qu'il fût en mesure de le punir. Maintenant, d'ailleurs, la prochaine expédition du comte de Transtamare réclamait toute son attention. Il quitta précipitamment Séville, publiant qu'il se rendait à Burgos; mais, suivant son habitude, avant de défendre ses frontières contre un ennemi déclaré, il ne voulut pas laisser derrière lui d'ennemis secrets. Depuis quelque temps, il suivait de l'œil toutes les démarches de Pero Nuñez de Guzman et d'Alvarez Osorio, ces deux riches-hommes qui avaient quitté leurs drapeaux si vite après le combat d'Araviana. Au lieu de prendre la route directe de Burgos, le roi, marchant avec cette célérité merveilleuse qui lui avait déjà réussi, parut tout à coup dans le royaume de Léon et sur les domaines de Pero Nuñez, avant que celui-ci soupçonnât son approche. Prévenu au dernier moment par un écuyer fidèle, ce seigneur n'eut que le temps de sauter à cheval et de gagner à toute bride son château d'Aviados. Il y arriva, poursuivi jusqu'au bord du fossé par le roi, que n'avait pu lasser une traite de vingt-quatre lieues parmi d'âpres montagnes. N'ayant ni le loisir ni les moyens de l'assiéger, le roi l'abandonna pour un temps, et ne pensa plus qu'à s'emparer d'Alvarez Osorio, son complice. Il eut recours à la ruse, le sachant sur ses gardes. Son premier soin fut de le rassurer et de lui persuader qu'il se payait des excuses dont Osorio colorait son espèce de désertion. Il feignit d'être sa dupe, et lui promit la charge d'adelantade de Léon, dont Pero Nuñez venait d'être dépossédé. Telles étaient l'inconstance et la cupidité de ces riches-hommes, qu'Osorio n'hésita pas à accepter les dépouilles de son complice; il vint baiser la main du roi et le suivit en Castille. Maintenant, don Pèdre savait si bien composer son visage, qu'il trompait jusqu'à ses intimes familiers. Personne ne douta qu'il n'eût rendu ses bonnes grâces à Osorio, et toute la cour commençait à le traiter comme un favori. Malgré sa privauté avec le roi, Diego de Padilla lui-même n'était pas mieux instruit de ses desseins, et il semble qu'il dût cette heureuse ignorance à l'opinion qu'il avait inspirée de sa franchise et de son caractère

loyal. Il avait invité à dîner le nouvel adelantade, dans une halte que la troupe royale faisait à quelques lieues de Valladolid, où elle se dirigeait. Au milieu du repas, surviennent deux arbalétriers, Juan Diente et Garci Diaz, ministres ordinaires des vengeances du roi ; devant Padilla, saisi d'horreur et d'épouvante, ils égorgent Osorio et lui coupent la tête (1). Ce meurtre fut bientôt suivi d'autres exécutions non moins sanglantes. Dans sa marche rapide, don Pèdre faisait arrêter tous ceux qu'il avait convaincus ou soupçonnés d'intelligence avec le comte de Transtamare. Il les traînait quelque temps à sa suite, puis les faisait décapiter. Au nombre des victimes, il faut remarquer un ecclésiastique, l'archiprêtre de Diego de Maldonado, accusé d'avoir reçu une lettre de don Henri (2).

Tant de rigueurs ne rendaient pas la noblesse plus fidèle. Tandis que le roi faisait tomber des têtes en Castille, Gonzalo Gonzalez Lucio, gouverneur de Tarazona, livrait cette place au roi d'Aragon. Il y avait deux ans que ce chevalier, lieutenant de Hinestrosa, traitait secrètement avec Pierre IV et laissait marchander sa fidélité. Il lui fallut cependant un prétexte pour colorer sa trahison, et il s'y fit autoriser par le légat, qui avait toujours protesté contre l'occupation de Tarazona, attaquée, ainsi qu'on l'a vu, pendant une trêve. Un présent de quarante mille florins et la main d'une riche héritière d'Aragon achevèrent de lever ses scrupules (3).

Don Pèdre n'était point encore arrivé à Burgos, lorsqu'il apprit que le comte de Transtamare et ses deux frères, don Tello et don Sanche, étaient entrés en Castille avec quinze cents lances et environ deux mille fantassins, la plupart émigrés ou vassaux du comte d'Osuna, riche-homme d'Aragon, fils du ministre Bernal de Cabrera. Longeant la frontière navarraise, cette petite armée remonta la rive droite de l'Èbre et s'avança jusqu'à Pancorbo. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, le dessein du Comte était d'insurger le nord de la Castille, de rallier dans les provinces basques les partisans de don Tello, et de venir dans le royaume de Léon donner la main à Pero Nuñez de Guzman. Ses soldats, mal payés et sans discipline, se livraient dans leur marche aux excès les plus révoltants. A Najera, ils avaient massacré tous les juifs, de concert avec les habitants chrétiens, que le Comte encourageait à cette boucherie, afin de les attacher à sa cause en les compromettant (4). Quelques riches-hommes lui ouvrirent leurs châteaux, d'autres vinrent le joindre avec leurs hommes d'armes ; mais la masse de la population accueillait avec répugnance une armée qui promenait autour d'elle le pillage et l'incendie. D'ailleurs, nul obstacle sérieux sur son passage. Don Pèdre, arrivé malade à Burgos, ne pouvait encore prendre le commandement des troupes qu'il rassemblait autour de cette ville, et ses lieutenants, hors de sa présence, n'étaient jamais pressés d'agir.

(1) Ayala, p. 298.

(2) *Idem*, p. 299.

(3) Ayala, p. 299, Zurita, t. II, p. 298, Carbonell, p. 188, rapportent que la reddition de Tarazona eut lieu au commencement de l'année 1360. Une lettre du roi d'Aragon à Diego Perez Sarmiento, en date du 28 février 1360, annonce la prise de cette place, dans laquelle il venait d'entrer. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1170 *Secretorum*, p. 26. Mais, dès le 5 décembre 1357, il signait à Gonzalez Lucio, *vassal du roi de Castille*, et à Suer Garcia Suarez de Tolède, *écuyer*, la promesse de 40,000 florins de bon or, payables à Tudela en Navarre, à la condition qu'ils lui livreraient Tarazona, et pour les grandes dépenses qu'ils ont faites et font chaque jour à son service : *por raho de gran costa que havedes fecho e fazedes de cada dia en nuestro servizio. Arch. gen. de Ar.*, registre 1293 *Secretorum*, p. 57. A la même date, le roi promet à Suer Suarez 10,000 florins, probablement pour sa part dans les 40,000, prix de la reddition de Tarazona. (Même registre, p. 58.) Il paraît que le roi d'Aragon, fort à court d'argent, ne put payer Lucio qu'en 1360.

(4) Ayala, p. 301.

Le malheur n'avait pas uni entre eux les fils de dona Léonor. On a déjà vu don Henri et don Tello se tromper et se trahir l'un l'autre. Quelquefois rapprochés par un danger commun, ils agissent de concert, mais sont toujours prêts à violer leurs serments d'alliance suivant leurs avantages particuliers. Don Tello, jaloux de son aîné, n'avait jamais eu d'autre but que de se faire une suzeraineté indépendante comme celle qu'il avait autrefois possédée en Biscaye; en ce moment même, il cherchait sous main à se réconcilier avec don Pèdre, et, par l'entremise d'un de ses affidés, traitait du prix de sa soumission, lorsque don Henri en fut informé. Trop faible pour le punir, il n'osa pas même lui reprocher sa trahison; mais il s'empressa de le renvoyer auprès de Pierre IV, sous prétexte de demander des renforts. Don Tello partit pour l'Aragon, accompagné de quelques hommes dévoués à son frère, chargés de veiller sur sa conduite (1).

III

Dès que don Pèdre fut en état de monter à cheval, il se mit aussitôt en campagne avec toute son armée forte de cinq mille lances et dix mille hommes de pied. Don Henri, le croyant encore malade sans doute, et ignorant le nombre de ses troupes, s'était affaibli en détachant son frère don Sanche avec un parti contre la ville de Haro; mais, à l'approche de l'ennemi, il quitta Pancorbo en toute hâte et se replia sur Najera, reprenant la route qu'il avait suivie. Là, il fit mine de résister et se retrancha en dehors de la ville, probablement pour attendre don Sanche en danger d'être coupé. Don Pèdre s'avançait avec lenteur, exerçant de terribles vengeances contre les villes et les châteaux qui avaient accueilli les rebelles. A Miranda, où la populace, excitée par les bannis, avait pillé et massacré les juifs, il fit arrêter les chefs de l'émeute, et en sa présence même ces misérables furent brûlés vifs ou bouillis dans d'énormes chaudières. Ces effroyables supplices étaient autorisés par d'anciennes lois, mais depuis bien des années on n'en avait fait aucun usage. L'horreur de ces châtiments faisait oublier le crime des coupables (2).

Comme il marchait sur Najera en délibération de combattre, un prêtre, venu de Santo-Domingo de la Calzada, se présenta devant lui, demandant à lui parler en particulier.

— Sire, dit-il, monsieur saint Dominique m'est apparu en songe, et m'ordonne de vous avertir que si vous ne vous amendez, don Henri, votre frère, vous tuera de sa main (3).

Cette étrange révélation, qui dans la suite put passer pour une prophétie, n'était probablement que la rêverie d'un cerveau malade. La haine fanatique qu'inspirait à

(1) Ayala, p. 302.

(2) *Idem*, p. 303. *Abreviada*. Cfr. note 4 de M. Llaguno. — On peut demander comment, au milieu d'une expédition, don Pèdre trouvait des vases assez grands pour bouillir des hommes? — Dans toute la Castille on se sert de jarres énormes pour garder le vin, l'huile ou le blé, quelquefois l'eau. Non-seulement un homme, mais plusieurs, pourraient entrer dans une de ces jarres. Leur forme est tout antique. On sait que le tonneau de Diogène était un vase de terre.

(3) Suivant la tradition populaire, cette prédiction fut adressée au roi par le spectre d'un prêtre qu'il avait tué de sa main. Le fantôme ajouta, suivant le style ordinaire des fantômes qui affectionnent l'obscurité : *Tu seras pierre à Madrid*. En effet, la statue de don Pèdre, placée sur son tombeau par sa petite-fille, abbesse du couvent de Saint-Dominique, se voit encore à Madrid. La tradition que je viens de rapporter a été suivie par Moreto dans sa curieuse comédie du *Rico Hombre de Alcalà*.

beaucoup de prêtres l'irréligion avérée du roi avait probablement exalté ce visionnaire, et il n'est pas surprenant qu'à la veille d'une bataille où les deux frères allaient se rencontrer l'épée à la main, il prédit une mort violente à celui que l'Église avait condamné. Le roi, troublé d'abord par l'air inspiré et l'assurance du prêtre, s'imagina bientôt que c'était un émissaire de l'ennemi envoyé pour jeter le découragement parmi ses soldats. Il le menaça pour en obtenir des aveux. Ce fut en vain qu'on le pressa de nommer ceux qui l'avaient envoyé. A toutes les questions, le prêtre répondait imperturbablement qu'il ne tenait sa mission que de saint Dominique. Don Pèdre, irrité de son obstination, le fit brûler vif en tête de son camp (1).

Quoique naturellement superstitieux comme tous les hommes de son temps, le roi redoutait plus la malice de ses ennemis que le courroux des saints, et il poursuivit sa marche, bien résolu de combattre. Un vendredi, à la fin d'avril 1360, il découvrit l'armée du Comte en bataille, postée sur une colline en avant de Najera, et forte d'environ trois mille hommes, dont un tiers de cavalerie. Au sommet du mamelon occupé par les rebelles, on distinguait la tente du Comte et sa bannière flottant à côté de celle de don Tello, dont les vassaux étaient demeurés avec son frère. Sans attendre le reste de l'armée, l'avant-garde du roi chargea impétueusement, et du premier choc gagna la hauteur et s'empara des deux bannières. La troupe du Comte s'enfuit dans le plus grand désordre vers Najera, et la plupart des hommes d'armes, abandonnant leurs chevaux, se jetèrent dans les fossés, car en un moment le pont fut encombré par les fuyards. Don Henri lui-même ne put entrer dans la ville que par un trou de la muraille qu'on élargit pour le recevoir. La nuit empêcha don Pèdre de poursuivre son succès et d'exterminer le reste des rebelles. Satisfait de la journée, il fit sonner la retraite, et regagna son camp éloigné de Najera de quelques milles. Le lendemain matin, comme il en sortait à la tête de son armée pour donner l'assaut, il rencontra quelques-uns de ses génétaires revenant d'une escarmouche aux barrières de la ville. Le premier homme qui s'offrit à sa vue était un des écuyers de son hôtel; il avait le visage baigné de pleurs et poussait des sanglots; son oncle venait d'être tué à ses côtés. Encore souffrant de sa maladie, ému de la sinistre prédiction du prêtre et de sa persévérance à nommer saint Dominique au milieu des flammes, le roi crut voir un présage funeste dans la rencontre de cet homme désolé. Sa fermeté l'abandonna tout à coup. Ce fut en vain qu'on lui représenta la situation désespérée de l'ennemi, hors d'état de tenir quelques heures dans une ville mal fortifiée et sans provisions. Un dernier effort allait mettre son frère entre ses mains et le délivrer pour toujours du plus redoutable de ses adversaires. Don Pèdre n'était plus le même homme. Il refusa obstinément de pousser sa pointe. Au lieu d'attaquer Najera, ou tout au moins de l'investir, il retourna brusquement à Santo-Domingo, probablement avec le dessein d'apaiser par quelque expiation la colère de saint Dominique. Cependant don Henri et le comte d'Osuna, attribuant leur salut à la protection divine, s'empressaient d'évacuer Najera pour se jeter en Navarre, suivis de don Sanche, qui parvint à les rejoindre. Leur retraite fut pénible. Les hommes d'armes étaient démontés pour la plupart; tous avaient perdu leurs équipages, et le nombre de leurs blessés embarrassait encore leur marche. On croit que, s'ils eussent été poursuivis avec vigueur, pas un seul n'eût repassé la frontière. Mais don Pèdre demeurait immobile, et paraissait avoir tout oublié, jusqu'à sa haine. Un moment, il parut sortir de sa léthargie et poussa les fuyards jusqu'à Logroño. Là, le cardinal Gui de Boulogne accourut à sa rencontre, et d'un mot l'arrêta. L'armée, qui marchait remplie d'ardeur, eut ordre de faire halte et de ne plus troubler la retraite de l'ennemi (2). Dès

(1) Ayala, p. 305.
(2) *Idem*, p. 307.

que le territoire castillan fut évacué par les rebelles, le roi, qui semblait toujours en proie à une hallucination étrange, se hâta de quitter le théâtre de la guerre et de retourner à Séville. Il laissait sur la frontière la plus grande partie de ses troupes sous le commandement des trois maîtres des ordres militaires et de Gutier Fernandez, qui, lorsque l'invasion du comte don Henri eut amené la rupture des conférences de Tudela, s'était mis à la tête d'un corps détaché à Molina.

La défaite de don Henri n'avait pas ébranlé la faveur dont il jouissait auprès du roi d'Aragon, mais elle fit sentir à ce prince la nécessité de mettre un terme, dans son intérêt, à la rivalité qui régnait entre ses lieutenants. Peu de jours après la bataille de Najera, ayant réuni l'infant et le comte de Transtamare, il les obligea de se jurer paix et amitié, et, selon l'usage, un acte solennel fut dressé en témoignage de cette réconciliation. Les mains étendues sur les évangiles, don Fernand et don Henri se promirent d'abjurer leurs rancunes, et de n'avoir plus d'autre but que le service et l'honneur du roi d'Aragon. Ils s'engagèrent par le même traité à lui révéler toutes les propositions qu'ils recevraient du roi de Castille, et à faire à ce dernier « tout mal, dommage et déshonneur, de bon accord et en toute loyauté (1). » Je transcris les termes mêmes de ce singulier contrat. En retour, le roi d'Aragon leur renouvela l'assurance de sa protection et la promesse de ne jamais traiter avec son ennemi sans stipuler en leur faveur les conditions qu'ils exigeraient.

La sincérité de Pierre IV ne tarda pas à être mise à l'épreuve. Dès le lendemain de cette convention, Bernal de Cabrera, au retour d'une mission auprès du roi de Castille, rapporta l'ultimatum de ce prince. Une seule difficulté, suivant l'ambassadeur aragonais, empêchait la conclusion d'une paix solide; c'était la révocation demandée par Pierre IV de la sentence de haute trahison rendue par don Pèdre contre l'infant don Fernand et Henri de Transtamare. Le roi de Castille se refusait à leur réhabilitation, et se croyait tellement assuré de son droit, qu'il avait offert à Cabrera de remettre entre ses mains le jugement de l'affaire. Il lui avait proposé de désigner lui-même six arbitres à son choix, parmi les prélats ou les riches-hommes de Castille, et de reviser avec eux la sentence d'Almazan. Peut-être, en faisant une semblable ouverture, don Pèdre comptait-il un peu sur l'inimitié patente qui existait entre ce ministre et les princes castillans; peut-être encore, comme on le prétendit dans la suite, s'était-il emparé de l'esprit de Cabrera par de puissantes séductions. L'affaire fut portée au conseil secret de Pierre IV; mais les débats furent arrêtés aussitôt par le roi, qui rappela son serment de ne jamais traiter avec le Castillan sans stipuler des conditions honorables pour les bannis ses alliés. Cabrera, qui s'était toujours montré l'avocat de la paix, dut se soumettre à la résolution de son maître, mais il demanda que sa proposition fût enregistrée et qu'on lui donnât acte de ses efforts pour obtenir un accommodement (2).

Cette fidélité à ses engagements et ces scrupules tout nouveaux chez Pierre IV s'expliquent assez bien par l'espoir qu'il fondait en ce moment sur une nouvelle alliance. Il traitait alors avec les Mores de Grenade et les déterminait à faire une diversion puissante. Il se flattait de donner bientôt au roi de Castille tant d'occupation en Andalousie, qu'il fût forcé d'abandonner la frontière d'Aragon. La suite du récit montrera que ses calculs étaient justes.

(1) Juran de ayudar a fazer todo mal e danyo, desfacimiento e desonra al rey de Castiella bien e lealment. Pedrola, 11 mai 1360. *Arch. gen. de Ar. pergamino*, nº 2230.

(2) *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1170 Sigilli secreti, p. 165. Attestation délivrée à don Bernal de Cabrera *ad suam excusationem, et in testimonium veritatis*, 12 mai 1360, sans indication de lieu, probablement à Pedrola. On a vu que le traité de réconciliation entre l'infant et don Henri est daté de cette ville, le 11 mai 1360.

Cependant la fortune semblait maintenant sourire à don Pèdre, et ses armes étaient aussi heureuses sur mer que sur terre. Peu après son arrivée à Séville, un aventurier nommé Zorzo (1), capitaine des arbalétriers de sa garde, envoyé par lui en croisière sur les côtes de Barbarie, amena dans le port quatre galères aragonaises qu'il avait capturées après un brillant combat. Le roi, depuis l'insulte faite à son pavillon par Perellòs, ne voulait plus voir que des pirates dans les marins aragonais. Il les fit traiter comme tels. Le capitaine des quatre galères, gentilhomme valencien, camerlingue du roi d'Aragon, fut mis à mort, et, avec lui, une partie de ses équipages (2).

IV

Alphonse, roi de Portugal, grand-père de don Pèdre, était mort l'année précédente, laissant la couronne à son fils, Pierre Ier. L'alliance entre les deux royaumes en était devenue plus intime. Étroitement lié par le sang et la politique avec don Pèdre, le nouveau souverain du Portugal avait avec lui une conformité de caractère et de plans qui devait les rapprocher encore. Comme son neveu, il avait été outragé, trahi par ses riches-hommes, et comme lui il avait conçu le dessein de les réduire dès que la force serait entre ses mains. Altier, impérieux, implacable dans ses ressentiments, féroce dans ses vengeances, il reçut les mêmes surnoms qu'avait mérités son homonyme de Castille. Pour la noblesse qu'il décima, il fut *Pierre le Cruel; Pierre le Justicier* pour le peuple, dont il punit souvent les oppresseurs.

« Comme s'il eût craint de manquer de bourreaux, dit un chroniqueur portugais, et pour n'être pas pris au dépourvu, il en menait un à sa suite dans tous ses voyages. On le vit souvent donner lui-même la question et fouetter de sa main les coupables ou les accusés. Il portait un fouet à la ceinture pour l'avoir toujours prêt et n'avoir pas la peine de le chercher (3). » Tel était le nouveau roi de Portugal. Qui ne connaît la tragique histoire d'Inès de Castro, sa maîtresse chérie? Quelques seigneurs jaloux du crédit que l'amour de Pierre, alors infant de Portugal, donnait aux parents d'Inès, arrachèrent son arrêt de mort au roi don Alphonse, et se firent eux-mêmes ses bourreaux (4). Bien que l'infant eût solennellement juré de renoncer à la vengeance, les meurtriers d'Inès se hâtèrent de chercher un refuge en Castille, dès qu'il monta sur le trône. Mais cet asile était mal choisi. Le roi de Portugal, en renouvelant avec son neveu l'alliance des deux États, lui écrivit secrètement pour lui demander l'extradition des assassins de sa maîtresse, et, en échange, lui offrit quelques bannis castillans qui vivaient tranquilles à sa cour. A cette époque d'anarchie féodale, l'extradition des bannis était une idée nouvelle et tyrannique. La noblesse, qui prétendait au droit

(1) Ayala, p. 310, dit que cet homme était né en Tartarie, et avait été esclave à Gênes. *Zorzo* suivant M. Llaguno, est le nom de George en grec vulgaire. C'est une erreur. Ce nom est du dialecte génois. Si Ayala avait figuré la prononciation grecque, il aurait écrit *Yorios*.

(2) Ces cruautés amenèrent des représailles. Le roi d'Aragon écrivait de Barcelone, le 12 septembre 1360, au comte de Transtamare pour lui demander Henri Lopez de Orozco, chevalier castillan, son prisonnier. Par une lettre du même jour, il ordonnait à Jordan de Urriès de faire décapiter Orozco dès que le Comte l'aurait remis entre ses mains. Je n'ai pu savoir si cet ordre, cruel avait reçu son exécution. *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1170 Sigilli secreti, p. 182.

(3) Na cinta trazia sempre o açoute por não haver dilaçao em o buscar. — Duarte do Liao. *Cronicas dos reis de Portugal*, t. II, p. 199.

(4) Camoens.

Contra una dama, o peitos carniceiros
Feros vos mostraïs, è cavalleiros?

(*Lusiad.*, cant. III, st. 130.)

de changer de patrie suivant son intérêt, ne pouvait voir sans indignation une pareille atteinte portée à ses antiques priviléges. Au contraire, les rois, et les rois absolus comme don Pèdre, n'aspiraient qu'à les détruire. Le cruel échange proposé par le Portugais, et accepté avec joie par son allié, livra aux plus épouvantables supplices des malheureux qui se reposaient avec confiance sur le droit d'asile. Parmi les premiers réclamés par le roi de Castille, était Pero Nuñez de Guzman, autrefois adelantade de Léon, qui venait de lui échapper peu avant l'expédition du comte de Transtamare. Il alla mourir à Séville, après avoir souffert, sous les yeux mêmes du despote qu'il avait offensé, d'horribles tortures qui indignèrent jusqu'aux plus fidèles serviteurs de don Pèdre. Pierre de Portugal se montra reconnaissant et lui paya le sang que, de son côté, il avait eu le plaisir de répandre; il mit à sa disposition six cents lances pour la prochaine campagne contre l'Aragon (1).

V

La bataille de Najera, la déroute de don Henri, et surtout l'active persévérance du cardinal-légat, avaient amené une sorte de suspension d'armes tacite entre les deux puissances belligérantes. Le cardinal avait obtenu de don Pèdre la promesse de reprendre les conférences de Tudela, et n'oubliait rien pour renouer les négociations déjà deux fois rompues. Bien que moins porté que jamais à rien céder de ses prétentions, don Pèdre feignit quelque déférence pour le saint-siége et désigna Gutier Fernandez pour son plénipotentiaire. Qu'on ne s'étonne point que le roi, instruit comme il l'était alors de la correspondance de son ministre avec l'infant d'Aragon, lui confiât de nouveau une mission de cette importance. Il avait ses desseins. Patient pour se venger, il savait caresser jusqu'à ce qu'il pût frapper à coup sûr. D'ailleurs, Fernandez à Molina, sur la frontière d'Aragon, entouré de ses vassaux particuliers, aurait pu facilement se dérober à sa colère; il fallait, avant tout, le tirer de son fort. Le roi lui écrivit de se rendre à Sadava pour conférer avec le cardinal de Boulogne, et lui recommanda de se concerter en passant avec les maîtres des ordres militaires, qui lui donneraient des renseignements utiles pour les négociations qu'il allait diriger. Gutier Fernandez, sans défiance*, partit pour Alfaro, lieu désigné pour le rendez-vous avec les maîtres. Déjà il avait été précédé par Martin Lopez, successeur de Juan de Hinestrosa dans la charge de chambellan, qui, sous le sceau du secret, venait révéler à don Garci Alvarez, maître de Saint-Jacques, les volontés du roi. En arrivant à Alfaro, Fernandez trouva la troupe sous les armes. On lui dit que le maître de Saint-Jacques et celui d'Alcantara, venus d'un cantonnement voisin, allaient faire la montre de leurs cavaliers, et on le pria d'assister aux exercices militaires qui se faisaient à cette occasion. Après la revue, les deux maîtres le conduisirent avec honneur à son logement, accompagnés d'un grand nombre de leurs chevaliers et de leurs hommes d'armes. Là, les portes fermées et gardées par des soldats, Martin Lopez lui signifia qu'il se préparât à mourir.

— Qu'ai-je fait, s'écria Fernandez, pour mériter la mort?

(1) Ayala, p. 310 et suiv. — Après avoir fait torturer longtemps en sa présence Pero Coelho, un des assassins d'Inès, le roi de Portugal ordonna de lui arracher le cœur. « Fouille à gauche dans ma poitrine, » dit Coelho à l'exécuteur des hautes œuvres, « tu trouveras un cœur plus grand qu'un cœur de taureau et plus fidèle qu'un cœur de cheval. » *Collecção de ineditos de Historia portugueza*, t. V, p. 126. Coelho, en portugais, signifie *lapin*. Ce nom fournit au roi une affreuse plaisanterie qui peint les mœurs de l'époque. En voyant le prisonnier, il s'écria : « Qu'on fasse venir du vinaigre et des oignons; on va me fricasser ce *lapin*. »

Tous se turent. Le roi n'avait communiqué ses soupçons à personne, et jamais il ne daignait expliquer ses ordres. Martin Lopez somma le prisonnier de livrer tous ses châteaux; il y consentit sans hésitation. Puis il demanda s'il lui serait permis d'écrire à son seigneur. On lui accorda cette grâce, et un notaire ayant été mandé à cet effet, il lui dicta la lettre suivante :

« Sire, moi Gutier Fernandez de Tolède, vous baise les mains et prends congé de vous pour comparaître devant un autre seigneur plus grand que vous n'êtes. Sire, Votre Grâce n'ignore pas que ma mère, mes frères et moi, depuis le jour où vous naquîtes, fûmes gens de votre maison; et je n'ai pas besoin de vous rappeler les maux que nous endurâmes ni les dangers par où il nous fallut passer à votre service, au temps où dona Léonor de Guzman avait tout pouvoir en ce royaume. Pour moi, sire, je vous ai toujours servi loyalement (1). Je crois que, pour vous avoir dit avec trop de liberté des choses qui importent à vos intérêts, vous me faites mourir. Que votre volonté s'accomplisse et que Dieu vous pardonne, car je n'ai pas mérité mon sort. Et maintenant, sire, je vous le dis en ce moment suprême, et ce sera mon dernier conseil, sachez que, si vous ne mettez le glaive au fourreau, et si vous ne cessez de frapper des têtes comme la mienne, vous perdez votre royaume et mettez votre personne en péril. Songez à vous; c'est un loyal serviteur qui vous adjure, à l'heure où il ne doit dire que la vérité. »

Après avoir scellé cette lettre touchante, Fernandez tendit sa gorge au bourreau, qui le décapita dans une chambre de la maison où il avait été arrêté. Un arbalétrier de la garde, montant à cheval aussitôt, courut porter sa tête à Séville, aux pieds du roi (2).

Pendant que Gutier Fernandez expiait à Alfaro son imprudence ou son crime, don Pèdre ordonnait en Andalousie un autre meurtre, résolu sur des soupçons encore plus incertains et préparé avec non moins d'art et de dissimulation. Gomez Carrillo, commandant de quelques forteresses prises récemment sur les Aragonais, était accusé par ses ennemis d'entretenir une correspondance déloyale avec le comte de Transtamare. Indigné contre ses accusateurs, et se croyant assuré de les confondre, il se rendit aussitôt à Séville et se présenta hardiment au roi, demandant à se justifier. Il convint qu'il avait vu pendant une suspension d'armes quelques-uns de ses parents, émigrés en Aragon; mais il nia formellement que, dans ces conférences, il eût fait ou reçu aucune proposition contraire au service de son maître. Le roi l'accueillit gracieusement, parut l'écouter avec faveur et l'assura qu'il avait toujours sa confiance. Il ajouta que, pour imposer silence aux calomnies et pour éviter des relations qui pourraient être mal interprétées, il voulait l'éloigner de la frontière d'Aragon et lui donner le gouvernement d'Algeziras. C'était alors une des places les plus importantes du royaume. Carrillo, croyant recevoir une faveur signalée, accepta avec reconnaissance et partit aussitôt sur une galère du roi pour aller prendre possession de son nouvel emploi. Mais à peine fut-il à l'embouchure du Guadalquivir, que le capitaine de la galère lui fit trancher la tête. En même temps et à l'autre extrémité de la Castille, sa femme et ses fils étaient arrêtés par Martin Lopez (3).

Ayala explique à sa manière la mort de Carrillo, qu'il n'attribue pas à une cause

(1) Gutier Fernandez avait cependant refusé d'accompagner le roi à Toro lorsqu'il se remit entre les mains des rebelles, mais cette faute avait été partagée par Diego de Padilla. Voyez § VIII, Ayala, p. 167.

(2) Ayala, p. 313 et suiv. — Cascales. *Hist. de Murcia*, p. 133.

(3) Ayala, p. 315 et suiv.

politique. Suivant son récit, le roi, dans une de ces infidélités fréquentes, mais toujours passagères, qu'il faisait à Marie de Padilla, avait jeté les yeux sur dona Maria de Hinestrosa, cousine de celle-ci et belle-sœur de Gomez Carrillo. Garci Laso Carrillo, son mari, blessé dans son honneur, passa en Aragon, laissant à son frère le soin de veiller sur la conduite de sa femme. Ainsi, ce serait pour se débarrasser d'un surveillant incommode que le roi aurait fait périr Gomez. J'avoue qu'une telle supposition me semble peu probable, et je ne m'explique pas comment notre chroniqueur ne s'est pas donné la peine de la mieux justifier. Sur la frontière d'Aragon, Gomez n'était guère en état de troubler les amours de don Pèdre; et l'on voit qu'après tout, il ne se montrait pas fort jaloux de l'honneur de sa famille, puisqu'il acceptait les faveurs du roi, n'ignorant pas la situation de sa belle-sœur à la cour.

Quelque indignation, quelque dégoût qu'on éprouve au récit de ces exécutions continuelles, il est impossible de les attribuer à une férocité irréfléchie, à cette cruauté de tempérament que la plupart des historiens prêtent à don Pèdre pour expliquer tant de meurtres ordonnés, exécutés coup sur coup. Ils me semblent plutôt la conséquence fatale de l'ambition du roi, aux prises avec les mœurs de son époque. Le trait principal de son caractère est un violent amour de la domination, toujours soupçonneux, toujours inquiet, excusable peut-être jusqu'à un certain point dans un prince du moyen âge, qui, longtemps témoin des maux de l'anarchie, avait fini par ériger son despotisme en une mission surhumaine pour régénérer son pays. Souvent trahi, dupe des serments les plus solennels, il s'était accoutumé à préjuger la trahison dans tout ce qui l'entourait et à punir avant d'avoir vérifié le crime. La conscience d'un grand dessein lui faisait regarder comme justice ses rigueurs contre toute désobéissance à ses volontés. Dans ce temps malheureux, cette confusion de mots et d'idées était acceptée par les peuples eux-mêmes que l'ambition des seigneurs féodaux exposait sans cesse aux malheurs de la guerre civile. Tuer un riche-homme, c'était, pour le vulgaire, faire justice; c'était punir à bon droit. Don Pèdre aussi se glorifiait de faire justice; mais, comme tous les despotes, il croyait la désobéissance le plus grand des crimes. Quiconque hésitait dans l'accomplissement de ses ordres était un traître, et sa tête était dévouée. Peut-être la conduite de Gutier Fernandez et de Gomez Carrillo fut-elle toujours loyale, mais les apparences étaient contre eux. L'un et l'autre avaient entretenu des relations avec des hommes que leur maître avait proscrits et qui notoirement travaillaient à séduire ses vassaux. Il n'en fallait pas davantage pour faire soupçonner une trahison, et un soupçon de don Pèdre était un arrêt de mort. Accoutumé à voir couler le sang, comme un chevalier de son époque, à compter la vie des hommes pour peu de chose, comme la plupart de ses compatriotes, il se mettait sans doute médiocrement en peine pour convertir ses soupçons en preuves. Les rois se croient des lumières supérieures à celles des autres hommes, et don Pèdre, sans doute, se croyait infaillible. J'oserai dire cependant que ce n'était pas sans la conviction de son bon droit qu'il commandait les supplices, conviction trop facilement acquise, sans doute, mais réfléchie pourtant et sincère. Il s'appliquait de bonne foi à distinguer l'innocent du coupable, et, au XIVe siècle, c'était beaucoup pour un despote. Alors c'était la coutume que tous les parents d'un rebelle fussent enveloppés dans son châtiment, et l'on ne s'étonnait pas de voir des enfants traînés sur l'échafaud de leur père. Don Pèdre n'imita point ces cruautés aveugles. Rien ne prouve mieux ses sentiments de justice, à prendre ce mot dans l'acception du moyen âge, que sa conduite à l'égard des parents de Gutier Fernandez. A la nouvelle de la mort de ce seigneur, don Gutier Gomez, prieur de Saint-Jean, et Diego Gomez, ses cousins, tous deux chargés de défendre la frontière de Murcie, se croyant menacés du même coup qui venait de frapper le chef de leur famille, abandonnèrent leur poste et prirent la fuite. Le premier essaya de gagner Grenade, l'autre chercha un refuge à

Valence. Le prieur, arrêté à la frontière, n'attendait que la mort ; mais le roi s'empressa de le rassurer, lui rendit ses honneurs et ses emplois et continua de lui accorder sa confiance. Il pardonna de même à Diego Gomez, bien qu'il fût allé demander un asile à ses ennemis (1).

La dissimulation profonde avec laquelle don Pèdre préparait ses vengeances, ou, si l'on veut, *ses justices*, est aujourd'hui pour nous le trait le plus odieux de son caractère, et elle ajoute un degré d'horreur aux meurtres qui signalèrent son règne. Je crois que cette dissimulation fut plutôt une habitude et peut-être une nécessité de son temps qu'un vice de son naturel. Il faut se rappeler ce qu'étaient alors les riches-hommes de Castille, leurs forteresses inaccessibles, leurs vassaux nourris dans des idées d'obéissance aveugle, pour comprendre combien la force ouverte était impuissante contre eux. Avant le perfectionnement de l'artillerie, il y avait, en Espagne, quantité de places imprenables. Tel seigneur, retranché dans son donjon bâti au-dessus des nuages, avec une centaine de bandits et des vivres pour un an, se moquait des armées les plus nombreuses, et cependant, à la tête de sa petite troupe, répandait la désolation dans toute une province. Pour en avoir raison, il fallait nécessairement le surprendre éloigné de son fort, séparé de ses hommes d'armes. En ce temps, la guerre était en quelque sorte l'état normal de l'Europe, et la ruse, bien souvent la perfidie, la seule tactique en usage. La plupart de ces chevaliers que l'on s'habitue trop à croire semblables aux types dessinés par les poëtes ou les romanciers, se faisaient un jeu de leurs serments. Où trouver en Espagne, dans cette triste période, des hommes constants dans leurs alliances, fidèles à leurs amis ou même retenus par les liens du sang? Partout on ne rencontre que trahisons, parjures éhontés. Faut-il s'étonner qu'un prince élevé au milieu de la guerre civile, toujours entouré de révoltes et de conspirations, trahi par ses frères et par ses cousins, vendu par sa mère et par sa tante, ait cherché à tourner contre ses ennemis les armes dont il avait éprouvé lui-même les dangereuses blessures? Je ne fais point ici l'apologie de don Pèdre, je veux seulement établir combien il est difficile de juger les hommes d'autrefois avec nos idées modernes. Ce qui est un crime à nos yeux aujourd'hui n'était pour nos aïeux du XIVe siècle qu'un trait d'audace ; et si l'on ne peut dire que la nature humaine se soit perfectionnée, du moins doit-on rendre grâce à la civilisation d'avoir diminué la masse des malheurs matériels en diminuant le pouvoir de mal faire.

Peu après les événements que je viens de raconter, don Pèdre réunit à Almazan les principaux de ses capitaines, et là, voulut bien exposer ses griefs contre Gutier Fernandez et Gomez Carrillo. « Le premier, dit-il, pendant son séjour à Tudela, avait eu des relations coupables avec plusieurs rebelles, notamment avec Perez Sarmiento, dont la trahison avait causé le désastre d'Araviana. En outre, il avait adressé à l'infant d'Aragon des propositions contraires au devoir d'un vassal et dangereuses pour l'État. Quant à Carrillo, placé dans un poste de confiance sur la frontière ennemie, il n'avait pas cessé de voir ses parents, serviteurs dévoués du comte de Transtamare (2). » En s'expliquant de la sorte devant ses courtisans, le roi ne cherchait pas à justifier sa conduite ; c'était une leçon qu'il voulait leur donner ; surtout il tenait à montrer que ses espions étaient vigilants et que rien n'échappait à ses regards.

Don Vasco, frère de Gutier Fernandez, était archevêque de Tolède. Le roi le croyait complice de la conjuration qu'il prétendait avoir découverte. Il lui envoya un ordre d'exil. Telle était la terreur qu'il inspirait alors, que pas une voix ne s'éleva dans Tolède pour réclamer contre le bannissement d'un homme que ses mœurs irrépro-

(1) Ayala, p. 319 et suiv.
(2) *Idem*, p. 317.

chables et son édifiante piété avaient rendu cher à tout son troupeau. Les commandements du roi commençaient à s'exécuter avec toute la rigueur, avec toute la ponctualité du despotisme musulman. A l'issue de la messe, on signifia à l'archevêque qu'il eût à partir sur-le-champ pour le Portugal, et sans lui laisser le temps de prendre quelque bagage, ou même de changer de costume, on le conduisit hors de la ville, et de là, à grandes journées, jusqu'à la frontière. Deux ans après, don Vasco mourut en odeur de sainteté à Coïmbre, dans le monastère de Saint-Dominique, où il avait choisi sa retraite, et le roi, à la prière de ses parents, permit que son corps fût transporté à Tolède et reçût la sépulture dans la cathédrale (1).

Quatre jours après le départ de son archevêque, la ville de Tolède fut témoin d'un autre revers de fortune. Le trésorier du roi, don Simuel Levi, autrefois le compagnon de sa captivité à Toro, et depuis son ministre et son confident, fut tout à coup jeté en prison. Le même jour, et dans tout le royaume, on arrêtait ses parents et ses employés. Le crime de Simuel était sa prodigieuse fortune, et, dans un temps où les ressources du commerce et de l'industrie étaient si mal connues, un roi ne pouvait croire que son trésorier s'enrichît autrement qu'à ses dépens. A l'exemple des despotes orientaux, don Pèdre avait longtemps tout permis à son ministre pour en exiger ensuite un compte terrible. On saisit tous ses biens, mais malheureusement pour lui on le croyait trop habile pour n'avoir pas caché la plus grande partie de ses trésors. Conduit à Séville, Simuel Levi fut si cruellement torturé qu'il expira dans les angoisses de la question. On dit que le roi trouva dans ses coffres 160,000 doubles et 4,000 marcs d'argent qu'il s'appropria, outre beaucoup de pierreries et d'étoffes précieuses. Une somme de 300,000 doubles fut également saisie chez les parents du trésorier, receveurs sous ses ordres; elle provenait des impôts dont le recouvrement lui était confié, et allait être versée dans les caisses du roi. Il y a lieu de croire que Levi, comme Jacques Cœur un siècle plus tard, fut la victime de l'ignorance et de la cupidité d'un maître qu'il avait bien servi (2).

XIV

PAIX AVEC L'ARAGON. — 1361.

I

Depuis les victoires de don Alphonse le royaume de Grenade était tributaire de la Castille. Une de ces révolutions de palais, si fréquentes dans les pays musulmans, chassa de Grenade le roi Mohamed-Ben-Jusef, protégé de don Alphonse, puis de don Pèdre, et mit sur le trône son frère, nommé Ismaïl. Au bout de quelques mois, ce

(1) Ayala, p. 320.

(2) *Idem*, p. 322. Suivant l'interpolateur de la chronique du Despensero mayor, Simuel Levi, dont il rapporte faussement la mort à l'année 1366, aurait été dénoncé au roi par plusieurs juifs jaloux de ses immenses richesses. Simuel, se voyant mis à la torture, mourut *d'indignation*, « *de puro corage*, » dit l'auteur anonyme que je copie, faute de pouvoir l'entendre. On trouva dans un souterrain pratiqué sous sa maison trois tas de lingots d'or et d'argent si hauts « qu'un homme derrière ne paraissait pas. » Le roi, en voyant ce trésor, s'écria : « Si don Simuel m'eût donné le tiers du plus petit de ces tas, je ne l'aurais pas fait tourmenter. Comment se laisser mourir sans vouloir parler ! » *Sumario de los reyes d'España*, p. 73. Credat Judæus Apella.

dernier fut assassiné par son vizir Abou-Saïd, qui prit aussitôt le titre de roi (1). Mohamed s'était toujours montré dévoué à don Pèdre, et l'on a vu que dans les expéditions maritimes contre la Catalogne il lui avait fourni quelques vaisseaux. Naturellement le prince détrôné devait chercher un appui auprès de son suzerain le roi de Castille, et de son côté l'usurpateur espérait intéresser à sa cause le roi d'Aragon.

Pierre IV était trop habile pour refuser une alliance si avantageuse. Le mauvais succès de l'expédition dirigée par le comte de Transtamare n'avait pu lui faire perdre l'espoir d'exciter une révolution en Castille. C'était de ce côté surtout qu'il croyait don Pèdre vulnérable, et, après avoir reconnu l'insuffisance d'un de ses agents, il se hâtait d'en produire un autre. Maintenant, c'était à son frère, don Fernand, qu'il voulait confier une expédition nouvelle, se flattant que, plus heureux que don Henri, il rallierait les mécontents et réussirait à rallumer le feu de la guerre civile que tant de sang versé n'avait pu éteindre. Il paraît que l'intention de Pierre IV était de proclamer la déchéance de don Pèdre et de reconnaître don Fernand comme son successeur, dès qu'il serait parvenu à rallier autour de lui un certain nombre d'insurgés. Pour concevoir un dessein si hardi, il fallait qu'il jugeât alors de la fidélité des Castillans avec les mêmes yeux que don Pèdre. Probablement il se faisait illusion, et la mesure n'était pas encore comblée. Entouré de bannis toujours disposés à croire sur l'état de leur pays les rumeurs qui flattaient leurs passions, il s'exagérait sans doute l'aversion de la Castille pour son roi; mais les inquiétudes mêmes de don Pèdre, ses soupçons incessants trahissaient sa faiblesse et montraient de quel côté les coups devaient se diriger. Le roi d'Aragon résolut de donner à don Fernand des subsides considérables et de le mettre à la tête d'un corps de troupes d'environ 3,000 hommes d'armes. Ce n'était plus une *chevauchée* qu'il s'agissait de conduire, c'était la conquête d'un royaume qu'on allait tenter, et déjà Pierre IV s'était assuré une large part dans les dépouilles de son ennemi. L'infant s'engagea par un acte solennel à céder à son frère *jure regio* le royaume de Murcie, la province de Soria et plusieurs villes considérables. En retour, le roi lui promit de payer la solde de ses troupes pour trois mois, à dater du 1er février 1361; enfin, dans le cas où l'infant aurait une fille, on stipula qu'elle épouserait le duc de Girone, fils aîné de Pierre IV et son héritier présomptif (2). On le voit, rien n'était oublié dans les contrats de ce temps. En attendant cette union projetée de si loin, on poussait avec beaucoup d'activité, quoiqu'en secret, les préparatifs de l'expédition qui devait conquérir la Castille. On conçoit combien dans un tel moment l'alliance des Mores de Grenade était importante, et quel devait être l'empressement de Pierre IV à leur faire prendre les armes.

Jusqu'alors don Pèdre, absorbé par les troubles intérieurs de son royaume et par les soins de la guerre contre l'Aragon, n'avait prêté qu'une médiocre attention aux affaires de Grenade. Au commencement de l'année 1361, les négociations entamées entre Pierre IV et Abou-Saïd lui furent révélées par un roi more des Beni-Merin, Abou-Salem (3), à qui l'on proposait de prendre part à la coalition contre la Castille (4). Cet avertissement vint surprendre don Pèdre au moment où, à la tête d'une armée considérable, il venait d'entrer en Aragon et de s'emparer de quelques places.

(1) Ayala, p. 323. — Conde, *Hist. de los Arabes*, 4e partie, cap. XXIV. Marmol, *Descripcion de la Afr.*, lib. II, p. 214 et suiv. Marmol appelle le roi détrôné Abil-Gualid, et l'usurpateur Mahamet.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Convention entre Pierre IV et l'infant d'Aragon. Barcelone, 31 janvier 1361. Registre 1393 *Secretorum*, p. 77 et suiv.

(3) Marmol, *Descrip. de la Afr.*, le nomme Abu-Henun, roi de Fez, lib. II, p. 214.

(4) Ayala, p. 348.

La diversion dont il était menacé était fort dangereuse, car l'Andalousie était alors à la merci des Mores; la plupart de ses chevaliers et la fleur de ses génétaires se trouvaient réunis, loin de leurs foyers, dans le camp du roi. L'imminence du danger l'obligeait à renvoyer précipitamment l'élite de ses troupes sur la frontière de Grenade, et il se voyait contraint d'abandonner l'Aragon au moment où tout semblait céder à ses armes. Dans cette perplexité, don Pèdre prit son parti avec son impétuosité ordinaire. De même que le lion oublie une première blessure pour se jeter sur le chasseur qui vient de lui porter la dernière atteinte, don Pèdre tourna toute sa fureur contre son nouvel ennemi. Sa haine était trop violente pour se partager; du roi d'Aragon il la reporta tout entière contre Abou-Saïd, et nul sacrifice ne lui coûta pour en tirer une éclatante vengeance. Le cardinal Gui de Boulogne, qui ne perdait pas une occasion pour reproduire ses propositions de paix, s'aperçut aussitôt de ce changement et le mit à profit. Cet accommodement, qui naguère paraissait impossible, se termina en quelques jours avec une surprenante facilité. L'Aragonais tenait à ses avantages matériels; le Castillan ne cherchait qu'une satisfaction de vanité, ou plutôt il ne demandait qu'une chose, c'est qu'on lui abandonnât l'usurpateur de Grenade. Arbitre entre les deux souverains dont il avait eu le temps d'étudier à fond le caractère, le cardinal proposa que le roi d'Aragon retirât sa protection à l'infant et au comte de Transtamare, et que don Pèdre rendît toutes les villes dont il s'était emparé. Quant aux prétentions que les deux princes alléguaient sur Alicante et Orihuela, le cardinal, ajournant toute discussion à ce sujet, maintint le *statu quo*, en attendant que l'affaire fût examinée par le pape, qui prononcerait en dernier ressort. A ces conditions acceptées de part et d'autre avec empressement, la paix fut conclue, signée par les deux rois, et don Pèdre reprit aussitôt le chemin de Séville, ne pensant plus qu'à publier une croisade contre les Mores.

Telles furent les bases du traité de paix publié vers le milieu de mai 1361 (1). Je vais en exposer brièvement les principales conditions. On a vu que, lors des précédentes négociations, chacun des deux rois avait à sa solde un ou plusieurs parents de son adversaire, commandant un certain nombre de bannis ou de mécontents. De cette coïncidence singulière résultait pour chacun des deux rois la nécessité de stipuler en faveur des étrangers à son service, et les plénipotentiaires avaient toujours proposé pour base d'un accord des concessions réciproques à cet égard. Maintenant la situation avait changé depuis que l'infant d'Aragon, réconcilié avec son frère, était banni par le roi de Castille aussi bien que le comte de Transtamare. Il fallait donner une satisfaction à don Pèdre, et en même temps ménager l'amour-propre de Pierre IV et lui épargner l'humiliation de paraître sacrifier les hommes qu'il avait engagés dans sa querelle. Voici par quels moyens le légat résolut ou éluda cette difficulté. On se souvient que, depuis le règne de don Alphonse de Castille, les maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava réclamaient des domaines considérables et le droit de nomination à plusieurs commanderies situées dans le royaume d'Aragon; les souverains de ce pays s'étaient approprié le droit d'investiture. Le cardinal imagina d'assimiler les deux maîtres aux deux chefs des émigrés castillans, l'infant don Fernand et don Henri. Cette fiction une fois adoptée, il fut facile de rédiger des stipulations réglées en apparence sur un pied d'égalité parfaite. Il fut convenu que l'infant don Fernand et le comte de Transtamare passeraient sur la rive gauche de l'Èbre huit jours après la publication de la paix, et qu'à l'avenir ils ne pourraient ni posséder une forteresse, ni fixer leur résidence à moins de trente lieues des frontières de Castille; qu'il leur serait interdit de recruter des soldats en Aragon, d'y acheter

(1) Publié par le roi de Castille, à Deza, le 13 mai, ère 1399 (1361), et à Calatayud, par le roi d'Aragon, le 14 du même mois.

des armes ou des vivres, en un mot d'y faire aucun préparatif militaire ; que, s'ils entraient au service d'un prince étranger ennemi du roi de Castille, ils ne pourraient être reçus en Aragon pendant la durée de la guerre ; enfin, que le roi d'Aragon, tant qu'ils demeureraient dans ses États, se rendrait garant de leur conduite, répondrait de toutes les entreprises hostiles qu'ils pourraient tenter, et, le cas échéant, payerait des indemnités proportionnées aux dommages auxquels de semblables tentatives pourraient donner lieu.

De la part de la Castille, mêmes engagements, mêmes promesses à l'égard des maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava. On leur appliqua les mêmes prohibitions (1), et don Pèdre se rendit également caution de leur conduite. En outre, les deux rois arrêtèrent d'un commun accord qu'ils s'abstiendraient de toute usurpation, de tout acte d'hostilité contre les propriétés de ces quatre personnages placés en quelque sorte en dehors du traité ; mais en même temps don Pèdre déclara qu'il ne reconnaissait à don Henri et à don Fernand d'autres propriétés que celles qu'ils possédaient en Aragon, et Pierre IV fit les mêmes réserves à l'égard des maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava. Un article particulier portait que la question du droit de nomination aux commanderies aragonaises demeurait réservée pour être résolue plus tard par un jugement du saint-père. Je ne trouve pas de clause analogue en ce qui concerne les domaines de don Fernand et du comte de Transtamare en Castille ; cependant le légat se proposait de statuer à cet égard ; mais, connaissant l'irritabilité de don Pèdre sur ce sujet, il paraît avoir prudemment évité de marquer clairement ses intentions. De part et d'autre, on s'obligea de restituer les villes prises et de rendre sans rançon les prisonniers de guerre détenus dans les deux royaumes (2). Quant aux rançons déjà payées, elles devaient être remboursées. Cette dernière clause est fort remarquable comme acte d'autorité souveraine contre les droits et les usages féodaux. Les deux rois prétendaient ainsi disposer, et probablement sans indemnité, d'une propriété acquise par leurs vassaux. Aussi, de tous les articles de ce traité, celui-là paraît avoir soulevé les plus nombreuses difficultés. On doit observer, en outre, qu'il était au fond tout à l'avantage de l'Aragonais, qui regagnait un territoire très-considérable et de bonnes forteresses, tandis que le roi de Castille ne recouvrait que des châteaux sans importance, si toutefois il en avait perdu quelques-uns.

Au traité de paix devait être annexée une amnistie publiée par les deux rois au bénéfice de leurs sujets qui auraient porté les armes contre eux dans la dernière guerre. Ici encore il n'y avait aucune parité dans la situation des deux princes, car don Pèdre n'avait qu'un fort petit nombre d'Aragonais à son service, tandis que Pierre IV soudoyait toute une armée de bannis castillans. Au reste, chacun fit encore ses réserves, peut-être en dépit du légat. Le roi d'Aragon exclut de l'amnistie quelques exilés compromis autrefois dans les troubles de l'Union. Don Pèdre excepta onze personnes expressément désignées. En tête de la liste figurent l'infant et don Henri ; puis Pero et Gomez Carrillo de Quintana (3), depuis longtemps ses adversaires

(1) L'article qui interdisait aux maîtres de posséder des forteresses à trente lieues de la frontière d'Aragon était manifestement impossible à exécuter, à moins qu'il ne s'agît des forteresses appartenant en propre aux maîtres, et non de celles que possédaient leurs ordres. Ainsi, par exemple, Segura de la Sierra, commanderie castillane sur la frontière de Valence, ne pouvait être enlevée à l'ordre de Saint-Jacques.

(2) Le traité ne prévoit pas le cas où les prisonniers auraient été vendus en pays étranger. On vendait aux chrétiens les captifs mores, et souvent, quoique cela fût expressément défendu par les canons de l'Église (notamment par le concile de Valladolid en 1322), les chrétiens ne se faisaient pas scrupule de vendre leurs coreligionnaires aux musulmans. Voyez Capmany, *Comercio de Barcelona*, deuxième partie, p. 225.

(3) Cousin de Gomez Carrillo, décapité l'année précédente.

déclarés, et tout récemment impliqués dans la conjuration réelle ou prétendue de Gutier Fernandez. Viennent ensuite Gonzalez Lucio, le gouverneur de Tarazona, qui avait vendu cette place au roi d'Aragon; Lopez de Padilla, ancien chef des arbalétriers de la garde, qu'on s'étonne de voir parmi les émigrés après la part qu'il avait prise au meurtre de don Fadrique; Suer Perez de Quiñones, Diego Perez Sarmiento, Pero Ruiz de Sandoval, tous serviteurs dévoués de don Henri et déserteurs des drapeaux du roi; enfin Alvar Perez de Guzman, mari de dona Aldonza Coronel, et Garci Laso Carrillo, mari d'une autre maîtresse de don Pèdre, Maria de Hinestrosa. Par une faveur spéciale, ces deux derniers devaient recouvrer la jouissance de leurs biens confisqués, à l'exception pourtant de leurs forteresses, dévolues au domaine royal. Un délai de six semaines fut fixé pour la restitution des biens séquestrés sur les émigrés compris dans l'amnistie; l'inexécution de cette clause devait entraîner l'interdit sur le diocèse où ces biens étaient situés, et l'excommunication de tout le royaume, si leur valeur dépassait cent mille maravédis.

On remarquera que don Tello et don Sanche, frères du roi, bien qu'ils eussent accompagné don Henri dans son incursion en Castille, sont admis à jouir du bénéfice de l'amnistie. Le premier cependant est déclaré déchu de ses prétentions sur la seigneurie de Biscaye et les autres domaines de sa femme, dona Juana de Lara.

L'asile que le roi d'Aragon accordait aux onze personnages exceptés de l'amnistie était considéré comme une disposition temporaire; car les deux rois s'engagèrent pour l'avenir à ne recevoir dans leurs États aucun vassal rebelle. C'était renouveler la convention d'Atienza, si mal observée, comme on l'a pu voir.

Arbitre et signataire du traité, le légat prononça l'annulation des sentences rendues précédemment par don Pèdre contre les proscrits, maintenant amnistiés, et en même temps la révocation de celle que le cardinal Guillaume avait portée contre le roi de Castille. Cette dernière sentence, on le sait, excommuniait don Pèdre et mettait son royaume en interdit. A la formule assez vague employée par le cardinal Gui de Boulogne, au soin qu'il prend de rapprocher et de confondre en quelque sorte la sentence de son prédécesseur et l'arrêt du roi de Castille, enfin à l'affectation qu'il met à éviter les termes formels d'*interdit* et d'*excommunication*, il semblerait que le saint-siége n'eût pas approuvé le jugement du légat Guillaume, ou qu'il éprouvât quelque honte à rappeler l'usage impuissant qu'il avait fait de ses armes spirituelles. Cependant les mots d'*excommunication* et d'*interdit* reparaissent dans les clauses pénales, et le légat a soin d'ajouter que seul il aura le pouvoir de réconcilier avec l'Église le prince qui se serait rendu coupable d'une infraction au présent traité. A la peine religieuse, il eut soin d'ajouter une amende de cent mille marcs d'or, dont moitié pour le trésor apostolique et moitié pour la partie fidèle à ses engagements.

Les deux rois prêtèrent serment entre les mains du légat d'observer fidèlement les conventions précédentes. Avec eux, plusieurs riches-hommes et quelques communes, représentées par leurs procurateurs, répétèrent le serment, s'en rendirent cautions et apposèrent leur sceau sur les copies échangées par les chancelleries castillane et aragonaise. Cette intervention des communes dans un acte diplomatique montre le pouvoir de la bourgeoisie à cette époque et la part considérable que lui faisaient les rois dans les affaires politiques.

Mais des serments et des sceaux ne suffisaient point pour assurer l'exécution d'un traité : il fallait de part et d'autre donner des otages et livrer des châteaux en mains tierces. Il fut convenu que les otages demeureraient pendant quatre mois entre les mains du roi de Navarre, autorisé à les livrer à la partie lésée par une infraction aux stipulations précédentes. Quant aux châteaux, ils devaient être remis au cardinal-

légat, investi spécialement du pouvoir de nommer leurs gouverneurs et de recevoir leur serment et leur acte d'hommage (1).

On cherche en vain dans le long document que je viens d'analyser quelque article qui se rapporte à l'insulte faite au pavillon de Castille par l'amiral Perellòs. Il semble que cet outrage, cause d'une guerre acharnée, soit oublié complétement. Don Pèdre ne demanda et ne reçut aucune satisfaction, et les documents historiques que j'ai consultés ne rappellent cet événement que par une réclamation des négociants catalans dont les marchandises avaient été confisquées en représailles de l'attentat commis par Perellòs. Cette réclamation fut rejetée péremptoirement (2).

Le traité de paix fut bientôt suivi d'un traité d'alliance offensive et défensive entre les deux rois naguère ennemis, bien que des négociations délicates, et nécessairement d'une longue durée, fussent pendantes, au sujet de la fixation des frontières et de l'échange des prisonniers. Chacun promit à son nouvel allié d'être l'*ami de ses amis* et l'*ennemi de ses ennemis;* ils jurèrent en outre de s'entr'aider dans leurs guerres par l'envoi d'une escadre de six galères armées et payées pour quatre mois (3). Pierre IV n'avait tenu compte des serments jurés à son frère et à don Henri; il n'eut garde d'être plus scrupuleux à l'égard du roi de Grenade, à l'intervention duquel il devait la paix (4).

Encouragé par l'heureuse issue de son entremise, et voyant le roi de Castille tout occupé de son expédition contre les Mores de Grenade, le cardinal-légat crut l'occasion favorable pour faire acte d'autorité et pour juger, en vertu des pouvoirs qu'il tenait du saint-siége, les différends existant entre don Pèdre et les princes de sa famille. Le traité de paix entre la Castille et l'Aragon exceptait de l'amnistie l'infant don Fernand, le comte de Transtamare et quelques émigrés attachés à leur fortune, tous déclarés coupables de haute trahison par une sentence du roi. C'est ce jugement que le légat voulut reviser, et le moment était bien choisi pour n'avoir pas à craindre de contradiction. D'ailleurs le légat avait eu soin d'établir son tribunal dans une cour neutre, à Pampelune, auprès du roi de Navarre, et son jugement pouvait passer pour impartial, rendu loin des parties intéressées et du prince qui s'était fait leur protecteur. Le 18 août 1361, le cardinal cassa solennellement la sentence du roi de Castille, et réhabilita les deux princes, ainsi que deux de leurs serviteurs proscrits avec eux, Pero et Gomez Carrillo. Les motifs de cet arrêt doivent être rapportés ici comme faisant connaître les principes du droit féodal de cette époque.

(1) Zurita, t. II, p. 305. — Ayala, p. 326. — *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 39 seq. — Les décrets d'amnistie sont datés, celui de don Pèdre, du 7 mai, celui de Pierre IV, du 14 mai 1361. Même registre, p. 54 et 55.

(2) *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394, p. 77. Instruction aux ambassadeurs aragonais envoyés en Castille, le comte d'Osuna, le vicomte de Rocaberti, Gilbert de Centelles et Micer B. de Palou. Sans date, probablement octobre 1361.

(3) Le roi de Castille déclare qu'il n'aidera pas le roi d'Aragon en cas de guerre contre le roi de Portugal, et *vice versâ*, le roi d'Aragon ne lui donnera pas de secours en cas d'hostilités contre la Sicile. Ce traité d'alliance fut publié à Deza, le 18 mai, par don Pèdre, et le 22, à Calatayud, par Pierre IV. *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394, p. 60 et suiv. — Une copie avec quelques variantes sans importance, datée de Séville 15 juin, ère 1399 (1361), et signée par don Pèdre, fut ensuite adressée à la chancellerie d'Aragon. *Arch. gen. de Ar.*, *Pergamino*, n° 2267.

(4) Les négociations entre Pierre IV et Abou-Saïd sont attestées par Ayala et Zurita; il suffit de comparer les dates du traité de paix entre l'Aragon et la Castille, et de la guerre commencée par don Pèdre contre Abou-Saïd, pour reconnaître toute l'influence que la menace d'une diversion en Andalousie eut pour opérer un accommodement entre les deux rois. Je dois dire cependant que je n'ai trouvé aucune trace, dans les archives d'Aragon, d'une correspondance entre Pierre IV et l'usurpateur de Grenade.

Le jugement du roi de Castille, dit le légat dans son considérant, a été rendu à tort, attendu premièrement que les seigneurs déclarés coupables de félonie s'étaient dénaturés au préalable par acte solennel suivant la coutume d'Espagne; qu'ils avaient élu domicile dans les domaines du roi d'Aragon, et qu'ils étaient notoirement les vassaux de ce prince au moment de leur condamnation (1). Secondement, ils n'ont point été entendus sur le fait de rébellion à eux imputée pour leur conduite lors des événements de Toro, en 1355, et l'on ne peut en équité passer condamnation contre des accusés qui n'ont pas été défendus; troisièmement, ils ont été amnistiés lors de la pacification du royaume, en 1356, par un acte authentique portant le sceau pendant du roi; enfin, la sentence de trahison a été rendue contre eux à une époque où don Pèdre, ayant encouru l'excommunication du cardinal Guillaume, se trouvait dans un cas d'incapacité légale (2).

Au reste, en réhabilitant les proscrits, le jugement du légat ne contenait aucune clause pour obliger don Pèdre à leur rendre leurs biens et à révoquer sa propre sentence. Il ne changeait rien aux articles du traité qui obligeait l'infant et le comte de Transtamare à vivre éloignés des frontières de la Castille, et tout se bornait à une espèce de blâme contre le roi, qui ne tenait nullement à l'approbation de l'Église, pourvu qu'elle n'empiétât point sur son autorité. De fait, don Pèdre, si cet arrêt lui fut signifié, ne s'en inquiéta guère, et le roi d'Aragon, qui certainement en reçut copie, continua de montrer à son nouvel allié le plus grand désir de consolider la bonne intelligence entre leurs deux couronnes. Les articles du traité relatifs aux personnages exceptés de l'amnistie furent, en effet, les premiers et les plus fidèlement exécutés. L'infant don Fernand fut dépouillé de son office de *procurateur général,* et contraint d'aller résider en Catalogne (3). Don Henri avait quitté l'Espagne pour reprendre en France son ancienne vie de *routier*, offrant sa lance à qui voudrait lui donner des gages, et pillant partout où sa troupe de bannis se trouvait en force (4). Enfin l'échange des prisonniers s'accomplissait avec quelque lenteur, il est vrai, mais enfin suivant la lettre des conventions. C'était beaucoup que d'obtenir sur ce point l'obéissance des gens de guerre, accoutumés à regarder leurs prisonniers, surtout les Mores et les juifs, comme une propriété dont ils pouvaient faire commerce à leur gré (5).

(1) Voir l'Appendice.

(2) *Arch. gen. de Ar.*, registre 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 57-69. Pampelune, 10 août 1361.

(3) *Ibid.*, p. 77. Instructions données par Pierre IV à ses ambassadeurs auprès de don Pèdre. Le roi les charge de l'excuser pour le retard involontaire apporté à l'éloignement de l'infant, qu'une maladie a retenu à Valence quelques jours après l'expiration du délai fixé pour son départ par le dernier traité. Il est maintenant en Catalogne. — Cfr. Zurita, t. II, p. 307.

(4) Don Henri et don Sanche commirent des pillages dans la sénéchaussée de Carcassonne, au mois de juillet 1361. — Dom Vaissette, *Hist du Languedoc*, t. IV, p. 316.

(5) *Arch. gen. de Ar.* Instructions aux ambassadeurs, etc., registre 1394, p. 77.

Ibid., p. 38. — Lettre du roi d'Aragon à don Pèdre annonçant qu'il a rendu les prisonniers en son pouvoir, et réclamant des Mores et des juifs détenus par quelques riches-hommes castillans sous prétexte que ces captifs ne sont pas compris dans le traité. Barcelone, 22 novembre 1361.

Ibid., p. 39. — Lettre de Pierre IV à l'infant don Fernand pour lui ordonner de rendre sans délai les prisonniers mores ou juifs qu'il retient encore. Même date.

Ibid., p. 35. — Lettre de Pierre IV à don Pèdre pour réclamer dona Milia, nourrice (*ama*) de feu l'infant don Juan, et son fils, prisonniers en Castille. Barcelone, 18 septembre 1361.

Ibid., p. 90. — Lettre du roi d'Aragon à don Pèdre au sujet de la restitution de la rançon de prisonniers murciens. Valence, 3 mars 1362, etc.

J'omets plusieurs autres lettres dans lesquelles il est fait allusion à l'exécution des articles du dernier traité.

II

L'histoire ne doit pas se borner, ce me semble, au récit des événements politiques, elle doit encore enregistrer les faits qui font connaître les mœurs et les caractères des hommes d'autrefois. Avant de raconter les suites de la paix avec l'Aragon, je rapporterai, d'après Ayala, une anecdote remarquable, qui donnera une idée de ce qu'était alors la justice en Espagne. Elle contrarie singulièrement les idées romanesques que l'on se fait en général sur la loyauté qui présidait aux combats judiciaires; en outre, elle contient une accusation grave contre don Pèdre, et sur un point de son caractère jusqu'alors exempt de reproche; je veux dire ses sentiments de chevalier.

Peu après la mort de Gutier Fernandez, le roi, étant à Séville, *donna le champ*, c'est-à-dire autorisa un duel sous ses yeux entre quatre gentilshommes. Les demandeurs étaient deux écuyers léonais, Lope Nuñez de Carvalledo et Martin de Losada. Ils accusaient de trahison deux frères, écuyers de Galice, Arias et Vasco de Baamonte. On disait que cette provocation avait lieu à l'instigation du roi, et que le seul crime des défendeurs était leur parenté éloignée avec Gutier Fernandez. Les quatre champions étant entrés dans la lice avec le chambellan du roi, Martin Lopez, qui faisait les fonctions de maréchal du camp, on vit Lope Nuñez mettre pied à terre et courir çà et là dans l'arène comme s'il cherchait quelque chose. D'après la loi du duel, les combattants pouvaient se servir de tous les avantages qui s'offriraient à eux sur le terrain, par exemple ramasser des pierres s'ils en trouvaient et les lancer à l'ennemi. Par une interprétation judaïque de cette convention, des armes, qui se seraient trouvées *fortuitement* sur le lieu du duel, pouvaient être ajoutées à celles que les combattants apportaient dans la lice. Mais d'ordinaire on se rencontrait dans un enclos sablé, visité soigneusement d'avance par le juge qui présidait au combat, et il devait s'être assuré qu'il n'offrait que des chances égales aux deux parties. En outre, c'était le devoir du maréchal de veiller à ce qu'aucun des spectateurs ne vînt en aide aux champions, et, à cet effet, il entrait avec eux dans l'arène. Cette fois, la partialité du maréchal ne fut pas douteuse. Martin Lopez, qui paraissait comprendre seul l'action de Lope Nuñez, encore inexplicable aux assistants, caracolait dans la lice, et, chaque fois qu'il passait sur un certain endroit, il frappait la terre d'un long roseau qu'il tenait à la main. Ce signe n'échappa point à Lope Nuñez. Écartant le sable avec ses mains, il en retira quatre javelots évidemment enterrés à dessein. Il s'en servit et les lança de loin au cheval d'Arias Baamonte. Le cheval blessé, rendu furieux par la douleur, emporta son maître hors des barrières. Quitter la lice, même par suite d'un accident fortuit, c'était être vaincu (1). Aussitôt les alguazils se saisirent d'Arias et le livrèrent au bourreau, comme étant déclaré traître par le jugement de Dieu. On le tua sur la place. Cependant Vasco de Baamonte demeurait dans la lice et se défendait vaillamment contre ses deux adversaires, qui l'attaquaient l'un à cheval, l'autre à pied. S'avançant vers l'estrade du roi, il lui cria :

— Sire, quelle justice est-ce là?

Le roi ne répondit point. Alors Vasco, élevant la voix :

— Chevaliers de Castille et de Léon, s'écria-t-il, ne rougissez-vous pas de ce qui se passe aujourd'hui sous les yeux du roi notre sire? Quoi! dans un champ qu'il donne,

(1) Voir, dans le *Romancero du Cid*, le duel des fils d'Arias Gonzalo contre Diego Ordoñez. Rom., 24.

des armes cachées pour tuer ceux qui viennent y défendre leur prud'homie et leur noble sang!

Puis, continuant à se battre en désespéré, il donna tant d'affaires à ses deux assaillants que le roi, estimant sa valeur, et honteux un peu tard du rôle qu'il jouait, ordonna de séparer les champions et les déclara tous les trois prud'hommes. Ainsi se termina ce duel, que l'opinion publique jugea déloyal. Mais, si la partialité du roi pour les demandeurs y fut manifeste, il n'est pas certain qu'il fut complice de la trahison. On doit même signaler à ce sujet une variante remarquable dans les manuscrits d'Ayala. Dans les plus modernes, on lit que les quatre javelots avaient été cachés sous le sable par ordre du roi, tandis que ce fait est omis dans les manuscrits plus anciens. Il est donc permis de croire à l'interpolation d'un copiste malveillant (1).

Aux circonstances du duel que je viens de rapporter, on comprend que Froissart, admirateur enthousiaste des chevaliers de France et d'Angleterre, traite de barbares, en maint endroit de ses admirables chroniques, les chevaliers du reste de l'Europe, et surtout les Espagnols. Probablement, à cette époque, aucune lice de France ou d'Angleterre n'eût offert de spectacle semblable au combat de Séville. Un autre fait du même genre, et qui suivit de près le précédent, montre qu'on se piquait peu en Castille de cette loyauté chevaleresque qui, cherchant à égaliser les forces des champions dans les duels judiciaires, ôtait à ces absurdes épreuves quelque chose de leur atrocité. La même année, don Pèdre permit le combat en champ clos entre deux habitants de Zamora, dont l'un dans la force de l'âge, nommé Pero de Mera, accusait de trahison un certain Juan Fernandez, surnommé le Docteur, vieillard septuagénaire et accablé d'infirmités. Tous les deux étaient à cheval, mais le Docteur n'avait pas d'éperons. Hors d'état de diriger sa monture, il essaya de combattre à pied; mais, en voulant descendre de cheval, il se laissa tomber. Pendant qu'il était étendu à terre, immobile sous le poids de son armure, son adversaire survint, qui l'égorgea comme un animal à la boucherie (2). Telles étaient les mœurs du moyen âge, lorsque le vernis brillant de l'honneur chevaleresque n'en déguisait pas la barbarie.

P. Mérimée.

(La quatrième partie à la prochaine livraison.)

(1) Ayala, p. 330.
(2) *Idem*, p. 330, note 3. Abr.

LA

MOLDO-VALACHIE

ET

LE MOUVEMENT ROUMAIN.

Les deux principautés de Moldavie et de Valachie sont habitées par une population que l'on peut regarder comme parfaitement homogène, quoique beaucoup de Grecs aillent y chercher fortune et que plusieurs milliers de Zingares y croupissent dans leur décrépitude originelle. Les Turcs, suzerains du pays, ne se sont pas réservé le droit de s'y établir. Des hommes qui se disent et qui sont en effet les frères des Moldaves et des Valaques sont répandus dans la Hongrie orientale et remplissent la Transylvanie presque entière, la Bukovine et la Bessarabie. Le Dniester, les Carpathes, la Theiss, le Danube et la mer Noire forment une frontière naturelle autour de ces diverses provinces, partagées entre trois grands empires, et ce vaste territoire semble être ainsi disposé pour contenir une seule nation.

Les Daces ou Gètes, que les conjectures de la science rattachent à la famille des Thraces, occupaient vraisemblablement cette contrée dès la plus haute antiquité. Un sage vénéré par eux à l'égal d'un dieu, Zalmoxis, leur avait donné une religion et des lois, et à l'époque d'Auguste, leur domination s'étendait de la mer Noire à la Germanie. Rome en dut prendre ombrage, et, après avoir dirigé plusieurs expéditions contre les Daces, qui la contraignirent, sous Domitien, à acheter la paix à prix d'or, elle triompha de ces barbares par la main de Trajan. Au sommet de la colonne Trajane, qui nous a transmis les détails de cette guerre, on voit des peuples haletants, fugitifs, tout occupés à pousser devant eux des bœufs au pas lent, et jetant en arrière des regards pleins de tristesse et d'angoisse. Ce sont les Daces qui se dérobent aux poursuites d'un vainqueur sans pitié et disent à leurs champs dévastés un suprême adieu. En effet, la plupart de ceux qui ne succombèrent pas les armes à la

main furent rejetés par delà le Dniester. Les plaines qui s'étendent du Danube au pied des Carpathes se virent dépeuplées, et les montagnes conservèrent seules quelques débris de la race indigène.

La Dacie ne devait pas rester longtemps abandonnée. Il importait à ses nouveaux maîtres de la doter promptement d'une colonisation capable à la fois de féconder et de défendre cette belle province, ouverte aux invasions des barbares. Aussi, par les ordres précis de Trajan, des colons furent-ils appelés de tout l'empire sur la rive gauche du Danube. Rome repeupla ces contrées après les avoir conquises, et des constructions gigantesques marquèrent immédiatement sur le sol l'empreinte non encore effacée de son génie. Les peuples moldo-valaques sont les descendants des colons romains de la Dacie, et le nom de Roumains (*Roumani*) est encore aujourd'hui leur nom générique. Le nom de Valaques que l'Occident et la diplomatie leur donnent n'est pas autre chose que le mot de Vlasks ou de Welches par lequel les Slaves, leurs voisins, ont coutume de désigner les races latines en général et les Italiens en particulier.

Lorsque vinrent les grandes invasions des barbares, les colons de la Dacie furent refoulés, les uns dans les montagnes, qui gardèrent le nom de Dacie trajane, les autres sur la rive droite du Danube, où ils formèrent, sous le règne d'Aurélien, la Dacie aurélienne. Après le passage des Avares en Pannonie, au VIIe siècle, les plaines désertes retrouvèrent leur primitive population romaine, laquelle commença à se grouper en petits États qui sont devenus à la fin du XIIIe siècle la principauté de Valachie, et au milieu du XIVe celle de Moldavie. Quant aux colons de la Dacie aurélienne, ils restèrent campés de l'autre côté du Danube, s'allièrent aux Bulgares, avec lesquels ils fondèrent l'empire vlacho-bulgare, qui fut détruit par les Grecs, puis rétabli, et enfin renversé à tout jamais par les Turcs. Ces Vlasks, répandus depuis leur ruine dans la Thrace et la Macédoine, ont continué d'y vivre au milieu des Gréco-Slaves sous le nom de Kutzovlaques, de Morlaques et de Zinzares.

A partir du XIVe siècle, les Moldo-Valaques figurèrent activement dans l'histoire de l'Europe orientale sous le nom de Roumains, respecté en eux par les navigateurs génois ou vénitiens, et même par les papes, qui invoquaient pour les mieux flatter les grands souvenirs de la mère patrie. Quoiqu'ils fussent détachés de l'Église latine, ils devinrent de brillants champions de la chrétienté, au XVe siècle sous Mirce Ier et Étienne le Grand, au XVIe siècle sous Radu, au XVIIe sous Michel le Brave qui combattaient aussi pour l'unité roumaine. Cependant ils finirent par succomber, et la patrie roumaine resta morcelée entre les Autrichiens et les Turcs, jusqu'à ce que la Russie, pour prix de ses perfides services, vint en prendre aussi sa part. Les Moldaves et les Valaques reconnurent la suzeraineté du sultan. Sans doute, des capitulations, qui sont encore aujourd'hui les vraies bases du droit public des principautés, leur garantissaient un gouvernement libre et national, même dans cette condition de vassalité; mais la Porte Ottomane empiéta sur ces conventions, au point de remplacer bientôt, par des princes de son choix, les princes indigènes, élus par la nation suivant l'immémorial usage. Les Grecs du quartier du Fanar à Constantinople, en un mot les Fanariotes, qui avaient succédé aux juifs et aux chrétiens convertis à l'islamisme dans les fonctions d'interprètes du divan pour ses relations avec les peuples vaincus ou avec l'Europe; ces scribes si tristement célèbres, qui étaient arrivés ainsi à la richesse et à la toute-puissance, obtinrent la faveur suprême de gouverner pour les Turcs la Moldavie et la Valachie.

Les Fanariotes, après une tyrannie d'un siècle, se sont perdus par leurs propres excès; toutefois le sort a voulu qu'au moment de les renverser, les Moldo-Valaques aient accepté ou subi le secours d'une puissance voisine dont l'ambition est bien connue, et qu'en s'affranchissant du système fanariote, ils n'aient pas su se défendre du

protectorat russe, bien plus redoutable pour eux que la suzeraineté affaiblie de la Porte Ottomane. Heureusement, depuis l'exclusion des Fanariotes, il s'est manifesté dans la société valaque une tendance qui atténue singulièrement cette victoire de la Russie. Le sentiment national, qui avait été comprimé, mais non étouffé, en Moldo-Valachie, s'est réveillé avec vivacité, avec puissance. Pressés au nord par les Slaves russes et polonais, au midi par les Slaves illyriens de la Bulgarie et de la Servie, à l'ouest par les Slaves tchèques des pays slovaques et par les Magyares, les Moldo-Valaques ont puisé dans cette situation une vue nette et précise de leur individualité roumaine. Par une conséquence naturelle de leur origine et de leur civilisation latines, ils étaient d'ailleurs plus qu'aucune autre race de l'Europe orientale disposés à saisir vivement et à s'assimiler promptement les idées nouvelles qui triomphaient avec tant d'éclat dans l'Europe latine ; ils recevaient ainsi à cœur ouvert les encouragements qui leur venaient de la France. Inspirés, comme les Magyares et les Illyriens, les Tchèques, les Polonais, les Hellènes, par le sentiment de la race, les Valaques se sont donc mis à chercher la civilisation dans le progrès logique et le perfectionnement de leur nationalité, et, non moins heureux que les patriotes illyriens, ils ont rencontré une sympathie vivifiante chez toutes les populations de leur sang divisées entre les trois empires de Turquie, de Russie et d'Autriche. Le mouvement roumain, c'est ce travail politique des savants et des écrivains de la Moldo-Valachie, de la Transylvanie, de la Bessarabie et de la Bukovine, pour la réunion des huit millions de Roumains qui ont survécu à dix-sept siècles de cruelles épreuves. Du point de vue du principe de la nationalité fondé sur l'idée de race, ce peuple mutilé ne forme dès à présent qu'un seul corps, et le vaste territoire qui le contient dans son unité s'appelle la Romanie, sinon dans la langue des traités, au moins dans celle du patriotisme.

I

Sitôt que, venant de l'ouest, on a franchi la Theiss, on est dans cette Romanie idéale. J'allais de Pesth, à travers la Transylvanie, à Bucharest, la *ville de la joie*, capitale de la Valachie et foyer principal de l'activité roumaine (1). J'avais ainsi à parcourir les montagnes où la race est restée le plus intacte et les plaines où elle a le plus souffert, et je devais y rencontrer à chaque pas ou d'anciennes villes ou des ruines romaines : ainsi, Gyula (*Alba-Julia*), Clausembourg (*Clusium, Claudiopolis*), Hatzeg (*Ulpia-Trajana*), Hermanstadt (*Prætoria-Augusta*), le passage et les débris de la Tour-Rouge (*Turris Trajana*), puis la voie Trajane suspendue au flanc des rochers au-dessus de la rivière torrentielle de l'Olto (*Aluta*). En tournant un peu à droite du côté du Danube, j'arrivais à Turnu-Severinu (*Turris Severi*) dont je contemplais les ruines, avec celles du pont de pierre jeté par Trajan sur le Danube en cet endroit, l'un des plus beaux de la Valachie, après quoi je pénétrais par les riantes collines du banat de Craïova dans les plaines immenses au milieu desquelles la ville quasi-française de Bucharest attend le voyageur épuisé par les fatigues d'une route pénible, mais ravi par la beauté des sites et par celle des populations.

Cette beauté des sites ne se révèle toutefois qu'à quelque distance de Bucharest. On doit même avouer que l'entrée du pays roumain par la Hongrie septentrionale offre d'abord un aspect désolant. L'on se trouve tout d'un coup au milieu d'une de ces steppes incultes, désertes, uniformes, qui ne sont point entièrement rebelles à la culture, mais que la charrue délaisse volontiers pour un sol plus généreux non encore

(1) Le nom roumain de Bucharest est Bucuresci, qui se prononce Boucouresti.

envahi tout entier par le travail. De loin en loin, des tertres dus à la main de l'homme et destinés sans doute à marquer des sépultures d'une époque reculée, quelques puits à bec de grue placés sur la route par l'hospitalité prévoyante, puis, au milieu de cette plaine et jusqu'au bout de l'horizon, un long ruban de terre grasse et noire qui indique le chemin battu, voilà toutes les traces humaines que vous découvrez durant une laborieuse journée de marche. Il vous tarde d'apercevoir les monts de la Transylvanie, qui vous apparaissent enfin au sortir de la ville moitié magyare et moitié valaque de Gross-Vardein, et alors vous jouissez de tout l'agrément du contraste, jusqu'à ce que vous retombiez des Carpathes dans les plaines mal cultivées qui entourent Bucharest. C'est dans les montagnes de la Transylvanie et du banat de Craïova que la population se présente avec la vraie physionomie de la nationalité roumaine.

Le paysan roumain, douloureusement opprimé par les Magyares et les Saxons en Transylvanie et par ses propres boyards en Moldo-Valachie, a conservé, sur son large front encadré de longs cheveux noirs et dans ses yeux caressants ornés d'épais sourcils, tous les signes d'une intelligence vive et prompte, pénétrante et mobile. L'indigence, au lieu de l'asservir aux tristes préoccupations du désespoir, a simplement aiguisé la verve railleuse par laquelle il sait se venger de ses souffrances. Son imagination vive, alerte, détachée des maux du présent, aime d'ailleurs à se reporter vers les temps d'autrefois, où elle plane à plaisir dans les régions du merveilleux. Le paysan roumain montre donc en lui la précieuse alliance de l'enthousiasme et de l'ironie. Enfin, grâce à cette atmosphère orientale dans laquelle il a continué de vivre, il n'a point perdu cette gravité aimable et simple qui fut le partage des peuples anciens et qui n'appartient plus guère aujourd'hui qu'aux barbares.

C'était au cœur de l'hiver que je visitais la Moldo-Valachie, et, bien que la température fût des plus rigoureuses, les paysans, dans les villages ou au sein des villes, étaient généralement vêtus de toile, mais avec une élégance aussi ingénieuse que le permet cette misère. Les femmes portaient une longue chemise blanche avec un jupon bordé de rouge et de bleu, entièrement ouvert sur les côtés depuis la ceinture, la tête enveloppée dans une coiffe blanche qui flottait sur leurs épaules. La plupart marchaient pieds nus, les autres avec la sandale nouée autour de la jambe par-dessus une pièce de laine rouge, grise et noire. Les hommes avaient aussi la sandale ou les pieds nus, avec un large pantalon et une longue blouse de toile, en forme de tunique, serrée à la ceinture, et un vaste chapeau ou un bonnet de peau de mouton taillé en forme de casque. Enfin, les plus aisés se tenaient drapés dans des manteaux d'étoffe grossière, avec une fierté digne d'empereurs romains ou de mendiants de Callot. Quelquefois des scènes affligeantes venaient assombrir le tableau. Ici, au sommet d'une montagne où soufflait un vent glacial, c'était un enfant nu qui demandait l'aumône. Ailleurs, et jusqu'aux portes de Bucharest, c'étaient des familles entières qui vivaient entassées, loin du jour, dans des cabanes souterraines. Puis, par une opposition qui se reproduit naturellement, tout à côté de cette misère, de joyeuses *villas*, de splendides et opulents monastères, bâtis sur le penchant des collines boisées, s'offraient à mes regards. Des traîneaux élégants ou des voitures de la forme la plus légère traversaient la route avec des attelages impétueux et des cochers de la dernière audace. De nobles boyards voyageaient, nonchalamment étendus sur des lits et des coussins moelleux, au fond de ces commodes équipages, suivis de leur batterie de cuisine, sûrs d'arriver avant la nuit à quelque maison amie où l'hospitalité les attendait, ou du moins d'improviser quelque bon repas sous le toit d'un paysan, si le hasard les condamnait à ce pis aller.

Pour moi, qui étais entré dans les principautés sans précautions et sans appui, j'en étais réduit à la pitance des paysans valaques, et, pour toute hôtellerie, j'avais

le soir leurs huttes informes. Je partageais donc avec eux le traditionnel gâteau de maïs, la *mamaliga* nationale, et leurs lits de planches mal jointes, recouverts quelquefois de paille et plus souvent d'une seule natte de jonc. J'étais cordialement fêté par mes hôtes, qui s'empressaient toujours d'être agréables à un *Wlask* de l'Occident, et, pour peu qu'il y eût là quelque Zingare muni de son violon, je pouvais compter sur des danses pittoresques et joyeuses. Dans les villages de la frontière occidentale et dans les petites villes de l'intérieur de la Moldo-Valachie, on trouve souvent, au fond de ces cabanes si chétives, de pauvres employés de la poste, qui, élevés à Bucharest, parlent convenablement le français, et alors on peut puiser à loisir aux sources mêmes des traditions populaires. Les légendes ne manquent pas : elles sont en général patriotiques ou religieuses, et, dans les deux cas, il est rare qu'elles ne mêlent point les temps modernes avec les temps anciens, les héros du moyen âge avec les héros romains, les dieux du paganisme avec ceux de l'Olympe chrétien. Dans ces récits, où la gaieté entre toujours pour quelque chose, les saints s'humanisent, les saintes ne sont ni revêches ni mystiques, et Vénus, entourée des Ris et des Plaisirs, règne encore, à côté des apôtres et de la Vierge, dans le paradis des paysans roumains. Il est pourtant un personnage particulièrement cher à l'imagination des Roumains, et qui leur apparaît toujours entouré de gloire et de puissance : c'est le vainqueur du roi Décébale, c'est Trajan lui-même. Ils ne retrouvent pas seulement sa trace glorieuse dans les ruines des monuments élevés par lui sur le territoire national, ils croient reconnaître aussi sa présence dans les grandes manifestations de la nature. La voie lactée, par exemple, c'est le chemin de Trajan ; l'orage, c'est Trajan qui gronde ou qui menace; enfin, tout ce qui porte l'empreinte de la force et de la grandeur, c'est l'œuvre de Trajan, dont l'ombre paternelle n'a point cessé de veiller sur les destinées de la Romanie. Les patriotes valaques se plaisent à admirer dans cette croyance le culte naïf de la nationalité, et, dans l'ardeur de leur foi en une religion pareille, ils souhaiteraient volontiers, je pense, que l'on mît partout l'image du *divus Trajanus* à la place des saints de leur Église, trop suspects de partialité pour les Russes.

Bucharest reproduit assez fidèlement les mœurs et la physionomie de toutes les populations valaques. Bien que la race n'y ait point ce degré de pure et franche beauté auquel elle atteint dans les sites agrestes de la Transylvanie et du banat de Craïova, on y peut en revanche observer les classes élevées de cette population sous un jour nouveau et plein d'attrait. Bucharest, avec ses maisons blanches et ses cent dix églises d'un style byzantin, ornées chacune de plusieurs clochers, s'étend, à perte de vue, dans une plaine sans fin du côté de l'est, et terminée au nord-ouest par les lointains glaciers des Carpathes. A peine a-t-on franchi les barrières, gardées par une police des plus minutieuses, que l'on se sent au milieu de l'agitation d'une grande ville, et que l'on y peut constater toutes les traces d'une civilisation qui commence et qui marche. A côté de quelques bouges repoussants, bâtis à moitié sous terre, et de huttes enfumées, inabordables, à côté de ces maisons disséminées comme en un grand village, de riches magasins et de somptueux hôtels s'élèvent chaque jour en se rapprochant, et ainsi, chaque jour, la capitale de la Valachie se dépouille de son caractère oriental pour prendre l'aspect des villes de l'Occident.

Aussi bien, de tous les points de la principauté, la noblesse afflue à Bucharest; il est de bon ton d'y séjourner en hiver. La noblesse de Moldavie se porte de la même façon à Jassy, qui offre également beaucoup de ressources à l'oisiveté. Cependant les boyards moldaves ne dédaignent point de passer quelquefois la saison à Bucharest, qui est le vrai centre de la Romanie, et qui se pique de mériter son nom de *ville de la joie*. Ils viennent tranquillement s'abreuver aux ondes enchantées de la Dembovitza, dont, suivant un dicton populaire, l'on ne se rassasie jamais, et qui vous

attache à ses rives par le plaisir d'y puiser toujours (1). L'hiver rassemble à Bucharest tous les hommes lettrés ou aisés de la Valachie; mais, au printemps, ils se hâtent de retourner vers leurs villas dans les montagnes, à moins qu'ils ne préfèrent remonter d'un trait le Danube, pour aller chercher de nouveaux amusements à Vienne, ou, si quelque patriotisme les guide, pour venir étudier les peuples latins, les frères aînés des Valaques, l'Italie par exemple, « où la colonne Trajane, comme le dit le poëte roumain Assaki, représente l'Ister pliant sous le joug romain, et où les tombeaux des ancêtres parlent encore de courage et de vertu. » La jeunesse tient à honneur de suivre ces salutaires inclinations de l'esprit roumain. Après avoir parcouru la France en explorateurs sympathiques, les Moldo-Valaques accomplissent donc leur pèlerinage à Rome, d'où ils ne sortent point sans emporter avec eux l'image de l'airain vénéré sur lequel est inscrit l'acte de naissance de la nation roumaine.

Il est peu de boyards qui ne fassent aujourd'hui le voyage de France et d'Italie. Aussi, sauf l'usage oriental d'offrir les pipes, les confitures et les sorbets à tout visiteur, les salons de Bucharest ne diffèrent-ils en rien des nôtres. Nos journaux et nos livres sont déployés et ouverts sur les tables; si l'on ne chante point quelque morceau de nos opéras, on lit à haute voix nos vaudevilles à la veillée; on y discute notre politique avec passion; l'on y sait par cœur nos hommes d'État, qui se gardent bien de payer de retour. Enfin nous y sommes reçus, si obscurs que nous soyons, avec un empressement fraternel, et aussitôt nous avons lieu de nous y sentir comme en famille. On a peu le loisir ou l'occasion de se rappeler qu'à Bucharest l'on est dans un pays vassal de la Porte Ottomane. A la vérité, rien n'y marque son pouvoir; il n'y a là ni croissant, ni minarets, ni trace aucune d'un Turc, et un drapeau à trois couleurs, qui porte dans ses plis l'aigle romaine avec la croix dans son bec, flotte seul à la tête des bataillons d'une milice disciplinée à l'européenne.

Il y a seulement un demi-siècle, ce pays qui prend aujourd'hui si promptement tous les dehors de notre civilisation, soumis encore à la dangereuse influence des Fanariotes, gémissait dans les liens d'une civilisation toute byzantine. Tandis que le peuple souffrait d'exactions odieuses, les boyards, enveloppés dans leurs longues robes asiatiques qui convenaient à leurs goûts de satrapes, entourés d'esclaves zingares, donnaient à l'Europe le spectacle de chrétiens enchaînés aux mœurs dissolues du Bas-Empire et de l'ancien Orient. Bucharest, composé de grands villages réunis, au milieu desquels s'élevaient quelques hôtels de belle apparence, n'était qu'une ville orientale inférieure peut-être aux grandes villes de la Turquie slave. Enfin, les paysans de la plaine habitaient presque généralement dans des huttes souterraines. Par quelle heureuse révolution la face du pays s'est-elle ainsi transformée en si peu de temps? Comment les cultivateurs sont-ils sortis du sein de la terre? comment les boyards se sont-ils arrachés à leur oisiveté énervante? comment ont-ils dépouillé ces vêtements de femmes qui les distinguaient de la société européenne? comment des hommes tombés au-dessous des Grecs du Bas-Empire sont-ils redevenus si lestement d'excellents patriotes roumains, tout appliqués à nous ressembler par le dehors et par le dedans? C'est l'effet de cette vive ardeur que l'excès de l'oppression, d'abord gréco-turque et depuis gréco-russe, a réveillée en eux, et de ces aptitudes variées que les races latines ont toujours mises avec plus ou moins de constance au service de toutes les causes. Le sol de ce pays, cet excellent fonds roumain, était disposé tout exprès, en quelque sorte, pour recevoir et pour féconder cette plante d'importation étrangère que l'on appelle la civilisation latine. Aussi y a-t-elle grandi, non point

(1) D'ambovitza, apa dulce!
Qui ne obea nu se mai duce.
« Dembovitza, eau douce! qui en a bu ne s'en va plus. »

comme sur le sol slave en Russie et en Pologne, sans pousser de racines et tout étiolée, mais par une croissance naturelle et un développement rapide qui indiquent assez combien elle se sent à l'aise sous ce climat fait pour elle. Si donc un sentiment de justice ne nous permet d'être indifférents ni aux malheurs de la Moldo-Valachie, plus profonds que ceux de la Grèce et de la Pologne, ni à sa renaissance morale et politique, si heureusement commencée, nous devons aussi nous sentir portés vers cette nationalité roumaine par une sorte d'intérêt de famille, en songeant qu'elle s'est conservée et qu'elle revit à présent par le génie des peuples latins et par la vertu féconde de nos croyances et de nos mœurs.

Telle était du moins la pensée avec laquelle j'abordais l'étude du roumanisme, après avoir constaté jusqu'à quel point paysans et nobles sont fiers de leur parenté et ont conservé le droit de s'en vanter devant l'Europe.

II

Bien que les Roumains aient emprunté à l'Orient l'art de ne point dire plus qu'ils ne veulent, ils sont expansifs et diserts. Ils savent se passionner à propos en parlant de leur pays, et ils ont tant à cœur de n'être point confondus avec les populations très simples, mais très-peu éclairées, de la Turquie slave, qu'ils ne négligent aucune des ressources de leur esprit pour se faire connaître avec avantage. J'écoutais avec curiosité et surprise ces narrations vives et complaisantes dans lesquelles de vieux patriotes du temps des princes grecs, des orateurs de l'assemblée nationale et de jeunes publicistes m'exposaient les vicissitudes de la Romanie. Leur langage n'annonçait point la simplicité forte et confiante des Illyriens, ni l'enthousiasme bruyant et triste des Magyares. C'était une parole limpide et pénétrante, qui révélait une très-forte préoccupation d'intéresser et de plaire. Ils ne cherchent point à justifier les choses d'autrefois; mais, joyeux de voir avec quelle ardeur la génération d'à présent travaille à réparer les maux du passé, les vieillards eux-mêmes aiment à dire : Nos fils vaudront mieux que nous!

J'écoutais également l'autre parti, que l'on persiste à nommer fanariote, même depuis la ruine du Fanar primitif, et qui se compose de quelques Valaques mêlés à un grand nombre de Grecs et inspirés par eux (1). J'admirais malgré moi ces intelligences lucides et souples, raisonneuses et sophistiques, habiles à feindre l'enthousiasme au point de le communiquer pour mieux faire qu'on se livre, et capables, au besoin, de vous entourer de toutes les séductions du plaisir et des arts afin d'ouvrir la voie aux ruses de leur éloquence. Oui, j'admirais dans les Fanariotes les héritiers bien reconnaissables de ces Byzantins qui, même dans leur décadence, portèrent jusqu'aux dernières limites les raffinements de l'esprit; mais l'histoire et la situation présente de la Moldo-Valachie me rappelaient aussi qu'après tout ces dons merveilleux ne sont que la plus haute expression de la science du mal mise au service des ennemis de la race roumaine. Qu'est-ce en effet que le mouvement politique, intellectuel et moral de la Moldo-Valachie depuis deux siècles, sinon la lutte constante de la nationalité roumaine contre l'influence oppressive et corruptrice des Grecs, naguère travaillant pour le compte du Fanar, et, à l'heure qu'il est, de compte à demi avec le panslavisme russe?

(1) Ce mot de Fanariote n'est point employé exclusivement pour désigner les Grecs établis dans la principauté, mais plutôt un parti animé de l'esprit des anciens princes du Fanar. Il y a en ce sens des Roumains qui sont devenus Fanariotes, tandis qu'il y a des Grecs qui sont devenus Roumains; toutefois, il faut l'avouer, c'est le très-petit nombre.

Jamais la race turque ni l'esprit musulman ne se sont trouvés vraiment aux prises avec la langue et les institutions roumaines. La brutalité et l'ignorance des anciens sultans ont pu détruire l'indépendance du pays, elles ont pu le livrer au bon plaisir des Fanariotes, y souffrir les empiétements des Russes; mais les coups ont été portés directement par la main des Grecs. C'est la langue, ce sont les mœurs des Grecs qui ont failli étouffer la langue et les mœurs roumaines, et aujourd'hui que les sultans plus éclairés sont aussi plus respectueux pour le droit des principautés, la querelle est beaucoup moins que jamais entre les Moldo-Valaques et les Turcs, et tout autant qu'à aucune époque entre la race roumaine et les Fanariotes flanqués des Russes. Il importe, pour l'intelligence des origines et des progrès du mouvement roumain, d'indiquer les causes de cette animosité séculaire.

Les Grecs raïas de l'empire ottoman avaient porté leurs regards sur la Moldo-Valachie avant que les scribes fanariotes, devenus princes ou hospodars, y eussent conduit une foule d'aventuriers de leur nation liés à leur fortune. Dès le XVe siècle, sous prétexte de commerce, beaucoup de ces chrétiens de Constantinople s'étaient fixés dans les pays roumains et s'étaient peu à peu glissés dans les emplois publics, dont ils avaient bientôt abusé. La susceptibilité roumaine avertie songea dès lors à leur en fermer l'entrée par des lois expresses ; mais rusés, patients, infatigables, les Grecs s'appliquèrent à miner sourdement cet obstacle fâcheux pour leurs calculs, et, ayant réussi sous le gouvernement d'un prince qu'ils avaient su se rendre favorable, ils mirent l'administration et le pays au pillage. De là des conspirations nationales contre le prince et les Grecs ses affidés. La première n'aboutit qu'à la mort des jeunes patriotes, qui l'avaient conçue peut-être avec trop de légèreté. La seconde, qui avait pour objet de venger ces victimes, ces martyrs vénérés, en même temps que de délivrer le pays, entraîna le peuple entier et le poussa à un massacre des Grecs. Ceux-ci n'étaient point gens à se rebuter pour de tels échecs ; ils revinrent peu à peu par des chemins de traverse, puis furent de nouveau culbutés et chassés en masse, mais sans désespérer encore d'un succès, qu'ils emportèrent d'assaut au commencement du XVIIIe siècle, par l'élévation du Fanariote Nicolas Mavrocordato à l'hospodarat successif de Moldavie et de Valachie. Les Grecs exercèrent les plus terribles représailles; ils firent tomber toutes les têtes qui leur portaient ombrage; ils se livrèrent à toutes les exactions, dilapidèrent la fortune publique, ruinèrent les particuliers, proscrivirent la langue roumaine avec tous les souvenirs de la nationalité, et renouvelèrent sur un petit théâtre les bacchanales politiques des plus mauvais jours de l'empire romain. Cette persécution inouïe, inénarrable, dans laquelle le poison joua son rôle comme le glaive, recommença sous chacun des princes du Fanar en Moldavie et en Valachie. La pensée que ce pays était une proie offerte au Fanar finit par se populariser parmi les Grecs de Constantinople. Un établissement en Moldo-Valachie devint le but de quiconque avait envie de faire fortune. Les enfants quittaient de bonne heure la famille, pourvus de quelque industrie de hasard à l'aide de laquelle ils s'introduisaient avantageusement dans les principautés et pouvaient y briguer d'honnêtes fonctions dont le prince n'était point avare. Une nation étrangère se substituait ainsi à la nation roumaine, ou plutôt les Roumains étaient devenus étrangers dans leur propre patrie (1).

(1) Le plus ordinairement les Grecs arrivaient là avec l'humble et traditionnel métier de *pâtissiers* et de *marchands de limonade*. Aussi était-il passé en habitude à Constantinople que les accoucheuses, en recevant le nouveau-né du sein de sa mère, lui souhaitassent d'être un jour *pâtissier, marchand de limonade et prince de Valachie*. L'histoire des Fanariotes a été écrite par un Hellène, M. Zalloni, qui les signale avec une grande connaissance de cause à la défiance de ses concitoyens de l'Hellade, auxquels, en effet, ils n'ont jamais rendu que de très-mauvais

Cependant ceux des Moldo-Valaques qui n'avaient point perdu le courage ou l'énergie et qui n'avaient point déserté la langue nationale pour la langue grecque, l'intérêt du pays pour l'intérêt des Fanariotes, ne cessaient de protester par leurs larmes, leurs gémissements et leurs actes. Quant aux Turcs, si imprudemment endormis alors sur leurs triomphes passés, ils s'obstinaient à fermer les yeux. Pour détruire la puissance que les Grecs s'étaient assurée, il fallait que le peuple roumain retrouvât quelques-uns de ses élans d'autrefois, et se levât en masse contre ses oppresseurs, sans effrayer toutefois les Turcs, ces maîtres insouciants et mal renseignés, qui n'étaient coupables que d'aveuglement et d'indifférence. C'est ce qui eut lieu en 1821 dans des circonstances presque solennelles, qui, en mettant les Roumains aux prises avec les Fanariotes et avec tous les Grecs, sur le terrain le plus élevé, montrent sous son vrai jour le caractère de leur animosité sanglante.

Au moment où les Moldo-Valaques, sous la conduite d'un chef résolu, Théodore Vladimiresco, se déclaraient en état de révolution flagrante, et prétendaient substituer des princes nationaux aux princes fanariotes, le président des hétairistes, Alexandre Ypsilanti, s'élançant de la Russie méridionale vers la Grèce, était entré sur le territoire des principautés et appelait les Moldo-Valaques à la guerre de l'indépendance au nom de l'intérêt chrétien et hellénique. Bien que la cause des Hellènes du Péloponèse ne fût point liée à celle du Fanar, dont ils n'avaient guère éprouvé jusqu'alors que des vexations, bien que la condition de l'Hellade pût paraître assez semblable à celle de la Romanie, qu'arriva-t-il cependant? C'est que Vladimiresco et les Moldo-Valaques refusèrent de s'associer aux projets d'Ypsilanti et des Grecs; c'est qu'ils aimèrent mieux rester les vassaux des Turcs que de courir la chance d'un affranchissement en commun avec les Grecs. Vladimiresco promit de livrer passage aux compagnons d'Ypsilanti, impatients de pénétrer dans la Turquie slave, en les engageant à compter encore sur l'hospitalité roumaine en cas d'échecs; mais il déclara qu'il ne voulait, pour sa part, qu'exercer sur les Turcs une pression morale et chasser à tout jamais les Fanariotes des principautés. On sait que les hétairistes furent battus par les troupes ottomanes, qui apportaient aux Valaques des paroles consolantes et qui leur devaient, en effet, de la reconnaissance autant que de la justice. Toutefois, avant que cette crise arrivât à son terme, elle avait été marquée par un incident sinistre. Vladimiresco, pris dans un piége sous prétexte de conférences et de négociations, avait été assassiné, coupé en morceaux, jeté à la voirie par la propre main des deux aides de camp et du secrétaire d'Ypsilanti. Ainsi le premier objet que le roumanisme moderne ait vu en naissant, c'est le cadavre en lambeaux du meilleur des patriotes immolé à la vengeance des Grecs. La pensée nationale était donc entraînée par la déplorable fatalité des événements et par des crimes nouveaux à une lutte sans merci contre l'influence grecque, que les Turcs, mieux instruits et mieux inspirés, étaient enfin décidés à lui sacrifier entièrement.

Avant de suivre le roumanisme dans ses diverses évolutions, il est urgent de remarquer combien la tentative de Vladimiresco tirait de force du développement scientifique et littéraire qui, du fond de la méditative et studieuse Transylvanie, s'était propagé dans les principautés du Danube, et avait préparé la rénovation politique et sociale du pays par le réveil des lettres. La Transylvanie, qui est le théâtre d'une affreuse indigence, n'en est pas moins l'un des pays les plus éclairés de l'Orient. Luther et tous les novateurs y trouvèrent des disciples, Louis XIV des alliés, Voltaire et Rousseau des admirateurs intelligents. L'histoire de la nationalité roumaine n'y avait jamais été oubliée entièrement. A une époque où les Moldo-Valaques, immobi-

services avant ou depuis la guerre de l'indépendance. Le *Magazinu historicu* de Bucharest a publié aussi une histoire des hospodars fanariotes écrite au point de vue roumain.

lisés dans leur pensée religieuse et isolés par le schisme oriental, se contentaient encore de posséder les Écritures en langue roumaine, les Welches de la Transylvanie, caressés par le luthéranisme, qui exaltait l'usage de la langue vulgaire dans l'Église et dans l'enseignement clérical, avaient des prédicateurs et des écoles qui, tout en restant fidèles à leur foi, se ressentaient du mouvement religieux avec lequel ils étaient en contact. Lorsque la langue roumaine, après avoir échappé à la domination du slavon, qui est le latin de l'Église d'Orient, fut étouffée par les écoles grecques élevées à Bucharest et à Jassy, et par tout l'ensemble du système fanariote, les Valaques transylvains sentirent que le dépôt de la langue nationale était tout entier en leurs mains, et que, s'ils l'abandonnaient au peuple des campagnes, cette langue dépérirait ou resterait du moins inculte. Ils l'entourèrent donc d'une vénération profonde sans que les Magyares songeassent à les en empêcher, et sans essayer de s'en faire une arme contre les Magyares, qui étaient des maîtres peu commodes, mais qui n'avaient point encore inventé le magyarisme. Il y eut çà et là d'humbles travaux de grammaire et d'histoire. Un événement tragique vint toutefois secouer les imaginations et les entraîner pour un instant dans des voies plus larges. Le sentiment public, aiguillonné par la faim, avait retrouvé une subite puissance qui arma les populations, et se personnifia dans un paysan du nom de Hora. Sa pensée était nationale sous une forme qui semblait seulement sociale. Hora voulait l'extermination des seigneurs, parce qu'ils étaient Magyares en même temps que seigneurs, et il n'aspirait pas à moins qu'à recommencer l'œuvre d'unité si vainement tentée par tous les grands princes de l'ancienne Moldo-Valachie. Après avoir frappé les Magyares de la Transylvanie et de la Hongrie orientale, il réservait des coups terribles pour les Fanariotes des deux principautés du Danube. Hora avait pris le titre d'empereur de la Dacie. A la suite d'exploits hardis qui révélaient en lui plus qu'un aventurier, il fut battu par les Impériaux, et expia son audace trop hâtive par l'horrible supplice de la roue. Cette idée de relever et de réunir toute la nation roumaine dans le territoire de l'ancienne Dacie ne fut point perdue; quoique désarmée et suppliciée dans la personne de Hora, cette nation se transformait pour continuer pacifiquement et ardemment les humbles études de grammaire et d'histoire dans lesquelles revivaient encore la langue et les traditions roumaines.

La poésie elle-même, émue profondément par ce coup de foudre qui venait d'éclater sur la Transylvanie, sortit bientôt du cœur du peuple où elle se tenait cachée par humilité, et sous le voile de la fable ou à visage découvert, elle parla au pays de l'avenir comme l'histoire lui parlait du passé (1). Ce mouvement littéraire, qui appartient aux premières années de ce siècle, est bien distinct de celui qui est né vers 1837 sur le même terrain, lorsque les Roumains y furent menacés et traqués par les Magyares. Tandis que celui-ci a été principalement défensif et politique et s'est tenu renfermé presque exclusivement dans la lutte des races de la Hongrie, celui-là, principalement littéraire, s'est accompli en vue de la Romanie et de l'unité roumaine. C'était un patriotique appel aux écrivains de la Moldo-Valachie, silencieux sous la terreur du joug fanariote, peu hardis à se vanter de leur nationalité et entourés de périls s'ils la servaient (2). L'appel fut entendu, et les Moldo-Valaques, chez qui

(1) Les noms les plus distingués de cette petite école sont ceux de Giorgovici, de Pierre Maïor, de Chichendela, de Sincaï et de Samuel Clein. Giorgovici s'est occupé principalement de grammaire, Pierre Maïor a traité des origines roumaines, et Chichendela a publié des fables qui sont devenues populaires. On ne doit pas oublier le savant Lazare, qui a puissamment contribué à la réorganisation des écoles nationales en Valachie.

(2) La Moldavie avait des chroniques en latin ou en roumain, telles que celles de Demetrius Cantemir, écrites au commencement du XVIIIe siècle. A la fin de ce même siècle, un membre de

l'idiome roumain avait perdu tout droit politique au profit du grec, devenu langue officielle, eurent la satisfaction, sinon de changer complétement un état de choses si blessant pour leur fierté nationale, au moins de diminuer l'autorité du grec dans les relations privées et de rendre au roumain avec éclat une influence politique. Les deux principautés écoutèrent avec surprise et avec tressaillement ces accents nouveaux qui répondaient au secret langage de leur cœur et qui flattaient singulièrement leur désespoir, arrivé à son terme. Ce mouvement littéraire affluait, pour ainsi parler, dans le mouvement politique qui poussait Théodore Vladimiresco à la révolte; le ruisseau venait grossir le fleuve, et ce grand courant d'opinion, dont la source remontait à l'invasion des Turcs et des Grecs en Moldo-Valachie, allait enfin déborder sur cette terre encombrée, vider les écuries d'Augias en entraînant les Grecs, et déblayer le sol généreux de la Romanie.

On était arrivé en 1821. La Porte Ottomane accorda un hatti-schérif qui consacrait en partie cet heureux événement « en considération de l'*ingratitude* des Grecs et de la *fidélité* des Valaques. » Grégoire Gicka fut nommé hospodar en Valachie et Jean Stourdza en Moldavie. La Romanie se voyait ainsi replacée sous l'administration d'un pouvoir national. Ce pouvoir n'était pas encore électif comme aux temps de l'indépendance et n'amenait pas à sa suite la vieille constitution roumaine; mais on devait songer bientôt à élargir cette étroite base du nouvel ordre de choses dans les proportions de l'ambition nationale, qui était redevenue très-vaste. Il existait pour le moment un intérêt dont la satisfaction semblait à chacun beaucoup plus urgente qu'un changement de constitution. Il s'agissait d'expulser tous les Grecs à la suite de leurs princes, et de leur enlever tout pied-à-terre, tout droit de séjour par où ils pourraient se réintroduire frauduleusement dans les principautés. Les monastères grecs du mont Athos et du Saint-Sépulcre possédaient précisément, en Moldavie et en Valachie, des fondations pieuses d'où ils tiraient d'immenses revenus, fruit douloureux du travail des esclaves zingares et des paysans roumains. Or ces opulents foyers des vertus inutiles et des vices dégradants, ces enclaves qui aspiraient une partie de la richesse publique et privée pour la rendre aux moines de l'Hellade ou de la Palestine, étaient aussi des sortes de forteresses dans lesquelles le système du Fanar avait un refuge assuré, et d'où il pouvait encore agiter et gouverner par ses intrigues l'Église roumaine. Toutes les fois que la colère des Roumains était tombée sur les Grecs depuis les commencements de leur querelle antique, les abbés ou igoumènes grecs avaient été chassés. L'opinion publique victorieuse demandait avec une ardeur nouvelle que l'Église moldo-valaque rejetât définitivement de son sein ces ennemis-nés de la nationalité roumaine et que ces monastères, cessant d'être des succursales du Fanar, fussent à jamais replacés sur le pied des monastères nationaux. Les Grecs durent donc disparaître de nouveau de toute la surface des principautés, et le roumanisme, du moins pour quelque temps, n'eut plus d'ennemis à son foyer.

Quoique les ressources des deux princes fussent limitées par l'épuisement des populations et par l'étendue des maux du pays, bien qu'ils ne pussent s'affranchir entièrement des traditions fanariotes qui avaient envahi les lois et l'administration, ils restèrent néanmoins fidèles à la pensée nationale et firent ce qui était possible, au milieu de tant d'obstacles, pour préparer une réforme générale de la constitution. La société roumaine sortait comme d'un naufrage en chantant les *Plaintes de la Romanie*, et principalement la partie de ce poëme dans laquelle les Fanariotes sont poursuivis d'imprécations énergiques (1). Elle faisait un accueil non moins cha-

l'antique famille des Vacaresco avait essayé de susciter la littérature en Valachie par des travaux de linguistique.

(1) L'auteur des *Plaintes de la Romanie* est M. Paris Mumulèno.

leureux à *la Sanglante Tragédie* dans laquelle elle entendait de la bouche d'un témoin oculaire (1) le récit passionné de l'insurrection de la Moldo-Valachie. Enfin, les hommes qui se sentaient quelque vocation pour les affaires publiques se réunissaient, se pressaient les uns contre les autres en s'encourageant par la certitude que « peu d'hommes de bien rassemblés font plus qu'on ne croit (2). »

Hélas! quelques-unes seulement de leurs espérances devaient se réaliser, car en raisonnant sur l'avenir, qui s'annonçait avec des couleurs si séduisantes, les Moldo-Valaques comptaient sans un ennemi nouveau, bien autrement redoutable que les Fanariotes et les Turcs. Depuis le traité fameux de Caïnardji (1774), développé par ceux d'Iassy (1791) et de Bucharest (1812), la Russie s'était arrogé le droit d'intervenir officieusement près de la Porte Ottomane en faveur des Moldo-Valaques, ses coreligionnaires. Enfin elle s'était introduite dans la place, en établissant à Bucharest deux consulats qui, sous air de surveiller, dans l'intérêt roumain, l'administration des Fanariotes, travaillaient, de concert avec les Fanariotes, à constituer un parti russe que l'on voulait un jour déchaîner contre l'empire ottoman. Ce calcul se trouvait trompé par la politique nouvelle du divan, et si bien que le parti national, après avoir, dans l'excès de la souffrance, écouté quelquefois les suggestions de la Russie, était redevenu favorable aux Turcs. C'en était donc fait de la diplomatie russe comme des Fanariotes en Moldo-Valachie, s'il ne se fût conclu entre eux une sorte de mariage d'inclination et d'intérêt par lequel la Russie promettait aux Grecs de leur rouvrir les principautés, à la condition qu'ils y travailleraient pour elle.

Une succession d'événements qui semblaient combinés par la fatalité vint seconder cette funeste pensée des Russes. Certain de retrouver tous ses avantages s'il amenait le sultan sur le terrain diplomatique, le czar protesta d'abord, par *dévouement* pour ses coreligionnaires, contre la nomination des hospodars, qui, au lieu d'être directe, eût dû être élective. Sous prétexte d'expliquer les traités précédents, il obtint ensuite la convention d'Akerman (1826), par laquelle il reprit son droit d'intervention officieuse dans les relations diplomatiques des Moldo-Valaques. Puis vint cette guerre dont l'heure fut si savamment choisie, cette guerre de 1828, entreprise au moment même où l'empire turc était encore tout saignant de la perte de la Grèce, et où les réformes de Mahmoud n'avaient encore opéré que par de douloureuses amputations dans ce grand corps malade. Des essaims de barbares, qui comptaient aller s'abattre sur Constantinople, tombèrent sur la Moldo-Valachie désarmée, dévastèrent les campagnes, vainquirent la Turquie sans toutefois la détruire, lui arrachèrent le traité d'Andrinople (1829) et une large contribution de guerre dont les principautés restaient le gage, et dont on espérait sans doute qu'elles seraient le prix; mais la Turquie paya, et les Russes furent bien forcés de replier leurs tentes, puis de repasser le Pruth.

Ce fut seulement en 1834 que la Moldo-Valachie sortit de cette crise et put compter ses blessures. Sa législation, qu'elle espérait réformer d'après les primitives institutions roumaines, avait été transformée d'autorité par le général russe Kisselef, de concert avec une assemblée nationale réunie par pure formalité. Au lieu de rien emprunter aux temps héroïques où la Romanie se gouvernait par elle-même, suivant des lois conformes à son génie, la constitution nouvelle n'était que le fruit incontestable de l'esprit fanariote. On avait affecté de prendre les institutions fondées en Moldo-Valachie par les Mavrocordato pour celles qui remontaient aux origines des principautés. C'est ainsi que le règlement proposé par la Russie, voté par l'assem-

(1) L'auteur du récit historique intitulé *la Sanglante Tragédie* est M. Beldiman, qui avait pris une part assez active aux événements de 1821.

(2) Ces paroles sont de M. Jean Vacaresco, poëte et excellent patriote.

blée, créait une aristocratie privilégiée là où il n'avait jamais existé que des fonctions publiques conférant des titres non héréditaires. Mais le plus grand de tous les maux pour les Roumains était dans la subordination où une assemblée, nationale seulement à demi, allait se trouver à l'égard d'un prince électif dont l'élection et la destitution étaient elles-mêmes subordonnées à l'accord du czar et du sultan. Le plus grand mal était dans la limite fixée aux pouvoirs de cette assemblée et de ce prince, qui n'avaient le droit d'apporter aucune modification à la loi fondamentale ou à l'assiette de l'impôt, sans le consentement des deux cours. Ainsi, en effet, la Moldo-Valachie, qui semblait avoir retrouvé la vie comme race distincte, perdait cette souveraineté partielle que le droit des gens laisse aux peuples vassaux et que la Porte Ottomane lui avait reconnue dans les vieilles capitulations. D'ailleurs, la Russie avait, durant l'occupation, rappelé de l'exil où ils languissaient les mortels ennemis des Roumains, les Grecs de Constantinople; elle avait rétabli sur l'ancien pied les monastères grecs, qui rendaient aux Fanariotes un de leurs principaux instruments. Le Fanar, abhorré des Moldo-Valaques et des Turcs, qui n'en voulaient plus à Constantinople, s'était donc relevé sur le sol roumain par le bienfait de la Russie, et les Fanariotes, engagés par la reconnaissance, allaient offrir un centre aux intrigues étrangères et à une sorte de parti gréco-russe. Enfin, comme couronnement de ces longues et obscures manœuvres, la Russie, abusant jusqu'à l'excès du droit de la force, avait pris sur elle, en évacuant les principautés, de désigner, sans le concours des Roumains ni de la Porte Ottomane, les deux premiers princes qui allaient inaugurer l'ère nouvelle.

Le roumanisme, frappé ainsi à coups redoublés de 1828 à 1834, souffrait et gémissait. Cependant ses plaintes étaient viriles, et les Moldo-Valaques affectaient de croire que ses revers seraient passagers. Le roumanisme ne comptait autour de lui qu'un petit nombre de grands noms et de caractères résolus aux sacrifices; mais ces hommes dévoués ne reculaient point devant le danger de donner à leurs ennemis des preuves, et à leurs concitoyens des exemples de patriotisme. Membres de l'assemblée dite nationale que la Russie avait consultée sur l'organisation du pays, ils avaient d'abord parlé avec indépendance, et ils avaient ensuite refusé leur signature à cette constitution dérisoire. Ils s'appelaient Campiniano, Balatchiano, Buzoiano. Ils n'étaient que trois dans l'assemblée, mais ils représentaient les instincts et la pensée de la nation entière, et ils trouvaient un écho si naturel et si fort dans le cœur de la jeunesse lettrée, que, dans un élan d'enthousiasme auquel se mêlait quelque enjouement, un poëte proposait de les canoniser tous trois (1).

Michel Stourdza avait obtenu l'hospodarat de Moldavie, Alexandre Ghika celui de Valachie. Autour d'eux, les Fanariotes s'agitaient à la recherche des fonctions publiques. Pour combattre une civilisation naissante et les élans d'un patriotisme rajeuni, ils n'avaient songé d'abord qu'à remettre en vigueur le vieux système à l'aide duquel leurs aïeux avaient un instant réussi à étouffer la vie nationale chez les peuples roumains; mais la tâche était plus difficile qu'ils ne se l'étaient imaginé. Michel Stourdza, que l'on ne saurait, sans excès de complaisance, appeler patriote, était du moins doué de mille ressources ingénieuses puisées dans son caractère et merveilleusement perfectionnées au contact, en ce point fort instructif, des Grecs et des Russes. Il avait en outre le sentiment de sa supériorité politique et l'intention de prendre son pouvoir au sérieux. Lors donc qu'il eut reconnu que les Fanariotes aspiraient à le dominer, il comprit fort à propos qu'il aurait besoin de s'appuyer quelquefois sur le parti national. Sans entrer en lutte ouverte avec le Fanar et la Russie et sans se déclarer précisément pour le roumanisme et le parti national, le prince Stourdza, quoique

(1) Le métropolitain de Bucharest, Grégoire, eût aussi protesté; mais on connaissait ses sentiments, on l'avait exilé par précaution.

retenu dans les voies souterraines de la ruse par sa volonté tortueuse, sut toutefois porter ainsi de rudes coups aux grandes familles fanariotes. Il osa même, à plusieurs reprises, faire appel aux souvenirs de la race roumaine et des anciens héros des Moldaves. Le pays ne croyait guère à la sincérité de ces belles paroles, mais l'orgueil national ne lui permettait pas de les écouter avec indifférence. Enfin, s'il eût été difficile de citer de grandes preuves du dévouement de l'hospodar à la nationalité, on lui savait gré pourtant de tout le mal qu'il ne faisait pas, et bien qu'on lui reprochât d'impitoyables déprédations, on l'acceptait du moins comme le meilleur des princes qui eussent pu venir de la main de la Russie. La diplomatie russe s'était donc trompée à demi en Moldavie.

Le prince Ghika n'était point un ennemi des patriotes : il n'avait ni les vices ni les instincts cupides du prince moldave; mais, en Valachie, les difficultés du gouvernement étaient plus grandes; les Fanariotes, moins riches et moins arrogants, y étaient plus rusés, et, sans aucun doute, le parti national y était beaucoup plus remuant, plus nombreux, plus hardi, et de tout point plus exigeant. A la vue des tiraillements auxquels il se trouva bientôt en butte, le prince conçut d'abord la pensée de gouverner par lui-même, indépendamment de toute influence. N'ayant pu y réussir, et s'étant pris d'une susceptibilité très-honnête, quoique imprudente et funeste dans ses conséquences, il ne songea qu'à étendre ses prérogatives et visa directement à la dictature. Les Fanariotes le forcèrent à accepter leur aide, dont il se défiait. Le parti national, de son côté, s'irrita jusqu'à menacer ouvertement un pouvoir à peine assis, et alors commença une lutte délicate, savante, énergique, où toutes les passions, petites et grandes, jouèrent leur rôle, où l'intrigue fut de mise comme le courage, et où l'ambition égoïste mêla plus d'une fois ses calculs aux vœux du patriotisme. M. Campiniano, le frère de celui-là même qui avait protesté contre la constitution imposée par la Russie, marchait à la tête des désintéressés, c'est-à-dire de ceux qui poursuivaient le développement de l'idée roumaine à travers toutes les questions de personnes et toutes les oscillations des événements. Les autres, excités par l'appât d'un règne nouveau qu'ils se promettaient d'amener, suivaient pêle-mêle à la curée du pouvoir MM. Villara, George Bibesco, Styrbey, son frère, et le vieux Philippesco. On aurait pu donner à ceux-ci le nom de parti des diplomates, ou tout autre moins favorable; on les baptisa de celui de *vieux Valaques*, parce que, sans cesser de se dire patriotes, ils avaient tenu, sans doute pour mieux plaire à la Russie, à se montrer dépourvus de générosité et de libéralisme. Quant aux désintéressés, à ceux qui sont vraiment le parti national et roumain, ils prirent la qualification de *jeunes Valaques*, parce qu'ils croyaient sentir en eux les vertus chaleureuses qui créent et donnent la vie. Ainsi, tandis que les uns se bornaient à critiquer l'administration de Ghika en s'aidant seulement de quelques intrigues adroitement et perfidement conduites, les autres combattaient aussi le prince dans l'assemblée et au dehors, mais partout au grand jour de la publicité. Campiniano, outre ses actes de député, rendait des services éminents au roumanisme par les encouragements qu'il accordait à la littérature nationale, véhicule triomphant de la pensée roumaine. Il lui fondait un asile tutélaire en établissant la société philharmonique, qu'il transforma plus tard en un théâtre national, où d'abord des amateurs et ensuite des artistes de profession devaient représenter des comédies et des drames nationaux et aussi des traductions de Voltaire et d'Alfieri ou d'écrivains plus modernes.

Les poëtes et les savants moldaves, bessarabes ou transylvains, prêtaient leur concours à Campiniano (1). A la vérité, sur tous les points où se développait ainsi

(1) Parmi les écrivains moldaves de cette époque, on doit citer en première ligne Negruci, auteur d'un épisode épique sur le héros des Moldaves Étienne le Grand, et de nouvelles qui ont

le mouvement roumain, la censure était là pour le rappeler à la modération et à la réserve; mais, sans en sortir, il possédait encore les moyens de pénétrer jusqu'aux entrailles du pays. S'il était interdit à la poésie de prendre au vif les choses contemporaines, elle pouvait tout à son aise disposer du passé pour l'instruction du présent; elle pouvait s'entretenir de patriotisme avec ces morts glorieux du moyen âge que le peuple roumain connaît à peu près tous par leurs noms, et dont le langage imité ou les actes racontés réchauffaient son imagination. La littérature roumaine savait d'ailleurs emprunter le langage de l'apologue et de la légende. Elle se révélait aux paysans par des chansons et des fables qu'on se transmettait de vive voix, ainsi que les anciens poëmes, par les procédés ordinaires de la tradition orale.

Cependant le prince de Valachie restait attaché à sa pensée première de gouverner seul et par lui-même, et il crut avoir réussi à se débarrasser de ce contrôle et de ce concours qui le gênaient, en faisant dissoudre l'assemblée par les hautes cours à propos d'un incident où la suzeraineté et le *protectorat* étaient en cause et se voyaient contester leurs prétentions à la sanction des lois. Le patriotisme des *jeunes Valaques* n'en devint que plus inquiet et plus ardent, et les *vieux Valaques* redoublèrent d'activité et de finesse diplomatiques. Ils avaient deux visages : l'un, tourné du côté du pays, souriait avec affabilité au roumanisme qui se laissait séduire; l'autre, tourné du côté des Russes, portait l'empreinte d'un respect profond et d'une soumission parfaite qui produisaient leur effet. Vainement quelques hommes impartiaux, qui avaient démêlé les intentions suspectes des *vieux Valaques* et qui voyaient dans la stabilité du pouvoir un intérêt de premier ordre, essayaient-ils de ramener le pays vers le prince en ramenant le prince vers le pays (1). Ils rencontraient trop de difficultés accumulées sur un terrain sillonné de mines et de contre-mines. Une crise était devenue inévitable; elle éclata, et ce fut aux dépens de l'infortuné prince Ghika. La Turquie et la Russie consentirent à sa destitution, et M. George Bibesco, qui avait combattu Ghika avec un acharnement particulier, par des discours et par des bro-

quelque chose de la vivacité et de la liberté des fabliaux. Un jeune savant, M. Kogalniceno, qui était alors secrétaire du prince Stourdza, a aussi publié des chroniques moldo-valaques dont il a donné un extrait en français; on lui doit encore une histoire de la Moldavie et de la Valachie écrite en français. Les Moldaves ont eu quelques poëtes lyriques, parmi lesquels nous nommerons Sion et Alexandri, qui fait revivre les poésies populaires avec un rare bonheur et une grande originalité. En Valachie, M. Eliade s'est distingué par des odes et des chansons patriotiques et aussi par des travaux de linguistique et des traductions de Voltaire et de Lamartine. De gracieux essais de lyrisme sont dus à MM. Kirlova, Alexandresco, Boliacò, Rosetti, Bolintineano. Les chroniques nationales ont aussi été explorées par MM. Laurianu et Balcesco, qui y a puisé le sujet d'une histoire militaire des principautés et les matériaux d'une publication savante, le *Magasin historique*. Depuis 1829, les journaux politiques ou littéraires sont assez nombreux en Moldo-Valachie, bien qu'ils ne soient pas assez libres. Il existe aussi des feuilles spéciales de beaux-arts, de médecine, de commerce, et une feuille d'agriculture que les prêtres sont tenus de lire aux paysans le dimanche après l'office.

(1) Telle était du moins la conduite de l'agent politique de la France à Bucharest, M. Billecocq, et l'agent politique de l'Angleterre y adhérait pleinement; mais à l'époque où M. Billecocq arrivait en Valachie, en 1839, les questions étaient beaucoup trop engagées, les passions trop implacables, pour que ses loyales intentions et son activité pussent réconcilier les partis et faire prévaloir le principe de la stabilité. La question eût demandé à être suivie d'aussi près depuis 1834; mais M. Cochelet, qui avait alors succédé comme agent politique aux consuls commerciaux que nous avions là depuis 1792, n'avait fait que passer dans les principautés, et son successeur, M. de Châteaugiron, vieillard plus honorable qu'alerte, n'y avait rien vu ni rien compris. Il importe d'ailleurs qu'on sache que les agents russes avec lesquels ceux de la France et de l'Angleterre se trouvent aux prises à Bucharest sont en général des hommes d'une habileté consommée, et qui se forment dans les principautés pour être un jour ambassadeurs à Constantinople.

chures écrites en français, fut élevé par l'assemblée nationale à la première dignité de l'État (1).

Ce n'était point assurément le candidat que les *jeunes Valaques* eussent préféré, et ils devaient aux vertus nationales, au noble dévouement de M. Campiniano de porter sur lui leurs suffrages; mais, outre qu'ils étaient peu nombreux dans l'assemblée électorale, la nomination de ce patriote, jusqu'alors si populaire, eût été un triomphe trop éclatant pour le roumanisme. La Russie avait persuadé aux Turcs que l'on devait l'exclure de la liste des candidats, et comme George Bibesco était celui des *vieux Valaques* qui protestait le mieux de son attachement à la nation, qui savait le mieux donner à son amour du pouvoir les formes du libéralisme, il eut assez de bonheur ou de souplesse pour plaire un moment aux *jeunes Valaques* et pour réduire Campiniano abattu à accepter des fonctions ministérielles dans son gouvernement. Le parti national, qui ignorait jusqu'à quel point le député Bibesco s'était engagé avec la Russie pour obtenir son appui, crut d'abord à un succès complet. Le nouvel hospodar était le premier des princes nationaux qui eût été élu par le pays, et il était aussi le premier qui eût été pris véritablement dans le sein de la nation. Il était entièrement Roumain par son origine et par ses tendances, s'il n'eût été quelque peu Français, ce qui ne gâtait rien à l'affaire dans un pays latin. Bref, depuis le temps où l'on avait vu Théodore Vladimiresco chassant les Fanariotes à main armée, il n'y avait point eu en Valachie de joie aussi universelle et aussi vraie que celle qui salua le prince Bibesco arrivant au trône valaque dans le costume de Michel le Brave, retrouvé tout exprès pour cette fête nationale.

Le roumanisme semblait en effet avoir accompli un grand pas; dans les deux principautés, sa situation était également forte. En Moldavie, s'il n'avait point envahi la politique courante, s'il avait dû se retrancher dans la science et les lettres, il n'avait à se plaindre que de l'indifférence du prince et non de son inimitié. En Valachie, après avoir été méconnu par Alexandre Ghika, il avait agité le pays, entraîné une assemblée, et porté au trône un prince qui était presque selon ses vœux. Les Fanariotes alarmés se virent avec dépit exclus de nouveau des grandes positions qu'ils occupaient; ils se crurent d'abord abandonnés par la Russie, ils s'irritèrent de la concession qu'elle avait faite ainsi bien malgré elle au parti des *vieux Valaques*, et plus le prince caressait l'opinion dans les premiers jours de son règne, plus les Grecs remuaient ciel et terre pour entraver son administration. Si, en effet, le prince eût été vraiment Roumain, il n'y avait plus de chances de le renverser, et son âge peu avancé éloignait pour longtemps tout espoir d'une nouvelle élection.

L'attitude des Grecs, comme celle des Valaques, n'était que le résultat d'une méprise, et l'illusion ne devait pas longtemps durer. Soit que le prince Bibesco n'eût été guidé que par l'ambition du pouvoir, où ses belles manières lui permettaient de briller à son aise, soit que la Russie réclamât le prix des services qu'elle lui avait rendus, bientôt on le vit s'éloigner du jeune parti national en s'appuyant sur les moins libéraux des *vieux Valaques*, puis repousser toute solidarité avec le roumanisme, fermer l'assemblée nationale, gouverner plusieurs années sans contrôle, enfin chercher toutes ses inspirations en dehors du mouvement national d'où lui est venue sa fortune politique. Peut-être la constitution valaque serait-elle encore aujourd'hui suspendue, si la Porte Ottomane, qui semblait avoir perdu le souvenir de ses droits de suzeraineté et qui laissait trop volontiers le pays livré aux intrigues gréco-russes, n'avait, après l'avénement d'un ministère éclairé et européen, reporté

(1) L'une de ces brochures, publiée sous le voile de l'anonyme, a pour titre : *De la situation de la Valachie sous l'administration d'Alexandre Ghika*. Cet écrit est d'une certaine violence. L'auteur n'y épargne aucun trait, et il va jusqu'à faire un crime au prince de sa laideur.

ses regards sur les principautés. La *fidélité* des Valaques méritait bien cette sollicitude; leur intérêt l'exigeait. C'était pour la Turquie une occasion précieuse de leur rendre quelque grand service dont ils lui seraient reconnaissants. Le sultan vint donc au secours des Valaques en ordonnant, lors de son voyage en Bulgarie, que le prince Bibesco rouvrît l'assemblée nationale, et en donnant à entendre que le nouveau ministère turc ne permettrait point au protectorat d'empiéter trop visiblement sur les droits de la suzeraineté. La constitution valaque fut ainsi remise en vigueur, et bien qu'en faussant la loi électorale, le prince Bibesco se soit assuré une chambre servile, il a gouverné, depuis cette époque, dans un sens plus élevé et plus national.

Aujourd'hui donc, les Fanariotes, encore une fois effrayés de la lenteur de leurs manœuvres, en sont réduits à chercher des ressources nouvelles. Au moment où la Russie elle-même est forcée de reculer ostensiblement pour voiler devant la Turquie et devant l'Europe les scandales de sa diplomatie (1), les Grecs se mêlent de la défendre et renouent plus intimement que jamais leur alliance avec elle, en appelant toute sa haine sur le prince des *vieux Valaques* (2). Le passé et le présent se trouvent exactement résumés dans cette contestation qui s'agite sous nos yeux et qui clôt l'histoire du mouvement roumain. La pensée nationale de la Moldo-Valachie est évidemment l'objet que les Fanariotes essayent d'atteindre à travers le corps de l'hospodar. Ils ont pour leur usage une érudition toute particulière, à l'aide de laquelle ils se mettent en tête de contester aux Roumains leur origine, leur gloire ancienne, leur civilisation, et jusqu'aux droits si restreints que leur pâle constitution leur assure. Écoutez ces savants docteurs pour qui les annales du passé avaient conservé leurs secrets, ces généreux esprits dont les aïeux ont illustré les derniers siècles par leurs vertus, ces honnêtes et rigides politiques qui ne respirent que pour l'intérêt de la justice : les huit millions d'hommes qui peuplent la Romanie sont les descendants des criminels que Rome envoyait en exil sous la garde des légions chargées de défendre les frontières de l'empire. Ils n'ont été, durant tout le moyen âge, que des barbares croupissant dans l'ignorance, grossiers et corrompus. Il a fallu que les Russes, et sans doute aussi les Fanariotes, vinssent leur apporter les lumières et la morale évangélique. Il a fallu que les czars entreprissent contre la Turquie des guerres sanglantes, tout exprès pour sauver de la barbarie ces populations sans intelligence et sans vigueur. Aussi l'humanité de la Russie est-elle incomparable; les deux plus grands actes des temps modernes, la restauration de la Grèce et l'émancipation des Moldo-Valaques, sont le fait de sa générosité. Les Roumains n'étaient pas dignes de recevoir ces services des Slaves russes! Et qu'est-ce, en définitive, que le roumanisme, sinon une ingratitude sans égale, une insulte à cet astre naissant, à ce panslavisme qui, fécondé vraisemblablement par le Fanar, est l'espoir de l'Orient? Si la Russie a semblé un moment appuyer le parti des *vieux Valaques* dans la personne du prince Bibesco, c'est que le cabinet russe s'est trouvé, dans ce moment-là, mal renseigné par son consul. Il n'en est d'ailleurs que plus urgent pour la Russie d'aider les Grecs à étouffer, une fois pour toutes, les folles et mesquines espérances de la nation roumaine. Évidemment l'écrivain fanariote n'a pas pris la plume sans consulter les intentions de la cour *protectrice*, et ce livre est le symptôme de l'alliance qui se resserre entre les Grecs et les Russes.

(1) Les choses ont été poussées au point que le consul russe à Bucharest a dû être rappelé et désavoué.

(2) Les Gréco-Russes de Bucharest ont publié leur opinion en français dans un écrit qui porte l'empreinte profonde de la perfidie fanariote, et mérite d'être lu à titre d'étude de mœurs : *la Principauté de Valachie sous l'hospodar Bibesco*, par B. A***, ancien agent diplomatique dans le Levant. Bruxelles, 1847.

Une telle alliance complique gravement la situation du roumanisme; mais peut-elle entraver son essor? N'est-il pas assez affermi, assez fort du sentiment de son droit? Et qui pourrait l'arracher aujourd'hui du cœur des populations? Il s'indigne toutefois de l'inique mépris avec lequel les fils des Fanariotes traitent les descendants des colons de la Dacie trajane et leur ravissent, au profit des Russes, la gloire de leur moderne restauration. Il s'indigne de la hardiesse inattendue avec laquelle les Russes s'attribuent ainsi le mérite d'avoir semé dans la Romanie les premiers germes de la civilisation. Il s'indigne des défis de ce panslavisme de fabrique nouvelle, façonné dans les officines du Fanar, et qui ose parler dédaigneusement de sa bienveillance à un peuple latin justement fier de ses ancêtres. Sans doute il va bien se trouver quelque savant, quelque poëte pour évoquer le souvenir des vaillants soldats qui illustraient la chrétienté sur les bords du Danube avant que les Russes fussent encore autre chose qu'une horde barbare, ignorée de ses propres voisins. Poëtes ou savants pourraient aussi rappeler à ces prôneurs de la civilisation moscovite tous les noms des écrivains moldo-valaques qui, au XVII[e] et au XVIII[e] siècle, fondèrent en Russie les premières écoles et les premières universités, devinrent les précepteurs, les conseillers, ou les ambassadeurs de ses souverains, et portèrent au moins un reflet de la science européenne dans ces froides régions, où la lumière n'avait pas encore pénétré, et où le christianisme lui-même n'avait pu se faire jour sans perdre toute fécondité et toute chaleur (1). Enfin les légistes pourraient dire ce que la législation de Pierre le Grand a emprunté aux codes moldaves, tandis que les publicistes raconteraient les bienfaits par lesquels ces services ont été payés, ces embrassements dans lesquels la Russie pensa plusieurs fois étouffer les Roumains par excès d'amitié, les douceurs de l'occupation de 1829, la munificence des traités, le droit de garantie transformé en protectorat réel par pur désintéressement, l'alliance russo-fanariote inventée exprès pour moraliser les principautés, et enfin cette belle et libérale législation envoyée à Bucharest, au bout des baïonnettes, par l'un des successeurs de Pierre le Grand, aux petits-fils des jurisconsultes, des médecins, des instituteurs, des prêtres et des savants qui l'aidèrent à tirer son pays du chaos. En vérité, les Moldo-Valaques auront trop beau jeu pour répondre aux récentes démonstrations du Fanar inspiré par la Russie. Ces tristes menées ne sauraient être pour eux qu'une occasion de plus de préciser leurs formules et de retremper leur patriotisme dans la lutte.

La situation actuelle du roumanisme, comme toute son histoire, se montre à découvert dans ce combat entre le patriotisme latin des Moldo-Valaques et les intrigues gréco-russes. Mal servi par les hommes qu'il a portés au pouvoir, persécuté avec acharnement par les Grecs et les Russes, peu favorisé par les Turcs, le roumanisme survit pourtant et prospère; il règne en Moldo-Valachie; il possède la Bukovine, la Hongrie orientale et la Transylvanie en dépit des Magyares, la Bessarabie malgré les Russes, et il a établi entre tous les pays roumains un lien d'idées et d'intérêts non moins fort que celui du sang. Les Kutzovlaques, qui habitent de l'autre côté du Danube, principalement dans les montagnes de la Macédoine, isolés ainsi de la Moldo-Valachie et de la souche mère de leur race, destinés sans doute à être entraînés un jour avec les Albanais dans le mouvement illyrien ou hellénique, sont les seuls peuples roumains qui fassent défaut au roumanisme. Les Transylvains, au contraire,

(1) Il suffit de citer, parmi ces noms, Movila, fondateur de l'académie spirituelle de Kief; Nicolas Milesco, précepteur de Pierre le Grand et le premier ambassadeur de la Russie en Chine; Démétrius Cantemir, favori de ce même prince et fondateur de l'académie des sciences; Antioche Cantemir, qui a écrit en slave et contribué beaucoup à la naissance de la littérature russe.

qui avaient été, dès le dernier siècle, les promoteurs des études historiques et philologiques, blessés par les prétentions magyares, après quelques années de repos, sont rentrés en lice et marchent hardiment de front avec les Moldo-Valaques. Les Bukovinois, attachés au royaume de Gallicie, peu nombreux et peu organisés pour la lutte, y adhèrent du moins, et en suivent fraternellement toutes les phases. Enfin les Bessarabes, quoique enchaînés à la Russie à titre de conquête et dépouillés des institutions qui leur avaient été garanties à l'époque de l'annexion, prennent une part active à l'œuvre littéraire de la Moldo-Valachie et de la Transylvanie, et, si sévère que soit la réserve imposée à la parole dans un pays placé sous un tel gouvernement, ils savent encore servir la pensée commune par le culte pacifique de la langue nationale et l'étude des traditions. La Romanie entière est donc fidèle à cette foi en la race qui fait de tous les Roumains un seul peuple, et qui, en lui rendant la jeunesse et la vie, lui promet aussi l'unité politique.

La Moldo-Valachie demeure jusqu'à présent le point vers lequel converge et où se résume ce grand travail des esprits, et c'est là aussi, quoi que fassent les Fanariotes et les Russes, que l'idée a le plus de moyens de pénétrer bientôt dans les faits. Le moment arrive où une génération nouvelle et plus forte, sans être moins modérée que celles qui ont précédé, va entrer dans la carrière politique et y porter franchement les souvenirs et les ambitions du roumanisme. Le parti des *vieux Valaques,* décimé chaque jour par l'âge, laisse vacantes des positions administratives qui bientôt ne pourront plus être remplies que par les *jeunes Valaques.* Fussent-ils même condamnés à rester en dehors des affaires et à n'employer qu'à des travaux littéraires et à la politique spéculative leurs connaissances acquises, les *jeunes Valaques* seraient maîtres de l'opinion et pèseraient toujours d'un grand poids sur la marche des choses. Peut-être même ne serait-ce pas sans danger que les hospodars essayeraient de se passer de leur concours. Les *jeunes Valaques,* tout en se réservant de qualifier comme il convient les malversations patentes de Michel Stourdza et les défaillances politiques de George Bibesco, n'ont point contre ces princes de parti pris, aucun projet d'hostilité, ni même aucun sentiment de rancune. L'appui de ce parti nouveau est cependant conditionnel, et si les princes actuels, au lieu d'accepter ce que le roumanisme a de praticable dans les circonstances présentes, au lieu de lui permettre de se développer tranquillement et pacifiquement par la publicité ou dans les écoles, s'avisaient de combattre la publicité par la censure, comme il est arrivé trop souvent, ou d'entraver la propagation de la langue et de la littérature nationale dans l'enseignement supérieur, comme ils l'essayent aujourd'hui sous le faux prétexte de favoriser la langue française ; si, effrayés par les menaces des Fanariotes, ils leur rendaient quelque peu de leur influence perdue ; s'ils se prosternaient trop complaisamment devant les illégalités diplomatiques que se permet si fréquemment le *protectorat,* alors les *jeunes Valaques* seraient bien forcés de se prononcer contre ces princes infidèles à leur origine, de les poursuivre par une opposition formelle et systématique. Puis, reprenant peut-être la confiance avec laquelle Vladimiresco en appelait naguère des hospodars fanariotes au sultan, ils verraient s'il n'est point enfin parmi eux quelque autre boyard dont on puisse faire un prince qui, respectueux pour la suzeraineté ottomane, saurait enfin continuer largement les traditions de 1821 et mettre le pouvoir aux mains du roumanisme. Dans tous les cas, que la pensée nationale s'empare du gouvernement du pays, soit parce que les princes actuels ne craindraient point de lui ouvrir leurs bras, soit parce qu'elle aurait elle-même élevé sur le trône un prince de son choix, ce jour sera le plus beau qui ait depuis longtemps brillé sur les principautés et sur la Romanie. Il portera la lumière et la joie dans toutes les directions, de la mer Noire à la Theiss, du Danube au Dniester. Les Transylvains, qui ne manquent jamais

d'appeler les deux principautés leur patrie, croiront eux-mêmes triompher. Les Bessarabes useront de tout ce qui leur reste de liberté pour applaudir au succès de leurs frères valaques, et il y aura ainsi des hommes heureux par la pensée roumaine jusque sous le sceptre des czars. Ce jour-là aussi, par la vertu de cette communauté d'intentions et par l'effet universel de la victoire des Moldo-Valaques, l'unité roumaine aura fait un pas décisif, et le mouvement roumain sera devenu une des puissances morales, une des forces politiques les plus grandes de l'Europe orientale.

III

L'attitude même de la société valaque, observée à Bucharest, fortifiait en moi cette impression de confiance dans l'avenir du roumanisme. Les Roumains des villes ne craignent point d'afficher leurs antipathies et leurs goûts. De même que le paysan valaque, dans sa détresse, trouve un grand plaisir à parodier le costume, les manières et le langage de ses boyards, les boyards se délectent à déchirer leurs adversaires politiques par des épigrammes, des bons mots, qui font promptement fortune, et des chansons, qui circulent manuscrites. Il existe un mot terrible qu'on lance d'ordinaire comme une flétrissure aux Fanariotes et même aux Valaques suspects de relations avec le consulat russe ou avec le Fanar. C'est le mot historique de *ciocoï* (chiens couchants, pieds plats), d'où l'on a fait *ciocoïsme,* pour désigner cette servilité à toute épreuve sur laquelle les princes fanariotes avaient voulu fonder leur domination en Moldo-Valachie, et qui répugnait si profondément à la fierté roumaine. Si l'on épuise ainsi pour les Fanariotes les armes de la raillerie et du dédain, c'est une haine toute virile que l'on ressent pour les Russes. Ces ennemis puissants du roumanisme, dont quelques-uns sont des hommes de mœurs polies, d'un esprit distingué et plein de ressources pour la conversation comme pour l'action, diplomates d'ailleurs sans rivaux en Europe, expient par leur impopularité les cruelles injustices de leur gouvernement, et ils ne sont jamais reçus à Bucharest que par ces mots promptement répétés par l'écho de tous les salons : « Encore un Russe ! » Par un contraste qui a un sens politique très-digne de remarque, si un Turc de distinction arrive une fois en dix ans à Bucharest, il y est accueilli avec une amabilité empressée; il est l'objet d'une curiosité universelle; chacun, suivant les convenances de rang, veut l'avoir à sa table, et l'on répète longtemps encore après son départ : « Enfin nous avons vu un Turc ! » Bien que les Russes s'amusent à dépeindre partout les suzerains des principautés comme d'impitoyables tyrans dépourvus de tout savoir-vivre, la politique et le bon sens rallient autour d'eux les patriotes, qui se plaignent seulement de l'indifférence avec laquelle ces maîtres insouciants laissent les Russes empiéter sur les droits du pays et sur ceux de la suzeraineté. Cette répulsion instinctive et naturelle que la société valaque éprouve en face des Russes est la raison principale pour laquelle les Roumains se jettent dans les bras des Turcs, où ils voudraient trouver un abri suffisant contre les caresses ou les menaces de la diplomatie moscovite. Certes, les Moldo-Valaques prétendent tenir leur drapeau national à la hauteur où Théodore Vladimiresco l'a placé ; mais ils ne veulent pas plus que lui s'associer à une politique qui aurait pour but et pour effet la ruine de l'empire ottoman. S'il y avait à Jassy ou à Bucharest un parti qui fût révolutionnaire, qui prêchât l'indépendance des principautés, qui cherchât à briser les liens de vassalité par lesquels la Moldo-Valachie se trouve solidaire de la destinée de l'empire ottoman, ce ne pourrait être que ce parti gréco-russe qui, redoutant l'âge mûr de la Romanie, a déjà plus d'une fois tenté de la lancer dans les aventures pour mieux l'étouffer dans son berceau; ce serait ce déplorable parti gréco-russe qui, en mettant les Fanariotes

Ypsilanti et Mavrocordato à la tête de la glorieuse insurrection de l'Hellade, l'eût fait tourner au profit de la Russie, sans le patriotisme et la prévoyance des vrais Hellènes du Péloponèse et des îles ; ce serait ce même parti gréco-russe qui, en 1842, agitait la Bulgarie, l'ensanglantait, et, pénétrant les armes à la main dans la ville valaque d'Ibraïla, tentait vainement d'entraîner la principauté dans une insurrection où elle n'eût triomphé que pour tomber sous la main des Russes. Heureusement cette tentative insensée ne réussissait qu'à faire ressortir une fois de plus la prudence des Roumains et à mériter à la Russie cette solennelle déclaration du vieux Buzoiano, président du tribunal chargé du jugement de l'affaire. « qu'il n'y avait pas à poursuivre dans une question où à chaque pas la justice découvrait pour principal coupable Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies. » Les Moldo-Valaques sont donc les soutiens de la paix, de la stabilité, de l'intégrité de l'empire turc contre la Russie, puissance essentiellement révolutionnaire en Orient.

Cet état des esprits en Moldo-Valachie est d'une importance considérable pour le présent et pour l'avenir de la Turquie d'Europe. Soit que la Russie la menace un jour, la force en main, ou s'applique à la ruiner sourdement par les influences morales du panslavisme, les Moldo-Valaques sont pour la Turquie sur le Danube un rempart à la fois matériel et moral. Si l'on considère que les Bessarabes occupent tout le territoire compris entre le Dniester et les embouchures du Danube, et que d'ailleurs la route ordinaire de Moscou en Bulgarie et à Constantinople traverse la Moldavie et la Valachie, on voit que les Russes ne peuvent franchir le Danube sans passer par-dessus le corps des cinq millions de Roumains de ces trois provinces. Depuis que la Pologne a succombé et qu'elle a cessé d'être militairement à l'avant-garde de la Turquie comme de l'Occident, les Moldo-Valaques sont donc les premiers en ligne pour la défense de l'empire turc, et le roumanisme se trouve l'adversaire naturel des Russes, l'allié nécessaire de quiconque, peuple ou gouvernement, veut empêcher le panslavisme de dompter ou de tromper les Slaves de l'Autriche et de la Turquie. Réunis aux Magyares de la Hongrie, avec lesquels ils forment douze millions d'hommes, les Roumains sont répandus de l'est à l'ouest, de la mer Noire aux portes de Vienne, sur un front de bataille qui, appuyant le tchékisme, fortifiant l'illyrisme dans le sentiment de son individualité et dans sa crainte des Russes, protége encore ce qui reste aujourd'hui de la race ottomane.

Cette position des principautés et l'attitude prise par les Moldo-Valaques depuis quelques années devraient sans contredit assurer à ces peuples l'attention et la bienveillance de la Turquie et des États de l'Europe occidentale, engagés avec elle dans cette question d'Orient, tant de fois traitée et jamais résolue. Et cependant que se passe-t-il sous nos yeux ? C'est que les Turcs, qui trouvent dans les Moldo-Valaques des vassaux d'une fidélité éprouvée, laissent la diplomatie russe ourdir à plaisir ses intrigues au milieu des principautés, se font quelquefois ses instruments et se prêtent eux-mêmes, par négligence, à des actes destructifs de leur suzeraineté. D'un autre côté, la France et l'Angleterre, trop peu instruites peut-être des véritables ressources de la Turquie, ne songent nullement à empêcher les Moldo-Valaques d'être *protégés ;* elles les voient sans émotion dépensant une activité précieuse, digne d'un autre objet, à repousser un protectorat contraire à l'esprit et à la lettre des traités, et semblent ne pas comprendre encore que ces peuples délaissés luttent dans l'intérêt de tout l'Orient.

Toutefois, dût cet isolement se prolonger longtemps, celui qui a pu observer de près le mouvement roumain emporte la confiance que les Moldo-Valaques ne perdront point courage. Le terrain qu'ils occupent aujourd'hui, ils ont eu, en quelque sorte, à le reconquérir pied à pied. Dans cette voie pénible, ils ont marché sans appui du dehors, par des sacrifices et des dévouements dont le mérite appartient à eux

seuls. Ils ont ainsi d'avance et par leur seule énergie marqué leur place et leur rôle pour le jour où quelque grande vicissitude transformerait en réalités les rêves généreux de l'Europe orientale. L'orgueil de la pensée roumaine, ce serait de constituer alors une Romanie unitaire, et, pendant que les Illyriens de la Turquie et de l'Autriche rempliraient l'espace laissé vide par les Ottomans entre la rive droite du Danube et Constantinople, de former sur l'autre rive, entre la mer Noire et la Theiss, un État assez fort pour prendre ou conserver vis-à-vis de la Russie, au nom des intérêts de l'Europe latine, le rôle d'une sentinelle vigilante et sûre. Tel est le vœu dont le mouvement roumain deviendra, nous l'espérons, l'expression de plus en plus précise, et vraisemblablement ce n'est pas la France qui, bien informée, découragera jamais une pareille ambition.

H. Desprez.

ÉTUDES

SUR

L'ART EN ITALIE.

RAPHAËL.

Raphaël eut pour premier maître son père, Giovanni de' Santi, peintre médiocre, mais doué d'un rare bon sens, et qui comprit au bout de quelques mois toute l'insuffisance de son enseignement. Giovanni de' Santi avait reconnu chez son fils les plus heureuses dispositions et s'était hâté de les cultiver avec un soin assidu. Comme s'il eût pressenti les hautes destinées de l'enfant qui devait illustrer son nom, il ne voulut gêner en rien le développement des facultés qui s'annonçaient d'une manière si éclatante; il contemplait avec une joie mêlée d'orgueil les moindres dessins tracés par cette main encore inexpérimentée, et qui déjà pourtant trouvait moyen de donner à toutes les figures une grâce singulière. L'enfance de Raphaël fut entourée de caresses, et il semble que le bonheur de ses premières années ait exercé une influence décisive sur l'épanouissement de son génie. Sa mère n'avait voulu céder à personne le soin de veiller sur ses premiers pas, elle l'avait nourri de son lait; craignant qu'il ne contractât chez les gens de la campagne des habitudes grossières, que son imagination ne perdît loin de la famille la fleur de sa pureté, elle le garda près d'elle et suivit d'un œil jaloux tous les instincts qui se révélaient dans cette âme naturellement portée à la tendresse. Entre les caresses de sa mère et les leçons de son père, Raphaël grandit et suivit l'impulsion de sa pensée. Dès qu'il sut manier un pinceau, comprenant toute l'importance de la docilité, ou plutôt devinant ce qu'il ne pouvait comprendre encore, pressentant par intuition toute la fécondité de l'obéissance, après avoir esquissé d'une main rapide les caprices de son imagination naissante, il consacrait de longues heures à aider son père dans ses travaux. Il exécutait comme un

ouvrier dévoué les pensées qu'il n'avait pas conçues et achevait avec bonheur la tâche qui lui était assignée. Cette vie laborieuse et obscure aurait pu durer plusieurs années, si Giovanni de' Santi ne se fût aperçu que son élève, grâce à sa docilité merveilleuse, en savait déjà autant que lui et ne pouvait plus rien apprendre sans le secours d'un maître plus savant. Si le père de Raphaël eût connu l'avarice, il aurait gardé son fils près de lui, et, trouvant dans ce talent précoce une mine à exploiter, il se fût bien gardé de le confier à des mains plus habiles. Heureusement Giovanni de' Santi comprenait toute la gravité, toute l'étendue des devoirs qui lui étaient imposés; il se fût reproché comme une faute indigne de pardon d'entraver le développement des facultés merveilleuses que le ciel avait départies à son enfant. Il eût rougi d'enchaîner l'essor de cette âme active et passionnée pour entasser dans sa maison quelques sacs d'écus. Il n'avait qu'un fils et vivait en lui tout entier; éclairé par un instinct tout-puissant, il entrevoyait déjà la gloire qui allait couronner ce jeune front, et sentait qu'il ne pouvait garder plus longtemps son fils près de lui sans méconnaître la volonté divine. Pierre Vanucci, connu dans l'histoire de la peinture sous le nom du Pérugin, jouissait alors d'une éclatante renommée; Giovanni de' Santi résolut de lui confier l'éducation de Raphaël. Il se rendit à Pérouse pour arrêter les conditions de l'engagement, car, au XV[e] siècle, on ne pouvait entreprendre l'étude de la peinture sans passer avec le maître qu'on avait choisi un véritable contrat d'apprentissage. La biographie des artistes les plus célèbres ne laisse aucun doute à cet égard. Le Pérugin était à Rome et devait revenir dans quelques semaines. En attendant son retour, pour ne pas perdre son temps, Giovanni de' Santi fit marché pour la décoration d'une chapelle et se mit à l'œuvre. Dès que Pérugin fut revenu, Giovanni, avant de lui communiquer son projet, s'efforça de gagner son amitié. Une fois admis dans son intimité, il lui parla de son fils et des espérances qu'il avait conçues; Pérugin accueillit avec un sourire bienveillant cette confidence, empreinte à la fois de tendresse et d'orgueil; il ne pouvait rien décider, rien prédire, rien promettre, avant d'avoir vu les dessins de cet enfant que son père vantait avec tant d'assurance. Giovanni partit pour Urbin, avec la ferme résolution d'emmener son fils et de le confier au Pérugin. La mère de Raphaël n'entendit pas sans pâlir le projet de son mari; elle pleura en voyant partir l'enfant qui jusque-là ne l'avait jamais quittée; elle couvrit de baisers les tresses blondes où elle avait si souvent promené son regard attendri. Cependant l'espérance d'une prochaine réunion adoucit l'amertume des adieux, et Raphaël suivit son père à Pérouse. Le Pérugin, en examinant les dessins de son futur élève, ne put se défendre d'un mouvement de surprise et se sentit disposé à partager les orgueilleuses espérances qu'il avait d'abord accueillies en souriant. Il découvrait dans ces figures, tracées par la main d'un enfant, une grâce et en même temps une grandeur dont il n'eut jamais le secret, et qui ne pouvaient manquer de l'étonner. Il éprouva bientôt pour Raphaël une affection toute paternelle et suivit ses progrès avec un zèle assidu, avec une admiration croissante. Il fut d'abord touché et bientôt flatté de la docilité de son élève. Chacune de ses leçons portait ses fruits; dès qu'il avait expliqué en quelques mots un des principes de son art, l'intelligence de Raphaël le saisissait avidement, le fécondait par la réflexion, et bientôt sa main enfantait sans hésiter une œuvre dont le maître s'étonnait à bon droit. Quoique Pérugin eût de lui-même une très-haute opinion, quoiqu'il vît dans le nombre et la popularité de ses compositions un légitime sujet d'orgueil, il ne tarda pas à comprendre, comme Giovanni de' Santi, que son élève en savait autant que lui. Plein de confiance dans le talent qui avait grandi sous ses yeux, il associa sans hésiter Raphaël à ses travaux. Raphaël justifia pleinement la confiance de son maître, et poussa si loin la fidélité de l'imitation, que bientôt il fut impossible de distinguer dans un tableau les figures qui lui appartenaient de celles qui

appartenaient au Pérugin. Le jeune Sanzio avait si bien réussi à s'identifier avec son maître, il avait pénétré si complétement, il s'était approprié avec tant de bonheur tous les secrets du style qu'il devait plus tard agrandir et transformer; en attendant l'heure où il pourrait se montrer lui-même, il avait enrôlé toutes ses facultés au service d'une pensée qui n'était pas la sienne avec tant d'abnégation, que sa manière se confondait avec celle du Pérugin et trompait les yeux les plus clairvoyants. Cette abolition volontaire de toute personnalité, qui certes n'eût pas été sans danger pour une nature de second ordre, ne fut pour lui qu'une épreuve dont il sortit vainqueur. Plus tard, quand il reconnut toute la sécheresse, toute l'indigence de cette première manière, pour l'oublier complétement, pour dépouiller sans retour les habitudes que son goût condamnait, il eut à soutenir une lutte courageuse; mais tant que ses yeux ne furent pas dessillés, tant qu'il n'eut rien vu qui lui semblât supérieur aux œuvres du Pérugin, il les imita avec une docilité qui, en laissant sommeiller sa pensée, donnait à sa main l'occasion de s'exercer sans relâche. Il acquit ainsi une rapidité d'exécution que lui eussent enviée les maîtres les plus habiles. Sous la discipline du Pérugin, Raphaël ne pouvait devenir savant dans la véritable acception du mot. Comment en effet le Pérugin eût-il livré ce qu'il ne possédait pas lui-même? Mais Raphaël se familiarisait avec toutes les traditions de la peinture religieuse; il apprenait à parler avec abondance la langue qu'il devait bientôt enrichir et renouveler. Cependant, malgré son respect pour les préceptes du maître, le jeune Sanzio agrandissait le style de son dessin en consultant la nature, que le Pérugin n'avait jamais étudiée avec un soin scrupuleux. Sans quitter l'école où son père l'avait placé, il commençait à se frayer une route où le Pérugin ne songeait pas à le suivre. Un de ses condisciples plus âgé que lui, Pinturicchio, qui déjà avait exécuté à Rome des travaux assez nombreux, et qui devait pendant toute sa vie reproduire fidèlement la manière du Pérugin sans songer à lui donner plus de grandeur et de grâce, ayant été chargé de retracer dans la cathédrale de Sienne les principaux événements de la vie de Pie II, et se défiant à bon droit de ses facultés inventives, jeta les yeux sur lui et lui proposa de l'associer à cette entreprise. Raphaël se rendit avec empressement au désir de son condisciple, et composa, si nous en croyons Vasari, tous les cartons d'après lesquels furent exécutées les fresques de Sienne. Quelques biographes vont même plus loin, et affirment que Raphaël ne demeura pas étranger à la reproduction de ses cartons. Quelle que soit la valeur de cette dernière assertion, il est certain que le jeune Sanzio travaillait activement dans la cathédrale de Sienne, lorsqu'une circonstance inattendue vint changer la direction de ses études, et dès lors commença pour lui une ère nouvelle. On s'entretenait dans toute l'Italie des cartons faits à Florence par Léonard de Vinci et Michel-Ange. La renommée de ces deux ouvrages que le temps nous a enviés, mais que nous connaissons cependant par la gravure, éveilla dans l'âme de Raphaël le désir de visiter Florence. Les travaux de Sienne, malgré l'attrait qu'ils lui offraient, malgré le nombre et la variété des sujets qui excitaient son imagination naissante, ne purent le retenir : le jeune Sanzio partit pour Florence. A peine arrivé dans cette ville, qui n'est pas moins féconde en enseignements que Rome elle-même, il comprit combien il était loin de la vérité, loin de la beauté; pour la première fois il entrevit le but suprême de l'art. Toute son attention se porta d'abord sur les cartons du Vinci et du Buonarroti; il les étudia, il les copia avec un soin, avec une persévérance que rien ne pouvait lasser. Pour se rendre maître de cette manière nouvelle, pour se familiariser avec le style savant et sévère de ces deux modèles incomparables, il lui fallait effacer de sa mémoire presque toutes les études qu'il avait faites sous la discipline du Pérugin; mais il comprenait si bien la grandeur et la beauté de ces deux cartons qui résolvaient d'une façon éclatante les problèmes les plus difficiles de la peinture, il était si profondément pénétré du bon-

heur qui lui était échu, il acceptait avec tant de reconnaissance les leçons que lui offraient Michel-Ange et Léonard, qu'il n'hésita pas à se débarrasser, comme d'un bagage inutile, de tout ce qu'il avait appris dans l'école du Pérugin. On sait que le carton de Léonard représentait un groupe de cavaliers, et que celui de Michel-Ange, emprunté à la guerre de Pise, se composait de soldats surpris au bain par un détachement ennemi. Dans ces deux cartons, Léonard et Michel-Ange avaient accumulé comme à plaisir toutes les difficultés que peut rêver l'imagination la plus hardie. Animés d'une émulation généreuse, ils avaient voulu montrer toute leur science et résumer en quelque sorte leurs études. Si la force leur eût manqué, on aurait pu les accuser d'ostentation; comme l'habileté de la main était à la hauteur de la volonté, ce reproche tombait de lui-même et faisait place à l'étonnement. Raphaël contemplait avec ivresse ces deux ouvrages qui n'ont jamais été surpassés, et remerciait Dieu de l'avoir appelé à la vie dans un siècle honoré par de tels maîtres. Pourtant, quelle que fût son admiration pour le carton de Michel-Ange, il se sentait entraîné par une prédilection toute-puissante vers le carton de Léonard. La manière savante dont Michel-Ange avait dessiné ses figures, les attitudes variées qu'il leur avait données, la précision avec laquelle il avait représenté tous les muscles mis en mouvement, excitaient en lui une légitime surprise; mais il se sentait ramené par un attrait invincible vers le groupe de cavaliers où Léonard avait su concilier l'énergie et la beauté. Dans le carton de Michel-Ange, la science domine tout et offre au spectateur tant de sujets d'étude, que l'esprit satisfait ne songe pas à se demander si tous les détails de cette composition peuvent être approuvés par un goût sévère. Entre ces deux modèles, il ne devait pas hésiter longtemps. Il passait de longues heures devant le carton de Michel-Ange, et s'efforçait de conquérir le savoir infini qui resplendit dans cette œuvre; mais sa passion pour la beauté le conduisait plus souvent encore devant le carton de Léonard. Nous ne savons pas si le Sanzio se lia d'amitié avec le Vinci : à cet égard, les biographes gardent le silence. Toutefois, qu'ils aient eu ou non l'occasion de se rencontrer, Raphaël dut rechercher avidement toutes les œuvres de Léonard. Ces deux intelligences poursuivaient avec la même ardeur la grâce et la beauté; en voyant les têtes peintes par le Vinci, ces têtes dont le sourire et le regard ont quelque chose de divin, le Sanzio dut se réjouir comme un poëte qui voit son rêve prendre un corps et marcher devant lui.

Michel-Ange et Léonard ne furent pas les seuls maîtres consultés à Florence par Raphaël; les leçons de ces deux maîtres illustres, si fécondes et si variées, ne pouvaient épuiser la curiosité d'un esprit tel que le sien. La chapelle du Carmine, que Michel-Ange et Léonard avaient étudiée assidûment en quittant l'école du Ghirlandajo et de Verrocchio, cette chapelle où Masaccio a donné la mesure complète de son talent, fut pour Raphaël un enseignement dont la trace est facile à reconnaître dans les œuvres de sa seconde manière. Les peintures de Masaccio se recommandaient en effet à l'élève du Pérugin par un mérite singulier : toutes les têtes de la chapelle du Carmine ont une physionomie individuelle; elles ne se distinguent ni par la grâce, ni par l'élégance, mais elles présentent une variété merveilleuse de types étudiés d'après nature. Cet éloge ne s'adresse qu'à la partie de la chapelle peinte par Masaccio; appliqué aux figures de Masolino Panicale, il manquerait de justesse. Or chacun sait que les têtes du Pérugin ont le malheur d'appartenir presque toutes à la même famille, et cette parenté obstinée imprime aux compositions de l'auteur un cachet de monotonie. Masaccio, on s'en aperçoit sans peine, dessinait rarement une tête sans avoir le modèle devant les yeux; il est même permis de croire qu'il ne modifiait pas volontiers la nature après l'avoir consultée. Désespérant de surpasser les types qu'il avait choisis dans la réalité, il s'efforçait de les reproduire aussi nettement qu'il le pouvait; et si cette répugnance à corriger, à modifier la nature, nuit parfois à l'élé-

gance de la composition, on ne peut nier qu'elle n'ajoute singulièrement à l'énergie, à la vie des personnages. Ce mérite ne pouvait manquer de frapper un esprit délicat et clairvoyant. Raphaël, d'après le témoignage de ses biographes, étudia la chapelle du Carmine avec autant de soin que les cartons de Michel-Ange et de Léonard. Si l'art de Masaccio est un art infiniment moins avancé, ce qui ne saurait nous surprendre, puisque Masaccio était mort quarante ans avant la naissance de Raphaël, il est utile cependant de consulter Masaccio même après Michel-Ange et Léonard. A cet égard, l'opinion des artistes sérieux n'a jamais varié.

Raphaël se lia d'amitié avec Fra Bartolommeo, et il s'établit entre eux un échange de leçons. Le jeune Sanzio apprit de Fra Bartolommeo l'art de donner à ses figures une couleur plus éclatante et plus vigoureuse, et lui enseigna le choix des lignes et la perspective. Quant aux œuvres de Giotto et de Fra Angelico, Raphaël les a certainement consultées, mais on retrouverait difficilement la trace de ces deux maîtres en interrogeant la série entière de ses compositions. Il n'a pu voir sans émotion, sans attendrissement, les scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament retracées par ces deux imaginations si profondément religieuses, car Giotto et Fra Angelico seront éternellement admirés pour l'expression qu'ils ont su donner à leurs figures; mais au temps de Giotto l'art du dessin n'était pas né, et Fra Angelico, né plus d'un siècle après lui, contemporain de Masaccio, n'a jamais accordé dans ses compositions qu'une importance secondaire à la beauté de la forme pour se préoccuper exclusivement du sentiment religieux. De ces deux maîtres, le premier, malgré la fécondité de son génie, n'avait pu deviner la science qui était encore à créer; le second, pour qui la peinture était avant tout un moyen de se sanctifier, de glorifier Dieu, s'interdisait le culte de la beauté comme une distraction profane. En imitant leur style, Raphaël n'aurait pu que retourner en arrière, et il avait trop de finesse et de pénétration pour commettre une pareille méprise. Il n'est pas douteux qu'il n'ait étudié Giotto et Fra Angelico, mais ce n'était pour lui qu'une étude de curiosité, d'érudition; il comprenait trop bien l'importance, la nécessité du progrès pour ramener la peinture adolescente au bégayement du premier âge. Tous les hommes doués d'une véritable force, tous les artistes qui ont une pensée à exprimer dédaignent comme stérile le culte du passé. Ce culte ne peut séduire que les esprits impuissants. Croire que le passé est d'autant plus digne d'étude, d'autant plus digne d'imitation, qu'il est plus loin de nous, est un pur enfantillage. Il faut choisir dans le passé les époques vraiment fécondes, les époques où l'art, en possession d'une langue claire et complète, exprimait nettement sa pensée, et cette langue, dès qu'on en possède tous les secrets, on doit s'en servir pour exprimer des idées nouvelles.

Si l'on veut avoir une idée complète de la première manière de Raphaël, il suffit d'étudier *le Mariage de la Vierge*, placé aujourd'hui dans la galerie de Brera, à Milan. Cet ouvrage résume, en effet, toute la science que l'auteur avait acquise avant de voir Florence. Quoiqu'il rappelle une composition du Pérugin sur le même sujet, il est certain cependant qu'il révèle une véritable originalité. Si la disposition des figures relève plutôt de la mémoire que de l'imagination, si les traditions de l'école y sont encore respectées, la grâce idéale des figures, le choix des draperies, appartiennent à Raphaël, et l'on chercherait vainement dans la série entière des œuvres du Pérugin quelque chose qui se puisse comparer à ce précieux tableau. La figure de la Vierge offre un type de beauté que le maître du Sanzio n'a jamais égalé. Harmonie des lignes, suavité des contours, pudeur, modestie, rêverie angélique, fraîcheur du coloris, tout se trouve réuni dans cette Vierge divine. Il y a maintenant près de trois siècles et demi qu'elle est sortie des mains de Raphaël, et il semble qu'elle ait été achevée hier seulement. Les couleurs ont été si habilement choisies et combinées avec tant d'art et de bonheur, que la peinture a défié les injures du temps et garde

une immortelle jeunesse. Sans doute il est facile de découvrir dans cette adorable figure, pour peu qu'on l'étudie attentivement, plusieurs détails qui manquent de naturel et de vie. Les mains, traitées avec un soin remarquable, n'ont pas toute la souplesse qu'on pourrait souhaiter. Les doigts sont d'une rare élégance ; mais, depuis la naissance des phalanges jusqu'au poignet, la forme est tellement simplifiée, qu'elle semble à peine modelée. Le visage est d'une pureté dont on chercherait vainement le modèle sur la terre ; la sérénité du regard n'a jamais été surpassée ; la bouche sourit avec une admirable douceur, mais la forme des lèvres n'est pas précisément ce qu'elle devrait être ; ces lèvres si fines et si fraîches semblent condamnées à l'immobilité. Cependant, malgré ces défauts, qui appartiennent à l'école du Pérugin, *le Mariage de la Vierge* est empreint d'un charme singulier ; il est impossible de le contempler sans émotion. Le groupe de jeunes filles qui forment le cortége de la Vierge est si gracieux, si élégant, si pur, que le regard ne peut s'en détacher. Saint Joseph et les jeunes gens qui l'entourent ne sont pas conçus avec moins de bonheur. Le temple, qui sert de fond au tableau, est dessiné avec une précision qui ne laisse rien à désirer. Tous les détails en sont traités avec soin, et révèlent chez l'auteur l'intelligence parfaite de l'architecture, mais ils sont exécutés de façon à ne pas distraire l'attention ; ils n'ont pas assez d'importance pour faire tort aux personnages : c'est une preuve de savoir donnée sans ostentation.

A Florence, le talent de Raphaël se transforma. Cette métamorphose ne s'opéra pas brusquement ; pour l'accomplir, l'élève du Pérugin eut besoin d'une rare persévérance, mais les œuvres de Michel-Ange, de Léonard, de Masaccio, avaient dessillé ses yeux, et ne lui permettaient pas d'hésiter. La route qu'il avait suivie jusque-là n'était pas celle de la vérité ; à cet égard, il ne pouvait conserver aucun doute. S'enfermer dans les traditions d'une école dont il savait maintenant tous les défauts, c'était renoncer à la gloire et se condamner à ne jamais occuper que le second rang. Raphaël, qui se sentait né pour les grandes choses, prit son parti avec courage. Applaudi, admiré, déjà célèbre, il résolut d'effacer de sa mémoire tous les préceptes qu'il avait acceptés comme vrais, qu'il avait pratiqués avec soumission ; il se remit à l'étude sans tenir aucun compte de ce qu'il avait fait. Sévère pour lui-même, il ne se laissa pas détourner de cette tâche difficile par les éloges donnés à ses ouvrages. Il comprenait la nécessité de répudier sans retour le style de ses premières compositions. Pour mener à bonne fin une pareille entreprise, il fallait une rare énergie ; Raphaël mesura, sans s'effrayer, la route laborieuse qu'il avait à parcourir, et accomplit en quatre ans ce qu'il avait résolu. Il avait vingt et un ans lorsqu'il reconnut qu'il s'était trompé, à vingt-cinq ans il avait réparé son erreur.

Pour apprécier dignement la valeur de cette transformation, il faut comparer, avec *le Mariage de la Vierge*, *le Christ porté au tombeau*, qui se voit aujourd'hui à Rome dans la galerie du prince Borghèse. Entre ces deux ouvrages, la différence est si profonde, qu'ils ne semblent pas appartenir au même auteur. Le style du *Christ au tombeau* n'a rien à démêler avec l'école du Pérugin ; il relève directement de Léonard et de Masaccio. Le souvenir de Michel-Ange n'est pas étranger à l'exécution du personnage principal ; cependant Raphaël, en peignant cette figure, paraît avoir consulté la nature plus souvent que le carton de la guerre de Pise. Au lieu d'étaler avec pompe ses connaissances anatomiques, il s'est efforcé de simplifier les détails que l'étude lui avait révélés. Quant à l'expression des têtes, on ne peut rien imaginer de plus admirable, de plus vrai. Jamais la douleur ne s'est montrée avec plus de grandeur, avec plus d'évidence. Tous les traits du visage concourent à la manifestation du sentiment qui domine les personnages. L'affliction de saint Jean, de la Vierge et des saintes femmes, est rendue avec une vivacité dont l'histoire de la peinture offre peu d'exemples. Sans le secours de Léonard, il est probable que Raphaël n'eût

pas trouvé à vingt-cinq ans les têtes si profondément désolées du *Christ au tombeau*; c'est une composition vraiment pathétique où le sentiment religieux est traduit avec une incomparable habileté.

Raphaël venait d'écrire au duc d'Urbin pour le prier de le recommander au gonfalonier de Florence, et d'obtenir pour lui la décoration d'une salle du palais de la république, lorsqu'il reçut une lettre de Bramante qui l'appelait à Rome. Jules II avait résolu d'orner de peintures murales plusieurs chambres du Vatican, et Bramante, oncle de Raphaël, chargé, dans le palais pontifical, des travaux d'architecture, avait saisi avec empressement l'occasion de mettre en pleine lumière le talent de son neveu. La lettre de Raphaël au duc d'Urbin et la lettre de Bramante à Raphaël sont de 1508. Nous avons vu par quelles études laborieuses Raphaël s'était préparé à l'accomplissement des œuvres les plus difficiles; sans posséder le savoir du Vinci et du Buonarroti, il était cependant en mesure d'aborder les entreprises les plus importantes. Sans attendre la réponse du duc d'Urbin, sans achever un tableau commencé pour une église de Florence, il partit le cœur plein de joie et d'espérance. Malgré la recommandation de Bramante, qui répondait de son neveu, Jules II, dont la volonté ne savait pas attendre, avait déjà distribué la plus grande partie des travaux à peine conçus dans sa pensée. Toutefois, sans s'effrayer du nombre et de la renommée des rivaux qu'il trouvait sur sa route, Raphaël se mit à l'œuvre et commença sur-le-champ la décoration d'une salle du Vatican appelée *salle de la Signature*. La première composition qu'il entreprit fut *la Théologie*, connue généralement sous le nom de *Dispute du saint sacrement*. Quoique plusieurs parties de cette vaste composition rappellent les premières études de l'auteur, quoique Raphaël, suivant les traditions de son premier maître, y ait employé l'or, dont plus tard il s'interdit l'usage, on ne saurait nier pourtant que *la Théologie* ne signale glorieusement le commencement d'une troisième manière, plus large, plus libre, plus féconde, plus variée que les deux manières précédentes. Cette fresque admirable, dont le sujet réel n'est autre que le mystère de l'eucharistie, est traitée avec une franchise, une grandeur, une simplicité au-dessus de tout éloge. La composition tout entière est conçue avec une hardiesse qui étonne chez un homme de vingt-cinq ans, qui étonnerait chez un maître vieilli dans la pratique de la peinture monumentale. A voir cette œuvre si claire, dont toutes les parties s'expliquent si naturellement et s'accordent si bien entre elles, il semble qu'elle n'ait rien coûté à l'imagination de l'auteur; la Trinité, qui domine toute la scène, les patriarches, les saints, les apôtres, les évangélistes, les docteurs, tous les personnages, en un mot, ont le caractère, l'accent qui leur convient. Le sentiment religieux anime toutes les physionomies et se révèle dans le geste et l'attitude de tous les acteurs; mais ici l'expression de ce sentiment se concilie d'une façon exquise avec la beauté de la forme. *La Théologie* de Raphaël ne relève ni de Giotto ni de Fra Angelico. Chose étrange et qui pourtant n'a rien d'inattendu après les transformations de style auxquelles nous avons assisté, *la Théologie*, exécutée de droite à gauche, permet de suivre et d'étudier les progrès de l'auteur depuis le commencement jusqu'à la fin de son œuvre. Les têtes pensent; les mains, par leur mouvement, complètent l'expression du regard et des lèvres; les draperies sont ordonnées avec une simplicité majestueuse et n'ont rien à démêler avec le style étroit du Pérugin. Il y a dans cette fresque, début de Raphaël au Vatican, un charme si puissant, tant de fraîcheur, d'éclat et de sérénité, que des juges éclairés la préfèrent sans hésiter à toutes les œuvres de l'auteur. Quoique cette opinion ne soit pas la nôtre, nous reconnaissons pourtant qu'elle peut être soutenue avec avantage. Jules II fut tellement émerveillé de la beauté de cette première composition, qu'il voulut abattre toutes les fresques achevées ou commencées, et confier tout au pinceau de Raphaël; par respect pour son maître, le Sanzio exigea la conservation d'un

plafond peint par le Pérugin. Dans la salle de la Signature, il se servit des ornements exécutés par le Sodoma.

La Philosophie, connue vulgairement sous le nom d'*Ecole d'Athènes,* et peinte sur le mur qui fait face à *la Théologie,* est, à mes yeux, le développement le plus complet, l'expression la plus savante du talent de Raphaël. Il y a dans le style de cette composition une largeur, une puissance, une sécurité, qui ne semblent pas appartenir à la jeunesse. Les personnages, quoique nombreux, sont disposés avec tant d'art et choisis avec tant de discernement, qu'il n'y a pas trace de confusion dans cette page immense. Dans la conception et l'ordonnance de cet ouvrage, Raphaël s'est heureusement inspiré de Pétrarque, et certes, pour traiter un sujet de cette nature, il était difficile de consulter un maître plus habile, de suivre un guide plus sûr. L'architecture qui encadre les personnages est pleine de grâce et de légèreté. La lumière, distribuée avec adresse, avec bonheur, agrandit l'espace et donne à la scène une profondeur qui étonne et charme les yeux. Aristote et Platon, qui dominent la composition, expliquent assez clairement la nature du sujet; *l'Éthique* et le *Timée* ne laissent aucun doute dans l'esprit du spectateur. Archimède, Pythagore, Diogène, Zoroastre, représentés chacun d'une façon caractéristique, se nomment d'eux-mêmes et ne permettent pas à la pensée d'hésiter un seul instant. La philosophie, telle que Raphaël la concevait, telle qu'il a voulu l'exprimer, n'est pas seulement la science que nous appelons aujourd'hui de ce nom; c'est la réunion de toutes les connaissances acquises par le libre usage de la raison, sans l'intervention de la foi. En d'autres termes, c'est l'alliance de la philosophie morale et de cette autre philosophie qu'on appelle philosophie naturelle, qui comprend le cercle entier des spéculations humaines depuis la géométrie jusqu'à la physiologie. Je ne crois pas qu'il soit possible d'exprimer plus clairement le caractère auguste et majestueux que donne au visage l'habitude des hautes pensées. Aristote et Platon portent sur le front l'empreinte lumineuse des études qui ont rempli toute leur vie. Il n'y a pas, dans cette imposante réunion de savants et de sages, un personnage qui ne mérite une attention spéciale, tant l'auteur s'est attaché à varier les physionomies.

La Jurisprudence, divisée en deux sujets, la jurisprudence civile et la jurisprudence canonique, offre un choix heureux de figures, mais ne saurait être comparée, pour l'importance de la composition, à *la Théologie* et à *la Philosophie.* Toutefois on ne peut s'empêcher d'admirer le Justinien placé à gauche du spectateur, et le Grégoire IX que Raphaël, par une flatterie ingénieuse, a représenté sous les traits de Jules II. Ces deux personnifications du droit civil et du droit canonique sont traitées avec une simplicité magistrale.

La Poésie ou *le Parnasse,* qui fait face à *la Jurisprudence,* soutient dignement la comparaison avec *la Théologie* et *la Philosophie.* Le mur sur lequel Raphaël a développé cette vaste composition est coupé dans sa partie inférieure, comme le mur où il a représenté *la Jurisprudence,* par une fenêtre dont la lumière blesse d'abord la vue et s'oppose à l'étude du sujet. Pourtant, au bout de quelques instants, le regard embrasse sans effort l'ensemble harmonieux de ce poëme païen, et contemple avec ravissement tous les personnages que le pinceau de Raphaël a semés à profusion sur cette muraille vivante. Ici encore Pétrarque a servi de guide au Sanzio. Par un caprice que nous avons peine à nous expliquer aujourd'hui, mais qui au début du XVI[e] siècle n'étonnait personne, Apollon tient un violon au lieu d'une lyre; la tête respire à la fois l'inspiration et la volupté. Quant aux Muses, elles sont toutes, sans exception, d'une beauté divine. L'expression du visage, la grâce des mouvements, l'élégance des draperies, ne sauraient être surpassées. On pourrait, au nom de l'exactitude littérale, désapprouver le costume adopté par Raphaël, car les Muses

du Vatican ne sont pas précisément vêtues à la grecque ; mais cette critique ne serait, à nos yeux, qu'un pur enfantillage. Il y a en effet dans le costume de ces Muses tant d'ampleur et de souplesse, que l'esprit charmé ne songe pas à se demander si le peintre a fidèlement respecté la mythologie. Que ces Muses soient ou non vêtues à la romaine, que Raphaël ait ou non pris pour modèles les femmes de son temps, sans songer même à modifier leur ajustement, peu importe. Les Muses qu'il nous a données sont des créations d'une beauté souveraine, et l'admiration réduit la mémoire au silence. En consultant les monuments de l'art antique, Raphaël n'eût certainement pas réussi à imaginer des Muses d'une grâce plus séduisante ; il a donc bien fait de les concevoir telles que nous les voyons. Les poëtes rangés autour des Muses sont représentés avec un rare bonheur. Homère, Virgile, Horace, Ovide, Dante, Pétrarque, sont caractérisés avec une netteté qui indique chez le peintre une connaissance complète des personnages qu'il veut retracer. Le visage doux et mystique de l'amant de Laure, le visage austère de l'amant de Béatrix, s'accordent si parfaitement avec les pages immortelles où ils ont déposé le secret de leur pensée, qu'il serait difficile de se les figurer sous des traits différents. Ovide et Horace ne sont pas représentés avec moins de précision et de justesse. Dans la tête de Virgile, la mélancolie du sourire s'allie admirablement à la chasteté du regard. Quant à la tête d'Homère, il est impossible de rêver rien de plus auguste, de plus majestueux ; jamais le génie de la poésie épique n'a été représenté sous des traits plus imposants. Les yeux, qui ne voient pas, donnent à cette tête un caractère surnaturel ; le front où éclate l'inspiration, les lèvres frémissantes, les mains qui semblent interroger l'espace, tout se réunit pour frapper l'imagination. Toutes les parties de cette composition sont unies entre elles avec un art si merveilleux, qu'on ne pourrait supprimer une figure sans en altérer l'harmonie.

Les sujets qui décorent le plafond de cette salle se rattachent à la théologie, à la philosophie, à la jurisprudence, à la poésie. *Le Péché originel*, placé au-dessus de *la Théologie*, est empreint d'une grâce qu'on ne saurait trop admirer. L'imagination la plus poétique ne peut rien inventer de plus beau que la première femme commettant la faute qui, selon la foi chrétienne, a perdu le genre humain. Il y a dans cette figure empreinte d'une élégance divine une richesse, une ampleur, et en même temps une souplesse qu'on trouverait difficilement réunies soit dans la nature vivante, soit dans la statuaire antique. L'Ève de Raphaël a toute la jeunesse qui inspire l'amour, toute la puissance qui appelle la maternité ; elle tient à la fois de Vénus et de Latone. *Le Jugement de Salomon* et *la Punition de Marsyas* ne sont pas rendus avec moins de bonheur que le premier péché.

Cette salle, dont la décoration, commencée en 1508, était achevée en 1511, suffirait pour donner une idée complète de la troisième manière de Raphaël. Si plus tard le Sanzio a traité d'une façon plus savante quelques parties de son art, il n'a jamais exprimé sa pensée avec plus de clarté ; son génie ne s'est jamais révélé avec plus d'évidence.

Les quatre compositions qui décorent les murs de la salle suivante, dite salle de l'Héliodore, sans avoir la même valeur que les compositions dont je viens de parler, se recommandent pourtant par des qualités précieuses. *Héliodore chassé du temple*, *Attila arrêté par les prières de saint Léon*, *saint Pierre délivré de la prison par un ange*, *le Miracle de Bolsène*, excitent une légitime admiration, même après la salle de la Signature. Dans l'Héliodore, le mouvement des figures, la vivacité, la vérité de la pantomime, expliquent très-bien le sujet. La terreur des impies qui s'enfuient devant le cavalier visible pour eux seuls, la joie des malheureux sauvés par cette intervention miraculeuse, l'expression de piété fervente qui anime le visage du grand prêtre agenouillé, forment assurément un ensemble plein d'intérêt. Dans

l'Attila, Raphaël s'est heureusement servi des bas-reliefs de la colonne Trajane. La tête du personnage principal respire l'étonnement et l'épouvante. Saint Pierre et saint Paul, qui lui apparaissent dans les airs, fiction ingénieuse et hardie, sont très-habilement rendus. Il règne dans toutes les parties de ce poëme une élégance, une pureté, qui rappellent les meilleurs ouvrages de l'antiquité. On sait en effet que Raphaël, grâce aux largesses de Jules II et de Léon X, entretenait des dessinateurs dans le royaume de Naples, en Sicile, en Grèce, et, sans quitter Rome, consultait à toute heure Pouzzoles, Syracuse et Athènes. Je suis loin de vouloir comparer les chevaux et les cavaliers de l'Attila aux chevaux et aux cavaliers des Panathénées; pourtant j'incline à penser que le souvenir du Parthénon est pour quelque chose dans cette composition. *Le Miracle de Bolsène* présentait de grandes difficultés que le peintre a surmontées comme en se jouant. On lit sur le visage du prêtre incrédule la surprise et l'effroi à la vue de l'hostie qui s'anime et dont le sang ruisselle; les fidèles, témoins de ce prodige, expriment très-nettement la joie qu'ils ressentent en présence de l'impiété confondue. On admire justement dans *la Délivrance de saint Pierre* l'ingénieuse distribution de la lumière, ou plutôt l'art singulier avec lequel Raphaël a su la modifier, la transformer selon les besoins du sujet. La lueur des torches, la clarté mystérieuse de la lune, la splendeur qui environne l'ange libérateur, sont traitées avec une précision, une habileté consommée. Et pourtant, malgré tous les mérites que nous signalons, la salle de l'Héliodore ne vaut pas la salle de la Signature.

Dans la dernière salle décorée par Raphaël, il faut surtout étudier l'*Incendie du Borgo vecchio*. Je dis la dernière salle, car on sait que la salle de Constantin a été peinte par Jules Romain, d'après le carton de Raphaël, à l'exception de quelques figures allégoriques exécutées à l'huile par le maître même. *Le Sacre de Charlemagne*, *la Justification du pape*, ne sauraient se comparer aux compositions dont nous avons parlé jusqu'ici; après les grands ouvrages que nous venons d'étudier, ces deux fresques semblent à peu près insignifiantes. Quant à *la Bataille d'Ostie*, il m'est impossible d'y découvrir le génie épique dont parlent à l'envi les critiques italiens. C'est, à mon avis, une des œuvres les moins heureuses de Raphaël. Il n'y a de vraiment important dans cette salle que l'*Incendie du Borgo vecchio*. Les principaux épisodes de cet incendie relèvent à la fois de Virgile et de Michel-Ange, de Virgile pour l'invention, de Michel-Ange pour l'exécution, du second livre de l'Énéide et de la voûte de la chapelle Sixtine. Certes, on ne peut contempler sans admiration cette fresque savante; cependant, en peignant toutes ces figures, dont les attitudes variées nous révèlent avec ostentation les connaissances anatomiques de l'auteur, Raphaël semble avoir fait violence aux habitudes de son génie. Les nus sont rendus avec un rare talent, avec une vérité qu'on ne saurait méconnaître, et pourtant cette composition n'excite pas dans l'âme du spectateur une émotion bien vive : c'est une lutte avec Michel-Ange hardiment engagée, habilement soutenue; mais cette lutte a emporté Raphaël hors des voies qu'il était appelé à parcourir.

Cette remarque s'applique avec une égale justesse à l'Isaïe de l'église Saint-Augustin et aux Sibylles de Sainte-Marie de la Paix. Ici, en effet, c'est encore avec Michel-Ange que Raphaël engage une lutte courageuse, c'est avec les prophètes et les sibylles de la Sixtine qu'il veut se mesurer. Or l'Isaïe de Saint-Augustin et les Sibylles de la Paix, malgré la grandeur et la beauté qui les recommandent, sont plutôt le triomphe de la volonté persévérante que l'œuvre spontanée du génie. On peut, on doit les admirer comme le témoignage d'un savoir profond; mais il faut bien reconnaître que Raphaël, en mettant le pied sur le terrain où marchait Michel-Ange, ne gardait pas toute la liberté, toute la grâce de ses mouvements.

Les cinquante-deux fresques dont se composent les loges du Vatican ne sont, à proprement parler, qu'une suite d'improvisations. En voulant les juger comme des

œuvres laborieusement méditées, on s'expose à les traiter trop sévèrement. Il y a certainement, parmi ces pages improvisées, plus d'une page où éclate dans toute sa splendeur le génie inventif de Raphaël; mais souvent aussi on s'étonne de rencontrer dans cette série trop vantée des scènes dont l'auteur semble avoir méconnu l'importance ou qu'il a traitées avec une négligence singulière. A l'appui de cette affirmation, je citerai *la Cène*, qui est assurément, dans la Bible de Raphaël, un des épisodes les plus incomplets, les plus faibles sous le rapport de la conception. Quant à l'exécution, nous devons en parler avec plus de ménagement, car on sait que Raphaël n'a peint de sa main que la première fresque de la série; toutes les autres ont été peintes par ses élèves. Pour les ornements, pour les arabesques, il s'est servi de la décoration des Thermes de Titus, comme il est facile de s'en convaincre, bien que le temps ait cruellement mutilé ce monument; aujourd'hui encore cette imitation ingénieuse est facile à démontrer.

Les copies faites par MM. Paul et Raymond Balze rappellent les chambres et les loges du Vatican aussi fidèlement qu'on pouvait le souhaiter ou l'espérer, étant donnée la diversité des procédés. En effet, ces copies sont peintes à l'huile. Or la peinture à l'huile ne pourra jamais reproduire la fraîcheur, la légèreté, l'éclat, la sérénité de la peinture à fresque. Il ne faut donc pas demander à MM. Balze ce qu'ils auraient en vain essayé de nous donner, la reproduction littérale des originaux : avec les ressources de la peinture à l'huile, ils ne devaient pas se proposer une pareille tâche; mais, en tenant compte des moyens qu'ils ont employés, il est impossible de ne pas louer la persévérance, l'attention scrupuleuse avec laquelle ils ont achevé l'entreprise difficile qui leur était confiée. *Le Parnasse*, *l'École d'Athènes* et *la Délivrance de saint Pierre* sont traités avec une remarquable élégance.

Les cartons conservés à Hamptoncourt se placent, par la grandeur, par la beauté de la composition, à côté des meilleurs ouvrages de Raphaël; les tapisseries exécutées d'après ces cartons sont encore aujourd'hui un des plus splendides ornements du Vatican. Ce qui recommande surtout ces pages admirables, ce qui leur assigne une valeur particulière, c'est la clarté, l'évidence avec laquelle l'auteur a su disposer tous les épisodes; il n'y a pas un des sujets traités dans cette inestimable série qui ne s'explique par lui-même; tous les personnages ont un rôle nettement déterminé, toutes les figures un mouvement précis, toutes les têtes une expression facile à comprendre. Autant les loges laissent à désirer sous le rapport de la conception, autant ces cartons contentent la pensée. Pour comparer les loges à la voûte de la Sixtine, comme l'ont fait plusieurs critiques italiens, il faut un singulier aveuglement; les cartons d'Hamptoncourt, soumis à l'analyse la plus sévère, n'éveillent dans l'âme du spectateur que le sentiment de l'admiration. Jamais Raphaël n'a poussé plus loin l'accord de la forme et de l'expression, jamais il ne s'est montré tout à la fois aussi élégant et aussi réfléchi. Pour l'élévation du style, pour la hardiesse, pour la grâce des mouvements, ces cartons n'ont rien à envier aux chambres du Vatican; pour la sagesse, pour la profondeur, pour la variété de l'invention, ils ne redoutent aucune comparaison. A mesure qu'on les étudie, on y découvre de nouveaux mérites; c'est une source féconde, une source inépuisable d'enseignement; là tout appartient à Raphaël, tout relève de sa seule pensée; aucun souvenir importun ne vient troubler les inspirations de son génie. L'auteur ne lutte avec personne, il s'efforce uniquement de réaliser le type idéal qu'il a conçu, et sa main obéissante ne fait jamais défaut à son intelligence. Il n'improvise pas, il médite, il veut, et il accomplit sa volonté avec une puissance souveraine.

Il y a deux parts à faire dans les peintures de la Farnésine. *Le Triomphe de Galatée* est une œuvre exquise, pleine d'élégance, de finesse et de grâce, dont la gravure, publiée en France, ne peut donner qu'une idée bien incomplète; nulle part peut-être

Raphaël n'a rivalisé plus heureusement avec l'art antique, et cette rivalité toute spontanée n'a rien qui sente l'imitation. En traitant un sujet emprunté à la mythologie grecque, il devient Grec par le style; quoique le temps nous ait dérobé les œuvres d'Apelle et de Zeuxis, il semble que Raphaël ait réussi à les ressusciter pour leur demander conseil. Quant à l'*Histoire de Psyché,* bien qu'elle se distingue par la variété ingénieuse des compositions, elle est très-loin, à mon avis du moins, de pouvoir se comparer au *Triomphe de Galatée*. Pour s'expliquer l'exécution incomplète, la couleur un peu crue de ces compositions, il suffit d'ouvrir la biographie de Raphaël : il a peint lui-même *le Triomphe de Galatée;* l'*Histoire de Psyché* a été peinte par ses élèves. Toutefois, malgré la crudité de la couleur, il règne dans toute l'*Histoire de Psyché* un charme singulier; *le Banquet des dieux* offre une réunion de figures disposées avec un art merveilleux; la figure de Vénus pour la grâce, pour la correction, pour la souplesse du dessin, ne laisse rien à désirer. J'ai vu à Rome, dans les appartements du prince Borghèse, une fresque détachée du Casino de Raphaël, *le Mariage d'Alexandre et de Roxane*, empreinte, comme la Galatée, d'une grâce athénienne.

Le dernier ouvrage de Raphaël fut *la Transfiguration*. L'opinion vulgaire veut que ce tableau soit la plus parfaite de toutes ses compositions. Or, cette opinion, il faut bien le dire, est loin de s'appuyer sur la vérité. Si *la Transfiguration* offre des parties admirables; si le Christ, Élie et Moïse sont rendus avec une grandeur digne du sujet; si les apôtres, qui les contemplent d'un œil ébloui, expriment éloquemment par leur attitude la surprise et la confusion, les apôtres placés au pied de la montagne sont loin de mériter les mêmes éloges. On peut admirer la femme agenouillée dont la forme se dessine sous la draperie, on peut étudier avec intérêt les mouvements convulsifs de l'enfant possédé du démon; mais cet épisode ne se rattache pas directement au sujet principal : à proprement parler, c'est un sujet distinct. Quant à l'exécution, malgré la sévérité du dessin, elle n'a ni l'abondance, ni la spontanéité qui éclatent dans les chambres du Vatican. Je ne parle pas des ombres qui avaient déjà changé quelques années après la mort de Raphaël, et dont Vasari attribue l'altération au noir de fumée employé dans l'ébauche par Jules Romain; je parle de la manière dont l'auteur a compris et rendu la forme dans la partie inférieure de ce tableau. Le style des apôtres placés au pied du Thabor a quelque chose de laborieux, et les draperies ne sont pas exemptes de dureté. La grande sainte Famille que nous avons au Louvre, exécutée pour François Ier deux ans avant *la Transfiguration,* est traitée avec plus de largeur et de liberté; *la Vierge à la Chaise, la Vision d'Ézéchiel,* du palais Pitti, *la Sainte Cécile,* de Bologne, donnent lieu à la même remarque. Ce n'est donc pas dans *la Transfiguration* qu'on doit chercher l'expression la plus complète du génie et du savoir de Raphaël.

Il suffit de nommer les portraits de Léon X et de Jules II, de Bindo Altoviti, de la Fornarine; dans ce genre qui semble étroit à l'ignorance, Raphaël sut trouver des ressources infinies, et chacun de ces portraits est une composition poétique dans l'acception la plus élevée du mot. Je ne dis rien des innombrables dessins gravés sous les yeux mêmes du maître par Marc-Antoine Raimondi, car mon intention n'est pas de passer en revue la série entière des œuvres de Raphaël; les œuvres capitales dont j'ai parlé marquent très-nettement les métamorphoses de sa pensée, de sa volonté, de son talent. Homme heureux entre tous, comblé par le ciel de tous les dons du génie, il ne vécut que pour l'art et pour l'amour, et mourut à trente-sept ans : la veille de sa mort, il oubliait la gloire dans les bras de la Fornarine. S'il n'a pas le savoir du Vinci et de Michel-Ange, la couleur éclatante de Titien, l'expression profonde du Corrége, il a mérité pourtant d'être appelé le prince de la peinture, et ce titre glorieux, il l'a conquis par l'universalité de son génie. Plus d'une fois sans

doute, dans sa vie si courte et si féconde, il lui est arrivé de sacrifier à l'effet purement pittoresque le côté sérieux des sujets qu'il avait choisis ou acceptés ; mais n'oublions pas qu'il a traité des sujets de tout genre. Il possédait si bien l'art de plaire aux yeux, l'art de séduire et de charmer, que sa main n'attendait pas toujours sa pensée, et qu'il négligeait parfois le travail de la méditation comme inutile au succès de son œuvre, comptant sur la beauté des lignes pour imposer silence aux juges les plus sévères; mais cette confiance même si souvent justifiée, ne reposait-elle pas sur un travail persévérant? Si Raphaël n'est pas le premier dans toutes les parties de la peinture, aucun peintre ne peut lui disputer le premier rang, car aucun n'a réuni au même degré que lui toutes les qualités que donnent l'étude et le génie.

GUSTAVE PLANCHE.

QUELQUES RÉFLEXIONS

SUR LA

POLITIQUE ACTUELLE.

La discipline des partis est une nécessité dont ceux qui vivent en dehors des chambres ne se rendent pas suffisamment compte. Une assemblée se compose toujours d'éléments très-divers. Il n'y a pas de question qui n'entraîne cent avis différents, et cependant il n'y a que deux espèces de boules : blanches et noires. Les opinions sont pourtant bien loin d'être ainsi tranchées, et si les boules grises étaient admises, la bonne foi, aussi bien que la timidité, en remplirait l'urne. La peur, dans les votes politiques, est souvent plus extrême que le courage.

Tout nouvel élu arrive à la chambre avec des projets d'indépendance, d'impartialité, et au bout de quelque temps (et ce temps se mesure à la justesse de son esprit, à la netteté de son caractère), il reconnaît que ses illusions sont impraticables, et qu'avant tout il faut être de son parti.

Ce principe est surtout généralement compris dans un pays plus vieux que le nôtre en fait de luttes parlementaires.

Un membre du parlement anglais disait gaiement :

— J'ai entendu souvent des discours qui ont changé mon opinion ; mais je ne me rappelle pas en avoir jamais entendu un seul qui ait changé mon vote.

M. Casimir Périer répondait brusquement à un député ministériel qui refusait, dans une occasion importante, de voter en sa faveur, se fondant sur ce qu'il n'approuvait pas la mesure proposée :

— Eh ! le beau mérite, monsieur, de voter pour moi lorsque vous m'approuvez ! Mes ennemis cessent-ils de me combattre quand j'ai raison ? Soutenez-moi donc quand j'ai tort.

Ce joug des partis, je m'apprête à le subir encore dans une juste mesure et selon les circonstances. Il n'est pourtant pas de nature à m'empêcher de parcourir avec une entière liberté d'esprit, avant la session, quelques points généraux et actuels de la politique.

A mes yeux la situation politique est plus grave et plus difficile qu'elle ne l'a été

depuis longtemps. Du calme le plus parfait, le monde semble subitement passer à de grandes agitations.

D'où viennent ces fièvres qui saisissent les peuples à certaines époques? Accusent-elles un besoin réel et moral, où sont-elles causées par une surexcitation physique et passagère? Je ne me charge pas de l'expliquer. Mais, en vérité, quand on voit qu'à aucune autre époque connue de l'histoire, il n'y a eu dans le monde moins de barbarie, moins de préjugés, plus de bon sens, plus de science, plus de bien-être; quand toutes les questions philosophiques sont épuisées; lorsque tout le monde a pu apprécier les bienfaits d'une paix de trente années; quand chacun a pu juger que l'ordre est le seul chemin qui conduise à une liberté durable, on se demande si les sociétés sacrifieront tous ces avantages dans un moment de délire; on se demande si elles resteront sourdes à la voix de la raison et de leur intérêt.

Aujourd'hui, l'absolutisme et le radicalisme sont aux prises en Europe. Le communisme mine sourdement la base des sociétés et des gouvernements. Des concessions modérées, des réformes intelligentes, une étude consciencieuse des questions financières et sociales, le zèle pieux des classes riches en faveur des classes pauvres, en même temps qu'une résistance courageuse aux factions, empêcheront-ils les maux qui nous menacent? Voilà la véritable question.

Le rôle du gouvernement français et du parti qui le soutient pourra, dans ces circonstances, devenir fort considérable. Leur sagesse, leur fermeté, leur probité, peuvent dissiper ces orages : leur faiblesse ou leurs fautes peuvent les faire éclater sur nos têtes.

A l'extérieur, je ne me le dissimule pas, la conduite du gouvernement est pleine d'écueils.

Les mariages espagnols nous ont affaiblis en Europe, en ne nous permettant plus une politique commune avec l'Angleterre.

Avec l'alliance anglaise sincèrement pratiquée, nous pouvions tout dans le monde. Avec ce qu'on appelle l'entente cordiale, nous avons dû renoncer à toute politique active; mais nous opposions encore une barrière suffisante à l'absolutisme. L'hostilité sourde qui existe aujourd'hui entre l'Angleterre et nous, et qui n'est un secret pour aucune cour, autorise les plus graves attentats contre la cause du libéralisme. Voilà le danger.

A défaut d'un allié que nous avons perdu, moins par notre faute qu'on ne l'a dit (car les mariages espagnols étaient peut-être plus dangereux à éviter qu'à conclure), devons-nous en rechercher d'autres et nous empresser de donner des gages à ces nouvelles amitiés? A mon avis, non.

Nous sommes tenus, je le sais, de remplir les devoirs de tout gouvernement. Nous avons, en 1830, reconnu formellement les traités qui lient les nations entre elles; nous sommes entrés dans le pacte européen, pacte odieux pour nous quant aux circonstances qui lui ont donné naissance, mais dont trente-sept années de paix et de tranquillité ont fait un pacte de progrès et de civilisation.

Nous ne devons encourager la rébellion nulle part. Si le radicalisme turbulent et insatiable, plus despote, quand il est vainqueur, que les gouvernements qu'il appelait tyranniques, menace les trônes, viole toutes les conventions, la France doit être assez sage pour distinguer ces principes subversifs de ceux de la vraie liberté, et comprendre que ce ne sont pas seulement les puissances absolues qui sont menacées, mais la société tout entière.

Pour avoir de bons rapports avec ses voisins, il ne faut ni leur nuire ni les injurier. La politique exige la même attention. L'opposition a toujours voulu deux choses incompatibles : elle exigeait que notre gouvernement obtînt des puissances étrangères des concessions, des témoignages de bonne amitié, et qu'en même temps il leur

fît la loi et leur parlât un langage intolérable. Voter annuellement le paragraphe sur la Pologne et être en bons rapports avec l'empereur de Russie, exciter des mouvements en Italie et rester dans les meilleurs termes avec l'Autriche, sont deux conditions difficiles à remplir.

Sachons respecter les droits des autres gouvernements, si nous voulons conserver les nôtres intacts. Respectons même leur principe, car leur principe, quoiqu'il ne sympathise pas avec le nôtre, n'en a pas moins été reconnu par les traités. Cela fait, n'oublions jamais que nous sommes une puissance libérale, que notre gouvernement est né d'une révolution, que nous sommes les petits-fils de la révolution de 89. Si nous étions tentés de l'oublier, nous qui sommes à la tête du pays, le pays nous en ferait bientôt ressouvenir. N'imitons pas ces parvenus qui, rougissant de leur origine, finissent par être odieux à leurs familles plébéiennes et méprisés par le monde nouveau où ils tentent de s'introduire.

Conseillons aux gouvernements absolus dont les peuples se réveillent ces transactions généreuses qui calment l'opinion publique et satisfont les oppositions honnêtes. Saluons avec amitié le berceau de chaque constitution nouvelle, sœur de la nôtre! Enfin, rappelons-nous que notre mission dans le monde est de concourir à la liberté et à l'indépendance des peuples, et persuadons-nous bien que, le jour où nous suivrions une autre voie, le terrain nous manquerait sous les pieds.

A l'intérieur, la question à l'ordre du jour est celle de la réforme électorale et parlementaire.

L'année dernière, j'étais du nombre de ceux qui croyaient que l'occasion était belle pour faire une concession. Le parti conservateur venait d'obtenir une majorité incontestable; la victoire était complète. L'opposition elle-même s'avouait vaincue et prenait sa défaite en patience. Si, au début de la session, nous, conservateurs, nous nous fussions montrés tolérants et accessibles; si nous avions consenti de bonne grâce à examiner, à discuter les propositions de l'opposition; si le ministère avait pris un engagement quelconque ou accompli la moindre réforme, notre position eût été rendue excellente; le discours de Lisieux recevait l'application que le public en attendait, nous gagnions dans le pays cette portion importante des électeurs qui aiment le progrès lent et ne favorisent pas le désordre. Du reste, avec un peu d'intelligence et de perspicacité, on peut n'avoir jamais de meilleurs conseillers que ses ennemis : ce plan de conduite était tout ce que redoutait l'opposition.

Aujourd'hui, je confesse que nous aurions moins bonne mine à nous laisser arracher ce que nous aurions pu accorder alors. Néanmoins il est toujours temps pour un gouvernement de consentir à une réforme quand l'opinion publique la réclame vivement, et que cette réforme n'a rien de dangereux en soi.

Il faut s'attendre à ce que quelques esprits entiers et absolus trouveront que ce serait une faiblesse insigne de céder devant les manifestations qui viennent de se produire. C'est une fausse manière d'envisager la position d'un ministère et de sa majorité. Que sommes-nous donc tous sans le pays? Le pouvoir n'est pouvoir que par la majorité; la majorité n'est majorité que par l'adhésion des électeurs. Cette action de bas en haut est légitime et rationnelle. Vouloir introduire l'amour-propre dans ces situations, c'est refuser au pays lui-même sa participation et son influence. Un gouvernement ne doit pas résister par pique. Il doit calculer avec une prudence excessive les conséquences des réformes qu'on lui demande, peser la nature des avertissements qu'il reçoit, mais tenir toujours le plus grand compte du sentiment public.

En recueillant les opinions d'un grand nombre d'électeurs de différents colléges, je n'ai pas trouvé, autant qu'on voudrait le faire croire, ces vives dispositions en faveur de la réforme électorale; mais, je dois le dire, ce qui m'a paru être l'objet d'un vœu presque unanime, c'est la réforme parlementaire, c'est-à-dire les incompatibilités.

La réforme électorale est un mot auquel il est facile de porter un toast avec un ensemble admirable, mais sur la signification duquel les oppositions sont loin de s'entendre.

Pour les uns, l'adjonction des capacités, c'est-à-dire de la seconde liste du jury, est une mesure sans importance et sans effet politique, qui augmente le corps électoral de dix-huit mille électeurs au plus, qui a l'inconvénient de laisser en dehors beaucoup d'autres capacités qui réclameront bientôt pour elles-mêmes, et qui s'éloigne du principe fondamental de notre droit d'élection, la possession du sol.

Pour d'autres, abaisser le cens, ce serait atteindre un ordre d'électeurs moins aisés, par conséquent plus exposés aux tentatives de la corruption, plus ignorants, moins aptes à juger les candidats et les questions politiques.

Aux yeux de beaucoup de gens, l'élection au chef-lieu aurait le défaut de causer aux électeurs une lourde dépense de temps et de déplacement. Ce serait un acheminement inévitable vers les élections à l'anglaise, car ces dépenses passeraient bientôt à la charge des candidats. Ce serait aussi placer les élections entre les mains des journaux, et ne leur donner qu'un seul caractère, le caractère politique. Or, faut-il que l'élection soit exclusivement politique? Estimer le caractère d'un homme, connaître ses antécédents, honorer sa vie privée, ne sont-ce pas d'aussi bons titres à la confiance de ses concitoyens que la recommandation d'un comité électoral?

Quant au suffrage universel, les radicaux l'appellent de leurs vœux, mais l'opposition modérée n'en veut pas entendre parler.

Enfin, ce qui m'a paru ressortir des discours des banquets réformistes, c'est qu'aucune nuance d'opposition n'est d'accord avec une autre. Toutes s'entendent pour attaquer, toutes combinent leurs efforts pour détruire. Comme dans la foule qui se presse à la porte d'un théâtre, les plus éloignés poussent ceux qui sont devant eux pour les faire entrer, uniquement dans la pensée d'entrer eux-mêmes à leur tour. Le lendemain d'une concession, on verra les mêmes efforts, le même travail, la même lutte, et ce sera à recommencer exactement comme si rien n'avait été fait.

Pour moi, j'en ai souvent fait l'aveu : je n'aime pas les petits colléges. Ils donnent lieu à beaucoup d'abus ; ils laissent trop de part à des influences de famille, à des intrigues de coterie. La loi qui me plairait le plus serait celle de la fin de la restauration qui produisit les 221, loi qui rendait les élections suffisamment politiques, suffisamment personnelles ; et si notre gouvernement ne se trouvait pas en présence de deux partis qui avouent hautement ne travailler qu'à son renversement, je n'hésiterais pas à la proposer à la chambre. Si les choses se passaient ici comme en Angleterre, où le trône n'est jamais engagé dans la lutte, je serais volontiers du parti des réformistes; mais quand on a contre soi non-seulement l'opposition dynastique, mais encore des légitimistes et des républicains, on ne s'aventure pas aussi légèrement.

La réforme parlementaire, je le sais, rencontre aussi des partisans peu d'accord entre eux ; mais il y a dans le public ce sentiment général et juste, que la chambre verrait son indépendance suspectée si elle arrivait à être composée d'un trop grand nombre de fonctionnaires publics salariés. Et, je le demande, où en serions-nous le jour où la chambre perdrait la confiance du pays?

Les chiffres prouvent que les élections générales tendent chaque fois à introduire quelques fonctionnaires de plus dans le parlement. Il serait donc à propos d'imprimer un temps d'arrêt à cette disposition.

Les plus sages esprits, les plus dévoués au gouvernement dans le parti conservateur sont de cet avis.

Les uns voudraient limiter par département le nombre des places rendues désertes par l'absence des fonctionnaires députés.

Les autres voudraient qu'il fût établi en principe que toute fonction doit être remplie.

Je ne veux pas entrer dans une discussion approfondie de cette question. Je dirai seulement l'opinion que j'ai toujours eue à ce sujet, opinion qui n'a point été modifiée par la réflexion, encore moins par l'expérience, et qui n'a d'autre mobile que la dignité du gouvernement et de la chambre.

L'incompatibilité absolue des fonctionnaires m'a toujours paru être la plus illibérale des mesures, et le premier de tous qui devrait s'y opposer serait, à mon avis, l'électeur, au droit duquel on porterait une grave atteinte en l'empêchant d'élire librement un fonctionnaire public, en dehors de la sphère d'action de son emploi.

Puis, je n'aime pas à voir les assemblées procéder par éliminations. Le goût peut leur en prendre. Les raisons qu'on donne pour une catégorie aujourd'hui pourraient s'appliquer demain à une autre, et, à force de s'épurer, la chambre finirait bientôt par être peuplée seulement d'avocats. Elle y gagnerait peu en éloquence, et elle y perdrait beaucoup en pratique des affaires. En politique surtout, tenons-nous-en à des principes limités et définis.

A l'opinion qui prétend que toute fonction doit être remplie, je répondrai qu'à mes yeux, dans un échafaudage administratif aussi solide que celui de la centralisation française, l'absence d'un fonctionnaire dans un département laisse un vide peu sensible et suffisamment compensé par l'utilité de sa présence à la chambre.

Je repousse donc les incompatibilités absolues, mais je souhaite ardemment voir admettre les incompatibilités relatives.

A mon avis, un fonctionnaire public ne devrait pas pouvoir être élu dans son ressort. Un administrateur dans un ministère ne devrait pas pouvoir être député.

Voilà les deux catégories d'incompatibilités auxquelles nous pourrions nous arrêter sans danger. J'excepte de cette exclusion les fonctions politiques.

Dans le premier cas, ou l'élection cesse d'être libre, si le candidat se sert de son autorité de fonctionnaire public pour intimider ou contraindre les électeurs, ou elle se fait sans dignité et sans probité de la part du fonctionnaire, s'il est réduit à des sollicitations trop pressantes, s'il transige avec ses devoirs et sacrifie les intérêts de l'État à ses intérêts électoraux.

Dans le second cas, le lieu de la scène change : il ne s'agit plus du candidat, mais du député en exercice. Tous les raisonnements du monde les plus habiles ne me feront jamais regarder comme tenable la position d'un membre de la chambre remplissant un emploi dans un ministère. Entendons-nous, à moins qu'il ne soit nettement établi que sa place est une place politique. Si la solidarité est complète, si la position se prend et se quitte avec le ministère, rien de plus simple, rien même de moins attaquable à mes yeux. Que l'on crée telles places que l'on voudra, sous-secrétaires d'État, directeurs généraux, qu'on les donne à des hommes politiques honorés de les occuper, décidés à défendre les ministres et à tomber avec eux : c'est un système vraiment politique, digne, avouable.

Mais permettre qu'un député demeure commis appointé, soutien inamovible de tous les ministères, de tous les systèmes, de toutes les politiques, c'est abaisser à la fois la députation et l'administration, et, dans le cas d'un dissentiment, compromettre gravement le pouvoir.

Si, député, vous votez avec soumission pour conserver votre place, vous n'êtes plus un homme politique. Quittez la chambre.

Si, administrateur, vous combattez l'administration au sein de laquelle vous êtes, qui vous confie tous ses secrets, vous aurez beau vous retrancher dans votre indépendance, moi, j'estime que c'est trahir le gouvernement qui vous paye pour le servir et le défendre. Renoncez à votre fonction.

Sur ce point, je ne trouve pas d'accommodement possible. Cette situation équivoque m'a toujours choqué. Je ne comprends pas que la chambre, par respect pour ses membres, que les ministres, par respect pour eux-mêmes, l'aient aussi longtemps tolérée.

Je désire donc fermement que le parti conservateur adopte cette partie des incompatibilités dans sa prochaine session, et j'espère qu'on ne reproduira plus cette objection, que le moment est mal choisi et que la législature n'est pas assez avancée.

Quand cette question s'est présentée à la fin de la dernière législature, on l'a repoussée en disant : C'est trop tard; la chambre n'a plus d'autorité, elle est à sa dernière heure. Attendez le jugement prochain du pays.

L'année dernière, on l'a encore repoussée, mais cette fois en disant : C'est trop tôt; attendez. La chambre est nouvelle et déjà vous lui demandez de se suicider. Les décisions d'une assemblée dont plusieurs membres seraient frappés d'interdiction n'auraient plus l'autorité suffisante. Il faudrait procéder à une dissolution.

Oserai-je demander quand viendra le bon moment?

En présence d'une dissolution continuellement pendante en vertu du droit de la couronne, il est toujours trop tard, et, à cause de la durée légale d'une législature, il sera toujours trop tôt.

Avec de tels scrupules, on ne toucherait jamais à rien, on ne modifierait jamais une des conditions de l'existence légale du député. Toutes ces difficultés seraient, il me semble, fort simplement écartées par la solution suivante : il suffirait de déclarer que la loi votée aujourd'hui n'aurait d'effet qu'aux élections prochaines. Cela répond à tout.

Je le dis très-sincèrement : je crois cette réforme utile. J'ai la conviction qu'elle n'aura que des effets salutaires qu'il serait trop long d'énumérer. Je souhaite que le ministère se décide à l'adopter, malgré la répugnance qu'il doit éprouver à froisser quelques-uns de nos collègues, répugnance naturelle, excusable après tout, et qui m'a longtemps arrêté moi-même. Une autre raison puissante qui me fait souhaiter le succès de cette portion des incompatibilités, c'est que je voudrais en sauver le reste. Les partis s'engagent souvent plus qu'ils ne veulent par la prolongation et l'ardeur de la lutte. Si l'opposition modérée triomphe un jour, elle se trouvera entraînée, malgré elle, quoi qu'elle en dise, à accorder les incompatibilités absolues, ce qui serait un véritable fléau.

Maintenant, que l'opposition me permette une simple réflexion. A l'entendre, si nous ne donnons pas satisfaction au vœu public, si nous n'accordons pas toutes les réformes si vivement réclamées par les démonstrations récentes, nous nous perdons, nous nous exposons à de grands malheurs; nous amènerons plus qu'une réforme, nous causerons une révolution.

Une révolution! le mot a été prononcé. Pour ma part, et le passé me donnerait raison au besoin, je ne redoute que les révolutions pour ainsi dire légitimes; les fantaisies et les caprices des partis peuvent agiter la surface, mais ne renversent pas des gouvernements. Il y a de la justice au fond du cœur du peuple. Pour soulever la partie honnête du pays, il faut une charte violée, un contrat déloyalement rompu. Quoi! parce qu'il ne conviendrait pas à une majorité légale de céder à vos clameurs, vous ne sauriez vous résigner au rôle de parti vaincu! Mais la tribune vous est-elle interdite? La presse vous refuse-t-elle sa publicité? Faites donc triompher vos opinions par la persuasion et non par la violence! Rédigez des pétitions; faites-les couvrir de signatures, de croix même à défaut de signatures, pour montrer combien de garanties offrent à la société ceux pour qui vous demandez des droits politiques! Faites des tournées de province; montrez-vous dans tous les banquets réformistes, prononcez des discours de tribuns; décorez du nom de patriotes ceux qui

combattent le pouvoir; qualifiez de corrompus ceux qui le défendent; essayez de pervertir le jugement de la nation. Revenez ensuite à la chambre, discutez encore, puis enfin votez, et après... si vous êtes en minorité, maudissez vos juges, mais résignez-vous. Vous pourrez recommencer l'année prochaine, si cela vous fait plaisir. C'est votre droit, comme c'est le nôtre de n'être pas de votre avis; c'est la condition même du gouvernement représentatif. Nous ne faisons là chacun que notre métier, celui d'hommes de parti dans un pays libre; mais nous menacer d'une révolution parce que nous n'acceptons pas ce que nous avons le droit de refuser, c'est une étrange manière d'entendre et de pratiquer la liberté! Allez! vous n'êtes pas des hommes de parti; vous êtes incapables de gouverner jamais, car, si vous étiez des hommes de parti avec des idées de gouvernement, vous ne feriez pas si bon marché de la loi. Dieu veuille que vous n'ayez pas à regretter un jour le langage que vous tenez aujourd'hui!

C'est le respect religieux de la loi qui fait la force de la constitution anglaise, tout en permettant la plus grande liberté dans les institutions. Là, gouvernement, tribunaux, peuple, tous considèrent la loi comme un soutien, comme un abri. Dans ce pays sensé, où personne ne cherche à rabaisser ceux qui sont au-dessus de soi, l'inégalité sociale est acceptée sans envie, parce que l'égalité des droits y est sincèrement appliquée et qu'elle suffit à la dignité de l'homme. Cent mille Anglais se rassemblent, s'agitent, délibèrent, signent des pétitions que les chambres repoussent, et ce mouvement, qui, chez nous, dégénérerait en émeute, n'inquiète personne, ne menace ni l'ordre public ni les institutions. C'est sur la puissance de l'opinion publique et non sur la frayeur des agitations que comptent les réformateurs anglais. Dans ces immenses *meetings*, on sent qu'on respire le respect des droits. On y injurie quelquefois les hommes dans des termes grossiers; on n'y menace jamais une situation légale. Les partis semblent avoir fixé d'un commun accord les conditions du combat : le parti vaincu se résigne et sait attendre une occasion meilleure. Il souscrit d'autant plus volontiers aux conséquences de sa défaite, qu'il compte bien remporter la victoire à son tour et en jouir paisiblement. Tous comprennent qu'il n'y a qu'un terrain solide pour tout le monde : la légalité. Ils savent que ceux qui commencent les révolutions ne les achèvent jamais, que le torrent qui a rompu ses digues emporte tout sans choisir, que le libérateur de la veille est traité comme un tyran le lendemain, et qu'au bout de ces catastrophes il n'y a qu'anarchie et impuissance.

Je le dis à regret : le sentiment de la légalité est affaibli en France; on raisonne trop avec la loi. Le gouvernement n'en est pas suffisamment esclave. Les tribunaux eux-mêmes, qui devraient être la loi vivante, se permettent quelquefois de l'interpréter au lieu de l'appliquer avec sa fatalité inexorable. Le pouvoir compte sur la mansuétude des chambres; les tribunaux croient être quittes envers tout le monde, quand ils ont jugé selon l'équité, ou qu'ils ont servi la vindicte publique.

Je me permets d'autant plus d'adresser à notre magistrature ce reproche dont il sera facile de saisir le sens et de limiter la portée, que j'ai une certaine fierté à proclamer que la justice française est la moins rétribuée et la plus incorruptible de l'Europe.

Je ne veux point citer d'exemples récents. Je le pourrais. Mauvais exemples, regrettables abus, quand ils partent de si haut, parce qu'ils diminuent le respect du peuple pour la loi!

Il est évident que l'éducation politique du pays n'est pas encore faite. Il n'est pas encore assez fier de s'administrer lui-même à tous les degrés. Il ne se rend pas bien compte de ce gouvernement des majorités, depuis le conseil d'arrondissement jusqu'au conseil des ministres. Il oublie quelquefois qu'il n'est gouverné que par un parti qu'un déplacement de quelques voix peut renverser; il rêve qu'il est encore sous

le régime du bon plaisir. Il se figure qu'il est soumis aux caprices des favoris, tandis qu'il n'obéit qu'à la loi. Il y a des mots auxquels il donne encore de vieilles significations usées que le bon sens moderne n'a pu parvenir à effacer. Être ministériel, à ses yeux, c'est flatter servilement le pouvoir, abdiquer toute indépendance de caractère, ne songer qu'à ses intérêts; être patriote, être national, c'est blâmer le gouvernement, quoi qu'il fasse, c'est vouloir envahir l'Europe, et accuser de trahison et de lâcheté le ministère qui professe un culte pour la paix.

Étrange abus des mots auxquels trop de gens se laissent encore prendre!

Dans la chambre même, de quels mots a-t-on plus abusé que des mots : gouvernement personnel, gouvernement parlementaire? Cependant la charte a réglé l'équilibre des pouvoirs, elle a attribué à chaque pouvoir certains droits, probablement pour qu'il en use, pour qu'il ait la latitude d'agir selon ses tendances et ses goûts, dans la limite de ses prérogatives.

Nous n'avons pas à nous préoccuper de ce qu'on est convenu d'appeler le gouvernement personnel. Il ne nous appartient pas de rechercher si, dans telle ou telle occasion, son influence a été intelligente, éclairée, nationale. Nous n'avons à juger que les actes officiels sans examiner qui les inspire.

Si le parlement trouve les tendances du gouvernement mauvaises, il a toujours à sa disposition un moyen simple d'y remédier, celui de retirer aux ministres la majorité, sans s'inquiéter d'autre chose.

On le voit, je défends à tous les étages les mêmes principes positifs, élevés, libéraux, les seuls sur lesquels un gouvernement représentatif puisse être solidement bâti.

C'est à ces principes qu'il faut invariablement nous attacher tous, parce qu'ils sont essentiellement conservateurs. Ils réprimeront les factions mieux que des garnisons, parce qu'ils instruiront le peuple de ses droits et de ses devoirs.

Après avoir donné une satisfaction raisonnable à l'opinion, nous aurons encore, nous, conservateurs, de grands et sérieux devoirs à remplir; nous devrons nous appliquer à l'étude, non pas tant des réformes politiques, qui ne constituent, après tout, qu'un besoin factice, mais des questions sociales et matérielles. Sachons entreprendre en industrie, en commerce, en finances, toutes les réformes qui doivent tendre au bien-être des masses, et améliorer le sort de la classe ouvrière. Soyons économes des dépenses improductives, et n'interrompons pas les travaux publics, auxquels on a injustement attribué la crise dont nous avons souffert. Maintenons fermement l'ordre et la paix, et le monde continuera paisiblement sa marche vers le progrès moral et matériel, sous l'empire des lois et de la vraie liberté.

Je ne crois pas, je le répète, une révolution possible, à moins de fautes dont notre gouvernement est incapable; mais au moins ne nous faisons pas d'illusions, et puissent m'entendre les imprudents qui excitent la colère du peuple, et les ambitieux qui spéculent sur sa fureur! Une révolution ne s'accomplirait plus au profit d'une opinion; elle se ferait au profit du communisme.

Communisme, socialisme, partage des terres et des richesses, organisation du travail! autant de rêves inapplicables, règlements impossibles tant qu'on ne pourra régler les naissances et les passions de la société humaine! Mais il y a des esprits qui se laissent séduire par la seule forme d'une pensée, quelque absurde qu'elle soit, et qui croient que certains enchaînements de phrases présagent un enchaînement semblable dans les faits. Ce sont eux qui disent : Le monde a enregistré l'égalité devant Dieu au commencement de l'ère chrétienne, l'égalité devant la loi à la fin du XVIIIe siècle; il ne lui manque plus que de réaliser l'égalité sociale

Et ils se figurent avoir exprimé une idée sublime!

Ceux qui prêchent ces théories sont des insensés ou des criminels; ceux qui les

écoutent méritent plus de pitié. N'est-il pas naturel que les malheureux se laissent prendre aux maximes égalitaires? L'ignorance les y dispose, l'envie les y pousse, la misère et les maladies les y contraignent ; pourquoi ceux-là sont-ils nés riches, doivent-ils se dire, et nous pauvres? Pourquoi reposent-ils, tandis que nous travaillons sans relâche? Pourquoi s'assoient-ils à des tables somptueuses, tandis que nous mourons de faim sur la paille? Est-ce juste? et la société n'a-t-elle rien de mieux à nous offrir en perspective que la prison, si le désespoir nous conduit au crime, et pas même l'hôpital, quand nos forces sont épuisées?

N'y a-t-il pas une vérité poignante au fond de ces plaintes? Qu'y répondre? que faire?

Prouver d'abord aux classes pauvres que la société s'occupe de leur venir en aide avec une constante sollicitude; perdre moins de temps en beaux discours, et étudier davantage leurs intérêts et leurs besoins; s'acharner moins aux questions de cabinet et prêter plus d'attention aux questions sociales. Prouver aux malheureux, avec la logique et le bon sens, que les riches ne sont pas cause de leurs peines; leur faire comprendre le secret du mécanisme social; leur démontrer que les valeurs d'une société réglée s'évanouissent quand cette société se trouble, parce que ces valeurs sont toutes de convention; que l'or, l'argent, le crédit, l'intérêt des capitaux, tout cela n'est que convention pure, et disparaîtrait sous les décombres de la société; que le jour où ils arriveraient tous au partage, tendant leurs mains sanglantes, il ne leur reviendrait pas par tête ce qu'ils auraient facilement gagné avec une journée de travail; que l'inégalité sociale est une loi de nature; que toujours il y aura des laborieux et des fainéants, des forts et des faibles, des braves et des timides, des gouvernants et des gouvernés ; que l'ordre est encore pour eux la plus favorable des conditions; enfin, que l'humanité ne s'est jamais trouvée dans un siècle où les classes riches se soient plus préoccupées des classes pauvres; que leurs maux y sont étudiés avec ferveur; que les caisses d'épargne, les crèches, les salles d'asile, les écoles gratuites, les tontines, les ateliers de travail, les conseils de prud'hommes, etc., sont les plus intelligentes, les plus bienveillantes réformes qui se puissent inventer; que là est la solution du problème.

Mais je remarque que je me laisse entraîner hors du cadre dans lequel je voulais me renfermer. Je m'arrête. J'ai fait, en écrivant ces réflexions, un acte consciencieux, dans l'espoir, je ne le cache pas, d'abord de fortifier certains principes fondamentaux de notre ordre social et politique, ensuite de précipiter certaines dispositions vers une réforme que je crois indispensable. Je n'ai nullement voulu marquer un dissentiment personnel. J'entends n'être classé ni comme progressiste, ni comme dissident. J'ai, Dieu merci, assez prouvé, depuis six ans, que je n'aspire à aucun rôle de cette espèce. Je crois sincèrement servir la cause conservatrice en engageant le ministère à entrer dans cette voie et dans une aussi sage limite.

Je souhaite plus que personne que le parti conservateur reste uni et compacte ; mais cette union peut aussi bien résulter d'un pas en avant fait par ceux qui voudraient rester stationnaires, que d'un pas en arrière fait par ceux qui seraient disposés à aller trop vite.

Ainsi que je l'ai dit en commençant, toute opinion résultante doit être une transaction.

Enfin, on m'accordera qu'il vaut mieux chercher à influencer ses amis longtemps à l'avance, que de les abandonner au moment du péril.

A. de Morny.

Paris, le 24 décembre 1847.

REVUE DES THÉATRES.

Ce n'est pas nous qui nous plaindrons jamais de voir la littérature échanger le calme contre l'activité, le repos stérile contre les luttes fécondes. Bien souvent nous avons déploré ici même l'esprit d'insouciance ou de découragement qui semble, depuis quelques années, s'être emparé des lettres. Pourtant, si les émotions du combat sont salutaires, c'est à la condition de répondre aux passions, aux intérêts du moment. Quoi de plus attristant, par exemple, que ces malices posthumes, ces exécutions par contumace qui ne tuent et surtout ne ressuscitent personne? L'Académie française devrait renoncer à ces velléités belligérantes qu'on peut appeler des retours de vieillesse. Elle avait eu, depuis quelques années, de véritables fêtes littéraires, des séances recherchées, attendues, et toujours dignes de cette sympathie qu'elles excitaient d'avance par l'éloquence, les hautes inspirations, la poésie ou la verve qu'on était sûr d'y trouver; il s'y joignait même parfois quelque chose de vif, d'animé, d'imprévu, de dramatique, qui transformait cette paisible enceinte de l'Institut en une sorte de champ de bataille où s'échangeaient très-galamment des coups assez rudes. Depuis l'exemple donné par M. Villemain, avec tant d'exquise urbanité, lors de la réception de M. Scribe, qui était homme, du reste, à soutenir le feu, c'est là peut-être qu'ont été livrés les plus vifs assauts; la critique s'y est montrée aussi peu voilée que possible, et il sembla, en certains jours, qu'une réception était pour l'amour-propre une épreuve nécessaire avant d'arriver à la paix définitive du fauteuil académique. Il y avait là tout ensemble satisfaction pour l'art et pour cette curiosité maligne qui aime la guerre entre gens d'esprit. A quoi l'Académie a-t-elle dû ce redoublement d'attention, ce bruit flatteur qui s'est fait autour d'elle? Justement aux choix qu'elle a faits et qui lui ont ramené le public. Oui, dût l'ombre de M. de Jouy en tressaillir, tout ce qu'il y a d'éclairé dans les lettres et dans le monde a sanctionné la nomination des représentants de la littérature nouvelle.

C'est en les accueillant que l'Académie a vu la vie rentrer dans son sein et a mis les rieurs de son côté, tant il est vrai que le mouvement finit par se communiquer aux assemblées les plus stationnaires, tant est grande l'influence de l'opinion dans ce monde brillant de l'intelligence? Et, après tout, le beau mal qu'à l'heure où nous sommes, à la moitié du XIXe siècle, l'Académie française ne se compose pas exclusivement de littérateurs du Directoire, d'écrivains qui trouvèrent jadis leur gloire à rimer une tragédie ou un madrigal! Ce n'est pas que ce légitime renouvellement ne s'accomplisse sans quelques secousses. Dans un tel mouvement de transformation, il y a des heures de halte. L'Académie agit en personne prudente; après un effort

vigoureux, elle prend un moment de repos, et afin de contenter tout le monde, elle rend la parole à la littérature de l'empire pour maudire son siècle et accabler de son éloquence ou de son ironie les héros de la révolution littéraire. Aussi sa dernière séance a été vraiment une fête classique. L'illustre défunt qu'il s'agissait de célébrer était M. de Jouy, le récipiendaire était M. Empis, et M. Viennet était l'académicien chargé de donner l'accolade à l'auteur de *la Mère et la Fille*. On devine combien de traits malicieux ont dû égayer cette séance, à propos de cet honnête M. de Jouy, qui, au dire de ses panégyristes, était saisi d'une trépidation fébrile toutes les fois qu'il se trouvait en présence d'un contradicteur de Voltaire, ou qu'on louait devant lui la littérature moderne.

M. Empis, dans son discours, s'est très-consciencieusement attaché à raconter la vie de M. de Jouy. Toute cette partie biographique n'est pas sans intérêt. M. Empis a fait un récit animé de tous les accidents à la suite desquels l'homme de lettres s'est révélé en M. de Jouy. Hélas! que dirait l'honorable académicien, lui qui a fait plus d'une œuvre applaudie en son temps, lui, l'auteur de *Tippo-Saïb,* de *Sylla,* et surtout des *Ermites*, s'il avait à constater que son remplaçant à l'Institut a cru intéresser par le récit de sa vie plus que par l'appréciation de ses livres? Voilà cependant la vérité, qu'il y ait eu ou non parti pris chez M. Empis. Les incidents biographiques que contient son discours sont plus faits pour frapper l'attention que les détails littéraires. On dirait que le nouvel académicien a senti ce qu'il y aurait de difficile à prouver que M. de Jouy était un grand poëte. M. Empis s'est interdit avec soin toute parole trop agressive contre une école opposée à celle qui comptait dans ses rangs l'auteur de *l'Ermite de la Chaussée-d'Antin,* et en cela il a fait preuve de bon goût. Nous aimons mieux applaudir à ce sentiment de réserve qu'insister sur d'autres portions de son discours et relever les étranges leçons d'histoire contemporaine qu'il nous donne lorsqu'il fait de M. de Polignac « un élève de Peel et de Canning. » Ceci peut être de la vérité académique, mais à coup sûr ce n'est pas de la vérité historique ou politique. Il est vrai que M. Empis, pour se justifier aux yeux de l'Académie, peut invoquer des précédents en ce genre d'appréciations. Comment, par exemple, l'académicien qui, en recevant M. de Rémusat, eut tant de traits heureux et réjouissants sur Abailard, se fâcherait-il d'un rapprochement bizarre ou paradoxal? Vous voyez que M. Empis n'a pas perdu tout droit à l'indulgence de certains membres de l'Académie. Il a pu même trouver plus d'un secret complice lorsqu'il a proclamé, avec un courage digne d'éloges, son admiration pour le *Clovis* et le *Philippe-Auguste* de M. Viennet, qui allait lui répondre. Tout ceci n'est pas, comme on le pense, le meilleur du discours de l'honorable récipiendaire.

Au surplus, que M. Empis ait rappelé les titres, quelque peu effacés de nos mémoires, des poëmes épiques de l'auteur d'*Arbogaste,* c'est un détail qui fait honneur à sa curiosité bibliographique; mais là n'est point l'intérêt le plus vif de la dernière séance : c'est surtout dans le discours de M. Viennet qu'il faut le chercher. Il est bien convenu aujourd'hui que M. Viennet est un homme d'esprit. Ridicule il y a dix ans, il s'est trouvé, un beau matin, pris au sérieux par ceux même qui le raillaient, et qui peut-être n'ont fait que continuer, sous cette nouvelle forme, leur ironie et leur malice. Le goût public, celui du moins que dirigent les journaux, a de ces revirements inopinés; il réhabilite sur parole ceux dont il se moquait par ouï-dire. Nous tenons donc M. Viennet pour un esprit mordant, plein d'une verve honnête, ingénieuse, et ce n'est pas nous qui le contredirons lorsqu'il s'égaye aux dépens de notre jeunesse qui craint de passer pour jeune, et lorsqu'il trouve de sévères paroles contre ceux qui gaspillent ou prostituent leur talent. Seulement M. Viennet a le malheur d'être convaincu qu'il continue à lui tout seul Corneille, Voltaire et la Fontaine, qui pourtant n'était que bonhomme. Aussi, en faisant l'éloge de M. Empis,

le félicite-t-il d'avoir su défendre, dans un de ses plus chauds représentants, cette cause de la littérature impériale qui est maintenant, hélas! celle des opprimés. M. Viennet a relevé son drapeau avec un accent de martyr qui nous a fait craindre un moment que MM. Hugo ou Sainte-Beuve, arrivés à la dictature, n'eussent laissé percer le projet de le déporter à Sinnamary. Que l'honorable académicien se rassure; il peut sans crainte se livrer à cette glorification tardive et ramener de l'île d'Elbe, quand l'envie lui en prend, cette pauvre littérature de l'empire. Mais Voltaire! qu'avait-il à démêler avec ces essais de réhabilitation, avec ces colères rétroactives? Quelle que soit l'opinion de M. Viennet sur les métempsycoses littéraires, l'auteur de *Clovis,* en prenant la défense de l'auteur de *Zadig,* est-il bien sûr d'avoir plaidé *pro domo suâ?* Nous ne contestons ni l'ingénieux atticisme de l'*Épître aux Mules*, ni la verve dramatique de *Michel Brémond,* ni le piquant à-propos des *Fables;* mais enfin tout cet esprit-là est-il bien le même que celui de *Candide?* et le patriarche de Ferney, s'il revenait au monde, n'aurait-il pas le droit de n'accepter de pareils héritiers que sous bénéfice d'inventaire? M. Viennet se sera trop aisément persuadé que, pour être fils de Voltaire, il suffisait de ne pas être fils de croisé. De pareilles descendances sont malheureusement difficiles à établir, et il pourrait bien arriver à M. Viennet ce qui arriva à Rivarol lors de l'abolition des titres de noblesse. Il affectait de se lamenter en répétant sans cesse *nos* priviléges, *nos* titres. « Voilà un pluriel que je trouve bien singulier, » lui dit le marquis de Créquy. Les titres de noblesse littéraire ont aussi leurs Rivarols.

Cette séance a donc offert d'assez singulières anomalies. M. Empis, ayant à proclamer les mérites académiques de feu M. de Jouy, n'a rien trouvé de mieux que de raconter sa vie, et M. Viennet, voulant réhabiliter en sa personne la littérature de l'empire, l'a associée à la gloire de Voltaire, qui n'a rien à gagner à une semblable alliance. Ajoutons bien vite que toutes ces petites malices ont été au demeurant fort inoffensives, et que personne n'en a gardé rancune. Une femme d'esprit disait de M. de Choiseul dont elle avait à se plaindre, et qui était fort laid : « Je me venge en le regardant. » On ne regarde pas les académiciens, mais on les écoute, et nous sommes sûr que les victimes de MM. Empis et Viennet se sont contentées de cette vengeance.

Pendant que Voltaire était mis en cause, à l'Académie, par des apologies superflues, Shakspeare était compromis au théâtre par de maladroits imitateurs. Je ne connais pas, pour ma part, de plus imposant spectacle que celui d'un vrai poëte abordant avec une familiarité respectueuse l'ouvrage d'un de ses prédécesseurs et de ses maîtres. Les appréciations de la critique proprement dite ont toujours quelque chose d'incomplet; elle ne juge que le côté visible, le résultat positif; elle n'interprète que ce qui a pris une forme assez nette pour servir de trait d'union entre l'auteur et le public; elle se borne à faire le siége de la place. L'artiste qui condescend au rôle de critique s'installe au cœur de la place même. Cette puissance de créer qui ne l'abandonne jamais, il la transporte dans la création d'un autre, non pas pour la refaire, car nul n'a plus de déférence que lui pour les chefs-d'œuvre, mais pour la féconder, l'expliquer, la préciser. La lumière qu'il jette sur les portions obscures n'est ni superficielle, ni mobile; elle ne vient pas du dehors, elle est contenue dans l'œuvre, comme la lampe qui éclaire à la fois les objets extérieurs et le globe d'albâtre où elle est enfermée. Si ce poëte critique est doué en outre de cette faculté merveilleuse qui manqua au génie passionné de Voltaire, la faculté de se dédoubler, pour ainsi dire, afin d'assister au travail de sa propre pensée; s'il se détache assez complétement de lui-même pour sentir, heure par heure, vivre et palpiter son intelligence, quelles sereines clartés, quelles splendeurs nouvelles résulteront de cette double intuition! Et que peut-il rester à dire de l'œuvre originale sur laquelle cette vivifiante analyse aura laissé son empreinte ineffaçable?

Cet admirable spectacle, Gœthe nous l'a donné, lorsque, dans son beau roman de *Wilhem Meister*, il a sondé d'un doigt si sûr et d'un regard si clairvoyant les mystérieuses profondeurs du caractère d'Hamlet. Tel qu'il est sorti des mains de Shakspeare, Hamlet a toutes les grandeurs, mais aussi toutes les obscurités qui entourent le berceau des civilisations naissantes. Les brumes du Danemark se confondent avec celles du moyen âge sur ce front mélancolique et prédestiné. Qu'est-ce que Hamlet? Est-ce le doute? est-ce la rêverie? est-ce l'hésitation? est-ce cet état bizarre, maladif, intermédiaire, où doit conduire à la longue une folie simulée? Que personnifie ce pâle enfant du Nord, cet Oreste échoué sur une rive sans soleil, ce premier aïeul d'une famille plaintive, irrésolue et désolée? Selon nous, ceux qui ont voulu voir dans Hamlet le scepticisme l'ont trop précisé; ceux qui n'ont prétendu voir en lui que l'hésitation l'ont trop amoindri. Le génie de Shakspeare a été à la fois le plus philosophique et le plus dramatique qui ait jamais fait parler et agir des personnages de théâtre. Cette double face nous explique Hamlet dans ce qu'il a d'humain et de général, et dans ce qu'il a de particulier et d'applicable à la donnée du drame dont il est le héros. Hamlet, c'est l'hésitation provoquée par certaines circonstances, mais agrandie par un sublime poëte, et s'élevant jusqu'à devenir un type offert d'avance aux commentaires des générations nouvelles. Ce qui a saisi et préoccupé tout d'abord Shakspeare, c'est le problème de la destinée humaine, le contraste de la faiblesse de l'homme avec le sentiment vague et douloureux de sa grandeur. Eh bien! s'il y eut une heure où ce contraste dut troubler les âmes poétiques, où ce problème dut commencer à peser de tout son poids sur l'esprit humain, ce fut celle où s'annonça la grande émancipation du XVIe siècle. Dégagées de leurs entraves, mais aussi privées de leurs appuis, les intelligences durent avoir un instant d'enivrement et de vertige. Penchées sur le monde nouveau qui s'ouvrait à elles, elles durent se demander si c'était là un horizon ou un abime. Dans ce premier moment, douter, rêver, hésiter, ont été, j'imagine, une seule et même chose. Qu'on ne dise donc pas qu'attribuer cette intention philosophique à Shakspeare, c'est antidater *Hamlet*, et mettre après coup, dans cette tragédie, des idées qui n'ont pris naissance que deux siècles plus tard. Nulle époque, au contraire, n'a été plus favorable à cette première personnification qui, développée et précisée par d'autres génies, a défrayé presque toute la poésie moderne. Sous la plume de Shakspeare, elle est naïve et confuse encore; mais il n'est difficile ni de la reconnaitre, ni de l'expliquer. La rêverie a dû naître en même temps que l'examen : suivant que les esprits ont été plus portés à contempler ou à agir, à marcher en avant ou à se replier sur eux-mêmes, ils ont dû rêver ou contrôler dès qu'ils ne se sont plus bornés à croire. Hamlet a dû suivre de près Luther, et son premier cri d'irrésolution et d'angoisse a été, dans le domaine de la poésie, ce qu'a été le premier cri de la réforme dans le domaine de la pensée.

Au point de vue philosophique et humain, Hamlet est donc bien vrai; comme héros d'une action dramatique, il reçoit en outre des circonstances une impression particulière qui en fait l'homme d'un drame non moins que l'homme d'une époque, et qui, grâce au génie universel de Shakspeare, concourt à l'ensemble de cette immortelle physionomie. C'est ici que nous le retrouvons tel que l'a rendu visible et palpable la magnifique interprétation de Gœthe : voilà de quelle façon il est noble et beau d'aborder les chefs-d'œuvre, et de faire servir une renommée populaire à généraliser, à rajeunir, à transporter d'une littérature dans une autre ces poëmes qui sont l'orgueil et l'enseignement de l'humanité. Telle est leur grandeur, qu'on ne peut y toucher sans effleurer en même temps tout ce qui nous intéresse et nous inquiète ici-bas : on dirait des arbres gigantesques, touffus, séculaires, cachant sous leur feuillée épaisse des myriades d'idées. Frappez le tronc, toute cette mystérieuse volée se réveille et s'agite; mais, pour qu'elle se laisse prendre, il faut des oiseleurs comme

Gœthe, et le vulgaire rêveur ne peut tout au plus qu'entendre le bruit et le frémissement des feuilles.

Mieux vaut du moins cette humble part que celle du bûcheron qui coupe l'arbre, et c'est ce que n'ont pas manqué de faire les nouveaux traducteurs d'*Hamlet*. Entre le trois centième feuilleton d'un interminable roman, et la mise en scène d'un interminable drame, jeter à la hâte au public du boulevard un calque inexact et grossier de l'œuvre la plus immense et la plus complexe qui soit sortie d'une tête humaine; s'arrêter une minute au milieu d'une course infatigable et insensée pour boire dans le creux de sa main une tragédie de Shakspeare; exposer aux regards un *Hamlet* lithographié, pour faire prendre patience aux curieux qui sont las des prouesses du *Chevalier de Maison-Rouge*, et qui attendent les merveilles de *Monte Cristo*, voilà, il faut en convenir, une tâche bien littéraire! C'était bien la peine d'ouvrir un nouveau théâtre pour faire alterner les œuvres défigurées de Schiller et de Shakspeare avec des énormités mélodramatiques étalées d'avance au rez-de-chaussée des journaux. Que M. Dumas traite ses propres inventions avec cette brusquerie cavalière, il en a le droit, et ce n'est pas nous qui réclamerons; mais il nous semble que Schiller et Shakspeare mériteraient un peu plus de respect. Plus il serait utile d'initier le public, par des traductions consciencieuses, à ces beautés originales qui ne lui sont pas encore familières, plus il y a d'inconvénient et de péril à lui donner pour du Shakspeare ce qui n'en est que la pâle et infidèle copie : ce n'est plus gaspiller son propre bien, c'est aliéner le bien d'autrui.

Oui, de semblables tentatives exigent un désintéressement, un dévouement à la poésie et à l'art qu'il serait dérisoire de demander aux modernes dramaturges. L'écrivain qui entreprend un travail de ce genre doit faire abnégation de lui-même. Au lieu d'être guidé par l'idée du succès, du contact immédiat de l'œuvre avec la foule, il doit s'enfermer pour ainsi dire avec le poëte qu'il traduit, comme s'il n'existait au monde que l'idéale statue dont il essaye de soulever le voile. C'est par cette contemplation solitaire, silencieuse, réfléchie, qu'il peut pénétrer, comprendre, puis s'assimiler peu à peu les beautés du modèle, et, à l'aide d'un second travail contenu en germe dans le premier, devenir à son tour initiateur et interprète, agrandissant ainsi tout à la fois l'influence du maître qu'il fait connaître à un nouveau public, et le domaine de la littérature qu'il enrichit d'un nouveau chef-d'œuvre. C'est l'exemple qu'a donné Gœthe; c'est ce qu'ont tenté après lui quelques poëtes sincères. Ce désir de prendre pied dans les répertoires étrangers, d'ajouter quelques fiefs aux limites un peu restreintes de notre art dramatique, fit partie de la période littéraire d'où est sortie l'école nouvelle, et c'est à ce mouvement que se rattache, entre autres, la belle traduction d'*Othello*, par M. Alfred de Vigny. Aujourd'hui qu'il n'est plus question des querelles qui inspiraient alors les traductions comme les tentatives originales, nous croyons que cette voie n'est cependant pas épuisée, et qu'on pourrait de temps à autre, pourvu qu'on y mît toute la réserve et tout le respect nécessaires, donner au théâtre des traductions de drames étrangers, non plus comme prétextes de discussions, mais comme sujets d'études, non plus comme problèmes à débattre, mais comme modèles à imiter, non plus comme éléments d'une révolution littéraire, mais comme bases d'un traité de paix et de libre échange entre les diverses littératures. Avons-nous besoin de dire que ces idées générales ne sont entrées pour rien dans cette imitation d'*Hamlet* jouée au Théâtre-Historique? Deux exemples nous suffiront pour faire comprendre avec quel sans-gêne les auteurs ont traité Shakspeare. Quiconque a lu *Hamlet* a gardé présent à l'esprit cette admirable exposition du drame, cette première apparition du fantôme sur la plate-forme. Bernardo et Marcellus n'ont pas encore échangé dix paroles, que déjà se révèle tout le côté légendaire du sujet, que l'imagination saisie, dominée, accepte du premier coup cette puissance

mystérieuse qui doit planer sur toute la pièce et engager Hamlet dans une lutte où la raison et la folie se disputent son âme, où cette âme maladive, se débattant contre un arrêt sorti de la tombe, finit par s'effrayer du réel, par s'élancer dans le monde des chimères et par tomber au bord de l'abîme. *Hamlet* est là tout entier. Shakspeare, avec cette habileté magistrale qui en sait plus que les dextérités vulgaires, a compris que, pour jeter le spectateur en plein drame, pour franchir d'un bond ce dangereux espace qui sépare le possible du fantastique, il fallait que cette apparition fût le point de départ de son œuvre, le premier anneau de cette chaîne bizarre, le premier objet qui s'emparât de l'attention au lever même du rideau. Qu'ont fait les traducteurs? Ils ont supprimé toute cette première scène; ils ont commencé par une exposition jetée dans le moule banal, où des acteurs de chair et d'os discutent des intérêts terrestres, et ce n'est qu'après une scène où, à la façon des tragédies classiques, l'action est remplacée par le récit, que nous assistons à l'apparition du fantôme. L'effet ainsi préparé et amoindri est à la fois moins terrible et plus choquant, plus faible et plus invraisemblable; on l'eût accepté comme clef du drame, on le repousse comme incident. Mais ceci n'est, à vrai dire, qu'une faute dans la contexture matérielle, un tort du métier envers l'art. Voici une méprise plus grave, car elle atteint l'idée même, la partie philosophique d'*Hamlet* : les traducteurs ont changé le dénoûment. Shakspeare, dont la raison sublime s'est toujours fait sa part dans ses inventions les plus audacieuses, a caché un sens profond dans ce dénoûment où la mort semble frapper au hasard et comme dans une sombre mêlée. Ophélia est morte; Claudius meurt; la reine et Laërtes tombent. Il faut qu'Hamlet meure aussi; sa vie est épuisée avec son œuvre. Précipité hors des voies ordinaires par des événements terribles et une mission vengeresse, la tâche qu'il avait à accomplir s'est confondue avec tout son être : elle a borné son horizon, et, le rejetant violemment sur lui-même, elle a fait de lui, non pas un homme, mais un instrument au service d'une idée. Cette idée accomplie ou manquée, l'instrument s'arrête; il cesse d'exister parce qu'il ne peut plus agir, et c'est Fortimbras, l'homme de la vie réelle et des intérêts positifs, l'homme d'action en un mot, qui recueille l'héritage du sublime maniaque. Il remplace, sur le trône, le fou volontaire que l'idée fixe a marqué au front, que la rêverie a rendu impossible en dehors du but qu'il s'est posé, et qui doit expirer, faute d'air, en murmurant : *Le reste est silence*, au moment même où il va franchir les limites du sombre drame qui l'a absorbé et qui le tue.

Quel couronnement magnifique et profondément humain que ce triomphe de la vie active et réelle sur la vie contemplative et imaginaire! Il paraît que ce dénoûment n'a pas satisfait MM. Dumas et Paul Meurice. Ils lui ont substitué une dernière apparition du fantôme, apparition aussi ridicule qu'elle était saisissante sur la plate-forme, entre le dernier tintement de minuit et le premier chant du coq. Cette fois le fantôme arrive, comme le *Deus ex machinâ*, pour punir chacun selon ses mérites, et formuler, en alexandrins symétriques, son impartiale distribution. Si le moment était moins lugubre, et si les violons s'en mêlaient, on dirait un long couplet final. Tu vivras! crie-t-il à Hamlet, copiant ainsi, de par MM. Dumas et Meurice, le dénoûment de *Richard III*. Il faut vraiment avoir une bien petite idée du génie de Shakspeare pour croire qu'on peut indifféremment faire servir à Hamlet ce qui convient à Richard, placer le doux et poétique rêveur, succombant sous l'excès même de sa fidélité au devoir, en face du même châtiment que Shakspeare réserve à l'usurpateur criminel, remuant et sanguinaire. Ce trait seul peut faire juger de quelle façon MM. Dumas et Meurice ont agi avec le divin poëte; c'est plus qu'une inexactitude, c'est un contre-sens; c'est le renversement, la négation de l'idée mère qui domine la tragédie d'*Hamlet*. De pareilles fautes, on est amené à les commettre lorsqu'on s'est habitué à jouer avec les ressources et les difficultés de l'art comme avec les vases

d'un culte auquel on ne croit plus ; lorsque, pour amuser un public indifférent, on jette chaque matin, à travers un inextricable dédale, des personnages que l'on fait vivre ou mourir à sa guise, sans que le récit où ils sont mêlés puisse rien y perdre d'une vraisemblance que personne ne s'est avisé d'y chercher. Il faudrait que les héros de M. Dumas eussent plus de logique qu'Aristote et plus de mémoire que Nestor pour se souvenir, au vingtième volume, de ce qu'ils ont fait au premier, et leurs aventures ressemblent à celles des chèvres de Sancho, dont il suffit d'oublier le compte pour perdre le fil de toute l'histoire. Il y a un sens littéraire que l'on finit par égarer à force de gaspiller son talent, comme il y a un sens moral que l'on perd à force d'éparpiller sa conscience. Nous insistons sur ce point, parce que, fort peu importantes lorsqu'il ne s'agit que d'Athos et de Joseph Balsamo, les divagations de M. Dumas deviennent beaucoup plus graves lorsqu'il s'attaque à des poètes tels que Shakspeare et à des œuvres telles qu'*Hamlet*, où chaque partie a sa valeur et où on ne peut rien déplacer sans altérer la pensée primitive. Il en est de ces cimes poétiques comme des sommités sociales : s'élever jusqu'à elles, c'est les atteindre ; les abaisser jusqu'à soi, c'est les détruire.

Qu'importe maintenant que les détails extérieurs, matériels, aient été scrupuleusement observés, que l'affiche nous promette en anglais *Hamlet, prince de Danemark*, et qu'un comédien, vêtu d'après les admirables dessins d'Eugène Delacroix, nous jette, en grimaçant, la triple exclamation : *Horrible! horrible! most horrible!* ou bien : *Des mots, des mots, des mots!* Ce ne sont là que les puérilités de l'imitation. L'essence du drame a disparu; le style a perdu son originalité et sa couleur; le délicieux rôle d'Ophélia, cette suave figure, si heureusement placée auprès du sombre visage d'Hamlet, cette jeune fille, toute de grâce, d'amour et d'abandon, qui semble avoir vécu dans nos souvenirs ou dans nos rêves, tant Shakspeare lui a donné à la fois de réalité et de poésie, le rôle d'Ophélia est à peine reconnaissable. Ses teintes légères, ses lignes idéales, ont disparu sous ce crayon grossissant. Adieu cette blanche vision qui apparaissait à l'horizon du drame comme ces lumineuses éclaircies qui nous montrent un coin du ciel à travers des nuages chargés de tempêtes! Adieu cette fleur d'innocence et de tendresse vivant et mourant au milieu des fleurs! Au lieu de cette création charmante, nous n'avons vu qu'une actrice de proportions bien matérielles, suppléant à la grâce par la mignardise, à la naïveté par l'afféterie, et tous les assistants ont pu dire comme la reine : « Votre sœur n'existe plus, Laërtes! »

Si nous nous sommes arrêté sur l'*Hamlet* de M. Dumas, ce n'est pas pour nous donner le triste plaisir de critiquer une pièce médiocre, mais pour signaler une tendance générale dont l'effet peut être désastreux. Tel qui ne se tromperait pas sur la valeur d'un mauvais mélodrame prendra le change sur l'inexacte traduction d'un chef-d'œuvre. Tout théâtre qui manque ainsi à sa mission mérite les avertissements de la critique; il y aurait lieu d'en adresser d'analogues à l'Odéon, si l'on pouvait asseoir un jugement ou même un blâme en présence de ce débordement, de cette avalanche de pièces nouvelles qui tombent comme les neiges au printemps, et se fondent comme elles. Le second Théâtre-Français est-il institué pour offrir aux muses précoces et hâtives le stérile et dangereux plaisir de perdre leur chaste incognito, pour assouvir cette fièvre de publicité qui ne fait déjà que trop de victimes, ou bien pour choisir, pour préparer, par un consciencieux triage, par une initiation intelligente, des poètes et des artistes dignes d'être appelés et applaudis plus tard à la Comédie-Française? Ce théâtre, qui, par la continuité même de ses relations avec la jeunesse, devrait s'imposer la réserve et l'austérité d'une seconde éducation littéraire, semble, au contraire, prendre à tâche d'abaisser barrières et entraves, de caresser, par de décevantes complaisances, les illusions vaniteuses, les désirs irréfléchis des auteurs de vingt ans, et de donner raison aux mauvaises pièces contre les obstacles qui les

arrêtent, contre les critiques qui les attendent. Aussi les nouveautés se succèdent, à ce théâtre, sans mériter d'examen sérieux. Il en est une pourtant qui a eu presque les honneurs de la persécution et du scandale. L'auteur des *Atrides* s'est imaginé sans doute que des passions réelles et hostiles s'étaient soulevées autour de son œuvre; il n'en est rien: ce qui a causé sa chute bruyante, c'est tout simplement qu'il s'est trop pressé de prendre au sérieux la renaissance de la tragédie; il a été victime d'une réaction nouvelle, inévitablement amenée par cette autre réaction qui put faire croire, il y a cinq ou six ans, à la tragédie restaurée. Ceux qui se contentent de juger à la surface le courant des littératures croient que ce courant porte avec lui ce qui n'est qu'un mobile incident du paysage, momentanément réfléchi par l'onde rapide. Non, le flot est toujours le même; chaque siècle a le sien, et on irait jusqu'au fond du nôtre, que la tragédie ne s'y retrouverait plus.

Connaître les concessions qu'il faut faire à une époque et à un public pour qu'il vous les rende au centuple, c'est là une des grandes habiletés dramatiques: nul ne la posséda mieux que Casimir Delavigne. Son *Don Juan d'Autriche,* repris l'autre soir au Théâtre-Français, révèle cet art ingénieux de combiner dans une exacte mesure la témérité et la sagesse. Fidèle à une poétique que le public ratifie toujours, parce qu'elle place à son niveau les personnages et les proportions d'un drame historique, Casimir Delavigne rapetisse volontiers ses héros; nous sommes, hélas! bien loin de cette immense poésie qui, avec un petit prince danois et une légende fantastique, trouve moyen de créer un monde où s'agitent tous les problèmes de la destinée humaine. Avec Charles-Quint, Philippe II, don Juan, avec l'inquisition, la cour d'Espagne, la lutte de deux religions et de deux amours, Casimir Delavigne n'a fait qu'un tableau de genre. Une fois ce système admis, on doit rendre justice à cette adresse, à cette convenance dont Casimir Delavigne n'a jamais donné des preuves plus frappantes que dans *Don Juan d'Autriche.* Jouée avec beaucoup de distinction et d'ensemble, cette pièce variera agréablement le nouveau répertoire. Dussé-je encourir les foudres désintéressées de M. Viennet, je suis pourtant forcé de remarquer que cette couleur *voltairienne* répandue dans le dialogue fatigue à la longue et fait l'effet d'une retouche de M. Pérignon sur de vieux portraits de Vélasquez. Ce fut là encore un des secrets de Casimir Delavigne; chaque fois qu'il voulait risquer quelque chose, essayer un peu de nouveauté au théâtre, il avait soin d'atténuer et d'adoucir l'effet de sa hardiesse en y mêlant une dose de ce qu'il savait être agréable à son public. Trop prudent pour lui rompre en visière, il lui faisait admettre une innovation dramatique au moyen d'une épigramme contre les moines, et une situation neuve en y glissant une phrase de l'*Essai sur les mœurs;* il eut, en un mot, sinon toutes les audaces du génie, au moins toutes les diplomaties du talent: aucune prévoyance ne lui manqua, ni celle qui perfectionne l'œuvre, ni celle qui prépare le succès, et il reste comme un modèle de ce que peut faire un homme d'ordre avec une fortune médiocre sagement administrée.

C'est encore un auteur bien habile que M. Scribe, mais avec plus d'animation, de fécondité et d'entrain. Son aimable alliance avec M. Auber nous a donné, cette semaine, un de ces opéras dont les paroles et la musique offrent l'heureuse combinaison de ces deux charmants et inépuisables esprits. L'opéra nouveau s'appelle *Haydée ou le Secret.* L'idée première a été fournie à M. Scribe par un des plus beaux récits de M. Mérimée, intitulé : *la Partie de trictrac.* C'est l'histoire d'un homme qui, dans une nuit de vertige, au moment de se voir ruiné par un dernier coup de dés, amène en trichant le seul point qui puisse le faire gagner, et ruine à son tour son adversaire qui se tue de désespoir. Seulement M. Mérimée, habitué à se contenir dans les limites du vrai et du réel, n'a demandé à son idée que ce qu'elle pouvait lui donner. Son héros, accablé de remords, refuse les consolations de l'amitié et de

l'amour, et, malgré le vague du dénoûment, on devine qu'il a cherché dans la mort un refuge contre l'irréparable. Pour M. Scribe, il n'y a pas d'irréparable, parce qu'il n'y a pas d'impossible. Son héros a triché ; mais il est si beau, si courageux, il se bat si bien, que ce remords et cette tache pourront s'effacer peut-être, s'il parvient à cacher son fatal secret. Il y réussit, grâce au dévouement de la jeune Haydée, et on prévoit, quand le rideau tombe, que ce dévouement sera payé par un bon et heureux mariage qui achèvera d'éclaircir le front mélancolique du coupable. Sans doute, le spectateur est satisfait de voir les choses s'arranger aussi aisément ; mais est-il bien convenable, bien admissible qu'une pareille faute soit non avenue, uniquement parce qu'elle reste ignorée ? D'ailleurs, ce secret est connu de la jeune fille et du public : c'est déjà trop pour l'impression définitive. M. Scribe n'a donc qu'à demi évité l'écueil ; mais il s'y est pris avec tant d'adresse, qu'on ne s'aperçoit de l'invraisemblance qu'au moment où il est trop tard pour s'en fâcher. La musique de M. Auber est écrite avec un soin et une élégance parfaits. Peut-être en traitant ce sujet grandiose et parfois lugubre, en voyant s'ouvrir devant elle les lagunes de Venise, le palais des Dix et même la pleine mer, a-t-elle un peu trop dit comme le Pollion de Virgile : *Paulò majora canamus*, et cherché les grands effets là où on eût aimé à rencontrer un de ces jolis airs dont elle fait des perles et des diamants. Cette musique si gracieuse et si fine aurait été digne d'échapper à cette contagion du bruit, des gros cuivres et des unissons pathétiques. Même sur une scène plus élevée, dans *la Muette* par exemple, elle avait su garder sa nuance, tendre la main à Rossini, mais par-dessus la frontière, et sans sortir de France ; elle avait protégé contre les tempêtes de l'orchestre cette fleur d'élégance, ce mélodieux esprit qui la caractérise et la distingue. Elle pouvait dire avec le plus charmant de nos poètes :

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre !

Sage devise qu'on devrait répéter sans cesse à ceux qui, mécontents de leurs petits États, en littérature ou dans les arts, veulent conquérir chez le voisin et finissent par ne plus compter sur la carte. Dans *Haydée*, M. Auber ne s'est pas complétement préservé de l'épidémie ; mais il y a encore, dans cette partition, assez de morceaux d'une inspiration aimable et fraîche pour justifier le succès. On peut citer, au premier acte, la jolie romance d'Haydée et les couplets d'Andréa, d'une facture si franche et si vive ; au second acte, le délicieux air de *la Brise*, accompagné en sourdine par le chœur, dont le vague murmure fait réellement l'effet d'un souffle glissant sur les eaux et portant la mélodie sur ses ailes. Au troisième acte, une charmante barcarolle et une scène magnifique où le désespoir de Lorédan contraste avec les refrains joyeux que les gondoliers viennent chanter sous son balcon, ont été particulièrement applaudies. En somme, le succès a été très-grand, et tout y a concouru, beauté de décors, éclat de mise en scène, luxe de costumes, tout, jusqu'au talent de Roger, à qui le rôle de Lorédan doit, dit-on, servir de transition pour arriver à l'Opéra. Ce nouveau triomphe de M. Auber, cette partition brillante et riche, prouve que, si l'heureux compositeur n'est plus d'âge à pouvoir grandir, du moins il ne vieillit pas.

Quels que soient les succès des autres scènes lyriques, l'attention des dilettanti est toujours fixée sur mademoiselle Alboni. En jouant tour à tour aux Italiens le rôle tragique d'Arsace et celui de la Cenerentola, mademoiselle Alboni nous a donné, dans les deux genres les plus divers, la mesure de son talent. C'est toujours cette voix délicieuse, d'un timbre frais et juvénile, d'un velouté incomparable, d'une prodigieuse étendue, cette voix dont tous les registres sont liés d'une façon si exquise, qu'à part deux ou trois notes moins sonores, l'oreille la plus susceptible ne pourrait

y découvrir ni solution de continuité, ni transition brusque. Cette facilité d'émission, cette agilité inouïe, cet ensemble de dons merveilleux et qui semblent innés, forment, pour ainsi dire, le seul défaut qu'on puisse reprocher à mademoiselle Alboni. Elle chante avec tant d'aisance, elle est si sûre d'elle-même, qu'il manque à son chant cette émotion intérieure, ce généreux effort pour atteindre à la pensée du maître, cette inspiration du moment, inégale parfois, mais qui rachète tout par un héroïque élan. Nous croyons donner une idée de ce singulier *défaut* que nous reprochons à la jeune cantatrice, en disant qu'elle nous paraît occuper, dans l'exécution musicale, l'extrémité contraire à celle où se trouve aujourd'hui Duprez, pour qui tout morceau est un combat, toute note une lutte, tout succès une pénible victoire. Il y a dans le sentiment profond et passionné de l'art, quelque chose de sympathique et de si beau, que l'auditeur est souvent plus ému par cette douloureuse aspiration de l'artiste vers l'idéal d'un rôle que par la perfection tranquille d'une vocalisation irréprochable. Voilà ce qui manque chez mademoiselle Alboni; chez elle, la note est donnée par le gosier, jamais par l'âme. Aussi n'a-t-elle pas ces vibrations, ces frémissements soudains qui vont du chanteur au public, et qu'il suffit d'indiquer pour rappeler à tous la poétique image de la Malibran; ce n'est pas à elle que le poëte dira :

> Ah ! tu vivrais encor sans cette âme indomptable ;
> Ce fut là ton seul mal, et le secret fardeau
> Sous lequel ton beau corps plia comme un roseau !

Ce manque d'inspiration a été surtout sensible dans le rôle d'Arsace. Dans celui de la Cenerentola, qui n'a à exprimer que des sentiments calmes et doux, mademoiselle Alboni a été ravissante. La présence de cette jeune et vaillante recrue semble avoir ranimé, rajeuni les vieilles gloires de ce théâtre. Ce soir-là Lablache avait trente ans. Il a joué don Magnifico avec une verve, une bouffonnerie sublimes. Sa voix olympienne a soutenu, de son infatigable tocsin, les masses des chœurs et des ensembles; dans le finale et dans le sextuor, cette voix, sur laquelle se détachaient les fines vocalises de mademoiselle Alboni, ressemblait à un bloc de granit où une main délicate aurait dessiné d'élégantes ciselures. Ronconi même chantait juste, et sa gaieté nerveuse, inquiète, contrastait admirablement avec la joyeuse et monumentale carrure de Lablache; enfin Gardoni, cet élégant ténor à la voix pure et suave, complétait cet ensemble qui a rappelé les plus belles soirées du Théâtre-Italien.

Ainsi, il n'y a jamais à désespérer de l'art; au moment où on est près de murmurer les mots d'abandon et de décadence, il suffit d'une jeune voix s'élevant tout à coup derrière un pupitre ou une rampe, pour ramener la foule, passionner les connaisseurs, ranimer les artistes, et remettre en lumière de délicieux chefs-d'œuvre. N'en sera-t-il pas de même dans la poésie et l'art dramatique? N'arrivera-t-il pas une œuvre, un artiste, un moment qui ouvrira au théâtre moderne cet horizon tant de fois entrevu et tant de fois évanoui? Le jour où s'offrirait ce nouveau sujet d'enthousiasme, de curiosité et d'étude, la sympathie et le succès ne lui feraient pas défaut. Le public est prêt à l'accueillir et à le comprendre; il sait ce qu'il ne veut plus, et se prépare ainsi à savoir ce qu'il veut. La vogue soutenue du charmant proverbe d'*un Caprice*, l'empressement avec lequel on provoque d'autres tentatives dans la même voie, prouvent avec quelle rapidité prendrait l'étincelle, quels transports éclateraient devant une idée fine et vraie, prise au cœur même du monde actuel et développée par un véritable poëte. Que l'art dramatique ne se décourage donc pas, surtout qu'il ne se laisse pas désorienter par des réactions imaginaires. Notre siècle approche de la cinquantaine; il est temps qu'il renonce à ces variations de goût et d'humeur qui

remettent sans cesse en question ce qui paraissait chose jugée. Ce qu'il nous faut, c'est un drame où nous retrouvions nos passions, une comédie où nous reconnaissions nos travers. Les formes vieillies ne peuvent pas rajeunir; les moules brisés ne peuvent pas donner de nouvelles statues. On peut discuter sur le vrai, sur le faux, sur le beau, sur le laid; la mort et la vie ne se discutent pas. On respecte les morts, mais on ne vit qu'avec les vivants; on admire les monuments, mais on n'a affaire qu'aux hommes.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1847.

La session des chambres a été ouverte mardi. La présence du roi a dissipé tous les bruits qui avaient été répandus en France et ailleurs sur l'état de sa santé. On est toujours saisi d'un respect profond à la vue de cet auguste et infatigable travailleur qui porte si vaillamment non-seulement le poids des années, mais celui de la politique. Pour juger de la place immense que le roi Louis-Philippe occupe dans les affaires humaines, il suffit de voir l'effet produit sur toutes les places de l'Europe par le simple bruit de l'altération de ses forces. Que le roi passe seulement pour malade, qu'on sache qu'il a déjeuné dans sa chambre à coucher, c'est assez pour donner des soubresauts à la Bourse et faire frissonner tous les écus de la terre. Il y a cependant des limites auxquelles la panique réelle ou factice de la spéculation nous paraît atteindre la niaiserie. Ainsi, il est facile de comprendre que les fonds baissent sur le bruit de la mort ou même d'une indisposition du roi : ce sont là des hypothèses naturelles, basées sur des chances qui sont dans l'ordre des événements nécessaires; la garde qui veille aux barrières du Louvre ne défend les rois ni de la grippe ni des lois de la nature; mais ce que nous ne comprendrons jamais, c'est que les fonds puissent se laisser influencer par des bruits aussi singuliers que la nouvelle de l'abdication du roi Louis-Philippe, parce qu'enfin ce sont là de ces impossibilités radicales auxquelles on ne peut ajouter foi qu'en vertu de la maxime : *Credo quia absurdum*. Si quelque chose avait pu donner de la consistance aux bruits répandus sur la santé du roi, c'eût été assurément la perte cruelle qu'il a éprouvée aujourd'hui même ; mais la santé de madame Adélaïde ne courait pas les dangers qui se sont manifestés si subitement hier, et qui se sont si malheureusement réalisés.

La présence autant que les paroles du roi était donc cette année une garantie nouvelle du maintien de la paix ; de la paix extérieure que de récents événements avaient paru menacer, et de la paix intérieure compromise par des agitations insensées. Le dernier paragraphe du discours de la couronne a posé de la manière la plus nette les questions soulevées depuis six mois dans les banquets réformistes. Le ministère a relevé publiquement le gant qui lui avait été jeté. Qu'il l'ait fait sous une forme tant soit peu agressive, nous ne lui en ferons pas un reproche ; nous trouvons au contraire merveilleux ceux qui accusent le gouvernement d'avoir fait du roi *un chef de parti*, comme si le roi n'avait pas, après tout, le droit d'être le chef de *son* parti. Si la question est ainsi posée, à qui la faute, sinon à ceux qui dans les banquets ont élevé

ou laissé s'élever des partis contre celui du roi et de la constitution? Depuis six mois, nous voyons des caricatures de montagnards rétablir les autels de Robespierre et de Marat, et y sacrifier les lois en attendant qu'ils puissent y sacrifier autre chose, et le gouvernement n'aurait pas le droit de dire que la royauté a *des ennemis!* Depuis six mois, les chefs de l'opposition dynastique laissent impunément traîner la dynastie et la charte dans la boue républicaine, et dissimulent honteusement leur drapeau devant celui des ennemis de la constitution, et il ne serait pas permis de leur dire qu'ils sont *aveugles!* En vérité, la gauche entend singulièrement la discussion! Voulait-elle donc qu'après toutes les gracieusetés qu'elle leur a débitées après boire, M. Guizot et M. Duchâtel se contentassent de la remercier? Ces ministres sont réellement bien méchants de se défendre quand on les attaque! Sérieusement, tout ce grand scandale affiché par l'opposition lui fait peu d'honneur; il ferait croire qu'elle n'avait de courage pour injurier les ministres et la majorité que lorsqu'ils n'étaient pas là pour lui répondre. Si elle a tant de griefs sur le cœur, elle doit se féliciter d'avoir une occasion de les dire; cette occasion lui est offerte.

Les premières opérations de la chambre des députés ont montré la majorité aussi unie, aussi compacte qu'elle l'a jamais été. Il n'y avait point eu de doutes sérieux sur l'issue de l'élection du président, malgré les diversions qui avaient été tentées. L'opposition avait pourtant montré une abnégation édifiante, et elle s'était déclarée prête à accepter tous les candidats possibles; en désespoir de cause, elle est retournée à M. Barrot. Le schisme qu'on n'avait pu établir sur la question de la présidence, on a cherché à le transporter sur celle des vice-présidences. En choisissant un nom qui appartenait depuis longtemps au parti conservateur, celui de M. Lacave-Laplagne, on espérait partager la majorité. Cette tactique n'a pas mieux réussi, et les quatre vice-présidents portés par les conservateurs et par le ministère ont passé au premier tour de scrutin. L'opposition en appelle maintenant du scrutin à la discussion; l'on s'attend à des débats prolongés et très-orageux sur l'adresse.

Quand cette crise d'éloquence sera passée, quand cette éruption périodique sera arrivée à son terme, les chambres trouveront ample matière à travail dans les différents projets de lois annoncés par le ministère. Les réformes que nous avions signalées comme devant être introduites dans l'impôt sur le sel et dans la taxe des lettres sont au premier rang dans le programme de la session, avec des projets de loi sur l'instruction publique, sur les prisons, sur les tarifs de douanes, sur les caisses d'épargne, sur le régime hypothécaire.

Toutefois ce travail ne saurait satisfaire à tous les besoins de la vie politique. Avec l'agitation qu'enfante le mouvement des intelligences et des intérêts, avec l'action incessante, légitime, qu'exerce l'opinion du dehors sur les corps qui la représentent et la règlent, on ne saurait s'étonner de l'importance croissante qu'acquièrent les questions de réforme électorale et de réforme parlementaire. Ces questions se reproduiront sans nul doute dans cette session; mais se reproduiront-elles avec plus d'éléments de succès que dans la session dernière? Nous ne le pensons pas. La chambre n'a pas plus de raisons cette année qu'elle n'en avait l'année passée pour se suicider et pour déclarer elle-même qu'elle siége en vertu d'une loi vicieuse. Ce ne sont pas les banquets réformistes qui doivent avoir avancé, aux yeux de la chambre, la cause de la réforme; la majorité n'en est sans doute pas à imaginer que tout ce qui a été dit depuis six mois ne s'adresse qu'au ministère et qu'elle n'en a pas sa part. De bonne foi, l'opposition ne peut attendre que cette majorité qu'elle a accablée de tant d'injures lui donne raison en se condamnant elle-même, et qu'elle choisisse ce moment pour se frapper d'une déclaration d'indignité. Sans doute les institutions libres ne peuvent être condamnées à l'immobilité; il est de leur nature de pouvoir s'étendre et se modifier, et la loi d'élection n'est pas plus close que les autres; mais

les chambres ne sont pas faites pour enregistrer simplement les décrets des clubs : il faut que la discussion passe de la table à la tribune.

Dans la politique extérieure, la question qui donnera lieu aux débats les plus sérieux et les plus animés sera celle de la Suisse. Le roi a exprimé l'espoir que la Suisse maintiendrait les bases de la confédération auxquelles est attachée cette sécurité que l'Europe a voulu lui garantir par les traités ; c'est poser la question dans ses termes les plus justes. On parait trop généralement croire que le triomphe rapide du parti radical en Suisse a tranché toute la difficulté, et qu'il n'y a plus rien à faire dès qu'il n'y a plus de combattants à séparer. C'est oublier que la médiation des cinq puissances avait deux objets, et que, s'il n'y a pas eu lieu d'appliquer le premier, le second n'en est pas moins resté intact. Les puissances signataires des traités de Vienne ont des devoirs à remplir envers les cantons qu'elles ont autrefois déterminés, et pour ainsi dire forcés à s'annexer à une confédération dans laquelle ils craignaient d'être absorbés. Nous ne prêterons à aucune d'entre elles l'idée passablement ridicule d'avoir voulu rétablir la position des deux parties belligérantes en Suisse telle qu'elle était avant la guerre : on ne relève pas des créatures de chair et d'os comme on ferait de soldats de bois peint, et d'ailleurs le *Sonderbund* ne s'est montré ni assez brillant, ni assez vivace, pour qu'on soit très-empressé de le ressusciter ; mais il est bon que la majorité radicale sache qu'on a l'œil ouvert sur ses actes. La question de la réforme du pacte sera nécessairement abordée; déjà il se manifeste sur ce point des dissentiments entre les vainqueurs. Les uns voudraient battre le fer pendant qu'il est chaud, et profiter de la terreur qui règne dans les cantons vaincus, et de l'unanimité qu'elle leur donnerait dans la diète, pour procéder immédiatement à une refonte générale de la constitution. Selon ceux-là, il s'agit de faire régner l'harmonie entre les constitutions cantonales et la constitution fédérale, et, maintenant que l'harmonie existe entre les parties, la chose doit être facile. Il faut saisir l'occasion, elle ne sera jamais aussi belle ; la diète qui a décrété la guerre sera plus propre qu'aucune autre à continuer son œuvre. Voilà ce que disent ceux qui s'appellent eux-mêmes les hommes d'action. Les hommes de conseil, de leur côté, aimeraient mieux que la mission de refaire le pacte fût confiée à une autre diète ; ils voudraient être plus loin des influences de la lutte et de l'ivresse de la victoire. Les cantons radicaux eux-mêmes ne sont pas disposés à abdiquer au profit de Berne cette égalité de représentation qui est la sauvegarde de leur souveraineté individuelle, et déjà nous voyons les organes du radicalisme de Zurich protester à l'avance contre les réformes qui changeraient les bases du pacte actuel. La lutte ne tardera pas à s'établir entre ces deux influences ; en attendant, le parti des hommes d'action se fortifie par l'accession des députations nouvelles des cantons conquis.

Tout n'est donc pas terminé, ni pour la Suisse ni pour l'Europe. Il reste à voir jusqu'à quel point la Suisse croira devoir modifier la forme sous laquelle elle a été non-seulement reconnue, mais constituée par l'Europe, et s'il lui convient de changer ses relations vis-à-vis des autres puissances. Les traités ont garanti certains priviléges, comme ceux de la neutralité et de l'inviolabilité, à la confédération helvétique constituée d'une certaine façon. Sans doute, ces garanties ont été accordées à la Suisse dans son propre intérêt; mais elles ont été stipulées aussi, comme le dit l'acte de reconnaissance, « dans le véritable intérêt de tous les États européens, » et le jour où la Suisse porterait elle-même atteinte aux traités qui la protégent, les puissances qui y avaient participé pourraient se considérer à leur tour comme libres de leurs engagements.

Il est probable que des avis de cette nature pourront être mis sous les yeux de la diète sans qu'il soit nécessaire d'établir à Neuchâtel une conférence régulière, comme il avait d'abord été convenu. Les plénipotentiaires nommés par la cour d'Au-

triche et par la cour de Berlin pour prendre part à cette conférence, le comte de Colloredo et le général Radowitz, ont poursuivi leur voyage jusqu'à Paris, où ils sont actuellement. Nous croyons qu'un nouveau projet de note identique à remettre à la diète sera proposé par M. Guizot aux quatre cours; nous y comprenons celle de la Grande-Bretagne.

Assurément, on ne peut qu'approuver M. Guizot de ne rien négliger pour essayer d'établir l'unanimité dans les conseils des grandes puissances, et, sous ce rapport, il agira sagement en offrant au gouvernement anglais de concourir aux démarches qui pourraient être faites de concert avec les cours continentales. Toutefois il est bon que ces efforts ne soient pas indéfiniment prolongés, et il ne faut pas permettre que le mauvais vouloir évident d'une seule puissance entrave de nouveau l'action de toutes les autres. Les chambres auront sans doute bientôt sous les yeux tous les éléments nécessaires pour éclairer les négociations qui avaient abouti à la proposition d'une médiation commune; nous croyons qu'il en ressortira pour tout le monde la conviction que le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne n'a pas joué, dans toute cette affaire, un rôle bien franc, et qu'il ne s'en est mêlé que pour en entraver la marche et pour y susciter des obstacles. Lord Palmerston a jusqu'à un certain point réussi, puisque l'offre de médiation des cinq puissances est arrivée trop tard pour avoir son effet; mais un tel succès n'est pas de ceux dont on puisse se faire beaucoup d'honneur. Dans tous les cas, nous ne croyons pas que M. Guizot se repente, ni qu'il cherche même à se défendre d'avoir fait tous les efforts qui étaient en son pouvoir pour faire entrer l'Angleterre dans le concert commun, et d'en avoir même fait plus que d'autres ne le jugeaient nécessaire. Il n'aurait dépendu que de lui de laisser l'Angleterre dans la position où lord Palmerston avait mis la France à une autre époque; on ne peut que l'approuver de n'avoir pas voulu user de représailles. C'est dans ce même sentiment qu'il appellera aujourd'hui encore le gouvernement anglais à concourir aux résolutions que pourraient prendre les autres cours, de concert avec la France; mais, nous devons le redire, ces offres conciliantes doivent avoir des bornes, et il ne faudrait pas pousser la politesse jusqu'à la duperie. Une fois qu'il aura été constaté que l'isolement de l'Angleterre est tout à fait volontaire, il faudra passer outre avec ou sans lord Palmerston.

Cela sera d'autant moins embarrassant pour le gouvernement français que, dans cette union avec les puissances du continent, ce n'est pas lui qui fait aucun sacrifice, ni de principes ni de tendances. Ce n'est pas lui qui ira à Vienne ou à Berlin; c'est, si l'on peut ainsi parler, Vienne et Berlin qui viendront à Paris, et, dans les délibérations dont les affaires de la Suisse pourront encore être l'objet, c'est l'influence du gouvernement français qui dominera, et ce sont ses conseils qui prévaudront.

Ce rôle de pouvoir modérateur que remplit le gouvernement français n'a pas peu contribué, par exemple, à retenir en Italie des explosions qui paraissaient toujours imminentes. De ce côté, de graves difficultés ont reçu dernièrement une solution. Ainsi l'affaire de Ferrare, qui avait failli mettre l'Italie en feu, s'est arrangée pacifiquement; les troupes autrichiennes sont rentrées dans la citadelle, et les forces pontificales ont repris la garnison de la ville; en un mot, les choses ont été rétablies dans leur état antérieur. L'affaire de Fivizzano a également reçu une solution pacifique; il parait que c'était simplement une question de forme, de procédé plus ou moins poli. Les Modénais sont sortis de la ville, les Toscans y sont rentrés; puis le commissaire du grand-duc de Toscane en a remis officiellement les clefs au commissaire du duc de Modène; après quoi les Toscans en sont de nouveau sortis et les Modénais y sont de nouveau rentrés, cette fois pour y rester; et tout le monde s'est trouvé content.

Un autre changement s'est accompli, non pas par l'intervention de la diplomatie,

mais par celle de la Providence. La souveraine viagère de Parme et de Plaisance, l'archiduchesse Marie-Louise, a, par sa mort, rendu une principauté au duc de Lucques. On sait qu'après elle Parme, Plaisance et Guastalla devaient passer à ce prince, qui, de son côté, transmettait alors son duché au souverain de la Toscane. Le duc de Lucques n'a pas eu à attendre longtemps. On assure que, par suite d'arrangements conclus entre les princes d'Italie, la possession de Pontremoli reste à la Toscane, et que, pour assurer une ligne de communication libre entre les trois États qui forment l'union douanière, Massa et Carrare seront déclarés neutres.

En Espagne, le général Narvaez poursuit autant que possible l'œuvre de réconciliation universelle qu'il a entreprise. Il faut encourager cette tentative, même en doutant qu'elle puisse définitivement réussir. Les passions ne peuvent pas se calmer si vite chez un peuple aussi vulnérable et aussi susceptible que le peuple espagnol, et, dans les derniers débats du congrès, elles se sont encore fait jour de temps en temps avec leur ancienne vivacité. La motion de M. Sagasti, qui n'était autre chose qu'une violente attaque contre la reine Christine, a remis les partis aux prises. M. Sagasti, comme on sait, avait demandé la production de la liste officielle des payements faits sur le trésor de la Havane depuis 1844, et l'opposition prétendait qu'outre la pension de la reine Christine, le gouvernement avait payé des sommes considérables pour établir une monarchie au Mexique, et autant pour faire une expédition dans la république de l'Équateur.

Sur ces deux derniers points, il n'y a pas eu de discussion sérieuse; mais une lutte des plus vives s'est engagée sur la question de la pension de la reine Christine. M. Beltran de Lis, au nom du ministère, a déclaré qu'en effet la pension de la veuve de Ferdinand, illégalement supprimée au moment de la régence d'Espartero, avait été rétablie, et que les arrérages en avaient été payés, mais qu'il n'y avait dans cette mesure rien que de constitutionnel, et que les arrérages de la pension d'Espartero avaient été également payés. La reine Christine a trouvé des défenseurs encore plus chaleureux dans ses partisans personnels, MM. Mon et Pidal. M. Mon a quitté le fauteuil de la présidence pour prendre une part active au débat, et M. Pidal, au milieu d'un tumulte qui rappelait les anciens jours, a porté le ravage dans les rangs des amis d'Espartero. M. Sagasti, voyant la fortune tourner contre le duc de la Victoire, a voulu retirer sa motion; mais les amis de la reine Christine ont mieux aimé épuiser le débat, et une majorité considérable, 121 voix contre 29, a donné la preuve de leur force. Après cette discussion, on a généralement cru que MM. Mon et Pidal entreraient dans le cabinet; mais cette modification paraît encore ajournée.

En Allemagne, nous n'avons guère à noter que la mort du prince électeur de Hesse-Cassel. On sait que ce prince trop original avait été déchargé depuis 1831 des soucis du pouvoir. A la suite de la révolution de France de 1830, le mouvement politique imprimé à divers États de l'Europe avait, entre autres résultats, produit dans la principauté de Hesse-Cassel l'établissement d'une constitution, l'exil du prince régnant, et la nomination de son fils comme régent. C'est ce prince exilé qui vient de mourir.

Son fils, le prince Frédéric-Guillaume, lui succède. Bien qu'élevé prématurément au pouvoir par une révolution, le nouvel électeur ne paraît pas disposé à rester fidèle, comme souverain régnant, à la constitution qu'il avait acceptée comme régent. Il voudrait, à ce qu'il semble, faire la répétition de ce qui s'est passé en Hanovre quand le duc de Cumberland y est venu prendre la couronne. Ainsi, il a commencé par refuser de prêter serment à la constitution; mais les états, c'est-à-dire les chambres, ont arrangé la difficulté en déclarant qu'ayant prêté déjà le serment comme régent, il n'avait pas à le renouveler comme prince régnant. L'électeur, enhardi par ce premier succès, a voulu faire prêter par l'armée un serment de

fidélité à sa personne, mais soldats et officiers ont répondu que c'était à lui de leur donner l'exemple. Le prince, très-mécontent, en a appelé à la diète et demande à être relevé de la constitution.

Bien que ces événements aient produit beaucoup d'agitation dans le petit monde constitutionnel de l'Allemagne, il ne faudrait cependant pas s'en exagérer la portée ou en attendre de graves conséquences. On a vu, par exemple, que, dans le Hanovre, la résistance constitutionnelle, après avoir fait beaucoup de bruit, avait fini par s'évaporer et par s'éteindre. L'électeur de Hesse a devant les yeux cet exemple, et compte se tirer de sa lutte avec la constitution aussi heureusement que le roi Ernest. En Allemagne, l'esprit politique n'est encore que peu développé; il est circonscrit dans les classes lettrées, dans le monde scientifique et théorique : il n'est pas encore descendu dans les classes populaires. C'est pourquoi des atteintes à la constitution, qui en France ou en Angleterre ne produiraient rien moins que des révolutions, n'excitent que peu de passion et ne rencontrent que peu de résistance dans beaucoup des États de l'Allemagne. Les classes supérieures s'agitent et se plaignent, mais le peuple reste à peu près indifférent; il faudra encore du temps avant que l'esprit public ait pénétré dans les couches inférieures.

Une révolution ministérielle très-sérieuse et en même temps très-inattendue vient de s'accomplir en Hollande. On sait qu'à l'ouverture de la session actuelle des états généraux, le roi avait annoncé qu'il saisirait les chambres d'une proposition pour la modification de la loi fondamentale. C'est sur le sens de cette promesse qu'il se serait manifesté entre le roi et ses ministres des dissentiments par suite desquels M. Van Hall, ministre des finances, et M. de la Sarraz, ministre des affaires étrangères, ont offert leur démission. Ils sont remplacés dans le cabinet par M. Van der Heim et M. Van Rappard. Les opinions des nouveaux ministres passent pour être contraires à toute réforme sérieuse de la loi fondamentale, et, en même temps que leur nomination, le journal officiel de la Haye publie une espèce de manifeste où il se plaint assez amèrement des fausses interprétations qui ont été données à la promesse du roi, et repousse l'introduction d'innovations étrangères comme aussi dangereuse que celle du cheval de Troie. Peut-être le roi de Hollande compte-t-il, comme le roi de Hanovre, comme l'électeur de Hesse, sur le caractère tranquille de son peuple; ce sont des expériences qui seront jugées par le résultat.

Le parlement anglais a clos sa session extraordinaire qui avait été convoquée pour parer aux nécessités et aux dangers de la crise commerciale. Du reste, quand les chambres ont été rassemblées, la crise avait déjà atteint son terme; le gouvernement n'a pas même eu besoin de demander un bill d'indemnité, et il s'est contenté de proposer la nomination d'un comité pour examiner la loi de la banque. De cette manière, le parlement a évité la perte de temps considérable qu'aurait nécessairement entraînée une discussion publique sur la législation financière du pays. C'est une question ajournée, qui se reproduira dans la session ordinaire qui doit s'ouvrir au mois de février.

Des questions d'un intérêt plus pressant encore et plus immédiat réclamaient d'ailleurs l'attention des chambres anglaises. Il a bien fallu s'occuper de l'Irlande, dans laquelle régnait une terreur qui rappelait les temps barbares. Au milieu des débats les plus orageux et des querelles interminables des représentants de l'Irlande, le parlement a voté une de ces lois de *coercion* qui se reproduisent de période en période sans jamais produire un effet durable. Le lord-lieutenant d'Irlande n'attendait que le vote de la loi pour mettre en vigueur les pouvoirs extraordinaires qu'elle devait lui confier. Quelques moments après l'avoir reçue, revêtue de la sanction royale, il a rassemblé son conseil, et a immédiatement promulgué des ordonnances qui étaient préparées depuis longtemps, et qui mettaient en état de siége les districts

les plus ravagés par les assassinats. Ces mesures de répression auront, on peut le prédire, le sort de toutes celles qui les ont précédées ; elles ne seront qu'un palliatif et n'atteindront point les causes du mal ; c'est d'elles surtout qu'on peut dire : A quoi servent les lois sans les mœurs? Aussi longtemps que le peuple d'Irlande sera élevé et nourri dans la croyance que le meurtre n'est pas un crime, mais seulement une vengeance légitime, l'Angleterre aura beau faire des lois, elle n'arrêtera point le cours de cette terrible justice populaire.

Outre cette grande difficulté, qui est commune à tous les ministères et à tous les partis qui se succèdent en Angleterre, le ministère de lord John Russell s'est trouvé et se trouve encore en présence de plusieurs questions dont la gravité ne fera qu'augmenter. En première ligne, nous placerons un dissentiment très-sérieux qui s'est élevé entre l'État et l'Église à propos d'une nomination faite par la couronne à un évêché devenu vacant. Lord John Russell, en cette occasion, est allé de gaieté de cœur chercher une mauvaise querelle où il pourra bien se brûler les doigts. Dans un pays aussi porté que l'Angleterre à la controverse religieuse, on ne soulève pas impunément de pareils conflits. On se souvient ou on ne se souvient pas qu'il y a une dizaine d'années, un certain docteur Hampden, professeur à l'université d'Oxford, avait été censuré et suspendu par un décret de cette même université comme convaincu de rationalisme et comme enseignant des doctrines contraires à celles de l'Église anglicane. Le docteur Hampden avait été depuis lors rétabli dans ses fonctions et commençait à être oublié, lorsque tout dernièrement lord John Russell a eu, on ne saurait dire pourquoi, l'idée de le nommer à l'évêché d'Hereford. Cette nomination, au moins imprudente, a produit un soulèvement général dans l'Église d'Angleterre. Quinze évêques ont présenté au premier ministre une remontrance et une protestation contre l'usage, ou, pour mieux dire, l'abus qu'il faisait de la prérogative royale; mais lord John Russell, avec son entêtement habituel, a tenu bon et a répondu aux évêques en envoyant au chapitre d'Hereford le *congé d'élire* ou ordonnance de nomination. Il faut savoir qu'il y a dans l'Église anglaise un simulacre, nous pourrions dire une parodie du système électif. Ainsi le premier ministre, au nom de la couronne, recommande au chapitre de l'évêché vacant l'élection de telle ou telle personne ; mais, si le chapitre s'avise de ne pas élire le candidat qui lui est désigné, la couronne, après un délai de douze jours, passe outre et nomme son candidat de sa propre autorité. C'est ce que vient de faire lord John Russell pour le docteur Hampden. La couronne, en Angleterre, réunissant à la fois le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, lord John Russell devait l'emporter dans cette lutte ; il reste à savoir s'il a agi prudemment en usant ainsi de la prérogative royale et en jetant dans le clergé des semences de mécontentement qui pourront un jour germer en insurrection. C'est une affaire plus sérieuse qu'on ne le croit peut-être, et il ne se passera pas beaucoup d'années avant qu'on en voie les suites.

Le parti qui, dans l'Église anglaise, combattait la nomination du docteur Hampden, n'est point le même qui a également combattu le bill présenté par lord John Russell pour l'entière émancipation politique des juifs. En général, la jeune Église est plus libérale que la vieille; l'une et l'autre ont été, dans cette occasion, parfaitement personnifiées dans leurs représentants laïques à la chambre des communes, M. Gladstone et sir Robert Inglis. La vieille intolérance religieuse a trouvé dans sir Robert Inglis son organe accoutumé : il a repoussé l'émancipation des juifs comme autrefois celle des catholiques; mais l'attitude prise par son collègue M. Gladstone, qui représente, depuis cette année seulement, l'université d'Oxford, a montré quels progrès s'étaient opérés depuis quinze ans dans l'opinion publique de l'Angleterre, surtout dans les classes éclairées. Cependant, et malgré la majorité considérable qui a accueilli dans la chambre des communes le bill d'émancipation des juifs, il ne faudrait pas encore

regarder la question comme résolue. La lutte sera plus vive et d'une issue beaucoup plus douteuse dans la chambre des lords, où siégent les évêques. M. d'Israëli ne sera pas là pour prouver à l'archevêque de Cantorbéry qu'il est juif et que tous les chrétiens sont nécessairement juifs, puisqu'ils admettent l'Ancien Testament. Ce n'est pas d'ailleurs avec ces tours de force d'un esprit paradoxal que la question peut être résolue; elle ne le sera définitivement que lorsque l'Angleterre aura accepté le principe posé par la révolution française, à savoir que tous les citoyens sont égaux devant la loi, et qu'ils ont tous un droit égal aux priviléges de la constitution sans distinction de culte ou de croyance.

Les discussions engagées dans la courte session du parlement anglais ont, du reste, été exemptes de tout esprit de parti. La question de la banque, celle de l'Irlande, celle de l'admission des juifs, n'étaient pas de nature à rétablir la ligne de démarcation qui s'est presque entièrement effacée entre les torys et les whigs. Si quelque danger menaçait le ministère de lord John Russell, il viendrait du dedans plus que du dehors. Une question personnelle parait devoir apporter en ce moment quelque trouble dans le cabinet. Le grand chancelier, lord Cottenham, est, dit-on, sur le point de se retirer pour des raisons de santé; sa retraite ouvrira la porte à de nombreuses ambitions que lord John Russell sera fort embarrassé de satisfaire.

Les partis ne sont pas dans une situation beaucoup plus régulière aux États-Unis. Le congrès américain s'est ouvert le 4 décembre, et on attend tous les jours en Europe le message du président. Jusqu'à présent, il y avait eu en Amérique, comme en Angleterre, deux grands partis : les whigs, qui sont aux États-Unis les torys, et les démocrates. Aujourd'hui ces deux grandes divisions paraissent confondues et désorganisées; il y a environ vingt candidats mis en avant pour la prochaine élection présidentielle qui doit avoir lieu au mois de novembre 1848. Les nouvelles du Mexique continuent à être de plus en plus vagues, et Santa-Anna est à peu près aussi introuvable qu'Abd-el-Kader.

LES DERNIÈRES ANNÉES

DE MOLIÈRE.

Entre la première et la seconde partie de la vie de Molière, tout juste au point où nous nous sommes arrêté (1), immédiatement après la chute trop méritée de *Don Garcie de Navarre,* se place un événement qui fut, nous le croyons, d'une énorme importance pour l'auteur comédien, pour le développement de son génie, partant pour le progrès du théâtre en France et pour la gloire de notre littérature. Nous voulons parler de la mort du cardinal Mazarin, arrivée le 9 mars 1661, qui remit aux mains du roi Louis XIV, âgé de vingt-trois ans, depuis neuf mois marié, l'administration de son royaume pacifié et le libre usage de la royauté absolue. On sait avec quel éclat le jeune roi déclara se charger de tout le fardeau. Dans le fait, il n'avait guère alors à en voir que les douceurs, et sa souveraineté devait s'exercer d'abord sur les plaisirs, qu'il était porté de nature à aimer nobles et grands. Ce fut dans les premiers temps qui suivirent cette prise de possession que se manifesta, de la part du prince pour le poëte, quelque chose de plus qu'une protection dédaigneuse et frivole, un certain mouvement d'affection intelligente, prompt comme la sympathie et durable autant que l'égoïsme. Du moment où ces deux hommes, placés à de telles distances dans l'ordre social, l'un roi hors de tutelle, l'autre bouffon émérite et moraliste encore bien timide, se furent regardés et compris, il s'établit entre eux une sorte d'association tacite, qui permettait à celui-ci de tout oser, qui lui promettait assurance et garantie, sous la seule condition de respecter et d'amuser toujours celui-là. Nous devons ajouter que jamais traité public, où la foi du monarque aurait été solennellement engagée, ne fut exécuté plus sincèrement; qu'en aucun temps, dans aucune circonstance, la sauvegarde donnée à l'écrivain contre tous les ressentiments qu'il pourrait provoquer ne parut se retirer de lui. C'est se moquer de nous, comme les historiens font trop souvent, que de mettre Molière au nombre des penseurs qui souffrirent en leur temps la persécution. Jamais homme au contraire, et ceci est à sa louange, n'alla plus droit son chemin, et ne se sentit dans toute sa course moins ébranlé. Il eut, en effet, les ennemis qu'il chercha : des rivaux, des particuliers, des classes d'hommes, des professions, des cabales, voire des croyances; mais ni individus, ni corps, ne purent lui faire aucun dommage, ne se hasardèrent

(1) Voyez le tome III de 1847, p. 203.

seulement à tenter contre lui rien de ce qui se traduit par la violence. La guerre incessante qu'il soutint contre les travers et les ridicules de son siècle lui rapporta de nombreux triomphes et ne lui coûta pas une blessure. Partout et toujours on le voit encouragé, récompensé, indemnisé. Quand on voulut l'attaquer par les voies qui agissent sur l'opinion, il eut toute liberté pour la riposte ; il s'en servit, on pourrait dire qu'il en abusa; et la cruauté même à laquelle il se laissa parfois entraîner fut prise chez lui pour une revanche légitime. Celui à qui ces choses sont arrivées ne fut certainement pas un pauvre hère, faisant son métier de moqueur à ses périls et risques, exposé à la vengeance et craignant le désaveu. Un caprice, cette fois éclairé, de la puissance souveraine lui en avait communiqué ce qui donne la confiance et la force ; son talent lui fournissait le reste. A vrai dire, il y a de Louis XIV deux créations du même temps et du même genre, Colbert et Molière.

Il est facile de trouver dans les œuvres de celui-ci la trace de cette impulsion donnée à son génie par un pouvoir qui l'excite, l'élève et l'autorise. Jusqu'au jour où Molière trouva un protecteur dans Louis XIV, nous pouvions presque nous impatienter de voir ce qu'il fallait de temps, d'hésitations, pour mettre en train ce philosophe, ce railleur, que nous savions être allé si hardiment et si loin. *L'Étourdi*, en 1653, *le Dépit amoureux*, en 1656, deux pièces pour la province ; à Paris, *les Précieuses ridicules,* en 1659, *Sganarelle*, en 1660, *Don Garcie de Navarre*, en 1661 : que de chemin perdu ! combien de détours pour arriver, après quelques éclairs de verve comique, à choir honteusement dans une œuvre héroïque et galante ! Laissez-le faire pourtant. Qu'il se trouve un beau jour face à face avec cette royauté qui seule pouvait lui donner l'essor; qu'il se sente échauffé par les rayons de ce soleil, que le sourire du roi lui promette appui, et avant trois ans, vous l'aurez vu atteindre le dernier degré d'audace que l'imagination puisse concevoir en un temps comme le sien : il aura fait le *Tartufe*.

Nous n'en sommes pas encore là, et Molière n'a qu'à se relever d'un mauvais pas, pour tout autre peut-être désespéré. Il reprend, à cet effet, le personnage de Sganarelle qui lui a réussi une fois ; il le place, avec son humeur narquoise et brutale, dans une intrigue vulgaire, qu'il anime de sa plus vive gaieté, de son naturel le plus vigoureux, de son style le plus mordant, et il donne au public *l'École des Maris*, au public d'abord, cela est hors de doute. La pièce fut représentée pour la première fois sur le théâtre du Palais-Royal, le 24 juin 1661. Les frères Parfaict, qui se trompent rarement, ont cru trouver ce fait démenti par un passage de Loret, et le malheur a voulu qu'une faute d'impression les ait ici induits en erreur, quand ils croyaient relever l'erreur d'autrui. La lettre où Loret rend compte de la représentation qui en fut donnée chez le surintendant Fouquet porte bien, dans le recueil de *la Muse historique*, la date du 17 juin ; mais c'est le 16 juillet qu'il faut lire, et la signature ordinaire le dit fort nettement :

Écrit le seize de juillet
Sur un fauteuil assez mollet.

En effet, le lundi précédent, 11 juillet, le surintendant Fouquet avait reçu dans sa maison de Vaux la reine d'Angleterre, le frère du roi de France et sa jeune femme Henriette. Là, « sieur Molier » avait joué, devant la compagnie, *l'École des Maris*, « qui charmait Paris depuis le 24 juin, et ce sujet avait paru si riant et si beau, » qu'il fallut l'aller représenter à Fontainebleau devant les reines et le roi. *L'École des Maris* fut d'ailleurs le premier ouvrage que Molière, comme il le dit dans son épître au duc d'Orléans, « eût mis de lui-même au jour. » On a vu que *les Précieuses ridicules* avaient été imprimées malgré lui, *Sganarelle* sans lui ; cette fois il obtint un

privilége daté de Fontainebleau, le 9 juillet 1661, et *l'École des Maris* parut imprimée le 20 août avec le nom de l'auteur, que Loret ne savait pas encore exactement la veille. Il était inscrit au frontispice J.-B. P. Molière, et dans le privilége Jean-Baptiste Pockelin de Molière.

S'il nous était enjoint de désigner précisément le jour, le lieu et l'heure où Molière se révéla en quelque sorte à Louis XIV et reçut de lui sa mission, nous croirions ne pas nous tromper en disant que cela se fit à Vaux, le mercredi 17 août 1661, dans l'après-midi, lorsque l'imprudent Fouquet, qui venait de se désarmer tout à fait en cédant sa place de procureur général, voulut étaler devant le roi les splendeurs accusatrices de sa magnifique demeure. Tous les divertissements y étaient réunis, et celui de la comédie avait été confié à Molière. Fouquet avait commandé en surintendant, et quinze jours avaient suffi pour qu'une pièce en trois actes fût « conçue, faite, apprise et représentée. » L'auteur, d'ailleurs, savait bien pour qui on lui ordonnait de travailler. Le roi, son frère, la reine mère, la princesse anglaise, femme du duc d'Orléans, ce qu'il y avait de plus illustre, de plus élégant, de plus choisi dans l'élite de la cour, « bref, comme dit Loret, qu'on y avait introduit, la fleur de toute la France, » c'étaient là les spectateurs, les juges qu'il allait avoir, et, chose singulière, avec ceux-là il se trouva tout aussitôt à l'aise. Quand, après le repas, les conviés se sont rendus sous une feuillée où l'on avait construit un superbe théâtre, la toile s'étant levée, Molière paraît sur la scène, devant l'auguste assemblée, « en habit de ville, et, s'adressant au roi avec le visage d'un homme surpris, fait des excuses en désordre sur ce qu'il se trouvait là seul, et manquait de temps et d'acteurs pour donner à Sa Majesté le divertissement qu'elle semblait attendre. » Cela ne vous semble-t-il pas déjà fort singulier que ce comédien s'avise de se montrer en sa personne avant son rôle, de parler pour son compte là où il n'est pas même chez lui, et de faire au roi les honneurs du théâtre de monseigneur Fouquet, quand il y a un prologue tout rimé de la façon de M. Pélisson, le poëte de la maison, quand une belle naïade va sortir d'une coquille pour le débiter, quand des arbres et des termes vont s'animer pour fournir des acteurs à la pièce et au ballet? Au milieu de toute cette mythologie gracieuse, ne trouvez-vous pas que le chef de la troupe, dans son habillement de tous les jours, se produit avec une familiarité qui vous surprend sans vous inquiéter? Après un pas de ballet, la comédie commence, et c'est ce même acteur, maintenant en costume de théâtre, qui ouvre la scène ; mais, dès les premiers mots, vous apprenez que l'auteur comédien ne s'est pas placé dans un monde imaginaire, éloigné, héroïque ou trivial ; il est en effet un personnage de même pays, de même condition que ceux qui le regardent, marquis vraiment comme le mieux empanaché qu'il y ait là devant lui :

« Ah! marquis, m'a-t-il dit, prenant près de moi place,
« Comment te portes-tu? souffre que je t'embrasse. »

Et les « fâcheux, » qu'il va passer en revue, sont tous ou de cette qualité ou ayant affaire à de telles gens. Ainsi voilà déjà et tout d'abord la scène de niveau avec l'amphithéâtre; ici et là les mêmes hommes, les mêmes canons, les mêmes plumes, les mêmes postures, excepté que, du côté où le ridicule a été copié, on se tait, on écoute, et que, là où il figure imité, on parle, on agit, on fait rire. La comédie se soutient ainsi pendant trois actes attachée à une intrigue fort légère, mais toujours sans déroger et dans la sphère la plus haute des travers de bonne compagnie : marquis éventé, marquis compositeur, vicomte bretteur, courtisan joueur, belles dames précieuses, solliciteurs à la suite des grands, colporteurs de projets, amis importuns; et, parmi tout cela, toujours le nom du roi ramené avec art, d'une manière respec-

tueuse et sans bassesse. Voilà ce qu'il est impossible de ne pas voir aujourd'hui encore, si loin que nous soyons des choses et des mœurs, dans la comédie des *Fâcheux*. La Fontaine, qui assistait à cette fête, écrivait peu de jours après à son ami Maucroix, en lui parlant de Molière : « C'est mon homme, » et nous sommes sûr, sans l'avoir entendu, que Louis XIV en dit autant.

Tout le monde sait qu'après la représentation de la comédie le roi, en félicitant l'auteur, lui indiqua un personnage de fâcheux qu'il avait oublié, celui du courtisan chasseur, et il paraît assez certain que l'original de ce caractère était le marquis de Soyecourt; mais, pour l'exactitude complète, il ne faut pas lui donner ici le titre de grand veneur. Il obtint, en 1669, cette charge, pour laquelle il pouvait dès longtemps avoir de la vocation; en 1661, il était depuis huit ans, et resta huit ans encore, maître de la garde-robe. Quoique le ridicule qui lui est attribué par cette anecdote fît assurément la moindre partie de sa réputation, on en trouve pourtant l'indice dans une lettre du duc de Saint-Aignan au comte de Bussy-Rabutin (18 janvier 1671), où il lui offre ses services : « Découplez-moi, lui dit-il, lorsque vous jugerez que je doive courir. Pardon de la comparaison; mais, pour mes péchés, j'ai passé une partie de la journée avec le grand veneur. » Ce qui est moins vrai, c'est que le rôle de la naïade qui récitait le prologue ait été confié à la jeune Armande Béjart. « La Béjart, » dont tous les témoins parlent comme d'une actrice parfaitement connue, était une nymphe de quarante-trois ans, comme il s'en conserve toujours trop sur les théâtres. C'était cette même Madeleine à laquelle Molière s'était attaché en 1645, et qui était revenue avec lui de la province.

Peu de jours après, *les Fâcheux* furent joués une seconde fois à Fontainebleau, sans doute avec la nouvelle scène dont « le roi lui-même, dit Molière, lui avait ouvert les idées, et qui fut trouvée partout le plus beau morceau de l'ouvrage; » mais il s'écoula près de trois mois avant que l'auteur pût montrer sa pièce au public de Paris. C'est qu'il s'était passé de singulières aventures à la suite de cette fête où elle avait paru. La fête de Vaux était du 17 août; la représentation de Fontainebleau avait eu lieu avant le 27, car Loret en parle dans sa lettre de ce jour; le 29, le roi partait pour la Bretagne; le 5 septembre, à Nantes, il faisait arrêter le maître du logis où il avait été si magnifiquement régalé et l'auteur du prologue qui avait ouvert le divertissement. Il est probable que la comédie des *Fâcheux* fut pendant quelque temps enveloppée dans ces souvenirs odieux qu'il ne fallait pas réveiller, qu'elle dut d'ailleurs subir quelques changements, afin qu'il n'y demeurât aucun vestige du malheureux patron qui en avait fait les frais. Un dauphin venait de naître à Fontainebleau le 1er novembre; le 4 novembre, *les Fâcheux* parurent sur le théâtre du Palais-Royal. La pièce fut achevée d'imprimer le 18 février 1662.

Deux jours après celui qui sert de date à l'impression des *Fâcheux*, le 20 février, l'auteur de *Sganarelle* et de *l'École des Maris* contractait mariage, devant l'autel, avec une jeune fille. La femme qu'il prenait, suivant tous les témoignages, avait à peine dix-huit ans. Le seul acte où il soit parlé de son âge lui donne cinquante-cinq ans à sa mort, arrivée en 1700, ce qui la ferait née en 1645, partant ayant accompli tout au plus sa dix-septième année lorsque Molière l'épousa. Qu'était-elle et d'où venait-elle? Ici se place le doute le plus étrange qui peut-être ait jamais pesé sur l'état civil de la personne la plus obscurément placée dans le monde. Il ne paraît pas contestable qu'elle eût été élevée, surtout depuis quelques années, dans le ménage presque commun où vivaient Molière, Madeleine Béjart, d'autres encore de la même troupe. Une tradition non interrompue durant près de deux siècles, et qui eut même, du vivant de Molière, des résultats publics et cruels, avait reconnu cet enfant pour la fille ou pour une fille de Madeleine Béjart. Nul n'avait jamais dit, écrit, insinué le contraire, encore bien qu'un seul démenti à cet égard eût pu anéantir les accusations

les plus graves contre l'honneur de celui qui devint son mari. La famille théâtrale qui l'avait vue, sinon naître, au moins grandir et prendre place dans ses rangs, savait parfaitement à quoi s'en tenir sur son origine et sur la femme qu'elle pouvait nommer sa mère. Cependant amis, ennemis, parlant du fait, les uns avec indifférence, les autres dans un but de diffamation, n'avaient jamais été contredits ni par les parties intéressées, ni par les critiques officieux; mais voilà que, tout à coup, après cent quatre-vingts ans, en 1821, un acte est produit, suivi, en effet, mais non précédé, d'autres actes tout à fait concordants, qui établit authentiquement que celle qui fut toujours estimée la fille de Madeleine Béjart était réellement sa sœur, sa sœur très-cadette de vingt-sept ans environ, fille des mêmes père et mère, sœur des mêmes frères et sœurs. Cet acte est justement celui du mariage qui nous occupe. La veuve de Joseph Béjart, la mère de Madeleine, Marie Hervé, y figure, et présente la mariée comme sa fille, née d'elle et de défunt son mari. Louis Béjart, le seul des frères survivants, y est présent avec sa sœur Madeleine, et tous deux s'y disent frère et sœur de la mariée, laquelle a nom Armande Gresinde Béjart. Il est vrai que l'acte de baptême de celle-ci n'est pas rapporté, que toutes les recherches n'ont pu le faire découvrir; mais la mère, le frère, la sœur, parlent dans un acte public, et, contre leur affirmation, il n'y a de possible que l'action criminelle. Si donc il s'agissait de procès, l'acte retrouvé emporterait le jugement en faveur de la filiation nouvelle. Pourtant, comme il s'agit ici de dire vrai et non de faire droit, comme, en matière de naissances surtout, il y a des milliers de vérités repoussées par la justice et autant de fictions judiciaires reniées par le bon sens, nous pouvons, dans cet embarras, nous faire une opinion de ce qui est le plus naturel, le plus simple, le plus vraisemblable.

Madeleine Béjart avait eu déjà une fille, née le 3 juillet 1638, d'elle et de messire Esprit de Raymond, seigneur de Modène, celui qui accompagna le duc de Guise à Naples et qui nous a laissé des mémoires de cette expédition. Ce que devint cette fille, on l'ignore; mais il est parfaitement prouvé que ce ne pouvait être celle au mariage de laquelle nous assistons. Elle aurait eu vingt-quatre ans, et l'extrême jeunesse de la femme de Molière est un fait notoire. Elle avait en outre un état civil, ce qui est plus difficile et plus dangereux à ôter qu'il ne l'est d'en donner un à qui n'en a pas. Or, nous croyons que telle était la condition d'Armande Gresinde; elle était, selon nous, et comme on l'a cru toujours, fille de Madeleine, née vers 1645, peut-être du même père que Françoise, mais sans que celui-ci, homme marié, eût eu pour la seconde fois l'audace de s'attribuer dans un acte public une paternité adultérine. L'enfant, à sa naissance, n'aurait pas été baptisée, ou l'aurait été sous de faux noms, ce qui expliquerait comment M. Beffara lui-même n'a jamais pu retrouver l'acte de ce baptême, quoiqu'il en crût pieusement l'existence. Madeleine l'aurait laissée sans doute à Paris lorsqu'elle alla en 1646, avec Molière, courir les provinces. Plus tard, elle l'aurait reprise avec elle, ainsi que sa mère, devenue veuve, qui ne comptait pas dans la troupe moins de quatre fils et filles. Lorsque Molière s'avisa de vouloir en faire sa femme, il fallut qu'elle apportât ce dont elle s'était fort bien passée jusque-là, un nom et des parents authentiques. Une naissance illégitime aurait pu révolter la famille du marié, réconciliée à peine avec ce vagabond dont elle n'était pas encore bien sûre de pouvoir se faire honneur. Le père, Jean Poquelin, le beau-frère, André Boudet, devaient assister au mariage. Il leur fallait offrir une bru, une belle-sœur, dont ils n'eussent pas trop à rougir. Le père Béjart était mort, on ne sait quand ni où. La mère vivait et pouvait avoir soixante ans, sa fille aînée, Madeleine, étant née en 1618. Elle était de nature fort complaisante, car on la voit, en 1638, marraine de l'enfant illégitime dont accouche, à vingt ans, la maîtresse du sieur de Modène. Elle consentit donc à se déclarer mère et à faire feu son mari père de l'enfant né en 1645,

ce qui lui donnait à elle une fécondité de vingt-huit ans, ce qui assurait à sa petite-fille, devenue sa fille, un état légitime, un bon mari, une honnête famille. Voilà, quoique nous n'aimions pas à faire des conjectures, comme il nous semble que les choses ont dû se passer. Et cette hypothèse, si l'on veut, qui a l'avantage de ne blesser aucun fait, nous semble confirmée par celui-ci : que le second enfant de Molière, né en 1665, eut pour parrain ce même sieur de Modène, qu'on devrait autrement croire bien loin des nouveaux époux, et pour marraine Madeleine Béjart, sa maîtresse de 1638. Ajoutons, quant à ce prénom de Gresinde que se donnait la mariée, prénom tout à fait provençal et qui venait certainement du sieur de Modène, que Madeleine Béjart l'avait rapporté avec le sien de ses voyages, qu'elle se l'était attribué à elle-même tout récemment dans un acte public, et qu'elle en avait gratifié, sur les fonts baptismaux, la fille d'un bourgeois de Paris, au grand embarras du curé, qui n'avait su comment l'écrire. Le 29 novembre 1661, avait été baptisée et nommée Jeanne-Madeleine Gresaindre une fille de Marin Prévost et d'Anne Brillard. Le parrain était Jean-Baptiste Poquelin, valet de chambre du roi, c'est-à-dire Molière; la marraine Madeleine Gresaindre Béjart, fille majeure.

Nous venons de voir Jean-Baptiste Poquelin, ou Molière, se déclarer, à la fin de 1661, valet de chambre du roi (on a omis le mot tapissier), et ceci nous met sur la voie d'une explication dont nous étions depuis longtemps en peine. Il ne nous semblait pas possible que le fils aîné de Jean Poquelin, survivancier de la charge de son père, se fût absenté de Paris douze ans de suite, eût mené tout ce temps la vie aventureuse de comédien de campagne, emportant avec lui, comme une pièce de son bagage, ce bien de famille qu'on lui avait assuré, ce titre dont il pouvait être appelé, par la mort de son père, à prendre l'emploi. Il nous paraissait que c'eût été mettre à trop grand hasard une chose qui avait son prix, et qu'enfin il existait quelque incompatibilité entre l'existence précaire qu'il avait choisie et cet avenir certain qui l'attendait. Aussi avons-nous été moins surpris que satisfait en apprenant, non pas, bien entendu, chez les biographes, qu'il avait été pris dans sa famille, et sans doute avec son consentement, des sûretés pour cette survivance. Jean-Baptiste avait un frère nommé Jean, né en 1624, le troisième fils du mariage de ses père et mère. Ce fut sur la tête de celui-ci qu'on fit reposer l'espérance à laquelle l'aîné semblait renoncer. Nous ne savons pas précisément à quelle époque cette mutation s'opéra; mais il est certain qu'en 1657, Jean Poquelin le jeune, fils de l'autre Jean, s'intitulait, en même temps que son père, « tapissier valet de chambre ordinaire du roi. » Ce Jean Poquelin le jeune demeurait sous les piliers des Halles, et mourut le 6 avril 1660, laissant sa femme, Marie Maillart, enceinte d'une fille qui fut baptisée, le 4 septembre suivant, comme née de « défunt Jean Poquelin, vivant tapissier valet de chambre du roi. » Or, c'était justement le temps où Molière venait de s'établir à Paris, où il avait l'assurance d'y rester désormais, où il gagnait l'affection du roi. Il paraît qu'alors il réclama son droit, qu'on lui permit de reprendre, après la mort de son frère, l'expectative dont il avait été autrefois nanti, que la bonté du roi rendit cette seconde substitution facile, si bien qu'en 1661 il se retrouva ce qu'il était en 1657. Et, en effet, l'*État de la France,* publié en 1663, nous montre, au nombre des huit tapissiers valets de chambre, pour le trimestre de janvier, « M. Poquelin et son fils à survivance. »

Le mariage de Molière eut lieu, comme nous avons dit, publiquement, en présence de son père et de son beau-frère, des mère, frère et sœur, ou se disant tels, de sa femme, le lundi gras 20 février 1662, ce qui fait tomber un conte absurde de Grimarest. L'alliance n'était pas brillante, elle n'élevait en rien la condition de Molière; elle mettait seulement une femme de plus dans sa maison, où il semble qu'il n'y en avait déjà que trop; mais, ce qu'il y a de meilleur pour un homme occupé, elle ne chan-

geait pas ses habitudes. Du printemps et de l'été qui suivirent, tout ce qu'on sait, c'est que la troupe alla passer « quelques semaines » à Saint-Germain, où le roi faisait son séjour, et Loret, qui nous apprend (13 août) son retour à Paris, dit que les acteurs et actrices, au nombre de quinze, reçurent chacun cent pistoles de récompense. Nous lisons bien, dans un livre estimé, que, cette année 1662, le roi fit un voyage en Lorraine, et que Molière, qui l'y suivit, eut occasion de ramasser sur son chemin la plaisante exclamation dont il fit si bon usage dans le *Tartufe :* « le pauvre homme! » mais il manque seulement à cette historiette que le roi soit allé en Lorraine, que Molière ait eu à l'y suivre, et que l'évêque de Rhodez, nommé alors archevêque de Paris, ait pu être d'un voyage qui ne se fit pas. Dans la vérité, il n'y a pas un fait à placer entre le mariage de Molière et le premier ouvrage qu'il donna ensuite au théâtre. Ce que Voltaire s'est avisé d'y mettre, sur le sujet des comédiens italiens, d'après un passage de Grimarest qui n'avait aucune valeur, ne se rapporte même pas à cette époque. S'il y eut pour Molière un temps heureux dans l'union conjugale, il en jouit sans trouble et sans distraction, aimé du roi, applaudi du public, considéré enfin parmi les gens de lettres, pendant cette année 1662 qui se termina par la mise en scène de *l'École des Femmes.*

Le succès de cette comédie, représentée pour la première fois, le 26 décembre 1662, sur le théâtre du Palais-Royal, fut éclatant, populaire, constaté par le rire et par la foule, confirmé aussi par l'ardeur et le bruit des critiques. Le nouvel auteur venait à la fin de prendre sa place; la cour et la ville l'avaient accepté comme un homme d'un sérieux talent, dont il fallait beaucoup attendre. C'était assez pour armer contre lui toutes les sortes d'ennemis que soulève le mérite heureux, c'est-à-dire l'envie, la médiocrité, l'esprit de contradiction. Tout cela se trouva prêt et armé quand parut *l'École des Femmes,* et l'applaudissement général qu'elle obtint des spectateurs servit de signal au déchaînement des censures. C'est ce que nous apprend très bien Loret en racontant que, dès le 5 ou 6 janvier 1663, la cour vit représenter au Louvre cet ouvrage

Qui fit rire Leurs Majestés
Jusqu'à s'en tenir les côtés...
Pièce qu'en plusieurs lieux on fronde,
Mais où pourtant va tant de monde
Que jamais sujet important
Pour le voir n'en attira tant.
(Lettre du 13 janvier 1663.)

Chacun sait quelles fautes on voulait y trouver contre le goût, la bienséance, le bon langage; chacun sait avec quelle verve l'auteur se défendit de ces attaques, et le procès littéraire n'est plus à juger; ce qu'on ne sait pas assez et ce qui est incontestable, c'est que de ce jour, de cette pièce, datent la mauvaise intelligence de Molière avec les personnes dévotes, la défiance de celles-ci pour les sentiments chrétiens du poète, leur indignation contre ses témérités, et le ressentiment qu'une telle disposition excita chez un homme de nature peu patiente. Déjà ceux dont nous parlons avaient remarqué dans *Sganarelle* cette moquerie adressée en passant à un traité de morale religieuse, fort recommandé par les directeurs de consciences, et dont il venait tout récemment, en 1658, d'être publié une traduction nouvelle :

« La Guide des pécheurs est encore un bon livre! »

Ils trouvèrent à se scandaliser bien plus dans la scène où Arnolphe veut endoctriner sa pupille. Son exhortation leur parut, et non sans cause, parodier insolemment les

formes d'un sermon; le vers même qui la termine reproduisait presque textuellement la bénédiction ordinaire du prédicateur. « Les chaudières bouillantes » dont il menace Agnès, la « blancheur du lis, » qu'il promet à « son âme » en récompense d'une bonne conduite, la « noirceur du charbon, » dont il lui fait peur si elle agit mal, et enfin ces *Maximes du Mariage ou Devoirs de la Femme mariée avec son exercice journalier,* dont il veut qu'elle lise dix commandements, ressemblaient trop en effet au langage le moins éclairé, et par conséquent le plus usité, du catéchisme ou du confessionnal, pour ne point paraître aux dévots un attentat contre les choses saintes. Ils n'allaient pourtant pas encore jusqu'à le dire publiquement, car la dispute, sur ce terrain, était périlleuse; mais ils s'en prenaient à d'autres licences qui offensaient seulement les bonnes mœurs. Le prince de Conti, l'ancien protecteur de la troupe de Molière en Languedoc, devenu fervent janséniste et théologien, écrivait ce qui suit dans son *Traité de la comédie et des spectacles :* « Il faut avouer de bonne foi que la comédie moderne est exempte d'idolâtrie et de superstition, mais il faut qu'on convienne aussi qu'elle n'est pas exempte d'impureté; qu'au contraire cette honnêteté apparente, qui avait été le prétexte des approbations mal fondées qu'on lui donnait, commence présentement à céder à une immodestie ouverte et sans ménagement, et qu'il n'y a rien, par exemple, de plus scandaleux que la cinquième scène du second acte de *l'École des Femmes,* qui est une des plus nouvelles comédies. »

Molière n'en fit pas moins imprimer sa pièce, qui fut publiée le 17 mars 1663, avec une épître dédicatoire à Madame. La préface qui l'accompagnait parlait assez légèrement des censures dont elle avait été l'objet et d'une dissertation en dialogue par laquelle il pourrait bien leur répondre. « Je ne sais, ajoutait-il, ce qui en sera. » Nous savons, nous, ce qui en fut. *La Critique de l'École des Femmes* fut jouée sur le théâtre du Palais-Royal le 1er juin 1663. On peut y voir avec quelle précaution Molière toucha au plus grave reproche qu'on lui avait adressé. « Le sermon et les maximes, dit Lysidas, ne sont-elles pas des choses ridicules et qui choquent même le respect que l'on doit à nos mystères? » — « Pour le discours moral que vous appelez un sermon, répond l'apologiste Dorante, il est certain que de vrais dévots qui l'ont ouï n'ont pas trouvé qu'il choquât ce que vous dites, et sans doute que ces paroles d'enfer et de chaudières bouillantes sont assez justifiées par l'extravagance d'Arnolphe et par l'innocence de celle à qui il parle. » Il fit mieux encore sur ce point que de raisonner. Il dédia *la Critique de l'École des Femmes* à la reine mère, qui représentait alors dans la cour l'intérêt de la religion, et la pièce fut imprimée, sous la protection de ce nom alors vénéré, le 7 août 1663. Vers le même temps, 3 juillet, la duchesse de Richelieu, recevant à Conflans la reine régnante et Madame, ne trouvait pas de meilleur divertissement à leur donner qu'une représentation de *la Critique.* C'était le temps enfin où le roi voulait distribuer des pensions aux plus illustres écrivains de son royaume, et Molière y fut porté pour mille livres avec cette qualification : « excellent poëte comique. » Cela valait bien le titre que lui attribuait sa femme, au baptême d'un enfant dont elle était marraine (23 juin 1663), en se faisant inscrire « femme de Jean-Baptiste Poquelin, écuyer, sieur de Molière. »

Nous avons parlé de censures dirigées contre *l'École des Femmes;* mais il ne faut pas s'y tromper. Rien de tout cela n'avait pris un corps de satire, de pamphlet, de dissertation. Le peu qu'en avait dit Donneau de Visé dans ses *Nouvelles nouvelles* ne touchait en rien aux reproches sérieux dont il est question, et c'était tout ce qu'on avait vu imprimé. Le passage même du *Traité de la Comédie* que nous avons cité n'était certainement pas encore écrit, et ne fut d'ailleurs publié qu'après la mort du prince de Conti, en 1666. Tout s'était borné à un bruit de paroles courant par le monde, et Molière lui-même avait pris soin de les recueillir pour leur donner une forme odieuse ou grotesque. L'initiative de la discussion publique avait donc été prise par

la défense, et non par l'attaque. Ce fut seulement après l'impression de *la Critique de l'École des Femmes,* quand l'ouvrage principal avait déjà neuf mois d'existence, qu'on imagina d'entrer publiquement en lutte avec cet auteur qui tenait la lice tout seul. Mal en prit à celui qui s'y dévoua. Il y avait dans *la Critique* un trait mordant à l'adresse des comédiens. Ceux de l'hôtel de Bourgogne voulurent s'y reconnaître, et un jeune homme de vingt-cinq ans, qui déjà leur avait donné quelques pièces assez plaisantes, écrites en vers fort mauvais, se chargea de les venger. La pièce qu'il avait faite n'était pas jouée, elle était seulement affichée pour une représentation prochaine avec le nom de l'auteur, comme cela se faisait alors, que déjà Molière, toujours prompt dans ses colères, toujours et de plus en plus hardi dans ses procédés, l'avait foudroyée, le mot n'est pas trop fort, et cela en pleine cour, devant le roi, avec moins de façons qu'il n'aurait pu en mettre vis-à-vis du public et chez lui.

La cour venait de quitter Vincennes (15 octobre) pour passer une semaine à Versailles. Un des jours de cette semaine, du 16 au 21, non pas le 14, comme dit l'édition posthume, on eut le divertissement de la comédie. Là, sur le théâtre royal, parurent Molière et ses camarades, non pas figurant des personnages, mais agissant et parlant pour leur compte, ainsi que cela se pratique aux répétitions intimes, quand l'huis de la salle est clos, quand les chandelles ne sont pas allumées, quand il n'y a de spectateurs ni aux loges, ni au parterre. Cette révélation de la comédie derrière le rideau, faite en un tel lieu et devant un pareil monde, pouvait sembler déjà passablement hasardée ; mais Molière ne s'en tint pas là. Dans cette enceinte, dont ceux qu'il attaquait ne pouvaient approcher, il livra au ridicule tous ceux qu'il croyait pouvoir compter parmi ses ennemis, d'abord les comédiens de la troupe rivale pris un à un et désignés par une imitation moqueuse de leurs gestes ou de leur débit, ensuite les gens du monde, marquis impertinents, précieuses, pédants, prudes, fâcheux et autres, puis enfin, et cette fois par son nom, avec une rudesse qui va jusqu'à la brutalité, l'imprudent auteur de la pièce seulement annoncée, Boursault, lequel était, au dire de tous, un galant homme, et un homme d'esprit, poésie à part. L'ouvrage de celui-ci, *le Portrait du Peintre,* ne fut représenté qu'après *l'Impromptu de Versailles,* et il est vraiment impossible d'y rien trouver qui justifie la violence de ces représailles anticipées. Molière n'en fit pas moins jouer son *Impromptu* sur le théâtre du Palais-Royal le 4 novembre. *Le Portrait du Peintre* parut imprimé quinze jours plus tard. *L'Impromptu de Versailles* ne le fut pas du vivant de Molière.

Dans cette dernière pièce avait figuré « mademoiselle Molière, » la jeune femme de l'auteur comédien, et un passage de la scène première nous apprend qu'elle avait déjà joué le rôle d'Élise, « satirique spirituelle, » dans *la Critique de l'École des Femmes.* Ainsi Molière, en se mariant, ne se bornait pas à prendre une compagne, il ajoutait à sa troupe une actrice, et il lui avait trouvé aussitôt son caractère, son emploi. Du reste, il ne paraît pas qu'il y eût encore quelque chose à dire sur la conduite de celle-ci, et c'était avec une parfaite sécurité que Molière se faisait menacer par elle, sur le théâtre de la cour, de la punition réservée aux « manières brusques des maris. » Cependant, à ce moment même, sur le sujet de cette femme, quelque chose de plus périlleux pour l'honneur de Molière commençait à se répandre. Pour bien apprécier de quelle manière cette circonstance nous a été transmise, il faut savoir que Jean Racine, âgé de vingt-quatre ans, était depuis quelques mois revenu du Languedoc à Paris, où il faisait des odes et des stances, qu'il avait été inscrit cette année pour 800 livres sur la liste des pensions, et qu'il travaillait, pour le théâtre du Palais-Royal, à la tragédie des *Frères ennemis.* Nous retranchons à dessein de ces particularités, qui concernent Racine, le don que Molière lui aurait fait d'une somme de cent louis, parce que cette libéralité nous paraît hors de toute vraisemblance, et qu'elle est pure-

ment de l'invention de Voltaire. Or, Racine écrivait, en novembre 1663, à un de ses amis : « Montfleury a fait une requête contre Molière et l'a présentée au roi. Il accuse Molière d'avoir épousé sa propre fille; mais Montfleury n'est pas écouté à la cour. » Ce Montfleury était un acteur de l'hôtel de Bourgogne dont Molière s'était moqué dans *l'Impromptu;* son fils, l'auteur dramatique, avait essayé de lui donner une revanche en composant une comédie satirique, pour laquelle le premier prince du sang, à ce qu'il paraît, prêta son logis, et qui a pour titre : *l'Impromptu de l'Hôtel de Condé.* Le père, allant plus au but, voulut diffamer son ennemi. Il faut noter que personne au monde n'a vu cette requête, que nul en son temps n'en a parlé, qu'elle demeura sans effet, et qu'aucun de nous n'en aurait soupçonné l'existence, sans le soin charitable que mirent Racine le père à en donner avis dans une lettre, et Racine le fils à nous conserver ce témoignage d'une assez froide amitié. Le jugement du roi ne se fit pas attendre. Le 19 janvier 1664, la femme de Molière mit au monde un fils, et, le 28 février, il fut nommé au baptême « Louis, » par le duc de Créquy, tenant pour le roi, parrain, et par la maréchale du Plessis, pour Madame, marraine.

Dix jours après la naissance de ce fils (qui ne paraît pas avoir vécu longtemps), Molière fournit encore aux plaisirs du roi une pièce improvisée. Il s'agissait d'accommoder une action comique pour huit entrées de ballet, dans l'une desquelles le roi voulait paraître en personne sous le costume d'un Égyptien. Molière reprit le personnage de Sganarelle, le vieillit de dix ans, et disposa autour de cette figure (29 janvier 1664) les risibles incidents du *Mariage forcé.* Ce n'était là qu'un prélude aux brillantes folies que devait éclairer, à Versailles, le soleil de mai. Cette fois, en effet, il ne s'agissait plus d'une après-midi consacrée à quelque invention de divertissement. C'était une série de jours qu'allait enchaîner l'un à l'autre la succession de toutes les fantaisies dont se peuvent charmer les yeux et les oreilles, travestissements, cavalcades, courses de bagues, concerts de voix et d'instruments, récits de vers, festins servis par les Jeux, les Ris et les Délices, comédies mêlées de chants et de danses, ballets, machines, feux d'artifice, illuminations, courses de têtes, loteries, collations; une semaine entière (du 7 au 14) passée hors de la vie commune, dans les régions de la féerie; pour personnages, tout ce que la jeune cour de France avait de plus illustre, de plus élégant, de plus beau; des hommes qui s'appelaient Bourbon-Condé, Guise, Armagnac, Saint-Aignan, Noailles, Foix, Coislin, Lude, Marsillac, Villequier, Soyecourt, Humières, la Vallière; par-dessus tous le roi, ce premier Louis XIV dont le souvenir s'est trop perdu dans un long règne, le Louis XIV amoureux de vingt-cinq ans; à distance, et comme une sorte de réserve pour venir en aide aux nobles acteurs, la troupe auxiliaire du Palais-Royal, Molière en tête; pour spectatrices les reines et les dames, parmi lesquelles se cachait la véritable héroïne de la fête, mademoiselle de la Vallière, relevée depuis cinq mois de ses premières couches. Le dessin de l'action où le roi figurait était du duc de Saint-Aignan; cela s'appelait *le Palais d'Alcine ou les Plaisirs de l'île enchantée;* de lui aussi étaient la plupart des vers que les comédiens récitaient à la louange des reines; de Benserade, les vers flatteurs ou malins à l'adresse des divers personnages. Personne n'avait entrepris sur la part de Molière. Quand, le second jour du drame royal, le paladin Roger, c'est-à-dire le roi, voulut donner la comédie aux dames, un théâtre se dressa aussitôt en plein air, éclairé par mille bougies et flambeaux, et la troupe de Molière (8 mai) y joua *la Princesse d'Élide;* l'auteur de la pièce représentait, dans le prologue, le valet de chiens Lyciscas; dans la comédie, le fou Moron. Quand la trilogie héroïque fut terminée, les plaisirs n'en continuèrent pas moins. Le cinquième jour (11 mai), « sur un de ces théâtres doubles du salon du roi que son génie universel avait lui-même inventés, » Molière donna *les Fâcheux.* Le jour suivant (12 mai) une loterie prodigue avait répandu les bijoux dans les plus belles mains, une course particu-

lière avait eu lieu l'après-midi entre Guidon le Sauvage (le duc de Saint-Aignan) et Olivier (le marquis de Soyecourt), où celui-ci venait d'être vaincu; le soir, on s'assembla pour voir encore sur le théâtre la troupe de Molière, dans une comédie nouvelle de cet auteur qui n'était pas même terminée. Le roi, les reines, les dames, les courtisans prirent leurs places, les violons jouèrent, la toile se reploya, et l'on vit paraître successivement, dans les trois premiers actes de la pièce que nous connaissons, madame Pernelle, Orgon et Tartufe.

Si l'on veut bien mettre cet événement à sa date, se faire quelque idée de la société telle qu'elle était alors, se rappeler encore en quel lieu, dans quelle occasion, au milieu de quels amusements cette apparition vient se produire, on reste frappé d'admiration et de surprise. Tartufe en 1664, la dévotion outrée, crédule, imbécile, mais enfin sincère, traduite en ridicule par un comédien; toutes les paroles, toutes les habitudes des personnes pieuses moqueusement employées sur la scène, et cela devant un monde de belles dames et de grands seigneurs qui, pendant six jours, ont dépensé leur esprit et leur magnificence aux fadaises de la mythologie ou du roman chevaleresque! Tartufe devant le paladin Roger, après les vers du duc de Saint-Aignan, après le ballet des douze signes du zodiaque et la chute enflammée du palais d'Alcine! C'est pourtant ce que constate une espèce de procès-verbal, écrit en style de menus-plaisirs, où sont racontées fort exactement les sept journées des « Fêtes de Versailles en 1664. » Et, sans ce témoignage, en effet, on pourrait faire comme a fait, toujours d'après Grimarest, le dernier biographe de Molière, ne pas soupçonner même un fait aussi énorme. Six cents personnes cependant y assistaient, suivant le compte du procès-verbal; pas une n'a daigné nous dire quelle impression avait causée ce divertissement imprévu parmi ceux qui en furent les témoins. Pour trouver quelque chose du temps sur ce sujet, il faut encore recourir au pauvre Loret à qui l'on avait fermé la porte de Versailles, qui n'avait pu rien voir et rien entendre. Loret ne nous dira pas, il est vrai, ce qui s'est passé ce jour-là; mais par lui, et par lui seul, nous saurons un peu de ce qui s'en est suivi. Voici ce qu'on lit dans sa lettre du 24 mai :

(De la cour) un quidam m'écrit,
Et ce quidam a bon esprit,
Que le comédien Molière,
Dont la muse n'est point ânière,
Avait fait quelque plainte au roi,
Sans m'expliquer trop bien pourquoi :
Sinon que, sur son *Hypocrite* (comédie morale),
Pièce, dit-on, de grand mérite
Et très-fort au gré de la cour,
Maint censeur daube nuit et jour.
Afin de repousser l'outrage,
Il a fait coup sur coup voyage
Et le bon droit représenté
De son travail persécuté.
Mais, de cette plainte susdite
N'ayant pas su la réussite,
Je veux encore être, en ce cas,
Disciple de Pythagoras.

De ce témoignage, demeuré unique jusqu'à nos jours, ce que nous pouvons conjecturer, c'est que les trois premiers actes du *Tartufe* furent très-bien reçus à Versailles, que les spectateurs s'en divertirent beaucoup sans songer à mal, que le blâme vint du dehors, de Paris, qu'en peu de temps il grandit au point d'intimider Molière et

d'embarrasser le roi. Le roi, qui se sentait complice, hésita, faiblit, et le procès-verbal dont nous avons parlé, imprimé bientôt après chez le libraire de la cour, annonça que, tout en reconnaissant « les bonnes intentions de l'auteur, » le roi avait « défendu pour le public » la comédie de *Tartufe*.

Après le soir (12 mai) où furent représentés les trois premiers actes du *Tartufe*, il y eut encore une journée de réjouissances que Molière termina par *le Mariage forcé;* ce qui a fait dire à Grimarest et à ses copistes qu'il avait composé cette pièce pour la fête de Versailles, quoique la cour l'eût déjà vue deux fois au mois de janvier et le public douze fois depuis le 15 février. Ainsi, sur sept jours, il y en avait eu quatre remplis de sa personne et de ses œuvres, *la Princesse d'Élide, les Fâcheux, Tartufe, le Mariage forcé,* et ce n'est pas exagérer, ce nous semble, que de le mettre de moitié avec le roi dans les succès de cette grande semaine. Mais Molière avait maintenant une femme, et, de ce moment, sa biographie ne peut plus marcher seule; les anecdotes qui concernent Armande Béjart deviennent une charge de la communauté. Or, on raconte ici que le rôle de la princesse d'Élide, joué par la femme de l'auteur, devint funeste au mari; que les charmes qu'elle y montra lui attirèrent force galants, parmi lesquels il y en eut trois, non pas des plus obscurs, qu'elle rendit heureux tour à tour, l'un par intérêt, l'autre par amour, le dernier par dépit. Sans entrer plus avant dans cette intrigue, il faut voir d'abord d'où elle est parvenue aux écrivains de quelque crédit qui l'ont ramassée. Entre les milliers de pamphlets, d'histoires controuvées, de romans stupides, que répandit sur la terre étrangère l'émigration protestante de 1685, s'était trouvé un livret ordurier, fait pour l'amusement de ce qu'il y avait de moins délicat dans les gens de théâtre, et dicté par une haine de mauvais aloi contre la veuve véritablement indigne de Molière. Cet ouvrage, publié en 1688, à Francfort, avait pour titre : *la Fameuse comédienne, ou Histoire de la Guérin.* Quoiqu'il s'en fût fait en peu de temps deux ou trois éditions, on peut tenir pour certain qu'il ne s'était pas élevé encore au-dessus de la classe de lecteurs pour laquelle il était fait, quand il plut à Bayle, qui ne haïssait pas le commérage graveleux, d'en tirer quelques citations pour son *Dictionnaire,* et depuis il est devenu une autorité pour les gens qui aiment à transcrire des pages toutes faites. On est allé même jusqu'à lui chercher un auteur, et nous avons sous les yeux ce passage d'un livre justement considéré : « Lancelot et l'abbé Lebœuf croyaient cet ouvrage de Blot ou du célèbre la Fontaine (note tirée des *Stromates* de Jamet le jeune par l'abbé de Saint-Léger); » ce qui fait quatre noms employés au service d'une sottise, l'ouvrage étant certainement postérieur à 1685, et Blot étant mort dès 1655. Quant à la Fontaine, nous laisserons toute liberté à ceux qui croient retrouver son style dans le verbiage plat et vulgaire de ce libelle, que l'homme le moins habitué au commerce des coulisses reconnaîtra sans peine pour venir de là et devoir y rester. Maintenant il faut dire que l'auteur, quel qu'il fût, comédien ou comédienne, qui pouvait connaître quelque chose du portier de l'hôtel Guénégaud, ne savait pas le premier mot de la cour de France, où il place l'historiette dont nous parlons. C'est à Chambord qu'il fait jouer *la Princesse d'Élide,* et les trois amants qu'il donne à mademoiselle Molière sont l'abbé de Richelieu, le comte de Guiche et le comte de Lauzun. Prendre ces noms n'était pas chose difficile, car ils avaient assez retenti; mais, outre que l'on ne voit nulle part la moindre trace d'une liaison pareille chez les deux derniers surtout, il se trouve encore par grand hasard que les deux premiers n'étaient alors ni à Versailles, ni à Paris, ni en France, que l'abbé de Richelieu était en Hongrie et le comte de Guiche en Pologne; ce qui nous dispense sans doute de chercher s'il n'y aurait pas aussi un *alibi* pour le troisième.

Certes, s'il ne s'agissait que de l'honneur d'Armande Béjart, nous mettrions peu d'intérêt à relever ces mensonges, et nous abandonnerions volontiers la femme de

Guérin au caquet de ses pareilles; mais il s'agit de Molière, et, dans ce livre publié quinze ans après sa mort, on le fait agir et parler, à tel point que ses biographes ont cru l'entendre et ont dévotement recueilli ces reliques de sa conversation, ces confidences de sa pensée. Ce qu'il y a de pire dans cet emprunt, c'est que, tout à côté des feuillets que l'on copiait avec amour, il y en a d'autres que les biographes ont fait semblant de ne pas voir, parce qu'ils accusaient Molière d'un vice honteux. Ces feuillets, qui ne sont ni plus ni moins vrais que le reste, il fallait oser les regarder, les éprouver, comme nous avons déjà fait, par un peu d'étude historique, et cette confrontation aurait conduit à rejeter le tout avec même dédain. Dans le sale et odieux récit qui concerne Molière et Baron figure un troisième personnage appelé le duc de Bellegarde, et il n'était besoin que de ce nom pour s'apercevoir qu'on lisait une fable. Le seul duc de Bellegarde qu'il y ait eu en France était Roger de Saint-Lary, mort en 1646. Il eut bien un neveu, fils de sa sœur et mari de sa nièce, Jean-Antoine Arnaud de Gondrin, marquis de Montespan, qui se fit nommer par ses amis, et sans conséquence, duc de Bellegarde; mais c'était, au temps où l'on met cette hideuse aventure, un vieillard septuagénaire, retiré du monde, et qui, mort dans un âge très-avancé, n'a laissé aucune espèce de souvenir. Les noms des personnages célèbres, de ceux surtout qui ont brillé dans les fastes de la galanterie, semblent toujours être à la disposition des romanciers ignorants, et il n'est pas douteux que l'auteur de *la Fameuse comédienne* n'ait pris celui-ci par quelque mémoire vague du brillant seigneur qui l'avait porté sous Henri IV et sous Louis XIII, sans plus de souci de l'anachronisme que des érudits, hélas! n'en prenaient tout à l'heure, quand ils attribuaient à un homme mort en 1655 un ouvrage de 1688. Ce qu'il fallait dire encore sans crainte aucune, c'est que même à part cette preuve matérielle de fausseté, le récit qui la contient est démenti par toute la vie de Molière, même par ce qui s'y laisse voir de moins glorieux. Son triple ménage avec la Béjart, la Debrie et sa femme indique assez des habitudes toutes contraires à celles que veut lui prêter ici l'auteur de *la Fameuse comédienne*, qui raconte d'ailleurs ces choses tout uniment et comme s'il s'agissait de mœurs ordinaires. On sait que, grâce au ciel, l'infamie n'a jamais manqué à ce genre de dépravation, et Molière, souvent attaqué, n'eut jamais à baisser le front devant un reproche qui l'aurait mêlé avec les Boisrobert et les d'Assoucy.

Retournons maintenant aux suites des fêtes de Versailles dont ce vilain livre, si chéri des biographes, nous a trop écarté. S'il nous a fallu retrancher de l'histoire de la femme quelques amants illustres, nous pouvons ajouter une circonstance fort remarquable à l'histoire du mari. Le *Tartufe* restait défendu « pour le public, » ce qui le rendait, pour les auditeurs privilégiés, un plaisir de haut goût. Le roi avait eu tant de part dans le délit reproché à l'auteur par les dévots de la ville, qu'on ne pouvait véritablement l'en croire fort irrité. Une occasion se présenta bientôt, et la plus singulière assurément qui se pût offrir, de montrer à tous combien peu avait été altérée la faveur du comédien. On sait l'insulte faite à l'ambassadeur de France dans la ville de Rome, l'an 1662. Après bien des pourparlers et des menaces, l'affaire s'était accommodée de la façon la plus honorable pour la France, et le pape envoyait au roi un légat chargé de rendre la satisfaction complète. Ce légat, cardinal et neveu du saint-père, fut extrêmement fêté de la cour, et, parmi les divertissements qu'on lui offrit à Fontainebleau, la comédie ne fut pas oubliée. Le mercredi 30 juillet, l'auteur du *Tartufe* et sa troupe jouèrent *la Princesse d'Élide* devant l'envoyé de Rome. Il paraît même qu'on lui fit venir l'envie d'entendre une lecture de cette pièce qui venait de scandaliser les gens, et Molière se vanta bien haut d'avoir obtenu son approbation. Cependant l'ouvrage s'achevait. Les trois premiers actes, joués à Versailles, furent représentés une seconde fois le 25 septembre à Villers-Cotterets, où le

roi était allé visiter son frère, et la pièce entière fut essayée au Raincy, chez le prince de Condé, le 29 novembre. C'était encore là une approbation dont Molière pouvait se faire honneur, comme de celle d'un homme éclairé, d'un excellent juge pour les choses d'esprit ; mais c'est une étrange méprise que de faire du prince de Condé, en 1664, un arbitre souverain de ce qui touchait à la religion. Rien n'était plus notoire, au contraire, que son incompétence volontaire à cet égard, et on peut dire que le héros chrétien si magnifiquement loué par Bossuet ne s'était pas encore révélé.

Ainsi, dès 1664, bien avant qu'il fût dans le commerce du public, *le Tartufe* était devenu un événement du monde, et, si on ne consultait que la physionomie générale de cette époque, tout empreinte de plaisir, de gloire et d'amour, on aurait peine à trouver l'occasion, l'à-propos de cette œuvre amère et terrible, qui semble faite à l'avance pour les derniers ans d'un long règne à peine commencé. C'est en y regardant de près, et dans le détail, que l'on parvient à se l'expliquer. Il y avait alors un parti religieux, sévère, grondeur et persécuté, partant tout naturellement disposé à la censure des déréglements joyeux de la cour. Le roi, qui donnait en effet l'exemple du désordre, et à qui ce parti était suspect pour ses anciennes liaisons avec les chefs de la Fronde, ne pouvait que trouver bon qu'on se moquât aussi de cette cabale austère qui l'importunait, et il ne vit certainement pas autre chose dans le *Tartufe* qu'une plaisante représaille contre la dévotion rigoureuse, chagrine, sans complaisance pour les faiblesses. La cour le prit ainsi et s'en égaya fort ; mais la ville s'alarma. La ville était et est restée toujours, tant que dura cet état de société, très-favorable au jansénisme. En fait d'opposition, on prend ce qu'on trouve, et la querelle religieuse était devenue, pour bien des gens à qui l'on avait interdit le débat politique, un pis aller assez sortable. Ceux-là donc, et nous voulons dire les magistrats, les bons bourgeois, les notables de paroisse, étaient fort disposés à blâmer ce que Versailles approuvait. Voici comme on s'y prit pour les désarmer, et les intéresser même au succès du *Tartufe*. Dans l'action de ce drame, il arrive un moment où le professeur de dévotion outrée, l'homme dont Orgon suit avec une entière bonne foi les rudes maximes, vient à employer, pour excuser et justifier sa passion, une doctrine plus commode, plus humaine, une doctrine corrompue et corruptrice. Cette doctrine était précisément celle dont les jansénistes accusaient les jésuites, leurs ennemis déclarés. On leur fit entendre que tout l'objet de la comédie nouvelle était là, et qu'en un mot le *Tartufe* continuait *les Provinciales*. Ainsi, les deux opinions belligérantes furent amenées à croire qu'il y avait du bon pour chacune d'elles dans l'œuvre défendue, et, le mystère s'en mêlant, tout le monde voulut en goûter.

Ce que nous disons ici n'est pas une supposition plus ou moins ingénieuse pour éclaircir un point obscur de l'histoire. Nous aurions eu peut-être quelque mérite à le deviner ; mais la vérité est que nous avons eu seulement grand plaisir à l'apprendre. C'est de Racine encore que nous tenons cette lumière. Bien peu de temps après l'époque où nous sommes, Racine, élève de Port-Royal, se crut offensé, dans sa dignité toute nouvelle d'auteur dramatique, par un écrit janséniste qui traitait « d'empoisonneurs publics » les poètes de théâtre. Racine, l'homme le moins doux qu'il y ait eu, oublia tout le respect qu'il devait à ses maîtres, et il écrivit contre eux deux lettres terribles. Dans la seconde, on lit ce passage curieux : « C'était chez une personne qui, en ce temps-là, était fort de vos amies ; elle avait eu beaucoup d'envie d'entendre lire le *Tartufe*, et l'on ne s'opposa point à sa curiosité. On vous avait dit que les jésuites étaient joués dans cette comédie : les jésuites, au contraire, se flattaient qu'on en voulait aux jansénistes ; mais il n'importe. La compagnie était assemblée ; Molière allait commencer, lorsqu'on vit arriver un homme fort échauffé,

qui dit tout bas à cette personne : « Quoi ! madame, vous allez entendre une comédie « le jour que le mystère de l'iniquité s'accomplit, ce jour qu'on nous ôte nos mères ! » Cette raison parut convaincante ; la compagnie fut congédiée. Molière s'en retourna bien étonné de l'empressement qu'on avait eu pour le faire venir, et de celui qu'on avait pour le renvoyer. » Le commencement de cette historiette confirme pleinement ce que nous avons avancé ; la fin nous fait connaître à quelle époque la chose se passa. Ce fut, en effet, le 26 août 1664 que l'archevêque de Paris fit sortir de Port-Royal douze religieuses.

Les circonstances qui ont accompagné ou suivi la première apparition du *Tartufe* étant ainsi bien connues, nous n'avons plus qu'à suivre la marche de Molière après cette tentative glorieusement avortée. Son caractère, parfaitement honnête, était fort irritable. Il avait rencontré un obstacle, et, quoiqu'il n'en fût véritablement résulté aucun dommage, aucun danger pour lui, quoiqu'il fût resté en aussi bonne position auprès du roi et que sa réputation dans le public n'eût fait sans aucun doute qu'y gagner, il en gardait un vif ressentiment. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il écrivit *le Festin de Pierre*. La fable en était populaire ; il y avait plus de six ans déjà qu'une troupe de campagne d'abord, puis la troupe italienne, ensuite celle de l'hôtel de Bourgogne, en avaient rassasié les spectateurs, et il n'est nullement à croire, comme Voltaire l'a dit, qu'il y eût pour la troupe de Molière un besoin pressant de la reproduire. Ce qui est plus certain, c'est qu'elle semblait convenir fort bien à la situation où se trouvait l'auteur du *Tartufe*. On l'avait traité, ces derniers mois, de libertin, d'impie et d'athée : ce sont mots dont les dévots de toutes les robes ne sont point avares. Il allait montrer sur son théâtre un libertin puni, un impie foudroyé, un athée plongé dans l'abîme. Malheureusement il y a, au fond même de ce sujet, quelque bonne foi qu'on y apporte, quelque sérieuse intention qu'on ait de le faire servir à l'édification du prochain, un inconvénient contre lequel nul talent ne saurait prévaloir. C'est que le libertin amuse, qu'il met le spectateur de son parti, tant que dure son péché en action, et que le châtiment surnaturel qui arrive à la fin pour terminer la pièce n'épouvante et ne corrige personne. Et, dans le fait, on ne voit pas que Molière, qui pouvait assurément beaucoup, se soit donné trop de peine pour éviter ce mauvais résultat. Son don Juan incrédule, moqueur, brave, mettant toujours l'honneur à part dans sa mauvaise conduite, toujours heureux jusqu'à ce qu'un miracle s'opère, n'était pas fait certainement pour rendre odieux le libertinage, surtout quand l'auteur n'avait songé à lui opposer qu'un valet poltron, gourmand et cupide, dont il eut encore le tort de se donner le rôle sous le nom de Sganarelle. Aussi personne n'y fut-il trompé, et *le Festin de Pierre*, joué le 15 février 1665, aggrava ce qu'il semblait vouloir réparer. On doit permettre aux partis, même à ceux dont on se tient le plus éloigné, d'être clairvoyants sur leurs intérêts. Les dévots sentirent bien qu'on leur faisait un nouvel outrage, et ils s'en plaignirent. Dès la seconde représentation, il fallut retrancher quelques passages, cette scène du « pauvre » notamment, dont le dernier mot a de quoi confondre, lorsqu'on l'entend prononcer à deux siècles en arrière de nous. Une polémique violente s'engagea contre la pièce, qui disparut bientôt de la scène sans être imprimée. L'effet qu'elle avait produit sur les personnes sincèrement pieuses, sur les plus purs adeptes du jansénisme, se retrouve encore dans l'ouvrage déjà cité du prince de Conti. « Y a-t-il, s'écrie le prince théologien, une école d'athéisme plus ouverte que *le Festin de Pierre*, où, après avoir fait dire toutes les impiétés les plus horribles à un athée qui a beaucoup d'esprit, l'auteur confie la cause de Dieu à un valet à qui il fait dire, pour la soutenir, toutes les impertinences du monde? Et il prétend justifier à la fin sa comédie, si pleine de blasphèmes, à la faveur d'une fusée qu'il fait le ministre ridicule de la vengeance divine ! » Tout cela pouvait être mieux dit, mais ne manquait pas

de raison, et, s'il était possible de croire que Molière eût conçu le dessein candide d'écrire un drame contre l'impiété, il faudrait reconnaître qu'il n'y avait pas réussi.

Le roi avait défendu à Molière de montrer son *Tartufe* devant le public; il nous semble fort probable que pareille injonction lui avait été faite pour qu'il ne publiât pas son *Festin de Pierre*. Quand l'amitié existe chez celui qui commande, elle l'oblige à indemniser celui qui obéit, et le roi n'y manqua pas. Au mois d'août suivant, il pria son frère de lui céder ses comédiens, leur assura une pension de sept mille livres, et la troupe de Monsieur devint « la troupe du roi, » ce qui n'empêcha pas celle de l'hôtel de Bourgogne de continuer à s'appeler « la troupe royale. » Ce fut dans ce temps aussi que Molière devint père du seul enfant qui lui ait survécu, de cette fille dont le sieur de Modène fut parrain le 4 août 1665. Le 15 septembre suivant, la nouvelle troupe du roi alla représenter à Versailles *l'Amour Médecin*, encore « un impromptu, fait, appris et joué en cinq jours, » encore « une pièce mêlée d'airs, de symphonies, de voix et de danses. » Molière y paraissait de nouveau dans le caractère de Sganarelle, cette fois père de famille, bon bourgeois, malin, entêté et pourtant crédule. On n'a pas remarqué que, dans la première scène, il avait jeté un trait plaisant sur la profession de son père. « Vous êtes orfèvre, M. Josse! » mot devenu proverbial, n'était que la moitié de la leçon comique adressée aux donneurs d'avis; l'autre regardait « M. Guillaume, qui vend des tapisseries. » Ce qui donne une véritable importance à cette spirituelle bluette, c'est la nouvelle audace qu'y déploya Molière, encore tout froissé de son premier engagement avec les dévots, contre d'autres ennemis qu'il lui avait plu de se donner. *Le Festin de Pierre* contenait déjà quelques moqueries sur les médecins; mais ces moqueries venaient de don Juan, « impie en médecine » comme en tout le reste. Maintenant, à Versailles, devant la cour, et le roi prêt à rire, Molière vient livrer à la raillerie la plus cruelle, non pas seulement la médecine, non pas seulement les médecins, mais des hommes connus de tous, parfaitement indiqués par l'imitation burlesque de leurs gestes, de leur langage, de leurs noms. Or, voilà ce qu'il faut croire, non pas sur le dire des commentateurs, qui n'y voient pas bien clair, mais sur le témoignage des contemporains. Guy-Patin, médecin aussi, mais médecin frondeur, ne hantait pas les théâtres, il est même fort douteux qu'il ait jamais ni vu ni compris Molière; mais il connaissait apparemment les gens de son métier, et c'est lui qui nous apprend (22 septembre) qu'on « a joué à Versailles une comédie des médecins de la cour, où ils ont été traités de ridicules devant le roi, qui en a bien ri. On y met, ajoute-t-il, en premier chef les cinq premiers médecins, et, par-dessus le marché, le sieur des Fougerais. » Plus tard, quand la pièce fut donnée au public, il écrit encore (25 septembre) : « On joue présentement à l'hôtel de Bourgogne (au Palais-Royal) *l'Amour Malade* (*l'Amour Médecin*); tout Paris y va en foule pour voir représenter les médecins de la cour, et principalement Esprit et Guenaut, avec des masques faits tout exprès; on y a ajouté des Fougerais. » Guy-Patin se trompe évidemment sur le nombre des médecins joués comme sur le titre de la pièce et le théâtre où on la donne, mais il ne saurait se tromper sur la qualité des gens qu'il désigne. Les « cinq premiers médecins » sont en effet cinq personnes de cette profession ayant chacun le titre de « premier médecin » dans les maisons des personnes royales, et il n'y en avait réellement ni plus ni moins, savoir : pour le roi, Valot; pour la reine mère, Seguin; pour la reine, Guenaut; pour Monsieur, Esprit, et pour Madame, Yvelin. Des Fougerais (Desfonandrès) n'étant pas de ce nombre et figurant dans la pièce, il s'ensuit qu'un des cinq a été épargné, puisqu'il ne s'y trouve en effet que cinq médecins ridicules. Après cela, que les applications soient distribuées bien ou mal, il n'en reste pas moins certain qu'elles se firent dès lors, qu'elles portaient sur des hommes parfaitement reconnaissables, qui avaient charge dans la

famille royale et réputation dans la ville; que Molière n'eut pas à les désavouer et qu'il ne fut nullement inquiété pour y avoir donné lieu.

On a cherché un motif puéril à cette violente déclaration de guerre contre la médecine et les médecins; nous croyons qu'on serait plus près de la vérité en lui donnant une cause affligeante. Cet homme, qui se moquait si bien des prescriptions et des remèdes, se sentait malade. Avec une dose ordinaire de faiblesse, il aurait demandé à tous les traitements une guérison peut-être impossible. Ferme et emporté comme il était, il aima mieux nier d'une manière absolue le pouvoir de la science, lui fermer tout accès auprès de lui, et employer ce qui lui restait de santé à remplir sa vie selon son goût et sa passion. Il y avait donc dans son fait, à l'égard de la médecine, quelque chose de pareil à la révolte du pécheur incorrigible contre le ciel, une vraie bravade d'incrédulité; mais il la soutint avec tant de constance et de bonne humeur, il se livra lui-même si gaiement pour enjeu à cette folle gageure, qu'on ne peut se défendre d'une admiration compatissante en voyant une raillerie, qui naît du désespoir, ne s'arrêter que par la mort. Son mal était à la poitrine, et se révélait par une toux fréquente, dont il savait tirer, pour ses rôles, des effets plaisants. « La toux de Molière » est demeurée longtemps, comme la claudication de Béjart, une tradition du théâtre. Elle annonçait son entrée en scène, elle entrecoupait son débit d'une façon toute divertissante. Il se fait dire lui-même par Frosine, dans *l'Avare,* que sa fluxion ne lui sied pas mal, et qu'il a bonne grâce à tousser. Dans une pièce hostile, dont nous parlerons plus tard, un des personnages s'écrie en l'entendant :

« Oui, c'est lui; je le viens de connaître à sa toux. »

Outre cette incommodité habituelle, il lui survenait par intervalles des accès de maladie aiguë qui le tenaient au lit et mettaient ses jours en danger. Le premier dont nous ayons pu trouver la trace est de bien peu de temps postérieur à *l'Amour Médecin.* Nous le tenons de Charles Robinet, qui avait pris la succession de Loret, mort en 1665. Il écrit le 21 février 1666 :

Je vous dirai, pour autre avis,
Que Molière, le dieu du ris
Et le seul véritable Mome,
Dont les dieux n'ont qu'un vain fantôme,
A si bien fait avec Cloton
Que la Parque au gosier glouton
A permis que sur le théâtre
Tout Paris encor l'idolâtre.

Peu de mois après cette résurrection, le 4 juin 1666, Molière donnait au public *le Misanthrope.* Nous n'avons pas, Dieu merci, à nous occuper de tous les commentaires dont cette pièce a été le sujet. C'est le sort des chefs-d'œuvre de susciter parfois un blâme paradoxal, mais surtout de subir sans cesse le verbiage de l'enthousiasme démonstratif. Ici nous cherchons seulement à rétablir la vérité de l'histoire. On a déjà fort bien, mais fort tard, réfuté l'assertion de Grimarest, qui découvrit, en 1705, que *le Misanthrope* avait été d'abord froidement accueilli du public, lorsque deux contemporains, deux rivaux, Donneau de Visé et Subligny, avaient constaté, dès le lendemain, le succès de l'œuvre nouvelle, succès moins vif sans doute, moins bruyant, moins général, que ne l'eût été dans tous les temps celui d'une farce excellente, mais tel enfin que l'un (Visé) en faisait le texte d'une longue lettre adressée à

la cour, que l'autre (Subligny) faisait dire, le 17 juin, à sa « Muse dauphine : »

Une chose de fort grand cours
Et de beauté très-singulière
Est une pièce de Molière.
Toute la cour en dit du bien,
Après son *Misanthrope*, il ne faut plus voir rien :
C'est un chef-d'œuvre inimitable.

Il est un autre point sur lequel on s'égare depuis quelque temps avec une singulière liberté. C'est l'application, aux personnages nommés dans l'histoire, de tous les traits que l'on rencontre dans les livres. Cette manie, non pas de trouver, mais de fournir des « clefs, » a toujours fait le désespoir des écrivains moraux ou satiriques, même de leur vivant, et quand on savait où rencontrer les gens dont il était question. Jugez ce qu'il en doit être aujourd'hui de ces désignations faites au hasard, sans nulle connaissance du monde où l'on prétend s'introduire, et pour le seul plaisir d'écrire des noms illustres dans un commentaire! Que l'on ait signalé de la ressemblance entre Alceste et le duc de Montausier, cela est incontestable et contemporain; mais quel homme de cette époque se serait avisé de reconnaître dans Oronte, dans ce faquin de qualité tout au plus, qui prétend que « le roi en use honnêtement avec lui, » le duc de Saint-Aignan, mauvais poëte sans doute, comme tout grand seigneur de l'Académie française, homme d'esprit pourtant et du plus exquis savoir-vivre, le Mécène d'alors, respecté de tous, tendrement aimé du roi, comblé de ses plus hautes faveurs, cité partout pour « le modèle d'un parfait courtisan ? » Dans ce temps aussi, qui aurait seulement pensé que Célimène pût être la duchesse de Longueville, la sœur de M. le prince, vouée depuis treize ans aux pratiques de la religion la plus austère? En songeant que de pareilles sottises ont été dites et sont répétées, on se sent prêt à écouter plus patiemment un dernier commentateur qui veut que Molière ne soit pas allé chercher si loin ni si haut ses modèles, qu'il les ait pris tout simplement dans sa maison, dans sa troupe, dans son entourage, et qu'avec les seules figures de sa femme, de ses camarades et de ses amis, il ait composé ce tableau, où nous avions cru voir la peinture des travers et des vices de la société la plus polie.

Le Misanthrope, quoi qu'on en ait dit, fit son chemin tout seul sur le théâtre pendant deux mois, non pas à la cour, car le deuil de la reine mère (morte le 20 janvier 1666) avait suspendu toute espèce de fête, mais au Palais-Royal. Ce fut seulement le 6 août que Molière fit représenter *le Médecin malgré lui*. Au mois de novembre, le logis royal se rouvrit pour la comédie, et il est fait mention d'une représentation du *Misanthrope*, donnée le 26 chez Madame. Molière eut bientôt à reprendre ses travaux de commande pour les plaisirs du maître. Il fournit d'abord au *Ballet des Muses*, exécuté à Saint-Germain le 2 décembre, la comédie encore inachevée de *Mélicerte ;* puis pour une seconde représentation du même ballet, 5 janvier 1667, il remplaça ce fragment de pièce en vers par une pièce complète en prose, *le Sicilien ou l'Amour peintre*. Une lacune se trouva ensuite dans cette vie si occupée, et nous ne saurions qu'en croire, si Robinet ne venait à notre aide en nous disant, à la date du 17 avril 1667 :

Le bruit a couru que Molière
Se trouvait à l'extrémité
Et proche d'entrer dans la bière;
Mais ce n'est pas la vérité.
Je le connais comme moi-même :
Son mal n'était qu'un stratagème
Pour jouer même aussi la Parque au trait fatal.

Ce mal néanmoins était si vrai, qu'il le tint deux mois de plus éloigné de la scène. Il y reparut le 10 juin dans *le Sicilien*, joué pour la première fois ce jour-là sur le théâtre du Palais-Royal : « Et lui, » dit encore Robinet le 11 juin,

Et lui, tout rajeuni du lait
De quelque autre infante d'Inache
Qui se couvre de peau de vache,
S'y remontre enfin à nos yeux
Plus que jamais facétieux.

Or, pendant cette maladie, la seconde en moins de quinze mois, qui avait condamné Molière au repos et au laitage, la scène politique s'était agitée. Après six années d'un règne hautain, mais calme et sédentaire, le roi Louis XIV, qui n'avait encore eu de querelles qu'au loin par ses ambassadeurs et ses vaisseaux, venait de faire tout à coup sonner la trompette et marcher des soldats vers la frontière la plus prochaine. Il s'agissait d'aller prendre ou conquérir la part d'héritage qu'on prétendait dévolue à l'infante Marie-Thérèse par la mort de Philippe IV, c'est-à-dire les Pays-Bas. Quoique la succession fût ouverte depuis plus d'un an (17 septembre 1665), c'était à peine si, durant l'hiver de 1667, alors que se dansait à Saint-Germain le *Ballet des Muses*, on avait pu croire disposé pour la guerre ce jeune roi qui se divertissait si bien. Cependant, après le carnaval de cette année, après une dernière fête de Versailles, « qui avait duré les trois jours gras et coûté des millions à tout le monde, » trois armées s'étaient mises en mouvement, dont l'une avait pour chef le maréchal de Turenne. Bientôt le roi lui-même, et à sa suite toute la cour, avait pris le chemin de la Flandre. « Paris est un désert, » écrivait le 20 mai madame de Sévigné. Dès le 16 en effet, le roi avait quitté Saint-Germain avec sa femme et sa maîtresse; le 3 juin, il entrait à Charleroy; le 25, il avait pris Tournay; le 2 juillet, il était devant Douai, qui se rendit le 6; le 31, il prenait possession d'Audenarde, et le 5 août, il manquait Termonde. Ce jour-là même, à Paris, sur le théâtre du Palais-Royal, Molière donnait au public la comédie que depuis trois ans il lui était défendu de jouer, faiblement déguisée par le titre de *l'Imposteur*.

De ce véritable coup d'État nous n'avons qu'un témoin, et ce témoin n'est pas plus que Robinet. Ce pauvre écrivain adressait à Madame ses lettres imprimées; il venait de finir sa missive hebdomadaire, et l'avait datée du 4 août. Le vendredi 5, pendant qu'on imprimait, il alla au Palais-Royal, et, en sortant du spectacle, il écrivit à la hâte une vingtaine de vers détestables, que personne n'a lus parce qu'ils sont en forme de préface, pour annoncer le nouveau triomphe de Molière, triomphe qui, selon lui, devait durer « longtemps. » Le samedi 6, un ordre du premier président défendit de jouer la pièce le lendemain, et le prudent Robinet n'en parla plus.

C'est là tout ce que nous savons des contemporains sur ce sujet, et nous tenons le reste de Molière lui-même. Le roi étant à l'armée, le chancelier avec le conseil à Compiègne, la police de Paris appartenait sans conteste au parlement. Le chef de cette compagnie, qui savait comme tout le monde la défense faite à Molière de jouer publiquement le *Tartufe*, lui demanda compte de cette infraction au commandement qu'il avait reçu. Sur quoi, et c'est Molière qui le dit, « tout ce qu'il put faire pour se sauver lui-même de l'éclat de cette tempête, ce fut de dire que le roi avait eu la bonté de lui en permettre la représentation, et qu'il n'avait pas cru qu'il fût besoin de demander cette permission à d'autres, puisqu'il n'y avait que le roi qui l'eût défendue. » C'était le cas d'en référer au roi, qui pouvait en quelques jours confirmer ou démentir cette allégation, et, en attendant sa réponse, de laisser, comme on dit au palais, « les choses en l'état. » C'est ce qui fut fait, et rien de plus. Le dernier acte

notoire étant une défense de jouer la pièce, la représentation en demeura suspendue. Molière n'eut pas, heureusement pour lui, l'occasion de prononcer le mot, déjà vieux de son temps, dont on lui a fait honneur, et qui ne serait certainement pas resté impuni. Il n'y eut pas de seconde représentation affichée, pas de public appelé au théâtre et renvoyé, pas de tumulte, pas de discours. Molière écrivit un placet que deux de ses compagnons allèrent porter au roi devant Lille. Il y rappelait avec chaleur et dignité la permission qu'il disait avoir reçue du roi; il le sommait respectueusement de faire observer sa parole par ceux qui tenaient de lui leur autorité; il semblait même vouloir l'inquiéter pour ses divertissements à venir: « Il est très-assuré, disait-il, qu'il ne faut plus que je songe à faire des comédies, si les tartufes ont l'avantage. » Pendant que ce message faisait sa route, une autre autorité venait de se prononcer contre l'ouvrage. L'ancien précepteur du roi, l'archevêque de Paris, publiait (11 août) un mandement qui défendait « à toutes personnes de voir représenter, lire ou entendre réciter la comédie nouvellement nommée *l'Imposteur,* soit publiquement, soit en particulier, sous peine d'excommunication. » Cette interdiction allait, comme on voit, beaucoup plus loin que celle dont le parlement voulait maintenir l'effet. Elle atteignit tous ceux qui s'étaient mis jusque-là hors du public, le roi compris. Cependant les comédiens députés furent gracieusement reçus au camp devant Lille; ils en rapportèrent cette réponse: « qu'après son retour, le roi ferait examiner de nouveau la pièce et qu'ils la joueraient. » Lille se rendit le 27 août, le roi était de retour à Saint-Germain le 7 septembre et l'on n'entendit plus parler du *Tartufe*.

Ici encore le silence absolu des contemporains nous laisse dans une ignorance complète de ce qui put se passer entre le comédien et le roi. Il est certain que celui-là avait parlé haut et clair, que celui-ci avait répondu obscurément; il est certain encore que le roi recula une seconde fois devant les manifestations contraires à sa volonté, puisqu'il ne fit pas jouer alors, ni longtemps après, la pièce incriminée; mais malgré l'éclat de cette affaire dans Paris, malgré l'intérêt qu'y avaient pris deux puissances de l'État, le parlement et l'archevêque, malgré tant de motifs pour qu'elle fût partout un objet de curiosité ou de dispute, il ne nous est pas resté un seul mot de cet événement et de ce débat. Les faits seuls, et des faits négatifs, nous en instruisent quelque peu. Après le retour du roi, trois mois se passent sans qu'on voie nulle part figurer Molière. Au mois d'octobre, sa troupe est appelée à jouer devant le roi, et c'est un autre auteur, de Visé, qui fournit pour cette occasion le divertissement de *Délie*. Au commencement de novembre, la cour étant à Fontainebleau, c'est encore une pièce comique du même de Visé, jouée par les mêmes comédiens, qui termine les fêtes. Il ne paraît pas qu'on eût vu Molière davantage sur la scène du Palais-Royal, car Robinet écrit le samedi 31 décembre:

Veux-tu, lecteur, être ébaudi?
Sois au Palais-Royal mardi.
Molière, que l'on idolâtre,
Y remonte sur son théâtre.

Était-ce une nouvelle atteinte de sa maladie qui avait causé cette retraite? N'était-ce pas plutôt un fier ressentiment de l'abandon où le roi l'avait laissé à l'occasion du *Tartufe?* Nous n'en savons rien. Ce que nous voyons, c'est que Molière reparut devant le public le 3 janvier 1668, que le 5 du même mois il jouait aux Tuileries *le Médecin malgré lui,* que le 13 il donnait sur son théâtre *Amphitryon,* et que le 16 il représentait cette nouvelle pièce à la cour. Si, comme nous sommes enclin à le penser, il y avait eu du dépit, du chagrin, de la bouderie dans cette éclipse de trois mois, on peut juger ce qu'avaient de sens et ce que durent produire d'effet ces

vers qui commencent presque la comédie d'*Amphitryon* et que Molière débitait lui-même dans le rôle de Sosie :

Sosie, à quelle servitude
Tes jours sont-ils assujettis !
Notre sort est beaucoup plus rude
Chez les grands que chez les petits.
Ils veulent que pour eux tout soit dans la nature
Obligé de s'immoler ;
Jour et nuit, grêle, vent, péril, chaleur, froidure,
Dès qu'ils parlent, il faut voler.
Vingt ans d'assidu service
N'en obtiennent rien pour nous.
Le moindre petit caprice
Nous attire leur courroux.
Cependant notre âme insensée
S'acharne au vain honneur de demeurer près d'eux,
Et s'y veut contenter de la fausse pensée
Qu'ont tous les autres gens que nous sommes heureux.
Vers la retraite en vain la raison nous appelle,
En vain notre dépit quelquefois y consent ;
Leur vue a sur notre zèle
Un ascendant trop puissant,
Et la moindre faveur d'un coup d'œil caressant
Nous rengage de plus belle.

Et, dans le fait, Molière était « rengagé. » L'effet ne s'en fit pas voir aussitôt, parce que le roi employa son carnaval à prendre la Franche-Comté ; mais, quand l'été revint avec une paix glorieuse qui laissait à la France ses conquêtes de Flandre, on vit Molière se remettre à l'œuvre pour les plaisirs de la cour. Une fête non moins brillante que celle de 1664 se préparait à Versailles, dans les nouveaux jardins créés par Louis XIV. On y avait réservé la place principale à la comédie, et Molière était chargé de la remplir. Un théâtre magnifiquement décoré, les meilleurs danseurs, les plus belles voix, de nombreux instruments et Lulli furent mis à sa disposition. Tout ce luxe royal (18 juillet) servit comme d'entourage à sa personne et forma le cadre de *George Dandin*. Il avait écrit la pièce et il y jouait le premier rôle ; les paroles chantées étaient de lui, les ballets se rapportaient tant bien que mal à l'action où il figurait. Il n'était vraiment pas croyable qu'on eût refusé quelque chose à un homme qui se prodiguait ainsi.

Le 9 septembre de la même année, il donnait *l'Avare* sur le théâtre du Palais-Royal. Au sujet de *l'Avare*, Grimarest a fait quelques contes absurdes, dont les biographes ont eu grand tort de s'embarrasser. Avec un peu plus d'attention, ils auraient vu que cet homme, qui entreprenait une vie de Molière, n'avait pas même sous la main, n'avait pas même songé à emprunter un exemplaire de ses œuvres, qu'il ne connaissait pas seulement l'ordre dans lequel ses comédies avaient été représentées. Nous l'avons vu faire jouer *les Précieuses* pour la première fois en province. Il ne sait pas que *les Fâcheux* ont été représentés à Vaux ; c'est à peine s'il a entendu parler, et encore bien tard, quand sa besogne est presque finie, des trois premiers actes du *Tartufe* donnés à Versailles ; il y fait paraître comme ouvrage nouveau *le Mariage forcé ;* il fait venir *le Festin de Pierre* avant qu'il soit question du *Tartufe ;* par compensation, le *Tartufe* précède *le Misanthrope* sur le théâtre public, et la permission d'en continuer les représentations arrive directement du camp devant Lille. C'est sur la foi d'un écrivain si exact qu'on a dit qu'un premier essai de *l'Avare* avait

mal réussi, et qu'après un intervalle plus ou moins long, Molière s'était décidé à le reprendre. Le fait est que jamais *l'Avare* n'avait été vu de personne avant le 9 septembre 1668, et qu'il eut alors un succès fort satisfaisant. Si nous avions à examiner la pièce, nous montrerions aisément pourquoi l'exécution la plus parfaite n'a jamais pu parvenir à en faire un spectacle agréable, quelque admiration du reste qu'elle ait toujours excitée. Ce qu'il nous appartient de dire, c'est qu'elle fut goûtée et suivie; qu'en deux mois, elle fit partie deux fois des divertissements de la cour, le 16 septembre chez Monsieur, le 5 novembre chez le roi, ce qui prouve à la fois l'empressement et la durée de l'approbation.

En ce même temps, la troupe de Molière fut appelée chez le prince de Condé, à Chantilly, où Monsieur et Madame étaient allés se divertir, et voici comme en parle Robinet :

> (Là) le grand Condé leur fit chère,
> Je vous assure, tout entière,
> Et Molière y montra son nez :
> C'en est, je pense, dire assez.

Au moins n'était-ce pas en dire trop, et il serait difficile, si l'on ne le savait d'ailleurs, de soupçonner ce que cachait cette prudente réticence. La pièce où Molière « avait montré son nez » à Chantilly, ce n'était pas la comédie toute neuve de *l'Avare*. C'était le *Tartufe*, dont le prince de Condé avait voulu régaler ses hôtes, sans doute parce que, hors du diocèse de Paris, on se croyait à l'abri de l'excommunication. Molière se tenait donc toujours prêt à le faire reparaître sur la scène; mais ce qu'il désirait surtout, ce qu'il devait sans cesse demander, c'était de pouvoir l'exposer librement au grand jour de son théâtre, devant la foule, sans mystère et sans choix de spectateurs, chacun y venant pour son argent, depuis « quinze sols » jusqu'au « demi-louis d'or. » Il l'obtint enfin. Le mardi 5 février 1669, la troupe du roi annonça le matin et joua le soir le *Tartufe ou l'Imposteur*.

Personne encore n'ayant pris soin de chercher et de nous dire ce qui avait pu déterminer cette tolérance tardive et subite pour l'œuvre longtemps prohibée, il nous a fallu jeter un regard dans les faits de l'histoire, et nous y avons trouvé une explication fort plausible. Le long débat qui avait divisé l'église de France et mis aux prises une partie du clergé avec l'autorité pontificale venait d'être enfin terminé par un accommodement que l'on voulait croire durable. Le bref préliminaire à cette fin était parti de Rome le 29 septembre 1668; l'arrêt du conseil qui en était la suite avait été rendu le 26 octobre; le docteur Arnauld avait fait sa soumission le 4 décembre, et le bref définitif de réconciliation, daté du 19 janvier 1669, était arrivé vers la fin du mois. Dans les premiers jours de février, tout était joie, espérance, bonne amitié, concorde, oubli des injures, réparation des torts; il ne restait plus qu'à réintégrer les religieuses de Port-Royal, ce qui eut lieu le 17. Molière profita du moment où tout le monde s'embrassait pour mettre aussi son *Tartufe* en liberté, comme tacitement compris dans la paix de Clément IX.

On peut dire qu'il avait atteint en ce moment le but de toute sa vie. Vingt jours après la représentation publique et permise du *Tartufe*, il perdit son père, qui avait fini par être vieux, et il devint titulaire de la charge dont il avait recouvré la survivance. Peut-être avait-il commencé à en faire le service du vivant de son père; ce qui est certain, d'après Lagrange et Vinot, c'est que, depuis qu'il y fut entré, il « l'exerça dans son quartier jusqu'à sa mort. » Cependant le *Tartufe* continuait à se jouer sans interruption et avec beaucoup d'applaudissements. « Il n'y a plus ici, écrivait Guy-Patin le 29 mars, que les comédiens qui gagnent de l'argent avec le *Tartufe* de Molière; grand monde y va souvent. » La pièce parut imprimée le

22 mars, avec un privilége daté du 15, et se vendit chez le libraire Ribou, au prix énorme d'un écu et au profit de l'auteur. Elle était précédée d'une préface en même temps sévère et moqueuse. Les trois placets relatifs à cette pièce, et qu'on a eu fort raison d'y joindre, ne l'accompagnaient pas encore. Le premier est certainement de 1664, antérieur au *Festin de Pierre ;* le second est celui que la Thorillière et Lagrange avaient porté, en 1667, au camp devant Lille ; le troisième est du jour où le *Tartufe* eut permission de paraître, et l'enjouement familier qu'on y trouve montre en même temps ce que Molière sentait alors de bonheur, ce que le roi lui accordait toujours de liberté. Le bienfait du 5 février ne tarda pas à être payé en plaisirs. Au mois d'août, dans une seule soirée, Molière jouait à Versailles *l'Avare* et le *Tartufe*. Six semaines plus tard, à Chambord (6 octobre), il donnait, avec tous les ornements de la musique et de la danse, *Monsieur de Pourceaugnac,* et cette pièce, réduite aux seules ressources de sa franche gaieté, était venue, le 15 novembre, amuser le public du Palais-Royal.

Molière en était là de son triomphe, quand un libelle violent, élaboré dans la forme d'une comédie en cinq actes et en vers, fut publié contre lui, le 4 janvier 1670, avec un privilége daté du 1er décembre 1669. En lisant à plusieurs reprises cette œuvre d'envie et de colère qui s'intitule *Élomire hypocondre,* il nous a été impossible de trouver au juste de quelle rancune elle procédait. Quoiqu'elle eût pour second titre *les Médecins vengés,* la médecine n'y était nulle part assez honorée pour qu'on pût l'attribuer à un homme de cette profession. L'indignation des dévots ne s'y montrait pas davantage. Le nom de l'auteur, imprimé en toutes lettres, « Monsieur le Boulanger de Chalussay, » n'éclaircit nullement la question, car celui qui le portait, et le privilége prouve qu'il a existé, est demeuré parfaitement inconnu. Quoi qu'il en soit, toute la pièce était remplie de la personne d'Élomire ou Molière, aussi laide, aussi odieuse, aussi risible qu'on avait pu la faire. On l'y voyait dans son ménage, maussade, brutal, jaloux sans cause, malade imaginaire ; dans sa troupe, tyran insupportable ; avec tous, inquiet, soupçonneux, frénétique. Des divers incidents de cette composition bizarre, que nous n'essayerons pas d'analyser, on peut tirer au moins une véritable biographie de Molière, comme ses ennemis l'entendaient. Suivant eux, il était fils, non pas d'un juif, mais d'un fripier, ce qui était quasi même chose. Il était sorti du collége peu de temps avant 1640, et son père, qui était riche, l'avait fait recevoir, pour son argent, licencié en droit à Orléans. Ensuite il avait été reçu avocat et n'avait mis qu'une fois les pieds au palais, aimant mieux aller étudier la bouffonnerie chez les charlatans. Les frères Béjart, l'un bègue, l'autre borgne et boiteux, l'avaient tiré de ce vilain apprentissage pour lui faire jouer la comédie avec eux et avec leur sœur, Madeleine, dont il était devenu amoureux, quoiqu'elle fût rousse et de mauvaise odeur. La troupe avait mal réussi au Port-Saint-Paul d'abord, puis au faubourg Saint-Germain, et s'était décidée à courir les provinces, jouant devant des spectateurs à cinq sous par personne. Après dix ans et plus de cette vie, il était revenu à Paris, où on lui avait donné la salle du Petit-Bourbon. Là il avait débuté par des rôles tragiques où il avait toujours été sifflé. Enfin il avait tiré, de son sac de campagne, son *Étourdi,* puis son *Dépit amoureux ;* il avait ensuite fait *Sganarelle,* et ses grimaces avaient réjoui le public. Depuis, ce n'avait été qu'une suite de succès, et il comptait maintenant dix pièces qui faisaient sa fortune et celle de ses compagnons. La méchanceté de l'écrivain, qui rassemblait sous un tel jour des faits assez exactement recueillis, n'avait pas omis ce qu'on disait de son mariage. Élomire (acte premier, scène III) se vante d'être plus qu'un autre à l'abri des disgrâces conjugales par le soin qu'il a pris de se forger une femme « dès avant le berceau. » C'est là aussi que se trouve, répétée avec une affectation cruelle dans plusieurs passages, l'allusion dont nous avons déjà parlé à cette toux funeste dont

Molière était tourmenté. Du reste, nous ne voyons nulle part l'effet que put produire, en 1670, soit dans le public, soit sur Molière lui-même, cette odieuse satire, dont la curiosité historique de notre temps s'est plus occupée, ce nous semble, que ne l'avait fait, lorsqu'elle parut, la malignité des contemporains. L'auteur prétend, il est vrai, dans la préface d'une seconde édition de sa pièce, datée de 1672, que son libraire, gagné par Molière, au lieu de vendre la marchandise qui lui était confiée, en avait refusé le profit, et qu'ainsi le public s'en était vu privé, ce qui aurait donné lieu à un procès où le juge ordonna la confiscation des exemplaires trouvés dans la boutique. Si la chose est ainsi, elle fait grand honneur à la librairie et à la justice.

En tout cas, que Molière ait dédaigné ce libelle ou qu'il l'ait étouffé, il est certain que ce ne fut pas même un événement de sa vie, et qu'il n'en reçut aucun trouble. Au mois de février 1670, le roi lui commanda un nouveau divertissement où devaient être rassemblés tous ceux que le « théâtre peut fournir, » et prit la peine de lui en indiquer « le sujet. » Molière composa, sur cette donnée, un pot-pourri de comédie, de pastorale, de pantomime, de machines et de ballets, qu'il appela *les Amants Magnifiques*. Il fit plus, il accepta la charge d'une besogne qui semblait appartenir à Benserade, et sur laquelle nous voyons qu'on se méprend toujours. L'occasion nous convie à l'expliquer. Les ballets de cour se composaient d'entrées, de vers et de récits. Les *entrées* étaient muettes; on voyait s'avancer sur le théâtre des personnages dont le poëte avait disposé les caractères, les costumes et les mouvements, en leur donnant à figurer par la danse une espèce d'action. Le programme ou livre, distribué aux spectateurs, les mettait au fait de ce qu'étaient les danseurs et de ce qu'ils voulaient exprimer. De tout temps, on y avait joint quelques madrigaux à la louange des personnes qui devaient paraître dans les divers rôles, et c'était là ce qu'on appelait les *vers*, qui ne se débitaient pas sur la scène, qui n'entraient pas dans l'action, qu'on lisait, ou des yeux ou à voix basse, dans l'assemblée, sans que les figurants y eussent part, sinon pour en avoir fourni la matière. Les *récits* enfin étaient des tirades débitées ou des couplets chantés par des personnages qui ne dansaient pas, le plus souvent des comédiens, et se rapportaient au sujet de chaque entrée. Benserade, en dessinant les *entrées* et en rimant les *récits*, à peu près comme on faisait avant lui, s'était avisé de donner un tour vraiment nouveau à ses *vers*. Il y mêlait, avec esprit toujours, souvent avec hardiesse, des traits communs à la personne et au personnage, des rapprochements tantôt flatteurs, tantôt piquants, entre le danseur nommé au programme et le rôle qu'il devait remplir. Ce n'était pas là sans doute une œuvre de grand mérite, mais on doit reconnaître qu'il y excellait, et cela depuis vingt ans, variant avec un singulier bonheur des plaisanteries ou des douceurs dont le texte changeait rarement. Pour juger de ce qu'il savait faire en ce genre, il suffirait de voir combien de fois il réussit à vanter les solides mérites du marquis de Soyecourt, ou à excuser la laideur du marquis de Genlis. Le dernier ouvrage de cette espèce qu'eût alors écrit Benserade était *le Ballet royal de Flore*, dansé par le roi au mois de février 1669, et, dans un rondeau adressé aux dames, il avait annoncé qu'il renonçait à ce métier. Molière eut ordre de l'y remplacer, de sorte que, dans le divertissement royal de 1670, sauf le sujet, qui venait du roi, tout ce qu'on voyait, tout ce qu'on entendait, tout ce qu'on lisait était de sa façon. Il paraît certain que, comme tous ceux qui ont abdiqué, Benserade se montra jaloux de son successeur, et fit, avant la représentation, quelque moquerie de deux méchants vers destinés à être chantés dans la pastorale. Molière s'en vengea en parodiant, dans les vers faits pour le roi, la manière dont son prédécesseur tournait la louange; mais il n'essaya pas de l'imiter dans l'épigramme. Les courtisans, comme à l'ordinaire, rirent beaucoup en voyant contrefaire ce qu'ils avaient coutume d'applaudir, et Benserade se trouva joué sur son propre terrain. C'est là toute la vérité d'un petit

fait raconté fort clairement dans la préface des œuvres de Benserade, rendu inintelligible par Grimarest, et embelli par un annotateur moderne de la présence d'un grand seigneur (le duc de Brezé) mort en 1646. Pour achever ce qui regarde *les Amants Magnifiques,* nous dirons que le roi y dansa deux fois, avec les attributs de Neptune et d'Apollon, encore bien que Racine eût donné depuis deux mois (13 décembre 1669) sa tragédie de *Britannicus*.

Une nouvelle occasion de réjouir le roi se présenta huit mois plus tard, le 14 octobre 1670, à Chambord, et inspira plus heureusement Molière; il y donna *le Bourgeois Gentilhomme.* Suivant un récit qui se trouve partout, et qui vient de Grimarest, la pièce aurait médiocrement diverti la cour, et le roi lui-même, par espièglerie, aurait réservé son jugement jusqu'à la seconde représentation, après laquelle il se serait déclaré fort satisfait. Nous ne voyons nulle part, et il est contre tous les exemples en chose pareille, que *le Bourgeois Gentilhomme* ait été joué deux fois de suite dans le même lieu. La cour en eut bien une seconde représentation, mais à Saint-Germain, le 12 ou 13 novembre, et le 23 il parut sur le théâtre du Palais-Royal. Au carnaval suivant (1671), Molière fut chargé d'inaugurer, par une pièce du genre noble et à grand spectacle, la salle des Machines, que le roi avait fait construire aux Tuileries. Il prit pour sujet la vieille fable de Psyché, qui venait d'être rajeunie par la Fontaine (1669); mais la prose de *Pourceaugnac* et du *Bourgeois Gentilhomme* ne suffisait plus quand il fallait faire parler les dieux. Le temps manquait à Molière pour mesurer et accorder tous les vers dont on avait besoin. Il lui fallait un aide qui fût en état de donner la façon aux morceaux qu'il avait tout taillés; il prit pour cela le sexagénaire Pierre Corneille, cet athlète vétéran, mais non invalide, que la défaite d'*Agésilas* et d'*Attila* (1666-1667) n'avait pas abattu, et auquel il avait, presque la veille (28 novembre 1670), prêté son théâtre et ses acteurs, dans la lutte engagée avec le jeune Racine sur le sujet de Bérénice. La préface de la pièce imprimée, après avoir indiqué ce que Molière avait pu terminer de son ouvrage, ajoute naïvement : « M. Corneille a employé une quinzaine au reste. » Quant aux vers faits pour être chantés, un seul ouvrier, Quinault, y avait mis la main. Ce qu'il faut encore remarquer, c'est que Molière acteur (il jouait Zéphire) avait eu le soin d'écrire tout son rôle, et n'eut à réciter sur le théâtre que ce qui était de lui.

Peu de temps après ce carnaval (du 2 au 10 février 1671), qui finit tristement par la retraite de mademoiselle de la Vallière à Chaillot, le roi partit (avril) pour aller visiter ses places de Flandre, et Molière n'eut à servir que le public; il lui donna (24 mai) *les Fourberies de Scapin*. Pour défendre Molière du reproche que lui adresse Boileau, on a souvent allégué la nécessité où il était de plaire aux plus humbles spectateurs par des farces, et l'on a oublié que, sauf *les Fourberies de Scapin* et *le Médecin malgré lui,* toutes ses pièces bouffonnes ont été faites pour la cour, tandis que toutes ses comédies sérieuses ont été offertes d'abord au public, ce qui déplace entièrement le blâme et l'excuse. Au mois de décembre suivant, la cour avait un mariage à célébrer; on lui avait amené, des bords du Rhin, cette princesse tout allemande qui ne craignit pas d'épouser l'indigne mari devenu veuf, Dieu sait comment! de l'aimable Henriette d'Angleterre. Le roi voulut que Molière ramassât, dans un divertissement, les plus beaux endroits des ballets déjà représentés, en y ajustant une petite comédie et une pastorale qu'il ferait exprès. La pastorale s'est perdue; les intermèdes sont retournés aux ballets d'où ils avaient été pris, et il nous est resté la comédie qui servait de lien à toutes ces parties, *la Comtesse d'Escarbagnas*.

Mais pendant que nous recueillons soigneusement tout ce qui se rapporte à Jean-Baptiste Poquelin de Molière, dans le temps où ce nom de Molière a toute sa célébrité, lorsque personne assurément ne peut se méprendre sur la personne qu'il désigne, voilà que le hasard fait reparaître à nos yeux l'autre Molière, celui qui chantait et

dansait en 1656, quand son homonyme, si glorieux maintenant, courait obscurément la province. Nous recommandons ceci aux savants hasardeux qui ont voulu faire de l'auteur et du musicien un seul homme. Le 7 janvier 1672, une pièce héroïque fut jouée sur le théâtre du Marais, avec des machines, des ballets et des airs. Elle avait pour titre : *le Mariage de Bacchus et d'Ariane*. Les paroles étaient du sieur de Visé, la musique du sieur de Molière, et c'est ce que nous apprend le même de Visé, auteur dramatique et journaliste, en louant sa pièce dans son *Mercure galant*. « Les chansons en ont paru fort agréables, et les airs en sont faits par ce fameux M. de Molière, dont le mérite est si connu et qui a travaillé tant d'années aux airs des ballets du roi. » Ainsi, de 1656 à 1672, le musicien, autrefois recherché à la cour, s'était vu déchoir au point de ne plus trouver d'emploi que sur un théâtre subalterne; Lulli, après Lambert, avait pris sa place. Pour cette fois, nous ne pouvons refuser un peu de biographie à la mémoire de cet homme qui avait eu ses jours de réputation. Son véritable nom était Louis de Mollier. En 1642, il était gentilhomme servant ou écuyer de la comtesse de Soissons, mère du comte tué à la Marfée. A cette époque, il se maria, et, deux ans après, il eut une fille nommée Marie-Blanche. La mort de la comtesse de Soissons (1644) l'ayant obligé à prendre service ailleurs, il usa de ses talents pour se faire connaître à la cour, où il eut le titre de « musicien ordinaire de la chambre du roi. » En 1664, il maria sa fille au sieur Ytier, musicien comme lui et ayant même emploi dans la maison royale. Il mourut à Paris le 18 avril 1688.

Il semble qu'à ce moment où il avait pleine liberté de tout dire, l'autre Molière, celui qui ne faisait pas de musique et qui est demeuré « le fameux, » jeta un regard en arrière pour voir si, parmi les ridicules qui avaient ému sa bile, il ne s'en trouvait pas qu'il eût trop légèrement atteints. Tout au commencement de sa carrière, quand il était bien peu sûr de lui-même et du public, il avait tracé une ébauche des *Précieuses*. Il voulut reprendre ce sujet et le traiter en grand avec tous ses accessoires. Il y replaça ce personnage dont on s'inquiète toujours quand il est question d'un bel esprit en jupons, le mari; il y fit entrer les travers particuliers des gens de lettres, hôtes ordinaires de ces ménages; il fit plus, il y adapta la réhabilitation de l'homme de cour, ce qu'il pouvait faire sans bassesse après avoir tant de fois bafoué les marquis, et, dans cette vue, il composa *les Femmes savantes*, qu'il donna au public le 11 mars 1672. On a fait beaucoup de contes absurdes sur cette pièce; la seule circonstance, malheureusement vraie, qui soit à noter, c'est que le personnage de Trissotin, qui ne s'appela jamais autrement, désignait, sans qu'on pût s'y tromper, un prêtre, un aumônier du roi, un vieillard, un académicien, Charles Cotin, l'auteur du madrigal et du sonnet si plaisamment commentés dans la deuxième scène du troisième acte. Si l'action, comme nous le croyons, était mauvaise, elle n'en prouve que davantage à quel degré, nous ne dirons plus de hardiesse, mais de puissance, Molière était parvenu. Du reste, il est faux que Cotin soit mort de ce coup, comme Voltaire s'est amusé à le dire; mais, Cotin n'étant pas un homme dont on se soit fort soucié de recueillir la vie, personne n'a parlé d'une circonstance curieuse qui se rattache aux *Femmes savantes*. Quand cette comédie fut représentée, le chancelier Séguier venait de mourir (28 janvier), et laissait vacant un titre que le cardinal de Richelieu avait porté avant lui, celui de « protecteur de l'Académie française. » Le roi Louis XIV ne dédaigna pas de le prendre pour lui. L'Académie en avait reçu l'avis et avait décidé qu'elle se rendrait tout entière, conduite par l'archevêque de Paris, chez le roi, pour le remercier de l'honneur que Sa Majesté voulait bien lui faire. Cette démarche eut lieu peu de jours après le 11 mars; un seul homme y manquait : c'était Charles Cotin, académicien depuis dix-sept ans, et qui n'avait pas voulu que sa présence dans cette compagnie l'obligeât à se plaindre de l'injure toute fraîche qu'il avait subie.

Ce fut là le dernier trait et aussi l'acte suprême du pouvoir exercé par Molière sous l'autorité du roi. Ce railleur terrible, qui arrachait le masque aux hypocrites, qui poursuivait sans pitié les médecins et qui décimait l'Académie, sentait chaque jour sa toux augmenter, son mal empirer, ses forces défaillir. On veut que dans ces derniers temps une réconciliation avec sa femme ait aggravé ses souffrances, et il est certain qu'il lui naquit, le 15 septembre 1672, un fils qui mourut presque aussitôt. Dans cette condition, il ne vit rien de plus plaisant à peindre que la folie d'un homme en bonne santé qui se croirait malade et soumettrait son corps bien portant à toutes les prescriptions de la médecine, c'est-à-dire la contre-partie exacte de son propre fait. C'était d'ailleurs à peu près le rôle que lui avait trop faussement attribué l'auteur d'*Élomire hypocondre*, et il allait montrer, aux dépens des médecins, ce que pouvait devenir dans ses mains la moquerie impuissante de leur vengeur. Il s'enivra, on peut le dire, de cette idée au point d'en faire tout le sujet d'une comédie bouffonne qui devait, le carnaval prochain, « délasser le roi de ses nobles travaux ; » car on était au retour de la première et glorieuse campagne en Hollande. Personne ne nous apprend pourquoi *le Malade imaginaire*, avec son prologue et ses intermèdes tout préparés, ne fut pas représenté devant le roi. Peut-être, et ce serait assez notre goût, malgré la prodigieuse verve de gaieté qui règne dans tout l'ouvrage, trouva-t-on peu d'agrément à cette chambre de malade, à ces médicaments, à ces coliques, à cette mort feinte, dont Molière avait cru tirer un si joyeux parti. Ce qui est sûr, c'est que le régal destiné à la cour fut servi au public, le 10 février 1673, le vendredi avant le dimanche gras. Molière, sérieusement malade, y jouait le rôle du malade imaginaire, et les acteurs bien portants vous diront s'il put le faire sans fatigue. Le soir de la quatrième représentation (17 février) et la pièce achevée, il rentra chez lui dans un état alarmant ; il y fut pris aussitôt d'un accès violent de sa toux, et mourut vers dix heures du soir, suffoqué par le sang qui s'échappait de sa poitrine déchirée.

On sait trop bien ce qui suivit. Le curé de Saint-Eustache refusa de recevoir et de laisser enterrer, comme on le demandait, dans son église, les restes du comédien frappé de mort au sortir de la scène. Ce scrupule pouvait être sincère, car le cas était probablement inouï. Le temps avait manqué pour que le mourant pût murmurer ces quelques mots de tardif repentir dont on se contentait toujours. C'était au supérieur ecclésiastique de lever l'obstacle, et, pour rassurer sa conscience, on lui affirmait que Molière avait reçu le saint sacrement l'année précédente, au temps de Pâques. L'archevêque de Paris, non pas celui qui avait excommunié les auditeurs du *Tartufe*, mais son successeur, prélat plus que mondain, ne prit pas moins de trois jours pour en délibérer, et accorda enfin la permission d'inhumer, aussi restreinte, aussi flétrissante qu'elle pouvait être. Pour que chacun ait sa part, il faut dire aussi que, le soir du 21 février, quand le corps, toujours repoussé de l'église, allait sortir de la maison mortuaire, précédé de deux prêtres muets, et s'acheminer sans prières tout droit au cimetière Saint-Joseph, un rassemblement populaire, formé dans la rue, voulut protester contre ce restant d'honneurs rendus à l'homme de génie sorti des rangs du peuple, et ne put être apaisé que par des aumônes. Tout le monde connaît les vers touchants de notre grand satirique au sujet de cette mort, et sur lesquels il nous semble toujours qu'une larme a dû tomber, une larme de Boileau ! Un autre contemporain, le comte de Bussy-Rabutin, l'homme du jugement le plus sûr pour tout ce qui n'était pas lui, écrivait, le 24 février 1673, au père Rapin, jésuite : « Voilà Molière mort en un moment ; j'en suis fâché. De nos jours, nous ne verrons personne prendre sa place, et peut-être le siècle suivant n'en verra-t-il pas un de sa façon. » Deux siècles bientôt sont passés, et nous attendons encore.

A. BAZIN.

UN

HUMORISTE ESPAGNOL.

LARRA.

Obras completas de Figaro. — Madrid, 4 vol.

De quoi se compose l'âme d'un humoriste? quels sont les éléments qui entrent dans cette nature vagabonde, inquiète et vibrante à tous les souffles? Le mot seul l'indiquerait mieux peut-être qu'aucune définition. Ce mot aimable et nouveau d'humoriste ne laisse-t-il pas entrevoir ce mélange de sensibilité et d'ironie, de grâce et de sagacité impitoyable, de frivolité et de profondeur, de délicatesse et de force, qui constitue un des caractères les plus étranges et les plus difficiles à expliquer? Ce qu'on nomme l'*humour* n'est autre chose, à vrai dire, que l'ensemble de ces qualités, qui semblent s'exclure au premier abord et qui se retrouvent cependant unies chez quelques privilégiés dont l'originalité consiste à se montrer tels qu'ils sont, dans leur bizarre diversité. C'est la saillie franche et vive d'un esprit doué de la plus exquise aptitude à tout sentir, à tout comprendre et à tout exprimer; c'est le mouvement libre, irrégulier et hardi d'une pensée toujours en éveil qui aime ces piéges redoutés des rhéteurs, les digressions, et s'y abandonne avec grâce, lorsque par hasard elle rencontre quelque mystère du cœur à éclaircir, quelque contradiction de notre nature à mettre à nu, quelque vérité bafouée à exalter; d'une pensée que l'inconnu attire par un magnétisme secret, et qui, sous une apparence dégagée et légère, se plait à pénétrer jusqu'aux plus obscurs détours du monde moral, faisant jouer sous ses pas mille reflets imprévus d'observation, donnant à tout ce qu'elle invente, à tout ce qu'elle reproduit, la couleur du caprice, créant par la puissance de la fantaisie une image mobile de la réalité plus mobile encore. Qu'on suive dans son voyage cette pensée vagabonde. On la voit un instant gaie, souriante, moqueuse; la raillerie semble son domaine, tant elle s'y trouve à l'aise! Ne croyez qu'à demi cependant à cette gaieté; elle n'a qu'un éclair; le rire cache les larmes; la mélan-

colie suit l'élan joyeux. C'est que l'esprit ne conserve pas sa sérénité lorsqu'il se laisse aller à contempler les choses sous ce voile factice qui les couvre le plus souvent et qui n'en impose qu'aux yeux vulgaires. Celui-là ne peut se livrer à un perpétuel sourire qui prend pour cruel passe-temps de remuer toutes les fibres humaines, ou du moins son sourire a un caractère particulier. L'ironie se revêt alors d'une teinte sérieuse ou attendrie, et que faut-il pour déterminer ce brusque changement? Peu de chose en vérité, un de ces riens imperceptibles pour la gravité prétentieuse. Un oiseau enfermé dans une cage amènera des pages frémissantes sur l'esclavage et la liberté ; un incident trivial de la rue fera éclater le sentiment brûlant des douleurs sociales; le nuage qui passe provoquera un triste et doux appel aux plus intimes, aux plus touchants souvenirs ; le cerceau d'un enfant qui joue sera un suffisant prétexte pour soulever le problème de la destinée ; on croira entendre un philosophe éloquent ou un poëte lyrique inspiré. Attendez un moment encore : ce capricieux génie, qui vient de vous soumettre au joug d'une invincible émotion, a déjà retrouvé son ironie facile, son inépuisable enjouement, sa force supérieure de sarcasme. Cette rapidité d'impressions, ces contrastes toujours nouveaux sont le secret de l'humoriste, qui ne fait que suivre son propre penchant; doué du merveilleux pouvoir d'embrasser les deux côtés de la vie, de se partager entre la gaieté et les larmes, il va d'un objet à l'autre, plus logique qu'on ne pourrait le penser dans sa course fantasque, et répandant sans lassitude la fécondité variée de son observation.

Sous ce drapeau de la fantaisie humoristique, qui est la forme la plus animée et la plus vivante de la satire, vient se ranger toute une famille d'écrivains, les Swift, les Sterne, les Quevedo, les Gozzi, dont le caractère tranche singulièrement avec celui de cette autre race de satiriques plus sobres, les Boileau, les Pope, les Argensola, poëtes laborieux et prudents, qui s'occupent surtout de régler leur marche, se refusent aux accidents de la pensée, aux entraînements imprévus de l'inspiration, aux hasards de l'image, et pour lesquels, selon l'expression de l'un d'eux, « la lime est le plus noble instrument. » Dans les œuvres de ceux-ci brille la beauté extérieure, le génie de l'ordre ; les œuvres des autres ont pour elles l'intime saveur, le génie de la variété, toutes les bonnes fortunes d'une verve ardente et périlleuse. Le passé le plus lointain lui-même a plus d'un écrivain de ce genre. Horace, le philosophe pratique, le sceptique conseiller de tous les âges, du jeune homme et du vieillard, n'est-il pas un humoriste dans l'antiquité latine? Voyez, en effet, ce poëte « blanchi avant le temps, jouissant avec délices du soleil, aussi facile à s'enflammer qu'à s'apaiser, » comme il le dit lui-même; voyez-le sur la Voie Sacrée, poursuivant je ne sais quelle chimère que nul n'aperçoit et pour lui seul visible, songeant peut-être à cette délicieuse et éternelle contradiction de l'amour qu'il sut si bien surprendre, et qu'il a décrite avec tant de charme dans le *donec gratus eram,* ou répétant tout bas ce chant d'une douce mélancolie sur la fuite des ans : « Hélas! hélas! les années rapides s'en vont;... » ou bien encore cherchant des traits pour peindre sa propre inconstance et l'inconstance des autres : n'est-ce pas le mouvement libre et actif d'une pensée mal contenue par la sévérité de la discipline romaine? Dans l'antiquité grecque et à un autre point de vue, l'auteur des *Oiseaux* et des *Guêpes,* dont la raillerie s'assouplit à tous les tons, depuis le lyrisme jusqu'à la bouffonnerie la plus grotesque, est aussi un de ces talents rares qui aiment à se jouer en mille caprices d'invention, sous lesquels se déguise la connaissance de la nature humaine et des mœurs. On y pourrait joindre Lucien, dont le sarcasme hardi accompagne le convoi des dieux mourants, et qui arrive parfois, dans quelques fragments tels que *le Deuil,* à trouver des accents presque éloquents par la vigueur avec laquelle il évoque les tristesses mensongères. Nous ne voulons noter qu'une différence essentielle entre ces écrivains, qu'on peut regarder comme les humoristes d'autrefois, et ceux qui viennent plus

tard dans l'histoire littéraire : c'est que plus la civilisation va en avançant, plus l'observation se fait subtile, pénétrante et amère; plus la sensibilité s'empreint d'énergie, plus le fonds de scepticisme qui s'agite dans la plupart de ces esprits devient douloureux. Le plus grand exemple, celui que rien n'égale, c'est Shakspeare, du haut de son ironie dominatrice jugeant, par la bouche de Hamlet, les révolutions de la mort. pesant dans sa main les restes du *pauvre Yorick,* cette misérable poussière d'un fou qui ne tient pas moins de place que celle d'Alexandre, et à laquelle va se mêler tout à l'heure, pour dernier contraste, la poussière d'une jeune fille, d'Ophelia morte d'amour. Grâce poétique et amertume superbe, éclat et profondeur, tout est là; c'est le type suprême qui se reproduit avec mille nuances dans la famille des humoristes. L'Espagne contemporaine, au milieu d'une rénovation intellectuelle pleine d'écueils et féconde en pâles essais, a eu, dans Larra, un homme digne de figurer parmi ces penseurs capricieux et ingénus, un de ces satiriques dont l'inspiration souple et ardente fuit les routes vulgaires, poursuit sans cesse la vérité sous le mensonge des apparences, tente tous les hasards d'une création neuve, et sait prêter à une page sur l'art, sur la politique, sur les mœurs, cet intérêt dramatique qui naît d'un mélange naturel d'émotion et de raillerie. Originalité singulière et imprévue, la seule véritable peut-être qui se soit fait jour à travers ce nuage d'imitations amoncelé depuis un siècle et demi sur la Péninsule!

Toutes les littératures ont ainsi leurs écrivains dont les œuvres sont marquées à divers degrés du sceau de cette fantaisie indépendante. Le Midi, on le voit, a ses humoristes comme le Nord, et il n'y aurait pas de plus séduisante étude que de rechercher, de montrer ce génie du caprice humain dans la variété infinie de ses aspects, de ses nuances fugitives, de ses formes qui changent selon le temps et le lieu, de suivre ses traces, qu'un regard délicat peut seul distinguer, dans chaque époque et dans chaque pays, en Allemagne, en Angleterre ou en Italie, en France même, où la rectitude de l'esprit national n'empêche pas parfois les échappées inattendues et fécondes, et en Espagne, où le contemporain Larra n'a fait que renouer une tradition interrompue, recueillir un héritage resté vacant depuis Cervantès, Quevedo et ces auteurs moins connus qui ont animé d'une verve ingénieuse et libre la série entière des romans picaresques. La fantaisie humoristique, en effet, se retrouve aussi dans le passé, au delà des Pyrénées, et apparaît sous un jour qui lui est propre. Elle n'a point cette curiosité analytique développée ailleurs par l'influence protestante; elle ne se perd pas dans la métaphysique de l'esprit et du cœur où l'inspiration audacieuse de Jean-Paul aime à s'égarer; elle ne va pas se plonger dans les rêveries mystérieuses et surnaturelles d'Hoffmann, pas plus qu'elle ne se cache sous la mythologie féerique et enfantine de Gozzi. Sa qualité essentielle, c'est un chaud et puissant instinct de la vie pratique, de toutes ses conditions, de tous ses contrastes. Mélange d'imagination et de raison positive, de passion et de bon sens naïf, elle excelle à peindre la réalité, à la faire étinceler, suivant une expression de De Maistre. Aussi ses fictions les plus hardies, celles-là même que colore une teinte de merveilleux, ont-elles un cachet inimitable d'observation tout ensemble lumineuse et exacte. Ses inventions les plus étranges ont quelque chose de vivant et de fortement accusé qui rappelle l'art énergique de quelques maîtres de la peinture espagnole. Ce qu'il y a de capricieuse humeur, c'est dans le mouvement rapide des scènes qu'il faut le chercher, dans la succession variée et dramatique des tableaux, dans la manière de combiner les éléments réels, de personnifier, en les faisant agir, les passions, les vices, les ridicules, qui passent sous vos yeux dans l'éclat de leur misère et de leur orgueil.

Supposez ces qualités poussées au degré le plus éminent; vous aurez pour résultat *don Quichotte,* œuvre unique, épopée humaine qui marque la maturité de l'ironie

en Espagne, au moment où le génie national descend de sa sphère d'idéalisme chevaleresque pour se rattacher à la terre. Tel est aussi, dans un rang inférieur, le caractère de toute la littérature picaresque, cette suite d'études satiriques de mœurs, iliade populaire et charmante de tous les vagabondages, de toutes les pauvretés insouciantes, de toutes les industries hasardeuses : *Lazarille de Tormès, Guzman de Alfarache,* le *gran Tacaño,* les nouvelles de Cervantès, *Rinconette et Cortadillo, la Gitanilla de Madrid,* et jusqu'à ce dialogue si fin et si spirituellement moqueur entre les chiens *Cipion* et *Berganza*. Tous ces écrits, trop peu lus, trop jugés sur parole, si substantiels dans leur frivolité, sont les divers épisodes de cette iliade humoristique qui a une singulière unité, quoiqu'elle soit l'œuvre de bien des auteurs; et où on aurait tort de ne voir qu'une amusante et peu scrupuleuse apologie des héros des présides. C'est, au contraire, un cadre mouvant et libre où toutes les physionomies sociales peuvent trouver place, depuis le bohémien errant sans foyer et sans lois, qui ne cherche sa règle que dans la nature et se contente du ciel pour abri, jusqu'au gentilhomme fier et nécessiteux, depuis le moine sensuel et ignorant jusqu'au juge cupide et vénal. N'est-ce point le vaste ensemble d'une société tout entière qui se révèle au regard étonné de l'étudiant don Cléofas dans *le Diable boiteux?* Un souffle inépuisable de gaieté facile et d'enjouement railleur circule dans ces créations picaresques. Il ne faut pas croire, du reste, que cette ironie recule, par moments, devant les questions les plus vives, les plus sérieuses. Qu'on relise attentivement cette page forte et touchante de *Guzman de Alfarache* sur le riche et le pauvre, qui commence ainsi : « Le pauvre est comme une monnaie qui n'a point cours... » et continue sur un ton d'amertume résignée : « .... S'il veut parler, on ne l'écoute pas; celui qui le rencontre le fuit; s'il donne un conseil, il excite les murmures; s'il fait des miracles, c'est un sorcier; sa vertu est hypocrisie, son moindre péché est un blasphème; sa pensée est châtiée comme un crime; de justice, il n'en est point pour lui, et il faut qu'il en appelle à l'autre vie des injures qu'il reçoit. Ses besoins, il n'est personne qui songe à y pourvoir. Qui le console dans ses épreuves? qui lui fait compagnie dans sa solitude? Nul ne vient à son aide; chacun lui fait obstacle au contraire... Combien il en est autrement du riche!... » Ne sent-on pas comme une secrète éloquence qui fermente intérieurement et vient animer par intervalles cette surface légère sous laquelle elle se cache? Bien peu de détails personnels sont restés sur Mateo Aleman, l'auteur de *Guzman de Alfarache,* comme sur la plupart de ceux qui ont créé avec lui le genre picaresque. Un biographe dit seulement que le désir d'écrire son ingénieuse histoire l'emporta chez Aleman sur la convenance des *honnêtes* fonctions qu'il occupait et où ses goûts avaient cruellement à souffrir. C'est un trait jeté au hasard qu'il faut saisir, un pli du caractère de l'homme qu'on ne doit point laisser passer inaperçu en Espagne, où les révélations individuelles sont rares. On peut voir, là comme ailleurs, si nous ne nous trompons, la fantaisie ironique prenant sa source dans un instinct naturel d'indépendance que les obstacles ne font que rendre plus saillant, et qui communique à l'esprit son ardeur mobile.

Au milieu de ces écrivains qui ressemblent un peu à de Foë par la popularité de leurs œuvres et l'obscurité de leur vie et de leur nom, Quevedo suffirait seul à représenter l'*humour* en Espagne. Jeté dans la vie la plus semée d'accidents avec le génie le plus prodigieusement actif, le plus pénétrant et le plus fécond en ressources, poëte lyrique, auteur de livres d'histoire, de politique, d'ascétisme, qu'il écrivait comme Sterne faisait des sermons entre deux chapitres de *Tristram Shandy,* Quevedo ne laisse éclater toute la force originale de son talent que dans ceux de ses ouvrages les plus méprisés des historiens littéraires et qui rentrent dans ce genre du caprice et de la fantaisie. Ce sont surtout ces fragments réunis sous des titres bizarres,

le Monde vu en dedans, *le Songe*, *la Maison des Fous d'amour*, *les Étables de Pluton*, qui ont quelque chose de la verve âcre et mordante de Lucien. Là il apparaît dans sa vraie nature, satirique abondant, penseur plein de mouvement et de feu, créateur de sa langue, d'une langue subtile et colorée, étincelante et nerveuse, qui peint d'un mot, brille et tranche comme un glaive, et prodigue toutes les formes du sarcasme, tous les éclairs de l'ironie. Quevedo n'a-t-il pas dévoilé tout le secret de l'*humour* lorsqu'il commence un de ses morceaux en analysant le désir, qu'il n'est pas si aisé d'arracher du cœur de l'homme, quoi qu'en disent les vers de Lucile, et qui s'y agite sans cesse, au contraire, comme une flamme inextinguible? C'est le désir, suivant l'auteur, qui entretient et renouvelle nos illusions, en nous plaçant toujours en face de l'inconnu. « Le monde, ajoute-t-il, comme pour mieux flatter cette intime aspiration, s'offre à nous variable et changeant, car la variété et la nouveauté sont les plus forts attraits qui nous puissent séduire. » C'est le charme qui nous subjugue et nous entraîne, jusqu'à ce que, parvenu au but souhaité, on tombe dans le dégoût de ce qu'on enviait naguère le plus ardemment, et dans le repentir d'avoir tant fait pour obtenir si peu. Le désir alors, bien loin de s'éteindre dans le cœur, renaît, en quelque sorte, de ses cendres, pour s'éprendre d'autres objets plus lointains, pour poursuivre quelque autre jouissance qui lui est disputée, et il erre ainsi de toutes parts, trouvant une défaite dans chacun de ses triomphes, mais toujours excité et continuant sa course sans arriver jamais à se fixer, à rencontrer ni patrie ni repos. Quevedo, pour en parler avec une éloquence si amère, avait connu sans doute ce sentiment impérieux; il avait épuisé le désir, et semble avoir atteint, quant à lui, le terme où les illusions ne se renouvellent plus. Aussi, remarquez quel singulier guide il prend lorsqu'il veut étudier les ressorts intérieurs et secrets du monde dans ce fragment qui a pour titre *el Mundo por dedentro*. C'est le Désenchantement, — *el Desengaño*, — qui lui apparaît sous la figure d'un vieillard caustique et morose. Ce vieillard l'entraîne, le conduit dans la grande rue du monde, qui est l'*hypocrisie*, « rue, selon l'auteur, où chaque homme a une maison, un logement ou au moins un lieu de halte. Les uns y vivent; heureux ceux qui ne font qu'y passer! » Quevedo assiste ainsi au long défilé de toutes les hypocrisies humaines, imprimant à chacune d'elles un stigmate ineffaçable par la bouche de l'implacable vieillard. Le Désenchantement lui montre à chaque pas le vice et la mollesse de la conscience se voilant d'austérité, l'égoïsme audacieux et rusé prenant le masque de l'humanité et de la philanthropie, l'inconstance volage du cœur se cachant sous une fidélité trompeuse, la cupidité prenant le nom d'amour, et jusqu'à la difformité physique elle-même s'évertuant à se dissimuler sous une beauté artificielle. C'est une véritable procession de vices, de ridicules bariolés, fantasques, se faisant place dans le monde par le mensonge. Rien, on peut le dire, ne manque à cet étrange tourbillon où tout vit, tout s'agite, tout se personnifie sous la plume inventive et ardente de Quevedo.

Faut-il un autre tableau? Qu'on prenne ce songe ironique et funèbre, *el Sueño de las calaveras*. C'est le réveil général des morts appelés au jugement suprême et rassemblant leurs membres dispersés qui ne peuvent se rejoindre. Ici ce sont les luxurieux « qui ne veulent pas reprendre leurs yeux pour ne point porter témoignage contre eux-mêmes devant le tribunal; là, les médisants, qui ne veulent point retrouver leur langue. » Plus loin, ce sont des marchands « *qui mettent leur âme au rebours* et portent leurs cinq sens dans le creux de la main droite... » Peut-on oublier ce procureur, Prométhée d'un nouveau genre, dont un vautour ronge sans cesse les ongles toujours renaissants, et ce juge, qui lave éternellement ses mains dans un ruisseau, ne pouvant en arracher la *graisse* que les solliciteurs y ont mise? Il est un autre personnage qui n'est pas moins curieux et vrai, c'est un mort d'humeur mélancolique et fâcheuse, maigre et décharné, qui s'avance le premier de tous dans cette

phalange. Veut-on savoir son nom proverbial et populaire ? C'est *l'autre*, ce mythe singulier, cet être anonyme qui joue un si grand rôle dans la vie. Les propagateurs de mauvais bruits lui attribuent leurs calomnies, les ignorants leurs sottises, les pédants leurs citations équivoques, les grands politiques leurs nouvelles du matin. Les latins l'appelaient *quidam*. Qu'on le nomme aujourd'hui *un certain auteur, un ancien écrivain*, ou bien encore *je ne sais qui, une personne bien informée*, c'est toujours *l'autre*, qui n'a jamais réclamé, mais qui conserve, même après sa mort, au dire du satirique espagnol, son vêtement blanc, en signe de son innocence de tout ce qu'on lui impute. Merveilleux type qu'on aurait bien tort de négliger dans une nomenclature comique des êtres humains ! Il faudrait suivre l'auteur pas à pas dans chacun des chapitres de cette œuvre d'inimitable raillerie, dans *la Maison des Fous d'amour*, dans *les Étables de Pluton*, pour avoir une idée de tout ce qu'il a dépensé d'observation, de finesse, d'imagination, d'amertume et de verve bouffonne.

Il a manqué, il est vrai, quelque chose à Quevedo pour être un humoriste complet, réunissant toutes les qualités que ce mot embrasse : c'est cette tendresse sympathique, cette chaleur d'émotion que l'influence moderne a développée de plus en plus, que Larra, de nos jours, en Espagne, laisse bien mieux apercevoir en lui. Quevedo semble trop se complaire à mettre en saillie la face grotesque de l'humanité, et n'en saisit pas assez les côtés plus doux, plus généreux ; mais à la place de cette sensibilité de cœur, il a parfois l'éloquence sérieuse de l'esprit, à laquelle il sait donner un tour animé et pittoresque. Quelques-unes de ses peintures ont une réelle grandeur. Telle est celle de la mort, qu'il représente « chargée de couronnes, de sceptres, de mitres, de velours, de broderies, de toile et de bure, vêtue de toutes couleurs, ayant un œil ouvert et l'autre fermé, paraissant jeune d'un côté et vieille de l'autre, poursuivant toujours sa marche irrégulière et se trouvant déjà là tout près lorsqu'on la croit encore loin de soi. » Peut-être, au surplus, est-ce au fond trop de sévérité que de refuser à l'auteur des *Visions* le don de l'émotion. Ce morceau sur le désir, que nous indiquions, ne décèle-t-il pas un germe que l'atmosphère de l'époque a pu seule empêcher de s'épanouir entièrement ? Quelque différence qu'il y ait entre Quevedo et les humoristes plus récents chez lesquels l'ironie se voile d'une mélancolie plus douce, on est étonné de trouver certains points de ressemblance, certains traits irrécusables de parenté, certaines pensées dans lesquelles ils se rejoignent pour ainsi dire. Dans le *Romance* où il peint son mauvais sort, où il dit : « Il n'est point de pauvre qui ne me demande l'aumône, point de riche qui ne me blesse... point d'ami qui ne me trompe, point d'ennemi que je ne possède, » l'écrivain espagnol ne fait qu'écrire presque littéralement d'avance une des pages les plus charmantes du *Pot d'or* d'Hoffmann, où l'étudiant Anselmus raconte aussi tous les contre-temps de sa vie. C'est l'éternelle histoire du penseur insouciant que la fortune s'amuse à tourmenter. Voyez cependant où conduisent la liberté de l'esprit, l'audace incorrigible de la raillerie ! Après avoir joué un rôle éminent, après avoir été le secrétaire du duc d'Ossuna dans sa vice-royauté de Naples et s'être distingué dans plus d'une négociation politique, Quevedo tombe dans la disgrâce ; il est promené de cachots en cachots, et on le voit accablé par le dénûment, fatigué par la solitude, mais ne laissant point s'éteindre la flamme de son génie satirique. C'est dans la captivité, retenu au couvent de San-Marcos de Leon, que, peu avant sa mort, il écrivait, avec une tristesse calme et fière encore dans sa résignation, à Olivarès : « Il ne me manque pour être mort qu'un tombeau, lieu de repos de ceux qui ne sont plus. J'ai tout perdu ; ma fortune, qui jamais ne fut grande, aujourd'hui est nulle et a servi à payer les frais de ma prison. Mes amis ! l'adversité les intimide ; il ne me reste que la confiance en Votre Excellence. La clémence, au reste, ne saurait me donner beaucoup d'années, pas plus que la rigueur ne pourrait m'en retirer maintenant... » Ajoutons comme un dernier trait cette parole que la

lassitude inspirait à Quevedo à la fin de ses jours : « Je ne trouve en cette vie aucune chose où poser les yeux sans me souvenir aussitôt de la mort. » Ce personnage, dont la destinée fut le jouet de tant d'épreuves, qui résume dans ses écrits la fantaisie humoristique espagnole et qui n'a point eu d'héritier jusqu'à notre temps au delà des Pyrénées, Larra, poussé par un instinct naturel, avait songé à le faire revivre dans un drame dont il n'est resté que des fragments inédits. Le satirique nouveau s'était laissé séduire par une erreur commune à tous ceux qui ont l'idée malheureuse de prendre pour héros des écrivains fameux, des hommes tels que Shakspeare, Molière. A quelle alternative s'expose-t-on en effet? Replacera-t-on ces grands poëtes au sein de leur siècle, au milieu du monde dont leurs ouvrages sont le glorieux reflet, en présence des spectacles de tout genre qui ont frappé leur âme et qu'ils ont reproduits, ce sera tenter de refaire artificiellement ce qu'ils ont fait avec la naïve spontanéité de leur génie; on calquera inutilement les tours de leur pensée et les formes de leur langage. Ne prendra-t-on que leur nom, au contraire, en changeant les conditions dans lesquelles ils ont vécu, en bouleversant les perspectives morales, en cherchant à donner à leur figure l'originalité d'un point de vue plus nouveau, en suppléant à la vérité par l'invention poétique, on créera ces choquantes dissonances qui passent quelquefois sous nos yeux. Nous verrons Molière et Bossuet dansant la sarabande dans un drame et récitant des élégies ou des satires modernes. Quant à Larra, il avait mieux à faire qu'à se livrer à ce passe-temps prétentieux ou puéril à l'égard de son devancier; il avait à être lui-même le Quevedo de son temps en Espagne.

C'est là le mérite essentiel de Larra et le vrai signe de son génie, d'être l'humoriste de son siècle et de son pays, de réunir cette ardeur d'inspiration, cette puissance d'analyse, cette souplesse ingénieuse et féconde, cette insouciance des formes ordinaires de l'art qui sont les qualités générales de l'*humour* et cet instinct de la réalité qui est particulièrement propre à l'ironie espagnole. Véritable penseur moderne, il prend plaisir à dévoiler les nuances les plus insaisissables de son être, les secrets d'une âme impressionnable et avide de mouvement, d'une intelligence pleine d'éclairs, curieuse de nouveauté et enivrée d'indépendance. Celles-là mêmes de ses œuvres où se fait sentir la préoccupation des règles, des conditions d'un genre littéraire consacré, et où il semble qu'il y ait le moins de place pour les saillies imprévues de la personnalité, laissent percer quelque chose de cette nature libre et originale, ne fût-ce que par le choix des sujets. On l'a vu déjà dans ce projet de comédie sur Quevedo; il en est de même d'un roman et d'un drame historiques, *el Doncel de don Enrique el doliente* et *Macias*. Macias est le héros des deux ouvrages, et ce n'était point par un hasard vulgaire ou par pénurie d'imagination que Larra revenait ainsi, à plusieurs reprises, vers l'antique poëte galicien qui eut la gloire de bégayer les premiers accents de la poésie castillane et le malheur de payer de sa vie une passion exaltée de son cœur; c'était le pressentiment vague d'une destinée semblable qui lui dictait cette préférence. Larra cherchait et apercevait un peu de lui-même dans Macias, en déroulant le tissu des aventures à demi réelles, à demi imaginaires du vieux poëte, en invoquant tour à tour pour les reproduire la muse de Scott et celle de Calderon. Cependant le roman, le drame, sont encore des formes littéraires trop détournées, trop indirectes pour une pensée si vive, et ce n'est point par ces œuvres qu'on pourrait connaître l'humoriste espagnol; c'est par cet ensemble d'écrits, essais, physiologies politiques, études de mœurs, morceaux littéraires, fantaisies satiriques, fragments d'ironique philosophie, qu'il laissait chaque jour tomber de sa plume, selon les sollicitations du moment, et dont le recueil compose un de ces livres brillants et variés dans le genre des *Essais d'Élia* de Lamb ou des *Conversations de table* d'Hazlitt. Larra se trouve à l'aise dans ce cadre familier qui se prête à tous les

caprices; là il se peint tout entier avec une naïveté fidèle. L'œil peut saisir, pour ainsi dire, chaque linéament de ce caractère qui a conservé quelque chose de mystérieux pour bien des Espagnols. Dans l'écrivain, on voit à nu l'homme variable, changeant, passionné, sceptique, plein de désirs et d'inconstance et toujours cruellement clairvoyant. Une telle étude n'offre-t-elle pas un intérêt psychologique autant que littéraire?

Larra n'est pas d'ailleurs seulement son propre historien; il est l'historien de l'Espagne contemporaine, non dans ce que la vie publique au delà des Pyrénées a de simplement apparent et d'artificiel, mais dans ce qu'elle a de plus caché et de plus dramatique. Son génie scrutateur ne s'arrête pas aux événements, aux changements de ministères, aux révolutions de palais ou de corps de garde, vain et trompeur mirage! Il pénètre plus profondément: c'est aux mobiles inavoués des partis et des hommes qu'il s'attaque, aux contradictions des opinions, à la fausseté des situations. Chacune de ses pages qui vous semble le fruit d'un esprit léger et paradoxal est un commentaire plus vrai que la réalité qui est sous vos yeux. Une locution familière, *Nadie pase sin hablar al portero* (que personne ne passe sans parler au portier), *Dios nos asista* (Dieu nous assiste)! suffira pour provoquer sa railleuse méditation, pour qu'il résume dans une fiction amusante tous les vices du passé, pour qu'il peigne en se jouant cet enfantillage d'un peuple inhabile à se conduire, sans cesse occupé à défaire l'œuvre de la veille, flottant entre toutes les directions, dégoûté de lui-même enfin et invinciblement tourné vers l'imitation. Il créera une association bizarre de mots, *el Hombre-Globo* (l'homme-ballon), pour représenter ces ambitions illégitimes qui prospèrent par le hasard dans un temps de désordre, sans qu'on sache sur quoi elles s'appuient. Quel publiciste a mieux fait apparaître l'incurable corruption d'une nation longtemps stationnaire et engourdie dans sa misère oisive? Quel politique a mieux vu et caractérisé ce mélange sur le même sol de générations et de classes diverses entre lesquelles il n'y a nulle cohésion, qui, jetées tout à coup dans une voie nouvelle, semblent ne se plus comprendre, se divisent, s'isolent, et par leurs divisions et leur isolement paralysent l'essor général du pays? Qui a plus hardiment mis à nu cette plaie immense de la décomposition d'un grand peuple? Larra n'a pas exprimé avec moins de puissance cet affaiblissement des croyances morales qui signale toute époque livrée à l'orage des révolutions; il a fait plus d'ailleurs qu'en offrir l'expression dans ses ouvrages, il en a été par lui-même l'exemple le plus éclatant, la personnification la plus tragique, puisqu'il a succombé à ce mal inguérissable: observateur pénétrant et implacable, dont le bon sens n'a point d'égal tant qu'il ne se laisse point altérer par l'excès du dédain, dont la fantaisie a mille vivacités charmantes tant qu'elle ne se perd pas dans l'amertume et le dégoût, mais qu'on voit bientôt passer insensiblement de la gaieté heureuse à l'éloquence injuste d'un cœur ulcéré! Quelques années ont suffi pour flétrir ainsi la maturité précoce et forte de cet esprit plein de sève. Larra était presque un enfant en 1832; il est mort vieux en 1837, vieux par l'âme et par l'intelligence, après avoir acquis en courant, sous le nom deux fois illustre de *Figaro*, une popularité qui n'échappait pas elle-même à la violence de son sarcasme. La vie tout entière de ce glorieux railleur est dans l'éclat de ce contraste; l'intérêt qui s'attache à l'homme comme à ses œuvres est dans cette transformation graduelle, dans la différence de l'observation, de l'ironie et des peintures, selon les progrès de ce désenchantement dont Larra portait le germe en lui.

Il y a dans une révolution qui s'annonce, dans cet horizon nouveau qui s'ouvre, quelque chose de salubre et de vivifiant qui éveille la confiance dans les esprits, favorise les illusions, communique à toutes les pensées un besoin naïf de mouvement, un élan sincère, et ne laisse à la satire elle-même que cet aiguillon généreux

nécessaire pour activer la marche commune ; la déception n'a pas eu le temps de s'amasser encore. Tel était l'état de l'Espagne vers 1832 ; l'ironie naissante de Larra y puise son caractère. Le *Pobrecito Hablador,* qui date de cette époque, dans ses détails, dans cet échange de correspondances imaginaires entre le bachelier Munguia et Andrès Niporesas, dans ce mélange de fictions ingénieuses, qu'est-ce autre chose qu'un drame fin, enjoué, mordant sans amertume, qui rappelle la raillerie facile et heureuse d'Addison avec plus d'animation ? Il semble que, sous l'œil ombrageux de la censure encore toute-puissante, l'esprit de l'auteur redouble de souplesse et de vivacité déliée pour se frayer une issue et regagner, par une stratégie savante de réticences et de concessions, la liberté de la satire. Il n'épargne ni la manie des emplois, ni la vénalité, ni la paresse nationale si bien résumée dans un mot : *Revenez demain* (*vuelva usted mañana !*), ni la vanité fastueuse, ni l'amour de l'immobilité si profondément passé dans les mœurs, aucun de ces vices enfin que la force de l'habitude a rendus inhérents à la nature espagnole. Pour être plus à l'aise, la fantaisie du *Pobrecito Hablador* donne à l'Espagne un ironique symbole : ce sont les *Batuecas* qui la représentent, les *Batuecas,* pauvre pays tellement enfoncé dans une vallée, entre deux sierras, qu'il a eu la réputation de n'avoir été découvert qu'après l'Amérique ! Entre tous les vices qui règnent aux *Batuecas,* comment oublier l'ignorance, cette ignorance opaque, naïve, contente d'elle-même, qu'on ne retrouve que dans la vieille Espagne ? Laissez-vous aller au persiflage de Larra, vous verrez combien, dans ce fortuné pays, on se repose doucement sur cette idée qu'on n'est jamais mort de n'avoir rien su. Le *Pobrecito Hablador* fait des *Batuecas* une contrée bénie où on ne lit pas, où on n'écrit pas, où on ne parle pas même, car l'espionnage est là, partout présent et partout redouté. « Il y a des hommes, écrit le bachelier Munguia à son ami Niporesas, qui vivent ici de ce que les autres disent : aussi sommes-nous réduits à ne point parler. Vois-nous un instant enveloppés dans nos manteaux, parlant à voix basse, nous défiant de nos pères et de nos frères... Il semble que tous nous avons commis ou que nous allons commettre quelque crime. Est-il chose plus rare? un homme qui vit de la parole des autres ! Qu'on dise ensuite que les *Batuecos* ne sont point industrieux pour vivre ! » Il est cependant un instant où ce silence universel est rompu : Larra recueille le premier murmure et le note avec une ironie sous laquelle perce l'espérance. « A mon dernier départ des *Batuecas,* dit le bachelier quelque part, le bruit courait qu'on commençait à parler. Pauvres *Batuecos !* » Si l'on cherche le sens de ces pages capricieusement graves, pleines d'une observation aisée et forte, qui composent le *Pobrecito Hablador,* n'y voit-on pas une peinture originale de ce moment d'attente qui précède une révolution, où tous les abus d'une société sont encore debout, mais où un souffle nouveau commence à s'élever ? Il serait curieux peut-être de rapprocher de ce tableau dérisoire d'un pays voué au régime du silence un autre morceau de Larra, *las Palabras,* écrit plus tard, pendant que s'agitaient des discussions oiseuses et stériles, et où éclate déjà l'amertume de la déception, la rigoureuse ironie d'une expérience trompée. Là, l'humoriste espagnol montre le mutisme érigé en loi ; ici, il s'attache à représenter le règne ambitieux de la parole bruyante, vide et boursouflée, à frapper la crédulité servile de l'homme qui se courbe sous ce nouveau joug comme la veille il acceptait la dégradation du silence. L'homme croit à tout, dit-il ; c'est avec des mots qu'on le gouverne.

« Voulez-vous le conduire à la mort ? Changez quelques syllabes, et dites-lui : « Je te « mène à la gloire ! » Il ira aussitôt. Voulez-vous le soumettre à votre empire ? Dites-lui hardiment : « C'est moi qui dois te commander. » Il obéira sans contestation. Voilà cependant tout l'art de manier les hommes !... Assemblez des phrases, rédigez des ma-

nifestes, faites retentir ces mots : *l'aurore de la justice, l'horizon de la paix, le bienfait de l'ordre et de la liberté, l'hydre de la discorde, le droit commun, la légalité,* etc., etc.; vous verrez les peuples sauter de joie, faire des vers, dresser des arcs de triomphe, placer des inscriptions. Merveilleux don de la parole! facile bonheur! Avec un dictionnaire abrégé des mots d'une époque, vous pouvez prendre le temps comme il vient; il n'y a qu'à savoir s'en servir à propos pour fasciner le cerbère, et vous pourrez ensuite vous endormir sur vos lauriers... »

Rien n'est plus propre à faire connaître Larra que de le suivre dans la diversité de ses inspirations, de démêler dans le mouvement contemporain le jet rapide de son esprit, de se laisser guider par les éclairs de son imagination railleuse. A peine la guerre civile a-t-elle éclaté sur les frontières de Portugal et en Navarre, c'est là qu'il dirige ce *glaive étincelant* dont parle Juvénal. Il traine sur la scène, dans le pêle-mêle de ses passions, de ses vices, de ses abus, ce fantôme du passé qui revient en armes livrer un dernier combat. Est-il esquisse satirique plus bouffonnement vraie que *la Junte de Castel-o-Branco?* Là, dans cette assemblée imposante, d'où doit dater l'ère des prospérités nouvelles de l'absolutisme espagnol, se réunissent ministres qui se donnent eux-mêmes l'investiture, trésoriers sans trésor, généraux sans soldats, conseillers suprêmes attendant de meilleurs jours pour avoir le prix de leur dévouement, et même le notaire *mayor* du royaume, maigre, sec, « vivante image de la contradiction, » le tout composant la *junte suprême de gouvernement de toutes les Espagnes et des Indes.* Que manque-t-il à un gouvernement si bien organisé? Bien peu de chose en vérité, le moindre partisan, le plus petit sujet reconnaissant son empire, l'ombre d'un vassal à qui parler. Aussi n'est-ce point une médiocre joie lorsqu'on a pu recruter un brave Castillan allant à ses affaires, fort peu soucieux de qui lui commande et très-naïvement étonné de son importance, qu'il ne soupçonnait pas. Aussitôt les cloches éclatent en volées, et la *junte suprême,* trouvant matière à délibération dans cet événement providentiel, décrète l'enthousiasme universel et spontané. « Chacun, dit-elle, devra, sous peine de mort, se remplir d'une sincère et volontaire allégresse, depuis six heures du matin jusqu'à dix heures du soir. » Suit la liste des bienfaits accordés à cette occasion par *Sa Majesté l'empereur Charles V* à ses peuples, tels que défense de prononcer le mot séditieux de *lumière* ou d'*amélioration*, fermeture des écoles avec prescription aux bons Espagnols d'oublier le peu qu'ils savent sous trois jours, amnistie générale en réservant le droit de châtier « chacun en particulier, comme il convient. » La *junte suprême de Castel-o-Branco,* en un mot, est en train de sauver l'Espagne, lorsque quelques robustes contrebandiers viennent souffler sur son rêve glorieux, qu'elle va bientôt recommencer dans les gorges plus sûres de la Biscaye. Là le sarcasme de Larra retrouve encore le même ennemi sous des faces différentes. Le pillage, la barbarie famélique, l'ignorance monacale, sont représentés tenant les clefs de l'Espagne dans *les Voyageurs à Vittoria, où personne ne passe sans parler au portier.* Ce sont d'honnêtes et corpulents religieux qui font sentinelle et, pour dire le mot, détroussent au passage deux voyageurs étonnés, « l'un Français faisant des châteaux en Espagne, l'autre Espagnol les faisant en l'air. » A celui-ci on prend son argent, à celui-là ses livres, objet de contrebande qui n'est bon, hélas! qu'à livrer aux flammes, ou bien encore sa montre qui est bonne à garder et dont, suivant le malin satirique, un digne moine pousse l'aiguille afin que l'heure du dîner arrive plus vite. Quand ils sont ainsi tous deux *purifiés*, le père Vaca, dans un élan de clémence et de respect pour la liberté individuelle, leur délivre des passe-ports. « datés de l'an premier de la chrétienté, pour la ville révolutionnaire de Madrid soulevée contre l'Alava. » L'auteur de *la Junte de Castel-o-Branco* veut-il saisir plus au vif la nature du *fac-*

tieux et en retracer la physiologie distincte, il le transforme en une *plante nouvelle* « qui croît sans culture, pousse surtout dans les bruyères désertes, s'acclimate dans la plaine et dans la montagne, se transplante avec facilité, est d'autant plus vigoureuse qu'elle est loin des populations et redoute l'atmosphère de l'ordre, de la régularité, surtout l'odeur de la poudre, qui lui est mortelle... Le factieux, ajoute-t-il, participe des propriétés de beaucoup de plantes; il fuit, par exemple, comme la sensitive lorsqu'on la touche; il se referme et se cache comme la capucine à la lumière du soleil et ne s'étale que la nuit; il ronge et détruit, comme le lierre ingrat, l'arbre auquel il s'attache et tend ses bras de tous côtés comme les plantes parasites pour chercher un appui. Il se plaît surtout sous les murs des couvents;... il produit une pluie de sang comme cette poussière de quelques arbustes, quand le vent qui se lève la mêle à une pluie d'automne; il naît et se fortifie comme le cèdre dans la tempête et a l'habitude de se tenir caché sous le sol comme la pomme de terre... » Combien de propriétés le *factieux* n'aurait-il pas encore, si on poursuivait! Le talent moqueur de Larra est fécond en traits nouveaux et justes dans leur bizarrerie imprévue pour caractériser la confusion de tout ce passé, qui vient une dernière fois montrer ses plaies morales et son incurable misère. Voyez cependant : tandis que l'ironie frappe d'impuissance cette résurrection d'un autre temps, en lui infligeant le ridicule, qui est le plus mortel des stigmates, et gagne ses victoires dans l'esprit public qui s'éclaire, la faction armée grandit, se propage, s'organise et étend de jour en jour son domaine. C'est que tout ce qui reste de vitalité à une cause vaincue peut se résumer parfois dans un homme héroïque, tel que Zumalacarrégui, habile à discipliner l'indiscipline elle-même et à faire illusion par le prestige de son génie. Si c'est dans un pays où le déploiement de l'énergie individuelle exerce sur les âmes une mystérieuse fascination, où fermentent encore tous ces instincts hasardeux et guerriers nourris par des habitudes séculaires, cet homme n'aura qu'à paraître; il trouvera des éléments pour prolonger la lutte, pour tenir des armées en échec. Son héroïsme, tant qu'on ne lui opposera que la force, pourra balancer par l'audace le nombre des bataillons et se montrer victorieux. Préservez sa vie des hasards d'une balle aveugle, et il réparera les désastres de son drapeau : il l'ira planter, s'il faut, de rocher en rocher; mais les défaites, bien autrement irremédiables et sûres, qu'il sera hors de son pouvoir d'épargner à sa cause, ce sont celles que fait subir à cette cause même toute pensée, toute éloquence, toute ironie qui met à nu les vices, les corruptions, les discordances qu'elle contient.

Qu'on ne s'étonne pas de cette influence attribuée à la fantaisie d'un satirique. Dans une révolution comme la révolution espagnole, pleine de contradictions singulières, compliquée d'éléments hostiles, livrée au souffle intérieur de passions rebelles et violentes qui éclatent parfois en éruptions soudaines, et dont l'insurrection carliste n'est qu'un des épisodes, le plus difficile, c'est de se reconnaître, de remonter à la source de ces agitations qu'on accepte souvent sans les expliquer, de ressaisir la vérité des perspectives de ce tableau mobile obscurcie par les intérêts qui sont en lutte, d'apercevoir la réalité face à face sous les déguisements trompeurs qu'elle va demander à tous les temps et à tous les pays. Larra excelle dans ce système d'observation incisive qu'il applique à toute l'Espagne moderne. Les tendances secrètes des hommes et des partis ne peuvent échapper à son regard pénétrant. Les excentricités de sa verve ont quelque chose de grave, parce qu'elles touchent toujours à quelque côté délicat et saignant de ce grand corps malade qu'on nomme la Péninsule, parce qu'elles procèdent d'une vue juste et profonde des fréquents contre-sens de la politique, du développement factice et déréglé des opinions, des infirmités morales qui se dissimulent sous l'appareil de l'activité extérieure, des instincts rétrogrades qui se cachent encore sous les prétentions à la nouveauté. Quand Larra dit dans la glo-

rieuse histoire des hauts faits de *la junte de Castel-o-Branco :* « Il n'est rien comme une junte... il se peut qu'on n'y fasse rien et qu'on n'ait rien à y faire, rien n'est plus nécessaire pourtant. Aussitôt que naît un parti, on le met en junte comme on le mettrait en nourrice, et il n'a pas ouvert les yeux à la lumière qu'il y est déjà, ce qui n'est pas un médiocre avantage. Les juntes sont les précurseurs des partis ordinairement, et elles sont toujours en chemin interceptant ou interceptées, quand elles ne sont pas hors du royaume prenant l'air... car il faut qu'elles prennent un peu de tout... ; » lorsque l'écrivain espagnol, disons-nous, trace cette satirique esquisse, ce n'est pas seulement l'absolutisme qu'il atteint, c'est toute la révolution qui a si souvent offert le spectacle de ces imprudents appels aux sentiments du passé, à l'ombre des antiques juntes ; c'est ce vieil et aveugle esprit d'indépendance locale, de révolte individuelle, qui n'est plus aujourd'hui qu'un symptôme de décomposition, une des formes de l'anarchie. Quand les partis prennent des noms arbitraires que démentent leurs actions et s'amusent à créer une Espagne imaginaire où les systèmes politiques sont en présence, où toutes les idées constitutionnelles pourraient se produire dans un cercle de régulières évolutions, c'est là une vérité superficielle qui ne saurait satisfaire Larra. Il voit autre chose autour de lui ; il distingue trois peuples divers : « une multitude indifférente, abrutie, morte pour longtemps, qui, n'ayant point de nécessité, manque de stimulants, parce que, accoutumée à plier sous des influences supérieures, elle ne se meut pas par elle-même, mais se laisse mouvoir ; une classe moyenne qui s'éclaire lentement... qui voit la lumière, l'aime, mais, comme un enfant, ne sait pas calculer la distance qui l'en sépare, qui croit les objets plus rapprochés parce qu'elle les désire, étend la main pour s'en emparer, mais ne sait ni se rendre maîtresse de ce rayon qui l'a frappée, ni même en quoi consiste ce phénomène; enfin une classe privilégiée, peu nombreuse, victime ou fille des émigrations, qui se croit seule en Espagne et s'étonne à chaque pas de se voir en avant des autres, beau cheval normand qui se figure être attelé à une voiture légère, et qui, ayant à traîner un char pesant, s'élance, rompt les traits et part seul... » De cette radicale différence de caractère et d'état entre des populations qui vivent côte à côte plutôt qu'elles ne composent une masse nationale soumise à une même impulsion, de ce défaut absolu d'harmonie ne voit-on pas naître cette indécision des esprits, cette fragilité des combinaisons, cette absence de maturité et d'à-propos, cette impuissance des hommes, ces demi-mesures, ces réactions que l'auteur du *Pobrecito Hablador* poursuit sous toutes les formes avec une gaieté cruelle et instructive, et qui ont prolongé pour l'Espagne la série des violences hasardeuses et des incidents vulgaires ?

Sous le voile de ses caprices toujours renaissants et toujours divers, de ses spirituelles et libres inventions, Larra aborde ainsi les points les plus vifs de la politique. Sa verve suffit aux accidents, aux anomalies, aux excès de chaque jour qu'il rend saisissants pour tous les yeux en les marquant d'un trait ineffaçable. La révolution espagnole a son histoire dans cette polémique satirique, dans ces fragments sérieux sous des titres frivoles : *la Junte de Castel-o-Branco, les Circonstances, Dans quel monde vivons-nous ! l'Avantage de faire les choses à moitié, les Lettres d'un libéral, Figaro de retour;* elle s'y révèle à chacune de ses périodes, dans ses faiblesses, dans ses incohérences, dans ses vices les plus actuels. Peut-on cependant ranger Larra parmi les pamphlétaires ? Ce serait, sans doute, donner une idée d'un certain côté de ce rare talent ; mais n'est-il pas aussi bien d'autres points par lesquels il échappe à cette désignation un peu trop précise ? Un pamphlétaire, dans le sens rigoureux du mot, n'est-il point en effet la sentinelle avancée d'une opinion, l'organe aventureux des griefs et des espérances d'un parti ? Homme d'une situation le plus souvent, promoteur de quelque idée momentanément en souffrance, vengeur

d'un sentiment public offensé, il va droit à son but, laissant derrière lui les politiques prudents se livrer à leurs calculs, dissimuler leurs prétentions, le renier parfois en profitant de ses victoires. L'impartialité n'est point le mérite de cet esprit plus vif que large, plus perçant qu'étendu, qui n'aperçoit d'habitude qu'un côté des questions et ne s'occupe qu'à rechercher le point vulnérable de son ennemi pour y enfoncer l'aiguillon de sa colère ou de son sarcasme. La justice retarderait l'élan de sa parole acérée. Il est dans la nature du pamphlétaire de remplacer l'ampleur et la supériorité des vues par la hardiesse agressive, par l'intensité de la raillerie ou de la passion, sous quelque forme littéraire qu'elle se déguise. Il n'en est pas ainsi de Larra, qui est moins un pamphlétaire qu'un penseur, moins l'homme d'une situation, d'une idée, d'une vengeance, que l'observateur sincère et inépuisable de tous les phénomènes d'une révolution, moins l'auxiliaire d'un parti que le peintre plein de nouveauté du mouvement de toutes les opinions, et en un mot le libre humoriste d'un pays dont il compare lui-même les agitations à « un de ces jeux de mains mystérieux et surprenants pour qui en ignore l'artifice secret. » Au sein de ce tourbillon, la justesse de son bon sens triomphe sans effort. Échappant par l'indépendance de son ironie à l'influence périlleuse de passions factices, aux faux jours de systèmes sans rapport avec l'état de l'Espagne, il se contente d'être le spectateur clairvoyant de toutes les folies qu'engendre la domination de ces passions et de ces systèmes; il raconte, raisonne, médite, raille, multiplie les points de vue, et parfois son imagination vient donner aux vérités qu'il observe un relief particulier, une couleur poétique inattendue qui indique mieux ce qu'il y a de variété dans son génie. Tel est le fragment où il veut décrire ce malaise qui naît pour un peuple d'un demi-savoir, du pressentiment vague d'une vie meilleure à laquelle il aspire, mais dont il ne sait pas encore les conditions. « Quand un pays, dit-il, approche du moment critique d'une transition, et que, sortant des ténèbres, il commence à voir briller une légère lumière, il n'a pas eu le temps de connaître le bien, mais il sent le mal dont il prétend se délivrer, aimant mieux courir les chances d'un état nouveau pour lui. Il lui arrive alors ce qui arrive à une belle jeune fille sortant de l'adolescence : elle ne connaît ni l'amour ni ses joies; son cœur cependant, ou la nature, pour mieux dire, commence à lui révéler des besoins qui vont devenir plus pressants, dont elle a en elle-même le germe et qu'elle a les moyens de satisfaire, bien qu'elle ne le sache pas. La vague inquiétude de son âme, qui cherche et désire, sans deviner quoi, la tourmente et la dégoûte de son état actuel comme de celui où elle vivait naguère; on la voit alors mépriser et rejeter tous ces jouets qui faisaient peu avant l'enchantement de son existence ignorante. » Ne semble-t-il pas que ce soit un poëte lyrique qui parle ? A côté, cependant, vous retrouverez la veine aristophanesque, la fantaisie incisive et hardie. Vous pourrez voir dans l'*Hombre-Globo* cette étrange classification politique et sociale, empruntée à la physique, de l'*homme-solide*, l'*homme-liquide* et l'*homme-gaz;* les analogies imprévues jailliront sous la plume de l'auteur.

« L'*homme-solide*, dit Larra, est cet homme compacte, ramassé, obtus, qui séjourne dans les régions inférieures de l'atmosphère humaine. Il ne peut vivre qu'au contact de la terre. C'est l'Antée moderne, l'*homme-racine*, le solide des solides. Une absence presque totale de calorique le maintient dans un tel état de condensation, qu'il occupe le moins de place possible dans l'espace. Vous le reconnaîtrez d'une lieue : son front est incliné, son corps se courbe, ses yeux ne fixent aucun objet, il voit sans regarder, et c'est pourquoi il ne voit rien clairement. Lorsque quelque cause qui lui est étrangère le met en mouvement, il rend un son confus, barbare, profond comme celui de ces masses énormes qui se détachent au

moment du dégel dans les contrées polaires .. L'*homme-solide* couvre la face du globe. C'est la base de l'humanité, de l'édifice social. Comme la terre soutient tous les corps et les empêche de se précipiter vers le centre, l'*homme-solide* est le point d'appui de tous les autres hommes. C'est de cette espèce qu'est tout être abject, le valet, l'esclave, celui-là, en un mot, qui ne lira et ne saura jamais ce qu'on dit de lui. Il ne raisonne pas, il ne se livre pas à un travail intelligent, il sert et voilà tout. Sans *hommes-solides* il n'y aurait pas de tyrans, et, comme ceux-là sont éternels, il n'est pas probable que ceux-ci aient une fin. C'est la multitude immense qu'on appelle peuple, qu'on trompe, qu'on foule aux pieds, et sur laquelle on s'élève. Elle vit à la peine, elle sue, elle souffre. Quelquefois elle s'agite d'une façon terrible, comme le sol quand il tremble. On dit alors qu'elle ouvre les yeux, et il n'en est rien. Autant il vaudrait appeler les yeux de la terre ces crevasses monstrueuses que produit un volcan... L'*homme-liquide* fuit, court, change de position, se précipite pour remplir tous les vides. Il a déjà un degré plus élevé de calorique. Il serpente continuellement autour de l'*homme-solide,* l'entoure, le pénètre, l'enveloppe, le noie... Dans les moments de révolution, s'il est un instant repoussé, il s'élance bientôt hors de son cours et accroît sa propre force de celle des masses aveugles qu'il entraîne avec lui... Plein de prétentions, il fait du bruit, défie le ciel, a quelque chose comme une voix et trouve un écho. C'est là une différence essentielle entre le solide et le liquide, à notre sens. La pierre ne produit une rumeur sourde que lorsqu'on la fait rouler ; l'eau murmure par cela seul qu'elle existe et qu'elle coule. Il en est de même de la classe moyenne de l'humanité, d'où s'élève un bruissement continuel. Le coup qu'on donne sur un corps solide enlève un morceau; si on frappe le liquide, il en résulte des ondulations et un mouvement qui se prolonge. Ajoutez encore cette observation : le coup qui atteint le peuple n'est préjudiciable qu'à lui ; le coup qui atteint la classe moyenne éclabousse d'habitude celui qui le donne... »

On peut discerner ce qu'il y a de vrai et de paradoxal dans ces développements bizarres dont la saveur originale se perd, nous le sentons, dans une traduction imparfaite. Quant à l'*homme-gaz,* c'est celui qui se fraye un chemin dans l'air, qui met un pied sur l'*homme-solide,* un autre sur l'*homme-liquide,* et, prenant son essor, dit à tous : Je commande et je n'obéis pas! Enfermez ce *gaz* dans une enveloppe qui en contienne une quantité suffisante, vous aurez l'*homme-ballon*. Quelquefois c'est le génie dominateur et glorieux qui voyage au-dessus de la face du monde étonné. En Espagne, Larra n'y peut voir que le symbole de l'individualisme effréné et ambitieux qui s'élève par le hasard, en vertu d'un effort violent et mal réglé, flotte sans direction et retombe bientôt, au moindre vent, forcé de recourir au vulgaire parachute. Dans les contrastes de cette pensée, qui se colore tantôt de poésie et tantôt s'abandonne aux plus fières audaces du caprice ironique, il est aisé de remarquer ce qui met surtout l'auteur de l'*Hombre-Globo* à part des pamphlétaires. La politique, à vrai dire, n'est point un but pour lui, et ce ne serait pas trop même de se demander s'il a un but quelconque, autre que le plaisir amer de l'observation. La politique n'a qu'un intérêt à ses yeux, celui d'être une des manifestations de l'activité humaine, un champ nouveau où il peut plus à l'aise embrasser tous les côtés, étudier tous les replis de la nature espagnole, en étendant parfois sa vue jusqu'à la nature universelle, dont il sonde les secrets avec une hautaine sagacité. Le pamphlétaire s'efface ; c'est le penseur qui reste, le penseur profond, imagé, pittoresque, qui dépouille l'actualité de ce qu'elle a d'éphémère pour aller rechercher l'invariable essence des penchants de l'homme, pour éclairer le mouvement intérieur de la vie sociale. L'écrivain polémique disparait ; c'est le moraliste brûlant qui dévoilera cette plaie hideuse que les révolutions entretiennent : l'intrigue, moyen

toujours nouveau de parvenir; l'intrigue, qui consiste à se bien *emparenter*, à faire briller le mérite qu'on n'a pas, à dire plus qu'on ne sait, à calomnier celui qui ne peut répondre, à spéculer sur la bonne foi des autres, à écrire en faveur de celui qui commande et rarement contre, à avoir une opinion tranchée, bien qu'au fond on n'en estime aucune, pourvu que ce soit celle qui triomphe; à connaître les hommes, en les considérant comme des instruments, sauf à les traiter comme des amis; à cultiver l'amitié des femmes comme un terrain productif, à se marier à temps, mais non par honneur, reconnaissance ou autres illusions. Ces mille aperçus, ces portraits vigoureux tracés avec un art négligent et hardi, abondent dans les compositions de Larra, et en font un tissu plein de force et d'éclat varié. Le malheur est qu'en arrachant son masque à l'intrigue, l'auteur croyait trop à l'infaillible puissance de cette reine du monde.

L'imagination de Larra, guidée par une curiosité ardente, est sans cesse à la recherche de tous les contrastes de la vie. Ce qui l'inspire, c'est la réalité que ces contrastes mêmes rendent si dramatique; c'est l'homme dans toutes ses conditions, sur tous les théâtres où sa nature se déploie. Les mœurs, à ce titre, ne sont pas un objet d'étude moins attrayant pour l'humoriste espagnol que la politique; elles sont le reflet de ce qu'il y a de plus intime en nous. L'auteur de l'*Hombre-Globo* promène son regard sur les coutumes qui s'effacent, qui se transforment, qui se renouvellent; il reproduit tous les types, même ceux qu'une observation microscopique peut seule entrevoir. Il faut le remarquer : pour un tel génie, qui ne suit point d'autre règle que le caprice, il n'est pas de petites choses, pas un détail de mœurs indifférent, point d'existence sociale, si infime qu'elle soit, qui n'ait sa poésie et son côté sérieux. De même que Lamb disserte sur la mélancolie des tailleurs, Larra, avec un talent plus énergique, s'il a moins de douce et naïve délicatesse, emploie sa poétique ironie à écrire l'histoire de la *Chiffonnière* dans son essai sur *les Menues professions, ou les moyens de vivre qui ne donnent pas de quoi vivre*. Il peint sa grandeur et sa décadence; il la prend jeune fille insouciante et livrée au plaisir, pour la suivre dans sa maturité déjà flétrie, dans sa vieillesse avilie et méprisée, qu'il transfigure tout à coup, relevant la gloire railleuse de ses fonctions. « La nuit, à la clarté de la lune, dit Larra, la chiffonnière est imposante à voir, lorsqu'elle étend son crochet pour retirer son butin et s'arrête alternativement sur chaque seuil. Il semble qu'elle va frapper à toutes les portes, annonçant le passage prochain de la Parque. Sous ce rapport, elle fait, dans la rue, l'office du crâne décharné dans la cellule du religieux. Elle invite à la méditation, à la contemplation de la mort, dont elle est l'image... La chiffonnière se peut bien comparer à la mort; elle aussi, elle nivelle toutes les hiérarchies. Dans son panier comme dans le sépulcre, Cervantès et Avellaneda sont égaux. Là comme dans un cimetière tombent pêle-mêle les décrets des rois, les plaintes des malheureux, les soupirs de l'amour, les caprices de la mode. Là se coudoient Calderon et tel poëte inconnu. La chiffonnière, comme la mort, heurte d'un pied égal le taudis du pauvre et la demeure royale. Toutes deux elles jettent de la terre sur l'homme obscur et ne peuvent rien contre celui qui est illustre. De combien de proclamations pompeuses la première n'a-t-elle pas fait justice, tandis que la seconde en enlevait les auteurs !... » L'ironie devient ailleurs plus poignante et plus bizarre au milieu de la trivialité du sujet. Voyez cet amoureux qui veille et espère jusqu'au matin sous les fenêtres de sa maîtresse. Que ne donnerait-il pas pour avoir un seul de ses cheveux, un lambeau de papier où sa main aurait tracé un seul mot, un seul caractère? Il n'obtiendra rien. Voilà la chiffonnière qui passe et interrompt son attente : il la maudit, la méprise, et elle cependant, jetant son crochet dans les débris de chaque jour balayés par les valets, elle trouvera ces cheveux, dépouille d'une tête adorée, cette écriture que l'amant cacherait avec jalousie sur son cœur, qu'il payerait

au poids de l'or ; puis elle reprendra son chemin, tournant un œil moqueur vers celui qu'elle a troublé un moment de sa présence. « Ce que c'est que de ne pas s'entendre ! ajoute l'auteur ; combien de fois le bonheur ne passe-t-il pas ainsi à nos côtés sans que nous l'apercevions ! » Il y a, ce nous semble, dans ces fragments, quelque chose du sarcasme amer de Hamlet dans le cimetière où le place Shakspeare. Le caprice ironique a sa source dans le plus puissant instinct de la réalité humaine et dans l'observation profonde de tous les sentiments, de toutes les impressions qu'elle peut faire naître dans l'âme. C'est là, au reste, ce qui distingue ces vrais rois de la fantaisie des profanateurs vulgaires qui usurpent ce titre, croient être de parfaits humoristes parce qu'ils n'ont pas le sens commun, et s'efforcent de remplacer l'animation intérieure par la bizarrerie extravagante des formes, sans songer que l'imitation la plus impossible est celle qui s'attache à ce qu'il y a de plus fugitif et de plus insaisissable dans le génie humain.

La critique littéraire tentait aussi parfois ce charmant et vigoureux esprit, et il y portait ses qualités et ses défauts : une science peu étendue, une inexpérience assez visible lorsqu'il touche à des noms historiques ou même à des talents contemporains dont les nuances lui échappent, une érudition suspecte, si c'est un défaut dans ce genre de critique libre et agile dont la variété est l'essence, et en même temps une rare justesse de vue à l'aide de laquelle il devine ce qu'il ne sait pas, une fécondité de bon sens qui alimente le feu de l'imagination et de la verve, et ce don singulier d'animer d'un souffle créateur les moindres sujets. Larra effleure toutes les questions littéraires, sachant toujours trouver le point où elles se lient aux questions morales, aimant surtout à les rattacher au développement de la civilisation dans son pays. Plus d'une de ses critiques n'est qu'une énergique et délicate analyse du cœur ou de la société espagnole. Au milieu de ses fragments sur le théâtre, sur *la satire et les satiriques*, sur *la polémique littéraire*, sur les œuvres qui se succèdent, il n'est pas sans intérêt de prendre celui où il soumet à la rigueur de son appréciation un ouvrage renommé en France, qui eut l'immortalité de cent représentations et est déjà passé de mode, *Antony*. C'est notre littérature jugée au delà des Pyrénées par un esprit droit et supérieur. Larra ne méconnaît pas la virilité et l'ardeur du talent dans *Antony;* mais il y voit le résumé de tous les instincts antisociaux et un véritable chaos moral. Il suit pas à pas, dans toutes ses péripéties, cette lutte furieuse de la passion aveugle et brutale contre la société ; il étudie chacun des personnages ; saisissant merveilleusement les vrais mobiles de leur caractère, la frénésie des sens, l'orgueil de l'égoïsme. Sans doute il se peut que l'honneur et la pureté se retrouvent chez une femme qui a faibli, « mais, dit l'auteur, de semblables cas doivent être jugés dans le for intérieur ; qu'ils restent le secret du cœur et de la famille ! Dès que vous érigerez ce cas possible, seulement possible et non ordinaire, en dogme, dès que vous le généraliserez en présentant une femme qui se prévaut de la loi impérieuse de la nature pour couvrir sa faute, vous vous exposerez à ce que toute femme, sans ressentir une passion réelle, sans avoir d'excuse, se croie une Adèle et pense avoir un Antony pour amant. Dès ce moment, la femme la plus vile se trouvera autorisée à secouer les liens sociaux, à rompre les nœuds de la famille, et alors adieu les dernières illusions qui nous restent, adieu l'amour, adieu la résistance, adieu la lutte entre le plaisir et le devoir, adieu la différence entre la femme vertueuse et la femme méprisable, et, ce qui est pire, adieu la société, parce que, si toute femme se croit une Adèle, tout homme se croira un Antony, considérera comme une vexation sociale tout ce qui s'opposera à son brutal appétit. S'il prend goût à une femme, il dira : C'est une passion irrésistible qui est plus forte que moi ! et convaincu d'avance qu'il ne peut la vaincre, il ne la vaincra pas, car il n'en prendra pas les moyens... » Et Antony lui-même, quel est-il aux yeux du critique moraliste? Quel motif peut légitimer sa

révolte? C'est la venimeuse inquiétude d'un égoïsme exalté qui s'étonne que le monde ne traduise pas aussitôt en lois ses caprices. « Antony, ajoute ironiquement Larra, est l'exemple de ce que devraient être tous les hommes, l'être le plus parfait qu'on puisse imaginer. Commencez par remarquer qu'Antony n'a ni père ni mère. Il est facile, ce semble, d'arriver à ce degré de perfection! Fils de ses œuvres, vulgaire bâtard, il est la personnification de l'homme dans la société telle que nous la devons arranger quelque jour. Nous autres qui avons eu le malheur de connaître notre père et notre mère, nous ne servons qu'à la transition, nous sommes des éléments vieillis dont on ne peut rien attendre pour l'avenir. Celui qui voudra être à la hauteur de l'ère nouvelle verra à faire en sorte de ne naître de personne... » Antony n'a d'ailleurs aucune de ces difformités physiques qui font parfois germer la haine dans le cœur; il n'est point resté dans cette sphère inférieure où l'envie est concevable, si elle n'est pas plus juste. Il a reçu de ses parents inconnus une figure privilégiée, une éducation soignée, un talent peu commun. Il a tout appris, il sait tout. Avec ces qualités, fût-il bâtard, ne marche-t-il pas l'égal de tous? Qui lui demandera compte de sa naissance, s'il est vrai qu'il possède tous ces talents? S'il invoque le préjugé qui frappe l'obscurité de l'origine, le cours du siècle entier lui répond; combien de fortunes nouvelles, fondées sur l'intelligence et le courage, sont là pour rabaisser les prétentions de sa vanité égoïste et superbe! Le monde ne lui interdit pas les joies du cœur; mais, s'il veut assurer un triomphe au libertinage de ses sens, et, pour premier exploit, afficher le déshonneur d'une femme, il fera de cette femme une victime et se réveillera lui-même au pied d'un échafaud : ce n'est point la société, apparemment, qu'il faut en accuser. Antony se plaindrait-il, par hasard, de ne pas avoir la richesse matérielle? Comment vit-il dans le luxe alors? Comment peut-il tuer des chevaux à la poursuite de la femme qui lui échappe? « Nous conclurons toujours, dit Larra, que ces passions magnifiques ne sont point un mets de pauvre. Si cette société si mal organisée n'eût point procuré à Antony assez d'argent pour prendre la poste, louer une auberge tout entière, il serait resté à Paris à faire des vers classiques. Le romantisme et les passions sublimes sont bouchés de gens riches et oisifs, et c'est bien ici qu'on peut s'écrier : Pauvres classiques!... » Ce tableau d'auberge arrive bien à point pour résumer tout le drame. Le critique espagnol le définit par un mot : c'est une *vue intérieure d'une passion prise de l'alcôve.* Il est rare de trouver une semblable puissance d'analyse, de bon sens, de raillerie, appliquée à une œuvre littéraire. Les vices, les contradictions morales de ce personnage apparaissent. Sa place n'est point parmi ces types glorieux de notre siècle, Werther, René, Obermann, qui, à des points de vue différents, expriment tout ce qu'il y a de vague poésie, de poignante incertitude, de douloureux effroi, d'aspirations et de regrets dans un temps de transition. Restituez-lui son vrai caractère : c'est un des premiers héros de cette littérature de l'exception qui a fait de l'antithèse le ressort unique de son art nouveau, qui s'est mise à vanter la probité méconnue des voleurs, à déifier la pureté des courtisanes, à relever toute abjection, à entourer de ses préférences tout être portant au front le signe de la rébellion, et qui a fini par se mettre en dehors de la nature comme de la société.

Que cette littérature âcre et fébrile réponde à quelques instincts qui fermentent au sein de la société française, ce n'est point là, au surplus, la première des préoccupations de Larra; ce qui est certain pour lui, c'est qu'elle n'est point vraie en Espagne, et il peint l'influence contagieuse qu'elle exerce avec une énergie familière et pittoresque. « La vie, dit-il, est un voyage; celui qui l'entreprend ne sait point où il va, mais il croit aller au bonheur. Un autre, qui est parti avant lui et qui revient déjà, le rencontre sur le chemin et lui dit : Où vas-tu? pourquoi tant d'empressement? Je suis allé jusqu'où on peut atteindre. On nous a trompés : on nous a dit qu'au terme de ce voyage on trouvait la paix et le repos; sais-tu ce qu'il y a au bout? Il n'y a rien.

Que répondra l'homme qui s'acheminait péniblement? Il dira : S'il n'y a rien, il ne vaut pas la peine d'aller plus avant. Et cependant il faut marcher, parce que, si le bonheur n'est nulle part, il est cependant indubitable que le plus grand bien-être, pour l'humanité, est le plus loin possible. Dans un tel cas, l'homme qui est venu proclamer qu'il avait découvert le néant ne mérite-t-il pas l'exécration de celui qu'il détrompe? Voilà ce que font pour nous ceux qui veulent nous donner la littérature de la France, la dernière littérature possible, celle qui exprime la réalité nue et horrible, et ils nous causent encore un plus grand dommage, car eux, au moins, avant d'en arriver là, ils ont goûté tous les plaisirs imprévus du chemin, ils ont eu l'espérance. Qu'ils nous laissent plutôt les distractions du voyage et ne nous désenchantent pas au moment du départ? S'il n'y a rien à la fin, qu'ils nous laissent le soin de le découvrir! Si, au bout de la route, nous ne devons pas trouver de verger délicieux, jouissons du moins des fleurs qui bordent notre chemin!... » Sans doute tout n'est point admissible ici, et on pourrait aisément répondre que la France elle-même ne se reconnait point dans ces images grossièrement enluminées, où il ne reste rien de sa noble figure; mais, au fond, on voit nettement saisie la différence des civilisations, l'une avancée déjà, mûrie et travaillée par moments de ces dégoûts passagers que produit l'expérience; l'autre à peine renaissante, incertaine et accessible à toutes les influences. Le danger imminent pour la Péninsule est signalé: c'est l'imitation exagérée, qui ne peut faire éclore que des œuvres factices. La force qu'elle emploie à s'inoculer la pensée des autres peuples, l'Espagne n'a qu'à la consacrer à s'étudier elle-même, à rechercher ses propres sentiments, à écouter ses pulsations intérieures, à se rendre compte de ses besoins, de ses tendances et de ses idées. C'est de ce travail que pourra sortir une littérature vraiment nationale par le fond et par la forme; c'est ainsi que l'Espagne pourra voir reparaître dans les écrits, à quelque genre qu'ils appartiennent, cette couleur naturelle et distincte qui varie suivant les hommes, suivant l'ordre de travaux auquel ils s'appliquent : l'originalité, en un mot, qui se dégage insensiblement dans toutes les révolutions de l'intelligence.

Cette originalité littéraire dont la première source est dans le sentiment exact de la vie morale d'un pays et d'une époque, et qui se manifeste par l'éclat particulier d'une forme propre et spontanée, Larra est assez heureux pour la posséder, lorsque si peu d'écrivains autour de lui en ont le secret. Tout ce qui tient, en effet, à la rénovation intellectuelle de l'Espagne, travaux politiques, œuvres de la scène, poésie lyrique, se ressent des influences étrangères sous lesquelles cette rénovation s'accomplit. L'incertitude de la pensée, chez la plupart des publicistes et des poëtes, se trahit par l'absence du style ou par une abondance confuse de couleurs empruntées à toutes les littératures européennes. Gil y Zarate, l'un des plus remarquables auteurs dramatiques, n'écrit qu'imparfaitement. Zorrilla se livre souvent à un archaïsme brillant qui est un jeu pour son imagination. Espronceda, le plus audacieux des poëtes, qui, dans son ébauche étrange du *Diablo-Mundo*, a essayé de montrer ce qu'engendrerait de dégoût l'union, dans l'homme, de l'éternelle jeunesse du corps et de la vieillesse prématurée de l'âme, a échauffé son imagination à la lecture de *Faust* ou de *Manfred*, et est mort trop jeune pour avoir pu se soustraire à l'imitation, pour avoir pu acquérir l'originalité entière de l'idée et de l'expression. Hartzenbusch est peut-être un des écrivains qui ont le mieux réussi à assouplir la langue moderne, à lui donner une correction nouvelle, à trouver la vraie mesure de la forme littéraire. Larra s'élève au-dessus de tous par l'originalité qu'il s'est faite et a un rang à part dans la renaissance contemporaine de l'art espagnol. Ses images sont nettes, précises, colorées et justes. Son style est serré et nourri, étincelant et substantiel; plein d'une force native, il ne se pare pas de fausses richesses, ne se traîne pas dans les lieux communs; il est clair, accentué, rapide, quelquefois mêlé d'affectation, de

détails d'une subtilité excessive, de hardiesses peu scrupuleuses, mais toujours fidèle à la pensée qu'il exprime. L'auteur du *Pobrecito Hablador* se rattache à une tradition d'écrivains qui représentent l'art littéraire en Espagne à un point de vue sous lequel on ne l'envisage pas d'habitude. Pour ceux qui étudient superficiellement les littératures, le génie castillan est essentiellement fougueux et hyperbolique, naturellement empreint d'une exagération pompeuse. La langue espagnole a la splendeur du coloris, l'opulence de la pourpre, l'éclat fastueux plutôt que la précision et la netteté. Cette pompe, cette passion de l'hyperbole, se retrouvent, il est vrai, chez beaucoup de poëtes et même d'historiens ; mais ce serait une erreur d'y voir le caractère exclusif du génie espagnol : plus d'un exemple prouve qu'il possède justement ces qualités qu'on lui dénie, l'exactitude, la force de concentration, une simplicité tour à tour mâle ou facile, une certaine sobriété qui s'allie au besoin avec la richesse. Il y a des prosateurs anciens et trop peu connus, tels que Perez de Oliva, l'auteur d'un *Dialogue sur la dignité de l'homme,* dont les pages ne seraient point indignes d'être placées à côté de celles de Bossuet pour la grandeur naturelle et sévère. L'Espagne a un historien qui atteint parfois à la concision de Tacite : c'est Melo, le narrateur des *guerres et des soulèvements de la Catalogne*. Dans un autre genre, cette littérature picaresque que nous citions n'est-elle pas tout entière un modèle d'imagination sans emphase, de souple légèreté, de vivacité prompte et précise, de style dégagé de toute enflure? Quelle langue plus ferme, plus nette dans son ampleur et sa poésie, que celle de Cervantès, à laquelle il serait difficile de rien retrancher? Larra parle cette langue, non par un effort d'imitation servile, mais naturellement et en l'appropriant à l'époque où il vit, en essayant de faire ce que ferait l'auteur de *Don Quichotte,* s'il était condamné à écrire sur *la responsabilité ministérielle, l'élection directe* ou *les jeux de bourse*. Et qu'on ne dise pas, ainsi qu'il le remarque dans un essai sur les destinées littéraires de l'Espagne, que Cervantès ne descendrait pas à de semblables petitesses, car ces petitesses composent aujourd'hui notre existence, et le signe le plus incontestable du génie est d'assortir sa pensée comme son expression à son siècle. Larra fait ainsi en passant la théorie du progrès des langues.

Certes, s'il est un spectacle dramatique, c'est celui que peut offrir la défaite d'une raison si forte qui sait se parer de toutes les grâces de l'originalité littéraire. Telle est pourtant l'histoire de Larra. A travers tant d'éclairs de bon sens, de poésie, d'ironie féconde, de vérité, il n'est pas difficile d'apercevoir la passion meurtrière qui envahit peu à peu son âme, mine insensiblement son génie et se décèle par les ébranlements fébriles qu'elle imprime à ses facultés. C'est le scepticisme, un scepticisme d'abord déguisé sous l'enjouement, sous l'humeur facile, mais qui, au lieu de s'épuiser en se satisfaisant comme un caprice de jeunesse, persiste, s'enracine, s'étend, finit par occuper toutes les avenues de son esprit et de son cœur, et projette son ombre sur tout ce qui l'entoure. Larra, on le voit trop au fond, n'eut jamais foi à rien. Toutes les vérités de ce monde, à son avis, tiendraient sur un papier à cigarette. C'est de lui-même qu'il dit : « Je sais de bonne source qu'il ne croit à aucune chose née ou à naître, en quoi il agit comme celui qui a expérimenté la vie. » Quelques efforts qu'il fasse pour se convaincre lui-même et convaincre les autres que l'être mortel n'est pas le jouet du hasard, qu'il a un but à poursuivre, que le devoir social est digne qu'on s'y attache, que tout n'est point hypocrisie ou calcul dans les sentiments humains, dans le dévouement et dans l'amour, de quelque lucidité merveilleuse qu'il jouisse par moments, lorsqu'il s'arrête pour regarder autour de lui, il cède au penchant chaque jour plus fort qui l'entraîne; chaque pas qu'il fait en avant dans cette voie est sans retour. La méchanceté éternelle de l'homme devient la seule chose certaine pour lui ; le mal, c'est la vérité sur cette terre ; le bien, c'est l'illusion, dira-t-il. L'excès du doute étouffe la pitié et produit un mépris suprême. Nous n'imaginons

rien, nous ne faisons qu'emprunter aux essais de Larra les traits personnels et épars qui le caractérisent. La nature et l'habitude des voyages, qui ne laisse à aucune affection le temps de se former, ont fait de lui l'être le plus rempli d'envies et le plus inconstant qui soit au monde. Il n'est pas de lieu qui puisse lui plaire et le fixer pendant tout un mois; il n'est point d'amitié qui garde son prix au delà d'une semaine à ses yeux. S'il pardonne à la vie sa longueur, c'est parce que seule elle offre le moyen de changer; la mort, en effet, est le terme de toutes les inconstances. La beauté la plus charmante aura pour lui ses moments de repoussante laideur, et il n'est pas d'effroyable mégère qui ne l'enchante une fois au moins. Cette inquiétude innée communique parfois à ses actions quelque chose de fiévreux, de nerveux, de provoquant. L'ennui s'empare de lui, et il n'a d'autre ressource alors que d'errer sans but au milieu de la foule. Un sourire amer d'indifférence se promène sur ses lèvres; il porte un lorgnon avec lui, non pour y voir mieux, mais afin de pouvoir regarder fixement ce qui le choque, car celui qui a la vue courte a le droit d'être impertinent. Il ne salue ni amis ni connaissances, parce que ce serait prendre lui-même un rôle dans cette comédie dont il prétend être seulement le spectateur. Étrange effet de l'ennui! il reçoit insensible toutes les impressions; dans des jours pareils, il n'y a pour lui, dit-il, ni belles, ni laides femmes, ni amour, ni haine. C'est la plénitude du dégoût. Larra n'avait qu'à consulter ses propres souvenirs lorsqu'il écrivait dans son morceau sur *la Satire :* « L'écrivain satirique est, comme la lune, un corps opaque destiné à refléter la lumière, et c'est le seul peut-être dont on puisse dire qu'il donne ce qu'il n'a pas. Ce don naturel de voir le vilain côté des choses plutôt que le beau est ordinairement son tourment. Son attention se porte sur les taches du soleil plutôt que sur sa lumière, et ses yeux, véritables microscopes, aperçoivent le vide exagéré des pores et les inégalités extérieures dans une Vénus où les autres ne voient que la perfection des formes et la beauté des contours. Derrière l'action en apparence généreuse, il saisit le mobile mesquin qui la produit. Et cependant on appelle cela être heureux!... C'est la froide impassibilité du miroir qui reflète les figures, non-seulement sans briller davantage, mais encore en s'obscurcissant lui-même. » Tel est le triste et sombre foyer d'où jaillissent le plus souvent les lueurs ironiques, la gaieté mordante, les rires inextinguibles qui trompent la foule en l'amusant et lui font croire que l'écrivain satirique est le type de la jovialité et de l'allégresse.

Larra, par le fond de son caractère, n'est pas sans rapport avec un humoriste d'un autre pays, bien fait aussi pour être rangé parmi ces détracteurs violents de la nature humaine, qui sont un phénomène moral autant que littéraire : c'est le doyen Swift. On sait quel fut ce merveilleux et redoutable esprit, qui mettait la satire dans sa vie et dans ses actions, pour ainsi parler, encore plus, s'il est possible, que dans ses écrits; hautain serviteur du torysme anglais, qui faisait désirer et craindre le secours de sa plume, humiliait sous ses caprices les secrétaires d'État eux-mêmes, éprouvait la patience de ses amis par mille avanies, faisait sentir à tous le poids de son sarcasme comme pour mieux s'assurer jusqu'à quel point il pouvait être permis à un homme de se jouer de ses semblables, et eut toujours soin de se cuirasser contre ces nobles périls de l'âme humaine, la tendresse et la confiance! Une anecdote le peint tout entier, c'est l'histoire de ces deux femmes aimables, connues sous les noms de Stella et de Vanessa, que Swift s'amusa à captiver, à faire tomber dans le piége d'un amour auquel il ne pouvait répondre, afin de les torturer ensuite et d'immoler heure par heure ces victimes dévouées de sa vanité sceptique et dédaigneuse! Larra ressemble en plus d'un point au satirique anglais. Comme lui, il méprisait les hommes; son amour-propre était immense, et il ne pardonnait pas à celui qui avait pu surprendre quelqu'une de ses faiblesses. Une conscience exaltée de la puissance ironique de son talent lui faisait voir dans toute amitié un bas sentiment de crainte, un hypo-

crite hommage rendu au satirique redouté. Le croirait-on ? Larra, marié jeune, déjà père à l'âge où les devoirs de la vie apparaissent sous leur aspect le moins sombre, n'admettait que par hasard, exceptionnellement, ses enfants à sa table. L'orgueil étouffait en lui tous les autres penchants, les sympathies les plus naturelles. L'habitude d'une analyse implacable le rendait méfiant, exigeant et dur, dur pour les siens comme pour le monde. Il n'est pas une passion généreuse qu'il ne mît en doute et ne cherchât à atteindre, même dans ses moments de saine et libre raison. Ce sont là les côtés par lesquels l'humoriste espagnol se rapproche de l'humoriste anglais. Seulement, le sarcasme de Swift est froid, aigu comme l'acier, et pénètre comme un poignard tenu d'une main sûre; le sarcasme de Larra est semblable à un glaive étincelant, rouge encore de la fournaise où il vient d'être battu. Son scepticisme est le résultat du plus violent combat intérieur. C'est le triste prix de l'effort orageux d'une âme qui s'essaye à tout, qui cherche souvent à se faire illusion à elle-même, et fait illusion aux autres par la force et la justesse spontanée du bon sens ou par les mouvements d'une sensibilité passionnée et touchante. Ici, il refusera au cœur la puissance d'aimer et de se dévouer, il profanera de sa raillerie les sentiments les plus inviolables, et à côté il laissera tomber des paroles d'une tristesse magnifique, empreintes d'une émotion souveraine, comme dans ces pages sur le drame des *Amants de Teruel*, sur l'histoire de ce couple fidèle et malheureux de la légende espagnole qui rappelle *Roméo et Juliette*. « Si l'auteur, dit-il, entend murmurer à ses oreilles un reproche vulgaire que j'ai entendu moi-même; s'il entend dire que le dénoûment de son œuvre est invraisemblable, que l'amour ne tue personne, il peut répondre que c'est un fait consigné dans l'histoire, que les cadavres des deux amants sont conservés encore à Teruel, et qu'une mort pareille n'est point impossible pour les cœurs sensibles ; que les chagrins et les passions ont rempli plus de cimetières que les médecins et les imprudents; que l'amour tue, bien qu'il ne tue pas tout le monde, comme tuent l'ambition et l'envie; que plus d'une fatale nouvelle reçue à l'improviste a tué des personnes robustes instantanément et comme un éclat de foudre, et ce sera mieux encore à mon avis de ne pas répondre, car celui qui n'aura pas dans son cœur la réponse ne comprendra jamais. Les théories, les doctrines, les systèmes s'expliquent; les sentiments se sentent. » Voilà le combat dont l'humoriste anglais, certes, n'offre point de trace! Voilà ce qui fait comprendre comment Larra a gardé jusqu'au bout le feu de son génie, tandis que Swift, retranché dans sa raillerie insensible et froide, après avoir abusé de son esprit, est mort dans l'idiotisme, voyant l'ombre gagner son intelligence où le cœur n'envoyait aucun rayon.

Cette lutte vient se résumer énergiquement dans un épisode de la vie de Larra qui semble avoir exercé sur lui l'influence la plus décisive, la plus désastreuse, et avoir été en quelque sorte le dernier enjeu de ses désirs inassouvis. L'inquiet humoriste avait conçu un amour profond, il le croyait du moins, et ce n'était, à vrai dire, qu'un de ces mouvements à l'aide desquels il donnait le change à son scepticisme passionné. Tantôt il s'y abandonnait avec la fougue violente de sa nature, tantôt il cherchait à s'y soustraire, et demandait l'oubli aux voyages et à l'absence. Fidèle à cette inconstance dont il parlait, il eût voulu trouver le calme dans la fuite, et en même temps son orgueil frémissait à l'idée que son sacrifice fût accepté légèrement, que le dédain ne l'eût même prévenu. Larra se plaisait à défaire son bonheur et à défaire le bonheur des autres. Il est des hommes qui sont nés pour cela ! Il s'irritait des déceptions et il les provoquait; il recherchait les émotions exaltées de l'amour, et chaque jour il les profanait par une insultante raillerie. Cette suite de contradictions eut un résultat ordinaire, facile à prévoir et toujours terrible, l'abandon. Notez que c'était l'instant, 1836, où, par un triste concours de circonstances propres à jeter le trouble dans l'esprit le plus ferme, l'Espagne était en proie à la licence anarchique; la

flamme des couvents de la Catalogne rougissait l'horizon, le sang de quelques pauvres moines de Madrid était versé par des passions qui n'avaient pas même le mérite d'être sincères, et l'ivresse soldatesque se jouait des lois à la Granja, tandis que le drapeau de la révolution reculait vaincu devant les bandes factieuses. Aussi, dès ce moment, l'ironie de Larra prend une teinte découragée et funèbre; chacun de ses articles, suivant son expression, est le tombeau d'une de ses illusions, d'une de ses espérances. Il écrit cette épitaphe éloquente et railleuse de l'Espagne, qui a nom : *Le Jour des Morts* (*el dia de difuntos*). Les morts, ce ne sont pas ceux qui reposent dans la paix et dans la liberté au cimetière, ce sont ceux qui vont les visiter; c'est la ville elle-même qui est le grand sépulcre; il n'est plus rien resté debout. La liberté! elle gît dans une prison; on voit en relief, sur son urne funéraire, une chaine, un bâillon et une plume. La valeur castillane! elle est à l'*armeria* avec les débris des vieilles armures. La victoire! elle est enfouie dans les champs de l'Espagne. Le commerce et l'industrie! ils sont restés morts dans les rues et les campagnes dépeuplées. La gloire littéraire! elle n'existe pas davantage. « Le génie a besoin de couronnes, dit l'auteur dans un autre fragment, *les Heures d'hiver,* et où est-il resté parmi nous un brin de laurier pour couronner un front? Il faut au génie un écho, et il n'y en a pas entre les tombes... Écrire et créer au centre de la civilisation et de la publicité, c'est véritablement écrire, parce que la parole a besoin d'étendre son effet de proche en proche comme la pierre lancée dans un lac produit des ondulations qui s'élargissent jusqu'au rivage. Il faut qu'elle rayonne du centre à la circonférence, comme la lumière. Écrire comme Chateaubriand et Lamartine dans la capitale du monde moderne, c'est écrire pour l'humanité; digne et noble fin de la parole humaine, qui ne doit s'élever que pour être entendue! Écrire comme nous le faisons à Madrid, c'est prendre quelques notes, rédiger un livre d'obscurs mémoires, et réciter un monologue triste et désespérant. » Voilà le tableau lugubre que l'auteur du *Jour des Morts* fait de la Péninsule, où il ne voit qu'un *bois de Boulogne* des duels européens, un champ de bataille des rivalités étrangères, une seconde Rome par la grandeur de ses souvenirs et la nullité de son présent.

Ne croyez pas d'ailleurs que sous l'influence de ce désenchantement croissant Larra se borne à analyser la décomposition de l'Espagne et enfonce son scalpel uniquement dans les entrailles frémissantes de son pays. Son ironie va plus loin : elle franchit les Pyrénées, elle voit l'Europe, le siècle entier, nos œuvres, nos tendances, peignant le tout d'un mot cruel; ce mot qui symbolise l'époque, c'est *cuasi*. Pauvre monde, pauvre siècle que le nôtre aux yeux de l'humoriste espagnol! Peu s'en faut que nous ne soyons de *quasi*-hommes traînant une *quasi*-existence à travers de *quasi*-événements. Comme l'étudiant don Cléofas, Larra se laisse emporter par son imagination au-dessus de Paris, et dans tous les bruits, dans toutes les rumeurs qui montent jusqu'à lui, il ne sait distinguer qu'un mot : toujours *cuasi!* La France, pour ce pessimiste qu'il n'est pas nécessaire de combattre, n'a pu arriver qu'à faire une *quasi*-révolution; grande nation *quasi*-mécontente, menacée de commotions politiques *quasi*-prochaines! La Belgique est un pays *quasi*-naissant, *quasi*-dépendant de ses voisins, avec un *quasi*-roi. En Italie, ce sont de *quasi*-États *quasi*-autrichiens. Au Nord, l'Allemagne est un assemblage de peuples avec des gouvernements *quasi*-absolus, *quasi*-tempérés par des diètes et des institutions *quasi*-représentatives. En Angleterre, c'est un commerce *quasi*-maître du monde, un autre *quasi*-roi, une majorité *quasi*-whig, et un gouvernement *quasi*-oligarchique, qui a la singulière audace de s'appeler libéral. Dans toute l'Europe, enfin, c'est une lutte éternelle entre deux principes, que le *quasi* triomphant vient résoudre à son profit au moyen de son juste-milieu de *quasi*-rois et de *quasi*-peuples. Si l'on en croit l'amer satirique, ce n'est là qu'un signe de défaillance. Les hommes, comme les peuples, ont perdu la

verdeur de la jeunesse; ils ne peuvent plus rien faire qu'à demi; au lieu d'agir dans la plénitude de leur force, ils tâtonnent, ils transigent, ils morcellent leurs résolutions, ils sont incomplets dans leurs vertus et même dans leurs vices. Le siècle s'affaisse brandissant inutilement dans l'air son drapeau où est inscrit le mot fatal qui lui sert à déguiser sa décadence. Nous ne donnons pas ce morceau, qui porte justement le titre de *Cauchemar politique*, comme l'expression d'une vue équitable et supérieure du siècle, pas plus que *le Jour des Morts* ne saurait exactement représenter l'Espagne moderne dans sa transformation. Sans nier ce qu'il y a de sagacité poignante et forte dans ces deux fragments satiriques, nous y voyons le dernier mot d'un scepticisme courroucé qui cherche partout des aliments, le suprême effort d'un homme qui prête à tous les objets le trouble et le désordre qui sont en lui.

Pour pénétrer jusqu'aux plus intimes profondeurs de cette âme ulcérée, pour découvrir la source mystérieuse et troublée d'où jaillissent des inspirations devenues si acerbes, il faut lire ces pages d'une énergie passionnée, brutale, cynique, non sans éloquence toutefois, où Larra se met lui-même en scène comme sur un théâtre de dissection, et qui ont pour titre *la Nuit de Noël ou Délire philosophique*. Autrefois, dans le monde ancien, il y avait un jour où entre les maîtres et les esclaves les rôles étaient intervertis; on dénouait un moment les chaînes de l'esclave; on ne lui donnait pas la liberté, on lui accordait la licence temporaire des saturnales, d'où il revenait plus abruti, et, pendant cet intervalle, il jouissait du privilége de tout faire, de tout dire, même la vérité. Larra renouvelle cette fiction avec son valet, épais Asturien dont l'intelligence endormie va se réveiller dans l'ivresse. Quand son maître rentre, il le trouve chancelant, incertain, les yeux fixes et traversés encore par quelques fauves éclairs; il ne peut s'empêcher de laisser tomber une parole de pitié :

« Pitié! dit l'Asturien en se redressant, et pourquoi me prendre en pitié? Si j'en avais pour toi, cela se comprendrait peut-être... Écoute, tu viens triste comme de coutume, et moi, je suis plus gai que jamais. Pourquoi as-tu ces couleurs pâles, ce visage défait, ce regard terne et profond, tous les soirs, quand je t'ouvre la porte? Pourquoi cette distraction constante, ces paroles vagues, interrompues, dont je surprends tous les jours quelque lambeau sur tes lèvres? Pourquoi te roules-tu chaque nuit sur ton lit, comme un criminel couché avec son remords, pendant que je dors sans souci? Lequel, entre nous deux, doit avoir pitié de l'autre? Tu ne passes pas pour un criminel; la justice, du moins, ne met pas la main sur toi. Il est vrai que la justice ne saisit que les criminels vulgaires, ceux qui volent avec un crochet ou qui tuent avec un couteau; mais ceux qui jettent le trouble dans une famille, séduisant une femme ou une fille honnête, ceux qui volent, les cartes à la main, ceux qui tuent une existence avec une parole dite à l'oreille ou avec un billet glissé secrètement; ceux-là, la société ne les appelle pas criminels, et la justice s'arrête devant eux, parce que la victime ne jette pas son sang, ne laisse pas voir sa blessure, mais agonise, consumée lentement par le venin de la passion que son bourreau est venu lui offrir. Combien sont morts assassinés par un infidèle, par un ingrat, par un calomniateur! On les ensevelit en disant que le prêtre n'a pu rien obtenir d'eux, que le médecin n'a rien compris à leur maladie; mais le poignard hypocrite s'est enfoncé dans leur cœur. Tu es peut-être un de ces criminels, et tu portes en toi un accusateur...

« — Silence! homme ivre.

« — Non, il faut que tu m'entendes dans mon ivresse... Tu cherches la félicité dans le cœur humain, et pour cela tu le mets en pièces en y fouillant sans cesse, comme celui qui remue la terre pour y découvrir un trésor. Moi, je ne cherche rien,

et la désillusion ne m'attend pas au détour de chaque espérance (*á la vuelta de la esperanza*). Tu es un littérateur, un écrivain, et quels tourments ne te fait pas subir ton amour-propre, aigri journellement par l'indifférence des uns, par la jalousie des autres, par la rancune du plus grand nombre! Payé comme un Pasquin, tu ferais rire aux dépens d'un ami, si tu avais des amis, et tu ne veux pas avoir de remords! Homme de parti, tu fais la guerre à un autre parti, ou bien chaque défaite est une humiliation pour toi, ou tu achètes trop cher la victoire pour en jouir. Tu offenses et tu ne veux pas avoir des ennemis! Moi, qui me calomnie? qui me connait? Tu me donnes un salaire honnête, à l'aide duquel je peux pourvoir à mes besoins. Toi, le monde te paye, comme il paye ses autres serviteurs. Tu te dis libéral, et le jour où tu t'emparerais de la verge, tu fouetterais les autres comme on t'a fouetté. Hommes du monde, vous vous qualifiez d'hommes d'honneur et de caractère, et chaque jour vous changez d'opinions, vous apostasiez vos principes. Travaillé par la soif de la gloire, inconséquence rare! tu méprises peut-être ceux pour qui tu écris, et tu vas, l'encensoir à la main, réclamer leur adulation. Tu flattes ton lecteur pour en être flatté...

« — Assez! assez!

« — Tout à l'heure. Moi, enfin, je n'ai pas de nécessités; toi, au contraire, malgré ta fortune, tu vas aller peut-être te mettre entre les mains d'un usurier pour un caprice frivole, parce qu'il vous faut de l'or, à vous, pour quelque banquet où parade votre vanité en portant des toasts. Tu lis nuit et jour, feuilletant les livres pour y chercher la vérité, et tu souffres de ne la trouver nulle part écrite. Être ridicule, tu danses sans joie, et ton mouvement turbulent ressemble à celui de la flamme qui brûle sans avoir conscience d'elle-même. Quand je veux des femmes, je mets un salaire dans ma main, et j'en trouve qui sont fidèles plus d'un quart d'heure. Toi, tu mets la main sur ton cœur, tu le jettes sous les pas de la première venue, et tu ne veux pas qu'elle le puisse fouler aux pieds avec mépris; tu lui livres ce dépôt sans la connaître. Tu confies ton trésor à une femme pour sa jolie figure, et tu es tranquille parce que tu aimes. Si demain ton trésor disparait, c'est le dépositaire que tu en accuseras, lorsque c'est toi seul qu'il faudrait appeler imprudent et imbécile.

« — Par pitié! cesse, voix infernale.

« — Je finis. Tu inventes des mots, et avec eux tu crées des sentiments : les sciences, les arts, éléments de l'existence; la politique, la gloire, le pouvoir, la richesse, l'amitié, l'amour. Lorsque tu découvres que ce ne sont que des mots, tu blasphèmes et tu maudis. Tandis que le pauvre Asturien mange, boit et dort, et n'est trompé par personne; s'il n'est pas heureux, il n'est pas malheureux; il n'est du moins ni homme du monde, ni ambitieux, ni élégant, ni écrivain, ni amoureux. Aie donc pitié du pauvre Asturien! Tu me commandes, et tu ne sais pas te commander à toi-même. Aie pitié de moi : je suis ivre de vin, il est vrai, mais tu es ivre, toi, de désirs et d'impuissance!... »

Il est maintenant facile, même à l'observateur le moins attentif, de mesurer la distance qu'il y a entre le *Pobrecito Hablador* et les derniers éclats de cette passion superbe; on peut assister, en quelque sorte, aux évolutions capricieuses de cette ironie, suivre dans la variété de ses tendances, dans sa marche invincible, le génie de cet humoriste qui comptera, quoiqu'il soit encore à peine connu de l'Europe, parmi les plus grands héros modernes du doute. D'un seul coup d'œil on peut embrasser les deux côtés de cette existence; des œuvres d'une sincérité douloureusement naïve sont là pour dire quel travail intérieur a rempli l'intervalle qui sépare ces deux points extrêmes. Le secret d'une telle vie, en effet, c'est la lutte; le champ de bataille, c'est une âme douée des plus rares qualités naturelles. Il est triste, au

bout d'un si dramatique combat, de n'avoir à constater qu'une nouvelle victoire de la mort. Larra écrivait ces pages de *la Nuit de Noël* quelque temps seulement avant de se frapper de sa propre main, dans la force de l'âge, à vingt-huit ans. Le jour de sa mort, le 13 février 1837, une femme, dit-on, était venue chez lui pour consommer une rupture déjà commencée, pour redemander des lettres d'amour et effacer ainsi le moindre témoignage accusateur; à peine cette femme était-elle sortie, Larra avait cessé d'exister. Doit-on en conclure qu'un amour déçu est ce qui a tué l'humoriste espagnol? Non, ce n'est là qu'un accident dans l'ensemble des causes qui l'ont armé contre lui-même. Ce qui l'a conduit à cette extrémité fatale, c'est l'excès du doute, c'est un dégoût amer et violent engendré par une observation inexorable, c'est le scepticisme qui avait ôté à son esprit, non son énergie, mais sa droiture, et avait détruit dans son cœur le germe des résolutions supérieures à tous les mécomptes. On se souvient peut-être d'un mot de Gœthe sur Werther : Le pâle amant de Charlotte ne pouvait vivre, suivant l'illustre auteur; un ver s'était glissé dans son âme et avait altéré en lui les sources de la vie. Il en est de même de Larra; son suicide matériel était préparé par un suicide moral. La satire avait été pour l'écrivain espagnol une arme à deux tranchants qui avait commencé par le blesser mortellement lui-même. Il se peut qu'on le condamne : au point de vue d'une stricte et sévère morale, cela sera juste et il n'y aura rien à répondre; mais la pitié n'est-elle point aussi quelquefois une justice, et ne doit-elle pas venir s'asseoir sur le tombeau de cet homme qui a cru que la vie, ainsi dépouillée de ses croyances, de ses rêves, de ses illusions, de ses espérances, n'était plus la vie, qu'elle n'était plus qu'une injure qu'il fallait rejeter? La pitié seule peut couvrir, sans les absoudre, ces actes suprêmes que Shakspeare qualifiait de *romains*, et qui ne le sont plus malheureusement depuis qu'on se tue sous l'influence de déceptions personnelles et non pour éviter de survivre aux défaites de la patrie. Quant à nous, nous ne ferons qu'opposer à la fin volontaire et sans gloire de Larra la fin d'un autre homme qui fut pour l'humoriste espagnol le sujet d'une méditation éloquente, celle du comte de Campo Alange, qui avait quitté luxe, honneurs faciles, plaisirs brillants, oisiveté fastueuse, pour défendre la conviction de sa pensée, les armes à la main, et mourut comme un soldat, sous les murs de Bilbao. « Il est mort, le noble et généreux jeune homme, dit Larra; il est mort la foi dans le cœur. Le destin a été injuste pour nous qui l'avons perdu, pour nous seuls cruel, pour lui miséricordieux. Dans la vie, le désenchantement l'attendait; la fortune est venue auparavant lui offrir la mort. C'est mourir dans la plénitude de la vie. Mais, parmi ceux qui le pleurent, il en est à qui il n'est pas donné de choisir et qui passent par la désillusion avant d'arriver à la mort; ceux-là lui doivent porter envie... » Ce sont là, en effet, les seules morts dignes d'envie, celles qu'on peut accepter sans amertume, parce qu'elles ne sont pas un sacrifice sans résultat et sans compensation, parce qu'au lieu d'inquiéter et de troubler l'humanité, elles l'honorent et la relèvent.

CH. DE MAZADE.

POËTES

ET ROMANCIERS MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

PERCY BYSSHE SHELLEY.

The life of Percy Bysshe Shelley, by Thomas Medwin. — London, 1847.

Shelley a été poëte dans toutes les acceptions de ce mot, qui en a tant. Il l'a été par son organisation et par sa vie comme par ses écrits, par l'imprévoyance comme par le génie, surtout par la candeur et par l'énergie de ses convictions. Son enfance, ses amours, sa mort, sont poétiques. A l'école publique, il souffre, rêve et blasphème déjà. Bien avant l'âge où le commun des hommes s'est demandé compte de ses croyances, ce précoce Titan est en guerre avec Jupiter, et, comme le héros antique, il brave les foudres vengeresses. Noble de naissance, il va prêchant une croisade contre tous les oppresseurs des peuples. Tourmenté du besoin de croire et d'aimer, il hait et il nie. Cette ferveur, cette constitution nerveuse, extatique, sujette à des hallucinations de tout genre qui rappellent tout ce qu'on a lu des grands solitaires chrétiens, détournées de leur mission naturelle, perverties même si l'on veut, servent les desseins de la philosophie incrédule et révoltée. L'onction de saint Augustin, l'austère éloquence des pères, parfois la langue embrasée des apôtres, animent des conceptions étranges où viennent s'amalgamer, avec des visions dignes de Swedenborg et de Saint-Martin, les théories, les systèmes de la philosophie la plus positive. Tout prêt à croire ce que dément la raison commune, Shelley n'accepte rien de ce qu'elle sanctionne. L'idée reçue n'a pas de critique plus inflexible, l'idée nouvelle de

champion plus complaisant, et cela, sans parti pris, sans affectation vaine, en toute loyauté. Rang, patrie, honneurs, richesse, amour, et jusqu'aux joies de la tendresse paternelle, Shelley renonce à tout, plutôt que de faire fléchir ses convictions devant une autorité dont il conteste les droits, dont il dénonce l'injustice, dont il nie le principe. Peu de gens ont donné de pareils gages au paradoxe. La sincérité de Shelley est donc pour nous au-dessus du doute.

Or, la sincérité, si elle ne justifie ni les doctrines, ni les actes, commande pourtant l'estime et ôte à la censure la plus légitime une grande partie de ses droits. On n'est pas tenu de fléchir devant l'erreur de bonne foi, mais il n'est pas permis de la confondre avec le mensonge délibéré. Plus d'une fois, en lisant les poëmes de Byron, il nous est arrivé de regarder comme également suspectes la valeur des opinions émises et la franchise de ces opinions. La préméditation, le calcul, la vaine gloire, la forfanterie, nous apparaissaient au fond de cette poésie limpide et belle, comme l'immonde lézard, le serpent venimeux sous le cristal des eaux immobiles. Jamais les ouvrages de Shelley ne nous ont causé cette impression pénible. En étudiant sa vie, nous nous sommes expliqué cette différence.

Il naquit, en 1792, dans le comté de Sussex. Son père, dont l'intraitable sévérité provoqua de bonne heure la résistance à laquelle Shelley devait vouer sa vie, ne comprit pas qu'une organisation si fine et si impressionnable demandait des soins particuliers. L'enfant avait à peine dix ans qu'on le jeta dans une école, pêle-mêle avec des compagnons indignes de lui. Ce fut là son premier malheur. Il passait brusquement d'une liberté presque absolue, d'une vie en plein air, de mille habitudes féminines contractées au milieu de ses jeunes sœurs, dans une étroite enceinte où ses chers rêves, passereaux captifs, donnaient de l'aile à tous les barreaux de leur cage. Il y était harcelé par des maîtres qui ne le comprenaient pas, maltraité par ses condisciples, que sa faiblesse physique et son humeur bizarre excitaient à le tourmenter. A ce métier de victime, Shelley devint presque fou. Dès lors, cependant, on put remarquer en lui une supériorité d'intelligence qui eût infailliblement commandé l'attention d'un père plus tendre ou seulement plus éclairé. Ce rêveur solitaire, qui jetait à peine de temps en temps sur ses livres de classe un regard dédaigneux, laissait bien loin, par ses progrès, tous les autres écoliers. Sa mémoire était prodigieuse et défiait l'aridité des leçons. Déjà, du reste, se montrait chez lui un goût effréné pour les romans, indice qu'il ne faut pas méconnaître, première aspiration vers l'idéal.

Parmi ces romans introduits en fraude, dévorés en cachette, se trouvaient les chefs-d'œuvre de Richardson, de Fielding, de Smollett. Ceux-là, Shelley ne leur accordait qu'une médiocre estime. Ils lui montraient la vie à peu de chose près comme elle est, et de tout temps les poëtes ont méprisé la réalité. En revanche, lorsqu'il se trouvait, parmi ces *blue books*, de véritables contes bleus, des romans terribles, comme ceux qu'Anne Radcliffe et Lewis avaient mis à la mode, Shelley était sans défense contre les prestiges grossiers de ces récits « aux provinces si chers. » *Le Confessionnal des pénitents noirs, Zofloya*, que sais-je encore ? s'étaient emparés de cet esprit déjà malade, et, lorsque Shelley s'avisa d'écrire, il composa coup sur coup deux romans calqués sur ces brillants chefs-d'œuvre (1). En les écrivant, il devint somnambule.

Quand il quitta Sion-house pour entrer à l'école d'Eton, le pauvre enfant ne fit que changer de supplice. Les anciens élèves y exerçaient sur les nouveaux venus l'autorité du maître sur son esclave. Il fallut subir cette nouvelle tyrannie. On prétend, mais à tort et en lui appliquant une anecdote empruntée à la vie de Shaftesbury,

(1) *Zastrozzi* et *Saint Irvyne, ou le Rose-Croix.*

qu'il organisa une sédition des malheureux *fags* (1) contre leurs oppresseurs. Shelley était de ces êtres qui ne peuvent agir et lutter que dans l'arène de la pensée. Il n'avait en lui ni la grossière éloquence qui fait les tribuns, ni l'énergie brutale des athlètes. Tout ce qui participait du limon terrestre éloignait cette nature exquise, qui ne respirait à l'aise que l'air subtil des hautes régions. A l'âge où on fait de lui un conspirateur de collége, Shelley était plongé dans l'étude des sciences naturelles. Il y cherchait, comme tant d'autres poëtes, plutôt des images que des vérités, plutôt des doutes séduisants que des explications vulgaires. Puis, entre deux leçons de chimie, leçons prises à la dérobée, fruit défendu par les règlements d'Eton, il lisait le *Thalaba* de Southey, la *Lénore* de Burger, l'*Ahasverus* de Schubart. Ce dernier poëme lui donna l'idée de commenter à son tour la tradition du *Juif errant*. Secondé par un de ses condisciples, Thomas Medwin, qui devait raconter plus tard la vie du poëte, il écrivit sur ce sujet des vers qui, publiés longtemps après (2), ne figurent point parmi ses œuvres.

A cette époque, Shelley était épris d'une jeune parente auprès de laquelle s'était écoulée son heureuse enfance, et qu'il venait de retrouver après une assez longue séparation. « Elle rappelait, nous dit le biographe du poëte, les héroïnes de Shakspeare et faisait songer aux madones de Raphaël. » Ce fut chez le jeune homme un sentiment profond, un dévouement pur et complet. On retrouve, après bien des années, l'empreinte de ce premier amour dans un fragment sans titre et sans date. Shelley parle de deux enfants qu'on eût pris pour deux jumeaux, tant ils ressemblaient l'un à l'autre. Il est aisé de le reconnaître et de reconnaître miss Harriet Grove sous ces noms italiens de Cosimo et de Fiordispina. Chez le premier, une passion nouvelle obscurcit l'image de l'idole encore adorée ; mais, si elle n'est plus l'objet de cet amour inconstant, elle est restée l'amour lui-même, planète brillante au sein des sphères célestes, et réglant les mouvements d'une intelligence pour jamais soumise.

He faints, dissolved into a sense of love;
But thou art as a planet sphered above,
But thou art love itself — reeling the motion
Of his subjected spirit...

Le cousin et la cousine s'écrivirent longtemps, de l'aveu de leurs parents, qui ne voyaient aucun mal à cette affection mutuelle, et n'en devaient que plus tard redouter les conséquences. Miss Grove composa même, sous la direction de Shelley, quelques chapitres des romans qu'il écrivit sous le charme de ses premières lectures. Que ne s'en tenaient-ils à ces terribles fictions, au fond si parfaitement innocentes ! Mais Shelley venait d'entrer à Oxford. Plus que jamais il se plongeait dans la chimie, et, qui pis est, dans la métaphysique. Or, pour un esprit sans contre-poids, pour une âme sincère, l'étude de la philosophie est semée d'abîmes. Là, plus qu'ailleurs, le doute est au seuil de la science, et les premiers rayons de lumière peuvent aveugler.

Pour peu qu'on ait étudié la curieuse histoire des révoltes de l'esprit humain, on a gardé le souvenir de cette initiative singulière que l'Angleterre prit au XVIIe siècle, et des leçons d'incrédulité qu'elle nous donna hautement. Elle avait, il est vrai, reçu des leçons des néoplatoniciens d'Italie et des sceptiques français, Rabelais, Montaigne, Charron, la Boëtie ; mais en définitive Hobbes, Toland, Tindal, Shaftesbury, Bolingbroke, ont fourni à la philosophie de Voltaire tout ce que celle-ci eut de réellement, de sérieusement subversif. En même temps, et par un contre-échange assez

(1) Ce mot désigne des novices asservis aux caprices de leurs camarades.
(2) *Fraser's Magazine*, 1831.

notable, tous les défenseurs du christianisme attaqué, les adversaires du rationalisme, Foster, Leland, Boyle, Clarke, Tillotson, Lardner, Pearce, s'inspiraient de nos théologiens, de nos orateurs sacrés. Pascal, Fénélon, Bossuet, leur venaient en aide. De ces deux courants opposés qui traversaient le détroit, on sait quel fut le plus fort. Hume s'illustrait en rapportant de France en Angleterre une philosophie éminemment hostile au christianisme. Voltaire s'illustrait en rapportant d'Angleterre les idées des *free thinkers*. Ces idées fructifièrent avec une étonnante rapidité. Nos voisins étonnés admirèrent le développement vigoureux que prenaient chez nous les germes empruntés à leur sol. Ce qui était resté obscurément enfoui dans les massifs *in-quarto* de leurs dialecticiens était rendu au monde entier sous des formes vives, avec une scintillante auréole, un petillement d'esprit, une nouveauté d'aperçus qui éblouissaient nos maîtres eux-mêmes. C'est tout au plus si on reconnaissait les principes de Locke dans les splendides anathèmes de Rousseau, et *le Christianisme sans mystères*, le *Panthéisticon* de Toland dans les commentaires ironiques des encyclopédistes sur les saintes Écritures.

Lorsque la révolution de 89 éclata, tous les hommes éminents, ceux-là même qui plus tard devaient lui déclarer la guerre, se rallièrent, en Angleterre comme ailleurs, à cette puissante manifestation de la raison collective. Prenez un à un presque tous les grands talents de la génération qui achève de s'éteindre, et vous les trouverez à côté de Fox et d'Erskine à ce moment donné de l'histoire. Sir James Mackintosh a écrit les *Vindiciæ gallicæ* pour répondre aux *Réflexions* de Burke *sur la révolution française*. Priestley descendit dans la même arène pour combattre le même champion. Thomas Payne remua profondément les trois royaumes avec son livre des *Droits de l'homme*, violent écho des *maximes* proclamées à la tribune de la Convention. Enfin, il faut bien rentrer dans le domaine de la poésie, Coleridge, Southey, Wordsworth, propagateurs des doctrines de Godwin, furent, pour un temps, profondément imbus des principes démocratiques.

Ce mouvement des esprits, excessif et prématuré, servit à fortifier les institutions battues en brèche, à rallier les diverses fractions du torysme, à pousser l'Angleterre parmi les puissances coalisées contre nous. Les exagérations de Thomas Payne ont certainement facilité la tâche de Pitt. Les *Gordon-riots*, les déclamations de Horne-Tooke, les émeutes au milieu desquelles George III faillit périr, ont peut-être conservé le trône où la reine Victoria est si paisiblement assise. Toutefois on se tromperait grossièrement si l'on pouvait croire que la réaction oligarchique et religieuse, provoquée par les excès de la révolution française et de ses adeptes, fût une œuvre définitive. Le levain philosophique fermentait chez les Anglais depuis leurs guerres de religion, et depuis lors, à toutes les époques, même les plus tranquilles, on retrouve au delà du détroit des niveleurs, des *nullifidiens*. La lignée des Sydney et des Chaloner ne s'est pas éteinte. De nos jours encore, elle a ses représentants, plus nombreux qu'on ne le croirait. Au commencement du siècle, elle se ralliait autour de Locke et de Voltaire, de Godwin et d'Helvétius, de Hume et de Volney. Shelley, encore sur les bancs d'Oxford, accepta les théories de ces libres penseurs, et se promit, avec toute la ferveur de son âge, avec la sincérité de son caractère, qu'il vouerait sa vie à l'affranchissement du genre humain, son génie aux progrès de la lumière philosophique. Éminemment religieux par nature, il s'ordonna prêtre de la raison et de la liberté, culte périlleux de tout temps, et dont il acceptait les dangers avec une héroïque ambition, une soif de martyre qui, toujours admirable, n'était déjà plus comprise à l'époque où il vécut. Cette éducation philosophique, fort incomplète du reste, peut se raconter en quelques mots. Locke, Hume, et le *Système de la nature* avaient ébranlé, pour ne pas dire détruit, toutes les croyances religieuses de Shelley. Platon lui donna les bases d'une foi nouvelle qui les remplaça dans son

esprit, foi singulière dont l'un des premiers articles fut le dogme de la préexistence, suffisamment justifié aux yeux du poëte par les phénomènes presque inexplicables de son imagination sans cesse galvanisée.

On se rappelle ce conte intitulé *Louis Lambert*, où l'un de nos romanciers s'est complu à décrire l'organisation exceptionnelle d'une sorte de voyant séraphique. Il semble que ce récit ait été inspiré par quelque portrait de Shelley. Visions extatiques, susceptibilités particulières, amour effréné du rêve, horreur innée de l'action, malheurs de collége, soif de l'infini, débauche précoce de l'intelligence, violente aspiration vers l'amour, on retrouve dans le conte tous les traits singuliers de la vie du poëte, jusqu'aux accès de catalepsie. M. Medwin raconte qu'un matin, sortant d'une maison où ils logeaient tous deux, il trouva, sur un trottoir, le long d'une de ces grilles qui se hérissent devant toutes les maisons de Londres un groupe d'enfants attroupés autour d'un gentleman étendu à terre. Ce gentleman était Shelley, qui, sans le savoir, avait passé la nuit sur la voie publique, et, nonobstant sa sobriété de brahmane, se trouvait assimilé aux ignobles victimes de l'intempérance. Voici, du reste, comment Shelley lui-même a décrit quelques-unes de ces sensations bizarres qui lui faisaient envisager sa propre existence comme un tissu mystérieux de problèmes insolubles :

« Je me suis trouvé devant des sites dont l'inexplicable rapport avec des portions à moi-même inconnues de ma nature intellectuelle me causait d'irrésistibles émotions. Après avoir rencontré un tableau de ce genre, il m'est arrivé d'y songer au bout de plusieurs années. Ma mémoire s'en était emparée à jamais, sans cause apparente; il hantait ma pensée, de temps en temps, avec une sorte de ténacité qui semblait le rattacher à mes affections les plus intimes. Plus tard, j'ai revu les mêmes lieux. Alors je ne pouvais plus séparer le paysage rêvé du paysage réel; ils se confondaient pour moi dans un sentiment mixte, indivisible, n'ayant aucun rapport avec celui que le site seul, ou le seul souvenir du site, tel que je l'avais vu dans mes songes, aurait éveillé en moi... Ce qui m'est arrivé de plus curieux en ce genre date d'Oxford : je me promenais dans les environs avec un ami, tous deux absorbés par une conversation intéressante et animée. Au détour d'une allée, un tableau jusque-là caché par les plis du terrain et un rideau de hautes haies s'offre tout à coup à nos yeux. Un moulin à vent, au milieu d'une prairie close de murs et entourée de plusieurs autres herbages; entre les murs de l'enclos et la route que nous suivions, un terrain irrégulier, tourmenté, aux lignes abruptes; une longue colline basse derrière le moulin; un rideau de nuages gris uniformément répandu sur le ciel. C'était le soir. Nous étions à cette saison où l'hiver commence déjà, où la dernière feuille tombe des bouleaux dépouillés. Rien de plus ordinaire, à coup sûr, que cet aspect, dans ses détails et dans son ensemble. Ni l'heure ni la saison n'étaient celles qui devaient, ce semble du moins, déchaîner subitement les orages de la pensée. Cet assemblage insignifiant d'objets vulgaires ne pouvait faire songer qu'à une paisible continuation de l'entretien commencé, à une soirée finie au coin du feu, entre quelques bouteilles de vin et quelques conserves de fruits... Cependant l'effet produit sur moi fut immense et prompt comme la foudre. Je me rappelai avoir vu, en rêve et bien longtemps auparavant, ce site, exactement reproduit. Le frisson me prit; une sorte d'horreur s'empara de moi. Je dus quitter aussitôt la place (1). »

(1) A ce passage de Shelley sa femme a ajouté la note suivante : « Ce fragment fut écrit en 1815; je me rappelle qu'après l'avoir jeté sur le papier, Shelley se réfugia vers moi, pâle, agité, tremblant, pour échapper, en causant d'autre chose, aux émotions inséparables de ce souvenir. »

Il est temps de voir comment Shelley engagea, contre les croyances de son temps et les institutions de son pays, une guerre implacable. *L'Athéisme nécessaire* (1), tel était le titre d'un pamphlet qui mit en rumeur la très-anglicane et très-fidèle université où Shelley n'avait pu être admis qu'en jurant les trente-neuf articles, garants et boulevards de la religion dominante (2). Il avait été composé sous l'influence très-évidente des livres dont Shelley faisait, depuis quelque temps, le sujet de ses études. Les essais de Godwin, le *Système du Monde* de Laplace, les *Rapports* de Cabanis, les *Lettres* de Bailly à Voltaire, les traités éthiques de Bacon, la théologie de Spinosa, Pline, Condorcet, Cuvier, Newton et bien d'autres encore étaient mis en réquisition par le jeune étudiant pour étayer ses assertions et justifier l'audace, nous ne dirons pas la nouveauté, de ses démonstrations irréligieuses. C'était une thèse en forme contre l'existence de Dieu (en tant que divinité créatrice et cause première), contre le christianisme, contre les prophéties, les miracles, l'authenticité des livres saints; un appel sans détour à la raison, au bon sens, contre les apparentes inconséquences de la tradition biblique; en un mot, le résumé de tout ce qui s'était écrit de plus violent, de plus décisif contre le culte établi.

Un manifeste de ce genre, chez un homme dont les opinions sont formées, et qui leur donne l'autorité du talent, peut, jusqu'à certain point, éveiller l'attention d'un gouvernement en partie fondé sur le respect d'un culte quelconque. En est-il de même lorsqu'un écolier surchargé d'une érudition malsaine, séduit par la nouveauté spécieuse et brillante de quelques théories prohibées, vient se poser, lui chétif, en face des siècles, de l'histoire et de Dieu, pour démentir et nier, sur la parole d'autrui, tout ce qu'on croit, tout ce qu'on enseigne? Est-il juste, est-il prudent de prendre au sérieux ces équipées d'un philosophe imberbe? Ne lui doit-on pas bien plutôt l'indulgent dédain, la pitié railleuse, le plus poignant et le plus sûr châtiment des témérités avortées, des entreprises infailliblement inutiles? L'université d'Oxford n'en jugea point ainsi. Pour quelques pages sans portée, pour une méchante compilation qu'il était très-permis de regarder comme non avenue, deux jeunes gens d'une distinction d'esprit incontestable furent expulsés d'Oxford, et jetés dans le monde avec l'orgueilleux sentiment de leur force agressive (3). Shelley, qui, livré à lui-même, aurait sûrement désavoué plus tard cette boutade juvénile, se dit qu'on n'aurait point mis son livre à l'index si on avait pu le réfuter aisément, et qu'on ne l'aurait point chassé d'Oxford, si sa présence et ses doctrines n'avaient intimidé le sénat universitaire. Cette illusion le flattait, et faillit le pousser dans la voie des prédications humanitaires. Ses griefs ne l'avaient pas converti à la misanthropie; sa haute et bienveillante nature se refusait à rendre, comme Byron, le genre humain responsable des injustices commises par quelques hommes. Le rôle de réformateur le tentait par-dessus tous les autres. Ne voulut-il pas, un moment, monter en chaire et porter de tous côtés la parole de vie? Il y avait alors un excellent et digne homme, Rowland-Hill était son nom, qui, pour répandre les doctrines du méthodisme, avait renoncé à tous les avantages du rang et de la fortune. Les auditeurs se pressaient en foule dans la chapelle où il enseignait. Shelley y fut entraîné par hasard. Le lendemain, il écrivit au pieux missionnaire pour lui demander le droit de porter la parole devant la petite congrégation. Sa lettre demeura sans réponse, et ne méritait pas mieux.

Cette démarche inconsidérée nous indique un jeune homme livré à lui-même, sans

(1) *The Necessity of atheism.*

(2) On se rappelle la mauvaise plaisanterie de Théodore Hook à propos de ce serment : « Jurez-vous d'observer les trente-neuf articles? lui demandait le chancelier avec toute la solennité requise. — Quarante, si vous voulez, répliqua étourdiment le romancier futur, qui faillit, pour ce, n'être point admis. »

(3) Le collaborateur, le complice de Shelley était M. Hogg.

guides, sans amis sérieux, sans conseils écoutés. En effet, Shelley menait alors à Londres, et loin de son père, mortellement offensé, la vie de l'étudiant oisif. Ses journées se passaient en longues divagations, en rêveries maladives, dont il notait scrupuleusement, sur un carnet à part, les angoisses et les plaisirs. Quand il pouvait s'astreindre à quelque travail, il s'occupait exclusivement de propager les doctrines les plus propres, selon lui, à émanciper l'humanité, mal à propos mise en tutelle. Il reprit un poëme commencé depuis longtemps, *la Reine Mab*, lui donna lentement sa forme définitive, y joignit, comme notes, son essai sur la *Nécessité de l'athéisme*, et fit imprimer le tout. Cependant, par un calcul de prudence que l'avidité d'un libraire devait plus tard déjouer, ce livre ne fut pas d'abord livré au public, mais simplement distribué à quelques amis. Nous pensons que Shelley obéit en ceci plutôt à la crainte d'irriter de nouveau son père qu'à toute autre considération personnelle. Son malheureux conflit avec l'université l'avait brouillé avec sa famille. Il avait dû cesser toute correspondance avec miss Grove, et renoncer à l'espoir si longtemps caressé de l'associer à sa destinée. Elle lui avait elle-même déclaré, non sans émotion, que leur hymen était devenu impossible. Il y avait là de quoi faire réfléchir, même Shelley, sur les conséquences de sa chevaleresque prise d'armes.

A seize ans, et rappelons-nous qu'il n'avait pas alors plus de seize ans, les peines d'amour sont rarement inconsolables. Le hasard mit Shelley en rapport avec une jeune fille, poëte comme lui, comme lui troublée dans sa foi par l'étude des problèmes métaphysiques. Une merveilleuse précocité intellectuelle lui promettait le rang qu'elle a obtenu depuis parmi les écrivains de son sexe et de son temps. De plus, elle était gracieuse, simple et douce comme il semble que toute femme poëte devrait l'être. Shelley s'éprit de son talent, de son heureux naturel, de l'ensemble idéal qu'elle offrait à son imagination ravie. Félicia Brown, à son tour, s'étonna de cette existence déjà persécutée ; elle subit l'ascendant de cette candeur enthousiaste, de ce scepticisme ardent, de ce zèle blasphématoire, qui donnaient à la jeunesse de Shelley un caractère si singulier. Il reprit avec elle, comme un rêve interrompu, la correspondance que les parents de miss Grove avaient interdite à leur fille. Ce fut d'abord une controverse littéraire et religieuse. Nous ne saurions dire, et personne ne sait si, par la suite, de moins graves sujets y furent traités. Il est certain seulement que Shelley prêchait à sa jeune amie la philosophie à demi panthéiste, à demi sceptique, dont il s'était fait le disciple, et que, pour ce motif sans doute, on jugea convenable de mettre fin à ce commerce de lettres, moins extraordinaire en Angleterre qu'il ne le paraîtrait chez nous.

Les poëtes en général, les femmes poëtes en particulier, sont, comme le disait Shelley lui-même, une *race de caméléons* sujets à prendre, selon les circonstances, mille couleurs étrangères. L'influence de Shelley survécut longtemps néanmoins à la rupture de ses relations avec mistress Félicia Hemans. Plusieurs réminiscences involontaires relevées par les critiques attestent chez elle cette espèce d'asservissement, ou, si l'on veut, de fidèle et docile admiration, qu'expliquent la souplesse ingénieuse, la délicatesse du talent de mistress Hemans, et l'indépendance, la force initiative qui caractérisent l'esprit de Shelley (1).

Un mariage mal assorti allait clore la jeunesse désastreuse et tourmentée du poëte. Conséquent avec lui-même, ce négateur intrépide ne se soumettait à aucune autorité, ne reculait devant aucune de ses inspirations. En allant voir sa sœur dans un pensionnat aux environs de Londres, il aperçoit dans le jardin, parmi les fleurs, une de

(1) De tous les poëmes de mistress Hemans, *le Sceptique* est celui où le panthéisme de Shelley se retrouve le plus fortement empreint.

ses compagnes, belle blonde de seize ans, au front candide, aux yeux bleus et tendres. Frappé de cette beauté angélique, il s'abandonne aussitôt au charme qui l'attire. Sa sœur se prêté à nouer une correspondance entre lui et miss Westbrook, dont le prénom, Harriet, le même que celui de miss Grove, était à la fois un remords et un charme de plus. En quelques semaines, le roman fit de rapides progrès. La jeune pensionnaire se disait victime de la tyrannie paternelle; elle acceptait, elle appelait un libérateur. Shelley, qui voyait tout à travers le prisme singulier de son imagination, n'hésita pas à prendre l'hôtel garni de M. Westbrook pour un de ces châteaux du moyen âge où gémissaient les damoiselles éplorées, M. Westbrook lui-même, honnête *landlord*, pour un farouche tyran. Il se prêta donc au désir de la charmante Harriet, qui voulait être enlevée, et courut l'épouser par-devant le forgeron classique de Gretna-Green. Il avait alors dix-neuf ans, et n'avait pas vu sa prétendue plus de six fois.

On sait ce que deviennent d'ordinaire les mariages conclus sous de pareils auspices. Celui de Shelley ne fit pas exception à la règle. Le jeune couple, soutenu pendant quelque temps par un oncle de Shelley, vieux marin, héros de Trafalgar et ami de Nelson, essaya de la vie des champs; mais la chaumière où ces deux enfants allèrent abriter ce qu'ils avaient pris pour de l'amour était louée à raison de trente schellings la semaine; le capitaine Pilford ne pouvait pas subventionner régulièrement le ménage de son neveu. Sir Timothy Shelley, peu flatté de voir son fils allié à une façon d'aubergiste, avait supprimé, irrévocablement supprimé, la pension de deux cents livres qui avait été jusqu'alors l'unique ressource du jeune étudiant. Il fallut donc vivre d'emprunts, engager son avenir à des usuriers, et encore n'étaient-ce là que des moyens précaires, une existence de troubles et d'angoisses au sein de laquelle périt bientôt l'enthousiasme passager que mistress Shelley avait inspiré à son époux. Après deux ans de vagabondage et de misère, les deux jeunes gens s'aperçurent un beau jour qu'ils avaient aventuré, sur la plus incertaine de toutes les chances, le bonheur de toute leur vie. Deux enfants leur étaient nés; mais ces liens mêmes ne suffirent pas à leur faire accepter le supplice toujours croissant d'un hymen sans amour. D'un commun accord, ils revinrent à Londres chez le beau-père du poëte, qui dut être passablement surpris, sinon de ce retour, au moins des paroles de Shelley, telles que les rapporte son dernier biographe : « ... Il dit au père et à la sœur aînée de mistress Shelley que sa femme et lui ne s'étaient jamais aimés; que traîner plus longtemps leur pesante chaîne serait prolonger inutilement des tortures insupportables; que, ne pouvant légalement dénouer le nœud gordien, ils avaient résolu de le couper; que lui (Shelley) souhaitait à sa femme toute espèce de bonheur, et qu'il était décidé à chercher le sien dans de nouvelles sympathies. »

Cette profession de foi donne une très-juste idée de la loyauté inopportune, de l'indomptable franchise que Shelley portait dans toutes ses actions. *Faire sans dire* n'était pas une maxime à son usage. Rassuré par la droiture de ses intentions, il n'agissait jamais sans revendiquer hautement, pour ses inspirations les plus excentriques, le bénéfice d'une légitimité absolue, quitte à ressentir tout aussi vivement que personne les fatales conséquences d'une conduite si peu en harmonie avec les idées reçues. Ainsi, trois ans après ce divorce extralégal, lorsqu'on vint lui apprendre que sa jeune femme, consumée par le chagrin, venait de mettre fin à ses jours, il se regarda comme responsable de ce suicide, et sa débile santé fut ébranlée par les remords que lui laissa un si fatal événement.

A peine remis, Shelley crut devoir réclamer la tutelle de ses enfants; mais cette réclamation l'amenait devant les tribunaux, où l'aristocratie, tant de fois attaquée par lui, l'attendait dans la personne de lord Eldon, bon courtisan, tory violent sous des formes impassibles, et l'un des lords chanceliers qui se sont montrés le plus hos-

tiles à la presse radicale. L'arrêt par lequel il repoussa la requête de Shelley était une terrible réponse aux exagérations républicaines de *la Reine Mab*. Avec la sagacité propre aux gens de loi, lord Eldon n'y insiste pas autant sur la conduite même du poëte que sur son obstination à ériger en principe l'immoralité dont il a fait preuve. On voit que les théories plus que les faits, les doctrines plus que les délits, ont éveillé la susceptibilité du sévère magistrat. Il frappe l'écrivain dans le père, et ne veut pas laisser le moindre doute sur ses intentions. Aussi cherche-t-on vainement dans une décision pareille le sentiment vrai de l'équité. L'arrêt de lord Eldon laissa un long ressentiment dans le cœur de Shelley (1).

Ce qu'il avait formellement annoncé à son beau-père s'était réalisé de point en point. Séparé de sa femme, il avait cherché « d'autres sympathies, » et un an après, en 1814, profitant de ce que la paix rouvrait aux Anglais les routes du continent, il était parti pour la Suisse avec celle qui, plus tard, devint sa seconde femme. Ne nous étonnons pas trop qu'il ait trouvé, dans de telles circonstances, une compagne décidée à le suivre. Nous verrons plus tard que son génie et ses malheurs lui méritèrent, à la même époque, des sacrifices encore plus romanesques. Fille de Godwin et de Mary Wolstonecraft, celle-là même qui avait proclamé les *droits de la femme* alors que Thomas Payne revendiquait les *droits de l'homme*, Mary Godwin, son roman de *Frankenstein* en fait foi, était, par la hardiesse de son caractère et de ses opinions, au niveau de sa famille et de Shelley. Une autre jeune fille, belle-sœur de Mary Godwin, accompagnait le couple aventureux. Ce premier voyage fut une expédition de bohémiens, romanesque, décousue, improbable, suspecte, qui rappelle les pèlerinages de Rousseau et de Thérèse Vasseur. Ici, de prétendus espions effrayent les jeunes vagabonds; ailleurs, on leur escamote leurs malles. L'argent manque. Il faut continuer la route à pied. Ils partent ainsi de Paris, après avoir fait emplette d'un âne pour porter le reste de leurs bagages. A la Chapelle-Saint-Denis, l'âne du Marché-aux-Herbes refuse d'aller plus loin, une mule se trouve là tout à point pour le remplacer. Chemin faisant, un enfant survient à ces deux philosophes mariés, toujours comme Rousseau et Thérèse, à la face du ciel, par une belle matinée de printemps. Ils retournent en Angleterre, puis repartent encore, et cette fois visitent Genève, Côme, Venise. Nous les retrouvons à Bath, où leur parvient, en 1816, la nouvelle du triste suicide qui affranchissait Shelley. Ni lui cependant, ni sa maîtresse ne songeaient à cimenter leur union volontaire; mais il était dans la destinée de cet ennemi du mariage d'être deux fois marié. Son père sut le décider à ce second hymen. Un autre partisan du libre amour hasarda de reprocher cette inconséquence à son coreligionnaire. C'était un certain sir Thomas Lawrence, chevalier de Malte et auteur d'une méchante utopie en quatre volumes, *l'Empire des Naïrs*. Shelley lui répondit en rejetant *sa faute* sur l'état de la société, qui, par ses injustes persécutions, fait du séducteur une sorte d'assassin moral. Du reste, il donnait les mains, et de tout cœur, aux anathèmes de sir Thomas Lawrence contre le mariage, source évidente de mille maux.

La Reine Mab n'avait pas été publiée. *La Révolte d'Islam*, composée à Great-Marlow, pendant le dernier séjour de Shelley en Angleterre (1816-1817), fut donc le véritable début du jeune écrivain. Dans l'avant-propos, il prit soin de protester contre toute assimilation de sa poésie avec celle de « ses plus illustres contemporains. » Par là sans doute il désignait Byron, avec lequel la tendance de ses idées risquait de le confondre. Il ajoutait, faisant allusion à sa vie jusqu'alors si agitée :

(1) Ce ressentiment si naturel est indirectement exprimé dans le conte intitulé *Rosalind and Helen*. Un époux cruel cherche à priver sa veuve des enfants qu'il lui laisse, et son testament les lui retire, sous le faux prétexte qu'*elle ne croit pas aux dogmes chrétiens*.

« Il existe une éducation poétique sans laquelle le génie et la sensibilité peuvent malaisément développer toutes leurs ressources... Cette éducation, les accidents de ma vie me l'ont procurée. Dès mon enfance j'ai vécu au sein des montagnes, parmi les lacs, en face de la mer, dans les forêts solitaires. Le danger, qui se plait au bord des abimes, fut mon compagnon de jeux. J'ai foulé les glaçons des Alpes, et vécu sous le regard du Mont-Blanc. J'ai parcouru, voyageur errant, les pays lointains. J'ai descendu le cours des grands fleuves. De la barque où je passais les jours et les nuits, j'ai vu se lever et se coucher le soleil, et les étoiles s'allumer au ciel. Dans les cités populeuses, j'ai suivi les mouvements passionnés de la foule inconstante. Je suis passé sur le sol que la tyrannie et la guerre venaient de ravager, parmi des villes et des hameaux incendiés, où la misère affamée étalait sa nudité sur les ruines des murs noircis. J'ai conversé avec le génie vivant. La poésie grecque, celle des Romains et celle de mon pays ont eu pour moi le même attrait, les mêmes révélations que la nature elle-même. Telles sont les sources où j'ai puisé. »

Ce séjour de Shelley en Angleterre, nous l'avons dit, fut le dernier. Après la terrible sentence qui le privait de ses enfants, nous le voyons quitter pour jamais son pays en 1817. Nous le retrouvons à Rome, où il écrit sa tragédie des *Cenci*, *Julien et Maddalo* et *Prométhée déchaîné* (1); puis à Naples, d'où est daté le poëme d'*Hélène et Rosalinde;* à Pise, où fut composé un drame lyrique inspiré par la révolution grecque; à Livourne, à Florence, mais avant tout à Genève, où il passa trois mois avec lord Byron et le docteur Polidori, l'auteur du *Vampire*.

Il y avait entre Byron et Shelley communauté d'idées, communauté de malheurs. Leurs ennemis étaient les mêmes. Ils avaient tous deux rompu des liens formés sans réflexion, tous deux attaqué les lois et la religion de leur pays, tous deux subi les dédains par lesquels la société se venge de qui la maudit. Le même exil volontaire les rassemblait sur les mêmes bords. Ils s'y retrouvaient avec les mêmes instincts pratiques, les mêmes admirations, les mêmes conditions de vie. Nous avons dit qu'une jeune parente accompagnait les Shelley. Elle était belle et spirituelle; ses cheveux et ses yeux noirs la faisaient prendre partout pour une Italienne. Elle avait un moment songé à monter sur la scène, et de là nous pouvons conclure qu'elle avait, elle aussi, profité des leçons de Mary Wolstonecraft, saint-simonienne avant Saint-Simon. Byron, qu'elle connaissait déjà, car elle s'était adressée à lui pour entrer à Drury-Lane alors qu'il était mêlé à la direction de ce théâtre, ne la retrouva pas impunément auprès de ses nouveaux amis. A l'insu de Shelley et de sa femme, que les pieux critiques des *revues* torys ne manquèrent pas de faire intervenir dans cette intrigue, il devint l'amant de miss C***, qui l'année suivante lui donna une fille, nommée Allegra, par souvenir de Mont-Allègre (près de Genève), où leurs relations avaient commencé.

A ce propos, une différence nous frappe entre lord Byron et Shelley. Ce dernier est bien autrement hardi dans ses écrits, bien autrement réservé dans sa conduite. Ce n'est pas lui, tout sceptique, tout partisan qu'il est d'une liberté presque illimitée, ce n'est pas lui qui aurait aussi légèrement consommé une séduction comme celle dont nous venons de parler. Ce n'est pas lui qui aurait, après quelques mois, abandonné pour jamais la victime de ses caprices. Il avait l'esprit faux, mais non le cœur gâté. Le relâchement de ses principes venait de la direction malheureuse qu'on avait laissé prendre à ses études; mais le matérialisme pratique, la débauche, l'endurcissement égoïste qu'elle engendre toujours, il ne pouvait pas même les comprendre.

(1) *Prometheus Unbound.* — *Who will bind it?* demandait Campbell, peu favorable à Shelley.

Ses désordres, à lui, étaient ceux d'une pure intelligence tourmentée par d'inextinguibles désirs; ses enivrements, il les demandait à l'extase poétique, aux longues veilles studieuses, à ces excès de lecture qui ont, eux aussi, leur fièvre visionnaire, leur exaltation factice, suivies d'un profond dégoût, d'un accablement douloureux. Le poëte osait tout; l'homme observait strictement, dans sa vie, les convenances qu'il jugeait sans doute les plus futiles. Le premier avait esquissé une *Vie de Jésus,* plus antichrétienne que celle de Strauss ou de Paulus; le second ne se serait pas permis un blasphème, et tandis que l'un, non content de nier que la fidélité conjugale fût une vertu, tentait de l'assimiler au vice, l'autre ne prononçait jamais une parole qui pût faire rougir la femme la plus réservée. On ne peut pas, avec quelque sévérité qu'on le juge d'ailleurs, se figurer Shelley à Venise, ayant pour maîtresse une grossière contadine, belle de sa jeunesse impétueuse, qui veut le battre, l'appelle *gran cane della Madonna,* et fait scandale autour de son palais. Ces vulgaires désordres le révoltaient chez son ami, lord Byron, et ne convenaient nullement à son ascétisme impie. On eût dit Saint-Just dégoûté des orgies de Danton.

Une fois qu'il est uni à une femme, son égale par le cœur et l'esprit, une fois sa vie bien assise et bien réglée, vous ne surprendrez plus dans son existence, à coup sûr très-peu mystérieuse, une seule action qui mérite le blâme. Est-elle donc calmée, cette soif ardente de l'idéal? Non, sans doute, mais elle se transforme et cherche de plus pures sources. Plus un seul vers qui traduise même un vœu d'inconstance ou le pressentiment d'une flamme nouvelle. Une seule fois il adresse la parole à une beauté inconnue, et voici ce que lui dicte son admiration pour elle :

« Il est un mot trop souvent profané pour que je le profane à mon tour, un sentiment que trop de femmes affectent de dédaigner pour que vous le dédaigniez comme elles. Il est une espérance trop semblable au désespoir pour que la prudence ordonne de l'étouffer. Et la pitié que vous pouvez accorder vaut mieux pour moi que la pitié d'une autre.

« Je ne puis vous donner ce que les hommes appellent amour; mais n'accepterez-vous pas ce culte émané du cœur, et dont le ciel ne repousse pas les parfums, cet humble désir de la phalène pour l'étoile scintillante, de la nuit pour l'aurore, la dévotion à quelque idole lointaine qui d'en haut sourit à nos douleurs (1)? »

Une conjecture est permise au sujet de ces vers harmonieux et touchants. Lorsque Shelley allait quitter pour la première fois l'Angleterre, en 1814, il reçut les vœux d'une femme que la lecture de *la Reine Mab* avait enthousiasmée. Belle, jeune, riche, alliée à de nobles familles, mariée depuis quelques années à peine, elle venait offrir au poëte le sacrifice de tous les liens qui la retenaient dans le monde et le dévouement absolu d'une âme qui se donnait à lui. Touché d'une profonde reconnaissance, mais incapable de trahir les serments qu'une autre avait déjà reçus, Shelley dut prononcer un refus qu'il adoucit autant qu'il était en lui, et qui le rendit plus cher à celle dont il brisait la suprême espérance. Elle ne se permit ni plaintes ni reproches, mais, quand il partit, elle partit. Shelley n'avait pas cru devoir lui cacher son itinéraire. Partout elle suivit sa trace adorée. Du haut des rochers de Meillerie (Meillerie, nom fécond en doux et romanesques souvenirs), elle guettait la barque où Shelley et sa compagne erraient ensemble sur le lac Léman. Elle fut peut-être témoin de cette tempête où faillirent périr en même temps l'auteur de *la Reine Mab* et celui de *Manfred.* Quand le poëte revint en Angleterre, il cessa d'entrevoir de temps

(1) One word is too often profaned, etc.
(*To****.)

à autre cet ange gardien qui de haut et de loin planait sur sa vie. Il se crut oublié : c'était un blasphème. Son second voyage dissipa cette erreur. A Rome, à Naples, il retrouva la tendresse obstinée, l'infatigable amour de celle qui, sans espoir, lui consacrait sa vie. Un dieu seul pourrait accepter, impassible, un hommage si pur, un encens si rare. Shelley se sentit ému (1). Cédant à un élan de généreuse sympathie, il voulut revoir cette douce et charmante victime de la fascination poétique. Une rencontre leur fut ménagée, à l'insu de mistress Shelley, sans doute par quelque belle nuit étoilée, sur les flots voluptueux qui baignent tour à tour Sorrente et Capri, peut-être aussi sous les ombrages de Castellamare, dans ses vallées abritées du soleil, et ce dut être un touchant récit que celui de la pèlerine d'amour, racontant ses voyages mystérieux, sa surveillance invisible. Peu de temps après cette entrevue, comme pour laisser à ce drame si simple toute sa grandeur, toute sa pureté, la mort vint le clore par un dénoûment providentiel. La belle inconnue disparut de ce monde, pour lequel certainement elle n'était pas faite, et où elle était sûre désormais de laisser un souvenir attendri.

On sait maintenant, à n'en pouvoir douter, que les stances écrites à Naples, au mois de décembre 1818 (elles portent l'empreinte d'une mélancolie profonde (2)), furent inspirées à Shelley par le trouble où le jetaient deux sentiments contradictoires : son affection pour mistress Shelley et sa reconnaissance presque passionnée pour la tendresse dont une autre femme l'entourait depuis si longtemps. Sommes-nous donc trop présomptueux en attribuant à cette dernière l'hommage respectueux et pénétré dont nous parlions tout à l'heure?

A l'époque où ce souvenir nous reporte, la fortune, d'abord si sévère pour le poëte, avait enfin cessé de le persécuter. La mort de son grand-père, et l'obscurité favorable d'une clause de substitution qui pouvait fournir matière à de longs procès, amenèrent le père de Shelley à modifier la rigueur de ses premières décisions. Une pension de huit cents livres sterling (20,000 fr.) assura l'indépendance du jeune ménage : sur cette terre d'Italie, où Dieu n'a pas mis à haut prix le droit de vivre heureux, elle lui donnait tous les loisirs de l'esprit, toutes les joies de la bienfaisance.

En première ligne, parmi les plaisirs de Shelley, était la satisfaction de ce goût inné pour la navigation, qui lui avait déjà fait courir tant de dangers, et devait lui coûter la vie. Dès l'enfance, il avait manifesté cet instinct tout britannique, et passait des journées entières sur les étangs paternels. A Oxford, il lançait sur l'Isis des flottilles de papier. Un jour, à Londres, sur cette petite rivière qui serpente le long de Hyde-Park, on l'avait vu, à défaut de matériaux moins coûteux, fabriquer une chaloupe avec un billet de banque. Plus tard, il descend le Rhin sur un de ces grands radeaux manœuvrés par trois cents rameurs, bourgades flottantes, qui portent à la

(1) On lit à chaque page de ses derniers poëmes des allusions indirectes à ces mystérieuses sympathies qui enchaînent les femmes aux pas du poëte. Voyez, dans *Alastor*, l'épisode de la vierge arabe, et ces vers charmants qui complètent sa pensée :

Youthful maidens taught
By nature, would interpret half the woe
That wasted him, would call him *with false names*
Brother and friend, would press his pallid hand
At parting, and watch, dim through tears, the path
Of his departure, from their father's door.

(2) The sun is warm, the sky is clear,
The waves are dancing fast and bright, etc.
(*Stanzas written in dejection*.)

Voir aussi les vers intitulés : *Sur une violette flétrie*.

Hollande ses bois, à l'Angleterre ses vins, et sur lesquelles voyagent des populations entières. Une fois, auprès de l'île de Man, une autre fois entre Douvres et Calais, en mer, sur des barques non pontées, il avait failli périr. A Mont-Allègre, il passait des nuits entières sur le lac Une de ses poésies nous le montre naviguant à grand'-peine sur les flots sablonneux du Serchio et s'arrêtant au pied de la verte colline :

Whose intervening brow
Screens Lucca from the Pisan's envious eye (1).

Plus tard enfin, fixé sur les bords du golfe de la Spezzia, où l'avait accompagné un autre « amant de la mer, » ils y entretiennent, à frais communs, une grande barque, gréée en schooner, et que montait avec eux un matelot exercé. Cette chaloupe avait été construite à Gênes tout exprès pour Shelley, dont elle était devenue le jouet favori, en attendant l'heure marquée où par elle il devait périr.

Leigh Hunt, engagé avec lord Byron et Shelley dans la publication du *Libéral*, entreprise malheureuse que ces trois poëtes ne surent jamais rendre populaire, vint, au mois de juin 1822, visiter ses deux illustres collaborateurs. A peine la nouvelle de son arrivée à Livourne parvint-elle à Shelley, que celui-ci mit à la voile pour aller au-devant de son hôte bienvenu. La traversée n'était ni longue ni difficile, car, partis de Villa-Magni le 30 juin à midi, MM. Shelley et William étaient rendus à Livourne le soir même, sans le moindre péril évité. Une indisposition avait retenu mistress Shelley qui, sans cela, devait être du voyage. Le lundi 8 juillet, après une semaine donnée aux épanchements de l'amitié, Shelley et son ami, avec le matelot Vivian, qui complétait l'équipage de la chaloupe, reprennent la mer pour revenir à Villa-Magni. La brise était légère et favorable. Trelawney, l'aventureux camarade de lord Byron, voulait les escorter sur le schooner *le Bolivar*, frété par l'auteur du *Corsaire*, et dignement commandé par celui des *Mémoires d'un Cadet de famille*; mais quelques chicanes de douaniers arrêtent *le Bolivar*, et l'embarcation de Shelley gagne seule le large. Déjà, selon le récit de Trelawney, l'horizon se chargeait de sombres nuages. La barque s'effaça dans ces brumes épaisses, qui faisaient présager une tempête plus ou moins prochaine. Une demi-heure après, l'ouragan éclatait, soudain et terrible. Toute la Méditerranée en fut ébranlée. Le capitaine Medwin, qui naviguait alors de Naples à Gênes, et que cet épouvantable sirocco surprit en vue de cette dernière ville, compare les vapeurs sulfureuses qui voilaient le ciel à celles que la mine ou le volcan exhalent après l'explosion des feux souterrains. Les vagues semblaient noircir sous l'haleine empestée du vent; une pluie lourde tombait à flots; la foudre grondait et, de temps en temps, vomissait une cascade enflammée sur la mer soulevée et mugissante. Ce brusque désordre ne dura pas plus d'une heure. Au moment où il commençait, le capitaine Medwin nous raconte que, resté sur le pont de son bâtiment et contemplant les splendides horreurs dont il était entouré, il vit passer sous le vent une embarcation dont le gréement inusité, la voile latine, la forme à part, lui semblaient indiquer un de ces *bateaux de plaisance* (*pleasure-boats*) que les Anglais se donnent si volontiers sur toutes les mers du globe. Cette embarcation avait toutes ses voiles ouvertes au vent, qui ne les gonflait pas encore, mais dont une seule bouffée emporta dans la brume le léger navire (2).

(1) *The boat on the Serchio.* Juillet 1821.

(2) Il nous est impossible, en relisant ce passage, de ne pas songer à la belle description de la tempête qui emporte la barque d'Alastor :

Along the dark and ruffled waters fled
The straining boat, etc.

« La barque, s'efforçant, courait sur les eaux sombres et tumultueuses. Une forte rafale la

Trelawney, qui, pendant toute la durée de la première bourrasque, s'était cru certain de voir revenir ses amis, se retira dès que le calme fut rétabli. La nuit fut troublée par plusieurs autres coups de vent. La foudre tomba sur un des navires en rade à Livourne, et, justement alarmés, les amis de Shelley écrivirent à Lerici. La réponse de mistress Shelley augmenta leurs craintes. On n'avait aucunes nouvelles des voyageurs. Plusieurs courriers, expédiés aussitôt sur tous les points du littoral où la mer pouvait les avoir contraints à chercher un refuge, revinrent sans renseignements favorables. Dans le même temps, Trelawney, mieux guidé par ses souvenirs, était parti pour Viareggio. Là, de tristes présages l'attendaient. La mer y avait poussé plusieurs débris qui attestaient un naufrage, deux barils d'eau, un petit canot, etc.; à la vérité, tout cela pouvait avoir été jeté par-dessus bord pour alléger la chaloupe dans un moment d'extrême péril. La chaloupe même, c'était l'opinion générale, avait dû, cherchant à regagner Livourne, être chassée du côté de l'île d'Elbe ou de la Corse. Huit jours entiers se passèrent encore dans une cruelle incertitude. Enfin les pêcheurs de Viareggio découvrirent, échoués de nuit sur la plage, deux cadavres défigurés. On ne reconnut Shelley qu'à ses vêtements, et, circonstance touchante, au titre d'un petit volume ouvert dans la poche de sa jaquette marine. C'étaient les poésies de Keats, de ce poëte mort avant l'âge, et sur la tombe duquel, peu de mois auparavant, il avait, à pleines mains, jeté les fleurs de la poésie (1), inspiré, disait-on, par le secret pressentiment que leurs cendres reposeraient dans le même champ de mort, « à l'ombre de cette pyramide qui est le tombeau de Cestius, sous les ruines désolées des remparts qui jadis protégeaient Rome. »

C'est là, dans le cimetière protestant de la ville des papes, que devaient être transportés les restes de Shelley, à qui sa destinée avait ménagé jusqu'au bout une existence poétique. L'auteur d'*Alastor* avait disparu dans une tempête, comme Élie selon la tradition juive, comme Romulus selon la tradition latine; il eut des funérailles dignes d'Homère, et le bûcher antique se ralluma pour dévorer ses os, dérobés ainsi à la corruption commune. Le hasard en effet, et non pas, comme cela fut dit et répété par les dévots toujours altérés de scandales, une sorte de bravade antichrétienne, détermina lord Byron, Leigh Hunt et Trelawney à livrer aux flammes les restes mortels de leur ami. Les officiers inférieurs de la police locale refusaient, par précaution sanitaire, de laisser enlever ces funèbres débris, qu'on ne voulait pourtant pas abandonner sur une plage inhabitée. Il fallut de nombreuses démarches auprès des autorités de Lucques et de Florence, il fallut encore l'intervention directe de l'ambassadeur anglais, pour que les deux commandants de Viareggio et de Magliarino fussent autorisés à laisser exhumer les cadavres des deux hérétiques.

Lorsque toutes ces formalités furent remplies, on vit arriver devant Viareggio le schooner de lord Byron et deux autres petits bâtiments que Trelawney voulait employer à rechercher la barque submergée de Shelley. Après six jours de perquisitions inutiles, lorsqu'on eut promené la drague sur tous les points où des témoins oculaires prétendaient avoir vu sombrer le petit bâtiment, on dut renoncer à le tirer de

précipitait, avec de brusques élans, à travers les blancs sillons de la mer écumante. Les vagues montaient. Plus haut, et plus haut encore elles tordaient leurs têtes altières sous le fouet de l'ouragan, comme des serpents qui se débattent dans la serre d'un vautour. Calme et contemplant avec une sorte de joie cette guerre des flots déchaînés l'un sur l'autre... le poëte, assis, tenait le gouvernail d'une main ferme, etc. »

(1) *Adonaïs.* — L'élégie à laquelle nous faisons ici allusion est une des plus belles inspirations de Shelley.

l'abîme qui l'avait englouti, et le 20 août commencèrent les préparatifs de l'incinération. C'était sur le bord de la mer, à mi-chemin de Spezzia et de Livourne, à deux lieues environ de Viareggio. En cet endroit, deux promontoires hardiment projetés forment un golfe profond et dangereux où la force des courants et de la houle condamne à une destruction presque inévitable tout navire qui s'y trouve pris par l'ouragan. Les eaux y sont basses, les brisants nombreux ; peu de chances pour gagner la terre, aucune pour être secouru ; aussi chaque année de nouveaux sinistres viennent grossir la chronique funèbre de cette baie redoutable aux marins. A côté d'une pauvre hutte, mal couverte d'un toit de chaume, et qui servait d'abri aux gardes-côtes pendant la nuit, il faut se représenter quelques hommes groupés autour d'une fosse ouverte, sous un soleil dévorant. Une tente, celle de lord Byron, est dressée près de là. Les ouvriers, matelots ou paysans, rassemblent les planches à demi pourries, le bois mort dont la plage est jonchée, et dressent le bûcher au centre duquel est placé un fourneau portatif. Sur ce bûcher, Byron et Trelawney, Leigh Hunt et un officier de la marine anglaise, le capitaine Shenley, jettent des branches de vigne, de l'encens, des bois aromatiques. On dirait des rites païens, et le sang des victimes égorgées manque seul à cette bizarre cérémonie. Bientôt le feu petille, une fumée pénétrante monte vers le ciel, et l'âme même du poëte mort, cette particule ignée, semble s'envoler, elle aussi, parmi les jets bleuâtres du bûcher flamboyant. Trelawney et Byron, spectateurs attentifs de cette scène si frappante, remarquèrent tous deux « l'extraordinaire beauté des flammes. »

On mit deux journées entières à brûler les deux cadavres, et celui de Shelley fut le dernier livré au feu. Ses cendres, immédiatement transportées à Rome, allèrent, suivies d'un petit nombre de résidents anglais, prendre place dans le cimetière dont nous avons parlé. Un enfant du poëte y reposait déjà, et Shelley, dans l'avant-propos d'*Adonaïs*, s'était pour ainsi dire promis de revenir un jour à ce champ du repos, qu'il avait vu, pendant l'hiver, émaillé de violettes et de marguerites. « On s'éprendrait presque de la mort, écrivait-il, en songeant qu'on peut être enseveli dans cette terre si douce à contempler ! » Lignes prophétiques où le poëte, le poëte devin de l'antiquité, se retrouve encore, n'est-il pas vrai ?

C'est une tâche facile que de caractériser, d'après son aspect général, la poésie de Shelley, car ses tendances sont nettes, ses origines connues, ses procédés uniformes, ses modèles hautement avoués. La Grèce avant tout, la grandeur imposante de la tragédie antique, la sérénité majestueuse de Platon et d'Homère; la Bible ensuite, et sa splendeur orientale, ses images hardies, l'impétueux élan de ses versets inspirés ; l'ère italienne de Dante ; l'ère anglaise de Milton ; en Espagne, Calderon ; en Allemagne, Luther, Klopstock, Schiller ; chez nous, les sceptiques du XVIIIe siècle, non comme sceptiques, mais comme philanthropes éclairés, comme apôtres de la raison, comme ennemis courageux de la tyrannie sous toutes ses formes : telles furent les admirations de Shelley. Guidé par elles, et moins original que peut-être il ne l'eût voulu, il continua l'œuvre abandonnée par Wordsworth, Southey et Coleridge, auxquels il reprochait leur apostasie ; il combattit à côté de lord Byron, mais avec un enthousiasme plus sincère, une foi dans le progrès humain, une sympathie pour la race humaine, que n'a jamais connues ce dernier.

A vrai dire, tous les poëmes de Shelley, si nombreux qu'ils soient, se réduisent à un seul, dont ils peuvent être regardés comme autant de chants séparés. Ils ne présentent à l'esprit, qui en abstrait les différences épisodiques, les détails accidentels, ou de sites, ou de costumes, qu'un seul type, toujours également sublime, celui d'un homme qui se dévoue, souffre et meurt pour ses semblables, un Christ dépouillé de ses attributs divins, un philosophe martyr, un confesseur de la liberté. Voyez le fragment intitulé *le Prince Athanase*, écrit à Marlow en 1817. Shelley y décrit un

jeune homme, consumé par la soif du bien, errant et malheureux sur la terre où partout il voit la force aux mains des méchants, la justice méconnue, l'oppresseur sans remords, l'opprimé sans courage. Athanase mesure de l'œil ces maux sans nombre, et, tout en désespérant d'y porter remède, il se fait le consolateur de ceux qui souffrent, le pourvoyeur secret de toutes les misères, le ferme et constant appui de toutes les faiblesses. Cet être idéal prend tout à coup le nom de Laon, et devient le héros de *la Révolte d'Islam*. Vous le retrouvez là, champion d'un peuple qui revendique ses droits, indomptable avocat de ses griefs, heureux de souffrir pour ses frères toutes les horreurs d'une captivité que la mort seule doit finir. Il chante en beaux vers l'égalité, « cette aînée des choses humaines; » il prêche aux hommes la fraternité inviolable, l'amour sans remords, le désintéressement qui rend libre, la liberté qui rend meilleur. Il maudit le tyran sur son trône éblouissant, les prêtres devant l'autel ensanglanté. Il maudit surtout cet esclavage traditionnel que les générations lèguent aux générations, et ces stupides terreurs qui tour à tour les retiennent sous le joug. Les mêmes anathèmes sont sur les lèvres de la reine Mab. Lorsque l'aimable fée, empruntée à Shakspeare, promène, sur son char céleste, la belle Ianthé; lorsqu'elle lui montre, au fond d'un palais superbe, entouré de mille sentinelles, ce roi que l'angoisse et la terreur poursuivent sur sa couche splendide ; lorsqu'elle oppose énergiquement les labeurs acharnés du pauvre à l'insolente oisiveté des riches; vous reconnaissez encore, sous un déguisement nouveau, je ne dirai plus le prince Athanase, mais Shelley lui-même, qui, sous tous ces noms et tous ces costumes, continue sa fervente prédication, son hymne libérateur.

Seulement, il faut le remarquer, à mesure que les années s'écoulent, cet hymne perd de son âpreté première. Comme un brillant métal qui rejette au sein de la fournaise ardente ses noires scories, l'amour de Shelley pour ses semblables se dégage de tout élément étranger, de presque toute son amertume, de presque toutes ses haines. Ces tyrans qu'il maudissait, il les plaint. Ces réactions sanglantes qui lui semblaient équitables, il en éloigne l'idée. Les révolutions qu'il appelle encore sont dignes d'un monde régénéré. Il les veut pures de toute vengeance, de toute expiation violente. Ces « vérités étranges, qu'il est allé chercher sur des terres inconnues (1), » sont, à peu de chose près, celles que d'autres enthousiastes avaient déduites des principes chrétiens. Il parle en frère à tous les hommes, à ceux-là même qui ont repoussé le dogme de la fraternité. Le Prométhée de Shelley ne hait pas Jupiter, alors même qu'il se débat sous la dent des limiers ailés que le maître du ciel a lancés sur lui :

PROMETHEUS.
Were these my words, o Parent?
THE EARTH.
They were thine.
PROMETHEUS.
It doth repent me : words are quick and vain :
Grief for awhile is blind, and so was mine.
I wish no living thing to suffer pain.

Alastor, couché sur la pierre où il va s'endormir à jamais, ne prononce aucun anathème, aucune malédiction sur le monde qui l'a méconnu. En lui, toute haine est

(1) . . . When early youth had past, he left
His cold fireside and alienated home
To seek strange truths in undiscover'd lands.
(*Alastor, or the Spirit of solitude*)

morte. La souffrance qui naguère envenimait ses pensées les a maintenant pacifiées, et comme pliées au joug.

D'où est venu ce changement notable? Les commentateurs et les critiques en ont fait honneur à Platon, vers les doctrines duquel Shelley inclinait tous les jours davantage. Pourquoi ne pas l'attribuer à cette grande et souveraine maitresse, la vie elle-même, qui, par ses leçons de chaque jour, corrige les fausses lueurs de l'esprit, apaise les soubresauts de la passion, dissipe les illusions de la jeunesse, et, nous donnant conscience de nos erreurs, nous rend indulgents à celles des autres? Nous admettrons volontiers l'influence de Platon comme raison secondaire d'une conversion pareille; mais quel philosophe a jamais remplacé l'expérience?

Nous ne voudrions pas laisser croire (tant d'exemples nous montrent la nature humaine ainsi faite) que Shelley, calmé à trente ans, aurait, à quarante, renoncé plus complétement encore aux idées, aux rêves de sa jeunesse. Non, l'égoïsme n'aurait jamais conquis une âme aussi élevée, une intelligence aussi éprise de tout ce qui est grand, de tout ce qui est beau. D'ailleurs, ce n'est pas en ce sens que le poëte avait marché. Il allait, non vers la réalité, mais vers un autre idéal, plus grandiose, plus pur que le premier : de la sagesse humaine à la sagesse divine, du doute à la foi. Si nous ne nous méprenons complétement, après avoir blasphémé la victime divine du Golgotha, Shelley en serait venu à l'adorer, comme la plus magnifique expression de ce dévouement, de cette abnégation sublime qui l'avaient toujours séduit (1); mais il lui était interdit de faire avec le siècle et ses grossiers instincts un de ces pactes honteux qui le désolaient et qu'il avait sévèrement flétris (2), car il était de ces êtres en qui la conscience domine toujours, et dont les lentes dégradations de l'âge ne peuvent altérer la pureté native : organisations d'élite qui, pareilles à ces cristaux fabuleux du temps jadis, se brisent plutôt que d'enfermer une liqueur malfaisante. D'ailleurs il y avait en lui quelque chose d'altier et d'indomptable qui lui faisait dresser un front rebelle devant toute grandeur humaine. Il aimait à mesurer les colosses aux pieds desquels la foule se prosterne, et toujours il les trouvait plus petits que sa pensée. Ce dédain sincère éclate avec puissance dans son admirable sonnet, *Ozymandias* :

« J'ai rencontré un voyageur revenant d'une terre jadis célèbre. Il m'a dit : Deux énormes jambes de pierre, auxquelles manque le tronc qu'elles soutenaient, sont debout dans le désert. Près d'elles, sur le sable qui la recouvre à demi, repose une tête brisée. Le front orgueilleux, la lèvre plissée, le sourire froid et absolu, disent assez que le sculpteur savait rendre ces passions dont l'empreinte, transmise à la nature inerte, survit à la main qui les feignit, au cœur dont elles faisaient leur pâture. Ces mots sont inscrits sur le piédestal : *Mon nom est Ozymandias, roi des rois. Contemplez mon œuvre, puissants de la terre, et désespérez !* A côté, rien n'a survécu. Tout autour de cette ruine colossale, nus et sans limites, les sables étendent au loin leur niveau solitaire. »

Le même esprit d'opposition se retrouve dans la tragédie des *Cenci*, œuvre où le

(1) Dans *la Reine Mab*, dans le *Prométhée délivré*, il est question du Sauveur des hommes. On peut comparer les deux passages, et voir le chemin que le poëte avait fait dans la voie que nous venons d'indiquer.

(2) Lire le sonnet *à Wordsworth* :

In honour'd poverty thy voice did weave
Songs consecrate to truth and liberty, —
Deserting these, thou leavest me to grieve
Thus having been, that thou shouldst cease to be.

génie de Shelley, contenu et concentré par les nécessités du sujet, apparait, à notre avis, sous son jour le plus favorable. Béatrix n'est plus seulement, dans la pensée du poëte, la douce enfant souillée par un amour infâme, et qui, forcée de choisir entre un second inceste et le parricide, met sa vertu sous la garde des dieux infernaux. Elle devient le symbole de l'innocence opprimée. Contre elle se liguent toutes les mauvaises passions que fomente le despotisme. L'avarice du pape favorise les monstrueux débordements du vieux Cenci, que sa longue impunité pousse aux crimes les plus odieux, au meurtre de ses fils, au déshonneur de sa fille. Shelley a voulu rendre la religion complice de ces énormes forfaits. Il la montre absolvant à prix d'or le vice audacieux; il la montre encore servant de masque aux trahisons les plus indignes. C'est ainsi qu'il place auprès de Béatrix menacée, tremblante, cherchant appui, un jeune ambitieux, neveu d'un cardinal, promis aux plus hautes dignités ecclésiastiques, qu'elle regarde un moment comme son défenseur naturel. Orsino, c'est son nom, a promis de renoncer pour elle aux grandeurs qui l'attendaient. Des terreurs qu'elle éprouve auprès de son père, de l'esclavage par lequel ce monstre prétend réduire l'énergie de cette âme indomptable, l'hypocrite Orsino s'est dit qu'il ferait autant d'armes contre la noble et candide enfant qu'il espère attirer dans ses bras. Nulle pitié, nulle générosité au fond de ce cœur vicié par l'astucieuse politique de la caste à laquelle il doit appartenir un jour. Nul remords chez ce prêtre futur, qui sait déjà comment le remords s'exploite. Ses désirs immondes sont à peine contenus par la crainte de se démasquer trop tôt et le respect involontaire que commande aux plus effrénés l'imposante sérénité d'une âme sans reproche.

Ce caractère, simplement et fortement accusé, fournit à Shelley des effets éminemment tragiques, et nous ne connaissons pas, dans le théâtre anglais moderne, une scène supérieure à celle où Béatrix Cenci, toute palpitante d'horreur, après la lutte horrible où elle a succombé, se retrouve entre sa mère et ce faux ami dont, la veille encore, elle se croyait la fiancée. Quand il arrive, le premier délire est apaisé. Béatrix a tout dit à sa mère. Le calme du désespoir est empreint sur son pâle visage.

« Ami, lui dit-elle, soyez le bienvenu. Depuis notre dernière entrevue, j'ai subi un outrage si grand, si étrange, que, vivante ou morte, il n'est plus de repos pour moi. Ne m'en demandez pas le récit; il est des actes monstrueux, sans forme, indescriptibles : il est des souffrances forcément silencieuses.

Orsino. — Qui donc a pu vous infliger cet outrage?

Béatrix. — L'homme que l'on appelle mon père. Mon père!... nom redoutable!

Orsino. — Serait-ce...?

Béatrix. — Ce que cela est ou n'est pas, évitez, croyez-moi, d'y songer. Cela est, cela fut, cela ne doit plus être. Donnez-moi donc vos conseils. Je songeais à mourir : une sorte de terreur religieuse m'arrête au seuil du sépulcre; je crains aussi que la mort elle-même n'éteigne pas en moi la conscience d'un crime resté sans expiation. De grâce, parlez!

Orsino. — Dénoncez le coupable, et que la loi vous venge.

Béatrix. — Oh! conseiller au cœur de glace! trouverais-je un mot pour révéler le forfait dont je suis victime? Quand ma langue, pareille au scalpel acéré, pourrait retrancher de mon cœur cette souillure secrète qui le dévore; alors même que ma renommée sans tache, par cette impossible révélation, serait livrée à tous, et deviendrait la fable des plus vils, la risée publique, un mot en l'air, un étonnement...— cela dit enfin, et cela ne se dira jamais, — songez à l'or du coupable, à la crainte que sa haine inspire, à l'étrange horreur du récit qui l'accuserait, au doute qu'éveille un tel

crime, un crime que l'imagination repousse, et dont on ne peut parler qu'à voix basse... n'aurais-je pas bien assuré ma vengeance?

ORSINO. — Voulez-vous donc vous résigner sous l'affront?

BÉATRIX. — Me résigner? Orsino, vos conseils me profiteront peu, je commence à le croire. (*Elle lui tourne le dos et continue, se parlant à elle-même.*) Oui, toute résolution doit être prompte et promptement accomplie. Mais quel est donc cet impalpable brouillard de pensées qui s'élèvent, fantôme après fantôme, l'un couvrant l'autre d'un voile obscur?

ORSINO. — Faudra-t-il que le coupable vive? qu'il triomphe dans son crime? que ce crime, quel qu'il soit, horrible sans doute, devienne à la longue ton élément, et cela jusqu'à ce que ta perte soit consomnée, jusqu'au moment où la honte de n'avoir pas résisté scellera pour jamais ta chaîne infâme?

BÉATRIX, *à elle-même.* — O mort puissante! ombre à double visage! juge unique! arbitre incorruptible!

(Elle recule de quelques pas, absorbée dans ses réflexions.)

Orsino, pendant quelques instants, se consulte avec la mère éplorée. Celle-ci invoque le ciel, et s'étonne que la foudre n'ait pas encore frappé l'auteur de tant de maux. Plus certain, s'il s'en charge, de voir justice faite, Orsino recule cependant devant le parti à prendre, et tandis qu'ils hésitent encore, n'osant aborder ce sujet terrible, Béatrix revient vers eux.

« Silence, Orsino! (*lui dit-elle, interrompant leurs vaines paroles.*) Et vous, mère vénérée, tandis que je parlerai, dépouillez, comme des vêtements hors d'usage, la soumission et le respect, le remords et la crainte, toutes ces entraves de la vie ordinaire, portées dès le berceau, mais qui maintenant doivent tomber devant mes griefs plus sacrés. Je vous l'ai déjà dit, l'atteinte que j'ai subie, et que je dois taire, est de celles qu'il faut punir. Il le faut, et pour le forfait accompli, et pour détourner de moi le fardeau des crimes que chaque jour appesantirait sur mon âme. Il le faut, de peur que je ne devienne... Mais vous ne pouvez, fût-ce en rêve, accepter cette pensée. J'ai prié Dieu, j'ai interrogé mon âme, j'ai dégagé ma volonté des ténèbres qui la voilaient; enfin j'ai déterminé ce qui est juste. Orsino, es-tu mon ami? ami fidèle, ami trompeur? Engage-moi ton salut avant que je parle.

ORSINO. — Je jure que mon adresse et ma force, mon silence et tout ce que j'ai de facultés serviront tes projets, obéiront à tes ordres.

LUCRETIA. — Pensez-vous que nous ayons à résoudre la mort de cet homme?

BÉATRIX. — Si cette mort est résolue, il faudra frapper sans retard. Nous devons être prompts et hardis.

ORSINO. — Sans doute, mais prudents à l'extrême.

LUCRETIA. — Certes, car les lois jalouses nous puniraient de mort et d'infamie pour avoir usurpé leur rôle vengeur.

BÉATRIX. — De la prudence autant qu'il se pourra; mais, avant tout, point de retard. Orsino, quels moyens employer?... »

Le personnage de Béatrix se soutient à cette hauteur, avec ce caractère de justice implacable, cette absence d'hésitation qui attestent la droiture du cœur et ce qu'on pourrait appeler le fanatisme de l'innocence. Elle n'a ni doutes, ni scrupules avant le meurtre, ni timidité quand il faut frapper, ni remords quand sa vengeance achevée lui laisse le temps de réfléchir. Elle s'est placée au-dessus des lois humaines; elle a

rejeté « comme des vêtements hors d'usage » les préjugés de sexe et de famille; elle obéit aveuglément à la fatalité qui la pousse, et meurt condamnée, mais non coupable à ses propres yeux. C'est bien là l'ange du parricide, pour nous servir de l'expression appliquée à Charlotte Corday par un poëte historien, ange éblouissant de beauté, de courage, et que ses complices eux-mêmes n'osent accuser tant qu'ils restent soumis à la fascination de ses fermes regards.

Il y a de magnifiques détails dans le *Prométhée délivré*, qui aurait gagné, selon nous, à ne pas excéder les proportions de la tragédie grecque dont il est le complément. Eschyle avait lui-même traité ce sujet dans un drame aujourd'hui perdu; mais il dut nécessairement adopter, malgré leur frappante iniquité, les dogmes de la théogonie païenne, condamner le Titan que Jupiter foudroie, et méconnaître l'origine de leur lutte, où Prométhée fut le champion de la race humaine. Shelley, au contraire, accepte et paye la dette contractée par ses semblables. Jupiter, plus facile à frapper que Jéhovah, lui sert de symbole, et personnifie à ses yeux toutes les tyrannies. Aussi ne le ménage-t-il pas plus qu'il ne ménageait naguère le pape et Cenci. De même que Jupiter avait détrôné Saturne, Démogorgon, fils de Jupiter, et plus puissant que son père, vient à son tour l'arracher de l'Olympe, et l'entraîne avec lui dans les ténébreux abîmes de l'éternité. L'amour, roi du monde, reprend à jamais son empire. Plus de craintes, plus de soucis, plus d'esclavage, plus de haines, plus de mensonges. Les cachots s'ouvrent, les trônes et les autels s'écroulent. Chaînes, épées, tiares, sceptres, tombent en débris sur leurs ruines, emblèmes d'une captivité qui ne renaîtra plus. La terre nage délicieusement au sein d'une atmosphère épurée, et la lune reçoit avec amour ses voluptueuses émanations. Tout devient parfum, lumière, harmonie, et sur le monde régénéré, Prométhée, dont Hercule a brisé les chaînes, s'élève, astre immortel et béni, mille fois plus radieux qu'Apollon.

. . . Prometheus shall arise
Henceforth the sun of this rejoicing world.

On rencontre, dans tous les poëmes de Shelley, cet élan passionné vers un idéal de quiétude amoureuse, de repos splendide, ces visions rayonnantes d'un Éden vainement poursuivi. Lisez l'*Adonaïs* : la tombe où repose Keats, solitaire et triste au début du poëme, s'entoure bientôt de fantômes brillants, de théories aériennes. « Les rêves agiles, ces ministres de la pensée, portés sur les ailes de la passion (1), » viennent soulever la tête glacée du poëte, et baigner son corps dans la rosée que versent les étoiles. La mort se dissipe bientôt, brouillard éphémère. Adonaïs se réveille : il s'assimile à tout ce que la nature a de plus charmant; il monte vers le séjour des immortels, « où Chatterton et Lucain, ces glorieux suicides, se lèvent, à son approche, de leurs trônes d'or. » Lisez ensuite l'*Epipsychidion*, invocation d'un poëte amoureux à une noble et belle femme, prisonnière dans un cloître. C'est encore le même besoin de s'élancer, hors du monde créé, dans un autre univers plus parfait, tel que l'âme aimante est impérieusement appelée à le rêver. C'est la même espérance d'un paradis solitaire, si souvent cherché par les jeunes cœurs, où les orages et les froids de la vie n'ont jamais accès, où les astres, dans l'azur inaltérable, sourient sans cesse à deux amants sans cesse enivrés l'un de l'autre, où les fleurs de la pensée germent à côté des fleurs terrestres, où le rossignol, ce chantre invisible des nuits heureuses, marie au bruit lointain des flots l'essor palpitant de ses joyeuses sérénades. Shelley

(1) . . . . the quick Dreams,
The passion-winged ministers of thought.

convie la belle recluse à une existence de loisir et d'amour... « La barque est prête, la brise est favorable. Qu'attends-tu donc, infortunée victime? Écoute le chant des mariniers; vois les alcyons, d'heureux présage, voler sur la mer apaisée... Sœur de mon âme, allons cacher notre bonheur sous les bois embaumés de notre île fleurie. Elle nous attend là-bas, à l'horizon oriental, rougissant sous les feux du matin, comme la fiancée sous la main hardie de l'époux qui va soulever le dernier voile... »

Tout ceci n'était, soyons-en bien persuadés, qu'une fiction poétique, et Shelley marié ne songeait nullement à conduire dans une des Sporades la recluse du couvent florentin; mais peut-être aspirait-il à une de ces chastes liaisons qui ont, elles aussi, leurs ineffables délices, leurs extases, leurs langueurs charmantes, leurs ravissements, et que protége si bien, contre l'invasion des soucis terrestres, la paix austère du cloître. Peut-être rêvait-il l'amour mystique du paradis. Lui-même l'a dit ainsi, ou plutôt l'a laissé entendre dans le bref commentaire qui précède l'*Epipsychidion*, et, comparant ce poëme à la *Vita Nuova*, il en donne l'idée la plus juste.

On sait maintenant quels sont les ancêtres de ce poétique métaphysicien. Cette famille d'esprits est contemporaine du monde, et durera autant que lui. Lorsque Lucain met dans la bouche de Caton ce discours hardi, où sont contestés les oracles d'Ammon, quand il le fait s'écrier en vers éloquents : « La divinité n'a pas d'autre demeure que la terre, l'onde, le ciel et le cœur du juste... Jupiter est tout ce que tu vois, tout ce que tu sens en toi-même (1), » nous reconnaissons l'impiété philosophique et aussi le panthéisme de Shelley. Nous le retrouvons en étudiant le caractère d'Épicure, que Voltaire admirait dans les beaux vers de Lucrèce, et quand Baruch Spinosa prélude, par ses négations hardies, aux travaux de l'école allemande moderne, il ne fait que perpétuer les traditions à la fois mystiques et sceptiques qui circulaient sourdement au moyen âge parmi de nombreuses sectes, comme celle des pauliciens, ennemies du dogme chrétien, de la papauté triomphante. Or, depuis Shelley, que de tentatives pareilles aux siennes! et, pour ne parler que des plus illustres, n'y a-t-il pas, soit dans les *Paroles d'un Croyant*, soit dans *Lélia*, bien des pages que l'auteur de *la Révolte d'Islam* et de l'*Epipsychidion* aurait écrites avec bonheur ou lues avec reconnaissance? Bref, se compteraient-ils aisément, les poëtes de tout ordre et de tout génie qui ont tour à tour maudit l'organisation sociale actuelle et salué l'avénement d'une ère nouvelle, ère de liberté, de lumière et d'amour?

Selon leurs tendances politiques et religieuses, infidèles ou croyants, conservateurs ou initiateurs, les admirent ou les plaignent, les exaltent ou les déprécient; cela se conçoit. On conçoit aussi que l'ironie des hommes faits s'attaque volontiers aux juvéniles illusions, aux candides espérances, à l'emphase ambitieuse des réformateurs poétiques. Ce qui se concevrait moins, c'est qu'on eût pour des penseurs tels que Spinosa ou Shelley (leur parenté intellectuelle est des plus proches) une antipathie sérieuse, un mépris réel. Toute estime est due à leur vie, toute confiance à leur sincérité. Leur courage, leur dévouement désintéressé, restent hors de doute, et leurs grandes facultés ne sont pas de celles qu'on peut nier ou méconnaître. Si, par le malheur de leur nature exigeante et raffinée, ils ont ressenti plus vivement que d'autres les tristes lacunes de la condition humaine; si, rêvant la perfectibilité indéfinie de leur race, ils ont travaillé, avec plus de zèle et moins de prudence, à l'éman-

(1) Estne Dei sedes nisi terra, est pontus, et aer,
Et cœlum, et virtus? Superos quid quærimus ultra?
Jupiter est quodcumque vides, quodcumque moveris...

cipation des intelligences qu'ils jugeaient asservies; s'ils ont, au risque et au détriment de leur bonheur, pris en main la cause du faible contre le fort avec une abnégation plus entière, devons-nous, pour cela, les maudire et persécuter leur mémoire? Ou bien, condamnant à l'oubli les torts douteux de leur esprit, les généreux excès de leur dévouement, n'est-il pas plus juste de jeter, comme l'a dit lui-même l'auteur d'*Alastor*, « quelques fleurs éplorées, quelques guirlandes de cyprès votifs sur la couche solitaire où le poëte repose à jamais? »

E.-D. Forgues.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE.

QUATRIÈME PARTIE (1).

XV

GUERRE CONTRE GRENADE. — 1361-1362.

I

Abou-Saïd, l'usurpateur de Grenade, n'avait exercé aucun acte d'hostilité contre la Castille; il s'était même empressé, aussitôt qu'il avait appris l'accommodement entre le roi d'Aragon et don Pèdre, d'écrire à ce dernier pour protester de ses intentions pacifiques, et pour offrir le tribut que payait Mohamed, le roi dépossédé (2). Mais ces marques de soumission n'avaient pu calmer le ressentiment de don Pèdre, qui revint à Séville ne respirant que la guerre. Il ne pardonnait point au More son alliance, ou plutôt ses négociations pour une alliance avec l'Aragonais. D'ailleurs, d'après le droit du moyen âge, en sa qualité de suzerain, il devait assistance et protection à Mohamed, qui s'était reconnu son vassal : les prétextes ne lui manquaient donc pas pour attaquer l'usurpateur. Mohamed, retiré à Ronda, petite principauté

(1) Voyez le tome IV de 1847, pages 659 et 741, et le tome Ier de 1848, page 26.
(2) Ayala, p. 324, 331.

indépendante de Grenade, et relevant du royaume africain des Beni-Merin (1), avait quelques troupes en campagne. Don Pèdre lui prêta de l'argent et lui promit une armée. Les chrétiens, et les Mores fidèles au roi légitime, devaient agir de concert contre Abou-Saïd. Il fut convenu que les places qui se rendraient au roi de Castille seraient réunies à sa couronne, et que celles qui ouvriraient leurs portes à leur ancien maître appartiendraient à Mohamed. Ainsi, en secourant son allié, don Pèdre allait en réalité lui enlever une partie de ses États (2).

Au début de la campagne, les armes castillanes obtinrent quelques succès. Le roi, à la tête des milices andalouses et d'un assez grand nombre de volontaires, s'empara de plusieurs châteaux et défit les Grenadins en deux rencontres. Ces avantages servirent mal d'ailleurs la cause de Mohamed. La protection que lui accordaient les chrétiens ne le rendit que plus odieux aux musulmans. Contre ses espérances, aucune défection n'eut lieu en sa faveur, et le seul fruit qu'il tirait de son alliance, c'était de voir ses sujets emmenés en esclavage, ses villes saccagées, ses mosquées converties en églises. Don Pèdre semblait ne combattre que pour ses propres intérêts. Je n'entrerai pas dans le détail fatigant de ces courtes et incessantes incursions qu'on appelait alors une guerre, bien différentes de ces grandes opérations combinées par la science stratégique qui décident du sort des empires. L'art de la guerre était alors perdu comme tant d'autres, et il fallut bien du temps pour le retrouver. Je ne dois point oublier cependant de rapporter un fait qui prouvera la persévérance inflexible de don Pèdre à substituer systématiquement, en toute occasion, la loi arbitraire de son despotisme à la licence féodale. Jusqu'alors, les esclaves faits à la guerre devenaient la propriété du seigneur qui les avait gagnés par ses armes ou par celles de ses vassaux. A l'avenir, le roi voulut que tous les captifs lui fussent remis. Peut-être son intention était-elle de les rendre à Mohamed. Don Pèdre promit, il est vrai, de les payer suivant un tarif qu'il fixa; mais, par la faute de ses trésoriers ou par la sienne, la rançon des prisonniers ne fut jamais soldée exactement. De là des plaintes amères et un vif mécontentement parmi la noblesse, accoutumée à considérer la guerre comme un métier lucratif (3).

Aux courses presque toujours heureuses des Castillans succéda un revers inattendu. Diego de Padilla, maître de Calatrava, et Enrique Enriquez, adelantade de la frontière, avaient entrepris, au commencement de l'année 1362, une chevauchée du côté de Guadix. Ils conduisaient environ mille cavaliers et deux mille fantassins; mais leurs soldats ne marchaient à cette expédition qu'à contre-cœur, sachant que le profit devait revenir au roi seul; en outre, les augures étaient défavorables. A cette époque d'ignorance et de crédulité, les hommes qui faisaient le métier de guides dans ces guerres de surprises et de pillages, passaient pour sorciers, surtout en Andalousie, province infectée de superstitions musulmanes. Rarement les *adalides*, ainsi les appelait-on, se mettaient en route sans avoir tiré des présages. Le vol des oiseaux, la rencontre de certains animaux sauvages, quelque cérémonie magique, leur indiquaient de quel côté il fallait se diriger et quelle serait l'issue de l'entreprise. Bien que condamnées par l'Église et méprisées par un petit nombre de gens éclairés, ces pratiques n'en étaient pas moins suivies et respectées par le peuple, et les soldats se croyaient déjà battus quand l'*adalid* ne promettait pas la victoire (4).

(1) Marmol, *Descrip. de la Africa*, lib. II, p. 214.

(2) Ayala, p. 332. — Suivant les historiens arabes, Mohamed ne voulut prendre lui-même aucune part à cette guerre, et demeura à Ronda dans l'inaction, attendant que le repentir de ses sujets lui rendît sa couronne. Conde, *Hist. de los Arabes*, Ire partie, cap. XXV.

(3) Ayala, p. 337.

(4) Ayala, p. 337, condamne cette superstition : *lo qual daña mucho en tales fechos desque los omes toman rescelo é miedo en las voluntades.*

Arrivés en vue de Guadix (1), les chrétiens, ne trouvant nul ennemi en campagne, se divisèrent en deux troupes, dont une demeura, non loin de la ville, en bataille au bord d'une petite rivière, et l'autre se dirigea vers Alhama. Les Mores avaient eu connaissance de l'expédition et s'étaient préparés à la recevoir. L'alarme avait été donnée partout : six cents cavaliers grenadins et quatre mille hommes de pied étaient venus secrètement à Guadix renforcer les milices de la ville et des environs. Dès que le détachement envoyé vers Alhama fut hors de vue, les Mores attaquèrent le maître de Calatrava et Enriquez, en ne montrant d'abord qu'une partie de leurs forces. Les bords de la rivière, couverts de roseaux et d'arbustes, des jardins et des haies ne permettaient pas aux chrétiens d'apercevoir les bandes nombreuses sorties de Guadix. Entre les deux troupes était un pont avec une arche fort élevée, suivant l'usage arabe. Là commença l'action. Les génétaires grenadins passèrent d'abord ce pont et furent vigoureusement ramenés. Environ deux cents cavaliers castillans, qui les avaient suivis trop à la chaude, tombèrent au milieu de l'infanterie sortie de la ville et furent repoussés à leur tour. Ils se rallièrent à l'entrée du pont, et là tinrent ferme quelque temps, demandant du secours. Padilla et Enriquez, sans avoir reconnu le nombre de l'ennemi, eurent l'imprudence d'abandonner le pont, persuadés qu'ils rejetteraient facilement dans la rivière les Mores qui se hasarderaient à le passer devant eux. Le but de cette manœuvre ne fut pas compris par leurs soldats. En voyant les Mores maîtres du pont, l'infanterie crut que tout était perdu, se débanda et prit la fuite. Une partie des génétaires suivit bientôt cet exemple. Les chevaliers de Calatrava essayèrent de couvrir la retraite pendant que l'ennemi s'amusait à piller les bagages ; mais ils étaient en trop petit nombre pour lutter contre la multitude toujours croissante des assaillants. La nuit vint qui, empêchant les chrétiens de reconnaître leurs chefs, et ôtant aux faibles le sentiment de la honte, rendit tout ralliement impossible. Dans le désordre d'un combat nocturne, Padilla, blessé au bras, fut pris avec huit de ses plus braves chevaliers. Enriquez parvint à regagner la frontière avec les débris de sa petite armée (2).

Cette victoire inespérée effraya plutôt Abou-Saïd qu'elle ne ranima ses espérances. En effet, il prévoyait bien que don Pèdre, irrité par ce revers, redoublerait d'efforts pour en tirer vengeance. Il apprenait d'ailleurs que le bruit d'une guerre contre les Mores attirait en Castille un grand nombre d'aventuriers de tous les pays voisins. Ce n'était plus à don Pèdre seulement, mais à toute la chrétienté, qu'il allait avoir affaire. La trêve entre la France et l'Angleterre laissait dans l'oisiveté une foule de gentilshommes pour qui la guerre était une passion autant qu'un métier ; ils couraient à une croisade nouvelle, entraînés par le goût des aventures et le désir de *faire armes*, pour parler comme Froissart, mobile peut-être plus puissant alors que le zèle religieux. On voyait arriver d'au delà des Pyrénées un comte d'Armagnac avec une nombreuse suite. De Guienne, vint une compagnie anglaise amenée par sir Hugh de Calverly (3), destiné à jouer plus tard un grand rôle dans les discordes intestines de la Castille. Enfin, le roi d'Aragon, toujours prêt à sacrifier ses alliés, envoyait quatre cents lances pour combattre le malheureux Abou-Saïd, que naguère il excitait contre le Castillan. Ce ne fut point cependant sans beaucoup de lenteurs et de longues tergiversations que Pierre IV se décida à envoyer ces troupes auxiliaires.

(1) Près de Purullena, suivant Suarez, *Hist. del obispado de Guadix*, p. 141.

(2) Ayala, p. 336 et suiv. — Rades, *Cron. de Calatrava*, p. 57. — Suarez, *Hist. de Guadix*, p. 141.

(3) C'est, je crois, l'orthographe anglaise de son nom. Il est écrit Caurely ou Carbolay dans les manuscrits d'Ayala, Cavirley dans les registres des Archives d'Aragon, Caurelée dans Froissart.

Quelque temps il était demeuré sourd aux sommations du roi de Castille qui lui rappelait leurs nouveaux engagements. Pressé de s'expliquer, il s'excusa d'abord sur une maladie qui ne lui avait point permis de s'occuper d'affaires (1), puis sur l'éloignement de son amiral, chargé de reconduire le légat avec deux galères qui devaient être pendant vingt jours retenues entre Barcelone et Avignon (2). D'ailleurs, il ne cessait de protester de sa fidélité et de promettre son contingent. Tout en annonçant à don Pèdre le prompt envoi d'une escadre pour combattre les Mores, il s'efforçait de se justifier auprès d'Abou-Saïd et l'assurait de sa neutralité. Un brave chevalier aragonais, Pedro d'Exerica, entraîné par l'enthousiasme religieux ou par l'amour de la gloire, venait de quitter Valence avec une troupe de volontaires pour combattre sous la bannière de Castille. Pierre IV s'empressa de le désavouer. Il n'était pas le maître, disait-il, d'empêcher ses vassaux de faire la guerre pour leur propre compte; quant à lui, sa détermination était prise de ne point intervenir (3). Ce double langage dura tant que la situation d'Abou-Saïd ne fut point désespérée; alors il leva le masque, et fit partir Bernal de Cabrera et Pedro de Luna avec un fort détachement pour donner le coup de grâce au vaincu.

L'usurpateur aurait peut-être prolongé sa résistance, s'il eût été soutenu par l'amour de son peuple. Mais les Grenadins amollis ne savaient qu'éclater en murmures; ils l'accusaient d'avoir attiré sur leur pays une tempête qu'il n'était pas en état de détourner. On regrettait tout haut le roi Mohamed et l'heureuse tranquillité de son règne. Au delà du détroit, les princes africains s'alarmaient également des progrès continuels des chrétiens, mais ils étaient impuissants à s'y opposer. Ils maudissaient la funeste ambition d'Abou-Saïd, qui allait peut-être faire perdre à l'islamisme son dernier boulevard en Espagne.

II

Abhorré de ses sujets, abandonné par tous ses alliés, désespérant de continuer la guerre, Abou-Saïd ne vit plus qu'un seul moyen de désarmer don Pèdre. « Baise la main que tu ne peux couper, » dit un proverbe arabe. Il le prit pour guide. Accueillant Padilla prisonnier, non point en ennemi vaincu, mais comme un médiateur que le ciel lui envoyait, il le traita avec les plus grands égards, lui déclara qu'il était libre ainsi que ses compagnons, et finit par le conjurer d'intercéder en sa faveur. Gagné par ses caresses, séduit peut-être par ses présents, le maître de Calatrava lui promit de plaider sa cause auprès de don Pèdre, mais en l'avertissant que le meilleur moyen d'obtenir sa merci était la soumission la plus prompte et la plus complète. On dit que, touché par les bons procédés du More, il lui jura, selon l'usage du temps, d'être à l'avenir *son ami et son frère* (4), et que, s'abusant lui-même sur son crédit, il se fit fort d'obliger le roi de retirer sa protection à Mohamed. Quoi qu'il en soit, peu de jours après sa défaite, Padilla quitta Grenade avec les autres prisonniers chrétiens, renvoyés sans rançon comme lui, et se rendit aussitôt à Séville, publiant la générosité du More et son vif désir d'obtenir la paix.

(1) *Arch. gen. de Ar.* Lettre de Pierre IV à don Pèdre. Barcelone, 8 septembre 1361. Registre 1391, p. 74.

(2) *Ibid.* Barcelone, 25 octobre 1361. Même registre, p. 76.

(3) Zurita, t. II, p. 309.

(4) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 57.

Don Pèdre ne pardonnait pas facilement une défaite. Il reçut Padilla avec froideur et lui prouva bientôt que les liens du sang l'empêchaient seuls de le punir. Peu après, un écuyer, nommé Delgadillo, fut condamné à mort pour avoir rendu un donjon mal fortifié (1). La guerre continua, et le roi dirigea lui-même plusieurs courses dans le royaume de Grenade.

A la suite d'une de ces expéditions, Abou-Saïd, cédant peut-être aux conseils de Padilla qu'il croyait tout-puissant à la cour de Castille, se détermina à venir lui-même implorer la clémence du roi et à la mériter par toutes les humiliations. Rassemblant ses trésors, il partit en secret de Grenade et, suivi de quatre ou cinq cents cavaliers seulement, se présenta aux avant-postes castillans. Il annonçait qu'il venait crier merci au roi et demanda qu'on le conduisît en sa présence. Don Pèdre était alors à Séville. Il reçut le prince musulman, assis sur son trône, dans tout l'appareil de sa puissance, entouré de sa cour et des chefs de son armée.

— Sire, dit le truchement d'Abou-Saïd, mon maître sait que les rois de Grenade sont vassaux et tributaires des rois de Castille. C'est devant son suzerain que mon seigneur porte sa querelle contre Mohamed qui se dit roi de Grenade. A toi appartient de juger entre eux. Or, le sujet de leur querelle, c'est que les Mores, maltraités et foulés par ce Mohamed, ont élu pour leur seigneur Abou-Saïd, par sa naissance issu des rois et par ses vertus digne de l'être. Entre lui et Mohamed seul, le débat ne serait pas douteux ; mais le moyen de résister à ta puissance? Ce serait d'ailleurs manquer au devoir de vassal. C'est pourquoi, sire, mon seigneur comparaît devant toi et s'en remet à ta justice, persuadé que ton arrêt fera voir ta magnanimité et la grandeur de ta couronne.

Pendant ce discours, un vieux More à barbe blanche, nommé Edris, et qui passait pour le meilleur conseiller d'Abou-Saïd, avait les yeux fixés sur don Pèdre et cherchait à lire sur son visage le sort qu'il réservait au vaincu. A peine l'interprète eut-il achevé qu'Edris s'écria :

— Assurément la sentence du roi de Castille fera éclater sa clémence et son équité ; mais si, contre toute apparence, elle était favorable à Mohamed, mon maître Abou-Saïd espère obtenir pour lui-même et sa suite la permission de passer la mer et d'aller vivre en Afrique dans une condition privée.

Don Pèdre répondit avec la gravité d'un juge que Abou-Saïd avait fait sagement de s'en remettre à sa décision ; qu'il examinerait les titres des deux prétendants et qu'il prononcerait entre eux suivant la justice. A ces mots, tous les Mores, s'inclinant jusqu'à terre, s'écrièrent en arabe :

— Sire, que Dieu te conserve ! Nous sommes pleins de confiance en ta grande sagesse et nous nous recommandons à ta merci.

Après cette courte audience, Abou-Saïd, avec sa suite, fut conduit à la Juiverie de Séville, où des logements lui avaient été préparés. Il était plein d'espoir. Il croyait avoir désarmé la colère de don Pèdre, et il comptait sur les trésors qu'il avait apportés pour gagner la faveur des grands de la cour, au besoin même celle de leur maître.

Quelques jours après, Abou-Saïd et les principaux émirs grenadins furent invités à un repas de cérémonie chez le maître de Saint-Jacques. Ils étaient encore à table, lorsqu'on vit entrer dans la salle, à la tête des arbalétriers de la garde, Martin Lopez, chambellan du roi, exécuteur ordinaire de ses ordres les plus rigoureux. Il arrêta le roi more et ses principaux conseillers. En même temps on s'assurait de ses compagnons demeurés dans la Juiverie et l'on s'emparait de leurs bagages. Tous ensemble

(1) Ayala, p. 341.

furent conduits dans la prison de l'arsenal après avoir été dépouillés des pierreries magnifiques dont ils se paraient ou qu'ils avaient cachées dans leurs vêtements. Entassés pêle-mêle dans leur cachot, ils attendirent deux jours la sentence du roi. Après ce délai, on vint chercher le malheureux Abou-Saïd, qu'on revêtit d'une robe de pourpre par dérision. Monté sur un âne et suivi par trente-sept de ses émirs, il fut conduit hors de la ville derrière l'Alcazar, dans un champ destiné aux exercices militaires. Là, tous furent attachés à des poteaux; puis un héraut cria :

— Voici la justice qu'ordonne notre seigneur le roi, de ces traîtres qui ont fait mourir le roi Ismaël leur seigneur.

Aussitôt des hommes d'armes et même des chevaliers castillans, caracolant autour des prisonniers comme dans une course de cannes, les prirent pour but de leurs dards et les tuèrent les uns après les autres. On dit que don Pèdre lui-même lança la première javeline contre Abou-Saïd, en lui criant :

— Tiens! voici le payement du mauvais traité que tu m'as fait faire avec le roi d'Aragon. Voilà pour le château d'Ariza que tu m'as fait perdre!

Le More blessé répondit fièrement :

— Petite est ta chevalerie!

Il expira aussitôt, criblé de traits (1). Quel temps que celui où des chevaliers couraient ainsi la quintaine contre des hommes enchaînés, où l'on voyait un roi remplir publiquement l'office de bourreau! Les têtes d'Abou-Saïd et de ses compagnons furent portées à Mohamed. C'était son présent d'investiture.

Ayala attribue la mort d'Abou-Saïd à l'avarice de don Pèdre enflammée à la vue des riches pierreries que le prince musulman apportait à Séville. Mais ces rubis et ces perles si grosses dont notre chroniqueur fait une exacte description, Abou-Saïd venait les offrir à son juge, et le roi, fût-il aussi avide qu'on le représente, n'avait pas besoin de verser le sang pour s'en emparer. Sans doute il avait accepté sérieusement le rôle de juge entre les deux prétendants au trône de Grenade; suzerain de Mohamed, il punissait l'usurpateur du fief de son vassal, et, quelque cruel que fût le châtiment, il exerçait un droit reconnu par les deux princes. La rébellion d'Abou-Saïd et sa trahison étaient avérées, il méritait peut-être son sort; mais son courage, sa noble confiance, auraient dû désarmer la rigueur de son juge. Don Pèdre rappelait avec une sorte de joie farouche que le *roi rouge* (c'était le sobriquet donné par les Castillans à Abou-Saïd) avait négligé de lui demander un sauf-conduit en règle avant de se présenter à son tribunal (2). Ainsi, du droit des gens il faisait une espèce de chicane, et se prévalait de l'omission d'une formalité pour égorger un ennemi trop confiant! Deux causes, à mon avis, décidèrent la mort d'Abou-Saïd : la première, le roi la proclamait en le perçant de sa javeline; il ne lui pardonnait pas l'inquiétude qu'il avait ressentie un moment, et le traité qu'il venait de signer avec l'Aragon. La seconde était un calcul politique. Mohamed rétabli sur le trône et devant tout à don Pèdre serait un allié fidèle, ou plutôt un esclave dévoué, dont la docilité ne ferait jamais défaut. L'événement prouva qu'il ne s'était pas trompé.

III

Pour ne pas interrompre le récit des événements qui mirent fin à la guerre de Grenade, j'ai différé jusqu'ici de rapporter un forfait attribué à don Pèdre et qui a laissé

(1) Ayala, p. 339 et suiv. — Conde, *Hist. de los Ar.*, IVe partie, cap. XXV.
(2) Ayala, p. 343.

sur sa mémoire la tache la plus odieuse. Peu après la conclusion de la paix entre la Castille et l'Aragon, vers le milieu de l'année 1361, Blanche de Bourbon mourut au château de Jerez (1), où depuis plusieurs années elle était captive. Elle n'avait que vingt-cinq ans, et elle en avait passé dix en prison. Tous les auteurs modernes, d'accord avec les chroniques contemporaines, imputent sa mort à don Pèdre; quelques-uns ajoutent qu'en l'ordonnant il céda aux instigations de sa maîtresse, Marie de Padilla (2). Ayala, plus explicite et d'une plus grave autorité que les autres, nomme les exécuteurs du meurtre et en rapporte quelques circonstances. Suivant son récit, le roi aurait commandé le crime à Iñigo Ortiz d'Estuñiga, châtelain de Jerez. Un certain Alphonse Martinez de Urueña, serviteur du médecin du roi, aurait porté l'ordre fatal, et se serait chargé de l'exécution en donnant à Blanche un breuvage empoisonné. Ortiz, en bon chevalier qu'il était, ayant déclaré que, tant qu'il commanderait dans le château, il ne souffrirait pas qu'on attentât aux jours de sa souveraine, fut remplacé par Juan Perez de Rebolledo, simple arbalétrier de la garde. Livrée à ce misérable, la reine mourut aussitôt. Telle est la version d'Ayala, répétée depuis par la plupart des historiens espagnols, et contre laquelle on ne saurait invoquer un témoignage contemporain (3).

Les malheurs de la jeune reine, sa douceur, sa piété touchante, excitèrent à sa mort l'intérêt général. Victime prédestinée, elle ne connaissait de l'Espagne que ses prisons, où elle avait si longtemps langui, abandonnée de tous, oubliée par sa famille, oubliée par cette noblesse chevaleresque qui fit un moment de son nom un cri de ralliement contre l'autorité du roi. Sa mort fut imputée à don Pèdre et devait l'être; mais l'assertion d'Ayala, tout imposante qu'elle paraisse au premier abord, se réduit, si on la pèse avec impartialité, à l'opinion commune des contemporains. L'humeur sanguinaire de don Pèdre n'autorisait que trop la supposition d'un nouveau meurtre, mais une considération grave doit cependant, à mon avis, suspendre le jugement de l'histoire. Quelque cruauté qu'on lui attribue, il est impossible de nier que les sanglantes exécutions qu'il commanda lui furent toujours dictées, soit par la passion de la vengeance après de graves outrages, soit par une politique poursuivie systématiquement et dont l'unique but était l'abaissement des grands vassaux. Contre la malheureuse Blanche il n'avait pas de vengeance à exercer, et, dans l'état d'abandon où elle languissait depuis dix ans, quel intérêt politique pouvait conseiller sa mort? L'attribuera-t-on à la jalousie de Marie de Padilla? Reine de fait, qu'avait-elle à espérer du meurtre de sa rivale? Poser publiquement une couronne sur sa tête, répondra-t-on sans doute. Mais alors comment expliquer qu'elle ait attendu si longtemps à consommer un crime qui satisfaisait toute son ambition? Rappelons encore que ses ennemis mêmes n'ont pu se refuser à vanter sa douceur. Favorite, on ne lui reprocha jamais d'avoir abusé de son ascendant pour faire le mal; souvent elle réussit à calmer les transports furieux de son amant, et l'on ne cite pas un seul trait de sa vengeance contre les rivales éphémères que lui donna souvent l'inconstance de don Pèdre.

Le moment de la mort de Blanche est précisément celui où elle semble inutile au despote qui l'aurait commandée. Alors son pouvoir était trop bien affermi, la reine trop complétement délaissée pour que son nom devînt le signal d'une révolte. La

(1) Ayala, p. 328, *Abrev.* La Vulgaire porte Medina Sidonia, plusieurs manuscrits Medina de la Frontera. La ville de Jerez est désignée dans quelques auteurs par le nom arabe de Medina; de là peut-être la confusion des deux noms. Le tableau de Blanche existait autrefois à Jerez de la Frontera.

(2) Rainaldi, *Ann. eccl.*, t. XXV.

(3) Ayala, p. 328 et suiv. — *Romances del rey don Pedro.*

paix avec l'Aragon, la retraite du comte de Transtamare, éloignaient toute inquiétude. Les réclamations même du souverain pontife avaient cessé longtemps avant cette époque. Lorsque le monde entier oubliait Blanche, pourquoi trancher violemment une vie obscure qui s'éteignait dans un donjon?

Une hypothèse se présente, spécieuse au premier abord, qui expliquerait l'intérêt de don Pèdre à faire périr l'innocente victime. Il est certain qu'après la paix avec l'Aragon, il fut question de compléter par un mariage le rapprochement des deux couronnes. Des négociations furent entamées à cet effet, et l'on proposa d'abord l'union du roi de Castille avec une infante d'Aragon, puis celle du fils de don Pèdre et de Marie de Padilla, enfant de dix-huit mois, avec une fille de Pierre IV. La date de ces propositions n'étant pas fixée par l'histoire avec une précision rigoureuse, on est tenté de la placer immédiatement après la mort de Blanche (1). Dès lors on supposera que don Pèdre, pour pouvoir épouser la princesse aragonaise, a pu acheter sa liberté par un crime. Cependant tout indique que le projet de mariage mis en avant par le roi d'Aragon fut toujours très-froidement accueilli par don Pèdre, qui ne se réconcilia jamais sincèrement avec ce prince. La paix qu'il venait de signer à contre-cœur n'était, à ses yeux, qu'une trêve dont il voulait profiter pour se débarrasser de toute inquiétude du côté de Grenade; et la suite du récit prouvera qu'il s'était proposé de recommencer la guerre dès qu'il trouverait une occasion favorable. D'ailleurs, pour que le roi recouvrât sa liberté, il lui fallait non-seulement que Blanche mourût, mais avec elle Marie de Padilla, depuis dix ans traitée en reine et considérée par toute la cour comme sa femme légitime. Or, bien que la mort de Marie ait suivi d'assez près celle de Blanche, personne que je sache ne s'est encore avisé de l'imputer à don Pèdre.

En résumé, si la vie de Blanche fut terminée par le poison, ce fut un crime inutile, dont on trouverait difficilement un autre exemple dans la vie de don Pèdre. Mais pourquoi ne pas croire que cette mort fut naturelle? Vers le même temps la peste noire reparut en Espagne et dévasta l'Andalousie. D'ailleurs, dix ans de captivité ne suffisent-ils pas pour expliquer la fin prématurée d'une pauvre jeune fille privée de l'air natal, séparée de sa famille, abreuvée d'humiliations et d'outrages? On doit plutôt s'étonner qu'elle ait résisté si longtemps à tant de maux. Quelque autorité qu'ait à mes yeux le témoignage d'Ayala, je ne puis m'empêcher de croire qu'il s'est rendu l'écho d'un bruit populaire, et qu'il a trop facilement admis un crime, qu'il était au surplus dans l'impossibilité de constater.

Tandis que la noblesse castillane oubliait la jeune princesse naguère son idole, la douceur angélique, la piété édifiante de la captive avaient inspiré au peuple la plus vive compassion pour ses malheurs. Ses geôliers, la voyant sans cesse en oraison, la regardaient comme une sainte, et la dépeignaient comme telle aux habitants du voi-

(1) J'ai trouvé dans les archives d'Aragon deux pièces réunies sous le même titre : *Super matrimonio*, reg. 1394 *Pacium et Treugarum*, p. 87 et suiv. La première est une procuration passée à Bernal de Cabrera par Pierre IV, pour conclure le mariage de l'infante Jeanne, sa fille, avec le roi de Castille, et régler les intérêts de la jeune princesse. Cette procuration est datée de Barcelone, 17 décembre 1361. La seconde pièce, datée du 19 décembre, est la procuration de l'infante elle-même à Bernal de Cabrera, laquelle, confessant être âgée de plus de quatorze ans et de moins de vingt, renonce, suivant l'usage, au bénéfice d'exciper de sa minorité, et autorise son fondé de pouvoir à stipuler ses conventions matrimoniales. On doit conclure que, pour que le roi d'Aragon et sa fille signassent de pareils actes, la négociation devait être très-avancée au milieu de décembre 1361. En effet, le préambule de la procuration du roi porte : *Attendentes quod inter nos et illustrem Petrum regem Castelle tractatur de matrimonio contrahendo inter ipsum regem et inclytam infantissam Iohannam filiam nostram carissimam.* Cfr. Zurita, t. II, p. 308.

sinage (1). Un jour que le roi chassait aux environs de Jerez, un pâtre l'abordant avec cette familiarité coutumière aux paysans andalous :

— Sire, lui dit-il, Dieu m'envoie vous annoncer qu'un jour viendra où vous aurez à rendre compte du traitement que vous faites à la reine Blanche ; mais soyez assuré que si vous revenez à elle, comme il est droit, elle vous donnera un fils qui héritera de votre royaume.

La première pensée de don Pèdre fut que cet homme était un émissaire de Blanche. Il le fit arrêter et donna l'ordre qu'on le confrontât avec la prisonnière. On la trouva dans son oratoire, agenouillée devant une image, ignorant entièrement ce qui se passait en dehors des murs de sa prison. Il fut prouvé que le pâtre ne l'avait jamais vue, et qu'il ne faisait que répéter avec plus d'exaltation les discours qu'il entendait tenir à tous les gens de la campagne. On se souvient que don Pèdre avait fait brûler vif un semblable donneur d'avis, mais celui-là était un prêtre, et, des gens de sa robe, le roi attendait toujours quelque trahison. Humain pour les paysans, il fit mettre le pâtre en liberté (2).

Marie de Padilla ne survécut pas longtemps à la reine Blanche. Elle mourut à Séville, emportée par une maladie soudaine, peut-être par l'épidémie qui exerçait ses ravages, au commencement de la guerre contre Grenade. La douleur du roi prouva la sincérité de son attachement. Il lui fit faire des obsèques magnifiques, et dans tout le royaume des services solennels furent célébrés pour le repos de son âme avec une pompe extraordinaire. Marie fut regrettée par le peuple et les grands, car elle avait toujours usé avec modération de sa haute faveur. Morte, elle n'eut plus un ennemi. Jamais on n'attribua à ses conseils aucun acte cruel, et si elle prouva quelquefois son ascendant sur l'esprit de don Pèdre, ce fut toujours pour le détourner des violences où l'entraînaient ses implacables ressentiments. Parmi tous les membres de sa famille, Juan de Hinestrosa paraît avoir été le seul qui ait obtenu complétement la confiance de son maître. Diego de Padilla, bien que traité avec la plus grande faveur, ne fut jamais initié à ses projets. On se rappelle, par exemple, qu'il ignorait le guet-apens tendu à don Fadrique, et qu'il ne fut averti qu'au dernier moment du meurtre de Gutier Fernandez. On en peut conclure que le roi ne fut ni dominé ni circonvenu par les parents de sa maîtresse. Sans doute, les fonctions importantes dont ils furent revêtus, ils les durent au crédit de la favorite, mais ils ne s'en montrèrent pas indignes, et leur naissance leur y donnait des titres. Leur élévation ne choquait aucun des préjugés aristocratiques de l'époque.

(1) L'inscription tracée sur son tombeau à Jerez, assez longtemps après sa mort il est vrai, confirme cette opinion de sainteté.

CHRISTO. OPTIMO. MAXIMO. SACRVM
DIVA. BLANCA. HISPANIARVM. REGINA
PATRE. BORBONEO. EX. INCLYTA. FRANCO
RVM. REGVM. PROSAPIA. MORIBVS. ET
CORPORE. VENVSTISSIMA. FUIT. SED. PRAE
VALENTE. PELLICE. OCCVBVIT. IVSSV
PETRI. MARITI. CRVDELIS. ANNO SALVTIS
MCCCLXI. AETATIS. VERO. SVAE. XXV

Rapportée par M. Llaguno, *ad Ayal.*, p. 328, note 3.

(2) Ayala, p. 329.

XVI

RENOUVELLEMENT DE LA GUERRE CONTRE L'ARAGON. — 1362-1363.

I

La guerre contre les Mores avait attiré à Séville un grand nombre de riches-hommes et de chevaliers empressés de prendre part à cette espèce de croisade. Avant de les congédier, lorsque la mort d'Abou-Saïd et la restauration de Mohamed eurent rétabli la paix, le roi tint des cortès générales à Séville, et là, devant les trois ordres assemblés, il déclara solennellement que Blanche de Bourbon n'avait pas été et n'avait pu être son épouse légitime, attendu qu'avant l'arrivée de cette princesse il avait contracté un mariage secret avec Marie de Padilla. Les troubles du royaume l'avaient empêché, disait-il, de le rendre public, et il s'était même vu contraint de se soumttre à un semblant de mariage avec Blanche. A l'appui de cette déclaration, il nommait les témoins qui avaient assisté à la cérémonie religieuse de son véritable mariage avec Marie de Padilla : c'étaient Juan de Hinestrosa, Diego de Padilla, Alonso de Mayorga, chancelier du sceau privé, et Juan Perez de Orduña, son chapelain.

On sait que le premier de ces témoins était mort, mais les trois autres, présents à la séance, étendirent la main sur les Évangiles et attestèrent que le roi disait la vérité. La légitimation des enfants de Marie de Padilla était la conséquence naturelle de cette révélation. Don Pèdre présenta aux cortès son fils Alonso, âgé de deux ans, le déclara l'héritier de sa couronne, et ordonna qu'en cette qualité il reçût les serments des riches-hommes et des procurateurs des villes. Il y avait déjà quelque temps que l'on avait appris à obéir en Castille; aucune réclamation ne s'éleva, et la cérémonie de la prestation de serment eut lieu dans la forme et avec la pompe accoutumées. Puis un nombreux cortége de dames et de chevaliers alla chercher le corps de Marie de Padilla dans le monastère d'Astudillo (1), où il reposait, et le transporta, avec le cérémonial usité aux funérailles des reines, dans la chapelle des Rois de l'église de Sainte-Marie à Séville. Je ne dois point oublier que l'archevêque de Tolède, primat du royaume, prêcha dans cette occasion devant toute la cour et fit l'apologie de la conduite du roi (2). Successeur de Vasco Gutierrez, mort en exil, le nouvel archevêque était bon courtisan. Les temps étaient bien changés. Cette fière noblesse qui, dix ans auparavant, prétendait régenter son souverain et contrôler jusqu'aux actes de sa vie privée, maintenant décimée par le glaive, courbait la tête sous le joug et ne pensait qu'à désarmer son inflexible vainqueur par la servilité de son obéissance.

Il n'est pas facile d'apprécier aujourd'hui la validité de la déclaration faite par don Pèdre dans les cortès de Séville. D'un côté, le serment des témoins a pu être dicté par l'intérêt ou par la crainte, et le roi, qui avait trouvé deux évêques pour bénir son union adultère avec Juana de Castro, ne manquait pas de flatteurs ou de courtisans prêts à se parjurer pour lui plaire. On peut s'étonner encore qu'il ait attendu la mort de Blanche, et même celle de Marie de Padilla, pour un aveu que la favorite et ses parents avaient tant d'intérêt à solliciter, et que la soumission du royaume avait cessé de rendre dangereux. Enfin, cet acte remarquable venant après la fameuse réhabilitation d'Inès de Castro, faite l'année précédente par le roi de Portugal, pourra paraître inspiré par un désir d'imitation assez naturel. Un despote ne fait point un

(1) Zuniga, *Anal. eccl. de Sev.*, t. II, p. 162.
(2) Ayala, p. 350.

coup d'autorité dans ses États, qu'il ne donne envie à un autre despote de tenter la pareille. Tels sont, en résumé, les motifs qui peuvent rendre suspecte la réalité du mariage de don Pèdre avec Marie de Padilla. Il est juste d'y opposer d'autres présomptions assez spécieuses. Un testament authentique du roi conservé jusqu'à nous en original, testament écrit peu après la session des cortès, répète dans les termes les plus précis la déclaration faite devant cette assemblée. On a peine à taxer de mensonge un acte semblable, écrit dans un moment solennel et pour ainsi dire en présence de la mort. Il faut ajouter que le caractère de Juan de Hinestrosa, tel que l'histoire nous le montre, donne quelque vraisemblance au mariage secret de sa nièce avec le roi. Je répugne à croire que le chevalier, qui seul n'hésita pas à suivre son maître lorsqu'il se livrait aux rebelles de Toro, ait prostitué sa nièce par un calcul d'intérêt ou d'ambition. Un apologiste de don Pèdre, admettant son mariage avec Marie de Padilla, attribue à ses scrupules de conscience l'éloignement extraordinaire qu'il montra toujours pour la princesse française : mais supposer de pareils scrupules à don Pèdre, n'est-ce pas démentir le témoignage de toute sa vie (1) ?

II

En congédiant les cortès, le roi leur annonça que probablement il aurait bientôt besoin d'en appeler au dévouement de la noblesse et des communes pour repousser un nouvel ennemi. En effet, un danger sérieux menaçait non-seulement la Castille, mais encore toute la Péninsule. La trêve conclue entre la France et l'Angleterre avait laissé sans occupation un grand nombre d'aventuriers qui, ne connaissant d'autre métier que la guerre, la faisaient pour leur propre compte lorsqu'ils ne trouvaient pas de prince qui leur donnât un drapeau et une solde. Réunis en bandes très-nombreuses, ou plutôt en une grande armée qu'on nommait *la compagnie blanche* (2), ils pillaient les campagnes et rançonnaient les villes. Plusieurs de leurs chefs, qui étaient venus offrir leurs services pendant la guerre contre Grenade, n'étaient, disait-on, que des espions chargés de reconnaître le pays qu'ils se proposaient d'envahir. A l'exemple des Cimbres leurs prédécesseurs, les aventuriers ne voulaient se jeter sur l'Espagne qu'après avoir épuisé la France. Leurs dévastations s'exerçaient

(1) *Apologia del rey don Pedro*, por el licenciado don Jose Ledo del Pozo, lib. IV, cap. I.

(2) J'ai cherché inutilement l'explication de ce nom de compagnie blanche qu'on trouve dans Ayala, p. 351, et dans d'autres auteurs. On peut choisir parmi les hypothèses suivantes. — Peut-être les aventuriers avaient-ils une espèce d'uniforme, des soubrevestes *blanches*, par exemple, pour les distinguer des autres hommes d'armes, qui portaient le blason de leurs rois ou de leurs seigneurs. — Je proposerai une seconde explication qui me semble préférable. On appelait alors *armes blanches* les armes en plaques de fer forgé par opposition aux hauberts de mailles qui commençaient à disparaître. *Armé à blanc* ou bardé de plaques de fer étaient mots synonymes. Je pense que les aventuriers, en général mieux équipés que les milices féodales, ont pu tirer le nom de compagnie blanche de leurs armures, nouvelles encore, surtout en Espagne. Cuvelier, auteur de la chronique en vers de Duguesclin, fournit une troisième explication : c'est que les aventuriers portaient des croix blanches.

Il n'avoit en l'ost chevalier ne garçon
Qui ne portast la croix blanche comme coton,
Et la blanche compaigne pourtant l'appeloit-on.
v. 7982.

Mais, suivant Cuvelier, les aventuriers ne prirent la croix qu'en 1365, lorsqu'ils furent réunis sous le commandement de Duguesclin, et l'on voit par la chronique d'Ayala que le nom de compagnie blanche existait auparavant.

avec une espèce de régularité toute militaire. Déjà, en 1361, un corps considérable de ces pillards avait insulté les frontières d'Aragon, et il avait fallu proclamer l'usage *princeps namque* pour détourner ce torrent dévastateur (1). Ils annonçaient qu'ils viendraient bientôt en plus grand nombre, et qu'ils sauraient s'ouvrir un chemin jusqu'en Castille.

Pour repousser ce flot de barbares, il fallait des forces considérables, et l'imminence du danger obligea sans doute les cortès à fournir au roi les ressources nécessaires à un armement général. Il dirigea rapidement la plupart de ses troupes sur les confins de l'Aragon et de la Navarre, débouché probable des aventuriers venant de France, car la province de Guienne, gouvernée par le belliqueux Édouard, prince de Galles, était respectée par les chefs des compagnies. Sujets anglais pour la plupart, et protégés plus ou moins ouvertement par le roi d'Angleterre, il n'y avait pas d'apparence qu'ils osassent traverser la Guienne pour attaquer la Castille par le nord-ouest. Don Pèdre publiait qu'il allait se concerter avec le roi de Navarre pour de grandes mesures commandées par le salut commun. Depuis plusieurs mois, le fléau dont le roi signalait l'approche préoccupait tous les esprits, et personne ne soupçonna que la concentration d'une armée dans le nord-est de la Castille eût un autre motif. L'audace des compagnies d'aventure était connue dans toute l'Europe, aussi bien que l'habileté de leurs capitaines. Souverains d'un peuple de nomades intrépides, ils pouvaient les conduire au travers de tous les dangers en leur montrant l'espoir d'un riche butin. On n'ignorait pas d'ailleurs que le comte de Transtamare avait formé d'étroites liaisons avec les chefs des principales bandes. Son nom pouvait les réunir en une puissante armée, et il était à craindre que le roi de France, intéressé à éloigner de ses États ces hordes dévastatrices, ne fournît au comte les moyens de se les attacher et de les précipiter sur la Castille.

Don Pèdre, parti de Séville avec une brillante suite, s'avançait à grandes journées vers le nord, précédé par ses ambassadeurs chargés de négocier avec Charles le Mauvais, roi de Navarre, une alliance offensive et défensive. En ce moment, aucune offre ne pouvait être plus agréable à ce prince, brouillé avec la France et menacé de se voir enlever par elle ses domaines en Normandie et au nord des Pyrénées. En outre, la Navarre proprement dite était plus exposée qu'aucune autre province de l'Espagne aux incursions des compagnies; elle devait soutenir leur premier effort. Aussi Charles souscrivit-il avec empressement à tous les articles que lui faisait proposer son puissant voisin. Il se rendit même à Soria, sur le territoire castillan, accompagné des principaux seigneurs de sa cour, parmi lesquels on remarquait le captal de Buch, capitaine illustre, qui s'était signalé en combattant sous les drapeaux anglais. Accueilli avec la plus grande courtoisie, Charles ratifia le traité que les envoyés de Castille venaient de lui soumettre. Les deux rois firent alliance et amitié envers et contre tous, s'engageant, par des serments solennels, à s'entr'aider dans toutes leurs guerres, et, clause remarquable, à se livrer mutuellement leurs émigrés (2). Le Navarrais croyait le traité tout à son avantage. Souverain d'un pays pauvre et peu étendu, il acquérait la protection du plus puissant des rois de la Péninsule. Menacé d'une guerre avec la France, pour un intérêt particulier à sa maison,

(1) Carbonell, p. 189. — *Nos per contrastar llur entrada, fem convocar lo usatge* PRINCEPS NAMQUE. — A cette occasion, don Pèdre écrivit au roi d'Aragon pour lui exprimer son regret de ne pouvoir, à cause de la guerre de Grenade, l'aider à repousser *ces mauvaises compagnies* qui désolaient ses frontières; mais, s'il est nécessaire, ajoutait-il, « j'irai volontiers en personne chasser avec vous ces pillards. » Séville, 24 septembre 1361. *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1394, p. 75.

(2) Don José Yanguas y Miranda. *Diccionario de Antigüedades de Navarra*, t. III, p. 99. Le traité fut fait à Estella, entre les plénipotentiaires des deux rois, le 22 mai 1362, et ratifié par don Pèdre à Carascosa, le 2 juin suivant.

il engageait dans sa querelle un prince qui avait une marine formidable et des troupes aguerries. Mais il ne tarda pas à connaître le prix que don Pèdre mettait à sa protection. Après l'échange ordinaire de serments prêtés la main sur les saints Évangiles, don Pèdre mena Charles à l'écart dans une salle de son palais. Là, en présence de quelques seigneurs, confidents intimes des deux princes, il lui révéla brusquement ses intentions : « Roi, mon frère, dit-il, nous venons de jurer que le premier de nous qui aurait guerre serait aidé par son allié. Sachez que dès aujourd'hui je réclame de vous l'exécution de vos promesses. Vous ne l'ignorez pas, ce fut bien à contre-cœur que j'ai donné la paix au roi d'Aragon. Attaqué par l'usurpateur de Grenade, il m'a fallu consentir à une trêve avec l'Aragonais pour épargner à l'Andalousie les ravages des Mores qui allaient l'envahir. Cette paix m'a coûté cher, car il m'a fallu rendre maintes villes et maints châteaux gagnés par mes armes. Mais je prétends les reprendre. Je veux m'indemniser de ce que m'a coûté cette guerre qu'il m'a faite à sa honte, et je compte que, fidèle à vos serments, vous m'aiderez, dans cette entreprise, de vos armes et de votre corps. »

A ces paroles, le roi de Navarre tout troublé répondit en balbutiant pour demander la permission d'en conférer avec les seigneurs de son conseil. Don Pèdre le laissa seul avec eux. La délibération fut courte, car elle n'était pas libre. Une armée castillane était rassemblée autour de Soria, et en quelques jours elle pouvait inonder la Navarre. D'ailleurs, Charles se sentait pris au piége, entre les mains d'un homme audacieux, accoutumé à ne pas souffrir la contradiction. Obéir ou se perdre, il n'avait pas d'autre choix. Charles, fort tristement, prit le premier parti. Don Pèdre, affectant de ne voir ni son hésitation, ni ses regrets, le remercia comme si son assentiment n'eût pas été arraché par la crainte, et sur-le-champ lui dicta la conduite qu'il avait à tenir. Après lui avoir exposé en quelques mots son plan de campagne, il lui prescrivit de rassembler les troupes navarraises au plus vite, et d'entrer en Aragon du côté de Sos, pendant que l'armée castillane se porterait sur Calatayud. Le moment était bien choisi pour une invasion. De sa personne, le roi d'Aragon était à Perpignan, à l'extrémité de son royaume, avec presque tout ce qu'il avait de troupes disponibles. Henri de Transtamare et les autres exilés castillans guerroyaient sur les bords du Rhône à la solde du roi de France. Don Fernand d'Aragon était ouvertement brouillé avec son frère, et se plaignait d'avoir été sacrifié par le traité de 1361. Au contraire, don Pèdre se voyait à la tête d'une armée nombreuse, délivré de ses ennemis intérieurs, obéi de son peuple, et, soit par intérêt, soit par crainte, commandant la fidélité de ses alliés. Il venait de réunir dans une ligue dont il était le chef tous les rois de l'Espagne contre l'Aragon (1).

Peu de jours après cette entrevue, vers le milieu de juin 1362, le roi de Navarre, peut-être pour gagner du temps et retarder de quelques jours la prise d'armes à laquelle on le contraignait, envoya son héraut défier le roi d'Aragon, c'est-à-dire lui déclarer la guerre (2). Le prétexte qu'il alléguait était des plus frivoles. Charles se plaignait que, prisonnier du roi de France, il se fût en vain adressé à Pierre IV pour obtenir une diversion en sa faveur. Aux termes des traités, disait-il, le roi d'Aragon aurait dû faire la guerre à la France, et, par son manque de foi, avait rompu lui-même son alliance avec la Navarre (3).

Don Pèdre ne s'embarrassa pas de telles formalités. A peine eut-il congédié le roi de Navarre, qu'il mit toutes ses troupes en mouvement. Dès les premiers jours de juin, le bas Aragon était envahi. Nombre de villes et de châteaux se rendirent sans

(1) Ayala, p. 333 et suiv.
(2) Le 14 juin 1362. Don J. Yanguas, *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.
(3) Zurita, t. II, p. 312.

essayer de se défendre, ou bien furent emportés à la première attaque. Calatayud fut la seule ville qui osa résister. Elle n'avait pas de garnison, mais les bourgeois étaient résolus et dévoués ; ils virent sans effroi la nombreuse armée castillane se déployer autour de leurs murailles. Trente mille hommes de pied, douze mille chevaux, l'enveloppaient de toutes parts, et le parc d'artillerie, le plus considérable qu'on eût encore vu en Espagne, trente-six engins mis en batterie à la fois, faisaient pleuvoir sur la malheureuse ville une pluie de pierres et de traits. Pourtant les bourgeois de Calatayud se défendaient avec vigueur. Chaque jour ils faisaient des sorties meurtrières, et telle était leur audace, que le roi d'Aragon leur envoya commander de ne pas s'exposer ainsi inutilement. Calatayud, ainsi que la plupart des villes espagnoles, était divisé en deux factions ennemies depuis un temps immémorial ; mais, dans le danger commun, elles s'étaient réconciliées, et maintenant elles ne rivalisaient plus que de dévouement et de courage (1). Cependant le nombre devait l'emporter. Les Castillans s'emparèrent du couvent des Frères Prêcheurs en dehors de la ville, et s'y fortifièrent. De là, bientôt après, ils ouvrirent une large brèche au mur d'enceinte, et leurs machines foudroyèrent l'église de Saint-François, où les assiégés s'étaient retranchés après la destruction du rempart. Chaque pouce de terrain coûtait un combat; mais les progrès des Castillans étaient continuels; ils s'avancaient lentement, mais irrésistiblement, au milieu des ruines. Du dehors, les malheureux habitants de Calatayud ne recevaient que des nouvelles décourageantes. Le roi d'Aragon, pris au dépourvu, n'avait ni troupes ni argent. Il était menacé de tous les côtés à la fois. Le roi de Navarre attaquait Sos (2) et Salvatierra (3). Ses coureurs allaient piller et brûler jusqu'aux portes de Jaca. Iñigo Lopez de Orozco, avec une forte division castillane, marchait sur Daroca, et le bruit courait qu'il allait être suivi de près par une armée auxiliaire, conduite par le roi de Portugal en personne (4). En même temps, plusieurs seigneurs gascons, anciens ennemis de l'Aragon, voulant avoir leur part à la curée, se préparaient à passer les monts et à l'envahir du côté du nord. Tous les yeux se tournaient avec effroi vers Calatayud, et l'on suivait dans une douloureuse anxiété les péripéties de ce siége mémorable. A cette époque, c'était un sujet d'étonnement pour la noblesse que des bourgeois se battissent si bien, n'ayant point de riches-hommes, point de seigneurs de marque à leur tête. Le comte d'Osuna et quelques chevaliers des familles les plus illustres conçurent le projet hardi de passer au travers de l'armée castillane et d'aller s'enfermer dans la place assiégée pour diriger les efforts des habitants. Ils partirent de Saragosse avec peu de suite pour n'être point remarqués ; mais, comme ils allaient franchir les lignes de l'ennemi, un guide infidèle révéla leur approche. Cernés dans un petit village, ils furent contraints de se rendre. Don Pèdre les ayant fait conduire devant la brèche, déjà large de plus de quarante brasses, leur offrit ironiquement de les laisser entrer dans la ville pour y courir la fortune de leurs concitoyens. « Vous voyez, leur dit-il, que dès demain, si je veux, un assaut me rend maître de la place. Mais je serais fâché qu'une ville si importante fût saccagée et détruite. Je consens à recevoir les habitants à merci. Exhortez-les vous-mêmes à ne pas s'opiniâtrer dans une résistance inutile. »

Malgré leur situation désespérée, et bien qu'avertis par le comte d'Osuna et ses compagnons qu'ils n'avaient aucun secours à espérer, les braves bourgeois de

(1) Zurita, t. II, p. 312.
(2) Ayala, p. 356.
(3) Don J. Yanguas, *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.
(4) Zurita, t. II, p. 311. — Le roi de Portugal ne vint pas en personne, mais il envoya quelques troupes auxiliaires à son allié le roi de Castille.

Calatayud refusèrent de se rendre avant d'en avoir obtenu la permission de leur seigneur. Don Pèdre, sachant bien que s'il donnait l'assaut ses soldats ne lui laisseraient que des cendres, permit aux assiégés d'envoyer à Perpignan une députation pour faire connaître au roi d'Aragon l'état de la place et lui demander de relever les habitants de leur serment de fidélité s'il ne pouvait les secourir. La capitulation de Calatayud mérite d'être rapportée. On convint que si, dans un délai de quarante jours, une armée aragonaise ne se présentait pas pour faire lever le siége, la ville serait remise au roi de Castille ; que les habitants auraient la vie sauve, qu'ils conserveraient leurs propriétés et ne seraient pas contraints d'émigrer. Cette clause, qui paraît étrange aujourd'hui, montre quelles étaient alors les lois de la guerre. On a vu que, peu d'années auparavant, la population aragonaise de Tarazona avait été expulsée en masse et remplacée par une colonie castillane. Le vainqueur rendait hommage à la valeur des bourgeois de Calatayud. Le roi d'Aragon loua leur fidélité et reconnut qu'ils avaient fait tout ce qui est possible à de braves gens pour lui conserver la place. Hors d'état de les secourir, il les engagea lui-même à pourvoir de leur mieux au salut de leurs personnes et de leurs biens, et, les exonérant de l'hommage prêté à sa couronne, il leur permit de devenir sujets du roi de Castille et de lui prêter serment comme à leur seigneur (1).

Au moyen âge, les campagnes étaient toujours de courte durée. Il n'y avait pas d'armées permanentes. Les vassaux des seigneurs appelés aux armes par le roi, les contingents fournis par les villes, ne pouvaient longtemps demeurer éloignés de leurs travaux ordinaires. Après une bataille ou un siége, l'usage était de les renvoyer pour quelque temps dans leurs foyers. Les seules troupes qui méritassent alors le nom de régulières consistaient dans la milice des ordres militaires et quelques bandes peu nombreuses entretenues par les rois et attachées à la garde de leur personne. On ne doit donc pas s'étonner qu'après la prise de Calatayud la grande armée castillane se dissipât sans pousser plus loin ses avantages. Le roi lui-même alla chercher quelques jours de repos au milieu des délices de Séville. Pour observer la frontière et garder les places conquises, il laissait les trois maîtres avec leurs chevaliers et deux mille hommes d'infanterie. C'en était assez pour tenir en haleine un ennemi qui n'osait se montrer en rase campagne.

III

Une grande affliction attendait don Pèdre à son arrivée dans sa capitale. Son fils Alphonse, qu'il venait de proclamer héritier de sa couronne, mourut dans ses bras, victime de la terrible épidémie qui désolait l'Espagne. La peste noire, qui avait fait tant de ravages en 1350, à laquelle avait succombé don Alphonse, reparaissait au bout de douze ans, plus cruelle que jamais. On remarqua qu'elle sévit surtout dans les provinces qui avaient été le théâtre de la guerre. Calatayud souffrit plus qu'aucune autre ville ; le fléau frappa indistinctement et la garnison castillane et les bourgeois décimés par le siége (2).

Pendant les instants de relâche que lui laissaient la douleur de don Pèdre et la dissolution de l'armée castillane, le roi d'Aragon se hâta de rappeler le comte de Transtamare et de solliciter des secours auprès du roi de France. Bien que don Henri eût acquis une triste expérience de la foi qu'il devait avoir dans les promesses de

(1) Ayala, p. 356-362. — Zurita, t. II, p. 3. — Villani, autorité très-suspecte, prétend, lib. X, cap. XCVIII, que don Pèdre fit tuer six mille habitants de Calatayud.
(2) Ayala, p. 363.

Pierre IV, la fortune avait trop intimement uni leurs intérêts pour qu'il ne se rendît pas aussitôt aux instances de son ancien protecteur. Capitaine d'aventure aux gages du roi de France, il n'avait pas abandonné ses projets sur la Castille. Au moment où don Pèdre assiégeait Calatayud, et sans doute avant que le roi d'Aragon réclamât de nouveau ses services, le comte signait à Paris, avec les ministres du roi Jean, un traité remarquable dans lequel il est facile de deviner ses desseins ambitieux. Il s'engageait à conduire *hors de France* les grandes compagnies qui désolaient le royaume (1). Où devait-il les mener? C'était le secret du comte et du Dauphin, régent pendant la captivité de son père. Nul homme n'eut à un plus haut degré que don Henri le talent de gagner la confiance de tout ce qui l'approchait. Arrivant en Aragon, proscrit et vaincu, il devint en un moment le favori de Pierre IV et l'instrument de tous ses projets. Il sut tirer de ce prince avare des subsides considérables, et, bien que maltraité par la fortune, il conserva toujours auprès de lui la position d'un souverain indépendant plutôt que celle d'un vassal à sa solde. Obligé de quitter l'Aragon, don Henri parvint, au bout de quelques mois de séjour en France, à s'attacher un grand nombre de capitaines d'aventure. Il n'avait pas eu de peine à rendre le nom de don Pèdre odieux à la cour de France; mais ce qui était plus difficile, il avait réussi à se représenter lui-même comme son antagoniste le plus redoutable et comme le seul espoir de la Castille. Toutefois un obstacle inconnu, mais dont il n'est pas difficile de deviner la nature, l'empêcha de conduire alors en Espagne ces redoutables bandes qu'il se flattait d'armer contre don Pèdre. En ce moment, ni la France ni l'Aragon ne pouvaient lui fournir de subsides, et, sans argent, il était impossible de se faire suivre par les aventuriers (2). Il ne put donc amener à Pierre IV que sa suite ordinaire de bannis castillans, et cependant, lorsqu'il reparut en Espagne, son exil semblait l'avoir grandi. Il n'était déjà plus comme autrefois un capitaine d'aventure; il se présentait comme un souverain prédestiné à une couronne chancelante et qu'il s'apprêtait à saisir. En 1357, il était entré en Castille avec le titre de procurateur du roi d'Aragon, pour lui gagner des villes et des terres; aujourd'hui, il allait conquérir un royaume pour lui-même, et l'Aragonais se faisait son auxiliaire. Les rôles avaient changé : maintenant Pierre IV demandait un salaire à son ancien procurateur. Au commencement de l'année 1363, dès leur première entrevue, qui eut lieu à Monzon, ils s'engagèrent à détrôner don Pèdre à frais communs et à se partager la Castille. Voici leur traité, aussi remarquable par l'importance des stipulations que par l'absence de toutes les formes diplomatiques alors en usage :

« Le roi d'Aragon : Nous vous promettons à vous, don Henri, comte de Transtamare, de vous aider à conquérir le royaume de Castille bien et réellement, à condition que vous nous donnerez, et serez tenu de nous livrer en franc et libre alleu, avec investiture royale, la sixième partie de tout ce que vous gagnerez au royaume de

(1) Selon certain traité, sur ce fait de nouvel, par nous et par noble et puissant homme, messire Arnould d'Audeneham, chevalier maréchal de France, avecque les gens des compaignies estant à présent au dit royaume, nous mettrons à tout notre pouvoir, sans fraude et sans mauvais engin, hors du dit royaume de France, sans jamais y retourner pour faire la guerre, les gens des dites compaignies, c'est à savoir toutes celles avecque lesquelles le dit traictié a été fait par nous et par le dit maréchal; item que nous mettrons tout notre povoir à enmener avec nous hors du dit royaume l'Arceprestre (Arnaud de Cervole) et aussi à mettre hors du dit royaume tous les gens du dit Arceprestre, etc. Paris, 13 août 1362. Archives du royaume, section historique, carton J. 603-58. Voyez aussi dom Vaissette, *Hist. du Lang.*, t. II, p. 316.

(2) Le roi de France ne s'était engagé à lui donner qu'une solde de 10,000 livres par an, encore n'était-ce pas de l'argent comptant qu'on lui fournissait, mais on lui cédait des terres dont le revenu était censé équivaloir à 10,000 livres. Voir le traité déjà cité.

Castille, là où nous serons de notre personne, ou représenté par un de nos vassaux. Et tout de même que nous sommes tenu de vous aider à conquérir ledit royaume, ainsi serez-vous tenu vous-même de nous aider à l'encontre de tout homme au monde, et ce, avec ce que vous aurez conquis, et à être l'ami de nos amis et l'ennemi de nos ennemis. Écrit de notre main à Monzon, le dernier jour de mars, l'an 1363. — Et moi, le comte don Henri, je vous promets, sire roi, que j'accomplirai à bon escient tout ce que je dois accomplir à votre égard, selon qu'il est dit par vous ci-dessus. Écrit de ma main, le jour que dessus. *Rex Petrus*. Moi, le comte (1). » Ce traité, écrit de la main même des deux princes, était destiné sans doute à demeurer secret jusqu'au jour où il pourrait recevoir son exécution. L'un et l'autre avaient intérêt à en dérober la connaissance au public : don Henri, pour ne pas ruiner son crédit en Castille en révélant les concessions qu'il faisait à un roi étranger; Pierre IV, pour ne pas paraître rompre d'une manière éclatante avec son frère don Fernand, dont il avait autorisé naguère les prétentions au trône de Castille, et qu'il sacrifiait à un aventurier son ennemi. L'infant s'était opposé de toutes ses forces au rappel du comte de Transtamare, il avait été soutenu dans le conseil même du roi par un grand nombre de seigneurs aragonais qui voyaient avec jalousie la faveur du bâtard castillan (2); mais ses efforts avaient été inutiles, et il ne cachait pas son dépit.

Il fallait beaucoup d'assurance et une hardiesse en quelque sorte prophétique pour songer en ce moment au partage de la Castille. Jamais conquête ne sembla plus loin de se réaliser. Au contraire, l'ascendant de don Pèdre paraissait plus irrésistible que jamais. Pendant que l'hiver suspendait les hostilités, il s'était ménagé un puissant auxiliaire. Il suffisait que la France se montrât favorable au roi d'Aragon pour que l'Angleterre en prît ombrage et fût disposée à soutenir l'ennemi déclaré de ce prince. Vers la fin de l'année 1362, des ambassadeurs castillans s'étaient rendus en Guienne auprès du prince de Galles, sous prétexte de concerter avec lui des mesures pour repousser l'invasion des compagnies, mais en réalité pour lui proposer une alliance avec leur maître. Elle fut conclue à Bordeaux au commencement de l'année 1363. Par ce traité, le roi de Castille et celui d'Angleterre se garantissaient mutuellement l'intégrité de leurs possessions, et déclaraient, suivant la formule chevaleresque du moyen âge, qu'ils se faisaient amis et s'unissaient contre tous les hommes du monde (3).

Fort de cette puissante protection, don Pèdre revint à Calatayud et recommença ses ravages dans le bas Aragon aussitôt que le printemps lui permit de reprendre les hostilités. Aucune armée ennemie ne tenant la campagne, la guerre se réduisait à une suite de siéges. Quantité de petites villes et de châteaux tombèrent au pouvoir des Castillans. Tarazona se rendit par capitulation; Cariñena fut emportée d'assaut. Les chroniqueurs aragonais prétendent que le vainqueur souilla son triomphe par d'horribles cruautés. Suivant leur récit, don Pèdre, irrité de l'héroïque résistance des bourgeois de Cariñena, les aurait tous fait massacrer, réservant les principaux d'entre eux pour les faire périr de sang-froid dans d'épouvantables supplices (4).

(1) *Arch. gen. de Ar. Legajo de Autografos.* Appendice.
(2) Zurita, t. II, p. 321.
(3) Rymer, t. III, 2e partie, p. 73. — Ayala, p. 364.
(4) Cfr. Ayala, p. 366. — Zurita, t. II, p. 318. — Abarca, *Ann. de Ar.*, attribue la prise de Cariñena à la mésintelligence entre l'infant don Fernand et don Henri, qui refusèrent de réunir leurs forces pour secourir la place.

IV

Qu'on me permette d'abandonner pour un instant le récit monotone d'une guerre du moyen âge, pour appeler l'attention du lecteur sur un monument curieux qui fait connaître quelques traits du caractère de don Pèdre. Je veux parler de son testament fait à Séville pendant l'hiver de 1362, tandis qu'il se préparait à recommencer la guerre où nous le laissons engagé. Cette pièce, qui se conserve encore en original, me paraît digne d'être analysée. Aucun autre document ne révèle mieux les vues et les desseins du prince dont je me suis proposé d'écrire la vie.

Après les formules religieuses consacrées alors pour de tels actes, le roi fixe le lieu de sa sépulture. Son tombeau doit être placé dans la chapelle neuve qu'il fait bâtir à Séville. A sa droite doit reposer Marie de Padilla, qu'il appelle la reine sa femme; à sa gauche don Alphonse, son fils, qu'il nomme l'infant. Puis il règle l'ordre de la succession au trône. D'abord il y appelle Beatriz, sa fille aînée; à son défaut, Constance, enfin Isabelle, toutes les trois filles de Marie de Padilla, et qualifiées d'infantes de Castille; enfin un fils naturel, qui ne doit hériter de la couronne que dans le cas où les trois princesses mourraient sans postérité. Le nom de ce fils et celui de sa mère sont aujourd'hui un problème. Partout où ils sont mentionnés, on observe dans l'acte original les traces d'une altération évidente, des surcharges maladroites. Le parchemin gratté grossièrement, percé en quelques endroits, la couleur de l'encre, des lacunes, une orthographe sensiblement moderne, trahissent l'œuvre d'un faussaire inhabile. Aux noms tracés originairement, on a substitué ceux de don Juan, fils de dona Juana de Castro. Or, l'existence de ce fils est plus que problématique, aucun auteur contemporain n'ayant constaté sa naissance. Il n'est pas douteux que le testament n'ait été altéré assez longtemps après la mort du roi, et, suivant toute apparence, avec l'intention d'embellir quelque généalogie. M. Llaguno, excellent juge en ces matières, a cru reconnaître sous les surcharges que le nom primitivement écrit était celui de don Fernand, fils de dona Maria de Hinestrosa, femme de Garci Laso Carrillo. Cette conjecture est d'autant plus probable, que les amours du roi avec cette dame sont attestées par Ayala, et, en outre, parce qu'il est naturel de supposer à don Pèdre une préférence pour ce fils appartenant à la famille des Padilla.

En appelant à lui succéder en premier lieu l'infante Beatriz, le roi lui commande de se marier à l'infant de Portugal, auquel il l'avait déjà fiancée, et qu'il désigne pour être roi avec elle. Ici paraît, à mon sentiment, cette pensée constante de don Pèdre, l'agrandissement de la Castille, qui, avec le Portugal, ne doit plus former qu'un royaume. A défaut de l'infant de Portugal, dona Beatriz est libre de se choisir un époux; cependant, sous peine de malédiction et de déshérence, son père lui défend de se marier soit avec don Henri, soit avec don Tello, soit avec don Sanche, dont il rappelle l'ingratitude et les trahisons. Cette défense peut paraître singulière, vu les étroites relations de parenté existant entre dona Beatriz et les trois bâtards frères du roi. Peut-être a-t-elle pour but de déjouer quelque projet conçu à cette époque et tendant à terminer les guerres civiles de la Castille par une union entre les bâtards et la famille royale.

Ayant ainsi déterminé l'ordre de succession, don Pèdre s'occupe du partage de son trésor particulier entre ses enfants. Ses filles sont avantagées, son fils n'a qu'un legs médiocre. Il fait six parts de ses biens meubles, parmi lesquels figurent une grande quantité de pierreries. Beatriz aura trois parts, Constance deux, Isabelle une seule. Le roi désigne minutieusement les perles, les joyaux, les objets précieux qu'il lègue à chacune des infantes, les armes qu'il réserve à son fils. Je ne le suivrai pas

dans cette énumération, intéressante pour l'antiquaire, et je passe à des dispositions plus remarquables. Suivant l'usage, le prince ordonne quelques fondations pieuses pour le salut de son âme, et notamment, ce qui lui fait honneur, le rachat de mille captifs chrétiens chez les Mores. Immédiatement après ces dispositions, dictées par un sentiment religieux, on en trouve d'autres dont le motif est bien différent sans doute. Quatre femmes qu'il désigne doivent recevoir, la première 2,000 doubles castillanes, les autres 1,000 doubles seulement, à la condition pour toutes d'entrer en religion. Cette dernière clause, où perce une jalousie despotique qui survit à la mort, ne permet pas de douter qu'il ne s'agisse de maîtresses obscures. En effet, leurs noms ne sont cités dans aucune chronique, et, sans ce testament, ils seraient parfaitement inconnus. Mari Ortiz, sœur de Juan de Sant Juan, semble la préférée, car elle a le legs de 2,000 doubles. Les autres sont Mari Alfon de Fermosilla, Juana Garcia de Sotomayor et Urraca Alfon Carrillo. La forme de ces noms n'indique point une naissance illustre (1), et l'on remarquera qu'aucun n'est précédé du mot dona, qui cependant, à cette époque, s'accordait par courtoisie à des femmes dont les pères ou les maris n'avaient point le privilége du don.

Le roi recommande à sa fille et à ses successeurs de maintenir dans leurs offices tous ses loyaux serviteurs, et, en termes exprès, il nomme Diego de Padilla, son beau-frère, les maîtres de Saint-Jacques et d'Alcantara, le prieur de Saint-Jean Garci Gomez Carrillo (2), Martin Lopez, son chambellan, Martin Yanez, son trésorier, Mateo Fernandez, chancelier du sceau privé, Rui Gonzalez, son grand-écuyer, enfin Zorzo, capitaine des arbalétriers de sa garde, qui avait battu une escadre aragonaise.

La question de la tutelle de ses enfants était assurément la plus grave que le roi eût à résoudre. On aurait dû croire que son choix tomberait sur Diego de Padilla, oncle de ses filles, et plus intéressé qu'aucun autre à la conservation de leurs droits. Cependant c'est le maître de Saint-Jacques, Garci Alvarez, que le roi appelle à ces importantes fonctions, et, à son défaut, Garci Carrillo, prieur de Saint-Jean, bien qu'il fût allié à une famille en hostilité ouverte contre lui. Malgré la faveur constante dont il jouissait auprès de son maître, Diego de Padilla n'avait jamais possédé sa confiance. J'en ai rappelé plusieurs preuves (3).

J'ai cru devoir analyser en détail ce document remarquable, car mon but n'est pas seulement de faire connaître les événements arrivés sous le règne de don Pèdre, mais encore d'étudier le caractère de ce prince si diversement jugé. Son testament peut être regardé comme l'expression de ses pensées intimes, et, à ce titre, méritait, ce me semble, d'être examiné avec un soin particulier. Le despote s'y révèle à chaque ligne, mais il a sa grandeur.

Don Pèdre ne crut point qu'un testament suffît pour assurer la couronne à l'aînée de ses filles. Il voulut consacrer ses droits par un acte encore plus solennel et demanda aux représentants de la nation, pour l'infante Beatriz, le serment qu'ils avaient prêté, l'année précédente, à son frère don Alphonse. Contre l'usage, il convoqua les cortès en dehors des frontières de la Castille, à Bubierca, ville aragonaise dont il venait de s'emparer. En réunissant l'assemblée au milieu d'un camp, sur une terre conquise par ses armes, peut-être voulait-il montrer que les limites du royaume avaient reculé et qu'il régnait partout où il avait planté sa bannière. Ce ne fut pas la seule innovation que l'on vit dans ces cortès dont les actes sont malheureusement peu connus. L'infante Beatriz ayant été solennellement proclamée héritière de la couronne, le roi prévit et

(1) Mari au lieu de Maria, Alfon au lieu de Aldonza.

(2) Voyez § XII. — V.

(3) *Testamento del rey don Pedro. Cronica de Ayala.* Ed. Llaguno, p. 558 et suiv.

régla, comme il l'avait fait dans son testament, les droits éventuels de ses deux autres filles pour le cas où leur aînée mourrait sans postérité. Je ne trouve point qu'il ait été fait mention du fils naturel, appelé dans son testament à succéder aux infantes. Peut-être le roi craignait-il de trop exiger de l'obéissance de ses peuples. Après avoir reçu le serment des cortès, il fit rédiger un procès-verbal de la séance, auquel tous les députés présents apposèrent leur signature, formalité singulière et tout à fait inusitée à cette époque. Puis, comme s'il eût voulu associer toute la nation à sa vengeance, il fit proclamer, au milieu de l'assemblée, la liste des seigneurs bannis du royaume et déclarés coupables de haute trahison (1). Cette table de proscription était la plus longue qui eût encore paru. Nulle protestation ne se fit entendre; mais l'arrêt n'en fut pas moins vivement désapprouvé par toute la noblesse. C'en était fait de ce privilége si cher aux riches-hommes de changer à leur gré de patrie et de suzerain. Esclaves maintenant, ils voyaient le glaive toujours levé contre quiconque essayerait de rompre ses chaînes.

XVII

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LE ROYAUME DE VALENCE. — MORT DE L'INFANT D'ARAGON. — DÉFECTION DU ROI DE NAVARRE. — 1363.

I

Les succès obtenus par don Pèdre avaient stimulé le zèle de ses alliés. Gil Carvalho, maître de l'ordre portugais de Saint-Jacques, lui amena trois cents hommes d'armes d'élite. L'infant Louis de Navarre et le captal de Buch rejoignirent ses drapeaux avec un corps nombreux, apportant la nouvelle de quelques conquêtes déjà faites en Aragon par le roi de Navarre (2). Enfin, le roi de Grenade, Mohamed, envoya à l'armée castillane un capitaine musulman que les auteurs contemporains traitent de chevalier et qu'ils nomment don Farax, fils de Redouân. C'était contre le royaume de Valence que ce dernier auxiliaire devait opérer avec six cents génétaires grenadins. En demandant au conseil de sa bonne ville de Murcie un accueil hospitalier pour ses alliés musulmans, le roi de Castille l'engageait à réunir ses milices à la cavalerie more « pour ravager le territoire d'Orihuela, pour y faire *guerre cruelle* et couper la tête à tous les Aragonais qui tomberaient entre leurs mains. Gardez mes ordres, ajoutait le roi; ceux qui se rendraient coupables de désobéissance, la payeraient de leur vie. » Depuis quelque temps, cette formule accompagnait tous les mandements royaux (3).

Malgré le nombre et l'ardeur des troupes castillanes, la forte ligne militaire de l'Èbre, obstacle presque insurmontable pour une armée de cette époque, arrêtait leurs progrès dans le nord de l'Aragon. Don Pèdre avait résolu de tourner ses armes contre le royaume de Valence. Il espérait y trouver un pays plus riche, une résistance moins opiniâtre de la part des habitants; enfin il se flattait encore peut-être que l'ancienne rivalité entre les Valenciens et les Aragonais rendrait ses conquêtes

(1) Ayala, p. 366. — Ayala n'a point fait connaître les noms des seigneurs proscrits par don Pèdre; on ignore quels ont été les motifs de cette réticence. Il est certain qu'il n'était pas lui-même compris dans cette liste, bien que quelques auteurs modernes l'aient avancé.

(2) Entre autres celle de Salvatierra, partido de Cinco Villas, diocèse de Pampelune. Yanguas, *Ant. de Nav.*, t. III, p. 100.

(3) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 107.

plus faciles. Avec le gros de ses forces, il marcha résolûment contre la capitale, pendant que les contingents de Murcie et les Mores de Farax attaquaient le midi de la province. Sur sa route, peu de villes osèrent lui résister : Teruel, Castel-Favib, Segorbe, Murviedro furent successivement occupées par ses troupes; Daroca seule se défendit avec bonheur. Plus l'armée castillane s'avançait vers le sud, plus elle s'affaiblissait, obligée de laisser des détachements dans toutes les places qui tombaient en son pouvoir. Les hommes de guerre contemporains ont blâmé don Pèdre d'avoir ainsi disséminé ses forces au lieu de les tenir réunies pour un coup décisif. Le 21 mai 1363, il arriva en vue de Valence. Il en reconnut l'enceinte et désespéra de pouvoir l'enlever d'un coup de main. Dans sa marche précipitée, il n'avait pu se faire suivre par ses machines; d'ailleurs, il n'était pas prudent d'entreprendre en ce moment le siége d'une place si bien fortifiée, car on annonçait l'approche du roi d'Aragon avec des forces considérables. Pendant huit jours, les Castillans escarmouchèrent aux portes de Valence, et cependant la plaine fertile qui l'entoure, et qu'on nomme avec raison son *verger* (*la Huerta*), était livrée à d'affreux ravages. Du couvent de la Zaydia, où don Pèdre avait établi son quartier, il voyait brûler les moissons, arracher les vignes, couper les oliviers, incendier les hameaux et les métairies isolées (1). C'est ainsi qu'on faisait la guerre au moyen âge. Don Pèdre avait quelque goût pour les arts, et Séville est encore fière des monuments qu'il a bâtis. Il fit enlever d'un château de plaisance, ancienne demeure des rois d'Aragon, plusieurs colonnes antiques de jaspe, et ordonna qu'elles fussent transportées à Séville pour servir à la décoration de l'Alcazar, où il faisait faire de grandes constructions (2).

Déjà la plaine de Valence, si riche et si fertile, était changée en un désert quand le roi la quitta pour se porter au-devant de l'armée aragonaise. Elle était forte de trois mille hommes d'armes, commandés par Pierre IV en personne, ayant sous ses ordres les bannières du comte de Transtamare, de l'infant don Fernand, de don Tello et de don Sanche. Peut-être alors l'armée castillane se trouvait-elle inférieure en nombre. Au lieu d'offrir la bataille, don Pèdre fit ses dispositions pour la recevoir et se retrancha dans une forte position au pied des remparts de Murviedro. De son côté, l'Aragonais ne montra pas moins de prudence. Après s'être avancé jusqu'au pont d'Almenara, à deux lieues environ de Murviedro, il fit halte sans vouloir passer le Rio-Canales qui le séparait des avant-postes castillans. De part et d'autre on se défiait, mais chacun était déterminé à ne pas abandonner la position avantageuse qu'il avait choisie. Plusieurs jours se passèrent de la sorte. L'abbé de Fécamp, à qui le cardinal Gui de Boulogne en quittant l'Espagne avait laissé les pouvoirs du saint-siége, profita de l'inaction des deux armées pour parlementer avec leurs chefs. D'abord s'adressant à l'infant Louis de Navarre, comme désintéressé dans la querelle, il obtint qu'il s'abouchât avec le roi d'Aragon; puis il détermina ce dernier à faire porter à don Pèdre des propositions d'accommodement. Le comte de Denia fut chargé d'un premier message, et bientôt après Bernal de Cabrera eut plusieurs entrevues avec le roi de Castille dans le château de Murviedro. On se rappelle que, l'année précédente, il avait été question de cimenter la paix par le mariage de don Pèdre avec une princesse aragonaise; ce projet fut repris et discuté plus sérieusement peut-être que la première fois. Les avantages obtenus par les armes castillanes dans les deux dernières campagnes, l'occupation d'un grand nombre de villes du royaume de Valence, obligeaient le roi d'Aragon à consentir à une cession de territoire. Ses envoyés ne cherchèrent qu'à en dissimuler l'humiliation. Maintenant ils proposaient

(1) Ayala, p. 369. — Zurita, t. II, p. 319.
(2) Zurita, *ibid.* — *Arch. gen. de Ar.*, reg. 1293 *Secr.*, p. 127.

que les villes de Tarazona et de Calatayud, déjà au pouvoir des Castillans, fussent considérées comme la dot de l'infante Jeanne, qui devait épouser don Pèdre. Alicante, Orihuela et quelques châteaux, ainsi qu'une fraction du territoire de Valence contiguë au royaume de Murcie, devaient pareillement être réunis à la Castille. En retour, on demandait que don Pèdre rendît Teruel, Segorbe et ses autres conquêtes récentes dans le royaume de Valence; et, par une nouvelle fiction diplomatique, cette restitution devait être la dot de l'infante Isabelle, troisième fille de don Pèdre, dont on demandait la main pour le duc de Gerone, fils aîné du roi d'Aragon et son héritier présomptif (1). Telles furent les propositions soumises à don Pèdre, qui prouvaient bien la détresse de son adversaire, à moins qu'elles ne cachassent quelque arrière-pensée et qu'elles n'eussent d'autre but que de gagner du temps, et d'arrêter ainsi les progrès des Castillans.

Implacable dans ses ressentiments, don Pèdre voulait avant tout se venger de ses anciens ennemis. Il demanda que le roi d'Aragon fît arrêter ou tuer le comte de Transtamare et l'infant don Fernand (2). Pour avoir leurs têtes, il eût volontiers consenti à rendre une partie du territoire qu'il venait de conquérir. Entre deux hommes tels que don Pèdre et Pierre IV, une pareille clause ne devait pas empêcher la ratification d'un traité. Il est vraisemblable qu'elle fut discutée; et, s'il faut ajouter créance au chroniqueur Ayala, Bernal de Cabrera se serait engagé, au nom de son maître, à donner la satisfaction demandée (3). Ainsi, un double meurtre allait sceller la réconciliation des deux souverains, et précéder l'union de leurs enfants. C'était, à vrai dire, la seule condition qui pût obliger don Pèdre à se résigner à un mariage pour lequel il semble avoir toujours montré une vive répugnance. En ce moment surtout, amoureux d'une dame nommée dona Isabel, dont il avait eu un fils, il était beaucoup plus disposé à lui donner une couronne qu'à partager la sienne avec la fille de son ancien ennemi (4). Déjà il faisait traiter dona Isabel comme une reine. Il voulait que partout où elle passait on lui rendît des honneurs extraordinaires; il exigeait même que les évêques lui fissent cortège (5). Cependant les plénipotentiaires aragonais et castillans étaient d'accord sur les clauses patentes du traité. Ils s'étaient entredonné la main, puis l'avaient baisée, enfin s'étaient embrassés selon l'antique usage d'Espagne (6). Le roi de Navarre s'était rendu garant des conventions souscrites de part et d'autre, et avait fait occuper par ses troupes plusieurs villes que les deux parties contractantes remettaient entre ses mains comme gages de leur bonne foi (7). La paix semblait assurée, il ne manquait plus que l'approbation définitive des deux souverains. En ce moment l'un et l'autre s'étaient éloignés de Murviedro; le roi d'Aragon était à Castellon de la Plana, don Pèdre au château de Mallon dans le royaume de Valence.

II

Malgré la réconciliation opérée par les soins de Pierre IV entre le comte de Transtamare et l'infant don Fernand, peu après la bataille de Najera, les deux princes se

(1) Ayala, p. 372. — Zurita, t. II, p. 320. — Selon Ayala, c'est l'infante Beatriz, fille aînée de don Pèdre, qui devait se marier avec l'infant don Alonso, dernier fils de Pierre IV, et âgé alors d'un an seulement. C'est une erreur évidente.

(2) Ayala, p. 372. — Zurita, t. II, p. 321.

(3) Ayala, p. 373. — Zurita admet l'existence de ce traité secret.

(4) Ayala, p. 373.

(5) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 137.

(6) Zurita, p. 321.

(7) *Idem, ibid.*

haïssaient mortellement, et la cour d'Aragon était toujours divisée par leurs intrigues. L'importance de don Henri s'était fort augmentée depuis son retour et surtout depuis le traité secret de Monzon. Déjà il affichait assez hautement le rôle de prétendant et de libérateur de la Castille ; il voulait être considéré comme le chef des bannis et le seul compétiteur de don Pèdre. Bien que Pierre IV ne le traitât point encore ouvertement comme un souverain, il favorisait en toute occasion ses visées orgueilleuses et lui montrait une partialité manifeste. Don Fernand avait sur la couronne de Castille des prétentions beaucoup mieux fondées que don Henri, car la légitimité des enfants de Marie de Padilla demeurait toujours suspecte, et leur reconnaissance par les cortès de Séville et de Bubierca n'avait d'autre valeur que celle d'un acte arraché par la crainte. Que si don Pèdre mourait jeune, il y avait grande apparence que la nation n'hésiterait pas entre un enfant incapable de gouverner et un prince belliqueux dont les titres aux yeux de bien des gens étaient les seuls légitimes. Autour de don Fernand se groupaient les plus considérables des riches-hommes émigrés de Castille. Possesseur de vastes domaines en Aragon, disposant d'une petite armée et d'une clientèle nombreuse, l'infant était trop puissant pour ne pas donner ombrage à un prince aussi méfiant et aussi jaloux de son autorité que l'était Pierre IV. Jamais il n'avait vu dans ce frère qu'un rival et qu'un ennemi ; il frémissait en songeant que ce prince, aujourd'hui son vassal, pourrait devenir un jour un souverain plus puissant que lui. Dans le comte de Transtamare, au contraire, il trouvait cette docilité et cette souplesse qui plaît aux despotes. A quelque prix qu'un banni achète la protection dont il a besoin, il la reçoit comme un bienfait. De là cette préférence accordée au comte de Transtamare, et ces engagements extraordinaires qu'on n'avait pas craint de contracter avec un aventurier.

Lorsque l'agression imprévue des Castillans obligea Pierre IV à chercher partout des soldats, l'infant et plusieurs riches-hommes aragonais s'opposèrent vivement à l'admission de la compagnie d'aventure que don Henri commandait.

— Pourquoi chèrement acheter les services d'un étranger, disaient-ils, tandis qu'on récompense si mal les nôtres ? Nos soldats réclament en vain leur solde ; on accorde tout à ceux du bâtard de Castille.

Ces représentations furent vaines ; don Henri reparut en Aragon et le roi défendit à tout autre qu'à lui de recruter en France (1). Il était évident que cet ordre ne tendait qu'à diminuer les forces et l'importance de don Fernand ; néanmoins, en dépit du roi, un grand nombre d'aventuriers, la plupart émigrés castillans, après avoir passé les monts avec le comte de Transtamare, le quittèrent pour aller se ranger sous la bannière de l'infant d'Aragon qu'ils considéraient comme leur seigneur naturel. Chose remarquable, les premiers à donner l'exemple de cette désertion furent les frères mêmes de don Henri, don Tello et don Sanche. Le roi d'Aragon s'en montra vivement offensé, mais au milieu d'une guerre cruelle, pressé par un ennemi tel que don Pèdre, la prudence l'obligeait à dissimuler son ressentiment. Il ne le laissait percer que par une suite d'humiliations et de tracasseries systématiques dont il abreuvait son frère, tandis qu'il affectait des égards toujours plus flatteurs pour don Henri (2).

(1) Zurita, t. II, p. 321.

(2) La conduite de Pierre IV à l'égard de l'infant était d'ancienne date. En 1358, lorsque don Fernand rentra à son service, il lui avait promis une pension de 150,000 sous barcelonais ; elle fut toujours fort mal payée. Les réclamations de l'infant devenant très-pressantes en 1361, le roi lui envoya un mandat sur son trésorier, mais en même temps il défendait secrètement à cet officier d'y avoir aucun égard. Ce trait peint Pierre IV. *Arch. gen. de Ar.* Lettre du roi d'Aragon. Barcelone, 23 décembre 1361, registre 1293 *Secretorum*, p. 107.

Furieux de voir les bandes du bâtard toujours bien payées, tandis que les siennes manquaient du nécessaire, l'infant ne ménagea ni les plaintes ni même les menaces. A Saragosse, lassé de réclamer inutilement la solde due à ses troupes, il entra de vive force dans la maison d'un trésorier du roi, fit briser ses coffres à coups de hache, et en distribua le contenu à ses gens (1). Ce coup hardi avait lieu au moment même où don Pèdre menaçait Valence, et la ville risquait d'être prise, si les renforts que l'infant amenait n'eussent mis l'armée aragonaise en mesure de se présenter pour en faire lever le siége. Sans doute l'action s'excusait par le péril pressant, par la nécessité de satisfaire les soldats et de les retenir sous le drapeau, lorsqu'on avait tant besoin de leurs services ; mais Pierre IV oublia qu'il devait peut-être à cette violence la conservation de la seconde ville de son royaume. A ses yeux, c'était un acte de brigandage, bien plus, un acte d'autorité, et il ne le pardonna pas. L'inimitié flagrante entre les deux frères était habilement entretenue par le comte de Transtamare, et chaque jour il s'efforçait de l'envenimer davantage. Résolu de pousser à bout l'infant, dont il connaissait le caractère violent et impétueux, il conseillait au roi toutes les mesures qui pouvaient porter l'irritation à son comble et amener enfin une explosion terrible. Pour l'exécution de ce complot il trouva un auxiliaire puissant dans un de ses propres ennemis, Bernal de Cabrera, et, sans se concerter, tous les deux travaillèrent avec une égale ardeur à la perte de don Fernand (2). Cabrera haïssait également l'infant et le comte de Transtamare, non-seulement comme les deux hommes qui lui disputaient son autorité, autrefois toute-puissante en Aragon, mais encore comme les adversaires déclarés de sa politique. Il avait toujours conseillé à son maître de faire la paix avec la Castille, et de ne pas exposer son royaume aux plus grands malheurs pour les intérêts d'étrangers turbulents. On l'accusa d'avoir été gagné par don Pèdre, mais cette imputation, que rien n'autorise, n'est pas nécessaire pour expliquer sa conduite. Représentant du parti aragonais à la cour de Pierre IV, il était nécessairement l'ennemi déclaré du parti des Castillans émigrés.

Dès que les préliminaires du traité conclu à Murviedro furent connus, l'infant, qui venait de s'opposer de tous ses efforts à un accommodement avec le roi de Castille, annonça hautement que, ses services devenant inutiles à son pays, il allait le quitter et passer en France, pour offrir son épée au régent, assuré qu'il traiterait suivant leurs mérites les braves gens qu'il avait sous ses ordres. Sa troupe, ou, comme on disait alors, sa compagnie, était d'environ mille lances, composée d'émigrés castillans et de ses vassaux aragonais, tous vieux soldats dévoués à sa fortune. A cette déclaration, Pierre IV témoigna la plus grande surprise, et fit dire à son frère qu'il le conjurait de rester à son service, promettant de lui donner toute satisfaction à l'avenir. En ce moment, l'armée aragonaise était divisée en deux camps fort rapprochés l'un de l'autre, mais qui s'observaient avec toutes les précautions que l'on prend en présence de l'ennemi. D'un côté, l'infant occupait Almanzora avec ses hommes d'armes; de l'autre, le roi s'était logé à Castellon de la Plana avec les troupes de sa maison et la compagnie du comte de Transtamare. Après d'assez longs pourparlers, don Fernand parut se rendre aux représentations des envoyés du roi et aux prières qui lui étaient adressées par un grand nombre de riches-hommes aragonais dont il connaissait l'affection pour sa personne. Il consentit à demeurer en Aragon, et accepta l'entrevue qu'on lui proposait à Castellon, pour entendre, de la bouche même de son frère, la confirmation du traité qui l'attacherait pour toujours à son service. Pierre IV le reçut à bras ouverts, et le retint à dîner avec quelques seigneurs aragonais et castillans. On était au 10 juillet, temps des plus fortes cha-

(1) Zurita, t. II, p. 323.
(2) Feliù, *An. de Cataluña*, p. 277.

leurs. Après le repas, l'infant se retira dans une salle basse pour y faire la sieste selon l'usage espagnol. Rarement alors un grand seigneur se séparait de ses familiers, espèce de garde commandée par la prudence autant que par le faste féodal. Don Fernand faisait la sieste avec quatre de ses chevaliers, deux Castillans et deux Aragonais. L'un des premiers était Diego Perez Sarmiento, autrefois fort avant dans la faveur de don Pèdre, et qu'on a vu passer en Aragon peu après la bataille d'Araviana. Tout à coup un alguazil de cour se présente à la porte de la salle, réveille l'infant et lui déclare, au nom du roi, qu'il est son prisonnier.

— Prisonnier! s'écrie don Fernand sautant à bas du lit de repos; qui ose arrêter les gens de ma sorte?

Et il tire son épée.

— Plutôt mourir les armes à la main que se rendre! s'écrie à son tour Perez Sarmiento.

L'alguazil s'enfuit. Aussitôt ils se barricadent avec des meubles et se disposent à vendre chèrement leur vie. A peine le premier cri d'alarme avait-il retenti dans le logis du roi, que le comte de Transtamare paraissait à la tête d'une troupe nombreuse et armée de toutes pièces, précaution qui indiquait assez que la cause du tumulte lui était connue d'avance. Tandis que les uns s'efforcent de briser à coups de hache les portes de la salle basse, d'autres percent le plafond pour tirer par les ouvertures sur les cinq victimes dévouées. Dans cette extrémité, l'infant, n'écoutant que son courage, ouvre lui-même la porte, et, l'épée au poing, se précipite sur les assaillants, suivi des deux bannis de Castille. Soit lâcheté, soit trahison, les deux chevaliers aragonais sautèrent par la fenêtre et parvinrent à se sauver. En apercevant don Henri, l'infant s'élance sur lui comme un furieux, et, du premier coup, abat mort à ses pieds un écuyer du comte qui s'était jeté devant son maître. Sans autres armes que leurs épées, ces trois hommes, exaltés par le désespoir, firent un instant reculer la foule de leurs adversaires; mais que pouvait le courage contre une troupe nombreuse et couverte de fer? L'infant, blessé d'abord par Pero Carrillo, majordome du comte de Transtamare, tomba le premier percé de coups. Sarmiento et son compagnon se firent tuer sur son corps (1).

A la nouvelle de ce meurtre, portée en un instant au camp d'Almanzora, don Tello et don Sanche, persuadés que le roi d'Aragon leur réservait le même sort, crient aux armes, déploient la bannière de l'infant et se mettent en bataille, avec toute sa compagnie, à l'entrée du bourg. Ils virent bientôt arriver don Henri avec ses Castillans, renforcés de plusieurs bandes aragonaises. De part et d'autre on poussa le cri de guerre; on baissait les lances et l'on allait se charger, quand un héraut, revêtu de son tabard aux armes d'Aragon, s'avança entre les deux troupes et cria, au nom du roi, que les bannis n'avaient rien à craindre, s'ils demeuraient dans le devoir, et que le roi ne les croyait pas complices de la trahison dont leur chef venait de porter la peine. En même temps le comte, ôtant son armet, appela les principaux cavaliers de la compagnie de l'infant, et les conjura de ne pas s'exposer à une perte certaine en refusant d'obéir aux ordres du roi d'Aragon. Désormais que don Fernand était mort, ses soldats n'avaient plus qu'à opter entre deux partis : quitter l'Espagne, ou servir fidèlement le prince qui les avait accueillis dans ses États. Il se hâta d'ajouter qu'ils pouvaient librement déclarer leur choix; mais, promesses, flatteries, il n'oublia rien pour séduire ces hommes déjà découragés. Habitués à la vie d'aventure, la plupart n'avaient d'autre moyen d'existence que leur lance et leur cheval. Don Henri faisait briller à leurs yeux l'or du roi d'Aragon, et les assurait qu'à l'avenir leur solde serait exactement payée. Presque tous consentirent à s'enrôler dans sa compagnie. Après

(1) Ayala, p. 374. — Zurita, t. II, p. 322. — Carbonell, p. 190 et suiv.

l'infant, le comte de Transtamare tenait le premier rang parmi les émigrés de Castille, et il devait hériter naturellement d'une armée dont il venait de faire égorger le chef. Don Tello et don Sanche, se voyant abandonnés, se soumirent comme les autres, et don Henri incorpora sans opposition les bannis d'Almanzora dans ses propres troupes (1). Quelques seigneurs aragonais, moins confiants que les émigrés dans les promesses d'amnistie de leur maître, quittèrent sa cour avec précipitation. Le vicomte de Cardona s'enfuit de Castellon avec tous ses vassaux, et ne se crut en sûreté que lorsqu'il se trouva dans son manoir féodal (2).

III

La mort de don Fernand semblait devoir rendre plus facile la ratification de la paix. Il avait été convenu entre les plénipotentiaires castillans et aragonais, et le roi de Navarre, qui avait accepté le rôle d'arbitre, que l'exécution de la principale clause patente du traité, c'est-à-dire la remise des places cédées réciproquement, aurait lieu le 20 août. Le 4 du même mois, on se réunit à Tudela en Navarre pour régler les dernières formalités. Là les Castillans, élevant des difficultés nouvelles, prétendirent ajourner la remise des places qui devaient être rendues au roi d'Aragon. On commença à craindre qu'ils n'eussent des instructions secrètes pour rompre le traité. L'armée castillane, loin de se disperser, recevait chaque jour des renforts; sur toute la frontière de Castille, on ne voyait que préparatifs de guerre; enfin à Séville, où s'était rendu don Pèdre pendant les conférences de Tudela, on équipait avec activité une flotte formidable, à laquelle devaient se rallier dix galères envoyées par le roi de Portugal. Tout annonçait que don Pèdre réunissait ses forces pour une nouvelle campagne. Dans la triste situation de ses affaires, le roi d'Aragon ne pouvait se flatter qu'elle lui serait plus heureuse que les précédentes, à moins qu'il ne parvînt à diviser ses ennemis.

On sait que le roi de Navarre n'avait pris part à la guerre que contraint par une espèce de surprise. Il avait autant que l'Aragonais à redouter l'ambition de don Pèdre, et son intérêt manifeste était de s'opposer à l'agrandissement d'un si dangereux voisin. Mélange de timidité, d'avarice et de perfidie, le caractère du roi de Navarre se résume dans le surnom de *Charles le Mauvais* que lui donnèrent ses contemporains et que la postérité a confirmé. Un petit prince n'existait alors qu'à force de ruse et de duplicité. Il méritait ainsi le renom de politique. Il s'agissait pour le roi d'Aragon d'acheter son alliance, ou tout au moins sa neutralité. Ici commence une suite d'intrigues obscures, dans lesquelles Pierre IV, Charles et le comte de Transtamare luttent de fourberie, de défiance et de mauvaise foi. Une entrevue secrète fut proposée par Pierre IV au roi de Navarre, à l'instigation de don Henri, suivant Zurita, qui paraît avoir consulté sur ces négociations des documents perdus aujourd'hui (3). Si don Henri donna le conseil, l'Aragonais ne se préoccupa d'abord que de ses propres intérêts. Les deux rois se virent le 25 août avec beaucoup de mystère dans le château de Uncastillo sur la limite de leurs États. Charles, combattu entre la cupidité et la crainte que lui inspirait la puissance de don Pèdre, après de longues hésitations, finit par promettre une alliance secrète, à condition qu'elle lui fût chè-

(1) Ayala, p. 374 et suiv. — Zurita, t. II, p. 322. — Carbonell, p. 190.

(2) Zurita, t. II, p. 322. — Carbonell, p. 190.

(3) Zurita, t. II, p. 324. — Je n'ai pas trouvé de traces de ces négociations dans les archives de Barcelone, mais Zurita est si exact ordinairement que je ne doute pas qu'il n'ait eu à sa disposition des renseignements positifs.

rement payée. Je rapporte d'après le consciencieux annaliste d'Aragon, qui malheureusement a négligé de faire connaître ses autorités, les principales conditions du pacte conclu entre les deux fourbes couronnés. D'abord une somme d'argent considérable, qui devait être comptée au Navarrais dans un délai de quatre mois; plusieurs places importantes, remises entre ses mains, répondaient du payement; car quelle confiance pouvait-on avoir dans une promesse, quand on n'avait pas de gages pour la garantir? Le roi d'Aragon s'engageait encore à lui donner des subsides pour solder ses troupes, même dans le cas où elles n'agiraient pas immédiatement contre la Castille. Enfin on stipula que si Charles, par quelque moyen que ce fût, parvenait à faire périr don Pèdre ou à le livrer au roi d'Aragon, ce dernier payerait la tête de son ennemi par un don de 200,000 florins, et la cession de la ville et du territoire de Jaca (1).

On a déjà vu que dans toutes les transactions diplomatiques on cherchait à resserrer les ligues politiques par des mariages. Pierre IV demanda la main d'une sœur du roi de Navarre pour son fils, le duc de Gerone, naguère fiancé à la fille de don Pèdre par le traité de Murviedro. En cas d'agression des Français, l'Aragon devait prendre parti pour la Navarre et défendre ses possessions en deçà et au delà des monts. En résumé, Charles obtenait du roi d'Aragon les avantages qu'il avait trouvés dans son alliance avec la Castille, et de plus des subsides, qui, à ses yeux, avaient beaucoup plus de prix qu'une protection incertaine. A ces conditions, il s'engageait à se déclarer contre don Pèdre, toutefois en conservant la faculté de choisir le moment qu'il jugerait le plus favorable; en d'autres termes, celui où il croirait n'avoir aucun danger à courir (2).

Je ne dois point oublier les précautions minutieuses et fort étranges, concertées entre les deux rois pour assurer l'accomplissement exact de toutes ces conventions. Elles montrent le point de raffinement où était arrivée la politique au XIVe siècle. On pense bien que des hommes qui connaissaient leurs nombreux parjures ne se fiaient point à des serments prononcés devant les autels. Il leur fallait des gages réels et solides contre leur mauvaise foi. On stipula d'abord que les places offertes par Pierre IV en garantie des subsides promis seraient remises à un chevalier aragonais, nommé Pierre Alaman, et désigné par le roi de Navarre, et que ce chevalier commencerait par se *dénaturer*, c'est-à-dire se reconnaîtrait le vassal de Charles et lui prêterait serment. Ce changement de nationalité avait pour but d'exonérer le gouverneur dépositaire d'une place de l'obéissance due à son seigneur naturel. Le Navarrais demanda encore que Bernal de Cabrera, dont il se défiait, souscrivît le traité et se rendît garant de sa loyale exécution; enfin qu'à cet effet il se fît son homme lige et vînt résider dans ses États. A ce soin de multiplier leurs cautions, les deux rois montraient le peu de confiance qu'ils avaient en leurs propres serments; ils avouaient que la parole de leurs chevaliers valait mieux que la leur. Un point important et difficile, c'était de cacher toutes ces transactions à don Pèdre, même pour peu de temps; surtout la remise des places et l'échange des otages pouvaient les trahir. Pierre IV consentait bien à livrer son ministre, mais il demandait en retour l'infant Louis de Navarre. On convint que le prince se laisserait surprendre et serait fait prisonnier par don Henri, qui le garderait pour le compte de l'Aragonais (3).

Les deux rois étaient d'accord, mais, quand il fallut faire part de ces conventions à Bernal de Cabrera, on rencontra l'opposition la plus opiniâtre. Le rusé ministre n'eut pas de peine à deviner l'influence du comte de Transtamare dans toutes ces

(1) Zurita, t. II, p. 324.
(2) *Idem, ibid.*
(3) *Idem, ibid.*

intrigues. Il comprit que le bâtard ne voulait l'éloigner de la cour d'Aragon que pour y dominer seul et peut-être pour le perdre lui-même. Longtemps il refusa de changer de nationalité. Vaincu par les instances et les promesses de Pierre IV, il céda enfin, quoique à regret, et prêta le serment d'hommage au roi de Navarre, mais avec cette restriction qu'on ne pourrait exiger de lui rien de contraire au service du roi d'Aragon ou du duc de Gerone son fils. Quant à confier sa personne au Navarrais, son nouveau suzerain, il était trop prudent pour y consentir, et trouva sans cesse quelque prétexte pour demeurer en Aragon.

Le traité de Uncastillo fut signé par les deux rois et par un certain nombre de riches-hommes, enfin par le comte de Transtamare; mais quelques articles demeurèrent secrets pour ce dernier. Dépouillé d'une partie de ses États, Pierre IV n'abandonnait pas l'espoir de faire des conquêtes en Castille, et déjà les partageait avec son nouvel allié. Il avait stipulé, conjointement avec Charles, que, s'ils parvenaient à chasser don Pèdre de ses États, les royaumes de Murcie et de Tolède seraient réunis à l'Aragon, et que Charles aurait, pour sa part des dépouilles, la Castille vieille et l'Alava, provinces qui, à une époque fort reculée, avaient fait partie de la couronne de Navarre. Tous deux se garantirent cette augmentation de territoire contre don Henri, pour le cas où il tenterait d'y mettre obstacle (1). C'était la troisième fois que Pierre IV partageait la Castille en imagination, d'abord avec don Fernand, puis avec don Henri, maintenant avec le roi de Navarre, et toujours sans y posséder un pouce de terrain. Cette présomption est singulière dans un prince si prudent, que son ardente ambition n'aveuglait pas au point de poursuivre une chimère. N'est-ce point une preuve, au contraire, de sa clairvoyance et de son jugement? Tandis que don Pèdre semait au loin la terreur, une vaste tempête se formait derrière lui. Ce n'était plus une faible partie de sa noblesse qui voulait reconquérir ses priviléges, c'était toute la nation castillane qui, fatiguée du despotisme, tendait les bras à un libérateur. Pierre IV connaissait bien la situation de son ennemi et ne désespérait pas.

Peu après, l'infant Louis de Navarre, chevauchant mal accompagné sur la frontière d'Aragon, tomba dans une embuscade et fut emmené prisonnier par le comte de Denia, chevalier aragonais, fils de l'infant En Père et frère d'armes du comte de Transtamare. En apprenant ce coup, les capitaines castillans crient à la trahison et courent aux armes. Ils demandent qu'on leur livre le château de Castel-Favib, qui, conformément aux conventions de Murviedro, avait été remis en dépôt à un gouverneur navarrais, qui l'occupait au nom de son maître, arbitre et garant du traité. Soit que les Castillans ne fussent pas dupes de la feinte surprise de l'infant don

(1) Zurita, t. II, p. 324. — Suivant Ayala, p. 379, l'entrevue des deux rois aurait eu lieu à Sos (voir plus bas) et non à Uncastillo. Il rapporte que les souverains alliés, après avoir signé le traité dont nous avons fait connaître les principales dispositions, voulurent le sceller par l'assassinat de don Henri; mais le châtelain de Sos ne se prêtant pas à cette trahison, le coup fut manqué. Telle est la version d'Ayala, à mon sentiment tout à fait invraisemblable. A cette époque, il est évident que don Henri jouissait de la plus haute faveur auprès du roi d'Aragon. Il venait d'en obtenir le meurtre de l'infant don Fernand, ce qui n'avait pas été fort difficile, sans doute; mais, ce qui l'était davantage, il commençait à supplanter Cabrera, médiateur infatigable de la paix avec la Castille, et le perdait dans l'esprit de Pierre IV. Comment admettre qu'au moment où il prouvait ainsi son influence sur le roi d'Aragon, ce prince ait songé à le faire périr? Enfin, si pareil projet eût été conçu, il ne pouvait avoir d'autre motif que le désir d'obtenir, par cet assassinat, la paix avec la Castille. Or, quel était le but de l'alliance des rois d'Aragon et de Navarre, sinon de poursuivre la guerre à outrance? Ayala répète probablement les rumeurs répandues parmi les émigrés castillans, qui, depuis la mort de l'infant, s'attendaient toujours à quelque nouvelle trahison de Pierre IV. Cfr. Ayala, p. 379 et suiv. — Zurita, t. II, p. 324.

Louis, soit qu'habitués par leur maître à ne rien ménager, ils soupçonnassent le gouverneur d'intelligence avec l'Aragonais, parce qu'il refusait de leur ouvrir ses portes, le château est investi, et, après une vigoureuse résistance, la garnison navarraise et les Aragonais qui la soutenaient sont passés au fil de l'épée (1).

De toutes parts les hostilités recommencent. Don Pèdre, quittant Séville au premier bruit de guerre, accourt sur la frontière de Murcie, et, trouvant déjà ses troupes réunies, il se jette dans le royaume de Valence ; en quelques jours il emporte Elche, Alicante et plusieurs autres places qui avaient fait autrefois partie de l'apanage de l'infant don Fernand. Il éclatait en plaintes contre la mauvaise foi de ses ennemis, et jurait d'en tirer une vengeance exemplaire. Les apparences étaient en sa faveur, et cette fois il semblait repousser une provocation déloyale. Soit qu'il ne connût pas encore les nouveaux engagements du roi de Navarre, soit qu'il méprisât trop ce prince pour le craindre, il tourna ses efforts vers le sud, et il annonçait le dessein de marcher sur Valence dès que sa flotte serait en état de faire une diversion puissante sur la côte (2).

Cette brusque invasion, les progrès irrésistibles des Castillans, en augmentant les alarmes du roi d'Aragon, servaient puissamment les projets ambitieux de don Henri. Plus le péril était pressant, plus il sentait grandir son rôle. Général d'une armée déjà nombreuse, reconnu par les émigrés comme prétendant à la couronne de Castille, il exigeait maintenant que le roi d'Aragon l'avouât hautement comme tel. Il paraît qu'un certain découragement régnait alors parmi les bannis castillans. Soit défiance dans le succès, soit regret de la mort de l'infant, leur ancien chef, beaucoup d'entre eux parlaient de passer en France, d'y prendre du service et de mener la vie d'aventure dans un pays où tant d'étrangers avaient trouvé la fortune. Don Henri entretenait ces dispositions, et se vantait assez publiquement de la faveur dont il jouissait auprès de la cour de France et des offres magnifiques qu'il en avait reçues. Annoncer le désir ou l'intention de repasser les Pyrénées, était un sûr moyen de faire payer plus chèrement ses services au roi d'Aragon, qui voyait l'ennemi au cœur de son royaume.

Le 10 octobre 1363, un nouveau traité fut signé à Benifar, entre le roi d'Aragon et don Henri, pour confirmer et pour expliquer les courtes conventions de Monzon. Il s'agissait de déterminer exactement quelle était cette sixième partie de la Castille qui devait être cédée par le prétendant. Don Henri s'obligea de livrer à Pierre IV le royaume de Murcie et dix villes importantes des deux Castilles (3), à titre d'indemnités pour les dépenses considérables qu'allait entraîner la conquête. De son côté, le roi promit de conduire lui-même une armée aragonaise pour appuyer l'invasion. Informé que don Henri traitait secrètement avec le roi de Navarre, car chacun des trois alliés avait ses intrigues particulières, il craignit que Charles n'enchérît sur son marché. Il stipula que, quelle que fût la part de ce dernier dans la conquête de la Castille, la part de l'Aragon serait trois fois plus considérable. Il est à remarquer que ce traité si important ne fut signé, contre l'usage, que par deux témoins seulement, simples chevaliers et huissiers d'armes du roi d'Aragon (4). On se rappelle que le traité de Monzon avait été écrit de la main même des deux princes. Cette fois encore on tenait à s'envelopper d'un profond mystère. Ces conventions furent acceptées sans

(1) Zurita, t. II, p. 325.

(2) Ayala, p. 380. — Zurita, t. II, p. 325.

(3) Requena, Moya, Otiel, Canyet, Cuenca, Molina, Medina Celi, Almazan, Soria, Agreda. On remarquera que dans le traité de Uncastillo Pierre IV se réservait *tout le royaume de Tolède*.

(4) *Arch. gen. de Ar.* Benifar, 10 octobre 1363. Registre 1543 *Varia*, p. 66 et suiv. Voir à l'Appendice.

difficulté par le comte de Transtamare, mais il se montra exigeant pour les garanties qui devaient en assurer l'exécution. Il demanda des otages, et, dans une affaire aussi grave, il ne lui fallait pas des otages ordinaires. D'abord il voulut qu'un fils du roi, l'infant don Alonso, fût remis à un tiers qu'il devait nommer, pour être retenu dans un château fort. Puis il désigna encore les fils des principaux conseillers de Pierre IV, car les enfants, comme plus faciles à garder que les hommes, étaient préférés par les négociateurs prudents. Il eut soin de demander le petit-fils de Cabrera, son ennemi, afin d'avoir une garantie contre la mauvaise foi de ce ministre, qu'il soupçonnait, non sans raison, de vouloir acheter à ses dépens la paix avec la Castille. Le roi d'Aragon promit son propre fils, et obtint le consentement et la signature de ses conseillers, et celle de Cabrera lui-même, suivant toute apparence, sans leur communiquer les clauses du traité que leurs enfants devaient garantir (1). Ce n'était encore rien que d'avoir des promesses et des promesses signées, il fallait que les otages fussent remis réellement, et les conseillers du roi, Cabrera surtout, témoignaient tant de répugnance à s'en séparer, qu'il était assez évident que leur adhésion avait été surprise ou contrainte (2). En attendant, don Henri, tranquille spectateur des progrès de don Pèdre, ne s'occupait que de faire subsister sa compagnie et de lui procurer des quartiers commodes. Il savait que le moment était proche où il faudrait se soumettre à toutes ses exigences.

IV

Le roi de Navarre, d'un autre côté, ne montrait pas plus d'empressement à servir son nouvel allié, qui, dans l'épuisement de ses finances, ne pouvait lui fournir les subsides promis. Seulement, en sa qualité d'arbitre élu pour l'exécution du traité de Murviedro, il prononça contre don Pèdre et s'autorisa de sa décision, non pour lui faire la guerre, mais pour observer la neutralité. C'était déjà beaucoup, mais Pierre IV voulait obtenir davantage. Il fit demander à Charles une seconde entrevue, et il fut convenu que don Henri s'y trouverait, car il avait assez de soldats maintenant pour qu'on traitât avec lui de puissance à puissance. Rien ne peint mieux les mœurs atroces du XIVe siècle que les contrats sans cesse renouvelés, les serments prodigués sans pudeur, et surtout la défiance que se témoignaient en toute occasion ces princes, qui venaient de se jurer, la main sur les Évangiles, une amitié éternelle. Le château de Sos, sur la frontière de Navarre, fut choisi pour la conférence. Avant de s'y rendre, don Henri voulut que le commandement de la place fût remis à un seigneur aragonais qu'il désigna ; il fixa le nombre d'hommes qui composeraient la garnison et celui que chaque roi amènerait à sa suite. Lorsqu'il entra lui-même à Sos, il laissa devant les fossés huit cents hommes d'armes de sa compagnie. Là, on débattit de nouveau les conditions d'une alliance entre les deux rois, puis celles d'un traité particulier de ceux-ci avec le comte de Transtamare. A défaut d'argent, Pierre IV promit de livrer au Navarrais plusieurs villes de son royaume comme nantissement des subsides dont la pénurie de son trésor l'obligeait à demander

(1) *Arch. gen. de Ar.* Convention pour échange d'otages. Benifar, 6 octobre. *Indice alfabétrio del rey don Pedro IV*, n° 328. — Ratification de la convention précédente. Benifar, 10 octobre 1363. *Indice*, n° 324. On observera que les engagements entre le roi et le comte ne sont point relatés dans ces deux dernières pièces. La première est signée par tous les seigneurs dont les fils doivent servir d'otages, tandis que le traité d'alliance et de partage n'est signé que par deux témoins obscurs.

(2) Feliù, *An. de Cataluña*, 2, 275.

l'ajournement. Puis les trois confédérés procédèrent au partage de la Castille, en modifiant le traité de Benifar et en faisant à Charles des avantages considérables. Il devait avoir la Castille vieille et la Biscaye, et quelques villes de la Castille neuve, entre autres Soria et Agreda, naguère cédées au roi d'Aragon. Quant à ce dernier, sa part se composait des royaumes de Murcie et de Tolède. Don Henri donna en otage sa fille, dona Léonor, son fils naturel, nommé don Alonso Enriquez, et les enfants de plusieurs émigrés. Le roi de Navarre livra l'infant don Martin, son fils, et plusieurs jeunes enfants des premières familles de son royaume. Le comte de Transtamare exigea en outre que tous les seigneurs navarrais prêtassent serment sur l'eucharistie de l'accompagner dans son expédition en Castille et de le servir fidèlement, à peine d'être déclarés infâmes et traîtres (1).

Malgré tant de serments, tant de minutieuses précautions, le traité de Sos eut le sort de tant de conventions qui l'avaient précédé. Le roi d'Aragon ne fournit point de subsides et le roi de Navarre continua d'observer la neutralité. Quant à don Henri, seul il gagnait à ces négociations, où il était traité en souverain. Les concessions qu'on lui demandait lui coûtaient peu, car il donnait ce qu'il ne possédait pas encore. En retour, il obtenait du roi d'Aragon le sacrifice du seul homme qui pût encore déjouer ses projets ambitieux. La perte de Bernal de Cabrera fut résolue à Sos et bientôt après accomplie.

Le refus plus ou moins adroitement dissimulé de livrer son petit-fils en otage n'était pas la première marque qu'il eût donnée de son opposition à l'agrandissement du comte de Transtamare. Il n'avait jamais cessé de conseiller au roi de lui retirer sa protection et de faire une paix sincère avec la Castille. Même en ce moment, Cabrera la croyait encore possible. D'ordinaire les despotes voient avec plaisir les rivalités de leurs vassaux : la jalousie et la haine de leurs courtisans leur font quelquefois connaître la vérité. Tout en suivant les conseils de don Henri, Pierre IV eût peut-être continué à ménager Cabrera, si la haine du bâtard n'eût été puissamment secondée par le roi de Navarre, par la reine d'Aragon et par une grande partie des sujets de Pierre IV. Les Catalans surtout, irrités de longue main par l'administration partiale et tyrannique de Cabrera, refusèrent au roi de lui accorder des subsides, s'il ne faisait justice d'un ministre abhorré (2). Seul contre tous, n'ayant d'autre appui qu'un maître ingrat et sans cœur, Cabrera, sentant son crédit s'affaiblir de jour en jour, avait à plusieurs reprises témoigné le désir d'abandonner le timon des affaires. Il annonçait l'intention de résigner tous ses emplois et de finir sa vie dans la retraite. Peut-être n'était-il pas sincère, en offrant ainsi de laisser le champ libre à ses ennemis. A cette époque, il était rare qu'une pareille renonciation ne fût le prélude d'une révolte ouverte, et les rois du XIVe siècle avaient accoutumé de n'éloigner un ministre de leurs conseils que pour l'envoyer à l'échafaud. Pierre IV refusa d'accepter la résignation de Cabrera. A plusieurs reprises, il l'assura de la continuation de ses bonnes grâces. A force de promesses et de flatteries, il parvint à tromper sa défiance et à l'attirer dans le château d'Almudover, où il s'était rendu avec don Henri et le roi de Navarre peu de temps après les conférences de Sos. Il est étrange que le vieux politique qui venait de faire tomber l'infant don Fernand dans un piége semblable ne reconnût le péril que lorsqu'il se trouvait déjà entre les mains de ses ennemis. A peine était-il arrivé au château d'Almudover, que le roi de Navarre et don Henri vinrent demander compte au roi d'Aragon d'un bruit répandu, disaient-ils,

(1) Je rapporte d'après Zurita le traité de Sos, dont je n'ai pu trouver aucune trace dans les archives d'Aragon. D'après cet annaliste, toujours si exact, le traité de Sos aurait eu lieu le 2 mars 1364. Zurita, t. II, p. 327 et suiv.

(2) Zurita, t. II, p. 335.

dans toute l'armée : on venait de les avertir que tous les deux allaient être assassinés par son ordre (1). En ce temps, pareille rumeur n'avait rien de bien improbable, et c'est Pierre IV lui-même qui nous fait connaître cette accusation, concertée, suivant toute apparence, entre les ennemis de Cabrera. Le roi se justifia et voulut rechercher les auteurs de cette calomnie. Aussitôt chacun lui nomma son ministre. Celui-ci, prévenu du complot, avait déjà pris la fuite. Il n'en fallut pas davantage pour qu'on le déclarât coupable des crimes les moins avérés et les plus absurdes (2). Poursuivi chaudement et bientôt arrêté, il fut remis à son nouveau suzerain, le roi de Navarre, qui, après l'avoir gardé quelque temps dans un cachot, honteux peut-être du rôle de bourreau, le livra à Pierre IV, son seigneur naturel. Après un jugement dérisoire, Bernal de Cabrera eut la tête tranchée (3). Son fils, le comte d'Osuna, prisonnier en Castille depuis le siége de Calatayud, obtint de don Pèdre la faveur d'être mis à rançon. Bientôt après il prit du service en Castille, et, s'étant dénaturé, accepta le commandement d'une des galères envoyées en croisière sur les côtes d'Aragon (4).

Le comte de Transtamare trouvait des rois pour tuer ses ennemis politiques; il se chargeait de venger lui-même ses injures particulières. Parmi les seigneurs castillans attachés à sa fortune, Pero Carrillo tenait le premier rang dans sa petite cour. Il était son majordome. Depuis sa fuite de Séville, en 1350, il ne l'avait jamais abandonné. C'était à lui que la comtesse de Transtamare devait sa délivrance; c'était lui qui avait porté le premier coup à l'infant d'Aragon. Jamais sa fidélité ne s'était démentie au milieu des intrigues et des dissensions continuelles qui partageaient les émigrés en factions ennemies. On cherchait une cause à un attachement si rare à cette époque, et on l'attribuait tout bas à l'amour que dona Juana, sœur de don Henri, avait inspiré à Pero Carrillo. J'ai raconté comment cette dame, mariée d'abord à don Fernand de Castro, l'avait quitté au bout de fort peu de temps pour aller vivre en Aragon auprès de son frère. Son mariage avait été cassé pour cause de parenté, et don Fernand avait voué une haine mortelle à don Henri, l'accusant d'avoir pris ce prétexte pour rompre une union qu'il avait d'abord favorisée. En Aragon, dona Juana distingua Carrillo et parut agréer ses hommages. L'orgueil du bâtard s'indigna qu'un simple chevalier oubliât le respect dû au sang des rois. C'est un proverbe espagnol, « qu'à secrète injure il faut secrète vengeance. » Au milieu d'une partie de chasse, don Henri, ayant attiré Carrillo dans un lieu écarté, le tua d'un coup de javeline. Dans les mœurs du temps, cet assassinat pouvait passer pour un acte honorable. Un frère était le maître de sa sœur et le gardien jaloux de son honneur. Aussi Ayala, soigneux d'ordinaire d'excuser les crimes du prince auquel il dut sa fortune, rapporte-t-il ce meurtre sans commentaire, le tenant, sans doute, pour justifié suivant les lois de la chevalerie (5).

(1) Carbonell, p. 191.

(2) On alla jusqu'à l'accuser d'avoir chargé l'amiral Frances Perellós d'insulter le roi de Castille dans le port de San-Lucar, et d'avoir ainsi provoqué cette guerre contre laquelle il n'avait cessé de protester. Zurita, t. II, p. 333, verso.

(3) Zurita, lib. IX, cap. LII et LVII.

(4) *Idem*, t. II, p. 338, 340.

(5) Ayala, p. 301.

XVIII

GUERRE DANS LE ROYAUME DE VALENCE. — 1364-1365.

I

Tandis que le roi d'Aragon et le comte de Transtamare luttaient d'astuce et de perfidie, tandis qu'ils assassinaient leurs plus fidèles serviteurs, don Pèdre ravageait impunément le royaume de Valence et venait mettre le siége devant la capitale. Maître de la plupart des villes aux environs, il établit son quartier au Grao, petit port à une demi-lieue de Valence, afin de couper les communications des assiégés avec la mer et d'assurer les siennes avec sa flotte, attendue de moment en moment. Valence avait une garnison nombreuse, un gouverneur fidèle et courageux; mais elle était mal approvisionnée, car l'invasion des Castillans avait détruit la récolte l'année précédente et fait refluer dans la ville presque toute la population des campagnes. Après quelques jours de blocus, le pain manqua. Les habitants n'avaient plus que du riz pour se nourrir, et encore en petite quantité. Si les secours demandés au roi d'Aragon avec instance et à plusieurs reprises tardaient quelques semaines, Valence était perdue. Don Pèdre, qui n'ignorait pas la détresse des assiégés, se bornait à fermer le passage à tous les convois, et, renfermé dans son camp, attendait avec patience que la famine combattît pour lui. Ses quartiers étaient fortifiés avec soin; nul ennemi ne tenait la campagne, et il n'avait à repousser que des sorties qui ne pouvaient avoir de résultat. S'endormant au milieu de cette sécurité trompeuse, il ne soupçonnait pas même qu'il y eût une armée aragonaise sur la rive droite de l'Ebre.

Après beaucoup de temps perdu dans ses négociations avec le roi de Navarre, Pierre IV, songeant enfin à la situation alarmante de Valence, avait obtenu, à force de prières, que don Henri réunît ses troupes à l'armée aragonaise. Alors, se croyant en état d'offrir la bataille, il s'avança vers Valence à marches forcées, tandis que sa flotte, chargée de munitions de toute espèce, suivait ses mouvements en longeant la côte. Instruit de la position des Castillans, il espérait tomber à l'improviste sur leurs quartiers et obtenir une victoire facile en les surprenant dispersés. Son armée, composée d'environ trois mille hommes d'armes (1) et de sept à huit mille fantassins, s'avançait rapidement, côtoyant le rivage hors des routes frayées, et, bien qu'éloigné encore de l'ennemi, le roi avait donné l'ordre, pour mieux dérober son approche, qu'on n'allumât point de feux pendant la nuit. Probablement don Pèdre serait demeuré jusqu'au dernier moment dans la sécurité la plus complète, si un avis envoyé par un traître ne lui eût révélé l'imminence du danger. Don Tello n'avait jamais cessé d'entretenir des relations secrètes avec lui, soit que, incertain du succès, il voulût se ménager à tout événement les moyens de rentrer en grâce, soit que, jaloux de don Henri, il sacrifiât ses propres intérêts à la haine qu'il portait à ce frère dont l'autorité lui était insupportable. On sait que, lors de son expédition en Castille, il avait déjà médité une défection, découverte et déjouée par la vigilance du comte de Transtamare. Cette fois, par une nouvelle trahison, il envoya un de ses écuyers à don Pèdre pour l'avertir de l'approche et des projets de l'armée aragonaise (2). De grandes fumées sur les tours de Murviedro, signal d'alarme donné par

(1) Ayala, p. 382. — Carbonell, p. 191, v., donne au roi d'Aragon 1,722 hommes d'armes. Probablement, il ne compte que les Aragonais et non les Castillans de don Henri.

(2) Carbonell, p. 191. — Ayala, p. 382.

les avant-postes castillans, confirmèrent bientôt le rapport de l'écuyer, en même temps que d'autres feux allumés sur les montagnes annonçaient aux habitants de Valence l'arrivée de leurs libérateurs (1). Don Pèdre ne perdit pas un moment. A la tombée de la nuit, il rassembla toutes ses troupes, leva son camp, et le matin il était à Murviedro, occupant une position avantageuse et barrant la route qui conduit à Valence.

Les Castillans étaient en bataille au pied des remparts de Murviedro quand l'armée aragonaise se montra dans la plaine. Un engagement semblait inévitable. Pierre IV se hâta de ranger ses soldats, et, courant le long des bataillons à mesure qu'ils se formaient, il les harangua et les exhorta à faire leur devoir.

— Je jure, dit-il à ses hommes d'armes, de frapper moi-même le premier coup. Que les pieds de devant de vos chevaux soient sur les pieds de derrière de mon cheval (2).

Cependant don Pèdre ne quittait point les hauteurs. Après une halte assez longue pour lui offrir le combat, l'infanterie aragonaise se replia sur les montagnes et s'y retrancha en face des Castillans, pendant que la gendarmerie, tournant à gauche de la route frayée, se rapprocha de la mer et poursuivit en bon ordre le long de la grève sa marche sur Valence. Il lui fallait passer un ruisseau assez profond (3) sur un pont étroit, et l'on pouvait craindre que l'ennemi ne profitât du moment où la moitié de cette cavalerie serait déjà passée pour tomber sur l'arrière-garde. Le comte de Transtamare s'offrit avec sa compagnie pour couvrir le défilé, mais le roi d'Aragon ne voulut céder ce poste d'honneur à personne.

— Tant qu'il y aura cent de mes hommes d'armes, dit-il, sur la rive gauche en face de l'ennemi, je demeurerai à leur tête (4).

Don Pèdre, avec le gros de ses forces, observait, sans faire un mouvement, le défilé de la colonne aragonaise; seulement il détacha contre elle ses génétaires andalous et les Mores auxiliaires. Mais ce fut en vain que cette cavalerie légère essaya d'engager une escarmouche à coups de traits ou d'arrêter l'ennemi en voltigeant autour de son arrière-garde; la gendarmerie aragonaise, bardée de fer, ne daigna pas faire attention à des adversaires indignes d'elle. Sans rompre ses rangs, sans déranger son ordre de marche, elle continua son mouvement et arriva bientôt dans la Huerta sans avoir été entamée. En même temps la flotte jetait l'ancre au Grao, et débarquait des vivres et des munitions, qui furent aussitôt dirigés sur Valence. Les habitants accueillirent Pierre IV avec des transports de joie qui prouvaient la détresse où ils avaient été réduits. Chacun se pressait sur son passage ; on baisait ses mains, son armure, jusqu'au harnais de son cheval (5). Ces témoignages d'amour des Aragonais pour leur maître contrastaient étrangement avec les sentiments que don Pèdre inspirait à ses vassaux. Il n'avait réussi qu'à se faire craindre.

C'était la seconde fois que, dans le même lieu et presque dans les mêmes circonstances, don Pèdre refusait une bataille décisive ou perdait l'occasion de la livrer. La première fois, on peut supposer que, voyant son armée affaiblie par les détachements laissés dans ses nouvelles conquêtes, il crut de la prudence de ne pas hasarder un engagement général contre un ennemi supérieur en nombre ; mais maintenant ses forces étaient au moins égales à celles du roi d'Aragon, et, pour

(1) Ayala, p. 382. — Feliù, *Hist. de Cataluña*, t. II, p. 280.
(2) Carbonell, p. 192.
(3) Probablement la rivière de Murviedro.
(4) Carbonell, p. 192.
(5) *Idem, ibid.*

expliquer son inaction, il faut chercher un autre motif. L'attitude nouvelle du comte de Transtamare, les espérances audacieuses des deux rois alliés, ce partage résolu du royaume de Castille, n'étaient point de vaines bravades; don Pèdre le savait trop bien. Aux yeux du vulgaire, il semblait à l'apogée de sa puissance ; mais lui-même se sentait mortellement atteint au milieu de ses victoires, et c'est en vain qu'il essayait de dérober le secret de sa faiblesse à ses adversaires. Un sourd mécontentement agitait tout son royaume et présageait une catastrophe prochaine. Il ne pouvait plus frapper, car ses sujets n'avaient pas une seule tête pour qu'il l'abattît. Pourtant il ne voyait autour de lui que des esclaves dociles; mais l'obéissance inaccoutumée de ces riches-hommes, naguère si turbulents, était un symptôme qui redoublait ses inquiétudes. Il ne se faisait point illusion sur la haine que lui portaient ses peuples, fatigués de la guerre et indignés de son despotisme. Comment eût-il osé engager le combat contre une armée dont un tiers se composait de bannis castillans, parents, amis, compatriotes de ses riches-hommes dont la loyauté lui était si suspecte! La défection, l'hésitation seule d'un corps de troupes aurait suffi pour entraîner sa ruine. C'était ainsi que la bataille d'Araviana avait été perdue, et il se voyait entouré de gens qui eussent regardé une défaite comme le signal de leur délivrance. Don Pèdre avait encore un autre motif pour temporiser. Il attendait sa flotte, sur laquelle il comptait plus que sur son armée de terre, car la plupart de ses vaisseaux étaient commandés par des étrangers dont il se croyait sûr. Enfin cette guerre de siéges qu'il faisait lui offrait de grands avantages. Ses troupes vivaient aux dépens de l'ennemi, dont elles ravageaient le territoire ; chaque ville, chaque château qui tombait en son pouvoir lui donnait le moyen de satisfaire quelques-uns de ses nobles avides ; le butin facile retenait le soldat dans le devoir. Telles étaient, à mon avis, les considérations qui l'engageaient à traîner la guerre en longueur. Toutefois il se gardait bien de les avouer ; il se plaignit même de n'avoir pu obliger le roi d'Aragon d'en venir à une bataille décisive.

— Il fait la guerre en Almogavare (1), disait-il.

On appelait ainsi une milice irrégulière, composée surtout de Catalans, marcheurs infatigables, aussi habiles à surprendre l'ennemi qu'à se dérober à sa poursuite. Bien que les Almogavares eussent battu en Morée les barons de France et leurs hommes d'armes, la gloire de leurs exploits ne faisait point oublier qu'ils étaient des paysans sauvages, et leur nom était presque une injure pour des chevaliers, même aragonais, qui se piquaient de faire la guerre en prud'hommes, suivant les principes. Le reproche de don Pèdre piqua au vif le roi d'Aragon, et il s'empressa d'y répondre par un cartel en forme, offrant au roi de Castille de se présenter à jour fixe, avec toutes ses forces, dans une plaine désignée entre Murviedro et Valence, pour y vider leur querelle dans un seul combat (2). De fait, au jour indiqué, il s'avança jusqu'à une lieue de Murviedro et attendit son adversaire en ordre de bataille; mais don Pèdre ne tint pas plus compte de cette bravade que du défi qui l'avait précédée.

(1) Ce nom, d'origine arabe, vient, dit-on, de leur coiffure, qui consistait en un camail de fer couvrant la tête et les épaules. C'était une armure introduite par les Arabes en Espagne. On la voit dans une des peintures de l'Alhambra. Les armes offensives des Almogavares consistaient en plusieurs javelots et une hache d'une forme particulière. Jamais ils ne couchaient dans une maison et supportaient la faim et la soif avec une étonnante persévérance. Leur cri de guerre était *hierro, despierta!* fer, réveille-toi! Voir la chronique de Muntaner et l'expédition des Catalans en Morée par Moncada.

(2) Carbonell, p. 192.

II

Pendant douze jours, les deux armées demeurèrent dans l'inaction : les Aragonais à Valence, les Castillans à Murviedro. Enfin on signala la flotte de Castille forte de quatre-vingts voiles, dont vingt galères de Séville, dix de Portugal, et le reste vaisseaux de transport. Aussitôt don Pèdre, laissant toute sa cavalerie dans son camp, s'embarqua avec l'élite de ses arbalétriers, et fit voguer contre la flotte ennemie. Celle-ci, inférieure en nombre, s'était réfugiée dans le Xucar près de Cullera. L'embouchure étroite de la rivière, les retranchements qui la défendaient, enfin la présence de Pierre IV et de toute son armée bordant le rivage, ne permettaient pas aux Castillans de tenter une attaque de vive force. Quelques jours se passèrent en reconnaissances, en escarmouches, en efforts inutiles pour attirer l'ennemi au combat ou pour forcer l'entrée de la rivière. Don Pèdre, pour bloquer plus étroitement la flotte aragonaise, fit couler dans le chenal trois de ses navires (1). Il ne quittait pas son vaisseau et surveillait lui-même, avec son activité ordinaire, les mouvements de l'ennemi. Tout à coup un vent d'est violent mit sa flotte dans le plus grand danger d'être jetée à la côte. Les pilotes pratiques de ces parages désespéraient de pouvoir résister à la tourmente. A chaque instant, les Aragonais, accourus sur la grève, s'attendaient à voir le roi de Castille tomber entre leurs mains. Sa capitane, mouillée fort près de terre, était plus exposée que le reste de ses navires. Du rivage, on suivait ses manœuvres de détresse; lui-même, pendant tout un jour, put voir ses ennemis lui préparer des fers. Successivement, son vaisseau perdit trois ancres dont les câbles rompirent. Une quatrième ancre résista par fortune et le sauva. Vers le coucher du soleil, le vent tomba, et la flotte castillane, malgré ses avaries, parvint à profiter de l'embellie pour gagner le large. Au plus fort de la tempête, don Pèdre avait fait vœu, s'il échappait à la furie de la mer, d'aller en pèlerinage à l'église de Notre-Dame del Puch, voisine de Murviedro et célèbre par ses miracles. C'est la seule fois, je pense, que la grandeur du péril lui arracha quelques paroles qui témoignaient de ses sentiments religieux. Sincère ou non, de retour à Murviedro, ce vœu fut accompli fidèlement, et il se rendit à l'église del Puch en chemise, pieds nus et la corde au cou, comme un condamné qui vient d'obtenir sa grâce (2).

Bientôt après, il quitta le royaume de Valence pour retourner à Séville, laissant une partie de son armée pour garder les places qu'il avait prises dans cette campagne et la précédente. Sa santé, altérée par de rudes fatigues, l'obligeait à prendre quelque repos pendant les chaleurs accablantes de l'été. D'ailleurs, la campagne s'était prolongée plus qu'à l'ordinaire, et l'on a vu qu'il était résolu à ne point livrer bataille. Peut-être encore le désir de consacrer les grandes constructions qu'il faisait élever dans l'Alcazar de Séville contribua-t-il à le ramener plus tôt dans sa résidence de prédilection. C'est alors qu'il fit l'inauguration de ce palais célèbre remarquable par l'élégance de son architecture encore tout arabe, et qu'il y traça l'inscription qui se lit au portail du monument : « Très-haut, très-noble, très-puissant conquérant, don Pèdre, roi de Castille et de Léon, fit construire ce palais et cette façade, l'an de l'ère MCCCCII (3). »

Au reste, son séjour à Séville ne fut pas de longue durée. Dès le mois d'août, apprenant que le roi d'Aragon avait fait une démonstration contre Murviedro, il reparut

(1) Feliù, *An. de Cataluña*, t. II, p. 280.
(2) Ayala, p. 384.
(3) Zuniga, *An. de Sev.*, t. II, p. 165.

dans le royaume de Valence et recommença cette guerre de siéges et de pillages qui semblait n'avoir d'autre but que la ruine complète du pays. Ses courses s'étendirent depuis Calatayud jusqu'au delà d'Alicante. La cavalerie légère andalouse, par la rapidité de ses mouvements, lui donnait un grand avantage sur son adversaire, qui n'avait à lui opposer que sa pesante gendarmerie. Parmi le grand nombre de villes et de châteaux qui tombèrent en son pouvoir dans le courant de cette campagne, Castel-Favib fut la seule place qui soutint un siége en règle. Les habitants s'étaient révoltés, avaient massacré la garnison castillane, et, pour les réduire, il fallut que le roi vînt les attaquer avec le gros de ses forces, et amenât des machines qui battirent ses remparts pendant un mois. Pour construire ces engins et les diriger, le roi fit venir de Carthagène deux Mores, fils d'un ingénieur célèbre qu'on nommait maître Ali (1). On sait qu'alors en Espagne les musulmans presque seuls cultivaient les sciences et les arts. Ce furent des architectes mores qui construisirent les palais de Séville, et, pour détruire des murailles comme pour en élever, il fallait avoir recours aux connaissances supérieures des artistes arabes.

Après la prise de Castel-Favib, don Pèdre s'était porté contre Orihuela, une des places les plus importantes du royaume de Valence. Le roi d'Aragon résolut de tout risquer pour en prévenir le siége. Il rallia toutes ses troupes disponibles, et les réunit vers la fin de novembre autour d'Algecira, au nombre de trois mille hommes d'armes et quinze mille fantassins. Le 1er décembre, il les mit en mouvement avec un grand convoi de vivres, et, le surlendemain matin, toute cette armée se déployait dans un lieu nommé Campo de la Matanza, fort près de Lix, où campait le roi de Castille. Les Aragonais avaient fait dix-huit lieues d'Espagne en deux jours, marchant hors des routes frayées et parmi des landes désertes. Le royaume de Valence, si peuplé et si riche sous la domination des Mores, avait bien changé d'aspect. On en jugera par le fait suivant, rapporté dans les mémoires de Pierre IV. Son armée, s'avançant sur une ligne immense, faisait lever à chaque instant une quantité de gibier innombrable. Pendant la marche, on tua dix mille perdrix et assez de lièvres pour en remplir cent charrettes. Voilà ce qu'était devenue cette terre si fertile, si bien cultivée autrefois (2).

Malgré la fatigue de la route, les Aragonais, égayés par cette chasse miraculeuse, étaient pleins d'ardeur et de confiance, persuadés que cette fois ils allaient terminer la guerre par une bataille. Pierre IV partageait ces espérances ; il comptait surprendre son ennemi au dépourvu et ne cachait pas son assurance de la victoire. En arrivant à son quartier, il se jeta sur un matelas pour prendre quelque repos avant la journée du lendemain.

— Dormez maintenant, sire, lui dit le comte de Transtamare, vous voilà au terme de ces marches si pénibles. Mais c'est ainsi que les grands rois écrasent leurs faibles adversaires ! Par votre diligence, vous avez crevé aujourd'hui l'œil droit du roi de Castille votre ennemi (3).

Cette confiance des Aragonais, cette certitude de la victoire était fondée sans doute sur leurs intelligences secrètes avec les mécontents de l'armée castillane. Don Pèdre cependant ne se laissa pas surprendre. Averti par ses coureurs, il s'était hâté de faire sortir de Lix toutes ses troupes et les avait rangées en bataille. Il avait six mille chevaux, hommes d'armes ou génétaires, et onze mille fantassins. Au lever du soleil, les deux armées se trouvèrent en présence, assez rapprochées pour que de part et d'autre on pût distinguer les bannières. Don Pèdre réunit tous ses capitaines pour tenir conseil.

(1) Ayala, p. 387. — Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 137.
(2) Carbonell, p. 194, verso.
(3) *Idem, ibid.*

— Le roi d'Aragon, dit-il, marche sur Orihuela, pour nous empêcher d'en faire le siége. Devons-nous l'attaquer?

Il se fit un grand silence. Chacun regardait le maître de Calatrava, Diego de Padilla, comme pour l'engager à parler au nom de tous.

— Sire, dit le maître, il y a longtemps que Dieu a fait la part de la maison de Castille et la part de la maison d'Aragon; et, si l'on divisait la Castille en quatre parties, un quart de ce pays ferait un royaume plus grand que n'est celui d'Aragon. Maître de toute la Castille, vous êtes le plus grand roi d'entre les chrétiens, et, sans mentir, je pourrais ajouter du monde entier. M'est avis que, si vous attaquez aujourd'hui le roi d'Aragon avec toute votre puissance, vous le vaincrez et serez roi de Castille et d'Aragon, voire, avec l'aide de Dieu, empereur d'Espagne.

Padilla, considéré comme le beau-frère du roi et confident de ses rêves ambitieux, révélait peut-être en ce moment les plus secrètes pensées de son maître. Après lui, tous les autres capitaines, croyant connaître les intentions du roi, furent unanimes pour conseiller la bataille et présager la victoire. Pendant qu'ils parlaient, don Pèdre, debout et agité, mangeait un morceau de pain qu'il venait de demander à un page.

— Ainsi, reprit-il, vous êtes tous d'accord que je doive donner bataille à l'Aragonais? Eh bien! moi, je vous dis que, si j'avais pour mes vassaux naturels ceux qu'a le roi d'Aragon, je me battrais sans crainte contre vous et contre toute l'Espagne. Mais savez-vous quels sont mes vassaux à moi?... Avec ce morceau de pain, je nourrirais tout ce que j'ai de loyaux serviteurs en Castille (1)!

Sur cette brusque réponse, le roi, laissant tous ses capitaines stupéfaits et confus, remonta à cheval et donna l'ordre de rentrer à Lix, abandonnant la route à l'armée aragonaise, qui se mit aussitôt en devoir de ravitailler Orihuela. Elle passa, enseignes déployées, en vue du camp ennemi, où chacun déplorait avec plus ou moins de sincérité l'humeur méfiante de don Pèdre. Il perdait, disait-on, l'occasion la plus favorable de détruire son adversaire, et il imprimait une tache de déshonneur aux armes de Castille. Plusieurs de ses capitaines osèrent lui adresser de vives représentations; il fut inébranlable et repoussa durement ces donneurs d'avis. Il semblait qu'il eût le secret de quelque trahison tramée contre sa personne, et s'il ne punissait pas, c'est sans doute que les traîtres étaient trop nombreux.

Après avoir fait entrer le convoi dans Orihuela et en avoir augmenté la garnison, le roi d'Aragon, reprenant la route de Valence, vint encore braver l'armée castillane et défiler à peu de distance de ses lignes. Cette fois, comme la précédente, don Pèdre se refusa absolument à engager le combat. Seulement, vaincu par les importunités de son chambellan Martin Lopez, il consentit à lui confier deux mille génétaires pour tâter l'ennemi et le harceler dans sa marche. A la tête de ces deux mille chevaux, Martin Lopez chargea si vigoureusement l'arrière-garde aragonaise, qu'il la mit dans le plus grand désordre, et l'on croit que la victoire eût été complète, si le reste de l'armée eût appuyé l'attaque de cette cavalerie légère (2). Cet avantage stérile fut bientôt effacé par un revers. Un convoi castillan que le maître d'Alcantara conduisait à Murviedro se laissa surprendre par un détachement aragonais sorti de Valence.

(1) « E lo dit rey de Castiella pres lo dit pa e dix aytales paraules o semblants : A mi semeia que vosotros todos seades de acuerdo que ponga batalla al rey de Aragon, de que yo digo en verdat, que si yo tomasse con mi los que el dito rey de Aragon tiene en si, e los havia por mis vassallos o por mis naturales, que senes todo miedo pelearia con todos vosotros e con toda Castella e ahun con toda Hespanya, e por que sepais yo en que vos tiengo, es asin, que con este pan que tiengo en mi mano pienso que se hartarian cuantos leales ay en Castella. » Carbonell, p. 195, verso.

(2) Cfr. Ayala, p. 388. — Zurita, lib. IX, cap. LIX. — Carbonell, p. 195 et suiv.

Le Maître perdit la vie dans cet engagement, qui eut bientôt les conséquences les plus funestes pour don Pèdre, car la garnison de Murviedro était mal pourvue de vivres et comptait sur ce convoi pour se ravitailler. Cependant le roi ne fit aucune tentative pour lui porter secours (1). L'approche de l'hiver le ramena en Andalousie et termina la campagne. Martin Lopez, pour prix de son brillant fait d'armes, obtint la maîtrise d'Alcantara. Il jouissait déjà de la plus haute faveur ; on a vu par quels services il l'avait méritée.

IV

Nul plan arrêté, nulle suite dans les guerres du moyen âge. Après quelques semaines passées à Séville, don Pèdre en repartit pour aller mettre le siége devant Orihuela, qu'il avait laissé approvisionner sous ses yeux. Mais, avant de rentrer sur le territoire ennemi, il passa par Carthagène, et là il fit massacrer les capitaines et les équipages de cinq galères aragonaises capturées récemment par sa flotte. La chiourme seule fut épargnée pour être répartie sur les vaisseaux des vainqueurs. On voit que l'insolence de Perellòs devait coûter cher aux marins catalans. Ces galères avaient été prises dans un engagement sur la côte de Barbarie, où le comte d'Osuna, fils de Bernal de Cabrera, montait la capitane de Castille et se distingua par sa valeur à combattre contre ses compatriotes (2). Dans les deux camps il y avait des émigrés, et c'étaient les plus ardents à souffler le feu de la guerre.

Le siége d'Orihuela commença en même temps que celui de Murviedro. Les deux rois en pressaient les travaux avec une égale activité, chacun espérant obliger son adversaire à renoncer à son entreprise ; mais chacun s'obstinait de son côté et voulait une victoire pour lui seul, indifférent au sort de ses lieutenants. Ce fut en vain que le gouverneur de Murviedro envoya message sur message à don Pèdre pour l'instruire de sa position presque désespérée. Le roi n'y répondait qu'en redoublant ses attaques contre Orihuela. Après huit jours de combats et d'assauts continuels, les Castillans s'emparèrent de la ville ; mais rien n'était fait tant que le château tenait encore. Il passait alors pour une des meilleures forteresses de l'Espagne, et son gouverneur, brave chevalier, riche-homme d'Aragon, nommé Martinez Eslaba, était résolu à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Tant qu'il put animer ses soldats par sa présence et son exemple, ils soutinrent vaillamment toutes les attaques de l'ennemi, mais il fut grièvement blessé, ses gens perdirent courage et mirent bas les armes. On dit que, quelques chevaliers castillans l'ayant appelé pour parlementer, il parut aux créneaux sans défiance, et cependant le roi, qui se trouvait en ce moment dans une bastide élevée au pied du rempart, ordonna à deux arbalétriers de le viser. Eslaba, frappé de deux carreaux à la tête, mourut peu de jours après la reddition d'Orihuela, empoisonné par les chirurgiens du roi, suivant un chroniqueur qui n'a pas trouvé apparemment que deux flèches suffisaient pour faire mourir un si preux chevalier (3). Satisfait de sa conquête, don Pèdre, laissant dans Orihuela une garnison considérable, repartit pour Séville, sans se mettre aucunement en peine de la situation de Murviedro, que la famine avait réduite aux abois.

Devant cette place abandonnée ou plutôt trahie par son maître, le roi d'Aragon avait rencontré une résistance à laquelle il ne s'attendait pas. Le prieur de Saint-Jean, qui commandait la garnison, faisait des sorties continuelles et semblait plutôt assiéger le camp aragonais que défendre sa forteresse. Cependant la famine allait bientôt

(1) Ayala, p. 389.
(2) Zurita, t. II, p. 340. — Ayala, p. 391.
(3) Ayala, p. 391.

triompher de tant de courage. Le pain manqua dans la place dès les premiers jours du siége. On tua les mulets, puis les chevaux de guerre; enfin ces aliments vinrent à manquer. Nul espoir d'être secouru. Au milieu des délices de Séville, don Pèdre oubliait les souffrances de ses fidèles soldats. Dans cette extrémité, le prieur crut devoir conserver à son maître de braves gens à qui l'épuisement allait ôter bientôt jusqu'à la ressource de mourir les armes à la main. Il obtint la capitulation la plus honorable, c'était de sortir de la ville avec armes et bagages et de rentrer en Castille escorté par un détachement aragonais. Murviedro ayant été rendu au roi d'Aragon, la garnison, composée d'environ six cents hommes d'armes démontés et d'un nombre proportionné de fantassins, fut reconduite à la frontière par le comte de Transtamare et sa compagnie. Ce n'était pas sans dessein que don Henri avait accepté cette mission. Habile à séduire, il mit tous ses talents en usage pour corrompre ces vaillants soldats qu'il n'avait pu vaincre. Ses caresses, les éloges qu'il leur prodiguait, ses soins pour les malades et les blessés, produisirent sur eux plus d'effet que ses armes. Il leur représentait qu'ils avaient été indignement sacrifiés. A leur retour, au lieu des récompenses dues à leur courage, c'était la vengeance d'un tyran impitoyable qui les attendait, car don Pèdre punissait la mauvaise fortune comme une trahison. Puis, il vantait avec adresse la puissance de l'Aragonais, son allié généreux, armé pour sa querelle et pour la délivrance de la Castille. Surtout il annonçait avec emphase l'arrivée des compagnies d'aventuriers, l'élite des deux nations les plus belliqueuses de l'Europe. Leurs chefs, disait-il, lui amenaient de par delà les monts une armée innombrable, et lui-même, à leur tête, allait purger la Castille du monstre qui l'opprimait. Sans annoncer ouvertement ses prétentions à la couronne, il laissait deviner que de lui seul dépendait le repos de la Castille; que de lui seul il fallait attendre honneurs, emplois, récompenses de toute espèce. A ceux qui, abandonnant un maître ingrat, voudraient passer sous ses drapeaux, il offrait une solde avantageuse et l'espoir de partager sa fortune; mais il ne prétendait contraindre le choix de personne. « Quiconque, disait-il, dès à présent ou plus tard, mécontent de don Pèdre, cherchera un seigneur plus libéral et plus juste, qu'il vienne à moi, sûr d'être bien accueilli, car je n'ai pris les armes que pour rendre à la noblesse castillane ses antiques priviléges, aujourd'hui foulés aux pieds. » Tels étaient les discours du comte et de ses émissaires en ramenant aux frontières de Castille la garnison de Murviedro. Un assez grand nombre de soldats, se laissant gagner à ses promesses, s'enrôla sous sa bannière. Les autres, bien qu'effrayés pour eux-mêmes de la défection de leurs camarades, mais fidèles à leur serment, rentrèrent dans leur patrie, plutôt pour s'y cacher que pour demander le prix de leurs services. Touchés de la courtoisie du prétendant, déjà gagnés à demi, et pleins de défiance dans la fortune de don Pèdre, ils allaient répandre partout les louanges de don Henri et annoncer l'approche des terribles auxiliaires dont on menaçait la Castille depuis quatre ans (1).

Pendant que Murviedro résistait encore, un nouveau traité fut signé par Pierre IV et don Henri, au milieu des travaux du siége. Il reproduisait la substance des conventions précédentes relatives au partage de la Castille, à l'alliance offensive et défensive des deux parties contractantes; enfin il la resserrait encore en stipulant le mariage de dona Leonor, fille du roi d'Aragon, avec don Juan, fils aîné du comte de Transtamare, aussitôt que les deux fiancés auraient atteint l'âge légal pour cette union (2). En attendant, l'infante d'Aragon devait être remise à la garde de la com-

(1) Ayala, p. 392 et suiv.

(2) C'est-à-dire quatorze ans pour le jeune homme et douze ans pour sa fiancée. *Arch. gen. de Ar. Capitula facta per dom. regem et comitem olim Trastamaræ, nunc regem Castellæ, apud locum seu obsidionem Muri-veteris.* Sans date, registre 1548, p. 70 et suiv., art. 7.

tesse de Transtamare, qui la conduirait dans le château d'Opoll ou celui de Taltaull, donnés par Pierre IV comme sûretés du contrat, jusqu'à la conquête de la Castille (1). La dot de la jeune princesse, fixée à 200,000 florins d'or, devait être avancée à don Henri pour subvenir aux dépenses de l'expédition qu'il méditait (2). Outre cette somme, il était autorisé à vendre les terres et châteaux qu'il tenait du roi d'Aragon, jusqu'à la concurrence de 70,000 florins. On lui payait encore l'arriéré dû à sa compagnie, plus deux mois d'avance pour la solde de mille hommes d'armes et mille fantassins; enfin, les comtes de Denia et de Foix devaient le suivre en Castille avec un corps auxiliaire et demeurer avec lui tant qu'il aurait besoin de leurs services, à condition que don Henri s'engageât à les défendre *comme sa propre personne* (3). Pour la première fois, dans ces conventions si souvent reproduites, les prétentions du bâtard au trône de Castille étaient clairement exprimées, et le dernier article portait que le comte, devenu roi, ferait reconnaître pour son successeur son fils don Juan, et présenterait l'infante Leonor aux cortès comme leur reine future (4).

XIX

ARRIVÉE DE LA GRANDE COMPAGNIE EN ESPAGNE. — 1366.

I

Lorsque la nuit, dans les solitudes de l'Afrique, au milieu des cris confus poussés par la foule des animaux sauvages qui se disputent leur proie, le rugissement d'un lion se fait entendre, soudain toutes ces clameurs cessent, et il se fait un grand silence. C'est l'hommage de la terreur rendu au roi du désert. Ainsi, sur l'annonce que la grande compagnie était en marche pour passer les Pyrénées, un calme étrange succéda tout à coup à ces interminables escarmouches qui désolaient l'Espagne depuis si longtemps. Retirés chacun dans sa capitale, les deux rois se préparaient silencieusement à un dernier effort. Ils sentaient que la guerre allait changer de face, et que le moment solennel d'un duel à mort était venu.

Après de longues négociations, les capitaines des aventuriers français et anglais, en paix les uns avec les autres depuis les trêves conclues entre leurs princes, mais non point oisifs, car ils dévastaient la France de concert, s'étaient décidés à chercher une proie nouvelle dans la Péninsule. Les relations que le comte de Transtamare avait conservées avec quelques-uns d'entre eux, les promesses du roi d'Aragon, celles du roi de France et du pape, enfin quelques subsides distribués à propos, avaient rallié les différentes bandes et leur avaient fait accueillir avec joie le projet d'une invasion en Castille. Le roi de France surtout, plus intéressé que personne à débarrasser son pays de ces hôtes incommodes, avait puissamment secondé les sollicitations pressantes de don Henri et du roi d'Aragon. Lui-même avait donné un chef aux aventuriers, et ce chef était l'homme en qui reposait toute sa confiance, le meilleur de ses capitaines, le fameux Bertrand Duguesclin. A lui seul, en effet, convenait la difficile mission d'organiser une armée avec ces hordes de pillards, de les discipliner et de les entraîner loin du pays qu'elles dévastaient, pour tenter une entreprise hasardeuse et chercher un profit incertain.

(1) *Arch. gen. de Ar. Capitula*, etc., art. 9.
(2) *Ibid. Replications e aditions feytes per lo senyor rey*, etc., art. 6.
(3) *Ibid. Replications*, etc., art. 4.
(4) *Ibid.*, art. 7.

Issu d'une famille illustre de Bretagne, Duguesclin s'était attaché de bonne heure à la maison de France, et la servait avec le plus entier dévouement. Toute sa vie se passa en efforts pour accomplir la fusion en une monarchie puissante des nombreuses seigneuries qu'une vassalité équivoque rattachait à la couronne. Il paraît avoir eu cette vertu oubliée au moyen âge, le patriotisme; non point cette affection étroite à une province, à une ville, mais un dévouement éclairé au bonheur et à la gloire d'un grand peuple. Né Breton, il s'était fait Français. Son courage, son activité, son adresse aux exercices militaires, ses succès et ses revers même lui avaient acquis, jeune encore, le renom *d'une bonne lance* et d'un capitaine consommé. Sous des traits grossiers et ignobles, sous l'apparence d'une vigueur brutale, il cachait une finesse profonde, et savait être, comme le général de Machiavel, tour à tour lion et renard. Dans les camps, ses larges épaules, son corps *ossu,* son visage noir et brûlé par le soleil, ses poings énormes (1), qui faisaient voltiger une lourde hache d'armes comme un léger roseau, imposaient le respect aux gens de guerre à une époque où le poids des armures faisait de la force physique la première qualité du soldat. Dans les conseils, il était avisé, souple, quelquefois éloquent, mêlant à propos l'audace à la prudence, et se faisant pardonner son bon sens par des bouffonneries. Pauvre capitaine d'aventure, il sut toujours commander l'obéissance des grands seigneurs que la volonté du roi lui donnait pour lieutenants, et telle était son adresse à ménager toutes les susceptibilités d'une noblesse orgueilleuse et indisciplinée, que les faveurs dont il fut comblé n'excitaient point l'envie et ne semblaient que la juste récompense de ses services.

Duguesclin s'était rendu à Châlons-sur-Saône pour conférer avec les chefs des aventuriers. Il ne leur apportait que les promesses des deux rois et quelques faibles à-compte; mais, ce qui valait mieux, il leur offrait son épée, sa réputation, sa vieille expérience. Soldat depuis vingt-cinq ans, ami ou ennemi des capitaines d'aventure, il avait l'estime de tous. S'enrôler sous un pareil général, c'était s'engager dans une entreprise profitable. Son nom seul était une garantie de succès. Après avoir réuni les principaux chefs français, gascons et anglais, Bertrand leur exposa ses desseins avec cette rude franchise qui lui était ordinaire, et qui chez lui était peut-être plutôt un calcul qu'une habitude prise dans les camps.

— Vous menez une vie de brigands, leur dit-il. Tous les jours vous risquez de vous faire tuer dans des pilleries qui ne vous enrichissent guère. Je viens vous proposer une entreprise digne de bons chevaliers, et je vous ouvre un pays neuf. En Espagne, gloire et profit vous attendent. Vous y trouverez un roi riche et avare. Il a de grands trésors; il est l'allié des Sarrasins, à demi-païen lui-même; il s'agit de conquérir son royaume, et de le donner au comte de Transtamare, notre ancien camarade, bonne lance, vous le savez, gentil chevalier, libéral, qui partagera avec vous cette terre que vous lui gagnerez sur les juifs et les Sarrasins du méchant roi don Pèdre. Allons, camarades, *faisons à Dieu honneur et le diable laissons* (2)! »

Parmi les capitaines des aventuriers se trouvaient beaucoup de gentilshommes issus de familles illustres, nourris d'idées chevaleresques, amoureux de gloire autant qu'ils étaient avides de butin, susceptibles même d'un certain enthousiasme religieux. Détrôner un prince cruel, suspect d'hérésie, meurtrier d'une jeune et belle prin-

(1) Li uns à autre dit : Il est bien aprestez
Pour meurdrire marchans, maints en a desrobez.
Regardez qu'il est fort, con a les poins carrez!
Il est fort et poissant et moult noir et halez.
Chronique en vers de Duguesclin, v. 1619.

(2) Chronique de Duguesclin, v. 7304.

cesse, se partager ses trésors, quoi de plus attrayant, de plus romanesque? C'était mettre en action le vieux thème héroïque chanté par les ménestrels et les jongleurs. Le discours de Duguesclin fut accueilli par d'unanimes acclamations. Pour les soldats, étrangers aux sentiments raffinés qui entraînaient leurs chefs, peu leur importait l'ennemi à combattre, pourvu qu'il fût riche.

— Messire Bertrand, disaient-ils, donne tout ce qu'il gagne à ses hommes d'armes. Il est le père du soldat. Marchons avec lui!

L'accord fut bientôt fait. Pour des gens qui ne voyaient dans la guerre qu'une spéculation, suivre un chef heureux et habile, c'était s'assurer de gros bénéfices.

Lorsque Duguesclin revint à Paris rendre compte de sa mission et prendre congé du roi, Charles V, l'embrassant devant toute sa cour, s'écria que son brave Breton avait plus fait pour son service que s'il lui eût gagné une province. Il disait vrai, les compagnies, en évacuant la France, lui rendaient son royaume.

Sans perdre de temps, Duguesclin réunit toutes les bandes et en forma une armée considérable. Un assez grand nombre de volontaires illustres se joignirent aux aventuriers, attirés par la réputation de leur général et le désir de *faire armes*, comme on disait alors. On vit accourir sous sa bannière le maréchal d'Audeneham, qui, peu d'années auparavant, avait échoué dans une mission semblable à celle où Duguesclin venait de réussir. Le maréchal était alors prisonnier sur parole du prince de Galles, et, à son exemple, maints braves chevaliers, maltraités par la fortune dans la dernière guerre, se mirent gaiement en route pour l'Espagne, dans l'espoir de réparer leurs pertes et de regagner leurs rançons aux dépens de don Pèdre. Un prince du sang royal, le comte de la Marche, ne dédaigna pas de s'enrôler parmi cette troupe de hardis volontaires. Parent de l'infortunée Blanche, il avait juré de tirer vengeance de son meurtrier. Le sire de Beaujeu, également parent de Blanche, partit avec lui. Ils étaient les seuls qu'un mobile purement chevaleresque conduisît en Espagne.

Toutes les bandes réunies s'élevaient à plus de douze mille hommes, la plupart gendarmes, c'est-à-dire cavaliers pesamment armés. Les deux tiers étaient Français ou Bretons, le reste Anglais, ou Gascons sujets du roi d'Angleterre. Aucun de ces derniers ne s'était inquiété de demander à Édouard III la permission de servir contre un prince allié de la Grande-Bretagne. Alors chaque capitaine se croyait libre de louer sa lance à qui le payait mieux, et les plus scrupuleux, en s'enrôlant au service d'un chef étranger, stipulaient seulement qu'ils ne combattraient pas contre leur légitime suzerain. Sir Hugh de Calverly conduisait les bandes anglaises. Longtemps adversaire de Duguesclin, il était aujourd'hui son plus habile lieutenant.

A cette époque, l'équipement des hommes d'armes, Français et Anglais, était fort supérieur à celui des Espagnols. On en voit la preuve dans l'étonnement que causa à ces derniers la vue des armures en usage parmi les guerriers du Nord (1). Elles se composaient, au XIVe siècle, de plaques d'acier ou de fer forgé qui recouvraient toutes les parties du corps, et qu'on attachait par-dessus un pourpoint de cuir épais ou même quelquefois par-dessus une cotte de mailles, comme si l'on eût voulu combiner et réunir les avantages du harnais moderne et de l'ancienne panoplie. D'ordinaire, au moment du combat, les hommes d'armes mettaient pied à terre et raccourcissaient leurs lances pour les manier plus facilement (2). On ne se servait guère des chevaux de bataille, nommés *coursiers*, que pour la poursuite ou la retraite; quel-

(1) Ayala, *Abrev.*, p. 399. — Passage curieux où le chroniqueur nomme, d'après leurs noms français, toutes les pièces des armures de plaques, inconnues en Espagne avant l'arrivée de la grande compagnie.

(2) Froissart appelle cette opération *retailler* les lances.

quefois, mais rarement, pour faire une trouée dans la ligne ennemie (1). L'infanterie anglaise était la meilleure, ou plutôt la seule de l'Europe. Armés de grands arcs en bois d'if, les fantassins anglais s'abritaient derrière des pieux plantés en terre, et, protégés ainsi contre la cavalerie, décochaient des flèches longues d'une aune, auxquelles peu de cuirasses pouvaient résister. Telle était leur réputation de dextérité, que, par allusion au nombre de flèches qu'ils portaient dans leurs carquois, on disait sur la frontière d'Écosse qu'un archer anglais tenait vingt-quatre Écossais dans sa trousse. Dans les armées françaises l'arbalète était préférée à l'arc; mais cette arme n'était maniée avec adresse que par des étrangers, Génois pour la plupart et chèrement soldés. Les meilleures armes, les meilleurs soldats de France et d'Angleterre étaient rassemblés sous le même drapeau dans la compagnie blanche. Leur tactique était aussi nouvelle que leurs armures pour le pays qu'ils allaient envahir. Les Espagnols, accoutumés à la guerre d'escarmouches rapides contre les Mores, avaient adopté leur manière de combattre. Couverts de cottes de mailles légères ou de hoquetons de toile piquée (2), montés sur des chevaux vifs et légers, leurs génétaires lançaient des javelines au galop, puis tournaient bride sans se soucier de garder leurs rangs. Sauf les ordres militaires, mieux armés et mieux disciplinés que les génétaires, la cavalerie espagnole était hors d'état de résister en ligne aux gendarmes anglais ou français. L'infanterie, composée des contingents fournis par les villes et de paysans amenés par leur seigneur, n'avait guère d'autre arme défensive qu'une rondache. Elle combattait avec des zagaies ou des frondes, et n'était redoutable que derrière des rochers ou des murailles. En plaine, elle ne pouvait disputer la victoire à des soldats sans patrie, couverts de fer, également exercés à combattre de près et de loin. Tout indiquait donc que l'entrée de la grande compagnie en Espagne allait jeter dans la balance un poids irrésistible.

II

Elle se mit en mouvement dès le milieu de l'année 1365. Malgré l'enthousiasme que lui montraient ses nouveaux soldats, Duguesclin avait jugé prudent de les éloigner au plus vite du pays où ils avaient leurs habitudes, car il était à craindre que l'inconstance naturelle à de pareilles recrues ne les ramenât bientôt à leur ancien genre de vie. Il se hâta donc de les diriger vers le midi de la France. Sur leurs bannières et leurs soubrevestes des croix étaient peintes, et il publiait qu'il les menait en Chypre contre les Sarrasins (3). Sans doute il n'espérait pas donner le change au roi de Castille; mais probablement il avait voulu fournir aux capitaines anglais un prétexte pour demeurer sous sa bannière, car il était bruit que le prince de Galles, aux termes de son traité avec don Pèdre, allait interdire à ses sujets de porter les armes contre un souverain allié de l'Angleterre (4). Au reste toute l'armée connaissait déjà le but de l'expédition, et, malgré les croix arborées sur ses enseignes, elle pensait beaucoup plus à faire du butin qu'à gagner des indulgences.

Ces nouveaux croisés, aussi redoutables aux églises qu'aux châteaux et aux chaumières, se trouvaient encore sous le poids d'une excommunication lancée par le saint-siége. Il fallait les relever de cet anathème avant de les mener dans un pays où

(1) On l'essaya vainement à Poitiers. Voyez Froissart.

(2) *Perpuntes.* Ayala, p. 99. *Abrev.*. — Cavallo alforado. Traités du roi d'Aragon avec don Henri.

(3) Chron. de Duguesclin, v. 7547 et suiv.

(4) Rymer, *De impediendo soldarios qui in comitiva se ponunt, ne ingrediantur in Hispaniam.* 6 décembre 1365.

ils prétendaient soutenir la cause de la religion; aussi leur général voulait en passant demander une absolution au pape. Mais il avait encore un autre dessein. Convaincu que ses soldats ne se montreraient dociles que s'ils étaient bien payés, il se proposait de remplir sa caisse militaire aux dépens du trésor apostolique. Vers la fin de l'année 1365, les habitants de Villeneuve-lez-Avignon virent avec effroi la compagnie blanche asseoir son camp devant leurs remparts. L'alarme fut grande à la cour du saint-père. Aussitôt il dépêcha aux chefs des aventuriers pour leur intimer l'ordre d'évacuer le territoire de l'Église, sous promesse de les relever de l'excommunication qu'ils avaient encourue. La mission avait ses dangers, et ce ne fut pas sans hésitation que le cardinal de Jérusalem consentit à s'en charger. A peine eut-il traversé le Rhône qu'il se trouva en présence d'une troupe d'archers anglais qui lui demandèrent avec insolence s'il leur apportait de l'argent (1)? « De l'argent! » criaient une foule de soldats farouches accourus sur son passage. Conduit à la tente de Duguesclin, le cardinal fut accueilli avec la plus grande politesse; mais on lui signifia que la compagnie ne quitterait la terre papale qu'après avoir reçu un subside considérable. Quelques chefs exprimaient leur regret d'élever de pareilles prétentions et protestaient de leur respect pour l'Église; mais ils avouaient qu'ils n'avaient pas d'autorité sur leurs troupes. D'autres, raillant sans pitié le cardinal, lui disaient que, prêts à exposer leur vie pour la plus grande gloire de la foi, ils méritaient bien les secours de l'Église. Duguesclin lui représenta tout le danger que courait le saint-père s'il différait de solder la contribution demandée

— Nos gens, dit-il, sont devenus prud'hommes malgré eux, et bien facilement ils retourneraient à leur ancien métier.

Malgré l'imminence du péril, le pape voulut essayer le pouvoir des foudres apostoliques, et résista quelque temps; mais il reconnut bientôt qu'il ne faisait qu'irriter l'audace des bandits campés à ses portes. Des fenêtres de son palais il voyait les maisons de plaisance et les métairies de Villeneuve livrées au pillage. Déjà s'allumaient des incendies. A chaque instant les aventuriers menaçaient d'attaquer le pont Saint-Bénézet, ou, passant le fleuve sur des barques, de se répandre dans les riches campagnes d'Avignon. Cependant Duguesclin répondait aux plaintes qu'on lui adressait de toutes parts :

— Que voulez-vous ? mes soldats sont excommuniés. Ils ont le diable au corps, et nous n'en sommes plus les maîtres.

Bientôt on ne disputa plus que sur le montant de la contribution, et, après quelques pourparlers, les chefs de la compagnie blanche voulurent bien se contenter de 5,000 florins d'or. Les bourgeois d'Avignon s'empressèrent d'avancer la plus grande partie de cette somme, qui peut-être ne leur fut jamais remboursée (2). Absous et

(1) Bien soyez-vous venus, apportez-vous argent?
Chron. de Duguesclin, v. 7510.

(2) L'auteur de la chronique en vers de Duguesclin raconte cet exploit de son héros avec la malignité ordinaire aux poëtes du moyen âge, toujours pleins d'irrévérence contre l'Église. Suivant cette version, adoptée sans examen par l'histoire, Duguesclin aurait exigé que la contribution entière fût soldée par le trésor apostolique, disant qu'il n'allait pas se battre pour les intérêts des bourgeois d'Avignon, mais bien pour ceux du saint-père. Rien de moins fondé. Il résulte d'une requête manuscrite du conseil municipal d'Avignon, conservée dans les archives de la préfecture de Vaucluse, que la rançon du territoire de l'Église fut acceptée par Duguesclin sans qu'il fît la moindre observation sur son origine. Mais il paraît que, dans la suite, le cardinal de Jérusalem, vicaire d'Avignon, prétendit mettre à la charge de la ville les 5,000 florins payés aux aventuriers, bien qu'elle ne se fût engagée, dans le principe, à contribuer que pour une somme de 1,500 florins. C'est du moins ce que j'ai cru comprendre dans cette pièce fort obscure par sa détestable latinité. J'en dois la communication à l'obligeance de M. Achard,

chargés de butin, les aventuriers s'éloignèrent gaîment en célébrant les louanges de leur nouveau capitaine. Tels furent leurs adieux à la France.

III

Cependant les négociations continuaient avec beaucoup d'activité entre les rois d'Aragon et de Navarre. Jusqu'au dernier moment, Charles protestait contre l'entrée de la compagnie en Espagne. En France, il avait appris à connaître les aventuriers, et, tremblant que ses États ne devinssent le théâtre de la guerre, il ne cessait de conjurer Pierre IV de les éloigner de ses frontières (1). Le traité de Sos n'avait été observé ni d'une part ni de l'autre, et le roi d'Aragon avait trop de prudence pour donner des subsides à un allié d'aussi mauvaise foi que le roi de Navarre. Son trésor, d'ailleurs, était épuisé par les exigences de don Henri et des aventuriers, et il était hors d'état de faire de nouveaux sacrifices. L'année précédente, il avait été réduit à saisir et faire fondre les ornements d'or et d'argent renfermés dans les églises, jusqu'aux calices et aux encensoirs, pour subvenir à la solde de ses troupes (2). En attendant, il s'efforçait d'amuser le Navarrais par de nouvelles promesses. Il marchandait avec lui. Une alliance déclarée étant trop chère, on en était venu à débattre les conditions d'une neutralité partiale, que Charles voulait se faire bien payer (3). D'abord il demandait que le fils aîné du roi d'Aragon épousât l'infante de Navarre *sans dot* (4), puis que Pierre IV lui garantît ses États contre les attaques de la France (5); enfin, et c'était sans doute là le point capital de la négociation, qu'en considération de sa bonne volonté, on lui comptât 40,000 florins d'or, subside dont le motif serait déguisé par la cession faite à l'Aragon de quelques châteaux sans importance (6). Bientôt le roi de Navarre voyait qu'il était trop exigeant, et se rabattait à 20,000 florins (7). De son côté, le roi d'Aragon consentait au mariage de son fils (8), déjà engagé avec plusieurs princesses par autant de traités différents, promettait des subsides pour l'avenir, et publiait des ordres pour interdire l'entrée de ses États à la

archiviste de Vaucluse, qui l'a découverte et a bien voulu me permettre de la publier. Il n'a pu trouver aucun renseignement sur le résultat de la réclamation présentée au saint-père. — Cfr. Nostre-Dame, *Hist. de Provence*, p. 422. — Chron. de Duguesclin, v. 7693-7724. — Appendice.

(1) *Arch. gen. de Ar.* Propositions adressées au roi d'Aragon par Mosen Juan de Arellano de la part du roi de Navarre. Art. 4, reg. 1205, p. 61 et suiv.

(2) « Axi com son retaules d'argent, creus, calzers, y lanties, y encensers. » Carbonell, p. 193.

(3) *Arch. gen. de Ar.* Propositions de Mosen J. de Arellano, reg. 1205, p. 61 et suiv. « Que tenido non seu de fazer guerra de su persona ni de su regno. » Art. 1.

(4) *Ibid.* « Que non le sia tengut donar ni livrar terres ni argent, e sera li fet e assignat dodari e cambra axi tal como fo à doña Maria de Navarra. » Art. 2.

(5) *Ibid.*, art. 4.

(6) *Ibid.* « Quel dito rey d'Arago considerando la buena voluntat del dito rey de Navarra e las misiones que ha feyto por causa de los sobre dichos castiellos prometa de dar al dito rey de Navarra 40,000 florines d'oro. » Art. 6.

(7) *Ibid.* Réponses du roi d'Aragon aux propositions précédentes. Art. 6, reg. 1205, p. 63 et suiv.

(8) *Ibid.* Additions aux propositions. Le roi d'Aragon consent au mariage à condition qu'il enverra des gens de confiance pour *voir l'infante à loisir*, connaître sa santé, sa personne, et prendre des informations sur son caractère. (*Para veer la infanta a huella* [pour *huelga*] *la sanitad e apostamiento de su persona e haver informacion de su persona*). J'ai cru devoir rapporter cette preuve singulière de la prudence de la diplomatie au moyen âge.

grande compagnie (1). Je passe sous silence les serments échangés entre les deux princes, et sans cesse renouvelés, car, chose étrange, on ne se lassait pas de ces formalités qui ne trompaient plus personne. En même temps qu'il traitait avec le roi de Navarre, Pierre IV envoyait à ses ambassadeurs à Paris des instructions secrètes pour conclure une alliance offensive et défensive avec la France, dont le but devait être la ruine du Navarrais et le partage de ses États (2). Ainsi, au moment où les plus belles provinces de son royaume étaient aux mains de ses ennemis, Pierre IV rêvait toujours la conquête de la moitié de l'Espagne. Mais tout semblait possible avec les aventuriers pour auxiliaires. Don Henri et le roi d'Aragon pressaient leur marche par de fréquents messages et faisaient de grands préparatifs pour les recevoir. Des vivres et des guides sûrs devaient les attendre aux passages des montagnes (3). Tous les bannis castillans et un corps de volontaires aragonais commandé par le comte de Denia se rassemblaient sur la frontière de Castille. Suivant une dernière convention signée à Saragosse, Pierre IV ne devait pas prendre part personnellement à l'expédition. Il se tenait prêt à profiter des premiers succès de don Henri pour ressaisir les villes occupées par les Castillans dans le royaume de Valence. Ses capitaines avaient ordre de pousser leur pointe jusque dans le royaume de Murcie, et de s'en emparer s'il leur était possible, en vertu du traité de partage conclu à Benifar et ratifié à Murviedro, puis finalement à Saragosse. Persuadé que le salut de son royaume dépendait entièrement de ce dernier effort, le roi d'Aragon n'avait reculé devant aucun sacrifice. Son trésor était épuisé, mais il vendait ses biens patrimoniaux (4), et trouvait de nouvelles ressources pour solder les douze mille mercenaires qui allaient décider du sort de la Castille et de l'Aragon.

Ils parurent enfin, précédés de quelques journées par leurs chefs, que Pierre IV reçut à Barcelone avec de grands honneurs. Dans un festin qu'il leur donna, Duguesclin s'assit à la droite du roi, qui avait à sa gauche l'infant Raymond Berenger, son oncle (5). Mais le Breton n'était pas homme à se contenter de ces faveurs royales; il venait réclamer les subsides promis à ses troupes et en exiger de nouveaux. Pierre s'était engagé à délivrer aux chefs de la grande compagnie 100,000 florins d'or, à la

(1) *Arch. gen. de Ar.* Réponse du roi d'Aragon à l'art. 4 des propositions de J. d'Arellano. — Lettre du roi d'Aragon à Jordan d'Urries. Huerta de Serra, 2365. Il professe de son intime amitié avec le roi de Navarre, et ordonne, sous peine de son indignation, que les *ports* des montagnes soient fermés à toute troupe étrangère. Reg. 1205, p. 58. — Autre lettre, dans le même sens et de même date, adressée au conseil de Jaca. Même reg., p. 59.

(2) *Ibid.* Instructions envoyées à Mosen F. Perellòs, ambassadeur de Pierre IV en France, 12 novembre 1364. Reg. 1293 *Secretorum*, p. 111. — Nouvelles instructions semblables en 1365. Même reg., p. 115. — Nouvelles instructions à Perellòs, datées de Tortose, 15 août 1365. Reg. 1293 *Secret.*, p. 93. — Projet d'un traité avec le duc d'Anjou pour faire la guerre au roi de Navarre. Sans date; probablement des premiers jours de l'année 1366. Reg. 1293, p. 135.— Lettre à Perellòs sur le même sujet. Barcelone, 10 septembre 1366. *Ibid.*, p. 137. — Traité d'alliance offensive et défensive avec la France contre le roi de Navarre, signé à Toulouse, 29 septembre 1366. On convient que le duc d'Anjou attaquera le roi de Navarre en personne avec 400 glaives (lances) au moins. Les États du roi de Navarre situés au sud des Pyrénées appartiendront au roi d'Aragon; ce dernier fournira 400 lances au roi de France pour l'aider à s'emparer des autres possessions du roi de Navarre. Reg. 1293, p. 144 et suiv.

(3) *Ibid.* Lettre de Pierre IV. Saragosse, 26 février 1366. Reg. 1213, p. 16.

(4) *Ibid.* Acte de vente passé par le roi. Saragosse, 12 mars 1366. Reg. 1213, p. 42 et suiv. Voici le préambule : « Quantas nobis nostræque rei publicæ oppressiones et dampna, quantaque pericula comminaret mora solutionis quam facere habemus comiti Trastameræ et istis gallicanis agminibus, quæ divina majestas in nostrum auxilium contra regem Castellæ nostrum hostem publicum exaltavit, etc. »

(5) Carbonell, p. 196.

condition qu'elle traverserait ses États sans y commettre de désordres. Il fallut ajouter à cette somme un supplément de 20,000 florins (1). Cependant les aventuriers, qui avaient passé les monts dans le courant de janvier, se montrèrent encore plus indisciplinés en Aragon qu'ils ne l'avaient été en France. Se croyant déjà en pays ennemi, ils mettaient tout à feu et à sang sur leur passage. Entrés dans Barbastro, ils pillèrent les maisons, massacrèrent les bourgeois ou les mirent à la torture pour en tirer rançon. Quelques-uns de ces malheureux, réfugiés dans la principale église, essayèrent de s'y défendre; les aventuriers mirent le feu aux toitures et brûlèrent ainsi plus de deux cents personnes (2).

Tout était permis à ces étrangers, et telle était l'épouvante qu'ils inspiraient, qu'on leur savait gré comme d'un bienfait du mal qu'ils ne faisaient point. Les sujets du roi d'Aragon s'adressaient aux capitaines français et anglais pour obtenir des faveurs de leur maître, et ces recommandations, peut-être intéressées, étaient toujours accueillies avec faveur (3).

IV

Tandis que cette effroyable avalanche descendait du haut des Pyrénées, don Pèdre s'apprêtait de son mieux à en soutenir le choc. Ordonnant partout des levées, parcourant lui-même son royaume en tout sens pour donner plus d'activité aux préparatifs de guerre, il avait assigné Burgos comme point de réunion aux différents corps de son armée. De sa personne il s'y rendit lui-même au commencement de l'année 1366, lorsque déjà l'ennemi mettait le pied sur le territoire castillan. A Burgos, le roi trouva des troupes nombreuses, mais peu aguerries, intimidées d'ailleurs par les rumeurs effrayantes sur le nombre, la valeur, la férocité des nouveaux adversaires qu'elles allaient avoir à combattre. Ses meilleurs soldats se trouvaient dans le royaume de Valence, disséminés çà et là, gardant les villes dont il s'était emparé dans ses dernières campagnes (4). S'il remarquait moins de découragement parmi les riches-hommes et les chevaliers rassemblés autour de sa bannière, ce n'était pas sans une cruelle inquiétude qu'il se rappelait tous les motifs qu'ils avaient de le haïr. N'étaient-ils pas les parents, les amis de tant de seigneurs sacrifiés à ses soupçons, assassinés par ses ordres ou flétris par une sentence de trahison? Était-ce pour le défendre ou pour le livrer à son ennemi que toute cette noblesse montrait tant d'empressement aujourd'hui? Chaque jour des bruits alarmants venaient redoubler son anxiété. Naguère la crainte d'une défection l'avait empêché de risquer une bataille décisive, lorsque, à la tête de troupes victorieuses, il s'était avancé jusqu'au cœur de l'Aragon; combien de nouveaux motifs pour redouter une trahison, maintenant que don Henri, avec les meilleurs soldats de la France et de l'Angleterre, venait en Castille tendre la main aux mécontents! Dans la situation où se trouvait don Pèdre, tout excitait sa méfiance, jusqu'aux témoignages de fidélité et de dévouement qu'à l'approche du péril lui donnaient ses plus loyaux serviteurs. La prudence aurait dû lui conseiller de dissimuler ses soupçons et ses inquiétudes : il les trahissait par un redoublement de brusquerie et de hauteur. Il accusait au hasard,

(1) Carbonell, p. 196.
(2) Zurita, t. II, p. 342.
(3) *Arch. gen. de Ar.* Priviléges accordés à maître Robert d'Estanten, bourgeois de Saragosse, à la prière de messire Hugh de Calverly. Saragosse, 1er mars 1366. Reg. 1213 Sigilli secreti, p. 24.
(4) Ayala, p. 403.

éclatait sans cesse en plaintes irréfléchies, et semblait provoquer la défection par des menaces déjà devenues impuissantes.

Tandis que, partagé entre cent résolutions contraires, il attendait l'orage, plongé dans un découragement apathique, il vit arriver à Burgos le seigneur d'Albret, vassal du roi d'Angleterre, que sa haine contre les rois de Navarre et d'Aragon rendait un allié naturel de la Castille. Compagnon d'armes ou parent de quelques-uns des chefs de la grande compagnie, le seigneur d'Albret venait offrir à don Pèdre son entremise pour les attirer à son service, ou du moins pour les obliger à quitter celui du comte de Transtamare. Il semblait facile surtout de débaucher les bandes d'Anglais et de Gascons, qui avaient un prétexte spécieux pour abandonner Duguesclin dans la désapprobation publique que le prince de Galles venait de donner à une expédition dirigée contre un prince ami de l'Angleterre. Il suffisait d'indemniser les capitaines et d'offrir une paye avantageuse aux soldats. Sans argent, nul traité n'était possible avec les chevaliers d'aventure. Don Pèdre, libéral seulement avec ses maîtresses, rejeta les offres du seigneur d'Albret, renouvelées bientôt après, et tout aussi inutilement, par Iñigo Lopez de Orozco, qui vint lui porter des propositions formelles de la part de plusieurs chefs anglais (1). Cependant les caisses du roi étaient pleines et c'était alors le seul avantage qu'il eût sur ses ennemis. On a peine à concevoir un tel aveuglement d'un prince qui mesurait cependant toute la grandeur du péril.

L'hiver, en retardant l'ouverture de la campagne, avait retenu les aventuriers sur le territoire aragonais assez longtemps pour que leurs hôtes sentissent cruellement le fardeau de leur présence. Leurs excès furieux attiraient des représailles, et les montagnards belliqueux de l'Aragon et de la Navarre répondaient à leurs pillages en attaquant leurs convois et en massacrant leurs traînards (2). Il était temps de lancer enfin cette horde détestée sur le pays ennemi.

Au commencement de mars 1366, sir Hugh de Calverly commença le premier les hostilités en attaquant Borja, ville d'Aragon occupée depuis longtemps par les troupes de Castille (3). A l'approche de l'avant-garde anglaise, la garnison abandonna la place en toute hâte, entraînant dans sa fuite un corps considérable de troupes castillanes cantonnées à Magalon. Après ce facile succès, toute l'armée de don Henri se mit en mouvement; elle entra sans obstacle en Navarre, y traversa l'Èbre et franchit la frontière de Castille au milieu de mars, non loin d'Alfaro. Sans s'amuser au siége de cette forte place, gardée par Iñigo de Orozco, elle se dirigea rapidement sur Calahorra, ville plus considérable, mais médiocrement fortifiée. Là, les partisans de don Henri s'étaient donné rendez-vous et s'apprêtaient à l'accueillir. Don Fernand de Tovar, l'évêque de Calahorra et quelques riches-hommes, chargés par don Pèdre de mettre cette place en état de défense, furent les premiers à en ouvrir les portes aussitôt que parurent les bannières ennemies (4).

Cette première défection était grave; elle prouvait combien don Pèdre était détesté. C'était à Calahorra que don Henri devait afficher publiquement ses prétentions. La scène était préparée, les rôles appris d'avance. Il s'agissait de donner

(1) Ayala, p. 397 et 405.

(2) *Arch. gen. de Ar.* Mandement du roi d'Aragon pour *repeupler* le bourg de Pina saccagé (*barreyado*) par les compagnies de France. Saragosse, 24 février 1366. Reg. 1213 Sigilli secr., p. 15. — Ordre du roi pour faire rendre au comte d'Urgell cinquante bêtes à cornes enlevées par les habitants de Perthusa sur les Français qui les avaient prises à Antillon, domaine de ce comte. Saragosse, 5 mars 1366. *Ibid*, p. 24. — Appendice.

(3) Ayala, p. 400.

(4) *Idem, ibid.*

solennellement la couronne au chef de la grande compagnie. Bertrand Duguesclin au nom des Français, sir Hugh au nom des Anglais, le comte de Denia, chef des Aragonais auxiliaires, avaient préparé un simulacre d'élection. Pour ces preux chevaliers, la question n'avait rien d'embarrassant; ils croyaient que le métier d'aventure menait à tout, même au trône. Duguesclin prit la parole pour ses compagnons. « Soyez roi, dit-il à don Henri; vous devez faire cet honneur à tant de nobles chevaliers qui vous ont reconnu pour chef dans cette chevauchée. D'ailleurs don Pèdre, votre ennemi, refuse le combat, et par là il reconnaît lui-même que le trône de Castille est vacant (1). » Cette éloquence toute militaire devait être fort goûtée par les douze mille bandits qui entouraient l'orateur. Du peuple de Castille, il n'en fut point question dans la harangue de Duguesclin; il lui suffisait de montrer les aventuriers humiliés de n'être pas commandés par un roi. Malgré des arguments si spécieux, don Henri, avec une feinte modestie, résista assez longtemps pour que les Castillans joignissent leurs instances à celles des capitaines étrangers. Il céda enfin et se laissa ceindre la couronne. Aussitôt don Tello, déployant l'étendard royal, traversa le camp au cri de : « Castille! Castille! au roi Henri! » Puis, accompagné de bruyantes acclamations, il alla planter la bannière au sommet d'un monticule, sur le chemin de Burgos. Alors chacun s'empressa de demander quelque grâce au nouveau roi, comme pour lui donner le plaisir de faire un acte de souveraineté. Il ne refusa personne et se montra libéral à donner ce qu'il fallait gagner à la pointe de la lance. Cette comédie jouée, l'armée se remit en marche et se dirigea sur Burgos à grandes journées sans rencontrer d'obstacles. Les villes n'attendaient pas la sommation des hérauts pour envoyer leurs clefs, et de toutes parts arrivaient à l'envi nobles et bourgeois, empressés de baiser la main de leur nouveau maître. C'était à qui viendrait plus vite faire ses offres de service et en solliciter la récompense. Devant Briviesca seulement on s'aperçut de la présence d'un ennemi. Men Rodriguez de Senabria commandait dans la place, autrefois familier de don Henri, maintenant serviteur fidèle de don Pèdre. Il essaya de se défendre; un combat assez vif s'engagea aux barrières; mais, le gouverneur ayant été renversé et pris par un chevalier gascon, la garnison mit bas les armes avant de soutenir l'assaut (2).

V

La terreur et la confusion régnaient à la cour de don Pèdre. Elles furent portées au comble lorsqu'on y apprit que Briviesca n'avait pu arrêter un seul jour la marche impétueuse des aventuriers. Malgré le nombre des troupes réunies à Burgos, on voyait bien que le roi n'oserait livrer bataille, encore moins s'enfermer dans une place, alors assez médiocrement fortifiée, pour y subir les hasards d'un siége. Don Pèdre, retiré dans son palais, était inaccessible, ne donnait aucun ordre, et ne faisait rien pour encourager ses partisans encore très-nombreux, surtout parmi le peuple et la bourgeoisie. Cependant l'ennemi avançait toujours. Ses coureurs avaient paru à quelques lieues de Burgos; une seule marche pouvait l'amener devant la ville. La veille du dimanche des Rameaux, un mouvement inaccoutumé se fit remarquer dans le palais, on sellait les chevaux et les mules, on chargeait précipitamment les bagages. Six cents cavaliers mores, gardes ordinaires de don Pèdre, commandés par don Mohamed-el-Cabezani, envoyé du roi de Grenade, étaient en bataille devant les portes. Aussitôt le bruit se répand que le roi va partir. Aucun des magistrats n'était

(1) Ayala, p. 401.
(2) *Idem*, p. 402.

prévenu. Il n'avait instruit de ses desseins aucun des riches-hommes qui étaient venus lui offrir leur épée; nulle disposition pour la défense de la place, aucune pour la sûreté d'un trésor considérable renfermé dans le donjon. Le roi semblait avoir tout oublié, tout, excepté une vengeance à exercer, une trahison à punir. On venait, par son ordre, de mettre à mort dans l'enceinte du château Juan de Tovar, le frère du gouverneur de Calahorra, qui avait rendu sa ville au prétendant.

Le peuple, rassemblé autour du palais, contemplait dans un muet abattement ces apprêts de départ. A la vue du roi, des cris de désespoir se mêlèrent aux acclamations. Les principaux de la bourgeoisie se jetèrent à ses pieds, et, les larmes aux yeux, le conjurèrent de ne pas les abandonner.

— Nous avons des vivres et des armes, disaient-ils, nous voulons nous défendre. Tout ce que nous possédons au monde, sire, nous vous l'offrons. Mais restez avec vos fidèles sujets.

D'une voix mal assurée, le roi répondit qu'il les remerciait de leur fidélité. Son départ cependant était nécessaire. Il était instruit que le comte et la compagnie avaient résolu de marcher sur Séville, et il fallait pourvoir à la sûreté des infantes et du trésor royal. Quelques bourgeois essayèrent de lui représenter combien il était improbable que don Henri pensât à se diriger sur l'Andalousie. Au contraire, les rapports les plus récents témoignaient qu'il tournait toutes ses forces contre Burgos. Malgré ces observations, le roi demeura inébranlable. Alors les magistrats de la ville lui demandèrent respectueusement quels ordres il leur donnait en les quittant ainsi au moment du péril.

— Faites au mieux que vous pourrez, répondit-il avec impatience.

— Sire, reprit l'orateur des bourgeois, nous voudrions avoir l'heur de défendre cette ville, qui est vôtre, contre vos ennemis; mais, puisque vous-même, disposant de tant de bons cavaliers, ne croyez pas pouvoir la défendre, que voulez-vous que nous fassions?

Don Pèdre gardant le silence, l'alcade reprit :

— S'il arrivait, sire, ce qu'à Dieu ne plaise, que nous nous vissions en telle nécessité que résister fût impossible, veuillez, par avance, nous relever du serment de foi et hommage que nous vous avons prêté. Nous vous le demandons une fois, deux fois, trois fois.

— J'y consens, dit le roi.

Sur-le-champ un notaire prit acte de cette déclaration. Puis un des trésoriers demanda ce qu'il fallait faire des sommes confiées à sa garde et déposées dans le château.

— Défendez le château! s'écria le roi sautant à cheval.

— Mais, si la ville est prise, le château ne peut se défendre!...

Sans daigner répondre, le roi piqua des deux, suivi des cavaliers grenadins, les seules troupes à la fidélité desquelles il se fiât encore (1).

Parmi les riches-hommes réunis à Burgos, un bien petit nombre l'accompagna dans sa retraite (2); la plupart demeurèrent dans la ville ou aux environs pour attendre l'événement, ou plutôt s'occupèrent dès lors de traiter avec don Henri aux conditions les plus avantageuses. En voyant le roi s'abandonner lui-même, le découragement s'était emparé de ses plus fidèles serviteurs. Les commandants des places situées en avant de Burgos croyaient faire preuve de dévouement en abandonnant leurs remparts pour suivre leur maître dans sa fuite; mais le plus grand nombre se

(1) Ayala, p. 402 et suiv.
(2) Pero Lopez Ayala suivit le roi jusqu'à Tolède. Ayala, p. 404.

déclaraient pour le vainqueur. Tous les ponts-levis s'abaissaient devant la bannière de Castille portée par les aventuriers, et il avait suffi au prétendant de se montrer pour enlever au roi légitime la moitié de ses États.

Au moment où don Henri passait la frontière, don Pèdre avait dépêché des courriers à tous les gouverneurs des places conquises en Aragon, et surtout dans le royaume de Valence, avec ordre de les évacuer au plus vite, de brûler les maisons, de démanteler les fortifications s'ils le pouvaient, et de le rejoindre avec tous leurs soldats. Le rendez-vous qu'il leur assigna était Tolède; car il conservait encore l'espoir d'arrêter l'ennemi aux passages des montagnes qui divisent les deux Castilles. Autant que l'on peut juger de son plan aujourd'hui, il se flattait qu'en cédant du terrain à son adversaire, en l'attirant pour ainsi dire au cœur de ses États, il pourrait le détruire par cette guerre de chicane qui lui était familière, et il comptait sur l'intempérie du climat, la fatigue et la misère, pour dégoûter les aventuriers et priver don Henri de ses principales forces. Telle a été souvent la tactique des généraux espagnols, toujours couronnée de succès, lorsque le peuple s'est déclaré contre les envahisseurs. Mais la cause de don Pèdre n'était pas soutenue par l'opinion nationale, et il ne tarda pas à reconnaître qu'il ne devait plus compter sur ses sujets. En recevant ses lettres, quelques-uns de ses capitaines, il est vrai, gagnèrent à la hâte la Castille-Neuve ou se replièrent sur le royaume de Murcie; mais la plupart, croyant que tout était perdu pour don Pèdre, se dispersèrent après avoir vendu au roi d'Aragon les places qu'ils avaient ordre de démanteler (1).

Dès que don Pèdre eut quitté Burgos, les bourgeois, déjà découragés et témoins des mauvaises dispositions des riches-hommes demeurés dans leurs murs, pensèrent à leur salut et ne balancèrent plus à envoyer une députation à don Henri. Les lettres de créance remises par le conseil de la commune à ses mandataires étaient adressées au comte de Transtamare; mais elles leur enjoignaient de le reconnaître comme roi, dès qu'il aurait juré de garder les libertés et les priviléges de la ville. Dans cette rapide révolution, nobles et bourgeois ne songeaient qu'à leurs intérêts; chacun cherchait à obtenir du nouveau maître quelque faveur particulière. Au lieu de conquérir son royaume, don Henri allait l'acheter. Il jura de maintenir les antiques franchises de Burgos, promit même, dit-on, d'exempter la ville de tout impôt (2), et immédiatement après les portes s'ouvrirent pour son entrée triomphale. Dès le lendemain, il s'y fit couronner en grande pompe dans l'église du monastère de las Huelgas. A cette cérémonie assistèrent beaucoup de riches-hommes et des députations de plusieurs grandes villes de la Castille, car la fuite précipitée de don Pèdre semblait à toute l'Espagne un aveu de son impuissance, et, comme l'avait dit Duguesclin, une abdication de sa souveraineté. Les premiers actes du prétendant furent des grâces accordées aux hommes qui de capitaine d'aventure l'avaient fait roi. L'argent qu'il trouva dans le château de Burgos, et que le trésorier de don Pèdre s'empressa de lui remettre, une contribution extraordinaire imposée aux juifs de la ville, servirent à payer la solde de ses mercenaires étrangers et mainte défection subalterne. Des titres de noblesse, des concessions de terres, des fiefs royaux furent distribués avec une libéralité inouïe jusqu'alors aux principaux de ses compagnons d'armes et particulièrement aux chefs de la grande compagnie. A Bertrand Duguesclin il donna le comté de Transtamare, et il y ajouta la riche seigneurie de Molina avec d'immenses domaines. Sir Hugh de Calverly reçut le titre de comte de Carrion et l'apanage considérable qui en dépendait. Le comte de Denia, chef des auxiliaires aragonais, que don Henri pendant son exil avait nommé son frère d'armes, ne fut point oublié; il

(1) Ayala, p. 404. Abr., note 4.

(2) Cascales, *Hist. de Murcia*. Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie, p. 199, v.

devint marquis de Villena et obtint en partage tous les biens qui avaient composé la dot de la comtesse de Transtamare. Devenu roi, don Henri ne voulait rien garder de sa fortune privée. Don Tello reprit le titre de seigneur de Biscaye, et eut encore l'investiture de la seigneurie de Castañeda. Don Sanche, son frère, ne fut pas moins bien traité, et sa part fut l'immense héritage du fameux don Juan d'Albuquerque, qui, depuis la mort de son fils, avait été dévolu à la couronne. Anciens serviteurs, compagnons d'exil, transfuges ou adversaires ralliés se disputaient le riche butin donné par la victoire. Il semblait que don Pèdre n'eût grossi le domaine royal que pour fournir aux prodigalités de son ennemi. Pour la première fois en Castille, les titres de comte et de marquis, jusqu'alors réservés aux membres de la famille royale, furent donnés à des riches-hommes ou même à des capitaines étrangers (1). Telle fut la générosité ou plutôt la profusion du nouveau roi, qu'elle donna lieu à une expression proverbiale longtemps usitée en Espagne. *Faveurs de Henri*, ainsi appela-t-on désormais les grâces obtenues avant d'avoir été méritées (2).

VI

Pendant que don Henri se faisait couronner à Burgos, don Pèdre entrait en fugitif dans Tolède et s'y arrêtait quelques jours comme étonné de n'être pas poursuivi; mais les nouvelles qu'il recevait de tous les côtés ne faisaient qu'accroître son abattement. Malgré la jonction de quelques troupes arrivées du royaume de Valence, il se sentait moins que jamais en état de tenter la fortune des armes. Un reste de terreur qu'il inspirait encore avait bien pu lui rallier plusieurs milliers de soldats, mais il ne se dissimulait pas que son prestige était perdu et qu'il ne pouvait plus se faire obéir. Tolède n'étant pas, à ses yeux, un asile plus sûr que Burgos, il se disposa à l'abandonner bientôt pour gagner l'Andalousie. Après avoir exhorté les habitants à se défendre avec courage, il leur laissa pour gouverneur Garci Alvarez, maître de Saint-Jacques, avec quelque six cents hommes d'armes; puis il courut à Séville, conservant à peine l'espoir de prolonger la lutte dans un pays qu'il aimait et sur lequel, plus qu'en aucune autre de ses provinces, s'étaient répandues ses faveurs. Au lieu de se faire suivre par les troupes aguerries revenues du royaume de Valence, il les distribua fort imprudemment dans quelques villes de la Castille-Neuve, sous le commandement de seigneurs qu'il croyait encore attachés à sa personne, et ne garda auprès de lui qu'un petit nombre de riches-hommes qui, possédant des domaines en Andalousie, pouvaient y exercer une influence utile à sa cause. Ceux qu'il laissait en arrière attendirent à peine qu'il fût éloigné pour faire leur soumission au vainqueur. Ni le souvenir de ses bienfaits, ni la crainte de ses vengeances, n'arrêtaient plus personne. Les hommes qui s'étaient toujours montrés les ministres dociles de son despotisme cherchèrent à faire oublier leurs viles complaisances par un empressement encore plus lâche à s'humilier devant le prince qu'ils avaient si longtemps persécuté. Iñigo de Orozco, chargé de défendre Guadalajara, courut en porter les clefs à Burgos. Le maître de Calatrava, don Diego de Padilla, le frère de celle que don Pèdre avait déclarée reine, ne fut pas un des derniers à venir baiser la main qui déshéritait d'un trône les filles de sa sœur (3). Garci Alvarez, un peu moins empressé que les autres, fit mine de vouloir résister dans Tolède, mais seulement le temps nécessaire pour se faire acheter sa défection. Il était maître de Saint-Jacques par la volonté de don

(1) Pellicer. *Justificacion de la grandeza de don Fernando de Zuniga*, p. 1 et suiv.

(2) *Mercedes Enriqueñas.*

(3) Ayala, p. 410.

Pèdre, depuis la mort de don Fadrique, et Gonzalo Mexia, vieux serviteur de don Henri, émigré depuis les premiers troubles, avait pris le même titre de son côté et avait été reconnu en qualité de Maître par les chevaliers de l'ordre, exilés comme lui. Entre ces deux rivaux à la maîtrise de Saint-Jacques, le choix de don Henri ne pouvait être douteux. Garci Alvarez, voyant l'Alcazar et le pont d'Alcantara au pouvoir des bourgeois insurgés, se trouva heureux d'obtenir, en échange de sa renonciation, deux domaines considérables et une grosse somme d'argent (1). A ce prix il vendit Tolède, ou plutôt la partie de la ville que ses troupes occupaient encore. Don Henri y fut reçu aux acclamations du peuple excité par le clergé et la noblesse, sur lesquels avait durement pesé le despotisme de don Pèdre. Pendant quinze jours il tint sa cour à Tolède, recevant les hommages et les soumissions des villes qui de toutes parts lui envoyaient leurs députés. Les procurateurs de Cuenca, d'Avila, de Madrid, de Talavera, vinrent prêter le serment de fidélité entre ses mains et reçurent en échange la confirmation de leurs priviléges, peut-être même des franchises nouvelles. Henri n'avait pas oublié la conduite des juifs de Tolède, qui, quelques années auparavant, avaient puissamment contribué à l'expulser de leurs murs. De même qu'à Burgos, une forte amende punit leur attachement à la cause de don Pèdre. La Juiverie de Tolède fut contrainte de payer la solde des aventuriers, et cette contribution arbitraire fut exigée avec la dernière rigueur (2). Ces avanies étaient agréables au peuple castillan et surtout au clergé. Les ecclésiastiques, maltraités par don Pèdre, saisissaient avec empressement l'occasion de se venger et animaient le bas peuple à se soulever contre un prince que le ciel abandonnait. D'un côté, le roi légitime fuyant entouré de génétaires musulmans, de l'autre, l'usurpateur rançonnant les juifs, il n'en fallait pas davantage pour établir dans l'esprit de la populace l'impiété de l'un et la foi fervente de l'autre.

Arrivé à Séville, don Pèdre n'y trouva que le découragement et les symptômes de mutinerie qu'il avait observés sur toute sa route. Les Andalous, dont les campagnes avaient été souvent ravagées par les Mores, ne voyaient pas sans une extrême inquiétude les préparatifs du roi de Grenade pour secourir son allié. On avait entendu don Pèdre s'écrier, dans un moment de colère, que, s'il était trahi par ses sujets, il pouvait au moins compter sur la fidélité du roi Mohamed, qui lui devait sa couronne. Ces paroles imprudentes étaient commentées avec malveillance par les prêtres et par les émissaires du prétendant. Ils publiaient que don Pèdre attendait une puissante armée de Grenade, et qu'il allait remettre entre les mains des Mores les principales villes de l'Andalousie. Quelques-uns ajoutaient qu'il avait promis à son allié Mohamed d'abjurer la foi chrétienne, et que, comme le comte Julien, il allait sacrifier à sa vengeance sa religion et sa patrie. La populace accueillit ces rumeurs absurdes, qui, chaque jour, devenaient plus menaçantes. Des attroupements séditieux se formaient dans les rues voisines de l'Alcazar, et y bloquaient en quelque sorte le malheureux roi. Bientôt il en vint à douter qu'il pût s'y maintenir avec le petit nombre de soldats qui lui restaient fidèles. Dans cette extrémité, après avoir pris conseil du maître d'Alcantara, Martin Lopez, de Mateo Fernandez, son chancelier, et de Martin Yanez, son trésorier, il se détermina à quitter Séville pour aller implorer le secours du roi de Portugal, son oncle et son ancien allié.

Avant les derniers revers de don Pèdre, l'union la plus intime régnait entre les deux princes, et ils avaient résolu de la resserrer encore par un mariage entre leurs enfants. Dona Beatriz, fille aînée de Marie de Padilla, héritière présomptive de la couronne de Castille, devait épouser don Fernand, fils aîné du roi de Portugal ; mais

(1) Ayala, p. 411.
(2) *Idem*, p. 412.

l'âge de la princesse n'avait pas permis que le mariage fût encore célébré. Toutefois don Pèdre, confiant dans la parole de son allié, aussitôt après son arrivée à Séville, s'était empressé d'envoyer sa fille en Portugal, avec la dot stipulée au traité d'alliance, et de plus une somme d'argent considérable, ainsi que quantité de pierreries qui avaient appartenu à Marie de Padilla. Peu de jours après, ayant fait venir à Séville tout l'or et l'argent monnayé qu'il gardait dans le château d'Almodovar del Rio, il le fit embarquer sur une galère, et chargea Martin Yanez de se rendre avec ce trésor à Tavira, en Portugal, pour y attendre de nouveaux ordres. Quant à lui, renfermé dans l'Alcazar, et presque assiégé par ses sujets, il suivait avec anxiété les mouvements de don Henri, hésitant encore à quitter son royaume. La révolte éclatant vint abréger ses incertitudes. La populace ameutée se porta en masse contre l'Alcazar pour lui donner l'assaut; elle s'était déjà emparée de l'arsenal et des galères.

Il n'y avait pas un moment à perdre. Le roi, montant à cheval, sortit presque furtivement de Séville avec les deux infantes Constance et Isabelle, et une fille naturelle de don Henri, qu'il gardait auprès de lui comme un otage depuis plusieurs années. Il était suivi du maître d'Alcantara, Martin Lopez, de son chancelier et de quelques chevaliers de sa maison. On dit que, malgré sa triste opinion de l'inconstance des hommes, il ne put s'empêcher de témoigner amèrement sa surprise en voyant le petit nombre de serviteurs qui s'associaient à sa fortune. Il eût été imprudent d'ailleurs d'attendre plus longtemps les amis fidèles qu'il pouvait laisser en arrière; car à peine était-il sorti de l'Alcazar, que la populace enfonça les portes et mit tout au pillage (1). Pendant qu'il s'éloignait à la hâte, son amiral, le Génois Boccanegra, descendait le Guadalquivir avec quelques galères, et cinglait vers les côtes de Portugal. Il venait de quitter le royaume de Valence sur l'ordre du roi, et, l'ayant rejoint à Tolède, il l'avait accompagné jusqu'à Séville. Là finit son dévouement. Maintenant il voulait se concilier les bonnes grâces du maître que l'on attendait, et, pour première preuve de son nouveau zèle, il se mit à la poursuite du vaisseau qui portait Martin Yanez et le trésor de don Pèdre. Il l'atteignit dans les eaux de Tavira, et le captura sans peine; peut-être, comme on le soupçonna depuis, Yanez était-il d'accord avec le Génois pour se laisser prendre (2).

Malgré ses inquiétudes sur le sort du navire chargé de ses dernières ressources, don Pèdre, au lieu de gagner Tavira, ne chercha qu'à se rapprocher au plus vite du roi de Portugal, qui se trouvait alors au château de Vallada, près de Santarem. Il ne tarda pas à connaître l'accueil qui l'attendait sur la terre étrangère. A Coruche, sur la rive gauche de la Guadiana, il rencontra sa fille dona Beatriz, que lui renvoyait ignominieusement cet allié dans lequel il mettait toute son espérance. Sans prendre la peine de colorer son manque de foi, le roi de Portugal faisait reconduire la jeune princesse hors de ses États avec cette réponse : « Que l'infant don Fernand ne voulait plus l'épouser (3). » Presque en même temps un seigneur portugais vint lui signifier, de la part de son maître, qu'on ne pouvait le recevoir à Santarem, ni lui donner un asile en Portugal. On dit que don Pèdre écouta ce message d'un air sombre, sans répondre une parole. Puis, demeuré seul avec un des chevaliers de sa suite, il fouilla dans son escarcelle, en retira quelques pièces d'or, et les jeta par-dessus le toit de la maison où il s'était arrêté. Surpris de cette action, le chevalier lui représenta qu'il ferait mieux de donner cet or à quelqu'un de ses serviteurs, au lieu de le semer ainsi sur cette terre inhospitalière :

(1) Ayala, p. 413. Abr.
(2) *Idem, ibid.*
(3) *Idem, ibid.* — Cfr. Duarte do Liao, *Cronicas dos reis de Portugal*, p. 222 et suiv.

— Oui, je sème, dit le roi avec un sourire farouche, mais un jour je viendrai récolter.

Le chevalier se tut et le laissa à ses rêves de vengeance (1).

Repoussé de Portugal, don Pèdre essaya de rentrer en Castille et s'approcha de la ville d'Albuquerque, mais on lui en ferma les portes, et il eut la douleur de voir la moitié de sa petite troupe l'abandonner pour se joindre à la garnison rebelle. Force lui fut de repasser encore une fois la frontière, et, vaincu par la nécessité, il s'humilia jusqu'à faire demander au roi de Portugal un sauf-conduit et une escorte pour traverser ses États et se rendre en Galice. Là, du moins, il espérait trouver un ami fidèle, don Fernand de Castro, qui commandait en maître dans cette province.

Le roi de Portugal lui dépêcha aussitôt le comte de Barselôs et don Alvar, son favori, frère de la fameuse Inès de Castro; mais déjà les égards dus au malheur semblaient une contrainte pénible envers un prince si manifestement trahi par la fortune. Les deux chevaliers déclarèrent au fugitif qu'ils s'exposeraient à la colère de l'infant, fils de leur maître, s'ils l'accompagnaient suivant leurs instructions. Cependant une somme de 6,000 doubles avec le présent de deux épées magnifiques et de ceintures d'argent richement travaillées (2) les détermina à le conduire jusqu'à Lamego. Là, en se séparant du roi, ils exigèrent qu'il leur remît la jeune Léonor, fille de don Henri, que le roi de Portugal voulait rendre à son père, pour lui faire oublier la protection dérisoire qu'il avait accordée un instant au roi fugitif (3).

Une légende romanesque s'attache à cette jeune fille. On l'appelait Léonor des Lions. Quelques années auparavant, s'il faut ajouter foi au témoignage d'un vieux chroniqueur, don Pèdre l'avait fait jeter toute nue dans une fosse où il gardait des lions affamés. Ces animaux, moins féroces que lui, respectèrent l'innocente enfant et ne lui firent aucun mal. La leçon de générosité que lui donnaient les lions ne fut point perdue pour don Pèdre. Il avait fait élever Léonor avec soin, et la gardait moins comme une prisonnière que comme la compagne de ses filles (4).

Réduit à une escorte d'environ deux cents cavaliers, le roi traversa rapidement et non sans danger la province portugaise de Tras-os-Montes, et toucha de nouveau le territoire castillan à Monterey, petite ville de Galice située sur l'extrême frontière. Celui qui naguère commandait en maître absolu à toute la Castille, qui, par ses armées, occupait les plus belles provinces de l'Aragon, après avoir, en moins de deux mois, perdu ses conquêtes et ses États héréditaires, rentrait aujourd'hui furtivement dans son royaume, traînant sur des chevaux épuisés ses trois filles, exténuées par les veilles et les fatigues; il tremblait que chaque défilé, chaque hameau, ne recélât une embuscade ou une trahison. Après ces deux mois d'angoisses continuelles, de déceptions amères, de souffrances morales et physiques de toute espèce, ce dut être pour don Pèdre un moment de bonheur que celui où quelques voix loyales saluèrent son retour en Castille. A Monterey, il trouva des cavaliers envoyés par don Fernand de Castro, pour lui annoncer que ce seigneur était en marche avec des forces considérables pour le joindre. Des lettres de Zamora l'informaient encore que, bien que la ville fût soulevée, le château demeurait fidèle, et son gouverneur, Juan Gascon, promettait de réduire les rebelles dès qu'il recevrait quelques renforts (5). La pour-

(1) Duarte do Liao, *Cron. dos reis de Port.*, t. II, p. 224.

(2) Ces ceintures, en usage au XIVe siècle, et nommées *ceintures d'honneur*, parce que les chevaliers seuls avaient droit de les porter, se composaient de larges plaques de métal réunies par des anneaux; on les ceignait fort bas.

(3) Ayala, p. 415.

(4) Duarte do Liao, *Cron. dos reis de Port.*, t. II, p. 225.

(5) Ayala, p. 416 et suiv.

suite de don Henri avait été si rapide, que les gouverneurs attachés à don Pèdre avaient pu contenir l'insurrection partout où la présence de l'usurpateur et des aventuriers ne lui avait pas prêté des forces irrésistibles. Astorga, Soria, Logroño, tenaient encore pour le roi légitime et semblaient résolues à se défendre vigoureusement.

VII

A peine sur le sol de Castille, le premier soin de don Pèdre fut d'écrire au prince de Galles et au roi de Navarre pour leur rappeler ses traités et leur demander des secours. Bientôt don Fernand de Castro accourut à Monterey, et lui présenta les principaux des riches-hommes galiciens, tous pleins d'ardeur et de résolution. Ils amenaient leurs vassaux en armes, cinq cents cavaliers et deux mille fantassins. Avec cette petite armée, protégée par les âpres montagnes de la Galice, que jamais cheval de Castille n'a franchies impunément (1), on pouvait attendre avec sécurité la réponse du prince anglais et du roi de Navarre Fernand de Castro, le maître d'Alcantara et quelques-uns des plus dévoués serviteurs du roi opinaient pour reprendre immédiatement l'offensive. Rien de plus facile, suivant eux, que de pénétrer dans le château de Zamora, qui avait une porte donnant sur la campagne. Une sortie vigoureuse les rendrait maîtres de la ville, et de là on se porterait sur Logroño. Don Fernand ne doutait pas que la présence de don Pèdre ne ranimât aussitôt ses partisans et qu'il ne réussît à rétablir son autorité dans des provinces que le prétendant avait traversées à la course plutôt qu'il ne les avait soumises. Mais, d'un autre côté, Mateo Fernandez, chancelier du sceau privé, et quelques autres, confidents comme lui des plus secrètes pensées de leur maître, remontraient qu'il était dangereux d'exposer la personne du roi, par un coup de désespoir, aux dangers d'une trahison nouvelle. A les entendre, les dispositions de la Galice étaient incertaines, et l'on parviendrait difficilement à conduire hors de leur pays les montagnards armés par don Fernand. Le plus sûr moyen de s'assurer la victoire, c'était d'obtenir l'appui du prince de Galles et de presser l'exécution du traité d'alliance offensive et défensive conclu deux années auparavant. Le caractère loyal et les sentiments chevaleresques du prince ne permettaient pas de douter qu'il ne s'empressât de voler au secours de son allié. Avec l'épée du plus grand capitaine de son siècle, le roi rentrerait dans son royaume et disperserait en un instant tous ses ennemis. Tels furent les conseils de Fernandez, telles étaient probablement les intentions de don Pèdre. A sa méfiance naturelle, au découragement, suite inévitable de ses revers, se joignaient de vives inquiétudes pour la sûreté de ses trois filles, compagnes de sa fuite. Il ne se sentait plus le courage de braver de nouveaux dangers avec elles. La réponse qu'il reçut du roi de Navarre acheva de le décider. Charles le Mauvais hésitait encore entre les deux frères; mais, à travers les promesses vagues qu'il faisait au roi vaincu, il était facile de voir qu'il allait se déclarer pour le vainqueur.

La Navarre demeurant neutre, ou plutôt suspecte de partialité pour don Henri, c'eût été le comble de l'imprudence que de s'appuyer à ses frontières pour recommencer les hostilités dans le nord de la Castille. Il fut résolu que le roi s'embarquerait à la Corogne et qu'il se rendrait auprès du prince de Galles, à Bordeaux. Pendant qu'il négocierait pour l'entrée d'une armée anglaise en Espagne, don Fernand de Castro, avec le titre d'adelantade des royaumes de Galice et de Léon, devait réchauffer le zèle des provinces du nord et soutenir la guerre contre l'usurpateur. Avant

(1) C'est une opinion populaire en Espagne que nul cheval étranger ne peut vivre au delà de quelques jours en Galice.

de s'éloigner, le roi récompensa sa fidélité en lui donnant le titre de comte de Lemos.

Quittant Monterey après un séjour de trois semaines, don Pèdre se dirigea vers Saint-Jacques de Compostelle. Les fêtes de la Saint-Jean y attiraient en ce moment une foule de pèlerins de toutes les parties de la Péninsule, et c'était le lieu le plus propre pour y recueillir des renseignements exacts sur l'état des esprits et la situation des différentes provinces. L'archevêque de Saint-Jacques, don Suero, natif de Tolède et apparenté aux plus illustres familles de cette ville, vint au-devant de don Pèdre avec une suite de deux cents cavaliers. Il fut reçu froidement. Il est vrai qu'il semblait se présenter à contre-cœur, et la sincérité de ses offres pouvait d'autant plus facilement être mise en doute, que tous ses parents, à Tolède, s'étaient déclarés pour don Henri, et que leur défection avait entraîné celle de leurs concitoyens. La vue de don Suero parut rappeler au roi la perte de la plus importante ville de son royaume. L'entrevue, gênée par la contrainte, fut courte. Après avoir présidé à la célébration de la fête, l'archevêque alla coucher à son château de la Rocha, probablement parce qu'il avait cédé au roi son palais dans la ville. Le lendemain, après l'heure de la sieste, il fut mandé par don Pèdre. Aussitôt il se rendit à Saint-Jacques avec une suite peu nombreuse, composée presque exclusivement d'ecclésiastiques. Arrivé dans la ville et sur la place de la cathédrale, il aperçut le roi se promenant sur une des terrasses de l'église. En ce moment un écuyer galicien, nommé Fernand Perez Churrichao, bien monté, la lance au poing, suivi de quelques cavaliers, parut derrière le prélat dont il avait l'air de grossir l'escorte. Tout à coup, lorsque l'archevêque mettait pied à terre sur le parvis même de la cathédrale, Churrichao et ses compagnons fondirent sur lui, et, en un clin d'œil, dispersèrent son escorte. Du haut de la terrasse, don Pèdre leur criait de ne pas tuer l'archevêque. Celui-ci et un chanoine qui l'accompagnait se jetèrent dans l'église, espérant y trouver un asile; mais les assassins les y suivirent l'épée haute et les percèrent de mille coups au pied même de l'autel. Assurés que leurs victimes avaient cessé de vivre, ils remontèrent à cheval, traversèrent toute la ville sans obstacle et gagnèrent la campagne (1).

On ne manqua pas d'attribuer à don Pèdre la mort de don Suero, et bien des présomptions se réunissaient pour l'en rendre responsable. Devant ses familiers, il avait laissé voir sa haine contre le prélat et l'avait accusé de complicité avec les rebelles de Tolède. En outre, au moment même où l'archevêque était massacré au milieu du chœur, le père de Churrichao se trouvait auprès du roi, comme s'il fût venu garantir la fidélité de son fils à exécuter une vengeance commandée. Enfin le séquestre mis aussitôt sur tous les biens du prélat, ses forteresses données à don Fernand de Castro, cet empressement à recueillir les fruits du crime, ne semblaient-ils pas en désigner clairement le véritable auteur? Toutefois Ayala, dont j'emprunte ces détails, rapporte que dans la suite don Pèdre nia constamment toute participation à ce forfait (2). Cette assurance est grave de la part d'un prince qui se croyait un droit absolu sur la vie de ses sujets, et qui, loin de désavouer ses actes les plus cruels, exprima souvent le regret d'avoir épargné quelques-uns de ses ennemis. Peut-être la mort de don Suero ne fut-elle que le résultat d'une vengeance particulière. Il est probable que le roi avait ordonné qu'on s'assurât de sa personne, mais non qu'on l'assassinât. Dans les temps d'anarchie et de révolution, les haines privées se déguisent souvent sous le nom d'attentats politiques, et il ne serait point extraordinaire que Churrichao eût outre-passé ses ordres, si toutefois il en avait reçu. Au reste, cette sanglante exécution fit perdre au roi plusieurs de ses partisans les plus dévoués. Alvar de Castro,

(1) Ayala, p. 418. Abr.
(2) *Idem, ibid.*

frère de don Fernand, se rendait à Saint-Jacques pour offrir ses services, lorsqu'il apprit le meurtre du prélat. Sur-le-champ il rebroussa chemin, s'enferma dans son château et se déclara pour don Henri. Son exemple fut imité par plusieurs riches-hommes galiciens (1).

Parvenu à la Corogne, don Pèdre y trouva un envoyé du prince de Galles, qui l'engageait à se rendre en Angleterre auprès du roi Édouard IV, lui promettant d'avance l'accueil le plus favorable. Sur cette assurance, il s'embarqua aussitôt avec ses trois filles et ce qu'il avait pu sauver d'or et de joyaux. Il lui restait encore environ trente mille doubles et des pierreries pour une valeur très-considérable.

P. Mérimée.

(*La dernière partie à la prochaine livraison.*)

(1) Ayala, p. 418.

REVUE MUSICALE.

L'ART DU CHANT EN ITALIE. — LES CONTRALTI. — MADEMOISELLE ALBONI.

A une époque où tant d'esprits se laissent séduire par les magnificences de l'instrumentation au point de négliger la mélodie vocale, il n'est pas sans intérêt de rappeler quelle a été l'influence du chant, et particulièrement du chant italien, sur les destinées de l'art musical. En ce moment même, une cantatrice d'élite rend au public parisien des émotions, des jouissances que les opéras nouveaux lui donnent trop rarement occasion de goûter. Dans l'accueil fait à mademoiselle Alboni, il y a, pour ainsi dire, un double succès, succès pour l'artiste, succès pour la grande école dont elle est un si digne représentant. Apprécier en même temps l'école et la cantatrice, montrer comment a agi sur le développement de l'opéra la méthode qui, avant mademoiselle Alboni, a triomphé tant de fois et si glorieusement sur la scène moderne, ce sera peut-être démontrer suffisamment l'erreur de ceux qui cherchent à faire prévaloir dans l'opéra les forces instrumentales sur la mélodie. Entre le système des grands maîtres italiens et le système qui tend aujourd'hui à prédominer, on ne peut prononcer avec certitude, si l'on n'interroge, outre l'histoire même des compositeurs, l'histoire curieuse et trop négligée de leurs interprètes.

Ici, à vrai dire, une difficulté se présente, et, pour la faire bien comprendre, nous n'avons qu'à rappeler un mot du célèbre chanteur Farinelli. En 1770, le docteur Burney, à qui l'on doit une assez bonne *Histoire de la Musique,* parcourait l'Italie, dans l'intention d'y recueillir les documents nécessaires au livre qu'il publia quelques années après. Il se trouvait un jour à Bologne dans la bibliothèque du *padre* Martini avec Farinelli, qui, montrant du doigt au voyageur anglais les livres du savant italien, lui dit : « Ce qu'il a fait restera, tandis que personne n'aura une idée exacte du talent que j'ai possédé, et mon nom s'effacera aussi vite de la mémoire des hommes que les transports d'admiration dont j'ai été l'objet pendant quarante ans de ma vie. » Celui qui s'exprimait ainsi était cependant l'un des plus grands virtuoses qui eussent jamais existé. La réflexion de Farinelli sur la fragilité de ces gloires bruyantes, sur le sort réservé à ces artistes divins qui, après avoir enivré les générations contemporaines et les avoir tenues suspendues à leurs lèvres inspirées, échappent à peine à un éternel oubli, est aussi vraie qu'elle est triste. Le temps, qui

répare tant d'injustices, nous semble être ici bien rigoureux. L'art d'émouvoir par les inflexions de la voix humaine, dans le cadre d'une action dramatique, est un art très-compliqué; il exige de celui qui veut y exceller les qualités les plus rares. Si l'on savait tout ce qu'il faut d'étude et de patience avant qu'un chanteur parvienne à maîtriser son organe et à exprimer avec fidélité les sentiments qu'il éprouve! Le son qui s'envole de ses lèvres, tout imprégné, pour ainsi dire, de l'essence de son âme et reflétant les mille couleurs de la passion, a été, comme le diamant, soumis, pendant des années, à la lime du lapidaire. Des artistes éminents, Guadagni, Pacchiarotti, Ansani ou madame Pisaroni, dépensent à l'édification d'une gloire éphémère un ensemble de qualités qui suffiraient à la création d'une œuvre durable, et après de longues années de lutte, après avoir consumé des trésors d'intelligence et de sensibilité, après mille triomphes où ils ont vu à leurs pieds les puissants de la terre, ces grands chanteurs s'éteignent dans une vieillesse solitaire, entourés seulement de quelques souvenirs charmants, ayant traversé la vie comme un rêve d'amour.

La raison d'une si triste destinée, on la devine : c'est qu'il est presque impossible d'écrire l'histoire de ces oiseaux de paradis au mélodieux ramage. Le mot de Farinelli n'est que trop vrai. Comment transmettre à la postérité, par la froide parole, une inflexion de voix, un regard, un geste, une pose, ces mille nuances de l'art et de la beauté qui caractérisent le style d'un grand virtuose? Il serait plus aisé de fixer la lumière et de peser la chaleur. Pour donner une idée, même très-imparfaite, du talent d'un Rubini, par exemple, il ne suffirait pas de dire quelles étaient l'étendue et la flexibilité de sa voix, la musique qu'il aimait à interpréter; il faudrait encore tenir compte des qualités mystérieuses du timbre, du tissu plus ou moins serré de la vocalisation, du temps où l'artiste a vécu, de la révolution musicale qui l'a produit ou dont il a pu être le promoteur, car il y a eu des chanteurs de génie qui ont aidé à l'éclosion d'une nouvelle forme de l'art. On voit que pour peindre ces visages charmants, pour en reproduire les contours avec la morbidesse de la vie et tous les caprices de la lumière, ce ne serait pas assez d'une main délicate et de la sagacité d'un critique jointe à la sensibilité d'un poëte; il faudrait encore une connaissance approfondie de la musique, de son histoire, et surtout de l'art de chanter. En remplissant au moins quelques-unes de ces conditions, on pourrait essayer de ranimer les plus belles de ces images adorées dont le temps a déjà terni les couleurs; on réussirait peut-être à réveiller pour quelques grands virtuoses un peu de cette admiration passionnée dont ils furent l'objet, *negli anni felici*. Quelque difficile que soit une pareille tâche, la critique ne doit négliger aucun effort pour en surmonter les obstacles. Les annales du chant italien, dont mademoiselle Alboni fait revivre les traditions avec tant d'éclat devant le public parisien, se rattachent par un lien étroit, nous espérons le prouver, aux annales mêmes de l'art musical.

Les premiers bégayements de l'art de chanter commencent avec la musique moderne. Il en suit les mouvements et en partage les destinées. A mesure que l'échelle des sons perceptibles à notre oreille s'agrandit et s'allonge, progression qui forme le caractère essentiel et l'histoire même de la musique européenne depuis le IVe siècle de notre ère, la voix humaine s'efforce aussi d'étendre la sphère de son action et d'élever son diapason, et alors l'art de la diriger et de la moduler se complique et devient plus difficile, car plus il y a de degrés à parcourir, et plus il faut d'habileté pour les lier ensemble, les polir et composer ainsi un tout mélodique. Il en est de notre organe auditif comme de l'œil, dont l'éducation perfectionne la sensibilité, et qui parvient à la longue à discerner et à goûter des nuances qu'il n'apercevait pas au premier abord. La relation de l'oreille avec notre organe vocal est même si intime, que la délicatesse de l'une influe toujours sur la flexibilité de l'autre.

Le plain-chant ecclésiastique, formé des débris de la musique grecque, dont on fut

obligé de simplifier le système pour l'accommoder aux besoins et à l'inexpérience des fidèles, cet assemblage d'antiques mélopées sans rhythme, sans modulation et sans tonalité précise, dont l'altération donna le jour à un art nouveau, comme les langues modernes naquirent de la corruption de la syntaxe latine et de l'instinct suprême des peuples, le plain-chant n'exigeait pas de ceux qui l'interprétaient une bien grande habileté vocale. La connaissance des signes et des tons, le respect de la prosodie latine, dont les lois réglaient seules la valeur relative des notes, voilà toute la science nécessaire à un clerc musicien, à un chantre ou *cantor* des huit premiers siècles de notre ère. Comment d'un système si contraire en apparence à toute innovation musicale l'esprit humain s'est-il élevé à la création du chant moderne? Il ne faut, pour résoudre ce problème, que se rappeler combien il est difficile de comprimer l'essor de la fantaisie, combien il est difficile aussi à l'homme d'exprimer la pensée d'un autre sans y mêler le souffle de sa propre spontanéité. Ennuyé de l'uniformité et de la lenteur monotone de la psalmodie grégorienne, le chanteur chercha à la varier par de légères vocalises ou broderies de son invention, qu'il plaçait ordinairement sur la note finale du ton. Ces caprices mélodiques inventés par l'instinct du chanteur le plus habile durent entraîner l'oreille hors des limites de la tonalité indécise du plain-chant et lui donner le pressentiment de combinaisons nouvelles et de plaisirs ignorés. Lorsque le rhythme naquit peu à peu du contact des langues modernes avec la mélodie populaire, et qu'il se dégagea lentement de la chanson naïve comme un souffle du sentiment et un écho de la vie, il ne tarda pas à faire irruption aussi dans le chant ecclésiastique, et l'influence du rhythme, jointe aux fioritures et aux mille caprices que se permettaient les chanteurs, finit par altérer le caractère du plain-chant et par le rendre presque méconnaissable. Tous les théoriciens du temps, observateurs jaloux, comme toujours, des règles établies, s'élèvent contre ce désordre, dont ils étaient loin de soupçonner l'importance, puisque c'était le chaos précurseur d'une grande révolution de l'art, l'avénement de la musique mesurée, qui s'émancipait du joug de la prosodie latine.

Toute la musique du XVIe siècle, ces madrigaux à quatre, à cinq et à six parties, d'une harmonie si pure et si élégante, ces chansons, ces airs de ballet si nombreux qu'on chantait en Europe dans toutes les réunions de la société polie, furent les premiers résultats de cette révolution accomplie par le sentiment et la fantaisie des chanteurs. C'étaient eux qui avaient guidé la plume des plus grands contre-pointistes, leurs excursions vocales avaient éveillé l'imagination des compositeurs, élevé le diapason, purgé l'harmonie de tout élément barbare, et provoqué le développement d'une mélodie plus ample et plus colorée. Ce furent les chanteurs qui inspirèrent à Palestrina sa réforme de la musique d'église, et ce furent encore quelques virtuoses de génie qui créèrent le drame lyrique à la fin du XVIe siècle. Le chant, qui avait eu une si grande influence sur les transformations successives de la musique, prit un nouvel essor à partir de cette époque. Les opéras de Monteverde, de Cavalli, de Cesti, et de presque tous les compositeurs qui ont précédé Alexandre Scarlati, n'étaient guère qu'une longue suite de récitatifs solennels, d'une allure très-lente, interrompus fréquemment par de longs repos. L'idée mélodique flottait encore incertaine, et se dégageait à peine des limbes de l'harmonie dissonante et de la modulation, qui ne faisaient également que de naître. Le rayonnement de la passion en ses mille nuances, le contraste des divers sentiments dans des formes mélodiques longues, amples et développées comme l'air, le duo, le trio, etc., n'existaient pas encore, et devaient être le partage d'une époque plus fortunée, du XVIIIe siècle, l'âge d'or des grands virtuoses.

L'influence des chanteurs dut grandir, on le comprend, en raison des glorieux résultats qu'elle produisait. L'idolâtrie du chant se traduisit bientôt en un fait signi-

ficatif qui mérite de nous arrêter. Dans les premiers opéras italiens, on n'employa d'abord que deux espèces de voix : le ténor et le soprano. La voix de basse ne fut admise dans l'opéra *buffa* qu'à l'époque de Pergolèse, dans la première moitié du XVIIIe siècle. La partie de soprano fut chantée primitivement par des femmes et par des enfants. La fille de Jules Caccini, l'un des créateurs du drame lyrique, et la fameuse Archilei, ont été les plus célèbres cantatrices dramatiques de la fin du XVIe siècle, les premières *dive* qui aient été couronnées de roses et de sonnets. Les enfants sujets à la mue, dont la voix inégale et faible se refuse à l'expression des sentiments énergiques, furent bientôt écartés de la scène lyrique, et l'on vit apparaître à leur place des voix et des êtres exceptionnels qui devaient exercer sur l'art de chanter et sur la musique dramatique une action excessive peut-être, mais, sous bien des rapports, salutaire.

Les chanteurs castrats, déjà connus dans l'antiquité, se montrèrent en Italie dès la fin du XIIe siècle. Un canoniste de ce temps les désigne d'une manière indirecte : *Olim cantorum ordo, non ex eunuchis ut hodiè fit*, etc. Une bulle du pape Sixte-Quint, adressée au nonce apostolique en Espagne, nous apprend que depuis longtemps les castrats étaient admis comme chanteurs dans les principales églises de la Péninsule. Au commencement du XVIe siècle, il y en avait déjà six dans la chapelle de l'électeur de Bavière, dirigée alors par le divin Orland de Lassus, le contemporain et le rival de Palestrina. Ils s'introduisirent dans la chapelle papale vers la fin du XVIe siècle, où ils remplacèrent les enfants et des espèces de hauts ténors ou *contraltini*, qui chantaient la partie de soprano en voix de fausset aigu, et qu'on appelait à cause de cela *falseti*. Ces *falseti* étaient presque tous Espagnols ; le dernier, Giovanni de Sanctos, mourut à Rome en 1625. Le premier castrat qu'on ait entendu dans la chapelle du pape, en 1601, s'appelait Rossi. Déjà très-nombreux vers 1650, cinquante ans après les castrats jouaient sur tous les théâtres de l'Italie ; il paraît que c'est le royaume de Naples qui avait le privilége de fournir au monde ces victimes de la sensualité musicale. Le docteur Burney affirme que la plupart venaient de la petite ville de Leccia, dans la Pouille, et, bien que le crime de la castration fût puni de mort par les lois de l'État, les mœurs, plus fortes que les lois, avaient endormi la vigilance des magistrats et fait tomber en désuétude une pénalité qui contrariait si violemment, disait-on alors, *les progrès de l'art et l'amour du vrai et du beau*. Pour éluder la loi, on prenait toutes sortes de prétextes (1). Le duc de Wurtemberg avait fait venir à sa cour, en 1772, deux chirurgiens de Bologne, qui étaient chargés de lui fournir à discrétion des *soprani* pour sa chapelle. Il faut lire quelques écrivains du XVIIIe siècle, et surtout le président de Brosses, pour se faire une idée du caractère étrange, de l'humeur fantasque, de la vanité puérile et de l'insolence de ces êtres maladifs que leurs talents admirables et l'engouement du public avaient rendus tout-puissants. Les directeurs, les compositeurs, les *dilettanti*, les princes et les femmes les entouraient d'hommages, les comblaient de richesses et de faveurs. On pourrait tirer de l'histoire des principaux castrats tout un recueil de curieuses anecdotes qui montreraient la nature humaine sous un assez triste jour : ce qu'il importe d'indiquer ici, c'est la part qu'ils eurent dans les destinées de la musique moderne et particulièrement de l'opéra italien.

Fixée par la mutilation à la partie de l'échelle musicale qui appartient aux femmes, la voix des castrats se divisait en deux espèces : en voix de soprano et de contralto. Dans un genre comme dans l'autre, cette voix factice était soumise à toutes

(1) Les lois pénales contre la castration étaient si peu sérieuses et si peu redoutées, qu'un voyageur qui parcourut l'Italie dans la seconde moitié du XVIIIe siècle assure avoir lu au-dessus de la porte d'un barbier : *Qui si castra ad un prezzo ragionevole*.

les modifications de timbre, de sonorité et d'égalité qui peuvent caractériser l'organe naturel de chaque sexe. Il y en avait de belles, de fortes, d'étendues et de flexibles, de sourdes, de faibles et de rudes. L'opération, qui se faisait ordinairement à l'âge de dix ou douze ans, n'était pas toujours une garantie que l'artiste conserverait la pureté de son organe. Il arrivait très-souvent que le sacrifice s'accomplissait sans assurer à la pauvre victime aucune compensation. Lorsque l'opération avait réussi, l'enfant entrait dans l'un des nombreux conservatoires que l'Italie possédait à cette époque, ou bien il se mettait sous la direction d'un maître particulier qui se chargeait de toute son éducation musicale. Après huit et dix ans d'études constantes et minutieuses, le jeune artiste s'essayait sur la première scène venue, et se préparait à conquérir une renommée que lui disputaient de nombreux compétiteurs. Une fois devenu célèbre en Italie, il était recherché dans toutes les cours de l'Europe. Partout il était accueilli avec enthousiasme, comblé de faveurs et de richesses par les femmes, les grands seigneurs et les rois. On en a vu même quelques-uns devenir les premiers personnages de l'État, comme Farinelli, qui fut tout-puissant à la cour des rois d'Espagne Philippe V et Ferdinand VI, où, pendant vingt-cinq ans, il eut l'influence d'un premier ministre.

On pourrait croire que ces êtres chétifs et malheureux devaient être nécessairement des chanteurs froids et maniérés, des comédiens ridicules, aussi monstrueux au moral qu'au physique : on serait dans l'erreur. Non-seulement ils possédaient, pour la plupart, une voix étendue, sonore, éclatante, flexible, qu'ils avaient rompue à toutes les difficultés de la vocalisation; mais, doués souvent d'une belle figure, d'un goût éclairé et d'une méthode savante qu'ils s'étaient formée par douze ou quinze ans de travail, ils parvenaient à exprimer toutes les nuances de la passion, faisaient tressaillir toute une salle et arrachaient des larmes aux hommes les plus froids ou les plus graves, tels que Philippe V ou le grand Frédéric. On ne peut se faire une idée des transports d'admiration que souleva Guadagni, par exemple, lorsqu'il chanta, pour la première fois, à Vienne, le rôle d'Orphée, que Gluck avait écrit pour lui. Toute la cour impériale, toutes les femmes, Gluck lui-même, pleuraient à chaudes larmes en l'écoutant chanter, avec un style inimitable, l'air sublime de *Che farò senza Euridice*. N'a-t-on pas vu, de nos jours, Napoléon ne pouvoir contenir son émotion lorsque Crescentini chantait, sur le théâtre des Tuileries, l'air fameux de *Roméo et Juliette*, de Zingarelli : *Ombra adorata, aspettami!*

Si nous insistons sur cette adoration de la voix humaine, qui se résumait, au XVIIIe siècle, en un fait si monstrueux, c'est qu'il y a dans le rôle rempli alors par les castrats l'explication de tout le mouvement musical de cette époque. La musique vocale traversa alors une de ses plus belles périodes, et on comprend aussi que l'art de chanter, devenu en Italie l'objet d'un culte si général, dut atteindre rapidement, dans ce pays, à sa plus haute perfection. C'est du XVIIIe siècle que datent les meilleures traditions de cet art, et l'école du chant italien retrouve ses vraies origines dans ce passé si plein de brillants souvenirs. L'histoire de la musique vocale, pendant le dernier siècle, peut se diviser en deux périodes, durant lesquelles l'influence des grands chanteurs italiens se montre également dominante. La première période est remplie par Scarlati, Leo, Durante, Porpora, Jomelli; elle se prolonge jusqu'en 1760; dans la seconde, on voit apparaître successivement Piccini, Sacchini, Guglielmi, Cimarosa, Paisiello, groupe de génies immortels qui ferment ce cycle de merveilles. Si l'on examine la musique de Scarlati, de Durante, de Leo, de Porpora, et même celle de Pergolèse dans ses opéras sérieux, on est frappé de la quantité de modulations incidentes dont elle est embarrassée. On voit que ces maîtres étaient encore préoccupés de la grande découverte de Monteverde, qui datait à peine d'un siècle, et qu'ils cherchaient bien plus à piquer la curiosité de l'oreille par le rapprochement

et la succession de diverses tonalités qu'à toucher par la simplicité du dessin mélodique et l'expression profonde des paroles. Ils étaient encore sous le charme de la conquête de la modulation que venait de faire l'esprit humain, et ils s'abandonnaient au dangereux plaisir que procure la difficulté vaincue. Il en est toujours ainsi, soit au commencement de la période où la langue de l'art vient de se former, soit lorsque toutes les formules mélodiques paraissent épuisées, et rien ne ressemble tant à notre musique moderne, toute hérissée de dissonances et de modulations, que celle des compositeurs italiens de la première moitié du XVIIIe siècle. Leur idée mélodique est en général assez courte, coupée incessamment par de nombreuses cadences, surchargée de petites notes, comprimée dans un tissu d'accords très-mordants. Le bouton harmonique n'était pas encore assez mûr, et il ne devait s'épanouir que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. C'est alors, en effet, que sous l'influence d'un groupe de génies immortels et d'admirables virtuoses, on vit éclater cette mélodie italienne large, flottante, limpide, colorée, fleur d'une incomparable beauté, expression d'un moment unique dans l'histoire, où la maturité de l'art s'alliait à la jeunesse du sentiment.

C'est pendant cette période fortunée qu'on a entendu les virtuoses les plus étonnants et que l'art de chanter s'est élevé, pour ainsi dire, à son idéal. Un opéra alors ne renfermait que deux ou trois situations fort simples, dont le sujet était toujours la peinture des tourments ou de l'ivresse de l'amour. L'amour est la seule passion dramatique qui ait inspiré les compositeurs italiens du XVIIIe siècle, c'est lui qui règne presque exclusivement dans le théâtre de Métastase. Il y a dans l'histoire de l'art, comme dans la vie des individus, des moments où la domination impérieuse d'un sentiment comprime tous les autres et absorbe toutes les forces de la vie. Tel a été le rôle de l'amour dans les opéras sérieux italiens de la seconde moitié du dernier siècle. Ce n'est qu'après l'avénement de Gluck et celui de Mozart que la musique dramatique s'essaya à peindre des caractères plus mâles, des passions plus compliquées et plus austères ; jusqu'alors elle avait flotté à la surface de l'âme, elle préludait à ses glorieuses destinées par des caprices adorables, et quelques années d'épreuve lui étaient encore nécessaires avant qu'elle pût pénétrer *nella città dolente, nell' eterno dolore.* Un beau cantabile, précédé d'un récitatif qui en préparait l'épanouissement; un duo composé d'un adagio que les deux personnages disaient l'un après l'autre, et qui se terminait par un allegro brillant et passionné; quelquefois un trio et plus rarement un quatuor, le tout accompagné très-simplement et de manière à mettre en relief la mélodie vocale qui se développait ainsi dans toute sa plénitude, voilà quels étaient les éléments d'un opéra *seria,* qui suffisaient pour charmer le public pendant toute une soirée et toute une saison. Un air comme *Per questo dolce amplesso,* de Hasse, que Farinelli chanta tous les jours, pendant vingt-cinq ans, au roi d'Espagne Ferdinand VI; un duo comme celui de l'*Olympiade*, de Paisiello : *Nè giorni tuoi felici,* c'était tout un drame émouvant, où le cri de la passion s'exhalait à travers les prestiges de la fantaisie. Ces notes, parfumées de volupté et toutes frémissantes d'amour, allaient remuer les cordes les plus secrètes du cœur. L'assemblée tout entière était suspendue au bout d'un point d'orgue, comme l'Olympe à la chaîne d'or de Jupiter. Ce fut un beau temps que celui où l'on put entendre chanter ensemble sur le même théâtre Cafarelli et Gizzielo, Farinelli et Bernachi, la Mingotti et la Faustina, Pachiarotti et la Gabrielli, Marchesi et la Grassini. Ces virtuoses admirables étaient presque tous d'ingénieux et d'excellents musiciens, qui donnaient aux idées qu'ils interprétaient une valeur bien au-dessus de ce qu'avait cru y mettre le compositeur. Les morceaux qu'on écrivait pour eux n'étaient le plus souvent que de simples canevas mélodiques, qu'ils brodaient de leurs inspirations. C'étaient des poëtes qui improvisaient sur un thème donné des chefs-d'œuvre de grâce et de passion.

Malheureusement un tel triomphe, en exaltant outre mesure l'amour-propre des artistes, devait les entraîner dans une voie déplorable. Les castrats se montrèrent bientôt d'une insolence insupportable; ils forçaient les plus grands compositeurs à subir leurs caprices. Ils changeaient tout, ils transformaient tout au gré de leur vanité. Ici ils voulaient un air, là un duo, écrits dans certaines conditions, avec tel ou tel autre accompagnement. Ils étaient les rois et les tyrans des théâtres, des directeurs et des compositeurs. Voilà pourquoi on trouve dans les œuvres les plus sérieuses des plus grands maîtres du XVIIIe siècle de longues et froides vocalises exigées par les castrats pour faire briller la *bravura* et la souplesse de leur gosier. « Je te prie de chanter ma musique et non la tienne, » dit un jour le vieux et redoutable Guglielmi à un virtuose insolent, en le menaçant d'un coup d'épée. C'est qu'en effet la musique vocale et tout le système lyrique italien du XVIIIe siècle étaient bien plus l'œuvre des virtuoses que celle des compositeurs.

Lorsque l'accroissement des forces de l'orchestre et la variété des effets de l'instrumentation, lorsque surtout l'influence de la littérature française et les graves préoccupations qui vinrent assaillir l'esprit humain dans les dernières années du XVIIIe siècle eurent fait éprouver le besoin de voir au théâtre une action plus sérieuse, des morceaux d'ensemble plus développés et une orchestration plus puissante, alors tout le monde comprit que le temps était arrivé d'agrandir le cadre et de renouveler les formes de la musique dramatique. Cette révolution, qui était prévue et désirée par tous les bons esprits de l'Italie, le père Martini, l'abbé Conti, Eximeneo, Planelli, fut accomplie par Gluck. Mozart suivit ses traces et fit jouer à l'orchestre un rôle plus important encore. Enfin Rossini, en rajeunissant, au commencement de ce siècle, l'orchestre de Mozart, et en retrempant, pour ainsi dire, la mélodie italienne dans les sources amères de la passion moderne, édifia une œuvre admirable, où l'art de chanter se transforme et s'encadre dans un tableau plus compliqué, sans porter atteinte aux belles traditions du XVIIIe siècle. Ici s'ouvre dans l'histoire de cet art une nouvelle et brillante période, qui aujourd'hui même, malgré les empiétements de l'instrumentation, est encore loin, nous l'espérons, de toucher à son terme.

Dans l'opéra italien, agrandi par le génie de Rossini, qui le fit ainsi participer aux progrès de l'esprit humain et à ceux de l'art musical, le chanteur, tout en conservant toujours le rôle important, dut cependant se soumettre à des exigences inconnues jusqu'alors et se conformer aux lois d'une vérité dramatique plus sérieuse. L'expression du sentiment par la mélodie vocale fut complétée par les accompagnements plus variés de l'orchestre, qui, en intervenant d'une manière active dans la peinture de la passion, laissa moins de liberté à la fantaisie du virtuose. Le chanteur fut alors obligé de respecter davantage la pensée du maître, de se conformer au plan du morceau qu'il était chargé d'exécuter, de laisser au rhythme son intégrité, de le suivre dans ses ondulations, de faire manœuvrer la voix humaine au milieu d'une grande conflagration harmonique et par-dessus une sonorité puissante. Les succès obtenus par les grands artistes du XVIIIe siècle avaient néanmoins trop bien démontré l'importance du chant considéré comme élément essentiel du drame lyrique pour que la révolution opérée par Rossini, en agrandissant le rôle de l'orchestre, compromît la fraîcheur et la flexibilité de l'organe vocal. La mélodie, mise en évidence et accompagnée sobrement, ne cessait pas de flotter limpide et lumineuse ; elle laissait au chanteur le temps de respirer, d'épanouir son imagination, et de semer l'espace qu'il parcourait de caprices, de *gorgheggi* adorables, qui embellissaient la vérité sans la dénaturer. Le vrai caractère de cette révolution, c'est que le virtuose dut échanger sa royauté absolue contre une royauté limitée, mais encore glorieuse, et se contenter d'être la partie saillante d'un tout complexe et puissant.

Cette révolution musicale et des raisons plus graves de convenance et d'humanité firent disparaître les castrats de l'opéra italien. Les deux derniers qu'on ait entendus en Europe furent Crescentini et Veluti, qui chantait encore à Londres en 1826. Rossini les remplaça par des *contralti* féminins, et, de même qu'il s'était trouvé d'admirables virtuoses pour propager dans toute l'Europe les créations des maîtres italiens du XVIIIe siècle, il se forma toute une famille de chanteuses incomparables qui rendirent le même service aux chefs-d'œuvre de la nouvelle école musicale. La Gaforini, la Malanotte, la Marcolini, la Mariani, madame Pisaroni, madame Pasta et madame Malibran, tels sont les principaux représentants de ce groupe de *contralti* qui exercèrent sur le talent de Rossini une influence remarquable. C'est à ce groupe aussi que se rattache mademoiselle Alboni.

Parmi ces cantatrices, les unes personnifient le côté sérieux, les autres le côté comique du génie italien. Il en est de merveilleusement douées qui réussissent dans les deux genres. La première de toutes, suivant l'ordre chronologique, la Gaforini, excellait surtout dans la musique bouffe; Elisabeta Gaforini a été l'une des plus charmantes virtuoses du commencement du XIXe siècle. Elle brilla en Italie et dans les principales villes de l'Europe, à peu près de 1796 à 1815. Elle possédait une voix de contralto très-souple et très-sonore qui montait au *fa* et descendait au *la*. Cette cantatrice se fit particulièrement admirer dans *la Dama soldato* de Federici, dans le *Ser Marc' Antonio* de Pavesi, et dans *il Ciabatino* (1). Le nom d'Adélaïde Malanotte est consacré par le souvenir d'un chef-d'œuvre immortel. Rossini trouva la Malanotte, en 1813, à Venise, où elle arrivait recommandée par quelques succès obtenus dans des concerts publics et sur des scènes secondaires. Il écrivit pour elle le rôle de Tancredi. Dès lors la réputation de la Malanotte se répandit avec éclat dans toute l'Italie, et son nom y vit encore à l'ombre de l'heureux et brillant génie dont elle fut la cantatrice bien-aimée et dont elle inaugura la gloire immortelle. Unissant toutes les grâces de la femme à une voix de contralto puissante, pure et facile, la Malanotte chantait avec autant de vigueur que de sentiment, et savait allier la grâce de la fantaisie aux mouvements les plus pathétiques. C'est elle qui, mécontente du premier air que lui avait écrit le jeune maëstro, en exigea un autre et donna lieu, par ce caprice de *prima donna assoluta,* à la création de la fameuse cavatine : *Tu che accendi,* que le monde entier sait par cœur. Lorsque, dans le beau duo de Tancredi et d'Argirio, la Malanotte, brandissant son épée, lançait cette phrase incomparable : *Il vivo lampo di questa spada!* elle arrachait à la salle entière des cris et des élans d'enthousiasme. On n'aurait pu guère prévoir alors la triste fin qui lui était réservée. Après quelques années de triomphe et d'enivrement, la cantatrice merveilleuse pour qui fut composé l'air : *Di tanti palpiti e di tante pene...*, cet hymne de la jeunesse et de l'amour qu'elle a probablement inspiré, la Malanotte mourut délaissée et presque folle à l'âge de quarante-sept ans.

La musique bouffe italienne trouva dans Marietta Marcolini, comme dans la Gaforini, un digne et charmant interprète. Marietta Marcolini commença à se distinguer comme cantatrice vers 1805. Sa belle voix de contralto, qui ne montait tout au plus qu'au *fa dièse,* était d'une flexibilité surprenante. Rossini eut l'occasion de la connaître d'abord en 1811, à Bologne, où, âgé de dix-neuf ans, il écrivit pour elle

(1) Les deux vers suivants, qui se trouvent au bas d'un portrait de la Gaforini, gravé à Milan en 1805, témoignent de la grande sensation qu'elle a produite et comme femme et comme cantatrice :

La vedi o l'odi, eguale è il tuo periglio :
Ti vince il canto, e ti rapisce il ciglio.

l'Equivoco stravagante. En 1812, il la retrouva à Milan, et composa pour la Marcolini *la Pietra del Paragone*; puis, en 1813, *l'Italiana in Algeri* à Venise, dans la même année et dans la même ville qui virent naître *Tancredi*. C'était une cantatrice délicieuse dans l'opéra-buffa. Elle avait un *brio*, un entrain, une gaieté aimable et facile, qui se communiquaient et rayonnaient comme la lumière. Les airs de bravoure, écrits à sa demande, qui terminent *la Pietra del Paragone* et *l'Italiana* sont restés comme un doux témoignage de l'admirable flexibilité de sa voix et de l'heureux ascendant qu'elle avait su prendre sur le génie du premier compositeur dramatique de notre temps.

Une vocation toute différente appelait la Pisaroni à l'interprétation des chefs-d'œuvre tragiques de Rossini. Benedeta-Rosamonda Pisaroni naquit à Plaisance en 1793. Après avoir appris la musique sous la direction d'un maître obscur de sa ville natale, elle prit des leçons de chant du fameux castrat Marchesi, qui lui enseigna les principes de la belle école du XVIIIe siècle. Lorsqu'elle débuta à l'âge de dix-huit ans par les rôles de la Griselda et de la Camille de Paër, madame Pisaroni avait une voix de soprano aigu. Après une grave maladie qu'elle fit vers 1813, elle perdit plusieurs notes dans le registre supérieur, tandis que les cordes basses acquirent une sonorité puissante et inattendue. Alors elle se vit obligée de chanter les rôles écrits pour la voix de contralto, et devint l'une des plus grandes cantatrices de son temps. Madame Pisaroni racheta l'inégalité de sa voix par un style grandiose et *di portamento* qui rappelait la manière large de Pachiarotti et de Guadagni. Elle vint à Paris en 1827, et débuta par le rôle d'Arsace de *Semiramide*. Toute la salle fut transportée d'enthousiasme lorsqu'on entendit madame Pisaroni dire d'une voix formidable : *Eccomi in Babilonia*. Elle fut aussi admirable dans le duo avec Assur : *È dunque vero, audace?* et dans celui du second acte entre Semiramide et Arsace : *Eh! ben a te ferisci?* Elle prouva à madame Malibran que la jeunesse, la voix, l'énergie et même les soudainetés du génie ne peuvent pas toujours lutter avec avantage contre un style simple, grand et vrai. Rossini écrivit pour madame Pisaroni le rôle de Malcolm dans *la Dame du Lac*, et puis le rôle de Ricciardo dans *Ricciardo e Zoraïde*.

Ce fut aussi un talent merveilleusement préparé pour traduire les créations sérieuses de Rossini qu'on admira dans Judith Negri, si célèbre sous le nom de madame Pasta. Née à Como d'une famille israélite, en 1798, elle étudia d'abord la musique dans une petite école fort obscure, et puis fut admise au conservatoire de Milan, alors placé sous la direction d'Asioli. Sa voix sourde, inégale et pâteuse de mezzo-soprano, eut beaucoup de peine à s'assouplir, et jamais madame Pasta ne fut complétement maîtresse de cet organe rebelle. Elle s'essaya d'abord sur un théâtre d'amateurs, et puis sur celui de Brescia. Elle vint à Paris pour la première fois en 1816, et y passa entièrement inaperçue. Ce ne fut qu'à partir de l'année 1822 que la réputation de madame Pasta se répandit en Europe. Belle, intelligente, passionnée, madame Pasta suppléa aux imperfections de son organe par un travail incessant, par un style noble, tendre et savant. Tragédienne de premier ordre, dont Talma lui-même admirait le geste élégant et vrai, madame Pasta soumettait ses moindres inspirations au contrôle d'un goût épuré, et ne livrait rien à l'aventure. Ses intonations et ses pauses étaient combinées d'avance. Personne n'a chanté à Paris le rôle de Tancrède comme madame Pasta. Elle fut sublime dans celui de Roméo de Zingarelli, et, dans la Nina de Paisiello, elle rappela la célèbre Coltellini et les prodiges du grand siècle de l'art.

On sait que des qualités tout opposées ont placé madame Malibran au premier rang des grandes cantatrices dramatiques du XIXe siècle. La fille du ténor Garcia avait reçu avec la vie tout un héritage de passions. Douée d'une voix étendue et nerveuse qui allait jusqu'à l'*ut* aigu des *soprani* et descendait au *fa* des *contralti*, elle

ne rencontrait aucune difficulté au-dessus de son audace et de sa merveilleuse facilité. Elle chantait tous les rôles et tous les genres ; sémillante dans celui de Rosina du *Barbier de Séville*, passionnée dans celui de Desdemona d'*Otello*, elle eut l'ambition, la fougue, l'éclat et les inégalités du génie. Tel qu'il est toutefois, son talent résume admirablement les instincts les plus divers, les facultés les plus rares des grands chanteurs de l'Italie. Il n'a été donné à personne d'unir avec autant d'éclat et de spontanéité la passion tragique et la verve bouffonne. Dans cette singulière dualité résident l'originalité de madame Malibran et son vrai titre à la gloire.

Une vive impulsion donnée à la musique bouffe, les bases de l'interprétation des chefs-d'œuvre de la musique tragique jetées avec éclat et puissance, tels sont, nous venons de le voir, les grands résultats qui assignent à quelques cantatrices modernes une place toute particulière dans les annales de l'art italien. Aujourd'hui il n'y a plus, en quelque sorte, le même rôle à remplir. Ce n'est plus l'épanouissement d'une grande école qu'il s'agit de seconder ; cette école s'est formée, elle a donné ses chefs-d'œuvre, sa révolution est accomplie ; mais à ce mouvement si fécond a succédé une réaction fâcheuse : le culte de l'instrumentation tend partout à remplacer celui du chant. L'interprétation des chefs-d'œuvre du commencement de ce siècle retrouve, en présence de ces tentatives, une sorte d'à-propos ; seulement elle est moins favorisée par les sympathies générales. Il s'agit de lutter, au nom des plus belles traditions de l'art, contre ce qu'on cherche à leur substituer. La mission du chanteur devient plus difficile, mais aussi elle gagne en importance. Jamais la situation musicale n'a exigé plus impérieusement que l'art du chant trouvât dans des talents d'élite des défenseurs inspirés; jamais aussi l'orchestre n'a disputé plus énergiquement à la mélodie la place que les compositeurs italiens du XVIIIe siècle lui avaient conquise. C'est au milieu d'une telle situation que s'est présentée à nous une cantatrice héritière de la méthode qui a illustré, depuis la création même du drame lyrique, tant de virtuoses italiens. On comprend quelle curiosité et quel intérêt ont dû se porter sur les débuts de mademoiselle Alboni.

Rossini, qui n'aurait pas dédaigné de surveiller l'éducation musicale de la jeune cantatrice, lui aurait répété, assure-t-on, en l'engageant à aborder la scène, les mots du vieux Porpora à son élève, le fameux Cafarelli : *Va, ma fille, tu es maintenant la première cantatrice de l'Europe. N'imite personne, fais tout le contraire de ce que tu entendras faire autour de toi, et tu peux être certaine de marcher alors dans la voie du salut*. Ce mot précise vivement le rôle difficile et brillant qui pourrait appartenir, parmi les cantatrices modernes, à mademoiselle Alboni.

Marietta Alboni est née dans une petite ville de la Romagne, à Césène. Sa voix est un véritable contralto des plus suaves et des plus sonores. Elle descend au *fa* de la clef de basse et monte jusqu'à l'*ut* aigu des *soprani*, c'est-à-dire qu'elle parcourt une étendue de deux octaves et demie. Le premier registre commence au *fa* d'en bas et arrrive jusqu'à celui du *medium* : c'est le vrai corps de la voix de mademoiselle Alboni et le timbre admirable de ce registre colore et caractérise tout le reste. Le second registre s'étend depuis le *sol* du *medium* jusqu'au *fa* d'en haut, et la *quarte* supérieure, qui en forme la troisième partie, n'est plus qu'une élégante somptuosité de la nature. Il faut entendre avec quelle habileté incroyable l'artiste se sert de ce magnifique instrument. C'est la vocalisation perlée, légère et fluide de la Persiani, jointe à l'éclat et à la pompe de style de la Pisaroni. Rien ne peut donner une idée de cette voix toujours unie, toujours égale, qui vibre sans effort et dont chaque note s'épanouit comme un bouton de rose. Jamais de cri, jamais de contorsion prétendue dramatique qui vous brise et vous ensanglante le tympan sous prétexte de vous attendrir, comme si un vers de Virgile ou de Racine, qui pénètre facilement jusqu'au cœur, était pour cela et moins vrai et moins beau. Sans doute la voix admirable de

mademoiselle Alboni n'est pas sans quelques imperfections ; elle compte plusieurs cordes faibles et un peu sourdes, comme *sol, la, si, do*, notes qui servent de transition entre la voix de poitrine, d'une beauté sans pareille, et le registre des sons super-laryngiens, appelés vulgairement *sons de tête*. Lorsque la cantatrice n'y prend pas garde, cette petite *lande* s'agrandit, et ces notes paraissent alors un peu étranglées. On sent bien que la virtuose glisse sur ce petit *pont des soupirs* avec toute sorte de précautions et qu'elle se trouve bien heureuse quand elle est arrivée à une corde réelle de sa voix de contralto qu'elle fait ressortir et vibrer avec d'autant plus de sonorité. Souvent elle se sert du contraste de ces deux registres avec un goût exquis, en appuyant légèrement sur la note mixte avant de s'élancer sur le terrain solide de sa voix de poitrine, qu'elle gouverne avec une autorité suprême. Nous l'avons entendue faire une gamme depuis l'*ut* aigu des *soprani* jusqu'au *fa* des basses ; cette gamme fuyait devant l'oreille avec la rapidité de l'éclair, sans qu'on en perdît une seule note, et tout cela était exécuté avec une désinvolture désespérante pour la médiocrité.

Lorsque mademoiselle Alboni se fit entendre à l'Opéra, il y a quelques mois, elle excita l'enthousiasme général. Malgré le succès prodigieux qu'elle obtint alors, dans quatre concerts, avec deux ou trois morceaux choisis pour faire ressortir les qualités merveilleuses de sa voix et de sa vocalisation, on put craindre que cette admirable virtuose ne fût moins brillante au théâtre, dans une action dramatique qui exigerait plus de force et plus de variété. Cette crainte ne saurait plus exister aujourd'hui. Mademoiselle Alboni a débuté au Théâtre-Italien par le rôle d'Arsace de la *Semiramide* de Rossini. Elle y a déployé les mêmes qualités supérieures de cantatrice et certaines nuances de style que les péripéties de la scène ont fait éclater pour la première fois. Ainsi elle est admirable dans le duo du premier acte : *Serbami ognor*, et dans l'andante de l'air qu'elle chante au commencement du second acte, après avoir appris le nom de son père : *In si barbara sciagura*. Sa voix incomparable et son style pathétique et tendre arrachent des larmes aux cœurs les plus aguerris, et avec quelle élégance, avec quelle émotion pénétrante elle exhale cette phrase adorable : *Or che il ciel te rende il figlio*, du duo du second acte!

Sans nul doute, mademoiselle Alboni n'est point une tragédienne comme madame Pasta, ni même comme madame Grisi. On pourrait désirer dans son talent si exquis un peu plus de force, d'accent et de profondeur. Elle n'a pas fait ressortir avec assez d'énergie le récitatif du premier acte : *Eccomi alfine in Babilonia*, que madame Pisaroni disait avec tant de majesté et d'ampleur, et nous l'avons trouvée également un peu molle dans le duo avec Assur : *È dunque vero, audace?* La syllabe, un peu trop caressée et amortie par la cantatrice, n'est pas articulée avec assez de netteté. Aussi le rôle de la Cenerentola, que mademoiselle Alboni vient d'aborder après celui d'Arsace, lui est-il infiniment plus favorable, en ce qu'il exige moins de passion et de contrastes dramatiques que de grâce et de flexibilité vocale. Depuis mademoiselle Mombelli, qui en 1825 révéla pour la première fois au public parisien les beautés de cette délicieuse partition de Rossini, et qui se fit surtout remarquer par le *brio* et la vigueur qu'elle déployait dans le finale du premier acte et dans l'admirable sextuor du second, aucune cantatrice italienne n'a chanté la partie de la Cenerentola avec autant de charme et de suavité que mademoiselle Alboni. Je sais bien qu'à la rigueur on pourrait exiger plus de verve, de mordant et de vivacité comiques; mais il semble que l'expression de la gaieté qui jaillit et rayonne soit aussi étrangère à la nature de son talent que le cri de la douleur. Mademoiselle Alboni se plaît dans les régions tempérées, dans le style de demi-caractère, qui lui permet de dérouler, sans effort, toutes les délicatesses de son organe incomparable. Si l'on veut avoir une idée d'une vocalisation parfaite jointe à l'une des plus belles voix de contralto qui aient existé,

il faut entendre chanter par mademoiselle Alboni l'air final de la *Cenerentola :*

Non più mesta
A canto al fuoco...

Le rôle de Malcolm de *la Dame du Lac,* qu'on vient de reprendre au Théâtre-Italien, n'ajoutera rien à la réputation de la cantatrice. Dans cette création nouvelle, mademoiselle Alboni a déployé, comme dans la *Cenerentola* et la *Semiramide,* plus de grâce et de douceur que d'énergie dramatique. Quoi qu'il en soit des imperfections que nous avons dû signaler dans son talent, mademoiselle Alboni est une cantatrice de premier ordre et de la grande école du XIXe siècle, qui a produit les Gaforini, les Malanotte, les Marcolini, les Pisaroni. Douée d'une sûreté de goût qu'aurait pu envier la Malibran, supérieure peut-être à la Pasta par le charme du style, possédant une voix plus étendue et moins inégale que celle de la Pisaroni, Marietta Alboni est une virtuose éminente, qui laissera un nom de plus dans l'histoire de l'art. Cette musique mélodieuse, calme et sereine expression de l'amour, que l'on rencontre dans certains compositeurs du XVIIIe siècle et dans quelques opéras de Rossini, ne saurait avoir, nous le croyons, un plus délicat interprète.

En suivant l'art de chanter depuis les commencements de la musique moderne, nous pensons avoir démontré combien il avait aidé à l'épanouissement des formes mélodiques, aux progrès de l'harmonie et à la création de l'opéra. La connaissance de l'influence qu'a eue cet art sur le développement des idées et de la science musicales nous permet de mieux apprécier la crise fatale dont il semble menacé aujourd'hui. Séduits par les effets nouveaux et variés de l'orchestre, par l'étendue de son échelle, excités par les mœurs de la société nouvelle à reproduire au théâtre le délire des passions extrêmes à l'aide d'une sonorité puissante, quelques compositeurs ont exigé de la voix humaine des efforts qui en ont altéré la fraîcheur et la flexibilité. On a méconnu les sages limites fixées par la nature aussi bien à la capacité de l'oreille qu'à l'étendue de notre organe vocal, on a écrit des opéras comme des symphonies, on a confondu et mêlé tous les genres, et l'art de chanter n'a plus été que l'art de pousser des cris et de lutter à force de poumons contre le bruit de plus en plus envahissant de l'orchestre. Plus de nuances, plus de vocalisation, plus de phrases limpides et saillantes où le chanteur ait le temps de déployer sa voix et puisse pénétrer chaque note du souffle de son âme. La masse instrumentale, les combinaisons harmoniques et les gros effets d'ensemble ont étouffé la mélodie vocale, l'abus du rhythme a corrompu l'oreille, et la force a de nos jours vaincu la grâce, aussi bien en musique et dans l'opéra italien que dans les autres manifestations de l'esprit humain. Il s'agit de rétablir l'ordre dans cette confusion d'éléments hétérogènes. Toute atteinte portée à l'art de chanter, qu'on ne l'oublie pas, est une atteinte portée à la musique même. Laissons à la symphonie et à la musique purement instrumentale son domaine infini, le domaine de la poésie lyrique avec ses béatitudes et ses extases, et conservons à l'opéra, conservons à la voix humaine l'expression d'un sentiment du cœur dans une mélodie sereine. L'art de chanter doit rester aujourd'hui ce qu'il était autrefois, le guide du compositeur dramatique; l'instinct divinateur des grands virtuoses a de tout temps été pour la scène lyrique une source précieuse d'inspirations qu'il faut craindre de tarir. Du jour où la patrie de Monteverde, de Scarlati, de Pergolèse, de Cimarosa, de Paisiello et de Rossini méconnaîtrait ce principe salutaire, elle perdrait toute son influence sur les destinées de l'art musical, et l'opéra italien n'existerait plus.

P. SCUDO.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1848.

Un événement dont on commençait à désespérer à force de l'espérer toujours, la prise d'Abd-el-Kader, a heureusement inauguré la nouvelle année. Nous devons dire que la France s'est montrée digne de ce présent de la fortune en n'en faisant pas trop de parade; il faut rendre justice au bon goût que le public a généralement montré en cette occasion ; il eût été malséant pour un grand pays de triompher de sa victoire sur un seul homme. La chute de ce célèbre et implacable ennemi de notre domination en Afrique a été un fait heureux; mais cependant il était dit qu'Abd-el-Kader nous donnerait de l'embarras même quand il serait entre nos mains. Autrefois on ne savait où le prendre; maintenant on ne sait où le mettre. Il nous paraît impraticable qu'il soit envoyé à Saint-Jean d'Acre ou à Alexandrie, comme il en avait témoigné le désir; le sentiment public se prononce à cet égard d'une manière sur laquelle le ministère ne saurait se méprendre. Laisser Abd-el-Kader planter sa tente en Orient, ce serait laisser s'établir en vue et à proximité de nos possessions d'Afrique un foyer de conspirations permanentes aussi dangereuses que l'état de guerre. L'ancien émir serait là sur le passage de toutes les caravanes qui vont en pèlerinage au tombeau de la Mecque, et qui prendraient de lui le mot d'ordre en attendant son retour. Il y a un principe que le ministère doit commencer par poser, c'est qu'un gouvernement est libre de ratifier ou de ne pas ratifier des conditions faites ou acceptées par un chef militaire. Toutefois il faut reconnaître qu'il y a, outre la question de droit, une question de convenance; il vaudra certainement mieux pour tout le monde qu'elle puisse être résolue sans blesser même les apparences.

La chambre des pairs a, comme d'habitude, pris les devants dans la discussion de l'adresse, et, ce qui ne lui est pas aussi habituel, elle est entrée dans les débats parlementaires avec une vivacité et une ardeur qui ne peuvent qu'exciter l'émulation de la plus jeune chambre. Dès le début de la session, les amateurs de scandale ont eu la bonne fortune de rencontrer une trouvaille; il faut leur rendre cette justice, qu'ils l'ont largement exploitée. Nous n'avons pas à nous arrêter sur les détails d'un incident qui n'a déjà fait que trop de bruit, qui en a fait beaucoup plus qu'il ne le méritait. Nous ne sommes pas de ceux qui prennent plaisir à déconsidérer le pouvoir; nous ne le ferions pas, même s'il était aux mains de nos adversaires, et ce que nous regrettons, c'est que ce sentiment ne soit pas partagé par tous les hommes qui ont été et qui peuvent revenir aux affaires. Ceux pour qui le pouvoir est toujours un

ennemi ont le droit de se faire des armes de tout ce qui leur tombe sous la main : à ceux-là on n'a rien à dire; mais il en est d'autres qui abusent peu courtoisement des nécessités qui interdisent la représaille et des exigences qui arrêtent la riposte. Nous n'en dirons pas davantage sur ce chapitre.

L'esprit public a évidemment besoin d'autres aliments. Le bruit exagéré fait à l'occasion d'un abus qui, du reste, n'existe plus, passera bientôt; ce qui ne passera pas, nous le croyons, c'est ce désir vague et général de réformes politiques qui s'était déjà manifesté dans la dernière session, et qui n'a fait que se développer depuis l'ouverture de la session actuelle. Parmi les conservateurs eux-mêmes, il en est un certain nombre qui paraissent peu disposés à se contenter des réformes sur le sel et sur la poste; ils éprouvent des besoins plus relevés, et répondent en cela à un sentiment qui prend de plus en plus de la consistance. La sécurité même que donne au ministère l'appui d'une forte majorité est une raison pour qu'on se montre plus exigeant envers lui; plus il sera fort, moins on lui permettra d'être immobile.

Le cabinet fera bien de ne point négliger ces signes précurseurs. Il ne peut se dissimuler qu'il règne dans l'opinion publique, et même dans l'esprit de beaucoup de ses amis, une sorte de panique d'autant plus dangereuse qu'elle est indéterminée; il fera sagement de ne pas la laisser grandir. Si c'est un besoin réel et sérieux, il faut lui donner satisfaction; si ce n'est qu'une panique, il faut l'aborder franchement, la saisir et la mettre en présence d'elle-même. Dans tous les cas, il est évident que les questions de réformes politiques sont mûres pour la discussion, lors même qu'elles ne le seraient pas encore pour l'application. Le ministère ne peut pas les abandonner plus longtemps aux banquets et aux places publiques; il doit comprendre qu'il serait inutile de chercher à les mettre sous le boisseau. Dans l'intérêt même du pouvoir et des idées d'ordre et de gouvernement, ces questions doivent être portées à la tribune; elles ne peuvent que gagner à être élucidées et à passer par le creuset d'une discussion sérieuse et régulière.

Ce sujet n'a été abordé que passagèrement dans la chambre des pairs par un discours de M. de Mesnard, un des membres éminents du parti conservateur; mais il sera repris dans la même chambre avant la fin de la discussion de l'adresse, qui paraît devoir se prolonger jusqu'à mardi ou mercredi. Les questions extérieures ont jusqu'à présent absorbé presque tout le débat; les affaires de la Suisse ont, aujourd'hui même, donné à M. de Montalembert l'occasion de prononcer un discours qui le place au premier rang des orateurs de son pays. Hier déjà M. le duc de Broglie avait présenté un lumineux tableau de toute la question; ce qu'a dit l'ambassadeur à Londres, nous l'avions nous-mêmes exposé à différentes reprises depuis deux mois. M. le duc de Broglie a surtout condensé avec infiniment d'art et de logique la substance des dépêches qui ont été communiquées aux chambres

La publication de ces pièces nous paraît de nature à justifier la marche que le gouvernement a suivie dans cette longue et difficile affaire. En dernier résultat, il se trouve que, s'il n'y a pas eu en Suisse d'intervention armée, c'est à lui qu'on le doit. On aura la ressource de dire que ce résultat n'était pas celui qu'il cherchait; mais, en lisant attentivement la correspondance de M. Guizot, on verra cependant que, s'il considérait le triomphe du parti radical en Suisse comme un grand mal, il regardait comme un mal plus grand encore une intervention armée qui aurait gravement compromis la paix générale. Il ressort évidemment des pièces communiquées aux chambres que, sans les remontrances, sans la résistance même du gouvernement français, le gouvernement autrichien aurait pris des mesures actives contre le parti dominant dans la diète longtemps avant qu'elles eussent été provoquées par des hostilités ouvertes, et aurait, pour prévenir une guerre civile en Suisse, risqué une guerre générale en Europe. Ainsi, dès le mois d'octobre 1846, M. de Metternich, alarmé par

la révolution de Genève, exprimait sa conviction qu'une intervention étrangère deviendrait tôt ou tard légitime et nécessaire, et M. Guizot, de son côté, objectait qu'une pareille mesure, sans une nécessité évidente et impérieuse, ne résoudrait rien et serait mal accueillie par les deux partis rivaux qui se partageaient la confédération. Plus tard, au mois de juin 1847, quand la rupture de la paix entre les cantons semblait devenir de plus en plus inévitable, M. de Metternich voulait encore aller au-devant de l'événement, et faisait faire au cabinet français des propositions plus formelles. Il proposait qu'avant que la diète s'engageât par un vote, les puissances prissent les devants pour l'arrêter, et déclarassent officiellement qu'elles ne souffriraient pas que le principe de la souveraineté cantonale fût violé, ou que l'état de paix matérielle fût troublé, de quelque côté que dût venir l'agression. M. de Metternich se disait convaincu que cette seule déclaration suffirait pour arrêter la diète et pour contenir le parti radical; mais cette démarche que suggérait le cabinet autrichien renfermait un grave péril : elle engageait nécessairement les puissances dans la voie de l'intervention armée. M. Guizot jugeait avec raison que poser un pareil ultimatum, c'était s'enlever toute liberté d'action, et que, si la diète ne s'arrêtait pas d'elle-même, les puissances s'obligeaient d'avance à l'arrêter par la force. Pour qu'une intervention armée fût suffisamment justifiée, il fallait que la Suisse rompît la première les liens qui l'attachaient à l'Europe et les traités qui lui garantissaient la neutralité et l'inviolabilité. Or la Suisse n'en était pas encore là, et M. Guizot, se basant sur ces principes, déclarait même au cabinet autrichien que, s'il croyait devoir agir de concert seulement avec les deux autres cours du Nord, le gouvernement français serait, de son côté, obligé de prendre les mesures nécessaires pour s'opposer à cette intervention. Cette déclaration est formulée, dans la dépêche du 25 juin, en des termes très-nets, et elle suffirait seule pour montrer que le gouvernement français, loin de se mettre, comme on l'a prétendu, à la remorque du cabinet autrichien, a mis dès le principe une barrière à son intervention.

Toutefois M. Guizot ne se refusait pas à faire une démarche collective pour prévenir la diète des conséquences qui résulteraient de toute atteinte portée par elle aux bases sur lesquelles reposait la confédération; mais, pour que cette démarche fût plus efficace, il importait qu'elle fût faite avec le concours unanime des grandes puissances : la participation des deux grands États constitutionnels de l'Europe à cette mesure aurait servi de contre-poids à l'action des trois cours du Nord. Il ne paraît pas que M. de Metternich fût très-porté à solliciter l'adhésion de l'Angleterre, et l'initiative qui fut prise à cet égard appartient tout entière à M. Guizot. Ce fut alors que M. Guizot prépara le projet de note collective dans lequel il offrait à la Suisse la médiation des cinq puissances, en proposant de prendre le pape pour arbitre de la question religieuse, et les cinq cours elles-mêmes pour arbitres de la question politique. Ce projet ne rencontra pas d'abord l'adhésion du cabinet anglais; lord Palmerston y fit beaucoup d'objections; il affecta de supposer aux cours du continent des arrière-pensées sinistres et de croire qu'on voulait *poloniser* la Suisse. Quelles furent les raisons qui changèrent sa manière de voir? Nous ne saurions le dire avec certitude, quoique nous ayons lieu de croire que de très-hautes influences ne furent pas étrangères à ce changement. Il y a une raison plus claire encore, c'est que lord Palmerston vit que, s'il ne voulait pas s'accorder avec les autres, les autres s'accorderaient sans lui; il eut peur des représailles de 1840, et il se ravisa.

Nous n'avons pas besoin de revenir sur les faits qui ont rendu la médiation inutile, ils sont suffisamment connus. La note collective est arrivée trop tard, cela est incontestable; mais nous croyons qu'on fait beaucoup trop d'honneur à l'adresse de lord Palmerston en lui attribuant ce résultat. Le cabinet anglais s'est trompé comme les autres; il ne prévoyait probablement pas plus que nous que la lutte serait si promp-

-tement terminée en Suisse. Tout le monde savait certainement quelle en devait être l'issue définitive, personne ne se doutait qu'elle pût être aussi immédiate, et en dernier résultat, le gouvernement français peut dire à juste titre qu'il avait ramené l'Europe à ses propres vues et à sa propre politique, car non-seulement il avait empêché une intervention isolée, mais encore il avait prévenu toute chance de collision générale en réunissant les cinq puissances dans une démarche commune.

Cette communauté est pour le moment suspendue. Ainsi dans la conférence qui se tient depuis quelque temps à Paris, l'Angleterre a cessé d'être représentée ; et comme la Russie n'avait pas fait remettre à la diète la première note collective, elle n'a point pris part non plus à celle qui vient d'être rédigée et qui ne sera présentée qu'au nom des trois cabinets de France, d'Autriche et de Prusse. Dans cette note, les trois gouvernements reconnaissent que le *Sonderbund* ayant cessé d'exister au moment où la médiation avait été proposée, il était naturel que la diète eût rejeté cette proposition ; mais ils déclarent qu'ils considèrent toujours la souveraineté cantonale comme la base de la confédération, qu'à leurs yeux cette souveraineté n'existe pas tant que les cantons vaincus sont occupés militairement, et que la Suisse ne sera pas rendue à une condition régulière tant que tous les cantons n'auront pas recouvré le libre exercice des droits sur le maintien desquels sont fondées les relations de la confédération avec l'Europe.

Le pape Pie IX et les souverains d'Italie qui marchent sur sa trace glorieuse devront être sensibles à l'hommage qui leur a été rendu dans la chambre des pairs. On comprend jusqu'à un certain point la réserve que le gouvernement avait gardée dans le discours de la couronne sur les affaires d'Italie, mais il appartenait aux autres branches de la législature, comme représentant plus directement l'opinion publique, de rompre un silence qui aurait pu être pris pour de l'oubli. C'est donc pour obéir à un sentiment universellement manifesté par la chambre que la commission de l'adresse a ajouté à son projet un témoignage de sympathie et d'admiration en faveur des princes libéraux de la péninsule. Du reste, M. le ministre des affaires étrangères avait lui-même provoqué cette manifestation par la lecture d'une très-remarquable dépêche adressée par lui à l'ambassadeur de France à Rome, M. le comte Rossi. On ne peut s'empêcher de reconnaître que les dépêches récemment publiées par M. Guizot détruisent en grande partie les accusations dirigées contre sa politique à l'égard de l'Italie. Nous avons pu nous-mêmes regretter quelquefois que le gouvernement français ne parût pas donner aux libéraux italiens l'appui qu'ils devaient naturellement attendre de lui, mais nous ne voudrions pas demander plus que ce que M. Guizot promet dans ses dépêches, principalement dans celle qu'il a citée à la chambre des pairs. Tout ce qu'il nous reste à désirer, c'est que le gouvernement mette ses actes toujours d'accord avec ses paroles. La chambre des députés suivra nécessairement l'exemple que vient de lui donner la chambre des pairs ; sans doute même, la commission de l'adresse prendra à cet égard l'initiative. Rien ne sera plus propre que ces encouragements de la législature française à soutenir les souverains et les peuples d'Italie dans la tâche difficile et glorieuse qu'ils ont entreprise, et à entretenir en même temps chez les uns l'esprit de libéralisme, et chez les autres l'esprit de modération.

Du reste, il faut en convenir, à quelques exceptions près, les populations italiennes ne paraissent pas vouloir se départir de cette modération qui seule peut assurer leur succès. Nous ne croyons pas qu'il convienne de s'alarmer outre mesure de quelques rumeurs qui se produisent de temps en temps à Gênes ou à Livourne ; c'est l'habitude journalière de ces ports de la Méditerranée, où le commerce rassemble une population bigarrée, turbulente, toujours avide de bruit et de désordre. L'intérieur du pays est assez calme ; la reddition de Pontremoli aux troupes de Modène s'est opérée le plus paisiblement du monde. Les gens de Pontremoli avaient d'abord juré de mourir

comme ceux de Fivizzano, ils voulaient ensuite se donner à la Sardaigne; mais on leur a fait entendre que la donation pourrait bien n'être pas acceptée. Quant à la première résolution, on n'y a point donné suite, vu l'inutilité d'un semblable sacrifice. C'était sagement pensé, et l'*Italia* de Pise leur a donné là-dessus de fort bons conseils en les engageant à se réserver pour des jours plus heureux.

A Rome, on avait fait bruit, dans ces derniers temps, de certaines résolutions du gouvernement qui étaient, disait-on, l'indice d'une réaction dans le sens rétrograde. Les imaginations italiennes sont promptes à s'alarmer. Que le pape aille dire la messe dans une église appartenant aux jésuites; que le secrétaire d'État adresse la parole à quelque personnage soupçonné d'appartenir de près ou de loin à la compagnie, aussitôt les têtes s'échauffent, on voit une conjuration et une crise dans la circonstance la plus insignifiante; et quand, après cela, le gouvernement publie quelque nouvel édit de réforme, l'allégresse renaît, la patrie est sauvée, et l'on monte au Capitole remercier les dieux protecteurs. La patrie a donc été encore une fois sauvée dernièrement, et le *motu proprio* du 29 décembre a prouvé aux Romains ce qu'ils devraient savoir, que les intentions du pape ne sont pas moins favorables à la réforme qu'il y a six mois. Cet édit organise le conseil des ministres; il établit la division des divers départements et règle jusque dans les plus minutieux détails les attributions de chacun d'eux. Le secrétaire d'État pour les affaires extérieures, à qui est déférée la présidence du conseil, sera toujours un cardinal. Cette disposition nous semble impliquer tacitement l'admissibilité des laïques aux autres ministères. Il y a convenance, en effet, à ne pas placer des ecclésiastiques à la tête d'administrations comme celles de la guerre et de la police, et l'opinion qui les en éloigne est aujourd'hui assez bien établie à Rome pour permettre d'espérer que ces deux ministères seront occupés par des laïques. Le ministère de grâce et de justice était aussi dans la pensée de tout le monde et dans les résolutions du gouvernement destiné à l'avocat Silvani, député de Bologne, président de la section de législation, et dont l'Italie déplore la perte récente. Toutes les autres parties du décret, celle qui établit la responsabilité des ministres, celle qui crée un corps d'auditeurs analogue à celui qui a été annexé à la consulte d'État, méritent une égale approbation. Chaque ministre enfin devra soumettre au souverain un projet de règlement intérieur pour son département. La consulte d'État, de son côté, après de longues discussions, a terminé la rédaction du sien, et elle a emporté à la majorité de quatre voix la publicité des débats. On sait que sur ce point la résistance du gouvernement avait été assez vive, et c'est une véritable victoire d'opposition.

En Angleterre, le trait distinctif d'un ministère whig se manifeste une fois encore dans le déficit du revenu. On peut appeler cela simplement du malheur; mais c'est du malheur qui se représente régulièrement quand les whigs arrivent au pouvoir. Les chiffres parlent, et ils ont une éloquence irréfragable. Les Anglais ne peuvent pas s'empêcher de voir que, depuis qu'ils ont changé de ministère, ils ont changé de budget. Ainsi, d'après les dernières publications du revenu, la diminution a été, sur le trimestre passé, de plus de 27 millions; elle a été, sur l'année, de plus de 55 millions. Pourtant le choc produit par le changement des tarifs avait eu son effet, et on ne saurait accuser le *free trade* tout seul d'avoir ainsi dérangé les sources du revenu public.

Malgré cet état fâcheux du trésor, l'Angleterre paraît se disposer à charger son budget d'une dépense nouvelle. Depuis une quinzaine de jours, la presse anglaise discute gravement les probabilités d'une descente d'une armée française sur les rivages d'Albion. Les Anglais ont cru devoir naguère se moquer beaucoup des fortifications de Paris; nous pourrions aujourd'hui prendre notre revanche, car, pour eux, il ne s'agit de rien moins que de fortifier toutes leurs côtes. Toute cette panique

a eu pour origine une lettre du vieux duc de Wellington, qui, après avoir longtemps circulé dans les clubs, a fini par être livrée à la publicité. Le mémoire du duc sur l'état des défenses nationales est le pendant de la brochure de M. le prince de Joinville sur les forces navales de la France. Toujours est-il qu'on est parvenu à mettre dans la tête du peuple anglais qu'avec les bateaux à vapeur, le roi Louis-Philippe ou son successeur pourrait, en un clin d'œil, jeter cinquante mille hommes sur les côtes de la Grande-Bretagne, et en ce moment-ci John Bull est poursuivi par le cauchemar d'une invasion. En dernier résultat, cette controverse militaire aura pour effet de grossir encore le budget de la guerre et de la marine, car le ministère de lord John Russell n'est pas assez fort pour résister à la *pression du dehors*, et ce sera un embarras de plus pour le chancelier de l'échiquier.

Les malheurs de l'Europe ont fait la fortune de l'Amérique; le nouveau monde a recueilli ce que perdait l'ancien; les États-Unis ont été heureux dans la guerre, heureux dans la paix. Le président de l'Union a ouvert le congrès par un message de la longueur accoutumée; c'est déjà un avantage des monarchies de n'être pas aussi prolixes et aussi verbeuses que les républiques. Le message de M. Polk est fait pour flatter toutes les passions de ses concitoyens, et la guerre avec le Mexique y occupe naturellement la place la plus considérable. M. Polk se donne beaucoup de peine pour prouver que le Mexique a été l'agresseur, et que les États-Unis n'ont fait qu'user de représailles; c'est une peine dont le moindre défaut est d'être inutile; les Américains du Nord feraient mieux de rejeter la responsabilité de leurs conquêtes, comme ils l'ont déjà fait plus d'une fois, sur la Providence ou sur la fatalité. C'est une force invincible qui les pousse; ils ne s'arrêteront plus désormais qu'aux extrémités de leur continent. Ils absorberont le Mexique, parce que la race qui l'occupe n'est plus capable de le posséder ni de le faire valoir, et parce que la terre appartient à qui sait l'occuper et l'exploiter. L'annexion du Mexique est une conséquence forcée de l'annexion du Texas; la race septentrionale s'étend et se développe par le simple effet de sa supériorité. On a dit quelque part que l'histoire des Américains dans le Texas était celle du chien dans le garde-manger. Les Mexicains, ne pouvant coloniser eux-mêmes le Texas, y appelèrent les Américains; les hardis pionniers y plantèrent leurs tentes, y apportèrent l'esprit des institutions sous lesquelles ils étaient nés; ils commencèrent par se rendre indépendants, mais la force d'attraction les ramena insensiblement dans le cercle de leur ancienne nationalité. La première morsure était faite à ce grand corps, on pourrait dire à ce grand cadavre de l'Amérique espagnole; morceau par morceau, il finira par passer tout entier dans la gueule toujours avide et toujours bruyante de la démocratie du nord. En ce moment, les États-Unis se contentent de deux provinces, le Nouveau-Mexique et la Californie. Ils les prennent à titre d'indemnité; il est bien juste qu'ils couvrent les frais de la guerre : or, comme le Mexique est sans ressources pécuniaires et plongé au contraire dans la banqueroute, il est clair que la seule indemnité possible est une cession de territoire. Il y a d'ailleurs une autre raison pour que les États-Unis gardent la Californie : c'est que, les Mexicains étant hors d'état de l'utiliser, elle pourrait tomber sous la main de quelque autre puissance, et, comme on le sait, les États-Unis ne peuvent point souffrir qu'aucune nation étrangère mette le pied sur leur continent pour y fonder de nouvelles possessions. L'Amérique est aux Américains; cette déclaration, déjà faite autrefois par le président Monroe, reproduite depuis par plus d'un de ses successeurs. M. Polk l'a renouvelée solennellement dans son dernier message, et elle fait maintenant partie du droit public des États-Unis. Après tout, cela regarde l'Angleterre beaucoup plus que nous; c'est une déclaration qui touche le Canada aussi bien que la Californie. Est-ce pour prendre ses précautions que l'Angleterre se fait en ce moment une querelle avec l'État du Nicaragua, et menace d'en occuper le territoire?

Les États-Unis sont trop occupés avec le Mexique pour se brouiller actuellement avec l'Angleterre; il est probable qu'ils attendront encore avant de mettre à exécution la maxime de M. Polk.

Au sein même de l'Union, il y a tout un parti qui proteste contre les projets indéfinis de conquête. Les hommes les plus éminents de la république, M. Clay, M. Calhoun, M. Webster, cherchent à mettre une digue à ce torrent. Dans le congrès, ils balancent la majorité; ils l'ont même obtenue dans la chambre des représentants sur l'élection du président; c'est le candidat whig qui a été nommé. Ce n'est là du reste qu'un succès partiel et passager; l'élection prochaine du président de la république mettra les partis plus sérieusement en présence; c'est vers ce but que se dirigent tous les efforts, et la guerre du Mexique est naturellement le terrain sur lequel les candidats prennent position. Or il est bien à craindre que, dans un pareil moment d'excitation publique, l'ascendant n'appartienne à ceux qui flattent le plus les passions populaires,

La seule considération qui aurait pu arrêter ou faire hésiter les États-Unis, c'est celle des dépenses nécessitées par la guerre. Ainsi, il est certain qu'en 1845 leur dette publique était presque nulle : elle n'atteignait pas le chiffre de cent millions de francs. Aujourd'hui elle a monté à près de deux cent cinquante millions; mais les États-Unis, outre leurs ressources permanentes, ont eu cette année des ressources accidentelles très-considérables. Comme nous le disions tout à l'heure, ils se sont enrichis de la misère de l'Europe; pendant que nos contrées du vieux monde souffraient de la disette des grains et de la perte presque complète de la pomme de terre, l'Amérique avait des récoltes magnifiques, et elle a été pour l'Europe ce grenier qu'était autrefois la Sicile pour les Romains. L'Angleterre seule a versé dans ses anciennes colonies plusieurs centaines de millions qui s'y sont répandus dans toutes les classes et y ont porté un accroissement de prospérité. Cette ressource n'est pas régulière, il est vrai, et elle ne se renouvellera pas cette année dans les mêmes proportions; mais les États-Unis ont encore à leur disposition des ressources permanentes qu'ils n'épuiseront pas de longtemps. Ainsi le président propose, pour subvenir aux frais de la guerre, de donner plus d'activité à la vente des terres nationales, et d'établir sur le thé et le café, qui entrent maintenant en franchise, un droit de 25 pour 100. Un autre signe de la prospérité de l'Union, c'est qu'elle a très-bien supporté la dernière réduction des tarifs. Les partisans de l'industrie nationale avaient beaucoup crié contre ce premier pas fait dans les voies de la liberté commerciale; cependant l'épreuve a été très-favorable au nouveau tarif, ce qui prouve que l'industrie indigène des Américains est déjà assez forte pour se passer d'une protection exagérée. Il ne faut donc pas compter que les États-Unis se laisseront effrayer par la dépense; ils pourront bien s'endetter, mais ils se payeront avec des territoires, et tôt ou tard ils y retrouveront leur argent.

Les changements que nous avions signalés comme probables dans le ministère espagnol ne se sont pas encore réalisés; nous croyons cependant qu'ils ne seront pas différés pour longtemps, car le bruit est assez généralement répandu à Madrid que le général Narvaez a l'intention de revenir occuper l'ambassade d'Espagne à Paris. Dans ce cas, il est probable que M. Mon deviendrait le chef d'un nouveau cabinet. M. Mon a eu, ces jours derniers, comme président du congrès, la tâche de gouverner quelques-unes des séances les plus orageuses que les cortès aient vues depuis longtemps. Plusieurs membres du parti conservateur avaient, comme on sait, proposé la mise en accusation de M. Salamanca, ancien ministre des finances, sous la prévention de concussion. Accusé en séance publique d'avoir détourné une somme de 25 millions de réaux, M. Salamanca s'est trouvé mal, et s'est excusé le lendemain de ne pouvoir assister à la discussion. La prise en considération de la proposition a

été adoptée par une forte majorité. C'est, dit-on, contrairement aux désirs du général Narvaez que toute cette affaire a été soulevée, et le ministère a résolu de ne point y prendre part. On croit même que l'accusation ne sera pas poussée plus loin.

Des bruits alarmants, mais très-exagérés, ont été répandus sur la santé de la reine Isabelle, et ont donné lieu, de la part des journaux anglais, à une recrudescence de controverse sur la question de succession. Nous ne voyons pas de raison de les suivre dans ce débat que rien jusqu'à présent ne justifie.

La querelle tant soit peu puérile qui menaçait depuis une année le repos de l'Orient est enfin terminée, et les relations de la Porte avec la Grèce vont être reprises. Le cabinet grec a remis à M. Persiani, le représentant de la Russie à Athènes, une lettre pour le ministre des affaires étrangères de la Porte. Dans cette lettre, le gouvernement hellénique exprime à l'envoyé du sultan, M. Mussurus, son regret du malentendu du 21 janvier 1847, et lui donne l'assurance qu'il sera reçu à Athènes avec les égards dus au représentant d'une puissance alliée. La Porte, de son côté, a adressé aux grandes puissances un *memorandum* dans lequel elle se déclare satisfaite de la démarche du gouvernement grec, et toute l'affaire se trouve ainsi terminée. Ce n'était pas la peine de faire tant de bruit.

Nous voudrions que la Grèce pût résoudre aussi facilement ses questions intérieures que ses petits embarras extérieurs; malheureusement la tâche n'est pas aussi aisée, et le jeune royaume hellénique paraît avoir une certaine peine à s'habituer au régime constitutionnel. La dernière insurrection de Patras a montré combien le gouvernement central avait peu de prise sur les provinces. Pendant quatre jours, la ville est restée au pouvoir de quelques régiments révoltés. Les autorités légales s'étant absentées, les consuls étrangers se sont faits les intermédiaires d'une capitulation avec les insurgés; pendant ce temps, le préfet ou nomarque, qui était allé prendre l'air, a rassemblé des troupes et est rentré en ville; les insurgés se sont réfugiés à bord d'un bâtiment anglais, en sauvant la caisse comme le *Sonderbund*. Nous avons déjà dit, et nous répétons qu'il vaudrait beaucoup mieux pour la Grèce que les gouvernements européens ne la prissent pas pour terrain de leurs rivalités. Au lieu d'avoir un parti français et un parti anglais, la Grèce ferait mieux d'avoir tout simplement un parti grec. Si le gouvernement hellénique traite aussi lestement qu'il l'a fait dans ces derniers temps le régime constitutionnel, il n'en aura pas pour bien longtemps. Ainsi, pour faire capituler l'opposition du sénat, il n'a rien trouvé de mieux que de créer d'un seul coup de filet trente-cinq nouveaux sénateurs; c'est une manière assez commode de se procurer une majorité, mais ce sont de ces expériences hasardeuses auxquelles il ne faut pas soumettre les institutions nouvelles, si on ne veut pas les faire éclater. Pendant plusieurs années, les représentants de la France et de l'Angleterre à Athènes ont été à l'état d'antagonisme direct et public; le ministre de France, M. Piscatory, est maintenant appelé à d'autres fonctions, où son énergie et sa résolution bien connues ne seront pas superflues; si le gouvernement anglais avait à cœur l'intérêt bien entendu de la Grèce, il rappellerait lui-même un représentant qui ne pourra laisser dans ce pays que de regrettables souvenirs, et les deux grandes puissances constitutionnelles de l'Occident s'uniraient pour assurer le repos et le développement d'un État nouveau qui a grand besoin de secours.

La question de la jonction des deux chemins de fer de Versailles va de nouveau être portée devant les chambres. Cette question embrasse de nombreux intérêts; elle

soulève surtout de vives passions. Dans une assemblée générale des actionnaires de la rive gauche, tenue le 13 décembre dernier, on s'en souvient peut-être, les partisans de la fusion et leurs adversaires se sont livré une lutte acharnée; après une discussion animée, les premiers se retirèrent en protestant; la majorité vota le rejet des offres du gouvernement, qui proposait aux deux compagnies de se réunir pour l'exploitation en commun de la ligne de Chartres. Depuis l'agitation est allée croissant, et, à l'approche de la discussion qui va s'ouvrir dans le parlement, la rive gauche renouvelle ses réclamations, elle pétitionne et proteste contre un projet qui ne tendrait, dit-elle, à rien moins qu'à la ruiner complétement.

Tout ce bruit, tout ce mouvement, sont-ils bien sérieusement motivés? En définitive, où veulent en venir les actionnaires de la rive gauche? Ces mêmes capitalistes qu'on ameute aujourd'hui sont-ils menacés de quelque péril nouveau et imprévu? Jusqu'à présent, ils ne s'étaient point crus lésés et avaient accepté comme équitable et nécessaire à la fois le projet du gouvernement, qui, pressé d'accorder à l'une ou à l'autre des deux compagnies la tête du chemin de fer de l'ouest, n'avait vu que dans une association la conciliation possible de deux intérêts également respectables. C'est en 1844 que fut votée la ligne de Paris à Rennes, et dès le 1er février 1845 ces deux compagnies signaient un premier traité d'union. Dans cette même session, une loi fut présentée pour accorder la concession aux deux compagnies réunies, mais elle resta à l'état de rapport; portée de nouveau devant les chambres, elle fut définitivement adoptée le 21 juin 1846. Cette loi autorisait le ministre des travaux publics à concéder directement aux représentants des deux compagnies réunies le chemin de Versailles à Rennes, par Chartres, le Mans et Laval, avec embranchement du Mans sur Caen, et de Chartres sur Alençon. Sur la ligne principale de Versailles à Rennes, la compagnie adjudicataire devait seulement poser la voie; quant aux deux embranchements, elle les construisait en totalité. La concession ne pouvait être accordée qu'après la dissolution et la fusion définitive des deux compagnies de la rive droite et de la rive gauche d'après les bases des traités déjà signés. Ces diverses formalités devaient être remplies dans un délai de six mois, et, dans le cas contraire, le ministre des travaux publics était autorisé à procéder par voie de concurrence à l'adjudication de la voie de Rennes et de ses embranchements. La loi du 21 juin 1846 stipulait en outre formellement que les travaux de raccordement des chemins de fer de Versailles avec celui de Versailles à Chartres seraient exécutés sans délai, conformément aux deux lois du 11 juin 1842 et du 19 juillet 1845, et à cet effet un crédit de 2 millions était ouvert au ministre des travaux publics sur l'exercice de 1846. Enfin une somme de 30 millions était affectée à l'exécution, par l'État, des terrassements et des travaux sur la ligne principale de Chartres à Rennes.

Ainsi, tout semblait concilié à cette époque; il ne restait plus qu'à exécuter les traités. Malheureusement la crise financière survint, et rendit impossible la formation d'une compagnie dont le capital devait être de 120 millions. La soumission des deux compagnies de Versailles fut ajournée, et le gouvernement reconnut l'impossibilité de tenter une adjudication.

Cependant, grâce aux crédits votés par les chambres, les travaux de terrassement exécutés par l'État entre Versailles et Chartres, sur une longueur de 74 kilomètres, marchaient avec activité, et il devenait indispensable de poser la voie de fer laissée à la charge de l'association qui n'avait pu encore se constituer. Pour ne pas perdre un temps précieux et pour utiliser des dépenses considérables, il était urgent de prendre un parti. Le gouvernement porta à la chambre des députés une proposition d'après laquelle les deux compagnies de Versailles seraient chargées de fournir et de poser à leurs frais la voie jusqu'à Chartres, et d'acquérir le matériel nécessaire à l'exploitation. C'était une solution provisoire, mais la chambre des députés pensa qu'elle

engageait trop l'avenir ; il lui parut qu'il était préférable de donner à l'État lui-même le soin de poser la voie de Versailles à Chartres, et, dans cette vue, elle alloua un crédit de 10 millions. Cette mesure, qui conciliait l'intérêt du présent sans engager l'avenir, laissait au gouvernement la faculté de déterminer ultérieurement les clauses de la concession en pleine et entière liberté.

Aujourd'hui les travaux de terrassement sont achevés, les rails sont posés ; en vertu de l'ordre exprès des chambres, on va mettre la main aux travaux de raccordement, et avant très-peu de temps la circulation pourra être établie sur toute la ligne de Versailles à Chartres. Voilà donc un chemin de 74 kilomètres auquel il ne manque que les moyens d'exploitation, un chemin précieux pour l'approvisionnement de Paris, et qui est une première satisfaction accordée aux intérêts de l'ouest. Il serait impossible d'en retarder d'un seul jour l'ouverture ; mais, tandis que le gouvernement proposait la réunion des deux compagnies de Versailles comme l'expédient le plus prompt pour la mise en exploitation, sauf à procéder plus tard à une concession définitive, la résistance obstinée de la compagnie de la rive gauche est venue menacer de paralyser ses intentions et de compromettre un grand intérêt public.

La rive gauche veut le chemin de l'ouest pour elle seule. Tout ou rien. Vainement lui objectera-t-on le manque de capitaux nécessaires pour une telle entreprise, l'impossibilité de suffire aux besoins du service avec un chemin dans de fort mauvaises conditions de solidité, un matériel incomplet et défectueux, une gare où, faute d'espace, ne peuvent aborder les marchandises ; la compagnie ne voit dans tout cela qu'un projet de sacrifier les quartiers de la rive gauche à ceux de la rive droite, de ruiner la moitié de Paris pour faire les affaires de tel ou tel banquier influent. Certes, le gouvernement est disposé à concourir autant qu'il est en son pouvoir à l'accroissement et à la prospérité de chaque quartier de Paris, et, si cela ne dépendait que de lui, le boulevard du Maine serait aussi riche et aussi populeux que la Chaussée-d'Antin ; mais est-il le maître de détourner sur un point ou sur un autre le courant et l'activité des affaires? Dans la question du chemin de fer de l'ouest, il ne s'agit pas d'ailleurs de discuter les prétentions rivales de deux faubourgs, mais bien de savoir s'il n'est pas au-dessus de ces querelles un intérêt de premier ordre dont, à l'exclusion de tout autre, le gouvernement doit se préoccuper. Cet intérêt, c'est que d'une manière ou d'une autre le chemin de fer de Chartres soit promptement rattaché à la capitale, et le sera-t-il si on l'abandonne exclusivement à la compagnie de la rive gauche? Évidemment non. Le chemin de la rive gauche n'est point en état de supporter cette charge. Ses finances sont obérées, et ce n'est qu'à la tolérance du gouvernement qu'il doit de ne pas voir dès demain son matériel saisi en payement de la créance de 5 millions dont il est débiteur envers l'État. En le pressant d'opérer sa jonction avec la rive droite, le gouvernement lui a donné un conseil utile et salutaire, d'accord en cela avec le sentiment public, qui, dès les premiers jours, et bien avant qu'il fût question de la ligne de l'ouest, voyait dans l'association des deux compagnies le seul moyen de les sauver toutes deux d'une ruine certaine, et de réparer l'idée insensée de deux voies parallèles exploitant en concurrence la ligne de Paris à Versailles.

Il faut donc, nous en revenons toujours là, il faut que le chemin de Chartres s'ouvre, à quelque prix que ce soit. Il faut aussi qu'il soit raccordé avec les deux lignes de Versailles et profite du bénéfice de la double entrée à Paris. Le raccordement des deux lignes est peu coûteux ; il est indiqué par la nature des choses et la situation des lieux. Chacun a pu remarquer, en effet, que l'intervalle qui les sépare est à peine de 600 mètres vis-à-vis de Viroflay. Le raccordement avec la direction oblique et les courbes qu'il comporte n'aurait pas plus de 1,200 mètres et ne coûterait pas plus de 500,000 francs. « Serait-il possible, disait avec beaucoup de raison

dans son rapport M. Collignon, serait-il possible qu'on hésitât à effectuer un raccordement dont les résultats se présentent dans les proportions d'un intérêt général du premier ordre? Si la construction simultanée des deux chemins de Versailles a été une faute, on ne la réparera pas en sacrifiant un de ces chemins à l'autre, mais bien en tirant du capital total qu'ils ont absorbé le meilleur parti possible, et en incorporant les deux chemins, ramenés à la loi commune, dans le système général de nos grandes lignes. »

Il est évident que le chemin de l'ouest, mis en communication directe avec la ligne du Havre et de Rouen, verra s'accroître la circulation de ses marchandises en raison des facilités que présentera pour les transbordements une gare commune. Le réseau de l'ouest, rattaché à celui du nord, épargnera au commerce des transports et un camionnage coûteux dans l'intérieur de Paris; telle denrée qui ne trouverait que sur la rive droite des retours avantageux n'arrivera pas, s'il faut qu'elle débarque sur la rive opposée, et n'est-il donc enfin d'aucun intérêt pour les treize départements de l'ouest de pouvoir à leur gré aborder la capitale par deux voies opposées, suivant que leurs affaires les appelleront sur l'une ou l'autre rive?

C'est à tort d'ailleurs qu'on a mis en avant l'intérêt des quartiers de la rive gauche pour repousser le double raccordement; nous croyons au contraire que l'intérêt bien entendu de ces quartiers est que la ligne de l'ouest ait dans Paris deux entrées convenablement organisées, qui facilitent la circulation et multiplient les rapports. Les villes ne gagnent jamais rien à se retrancher dans des intérêts exclusifs et égoïstes; pour qu'elles grandissent, le plus sûr moyen, c'est que la richesse et la production se multiplient autour d'elles.

Les chambres ne se sont jamais arrêtées aux arguments qu'on opposait au double raccordement, qui, d'abord vivement combattu, a fini par être adopté par ceux-là même qui l'avaient condamné dès le principe. Non-seulement la loi du 21 juin 1846 le consacre, comme nous l'avons dit, par un article formel, mais encore les deux compagnies de Versailles, et même les représentants de la rive gauche, dans une pétition adressée à M. le ministre des travaux publics, le 24 avril 1847, en ont reconnu la nécessité. Cette nécessité est admise par tout le monde, dans l'intérêt bien entendu du commerce général, des populations de l'ouest et de la ville de Paris. Si donc l'on admet le raccordement des deux voies, et par conséquent la double entrée dans Paris, que signifient les prétentions de la rive gauche à l'exploitation exclusive de toute la ligne? Qu'y a-t-il en définitive au fond de toute cette agitation? De petits calculs, de petites combinaisons, de mesquines influences, de petits profits pour quelques-uns. Les honorables députés et conseillers municipaux des arrondissements de la rive gauche qui se sont mis à la tête de cette croisade ont trouvé là une occasion, les uns de fonder, les autres de consolider leur popularité. MM. Vavin et Jouvencel se sont fortifiés dans leurs colléges. M. Considérant, faisant avec eux assaut de dévouement, aura conquis quelques voix de plus pour sa prochaine élection. Tout le monde y aura gagné, excepté les actionnaires, le public et l'État.

REVUE SCIENTIFIQUE.

Le domaine des sciences s'étend et s'agrandit chaque jour davantage. Malgré les mémorables découvertes que nous ont léguées les siècles passés, le champ des spé-

culations est si vaste, la mine si féconde, qu'on ne doit jamais craindre de voir les efforts des savants rester infructueux. Ces progrès n'ont pas lieu uniformément sur tous les points à la fois. Tantôt l'attention d'un petit nombre seulement d'adeptes est excitée par de sublimes recherches sur les propriétés de certaines courbes dont les géomètres s'occupent depuis vingt siècles, tantôt le genre humain tout entier apprend avec étonnement qu'il existe un agent qui a le pouvoir, don précieux ! de suspendre et de dompter la douleur. Aux yeux du vulgaire, chaque découverte brille et s'efface à son tour. Aujourd'hui, c'est le nom de M. le Verrier qui est dans toutes les bouches ; demain, ce sera celui de l'inventeur du coton-poudre ou du chloroforme. Mais la gloire, qui n'est pas la même chose que la renommée, n'obéit pas à ces caprices du vulgaire. Elle décerne des récompenses durables aux hommes qui ont fait des œuvres durables, et livre aux applaudissements fugitifs de la foule les hommes qui n'ont travaillé que pour la popularité.

Nos lecteurs se souviennent peut-être de l'exposé que nous avons fait dans le temps de la belle découverte de M. le Verrier (1). Parvenant, par la seule force du calcul, à démontrer qu'il devait exister au delà des limites connues du système solaire une planète que nul œil mortel n'avait encore aperçue, mais dont les effets se faisaient sentir sur Uranus, ce jeune astronome, dont le nom n'était guère sorti jusqu'alors de l'enceinte de l'Institut, se vit tout à coup entouré d'une célébrité aussi large que méritée, surtout depuis que son heureuse prédiction se trouva confirmée par un habile astronome de Berlin, M. Galle, qui eut le mérite et le bonheur de découvrir la planète à la place même que notre illustre compatriote lui avait assignée dans le ciel.

On se rappelle l'effet prodigieux qu'une telle découverte produisit dans le public. En France, toutes les classes de la société voulurent s'associer à ce succès national. A l'étranger, toutes les académies, tous les princes de l'Europe s'empressèrent de donner à M. le Verrier les témoignages les moins équivoques de leur admiration. Des *meetings* même furent organisés en Amérique. Jamais découverte scientifique n'avait été récompensée par des suffrages plus universels.

Encouragés, excités par les applaudissements unanimes qui éclatèrent à cette occasion, les astronomes s'appliquèrent avec un redoublement de zèle à explorer le ciel dans l'espoir de découvrir quelque nouvelle planète. Pareille chose était arrivée au commencement de ce siècle, lorsque Piazzi, découvrant à Palerme la planète Cérès, donna l'impulsion aux observateurs allemands qui, presque coup sur coup, révélèrent aux habitants de la terre l'existence de trois autres planètes : Pallas, Junon et Vesta. C'est ainsi que les découvertes remarquables aident doublement au progrès des sciences, par les nouvelles clartés qu'elles répandent sur la route, comme par l'émulation qu'elles donnent aux esprits inventifs.

C'est à M. Hencke, astronome de Giessen, qu'on doit la découverte de deux planètes nouvelles sur les quatre dont s'est enrichie depuis deux ans l'astronomie. Après avoir constaté, le 8 décembre 1845, l'existence d'une petite planète à laquelle l'illustre directeur de l'observatoire de Berlin, M. Hencke, donna le nom d'Astrée, ce même M. Hencke découvrit, le 1er juillet 1847, une autre planète qui a été appelée Hébé. Depuis lors, on doit la connaissance de deux autres planètes, Iris et Flore, à M. Hind, astronome anglais, qui a observé la première le 13 août, et l'autre le 18 octobre de l'année dernière. Désormais les noms de MM. Galle, Hencke et Hind resteront associés à quelques-unes des plus brillantes découvertes dont l'astronomie pratique se soit enrichie dans notre siècle. Il serait injuste de séparer leur nom de celui de M. Hencke, qui, par l'heureuse direction qu'il a su donner aux travaux d'une

(1) Voyez le tome IV de 1846.

foule d'amateurs en Allemagne, est parvenu à faire construire de grandes cartes célestes à l'aide desquelles les astronomes reconnaissent avec facilité les changements qui ont pu avoir lieu dans le ciel. Quand ils ne sont pas le résultat d'une erreur dans les cartes, les changements qu'on observe dans l'aspect du ciel deviennent d'ordinaire l'occasion d'une découverte. En effet, si, à la place où un astre était marqué sur une de ces cartes célestes, les observateurs n'aperçoivent plus rien au bout de quelque temps, ils en concluent que probablement l'astre auquel ils avaient cru pouvoir assigner une place déterminée a changé de position, et qu'au lieu d'être ce qu'on appelle communément une étoile fixe, c'était une planète ou une comète. Alors ils s'attachent à le retrouver; et, si leurs efforts ne sont pas infructueux, l'astronomie s'enrichit d'une découverte nouvelle. Il en est de même lorsqu'un astre apparaît à une place où il n'en existait pas auparavant. Nous parlons ici du cas le plus ordinaire, car il est arrivé que le ciel ait brillé de clartés inconnues jusqu'alors, ou que des astres aient disparu, sans qu'on puisse expliquer de tels phénomènes par l'existence d'une planète ou d'une comète.

Dans une autre occasion, peut-être, nous reviendrons sur l'apparition et la disparition singulières de certains astres. Aujourd'hui cela nous éloignerait trop de notre sujet. Disons seulement que, dernièrement encore, M. Graham et M. de Vico ont signalé de pareilles disparitions, qui sont devenues un sujet d'étude pour les astronomes. Il y a lieu d'espérer que les observateurs français qui n'ont pas été assez heureux pour découvrir aucune des nouvelles planètes dont s'est enrichie l'astronomie moderne, profiteront de cette occasion pour prendre complétement leur revanche. La France a les yeux fixés sur eux, et nous sommes assurés qu'ils ne tromperont pas les espérances du pays. Déjà M. Valz, directeur de l'observatoire de Marseille, prenant l'initiative, a demandé à l'Académie des sciences d'appuyer un projet de recherches systématiques qui seraient faites dans certaines régions du ciel, avec le but spécial de découvrir de nouvelles planètes. Renvoyé par l'Académie à la section d'astronomie, ce projet ne saurait manquer de recevoir, à l'observatoire de Paris, une direction éclairée et d'utiles encouragements.

Nous avons dit qu'aucune des planètes nouvellement découvertes n'avait été observée d'abord à Paris. C'est probablement pour répondre avec avantage à ces succès répétés des astronomes étrangers que M. Arago, obéissant à un juste sentiment de fierté nationale, avait déclaré d'une manière solennelle devant l'Institut que, pour lui, la planète découverte à l'aide d'admirables calculs par M. le Verrier porterait le nom de l'inventeur et n'en aurait jamais d'autre! Dès cette époque, la *Revue* avait manifesté des doutes sur la possibilité de faire adopter un tel nom par les astronomes, qui avaient pris l'habitude de donner le nom de quelque divinité à toutes les planètes. Nos doutes étaient fondés; le nom proposé par M. Arago a été abandonné. La planète découverte par le géomètre français a reçu le nom de *Neptune*, et M. Arago a dû être très-péniblement affecté, le jour où il a vu apparaître ce nom dans la *Connaissance des temps* de 1849, ouvrage officiel pour les astronomes, dans lequel le nom de la planète *le Verrier* avait d'abord figuré.

Ce n'est pas seulement au nom de la planète découverte par M. le Verrier que quelques personnes se sont attaquées. Sur la foi d'une assertion émise dans un journal par un astronome américain, M. Peirce, on a prétendu que la masse de Neptune était trop petite pour produire sur Uranus les effets que M. le Verrier avait annoncés. C'est en discutant les observations du satellite de Neptune faites par M. Lassell de Liverpool, qui avait découvert ce satellite, que M. Peirce avait trouvé vingt et un jours pour la durée de la révolution du satellite. De là, d'après des principes bien connus des astronomes, il avait déduit une masse de Neptune beaucoup trop faible pour que cette planète pût exercer sur Uranus une action telle que M. le

Verrier l'avait déterminée. Si les assertions de M. Peirce eussent été fondées, tout l'édifice élevé par M. le Verrier se serait écroulé. Sa planète, suivant l'expression employée par des envieux, aurait été *escamotée* par l'astronome américain. Heureusement, d'après la détermination faite par M. Lassell lui-même, il a été constaté que M. Peirce s'était trompé, et que la durée de la révolution est de six jours environ. Ce résultat a été depuis confirmé par M. Otto Struve de Poulkova, et M. Peirce lui-même, dans une seconde lettre insérée dans le même journal, a reconnu implicitement son erreur. Nous attendons des astronomes de Paris la publication des observations qu'ils ne sauraient manquer d'avoir faites sur un point qui intéresse à un si haut degré l'honneur de l'astronomie française.

Nous ne ferons pas mention des luttes que M. le Verrier a eu dernièrement à soutenir contre d'autres savants français. A quoi bon s'arrêter à de pareils spectacles? Est-ce donc la première fois que certaines personnes ont essayé de briser les idoles qu'elles avaient présentées d'abord avec complaisance à l'adoration de la foule? Ces difficultés, ces jalousies sont inséparables du véritable mérite; mais nous avons l'assurance qu'elles ne seront jamais provoquées par aucun de ces illustres savants dont le nom est si cher au pays. En possession, à la Faculté des sciences de Paris, d'une chaire au pied de laquelle les auditeurs accourent par centaines, en correspondance habituelle avec tous les astronomes de l'Europe, qui aiment à le prendre pour interprète de leurs découvertes auprès de l'Institut, jouissant d'une célébrité universelle à un âge où d'autres commencent à peine à faire entendre leur voix, que manque-t-il à M. le Verrier? Il est vrai qu'un projet de règlement, en discussion dans ce moment-ci à l'Académie des sciences, contenant certaines dispositions qui tendent à limiter les droits dont les membres de cet illustre corps ont joui jusqu'à présent, pourrait donner quelques inquiétudes à des hommes qui, comme M. le Verrier, sont appelés à prendre souvent la parole; mais nous avons l'assurance que ces inquiétudes ne tarderont pas à se dissiper. L'Institut est un corps trop haut placé pour que l'espoir de faire prévaloir des intérêts personnels puisse se présenter sérieusement à l'esprit d'aucun académicien. Si, par suite d'un règlement dont les effets n'auraient pas été bien calculés, le journal de l'Académie des sciences, les *Comptes rendus*, pouvait cesser d'offrir à chaque membre les moyens d'une publication libre et prompte de leurs travaux ou des débats qui s'élèvent parfois entre eux, un nouveau journal ne tarderait pas à venir satisfaire les besoins essentiels de la publicité académique. Mais ne discutons pas une hypothèse inadmissible. Ce serait là le signal d'une scission à laquelle la science n'aurait rien à gagner et que nous repoussons de toutes nos forces.

Il est des questions dont l'intérêt scientifique disparaît devant des considérations éminemment pratiques et qui touchent aux intérêts les plus chers de la société. De ce nombre est la recherche des divers moyens propres à reconnaître la falsification des farines. Les classes pauvres sont particulièrement intéressées à la solution de ce problème. On sait en effet que le pain de qualité inférieure dont elles se nourrissent supporte bien plus facilement que le pain de première qualité le mélange de matières étrangères plus ou moins pauvres en principes alimentaires. Depuis longtemps, la société d'encouragement pour l'industrie nationale avait appelé sur un sujet aussi important l'attention des chimistes et celle des boulangers. De nombreuses recherches avaient été entreprises, et plusieurs récompenses avaient encouragé les efforts des expérimentateurs. La solution néanmoins devait se faire longtemps attendre, et ce n'est que récemment qu'un résultat sérieux est venu couronner une longue série d'expériences. Ces lenteurs, ces tâtonnements s'expliquent : il s'agissait, ne l'oublions pas, d'un problème doublement délicat, puisque ni l'hygiène publique, ni la probité commerciale ne pouvaient admettre qu'une seule chance en pareille

matière fût laissée au doute ou à l'erreur. Si à la certitude des moyens proposés se joignait un mode d'exécution facile et prompt, à la portée de ceux-là même qui ne sont point exercés à la pratique des manipulations chimiques, la découverte pouvait être regardée comme ayant atteint un certain degré de perfection.

Ces conditions viennent d'être remplies. Un agrégé de chimie à l'université de Gand, déjà connu par des expériences sur la cause des explosions des machines à vapeur et par des recherches sur la liquéfaction de l'acide carbonique, M. Donny, vient de découvrir un moyen simple, facile et sûr de constater la falsification des farines. A peine avait-il annoncé, par l'organe de M. Dumas, à la société d'encouragement les résultats qu'il avait obtenus, qu'une commission s'empressa de répéter ses expériences, afin d'en vérifier l'exactitude. La justesse des assertions de M. Donny fut bientôt reconnue, et dès lors cette question, qui avait si légitimement préoccupé les chimistes et les industriels, parut enfin toucher à une solution définitive.

Les substances étrangères au moyen desquelles on falsifie habituellement les farines sont la fécule de pomme de terre, des poudres calcaires et quelquefois, mais plus rarement, les farines de vesce, de pois, de maïs, de riz, de sarrasin. Une falsification qui paraît avoir été employée sur une grande échelle en Belgique consiste à immiscer à la farine des céréales du tourteau de la farine de graine de lin. M. Donny a successivement cherché les moyens de constater la supercherie par des procédés variés qui décèlent les caractères propres à chacune des substances frauduleusement introduites dans le commerce des farines. Déjà un illustre chimiste, M. Gay-Lussac, avait enseigné qu'en triturant dans un mortier un mélange de farine de froment et de fécule de pomme de terre, la fécule se laisse écraser la première, parce que les grains qui la composent ont un volume bien plus grand, une texture bien plus lâche que les granules de la farine de froment. L'exiguïté, la forme et la densité de ces derniers les mettent à l'abri des contusions et les préservent d'une déchirure. Aussi la fécule de pomme de terre, après avoir été ainsi broyée et délayée dans l'eau, peut passer au travers d'un filtre, qui retient les grains de la farine de froment. Si l'on verse alors une dissolution d'iode dans le mélange formé par l'eau et la fécule, on le voit se colorer en bleu. Il n'en serait pas de même si la farine était pure; on obtiendrait à peine une légère nuance vineuse. On voit qu'un tel procédé laissait encore beaucoup à désirer. La forme, la surface plus ou moins polie du mortier, du pilon, la force variable dépensée par l'opérateur, la durée de l'expérience, pouvaient amener une grande variété dans les résultats. Avec de telles chances laissées à l'erreur, il n'était évidemment pas permis de regarder la question comme résolue.

Le procédé de M. Donny est fondé sur des considérations d'un autre ordre. On sait que les grains de fécule grossissent d'une manière très-remarquable quand ils sont projetés dans une eau faiblement alcaline. Il restait à savoir si les grains de la farine de froment étaient aussi sensibles que ceux de la fécule de pomme de terre à l'action de la soude ou de la potasse. Or les expériences de M. Donny lui ont appris que les globules de froment n'augmentent pas considérablement de volume, tandis que ceux de fécule de pomme de terre acquièrent des dimensions relativement énormes. Les caractères différentiels entre les granules des deux substances étant connus, il devenait très-aisé de procéder à l'opération. On place sur une lame de verre la farine que l'on suppose mélangée de fécule, on la délaye dans une liqueur alcaline (obtenue par la dissolution de 1 gramme 75 centigrammes de potasse caustique dans 100 grammes d'eau distillée), et l'on observe avec le microscope ou une simple loupe les phénomènes qui s'y passent. L'œil le moins exercé constate aussitôt le volume énorme des grains de fécule, dont le diamètre est dix fois plus grand que

celui des granules de blé. La différence est encore plus facile à saisir quand on verse de l'eau iodée sur le mélange préalablement desséché, car, la fécule prenant une couleur bleue, les contours des granules sont mieux dessinés. Veut-on poursuivre la fraude dans un pain suspect, il suffit d'en prendre un gramme, de l'humecter avec une dissolution de potasse, d'en exprimer par une légère pression le liquide qui doit être ensuite examiné à l'aide du microscope. Il est vrai que la cuisson altère un peu la forme des granules que l'on ne reconnait plus que difficilement de prime abord; mais ceux-ci se détachent avec une plus grande netteté, quand la matière a été desséchée et humectée ensuite avec une dissolution d'iode. Le procédé de M. Donny permet de constater dans la farine la quantité la plus minime de fécule de pomme de terre. On concevrait même la possibilité d'en découvrir un seul grain, si l'on avait le temps et la patience de le chercher.

La fécule de pomme de terre n'est pas, nous l'avons dit, la seule substance qu'on emploie dans la falsification des farines. Il fallait donc, pour ne laisser aucune prise à la fraude, rechercher les moyens de combattre les autres procédés de sophistication. Quand la farine de froment est combinée avec celle des légumineuses, le mélange a une odeur et une saveur qui inspirent la méfiance. La farine de haricot empêche une panification régulière, et celle de pois, qui se mélange mal avec celle de froment, est reconnaissable par une teinte verdâtre qui se présente à l'œil sous forme de stries et de plaques. Ces diverses farines renferment toutes une substance découverte par M. Braconnot, et connue en chimie organique sous le nom de *légumine*, substance que l'eau dissout comme du sucre, et que le vinaigre précipite au contraire au fond du vase qui renferme la dissolution. Si, sous l'influence des mêmes réactifs appliqués aux matières contenues dans la farine de froment, les mêmes phénomènes de dissolution et de précipitation ne se reproduisaient pas, rien ne serait plus facile que de distinguer d'une farine pure celle qui serait adultérée par des farines de légumineuses. Malheureusement des expériences comparatives plusieurs fois répétées par M. Donny n'ont pas permis de saisir entre les altérations déterminées par l'eau et le vinaigre, dans les farines de féverole et les farines de froment, des caractères différentiels bien tranchés. Le vinaigre troublait dans les deux cas, quoiqu'à divers degrés, l'eau qui avait servi au lavage des deux sortes de farine. C'est donc à un autre procédé qu'il faut avoir recours. M. Donny fait remarquer que la farine des légumineuses renferme toujours des fragments d'un tissu cellulaire dans l'intérieur duquel sont emprisonnés des granules d'amidon. Or, ceux-ci, comme on le sait, sont solubles dans la potasse, qui laisse d'ailleurs la charpente celluleuse parfaitement intacte. Une farine qui, après avoir été soumise à l'action de la potasse sur le porte-objet microscopique, présente ce tissu cellulaire, est donc sophistiquée avec des farines de légumineuses. Le mélange a-t-il été fait avec la farine de vesce ou de féverole, M. Donny indique des caractères qui, dans l'un et l'autre cas, dénoncent la falsification. Si, dit-il, on expose successivement le mélange à l'action des vapeurs de l'eau-forte (acide azotique) et à celle de cet alcali volatil que, dans le langage scientifique, l'on nomme ammoniaque, la farine de féverole prend une couleur pourpre, tandis que les autres farines se couvrent d'une nuance jaunâtre. La sophistication est d'autant plus commune que la farine de féverole s'associe très-bien à celle de froment; elle procure à la pâte une certaine ténacité, et concourt puissamment à donner à la croûte cet aspect roussâtre que l'on aime à voir sur le pain. Elle a cependant le désavantage de communiquer à la mie une teinte grise désagréable.

C'est encore à l'aide de l'examen microscopique que M. Donny constate d'une manière certaine la présence des farines de maïs et de riz dans la farine de froment. Les premières contiennent toujours des fragments anguleux qui ne sont autre chose que des débris de la couche extérieure des graines. Celles-ci sont en effet dures, tenaces

et coriaces, de sorte qu'elles se brisent en petits éclats sous la pression, plutôt qu'elles ne se réduisent en une poudre homogène. Ces fragments ont une forme prismatique et peuvent être assez justement comparés à ce qu'on appelle, dans le commerce, de l'amidon en aiguilles. Pour essayer un mélange de ces substances, M. Donny malaxe la farine suspecte sous un filet d'eau. Un verre surmonté d'un tamis de soie est disposé pour recevoir le liquide qui entraîne les grains amylacés et en même temps les autres petits corps irréguliers. Les premières parties qui se précipitent au fond du vase doivent seules être recueillies et examinées. A l'aide d'un verre grossissant, on aperçoit sans peine les fragments qui caractérisent les farines de riz, de maïs et de sarrasin. Quant à ceux de la graine de lin, ils sont carrés, d'une couleur rouge et inattaquables par la potasse. Or la potasse dissout l'amidon. Aussi peut-on les retrouver dans le pain qui a été soumis à l'action de cet alcali, lors même que, sur cent livres de la farine employée, il n'y aurait eu que deux ou trois livres de tourteau de lin.

M. Donny a déjà répété souvent ses expériences dans plusieurs établissements. M. le ministre de la marine, dont la sollicitude avait été éveillée à la nouvelle de ces heureux résultats, confia bientôt au chimiste de Gand la mission d'examiner les farines contenues dans les ports de Brest, Cherbourg, Lorient, Nantes, Rochefort, Bordeaux et Toulon. Cette mission a été remplie par M. Donny avec un zèle et un désintéressement qu'on ne saurait trop louer. D'après les ordres de M. le ministre de la marine, l'appareil et les réactifs du chimiste belge seront placés dans tous les ports du royaume, envoyés dans les colonies et mis à bord des bâtiments de l'État destinés à faire des voyages de long cours. Nous ne doutons pas que l'administration de la guerre, celle des hôpitaux, des prisons, en un mot tous nos établissements publics, n'adoptent, à l'exemple de l'administration de la marine, cet ingénieux moyen d'assurer au pauvre, au soldat, la bonne qualité d'un aliment qui est sa principale nourriture.

Parmi les services que la science peut rendre aux classes laborieuses, il en est un dont Buffon a pu dire qu'il « produirait plus de biens réels que tout le métal du nouveau monde. » Nous voulons parler de la naturalisation en Europe, mais surtout en France et en Algérie, de certains animaux domestiques étrangers. Originaires de l'Amérique, à laquelle ils appartiennent uniquement, les lamas, les alpacas et les vigognes y préfèrent certaines contrées au delà desquelles on ne les rencontre plus. Selon Grégoire de Bolivar, leur véritable patrie est le Pérou, où ils étaient les seuls animaux domestiques connus avant l'arrivée des Espagnols. Ils habitent la chaîne des Cordillères et affectionnent les lieux élevés où l'air est vif et léger et où règne une froide température. On a cru longtemps qu'en les faisant descendre de leurs hautes montagnes pour les contraindre d'habiter les plaines, on les exposait à une mort certaine. Dans les premiers temps qui suivirent la conquête du Pérou, des Espagnols transportèrent plusieurs de ces animaux en Europe; il paraît même qu'un lama fut amené vivant du Pérou en Hollande en 1558; mais ces premières tentatives d'acclimatation échouèrent généralement, et ainsi s'accrédita l'opinion que les lamas, les alpacas et les vigognes ne pouvaient vivre loin des Cordillères. L'erreur était ici d'autant plus regrettable, qu'on pouvait espérer de ces animaux de très-grands services. Haut d'environ quatre pieds, long de cinq ou six y compris la tête et le cou, le lama fait la fortune des Indiens depuis Potosi jusqu'à Caracas. Il sert de bête de somme, et, après sa mort, il fournit dans sa chair une bonne nourriture. Sa laine est l'objet d'un commerce fort étendu, et on en fait des vêtements; les Espagnols utilisent sa peau dans la fabrication des harnais. Le lama porte environ une charge de cent cinquante livres; il marche avec une extrême lenteur, et ne peut guère parcourir dans une journée que l'espace de quatre ou cinq lieues; mais son

tempérament doux, sa sobriété, sa patience, rachètent amplement cet inconvénient. La conformation de ses pieds fourchus et armés d'une sorte d'éperon lui permet d'ailleurs de se hasarder avec confiance sur les terrains les plus impraticables. Les lamas se reproduisent dès l'âge de trois ans ; à douze ans, ils sont dans toute leur vigueur ; à quinze, ils sont épuisés et ne tardent pas à mourir. L'alpaca est une variété zoologique du lama. Il n'en est pas de même de la vigogne, qui est sauvage et fuit à l'approche de l'homme avec une grande rapidité. La laine de l'alpaca est plus précieuse que celle du lama, qui est surtout employé comme bête de somme. Quant à la toison de la vigogne, elle sert à faire d'excellentes couvertures et des tapis d'un très-grand prix ; elle ne le cède en rien au plus beau poil des chèvres du Thibet.

La question de la naturalisation des lamas, des alpacas et des vigognes fut agitée, nous l'avons dit, aussitôt après la conquête du Nouveau-Monde. Elle ne fut abandonnée pendant quelque temps que faute d'avoir été convenablement étudiée. On n'avait pas su placer les lamas qu'on se proposait de naturaliser dans des conditions climatériques analogues à celles au milieu desquelles la nature les avait fait naître. Depuis les premières et malheureuses tentatives des Espagnols, des essais plus intelligents ont été tentés, et aujourd'hui M. I. Geoffroy Saint-Hilaire a pu annoncer à l'Académie des sciences que ce curieux problème d'histoire naturelle générale devait être regardé comme résolu. Une série d'expériences heureuses, dont plusieurs pays ont été le théâtre, ne permet plus en effet de regarder comme impossible la naturalisation des lamas. Les succès obtenus par lord Derby, dans son parc, près de Liverpool, le magnifique troupeau de lamas et de ses congénères que possède le roi Guillaume II aux portes de la Haye, sont une preuve irrécusable que l'Europe offre dans ses végétaux comme dans son climat toutes les ressources nécessaires pour la conservation de ces animaux. C'est par erreur qu'on a cru longtemps que les plantes des Cordillères, et particulièrement l'*icho*, étaient un élément indispensable de la nourriture des lamas, des alpacas et des vigognes. Une vigogne qui a vécu quelques années à la ménagerie du Muséum s'était nourrie avec du papier pendant une longue traversée, et avait conservé pour cette espèce d'aliment une prédilection particulière. Le troupeau d'essai du roi de Hollande est composé de trente-quatre individus qui paissent l'herbe de la prairie, et qui se contentent pendant l'hiver d'un peu d'avoine et de foin sec. Ces animaux se sont développés et reproduits en Hollande comme dans les Cordillères.

Les expériences faites en France pour assurer la naturalisation des lamas n'ont pas été moins heureuses que les essais tentés en Hollande et en Angleterre. Si elles ont plus tardivement abouti à un résultat décisif, cela tient uniquement aux circonstances tout exceptionnelles qui ont contrarié plus d'une fois les efforts de nos naturalistes. Au commencement de notre siècle, le roi d'Espagne Charles IV avait en effet consenti à faire venir pour la France, sur la demande de l'impératrice Joséphine, un troupeau de lamas assez considérable qui resta six années à Buenos-Ayres sans qu'il fût possible de l'embarquer, et dont neuf individus seulement arrivèrent à Cadix en 1808, au milieu des guerres qui agitaient l'Espagne. Plus tard, la société de géographie, à l'occasion du prix fondé par M. le duc d'Orléans pour encourager la naturalisation des plantes alimentaires et des animaux utiles, proclamait l'importation en France du genre lama comme un des premiers besoins du pays. Le prince lui-même avait adressé à ce sujet des recommandations très-pressantes à M. de Castelnau, qui partait pour le Pérou ; mais, lorsque ce voyageur eut rassemblé à Lima une trentaine de ces animaux, il eut la douleur d'apprendre que les bâtiments de l'État, n'ayant reçu aucun ordre à cet égard, ne pouvaient se charger du transport. Nous avons lieu d'espérer que ces obstacles ne se présenteront plus. Déjà la ménagerie du Muséum possède des lamas dont quelques-uns sont nés dans cet établisse-

ment. M. le ministre de la marine s'est empressé d'annoncer à l'Académie des sciences, au sein de laquelle avait été discutée la question de la naturalisation des lamas, qu'il avait donné des ordres pour que la marine de l'État favorisât, partout où l'occasion s'en présenterait, les efforts des naturalistes. Toutefois des essais ne pourront être entrepris avec de grandes chances de succès, si, comme le conseille M. de Castelnau, on n'embarque de Lima pour Marseille une vingtaine de lamas et d'alpacas qu'il serait facile de transporter en partie dans les Alpes, en partie dans l'Algérie. Les montagnes de l'Afrique doivent être favorables à l'acclimatation des lamas, qui serait pour notre belle colonie une nouvelle source de richesses. Ainsi se trouverait justifié le nom d'*Elaphocamelus* (chameau-cerf) que Matthiole leur a donné, car les lamas pourraient rendre, dans la partie montagneuse de l'Afrique, les mêmes services qu'on obtient tous les jours des chameaux dans ses plaines sablonneuses.

Les expériences sur la falsification des farines et les recherches sur la naturalisation des animaux utiles nous révèlent la même tendance. Jamais plus qu'aujourd'hui la chimie et les sciences naturelles n'ont cherché à étendre le domaine de leurs applications ; jamais elles ne se sont plus sérieusement préoccupées de faire servir leurs découvertes au bien-être de la société. C'est là une direction féconde, et, en présence des résultats importants que nous venons de signaler, on ne peut nier qu'un intérêt général ne s'attache aux progrès de la science dans une voie où nos sympathies la suivront toujours.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

DE LA

LIBRAIRIE MELINE, CANS ET Cie.

Le Vicomte de Bragelonne, par *Alexandre Dumas*, 1[er] volume in-18.

A tout seigneur tout honneur. La première place au plus fécond, au plus spirituel, au plus infatigable des romanciers français, à Alexandre Dumas, qui suffit de mieux en mieux à son œuvre multiple, et mène de front tant de publications différentes.

Parmi ces publications, *le Vicomte de Bragelonne* s'est classé dès le premier volume ; il continue, il est vrai, *les Trois Mousquetaires* et *Vingt ans après ;* le lecteur retrouve des noms connus, des physionomies aimées, des caractères de prédilection. Comment l'intérêt général ne répondrait-il pas à l'appel du romancier ?

Tel est pourtant l'avantage d'un sujet bien posé, d'un point de départ bien connu ; l'auteur s'empare du public, et le conduit à travers les méandres de son récit, comme ces voyageurs qui parcourent le parc de Versailles ou le désert d'Ermenonville.

Point de lassitude, point d'ennui. Sous l'influence d'un livre attachant, le public ressemble au piéton qui retrouve une énergie nouvelle à mesure que le paysage s'embellit autour de lui.

D'ailleurs, par la fusion si heureuse du roman et de l'histoire, Alexandre Dumas a su empreindre *le Vicomte de Bragelonne* de ce charme, de ce prestige qui double l'attrait d'une fiction en y mêlant les révélations de la vérité. La jeunesse de Louis XIV, qui s'ignore lui-même, éclipsé dans sa cour par le déclin du cardinal de Mazarin, la première apparition de l'astre charmant qui fut plus tard Louise de la Vallière, les pénibles humiliations qui pèsent sur le fils aîné de Charles I[er], sur le prince destiné à restaurer la monarchie des Stuarts, l'intervention du général Monck : tout cela grandit les proportions du roman pour l'élever à la dignité de l'histoire. Il serait trop long d'indiquer la part que d'Arta-

gnan et le comte de la Fère prennent à toute cette action si saisissante dès le premier volume du *Vicomte de Bragelonne,* qui ne ment point à l'éclat de sa race, et qui, nous le répétons, est déjà classé comme une des meilleures productions d'Alexandre Dumas.

Histoire intime de la Russie sous les empereurs Alexandre et Nicolas, et particulièrement pendant la crise de 1825, par *H. Schnitzler,* quatrième et dernier volume, in-18.

Nous avons déjà parlé de cette remarquable production qui contribue si bien à faire connaître la physionomie véritable des Russes, leur histoire intime sous les empereurs Alexandre et Nicolas. L'éloge ou le blâme de parti pris, l'apologie ou le pamphlet, voilà presque toujours ce que nous avons eu sur la Russie, depuis les séductions exercées par Catherine II à l'égard des écrivains étrangers, principalement des écrivains français. Le moyen de dire la vérité sur un empire dont on ignore la langue, dont on a tout au plus visité trois ou quatre grandes villes, et dont la souveraine alloue des pensions et écrit de sa main aux historiens, aux philosophes, aux poëtes qu'elle veut gagner à sa cause? Voltaire, d'Alembert, Diderot, Thomas, répétaient à l'envi dans le siècle dernier :

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.

Depuis lors, la Russie, à dater du règne de Paul Ier, et particulièrement sous Alexandre, la Russie a été trop étroitement mêlée aux affaires intérieures de l'Europe, pour que les écrivains qui s'occupent de cet empire aient conservé leur indépendance historique et philosophique.

Ainsi du moment que Paul Ier se fut déclaré l'adversaire de la révolution française, en donnant un asile aux Bourbons à Mittau, et en envoyant en Italie une armée sous les ordres du célèbre Souvarow, il fut apprécié en France sous deux points de vue différents; les partisans de l'ancienne monarchie le saluèrent comme un bienfaiteur, tandis que les républicains se prononçaient énergiquement contre son intervention.

Les événements de 1812 et la chute de Napoléon, en amenant Alexandre à Paris, en inspirant à cet empereur la première pensée de la sainte alliance, devaient lui concilier d'ardentes affections de la part des écrivains légitimistes, et en même temps provoquer une opposition non moins ardente chez les littérateurs qui soutenaient les principes de la révolution ou défendaient les souvenirs du consulat et de l'empire.

M. Schnitzler a su éviter tous ces écueils; et son impartialité, basée sur une étude approfondie des Russes, de leur langue, de leurs mœurs, de leur gouvernement, de leur manière de vivre, donne à ses récits une grande autorité.

En général, on ne saurait trop se méfier de la plupart des histoires

contemporaines ; l'auteur, même avec le plus complet désintéressement, même lorsqu'il s'efforce de se conformer à la devise de Tacite : *Sine ira et studio,* sans haine et sans partialité, l'auteur ne se dégage qu'avec peine des mille considérations qui nuisent à la liberté de son allure. Et puis la vérité historique ressemble à ces statues colossales qui ont besoin d'être vues à distance.

Mais M. Schnitzler n'est pas Russe ; il raconte avec l'indépendance d'esprit d'un témoin, jamais avec la passion d'un auteur.

La Revue de Paris, un volume par mois, format in-12.

Il est des recueils qu'il suffit de nommer pour en faire l'éloge ; telle est la *Revue de Paris.*

On n'a point oublié l'intérêt général, universel, qui accueillit en 1829 le premier cahier de cette publication dont le fondateur devait plus tard attacher son concours aux plus belles phases de l'Académie royale de musique de France.

Donner à Paris, cette métropole du monde intellectuel, une revue spéciale. était une de ces inspirations que le succès consacre. En effet, est-il une ville mieux faite pour alimenter une revue littéraire ? N'est-ce pas à Paris qu'affluent toutes les illustrations de la France ? N'est-ce pas le point central, dont l'opinion fait loi pour les lettres, les sciences, les arts ?

La *Revue de Paris* ! Que de choses dans ce titre ! Quel cadre immense ! Quel vaste miroir appelé à refléter la civilisation dans ce qu'elle a de plus noble, de plus élevé. Cette mission est fidèlement remplie depuis 1829. On peut s'en convaincre en parcourant le sommaire des articles qui ont figuré dans la *Revue de Paris*, en évoquant le nom de ses nombreux collaborateurs ; ces articles touchent à toutes les questions de littérature et d'art qui représentent le mouvement intellectuel de notre époque. Quant aux noms des collaborateurs, les citer ce serait faire le dénombrement de toutes les gloires contemporaines de la France.

Aussi la collection de la *Revue de Paris* est la meilleure histoire littéraire que l'on puisse avoir. Essais originaux, appréciations critiques, scènes du grand monde, représentations dramatiques, intérieurs des ateliers, anecdotes piquantes, tout ce qui charme l'existence, tout ce qui enchante l'imagination se trouve réuni dans ces volumes mensuels, dont l'ensemble forme déjà la plus aimable et la plus intéressante bibliothèque.

Les Sept Péchés Capitaux. — L'Orgueil, par *Eugène Sue*, 1er volume in-18.

Il y a une vingtaine d'années, un vaudevilliste parisien avait annoncé un ouvrage intitulé : *Les Sept Péchés capitaux, par un homme qui les possède tous.*

Ce titre si piquant n'eut pas de suite ; le vaudevilliste se borna à publier l'étiquette du sac ; et sans doute après avoir consulté le précepte du poëte, il vit que ses forces ne répondaient point à un semblable fardeau.

Eugène Sue a donc pu dire comme Molière : *Je prends mon bien où je le trouve ;* et, d'une main hardie, il a commencé d'écrire *les Sept Péchés capitaux,* qu'il a abordés carrément par l'orgueil, c'est-à-dire par la cause de la chute du plus beau des anges du ciel, devenant le chef des esprits de l'abîme, le démon tentateur qui ferma le séjour de l'Éden à nos premiers parents.

Seulement, Eugène Sue ne remonte pas aux premiers jours de la création ; il s'inspire de ce qui se passe autour de lui, dans la société contemporaine, dans Paris tel que l'ont fait les événements de 1830.

L'héroïne de ce premier récit est une jeune fille qui a un vice, *l'orgueil,* qui lui tient lieu de toutes les qualités ; un mystère pèse sur sa naissance ; fruit d'un amour adultère, elle ne peut pas être avouée par sa mère, par sa sœur, dont elle s'approche pourtant, et auprès desquelles son cœur devine les liens du sang que le monde doit ignorer.

Le portrait de cette jeune fille, qui s'appelle Herminie, et qui est réduite à donner des leçons de musique pour vivre, est tracé de main de maître. On retrouve les meilleurs souvenirs d'Eugène Sue dans le tableau que lui fournit la déchirante entrevue de la comtesse de Beaumesnil avec cette fille à laquelle la mère coupable n'ose pas, ne peut pas dire : Mon enfant !

Le personnage excentrique du marquis de Maillefort, avec sa bosse, ses duels, ses sarcasmes et son dévouement, mérite aussi une mention particulière ; ce personnage vivra : c'est le contraste au moral, avec la ressemblance au physique, de mademoiselle de Maran.

Le commandant Bernard et son digne neveu, le jeune duc Gerald, la chasse à l'héritière, les divers prétendants à la main de la riche mademoiselle de Beaumesnil, autant de portraits et de scènes qui annoncent qu'Eugène Sue a été réveillé par les lauriers d'Alexandre Dumas.

LES ANCIENS

COUVENTS DE PARIS.

TROISIÈME RÉCIT.

CLÉMENTINE.

I

Onze heures sonnaient à l'horloge du château de la Roche-Farnoux et la nuit sereine était faiblement éclairée par la lune. L'astre aux froids rayons promenait son disque pâle à travers de légers nuages et répandait un crépuscule transparent sur les plateaux arides qui séparent la haute Provence des fertiles rivages du littoral. Les grandes murailles, les hautes tours du château se dessinaient en noir sur le fond éclairci du ciel et couvraient de leur ombre les maisonnettes du village de Farnoux. Tout mouvement avait cessé dans le vieux manoir comme dans les humbles demeures des vassaux; aucun bruit ne s'élevait aux alentours, on n'entendait pas même les chiens de garde lâchés dans la première cour. C'était à peine si le silence universel était troublé de loin en loin par le vol de quelque oiseau nocturne qui, après avoir plané longtemps, s'abattait tout à coup sur le faîte crénelé du mur où s'abritait sa nichée.

Pourtant une fenêtre située à l'un des angles du château était encore entr'ouverte, et si quelque hibou curieux était venu se percher au balcon qui faisait saillie au-dessus d'une espèce de gouffre formé par la pente du roc, s'il eût regardé à travers la profonde embrasure, son œil jaunâtre aurait été ébloui par la lumière de la lampe posée sur une table de chêne, au milieu de la bibliothèque.

Cette bibliothèque était une pièce de médiocre grandeur, tapissée de rayons où, pêle-mêle avec une centaine de volumes, gisaient les paperasses poudreuses accumu-

lées depuis trois siècles dans les archives de la famille de Farnoux. Des coquilles d'une médiocre valeur et des échantillons de minéralogie, jetés en guise de serre-papier sur les manuscrits, témoignaient du peu de soin qu'on prenait de cette collection et du peu de prix qu'on attachait à ces vieilles éditions, qui, pour la plupart cependant, portaient sur leur titre le nom des Estienne et des Elzevir. Quelques livres plus modernes étaient épars sur la table, à côté d'une écritoire de faïence blanche, toute diaprée de taches d'encre et de signes hiéroglyphiques, comme celles dont se servent les écoliers. A cette heure avancée, deux personnes veillaient encore, assises en face l'une de l'autre, aux côtés de la table, et, dans ce nocturne tête-à-tête, elles n'échangeaient guère que quelques monosyllabes. Immobiles et absorbées dans une silencieuse occupation, elles formaient un naïf et charmant tableau.

L'une écrivait, penchée sur un lourd pupitre, dont la basane usée attestait les longs services : c'était une jeune fille parfaitement belle. Ses formes, tout à la fois sveltes et fortes, annonçaient un complet développement. Quoique ses traits fussent encore d'une délicatesse presque enfantine, l'ovale pur de son visage, la régularité de son profil, donnaient à sa beauté un caractère de perfection incomparable. Elle était habillée à la mode du temps et avec une élégance fort recherchée pour une demoiselle qui vivait cachée dans un vieux château, au fond de la province la plus reculée du royaume. Elle portait une robe de lisard blanc brodé en couleur avec une jupe bouffante de même étoffe, et le ruban noir serré à son cou soutenait une croix de pierres fines. Ses cheveux, disposés en grosses boucles étagées sur les tempes, formaient derrière la tête un épais chignon, pareil à un nœud de soie brune entremêlée de fils d'or. Le bonnet posé sur cette magnifique chevelure s'élevait droit sur le front comme une pyramide ; nous renonçons à en donner une idée, car il faudrait recourir aujourd'hui à un glossaire pour décrire ce léger édifice de dentelles et de rubans, pour expliquer lequel de ces précieux bouts de chiffons s'appelait le croissant, le solitaire, le firmament, etc., etc. Le personnage assis de l'autre côté de la table était un jeune garçon à peu près du même âge que cette charmante demoiselle ; mais, tandis qu'elle était déjà dans toute la fleur de sa beauté, il avait encore les formes grêles, les traits indécis de l'adolescence. Les boucles épaisses de sa chevelure, qu'il portait longue et séparée sur le front, retombaient en ce moment sur sa joue fraîche et ronde. Sa tête était penchée sur la table, et ses jolis yeux d'un bleu sombre étaient fixés avec une naïve anxiété sur une feuille de papier blanc pliée en forme de caisse. Il observait au fond de cette espèce de prison une collection d'insectes, lesquels relevaient leurs antennes et agitaient leurs pattes microscopiques à travers une poignée d'herbe fraîche.

— Ah ! mon Dieu ! quel malheur ! s'écria tout à coup le jeune naturaliste ; le bupreste galonné a dévoré toutes mes émeraudines et toutes mes coccinelles !

— C'est évident, mon cousin, dit la jeune fille sans relever la tête, une moitié de votre collection d'insectes vivants dévore journellement l'autre moitié.

— C'en est fait, il faut que j'extermine toutes ces bêtes féroces, reprit le petit entomologiste en enfonçant une longue épingle dans les élytres cuivrés du scarabée qui se reposait triomphant et repu sous une feuille de plantain.

Il plaça ensuite l'insecte sanguinaire dans une boite de carton où étaient alignés déjà une foule de ces brillants coléoptères qu'il collectionnait en secret, au lieu de repasser ses auteurs latins et de répéter ses leçons. Après quoi, se levant sans bruit, il vint s'accouder au dossier de l'immense fauteuil où était assise la jeune fille. Celle-ci continua un moment la lettre commencée, comme si elle ne se fût point aperçue que son petit cousin avait quitté sa place ; puis, se retournant tout à coup, elle effleura du bout de sa plume les yeux du jeune homme et lui dit en riant :

— Ah ! curieux ! vous lisez par-dessus mon épaule !

— Je vous assure que non, ma cousine, s'écria-t-il ingénument; j'avais les yeux fermés, et je crois que j'allais m'endormir. Est-ce que j'aurais osé d'ailleurs? Est-ce que je veux surprendre vos secrets?

— Ah! vous vous figurez que j'en ai des secrets! interrompit-elle.

Puis, se retournant tout à fait avec un geste de familiarité fraternelle et tendre, elle ajouta :

— Je n'ai point de secret, Antonin, surtout pour toi. Lis si tu veux.

— Vraiment, M. l'abbé a raison; tu pourrais me donner des leçons d'écriture, ma chère Clémentine, dit-il en s'asseyant sans façon au bras du fauteuil; voilà des caractères moulés. Moi, j'ai beau m'appliquer, je ne fais que des pattes de mouches.

— C'est une suite de ta passion pour les insectes, dit-elle en riant; je crois que tu traînes toujours quelqu'une de ces bestioles au bec de ta plume.

— Voilà que nous ne nous faisons pas faute de nous tutoyer comme autrefois, interrompit Antonin, Ah! si ma mère nous entendait! Aussi, quelle idée de m'avoir défendu de te dire tu et toi? Pourquoi dois-je te porter maintenant tous ces respects et te parler avec tant de cérémonie?

— Parce que je ne suis plus une petite fille, mon petit cousin, répondit-elle avec un sérieux adorable; parce qu'il n'est pas séant de prendre ces libertés enfantines avec une demoiselle de dix-sept ans passés...

— C'est bon, c'est bon, interrompit Antonin; cela ne m'empêchera pas de te tutoyer quand nous serons seuls, car autrement je ne trouverais rien à te dire. Oui, oui, je n'y manquerai pas quand nous chasserons aux papillons, quand nous jouerons au volant sur l'esplanade, quand nous veillerons ici, en cachette, comme ce soir.

— C'est cela, interrompit-elle à son tour, tu voudras toujours babiller et jouer avec moi comme un franc écolier. Allons, M. le baron, un peu de tenue, s'il vous plaît, asseyez-vous là, posément, et, puisque vous voulez connaître mes petits secrets, lisez cette lettre.

A ces mots, elle se rangea pour lui faire place sur le vaste fauteuil où tous deux tenaient à l'aise comme dans un canapé; puis elle avança le pupitre, et, une main appuyée au bras d'Antonin, elle suivit des yeux pendant qu'il lisait :

A mademoiselle Cécile de Verveilles, au couvent des dames bénédictines de l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, à Paris.

« La Roche-Farnoux, ce 20 mai 17...

« Ma chère Cécile,

« Quoique je n'aie pas rempli la promesse que j'avais faite de t'écrire aussitôt après mon arrivée, je me suis bien gardée de l'oublier, et je t'assure que, depuis notre séparation, je n'ai pas passé un seul jour sans songer à toi. J'ai soigneusement renfermé dans un coffret tous les gages d'amitié que je reçus en partant de mes chères compagnes; tous ces petits objets sont pour moi de précieuses reliques, et je ne souffre pas qu'aucune main y touche, ni même que personne les regarde. Le mystère que j'en fais a tourmenté longtemps M. le baron Antonin de Barjavel, mon cousin. Il aurait donné tout au monde pour savoir ce qu'il y avait dans ce coffret que je n'ouvrais jamais que quand j'étais seule, et dont j'ai toujours la clef dans ma poche. Comme il est extrêmement curieux... »

— Par exemple! murmura Antonin.

— « Comme il est extrêmement curieux, » répéta la jeune fille en posant son doigt effilé sur la ligne commencée.

Et Antonin continua :

« Il parvint à me surprendre tandis que je considérais ce qu'il appelait mon trésor, et demeura tout confondu en voyant au fond du coffret mes images, mes chapelets et mes agnus.

« Ah! ma chère Cécile, combien la vie du monde est différente de la vie du couvent! Ne t'imagine pas toutefois que tout est dissipation et vanité autour de moi, que j'ai beaucoup de divertissements, et que l'on voit ici grande compagnie. C'est tout le contraire; il venait plus de visites en un jour dans le parloir de notre maison qu'on n'en reçoit ici dans toute l'année. Ne va pas croire non plus que j'habite une jolie maison de campagne entourée d'arbres, de prairies et de parterres où coulent des fontaines. Le château de Farnoux est situé sur un rocher où il n'y a pas un brin de verdure, et l'on y mourrait certainement de soif, si on n'avait la précaution de garder dans une citerne l'eau qui tombe du ciel. C'est comme une Thébaïde, et sans doute le désert où vécut le grand saint Antoine n'avait pas un aspect plus aride et plus désolé que les environs de la Roche-Farnoux. Le château n'est pas régulièrement bâti comme notre couvent; il ressemble à une forteresse. L'architecture en est fort ancienne à ce que l'on dit, et c'est pour cela qu'il y a des murailles si hautes, des fenêtres si petites, des passages si sombres et des escaliers si étroits. L'enceinte en est si vaste, que je n'ose m'aventurer toute seule à travers les corridors. Il y a au rez-de-chaussée de grandes salles inhabitées depuis cent ans et plus, où je ne suis jamais entrée... »

— Parce que tu es toujours transie de peur, dit Antonin en s'interrompant; il te semble à chaque détour que tu vas rencontrer l'homme noir ou la Tarasque...

— Je suis revenue de ces enfantillages, répondit la jeune fille en tâchant de sourire.

— Cependant tu ne te hasarderais pas à aller, la nuit, toute seule, continua le petit baron; tu aurais peur de rencontrer un revenant. En ce moment même, tu n'es pas tout à fait rassurée, et tu n'oserais rester ici sans moi. Eh! eh! ce n'est pas sans raison; tu pourrais voir des choses terribles : chacun sait que les esprits hantent volontiers les vieux châteaux, et qu'ils se montrent de préférence sur le minuit.

— Tais-toi, Antonin, tais-toi, interrompit-elle avec un tressaillement involontaire; ne parlons pas de cela; il me semble que je vais avoir peur...

— Et tu dis que tu n'es plus une petite fille! s'écria le malicieux garçon en riant aux éclats; voyez un peu cette grande demoiselle qui a peur des loups-garoux, à dix-sept ans passés!...

— Eh bien! oui, je ne suis qu'une enfant, une enfant comme toi, répliqua-t-elle piquée.

Et, retirant sa lettre, elle ajouta :

— C'est ennuyeux de passer son temps à lire comme les grandes personnes; veux-tu jouer aux osselets, mon petit cousin?

Il haussa les épaules, et, ramenant la missive sur le pupitre, il reprit :

« La Roche-Farnoux est certainement l'endroit le plus triste de la terre; pourtant M. le marquis de Farnoux, mon grand-oncle, le préfère à tous les beaux domaines qu'il possède en d'autres pays. C'est ici qu'il s'est retiré en quittant la cour, et depuis nombre d'années il n'a bougé de cette solitude. Comme il est veuf et n'a point d'enfants, tout ce qui reste de notre famille s'est réuni autour de lui. Hélas! la mort a frappé souvent sur notre maison, et nous ne sommes pas nombreux ici. Maintenant il n'y a plus auprès de mon grand-oncle que mes deux tantes, mon jeune cousin

et moi, la dernière venue à la Roche-Farnoux. Je confesse, ma chère Cécile, que j'y serais morte d'ennui et de tristesse, si je n'y eusse retrouvé Antonin... »

— C'est bien aimable de ta part, de parler de moi en ces termes à tes amies, dit le petit baron en se rengorgeant.

— Lis, lis toujours, murmura Clémentine avec un léger sourire.

Il continua :

« Antonin et moi avons été élevés ensemble jusqu'à la mort de ma pauvre mère. Je l'aime beaucoup, malgré ses défauts. Il en a des défauts, je puis l'avouer entre nous : d'abord, il est paresseux, si paresseux, que M. l'abbé Gilette, son précepteur, un savant homme s'il en fut, dit qu'il y a presque perdu son latin. Moi, je l'accuse, en particulier, d'être parfois un peu taquin, extrêmement étourdi, et, comme je t'en ai donné la preuve, passablement curieux. »

— Est-ce tout? fit Antonin en repoussant la lettre d'un air d'indignation comique et en jetant un regard courroucé sur sa cousine, laquelle ne répondit que par un mouvement de tête et lut tout haut à son tour :

« Toutefois je l'aime tendrement, mon jeune cousin, et, s'il fallait nous quitter encore, j'en serais sensiblement affligée. Ses légers défauts sont rachetés par mille belles qualités. Il a beaucoup d'esprit, l'humeur fort douce et le cœur d'un vrai gentilhomme ; mais, fût-il moins aimable, je lui serais tout de même affectionnée par reconnaissance : c'est la seule personne qui m'aime ici!... »

— Ne crois pas cela, Clémentine, interrompit-il d'un air de faible conviction.

Elle sourit avec amertume et répéta :

« Lui seul m'aime ici, je le sais bien. Je suis orpheline : ni mon grand-oncle, ni mes tantes ne remplacent les parents que j'ai perdus ; mais Antonin est véritablement mon frère, et, quand il sera un homme, je pourrai compter sur lui. »

— C'est vrai, dit-il attendri ; c'est vrai, ma bonne Clémentine.

Ils s'embrassèrent avec effusion, et, après un moment de silence, la jeune fille dit d'un ton pénétré :

— Va, ton amitié seule m'aide à supporter les peines que j'éprouve. Je n'ai pas exprimé la moitié de ce que je sens dans cette lettre. Ah! mon cher Antonin, sans toi je serais morte certainement, je serais morte de chagrin. Je suis comme une étrangère ici, et, je le vois chaque jour plus clairement, ma tante Joséphine ne m'aime guère, et ma tante de Barjavel ne m'aime pas du tout.

— Ma mère s'occupe de toi cependant, observa Antonin. Souvent elle te fait venir dans sa chambre, tandis que ma tante Joséphine n'aime pas à te voir auprès d'elle : ne l'as-tu pas remarqué?

— Oui, mais elle me donne parfois de petits noms d'amitié, et elle prend garde à ce qui me fait plaisir ou peine. Ce matin même je m'en suis aperçue. Il est venu des marchands colporteurs, et on les a fait monter dans la salle verte. J'y étais par hasard, et j'allais me retirer bien vite, car, vois-tu, je ne me soucie guère de ces beaux ajustements dont on m'oblige à me parer ; mais ma tante Joséphine, qui entrait en ce moment, m'a retenue pour me faire choisir une robe, et, comme elle s'est aperçue que je regardais à peine ces étoffes qu'on déployait devant nous, elle a murmuré avec un soupir :

« — Vous n'avez goût à rien, ma pauvre enfant ; il faut pourtant vous parer et tâcher d'être gaie, sinon mon oncle sera mécontent...

« M. le marquis entrait justement dans la salle ; personne ne s'y attendait, car midi n'avait pas sonné, il s'en fallait d'un grand quart d'heure. Mon oncle s'est avancé en toussant, et en chevrotant, et en regardant de tous côtés comme d'habitude. Tu sais combien il est sévère sur la tenue et l'étiquette. Il s'est aperçu sur-le-champ que j'étais en robe courte, et, venant droit à moi, il s'est écrié :

« — Dieu me pardonne, mademoiselle! je crois que vous êtes en cornette et en déshabillé. Ce négligé messied à une fille de votre condition, et vous ne devez pas paraître ainsi devant moi.

« J'ai voulu m'excuser, mais la voix m'a manqué. J'étais si tremblante, que mes genoux ployaient et que ma tante Joséphine a avancé la main pour me soutenir.

« — C'est moi, mon oncle, qui suis en faute, a-t-elle dit. J'ai retenu Clémentine au moment où elle allait s'habiller. Je vous supplie de recevoir mes excuses.

« Puis, me serrant la main, elle a ajouté tout bas :

« — Mon cœur, choisissez le taffetas rose vif, faites la révérence, et montez vite à votre chambre; car vous étouffez, vous allez pleurer.

« Ma belle tante ne me dit jamais de ces mots-là, Antonin.

— C'est qu'elle est d'un caractère très-réservé, répondit-il. Jamais elle ne parle familièrement à personne, pas même à moi, son fils unique; pourtant elle m'aime, je n'en puis douter.

— Tu la crains cependant.

— C'est vrai, cousine; aussi je ne lui ai jamais désobéi.

— Pas même quand elle t'a défendu de me tutoyer, dit Clémentine en souriant; pas même quand elle t'a signifié qu'il fallait jeter par les fenêtres toutes tes collections de chenilles?

— Oh! c'est différent, ceci, s'écria Antonin avec feu; je serais capable de braver les ordres de ma mère, et même la colère de mon oncle, quand il s'agit de toi et de mes insectes.

— Merci, dit la jeune fille en riant de tout son cœur et en agaçant du bout de l'ongle un beau scarabée noir, lequel rôdait autour du pupitre et traînait péniblement une féverole attachée à l'une de ses pattes en guise de boulet; merci, Antonin. Je suis charmée de voir de quel dévouement tu es capable pour moi et pour toutes ces petites bêtes.

Puis changeant tout à coup de propos, elle ajouta avec un soupir :

— C'est demain dimanche, jour de repos et de récréation. Comme nous allons nous ennuyer du matin au soir!

— Après la messe, nous demanderons la permission de jouer au volant, répondit Antonin; cela nous servira de prétexte pour aller jusqu'à l'extrémité de la terrasse. Là je te montrerai une chose extrêmement curieuse, un nid de fourmis noires; elles sont en train maintenant de faire leur récolte, et tu les verras au travail.

— Cela nous fera toujours passer un moment, dit Clémentine avec un léger bâillement; mais ensuite?

— Ensuite, nous tâcherons de nous amuser comme tout le monde s'amuse ici, dit naïvement Antonin.

— C'est-à-dire point du tout, répliqua la jeune fille.

Antonin réfléchit un peu, puis il dit avec conviction :

— La Roche-Farnoux est, à ce qu'on assure, un des plus beaux châteaux qu'on puisse voir; on y vit à souhait et à profusion, comme dit M. l'abbé. Bonne chère, beaux habits, beaucoup de valets, un train royal. Pourtant ma mère, ma tante Joséphine, toi, moi, tout le monde s'y ennuie prodigieusement. Je voudrais bien savoir pourquoi.

— Je le sais, moi, répondit Clémentine; c'est qu'il n'y vient jamais personne et qu'on rencontre toujours face à face les mêmes visages.

— Tu as raison, dit vivement Antonin; tu as raison, et la preuve, c'est que ma mère, ma tante et toi-même, vous étiez d'humeur plus gaie il y a deux mois, lorsque M. de Champguérin venait, presque tous les jours, rendre ses devoirs à mon oncle.

— M. de Champguérin est retourné à la cour, murmura Clémentine sans répondre à cette remarque de son cousin ; il est reparti pour longtemps ; nous ne le reverrons que l'année prochaine peut-être.

— Peut-être plus tôt, dit Antonin ; aujourd'hui il y avait une petite fumée là-bas derrière la colline.

— Eh bien ! qu'est-ce que tu crois que cela nous annonce? demanda Clémentine avec émotion et en tournant les yeux vers la fenêtre.

— Cela nous annonce qu'il y a du monde au château de Champguérin, puisque les cheminées fument.

La jeune fille ne releva pas cette observation ; elle garda le silence, et, la tête penchée sur le pupitre, elle se mit à pourchasser le scarabée qui fuyait à reculons et trébuchait à chaque grain de sable tombé sur la basane. Puis, comme l'horloge sonna, elle compta les heures et dit en se levant au douzième coup :

— Minuit, déjà minuit ! Viens vite, Antonin ; il est temps de nous retirer.

— Un moment, répondit-il ; quelqu'un pourrait entrer ici. Laisse-moi cacher mes livres et mes boîtes.

— Tu crains que M. l'abbé n'y mette la main et n'exécute de plein saut les ordres de ma belle tante.

— Le digne homme s'en garderait ; il m'enseigne ce qu'il peut de grec et de latin. Lorsqu'il s'aperçoit que je n'ai pas envie de prendre ma leçon, il fait semblant de s'endormir et me laisse feuilleter tout à mon aise mes livres d'histoire naturelle. Allons, ajouta-t-il en prenant le flambeau, allons, peureuse, je vais te reconduire jusqu'à la porte de ta chambre, ensuite je regagnerai la mienne à tâtons.

— C'est singulier, dit la jeune fille en promenant autour d'elle un regard pensif et animé, il me semble que je n'ai pas peur ce soir. Donne-moi le flambeau : je retournerai seule à ma chambre. C'est plus prudent ; tu fais toujours du bruit avec tes talons, et ma belle tante pourrait nous entendre.

— Soit, dit Antonin d'un air goguenard ; nous allons voir ce grand courage.

Ils se séparèrent après s'être fraternellement serré la main. Le petit baron descendit lestement l'escalier en limaçon de la bibliothèque, et sa jolie cousine s'engagea dans un de ces longs corridors qui serpentaient à travers l'édifice et reliaient les divers corps de logis. Elle s'en allait d'un pas léger, la tête haute, et regardait sans frémir son ombre passer sur la muraille ; pourtant, à mesure qu'elle avançait, elle pressait le pas et prêtait l'oreille avec quelque inquiétude aux bruits confus de la nuit. Enfin elle atteignit son appartement. Tout y était tranquille et silencieux comme lorsqu'elle en était sortie une heure auparavant. A la lueur de la veilleuse qui brûlait dans la cheminée, elle aperçut sa fille de chambre profondément endormie sur un fauteuil.

— Çà, Josette, dit-elle en la réveillant, pousse le verrou, et dépêche-toi de me déshabiller.

— Ah ! mademoiselle, excusez-moi, je reposais un peu, répondit la suivante en se relevant en sursaut ; on dirait qu'il se fait tard ; le jour n'est pas loin peut-être.

— Tant mieux ! murmura Clémentine avec un accent singulier d'émotion et de secrète joie.

Lorsque Josette l'eut déshabillée, elle fit sa prière ; puis, avant de se mettre au lit, elle alla ouvrir sa fenêtre, et, accoudée sur le balcon de pierre, elle regarda à travers les ombres transparentes de la nuit, elle regarda longtemps les crêtes chauves de la montagne, qui s'élevait comme un rempart entre Champguérin et la Roche-Farnoux.

II

Avant de poursuivre ce récit, il est à propos de dire dans quelles circonstances le marquis de Farnoux s'était retiré du monde, et comment il était venu se fixer dans ce vieux château, bâti au milieu d'une contrée déserte et à peu près sauvage.

M. de Farnoux appartenait à une de ces anciennes familles provençales dont la fortune, obérée pendant les guerres civiles, s'était lentement rétablie à la cour. Dans sa première jeunesse, il avait été page de la reine Anne d'Autriche; plus tard, il eut une charge qui le plaça près de la personne du roi. Toute sa vie s'était écoulée dans cette haute servitude, et pendant un demi-siècle il en avait accompli les devoirs minutieux avec une si scrupuleuse exactitude, il avait fait si assidûment sa cour, qu'on l'avait surnommé tout d'une voix le parfait courtisan. Il s'était marié jeune encore à une riche héritière, laquelle ne lui donna point d'enfants et mourut en lui laissant de grands biens. La pauvre femme l'avait fort aimé, quoiqu'il lui eût donné beaucoup de rivales, et qu'à l'exemple du roi son maître, il n'eût point fait mystère de ses amours. Ce grand seigneur, cet heureux courtisan était arrivé à l'apogée de sa fortune, lorsqu'il annonça tout à coup la résolution de renoncer au monde. C'était un parti irrévocable, car il déclara en même temps qu'il venait, avec l'agrément du roi, de résigner toutes ses charges. On parla tout un jour de cette nouvelle à Versailles; on fit des conjectures infinies, on tâcha d'expliquer la détermination de M. de Farnoux. Les uns l'attribuèrent à quelque diminution dans la faveur du roi, d'autres assurèrent que c'était une conversion, et que le marquis abandonnait la cour pour s'enfermer chez les capucins; mais un bon gentilhomme, son commensal et son ami, lequel avait été comme lui page de la reine, expliquait plus naturellement le fait.

— Eh! eh! disait-il, le digne seigneur s'aperçoit qu'il n'est plus à la fleur de l'âge; le temps est passé où les dames l'appelaient le beau Farnoux et se disputaient son cœur. Se voyant ainsi sur son déclin, il a sagement résolu de quitter le monde où il a tenu si longtemps une place si haute et si enviée. Ainsi devraient finir tous les courtisans; il ne leur est pas permis d'avoir le visage ridé et la taille voûtée. En ce pays, il faut être toujours jeune, galant, triomphant: à la cour, le roi seul peut vieillir.

Le marquis avait deux sœurs dont il ne s'était jamais occupé ni guère soucié, car elles ne portaient point le nom de Farnoux, étant nées du second mariage de la marquise douairière, laquelle, après quelques années de veuvage, avait épousé un homme de robe. Après cette espèce de mésalliance, la bonne dame s'était retirée du monde et n'avait revu son fils qu'à de rares intervalles. Le marquis ne s'était point mêlé d'établir ses sœurs, et encore moins de faire la fortune de leurs maris. Il ne leur avait jamais donné d'autre marque de souvenir et d'intérêt que de leur envoyer ses vœux pour le jour de l'an, et de les faire complimenter à chaque événement important arrivé dans la famille. Jamais il n'était allé personnellement leur rendre visite, et il ne connaissait pas leurs enfants.

En quittant Versailles, il se rendit à Paris, où il n'était pas venu depuis nombre d'années, et le même soir il se fit conduire chez ses sœurs en grand carrosse, son coureur en avant, un écuyer à la portière et trois ou quatre laquais suspendus derrière la lourde machine, aux panneaux de laquelle resplendissaient les armoiries de la maison de Farnoux.

Les sœurs du marquis habitaient un petit hôtel sur le quai de la Tournelle. L'aînée, qui se nommait madame de Saint-Elphège, était veuve depuis longtemps et avait entièrement consacré sa vie à l'éducation de deux filles charmantes, dont l'une était

déjà mariée. L'autre sœur du marquis, ne pouvant suivre son mari, un brave officier de marine qui naviguait dans les Indes occidentales, demeurait chez madame de Saint-Elphège avec sa fille unique, récemment mariée aussi. Toutes ces personnes formaient une famille nombreuse et dont la société était fort recherchée. Le petit hôtel du quai de la Tournelle était assidûment fréquenté par la bonne compagnie. Une fois la semaine il y avait cercle, et les beaux esprits y foisonnaient aussi bien que les gens de qualité.

Le vieux courtisan descendit de son carrosse, appuyé au bras de son écuyer, et gravit le perron en toussant et en traînant les jambes. Quand le petit laquais qui se tenait dans l'antichambre eut entendu son nom, il courut ouvrir les deux battants et annonça tout effaré M. le marquis de Farnoux. Il y eut un moment de stupéfaction dans le salon, où la famille était réunie; tout le monde se leva en silence, et madame de Saint-Elphège s'avança en s'écriant :

— Ah ! M. le marquis, qu'on était loin de s'attendre ici à l'honneur de votre visite! Est-il possible que j'aie enfin le bonheur de vous recevoir chez moi? Quel heureux événement !

— J'en suis moi-même comblé de joie, répondit le marquis avec une profonde révérence et en se laissant conduire à la place d'honneur près de la cheminée.

Ensuite il jeta un coup d'œil autour du salon. Il n'y avait en ce moment aucun étranger, et les trois nièces du marquis étaient seules debout devant lui. C'étaient des beautés de genre différent, et que, dans la société tant soit peu précieuse de l'hôtel Saint-Elphège, on avait surnommées les trois Grâces. La plus âgée n'avait pas vingt ans; la plus jeune, qui n'était point mariée encore, venait d'accomplir sa dix-septième année. Elles étaient habillées presque pareillement, à peu près comme les portraits qui sont restés des femmes célèbres de cette époque, avec les cheveux frisés en spirales, la taille longue et busquée, la gorge un peu découverte, des nœuds de rubans dans la coiffure et un fil de perles au cou. Le vieux marquis demeura tout charmé à leur aspect. Bien que ses regards fussent accoutumés à rencontrer les triomphantes beautés de la cour, il n'avait jamais vu d'aussi ravissantes personnes. Après les avoir un instant contemplées, il se tourna vers ses sœurs et leur dit gravement :

— Madame de Saint-Elphège, madame de Sénanges, présentez-moi donc mes nièces.

Madame de Sénanges prit par la main une des trois Grâces, et dit en souriant :

— M. le marquis, voici ma fille unique, ma chère Éléonore. Nous avons eu l'honneur de vous faire part, il y a quelque mois, de son mariage avec le baron de Barjavel.

— Vous vous êtes un peu trop hâtée peut-être de la marier, répondit le marquis en hochant la tête; les Barjavel sont d'assez bonne maison, je le sais, une famille languedocienne très-puissante autrefois, mais à peu près ruinée par les guerres du temps de la Ligue.

— Oui, M. le marquis, comme la vôtre, au service du roi, répondit fièrement la jeune femme. Seulement les Barjavel n'ont pas su, comme vous, relever leur fortune.

— C'est pourquoi je persiste à dire qu'on s'est trop hâté de vous marier, belle brunette, répliqua familièrement le marquis. J'aurais mieux fait pour vous. N'en parlons plus.

— Ma fille aînée s'est mariée aussi avec votre agrément, se hâta de dire madame de Saint-Elphège. J'ai eu l'honneur de vous présenter son mari, un brave officier...

— Un officier de fortune, interrompit le marquis toujours du même ton tranchant et familièrement poli. A la vérité, on reconnait en lui de grands talents, et, s'il n'est pas tué, il pourra faire son chemin. N'a-t-on pas vu de nos jours un homme qui avait fait ses premières armes en robe noire, par-devant messieurs du Châtelet, devenir lieutenant général des armées du roi et maréchal de France ! Votre mari, ma belle nièce, n'a pas une pire origine que M. de Catinat.

A ce compliment équivoque, la jeune femme rougit et baissa les yeux sans répondre, en reculant derrière sa mère.

— Il raille, cousine, lui dit tout bas la petite baronne de Barjavel d'un air d'indignation.

— Voici ma seconde fille, ma Joséphine, dit madame de Saint-Elphège en amenant devant le marquis une petite personne fraiche, blonde, gracieuse et jolie comme un ange.

— J'espère qu'on n'a pas encore songé à la marier, cette mignonne-là, s'écria M. de Farnoux en flattant du bout des doigts la joue rose de l'aimable jeune fille; sa physionomie annonce un charmant naturel. Il faut la garder, ma sœur. Les filles qu'on établit ne comptent plus dans une famille : elles ont beau conserver pour leurs parents la même amitié, le même respect; il y a toujours là un mari, un étranger, un intrus qui leur est plus cher que père et mère et dont elles ne peuvent plus se séparer.

A cette espèce de boutade les belles nièces se regardèrent, surprises et presque courroucées; mais le respect leur ferma la bouche. Madame de Saint-Elphège tâcha de prendre la chose en plaisanterie, et dit en souriant :

— Soyez tranquille, M. le marquis; si vous nous faites encore l'honneur de venir nous voir, nous aurons grand soin d'éloigner les gendres.

— Bien obligé, ma sœur; vous n'aurez pas à prendre cette peine, répondit le marquis. Je viens vous faire mes adieux. Ayant résolu de quitter le monde, j'ai résigné toutes mes charges. Ce matin je suis parti de Versailles pour n'y plus retourner.

— Que dites-vous, monsieur? s'écria madame de Saint-Elphège avec un profond étonnement.

Tout lui semblait possible de la part de son frère, tout, excepté la nouvelle qu'il venait de lui annoncer. Elle était convaincue que le vieux courtisan ne pouvait pas plus exister hors de l'atmosphère de la cour que les espèces qui peuplent l'Océan hors de leur élément naturel.

— Ma résolution vous surprend, continua le marquis d'un ton léger à travers lequel perçait une secrète amertume. Que voulez-vous, ma sœur! on se lasse de tout, même des choses les plus enviées et des plaisirs les plus vifs. La chasse me fatigue, les comédies m'ennuient, et je ne m'amuse plus au bal. Je n'ai jamais aimé le jeu, et aujourd'hui je m'endors au lansquenet, tandis que des dames que je ne veux pas nommer me gagnent mon argent. Bref, j'ai reconnu, à des signes certains, que les vanités du siècle n'étaient plus rien pour moi, et j'ai résolu de me faire ermite. Toutefois je ne suis point disposé à me priver de tous les agréments de cette misérable vie : j'aime toujours les habits magnifiques, les beaux meubles, la bonne chère, et je prétends vivre toujours en grand seigneur dans ma solitude.

— Cela est d'autant plus aisé, que vous pouvez choisir entre plusieurs ermitages également agréables, dit en souriant madame de Sénanges : d'abord votre château de Nanteuil en Valois, ensuite celui de Maligny et votre belle terre du Gatinais. Toutes ces résidences ont l'avantage de n'être qu'à quelques lieues de Paris, et vous y aurez toujours compagnie.

— C'est pour cela qu'elles ne sauraient me convenir, répondit le marquis. Afin de rompre définitivement avec le monde, je m'en vais à la Roche-Farnoux.

— A la Roche-Farnoux! répétèrent les deux dames; mais c'est un endroit où l'on ne peut arriver en carrosse, un pays de loups!

— L'air y est extrêmement sain, répondit le vieillard; je m'y porterai bien.

Les jeunes nièces du marquis s'étaient peu à peu retirées au fond du salon, et n'osant se remettre devant leur métier à tapisserie, elles babillaient tout bas, comme pour laisser toute liberté au grave entretien qu'on venait d'aborder près de la cheminée.

Madame de Saint-Elphège s'assit à côté du marquis, et lui dit d'un air affligé qui n'était pas feint :

— Mon frère, votre résolution me cause une sensible douleur, car j'en envisage toutes les suites. Nous allons vous devenir tout à fait étrangères. Lorsque vous viviez à Versailles, nous n'avions pas souvent, il est vrai, la satisfaction de vous rendre nos devoirs; mais nous pouvions, en quelques heures, accourir près de vous, si vous nous aviez mandées. Maintenant vous serez à deux cents lieues de nous, et, si vous persistez à rester dans la retraite que vous avez choisie, nous ne vous verrons plus.

— Au contraire, ma sœur, répondit tranquillement le marquis, au contraire, nous pourrons nous voir chaque jour, car je viens vous proposer de venir avec moi à la Roche-Farnoux. Vous êtes veuve, vous êtes libre par conséquent, et rien ne s'oppose à ce que vous vous retiriez près de moi avec votre seconde fille.

A cette proposition inattendue, madame de Saint-Elphège garda le silence et baissa la tête avec un geste imperceptible de refus, tandis que sa sœur murmurait consternée :

— Il faudrait donc se quitter! Hélas! nous avons passé notre vie sous le même toit et élevé ensemble nos enfants. Qu'il serait cruel de nous séparer ainsi!

A cette espèce de reproche, le marquis releva les sourcils d'un air surpris, secoua sa vaste perruque et se rengorgea dans sa cravate de dentelle; puis, au lieu de provoquer une réponse plus explicite, il changea brusquement de propos et se prit à discourir sur les agréments de la saison et la beauté du temps, qui lui permettraient de faire son voyage en carrosse découvert. Après un quart d'heure de cette conversation, il se leva, et, s'affermissant à grand'peine sur ses jambes goutteuses, il dit d'un ton dégagé :

—Je pars dans une huitaine de jours, et j'espère vous emmener, ma chère Adélaïde. Si madame de Sénanges était veuve et libre comme vous, je la presserais de nous accompagner et de demeurer avec moi. En l'absence de son mari, s'il lui plaisait de nous visiter, elle serait la très-bienvenue à la Roche-Farnoux. Eh! eh! qui m'aime me suive! Je comblerai les personnes qui vivront autour de moi, et, à la fin... j'ai quatre-vingt mille livres de rente que je n'emporterai pas. Bien des gens voudraient me persuader que le vrai moyen de n'être point seul durant les dernières années de ma vie, ce serait de me remarier; mais ce n'est qu'à la dernière extrémité que je ferais une pareille sottise. Mes sœurs, je vous baise les mains.

Les deux dames balbutièrent quelques paroles de dévouement et de respect; mais madame de Saint-Elphège n'osa articuler ni un consentement ni un refus. En rentrant, elle dit à sa sœur :

— Je suis atterrée. Si je le laisse partir seul, nous sommes déshéritées, c'est certain... Voilà nos filles qui reviennent; ne leur parlons de rien encore, mais je crois que j'irai à la Roche-Farnoux.

— Quoi! ma sœur, vous êtes décidée déjà! s'écria madame de Sénanges les larmes aux yeux. Quel sacrifice!

— Il est inévitable, répondit madame de Saint-Elphège avec fermeté. Considérez notre situation, la médiocrité de notre fortune et le danger où nous sommes de perdre

ce grand héritage. Le marquis nous a indirectement menacées de se remarier. Il n'y a pas à balancer, ma sœur; je dois le suivre et ne le plus quitter jusqu'au jour où je lui aurai fermé les yeux.

— Me préserve le ciel de souhaiter sa fin! dit en soupirant madame de Sénanges; mais c'est une consolation pour moi de penser qu'il est bien vieux.

— En effet, cet exil ne peut durer longtemps, murmura madame de Saint-Elphège. Joséphine est presque une enfant; elle sera bien jeune encore quand je la ramènerai.

Les trois Grâces entrèrent en ce moment; il vint beaucoup de monde, et l'on se divertit comme de coutume à d'agréables passe-temps. La musique, la conversation et la bassette occupèrent la compagnie, qui se retira fort tard, environ sur les dix heures. Madame de Saint-Elphège passa aussitôt dans sa chambre en emmenant sa fille cadette. Celle-ci comprit à l'instant qu'il s'agissait de quelque communication importante, et se prit à sourire lorsque sa mère lui dit :

— Renvoyez Finette et fermez la porte, ma chère enfant; j'ai à vous parler.

Mademoiselle de Saint-Elphège était ce soir-là d'une beauté surprenante; on l'avait fort admirée, et plus d'un charmant cavalier lui avait prodigué ses galants respects. Elle jouissait encore secrètement de son triomphe et se répétait à elle-même les doux propos, les discrètes flatteries dont l'agréable bruit l'avait poursuivie toute la soirée. Avant de se rapprocher de madame de Saint-Elphège, qui s'était assise et défaisait lentement ses manchettes gaufrées, elle alla vers la table de toilette, se pencha devant la glace avec un geste charmant de satisfaction, de naïf orgueil, et dit avec un léger sourire :

— Eh bien! ma mère, vous allez me parler encore de quelque proposition de mariage que vous êtes en train de refuser?

— Non, ma fille, répondit madame de Saint-Elphège; non, ce n'est pas de mariage qu'il s'agit.

Et, après un moment de silence, elle ajouta d'un air d'enjouement forcé et en tâchant de sourire :

— A moins toutefois que vous n'ayez l'ambition d'épouser votre oncle, M. le marquis de Farnoux.

— Moi, ma mère!... s'écria la jeune fille en changeant de visage.

— Rassurez-vous, se hâta de répondre madame de Saint-Elphège. Ma fille, je n'ai pas parlé sérieusement; il n'est point question de vous sacrifier ainsi, et ce que j'exige de votre raison, de votre obéissance, est mille fois plus facile.

Alors elle lui apprit la proposition du marquis et l'intention où elle était de l'accepter. Mademoiselle de Saint-Elphège entendit sans beaucoup s'émouvoir cette déclaration. Comme presque toutes les personnes fort jeunes, elle avait une certaine légèreté, une grande confiance en l'avenir et une disposition obstinée à voir le beau côté de toutes choses. Après avoir attentivement écouté sa mère, elle s'écria gaiement :

— Mon oncle veut donc nous emmener au bout du monde, et nous partons dans huit jours, sans délai ni rémission? Voyez pourtant à quoi sont exposées les vieilles filles de dix-sept ans passés! Si j'eusse été mariée à seize ans comme ma sœur et ma cousine, je ne serais point exilée à la Roche-Farnoux.

Le lendemain, on commença les visites d'adieu et les préparatifs du départ, tout cela sans trop de peine ni de regret. On se consolait tacitement; on espérait, sans se l'avouer, un prompt retour en considérant les infirmités et l'âge avancé du marquis.

La compagnie qui fréquentait l'hôtel du quai de la Tournelle fut consternée pourtant à la nouvelle de ce prochain départ. Les beaux esprits composèrent à ce sujet des sonnets et des devises où figuraient des Amours éplorés et un astre près de s'éclipser dans un brumeux lointain. Mademoiselle de Saint-Elphège fit un demi-volume

de ces pièces de vers et de ces emblèmes; elle accueillait avec satisfaction ces hommages désolés, car en réalité elle ne regrettait personne, son cœur était libre, et elle se laissait emmener avec la plus tranquille résignation dans ce vieux manoir que les habitués de l'hôtel Saint-Elphège comparaient à l'horrible rocher où l'oracle envoya jadis l'innocente Psyché.

Trois semaines plus tard, par une fraîche soirée d'avril et un beau clair de lune, le marquis et toute sa suite arrivaient à la Roche-Farnoux. Il avait fallu laisser les carrosses au dernier village, car au delà le chemin n'était guère praticable que pour les piétons et les bêtes de somme. Le marquis était seul dans une espèce de chaise à porteurs; madame de Saint-Elphège et sa fille allaient en litière. Les pauvres femmes, assises côte à côte dans cette espèce de boîte, se serraient l'une contre l'autre, et souvent frissonnaient en mesurant de l'œil les précipices que côtoyait le sentier à peine frayé qu'on appelait la route du haut pays; elles tremblaient chaque fois que le mulet de devant secouait ses grelots et prenait une allure un peu vive. La belle Joséphine, qui, en vraie Parisienne qu'elle était, n'avait guère parcouru que les allées du bois de Vincennes et les boulingrins du Luxembourg, s'écriait toute transie de peur :

— Seigneur mon Dieu ! où sommes-nous ! Qui donc peut vivre en ce pays sauvage? Il n'est pas sûr que nous arrivions vivantes! Ah! ma mère! un si affreux chemin doit aboutir directement au fond de quelque précipice!

Puis sa gaieté, sa bonne humeur naturelle l'emportant sur ses frayeurs, elle se comparait en riant à ces héroïnes des romans de chevalerie qui allaient ainsi par monts et par vaux à travers de lointains royaumes.

Les voyageurs atteignirent enfin le dernier plateau de cette longue chaîne de montagnes qu'ils gravissaient depuis plusieurs heures, et ils aperçurent à la clarté de la lune les toits inégaux, les sombres murailles et la lourde façade du château. Au pied de cette noire et muette demeure, on distinguait, sur le penchant du roc, les maisonnettes couvertes en tuiles rouges des paysans et le mur d'enceinte qui les protégeait. Déjà toutes les lumières étaient éteintes, et le plus profond silence régnait dans le bourg; l'on n'apercevait non plus aucune clarté aux fenêtres du château.

— Je crois, mordieu ! que personne ici ne m'attend ! s'écria le marquis en faisant arrêter sa chaise devant la porte unique du bourg, laquelle était fermée; est-ce qu'on n'aurait pas reçu mes ordres?

Le premier maître d'hôtel, qui venait derrière à cheval, s'avança tout tremblant et affirma qu'une partie des gens étaient partis dès la veille pour préparer les appartements et le souper. Évidemment ils n'étaient pas encore arrivés, et l'on n'était pas prévenu au château ni dans le bourg de l'arrivée du seigneur de Farnoux.

Madame de Saint-Elphège et sa fille jetèrent un coup d'œil autour d'elles et demeurèrent blotties au fond de leur litière, tandis qu'on heurtait à coups redoublés la porte du bourg. Le marquis était sorti de sa chaise et frappait le sol de sa canne en fulminant des menaces. Cependant on ne se pressait point d'ouvrir, et les valets de pied, las de heurter, commençaient à lancer des pierres contre la porte; ils parlaient d'y mettre le feu, lorsqu'un rustre en chemise parut derrière le guichet, et apostropha tout d'abord le seigneur de la Roche-Farnoux et les gens de sa suite des noms de contrebandiers et de voleurs.

Le marquis furieux daigna lui expliquer lui-même qui il était, en lui promettant de le faire pendre. L'on entendit aussitôt le grincement des doubles verrous et le choc de la barre qu'on retirait précipitamment; puis la porte s'ouvrit comme d'elle-même, et laissa apercevoir une étroite ruelle non pavée et bordée de constructions boiteuses qu'on eût plus aisément prises pour des toits à pourceaux que pour des maisons : c'était la grand'rue du bourg.

Le marquis était rentré dans sa chaise à porteurs; il commença à gravir avec son

cortége cette pente roide, tandis qu'un valet courait en avant pour faire ouvrir le château. Au bruit de cette cavalcade, tous les habitants, réveillés en sursaut, s'étaient précipités aux lucarnes ouvertes, en guise de fenêtres, sur la façade de leurs logis. Mademoiselle de Saint-Elphège entrevoyait, du fond de sa litière, ces figures basanées qui n'osaient se montrer en plein clair de lune et regardaient furtivement à travers les volets délabrés, comme si elles se tenaient là en embuscade. La pauvre fille eut presque peur, et elle murmura à l'oreille de sa mère :

— Voyez, madame, voyez un peu ces visages farouches! Ce sont les vassaux de mon oncle, de vrais paysans; je n'en avais jamais vu. Comme ils sont laids!

Les clefs du manoir seigneurial étaient depuis nombre d'années entre les mains d'un gentillâtre du pays, lequel avait pris le titre de concierge et gouverneur du donjon de la Roche-Farnoux. C'était lui qui percevait les redevances, surveillait les corvées et faisait balayer une fois l'an les appartements du château. Cet important personnage allait se mettre à table, lorsque le tintement précipité de la cloche et une voix tonnante qui l'appelait par son nom retentirent simultanément jusqu'au fond de la tourelle qu'il habitait avec son valet. Le bonhomme faillit tomber à la renverse quand il apprit que le marquis de Farnoux montait la grand'rue du bourg et allait arriver dans quelques moments. Il passa son baudrier sur sa jaquette de panne, se coiffa de travers d'un chapeau qu'il ne mettait qu'aux bonnes fêtes, et arriva tout juste à temps pour recevoir le marquis à l'entrée de la cour d'honneur. Les deux dames suivaient de près; mais, au moment où leur litière passait la première porte, le mulet de devant s'abattit, et le valet qui le montait faillit se tuer en tombant sur le pavé. Quoique madame de Saint-Elphège ne fût point superstitieuse, cet accident la frappa comme un sinistre présage; elle se détourna en frémissant et dit d'une voix troublée :

— Ma fille, j'ai mal fait peut-être de vous amener ici!...

— Pourquoi donc, ma mère? répliqua-t-elle avec gaieté; pourquoi regretteriez-vous d'être venue? La Roche-Farnoux ne me paraît pas, à la vérité, l'endroit du monde le plus agréable; mais, s'il plaît à Dieu, nous n'allons pas nous y installer pour toujours!...

Les valets passèrent devant avec des flambeaux qui se trouvaient heureusement dans les bagages. En entrant dans le vestibule, le marquis se tourna vers le concierge-gouverneur qui le suivait chapeau bas, et lui dit sèchement :

— Monsieur de la Graponnière, il paraît qu'on n'a pas reçu mes ordres ici?

— Non, certainement non, M. le marquis, balbutia-t-il en s'inclinant jusqu'à terre; je suis au désespoir... Ah! monseigneur, qu'allez-vous penser d'une telle réception?...

— C'est bon, c'est bon, interrompit le marquis en considérant la taille robuste, la forte encolure et le visage légèrement enluminé du gentilhomme campagnard. Vous n'avez presque pas vieilli, la Graponnière; vous avez l'air d'un jeune homme; cela me réjouit de vous voir si vigoureux et si frais. Vous avez, si j'ai bonne mémoire, une dizaine d'années de plus que moi?

— Davantage, monseigneur, davantage, ce me semble, répondit-il sans hésiter, et oubliant sans doute, ainsi que le marquis, que celui-ci lui avait fait l'honneur de le tenir sur les fonts et d'être son parrain l'année même qu'il quitta le château paternel pour aller à la cour et qu'il entra dans les pages de la reine régente.

La Graponnière ouvrit lui-même les portes de la première salle et se hâta d'avancer des siéges autour d'une table sur laquelle les laquais avaient provisoirement planté leurs flambeaux; puis il se mit à essuyer avec sa manche la poussière semi-séculaire qui faisait couche sur les meubles, et à balayer avec son chapeau les toiles d'araignée. Il y avait des années que le soleil ni l'air ne pénétraient plus dans cette vaste

pièce dont les croisées restaient toujours fermées; l'atmosphère était froide, imprégnée d'humidité comme dans une cave. Les deux dames s'assirent, en frissonnant et en se serrant l'une contre l'autre, sur un des coffres de voyage qu'on venait de monter. Tandis qu'elles se reposaient et considéraient avec un certain effroi ce que promettaient ces premiers arrangements, le marquis faisait le tour de la salle d'un pas ferme, les mains derrière le dos et les yeux levés vers les lambris. La Graponnière le suivait tout effaré, lui demandant ses ordres et observant avec confusion l'empreinte visible que chacun de ses pas traçait sur le plancher poudreux. Le bonhomme tremblait dans l'attente et l'effroi d'une explosion de colère, et il demeura stupéfait lorsque le marquis, se retournant tout à coup et le regardant en face, lui dit d'un air agréable :

— Je suis, parbleu ! content de me retrouver ici. C'est dans cette salle que je me tenais ordinairement pour être à portée de m'échapper à l'heure des leçons. Eh ! eh ! voici la table sur laquelle je jouais aux cartes avec ma grand'tante, une Farnoux qui est morte sans alliance, âgée de près de cent ans... Qu'on ouvre les chambres, afin que j'aille aussi m'y reconnaître.

— Sur-le-champ, monseigneur, s'écria la Graponnière; je vais moi-même...

— Un moment, interrompit le marquis en s'asseyant enfin; l'air de la Roche-Farnoux m'a donné un appétit furieux, ce qui ne m'était pas arrivé depuis longtemps : je veux souper.

A cette déclaration précise, le maître d'hôtel, qui venait de jeter un coup d'œil dans les cuisines, leva les mains au ciel d'un air effaré, et le premier valet de chambre hasarda la proposition d'ordonner aux habitants du village d'apporter sur l'heure tout ce qu'il y avait chez eux de bon à manger. Le marquis haussa les épaules et reprit en regardant ses gens de travers :

— Mon vieux la Graponnière, je casse pour aujourd'hui mon maître d'hôtel et te donne sa charge; que vas-tu me faire servir ?

— Mon propre souper, monseigneur, répondit hardiment la Graponnière, mon propre souper, un lapin en sauce piquante et une salade de pois chiches, si vous daignez accepter.

— C'est parfait ! s'écria le marquis, il y a nombre d'années que je n'ai fait un repas semblable.

On mit le couvert avec les gobelets, les assiettes festonnées et les flacons au long col qui se trouvaient encore sur le dressoir. Un moment après, la Graponnière revint escorté de son valet et plaça triomphalement sur la table les mets dont un parfum caractéristique révélait le haut goût. Un fromage de chèvre, un pain de méteil assez dur et une bouteille de gros vin complétaient le repas. Le marquis fit asseoir madame de Saint-Elphège à sa droite et mademoiselle de Saint-Elphège à sa gauche. La Graponnière, faisant fonction de maître d'hôtel, découpa et servit le gibier; mais les deux dames ne purent seulement toucher à ce ragoût relevé avec des condiments indigènes, ni aux pois chiches noyés dans des flots d'huile verte; elles durent se contenter de l'unique plat de dessert, et, pour la première fois de leur vie, elles soupèrent avec du pain et du fromage. Le marquis, au contraire, mangeait de grand appétit la sauce à l'ail, les légumes en salade, et buvait à plein verre le vin noir et capiteux que lui versait la Graponnière. Il fit toutefois des excuses à sa sœur et à sa nièce du repas qu'elles venaient de prendre, et leur cita à ce propos un des faits mémorables de sa vie : « Lui, étant de service auprès du roi à Fontainebleau, Sa Majesté alla un jour à la chasse et se trouva vers le soir, presque à jeun, bien loin dans la forêt. Il y avait aux environs quelques métairies où l'on aurait pu se procurer un repas complet; mais le roi ne mange que ce qui est acheté par les officiers de sa bouche. On fit approcher le *coureur de vin,* lequel suivait toujours la chasse à

cheval, portant comme *en cas* une collation enfermée dans un baudrier de drap rouge, et un flacon d'argent rempli de vin d'Espagne. Le roi avait grand'faim ; il soupa avec une pomme d'api, une orange confite et une douzaine de macarons. Ce fut le premier gentilhomme de service qui lui donna la serviette et lui versa à boire pendant ce mémorable repas. » Après ce récit, le marquis se leva de table et passa dans sa chambre à coucher, précédé par la Graponnière.

Madame de Saint-Elphège et sa fille gagnèrent l'appartement qu'on leur avait préparé à la hâte ; c'était celui de la grand'tante du marquis, de cette vieille demoiselle de Farnoux, qui avait vécu près de cent ans. Mademoiselle de Saint-Elphège fit le tour de la chambre, visita les portes, regarda dans la cheminée, dont le manteau faisait saillie à hauteur d'homme, et s'arrêta un moment devant le lit à quenouille, large de six pieds et caché sous des rideaux de drap gros vert ; ensuite elle vint s'asseoir près de la table, où l'on avait mis les flambeaux, et dit tranquillement :

— Ma mère, il me semble que je dormirai mieux sur cette chaise que dans ce grand lit, car je me figure que les chauves-souris et beaucoup d'autres vilaines bêtes nichent dans les plis des rideaux.

— J'ai fait monter le matelas de notre litière, répondit en soupirant madame de Saint-Elphège. Tâchons, ma fille, de nous reposer un peu. Jésus! qu'il fait froid! Ne vous semble-t-il pas que l'on respire ici un air moisi ?

— Ce sont tous ces vieux meubles qui répandent comme une odeur de vétusté ; il semble que tout ce qu'on touche va tomber en poussière.

— N'êtes-vous point fatiguée, mon enfant ?

— Non, ma mère ; j'ai dormi aujourd'hui dans la litière. Reposez-vous ; moi, je préfère veiller encore jusqu'à ce que le sommeil me gagne. Que je voudrais avoir un livre, un ouvrage quelconque !

Elle se prit à fureter dans le tiroir de la table, et trouva un lé de tapisserie commencé.

— Voyez ! dit-elle en l'étalant sur ses genoux, voici une broderie entreprise il y a au moins un demi-siècle. Je me figure que quelque méchante fée m'a conduite ici pour l'achever, et que, lorsque j'aurai mis le dernier point au bout de ce canevas, nous quitterons la Roche-Farnoux.

— En ce cas, follette, dépêchez-vous, dit en souriant tristement madame de Saint-Elphège.

Puis, se mettant à genoux sur le prie-Dieu, elle baissa son visage sur ses mains jointes pour cacher à sa fille les larmes qui, malgré elle, coulaient de ses yeux. La pauvre femme pensait à l'hôtel du quai de la Tournelle, à sa chambre, des fenêtres de laquelle on apercevait le cours de la Seine et les tours de Notre-Dame. La jeune fille, au contraire, ne pensait guère à ce qu'elle avait laissé, et conservait son insouciante gaieté. Elle se sentait si jeune, il y avait en elle tant d'espoir et de vie, que rien ne pouvait l'abattre ni l'attrister. Ses prévisions n'allaient pas au delà du lendemain, et si elle songeait confusément à l'avenir, c'était avec une grande confiance en sa destinée. Ce soir-là même, au lieu de partager les impressions mélancoliques de madame de Saint-Elphège, elle chantonnait en travaillant à ce vieil ouvrage de tapisserie qu'une dame de Farnoux semblait lui avoir légué.

Les deux dames se couchèrent tard ; mais ni l'une ni l'autre ne put dormir pendant cette première nuit. Dès que leurs yeux se fermaient, elles étaient brusquement réveillées par des bruits vagues et soudains, de sourds frôlements : c'étaient les hirondelles nichées dans l'embrasure des fenêtres, qui, prenant les clartés de la lampe pour le point du jour, heurtaient les vitrières de leurs ailes ; c'était une légion de souris qui trottaient, effarées, entre le mur et la tapisserie. Vers le matin cependant, mademoiselle de Saint-Elphège s'endormit, tandis que sa mère se levait sans bruit et

allait se promener sur le rempart qui s'avançait comme une terrasse devant les fenêtres de son appartement.

Les gens qui avaient dû précéder le marquis arrivèrent dans la matinée ; ils s'étaient égarés en prenant un chemin de traverse, et avaient traîné à grand'peine avec eux le reste des bagages. On commença aussitôt à arranger et à décorer les principaux appartements du château. Le marquis transporta dans cette antique demeure le luxe qui l'environnait à la cour. Pendant près d'une année, on travailla à réparer et à embellir ces grandes chambres délabrées, ces salles à peu près nues que la Graponnière ne faisait jamais balayer, et où l'araignée avait si longtemps filé en paix ses réseaux impalpables. Lorsque les tentures et les meubles eurent été renouvelés partout, madame de Saint-Elphège s'avisa de demander au marquis comment il ferait arranger la bibliothèque.

Le vieux courtisan parut étonné de la question ; il n'avait peut-être jamais ouvert en sa vie d'autre livre que l'almanach de la cour, et méprisait fort les belles-lettres.

— Qu'est-ce que cette chambre qu'on appelle la bibliothèque? dit-il en allongeant la lèvre d'un air dédaigneux ; une espèce de grenier où sont entassés quelques bouquins rongés de poussière. Il est inutile d'y rien changer.

— Mais, mon frère, observa madame de Saint-Elphège, les papiers, les titres de votre maison sont parmi ces vieux livres.

— N'en prenez point souci, madame, répondit fièrement le marquis ; les titres de la maison de Farnoux ne sont point dans ses archives ; ils sont écrits partout dans l'histoire de Provence et dans les anciennes chartes. Nous n'avons que faire de nos parchemins pour établir nos droits et ce que nous sommes.

Après cette installation complète, on put juger que la résolution du marquis était irrévocable, et qu'il passerait le reste de ses jours à la Roche-Farnoux. Ce séjour était cependant des moins agréables, malgré les arrangements magnifiques qu'on y avait faits. Les embellissements intérieurs n'en avaient pas changé l'aspect général, et le paysage qu'on découvrait des fenêtres était toujours aussi triste. Il n'aurait pas été impossible peut-être de créer autour du château un terrain artificiel et d'y faire croître quelques arbres; mais aux yeux du marquis c'était chose tout à fait inutile. Comme il ne s'était guère promené que dans les jardins des résidences royales, il ne faisait pas grand cas des sentiers bordés d'arbustes, des parterres irrégulièrement tracés sur des pentes de terrain, et encore moins des beautés agrestes de la campagne. En fait de paysage, il n'aimait que ceux des tapisseries de Flandre, et jamais de sa vie il n'avait été tenté de cueillir une fleur sauvage.

La maison du marquis se composait d'une livrée nombreuse, de quelques serviteurs exclusivement attachés à sa personne, et de deux individus qui sortaient tout à fait des rangs de la domesticité. Le premier était un pauvre prêtre ne possédant que sa soutane et son bréviaire; il avait le titre d'aumônier et desservait la chapelle du château. Le second, c'était la Graponnière, remplissait les fonctions d'écuyer de main et accompagnait partout son maître. Tous deux avaient leur couvert à la table du marquis, faisaient sa partie d'hombre, et aidaient les dames de la maison à lui tenir compagnie. C'était comme une petite cour qui le servait avec crainte et soumission. La domination qu'il exerçait sur son entourage était facile, absolue, car elle se basait sur la plus puissante de toutes les influences, l'influence de l'intérêt personnel. Chacun savait que l'héritage du vieux seigneur enrichirait ceux qui l'avaient servi et qui l'entouraient de complaisances, de respects assidus.

D'abord madame de Saint-Elphège essaya de s'accoutumer à cette vie tout à fait séparée du monde ; elle voulut sincèrement se complaire dans ces nouvelles habitudes, mais elle avait malheureusement trop d'esprit pour s'amuser avec des gens qui en avaient si peu. Les soirées surtout lui semblaient mortellement longues. On

les passait dans la salle qui précédait la chambre du marquis. L'aumônier et la Graponnière dormaient les yeux ouverts dès qu'ils n'avaient plus les cartes à la main, et prenaient part à la conversation en faisant de loin en loin un geste d'automate. Quant à M. de Farnoux, il ne causait pas, il racontait, il racontait toujours les mêmes histoires. Le vieux courtisan avait assisté à tous les événements considérables de l'époque, il avait vu de près tous les personnages fameux de ce temps-là ; mais il n'était rien resté dans son esprit des faits historiques dont il avait été témoin, et il ne parlait guère des gens célèbres qu'il avait connus. C'était un homme sans portée, un valet de haute naissance qui avait passé sa vie à servir le roi son maître, comme il l'appelait, et dont l'intelligence s'était exclusivement appliquée à retenir les puérilités du cérémonial et de l'étiquette. Sa conversation roulait ordinairement sur les circonstances difficiles où il s'était parfois trouvé quand il avait l'honneur d'être un des quatre premiers gentilshommes de la chambre, et sur les faits mémorables qui s'étaient passés sous ses yeux à propos du bougeoir ou de la chemise de nuit du roi. Il expliquait à fond les devoirs et les prérogatives du grand maître, du grand chambellan, du premier maître d'hôtel, etc. ; il définissait les questions de préséance et établissait clairement auquel de ces grands officiers appartenait l'honneur de tirer la manche droite du roi ou de lui ôter ses chausses.

Ces discours amusèrent d'abord mademoiselle de Saint-Elphège ; mais, lorsqu'elle sut à peu près par cœur le cérémonial de la cour, elle n'écouta plus son vieil oncle qu'avec des distractions intérieures, des bâillements étouffés, et lorsqu'il lui eut raconté pour la vingtième fois la même anecdote, elle commença à la trouver insipide.

Au bout de quelques mois, la santé délabrée du marquis s'était tout à fait rétablie ; il dormait tout d'un somme, mangeait bien, buvait sec et avait coutume de répéter chaque jour à la fin de ses quatre repas que l'air de la Roche-Farnoux était un remède souverain à toutes les infirmités. Il n'y avait pas trouvé cependant la fontaine de Jouvence ; son visage conservait toutes ses rides, il maigrissait à mesure qu'il revenait en santé, et sa peau desséchée prenait graduellement une couleur de momie. A ces signes, les anciens du bourg qui avaient connu la vieille demoiselle de Farnoux prédirent que le marquis vivrait cent ans ; les gens de sa maison, au contraire, se figuraient que son aspect caduc annonçait le terme prochain de ses jours.

Pendant cette première année, madame de Saint-Elphège tomba dans une maladie de langueur qui ne lui causait pas de grandes souffrances ; elle n'était peut-être pas encore mortellement frappée, mais un continuel ennui, une sourde et secrète mélancolie la minaient ; elle dépérissait lentement, sans avoir conscience de sa situation. Mademoiselle de Saint-Elphège résistait mieux que sa mère à cette monotone existence ; les vives et tenaces espérances de la jeunesse la soutenaient ; elle parlait de l'hôtel du quai de la Tournelle, de sa famille absente, de tout ce qu'elle avait quitté, comme si elle entrevoyait le terme prochain de son exil.

Environ trois ans plus tard, la vie uniforme des habitants de la Roche-Farnoux fut troublée par un triste événement : madame de Saint-Elphège mourut. A ses derniers moments, elle fit promettre à sa fille d'achever courageusement l'œuvre à laquelle toutes deux s'étaient dévouées, et de rester auprès du marquis pour que l'immense héritage de la maison de Farnoux ne sortît point de la famille. Peu de temps auparavant, madame de Sénanges avait perdu son mari ; mais les deux sœurs n'eurent point la consolation de se revoir. Madame de Sénanges arriva pour pleurer avec sa nièce et pour faire la partie de son frère, lequel avait de l'humeur lorsqu'il était forcé de jouer avec l'abbé Gilette et la Graponnière seulement.

Quelques années s'écoulèrent encore, et, dans ce laps de temps, le bruit courut une fois dans le château qu'un jeune gentilhomme du pays, ayant demandé la main

de mademoiselle de Saint-Elphège, avait été refusé, parce que le marquis avait déclaré que sa nièce devrait quitter la Roche-Farnoux, si elle était mariée. La même année, madame de Sénanges mourut presque subitement.

Ce dernier événement affecta le marquis, il eut peur de s'ennuyer; la Graponnière devenait sourd, l'abbé Gilette tenait mal ses cartes et jouait avec une distraction inouïe; mademoiselle de Saint-Elphège avait souvent une physionomie fort triste, et le soir, dans la salle, on sentait un certain vide, surtout autour de la table de jeu. Mais les rangs éclaircis se reformèrent bientôt : la mort, qui laissait s'accumuler tant d'années sur la tête de M. de Farnoux, frappa coup sur coup dans sa famille. La sœur aînée de mademoiselle de Saint-Elphège, cette charmante personne qui avait épousé un officier de fortune, mourut de douleur en apprenant que son mari avait été tué à la bataille de Steinkerque; elle laissa une petite orpheline déjà belle à miracle comme toutes les femmes de cette maison. Peu de temps après, la baronne de Barjavel perdit aussi son mari. Elle restait presque sans fortune, et il n'y avait pas à hésiter ; un mois plus tard, elle se retirait avec son fils unique, un enfant de six ans, à la Roche-Farnoux.

L'arrivée de la jeune veuve combla le vide dont le marquis s'était un moment aperçu; il lui fit grand accueil, et témoigna qu'il était particulièrement charmé de la revoir. Quoiqu'il ne pût souffrir les enfants, il ne vit point de trop mauvais œil le petit Antonin, et ne tarda pas à lui donner une marque de sa bienveillance en confiant son éducation à l'abbé Gilette, lequel échangea alors ses fonctions d'aumônier contre celles de précepteur. Un religieux, dont le couvent était à quatre ou cinq lieues de la Roche-Farnoux, vint dès lors tous les dimanches pour dire la messe dans la chapelle.

La baronne de Barjavel ne s'était point étonnée en arrivant à la Roche-Farnoux; l'aspect de ce vieux château, de cette contrée aride, de ce paysage sans ruisseaux et sans arbres, ne l'avait point contristée. C'était une femme belle et austère qui vivait beaucoup en elle-même, et se fortifiait dans l'orgueil de sa vertu. Elle considérait tous ses devoirs comme également sérieux, et accomplissait avec la même exactitude les plus puériles et les plus importantes obligations. Son vieil oncle lui témoignait des égards particuliers; parfois même il retrouvait en lui parlant quelques-unes des formules galantes que les gens du bel air employaient près des dames au temps où on l'appelait le beau Farnoux. Lorsque le deuil de la jeune veuve fut fini, le marquis conçut un instant un projet inouï dont elle seule eut connaissance. Un matin, il passa dans son appartement, et lui demanda cérémonieusement sa main. A cette proposition, la jeune femme demeura un moment interdite, stupéfaite ; ensuite, elle refusa gravement, avec douceur et fermeté.

— C'est bien, ma nièce, répondit-il après l'avoir attentivement écoutée ; d'après votre réponse, je vois que vous ne vous remarierez jamais; cela me contente; de cette manière, vous resterez toujours près de moi.

Mademoiselle de Saint-Elphège aurait désiré que la fille unique de sa sœur fût élevée comme le petit Antonin à la Roche-Farnoux ; mais le marquis déclara qu'elle devait rester dans le couvent où on l'avait mise à la mort de sa mère, ajoutant qu'il ne voulait la voir que lorsqu'elle serait une grande demoiselle. Tous ceux qui l'entendirent sourirent intérieurement à ce propos : le marquis avait alors quatre-vingts ans passés, et la petite fille sept ans à peine. Pourtant il eut le temps d'accomplir ses intentions, et le jour arriva où il put dire à mademoiselle de Saint-Elphège :

— Il y a longtemps que je n'ai entendu parler de cette petite fille qui est chez les dames du Saint-Sacrement. Si je ne me trompe, elle va sur ses dix-huit ans à présent ; ma nièce, elle tiendrait fort bien sa place ici, ce me semble, il faut qu'elle vienne.

La volonté du marquis s'accomplit sans délai, et un soir la jeune orpheline, mademoiselle Clémentine de l'Hubac, arriva à la Roche-Farnoux. Mademoiselle de Saint-Elphège n'éprouvait qu'une médiocre affection pour cette nièce qu'elle n'avait jamais vue; pourtant, lorsqu'elle la reçut à l'entrée du château, son cœur s'émut profondément. L'aspect de cette jeune fille lui fit faire un subit et douloureux retour vers le passé; elle se rappela le jour où gaie, heureuse, confiante en l'avenir, elle était arrivée aussi à la Roche-Farnoux, et avait résolûment franchi le seuil de cette demeure où sa mère entrait frappée d'un fatal pressentiment. A ce souvenir, ses yeux se remplirent de larmes, et elle murmura en embrassant Clémentine :

— Hélas! mon enfant, vous voici donc aussi!

Le marquis attendait la nouvelle venue dans la salle verte; elle s'avança sans oser le regarder, et le salua en fléchissant le genou comme pour lui marquer sa soumission et son respect. Il la releva aussitôt, la considéra un moment, fit le simulacre de l'embrasser, et dit en se tournant vers mademoiselle de Saint-Elphège :

— Voilà, certes, une belle personne! sa physionomie annonce qu'elle a beaucoup d'esprit; nous la ferons jouer à l'hombre.

Madame de Barjavel accueillit Clémentine avec la bonne grâce réservée qu'elle mettait en toutes choses. Antonin seul eut une grande joie en revoyant la charmante pensionnaire; ils avaient passé ensemble les premières années de leur vie dans le petit hôtel du quai de la Tournelle, et s'aimaient véritablement d'une fraternelle affection.

Il y avait alors vingt ans accomplis que le marquis s'était retiré à la Roche-Farnoux; jamais, depuis cette époque, on ne l'avait vu malade, et les facultés de son esprit se soutenaient comme la vigueur de son corps. Il marchait d'un pas ferme, la taille droite, la tête haute, et faisait encore trembler tout le monde quand il élevait la voix. L'égoïsme impérieux, l'opiniâtreté naturelle de son caractère, s'étaient même fortifiés à mesure qu'il vieillissait, et il y avait certainement en lui plus d'énergie et de passion qu'autrefois, lorsque le joug d'une illustre domesticité pesait sur lui et qu'il était à toute heure aux ordres du roi son maître.

III

Le lendemain du jour où Clémentine et son jeune cousin avaient fait une si longue veillée dans la bibliothèque, la cloche de la chapelle sonna de bonne heure le premier coup de la messe. A cet appel, tout le monde se disposa à se rendre dans la salle verte. On désignait ainsi la pièce qui précédait l'appartement du marquis, parce qu'elle était tendue d'une verdure de Flandre, sorte de tapisserie de grand prix représentant des arbres en charmilles et des boulingrins gazonnés dans la perspective desquels coulaient des cascades fantastiques. Cette décoration, d'un ton clair et tendre, reposait la vue de l'aride paysage qu'on voyait à travers les croisées. L'ameublement, d'une lourde richesse, était dans le goût de l'époque et contrastait avec l'architecture simple et sévère de la salle. Un tableau placé au-dessus du chambranle sculpté de la large cheminée frappait d'abord les regards : c'était le portrait en pied du marquis en habit de cour.

Avant le second coup de la messe, mademoiselle de Saint-Elphège et la baronne de Barjavel entrèrent presque en même temps dans la salle verte. Sans se haïr précisément, ces deux femmes n'avaient l'une pour l'autre aucune sympathie, et ni la proche parenté qui les unissait, ni l'habitude de se voir chaque jour, n'avait jamais donné à leurs relations un caractère d'intimité. Bien qu'elles fussent à peu près du même âge, il y avait entre elles des contrastes frappants : l'une était une vieille fille aux

traits effilés, au teint pâle, l'autre une femme dont la beauté souveraine rayonnait d'un éclat à peine affaibli. Les raffinés, les beaux esprits qui fréquentaient jadis l'hôtel du quai de la Tournelle et composaient des sonnets sur le départ de la belle Joséphine, auraient certes hésité à reconnaître la plus jeune des Grâces dans cette personne au front mélancolique, à la taille roide et fluette, qui marchait en serrant les coudes et faisait la révérence tout d'une pièce. La pauvre fille se coiffait et s'habillait encore comme lorsqu'elle avait quitté Paris, et le vieil oncle, auquel cette toilette surannée plaisait beaucoup, lui disait parfois en manière de compliment :

— Ma nièce, vous me représentez tout à fait une dame de la cour de la feue reine.

La baronne parut surprise en voyant mademoiselle de Saint-Elphège, et, levant les yeux vers le cadran qui marquait le quart avant neuf heures, elle lui dit :

— Nous nous sommes trop pressées, ma cousine; le père Cyprien ne faisait que de mettre pied à terre quand on a sonné le premier coup de la messe, et nous allons attendre longtemps.

— Le père Cyprien est descendu dans la chapelle sans s'arrêter! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège; c'est sans doute parce qu'il ne s'est trouvé personne ici pour le recevoir.

— Pardonnez-moi, ma cousine, répondit la baronne, j'y étais, et Sa Révérence s'est reposée un moment.

La tante Joséphine pinça les lèvres d'un air contrarié. Madame de Barjavel s'était levée pour aller regarder si la grande horloge du château marquait la même heure que le cadran de la salle verte. Après un instant de silence et d'hésitation, mademoiselle de Saint-Elphège reprit :

— Savez-vous, ma cousine, si le père Cyprien a passé, en venant, par Champguérin?

— Oui, sans doute, répondit la baronne sans tourner la tête; il m'a même annoncé l'arrivée de M. de Champguérin et sa prochaine visite.

A cette nouvelle, le cœur de la vieille fille tressaillit; une faible rougeur se répandit sur ses traits et leur rendit une fraîcheur passagère; mais cet éclat s'évanouit comme une lueur, et madame de Barjavel, en quittant la croisée, se retrouva encore en face de la même figure soucieuse et blême. L'humeur mélancolique de mademoiselle de Saint-Elphège ne se manifestait que par des signes involontaires, et jamais il ne lui était échappé une parole qui pût faire supposer qu'elle n'était point satisfaite de son sort. Personne n'avait reçu la confidence de ses regrets, de ses espérances déçues, de l'ennui qui la consumait depuis si longtemps et que trahissait sa physionomie éteinte. Aussi madame de Barjavel fut-elle singulièrement étonnée lorsqu'elle l'entendit s'écrier en se levant brusquement :

— Jésus Dieu! toutes les journées qu'on passe ici sont mortellement longues; mais celle-ci va me sembler éternelle. L'heure s'est arrêtée, je crois, entre les aiguilles immobiles de cette horloge! Le commun des hommes s'afflige de la marche rapide du temps : qu'on amène à la Roche-Farnoux ceux qui trouvent la vie trop courte!

Madame de Barjavel regarda du côté de la porte comme pour s'assurer que personne n'avait entendu ce discours; puis elle dit tranquillement :

— Vous ne vous êtes donc pas encore habituée ici, ma cousine?

— Non, pas tout à fait; vous le voyez, répondit-elle avec amertume; et vous?

— Moi, je ne pense pas comme vous, dit la baronne avec un sourire sérieux; quoi qu'il puisse avenir, la Roche-Farnoux sera pour moi un séjour de prédilection...

— Apparemment vous y avez trouvé le bonheur? interrompit mademoiselle de Saint-Elphège d'un ton presque ironique.

— Oui, ma cousine, répondit madame de Barjavel toujours avec la même physionomie grave et sérieuse.

La vieille fille hocha la tête d'un air peu convaincu; dans ce mouvement, ses yeux rencontrèrent le miroir en face duquel elle était assise près de sa cousine, et qui reflétait leur image comme deux portraits dans le même cadre. Le contraste la frappa douloureusement; elle considéra un moment ce visage dont le temps avait respecté la beauté correcte, ces yeux fiers et brillants, cette attitude de reine; puis, faisant un triste retour sur elle-même, sur sa beauté flétrie et consumée dans le long martyre des espérances vaines, des illusions déçues, des sombres impatiences, elle pensa qu'en effet madame de Barjavel avait été heureuse, puisqu'elle était encore belle.

La Graponnière entra en ce moment; après avoir fait ses révérences, il recula de quelques pas, et resta debout près de la porte.

— Prenez un siége, monsieur, dit la baronne avec une inclination de tête.

Il salua derechef et s'assit sur un pliant en attendant la permission de parler. L'écuyer de main avait un peu vieilli; il était fort sourd; sa taille commençait à se voûter, et le vermillon de sa joue avait perdu sa vive nuance; cependant tout le monde au château affectait de dire qu'il avait encore l'air d'un vert compagnon. C'était une manière de faire la cour au marquis, lequel s'était réellement persuadé que son filleul avait dix bonnes années de plus que lui, ce qui, tout bien calculé, donnait à la Graponnière plus d'un siècle d'existence. Le marquis se figurait qu'il ne pouvait mourir tant qu'il voyait devant lui cette espèce d'avant-garde; la seule présence de son écuyer de main suffisait pour le mettre en belle humeur, et depuis longtemps il ne l'appelait plus autrement que son vieux la Graponnière.

Mademoiselle de Saint-Elphège jeta les yeux sur cette figure ridée, et dit en soupirant :

— Quand j'arrivai ici, ce bonhomme était déjà sur le retour de l'âge, et ma pauvre mère avait bien des années de moins que lui; pourtant elle est morte depuis longtemps, et il vit encore : l'air de la Roche-Farnoux tue les personnes jeunes et prolonge la vie des vieillards.

— Je le crois, répondit la baronne; celui-ci commence à se dessécher petit à petit; c'est signe de longévité.

Au dernier coup de la messe, Clémentine entra dans la salle parée comme le voulait son grand-oncle, et son livre d'heures à la main. Elle fit ses trois révérences avec la gravité, la modestie et la bonne grâce d'une demoiselle bien élevée, puis elle s'assit un peu à l'écart et demeura en silence, les yeux baissés et la taille droite, comme il convenait à une pensionnaire des dames du Saint-Sacrement; mais sa physionomie démentait ce tranquille maintien : l'expression de sa bouche, l'éclat de son teint, décelaient, sans doute à son insu, quelque émotion intérieure, quelque vive et secrète satisfaction, car mademoiselle de Saint-Elphège en fut frappée.

— Ma nièce, lui dit-elle, qui donc vous a parlé ce matin? Vous paraissez contente.

— Non, ma tante, en vérité, répondit-elle naïvement et le front couvert d'une rougeur subite; personne ne m'a parlé, si ce n'est Josette.

— Et que vous a-t-elle dit? demanda négligemment mademoiselle de Saint-Elphège.

— Qu'elle avait fait un bien mauvais rêve, répondit Clémentine toujours du même ton ingénu.

Le vague soupçon qui avait traversé l'esprit de la vieille fille se dissipa aussitôt;

elle ne chercha plus à pénétrer ce qui se passait dans l'esprit de sa nièce, et se borna à lui dire en manière d'avertissement :

— Pendant la messe, M. le marquis a les yeux sur tout le monde ; il ne faudrait pas avoir des distractions et sourire derrière son livre d'heures.

Un moment après, l'abbé Gilette entra en saluant gauchement et en jetant les yeux de tous côtés, comme s'il eût cherché quelqu'un jusque sous les meubles.

— Votre élève n'est donc pas avec vous, M. l'abbé? demanda madame de Barjavel.

— Il arrive sur mes pas certainement, madame la baronne, se hâta de répondre le digne homme en regardant avec anxiété du côté de la porte; tantôt je l'ai vu habillé, et son valet de chambre était en train de lui remettre ses gants, son mouchoir, son chapeau.

— Ne cherchez pas à l'excuser, M. l'abbé, interrompit madame de Barjavel d'un ton sévère; encore un moment, et il se sera fait attendre. Voilà M. de la Graponnière qui se range près de la porte; on ouvre, M. le marquis va paraître, et Antonin n'est pas ici ! Je suis très-mécontente.

— Le voilà, ma tante, le voilà ! dit vivement Clémentine, qui venait d'apercevoir le petit baron remontant à toutes jambes la grande cour.

Une toux sèche se fit entendre et annonça la présence du marquis; un valet ouvrit les deux battants, et la Graponnière s'inclina jusqu'à terre en étendant la main. Au même instant, Antonin entra dans la salle, tout rouge, tout essoufflé et composant son maintien. Le marquis ne parut que quelques secondes après lui et ne put s'apercevoir de son absence.

— On n'a rien à lui dire, il ne s'est pas fait attendre, murmura Clémentine en respirant profondément, comme une personne soulagée d'une grande inquiétude.

Le marquis s'avança ferme sur ses jambes, une main appuyée au bras de la Graponnière et tenant de l'autre une longue canne à pomme d'or. Il portait un habit bleu clair chamarré de passement d'argent ; un large baudrier soutenait son épée, et une écharpe nouée sur le côté maintenait sa longue taille. Son chapeau à bords retroussés en triangle et orné d'une ganse de pierreries était posé sur une vaste perruque dont les anneaux retombaient sur les épaules. Son visage, sillonné de rides innombrables, était comme encadré dans cette énorme frisure, et n'avait, pour ainsi dire, plus rien de vivant que deux prunelles noires d'un éclat et d'une mobilité singulière. Chacun s'était approché en rendant ses respects ; le marquis répondit par une simple inclination de tête et jeta autour de lui un rapide coup d'œil. Ensuite il dit de sa voix cassée :

— Qu'a donc le baron de Barjavel? Son ajustement me paraît un peu chiffonné, et il a le visage rouge comme s'il avait pris un coup de soleil.

Antonin devint pourpre et se hâta d'arranger son rabat, qui, en effet, retombait de travers sur les boutonnières mal fermées de son justaucorps.

— Prends garde ! murmura Clémentine, qui s'était insensiblement rapprochée en étalant sa grande jupe bouffante de manière à le cacher un peu ; prends garde, tes souliers sont tout poudreux.

Personne n'entendit ces paroles ; mais le marquis en saisit l'intention, et, au grand étonnement de tout le monde, il s'écria d'un air de bonne humeur :

— Voilà mademoiselle de l'Hubac fort en souci pour la tenue de son cousin. Je l'approuve si elle l'a grondé. Allons, monsieur, offrez la main à cette belle demoiselle, et ne marchez point trop vite derrière moi.

A ces mots, il passa le premier, frappant le carreau de sa canne et s'appuyant à peine au bras de la Graponnière. En descendant, Clémentine ralentit le pas de manière qu'elle put dire au jeune baron :

— Ma belle tante est fâchée, je t'en avertis. Mais d'où viens-tu donc ainsi, le visage tout en feu et tes habits en désordre, comme si tu avais couru les champs? Je suis sûre que tu étais à la poursuite de quelqu'une de ces vilaines petites bêtes que tu tiens dans des prisons de papier.

— Tais-toi! répondit Antonin d'un air triomphant; j'ai trouvé le capricorne vert doré, celui qui sent la rose. Il est là dans ma poche.

Mademoiselle de l'Hubac haussa les épaules et dit en lui pinçant légèrement les doigts :

— Étourdi que tu es! Et si cette bestiole se met à chanter pendant la messe? Il fallait tout d'abord la cacher dans la bibliothèque.

— Le temps m'a manqué, répliqua-t-il vivement. Comme je revenais en toute hâte, j'ai rencontré M. de Champguérin, lequel m'a arrêté...

— Ah! murmura Clémentine en retirant instinctivement sa main tremblante de la main du petit baron; tu l'as vu? il t'a parlé?

Ils arrivaient au seuil de la chapelle, et Antonin n'eut pas le temps de répondre. Mademoiselle de l'Hubac entendit la messe avec des distractions si évidentes, que, pour la seconde fois, la tante Joséphine l'observa, préoccupée de certains soupçons.

Mademoiselle de Saint-Elphège n'avait pas naturellement une grande pénétration; mais ce qui s'était passé jadis dans son propre cœur la rendait en ce moment clairvoyante. Elle se rappelait le temps, bien éloigné déjà, où une circonstance insignifiante, un nom prononcé par hasard, la jetaient dans de secrètes agitations, et où elle priait ainsi, son livre d'heures toujours ouvert à la même page et le regard errant sur les vieux vitraux de la chapelle. Il lui sembla que Clémentine avait cette physionomie tout à la fois radieuse et pensive, parce que M. de Champguérin était de retour, et une commisération mêlée de jalousie s'éveilla dans le cœur vide et desséché de la vieille fille. A l'issue de la messe, elle s'empara de sa nièce, bien résolue à ne pas la perdre de vue un seul moment pendant cette journée.

On dînait à midi, selon l'antique usage, et chaque jour, en sortant de table, le marquis faisait ce qu'il appelait sa promenade, c'est-à-dire qu'il parcourait trois fois de long en large la terrasse du château, s'arrêtant à chaque tour devant le parapet pour regarder les toits du village et le chemin pierreux qui conduisait à la Roche-Farnoux. La Graponnière se tenait près de lui, chapeau bas, l'avant-bras étendu et le poing à la hauteur du coude; puis venaient les dames, le parasol à la main et la robe troussée sur les côtés, comme il était alors d'usage pour sortir à pied. Le petit baron accompagnait ce groupe, grave de son mieux, et restant en arrière quand il pouvait pour observer les processions de fourmis noires qui parcouraient le sol calciné de la terrasse.

Ce jour-là, le marquis allait d'un pas si leste, que son écuyer de main s'essoufflait à le suivre; au premier tour, il s'arrêta droit devant le parapet et les yeux fixés sur le chemin.

— Holà! qu'est-ce que tout ce monde là-bas? fit-il en désignant plusieurs cavaliers qui descendaient les pentes roides de la montagne dont le sommet brûlé s'élevait en face de la Roche-Farnoux; mon vieux la Graponnière, mets tes lunettes, et dis-moi si tu reconnais cette livrée.

— Non, monseigneur; même avec mes lunettes, je ne saurais apercevoir ce que vous distinguez si bien avec vos yeux, répondit obséquieusement la Graponnière.

— Moi, je vois très-bien d'ici des jaquettes vertes, dit étourdiment le jeune baron. Ces gens-là sont à M. de Champguérin, et le voilà lui-même qui chevauche devant eux.

— Voyez un peu quel escadron! s'écria le marquis avec ce mouvement dédaigneux

des lèvres qui lui était particulier ; sans doute ces laquais vêtus comme des dragons vont sonner le cavalquet en traversant le village. Quel train et quelle suite pour un Champguérin !

A ces mots, mademoiselle de Saint-Elphège fit un geste d'approbation tacite; Clémentine rougit d'indignation comme si elle eût reçu une offense personnelle, et madame de Barjavel, se tournant vers le marquis, lui dit tranquillement :

— Je croyais, monsieur, que les Champguérin étaient presque aussi anciens que les Farnoux.

— Je n'en disconviens pas, répliqua vivement le marquis; ils datent d'un siècle après nous; mais voilà longtemps qu'ils sont en décadence. Le père de celui-ci n'était pas un grand personnage, bien qu'il eût une charge qui lui donnait bouche à cour. Il mangeait au serdeau avec les garçons de la chambre, et n'avait jamais l'honneur de faire aucun service autour de la personne du roi. Son fils n'a pas avancé sa fortune non plus, quoiqu'il soit tout pétri d'ambition et qu'il ait toujours tourné ses visées vers un riche établissement; mais on ne trouve pas facilement des héritières empressées de se marier avec un gentilhomme ruiné.

Il y avait dans ces dernières paroles une allusion que mademoiselle de Saint-Elphège comprit seule et qui amena sur ses lèvres un sourire amer. Clémentine garda le silence, et ce fut madame de Barjavel qui releva pour la seconde fois cette espèce d'attaque.

— Pardonnez-moi, monsieur, dit-elle toujours avec le même sang-froid; mais il me semble précisément que M. de Champguérin avait fait un grand mariage, qu'il avait épousé une héritière...

— Laquelle est morte sans avoir hérité, répliqua le marquis en ricanant, de manière que Champguérin est resté un mince seigneur comme ci-devant, et qu'il se trouve de plus chargé d'un enfant, d'une fille inhabile à succéder aux droits de sa mère. Voilà en effet un bel établissement et le moyen de relever une maison ! Demandez à ma nièce de Saint-Elphège ce qu'elle en pense.

— Je pense que M. de Champguérin tentera de rétablir sa fortune par un nouveau mariage, répondit la vieille fille en tournant les yeux vers Clémentine.

Mais personne ne comprit l'expression de ce regard et la secrète intention de ces paroles.

Le marquis remit sa main sur le bras de la Graponnière, frappa un coup de sa longue canne sur les dalles, et commença son second tour de promenade. Quand il fut de retour devant le parapet, il s'arrêta encore et reprit du ton de dignité cérémonieuse dont il ne se départait que par moments :

— Malgré ce que j'en ai dit, je tiens M. de Champguérin pour un parfait gentilhomme ; je déclare que je suis fort son serviteur, et que je me trouve fort honoré de ses visites.

— C'est un seigneur tout à fait poli et de très-bonne conversation, se hasarda à dire la Graponnière ; par malheur, il ne joue pas l'hombre.

— Eh ! eh ! nous pourrions essayer, répondit le marquis; il serait toujours de ta force, mon vieux la Graponnière.

Puis il ajouta sentencieusement :

— Ma nièce de l'Hubac est la seule personne ici qui ait des dispositions véritables pour ce jeu savant, difficile et profond. Il faudra pourtant user encore bien des jeux de cartes avant qu'elle le sache ; mais je le lui prédis dès aujourd'hui, dans dix ans elle le jouera comme moi : c'est alors que je ferai volontiers ma partie d'hombre !

— Dans dix ans, miséricorde ! murmura la jeune fille en regardant involontairement sa tante Joséphine.

— C'est singulier, observa le petit baron en suivant des yeux le groupe qui s'avançait, voilà M. de Champguérin qui arrive par le chemin d'en haut, et ce matin même je l'ai vu là-bas près de la Grotte-aux-Lavandières.

— Plait-il? que dites-vous, Antonin ? fit la tante Joséphine en se tournant avec le geste d'un chien de garde qui dresse l'oreille et flaire dans l'air.

— Seigneur Dieu ! murmura Clémentine derrière son cousin, vas-tu avouer maintenant que tu te promenais à l'heure de la messe ?

Le petit baron se mordit les lèvres et hésita, cherchant une réponse qu'il ne put trouver, car il ne savait pas faire un mensonge. A son grand étonnement, sa mère intervint et le tira d'embarras.

— Antonin se trompe, dit-elle froidement à mademoiselle de Saint-Elphège; il est impossible d'apercevoir, des fenêtres du château, quelqu'un qui se promène aux alentours de la Grotte-aux-Lavandières.

— Il n'y a pas de doute, mon cousin, vous vous êtes trompé, ajouta vivement Clémentine, à moins, toutefois, que vous n'ayez la vue assez perçante pour reconnaître quelqu'un à travers ces grands rochers sous lesquels passe le chemin.

— La chose me paraît absolument impossible, dit la Graponnière en relevant ses gros sourcils.

Le jeune baron s'inclina d'un air convaincu, comme si, après ces trois autorités, il ne lui était plus permis d'ouvrir la bouche ; puis, tandis que le marquis commençait son troisième tour de promenade, il trouva moyen de se rapprocher de sa cousine et de lui dire à demi-voix :

— J'ai vu M. de Champguérin ; je l'ai vu, puisque je lui ai parlé. A la vérité, j'ai cru deviner qu'il n'était pas charmé de la rencontre.

— Tais-toi, mais tais-toi donc ! interrompit-elle en lui montrant du coin de l'œil la tante Joséphine, qui se retournait pour les écouter.

Le marquis acheva sa promenade du même pas égal et ferme, ensuite il regagna la salle verte. Après avoir remis à la Graponnière sa canne, ses gants et son chapeau, il s'assit sur son grand fauteuil à dossier, en invitant les trois dames à se placer autour de lui ; le jeune baron resta debout à ses côtés ; l'écuyer de main se mit discrètement derrière le fauteuil de son maître.

Quiconque eût observé en ce moment le groupe qui entourait le vieux seigneur se serait facilement aperçu que tous les visages n'avaient pas leur expression habituelle, et que la visite qu'on attendait était loin de paraître à tout le monde un événement indifférent. Mademoiselle de Saint-Elphège, le buste roide, les mains croisées sur ses genoux, dans une attitude immobile, pinçait de temps en temps ses lèvres avec un mouvement qui décelait un certain fiel intérieur, une irritation contenue. Clémentine, assise près de sa tante, avait les yeux baissés sur l'éventail dont elle ouvrait et refermait machinalement les fragiles bâtons ; une secrète émotion précipitait les battements de son cœur, et, par moments, une rougeur fugitive passait sur sa joue, comme les reflets d'une flamme cachée entre les parois d'un vase d'albâtre. Madame de Barjavel elle-même, cette femme d'une sérénité si froide, semblait avoir perdu quelque chose de son inaltérable tranquillité ; elle relevait avec une fierté plus gracieuse son front de reine, et tournait parfois vers la porte un regard presque impatient.

Enfin le pas des chevaux résonna sur le pavé sonore de la grande cour, et, quelques moments après, on annonça M. de Champguérin. A ce nom, le marquis se leva en secouant son immense perruque, avança trois pas et s'inclina à plusieurs reprises, tandis que les dames, debout à leur place, faisaient une profonde révérence.

M. de Champguérin entra de très-bonne grâce et présenta ses respects.

— Monsieur, lui répondit le marquis avec de nouvelles révérences, je vous supplie

d'agréer mes très-humbles services et de me tenir pour l'homme du monde qui vous est le plus passionnément dévoué.

Après avoir débité cette formule de compliment qu'il adressait invariablement depuis trois quarts de siècle à toute personne de qualité, le vieux courtisan reprit sa place, et, montrant à M. de Champguérin le siége le plus rapproché du sien, il l'invita du geste à s'asseoir ; puis, il lui dit d'un ton moins solennel :

— Eh ! eh ! votre arrivée me surprend agréablement ; on ne s'attendait guère ici, monsieur, à l'honneur de votre visite, et même ma nièce de Saint-Elphège a maintes fois pronostiqué que vous ne reviendriez pas avant quelque vingt ans.

— Mademoiselle s'est occupée de moi en mon absence ! c'est trop de bonté, et j'en éprouve une sensible joie ! s'écria M. de Champguérin avec une affectation de reconnaissance et de respect qui fit jaillir un éclair de colère des yeux de la vieille fille.

— Et je pensais comme ma nièce, continua le marquis ; à votre âge, monsieur, je ne visitais pas si souvent mes domaines. Nous étions tous ainsi de notre temps ; l'air de la province nous paraissait malsain, et il fallait un ordre du roi pour exiler les jeunes gens de la cour.

— Pardonnez-moi, M. le marquis, répondit en souriant M. de Champguérin ; mais il me semble qu'il y a bon nombre d'années déjà que je suis en ce monde, et que naturellement je dois être désabusé de tout ce qui séduit les jeunes gens.

A ces mots, il leva machinalement les yeux vers le miroir où se réfléchissait sa belle figure, comme pour constater cependant que les années ne lui avaient encore rien ôté, et que, quoique l'heure où il avait eu ses quarante ans révolus fût déjà sonnée, il conservait tous les avantages de la jeunesse. Ce rapide coup d'œil amena sur ses lèvres fines et vermeilles un vaniteux sourire ; il posa son chapeau sur la canne à bec de corbin qui lui servait de cravache, fit légèrement sonner les longs éperons d'argent dont ses bottes molles étaient armées, et reprit d'un ton dégagé :

— Je suis dégoûté du monde et fort revenu de toute ambition ; à votre exemple, M. le marquis, j'ai résolu de finir mes jours dans la retraite, et c'est pour toujours, cette fois, que je reviens à Champguérin.

A cette déclaration inattendue, le cœur de Clémentine tressaillit d'une joie si violente que son visage en pâlit. Mademoiselle de Saint-Elphège changea aussi de couleur ; elle devint blême d'étonnement et de colère. Quant à madame de Barjavel, elle fit simplement un geste de tête, comme pour manifester que cette nouvelle lui était agréable. Le marquis s'agita dans son fauteuil, leva les yeux au ciel et s'écria :

— A votre âge, monsieur, vous avez quitté le monde ! c'est trop tôt !

— Trop tôt et trop tard, ajouta mademoiselle de Saint-Elphège.

— Ceci ne se comprend guère, ma nièce, observa le marquis après réflexion.

— Je m'explique, poursuivit imperturbablement la vieille fille ; j'ai dit trop tôt, parce que M. de Champguérin pourra attendre longtemps un événement qu'il désire peut-être ; trop tard, parce qu'en restant à la cour il a généreusement dépensé le meilleur de son bien.

— Il est vrai, mademoiselle ; je me suis à peu près ruiné au service du roi, répondit froidement M. de Champguérin.

— C'est un malheur inouï ! répliqua mademoiselle de Saint-Elphège d'un air d'intérêt et de sympathie hypocrite ; une foule d'honnêtes gens ont fait leur fortune précisément de la même manière, monsieur, que vous avez détruit la vôtre.

— Ils ont été plus heureux que moi et sans doute plus avisés, lui répondit-il toujours du même ton ; parfois, je le reconnais, j'ai manqué de sagesse.

Puis, arrêtant sur elle un regard indéfinissable d'ironie et de secret dédain, il ajouta :

— Peut-être, mademoiselle, m'accusez-vous aussi, dans le fond de votre âme, d'avoir manqué de patience?

— Il vous en fallait certainement pour attendre les faveurs de la cour, répondit évasivement mademoiselle de Saint-Elphège, déjà intimidée et fuyant devant l'ennemi qu'elle avait imprudemment provoqué.

Et presque aussitôt, comme pour achever de l'apaiser, elle ajouta :

— Excusez-moi, monsieur, j'oubliais de vous demander des nouvelles d'une petite personne qui doit vous être bien chère; où l'avez-vous laissée, cette jolie enfant?

— Vous lui faites trop d'honneur, mademoiselle, répondit-il sèchement; elle m'a accompagné dans mon voyage et se trouve actuellement à Champguérin.

— Votre fille, monsieur, votre petite Alice? dit vivement Clémentine; que je voudrais la voir!

— Vous me la présenterez, dit sérieusement le marquis, je serai charmé d'avoir sa visite.

— Est-ce qu'elle pourra venir jusqu'ici? demanda Clémentine.

— Certainement, mademoiselle, répondit en riant M. de Champguérin ; elle y viendra comme elle est venue de Paris, entre les bras de sa nourrice; mais je crains qu'elle ne vous aborde pas avec tout le respect convenable, et que vous ne puissiez comprendre son petit jargon.

— N'importe, monsieur, répondit le marquis d'un ton gracieux; je tiens à ce que vous me présentiez cette demoiselle de Champguérin à la bavette; cela me fera plaisir de la revoir un jour lorsqu'elle sera grande et belle comme ma nièce de l'Hubac.

— Bonté divine! cela arrivera ainsi peut-être! pensa mademoiselle de Saint-Elphège.

Chacun fut frappé de la même idée, et tous les regards se tournèrent involontairement vers le marquis avec une sorte de stupeur; mais le vieux seigneur ne s'aperçut point de ce mouvement, presque aussitôt réprimé; il n'avait jamais soupçonné que ceux qui l'entouraient ne fussent pas parfaitement contents de leur sort, et que, puisqu'il se portait bien et se plaisait à la Roche-Farnoux, tout le monde ne s'y trouvât pas complétement heureux. Aussi, se redressant sur son fauteuil, reprit-il d'un air allègre :

— Pour mon compte, Champguérin, je trouve que vous avez bien fait de revenir. Faites-moi souvent l'honneur de monter à la Roche-Farnoux; tout le monde sera charmé de votre visite. Quand votre fille sera grandelette, elle fera amitié avec mes nièces, qui la recevront de leur mieux.

— Je ne doute pas de leurs bontés pour Alice, et je leur en rends grâces, répondit-il avec un geste de remercîment qui s'adressait à madame de Barjavel, laquelle s'inclina et ne répondit que par un sourire bienveillant.

Clémentine, émue et joyeuse, murmura en joignant ses belles mains :

— Je l'aimerai de tout mon cœur, ce petit ange!

Lorsque M. de Champguérin prit congé, le marquis insista pour le reconduire jusqu'au bas des degrés. Les trois dames étaient restées à leur place.

— La tête de mon oncle s'affaiblit, dit mademoiselle de Saint-Elphège avec un dépit concentré; voyez un peu quel accueil et quels empressements pour un homme qu'il avait tantôt en si petite estime, dont il rabaissait si fort la fortune et le mérite!

— Si l'esprit de mon oncle baisse, sa santé se raffermit, répondit madame de Barjavel d'un ton flegmatique où perçait cependant une maligne intention; il ira loin encore, ma cousine, vous aurez le temps de vous accoutumer à la Roche-Farnoux.

Le petit baron, qui jusque-là était resté bouche close, osa risquer alors son mot dans la conversation.

— Madame, dit-il en s'adressant à sa mère d'un ton respectueux, veuillez me permettre une question : d'où vient que mon oncle n'a point demandé à M. de Champguérin des nouvelles de la cour? Est-ce qu'il ne se soucie plus du tout de savoir ce qui se passe dans le monde?

— Je ne sais, mon fils, car il ne m'en a rien dit, répondit simplement madame de Barjavel.

— Moi, je l'ai deviné, dit mademoiselle de Saint-Elphège; depuis plusieurs années, mon oncle a cessé de s'informer de tous ceux qu'il a connus autrefois, il se garde même de prononcer leur nom; jamais il ne parle de ses contemporains, et il ferait mauvais visage à quiconque s'aviserait de lui donner de leurs nouvelles. Or, savez-vous pourquoi? Parce qu'il ne veut pas qu'on lui apprenne qu'ils sont tous morts.

— Le voici! dit vivement la baronne; Antonin, faites mettre la table de jeu et placez-vous derrière votre oncle pour suivre la partie.

Le jeu commença. Dès les premiers tours, Clémentine cessa de suivre des yeux les cartes qui passaient sur le tapis, et, se retirant peu à peu dans l'embrasure d'une fenêtre, elle y resta le visage tourné vers le rideau entr'ouvert et le regard errant sur la campagne.

Le petit baron, assis à deux pas derrière son oncle, tournait ainsi le dos à sa belle cousine et se sentait tout près de s'endormir, comme la Graponnière, les yeux ouverts.

— Monsieur, lui dit tout à coup le marquis en se retournant, c'est singulier comme vous sentez bon, vous sentez la rose. Est-ce que vous avez un bouquet?

— Non, monsieur, en vérité, répondit-il en rougissant.

— Pourtant je ne me trompe pas, vous sentez la rose, répéta le marquis en posant son jeu et en se tournant tout à fait.

— C'est ton maudit capricorne vert doré, dit tout bas Clémentine derrière son cousin; donne, que je le jette par la fenêtre.

— Plait-il? fit le marquis en prêtant l'oreille; voilà, je crois, mademoiselle de l'Hubac qui parle à l'oreille de son cousin.

Et, après les avoir un moment considérés, il ajouta d'un air moitié riant, moitié grondeur :

— Tirez-vous donc de là, baron; depuis que vous regardez mon jeu, il ne me vient pas une belle carte; vous me portez malheur aujourd'hui. Allez faire compagnie à votre cousine, qui s'ennuie toute seule à la fenêtre. Je persiste à croire que vous avez un bouquet pour elle dans votre poche.

— Et où l'aurait-il pris? bon Dieu! murmura mademoiselle de Saint-Elphège; est-ce qu'il a jamais fleuri une rose à la Roche-Farnoux?

Vers le déclin du jour, les dames quittèrent la salle pour faire, comme de coutume, une courte promenade hors des murs du château. La baronne et mademoiselle de Saint-Elphège n'allaient pas au delà d'un petit oratoire bâti au bord du chemin, et dont les degrés formaient une espèce de siége. De cet endroit, la vue embrassait presque entièrement l'horizon et parcourait à vol d'oiseau tous les alentours. Ordinairement les deux dames s'asseyaient au pied de l'oratoire, tandis que le petit baron et sa cousine se promenaient en compagnie de l'abbé Gilette sur cette masse de pierres calcinées qu'on appelait la Roche-Farnoux. Le bon abbé avait entrepris de décrire les espèces végétales qui croissaient sur ces couches calcaires, et il composait un herbier pendant ses promenades. De son côté, le petit baron travaillait à sa collection d'insectes et pourchassait toutes les variétés de sauterelles qui vivaient sur ces pentes arides, entre les tiges grêles de l'hysope et de la lavande.

Ce jour-là, les deux femmes s'arrêtèrent comme de coutume devant l'oratoire; mais, par une sorte d'accord tacite, elles s'isolèrent autant que possible l'une de

l'autre sans se séparer. La baronne tira un livre de sa poche et se mit à lire avec une attention si soutenue, que sa cousine put se considérer comme tout à fait seule et libre de suivre ses propres pensées. La vieille fille soupira et jeta un long regard sur le paysage. De cette place, où elle venait s'asseoir presque chaque jour depuis tant d'années, on voyait une ligne blanche s'allonger sur la croupe grisâtre de la montagne; c'était le sentier mal tracé qu'on appelait la route du bas pays. Mille fois mademoiselle de Saint-Elphège s'était dit dans le fond de son âme qu'elle donnerait avec joie la moitié de sa vie pour pouvoir reprendre ce chemin, dût-elle franchir à genoux les rudes versants de la montagne. En ce moment, elle avait perdu l'espoir et presque la volonté de voir finir son exil; inquiète, abattue, secrètement dévorée par un mal indéfinissable, par une passion jalouse mêlée d'amour et de haine, elle s'acharnait à creuser les soupçons qu'elle avait conçus, et commentait dans son esprit les incidents de la matinée. Son regard triste errait perdu à l'horizon, où se découpait nettement la silhouette noire de quelques pins courbés sur des abîmes. Après avoir réfléchi et rêvé ainsi longtemps, elle se tourna vers la baronne et lui dit en poursuivant tout haut son idée :

— Je crois, ma cousine, qu'il se trame sous nos yeux des choses contraires au bien et à la tranquillité de notre famille.

Madame de Barjavel posa son livre sur ses genoux et releva la tête sans mot dire.

— Oui, ma cousine, poursuivit mademoiselle de Saint-Elphège, je prévois les desseins d'un homme ambitieux qui espère rétablir quelque jour sa fortune avec les biens de la maison de Farnoux. Savez-vous pourquoi M. de Champguérin n'a fait que reparaître dans le monde, pourquoi vous le voyez déjà de retour? C'est parce qu'il a le désir, la volonté d'obtenir la main de ma nièce.

— C'est impossible, répondit sans s'émouvoir la baronne.

— Impossible! pourquoi? demanda aigrement la vieille fille.

— Parce que M. de Champguérin sait à n'en point douter que le marquis de Farnoux lui refuserait la main de mademoiselle de l'Hubac.

— Mais il se gardera de la lui demander, interrompit mademoiselle de Saint-Elphège; actuellement il tentera de se faire aimer de Clémentine et d'obtenir une promesse qu'elle tiendrait plus tard, n'en doutez pas; mon oncle ne sera pas immortel...

— Ainsi vous croyez que le moment viendra où vous partirez de la Roche-Farnoux? interrompit à son tour madame de Barjavel.

— Oui, je le crois encore, répondit la pauvre fille.

La baronne se tourna vers l'oratoire qui était dédié à saint Roch, et, désignant la niche où l'on voyait la statuette du patron des pestiférés en habit de pèlerin, son bourdon à la main et son fidèle bouledogue derrière lui, elle dit tranquillement :

— Ma cousine, vous êtes comme cette figure, toujours debout en habit de voyage, les yeux tournés vers le chemin et toute prête à partir; cependant bien des années ont passé et passeront encore pendant lesquelles vous resterez comme elle à la place où vous êtes. Au nom du ciel! résignez-vous en personne sage, en personne chrétienne, et ne fondez aucun espoir sur la mort de notre oncle.

— Votre conseil est bon, et je le suivrai, ma cousine, répondit mademoiselle de Saint-Elphège d'un air de froide déférence et avec une amertume mal contenue; je vois d'ailleurs que vous êtes prévenue en faveur de M. de Champguérin, et qu'à grand'peine vous me croirez peut-être lorsqu'il aura gagné le cœur de ma nièce, lorsqu'elle voudra l'épouser.

— C'est impossible! répéta la baronne avec un léger sourire et en reprenant sa lecture.

Durant cet entretien, Clémentine, le jeune baron et l'abbé Gilette poursuivaient

leur promenade. L'abbé, le corps penché et la soutane retroussée dans ses poches, errait çà et là, fouillant tous les plis du terrain pour trouver un panicaut à tête bleue, qui devait compléter la série de ses chardons. Antonin le suivait en manœuvrant son filet de gaze, et jetait des cris de triomphe lorsqu'il était parvenu à attraper quelque grande sauterelle aux ailes jaunes bordées de noir, quelque cigale au corselet d'acier qui claquetait encore, enivrée par les derniers rayons du soleil. Le jeune entomologiste, peu curieux de botanique, considérait d'un air de commisération le digne précepteur, qui plongeait intrépidement la main dans les touffes de chardons et se piquait rudement aux sépales dont les pointes aiguës protégeaient une triste fleur couleur de plomb.

— Monsieur l'abbé, lui disait-il, croyez-moi, laissez là toutes ces vilaines plantes hérissées de dards, et chassons ensemble l'argus corydon et le grand-flambé; le bon Dieu n'a fait croître ni roses, ni violettes sur ces rochers, mais il y a mis de beaux papillons; ce sont des fleurs vivantes qu'on cueille dans l'air avec ce petit réseau de soie. Je les aime bien mieux que ces affreux chardons bleus dont vous emplissez votre herbier.

— Bien, bien, nous verrons, monsieur, répondait le bon abbé en se courbant derechef sur le sol, il me manque encore la chardonnerette à fleurs jaunes.

Clémentine avait lentement poursuivi sa promenade et était allée attendre le bon précepteur et son élève à une place où elle aimait à se reposer. En cet endroit du chemin s'élevait un rocher à pic au pied duquel il y avait une excavation naturelle dont les parois inégales et peu profondes formaient, à hauteur d'homme, un cintre surbaissé. Cette voûte, d'où suintaient constamment de larges gouttes d'eau, était tapissée de plantes qui se plaisent dans les lieux sombres; à l'entrée croissaient des arbustes sauvages, de grandes ronces dont les enfants du bourg n'avaient jamais laissé mûrir les fruits violets. Dans le fond de cette espèce d'antre, où il eût été malaisé de pénétrer, on apercevait à travers le feuillage noir des ronces et les longues tiges cendrées des hippophaës une ouverture produite par l'écartement de deux couches calcaires que quelque convulsion du monde antédiluvien avait placées debout comme le chambranle d'une porte. Un souffle d'air passait continuellement à travers ce ténébreux soupirail et répandait sous la voûte une vive fraîcheur. L'eau qui tombait par gouttes du rocher filtrait lentement au dehors et formait une petite mare sur le bord de laquelle on avait planté quelques saules dont le tronc seul avait grandi, et qui végétaient presque sans feuillage, noirs et tordus comme des arbres morts. Lorsqu'une température brûlante ne desséchait pas ce rustique bassin, les femmes du village venaient y blanchir leur linge. Cet usage, que les seigneurs de Farnoux toléraient de temps immémorial, était passé en droit, et les gens du pays, comme pour consacrer cette prise de possession, avaient appelé ce creux de rocher la Grotte-aux-Lavandières.

Mademoiselle de l'Hubac s'assit, pensive, sur le tronc renversé d'un de ces vieux saules dont les racines altérées plongeaient en vain dans la source tarie, et suivit d'un regard distrait les deux amateurs d'histoire naturelle qui vaguaient à quelques pas de là, l'un courbé vers la terre, explorant patiemment chaque tas de pierre où pouvait croître un brin d'herbe, l'autre le nez en l'air et promenant d'une main agile son filet dans le vide. La pauvre enfant songeait à la rencontre dont lui avait parlé le petit baron. L'espèce de mystère que M. de Champguérin avait fait de cette promenade matinale aux environs du château jetait son esprit dans d'involontaires conjectures et ravivait un souvenir qui, depuis plusieurs mois, la préoccupait souvent et troublait profondément son cœur.

Après s'être assurée que nul œil curieux ne s'ouvrait sur elle aux alentours, elle tira un papier de sa poche et le lut lentement. C'était la lettre commencée la veille

dans la bibliothèque et qu'elle avait furtivement achevée dans sa chambre, après la visite de M. de Champguérin. La dernière page de cette missive ne présentait pas ces caractères réguliers, ces lignes correctes qu'admirait tant le petit baron ; l'écriture en était inégale, tremblée, et, vers la fin, les mots, presque effacés, tombaient en désordre dans la marge. Clémentine demeura longtemps les yeux baissés sur ce papier, relisant avec émotion ses propres confidences, et répétant tout bas ce passage :

« Oh ! chère, bien chère Cécile, si tu savais ce qui s'est passé ici aujourd'hui ! Je viens de voir une personne qui arrive de Paris, qui est allée peut-être te demander à la grille, qui aurait pu me donner de tes nouvelles, et à laquelle je n'ai pourtant osé faire la moindre question. Cette personne, dont je ne t'ai pas encore parlé, c'est M. de Champguérin-les-Templiers, un gentilhomme du pays, notre plus proche voisin, car son château n'est guère qu'à deux lieues de la Roche-Farnoux.

« Lorsque j'arrivai ici au commencement de l'hiver dernier, M. de Champguérin, qui demeure ordinairement à la cour, était en congé dans ses terres. Il avait perdu sa femme depuis quelques mois, et le chagrin qu'il ressentait de cette mort le tenait éloigné du monde. Pourtant il paraissait consolé, et avait même quitté son deuil quand je le vis pour la première fois, si bien que j'aurais ignoré qu'il était veuf, si ma tante Joséphine ne lui eût parlé en ma présence de feu madame de Champguérin. D'abord il venait très-rarement rendre ses devoirs à mon oncle, ensuite ses visites devinrent plus fréquentes, et, en vérité, on ne s'ennuyait plus ici quand il y était. Je voudrais bien te faire son portrait, ma chère Cécile; mais je ne saurais. Il faudrait avoir autant d'esprit que lui pour t'expliquer en quoi consistent l'agrément de sa conversation et l'excellence de son langage. Quant à sa personne, je peux t'en montrer d'ici l'exacte ressemblance. Te rappelles-tu ce grand tableau à l'entrée du cloître qui représente saint George enfonçant son épée dans la gorge du dragon ? Eh bien ! c'est la frappante image de M. de Champguérin ; ce sont ses grands yeux noirs, son port de tête, son air tranquille et fier. Je n'aurais jamais pensé que le visage d'un homme pût ressembler si parfaitement à celui d'un saint devant lequel on se prosterne et qu'on prie à genoux.

« Durant tout l'hiver dernier, M. de Champguérin ne discontinua point ses visites; malgré le vent et la pluie, il montait deux fois la semaine à la Roche-Farnoux, et sa présence nous aidait fort à supporter les ennuis de la mauvaise saison. De cette manière le temps s'écoula tout doucement, et le printemps revint, le beau printemps qui réjouit toute la création. Une après-midi, le ciel était si clair et le soleil si brillant, que ma tante de Barjavel fut tentée de descendre la Roche-Farnoux. Elle me permit de l'accompagner, et nous nous en allâmes assez loin par des chemins qui ne ressemblent guère, je t'assure, aux jolies allées de ce grand jardin où nous nous sommes si souvent promenées ensemble. Comme nous arrivions à un endroit qu'on appelle la Grotte-aux-Lavandières, ma belle-tante se retourna en jetant un petit cri.

« — Écoutez, me dit-elle un peu émue ; c'est étrange ! on dirait le galop d'un cheval entre ces rochers.

« Au même instant, nous aperçûmes un cavalier qui courait à bride abattue sur ces pentes rapides. Il pouvait s'y tuer sous nos yeux. Mon sang se glaça dans mes veines, et ma belle-tante devint toute pâle de frayeur. C'était M. de Champguérin qui descendait ainsi le chemin bordé de précipices. En nous voyant, il ralentit l'allure de son cheval, et, au moment de nous joindre, il mit pied à terre.

« — Ah ! monsieur, s'écria ma belle-tante, que vous m'avez causé une mortelle frayeur !

« — Madame, répondit-il, j'espérais cette rencontre, et j'eusse passé sans hésiter sur des abîmes.

« Puis il ajouta en soupirant :

« — Je suis monté à la Roche-Farnoux pour prendre congé de M. le marquis. Une lettre arrivée ce matin me force à partir sur-le-champ.

« — Quoi! monsieur, demain? s'écria ma tante.

« — Ce soir même, madame; il a fallu m'y résoudre, répondit-il d'un air qui marquait bien l'affliction où le jetait ce brusque départ.

« J'en fus si touchée, que les larmes me vinrent aux yeux. Après s'être un moment entretenu avec ma belle-tante, il se tourna vers moi et me dit du même air attristé :

« — Mademoiselle, je viens prendre aussi vos ordres pour Paris; qu'avez-vous à me commander?

« J'étais toute tremblante et me sentais au cœur quelque chose qui m'étouffait; pourtant j'eus encore assez de présence d'esprit pour lui faire ma révérence et lui répondre d'une voix intelligible :

« — Je vous suis obligée, monsieur. Si vous voulez me faire le plaisir d'aller voir au couvent des dames du Saint-Sacrement mademoiselle Cécile de Verveilles et de la complimenter de ma part, j'en aurai une sensible reconnaissance.

« — Soyez persuadée, mademoiselle, que je m'acquitterai de votre commission avec tout le zèle imaginable, me répondit-il vivement; soyez certaine que j'aurai l'honneur de voir mademoiselle de Verveilles.

« Puis, s'adressant de nouveau à ma tante, il l'assura que les personnes qu'il laissait à la Roche-Farnoux seraient toujours présentes à son souvenir. En parlant ainsi, il avait cueilli au bord du chemin une petite branche d'hysope.

« — Je l'emporte, dit-il. Cette fleurette, éclose près de la Grotte-aux-Lavandières, est mille fois plus belle à mes yeux que toutes les roses des jardins de Versailles.

« Un moment après, il partit. Ma belle-tante le suivit des yeux jusqu'à l'endroit où tourne le chemin, ensuite elle s'en retourna lentement; moi, je restai à la même place tant que je pus entendre le galop de son cheval, et après je m'en allai aussi... Depuis ce jour, je tombai dans une mortelle tristesse. Ma tante Joséphine assurait que M. de Champguérin ne reviendrait jamais, et j'avais fini par le croire.

« Mais ma tante ne disait pas la vérité; aujourd'hui, aujourd'hui même, M. de Champguérin était de retour. Oh! ma chère Cécile, je l'ai revu; mais j'étais si interdite, si troublée en le regardant, en l'écoutant parler, que je n'ai pas osé lui demander s'il s'était souvenu de t'aller faire une visite à la grille. Peut-être ne m'enhardirai-je jamais jusqu'à lui adresser cette question. Écris-moi, ma Cécile, s'il s'est rappelé sa promesse; dis-moi, dis-moi bien tout l'entretien que vous avez eu ensemble...

« En commençant cette lettre, je ne pensais pas la finir ainsi; il ne me semblait pas qu'il y eût tant de secrets dans le fond de mon âme; je les ai découverts à mesure que je t'écrivais. Oh! ma plus chère amie, je viens de te confier des choses que je ne m'étais pas encore avouées à moi-même... »

Clémentine était si absorbée dans cette lecture, qu'elle n'avait pas aperçu le petit baron qui se rapprochait d'elle avec précaution et en faisant un détour pour arriver derrière l'espèce de siége où elle était assise. Quand il se fut ainsi glissé auprès d'elle, il avança brusquement la main au-dessus de son épaule et se saisit de la lettre en s'écriant :

— Voyons un peu la fin de ces grandes confidences! Je suis curieux de savoir ce que tu dis encore de moi à mademoiselle de Verveilles.

— Antonin, je t'en prie, ne lis pas! s'écria mademoiselle de l'Hubac en se levant tout éperdue.

— Ah ! ah ! je suis donc bien maltraité dans cette dernière page ! fit-il en riant.

Clémentine essaya de reprendre sa lettre, mais l'espiègle tournait autour d'elle en élevant la feuille déployée au-dessus de sa tête et en répliquant d'un air narquois :

— Laisse donc ! je veux montrer à M. l'abbé cette écriture moulée... Je veux lui lire les beaux propos que tu tiens sur mon compte et les belles épithètes dont tu m'honores : paresseux, curieux à l'excès... Voyons le reste.

Il se mit à courir à reculons en cherchant la dernière page.

— Arrête ! Antonin !... je t'en supplie, s'écria Clémentine avec un accent si profond de douleur et d'effroi que le petit baron s'arrêta court.

— Qu'est-ce ? qu'as-tu donc ? dit-il.

Elle reprit la lettre, qu'il lui abandonna sans résistance, et se rassit en sanglotant.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! qu'est-ce donc? s'écria Antonin tout ému ; ma bonne Clémentine, je te demande bien pardon de t'avoir contrariée... Tiens, j'en conviens, je suis un étourdi, un méchant, un véritable écolier, un petit garçon ; mais je me repens de t'avoir affligée... Pardonne-moi...

Elle lui tendit la main en se couvrant le visage de son mouchoir.

— Allons, allons, ne pleure plus, reprit-il d'un ton caressant et en la forçant à relever la tête, ne pleure plus ; je vais te montrer l'endroit où j'ai trouvé le capricorne qui sent la rose ; c'est dans le tronc de ce vieux saule ; viens voir.

Elle se releva en souriant et en essuyant d'une main la trace de ses larmes, tandis que de l'autre elle cachait sa lettre au plus profond de ses poches. Antonin lui montra, dans le tronc du saule, le creux où s'abritait l'insecte parfumé, et entreprit de lui décrire les mœurs des cérambyx ; mais, s'apercevant bientôt que sa cousine écoutait avec distraction cette dissertation savante, il s'interrompit brusquement et dit en lui donnant un petit coup sur le bout des doigts :

— Ah ! mauvaise ! tu boudes encore ! Mais qu'est-ce qu'il y a donc dans cette lettre? J'ai bien le droit de le savoir. Ne me disais-tu pas, hier soir encore, que tu n'avais point de secrets pour moi ?

— Oui, je disais cela hier, murmura-t-elle en soupirant.

— Et aujourd'hui? demanda le petit baron en ouvrant de grands yeux moqueurs.

— Aujourd'hui c'est la même chose, répondit-elle avec une affectation de légèreté, mais il ne me plaît pas que tu relises tous les compliments que je t'ai adressés ; tu es déjà bien assez glorieux sans cela, Dieu merci ! Çà, M. le baron, donnez-moi la main et allons retrouver ma belle-tante.

Mme CHARLES REYBAUD.

(La seconde partie à la prochaine livraison.)

HISTOIRE

DE DON PÈDRE I[er]

ROI DE CASTILLE.

DERNIERE PARTIE (1).

XX

GOUVERNEMENT DE DON HENRI. — GUERRE CIVILE. — 1366-1367.

I

La fortune avait changé les rôles, don Pèdre mendiait la protection d'une cour étrangère, et don Henri, étonné lui-même de la facilité de sa conquête, gagnait chaque jour une ville nouvelle, reçu partout avec enthousiasme par la noblesse et la bourgeoisie. A Séville, l'affluence du peuple fut si grande pour assister à son entrée, qu'il lui fallut plusieurs heures pour traverser la foule avide de contempler ses traits; arrivé aux portes de la ville de grand matin, il ne put entrer à l'Alcazar qu'après l'heure de nones (2). Là, il trouva plusieurs des anciens serviteurs de don Pèdre qui vinrent lui baiser la main et lui offrir pour leur hommage tardif des excuses facilement acceptées. L'amiral Boccanegra s'était préparé l'accueil le plus favorable. Il mit aux pieds du nouveau roi le trésor de son ennemi dont il venait de s'emparer, trente-six quintaux d'or et quantité de pierreries. Cette prise était plus importante

(1) Voyez le tome IV de 1847, pages 659 et 741, et le tome I[er] de 1848, pages 26 et 215.
(2) Ayala, p. 421.

que la conquête d'une province. Le transfuge génois reçut pour sa récompense la riche seigneurie d'Otiel (1). Pas une ville, pas un château de l'Andalousie n'hésita à suivre l'exemple de la capitale. Le roi more lui-même, après une faible démonstration contre la frontière, persuadé que la cause de son ancien protecteur était à jamais perdue, envoya demander la paix et l'obtint sans peine. Délivré de cette inquiétude et voyant tout le royaume soumis, à l'exception de la Galice, don Henri crut qu'il devait se débarrasser au plus vite d'auxiliaires qui commençaient à devenir incommodes. Les aventuriers, ne trouvant pas l'occasion de se battre, ne perdaient pas celle de piller. De toutes parts des plaintes s'élevaient contre leurs violences, et déjà, dans quelques provinces, le peuple s'armait tumultuairement contre eux. Don Henri congédia la plupart de ces mercenaires, mais après les avoir comblés de présents. Il ne voulut garder à son service que Duguesclin et Calverly, devenus en quelque sorte ses hommes liges, et quinze cents lances, choisies surtout parmi les bandes françaises ou bretonnes (2). A l'instigation de Duguesclin, en qui il mettait toute sa confiance, il avait conservé de préférence les Français auprès de lui, et, s'il retint sir Hugh de Calverly, ce fut probablement dans l'espoir que ce capitaine renommé pourrait lui servir d'intermédiaire utile auprès du prince de Galles, dont l'attitude lui inspirait déjà de graves soucis. Avec le principal corps des aventuriers, le comte de la Marche et le sire de Beaujeu quittèrent l'Espagne, persuadés qu'ils avaient vengé la reine Blanche, leur parente, suivant leurs serments chevaleresques. A Séville, en effet, ils avaient découvert un arbalétrier de la garde de don Pèdre, désigné par le bruit public comme le meurtrier de la malheureuse reine, et, après avoir obtenu de don Henri que cet homme leur fût livré, ils le firent pendre sans jugement, comme il semble (3). Ce fut à l'exécution de ce misérable que se réduisirent les exploits de ces deux seigneurs, les seuls qu'un motif désintéressé eût attirés sous la bannière du prétendant. Quant à la grande compagnie, elle trouva plus d'occasions de faire usage de ses armes, à son retour, que pendant sa longue marche au travers de l'Espagne. Il lui fallut combattre Castillans, Navarrois, Aragonais, soulevés contre elle, et s'ouvrir partout un passage le fer à la main. Mais nul obstacle n'arrêtait ces intrépides vétérans. Ils franchirent les Pyrénées en bon ordre, et passèrent sur le ventre d'une armée française qui essaya vainement de les arrêter à la descente des montagnes (4).

Bien que don Henri n'ignorât pas que la Galice et quelques villes au nord de la Castille refusaient encore de reconnaître son autorité, il demeura près de quatre mois à Séville. Ce long séjour lui était nécessaire pour organiser son gouvernement et rétablir l'ordre, partout ébranlé après une si violente secousse. Il lui fallait tout à la fois négocier avec les rois ses voisins, satisfaire l'avidité de la noblesse, contenter les communes, obtenir de tous une obéissance désapprise pendant une anarchie de plusieurs mois; enfin se préparer à une guerre sérieuse, car il ne se dissimulait pas que les Anglais, épousant la cause de don Pèdre, tenteraient quelque effort puissant en sa faveur. Loin d'attendre des secours de ses anciens alliés, don Henri avait à craindre maintenant les exigences du roi d'Aragon. Il s'empressa de lui envoyer Duguesclin. Tour à tour général et diplomate, le rusé Breton allait employer toute l'autorité de son nom à resserrer l'alliance tant de fois jurée avec Pierre IV. De Barcelone, Duguesclin, après avoir sondé en passant les dispositions du roi de Navarre,

(1) Salazar, *Caza de Lara*, t. II, lib. XII.

(2) Ayala, p. 422.

(3) *Idem*, p. 423. *Como quier que fue pequeña emienda*, pauvre satisfaction, dit le chroniqueur.

(4) Froissart, livre I, IIe partie, chap. CCXIV. — Dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*, t. IV, p. 332.

avait pour mission de passer en France et de solliciter l'appui de Charles V contre l'invasion anglaise. En même temps don Henri dépêchait à Lisbonne un autre étranger, Mathieu de Gournay, pour obtenir du roi de Portugal qu'il demeurât neutre dans la lutte qui allait s'ouvrir (1). Pierre de Portugal, par la manière dont il avait traité don Pèdre fugitif dans ses États, avait montré assez clairement quelle était sa politique, et Mathieu de Gournay rapporta de sa mission les assurances de paix les plus satisfaisantes.

Dès que don Henri crut pouvoir quitter Séville, il se dirigea à grandes journées vers la Galice, dans l'espoir d'y anéantir les restes de la faction ennemie, avant qu'elle pût être secourue par l'intervention étrangère. A son approche, toutes les villes ouvertes lui envoyèrent leur soumission; mais don Fernand de Castro avait concentré ses forces dans Lugo, et s'y défendit avec vigueur. Après un siége ou plutôt un blocus de quelques semaines, don Henri, désespérant de l'y forcer, et rappelé en Castille par des intérêts pressants, crut sauver son honneur par un traité que le lieutenant de don Pèdre accepta, bien résolu de l'enfreindre dès qu'il se sentirait assez fort. Suivant cette convention, une trêve de cinq mois fut proclamée entre les parties belligérantes. On stipula que si, avant Pâques de l'année 1367, don Fernand n'était pas secouru, il rendrait aux capitaines de don Henri Lugo et toutes les forteresses occupées par ses troupes. Lui-même aurait alors le choix de sortir librement du royaume avec tous ses biens, ou d'y demeurer en conservant ses honneurs et son nouveau titre, à la condition de prêter le serment d'hommage au souverain reconnu par toute la Castille. Sur la foi de cette trêve, don Henri quitta la Galice pour se rendre à Burgos, où il venait de convoquer les cortès; mais sa brusque retraite, après sa tentative inutile contre Lugo, avait accru l'audace des partisans de don Pèdre, et don Fernand, ne trouvant plus d'armée capable de lui tenir tête, recommença ses courses, augmenta ses troupes et s'empara même de plusieurs villes ou châteaux forts. Répandus dans les provinces du nord, ses émissaires annonçaient hautement le retour prochain du roi légitime à la tête de toutes les forces de la Guienne (2).

II

En effet, les dispositions de l'Angleterre n'étaient déjà plus douteuses. A peine le prince de Galles eut-il appris l'arrivée de don Pèdre à Bayonne, qu'il quitta Bordeaux pour aller à sa rencontre; mais, dans son impatience, le roi déchu le prévint et le joignit au cap Breton. Il fut reçu non-seulement comme un roi, mais comme un allié. Ses malheurs, la présence de ses trois jeunes filles échappées à tant de périls, auraient suffi pour toucher un prince qui se piquait de pratiquer toutes les vertus chevaleresques, alors même que la politique n'eût pas été d'accord avec sa courtoisie naturelle. Mais la révolution de Castille était l'œuvre d'un Français, l'usurpateur avait été aux gages du roi de France, c'en était assez pour irriter la jalousie et l'orgueil d'Édouard. Sans hésiter, et à la première entrevue, il promit à don Pèdre la protection de son père et la sienne; puis il le ramena à Bayonne, où bientôt le roi de Navarre vint les trouver. Accoutumé à trafiquer de son alliance, Charles voulait examiner par lui-même s'il devait violer ou tenir les serments qu'il venait de faire au roi d'Aragon et à don Henri. Ni le prince anglais ni don Pèdre n'ignoraient les engagements du roi de Navarre, mais ils savaient aussi sa manière de les observer. Les passages des

(1) Vicomte de Santarem, *Quadro de relações politicas e diplomaticas de Portugal*, t. III, p. 26. — Mathieu de Gournay était sujet du roi d'Angleterre.
(2) Ayala, p. 424 et suiv.

montagnes étaient en son pouvoir, il fallait les acheter, il fallait enchérir sur les offres que le rusé Navarrois avait déjà reçues.

Don Pèdre trouva plus de loyauté dans le prince de Galles, mais non pas cependant une protection désintéressée. Il y avait longtemps que les Anglais convoitaient les ports admirables creusés par la nature dans les côtes escarpées de la Biscaye, et l'occasion paraissait favorable pour obtenir d'un roi réduit au désespoir la cession d'une province, séparée déjà du reste de la Péninsule par ses institutions, sa langue et ses coutumes. La Guienne, qui comptait des sujets basques, pouvait s'en assimiler d'autres avec autant de facilité que la Castille avait réuni les provinces privilégiées sous la domination de ses rois. Avide de vengeance, don Pèdre était prodigue de promesses, et il accepta sans balancer le marché qui lui était offert. Était-il de bonne foi? L'événement le fera voir. En retour de sa facilité, il trouvait dans Édouard une ardeur presque égale à la sienne. La perspective d'une campagne, l'espoir de nouveaux triomphes, transportaient ce prince belliqueux, et, lui faisant oublier le délabrement de sa santé, lui rendaient une force factice. Il plaidait auprès de son père la cause de don Pèdre avec toute l'éloquence de son ambition, le conjurait d'envoyer des troupes en Espagne, et, pour répondre d'avance aux objections qu'il prévoyait, il annonçait que le roi dépossédé conservait encore un trésor considérable qui subviendrait aux dépenses de l'expédition. Tant s'en fallait pourtant que don Pèdre fût en état de solder une armée. L'or qu'il avait apporté avait disparu promptement à la cour de Bordeaux, dépensé en présents offerts aux favoris du prince. Maintenant ses pierreries lui servaient au même usage. Il fit accepter les plus belles à la princesse de Galles, et voulut vendre le reste, mais Édouard s'empressa de les recevoir en dépôt et lui avança des sommes considérables sur ces gages d'une valeur incertaine. Aux yeux de son père et de ses conseillers, le prince de Galles affectait de calculer froidement ses avantages, et cachait avec soin sa générosité; il craignait qu'on ne taxât son entreprise de rêverie chevaleresque, et s'efforçait de la justifier au nom de l'intérêt et de la politique.

Assuré du prince de Galles, don Pèdre avait dépêché à Londres le maître d'Alcantara pour traiter du mariage de ses filles avec des princes anglais, surtout pour presser les armements et lever les difficultés qu'opposait encore le prudent Édouard III à la fougue belliqueuse de son fils. Aux instructions remises à son ambassadeur il joignit une justification étudiée de sa conduite, ou plutôt une récrimination contre ses ennemis. « Vous, Martin Lopez, notre féal serviteur, écrivait don Pèdre à son ministre, vous direz au très-puissant roi d'Angleterre, notre cousin, ce qui suit : Vous lui direz de quelle façon don Henri a troublé et mis à dam notre terre, voulant nous chasser de nos royaumes de Castille et de Léon, dont à bon droit nous sommes l'héritier, non point le tyran, comme il le dit. Et pour ce qu'il travaille avec grande perfidie à prétendre auprès du saint-père et du roi de France que nous ne devons pas régner, soutenant méchamment que nous traitons nos riches-hommes avec cruauté et violons les priviléges de notre noblesse, vous direz que ce n'est point vérité. Il est notoire comment, encore tout jeune d'âge, nous perdîmes notre seigneur et père le roi don Alphonse; et ce don Henri et un autre mien frère, don Fadrique, tous les deux nos aînés, qui devaient nous défendre et nous conseiller, loin de là, en voulant à notre héritage, se sont ligués contre nous à Medina Sidonia. Dieu ayant défait leur dessein, ils tendirent par d'autres voies à nous brouiller avec nos riches-hommes, nos villes et nos communes, et, parce que nous ne pliâmes point à leurs volontés, ils nous retinrent, comme savez, dans la ville de Toro. La mort, que par notre commandement reçut le maître don Fadrique, fut bien méritée pour ce fait et pour d'autres. Dites encore qu'ils m'appellent (1) cruel et tyran parce que j'ai châtié ceux qui refu-

(1) Rades, *Cron. de Alcantara*, p. 29, verso. Je traduis littéralement pour mieux rendre le

saient de m'obéir et qui faisaient grands outrages aux bonnes gens de mon royaume. Vous direz de vive voix, comme vous le tenez de nous, quels furent les crimes de chacun de ceux que nous avons châtiés. En un mot, vous ajouterez de notre part tout ce qui vous paraitra propre à mener à bien les propositions dont vous êtes porteur, comme aussi les mariages que vous savez. »

On observera que dans cette apologie il n'est question ni de légitimité ni de droit divin; ces idées en effet étaient à peine connues dans l'Europe du moyen âge, et assurément elles étaient complétement étrangères à l'Espagne. Loin d'y faire allusion, don Pèdre semble au contraire reconnaitre implicitement le droit qu'a toute nation de déposer le souverain qui abuse de son autorité. C'est du reproche de tyrannie qu'il s'attache seulement à se justifier. Il n'a fait, dit-il, que punir des nobles turbulents. Ennemi constant de l'anarchie féodale, sa cause devait être celle de tous les rois.

Édouard III, aussi despote que le Castillan, lui accorda sa protection et promit de le rétablir sur le trône. Après quelques semaines de négociations, don Pèdre conclut à Libourne, le 23 septembre 1366, un double traité avec le prince de Galles, stipulant au nom de son père, et avec le roi de Navarre. Au premier, il s'engageait à céder une partie de la Biscaye, particulièrement les ports de mer ; il se reconnaissait également son débiteur pour une somme de 550,000 florins d'or au coin de Florence. Cette somme et un autre prêt de 56,000 florins avancés par le prince et payés au roi de Navarre, à titre de subsides, devaient être remboursés dans un délai d'un an. Les jeunes infantes, filles de Marie de Padilla, ainsi que les femmes et les enfants des seigneurs castillans émigrés, demeureraient cependant en otage à Bordeaux jusqu'au payement intégral de cette dette. Par son traité particulier avec le roi de Navarre, don Pèdre lui céda la province de Guipuzcoa et celle de Logroño, indépendamment du subside qui vient d'être mentionné. En retour, les deux princes devaient unir toutes leurs forces aux siennes pour le ramener dans son royaume et chasser l'usurpateur (1).

Don Pèdre s'engagea encore, dans le cas d'une guerre contre les infidèles, à céder le poste d'honneur, ou, comme l'on disait alors, la *première bataille*, aux rois d'Angleterre ou à leurs fils aînés, s'ils prenaient part à cette croisade (2). Cette déférence honorifique pour son allié n'indiquerait-elle pas que don Pèdre, toujours vaste dans ses projets, méditait dès lors une expédition contre Grenade? Cette conjecture se justifierait jusqu'à un certain point par le caractère vindicatif du roi, qui ressentait toujours plus vivement les dernières offenses, et qui probablement ne pouvait pardonner à Mohamed la paix récente faite avec don Henri.

Dès que ces traités furent signés et jurés solennellement à Libourne, le prince Édouard déploya la plus grande activité pour hâter le moment d'entrer en campagne. Ses capitaines manquaient d'argent pour s'équiper, et don Pèdre avait vendu ou mis en gage ses dernières pierreries. Le prince fit porter sa propre vaisselle à la monnaie et en distribua le produit à ses officiers (3). Maintenant qu'il avait prouvé son dévouement au roi de Castille par tant de sacrifices, il se crut en droit de lui donner des conseils et de lui parler avec franchise. Il lui représenta combien sa rigueur passée avait été impuissante à retenir ses sujets dans le devoir, et le conjura de suivre

brusque mélange de l'étiquette diplomatique et de la familiarité épistolaire. Le roi dit tantôt *nous*, tantôt *moi*.

(1) Ayala, p. 433. — Rymer, 23 septembre, 1366. — Carta donationis regis Castellæ principi Walliæ. — Super expensis exsolvendis, etc., t. III, IIe partie, p. 115 et suiv.

(2) Rymer, *De primo bello regibus*, etc. Libourne, 23 septembre, t. III, IIe partie, p. 122.

(3) Froissart, livre I, IIe partie, chap. CCXI.

d'autres errements lorsqu'il serait rétabli sur le trône. « Traitez doucement vos vassaux, disait-il; tant que vous n'aurez pas conquis leur affection, votre couronne ne sera pas assurée. » Don Pèdre, dans sa position, n'avait garde de rejeter ces sages conseils. Il parut persuadé et jura de pardonner à tous les rebelles, n'exceptant de l'amnistie qu'un petit nombre de riches-hommes déjà condamnés pour trahison avant l'accession de l'usurpateur (1). Que cette promesse fût sincère ou bien arrachée par la nécessité, elle suffit à contenter le prince et à lever les scrupules éveillés dans son cœur généreux par les récits de ses capitaines revenus de Castille. Prévenus par don Henri, séduits peut-être par ses présents, témoins d'ailleurs de la haine du peuple contre le roi exilé, les chevaliers anglais qui avaient servi sous Duguesclin rapportaient à Bordeaux une opinion peu favorable sur le caractère de don Pèdre.

III

Pendant que les préparatifs militaires étaient poussés avec la plus grande activité en Guienne, sous les yeux de don Pèdre et du prince de Galles, don Henri convoquait les cortès à Burgos et leur demandait les moyens de résister à l'invasion des Anglais. La situation du nouveau roi était grave, et il ne se faisait pas illusion sur les périls dont il se trouvait entouré. A la veille d'une guerre contre le plus grand capitaine et les meilleurs soldats de l'Europe, il voyait l'insurrection organisée et triomphante dans une de ses provinces. Les exigences des aventuriers et celles de ses riches-hommes avaient épuisé en quelques mois les ressources inespérées qu'il devait à la capture du trésor de don Pèdre. Il ne se dissimulait pas que ses rapides succès étaient en grande partie dus à la lassitude qu'avait fait éprouver à la Castille la longue guerre contre l'Aragon; maintenant il avait à craindre que les peuples, découragés, ne lui refusassent les sacrifices nouveaux que commandait une guerre beaucoup plus dangereuse. Le plus sincère des alliés de don Henri, le roi de France, était hors d'état de lui prêter des secours bien efficaces; le roi de Navarre le trahissait ouvertement; enfin le roi d'Aragon, au lieu de lui envoyer des renforts, menaçait de rappeler le marquis de Villena (2) et réclamait impérieusement l'exécution du traité qui devait lui livrer la moitié de la Castille (3). Consentir à une pareille cession, c'eût été s'exposer à la haine, au mépris, à l'abandon de ses nouveaux sujets. Aussi, tout en prodiguant à Pierre IV les expressions de son respect et de sa reconnaissance, il s'excusa de ne pouvoir lui livrer les provinces qu'il lui avait promises. Encore mal affermi sur le trône, disait-il, il n'osait froisser l'orgueil national, qu'il lui importait tant de ménager. Il fallait attendre que la victoire lui eût rendu un peu de tranquillité, alors il s'empresserait d'accomplir ses promesses. Don Henri refusa encore, et, dans sa position, c'était un acte de courage et de générosité, de livrer à Pierre IV le comte d'Osuna, fils de Bernal de Cabrera, proscrit en Aragon, et naguère au service de don Pèdre (4). A force de temporisation et d'instances il obtint que Pierre IV ne rappellerait pas le petit corps de troupes aragonaises aux

(1) Rymer, *Traité de Libourne*, t. III, p. 116. « Item todos los prisioneros... avran hy tal pecho como ellos han acostumbrado en las guerraz de Francia, salvando los traidores judgados por el rey don Pedro, don Tello y don Sancho sus hermanos, los cuales si presos fueran seran dados al rey don Pedro, pagando el tal suma como el Princep ordenarà. »

(2) On a vu que le comte de Denia avait reçu de don Henri ce nouveau titre.

(3) *Arch. gen. de Ar.* Instructions aux ambassadeurs d'Aragon. Sans date; probablement juillet 1366. Reg. 1293 *Secretorum*, p. 127.

(4) *Idem, ibid.* — Zurita, t. II, p. 344.

ordres du marquis de Villena, et qu'il continuât à le traiter en allié. C'était un succès important que de montrer à l'Angleterre l'union des deux plus grands royaumes de l'Espagne contre le souverain dépossédé. Mais de tous les auxiliaires de don Henri, le plus puissant c'était la terreur qu'inspirait à la noblesse et aux conseils des villes le retour de l'implacable don Pèdre. Rebelle à un roi qui n'avait jamais pardonné, la Castille n'avait plus d'espoir que dans le triomphe du chef qu'elle venait de se choisir. En effet, malgré la détresse générale, les cortès mirent le plus grand empressement à fournir les subsides demandés. Elles votèrent unanimement une nouvelle taxe qui imposait une dîme d'un denier par maravédis sur toutes les ventes. Cet impôt, levé avec rigueur, produisit, dans l'année 1366, environ 19 millions de maravédis, somme considérable pour le temps (1). Il était moins difficile alors de se procurer des soldats que des subsides. La noblesse courut aux armes avec enthousiasme, et toutes les provinces envoyèrent à Burgos de nombreuses recrues. Le souvenir des pillages commis par les aventuriers excitait les paysans à défendre courageusement leurs foyers contre une nouvelle invasion étrangère.

Naturellement affable et courtois, don Henri n'épargnait rien pour se concilier l'affection de ses sujets; mais la tâche était rude à contenter une noblesse orgueilleuse, d'autant plus exigeante que ses services devenaient plus nécessaires. La susceptibilité des riches-hommes lui donnait sans cesse de graves embarras. Un gentilhomme zamoran, qui s'était rendu à Burgos pour adresser quelque demande au roi, fut rebuté par les huissiers du palais. Furieux de cet affront, il jura de s'en venger. Aussitôt il retourne à Zamora, fait insurger ses concitoyens et proclame don Pèdre. On sait que le château tenait encore pour ce prince; mais il était en quelque sorte assiégé par la ville, et la garnison était réduite à se tenir sur la défensive. Réunie aux bourgeois, elle fit des courses dans la province, et bientôt donna la main aux mécontents de la Galice. Quelques troupes envoyées de Burgos furent battues, et l'insurrection, redoublant d'audace, fit des progrès rapides dans le nord du royaume de Léon (2).

Dans le désordre général, tous les moyens semblaient bons pour gagner la faveur du peuple et s'assurer son obéissance. On a vu que don Tello, marié à l'héritière de Lara, tenait d'elle en dot la seigneurie de Biscaye. Cette dame étant morte prisonnière de don Pèdre sans laisser d'enfants, don Henri avait rendu à son frère ce riche héritage, que don Pèdre avait réuni à la couronne. Cette donation avait eu lieu contrairement aux usages de la province et au mépris du vœu exprimé à la diète de Guernica en 1357, où les députés biscayens avaient choisi le roi de Castille pour leur seigneur. Don Tello n'ignorait pas que son seul titre à la seigneurie de Biscaye était, aux yeux de ses vassaux, son alliance avec la maison de Lara, et maintenant, cette alliance éteinte, il était douteux qu'ils voulussent confirmer la décision de don Henri. Tout à coup on apprit qu'une femme se montrait à Séville prenant le nom de dona Juana de Lara, dame de Biscaye. Sur-le-champ elle fut mandée à Burgos; et là don Tello, qui, mieux que personne, savait sans doute à quoi s'en tenir sur l'origine de cette princesse prétendue, la reconnut publiquement pour sa femme et ne négligea rien pour accréditer la fable qu'elle débitait sur le mystère de sa disparition et de sa délivrance. Quelque temps il vécut avec elle, la traitant comme sa femme, jusqu'à ce qu'enfin, la mort de la véritable dona Juana venant à être constatée d'une manière authentique, l'imposture commençât à devenir plus dangereuse pour lui que la vérité même (3).

(1) Ayala, p. 426.
(2) *Idem*, p. 429 et suiv.
(3) *Idem*, p. 427.

XXI

INTERVENTION DU PRINCE DE GALLES. — 1367.

I

Au nord et au sud des Pyrénées se rassemblaient deux armées nombreuses, l'une et l'autre bordant les frontières de la Navarre. Pour passer de la Guienne en Castille, il n'y avait alors qu'une seule route praticable aux chevaux : c'était celle qui, partant de Saint-Jean-Pied-de-Port, entre dans la fameuse vallée de Roncevaux, et qui, après avoir franchi les montagnes par un col élevé, suit le cours de l'Arga pour venir déboucher sur Pampelune. La vallée de Roncevaux aboutit à un défilé qu'une poignée d'hommes peut défendre, et tous les Espagnols savent qu'elle a été et peut devenir encore le tombeau d'une armée étrangère. Ce passage appartenait au roi de Navarre; il dépendait de lui d'ouvrir ou de fermer les portes de la Castille aux Anglais. Il ne faut donc pas s'étonner que son alliance fût si avidement recherchée, si chèrement achetée par don Pèdre. De son côté, don Henri n'avait pas perdu l'espoir d'obtenir soit l'assistance, soit la neutralité du Navarrois. Outre une somme d'argent considérable, il lui offrait la province de Logroño et une partie de l'Alava et du Guipuzcoa, c'est-à-dire à peu près la même cession de territoire que son adversaire avait promise. On prétendait ainsi rendre à la Navarre des provinces qui en avaient été très-anciennement détachées (1). Pour Charles, l'embarras était grand entre ces offres. Il avait reçu 36,000 florins de don Pèdre, 60,000 doubles de don Henri (2). Il fallait deviner de quel côté se trouvait la force, lequel des deux prétendants au trône de Castille était le plus solvable. A peine eut-il signé le traité de Libourne avec don Pèdre, qu'il entama une autre négociation avec don Henri. Les serments lui coûtaient peu; il en était prodigue. Dans une conférence qui eut lieu secrètement entre les deux princes, à Santa-Cruz de Campeszo, le Navarrois jura sur les Évangiles le contraire de ce qu'il avait juré à Libourne; il s'obligea de fermer le port de Roncevaux, de joindre toutes ses forces à celle de don Henri, et même de le soutenir *par son corps en bataille*. Un seul nom changé, Charles, pour ce nouvel engagement, n'avait qu'à transcrire son traité de Libourne; mais il fut contraint de donner des sûretés, et il y consentit sans beaucoup de peine. Trois de ses châteaux de Navarre furent remis aux mains des trois seigneurs témoins et garants de la convention : c'étaient l'archevêque de Saragosse, Ramirez de Arellano, chevalier navarrois au service de Castille, enfin Bertrand Duguesclin, qui venait d'arriver en Espagne ramenant quelques volontaires français et bretons (3). Tant que les deux armées demeurèrent immobiles, Charles n'eut point de peine à jouer son rôle auprès des deux frères rivaux, répétant à chacun les mêmes promesses, les mêmes serments. Mais enfin le moment décisif arriva. Malgré la rigueur de l'hiver, le prince de Galles s'avança vers les Pyrénées, et, à la fin de janvier 1367, toutes ses troupes étaient en mouvement. Quelques jours encore le Navarrois tenta de l'arrêter sous vingt prétextes différents. Mais le prince de Galles n'était point homme à se payer de défaites; l'avant-garde anglaise quitta brusquement Saint-Jean-Pied-de-Port, résolue de forcer le passage de Roncevaux si on osait le lui disputer. Dans cette extrémité,

(1) Logroño avait été enlevé à la Navarre par Alphonse VI de Castille en 1076. — Yanguas, *Antigüedades de Navarra*, t. II, p. 203.

(2) Ayala, p. 435, *Abrev.*

(3) *Idem, ibid.*

Charles, pour conserver les apparences jusqu'au dernier moment, donna des ordres pour défendre le *port* et d'autres ordres pour le laisser surprendre. Sommé par don Henri et par don Pèdre à la fois de comparaître en personne et de venir combattre selon ses serments, voici quel expédient il imagina pour les tromper tous deux et se réserver le moyen de protester de sa fidélité auprès de celui que le sort des armes favoriserait.

Olivier de Mauny, chevalier breton, occupait avec quelques hommes d'armes le château de Borja en Aragon, sur la frontière de Navarre. Il en était gouverneur pour son cousin Bertrand Duguesclin, à qui, l'année précédente, le roi d'Aragon avait donné l'investiture de ce domaine. C'était une bonne lance, un vrai routier, qui ne voyait dans la guerre qu'une occasion de s'enrichir, un homme par conséquent avec qui le roi de Navarre pouvait s'entendre à merveille. Après une conférence secrète avec Mauny, Charles sortit de Tudela pour une partie de chasse sur la frontière d'Aragon, au moment même où l'armée anglaise s'engageait dans la vallée de Roncevaux. Séparé de la plupart de ses veneurs, le roi se trouva tout à coup entouré d'hommes d'armes bretons commandés par Mauny, qui le firent prisonnier et le menèrent à Borja, publiant que c'était à bon droit, puisqu'il avait violé la neutralité en livrant passage au prince de Galles. En réalité, l'embuscade avait été concertée entre le roi et le capitaine d'aventure. Charles s'était arrangé pour demeurer captif jusqu'à l'issue de la campagne, et devait payer la complaisance de son geôlier en lui donnant une rente de 3,000 francs et la ville de Guibray dans ses domaines de Normandie (1). On peut se demander jusqu'à quel point cette transaction déloyale put demeurer inconnue à Duguesclin, dont Mauny était le lieutenant, inconnue au roi d'Aragon, dont l'un et l'autre étaient les hommes liges. La politique astucieuse de Pierre IV, la rapacité des aventuriers, autorisent tous les soupçons; mais les auteurs contemporains n'ont accusé que le seul Olivier de Mauny, et nous devons imiter aujourd'hui leur réserve. En apprenant la captivité de son maître, Martin Enriquez, lieutenant général du royaume de Navarre, protesta contre son arrestation, qu'il déclara déloyale, et, suivant des instructions probablement reçues d'avance, il joignit avec trois cents lances l'armée anglaise auprès de Pampelune. Charles l'aurait désavoué sans doute, si le prince de Galles eût été contraint de repasser les monts.

La guerre étant maintenant flagrante entre l'Angleterre et le roi de Castille, sir Hugh de Calverly, qui, sous son nouveau titre de comte de Carrion, était demeuré jusqu'alors à Burgos auprès de don Henri, vint lui demander son congé et la permission de rejoindre la bannière du prince de Galles, son seigneur naturel. D'après leurs capitulations, les aventuriers anglais devaient porter les armes contre tous les ennemis du roi de Castille, sauf le roi d'Angleterre et son fils. De part et d'autre on se conduisit avec loyauté et courtoisie. Le capitaine anglais allégua ses serments, exprima de vifs regrets, et offrit de porter au prince de Galles des propositions d'accommodement. Sir Hugh n'avait que trois ou quatre cents lances, et il eût été facile de l'accabler. Don Henri se montra généreux; il le remercia de ses services passés, et le congédia en lui faisant des présents magnifiques, sans espoir d'ailleurs que son entremise obtînt quelque succès.

II

Sur le bruit de l'entrée des Anglais en Espagne, tous les partisans de don Pèdre relevèrent la tête, et quelques défections éclatantes vinrent alarmer l'usurpateur. Plusieurs villes de la Castille se soulevèrent, et un corps de six cents cavaliers, déta-

(1) Ayala, p. 436. — Froissart, livre I, IIe partie, chap. CCXXIV.

chés dans la province de Soria pour réduire la ville d'Agreda, se réunit tout entier aux rebelles. Salvatierra (1) proclama don Pèdre et ouvrit ses portes aux coureurs de l'armée anglaise, dont les différentes divisions se concentraient autour de Pampelune. Salvatierra est la première ville de Castille sur la route qui conduit à Burgos en traversant l'Alava. Don Henri, ne doutant pas que le prince de Galles ne se dirigeât de ce côté, passa l'Èbre auprès de Haro avec toutes ses troupes, et vint camper à Treviño, à quelques lieues de Salvatierra. Là, tous ses capitaines rassemblés en conseil de guerre, il leur communiqua une lettre que le roi de France lui adressait pour l'engager à ne pas tenter la fortune, dans une bataille, contre un général si habile que le prince de Galles et des soldats si redoutables que les vieilles bandes qu'il menait à sa suite (2). Bertrand Duguesclin, le maréchal d'Audeneham et la plupart des aventuriers français appuyèrent ce conseil, déclarant avec franchise que les Anglais étaient invincibles en bataille rangée. Suivant Duguesclin, il fallait les harceler par de continuelles escarmouches, les attirer lentement dans l'intérieur du pays, où les fatigues, le climat, le manque de vivres, décimeraient en peu de temps ces belles troupes; en un mot, il proposait le plan qu'il exécuta lui-même, quelques années plus tard, en France, contre une armée anglaise beaucoup plus considérable. Mais cette guerre, praticable dans un pays comme la France, fidèle à son roi et s'armant avec enthousiasme pour la défense commune, offrait de grands dangers en Castille, où les peuples se partageaient entre les deux prétendants au trône. Les capitaines castillans représentaient, non sans raison, que si l'on faisait un pas en arrière, la retraite paraîtrait un aveu de faiblesse et d'infériorité ; que les provinces cédées à l'invasion se déclareraient aussitôt contre don Henri, et que la défection deviendrait bientôt générale. Ils rappelaient que, l'année précédente, don Pèdre avait perdu son royaume pour n'avoir pas osé livrer une bataille ; l'imiter maintenant, c'était se préparer le même sort. Après avoir écouté en silence les deux opinions, don Henri se prononça pour le parti le plus audacieux. L'honneur, dit-il, lui défendait d'abandonner à la vengeance de son ennemi des villes et des hommes qui s'étaient sacrifiés pour sa cause; et, pour terminer la discussion, il déclara qu'il était résolu à s'en remettre aux mains de Dieu pour juger entre son rival et lui. Cependant, afin de concilier autant que possible la prudence avec cette résolution hardie, il appuya son armée aux montagnes qui séparent l'Alava de la province de Burgos, et il en fit occuper tous les cols. Puis, concentrant le gros de ses forces à Zaldiaran, dans une position très-forte choisie par Duguesclin, il attendit que les Anglais essayassent de l'y forcer (3). De la sorte, il couvrait la capitale de la Vieille-Castille, but des efforts de l'ennemi; il offrait même la bataille au prince de Galles, mais avec toutes les chances en sa faveur; car son infanterie, leste et habituée à la guerre de montagnes, devait avoir un grand avantage sur des troupes pesamment armées et combattant sur un terrain tout nouveau pour elles.

Don Pèdre avait promis aux Anglais une victoire facile; l'accueil qu'ils trouvèrent à Salvatierra leur fit illusion sur les dispositions du pays, et ils poussèrent en avant pleins de confiance. Il fallut qu'un échec grave vînt leur prouver qu'ils avaient trop méprisé leur ennemi. Pendant que leurs fourrageurs se répandaient dans la plaine de l'Alava, don Tello, avec un gros corps de cavalerie composé de gendarmes français et de génétaires castillans, fondit tout à coup sur eux, en prit ou tua un grand nombre, et vint jeter l'alarme jusqu'au quartier du duc de Lancastre, qui commandait l'avant-

(1) Ville de la province d'Alava, qu'on ne doit pas confondre avec Salvatierra en Aragon, dont le roi de Navarre s'était emparé en 1364.

(2) Ayala, p. 444.

(3) *Idem*, p. 445. — Froissart, livre I, IIe partie, chap. CCXXIX.

garde anglaise. Après avoir balayé la plaine, cette cavalerie, en se repliant vers les montagnes, rencontra inopinément, auprès d'Ariñiz, à deux lieues de Vittoria, une troupe ennemie qui, sous les ordres de sir Thomas Felton, sénéchal de Guienne, s'était fort éloignée du gros de son armée. Felton n'avait que deux cents hommes d'armes et d'autant d'archers ; sans perdre courage en se voyant enveloppé par plus de trois mille chevaux, il fit mettre pied à terre à ses gendarmes et les rangea sur un tertre escarpé. Le frère du sénéchal, William Felton, seul, ne voulut point quitter son cheval. La lance baissée, il se jeta au milieu des Castillans, et, du premier coup, perça d'outre en outre un homme d'armes dans son armure de fer. Il fut aussitôt mis en pièces. Ses camarades, serrés autour de leur bannière, combattirent longtemps avec le courage du désespoir, et plusieurs heures s'écoulèrent sans qu'ils fussent entamés. Enfin les aventuriers, guidés par le maréchal d'Audeneham et le Bègue de Vilaines, mirent pied à terre, et, se formant en colonne, rompirent la phalange anglaise, pendant que les génétaires castillans la chargeaient par derrière. Tout fut tué dans la première fureur de la victoire, mais la résistance héroïque de ce petit nombre de gendarmes anglais frappa d'admiration leurs ennemis eux-mêmes. Le souvenir de la glorieuse défaite de Felton s'est conservé dans la province, et l'on montre encore aujourd'hui près d'Ariñiz le tertre où il tomba criblé de coups, après avoir combattu tout un jour. On l'appelle, dans la langue du pays, *Inglesmendi*, la butte de l'Anglais (1).

Avertis de la présence de l'ennemi par la fuite précipitée de leurs fourrageurs, le prince de Galles et don Pèdre se hâtèrent de mettre toutes leurs troupes en bataille sur la hauteur de Saint-Roman, non loin de Vittoria. Leur arrière-garde était encore à sept lieues du corps de bataille, et ils ne doutaient point que don Henri ne poussât sa pointe. « Ce jour-là, dit Froissart, le prince eut mainte angoisse au cœur, pour ce que son arrière-garde destrioit tant à venir. » Cependant il était résolu à ne point refuser le combat, et son sang-froid ne l'abandonna pas un instant. Sur le point de prendre part à une bataille, il était d'usage que les jeunes gentilshommes qui n'étaient point encore armés chevaliers se fissent donner l'accolade, ceindre l'épée et chausser les éperons d'or par les chefs de leur armée. Telle était la cérémonie qui conférait le titre de chevalier, titre déjà sans importance, et qui servait tout au plus à prouver que celui qui le portait avait assisté à une bataille. Don Pèdre voulut recevoir l'ordre de chevalerie de la main du prince Édouard, qui le conféra ensuite à son beau-fils, le prince Thomas de Hollande, et à plusieurs autres jeunes seigneurs. Plus de trois cents écuyers furent armés chevaliers ce jour-là, soit par le prince, soit par les nouveaux chevaliers, soit par les chefs les plus considérables de l'armée anglaise (2). Mais ce n'était pas sur ce terrain que ces jeunes guerriers devaient gagner leurs éperons. Don Henri demeura immobile sur les hauteurs, fermant le chemin de Burgos, et déterminé à ne pas quitter son excellente position. Édouard avait trop d'expérience pour l'y attaquer. Il résolut d'aller chercher un autre champ de bataille.

Sauf les défections dont nous avons parlé, le début de la campagne n'avait rien d'encourageant pour l'armée anglaise. Elle laissait déjà en arrière un grand nombre de malades. La neige, le changement de nourriture et même la disette avaient fait périr beaucoup de chevaux (3). Le soldat, d'abord rempli d'assurance, commençait à

(1) Ayala, p. 447. — Froissart, livre I, IIe partie, chap. CCXXVI-CCXXVIII.
(2) Froissart, liv. I, chap. CCXXVI.
(3) *Idem*, chap. CCXXX.

Dit li quens d'Ermignac...
S'est la terre d'entour de tous biens esseulée,
Si con ni puet trover une pomme parée.
Chron. de Duguesclin, v. 11342.

regarder avec découragement ces montagnes inaccessibles toujours chargées de brouillards, et à redouter cette guerre de surprises toute nouvelle pour lui. La maraude, le fourrage, étaient presque impossibles devant les nombreux génétaires castillans et les agiles montagnards de la Biscaye. Le prince de Galles, désespérant de se maintenir dans l'Alava faute de vivres, rentra en Navarre, mais pour déboucher en Castille sur un autre point. La ville de Logroño, demeurée fidèle à don Pèdre, a un pont sur l'Èbre qui ouvre une route de la Navarre en Castille. En la suivant, on évite les passages difficiles que présentent les montagnes au sud de Vittoria, et l'on arrive plus sûrement, quoique avec plus de lenteur, sur Burgos. Ce fut vers Logroño que se dirigea l'armée anglaise en quittant l'Alava. Aussitôt que don Henri eut connaissance de ce mouvement, il repassa l'Èbre et gagna Najera; c'est la première ville de Castille, sur le chemin de Burgos, que l'on rencontre après Logroño. Il établit son camp près de la ville dans un lieu théâtre de sa défaite en 1360. La Najerilla, un des affluents de l'Èbre, petite rivière encaissée, lui formait comme un retranchement naturel. Déjà les Anglais étaient sur la rive droite de l'Èbre, occupant le village de Navarrete. Il n'y avait entre les deux armées qu'un intervalle de quatre ou cinq lieues (1).

Le 1er avril 1367, un héraut du prince de Galles se présenta aux avant-postes castillans, et remit à don Henri une lettre de son maître, adressée au comte de Transtamare. Le prince, voulant éviter l'effusion du sang, l'invitait, au nom de Dieu et de monsieur saint George, à se désister de ses prétentions sur la couronne de Castille, et, à cette condition, il promettait d'obtenir du roi don Pèdre qu'il lui rendît ses bonnes grâces et lui accordât dans le royaume un état conforme à son rang; que, s'il persistait dans son usurpation, le prince le défiait et remettait sa cause au jugement de Dieu.

Suivant les usages chevaleresques, don Henri fit un riche présent au héraut; puis il réunit les principaux de ses capitaines castillans ou étrangers, et les consulta sur la réponse qu'il convenait d'envoyer au prince de Galles. La plupart étaient d'avis qu'il n'en fallait faire aucune, attendu que le prince anglais n'avait point écrit au roi de Castille, et que le roi don Henri n'avait point à prendre connaissance d'une lettre adressée au comte de Transtamare. D'autres, au contraire, soutinrent qu'au moment d'en venir aux mains, l'excès même de la courtoisie ne pouvait être imputé à faiblesse. Cette opinion l'emporta, et voici la réponse que don Henri envoya au prince de Galles :

« Don Henri, par la grâce de Dieu, roi de Castille et de Léon (2), à très-haut et très-puissant seigneur don Édouard, fils premier-né du roi d'Angleterre, prince de Galles et de Guienne, duc de Cornouailles, comte de Chester, salut. Nous avons reçu par votre héraut une lettre de vous, dans laquelle se trouvent des choses dites par notre adversaire, par où il nous semble que vous n'avez pas été instruit exactement de la vérité. Sachez donc que depuis plusieurs années en çà, ayant pris possession de ces royaumes, il les a gouvernés de telle sorte, que toutes gens qui le savent et l'entendent se puissent étonner que si longtemps on ait souffert son règne. « Or, dans « ce royaume de Castille, il a tué la reine dona Blanche de Bourbon, sa femme légi-

(1) Ayala, p. 447. — Froissart, liv. I, chap. CCXXX.

(2) On remarquera que don Henri ne prend pas d'autres titres que ceux de roi de Castille et de Léon. Selon le protocole ordinaire, il devait y joindre ceux de *roi de Tolède, Galice, Séville, Cordoue, Murcie, Jaën, Algarve, Algéciras, seigneur de Biscaye et de Molina*. On peut supposer que ces titres ont été supprimés par une espèce de ménagement pour le roi d'Aragon, auquel il venait de céder le royaume de Murcie.

« time; il a tué la reine dona Leonor d'Aragon, sa tante, sœur du roi don Alphonse, « son père; il a tué dona Juana et dona Isabel de Lara, filles de don Juan Nuñez, « seigneur de Biscaye, ses cousines; il a tué dona Blanca de Villena, fille de don « Fernand, seigneur de Villena, afin d'hériter des terres de ces nobles dames, et s'en « est emparé à bon escient; il a tué trois de ses frères, don Fadrique, maître de « Saint-Jacques, don Juan et don Pèdre; il a tué don Martin Gil, seigneur d'Albu- « querque; il a tué l'infant d'Aragon, don Juan, son cousin; il a tué plusieurs che- « valiers et écuyers des principaux de ces royaumes; il a tué ou pris à force plusieurs « dames ou damoiselles, quelques-unes mariées; il a usurpé les droits du pape et « des prélats. » Pour lesquels excès, qu'il serait trop long de rapporter, Dieu, dans sa merci, a fait que tout le royaume en a montré son ressentiment, afin que le mal ne s'accrût chaque jour davantage. Et tandis que dans sa seigneurie il ne trouvait pas un homme qui ne lui fût obéissant, tandis que tous s'empressaient à le servir et l'aider pour la défense de ses États, Dieu a rendu contre lui sa sentence, en sorte que de sa propre volonté, abandonnant son royaume, il s'est enfui. De son départ, les royaumes de Castille et de Léon ont eu grande reconnaissance et allégresse, louant Dieu, dans sa miséricorde, de les avoir délivrés d'un seigneur si dur et si redouté. Librement alors et de leur propre volonté, tous sont venus à nous, et nous ont choisi pour leur roi et seigneur, autant les prélats que les chevaliers, les gentilshommes, les communes et les villes du royaume. « Ce n'est point un fait dont il se faille « émerveiller, car au temps des Goths, qui conquirent l'Espagne, desquels sommes « issus, telle était la coutume. Ils prirent et prenaient pour roi qui mieux leur sem- « blait digne de les gouverner. Cette loi s'est longtemps gardée en Espagne et s'y « observe encore aujourd'hui, si bien que, du vivant du roi, on prête serment à son « fils aîné, ce qui n'a lieu dans aucun autre royaume de la chrétienté. » Pourtant, et à ces causes dessus dites, nous tenons que nous avons droit à ce royaume, qui nous a été donné par la volonté de Dieu et de tous, et que vous n'avez nul motif juste pour aller à l'encontre. Et, s'il faut livrer bataille, combien que, quant à nous, il nous en déplaise, l'honneur commande que nous mettions notre corps en avant pour la défense de ces royaumes, à qui nous sommes si étroitement tenu, contre quiconque les viendrait assaillir. Pour quoi, par cette présente lettre, vous avisons, au nom de Dieu et de l'apôtre saint Jacques, que vous n'ayez à entrer ainsi à grande puissance en nos États, car, le faisant, nous ne pourrions qu'entendre à les protéger par les armes. Écrit de notre camp de Najera, le second jour d'avril 1367 (1). »

(1) Ayala, p. 450 et suiv. *Abrev.* — J'ai suivi pour la lettre de don Henri la leçon que fournit le manuscrit d'Ayala désigné sous le nom d'*Abreviada*, bien que la leçon des autres manuscrits soit confirmée par l'autorité de Rymer. Je m'empresse de dire que, malgré les recherches que j'ai fait faire à Londres, il m'a été impossible de découvrir la pièce originale ou la copie dont s'est servi le savant diplomatiste anglais. La lettre publiée par Rymer, semblable pour le fond à celle que je traduis, en diffère cependant notablement par les détails. Il n'y est point fait mention de cette longue série d'assassinats imputés à don Pèdre, ni du droit, particulier aux Espagnols, de se choisir leur roi. Or, il serait difficile d'imaginer par quel intérêt Ayala aurait dans sa première rédaction altéré la lettre de don Henri par ces additions remarquables, tandis qu'on s'explique naturellement, comment, lorsque la question de la succession à la couronne de Castille eut été résolue définitivement par le mariage d'une petite-fille de don Pèdre avec l'infant don Henri (de la maison de Transtamare), on aurait supprimé certaines allusions à des événements que d'un commun accord on désirait laisser dans l'oubli. En un mot, la lettre transcrite de la chronique abrégée d'Ayala m'a paru plus vraisemblable que le texte de Rymer, parce qu'elle porte le caractère des passions du temps, et qu'elle semble un manifeste convenable à un prince dans la position équivoque où se trouvait don Henri. Il est évident qu'un

J'ai cru devoir rapporter en entier cette espèce de manifeste qui exprime si nettement le droit du peuple castillan à se choisir un souverain, et qui fait remonter ce privilége aux temps les plus reculés. Il est curieux de rapprocher cette pièce de la lettre de don Pèdre au roi d'Angleterre. La première proclame la souveraineté du peuple, la seconde la reconnaît implicitement, toutes les deux attestent l'opinion du moyen âge en Espagne sur une question si longuement et si cruellement débattue dans la suite.

On doit remarquer encore la nature des accusations portées contre don Pèdre. Probablement, en accumulant ainsi tous ces meurtres de femmes, le but de don Henri fut de frapper fortement l'esprit généreux d'Édouard. D'ailleurs, il se soucie peu de prouver ce qu'il avance, et la plupart des crimes qu'il énumère sont loin d'être avérés; quelques-uns même n'ont été rapportés par aucun historien, et sont mentionnés ici pour la première fois. La mort de don Gil d'Albuquerque, par exemple, est attribuée par Ayala à une cause naturelle, et cependant on sait avec quel soin ce chroniqueur a enregistré toutes les accusations entassées contre don Pèdre. Je cherche également en vain quelque témoignage qui impute à ce prince la mort de dona Blanca de Villena. Suivant toute apparence, don Henri reproduit tous les bruits populaires répandus contre son ennemi. Il peut sembler étrange de ne trouver dans ce manifeste aucune allusion à la violation des priviléges de la noblesse, cause principale de la haine que don Pèdre s'était attirée. Serait-ce que, devenu roi, don Henri se sentait déjà quelque indulgence pour un pareil forfait; ou bien a-t-il omis cette accusation, persuadé qu'elle ne devait toucher que médiocrement le fils du roi d'Angleterre?

III

Au soin que le nouveau roi prenait à se représenter comme contraint de repousser une agression injuste, on devait supposer que, seulement pour conserver les apparences jusqu'au bout, il attendrait les Anglais derrière la Najerilla, et qu'il répéterait la manœuvre qui lui avait déjà réussi à Zaldiaran. Il n'en fut rien. Aussitôt après sa réponse au prince de Galles, déclarant qu'il voulait terminer la guerre par un seul combat, il passa la rivière qui le couvrait, et, la nuit même qui suivit le renvoi du héraut, il mena son armée dans la plaine entre Najera et Navarrete. Les capitaines des aventuriers, qui le voyaient à regret quitter un poste avantageux, essayèrent vainement de combattre sa résolution. Mais ses succès contre l'avant-garde anglaise avaient exalté son courage, le nombre et l'ardeur de ses soldats lui inspiraient une confiance nouvelle, enfin son honneur chevaleresque lui représentait la lettre d'Édouard comme un cartel qu'il ne pouvait refuser sans se couvrir de honte. Le sort en était jeté. De part et d'autre on se disposa pour la bataille. En apprenant que l'armée castillane débouchait dans la plaine, le prince, enchanté de cette témérité à laquelle il ne s'attendait pas, s'écria : « Par saint George! en ce bâtard il y a un vaillant chevalier (1)! »

L'art de la guerre avait bien dégénéré au moyen âge. A la savante tactique des Romains qui soumettait les mouvements des plus grandes masses au commandement d'un seul homme, avait succédé une autre tactique, grossière et appropriée à l'anar-

usurpateur devait invoquer les vieilles lois gothiques qui donnent au peuple le droit d'élire leurs souverains, tandis que ses successeurs, affermis sur le trône, avaient maintes raisons pour oublier ces mêmes lois. J'ai marqué par des guillemets les passages de l'*Abreviada* qui ne se trouvent point dans Rymer ni dans l'édition *vulgaire* d'Ayala.

(1) Froissart, liv. I, chap. CCXXX.

chie féodale. Maintenant le sort des batailles ne dépendait plus de l'habileté du général, mais du courage et surtout de la vigueur de ses soldats. On ne manœuvrait plus ; on se donnait rendez-vous sur un terrain uni, comme dans un champ clos, et une bataille n'était plus qu'un grand duel où l'adresse à l'escrime et la force physique décidaient la victoire. Composées en majorité de cavalerie, les armées du moyen âge n'avaient ni la mobilité ni la fermeté des armées romaines, et la difficulté de trouver des fourrages faisait souvent avorter une expédition préparée à grands frais. Aux hommes d'armes était confié le poste d'honneur, lourdes statues de fer qui s'entre-heurtaient un instant, malhabiles à frapper, impénétrables aux coups (1). Rarement le premier choc était sanglant entre des hommes couverts, de la tête aux pieds, de plaques épaisses d'acier ou de fer ; mais le désordre se mettait vite dans ces bataillons compactes. Quelques chefs tombaient, quelques bannières étaient renversées ; le parti le plus faible, ou le plus tôt découragé, tournait le dos et prenait la fuite ; alors commençait le carnage. Tout guerrier porté par terre était mort ou pris. Avant qu'il pût se relever, cloué sur l'arène par le poids de son armure, on l'assommait comme un animal à l'abattoir, à moins que la richesse de son accoutretrement ou le blason de sa soubreveste n'avertît le vainqueur qu'il avait une rançon à gagner. Dans les marches, la plupart des soldats, même les archers, allaient à cheval, mais au moment d'une bataille les hommes d'armes mettaient pied à terre, ôtaient leurs éperons et raccourcissaient leurs lances. Chaque seigneur élevait une bannière autour de laquelle se serraient ses vassaux. La victoire décidée, on remontait à cheval, le vaincu pour fuir plus vite, le vainqueur pour le poursuivre. Derrière le gros des hommes d'armes, ou, pour parler la langue militaire du moyen âge, derrière les *batailles*, demeuraient les écuyers tenant les chevaux en bride qu'ils amenaient à leurs maîtres au moment critique ; ainsi Homère nous peint les héros grecs sentant à leurs épaules le souffle de leurs fidèles coursiers (2).

Gendarmes et archers, dans l'armée du prince de Galles, étaient des hommes d'élite qui tous avaient longtemps fait la guerre et assisté à de grandes batailles. Au contraire, les troupes de don Henri se composaient en majeure partie de recrues sans discipline ; l'infanterie surtout était aussi mal armée que dépourvue d'expérience. On n'y voyait qu'un petit nombre d'arbalétriers, et la plupart des fantassins, paysans enlevés à leurs charrues, n'avaient que des frondes et des zagaies. La cavalerie, mieux équipée, comptait cependant beaucoup plus de génétaires que de gendarmes. En résumé, l'armée castillane, redoutable dans les escarmouches et excellente pour la guerre de montagnes, perdait tous ses avantages en se mettant en ligne contre les bandes aguerries amenées de la Guienne. Aux yeux des capitaines français, c'était le comble de la témérité que de s'aventurer en plaine contre les Anglais. Mais il n'était plus temps de donner des conseils. Résolus à faire leur devoir en gens de cœur, ils ne pouvaient se défendre des plus sinistres pressentiments.

IV

L'ordre de combat était arrêté d'avance pour les deux armées dès leur entrée en campagne. Chacune se formait en quatre corps ou *batailles*. Du côté de don Henri, l'avant-garde, composée des aventuriers français et bretons et de l'élite des gen-

(1) Inferendis ictibus inhabiles, accipiendis impenetrabiles. — Tacite, *An.* 3, 41.

(2) Ἀλκίμεδον, μὴ δή μοι ἀπόπροθεν ἰσχέμεν ἵππους
Ἀλλὰ μάλ' ἐμπνείοντε μεταφρένῳ.
(Iliade, XVII, 501.)

darmes castillans, était sous le commandement immédiat de Duguesclin. Don Sanche, frère du roi, et les chevaliers de l'Écharpe, parmi lesquels se trouvait l'historien Ayala (1), faisaient partie de cette division, qui ne le cédait en rien à la gendarmerie anglaise. Un peu en arrière, deux gros corps de cavalerie, chevaux bardés et génétaires, flanquèrent la bataille des hommes d'armes de Duguesclin, qui devaient combattre à pied. Celui de gauche était aux ordres de don Tello; celui de droite avait pour chef le comte de Denia, maintenant marquis de Villena, et se composait des auxiliaires aragonais et des chevaliers des ordres militaires. Entre ces deux ailes de cavalerie, et en seconde ligne, se rangea la quatrième bataille, infanterie et cavalerie, dont le roi se réserva le commandement. La disposition de l'armée anglaise était la même à peu près, seulement les hommes d'armes des trois batailles de la première ligne devaient mettre tous pied à terre au moment de l'action. Au centre et en face de Duguesclin on voyait des Anglais et des aventuriers de toutes les nations (2) rangés sous la bannière du jeune duc de Lancastre. Le fameux Jean Chandos, connétable de Guienne, un des meilleurs capitaines de son temps, prêtait au jeune prince le secours de sa vieille expérience, et devait l'initier au métier de la guerre, comme il avait déjà servi de mentor à son frère le prince de Galles, dans les champs de Poitiers. Auprès de lui se faisaient remarquer sir Hugh de Calverly et les quatre cents lances qu'il avait ramenées d'Espagne. Ils allaient échanger les premiers coups contre leurs anciens camarades. A droite de ce corps, et opposés à don Tello, étaient les hommes d'armes gascons, conduits par le comte d'Armagnac et le seigneur d'Albret. A gauche, faisant face au marquis de Villena, le captal de Buch et le comte de Foix rangèrent leurs vassaux et plusieurs troupes d'aventuriers. La quatrième bataille, la plus nombreuse de toutes, était formée d'Anglais, de Castillans et de Navarrois. Là, au poste d'honneur, flottait la bannière de don Pèdre, avec celle du prince de Galles, celle du roi de Navarre, absent, portée par son sénéchal Martin Enriquez, enfin celle du roi de Naples, fils de don Jayme, dernier roi de Mayorque, dépossédé par Pierre IV d'Aragon. Ayala, témoin oculaire, évalue la force de l'armée anglaise à dix mille lances et autant d'archers, c'est-à-dire à plus de quarante mille combattants. On sait que chaque lance comptait pour plusieurs cavaliers, dont le nombre variait de trois à cinq. Il ne compte que quatre mille cinq cents lances seulement dans l'armée castillane, et ne dit pas le nombre précis des génétaires ni de l'infanterie (3). Froissart, d'après des relations anglaises, donne à don Henri vingt-sept mille chevaux et quarante mille hommes de pied (4). Il ne fait pas connaître le nombre des troupes anglaises présentes à Navarrete; mais, suivant son rapport, elles ne se composaient, à leur entrée en Espagne, que de vingt-sept mille chevaux, qui devaient être fort réduits, depuis deux mois, par les maladies et la misère (5). L'exagération des premiers chiffres de Froissart paraît évidente, mais on peut soupçonner que le patriotisme d'Ayala lui a fait dissimuler la force de l'armée castillane. En comparant les deux témoignages, on doit conjecturer que les Anglais avaient plus de gendarmes que les Castillans, et que, par contre, ces derniers étaient plus forts en infanterie.

Des deux côtés on s'était mis en campagne avant l'aube. Dans le désordre d'une

(1) Un glossateur de *Gratia Dei* prétend à tort que Pero Lopez de Ayala porta dans cette journée la bannière de l'Écharpe. Il confond la bataille de Najera avec celle d'Aljubarrota.

(2) *Des Bretons*, dit Ayala; mais on appelait alors ainsi, en Espagne, les aventuriers, de quelque pays qu'ils vinssent. Ce mot, employé souvent comme synonyme de pillards, montre quelle opinion l'on avait des compatriotes de Duguesclin. Ayala, p. 442.

(3) Ayala, p. 443.

(4) Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCXXXIV.

(5) *Idem*, chap. CCXIX-CCXXI.

marche nocturne, quelques génétaires et la bannière de la commune de Saint-Étienne-du-Port se détachèrent de l'armée de don Henri et s'allèrent rendre à don Pèdre, désertion peu importante quant au nombre des soldats, fort alarmante pourtant par la défiance qu'elle inspirait à tout le reste de l'armée. Chacun examinait son compagnon avec inquiétude et craignait quelque trahison.

Les Anglais avaient eu le temps de choisir leur position et d'étudier le terrain. Leurs batailles étaient déjà sous les armes, lorsque Chandos sortit des rangs et s'avança vers le prince de Galles tenant à la main une bannière roulée.

— Monseigneur, dit-il, voici ma bannière; je vous la donne. Qu'il vous plaise que je la puisse lever aujourd'hui. Dieu merci, j'ai terres et héritages pour tenir état, ainsi qu'il appartient à un chevalier banneret.

On appelait ainsi les seigneurs, qui, pouvant mener en guerre un certain nombre de soldats, jouissaient du privilége d'arborer leur propre drapeau, distingué par sa forme carrée du pennon triangulaire des simples chevaliers. Chandos était entré en Espagne suivi de douze cents pennons (1). Le prince remit l'étendard à don Pèdre, qui le déroula. Il était d'argent, au pal aiguisé de gueules, et taillé en pointe comme un pennon. De son poignard, le roi coupa cette pointe, et le rendit par la haste au nouveau banneret :

— Levez votre bannière, messire Chandos, dit-il ; Dieu lui donne honneur et fortune!

Aussitôt Chandos la porta à l'avant-garde, et fit jurer à ses compagnons de défendre cet insigne qui devait désormais les guider (2).

Au lever du soleil, don Henri découvrit l'armée anglaise déjà formée en ligne dans un ordre admirable. Les bannières et les pennons aux vives couleurs flottaient au-dessus d'une forêt de lances; déjà tous les hommes d'armes avaient mis pied à terre. L'avant-garde castillane se hâta de les imiter, renvoya ses chevaux, s'avança en bon ordre et au petit pas; puis on fit halte un moment comme pour recueillir toutes ses forces avant d'en venir aux mains. Le prince de Galles fit dévotement sa prière, et après avoir pris le ciel à témoin de la justice de sa cause, tendant la main à don Pèdre :

— Sire roi, dit-il, dans une heure vous saurez si vous êtes roi de Castille. Alors il s'écria :

— Bannières en avant, au nom de Dieu et de saint George!

Dans l'autre camp, don Henri, monté sur une mule *roide et forte à l'usage du pays* (3), parcourait les lignes de son armée exhortant ses gens à bien faire et promettant de leur donner l'exemple. Les trompettes sonnèrent la charge, et aussitôt les deux avant-gardes s'abordèrent avec la plus grande résolution, l'une au cri de : « Castille au roi Henri ! » l'autre au cri de : « Saint George et Guienne! » Les Anglais portaient pour se reconnaître une croix rouge sur des soubrevestes blanches, et les Castillans une écharpe (4). Les archers anglais, ordinairement placés en première ligne, n'engagèrent pas le combat cette fois, soit que l'ardeur des deux avant-gardes ne leur laissât pas le temps de faire usage de leurs traits, soit que le prince de Galles eût craint d'exposer ses archers aux charges rapides des génétaires castillans.

Le choc de la bataille commandée par Duguesclin fut si impétueux, qu'il fit plier un instant la ligne ennemie. Un chevalier castillan nommé Martin Fernandez, *qui moult étoit entre les Espagnols renommé d'outrage et de hardiment,* dit Froissart dans son vieux et énergique langage, reconnait Chandos dans la presse et le provoque à un combat singulier. Ils s'attaquent avec fureur; leurs armures impénétrables résistent à tous les coups qu'ils se portent. Confiant dans sa force gigantesque, le

(1) Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCXIX.
(2) *Idem*, chap. CCXXXV. — Du Cange, verbo *Bannereti*.
(3) Froissart, chap. CCXXXIV.
(4) Ayala, p. 454.

Castillan saisit son ennemi à bras-le-corps et le terrasse; mais Chandos, d'un effort désespéré, l'entraîne dans sa chute. Quelque temps ils se débattent ensemble dans la poussière sans lâcher prise; mais Martin Fernandez avait le dessus, il accablait Chandos de son poids et lui tenait le genou sur la poitrine, lorsque l'Anglais, conservant son sang-froid dans cette lutte acharnée, tire son poignard et cherche avec la pointe le défaut de la cuirasse de son ennemi. Il trouve enfin un passage; il frappe à coups redoublés. Déjà ce n'est plus qu'une masse inerte qui pèse sur lui; il la repousse de côté, et, tout couvert de sang, se relève au moment où ses compagnons parvenaient à se faire jour jusqu'à lui (1). Cependant les Anglais avaient reculé de quelques pas, et déjà les aventuriers criaient victoire, lorsque le comte d'Armagnac s'avança hardiment contre la cavalerie de don Tello, qui, soit trahison, soit terreur panique, n'attendit pas le choc et tourna le dos sans rendre de combat. Les Gascons à pied, au lieu de s'amuser à poursuivre les génétaires ennemis, se dirigent aussitôt contre la bataille de Duguesclin et la prennent en flanc. Presque au même moment, le captal de Buch, qui venait de mettre en déroute l'autre aile de cavalerie, exécutait la même manœuvre contre le flanc droit de l'avant-garde castillane. Débordés et enveloppés de toutes parts, les gendarmes français et espagnols se serrèrent courageusement autour de la bannière de l'Écharpe, et combattirent quelque temps avec la plus grande valeur contre un ennemi trois fois plus nombreux. Ce fut en vain que don Henri, à la tête de ses hommes d'armes à cheval, chargea lui-même à plusieurs reprises pour dégager ces braves gens. Il eut bientôt sur les bras la seconde ligne de l'armée anglaise, conduite par le prince de Galles en personne. L'infanterie castillane, dont les frondes avaient d'abord jeté quelque désordre parmi les Anglais, se débanda lorsqu'elle eut essuyé les décharges meurtrières de leurs archers. Dès ce moment la bataille était perdue pour don Henri. Cependant il fit des efforts inouïs pour rallier ses soldats et les ramener à la charge ; on l'entendait crier aux fuyards :

— Beaux seigneurs! que faites-vous? Me trahirez-vous aujourd'hui, vous qui m'avez fait roi? Tournez la tête, et la journée, avec l'aide de Dieu, nous restera (2)!

Tant qu'il vit flotter la bannière de l'Écharpe, il la montrait à ses gens et les exhortait par son exemple et par ses cris à percer jusqu'à ses défenseurs; mais enfin cette bannière tomba, et la déroute fut générale. Cavaliers, fantassins, tout se débande et se mêle en fuyant par la plaine. Les gendarmes anglais, remontés sur leurs chevaux, chassaient devant eux une masse confuse qui s'entassait aux abords du pont de Najera, seule retraite de cette grande armée. Une crue subite de la Najerilla vint augmenter le désastre. Hommes et chevaux se jetaient pêle-mêle dans la rivière, qui fut en un instant rouge de sang et encombrée de cadavres. Quelques chevaliers des ordres militaires essayèrent de défendre le pont et se barricadèrent dans une grande maison à l'entrée de la ville ; mais ils y furent bientôt forcés, et l'ennemi se répandit dans les rues. La nuit qui survint, la fatigue des vainqueurs las de tuer, le pillage qui les retenait dans la ville et dans le camp de don Henri, sauvèrent les débris de l'armée castillane (3).

Telle fut la bataille de Najera ou de Navarrete, encore plus décisive que sanglante. Les Castillans laissèrent sur la place cinq à six cents hommes d'armes et sept mille fantassins. Le corps de Duguesclin perdit à lui seul quatre cents hommes d'armes, la moitié de son effectif. Là seulement le terrain fut vaillamment disputé. Le reste fut tué dans la déroute ou se noya en essayant de passer la Najerilla. Suivant Froissart, le prince de Galles n'aurait eu à regretter que quatre de ses chevaliers, deux

(1) Froissart, liv. I, chap. CCXXXVI.
(2) *Idem*, chap. CCXXXIX.
(3) Ayala, p. 452, 458. — Froissart, liv. I, chap. CCXXXVI, CCXL.

Gascons, un Anglais et un Allemand, en outre vingt archers et quarante fantassins(1). Je lui laisse la responsabilité de ce calcul, qui peut surprendre, même quand on se rappelle combien, dans les combats du moyen âge, la perte des vaincus était toujours hors de proportion avec celle des vainqueurs. Le nombre des prisonniers fut considérable. Bertrand Duguesclin, le maréchal d'Audeneham, les capitaines français, don Sanche, frère de don Henri, Philippe de Castro, son beau-frère, le marquis de Villena, tous les chevaliers de l'Écharpe, enfin tout ce qui restait vivant de l'avant-garde castillane, étaient aux mains des Anglais. C'étaient les meilleurs soldats et les plus dévoués qu'eût le prétendant.

Don Pèdre qui, pendant le combat, s'était jeté au plus fort de la mêlée, s'acharna longtemps à la poursuite des fuyards. On le voyait galoper dans la plaine, monté sur un cheval noir, sa bannière armoriée de Castille devant lui, cherchant son frère partout où l'on combattait encore, et criant, échauffé par le carnage : « Où est ce bâtard, qui se dit roi de Castille (2)? » Depuis longtemps les trompettes anglaises avaient sonné la retraite, lorsque, épuisé de fatigue, il consentit enfin à tourner bride. Il se dirigeait vers l'étendard du prince de Galles, qu'il apercevait flottant sur un tertre éloigné, lorsqu'il rencontra un chevalier gascon ramenant prisonnier Iñigo Lopez Orozco, jadis un de ses familiers, qui l'avait abandonné peu après sa fuite de Burgos. A la vue d'un homme qu'il avait comblé d'honneurs et qu'il retrouvait au milieu de ses ennemis, le roi, transporté de fureur, le tua de sa main, malgré les efforts du chevalier gascon pour le protéger. Ce fut sa première infraction aux promesses faites au prince de Galles. Les Anglais se montrèrent indignés de cette vengeance barbare. D'ailleurs, tuer leurs prisonniers, c'était leur voler des rançons. Édouard en témoigna le plus vif mécontentement, et sur le champ de bataille même où ils venaient de triompher, don Pèdre et son allié échangèrent d'aigres paroles, symptômes d'une aversion mutuelle qui allait bientôt éclater plus hautement (3).

La couronne de Castille semblait à jamais assurée à don Pèdre par la bataille de Najera. Un seul homme en jugeait plus sainement, c'était le prince de Galles. Lorsque, le lendemain de la bataille, les chevaliers chargés par lui de reconnaître les morts et les prisonniers vinrent lui faire leur rapport, il leur demanda, dans le dialecte gascon qu'il parlait habituellement : « *E lo bort, es mort ó pres?* Et le bâtard, est-il tué ou pris ? » On répondit qu'il avait disparu du champ de bataille et qu'on avait perdu ses traces. « *Non ay res faït!* s'écria le prince; il n'y a rien de fait (4). » Ces paroles étaient prophétiques.

V

Malgré l'indignation d'Édouard en apprenant le meurtre de Lopez Orozco, don Pèdre laissait voir que sa soif de vengeance n'était pas apaisée. Le lendemain de la bataille, les prisonniers furent passés en revue. Presque tous, s'étant rendus à des gentilshommes anglais ou gascons, se trouvaient sous la sauvegarde de la loyauté chevaleresque. Cependant don Pèdre demanda que les Castillans lui fussent remis, offrant de payer leurs rançons au prix qui serait fixé, et il pria le prince de le cautionner auprès des chevaliers à qui ces prisonniers appartenaient.

— Je leur parlerai, disait-il avec un sourire terrible, et je ferai tant qu'ils demeu-

(1) Froissart, liv. I, chap. CCXLI.
(2) *Idem*, chap. CCXXXVIII.
(3) Ayala, p. 471.—*Pellicer justificacion de la Grandeza de Fernando de Zuñiga*, etc., p. 21.
(4) *Sumario de los reyes de España*, p. 70.

reront à mon service. Autrement, s'ils s'échappent ou s'ils payent leur rançon, ce sont des ennemis que je retrouverai toujours plus acharnés contre moi.

— N'en déplaise à Votre Majesté Royale, répondit le prince d'un ton sévère, ce n'est pas à bon droit que vous faites cette demande. Ces seigneurs, chevaliers ou hommes d'armes à mon service ont combattu pour l'honneur, et leurs prisonniers sont bien à eux. Pour tout l'or du monde, mes chevaliers ne vous les livreraient pas, sachant bien que vous ne les demandez que pour les faire mourir. Quant aux cavaliers vos vassaux, contre lesquels sentence de félonie a été rendue avant cette bataille, je consens qu'ils vous soient remis.

— Puisque vous le voulez ainsi, s'écria don Pèdre, je tiens mon royaume perdu pour moi, plus qu'il n'était hier. Si vous laissez vivre ces hommes, vous n'avez rien fait pour moi. Votre alliance m'a été inutile, et c'est en vain que j'ai dépensé mes trésors à payer vos gendarmes!

— Sire cousin, reprit Édouard, pour recouvrer votre royaume, vous avez de plus sûrs moyens que ceux par lesquels vous avez cru le conserver, et qui, de fait, vous l'ont fait perdre. Croyez-moi, renoncez à vos rigueurs d'autrefois, et songez à vous faire aimer de vos gentilshommes et des communes de votre royaume. Si vous reprenez vos anciens errements, vous vous perdrez et vous mettrez en tel état, que ni monseigneur le roi d'Angleterre, ni moi, ne pourrions vous venir en aide, quand même nous en aurions la volonté (1)!

Pendant ce débat, la plupart des prisonniers castillans exprimaient leur repentir et faisaient supplier don Pèdre de leur accorder leur pardon. Le roi, annonçant qu'il leur faisait grâce par considération pour le prince de Galles, consentit à recevoir leurs serments. Il embrassa même son frère don Sanche, et lui promit d'oublier sa conduite passée. Gomez Carrillo et Sancho-Sanchez Moscoso, grand commandeur de Saint-Jacques, furent cependant exceptés de l'amnistie, comme ayant été déclarés traîtres par sentence rendue dès avant la révolution. Livrés au roi, ils furent aussitôt décapités devant sa tente. Garci Jufre Tenorio, fils de l'amiral don Alonso Jufre (2), fut également égorgé quelques jours après et pour le même motif. Après ces exécutions, les deux princes se séparèrent mécontents l'un de l'autre. Don Pèdre avec don Sanche et le maître d'Alcantara, Martin Lopez, se dirigea sur Burgos, à la tête de l'avant-garde anglaise, tandis qu'Édouard le suivait lentement avec le reste de ses troupes (3).

Pendant que don Pèdre faisait trancher la tête à ses sujets rebelles, le prince de Galles donnait un exemple de modération qui contrastait fortement avec cette rigueur. Parmi ses prisonniers se trouvait le maréchal d'Audeneham, vieux guerrier de soixante ans, estimé jusqu'alors comme un brave et loyal chevalier. Pris à la bataille de Poitiers, combattant à côté du roi de France, il avait été mis à rançon, et, suivant l'usage du temps et la courtoisie ordinaire du prince, il avait été relâché avant d'avoir entièrement acquitté sa dette, mais sous le serment de ne pas porter les armes contre le roi d'Angleterre ou son fils, à moins que ce ne fût sous la bannière du roi de France ou d'un prince de sa famille. En le reconnaissant au milieu des Français, Édouard fronça le sourcil et l'appela parjure et traître.

— Sire, dit le vieux maréchal, vous êtes fils de roi, et je ne puis vous répondre autre chose, sinon que je ne mérite point les noms que vous me donnez.

(1) Ayala, p. 475.

(2) Alonso Jufre avait été mis à mort par ordre du roi en 1358.

(3) Ayala, p. 458. — Froissart, liv. I, chap. CCXLII. Froissart rapporte que le roi marcha sur Burgos avec le *maître de Calatrava;* mais Padilla n'avait pas assisté à la bataille. La confusion vient de ce que Martin Lopez fut nommé maître de Calatrava peu de temps après.

— Eh bien! dit le prince, vous soumettez-vous au jugement d'une cour de chevaliers?

Le maréchal y consentit avec empressement. Aussitôt douze chevaliers furent nommés pour connaître de l'accusation, quatre Anglais, quatre Gascons et quatre Bretons. Le prince, se portant accusateur, parla le premier. Il rappela le serment du maréchal, et conclut, en peu de mots, que n'y ayant dans l'armée ennemie aucun prince de la maison de France, l'accusé avait manqué à sa parole et forfait à l'honneur. Le maréchal plaida lui-même sa cause, et répondit qu'à la vérité il avait juré de ne point s'armer contre le roi d'Angleterre ni contre son fils, mais qu'il n'avait pas enfreint son serment, n'ayant pas tiré l'épée contre eux.

— Ne vous en déplaise, monseigneur, dit-il, vous n'êtes point le chef de l'armée contre laquelle je me suis battu. Vous êtes venu sur cette plaine comme capitaine aux gages du roi don Pèdre, et c'est contre ce roi, chef de votre armée, que je me suis battu, moi, pauvre capitaine d'aventure à la solde du roi don Henri.

Cette argumentation, qui nous semble aujourd'hui plus subtile que juste, appuyée par la réputation sans tache du vieux maréchal, fut accueillie avec faveur. Tout ce qui pouvait étendre cette indépendance dont les nobles du moyen âge étaient si jaloux devait plaire aux juges du maréchal, capitaines d'aventure comme lui. Il fut absous à l'unanimité. Le prince lui-même, toujours généreux, admit sans hésiter une défense qui lui enlevait la gloire de la journée de Najera et le réduisait lui-même au rôle d'un mercenaire. Loin de se tenir pour offensé, il témoigna hautement son approbation du jugement et assura le maréchal qu'il lui rendait toute son estime (1).

VI

Avant de raconter les suites de la bataille de Najera, je dois faire connaître le sort du rival de don Pèdre. Entraîné par le flot des fuyards, don Henri s'éloignait du combat monté sur un cheval bardé de fer, lorsqu'il fut rencontré et reconnu par un de ses écuyers nommé Rui Fernandez de Gaona, qui, remarquant que le cheval du roi pouvait à peine marcher, lui donna le sien équipé à la légère; quelques instants après Gaona et le cheval de don Henri étaient pris par les Anglais (2). Grâce à sa nouvelle monture, don Henri put se dérober à ceux qui s'attachaient à sa poursuite. Après avoir traversé, non sans peine, le pont de Najera, au lieu de prendre la route de Burgos, il se dirigea vers Soria; c'est le chemin qui mène en Aragon. Vaincu, il sentait bien qu'aucune ville de Castille ne s'exposerait à le recevoir. Le lendemain de la bataille, suivi de trois cavaliers seulement, qui l'avaient rejoint, il gagna le territoire de Soria, où l'attendait un nouveau danger. Cette province, insurgée dès avant son désastre, était parcourue en tout sens par des partis ennemis. Quelques cavaliers le reconnurent, et, devinant sa mauvaise fortune à l'état de son équipage, essayèrent de l'arrêter. Il tua de sa main un des assaillants et obligea le reste à lui laisser le passage. Parvenu en Aragon à travers mille dangers, il fut d'abord accueilli par don Pèdre de Luna, fameux depuis sous le nom de l'antipape Benoît XIII, qui lui servit de guide dans les montagnes et le conduisit lui-même jusqu'à Orthez. Le comte de Foix, seigneur du pays et vassal du roi d'Angleterre, bien qu'il fût plus que personne intéressé à ne pas exciter le courroux du prince de Galles, n'en reçut pas moins le proscrit avec tous les égards dus à son rang et à ses malheurs. Il lui donna

(1) Ayala, p. 458 et suiv.

(2) Rymer, t. III, p. 2. P. 132. *Memoranda de Conflictu prænotato.*

des chevaux et une escorte pour gagner Toulouse; là enfin, don Henri respira librement (1).

Don Tello, sur lequel la mauvaise conduite du corps qu'il commandait à Najera avait fait planer de graves soupçons, parut les démentir par son empressement à se soustraire à la vengeance de don Pèdre. De même que son frère, il chercha d'abord un asile en Aragon. C'était de ce côté que se dirigeaient tous les chefs du parti vaincu. Sur la nouvelle de la défaite de don Henri, sa femme, dona Juana, prit à la hâte la même route avec l'infante Léonor d'Aragon, fiancée à son fils. Quelques jours après, elle entrait à Saragosse avec une suite éplorée de dames et de damoiselles, exténuée de fatigue et mourant d'effroi. Dona Juana était conduite par l'archevêque de Saragosse, chargé par Pierre IV de résider auprès d'elle, et c'est à la présence d'esprit et au dévouement de ce prélat qu'elle dut d'échapper à tous les dangers qui l'attendaient dans sa fuite. Personne n'avait encore de nouvelles de don Henri, et don Pèdre, dans les lettres qu'il adressait à toutes les villes de la Castille, publiait que son ennemi était mort à Najera (2). Les fugitifs furent mal accueillis à la cour d'Aragon. Pierre IV, déjà indisposé contre don Henri pour sa lenteur ou sa mauvaise foi dans l'exécution de leurs traités, l'abandonnait ouvertement depuis sa défaite, craignant d'ailleurs de se brouiller avec le prince de Galles. Il se hâta de retirer sa fille Léonor à la princesse que, peu de jours auparavant, il nommait la reine de Castille. Maintenant il rejetait bien loin l'idée d'une alliance avec une maison à jamais déchue. Bientôt sir Hugh de Calverly, au nom du roi d'Angleterre, et un seigneur castillan, envoyé de don Pèdre, vinrent demander avec hauteur l'extradition ou l'éloignement de tous les membres de la famille proscrite, offrant en retour l'amitié et l'alliance des vainqueurs. Grâce à l'énergique intervention d'une partie de la noblesse aragonaise, dona Juana et les bannis castillans qui l'avaient suivie obtinrent quelque temps une hospitalité précaire. La puissante famille des Luna, à laquelle appartenait l'archevêque de Saragosse, reprochait hautement au roi d'Aragon de sacrifier un allié, qui lui avait rendu de signalés, services à un implacable ennemi qui, pendant dix ans, avait porté le fer et le feu dans son royaume; mais Pierre IV ne se piquait pas plus de générosité que de bonne foi. La bataille de Najera était à ses yeux l'irrévocable condamnation de don Henri. Il ne fit aucune difficulté pour entrer en négociations avec don Pèdre et le prince de Galles. Au reste, les Castillans eux-mêmes lui donnaient l'exemple de l'oubli des serments. Burgos ouvrit ses portes avant d'être sommée, et la soumission de tout le royaume fut encore plus rapide que n'avait été son insurrection quelques mois auparavant. C'était à qui s'efforcerait de désarmer le vainqueur par son empressement et sa bonne grâce à reprendre le joug. Un petit nombre de riches-hommes, pleins de défiance, se cachaient dans leurs châteaux ou cherchaient à passer en pays étranger : personne ne songeait à protester contre le jugement rendu sur les bords de la Najerilla.

(1) Ayala, p. 461, 462.

(2) Cascales, *Hist. de Murcia*, p. 148. Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie.

XXII

RESTAURATION DE DON PÈDRE. — 1367-1368.

I

Le prince de Galles entra dans Burgos quelques jours après don Pèdre. Là, leur mésintelligence éclata de nouveau et de la manière la plus flagrante. Le premier se plaignait amèrement que son allié lui vendît trop cher ses services; le second que l'on n'exécutât pas fidèlement le traité de Libourne. On remarqua que le prince voulut prendre son logement hors de la ville, loin du roi, qui s'était établi dans le château : ils semblaient se méfier l'un de l'autre. Édouard n'était plus consulté sur rien, et don Pèdre prétendait gouverner seul comme par le passé. A peine arrivé dans Burgos, il fit arrêter l'archevêque, Jean de Cardalhac, né en Gascogne et parent du comte d'Armagnac, un des principaux chefs de l'armée anglaise. Pour rendre impossible toute intercession en sa faveur, le roi le fit partir précipitamment pour le château d'Alcala de Guadaïra, en Andalousie, où l'attendait un de ces cachots creusés sous terre, affreuse invention du despotisme féodal (1). Peu de temps après, on conduisit dans la même forteresse Diego de Padilla, maître de Calatrava et beau-père du roi. On a vu qu'il s'était hâté de faire sa soumission à don Henri avant même que don Pèdre eût quitté ses États, et, par la promptitude de cette défection, il avait obtenu de l'usurpateur la conservation de sa haute dignité, ou plutôt que don Henri s'abstînt de prononcer entre lui et don Pedro Moñiz, qui se prétendait aussi maître de Calatrava (2). Padilla avait cherché à se faire oublier, se cachant, en quelque sorte, dans les châteaux de son ordre. Lorsque l'approche des Anglais eut obligé don Henri à réunir toutes ses forces, Padilla, par des lenteurs calculées, fit en sorte de demeurer en arrière et n'assista point à la bataille de Najera. Instruit du résultat, il accourut auprès de don Pèdre à la tête d'environ deux cents chevaliers de son ordre, appelés par lui, disait-il, pour voler au secours de leur légitime souverain. Don Pèdre ne fut point la dupe de ce mensonge; dès qu'il vit la Castille soumise, il fit arrêter le traître et le jeta en prison. Padilla y mourut au bout de quelques mois. Il avait été déjà remplacé dans ses fonctions par Martin Lopez, maître d'Alcantara (3).

II

En apprenant ces arrestations, surtout celle du prélat gascon, le prince de Galles crut voir un outrage direct à sa personne. Il réclama, mais inutilement; don Pèdre

(1) Ayala, p. 473 et suiv., appelle cette prison un *silo*. L'archevêque y passa près de deux ans. Il fut depuis archevêque de Toulouse.

(2) Torres y Tapia, *Cron. de Alcant.*, t. II, p. 102 et suiv.

(3) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 58, 59. — Torres y Tapia, *Cron. d'Alcant.*, prétend que don Diego de Padilla était mort en 1365, et il cite une protestation des frères de Calatrava contre l'élection de Martin Lopez datée du 30 août, ère 1403 (1365). Voyez t. II, p. 103 et suiv. M. Llaguno discute et condamne ce document dans une note à laquelle nous renvoyons le lecteur. Ayala, p. 596. — Suivant Ayala, Padilla aurait été mis à mort dans le donjon d'Alcala de Guadaïra en 1369 par ordre du roi, qui avait appris qu'il correspondait avec les rebelles. Ayala, p. 536.

lui déclara qu'il n'avait plus besoin de l'armée anglaise, et qu'elle était pour lui une lourde charge. Il invita le prince à repasser en Guienne, le priant toutefois de lui laisser, pour quelque temps encore, un millier d'hommes d'armes. N'ayant plus de bataille à livrer, plus de gloire nouvelle à acquérir, Édouard ne demandait pas mieux que de retourner dans ses États. Sa santé, affaiblie déjà depuis longtemps, s'était fort empirée par les fatigues de la dernière campagne, et d'ailleurs quelques démonstrations menaçantes du roi de France rendaient nécessaire sa présence à Bordeaux; mais, avant de quitter l'Espagne, il voulait que ses capitaines reçussent les indemnités qui leur étaient dues, dont lui-même avait fait les avances, ou dont il s'était rendu caution. En outre, il exigeait la remise des ports de la Biscaye, que, par le traité de Libourne, don Pèdre s'était obligé à lui céder ; or, de la part du roi de Castille, rien n'indiquait la moindre disposition à tenir ces promesses. Édouard réclama, non sans aigreur. De part et d'autre, des commissaires furent nommés, car déjà les deux alliés ne correspondaient plus que par ambassadeurs. A la demande des subsides, les ministres castillans répondirent par d'autres réclamations. D'abord ils s'élevaient contre les violences commises par l'armée anglaise, qui, pour l'indiscipline et les habitudes de pillage, ne le cédait en rien aux aventuriers de don Henri. Puis ils se plaignaient que, pendant le séjour du roi en Guienne, l'or et l'argent monnayé qu'il avait apporté d'Espagne et distribué aux capitaines anglais pour les préparatifs de leur expédition n'eût été accepté qu'avec un droit de change usuraire; que les pierreries cédées par don Pèdre au prince, pour le même motif, n'eussent été évaluées qu'à la moitié de leur prix. Ils prétendaient qu'avant de traiter la question des subsides dus à l'armée anglaise, on fît une nouvelle estimation de toutes les valeurs avancées par le roi avant son entrée en campagne. Les Anglais répliquaient qu'il était impossible de revenir sur ces transactions, et soutenaient qu'eux-mêmes avaient perdu à recevoir l'or et les pierreries apportés de Castille, obligés qu'ils étaient de s'en défaire à vil prix pour acheter des armes et des chevaux de guerre. Pendant quelque temps, on s'opiniâtra dans cette discussion, jusqu'à ce qu'il fût démontré que le trésor du roi était vide. Il fallut bien que le prince, qui s'était rendu caution de don Pèdre auprès des capitaines anglais, consentît à donner du temps à son allié pour l'acquittement de sa dette, mais il demanda pour sûreté vingt châteaux en Castille. Cette prétention blessante pour l'orgueil national fut fièrement rejetée. A chaque instant les difficultés augmentaient, et sur aucun point les commissaires n'étaient près de s'entendre. Le chiffre même des subsides dus était vivement contesté, et, après beaucoup de débats inutiles, les Castillans demandèrent que toute autre question fût ajournée, jusqu'à ce que, d'un commun accord, on eût réglé le montant des sommes dues par le roi. C'était une nouvelle question fort longue à traiter, encore plus malaisée à résoudre, car chaque partie présentait un compte auquel l'autre partie refusait son approbation. Quant à la cession des villes de Biscaye, don Pèdre se montrait facile en apparence, et pressait même auprès de la députation provinciale l'exécution du traité de Libourne ; mais on l'accusait d'envoyer en secret des émissaires porteurs d'instructions toutes différentes. D'ailleurs, les hommes qui connaissaient les lois et les coutumes des Basques savaient bien que ces peuples ne reconnaissaient à personne le droit de disposer d'eux, et qu'ils étaient surtout fort éloignés de consentir à devenir les vassaux du roi d'Angleterre (1).

Les exigences des Anglais, les lenteurs calculées des Castillans, prolongèrent les négociations pendant plusieurs semaines. Après de vives discussions, les commissaires s'entendirent à la fin sur l'évaluation des frais de l'expédition, et, comme il était impossible de les solder en ce moment, il fut convenu que le prince de Galles

(1) Ayala, p. 474 et suiv.

demeurerait garant du roi auprès des capitaines anglais, créanciers de ce dernier. Don Pèdre promit de payer la moitié de la dette dans un délai de quatre mois, pendant lequel l'armée auxiliaire, soldée par lui, occuperait la province de Valladolid. Jusqu'au payement définitif de tous les subsides, les princesses, filles de don Pèdre, devaient rester en otages à Bayonne. Des commissaires anglais et castillans furent chargés de procéder à la remise des ports de Biscaye; enfin il fut convenu que la ville et la seigneurie de Soria seraient données à Jean Chandos en payement des sommes qu'il avait prêtées ou dépensées pour l'expédition. Sir Hugh de Calverly se fit également confirmer la donation du comité de Carrion, dont il avait déjà reçu l'investiture de don Henri. Tout étant ainsi réglé, les conventions furent ratifiées par les deux princes et jurées solennellement par eux dans la cathédrale de Burgos. Aussitôt après la cérémonie, ils se séparèrent, Édouard pour aller prendre ses quartiers dans la province de Valladolid, don Pèdre pour parcourir son royaume et presser, comme il le promettait, le recouvrement des contributions destinées à l'armée anglaise (1).

Quatre mois s'écoulèrent, et le premier payement promis n'eut point lieu. Alors même que le roi eût voulu franchement s'acquitter de sa dette, l'épuisement de ses finances ne le lui eût pas permis. Les villes de Biscaye refusèrent nettement de recevoir les commissaires anglais et se mirent en défense, ne cachant pas qu'elles y étaient autorisées par leur légitime seigneur, le roi de Castille. Cependant l'oisiveté, l'ivrognerie, la dyssenterie, décimaient rapidement l'armée d'occupation. Le soleil brûlant de l'Espagne vengeait les vaincus de Najera. Chaque jour les officiers de don Pèdre étaient habiles à inventer quelque nouveau prétexte pour différer l'exécution du traité de Burgos. Lorsque Chandos vint réclamer ses lettres patentes pour l'investiture de la seigneurie de Soria, on lui demanda des droits de chancellerie si élevés, qu'ils excédaient peut-être la valeur du domaine qu'on lui donnait. Le prince de Galles, étourdi par les plaintes de ses capitaines, excédé des lenteurs interminables sans cesse opposées à ses réclamations, malade, furieux de se voir jouer ouvertement, repassa en Guienne vers la fin de l'automne, ramenant à peine le cinquième de sa brillante armée, et ne rapportant d'Espagne que la stérile gloire acquise dans la plaine de Najera (2).

Si don Pèdre n'exécutait pas les promesses faites au prince de Galles, établi avec une armée au centre de son royaume, on conçoit qu'il usât de moins de ménagements encore à l'égard du roi de Navarre, allié moins loyal et voisin moins dangereux. Il n'eut garde de lui céder la province de Logroño, et je ne sais d'ailleurs si Charles eut l'impudence de la réclamer. Nous avons laissé ce prince astucieux prisonnier volontaire d'Olivier de Mauny dans le château de Borja, attendant, pour jeter le masque, que la victoire se fût déclarée pour l'un des deux prétendants à la couronne de Castille. La bataille de Najera ayant fait cesser toutes ses incertitudes, il ne songea plus qu'à sortir de prison sans qu'il lui en coûtât rien. On a vu qu'il avait acheté la connivence du capitaine breton par la promesse de la seigneurie de Guibray et d'une rente de 3,000 francs. Tromper un aventurier n'était pas chose facile; mais, en fait de fourberie, le Navarrois n'avait pas son égal. D'abord, laissant un de ses fils, l'infant don Pèdre, en otage à Borja, il eut l'art de persuader à Mauny de l'accompagner jusqu'à Tudela, où, disait-il, sa rançon lui serait comptée. Mauny ne connut à quel homme il avait affaire que lorsqu'il était déjà au pouvoir de son prisonnier. Arrivé à Tudela, on le jette dans un cachot. Son frère, en essayant de se sauver, est

(1) Ayala, p. 474, 483. — Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCXLIII et CCXLV.

(2) Post hæc periit populus anglicanus in Hispania de fluxu ventris et aliis infirmitatibus, quod vix quintus homo redierit in Angliam. Knyghton, *Hist. Angl. script.*, t. II, p. 2629.

tué par les satellites du roi. Olivier lui-même s'estima heureux de recouvrer sa liberté en faisant relâcher le fils de Charles. Tel fut le dénoûment de cette ignoble comédie (1).

III

Le plus épouvantable désordre régnait en Castille. Après le premier moment de stupeur, chacun se mit à calculer les forces et les ressources de don Pèdre. Il était hors d'état de payer les Anglais, et ne les payant pas, il perdait l'appui que lui donnait la terreur de leurs armes. On pouvait déjà prévoir qu'aussitôt après l'éloignement de ces redoutables auxiliaires, il se trouverait dénué de tout en face d'un peuple mécontent et humilié, qui venait d'apprendre combien une révolution était facile. En attendant, les liens de l'obéissance étaient partout rompus. Il y a dans le caractère espagnol une force d'inertie qui combat encore lorsque toute résistance semble impossible, et qui sait réparer les plus désastreuses défaites. Gagner du temps est une maxime nationale (2), et c'est surtout dans les grandes commotions politiques qu'elle trouve son application. En annonçant sa victoire à toutes les communes de son royaume, don Pèdre s'était hâté de réclamer pour lui-même le payement des taxes votées dans les cortès de Burgos, et déjà soldées à don Henri. Il déclarait qu'elles avaient été indûment accordées à l'usurpateur, et cependant il était réduit à invoquer les décrets d'une assemblée qui avait prononcé sa déchéance (3). Par cette étrange fiction, obligé de rendre hommage à l'autorité des cortès, la seule que la nation respectât encore, il semblait avouer publiquement son impuissance à commander par lui-même. La plupart des villes ne répondirent point à ses demandes par des refus directs, mais elles inventaient mille prétextes pour différer le payement d'une taxe que sa destination rendait encore plus odieuse à l'orgueil national. Si le roi trouvait si peu d'obéissance parmi les communes, sur le dévouement desquelles il avait l'habitude de compter, on peut juger de la résistance de ses grands vassaux, de tout temps indociles à son autorité. Les riches-hommes échappés à la défaite de Najera, ou suspects par leur conduite pendant l'usurpation de don Henri, se fortifiaient dans leurs châteaux, résolus d'y attendre patiemment, soit l'occasion de traiter avec le roi légitime, si son gouvernement se consolidait, soit de reprendre les armes contre lui, si le parti vaincu relevait la tête. Don Pèdre, sans argent, sans armée, n'ayant ni la volonté ni le pouvoir d'acheter les services des Anglais, cherchait en vain autour de lui une obéissance empressée ou une rébellion ouverte. Suivi de quelques hommes d'armes, il allait de ville en ville presser l'exécution de ses ordres, et ne donnait que le spectacle de sa faiblesse aux peuples qu'il voulait intimider.

Dans cette triste situation, cependant, l'inflexibilité de son caractère ne se démentit pas. Le malheur ne lui avait rien appris ni rien fait oublier. Il s'aperçut qu'on commençait à ne plus le craindre, il n'essaya pas de se faire aimer. Prêtre, noble ou bourgeois, quiconque s'était fait remarquer par son empressement à servir l'usurpateur trouvait en lui un juge aussi inexorable qu'au temps de sa prospérité. Avant de quitter Burgos, il ordonna l'exécution d'un des principaux chevaliers et d'un des plus riches bourgeois de cette ville, comme s'il en eût voulu décimer toutes les

(1) Ayala, p. 464.

(2) *Dar tiempo al tiempo.*

(3) Cascales, *Hist. de Murcia.* Lettre de don Pèdre au conseil de Murcie. Tolède, 20 mai 1405 (1367), p. 151.

classes (1). A Tolède, il se fit donner des otages comme dans une place conquise, et les traîna en Andalousie à sa suite. A Cordoue, il arrêta lui-même seize gentilshommes des premières familles, qu'il livra bientôt après aux bourreaux, comme convaincus d'avoir appelé don Henri dans leurs murs. D'autres exécutions non moins sanglantes signalèrent son entrée à Séville. Quelques-unes du moins pouvaient paraître justes : telles que la mort du Génois Boccanegra et de Martin Yañes, dont la trahison avait eu des suites si funestes pour don Pèdre (2). Mais, après le châtiment de ces grands coupables, les échafauds se dressèrent indistinctement pour les magistrats et les officiers subalternes qui avaient accepté d'obscures fonctions sous l'usurpateur. Il semblait que la mauvaise fortune eût redoublé la cruauté du roi ; maintenant sa vengeance aveugle s'appesantissait jusque sur les parents des rebelles, et, chose horrible aux yeux des Castillans, elle n'épargnait pas même les femmes. L'exécution de dona Urraca de Osorio excita surtout l'indignation publique. Le seul crime de cette dame était que son fils, don Alphonse de Gusman, eût refusé de suivre le roi dans son exil ; mais, loin de porter les armes contre lui, il vivait retiré dans l'Andalousie au moment de la bataille de Najera. Depuis, redoutant le courroux du roi, il avait été chercher un refuge dans la ville d'Albuquerque. A la vérité, cette place, devenue le rendez-vous des mécontents du midi, était alors comme un foyer d'insurrection. Don Pèdre, hors d'état de réduire ces rebelles, tourna sa fureur contre la mère de don Alphonse qu'il accusa de correspondre avec eux. Son supplice fut horrible. S'il faut en croire les chroniques locales, elle fut brûlée vive hors des remparts, au lieu où est aujourd'hui la promenade publique. On raconte que, les vêtements de dona Urraca s'étant dérangés sur le bûcher au moment où les bourreaux venaient d'y mettre le feu, une de ses femmes, nommée Léonor Davalos, se jeta au milieu des flammes et périt avec elle en la couvrant de son corps (3).

Ces affreuses exécutions, ces vengeances abominables, ne faisaient qu'augmenter le nombre des mécontents et susciter de nouvelles conspirations. On vit alors quelques seigneurs y prendre part, qui, jusqu'alors fidèles à don Pèdre dans la mauvaise fortune, s'éloignaient de lui maintenant, comme d'un insensé courant à sa perte. Parmi tous les serviteurs du roi, celui qui par les preuves répétées de son dévouement semblait le plus à l'abri des soupçons, c'était Martin Lopez de Cordoue, compagnon de son exil et son ambassadeur auprès du roi d'Angleterre. Depuis son retour en Castille, don Pèdre, ayant dépouillé de la maîtrise de Calatrava Diego de Padilla, dont j'ai raconté la trahison, avait conféré cette dignité à Martin Lopez, comme plus avantageuse que la maîtrise d'Alcantara dont il était précédemment pourvu. Tout récemment, il venait d'y joindre le gouvernement de Murcie et celui de Cordoue. C'est dans cette dernière ville, sa patrie, que Martin Lopez avait fixé sa résidence. Jadis il s'était fait remarquer par son inflexibilité dans l'accomplissement des ordres les plus rigoureux de son maître. Maintenant sa conduite était toute différente. Il ne s'appliquait plus qu'à gagner l'affection de ses compatriotes, déplorant avec eux la sévérité de son maître, et s'attribuant à lui seul le mérite des rares faveurs accordées par don Pèdre. Soit qu'il cédât à quelques suggestions étrangères, soit qu'il ne suivît que les conseils de sa propre ambition, il commença bientôt à laisser deviner un projet qui ne pouvait manquer de produire une certaine impression sur la noblesse castillane, beaucoup plus jalouse de son autorité que de la grandeur du pays. Martin Lopez, blâmant ouvertement la politique du roi, disait qu'il était temps de mettre un terme à ses violences insupportables, qu'il fallait défendre le roi contre ses propres

(1) Ayala, p. 496.
(2) *Idem*, p. 497.
(3) *Idem*, p. 500. — Zuniga, *An. de Sev.*, t. II, p. 173.

fureurs et lui donner une tutelle pour le gouvernement de la Castille. Ces fonctions, ajoutait-il, ne pouvaient être confiées en de meilleures mains qu'en celles du prince de Galles, ce parfait modèle de la chevalerie. Don Pèdre, cependant, serait obligé de résider à Tolède. On le marierait, et l'on délivrerait ainsi le royaume de cette pépinière de bâtards dont, à sa mort, les prétentions pouvaient causer les plus graves désordres. Tout le royaume serait divisé en quatre grands gouvernements, administrés par des seigneurs du pays, car la tutelle du prince anglais ne devait être que purement nominale et honorifique. Pour lui-même, Martin Lopez se réservait l'Andalousie et Murcie dont il était déjà vice-roi. Fernand de Castro aurait eu pour sa part les royaumes de Léon et de Galice, où il exerçait de fait une autorité presque souveraine. A Diego Gomez de Castañeda, on aurait confié la Vieille-Castille ; enfin la province de Tolède, avec la Manche et l'Estramadure, auraient été le lot de Garci Fernandez de Villodre (1).

Je rapporte ce plan remarquable sur l'autorité d'Ayala, et il me semble trop conforme aux idées et aux vœux de la noblesse castillane pour qu'il puisse être révoqué en doute comme impraticable. Depuis que don Pèdre avait pris lui-même d'une main forte les rênes du gouvernement, sa politique constante avait été de réduire ses grands vassaux à un rôle subalterne. L'irritation de ces derniers avait préparé les voies à l'usurpation de don Henri, en 1366. Mais, si la noblesse était unanime pour secouer le joug de don Pèdre, elle se divisait lorsqu'il s'agissait de lui donner un successeur. Un grand nombre de riches-hommes, orgueilleux de leur blason sans tache, reprochaient à don Henri le malheur de sa naissance. D'ailleurs, la partialité qu'il montrait pour les étrangers qui lui avaient donné un trône blessait les susceptibilités nationales. Entre les riches-hommes qui redoutaient le despotisme de don Pèdre et ceux qui méprisaient l'origine de don Henri, Martin Lopez tentait d'élever un troisième parti. Rien de mieux combiné que son plan pour satisfaire aux passions dominantes des grands vassaux. Un fantôme de roi sous un tuteur trop éloigné pour être incommode, puis quatre maires du palais, véritables souverains sans en porter le titre, que pouvaient rêver de plus séduisant ces nobles seigneurs trop fiers pour souffrir un maître? Ajoutons qu'un pareil système de gouvernement n'était pas nouveau en Espagne. Il s'y était produit tout naturellement à l'époque où les chrétiens commencèrent à refouler les Arabes vers le sud de la Péninsule. Récemment encore, pendant la minorité de don Alphonse, le royaume de Castille avait été divisé de la sorte entre ses tuteurs. Après de si grandes révolutions, le moment était bien choisi pour partager les dépouilles du pouvoir royal. On ne peut savoir aujourd'hui si le prince de Galles était instruit du rôle qu'on lui réservait, et si Martin Lopez conspirait de concert avec les riches-hommes entre les mains desquels l'autorité monarchique allait se dissoudre; mais on peut croire, avec quelque vraisemblance, que les Anglais, mécontents de don Pèdre, voyaient sans peine les dispositions de la noblesse castillane, et l'encourageaient même à l'exécution d'un projet qui ne pouvait qu'augmenter leur influence. Quant aux seigneurs désignés pour gouverner la Castille avec Martin Lopez, l'attachement singulier que don Fernand de Castro et Garci de Villodre montrèrent au roi jusqu'au dernier moment ne permet pas de supposer qu'ils fussent entrés dans une conjuration contre un prince pour lequel ils se sacrifièrent courageusement dans la suite. A mon avis, leurs noms n'auraient été mis en avant par le maître de Calatrava, qu'en raison de l'influence extraordinaire qu'ils exerçaient dans certaines provinces, et, en se les associant, son but paraît avoir été seulement d'assurer à ses desseins l'assentiment général.

En attendant le moment d'éclater, Martin Lopez ne perdait pas une occasion de

(1) Ayala, p. 497 et suiv.

discréditer le roi et de se faire des partisans. Un jour, ayant réuni à dîner les chefs des plus illustres familles de Cordoue, il leur déclara que don Pèdre avait résolu de les faire périr, et l'on assure même qu'il leur communiqua un ordre du roi, vrai ou faux, à cet effet (1). Il eut soin d'ajouter que, tant qu'il commanderait à Cordoue, ses concitoyens n'avaient pas à craindre qu'il consentît à devenir leur bourreau. Il était plus facile à Martin Lopez de ruiner l'autorité royale que de fonder la sienne. Il rendit son maître odieux sans se faire aimer lui-même de ses concitoyens. Cependant le roi, instruit de ses menées, résolut de prévenir l'explosion du complot. Il s'ouvrit à don Pedro Giron, qu'il venait de faire maître d'Alcantara, et lui promit la succession de Martin Lopez s'il parvenait à le mettre entre ses mains. Pedro Giron, l'ayant attiré dans le château de Martos, dont il était gouverneur, le fit charger de chaînes et se disposait à l'envoyer à Séville, c'est-à-dire à la mort, lorsque le roi de Grenade Mohamed, lié depuis longtemps d'une étroite amitié avec Martin Lopez, intervint en sa faveur. Don Pèdre, n'ayant plus d'autre allié que le roi more, avait le plus grand intérêt à le ménager. A sa considération, il fit grâce pour la première fois de sa vie, et non-seulement rendit la liberté au maître de Calatrava, mais encore, bientôt après, soit qu'il se laissât persuader de son innocence, soit qu'il se crût trop faible pour le punir, il parut oublier le passé et lui rendit complétement sa confiance (2).

IV

Le retour prévu du prétendant allait encore augmenter l'agitation et l'anarchie de la Castille. A son arrivée dans le Languedoc, don Henri n'avait trouvé d'abord qu'une hospitalité froide et timidement accordée. Le duc d'Anjou, gouverneur de la province, lui avait fait tenir à la vérité quelque secours d'argent; mais cette espèce d'aumône s'était faite en secret, et c'était avec peine que le roi fugitif avait obtenu la permission de voir le prince et de conférer avec lui sur l'état des affaires en Castille. L'entrevue avait eu lieu avec une sorte de mystère, car la cour de France n'osait encore déclarer ouvertement ses sympathies, dans la crainte d'une rupture avec l'Angleterre. Cependant Charles V avait trop d'intérêt à soustraire l'Espagne à la domination anglaise pour abandonner complétement le prétendant de son choix. Bientôt on apprit le mécontentement du prince de Galles et le mauvais état de sa santé; cette nouvelle rendit quelque hardiesse au roi de France. Il commença par donner une pension à don Henri, puis le comté de Cesseuon, près de Béziers, pour lequel il reçut ouvertement son hommage (3). Ce n'étaient encore que des secours dus à une grande infortune, un asile accordé à un homme qui avait autrefois servi la France. Mais en même temps don Henri recevait sous main des encouragements et des promesses. Retiré dans son nouveau domaine, il était à portée d'étudier commodément la situation de la Castille et de correspondre avec ses partisans secrets ou déclarés. De toutes parts lui arrivaient des rapports propres à entretenir ses espérances et à réchauffer son courage. On lui peignait le désordre général, l'indignation excitée par les nouvelles rigueurs de don Pèdre, le dénûment de ses ressources, le mécontentement des communes grevées de taxes nouvelles, enfin l'attitude hostile de quelques-uns des grands vassaux. D'un autre côté, plusieurs capitaines, anglais ou gascons, que don Henri avait eu l'art de s'attacher pendant qu'ils étaient à son

(1) Ayala, p. 498.
(2) *Idem*, p. 499.
(3) Ayala, p. 503, 504. — *Hist. de Languedoc*.

service, l'avertissaient secrètement de la mésintelligence entre don Pèdre et le prince de Galles, et l'assuraient que ce dernier, accusant la mauvaise foi de son allié, déclarait hautement qu'il ne ferait dorénavant aucun effort pour le défendre.

XXIII

RETOUR DE DON HENRI. — 1368-1369.

I

Don Henri employa utilement l'argent du roi de France. Il paya les rançons de ses compagnons d'infortune, acheta des armes et des chevaux, recruta des soldats. Les gouverneurs français secondaient ces préparatifs avec zèle, tout en ayant l'air de les ignorer. Charles V lui-même inventait des prétextes pour lui fournir des subsides. C'est ainsi qu'il lui racheta deux fois de suite les terres qu'il lui avait données (1). D'un autre côté, les capitaines anglais, furieux contre don Pèdre, et désespérant d'en obtenir jamais les indemnités qu'il leur avait promises, se montraient généreux pour leurs prisonniers, se contentaient de modiques rançons, ou même les mettaient en liberté sur parole. Entre les chevaliers de France et d'Angleterre régnait cette sorte de courtoisie qu'on trouve chez les joueurs. Il n'était pas rare qu'un seigneur prêtât à ses prisonniers armes et chevaux et leur permît d'aller se battre au loin, dans l'espoir que la fortune leur serait favorable et leur permettrait d'acquitter un jour leurs dettes. Vers le milieu de l'année 1367, un grand nombre de Français et de Castillans, prisonniers de Najera, se trouvaient libres, avaient remonté leurs équipages et se rendaient auprès de don Henri, brûlant du désir de réparer leurs pertes. Ce prince avait transféré sa résidence au château de Pierre-Pertuse, nouveau don du roi de France, sur la frontière du Roussillon, et chaque jour il y voyait arriver quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes. Pendant qu'une petite armée se rassemblait au nord des Pyrénées, plusieurs soulèvements se déclaraient dans l'intérieur même de la Castille. En Estramadure, le fils de l'infortunée dona Urraca et le maître de Saint-Jacques, don Gonzalo Mexia, s'étaient fortifiés dans la ville d'Albuquerque, et de là faisaient dans toute la province une guerre de partisans redoutable. Leur exemple fut bientôt imité par d'autres riches-hommes et par des communes importantes. Ségovie et son Alcazar, forteresse admirable, arborèrent l'étendard de don Henri, ainsi que Avila et quelques autres villes de la Castille-Vieille. Aussitôt après le départ du prince de Galles, Valladolid et une partie des provinces basques, irritées par les excès de l'armée anglaise, s'insurgèrent contre don Pèdre, qu'elles rendaient responsable de leurs maux (2). Un assez grand nombre de prisonniers de Najera, rentrés en Espagne, armaient leurs vassaux et annonçaient le retour prochain du prétendant. Enfin les Anglais, eussent-ils voulu tenter une nouvelle intervention, allaient avoir assez d'occupation du côté de la France. On publiait que les trêves allaient être rompues ; déjà des bandes nombreuses d'aventuriers, excitées et payées par Charles V, faisaient des incursions en Guienne, et le prince de Galles ne songeait plus qu'à se mettre en mesure de faire respecter ses propres frontières.

(1) Ayala, p. 504. Note 2 de M. Llaguno. — Dom Vaissette, *Hist. de Languedoc*.
(2) Ayala, p. 606 et suiv.

II

Don Henri crut qu'il ne fallait pas laisser refroidir le zèle de ses amis. Après une conférence tenue à Aigues-Mortes avec le duc d'Anjou et le cardinal de Boulogne, assuré de la protection et de l'assistance de Charles V et du pape, pourvu par eux d'une somme d'argent considérable, il rassembla, vers le milieu d'août, tous ses partisans et se mit en marche pour rentrer en Espagne. Il n'avait encore que 400 lances, mais cette petite troupe se composait d'hommes d'élite, castillans, français et aragonais, commandés par le bâtard de Béarn, le Bègue de Villaines et le comte d'Osuna. Elle suffisait pour son escorte jusqu'à la frontière de Castille; là il devait trouver une armée capable de lui conquérir un royaume, ou bien une mort glorieuse, digne d'un chef de désespérés. Voulant prouver à ses compagnons qu'il était résolu de tout sacrifier au succès de son entreprise, il emmena avec lui sa femme et son fils et ne laissa dans le château de Pierre-Pertuse que sa fille et un assez grand nombre de dames qui auraient trop embarrassé sa petite expédition.

Pour pénétrer en Castille, il lui fallait nécessairement traverser le territoire aragonais. J'ai déjà fait connaître quelles étaient les dispositions de Pierre IV depuis son alliance avec l'Angleterre; mais, si la cour de Barcelone se montrait contraire au prétendant, tout le peuple et une partie de la noblesse faisaient ouvertement des vœux pour le succès de son entreprise. L'oncle même du roi, l'infant En Pere (1), secondait ouvertement les desseins de don Henri et l'engageait à s'avancer en assurance. A la nouvelle des préparatifs qui se faisaient à Pierre-Pertuse, le roi d'Aragon envoya signifier à don Henri que son alliance avec le prince de Galles l'obligerait à considérer comme un acte d'hostilité toute tentative pour passer sur ses terres. Sans tenir compte de cette menace officielle, don Henri se jeta dans la vallée d'Aran (2), passa les Pyrénées sans trouver d'ennemis pour lui défendre les cols, et vint déboucher dans le comté de Ribagorza, seigneurie qui appartenait à l'infant En Pere. Ce prince lui avait envoyé des guides sûrs pour le conduire dans ce pays sauvage et hérissé d'obstacles naturels. En s'engageant sur le territoire aragonais, don Henri écrivit à Pierre IV pour lui rappeler leur ancienne alliance et les services qu'il avait rendus à l'Aragon, services bien considérables, puisque, l'année précédente, son entrée en Castille avait suffi pour obliger don Pèdre à évacuer en un seul jour cent vingt villes ou châteaux dont il s'était emparé. Il promettait de respecter le territoire qu'il était contraint d'emprunter pour rentrer dans ses États; mais il annonçait aussi sa ferme résolution de repousser par la force toute tentative pour troubler sa marche. En réalité, elle ne fut retardée que par la difficulté des chemins et par quelques démonstrations peu sérieuses des montagnards contre son avant-garde. En arrivant dans le comté de Ribagorza, l'armée castillane trouva en abondance des vivres et des rafraîchissements de toute espèce préparés par les soins de l'infant En Pere. Don Henri ne s'y arrêta que le temps nécessaire pour reposer, hommes et chevaux, épuisés par une longue traite. Un peu plus loin, à Estadilla, il traversa les domaines de son beau-frère don Philippe de Castro, riche-homme aragonais que don Pèdre retenait alors prisonnier dans le château de Burgos. Partout ses partisans lui tenaient prêts des guides et des vivres. A Balbastro, il apprit qu'un corps de troupes considérable était envoyé de Saragosse par le roi d'Aragon pour le combattre;

(1) Le fils de ce prince, le comte de Denia, créé marquis de Villena par don Henri, était encore prisonnier des Anglais.

(2) Ayala, p. 510, note 1.

mais les chefs mêmes de cette armée l'avertirent courtoisement de leur approche et lui témoignèrent qu'ils obéissaient fort à contre-cœur à des ordres réprouvés par tous leurs compatriotes. Vraisemblablement, Pierre IV comptait sur la désobéissance de ses capitaines, et n'avait d'autre but que de prouver au prince de Galles qu'il était étranger aux projets de don Henri. Celui-ci cependant, précipitant sa marche, fut bientôt hors d'atteinte. Traversant avec rapidité une partie du territoire navarrais, qu'on ne put ou qu'on ne voulut pas lui disputer, il passa l'Èbre près d'Azagra et se trouva enfin en Castille devant Calahorra, la ville où l'année précédente il avait été proclamé roi.

En touchant la rive droite de l'Èbre, don Henri demanda s'il était en Castille. On lui répondit qu'il venait d'entrer dans son royaume. Aussitôt il descendit de cheval, se jeta à genoux, fit une croix sur le sable et la baisa.

— Par cette croix, s'écria-t-il, image de l'instrument de notre rédemption, je jure que, pour dangers ou malheurs qui m'aviennent, je ne sortirai plus vivant de ce royaume de Castille. En Castille, j'attendrai la mort ou telle aventure que le ciel me réserve (1) !

Puis, se relevant, il arma plusieurs chevaliers comme au jour d'une bataille, entre autres le bâtard de Béarn, qu'il fit dans la suite comte de Medina Celi.

Calahorra n'avait pas attendu son approche pour se déclarer en sa faveur. Déjà un grand nombre de ses partisans s'y étaient donné rendez-vous, et la ville réunissait en ce moment cinq à six cents hommes d'armes castillans ou français, la plupart ayant combattu à Najera, tous bien montés et remplis d'ardeur. Pendant plusieurs jours, don Henri s'arrêta dans cette petite ville pour y rallier les volontaires qui se présentaient de toutes parts. Dès lors, se voyant à la tête d'une force respectable, il marcha audacieusement sur Burgos. Partout il était accueilli avec des transports de joie. Logroño fut la seule ville qui lui fermât ses portes. Ce n'était pas le temps de s'amuser à un siége, et, après une escarmouche aux barrières, il reprit sa marche avec rapidité. Burgos était déjà bloquée par ses partisans. Deux factions divisaient cette grande ville : la plupart des bourgeois voulaient accueillir don Henri, mais le château avait une garnison de deux cents lances, et les juifs, toujours fidèles à don Pèdre, avaient pris les armes et se fortifiaient dans leur quartier, résolus de le défendre. Aussitôt que la bannière royale fut déployée, l'archevêque, tout le clergé et les principaux de la bourgeoisie sortirent en procession, apportant leurs clefs, et conduisirent don Henri en triomphe dans le palais, tandis que le château et la Juiverie lançaient des flèches et tiraient des coups de bombarde contre la ville. Il fallut entreprendre deux siéges à la fois. Au bout de quelques jours, les juifs, voyant leur muraille minée et des engins en batterie prêts à les foudroyer, demandèrent grâce et obtinrent, au prix d'une forte contribution, que leur vie et leurs biens seraient respectés. Le château se fit battre plus longtemps. Enfin le gouverneur, instruit que les mineurs étaient déjà sous ses remparts, et n'ayant d'ailleurs aucun espoir de secours, offrit sa soumission et livra sa forteresse. En entrant dans le château, don Henri délivra son beau-frère Philippe de Castro, détenu depuis la défaite de Najera. Il y fit encore un prisonnier d'importance, le fils du dernier roi de Majorque, qu'une maladie avait empêché de sortir de Burgos. C'était une capture considérable, car la rançon du prince, payée bientôt par sa femme la reine de Naples, fut de 80,000 doubles (2).

La prise de l'antique capitale de la Castille ne pouvait manquer de produire la plus vive impression dans tout le royaume. Dès ce moment, les partisans secrets de

(1) Ayala, p. 514.
(2) *Idem*, p. 516.

don Henri n'hésitèrent plus à se déclarer, et, dans peu de jours, entraînèrent la défection de presque toutes les villes du Nord. Bientôt l'insurrection, se propageant avec une incroyable rapidité, s'étendit jusqu'aux provinces les plus éloignées. L'Andalousie, jusqu'alors calme et soumise, façonnée de longue main à l'obéissance, contenue d'ailleurs par la présence du roi légitime, subit cependant la contagion de l'exemple, et le feu de la guerre civile s'y alluma pour ainsi dire sous les yeux de don Pèdre. En excitant à la sédition les habitants de Cordoue, Martin Lopez n'avait cru travailler que pour lui-même; mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait préparé les voies pour le prétendant. Vers la fin de l'année 1367, les bourgeois entrèrent en communication avec Gonzalo Mexia, maître de Saint-Jacques, qui depuis plusieurs mois guerroyait, au nom de don Henri, sur la frontière de Portugal. Ils l'appelèrent dans leurs murs et le prirent pour leur chef (1). La défection de Cordoue consterna les amis du roi légitime et porta au comble l'enthousiasme et les espérances des rebelles. Don Pèdre, se défiant de sa fortune et ne se croyant déjà plus en sûreté dans Séville, ne s'occupait cependant qu'à fortifier la ville de Carmona, dont il voulait faire sa place d'armes. Il y faisait transporter d'immenses approvisionnements de toute espèce, et dans cette citadelle, qu'il s'efforçait de rendre imprenable, il comptait renfermer ses enfants (2) et ses trésors, peut-être y trouver un dernier refuge pour lui-même. En même temps il rassemblait des troupes, pressait les Mores de Grenade de lui envoyer des secours et n'oubliait rien pour ranimer le courage de ses partisans; mais nulle part il ne trouvait d'empressement à le servir. Il accusait la lenteur des Mores, l'apathie de ses vassaux. Menaces, prières, il mettait tout en œuvre pour presser les armements, et cependant, hors d'état d'entrer en campagne, il se voyait contraint d'abandonner à leur fortune le petit nombre de loyaux serviteurs qui essayaient encore de soutenir sa cause dans le nord du royaume. Son principal lieutenant dans la Castille vieille, Rodrigo Rodriguez, assiégé dans le château de Dueñas par don Henri lui-même, fut obligé de capituler après une assez longue résistance.

L'hiver seul retardait les progrès de l'usurpateur. De part et d'autre, les derniers mois de l'année 1367 et les premiers de l'année suivante se passèrent en préparatifs militaires, sans que les deux rivaux cherchassent à se combattre. Tandis que don Pèdre appelait aux armes tout ce qui lui restait de vassaux fidèles, don Henri, parcourant la Castille vieille et le royaume de Léon, se montrait à ses partisans, les exhortait à redoubler d'efforts, recrutait des soldats, achetait ou prenait des châteaux, et obtenait des communes des secours d'argent en leur accordant des immunités et des priviléges pour l'avenir. Presque partout il n'avait qu'à se louer du zèle de la noblesse et des communes; mais c'était dans sa famille même qu'il devait trouver l'opposition la plus dangereuse. J'ai eu plusieurs fois à signaler la jalousie de don Tello, ses trahisons répétées, ses intrigues continuelles. Suspect à son frère depuis la bataille de Najera, il était cependant accouru auprès de lui aussitôt après son entrée en Espagne, et, lui imposant en quelque sorte son alliance, il l'accompagnait dans toutes ses expéditions. Peu de temps après la prise de Burgos, il vint jeter l'alarme dans le camp de don Henri, en annonçant que le prince de Galles arrivait à Bayonne à la tête d'une armée. A l'appui de cette nouvelle, il produisit une lettre qu'il avait fait fabriquer par un de ses scribes. Quel était son dessein? Il est assez difficile de le deviner. Peut-être espérait-il, par ce mensonge, échapper à la surveillance secrète dont il était entouré par don Henri et se faire envoyer en Biscaye; là,

(1) Ayala, p. 517.

(2) Don Pèdre avait plusieurs enfants, non légitimés, d'autres femmes que Marie de Padilla. Les trois filles de cette dernière étaient alors à Bayonne.

sous prétexte de s'opposer à l'invasion des Anglais, il aurait travaillé à se faire une souveraineté indépendante. Telle avait toujours été l'ambition de don Tello, et, dans le désordre de ce temps, l'idée d'indépendance absolue était la préoccupation de tous les esprits. Les villes voulaient des franchises qui les constituassent en républiques : les seigneurs voulaient devenir des rois.

Quoi qu'il en soit, la fourberie de don Tello fut découverte par l'homme qu'il avait choisi pour en être l'instrument. Son secrétaire le dénonça à Pero Lopez d'Ayala, qui se hâta d'en prévenir don Henri. Celui-ci, accoutumé à dissimuler les perfidies de son frère, ne lui adressa aucun reproche, n'eut aucune explication avec lui, et prit même de grandes précautions pour récompenser le scribe dont la révélation avait dissipé ses inquiétudes (1). Quant à don Tello, à la première occasion il trouva le moyen de s'enfuir en Biscaye, où, jusqu'à la fin de la guerre civile, il ne s'occupa plus que de ses intérêts particuliers.

III

Malgré l'hiver, don Henri poursuivait ses conquêtes. Au milieu du mois de janvier 1368, il vint assiéger Léon et s'en rendit maître après un siége de quelques jours. De là il put donner la main à ses partisans dans les Asturies, qui, chaque jour, gagnaient du terrain sur les lieutenants de don Pèdre. Peu après, il s'empara de Tordehumos, malgré la résistance vigoureuse de la garnison. Dans un des assauts qu'il dirigeait en personne, il perdit un de ses plus braves compagnons d'armes, le comte d'Osuna, qui, loin d'hériter de la haine de son père, Bernal de Cabrera, pour don Henri, s'était entièrement dévoué à son service. Buitrago succomba pareillement après quelques jours de résistance ; Madrid, ville médiocrement peuplée, mais alors importante au point de vue militaire par les fortifications dont elle était entourée, se défendit avec succès pendant quelques jours; mais un traître nommé Domingo Muñoz ouvrit une porte aux assiégeants, qui, pour punir les habitants de leur fidélité au roi légitime, livrèrent les maisons au pillage (2).

Par la prise de toutes ces forteresses, don Henri voyait son autorité solidement établie dans les provinces du nord ; il délibéra s'il pousserait avec toutes ses forces en Andalousie pour attaquer don Pèdre dans ses derniers retranchements, ou bien s'il assiégerait Tolède, qui passait alors avec raison pour la plus forte place du royaume. D'un côté, les habitants de Cordoue, effrayés des préparatifs de don Pèdre, demandaient avec instances qu'on vînt les secourir; mais, d'un autre côté, l'argent manquait pour une expédition lointaine, et la plupart des capitaines tenaient pour une haute imprudence de passer la Sierra-Morena, en laissant derrière soi l'armée renfermée dans Tolède. Cette opinion prévalut; la richesse du pays offrait d'ailleurs un appât aux aventuriers, et l'espoir du butin les rendait moins exigeants à réclamer leur solde arriérée. Avant de commencer les opérations du siége, la reine dona Juana, accompagnée de plusieurs prélats, entre autres de l'archevêque de Tolède, vint s'établir à peu de distance de la place, essayant, par des séductions et des promesses, de déterminer les habitants à ouvrir leurs portes. Mais la garnison était nombreuse et fidèle ; elle se composait de plus de six cents lances, sans compter les arbalétriers et la bourgeoisie qui avait pris les armes. Les juifs surtout se montraient ardents pour la défense. Enfin les deux capitaines qui commandaient dans la place, l'alguazil-mayor Fernand Alvarez et don Garci de Villodre étaient dévoués à don

(1) Ayala, p. 517. *Abrev.*
(2) Ayala, p. 529 et suiv.

Pèdre et s'attendaient à le voir bientôt paraître à la tête d'une armée. Ils rejetèrent avec fierté les offres du prétendant et répondirent à ses menaces par d'orgueilleuses bravades. Malgré tous ses efforts, don Henri n'avait pu amener devant Tolède qu'un millier de lances, force suffisante à la vérité pour un blocus, mais hors d'état de tenter une attaque sérieuse contre une ville si bien fortifiée. Au reste, les obstacles naturels qui empêchaient l'assiégeant de pousser ses opérations avec vigueur, lui permettaient de resserrer la garnison dans l'enceinte de ses remparts par des travaux peu considérables. Au moyen de bastilles élevées devant les ponts de Saint-Martin et d'Alcantara, don Henri put fermer les principales issues de la place et attendre que la famine l'obligeât à capituler.

Au printemps de l'année 1368, le royaume de Castille se partageait à peu près également entre les deux frères rivaux. Don Pèdre conservait la supériorité dans les provinces du midi. Murcie, l'Estramadure et l'Andalousie lui obéissaient, à l'exception de Cordoue et de quelques petites places sur la frontière de Portugal. La Galice, dominée par don Fernand de Castro, demeurait fidèle, ainsi qu'une partie des Asturies; mais presque toutes les autres provinces du nord s'étaient déclarées pour don Henri. Cependant don Pèdre y conservait encore des postes isolés, quelques-uns d'une grande importance militaire. Il avait des garnisons dans Zamora, Soria, Vittoria, Logroño, dans les places maritimes de la Biscaye et dans le Guipuzcoa. Je me borne à indiquer ici les grandes divisions, car, dans chaque province et dans chaque district, il y avait des châteaux et des maisons fortifiées qui protestaient contre le parti adopté par la masse de la population. En ce moment, quiconque possédait un donjon et quelques armures de fer était un chef indépendant, déclarait la guerre à tout son voisinage, pillait et rançonnait autour de lui, attendant que la victoire lui eût appris auquel des deux rois il devait faire acheter son adhésion.

IV

Après avoir mis en œuvre toutes ses ressources, don Pèdre n'avait pu réunir encore que quinze cents lances et six mille fantassins ; mais à cette armée le roi de Grenade allait joindre toutes ses forces. C'était contre Cordoue que les deux rois avaient résolu de diriger leur premier effort, et don Pèdre avait juré d'en faire un exemple qui effrayât à jamais les rebelles. On a vu que le maître de Saint-Jacques, s'étant jeté dans Cordoue avec quelques hommes d'armes, s'était empressé d'y faire exécuter des travaux de défense. Les bourgeois le secondaient avec beaucoup de zèle, mais ils manquaient d'armes et d'expérience. Éloignés de don Henri, entourés de barbares, condamnés par un despote impitoyable, ils se regardaient comme des victimes dévouées, mais ils puisaient un courage nouveau dans leur désespoir, et s'apprêtaient à mourir sur la brèche avant d'implorer leur pardon. Un secours inattendu vint encore exciter leur ardeur. A l'approche des Mores, don Alphonse de Guzman, qui occupait le château de Hornachuelos, quitta son fort avec toute sa garnison, et, passant la nuit au milieu des Grenadins sans être reconnu, alla s'enfermer dans Cordoue, résolu à partager le sort de ses habitants. C'était un faible renfort, mais, en voyant les plus nobles seigneurs du pays s'associer à leurs périls, les bourgeois se crurent plus forts et le devinrent en effet.

Mohamed amenait à don Pèdre cinq mille génétaires et trente mille hommes de pied, dont un grand nombre d'arbalétriers excellents. C'était en quelque sorte une levée en masse des Mores de Grenade. Cordoue, pendant longtemps capitale des Arabes andalousiens, restait dans l'imagination des musulmans comme une cité sainte. A leurs yeux, la célèbre mosquée bâtie par Abdérame, devenue église chrétienne, mais

encore pure des additions qu'y fit depuis Charles V, était un sanctuaire aussi vénéré que le temple de Jérusalem pour les croisés du XIIe siècle. Une expédition contre Cordoue réchauffait le fanatisme chez tous les musulmans de la péninsule, et les enflammait d'une ardeur guerrière. Aussi marchaient-ils contre cette malheureuse cité comme à une croisade, et il n'y avait pas une ville more qui n'eût envoyé ses volontaires à cette sainte entreprise.

En voyant paraître l'ennemi, le maître de Saint-Jacques et ses chevaliers s'attendaient à une escarmouche devant les barrières, c'était alors le début de tous les siéges. Les plus braves de la garnison s'étaient portés à la Calahorra, grosse tour qui formait comme une tête de pont sur la rive gauche du Guadalquivir; ils croyaient n'avoir qu'à rompre quelques lances ou échanger des traits avec les jeunes émirs grenadins. Ils se trompaient. Ce ne fut point une escarmouche, mais un assaut général poussé avec fureur qu'ils eurent à soutenir. Profitant de leur nombre, les Mores attaquèrent la place de plusieurs côtés à la fois. D'abord, par une grêle de garrots, leurs arbalétriers délogent les chrétiens des postes avancés et du parapet de la Calahorra; puis, plantant partout des échelles avec la plus grande résolution, les plus vaillants assaillent cette tête de pont, tandis que d'autres colonnes, passant le fleuve, investissent le corps de la place, s'efforcent de saper la base des remparts et d'y pratiquer des brèches. Après un vif combat, un émir, nommé Aben-Faluz, s'empare de la Calahorra, et presque en même temps six brèches, ou plutôt six trous ouverts dans la muraille du vieil Alcazar, livrent passage aux musulmans. En ce moment, les femmes, croyant la ville prise, se jettent dans les rues, les cheveux épars et poussant des cris lamentables. Elles appellent les hommes d'armes; tantôt elles les accablent d'injures et leur reprochent leur lâcheté; tantôt, avec des sanglots et des larmes, elles les conjurent de tenter un dernier effort pour les arracher à l'esclavage et à la brutalité des infidèles. Ce spectacle ranime les chrétiens. Ils se précipitent avec la rage du désespoir sur les postes déjà occupés par les Mores, et les repoussent sur les brèches qu'ils n'ont pas encore eu le temps d'élargir. A l'ardeur des Grenadins succède une terreur panique. Leurs plus braves soldats sont culbutés du haut des remparts. On arrache leurs enseignes noires déployées un instant sur la Calahorra. Cette tour et les brèches de l'Alcazar, obstruées de cadavres, sont reprises par les chrétiens. De tous côtés, les infidèles se débandent; une vigoureuse sortie, conduite par le maître de Saint-Jacques, achève de les mettre en déroute et les ramène battant jusqu'au pied des collines où ils avaient planté leurs tentes. Lorsque la retraite des Mores eut mis fin au combat, une partie des habitants, dans l'ivresse de la victoire, passa la nuit à chanter et à danser dans les rues à la lueur des feux de joie, tandis que d'autres plus prudents s'empressaient à boucher les brèches des remparts, à réparer les plates-formes et les machines, à porter sur les courtines des pierres, des traits, tous les projectiles nécessaires pour repousser un nouvel assaut (1).

Les Mores, qui avaient fait des pertes considérables, n'essayèrent pas de recommencer l'attaque. De la confiance, ils avaient passé au découragement. « Allah, disaient-ils, ne veut pas nous rendre la cité sainte! » D'ailleurs, ils étaient dépourvus de vivres et n'avaient pas eu le temps d'amener un matériel de siége. En quelques jours, toute cette grande armée se dispersa. Après de vains efforts pour retenir ses alliés, don Pèdre lui-même fut contraint de retourner à Séville; mais, avant de lever son camp, il envoya son héraut proclamer, aux portes de la ville assiégée, que Cordoue était déclarée tout entière coupable de trahison, et que, lorsqu'il y rentrerait, il la livrerait aux flammes et ferait passer la charrue sur les fondements de ses édifices.

(1) Ayala, p. 525 et suiv. - Conde, *Hist. de los Arabes*, IVe partie, chap. XXVI.

Le succès inespéré des Cordouans et l'indignation causée par les ravages des Mores obligèrent plusieurs villes de l'Andalousie à se soulever et à proclamer le prétendant. Jaën et Ubeda payèrent chèrement leur audace. Toutes les deux furent détruites de fond en comble par le roi de Grenade (1). Les alliés musulmans de don Pèdre, voyant des ennemis dans tous les chrétiens, portaient le fer et le feu jusqu'aux portes de Séville. En quelques semaines, tous les châteaux conquis par le roi dans la dernière guerre retombèrent au pouvoir des Mores, quelques-uns cédés à Mohamed, comme le prix de son alliance, d'autres emportés de vive force, comme coupables ou suspects de défection au prétendant. Beaucoup de villages et quelques villes considérables furent impitoyablement saccagés, et un grand nombre d'hommes et de femmes emmenés en esclavage à Grenade. On porte à onze mille le nombre de personnes de tout âge et de tout sexe enlevées par les musulmans du seul territoire d'Utrera, à quelques lieues de Séville (2). Loin de s'opposer à ces dévastations, don Pèdre semblait les encourager en concentrant la plus grande partie de ses troupes à Séville et à Carmona. Les paysans, exaspérés, publiaient que le roi avait abjuré sa religion pour prendre celle de son allié, le More de Grenade.

V

Le spectacle de l'Andalousie en feu, les supplications des malheureuses villes victimes de cette guerre barbare, ne pouvaient arracher don Henri au siége de Tolède. Cependant la force ouverte et la corruption échouaient tour à tour devant la fermeté de la garnison et la vigilance du gouverneur. Quelques bourgeois gagnés, étant parvenus à s'emparer d'une des tours de l'enceinte, nommée la tour des Abbés (3), y arborèrent l'étendard du prétendant au cri de *Castille au roi Henri!* Mais dans l'intérieur de la ville personne ne répondit à cet appel. Une quarantaine de soldats de l'armée assiégeante escaladèrent la tour et y plantèrent cinq bannières. S'ils eussent été vigoureusement soutenus, Tolède succombait peut-être ce jour-là ; mais aussitôt les habitants, accourant avec des fascines et des sarments, entassèrent ces matières inflammables à la porte de la tour des Abbés, et y mirent le feu. Non-seulement ce mur de flammes empêcha les assaillants de déboucher dans la ville, mais bientôt, enveloppés de fumée et menacés d'être brûlés vifs, ils s'estimèrent heureux de pouvoir s'échapper au moyen des échelles dont ils s'étaient servis pour gagner la plate-forme de la tour (4). Une autre tentative pour livrer une porte à don Henri n'eut pas plus de succès. Tous les complots tramés en sa faveur étaient découverts et sévèrement punis. D'un autre côté, l'art des ingénieurs était impuissant contre les excellentes fortifications de Tolède. Entourée par le Tage, la ville n'était vulnérable que sur deux points : les tours placées en avant des ponts de Saint-Martin et d'Alcantara. Après avoir longtemps battu et sans effet le premier de ces deux ouvrages, les assiégeants tentèrent de le miner. Le gouverneur cependant faisait

(1) Ayala, p. 528. — *Argote de Molina, Nobleza de Andalucia*, p. 238.

(2) Ayala, p. 519.

(3) On nomme ainsi à Tolède une tour hexagone qui fait partie de l'enceinte arabe de la ville, et qui touche à la porte *del Cambron*. Suivant une tradition, cette tour aurait servi autrefois de prison à l'officialité de Tolède. Selon quelques antiquaires, elle devrait son nom à la résistance énergique d'un petit nombre de prêtres tolédans, qui la défendirent contre les Mores, dans le mémorable siége que soutint Tolède contre le roi de Maroc Ali-Aben Jusef, au XIe siècle. La porte del Cambron est plus moderne que la tour des Abbés. On dit qu'autrefois l'entrée protégée par cette tour s'appelait la porte de l'Almaguera.

(4) Ayala, p. 529 et suiv.

construire une forte muraille en arrière de la tour de Saint-Martin, afin de fermer le passage du pont si la tour venait à tomber au pouvoir de l'ennemi. De la rapidité dans l'exécution de ces travaux contraires dépendait le sort de la place. Les mineurs de don Henri, parvenus par une galerie souterraine sous les fondements de la tour et les étayant à mesure qu'ils pénétraient plus avant, la crurent suspendue, pour ainsi dire, au-dessus des excavations qu'ils avaient pratiquées; ils se retirèrent après avoir mis le feu à leurs blindages, persuadés que la destruction des étais allait entraîner la chute de tout l'édifice. Le mur que les assiégés bâtissaient à l'entrée du pont n'étant pas encore assez avancé pour offrir un obstacle sérieux, toute l'armée de don Henri s'était formée en bataille au débouché du pont Saint-Martin, attendant avec impatience le résultat de la mine pour s'élancer dans la ville sur les ruines de la tour. Mais les ingénieurs s'étaient trompés dans leurs calculs, et la vieille maçonnerie demeura debout après l'incendie de ses étais. Il n'était plus temps de songer à élargir la mine, car les assiégés, avertis par la fumée qui s'échappait de la galerie souterraine, s'étaient décidés à couper le pont Saint-Martin. C'était un ouvrage du XIIIe siècle, qui passait alors pour un des monuments les plus remarquables de toute l'Espagne. Malgré les traits lancés par les machines pour écarter les travailleurs, les assiégés enlevèrent rapidement les claveaux de l'arche maîtresse, et la firent crouler dans le Tage (1). Dès ce moment, perdant tout espoir d'arriver de vive force au corps de la place, don Henri borna tous ses soins à resserrer plus étroitement le blocus. Pour prévenir l'entrée des convois, il augmenta le nombre de ses bastides, et ajouta de nouveaux ouvrages à ses lignes de circonvallation. C'était en quelque sorte une ville nouvelle qu'il bâtissait autour de Tolède. Pressé par le défaut d'argent au milieu de ces immenses travaux, il fit frapper à Burgos une monnaie au-dessous du titre. On appela *sizains* les nouvelles pièces, parce qu'elles avaient nominalement la valeur de six deniers. Avec ces ressources précaires, alors fort en usage, il solda pendant quelque temps son armée (2).

Les villes du nord de la Castille qui tenaient encore pour don Pèdre, isolées au milieu de provinces soulevées, n'avaient pas pour se défendre les moyens que la nature et l'art avaient accumulés autour de Tolède. Les conseils de Logroño, de Vittoria et de quelques autres villes de la province d'Alava, s'étant concertés entre eux, écrivirent au roi pour lui demander des secours et pour l'*ajourner*, selon la pratique du moyen âge, c'est-à-dire pour lui fixer un délai au delà duquel ils se croiraient dégagés de leurs serments d'obéissance. Il paraît que le siége ou le blocus de ces places ne se poursuivait pas avec beaucoup de vigilance, car les envoyés des conseils parvinrent sans être arrêtés jusqu'à Séville. Là, jugeant bien que le roi était hors d'état de conduire une armée dans le nord, ils lui demandèrent la permission de se donner au roi de Navarre, son allié, plutôt que de se soumettre à don Henri. Ils représentaient à don Pèdre que cette cession de territoire déterminerait probablement le roi de Navarre à intervenir en sa faveur. Don Pèdre, avec son inflexibilité ordinaire, répondit en leur enjoignant de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais il ajouta que si, la fortune le trahissant, il se trouvait dans l'impossibilité de leur porter secours, il voulait qu'ils se rendissent à don Henri plutôt qu'au roi de Navarre. « Souvenez-vous, leur dit-il, qu'avant tout il importe que la couronne de Castille se conserve tout entière (3). » Réponse vraiment royale, et d'autant plus remarquable qu'à cette époque les idées de patriotisme étaient presque inconnues, et que, depuis le souverain jusqu'au vassal, personne ne con-

(1) Ayala, p. 539 et suiv.
(2) *Idem*, p. 523.
(3) *Idem*, p. 532.

naissait d'autre règle de conduite que son intérêt personnel. Dans le triste état de ses affaires, il était beau de soutenir l'intégrité d'une couronne qu'il allait peut-être abandonner à son ennemi mortel. Malheureusement les conseils des villes assiégées ne comprirent pas ce noble langage. Le Navarrais était à leurs portes, prodigue de promesses à son ordinaire, et don Tello, d'accord avec lui, était accouru pour les exhorter à la défection. Toujours bassement envieux, ce prince espérait ainsi s'assurer la protection du roi de Navarre, et d'ailleurs il croyait gagner assez s'il faisait perdre quelque chose à son frère. Logroño, Vittoria, Salvatierra, Santa-Cruz de Campeszo, arborèrent sur leurs murs les bannières navarraises.

L'année 1368 allait finir, et la lutte demeurait encore indécise. De part et d'autre, les succès, les revers, se balançaient à peu près également ; mais la misère du pays était arrivée à son comble. L'Andalousie livrée aux ravages des musulmans, l'Alava et la Rioja vendues à l'étranger, partout des villes rançonnées ou mises au pillage, le peuple foulé par les gens de guerre, l'anarchie, la désolation partout, telle était la situation d'un royaume naguère florissant lorsqu'il n'obéissait qu'à un seul maître.

Malgré l'apparente égalité des forces, il n'était pas difficile de prévoir l'issue de la lutte, et pour la prédire en assurance, il suffisait de comparer les caractères des deux princes qui se disputaient la Castille. L'inflexibilité, la hauteur de don Pèdre, lui enlevaient chaque jour quelques-uns de ses partisans ; la souplesse de don Henri, sa libéralité naturelle ou calculée, lui en gagnaient plus que la force de ses armes. L'un, toujours méfiant, ne pardonnait pas une faute et punissait l'indifférence à l'égal de la rébellion ; l'autre, oubliant les injures, traitait les ouvriers de la dernière heure comme les compagnons dont le dévouement ne s'était jamais démenti. Don Pèdre croyait qu'en se sacrifiant pour lui on ne faisait que son devoir ; don Henri se regardait comme l'obligé de ceux qui ne l'attaquaient pas ouvertement. Mais ce qui devait tôt ou tard rallier au prétendant la majorité de la noblesse et des communes, c'est que pour acheter le pouvoir il était prêt à subir toutes les conditions, tandis que, fort de son droit, don Pèdre ne voulait rien céder, en dépit de sa mauvaise fortune.

De tous les princes voisins, le roi de France était le seul qui prît une part active aux affaires de la Castille. Les rois d'Aragon et de Portugal observaient la neutralité avec plus ou moins de franchise. Le roi de Navarre, en se fortifiant dans le territoire dont il venait de s'emparer, promettait tour à tour son alliance aux deux rivaux. Quant au prince de Galles, ruiné par la dernière campagne, menacé d'une guerre avec la France, il avait cessé de tourner les yeux vers la Péninsule.

Charles V, protecteur déclaré de don Henri depuis ses derniers succès, lui faisait passer quelques subsides, et, à défaut d'une armée, allait lui envoyer l'homme dont l'expérience militaire semblait suffire à lui assurer la victoire ; j'ai déjà nommé Bertrand Duguesclin. Prisonnier d'Édouard depuis la défaite de Najera, il avait reçu de lui les plus honorables traitements ; mais Duguesclin, à la tête des troupes françaises, avait fait trop de mal à l'Angleterre pour qu'on jugeât prudent de lui rendre la liberté au moment où la France menaçait la Guienne d'une formidable invasion. Les conseillers du prince étaient unanimes pour qu'il refusât de mettre le prisonnier à rançon. Qu'importait la perte de quelques milliers de florins, lorsqu'on privait la France de son plus habile général ? A Bordeaux, où il avait été conduit, Duguesclin fut instruit de cette résolution par les capitaines anglais eux-mêmes, parmi lesquels il comptait plus d'un admirateur et d'un ami. Il avait appris à connaître le faible du prince de Galles, et ce fut dans son orgueil qu'il l'attaqua. Un jour, Édouard, qui se plaisait à causer familièrement avec son prisonnier, lui demanda s'il se trouvait bien du séjour de Bordeaux.

— *Monseigneur,* répondit Bertrand avec sa brusquerie affectée, *il ne me fut*

oncques mais mieux; et c'est droit qu'il me soit bien, car je suis le plus honoré chevalier du monde, quoique je demeure en vos prisons; et vous savez comment et pourquoi.

Le prince laissa voir quelque surprise.

— *On dit parmi le royaume de France*, reprit le rusé Breton, *que vous me doutez tant et ressoignez que vous ne m'osez mettre hors de votre prison.*

Le coup avait porté.

— *Voire! messire Bertrand,* s'écria le prince, frémissant à l'idée qu'on le soupçonnât de craindre un homme au monde, *pensez-vous que pour votre chevalerie nous vous redoutions? Fixez vous-même votre rançon. Que ce soit un fétu de paille, et je m'en contenterai.*

Aussitôt Duguesclin *happa ce mot*, comme dit Froissart, mais il ne voulut pas qu'on lui reprochât de s'être laissé vaincre en générosité. Il passait pour pauvre, n'ayant que *son corps,* pour me servir d'une expression usitée de son temps.

— Tout pauvre chevalier que je suis, dit-il fièrement, je trouverai dans la bourse de mes amis cent mille florins d'or, et j'aurai de bons répondants.

Le prince, étonné, ne voulut point humilier ce grand courage en refusant cette énorme rançon. Il prévoyait que l'Angleterre allait perdre au marché, mais il avait trop d'honneur pour retirer sa parole (1). Le jour même, Chandos et d'autres capitaines anglais offrirent à Duguesclin de lui avancer des sommes considérables; mais il les refusa avec politesse et s'empressa d'écrire en France et en Bretagne pour faire connaître le prix mis à sa délivrance. Sa noble confiance ne fut pas trompée. On vit bientôt arriver à Bordeaux un grand nombre d'écuyers, apportant chacun le sceau de son maître, dont Bertrand devait faire usage pour fixer la somme à laquelle il taxait chacun de ses amis, et pour laquelle il engageait leur sceau, signe sacré, dit Ayala, parce qu'il porte le nom et les armes, c'est-à-dire l'honneur du chevalier (2). Jamais hommage plus unanime ne fut rendu à la vertu guerrière. Toute la France voulait racheter son grand capitaine, mais le roi se chargea seul de payer la rançon de celui qu'il avait déjà choisi comme l'instrument de ses vastes desseins. Il y ajouta un présent de trente mille francs d'or pour que Bertrand pût remonter ses équipages (3). Dès que celui-ci se vit libre, il s'empressa de racheter ses meilleurs hommes d'armes; puis, après une courte entrevue avec le roi de France, il prit à grandes journées le chemin de la Castille, amenant à don Henri cinq à six cents hommes d'armes, gens d'élite, bien armés et bien montés. En ce moment, c'est-à-dire au commencement de l'année 1369, la guerre éclatait de nouveau entre la France et l'Angleterre; une armée anglaise considérable se rassemblait en Guienne. Pour se priver en de telles circonstances de son meilleur capitaine et de ses plus braves soldats, il fallait que le prudent Charles V attachât un bien grand prix au rétablissement de don Henri sur le trône de Castille. L'événement prouva qu'il ne s'était point trompé en choisissant son allié.

VI

Duguesclin, précédant ses soldats, rejoignit don Henri devant Tolède. La ville était toujours étroitement bloquée, et la disette commençait à s'y faire sentir. Le gouverneur, don Garci de Villodre, avait été obligé de tuer tous les chevaux pour

(1) Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCXLVII. — Ayala, p. 466 et suiv.

(2) Ayala, p. 469.

(3) Froissart, liv. I, chap. CCXLVII. — Ayala, p. 470.

faire subsister sa garnison. Chaque jour il écrivait à don Pèdre pour lui représenter l'horreur de sa situation et le conjurer de ne pas abandonner une population fidèle qui, par dévouement à son roi, souffrait depuis plus de dix mois les plus dures extrémités. Que s'il tardait à lui envoyer des secours, et même à marcher en personne pour faire lever le siége, la famine allait triompher de l'héroïque constance des Tolédans. Don Pèdre avait passé la plus grande partie de l'hiver à Carmona, travaillant sans relâche à ajouter de nouveaux ouvrages à ses fortifications. Il y avait entassé d'immenses approvisionnements, et, après avoir épuisé ses arsenaux, il avait fait porter dans cette forteresse jusqu'aux rames des galères de Séville pour en faire des bois de flèches (1). On prétend qu'un astrologue lui ayant prédit qu'il serait un jour assiégé, il s'étudiait à rendre un château imprenable. Plein de méfiance dans les dispositions du peuple de Séville, il avait fait choix de Carmona, d'abord en raison de son assiette, puis parce que sa population médiocre ne pouvait entraver la résistance d'une garnison dévouée. Peut-être son projet était-il d'attendre don Henri derrière ces remparts inexpugnables; mais les instances des Tolédans le contraignirent à changer de résolution. L'honneur et la politique lui défendaient d'abandonner des sujets qui se sacrifiaient pour lui, et qui, après avoir repoussé les assauts d'une puissante armée, allaient succomber à la famine. Vers la fin de l'hiver, don Pèdre rassembla toutes ses troupes disponibles; il y joignit un corps auxiliaire de cavaliers grenadins, et après avoir donné l'ordre à tous les partisans qui lui restaient, dans le nord, de venir le joindre au débouché de la Sierra-Morena, il se mit en marche, résolu d'offrir la bataille à don Henri sous les murs de Tolède. En quittant l'Andalousie, il laissa dans Carmona les enfants qu'il avait de différentes maîtresses (2), son trésor et une garnison considérable. Carmona était son dernier refuge si la fortune lui était contraire.

Le roi, partant de Séville, traversa la Sierra-Morena par un de ses cols les moins élevés, probablement en suivant la route qui passe par Constantina pour aller aboutir à Llerena (3). Sa marche était lente, car il menait un grand convoi, et il s'arrêtait continuellement pour attendre les renforts qui lui arrivaient de loin dans des lieux fixés à l'avance. Après avoir franchi sans obstacle, dans les premiers jours de mars, la barrière de montagnes qui sépare l'Andalousie de la Manche, il fit halte sur un des grands plateaux de cette province, là où s'élevait autrefois le magnifique château de Calatrava, chef-lieu de l'ordre militaire de ce nom. Il était alors à quelque vingt lieues de Tolède.

Son armée se composait des contingents fournis par les communes de Séville, Ecija, Carmona et Jerez, outre sa maison militaire et ses vassaux particuliers. Don Fernand de Castro, ayant traversé toute la Castille pour le joindre, lui amena quelques troupes de Galice et un détachement de la garnison de Zamora. D'autres petits corps levés en Estramadure et même en Castille se trouvèrent également réunis à Calatrava. Toutes ses forces s'élevaient ensemble à trois mille cavaliers, gendarmes ou génétaires chrétiens, et quinze cents chevau-légers de Grenade. Son infanterie était peu nombreuse, comme il semble, et ne comptait que les quatre bannières des villes d'Andalousie que je viens de nommer.

(1) Ayala, *Cron. de don Henrique II*, p. 15.

(2) On a vu que les trois filles qu'il avait eues de Marie de Padilla demeuraient à Bayonne en otages auprès du prince de Galles.

(3) Je n'ai pu trouver de renseignements précis sur le point où don Pèdre passa la Sierra-Morena. Son arrivée à Calatrava, pour rallier des troupes venant de la Galice, me donne lieu de supposer qu'en partant de Séville il marcha droit vers le nord; c'était dans cette direction qu'il devait rencontrer Fernand de Castro, venant de Zamora.

Pour aller de Calatrava vers Tolède, la route directe traverse d'âpres montagnes dont les passages peuvent être facilement défendus par une poignée d'hommes. Le roi, craignant de s'y engager, préféra faire un assez long détour pour gagner les vastes plaines de la Manche, où sa cavalerie devait trouver du fourrage et un terrain favorable à ses opérations. Peut-être encore don Pèdre voulut-il rallier en passant les contingents des royaumes de Jaën et de Murcie, qu'il savait en marche pour le joindre (1), ainsi que les garnisons de quelques villes sur la frontière de Valence qui lui demeuraient encore fidèles. Il s'agissait pour lui de venir devant Tolède avec une force supérieure à celle de l'armée assiégeante, et, dans sa position, aucun renfort n'était à négliger. Quel que fût son dessein, au lieu de se diriger en droite ligne vers le nord, il tourna du côté de l'est en quittant Calatrava, et vint camper auprès de Montiel, riche commanderie de Saint-Jacques, dont le gouverneur, nommé Garci Moran, était un de ses vieux serviteurs (2).

Sur la nouvelle de cette marche, don Henri avait rassemblé tous ses capitaines et les consulta sur le parti à prendre. Tous furent d'avis qu'il fallait prévenir don Pèdre et l'attaquer avant qu'il ne se présentât devant Tolède. Une partie de l'armée dut rester pour la garde des ouvrages de circonvallation tandis que le reste se porterait à la rencontre de l'ennemi. Laissant toute son infanterie dans ses retranchements, don Henri s'avança de sa personne avec l'élite de ses gendarmes à Orgaz, sur la limite de la Manche, pour surveiller les mouvements de son adversaire. En même temps, il écrivit au maître de Saint-Jacques, Gonzalo Mexia, de venir le joindre au plus vite en lui amenant tout ce qu'il aurait de troupes disponibles, sans trop affaiblir la garnison de Cordoue. Ainsi, de part et d'autre, les détachements isolés accouraient au corps principal, et les deux rivaux s'apprêtaient à paraître sur le champ de bataille accompagnés de leurs meilleurs soldats.

Gonzalo Mexia passa la Sierra-Morena par la route qui mène de Cordoue à Ciudad-Real, avec environ quinze cents cavaliers, et, débouchant dans la Manche, se trouva sur le flanc droit de l'armée royale, qui avait traversé les montagnes beaucoup plus à l'ouest. Il observa sa marche d'assez loin pour ne pas se laisser entamer, et la précédant toujours de manière à gêner ou intercepter les communications du roi avec ses adhérents en Castille (3). Près d'Orgaz, il fit sa jonction avec don Henri, qui venait de rallier les six cents lances françaises de Duguesclin. Au moyen de ce double renfort, l'armée du prétendant s'élevait à trois mille hommes d'armes, tous vieux soldats éprouvés; mais il n'avait point d'infanterie et peu ou point de cavalerie légère. Malgré son infériorité numérique, témoin de l'ardeur que montraient ses gens, encouragé par les capitaines français, il marcha droit sur Montiel.

Le détachement parti de Cordoue avec le maître de Saint-Jacques n'avait pas permis à don Pèdre de s'éclairer au loin ; il était persuadé que don Henri l'attendait sous Tolède, et telle était sa sécurité, qu'en arrivant à Montiel il permit à ses troupes de se répandre dans les villages voisins pour y chercher des vivres et des fourrages; une distance de plusieurs lieues séparait les divers détachements de son armée, et

(1) Il est vraisemblable que les troupes de don Pèdre, partant de l'Andalousie, ne passèrent pas toutes la Sierra-Morena sur le même point. Celles qu'il avait à Jaën ou à Andujar, par exemple, entrèrent sans doute dans la Manche par la vallée de la Jandula (la route du Despeña Perros n'était pas encore pratiquée). Pour ces divisions, Montiel était le point de ralliement le plus convenable.

(2) Ayala, p. 543.

(3) Ayala, p. 543. — Il est évident que le maître de Saint-Jacques ne put abandonner Cordoue que lorsque don Pèdre fut au nord de la Sierra-Morena. Or, pour qu'il pût le précéder sur la route de Tolède, il fallait que le roi eût débouché soit en Estramadure, soit dans la partie occidentale de la Manche.

cependant don Henri, parfaitement servi par ses espions, n'était qu'à une marche de Montiel.

La nuit du 13 au 14 mars, la guette du château de Montiel, où logeait don Pèdre, signala un grand nombre de feux en mouvement à moins de deux lieues dans les montagnes. Ces feux étaient les torches portées par l'avant-garde de Duguesclin, qui, s'avançant à travers champs au milieu des ténèbres, indiquait ainsi sa direction au reste de l'armée. Le commandeur Garci Moran réveilla le roi pour lui communiquer le rapport de la guette ; mais le roi lui dit de n'avoir aucune inquiétude, que ces feux provenaient de la troupe du maître Gonzalo Mexia, qui fuyait devant lui depuis plusieurs jours (1). Toutefois, par un excès de précaution, comme il lui semblait, il fit monter à cheval quelques génétaires pour reconnaître le nombre et la contenance de ces troupes ; puis il se rendormit tranquillement. Au lever du soleil, ces cavaliers reviennent bride abattue, annonçant que toute l'armée ennemie était à leurs trousses. En effet, déjà don Henri était en vue de Montiel. Ses troupes s'avançaient rapidement en deux batailles : l'avant-garde, aux ordres de Duguesclin, composée des chevaliers des ordres militaires et des aventuriers ; la réserve, beaucoup plus nombreuse, sous le commandement du prétendant en personne.

Aussitôt don Pèdre fait lever sa bannière, autour de laquelle se rangent les arbalétriers de sa garde, les gendarmes de sa maison et les quinze cents chevaux grenadins qui formaient son escorte ordinaire ; c'étaient les seules troupes qu'il eût alors sous sa main. Il expédie des courriers dans toutes les directions pour que ses bandes dispersées se rallient sans délai autour du château, qu'il désigne comme rendez-vous général. Mais déjà l'action s'engageait, et le gros de l'ennemi chargeait avec fureur sa petite troupe encore en désordre et *surprise sur un pied,* suivant l'expression pittoresque de Froissart (2). Cependant la bataille de Duguesclin, par la faute de ses guides, avait perdu quelque temps à passer un ravin difficile (3) et s'était laissé devancer par le corps de réserve, qui, mieux dirigé, marcha droit à la bannière royale et fondit avec impétuosité sur le petit nombre d'hommes d'armes qui la défendaient. Ce fut une surprise plutôt qu'un combat. Don Pèdre, pourtant, soutint assez vigoureusement le premier choc ; mais bientôt, accablée par le nombre, sa garde fut enfoncée, et l'arrivée de Duguesclin acheva la déroute et rendit tout ralliement impossible. La panique devint générale. Le roi, entraîné par les fuyards, se jeta avec quelques-uns des seigneurs de sa suite dans le château de Montiel ; mais il avait été reconnu à ses armes. Le Bègue de Villaines, un des capitaines français, le suivit jusqu'à la barrière, devant laquelle il planta aussitôt son pennon pour rallier les hommes d'armes qui s'abandonnaient à la poursuite des fuyards (4). Quant aux autres divisions de l'armée du roi, elles furent battues en détail à mesure qu'elles se présentaient, ou bien elles se dispersèrent en apprenant la défaite du corps principal. Martin Lopez, rassemblant environ huit cents chevaux, repassa précipitamment les montagnes et parvint à gagner Carmona sans être inquiété. Jamais victoire ne coûta moins de sang. Un seul seigneur de marque du côté de don Pèdre, Juan Jimenez de Cordoue, y perdit la vie (5) ; car le vainqueur, averti que le roi était dans Montiel, ne suivit point la chasse et revint bloquer toutes les avenues du château. Mais les Mores auxiliaires, reconnaissables à leur costume, traqués de toutes parts par les paysans de la Manche et de l'Andalousie, furent presque tous

(1) Ayala, p. 548.
(2) Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCLIII.
(3) Ayala, p. 549.
(4) Froissart, chap. CCLIV.
(5) Ayala, p. 549.

taillés en pièces. Il avait suffi d'une heure pour que don Pèdre se trouvât réduit à l'étroite enceinte d'un château médiocrement fortifié et dépourvu de vivres et de munitions.

VII

A l'activité extraordinaire que déployaient les vainqueurs pour entourer les remparts de Montiel de larges tranchées et de murs en pierres sèches, au soin qu'ils prenaient de garder toutes les issues, le malheureux roi comprit que sa retraite était connue et que son ennemi se préparait à l'y forcer. Il essaya cependant de lui donner le change, et, par son ordre, le commandeur Garci Moran envoya un héraut aux assiégeants, offrant de rendre la place si, dans le délai d'un mois, le roi don Pèdre ne se présentait pas avec des forces suffisantes pour les obliger d'abandonner leur entreprise. Ce message fut reçu avec d'amères railleries. On répondit qu'avant un mois le château et don Pèdre seraient au pouvoir de don Henri. Nul espoir de s'ouvrir un passage l'épée à la main, ni de tromper la vigilance des gardes nombreuses qui, jour et nuit, bordaient ces retranchements improvisés. Restait une seule chance de salut : c'était de séduire quelques-uns des capitaines étrangers au service de don Henri. On pouvait encore se flatter que ces soldats mercenaires se laisseraient gagner à force d'or et fourniraient au roi les moyens de s'échapper. Don Pèdre chargea de cette négociation Men Rodriguez de Senabria, dont il avait en plusieurs occasions éprouvé l'intelligence et la fidélité. Gouverneur de Briviesca en 1366, Men Rodriguez avait le premier donné l'exemple d'une résistance désespérée, lorsque tous les autres capitaines du roi abaissaient leurs ponts-levis devant les bannières des aventuriers. Il était né dans le comté de Transtamare, et par conséquent il avait maintenant pour seigneur naturel Duguesclin, à qui don Henri avait donné le titre qu'il portait avant son couronnement. Après la prise de Briviesca, Duguesclin, qui honorait la bravoure, même dans un ennemi, cherchant d'ailleurs peut-être à s'attacher ses nouveaux vassaux, avait racheté de ses deniers Men Rodriguez, et avait essayé, mais inutilement, de le faire entrer au service de don Henri. Cependant la générosité du capitaine français avait paru faire une vive impression sur son prisonnier, et ils s'étaient séparés, non-seulement avec courtoisie, mais avec une véritable cordialité. C'était sur ces relations de quelques jours que Men Rodriguez fondait l'espoir de sauver son maître. Il fit demander à Duguesclin la permission de l'entretenir en secret. Dès qu'il l'eut obtenue, il se rendit de nuit à son quartier, et là, seul dans sa tente, sans chercher de vains détours, il lui déclara qu'il était envoyé par don Pèdre et qu'il venait le supplier d'arracher ce malheureux prince à la vengeance de son ennemi.

— Sa reconnaissance, dit-il, sera proportionnée à un si grand service. Et moi, messire Bertrand, je vous conjure de prendre pitié d'un si noble roi Ce vous sera grand honneur, quand tout le monde saura que c'est à vous seul qu'il doit sa vie et son royaume.

Duguesclin, un peu étonné de la proposition, répondit en rappelant qu'il était sujet du roi de France et à la solde de don Henri.

— Ami, dit-il, vous qui naguère avez reçu de moi quelque courtoisie, vous ne devriez pas me tenir un tel langage. Envoyé ici par monseigneur le roi de France pour combattre un allié de l'Anglais, je manquerais à l'honneur en sauvant un ennemi de mon maître.

Men Rodriguez redoubla ses prières et ses offres :

— Si vous consentez à mettre le roi en lieu sûr, lui dit-il, il s'engage à vous donner en héritage les villes de Soria, d'Atienza, d'Almazan, de Monteagudo, de Deza et de

Seron; de plus, 200,000 doubles castillanes d'or. Vous serez le premier de son royaume, et il vous regardera toujours comme son sauveur et le plus ferme appui de sa couronne.

Bertrand l'écoutait en silence et d'un air impassible; puis il mit fin brusquement à la conférence, en demandant du temps pour réfléchir à ces propositions et consulter ses camarades. Men Rodriguez, persuadé que l'appât de l'or agirait encore plus fortement sur les capitaines d'aventure que sur leur chef, rentra plein d'espoir dans le château de Montiel.

En effet, Duguesclin s'empressa de réunir ses parents et ses amis, et leur fit part des offres qu'il venait de recevoir, mais en leur déclarant que son intention bien arrêtée était de ne rien faire contre le service du roi de France son seigneur, ni contre don Henri, avec lequel il était engagé. Seulement il voulait consulter ses compagnons d'armes sur un point d'honneur chevaleresque : pouvait-il, devait-il communiquer à don Henri les ouvertures de Men Rodriguez?... Tous furent d'avis que c'était un devoir, ajoutant qu'il n'y avait aucun ménagement à garder avec un prince qui osait lui demander une trahison (1). Suivant ces casuistes militaires, les propositions transmises à Duguesclin étant réprouvées par la chevalerie, celui qui les adressait ne pouvait plus prétendre à être traité en chevalier. En d'autres termes, une tentative de trahison autorisait une trahison. J'insiste sur ces subtilités, parce qu'elles peignent les mœurs du moyen âge, et que jusqu'à un certain point elles excusent ce qu'il y a de peu loyal dans la conduite d'un homme dont les grands services ont rendu le nom cher à tous les Français. La valeur morale d'une action dépend toujours de l'idée qu'on y attache, et j'aimerais à penser que dans cette circonstance Duguesclin pût se croire le droit d'user de représailles contre un ennemi qui, par sa déloyauté, avait forfait aux lois de la chevalerie.

A la suite de cette consultation entre les capitaines français, don Henri, informé de tout par Bertrand, commença par l'assurer qu'il se chargeait d'acquitter les promesses de don Pèdre, et qu'il lui donnerait et les seigneuries et l'énorme rançon qu'on venait de lui offrir (2). Puis il le supplia d'attirer don Pèdre hors du château en feignant de se rendre à ses propositions. Duguesclin hésita ; ses compagnons se joignirent à don Henri pour vaincre ses scrupules, et cependant les pourparlers et les entrevues mystérieuses continuèrent avec Men Rodriguez. Nul ne peut savoir quelles furent les promesses échangées de part et d'autre, mais il paraît certain que don Pèdre eut lieu de croire qu'il pouvait compter sur Duguesclin.

Ces négociations duraient depuis plusieurs jours, et déjà le château, encombré de monde, était réduit aux dernières extrémités. Les vivres, l'eau même, allaient manquer ; il fallait ou fuir ou se rendre. Ayala, peut-être témoin oculaire des scènes que je vais raconter, admet que l'infortuné don Pèdre reçut les serments les plus solennels de quelques capitaines français intermédiaires de Duguesclin, ou du moins se donnant pour tels (3). Au reste, du moment que la négociation avait été révélée à don Henri, elle ne pouvait manquer d'être dirigée dans ses intérêts et suivant ses instructions. Or, le prétendant ne voulait pas en venir à une capitulation, car les riches-hommes de son parti n'auraient pas manqué d'en vouloir dicter les articles. Il ne se sentait pas assez puissant pour juger son frère et son roi, et il craignait que le cœur ne faillît à ses propres partisans pour condamner leur souverain et leur légitime seigneur. Suivant toute apparence, les capitaines français ne croyaient pas que la vie du prince qu'ils livraient fût menacée, et je penche à croire qu'ils avaient

(1) Ayala, p. 551 et suiv.
(2) *Idem*, p. 554.
(3) *Idem, ibid.* — Cfr. avec l'*Abrev.*

même fait quelques stipulations à cet égard avec don Henri. Celui-ci, bien résolu à se défaire de don Pèdre, calculait froidement le moyen d'y parvenir. Alors on pouvait tuer un roi, mais on ne le jugeait pas ; il fallait que sa mort fût un accident, une espèce de surprise. Voilà pourquoi don Henri, connaissant la situation désespérée de Montiel, au lieu d'attendre que la famine lui livrât son ennemi, lui tendit un piége à la faveur de ces négociations dont les capitaines français ne devinèrent pas peut-être le motif calculé.

La nuit du 23 mars 1369, dix jours après le combat de Montiel, don Pèdre, accompagné de Men Rodriguez, de don Fernand de Castro et de quelques autres chevaliers, sortit du fort dans le plus profond silence et se rendit au quartier des aventuriers français. En descendant la motte du château, tous conduisaient par la bride des chevaux de course dont les sabots étaient entortillés de drap pour ne pas faire de bruit. Le roi avait quitté ses vêtements ordinaires ; il portait une cotte de mailles légère et s'enveloppait dans un grand manteau. Les sentinelles, prévenues, lui permirent de passer l'espèce de circonvallation en pierres sèches élevée autour de Montiel et le conduisirent à Duguesclin, qui l'attendait au delà de ce mur, entouré de ses capitaines.

— A cheval! messire Bertrand, lui dit le roi à voix basse en l'abordant; il est temps de partir.

Personne ne lui répondit. Ce silence et la contenance embarrassée des Français semblèrent de mauvais augure à don Pèdre. Il fit un mouvement pour sauter en selle, mais un homme d'armes tenait déjà la bride de son cheval. Il était entouré. On lui dit d'attendre et d'entrer dans une tente voisine (1). La résistance était impossible ; il suivit ses guides.

Quelques minutes se passèrent dans un mortel silence. Tout à coup, au milieu du cercle formé autour du roi, paraît un homme armé de toutes pièces, la visière haute : c'était don Henri. On lui fait place avec respect. Il se trouve face à face devant son frère. Il y avait quinze ans qu'ils ne s'étaient vus. Don Henri, promenant ses regards sur les chevaliers sortis de Montiel :

— Où donc est ce bâtard, dit-il, ce juif qui se prétend roi de Castille (2)?

Un écuyer français lui montre don Pèdre.

— Voilà votre ennemi, dit-il.

Don Henri, encore incertain, le regardait fixement.

— Oui, c'est moi (3), s'écrie don Pèdre, moi, le roi de Castille. Tout le monde sait que je suis le fils légitime du bon roi don Alphonse. Le bâtard, c'est toi !

Aussitôt don Henri, joyeux de l'insulte qu'il avait provoquée, tire sa dague et le frappe légèrement au visage. Les deux frères étaient trop près l'un de l'autre, dans le cercle étroit que formaient les aventuriers, pour tirer leurs longues épées. Ils se saisissent à bras-le-corps et luttent quelque temps avec fureur sans que personne essayât de les séparer. On s'écartait même devant eux. Sans se lâcher, ils tombent l'un et l'autre sur un lit de camp, dans un coin de la tente; mais don Pèdre, plus grand et plus vigoureux, tenait son frère sous lui. Il cherchait une arme pour le percer, lorsqu'un chevalier aragonais, le vicomte de Rocaberti, saisissant don Pèdre par un pied, le renverse de côté, en sorte que don Henri, qui l'étreignait toujours, se trouve en dessus. Il ramasse son poignard, soulève la cotte de mailles du roi, et le lui plonge dans le côté en remontant le coup. Les bras de don Pèdre cessent de

(1) Celle d'Yvon de Lakonnet, suivant Froissart, liv. I, IIe partie, chap. CCLIV.

(2) Je suis la version de Froissart en ce point, comme la plus vraisemblable; le projet de don Henri était évidemment de provoquer don Pèdre, afin d'avoir un prétexte pour le tuer.

(3) Cfr. Ayala, p. 556, et Froissart, l. c.

presser son ennemi, et don Henri se dégage, pendant que plusieurs de ses gens achèvent le moribond. Parmi les chevaliers qui accompagnaient don Pèdre, deux seulement, un Castillan et un Anglais, essayèrent de le défendre. Ils furent mis en pièces. Les autres se rendirent sans résistance et furent humainement traités par les capitaines français (1). Don Henri fit trancher la tête de son frère et l'envoya à Séville (2).

VIII

Ainsi périt don Pèdre par la main de son frère à l'âge de trente-cinq ans et sept mois. Il était d'une taille avantageuse, robuste et bien proportionné. Ses traits étaient réguliers, et son teint clair et frais. Si l'on en juge par sa statue peinte, qui existe encore à Madrid dans le couvent des religieuses de Saint-Dominique (3), il avait les yeux et les cheveux noirs, contrairement à la tradition qui lui donne des yeux bleus et une chevelure d'un blond ardent. Il était prodigieusement actif et passionné pour tous les exercices violents; d'une sobriété extraordinaire, même dans son pays, où les excès de la table sont inconnus. Quelques heures de sommeil lui suffisaient. Il parlait facilement et avec grâce, mais il conserva toujours cette prononciation un peu mignarde, particulière aux Sévillans. Élevé sous le soleil brûlant de l'Andalousie, entouré de séductions dès ses premières années, il aima les femmes avec fureur; mais, à l'exception de Marie de Padilla, aucune de ses maîtresses n'obtint quelque empire sur son esprit. On l'accusa d'avarice, et l'on cite comme preuve le soin qu'il prit toute sa vie d'amasser des trésors, et les pierreries et les sommes considérables trouvées après sa mort dans le château de Carmona. Jamais il ne perdit une occasion d'augmenter les domaines de la couronne, bien différent de son adversaire don Henri, généreux jusqu'à la prodigalité. Je crois cependant que don Pèdre n'eut que l'apparence du vice bas que plusieurs historiens lui ont reproché. A mon avis, il n'aima l'argent que pour le pouvoir qu'il donne. Sa grande passion fut de dominer, et, dans un temps comme le sien, le plus riche était le plus puissant.

La première leçon de politique qu'il reçut fut cruelle. A Toro, il lui fallut racheter sa liberté et sa couronne de ses grands vassaux révoltés. Trahi, à plusieurs reprises, par ceux que son père et lui-même avaient comblés de bienfaits, par ses frères, par sa mère, il devint de bonne heure défiant, soupçonneux, souvent injuste pour ses

(1) Suivant la tradition populaire, un des aventuriers, trouvant sans doute que ce duel de deux rois était un spectacle à voir, s'écria : « Franc jeu ! » Duguesclin, suivant une autre version, aurait renversé don Pèdre en disant : « Je ne fais ni ne défais des rois, mais je sers mon seigneur. » On sait que les légendes populaires mettent toujours en scène les personnages héroïques. Le vicomte de Rocaberti est nommé par Froissart et par un auteur catalan anonyme cité par M. Llaguno, ad Ayala, p. 555. — Cfr. Froissart, chap. CCLIV. — Molina, *Descripcion del regno de Galicia*, cité par Argote de Molina, attribue la même action et les mêmes paroles à un écuyer de don Henri, nommé Fernand Perez de Andrada, qui reçut, dit-on, en récompense, des châteaux et des terres. — Voy. *Romances del rey don Pedro*. — Froissart, dans son récit de l'aventure, ne parle pas des négociations entre don Pèdre et Duguesclin. La mort du premier, suivant le chroniqueur français, aurait été toute fortuite. Malheureusement les apparences sont fort contraires à cette version, et les faveurs extraordinaires prodiguées par don Henri à Duguesclin ne confirment que trop la relation d'Ayala.

(2) Carbonell, p. 197, v.

(3) Cette statue, outre qu'elle a un caractère d'individualité remarquable, peut inspirer d'autant plus de confiance, qu'elle a été exécutée par l'ordre de la petite-fille de don Pèdre, dona Constance de Castille, prieure de Saint-Dominique.

plus fidèles serviteurs. Sa dissimulation, ses parjures, sont les vices de son époque. C'étaient, si je puis m'exprimer ainsi, les nécessités et peut-être les conditions de la royauté au moyen âge. Il voulut gouverner seul, et, pour être obéi, il commença par se faire craindre. Il n'y réussit que trop facilement. Mais les grands et les prélats ne se soumirent pas sans résistance au joug qu'il prétendait leur imposer. Toute contradiction le rendait plus absolu dans ses volontés; il fit une rude guerre au clergé et à la noblesse : c'était s'attaquer tout à la fois aux ennemis les plus redoutables de la royauté. Le peuple, opprimé par les riches-hommes, vit avec plaisir le pouvoir royal s'élever et s'accroître sur les ruines de la vieille anarchie féodale. D'ailleurs, les rigueurs de don Pèdre n'atteignaient que les grands, et, il faut le dire bien haut, elles frappèrent le plus souvent des traîtres à leur pays et à leur souverain. Il se montra sévère, impitoyable pour les rébellions sans cesse renouvelées par une noblesse factieuse; mais, tandis qu'il faisait tomber les têtes les plus illustres, le peuple respirait et célébrait la justice d'un maître qui exigeait des grands et des petits une égale obéissance. Au XIVe siècle, un despotisme impartial était un bienfait pour les peuples. Les juifs et les musulmans, étrangers aux débats politiques qui divisaient la Castille, le bénirent comme le meilleur des maîtres, parce qu'il encourageait les arts, le commerce et l'industrie, et que son despotisme était doux là où il trouvait des esclaves dociles. Lorsque la guerre d'Aragon l'eut contraint d'augmenter les impôts et d'entraîner à des expéditions lointaines les contingents des villes, accoutumées à ne prendre les armes que pour repousser une attaque contre leurs murs, don Pèdre perdit rapidement sa popularité; et aussitôt qu'une armée étrangère vint dissiper la terreur qu'inspiraient ses nombreux châtiments, sa puissance s'écroula comme un édifice bâti sur le sable. L'anarchie féodale reprit le dessus, et le despote se trouva désarmé au milieu de ses esclaves. Dès ce moment, son prestige fut détruit. Vainement une armée anglaise le rétablit sur le trône, il en tomba dès qu'elle eut repassé les monts.

Trois princes du nom de Pierre ont régné en même temps dans la Péninsule; tous trois reçurent de leurs contemporains le surnom de Pierre le Cruel. Ils visaient au même but : celui d'abattre le pouvoir des grands vassaux, de mettre fin à l'anarchie féodale. On se tromperait gravement à supposer à ces rois la moindre préoccupation patriotique. Ils n'eurent d'autre mobile que leur ambition; pourtant don Pèdre de Castille, plus que ses homonymes, paraît avoir rêvé la gloire, l'ordre et la grandeur de son pays. Je ne sache pas d'autre souverain qui à cette époque eût dit : Plutôt le triomphe de mon ennemi que le démembrement du royaume !

Aux malheurs de sa situation particulière, don Pèdre ajouta de grandes fautes. Il fut trop violent, trop inflexible dans ses projets, cédant toujours à la passion du moment au lieu d'écouter les conseils de la prudence. Il aurait dû chercher à diviser ses ennemis; il les réunit au contraire sans mesurer ses forces. Seul, il voulut faire tête à la noblesse, au clergé, à de puissants voisins. L'entreprise qu'il tenta était peut-être impossible à l'époque où il osait la concevoir; mais il prépara l'élévation du pouvoir royal en Espagne, et, lorsque le temps fut venu de délivrer à jamais le pays de la tyrannie des grands vassaux, on se souvint de don Pèdre et de son audace. Les rois catholiques, qui, plus heureux que lui, accomplirent l'œuvre qu'il avait commencée par ses mains, apprécièrent son courage et les obstacles contre lesquels il se brisa. La reine Isabelle, protestant la première contre le surnom qui flétrit sa mémoire, ne voulut pas qu'on dît Pèdre le Cruel; mais, d'accord avec le peuple, qui ne perd jamais le souvenir des princes qui lui ont fait quelque bien, elle l'appela *Pèdre le Justicier*.

P. MÉRIMÉE.

DES RAPPORTS

DE

LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

A LA FIN DE 1847.

Pour ne pas prendre le lecteur en traître, celui qui écrit ces lignes commence par déclarer qu'il est dévoué à la cause de la paix, qu'il considère le maintien de la paix comme indispensable à la prospérité de la patrie, au développement des libertés publiques, au perfectionnement des institutions nationales, au rétablissement de l'influence qu'il nous appartient d'exercer, et dont nous ne pouvons être dépouillés sans que ce soit un malheur pour le monde. A ses yeux, au contraire, l'esprit guerrier en ce moment se confond avec l'esprit du mal et du retardement. Il croit que la paix avec l'Angleterre est éminemment désirable dans l'intérêt de l'une et de l'autre puissance, et qu'entre les deux États la perpétuité des bons rapports serait désormais facile ; car ce sont deux peuples dont le génie est divers, qui excellent dans des choses diverses, qui disposent de moyens d'action dissemblables, et entre eux un partage d'attributions dans la politique générale est très-praticable pour le bien commun. S'ils sont divisés, c'est par des souvenirs et non par des intérêts présents. Dégagé de tout lien, il dit ce qu'il pense, sans examiner si ce sera agréable ou non aux différents partis, avec le désir cependant de ne blesser aucun des chefs, et avec quelque espérance d'y réussir, parce qu'il n'a d'animosité contre aucun d'eux.

Dans l'exposé rapide des faits qui se sont accomplis entre la France et l'Angleterre, partons de 1830. A ce moment, la France excita l'admiration du monde entier; mais nulle part on ne nous témoigna autant de sympathie qu'en Angleterre. Le gouvernement anglais, alors dirigé par les torys, aurait pu, sans que personne en fût surpris, se considérer comme l'allié solidaire de la branche aînée ; il n'eut pas d'hésitation. La nation britannique manifesta un vif enthousiasme, un extrême désir de se rapprocher de la France, définitivement affranchie de l'ancien régime. Le toast que notre compatriote Jacquemont motiva par de si belles paroles, au fond de l'Inde,

en présence d'un auditoire transporté : *France and England for the world!* exprimait une pensée qui était dans tous les cœurs anglais à ce moment.

Une lutte acharnée de huit siècles sembla non-seulement terminée, mais oubliée. Une fois que les whigs eurent enlevé le pouvoir aux torys, en novembre 1830, les deux gouvernements marchèrent dans un remarquable accord, au milieu de beaucoup de difficultés. Le cabinet anglais prêta main-forte à la cause libérale sur tous les points de l'Europe où elle réclamait appui, peut-être avec plus de résolution que le gouvernement français lui-même, dans la péninsule ibérique particulièrement. Cette bonne harmonie fut troublée pendant les dernières années du ministère whig par des dissidences au sujet de l'Espagne, où l'influence anglaise s'exerça désormais en faveur des exagérés. On semblait pourtant rester généralement en bons termes, lorsque le Levant, où il ne s'agit pas de liberté, devint une cause de tiraillement, et le traité du 15 juillet 1840, éclatant comme un coup de tonnerre, déchira le pacte d'amitié que les deux peuples croyaient avoir signé pour l'éternité, après leur accolade de 1830.

Ce traité maintenant appartient à l'histoire, et peut être historiquement apprécié dans ses causes. Je ne crois pas m'aventurer en disant que si lord Palmerston eut l'impardonnable tort, non-seulement de s'y prêter, mais d'y jouer un rôle d'instigateur, la politique française était conduite alors de manière à exciter les mauvais sentiments chez les puissances et surtout à Londres. Nous n'avons pas d'intérêts positifs en Orient. Dans l'Orient le plus reculé, je veux dire à l'autre extrémité de l'Asie, nous n'existons plus politiquement ni même commercialement. L'Angleterre y possède un vaste empire qui tous les jours s'étend, et une population de sujets si nombreuse, que l'empire romain tout entier, au temps de sa splendeur, ne l'égalait pas. Ce qu'on nomme ordinairement le Levant, l'ensemble des pays que baignent la Méditerranée ou ses annexes et qui obéissent à la loi du Coran, contient tout les passages possibles vers ce grand Orient aux populeuses contrées, sur lesquelles l'Angleterre a assis sa domination. L'Angleterre est donc extrêmement facile à inquiéter à propos de tout ce qui se passe dans le Levant; elle prend aisément ombrage de tous les changements qui s'y accomplissent, de toutes les forces qui s'y développent, et c'est naturel. La donnée politique admise par l'Angleterre et formulée par le mot d'*untoward event*, appliqué dans un discours de la couronne à la bataille de Navarin, que l'empire ottoman n'est pas un cadavre et qu'on peut en faire un État valide, est une chimère, je n'en doute pas; mais la théorie de la nationalité arabe est plus fantastique encore. En la soutenant, le cabinet français faisait du roman. Malheureusement le roman était désobligeant pour notre alliée la Grande-Bretagne. Nous travaillions ouvertement à constituer, dans la partie du Levant qui offre le passage le plus commode entre l'Europe et l'Asie lointaine, une puissance qui affectait le caractère maritime, et à nous en faire un client exclusivement dévoué à nos projets. Peut-être se flattait-on que nous retrouverions là quelque jour l'appui que nous avions eu dans la marine espagnole avant Trafalgar. Je l'ignore, mais enfin cet échafaudage s'élevait contre quelqu'un, et contre qui était-il possible que ce fût, sinon contre l'Angleterre? Que si nos démarches n'avaient pas cet objet, ce n'était pour nous qu'une affaire de vanité. Alors je pourrais dire : Fatale vanité que celle qui compromet une alliance précieuse; triste politique qui, pour une gloriole, risque un intérêt de premier ordre, le repos même du monde! D'ailleurs, les Anglais, gens pratiques, voient toujours au delà de la vanité un autre but. Enfin la manière dont l'intrigue du roman était conduite n'était pas propre à rassurer sur nos prétentions. En un mot, le cabinet anglais eut de grands torts à cette époque, il eut les plus grands de tous ; mais il n'y a aucun inconvénient aujourd'hui à reconnaître que nous en eûmes beaucoup aussi et que nous avons eu les premiers.

Ce déplorable traité eut plus de retentissement de ce côté-ci du détroit que de l'autre. La masse de la nation française s'associa au ressentiment manifesté par son gouvernement, bien plus que la nation anglaise ne partagea l'animosité du cabinet britannique, ou plutôt de l'homme irritable qui avait entraîné lord Melbourne et ses collègues. On le vit bien lorsque la sagesse royale eut chez nous changé le ministère. Entre l'avénement du ministère du 29 octobre chez nous et la chute du cabinet Melbourne, il y eut près d'un an d'intervalle. Cependant, dès le début, le langage de tous les orateurs dans le parlement fut rempli de ménagements pour la France. Je ne crois pas qu'il y ait dans les annales du monde pareil exemple d'empressement unanime à rechercher une réconciliation avec une grande nation. Chacun, en Angleterre, sentait que la France avait été blessée. On se faisait un devoir de l'apaiser en lui parlant le langage de l'estime, de l'amitié et de la déférence; mais, en France, la blessure avait été au cœur. Les antiques haines nationales s'étaient remuées comme chez un sujet pathologique ces humeurs qu'un accident fait tout à coup entrer en ébullition. L'esprit de parti s'appliqua à irriter la plaie. Dès la première nouvelle du traité du 15 juillet 1840, on s'était mis à chanter *la Marseillaise*. J'admets que cet hymne ait été sublime, même par ses colères, en un temps où la France était le champion de la liberté dans un duel à mort; mais il a perdu son harmonie depuis que l'ancien régime est renversé et que la liberté et la civilisation peuvent faire leurs affaires par des procédés plus humains. Je ne conçois pas *la Marseillaise* dans la bouche d'un homme de sang-froid. Or, qui est-ce qui pouvait être de sang-froid en 1792, et qui est-ce qui pouvait se dispenser de l'être en 1840? Ce fut pourtant de *la Marseillaise* qu'en 1840 s'inspira l'opinion d'une extrémité à l'autre du pays. Une clameur contre l'*Anglais* se leva du sein du public. semblable à celle qui dénonçait autrefois Pitt et Cobourg.

Envisageons séparément les diverses forces dont résulte le cours des événements. Rendons-nous un compte sommaire de ce qu'ont pensé, voulu, demandé ou accompli l'opposition, le parti sur lequel s'appuie le gouvernement et le gouvernement lui-même.

Chez nous, l'opposition a presque toujours des aspirations généreuses, elle n'a pas un corps de doctrines sur lequel on puisse asseoir une autorité stable. Dans la lutte politique telle que nous l'avons, ce ne sont pas deux affirmations qui se combattent. L'opposition se comporte comme une négation. Elle s'oppose aux actes accomplis ou projetés par le gouvernement, elle n'y oppose pas un système qu'on pourrait suivre avec plus d'avantage. Pour elle, le débat politique est un duel où elle s'efforce d'atteindre son adversaire et de l'abattre sans penser à faire une situation supportable aux successeurs des ministres renversés, et c'est pour cela que les successeurs des ministres qui succombent sous ses coups sont si rarement pris dans son sein. Elle ne peut donc avoir et elle ne ressent point l'ambition du pouvoir, elle a celle de la popularité et boit à longs traits à cette coupe enchantée d'où nul ne peut approcher les lèvres, si ce n'est elle. Telle a été l'opposition chez nous depuis la fondation des assemblées délibérantes en 1789, traitant le gouvernement comme un ennemi des libertés publiques, n'ayant en face du pouvoir qu'une pensée, la chute de ceux qui l'occupent. Le gouvernement de Louis XVI devenu roi constitutionnel, celui de l'empereur Napoléon et celui de la restauration, par l'éloignement pour la liberté qui les a caractérisés, ont créé des précédents fâcheux dont s'autorise ce système d'implacable défiance. Un peuple qui, pendant une longue suite de siècles, a été courbé sous le despotisme, et qui a traversé ensuite cinquante ans de révolutions, est lent à contracter les habitudes représentatives. Néanmoins, pourvu que tout le monde s'y prête. nous en arriverons là infailliblement, sans qu'il nous ait été besoin, je l'espère, d'un plus long délai que celui qu'y a mis l'Angleterre. Il y aura alors en présence deux

partis animés tous deux de l'esprit de gouvernement. Alors seulement nous aurons le système représentatif dans sa vérité, et nous en recueillerons les bienfaits.

L'opposition étant telle que je viens de le dire, le traité du 15 juillet 1840 lui fournit un thème dont elle devait se saisir avidement. Elle avait donc un engin puissant pour répandre des émotions patriotiques dans le pays, pour capter la popularité et pour susciter des embarras infinis au ministère. En face de ce public, dans le sang gaulois duquel s'est conservé ce faible pour la guerre que déplorait Strabon, elle avait donc lieu de faire retentir des accents belliqueux. Il était évident que le gouvernement à partir du 29 octobre ferait de grands efforts afin de raffermir la paix et de reprendre place dans le concert européen. Pour un public très-ombrageux sur le point d'honneur national, vivant sur les souvenirs de la république victorieuse et de l'empire chargé de lauriers, ces efforts devaient être aisés à transformer en concessions peu honorables. Ce fut avec toutes bonnes chances que l'opposition entra en campagne contre le cabinet du 29 octobre.

La première session, celle de 1841, fut consacrée aux fortifications de Paris et à des arrangements financiers devenus nécessaires afin de solder tout ce que 1840 devait coûter aux contribuables. La convention du 13 juillet entre la France et les puissances signataires de la quadruple alliance nous fit rentrer dans le concert européen. Cette convention était prévue; le budget eût pu être préparé en conséquence. Il n'en conserva pas moins le caractère belliqueux.

Le 20 décembre 1841, un traité nouveau fut signé, sur le droit de visite, qui étendait l'espace où ce droit s'exerçait. L'opposition s'en empara aussitôt. On fit contraster notre empressement à reculer les limites de la visite avec la fermeté que mettaient les États-Unis à repousser toute convention de ce genre, et avec la démonstration, très-peu diplomatique au surplus, que faisait alors à Paris l'envoyé américain (M. Cass), en publiant un écrit fort ardent contre les propositions du gouvernement anglais. La comparaison n'était pas juste, parce que le droit de visite avait, pour les Américains, un sens qu'il ne pouvait avoir pour nous. Pendant les guerres de l'empire, la Grande-Bretagne s'était arrogé le droit de fouiller les navires américains afin d'y rechercher les matelots anglais. C'est de là qu'était née la guerre de 1812 entre les deux puissances, et la paix avait été signée en 1815 sans que l'Angleterre eût expressément renoncé à ses prétentions. Le droit de visite soulève donc chez les Américains des souvenirs très-irritants. Entre la France et l'Angleterre, il ne s'agissait que de rechercher des noirs enlevés par un infâme trafic, et ici le droit était parfaitement réciproque. Les droits de la nationalité étaient saufs, puisque la juridiction nationale seule prononçait sur la réalité du crime et appliquait la peine. Il était même statué qu'aucun navire croiseur ne pouvait exercer la visite qu'en vertu d'une commission spéciale décernée par l'un et l'autre gouvernement. Ainsi il semble que seuls les négriers avaient lieu d'être mécontents. Une chose était vraie; 1841 était un moment mal choisi pour jeter dans la discussion publique une question d'où étaient sortis déjà des sujets de plainte réels ou supposés contre les procédés brutaux de quelques commandants anglais. Le traité de 1841 était inopportun, vu l'état des esprits; on en fit un crime de lèse-nation. On y découvrit un acte de vasselage vis-à-vis de l'Angleterre. Le cabinet fut le *ministère de l'étranger*, et les élections de 1842 se firent avec ce mot d'ordre. Sans la catastrophe qui, le lendemain même des élections, ravit à la France le prince accompli sur lequel reposaient ses espérances les plus chères, il est probable que le ministère aurait été renversé.

Parallèlement à la question du droit de visite, une autre affaire faisait son chemin, moins épineuse peut-être dans la forme, mais plus grosse de difficultés au fond, celle de l'accroissement de notre état naval et de notre appareil militaire en général. L'opposition demandait que la France agrandit ses armements, et surtout les mari-

times, dans la pensée que nous pouvions reprendre l'empire des mers, et que nous devions être toujours prêts à le disputer. Le public, ou tout au moins cette portion de la nation qui s'agite le plus et qui parle tandis que le reste se tait, applaudissait à l'idée de grands préparatifs sur terre et encore plus sur mer. Il trouvait qu'on n'en faisait jamais assez.

Pendant ce temps, quelle était l'attitude du parti du gouvernement? Il était unanime à vouloir la paix, mais non à soutenir ou à provoquer les mesures qui pouvaient faciliter et accélérer le rapprochement des deux gouvernements dans leur indépendance réciproque. En présence du torrent hostile à la Grande-Bretagne, qui s'était spontanément formé en France et que l'opposition avait su grossir, quelques conservateurs s'y précipitèrent, espérant de le guider sans doute. Cette fraction des conservateurs fut bien malheureusement inspirée, lorsqu'elle se mit à attaquer le droit de visite et à fulminer contre l'Angleterre avec autant d'ardeur que l'opposition elle-même. Quant au droit de visite, du moment que le ministère avait fait le traité du 20 décembre 1841, le parti conservateur, qui reconnaissait les ministres pour ses chefs et savait leurs embarras, avait sa ligne bien indiquée : c'était de défendre résolûment le traité, en donnant au public toutes les explications propres à le lui faire prendre pour ce que c'était, un contrat qui ne sacrifiait pas plus l'une des deux nations que l'autre, la conclusion d'une négociation qui se poursuivait depuis plusieurs années, non une concession récemment extorquée par l'Angleterre. Le public, quelque prévenu qu'il soit d'abord, se rend à de bonnes raisons, lorsqu'elles sont présentées avec fermeté par des hommes investis d'une grande autorité et soutenues par l'unanimité d'un parti puissant. A ce moment, une démonstration énergique du parti ministériel en masse aurait probablement ramené un très-grand nombre de personnes vers le point où l'on était quand la signature du traité du 15 juillet retentit dans Paris. On aurait ainsi d'avance conjuré plus d'un orage; mais les conservateurs scissionnaires jurèrent tout patriotiquement, cela va sans dire, qu'il était mauvais que la popularité fût toute pour l'opposition. Ils estimèrent qu'il serait de bonne politique de partager avec leurs adversaires cette auréole, afin d'en exploiter le prestige plus tard dans l'intérêt public. Faux calcul, toujours déçu et pourtant renouvelé toujours! La popularité dans les débats publics a toujours été et sera toujours le lot de celui qui exagère le sentiment dont la multitude est saisie. Celui qui, tout en adoptant la passion publique, cherche à l'amoindrir afin de la faire cadrer avec la raison, s'il est possible, est traité comme un esclave indocile. Il s'inclinait de mauvaise grâce devant l'idole : on le flagelle pour qu'il se prosterne.

Il se peut qu'en 1842, cette tactique d'une fraction des conservateurs ait réussi à faire réélire tel ou tel d'entre eux : il y en a tel exemple que tout le monde connaît; mais elle fut très-préjudiciable au parti et donna une grande force à l'opposition, car, du moment que l'hostilité contre l'Angleterre devait être la pensée dominante de notre politique extérieure, qui est-ce, du ministère ou de l'opposition, qui répondait mieux à cette pensée? Qui la représentait le plus franchement, le plus fidèlement?

Quant au ministère, il se soumit dans l'affaire du droit de visite. Il fit plus, il adopta sans contestation le système des grands armements; il en prit l'initiative dans les lois de finances. Il fit d'autres concessions à l'opinion populaire. Ce fut ainsi qu'on prit possession des îles Marquises et qu'on ratifia l'acceptation du protectorat de Taïti qu'un brave officier avait assumé. Cette formation de deux établissements maritimes dans des mers où nous n'avons pas de commerce ne peut se traduire raisonnablement que par un projet d'observer et un besoin d'inquiéter les mouvements de la marine anglaise et du commerce anglais. A ce point de vue même, je la crois sans efficacité; des établissements aussi lointains et aussi isolés ne sauraient se sou-

tenir. Ce que nous aurions de mieux à faire en cas de guerre, ce serait de les abandonner immédiatement, afin de concentrer nos forces au lieu de les tenir éparpillées. Nos deux établissements de Nossi-bé et de Mayotte ne sont pas au même degré déraisonnables; cependant on ne voit guère de quelle grande utilité ils peuvent être dans la paix ni qu'il fût facile de s'y maintenir en temps de guerre. Ces différentes acquisitions semblaient justifier aux yeux du public l'hostilité contre l'Angleterre, et ainsi les haines nationales se trouvaient de fait recevoir appui d'un gouvernement qui, certes, ne les partageait pas.

Vis-à-vis de l'Angleterre, l'attitude du gouvernement français démentait, il est vrai, toute interprétation de ce genre. On ne témoignait pas seulement au cabinet de Londres cette amitié que motive la similitude des institutions; on montrait le désir que ce fût de l'intimité, quoique entre grands gouvernements qui, l'un et l'autre, ont besoin de leur indépendance, ces tendres amours soient fort précaires et sujettes à d'aigres retours. Les souverains se visitaient, et ces démonstrations inconnues dans l'histoire étaient remplies d'effusion. Le mot de l'*entente cordiale* était inventé pour le plus solennel des documents parlementaires; mais les actes dont le mobile était un sentiment hostile à l'Angleterre, et dont le gouvernement, en sa qualité de pouvoir exécutif, était l'éditeur responsable, n'en subsistaient pas moins, et on pouvait prévoir qu'à la première occasion ils seraient pris, de l'autre côté du détroit, pour ce qu'ils étaient, malgré l'attachement sincère du gouvernement français à la cause de la paix.

Voilà donc le spectacle qu'offrait la France : la force qui dominait et qui déterminait le mouvement était le vieux sentiment d'inimitié contre la Grande-Bretagne qui s'était réveillé et qui poussait à la guerre. Le public en masse ne réprouvait pas ces antiques ressentiments et battait des mains au théâtre quand il se présentait quelque allusion. C'étaient des transports lorsqu'un acteur chantait, par exemple : *Jamais en France l'Anglais ne régnera!* Dans l'arène politique, l'opposition fomentait la passion contre l'Angleterre et entretenait l'humeur guerrière du public. Une partie des troupes ministérielles, manquant à la discipline, se laissait aller à des témérités patriotiques qu'on n'eût pas attendues d'hommes pour la plupart aussi prudents; elle éprouvait un caprice pour la popularité et déclamait, elle aussi, contre la perfide Albion. Le cabinet enfin n'exerçait pas envers les siens ce commandement dont les chefs doivent s'investir dans les moments périlleux et que justifiaient les talents des principaux ministres. En présence de ces amis insubordonnés, il semblait ne plus se souvenir qu'il comptait parmi ses membres le premier orateur de l'Europe. On eût dit qu'il ne s'apercevait pas que le parti conservateur, au milieu de l'orage qui grondait, ne pouvait se passer de l'appui de cette admirable éloquence, et qu'ainsi il appartenait au gouvernement de tracer au parti tout entier une ligne de conduite, au lieu de recevoir la loi de quelques-uns. Non-seulement il n'adressait pas d'une voix ferme à ces conservateurs débandés l'avertissement qui les eût probablement ramenés au drapeau, mais il faisait à la popularité des sacrifices qui ne la lui conciliaient point, par la raison que c'était impossible, et d'où il ne pouvait sortir que des embarras pour le gouvernement, de la gêne et de l'appauvrissement pour la patrie. J'imagine que Casimir Périer, dans la même situation, se fût comporté différemment.

Ce qui se passait en France procédait donc de cette notion d'un patriotisme ardent, mais peu éclairé, qu'une rupture avec l'Angleterre et une guerre offriraient le moyen de rétablir la grandeur de la France au plus haut point où elle soit jamais parvenue. L'idée de la paix se lie pour le public à celle de notre humiliation par les traités de 1815. Refaire à la patrie une position digne d'elle, telle doit être l'ambition de tous les Français. Je ne dirai pas seulement que je l'admets; je voudrais avoir la

parole d'un Démosthène ou la lyre d'un Tyrtée pour le faire entendre à mes concitoyens. Quand nous prononçons le nom des traités de 1815, il faut que ce soit avec tous les signes de la douleur ; mais c'est une erreur dangereuse que de supposer qu'on peut refaire la position de la France par la guerre. C'est par la guerre que nous avons succombé. Notre faute sous l'empire c'est d'avoir aimé la guerre pour la guerre et pour la domination. Dans l'ivresse de la gloire militaire, nous avions oublié le point de départ : en effet, nous avions commencé par vouloir la liberté de l'Europe, et nous en étions devenus les tyrans. Nous en fûmes cruellement punis; ne recommençons pas cette fatale méprise. Si, pour restaurer son influence, la France invoquait la chance des combats, elle ne réussirait qu'à susciter une coalition nouvelle, que cette fois elle trouverait tout organisée, toute prête, et il est dans la nature des choses qu'on finisse par succomber quand on est seul contre tous.

Les traités de 1815, s'ils sont néfastes dans les événements qui les précédèrent et odieux par l'intention de nous abaisser qui les dicta, étaient caducs du jour où ils furent signés, parce qu'ils ne pouvaient atteindre la cause de notre force. La force de la France n'est pas dans ses armes, quelque redoutables qu'elles soient; elle est dans les principes nobles et généreux de 1789. On nous croyait vaincus, et c'est encore nous qui étions les vainqueurs, quand on traitait de nous et sans nous à Paris; car, pour réunir les nations contre nous, il avait fallu proclamer nos principes. Qui ne se souvient des promesses royales en Allemagne, en Italie, en Pologne? Ces principes immortels restèrent en tête de nos lois, et ils planèrent sur le monde comme la plus douce espérance des peuples. On croyait avoir pour toujours coupé les ailes de l'aigle ; on vit, en 1830, si elle pouvait reprendre son essor. Nos ennemis purent juger alors si nous n'étions pas en possession encore de la première autorité dans le monde entier, quand nous arborions noblement les principes de 1789. Il est vrai que nous le fîmes à ce moment avec autant de magnanimité que d'énergie. Nous fûmes vraiment libéraux; nous traitâmes avec respect la dynastie déchue, nous épargnâmes ses partisans les plus compromis. Loin de proférer des menaces contre nos voisins, nous leur présentâmes une main amie. Ces principes sont encore à nous. Nous avons de l'avance sur les autres, et nous pouvons, si nous le voulons, en offrir l'application la plus étendue, la plus féconde pour le bonheur des populations, pour l'élévation morale, intellectuelle et matérielle des hommes. Par là nous deviendrions le point de mire de toute la civilisation, car jamais le vent ne fut plus à la liberté dans toute l'Europe. C'est la plus sûre manière de donner des lois au monde que de lui servir de modèle.

Nous avons tellement fait la guerre à la suite de la révolution, que nous sommes excusables de confondre la révolution et la guerre comme le but et le moyen, et notre passion native pour les combats s'est ainsi accrue de notre dévouement aux principes de la révolution. Il y a là cependant une déplorable confusion d'idées. La révolution française ne fit la guerre que parce qu'on l'y contraignit par d'insolents manifestes, et parce qu'on vint la chercher dans les plaines de la Champagne d'abord; mais, en guerroyant, la révolution française allait contre ses penchants les plus nobles. M. de Lamartine l'a dit avec une haute raison, la première des idées révolutionnaires, c'est la paix.

Jetons maintenant un coup d'œil sur le cabinet anglais. Sa situation était beaucoup plus commode. Il ne rencontrait pas dans l'opposition et dans le public en général les mêmes difficultés, et le ministre dirigeant, de concert avec le secrétaire d'État des affaires étrangères, était beaucoup plus le maître de son parti.

Dans sa position insulaire, le public de la Grande-Bretagne s'occupe moins que le public français de la politique extérieure. Il s'en remet au gouvernement, et accepte

volontiers le système de celui-ci, à moins d'énormités. L'opposition anglaise, étant un parti de gouvernement et songeant que demain elle pourra être au pouvoir, est sobre de critiques sur ce point. L'indépendance est donc bien plus facile aux ministres anglais pour ce qui concerne les relations avec les autres États. Ensuite il y a une bonne raison depuis trente ans pour que la nation anglaise en général aime la paix, et n'éprouve aucune sympathie pour tout ce qui tendrait à changer l'ordre de choses qui existe en Europe ou dans le monde : les traités par lesquels se termina la grande lutte de la république et de l'empire, ces mêmes traités de 1815, si naturellement impopulaires chez nous, lui ont fait à elle une situation admirable, lui ont reconnu des avantages immenses qu'elle accroît tous les jours par son activité et par son esprit des affaires, à la faveur de la paix. Il ne lui faut donc pas un grand effort pour applaudir à une politique pacifique.

Ce n'est pas qu'il n'y ait encore dans le gouvernement anglais des traditions dont un Français puisse prendre ombrage. Les deux peuples se sont fait la guerre si longtemps et avec une telle rage, que leur politique doit en garder quelque empreinte. On n'efface pas en quelques années la trace de plusieurs siècles. On ne retourne pas avec quelques instructions ministérielles les habitudes que des agents déjà anciens ont contractées au sein des affaires, et qu'avant d'être au service ils avaient sucées avec le lait. L'air qu'on respire dans les bureaux de Downing-street est encore imprégné de la rivalité qui pendant si longtemps y inspira tous les actes. C'est comme ces odeurs qu'exhalent, quelques précautions qu'on prenne, les planchers et les murs des appartements dans quelques vieux édifices. Pendant les deux ou trois années qui précédèrent le traité du 15 juillet 1840, nous en eûmes plus d'une preuve. Les agents anglais, sur plusieurs points, prenaient le contre-pied des représentants de la France. Il est vrai qu'alors c'était lord Palmerston qui était le ministre des affaires étrangères; mais ce n'est pas à lui seul qu'il faut l'imputer : il est d'usage que le cabinet anglais laisse au dehors plus de latitude aux penchants personnels de ses agents que ne le fait la France, tout comme dans le sein même du cabinet le ministre des affaires étrangères est moins contrôlé en Angleterre qu'en France; plusieurs envoyés anglais suivaient ainsi d'instinct les errements auxquels ils s'étaient accoutumés. Sous sir Robert Peel et lord Aberdeen eux-mêmes, la politique française ne rencontrait pas partout cette harmonie dont se fût accommodé l'intérêt de la Grande-Bretagne. Cependant, sur toutes les questions qui chez nous pouvaient causer de l'irritation, le cabinet anglais, dans les actes personnels de ses chefs, et dans ses délibérations le parlement, par leur influence, montrèrent des dispositions extrêmement conciliantes. L'esprit dont avait été animée la nation tout entière pendant la session de 1841 persévérait dans les conseils de la couronne et au dehors.

Sur la question du droit de visite, le cabinet français demandait qu'on lacérât non-seulement le récent traité de 1841, mais encore les traités antérieurs. Sir Robert Peel et lord Aberdeen y consentirent. Une négociation s'entama afin de remplacer par quelque chose de neuf le mode qui avait été adopté pour la répression de l'infâme trafic des noirs. C'est ainsi qu'on est arrivé plus tard au traité de 1845. Le système de ce traité est, au fond, moins efficace que le droit de visite; il n'est pas entièrement exempt des mêmes inconvénients, M. Mathieu de la Redorte l'a montré dans ce recueil; enfin il entraîne un surcroît de charges pour les contribuables. Quant à la dignité nationale, il ne me paraît pas, je l'ai dit, qu'elle eût à souffrir d'un droit qui était réciproque. Mais, en Angleterre, le parti qui est opposé à la traite et veut la réprimer par tous les moyens possibles attachait le plus grand prix à la visite. C'est un parti puissant. Le ministère anglais, qui tenait d'une main ferme le gouvernail, imposa à ce parti le nouveau système, dans l'intention d'obliger le gouvernement français. Il y avait à Taïti un certain nombre de résidents anglais, et l'esprit de prosélytisme des sectes

britanniques y comptait des représentants fort zélés, ce qui signifie fort intolérants, qu'une domination catholique devait froisser. Le ministère Peel cependant, à propos de cette invasion accomplie par nos marins, ne fit ni ne dit rien qui pût nous donner de l'humeur. On demanda seulement le respect des droits acquis aux sujets britanniques; on refusa de servir d'écho à leurs récriminations amères. Si, dans une île où des Français auraient les intérêts que des sujets anglais avaient à Taïti, un commodore britannique fût venu, de son autorité privée, planter militairement son drapeau, ainsi que l'a fait dans le petit royaume de la reine Pomaré le commandant Dupetit-Thouars, il y aurait eu dans nos chambres une explosion. Le ministère eût été sommé de faire de l'évacuation un *casus belli*.

Les Marquises sont de 1842 (1er mai). La ratification par le gouvernement français du protectorat accepté ou pris par l'amiral Dupetit-Thouars en septembre 1842 est de 1843 (en avril). L'année suivante vit se produire un fait individuel, mais très-considérable par la position élevée et par le mérite de la personne dont il émanait. Son Altesse Royale M. le prince de Joinville publia sa célèbre *Note*. L'esprit de cet écrit, qui produisit une grande sensation, me paraît être tout entier dans le passage suivant, que je tiens à citer, d'ailleurs, par un motif qu'on appréciera un peu plus loin :

« Ma pensée bien arrêtée est qu'il nous est possible de soutenir la guerre contre quelque puissance que ce soit, fût-ce l'Angleterre, et que, rétablissant une sorte d'égalité par l'emploi judicieux de nos ressources, nous pouvons, sinon remporter d'éclatants succès, au moins marcher sûrement vers notre but, qui doit être de maintenir à la France le rang qui lui appartient.

« Nos succès ne seront point éclatants, parce que nous nous garderons bien de compromettre toutes nos ressources à la fois dans les rencontres décisives.

« Mais nous ferons la guerre sûrement, parce que nous nous attaquerons à deux choses également vulnérables : la confiance du peuple anglais dans sa position insulaire, et son commerce maritime.

« Qui peut douter qu'avec une marine à vapeur fortement organisée nous n'ayons les moyens d'infliger aux côtes ennemies des pertes et des souffrances inconnues à une nation qui n'a jamais ressenti tout ce que la guerre entraîne de misères? Et à la suite de ces souffrances lui viendrait le mal, également nouveau pour elle, de la confiance perdue. Les richesses accumulées sur ses côtes et dans ses ports auraient cessé d'être en sûreté.

« Et cela pendant que, par des croisières bien entendues dont je développerai plus tard le plan, nous agirions efficacement contre son commerce répandu sur toute la surface des mers.

« La lutte ne serait donc plus si inégale!

« Je continue de raisonner dans l'hypothèse de la guerre. Notre marine à vapeur aurait alors deux théâtres d'action bien distincts : la Manche d'abord, où nos ports pourraient abriter une force considérable qui, sortant à la faveur de la nuit, braverait les croisières les plus nombreuses et les plus serrées. Rien n'empêcherait cette force de se réunir avant le jour sur tel point convenu des côtes britanniques, et là elle agirait impunément. Il n'a fallu que quelques heures à Sidney Smith pour nous faire à Toulon un mal irréparable. »

La *Note* du jeune et vaillant prince ne pouvait être regardée par personne comme la révélation d'une arrière-pensée de son auguste père ou d'un projet secret du cabinet. Les hommes d'État de l'Angleterre la virent avec une pénible surprise, qu'au reste partagea plus d'un homme politique en France. Cependant, après un

mouvement de déplaisir ou de malaise, on sembla, de l'autre côté du détroit, admettre que ce n'était rien de plus que l'expression d'un désir tout naturel, chez un prince ardent et généreux, de témoigner son dévouement à sa patrie qu'il aime, dans l'exercice de la profession qu'il a choisie et à laquelle il s'adonne tout entier.

Sur ces entrefaites arriva l'affaire Pritchard, le premier des ennuis que devait attirer à notre gouvernement cet essai de domination sur deux points de l'océan Pacifique, car il est impossible que nous n'y ayons pas une série d'embarras, entre les Anglais et les Américains, qui seuls ont du commerce dans ces parages et s'y observent d'un œil jaloux, et au contact de missionnaires d'une âpre intolérance et de natifs aisés à égarer. Cet homme était consul de Sa Majesté Britannique; il fut rude et grossier autant que peut l'être John Bull quand il est excité par le fanatisme. Il n'en était pas moins revêtu d'un caractère officiel, et il fut traité de la façon la plus sommaire. Pour bien apprécier les faits encore une fois, intervertissons les rôles et supposons qu'un consul français eût été ainsi violenté. L'opinion, en Angleterre, fut un moment émue, et, aux clameurs qu'en poussa le parti influent des *saints*, le premier ministre, sir Robert Peel, sentit s'agiter en lui le vieux levain patriotique. Sous la première impression, il prononça en plein parlement des paroles compromettantes. Un ministre français qui aurait tenu ce langage aurait dû le soutenir jusqu'au bout ou se retirer, sous peine d'être accablé de malédictions comme un traître à la patrie pour le reste de ses jours. Sir Robert Peel, au contraire, calmé par la réflexion, abandonna la position qu'il avait d'abord prise, et accepta un arrangement qui sanctionnait ce qu'avaient fait les officiers de la marine française à Taïti, sous la condition d'une indemnité matérielle qui était de droit strict. Il céda donc pleinement en cette circonstance, comme il avait cédé pour le droit de visite. Le parlement le laissa faire sans réclamation; les orateurs, même les plus fougueux, se turent. De la part du premier ministre britannique et du parlement, c'était montrer qu'on était animé au plus haut degré de l'esprit de *l'entente cordiale*. Il n'en fut pas de même chez nous : à la chambre des députés, le débat fut violent; il le fut plus encore dans la presse, où l'usage subsista pendant quelque temps de donner au parti de la paix le nom de parti Pritchard.

A la fin de la même année, sir Robert Peel, lord Aberdeen et lord Wellington, rentrés au pouvoir après une courte absence, donnèrent de leur politique pacifique un gage éclatant. Ils accomplirent une grande réforme douanière qui n'est rien moins que le commencement d'une révolution politique et sociale, ainsi que l'a justement dit le principal promoteur de l'entreprise, M. Cobden, dans un discours dont il sera bientôt fait mention. Jusque-là, malgré les suggestions et les plaintes de l'école de Turgot et d'Adam Smith, l'économie politique admise par tous les cabinets de l'Europe reposait sur un adage envieux et jaloux dont Montaigne s'était par hasard fait l'écho quand il avait dit que *le profit de l'un fait le dommage de l'autre*. L'économie politique moderne, mieux informée et plus morale, enseigne que les échanges internationaux enrichissent les deux contractants et encouragent le travail national de part et d'autre. Sir Robert Peel, en février 1846, vint se déclarer, en face du parlement, converti à Adam Smith, et, pendant une longue discussion, il bafoua de sa vigoureuse ironie le système soi-disant protecteur. Toute la législation commerciale de l'Angleterre commença d'être remaniée hardiment et retournée dans le sens de la liberté. Le premier pas, pas immense, fut d'adopter la liberté du commerce pour les céréales et tous les aliments les plus usuels. Ainsi la Grande-Bretagne désormais tire une grande partie de sa subsistance des autres contrées à travers les chances de la mer. Peut-on dire plus hautement qu'on veut la paix du monde et qu'on s'en fait le répondant?

De notre côté, quel accueil a été fait à ces avances? En 1840, avant le 15 juillet, on négociait péniblement un traité de commerce entre les deux États. Les négociateurs traitaient sur les vieilles bases du système mercantile. On se faisait de part et d'autre de mesquines concessions. Par la réforme douanière de 1846, l'Angleterre nous a donné, sans nous demander aucun retour, plus que nous ne lui avions demandé en 1840, en lui proposant quelques avantages qui au surplus auraient profité au public français autant qu'aux Anglais; car, si vous me donnez de bonne quincaillerie à meilleur marché que la quincaillerie grossière dont il faut que je me contente en France sous le régime prétendu protecteur, apparemment j'y gagne, moi consommateur, autant que l'étranger qui me la vend. Et le producteur français lui-même, que je suppose intelligent, sous l'aiguillon de cette concurrence se réveille et marche à son tour. Cependant à la réforme anglaise de 1846, après avoir projeté quelque chose de très-satisfaisant, l'administration française répondit par un projet de loi d'une extrême modestie, qui laissait subsister le scandale des prohibitions absolues ainsi que les outrages à la morale publique et à la liberté civile et individuelle qui s'ensuivent. Le projet de loi est du commencement de 1847. A la fin de la même année, la commission de la chambre des députés, en cela trop fidèle au mandat qu'elle avait reçu des bureaux, y substituait d'autres dispositions soutenues par un rapport qui, je le crains, restera comme un monument de l'ignorance de la majorité dont il reflète les opinions, et de l'arrogance qu'affectent de notre temps les intérêts privés en face de l'intérêt général.

Cependant tout ce qu'entreprenait ou seulement tentait l'Angleterre à l'égard de sa marine était aussitôt traduit, en France, comme une menace contre nous, comme si c'eût été un plan d'invasion. On en eut la preuve à l'occasion des enquêtes faites de l'autre côté du détroit sur les *ports de refuge* à établir dans la Manche. Les côtes de la Manche, on le sait, sont inhospitalières. La marine marchande y éprouve un grand nombre de sinistres. Ce sont de grandes pertes pour le commerce anglais, qui y a continuellement en passage dans tous les sens une multitude de navires, et il y a longtemps que des enquêtes s'ouvraient périodiquement sur ce sujet. Un comité avait été nommé dans la chambre des communes pour rechercher ce qu'il y aurait à faire; il s'appelait le *comité des naufrages*. Il arriva à cette idée simple, qu'il fallait avoir, dans la Manche, un ou plusieurs ports de refuge (*harbours of refuge*) accessibles à toute heure de la marée aux navires de tout tonnage. Une commission administrative fut alors nommée pour rechercher où et comment ces ports de refuge pourraient être établis. Jusque-là il n'y a rien dont personne pût s'émouvoir. Il est même de l'intérêt de tout le monde que sur la rive anglaise de la Manche il y ait des asiles sûrs où les bâtiments trouvent à s'abriter pendant la tempête. Les instructions données par l'amirauté à la commission administrative portaient que les ports de refuge devraient être disposés de manière à pouvoir, en cas de guerre, servir de station aux bâtiments de la marine royale, et qu'en conséquence on devrait les pourvoir de moyens de défense et d'attaque. Mais, en vérité, lorsque l'amirauté anglaise faisait étudier un projet qui devait donner lieu à une forte dépense, à moins d'avoir perdu le sens, ne devait-elle pas chercher à en tirer tout le parti possible et prévoir le cas d'une guerre? Est-ce que chez nous le gouvernement, quand il étudie des projets d'établissements maritimes d'un caractère commercial, néglige de se demander quels services militaires on pourrait au besoin en attendre? C'est ce qu'on a fait pour les travaux actuellement en cours d'exécution à Saint-Malo; c'est ce qu'on a répété dans dix autres circonstances, par exemple, quand il s'est agi d'améliorer auprès de Marseille l'étang de Berre; c'est ce qu'on renouvellera toutes les fois qu'on demandera aux chambres des millions pour des travaux en mer, et on aura raison.

La commission administrative nommée par l'amirauté fit, le 7 août 1844, un rap-

port où elle exposait que trois localités, Douvres, Portland et Seaford, lui semblaient propres à l'établissement d'un port de refuge. Elle laissait au gouvernement à décider si on ferait des travaux sur les trois points, ou si des trois on en choisirait un seul. La dépense totale était estimée à 4,300,000 livres sterling, soit 109,000,000 de francs. En 1846, il y avait près de deux ans que ces constructions étaient à l'état d'avant-projet, sans qu'on y eût donné aucune suite. Néanmoins, au commencement de cette année de 1846, un savant qui, plus que personne, a contribué, après la paix de 1815, à mettre la France au courant des progrès accomplis par la Grande-Bretagne dans les arts de la paix et dans ceux de la guerre, M. Charles Dupin, dans l'attitude d'un patriote rempli de stupeur et d'effroi, fit de ces ports de refuge projetés l'objet d'une communication spéciale à l'Académie des sciences, dont il est un des membres les plus distingués. La paisible enceinte de l'Institut fut troublée de ces paroles guerrières et de ces prédictions sinistres. Il sembla qu'une flotte anglaise fût venue bombarder le Havre et eût déposé une armée en pleine marche sur Paris.

Or, au même moment, la France se livrait, non pas à des études mollement conduites, mais à un système général de fortifications sur son littoral. Depuis 1840, nous nous occupions avec activité de Cherbourg, qui est un point agressif contre l'Angleterre. La loi des travaux extraordinaires de 1841 a affecté à la digue, à l'arsenal et aux fortifications maritimes de ce port une somme de 52 millions. Que l'Angleterre, en réponse à nos constructions de Cherbourg, eût ajouté quelque chose à ses défenses, il n'y aurait pas eu lieu de s'en irriter. Elle aurait pu nous dire que nous l'y avions provoquée. La même loi de 1841 consacrait des fonds à Brest, à Calais, à Dunkerque, c'est-à-dire à ceux de nos ports qui sont les plus offensifs pour l'Angleterre. En 1844, une loi avait alloué 5,800,000 francs pour fortifier le Havre du côté de la mer; en 1845, Rochefort et Lorient avaient eu leur tour. On avait entrepris le curage de la grande rade de Toulon, la plus vaste et la plus coûteuse opération de dragage qui ait jamais été tentée; à Port-Vendres, on avait commencé à creuser un bassin pour les vaisseaux de ligne, et Brest avait obtenu de nouveaux fonds. Au début de la session de 1846, nous en étions à 101,600,000 francs d'entreprises, sans compter les crédits supplémentaires. 101 millions, c'est bien près de la somme qui répond au projet anglais; mais il y avait cette différence que, chez nous, la somme en était votée définitivement, et que les travaux suivaient leur cours, pendant que, du côté de l'Angleterre, le parlement n'avait pas donné un penny.

Pendant le même temps, des travaux utiles s'entreprenaient aux frais de l'État dans la plupart de nos ports de commerce. C'est ainsi que la somme votée depuis 1830, pour rendre ces ports plus accessibles, plus commodes ou plus sûrs, indépendamment de tous ouvrages militaires, atteint en ce moment le total remarquable de 175,658,000 francs. A l'exception de 5 à 6 millions, tous ces votes ont pour point de départ une première loi datée du 17 juillet 1837. Les 101,600,000 francs, qui viennent d'être indiqués, sont complétement en dehors de ces 175,658,000 francs. Le total définitif des sommes votées, qu'on pourrait mettre en regard des 109 millions de dépenses moitié civiles, moitié militaires, projetées par le gouvernement anglais pour ses ports, approcherait donc déjà de 300 millions.

En 1846, on saisit les chambres d'un nouveau projet de loi qui devait enceindre Cherbourg de fortifications du côté de la terre, et le convertir en un camp retranché. Passe encore pour Cherbourg, qui, après tout, est un arsenal; mais la ville pacifique du Havre devait subir le même sort, avoir une enceinte continue et une ceinture de forts détachés. Il devait en être de même de Saint-Nazaire. Les Havrais réclamèrent de toutes leurs forces. La dépense devait être grande : pour le Havre et Cherbourg ensemble, il s'agissait de 50 millions, sans compter les suppléments. Le projet fut donc remis à l'avenir. En 1847, il n'a pas été repris, mais il est toujours suspendu

sur nos têtes, et les journaux rapportaient ces jours derniers, je ne sais avec quel fondement, qu'à la suite de conférences nouvelles on recommandait pour le Havre un projet dont le devis montait à 64 millions.

Ce n'est pas tout encore. Une commission d'ingénieurs distingués avait été nommée pour dresser un plan général de l'armement des côtes. Ce n'était pas une de ces commissions qui chez nous servent à enterrer les projets. Elle produisit un travail fort bien fait, qui embrassait un ensemble de fortifications à distribuer tout le long du littoral. La dépense avait été évaluée d'abord à 118,320,000 francs, indépendamment d'une somme de dix millions qui était nécessaire pour couler et monter 3,189 pièces d'artillerie avec leur approvisionnement de projectiles. Ces derniers dix millions sont fournis au moyen d'allocations successives dont on grossit le budget ordinaire. Sur l'autre somme, qui a pour objet la construction des forteresses et des redoutes, les chambres avaient voté, en 1845, 21,350,000 francs. En 1846, le gouvernement avait demandé plus de 60 millions. Avec les perfectionnements et additions, le total s'était déjà élevé de 118 millions à 140.

On ne vit jamais en pleine paix tant d'empressement et d'enthousiasme pour les préparatifs de guerre.

Il va sans dire que le budget de la marine proprement dit suivait la même impulsion. Un homme qui est reconnu pour avoir été un de nos meilleurs ministres de la marine, le baron Portal, regardait 65 millions comme le budget normal de ce département. Pendant trois années de suite, dans l'exposé des motifs du budget (1), il a déclaré qu'avec cette somme il se chargeait de créer, dans un espace de dix années, une flotte de 40 vaisseaux de ligne, 50 frégates, avec un nombre proportionné de bâtiments inférieurs, de maintenir la réserve des arsenaux au niveau des exigences d'une semblable organisation, et de porter au plus haut degré de perfection nos divers établissements maritimes. Plusieurs hommes d'État qui ont eu le portefeuille de la marine ont présenté des programmes analogues, et personne n'a ouvertement contesté cette évaluation. Sous la restauration et sous le gouvernement de juillet jusqu'en 1839, le budget de la marine s'éloigna peu du chiffre de M. Portal; mais, à partir de 1838, l'écart grandit et devint bientôt excessif. En 1838, la dépense effective avait été de 72 millions et demi; en 1839, elle fut de 80 et demi; en 1840, on saute à 99. Puis c'est 125, 135, 122, 126, 120. 1846 monte à 134 millions.

L'Angleterre, à partir de 1838, grossit pareillement son budget de la marine. En 1838, le budget de la marine anglaise avait été de 114 millions de francs; en 1839, il monta à 138; en 1841, à 164, point autour duquel il a oscillé jusqu'en 1846; en 1846, il s'est élevé encore. Mais l'Angleterre a eu des difficultés très-sérieuses dont nous avons été exempts. Les événements de 1840 ont passé sur elle comme sur nous. Cependant le budget de 1840 n'excède que de 107,000 livres sterling, moins de 3 millions de francs, celui de 1839. L'Angleterre a eu des démêlés sérieux avec les États-Unis à propos de la frontière du Maine d'abord, ensuite à propos du territoire de l'Orégon, au sujet duquel le cabinet de Washington avait parlé un langage impérieux qu'une grande puissance ne peut entendre sans porter la main sur la garde de son épée. A ces discussions qui nécessitaient des armements, car on a pu à certains moments considérer la guerre comme inévitable, s'est jointe la campagne de la Chine. Nous, au contraire, à l'exception du bombardement de Tanger et de Mogador, qui a été une entreprise de peu de durée, nous n'avons rien eu d'extraordinaire, depuis 1839, que l'Angleterre n'ait eu aussi avec tous ses embarras particuliers. C'est le blocus de Buenos-Ayres, commencé antérieurement et fait de concert avec elle; c'est la crise de 1840; c'est l'établissement d'une marine à vapeur dont l'Angleterre

(1) Voir les exposés des motifs des budgets de 1820, 1821, 1822.

a bien plus besoin que nous, car elle a et doit avoir beaucoup plus de stations navales, infiniment plus d'ordres à transmettre dans ses innombrables colonies. Afin d'avoir une idée exacte des sacrifices que les deux puissances se sont imposés pour la marine par delà leurs déboursés accoutumés, évaluons l'accroissement total pendant l'intervalle qui s'est écoulé depuis 1838. En s'arrêtant à l'exercice 1845 inclusivement, on trouve que le surcroît total a été le même pour les deux États, à 500,000 fr. près, et cela pour deux marines bien inégales, car l'une a pour base 100 vaisseaux de ligne, l'autre 35 ou 40 : ainsi l'effort proportionnel est beaucoup plus grand de la part de la France. Si l'on va jusqu'à l'ouverture de 1847, on trouve, pour le total des excédants sur l'année 1838, une somme de 360 millions pour la France et de 382 pour l'Angleterre, ou la même chose à un seizième près (1).

Nos dépenses navales n'étaient pas les seules à recevoir ce grand accroissement; chez nous, le système militaire tout entier s'enflait. L'état militaire d'une nation peut se mesurer au nombre des soldats sous les drapeaux ou à la somme consacrée à l'ensemble des chapitres du budget de la guerre. Mettons-nous successivement à chacun de ces points de vue. En 1838, pour ne parler que de l'armée de terre, nous avions sous les armes 305,000 hommes; en 1841, nous étions montés à 413,000. En 1844, nous étions descendus à 338,000; mais en 1845, nous remontions à 357,000. L'intérieur occupait 259,000 hommes en 1838, 273,000 en 1845, tout près de 300,000 en 1846.

La dépense s'est accrue dans une plus forte proportion que le personnel. Les comptes de 1838 accusent une dépense de 239,638,285 francs. En 1841, elle fut de 386,537,270 francs; en 1845, elle était encore de 339,187,051 francs; en 1846, elle était remontée à 380,412,918 francs. Ici pour donner au lecteur des termes de comparaison, je citerai le montant du budget de la guerre à quelques autres époques. En 1829, les comptes de la guerre n'allèrent qu'à 212,669,969 francs; en 1825, ils ne s'étaient même élevés qu'à 199,682,149 francs. La restauration, pendant la guerre d'Espagne, ne garda à l'intérieur que 141,000 hommes, et rarement elle excéda

(1) Les chiffres ont ici assez d'intérêt pour que le lecteur me pardonne d'en donner le détail :

Tableau qui montre quel a été le montant de la dépense effective de la marine en France et en Angleterre, année par année, depuis 1838, et quel a été l'accroissement, année par année, relativement à 1838.

	FRANCE.		ANGLETERRE.	
Années.	Dépense annuelle.	Accroissement sur 1838.	Dépense annuelle.	Accroissement sur 1838.
1838	72,510,264 fr.	» fr.	114,130,000 fr.	» fr.
1839	80,464,354	7,954,090	138,535,000	24,405,000
1840	98,943,215	26,432,951	141,300,000	27,170,000
1841	125,181,434	52,671,170	163,822,000	49,692,000
1842	133,012,992	60,502,728	167,660,000	53,530,000
1843	121,928,858	49,418,594	166,752,000	52,622,000
1844	126,451,570	53,941,306	147,965,000	33,835,000
1845	119,845,900	47,335,636	171,902,000	57,772,000
1846	133,966,635	61,456,571	197,037,000	82,733,000
Totaux en s'arrêtant à l'exercice 1845.		298,256,475		298,826,000
— en comprenant 1846 . . .		359,712,846		381,953,000

Pour la marine française, les chiffres indiqués ici sont tirés des lois des comptes définitifs, sauf l'année 1846, à l'égard de laquelle nous avons puisé dans la *Situation provisoire*. Pour la marine anglaise, j'ai eu recours aux documents officiels tels qu'ils sont résumés par M. Porter, *Progress of the nation*, chapitre *War expenditure*, page 516, édition de 1847.

200,000. Sous le gouvernement de Napoléon, pendant les trois années qui s'écoulèrent entre la rupture de la paix d'Amiens et la paix partielle conclue sur le champ de bataille d'Austerlitz, le département de la guerre n'absorba que 809 millions environ, soit 270 par an; c'est ce qu'atteste dans ses Mémoires le ministre du trésor public de l'empire, l'illustre et vénérable comte Mollien.

En Angleterre, le budget de l'armée de terre, depuis 1838, est à peu près demeuré stationnaire. Il se compose de deux chapitres, l'un de l'armée proprement dite (*army*), l'autre des deux armes savantes, génie et artillerie (*ordnance*). Jusques et y compris 1846, le chapitre de l'armée a été au-dessous de ce qu'il était en 1838. Il était alors de 172 millions de francs. Celui de l'*ordnance* a reçu quelques augmentations; de 35 millions de francs, il est passé à 45, à 48, à 50, à 53, et finalement à près de 60.

Les excédants des dépenses successives du ministère de la guerre, sur l'exercice 1838 jusqu'en 1846 inclusivement, font chez nous un total de 871 millions. En Angleterre, la somme correspondante n'est que de 44, à peu près vingt fois moindre (1).

Les résultats consignés dans les documents officiels publiés dans les deux pays sur les dépenses de la guerre et de la marine ne sont cependant pas comparables. Les budgets de la guerre et de la marine ne comprennent pas chez nous toutes les dépenses militaires. Il faut y joindre quatre articles qui, en Angleterre, sont les uns sans équivalents, les autres englobés dans les dépenses rangées sous les trois titres : *Navy, Army, Ordnance*. Ce sont : 1° les pensions militaires ; 2° la dotation de la Légion d'honneur, qu'il faut regarder comme une dépense militaire, puisque seuls

(1) C'est ce qui résulte du tableau suivant :

Tableau qui montre quel a été le montant de la dépense effective de l'armée de terre en France et en Angleterre, année par année depuis 1838, et quel a été le montant de l'accroissement de chaque année relativement à 1838.

	FRANCE.		ANGLETERRE.	
Années.	Dépense annuelle.	Accroissement sur 1838.	Dépense annuelle.	Accroissement ou diminution relativement à 1838.
1838	239,638,285 fr.	» fr.	207,050,000 fr.	» fr.
1839	240,913,951	1,275,666	214,523,000	+ 7,473,000
1840	367,996,438	128,358,153	215,231,000	+ 8,181,000
1841	386,557,270	146,918,985	207,859,000	+ 809,000
1842	383,208,801	143,570,516	206,144,000	— 906,000
1843	349,727,225	110,088,940	199,678.000	— 7,372,000
1844	333,663,057	94,024,772	204,626,000	— 2,424,000
1845	339,187,051	99,548,766	223,563,000	+ 16,513,000
1846	386,412,918	146,774,633	228,796,000	— 21,746,000
Totaux.		870,560,431		+ 44,020,000

Je rappelle que, pour l'armée française, la dépense de 1846 portée ici n'est encore qu'une dépense présumée, telle qu'elle est indiquée par la *Situation provisoire*. Il y a lieu de croire que les comptes définitifs seront de quelques millions au-dessous. Les données de ce tableau ont été puisées aux mêmes sources que celles du tableau qui concerne la marine, page 400.

Pour l'Angleterre, on a réuni ici en un seul chiffre les dépenses qui sont partagées entre les deux budgets distincts de l'armée proprement dite et de l'*ordnance*.

On sait que l'armée de l'Inde est à la charge, non du gouvernement, mais de la compagnie. Il s'y trouve 30,000 hommes de troupes anglaises, sans compter les cipayes.

les légionnaires de l'armée de terre et de mer reçoivent un traitement; 3° la dotation de la caisse des invalides de la marine, en tant qu'elle ne fait pas double emploi avec d'autres chapitres du budget; 4° enfin la somme inscrite au budget du ministère du commerce pour être décernée en primes à l'industrie de la grande pêche, afin de former des matelots. De ces quatre dépenses, la première a baissé de plus de 5 millions depuis 1838; elle reste encore à 40 millions. La seconde, la Légion d'honneur, est à peu près fixe de 7 millions. Pour la troisième, la caisse des invalides de la marine, il ne faut compter que les rentes immobilisées, qui sont invariablement de 4,624,239 fr. Enfin les encouragements à la pêche maritime sont de 4 millions aujourd'hui; ils étaient de 4 millions et demi en 1838; ils ont même été de 5,621,726 francs en 1840. Dans l'intervalle de 1838 à 1847, la somme de ces quatre dépenses a décru de 5 millions environ. En considérant comme des dépenses fixes de 11,600,000 francs la Légion d'honneur et les invalides de la marine, on trouve que le total des quatre articles est parti de 61,595,000 francs en 1838 pour tomber à 56,530,000 francs en 1846, et que la somme des décroissances, pendant ce délai, a été de 22,674,555 francs (1).

Avec ce qui précède, il est facile de se faire une idée d'ensemble des dépenses militaires des deux nations. Si l'on réunit toutes les sommes qui viennent d'être successivement indiquées, on voit qu'en 1838 les charges militaires de toute nature étaient, pour la France, de 374 millions de francs, pour l'Angleterre, de 321 (2). En 1845, elles étaient arrivées, pour la France, à 516, et, pour l'Angleterre, à 395. En 1846, c'était pour la France de 576 millions, pour l'Angleterre de 426. La somme des excédants, relativement à 1838, était, pour les huit années comprises entre la fin de 1838 et le début de 1847, de 1,208 millions pour la France et de 426 pour l'Angleterre.

Malgré l'inconvénient d'accumuler ici tant de chiffres, j'ai réuni dans le tableau suivant les éléments de ce calcul définitif.

Ce tableau indique le total comparé des dépenses militaires de la France et de

(1) On peut s'en convaincre par le tableau suivant :

Tableau des dépenses de nature militaire non comprises aux budgets de la guerre et de la marine en France.

Années.	Pensions militaires.	Légion d'honneur et invalides de la marine.	Grande pêche.	Total.	Différence en moins ou en plus par rapport à 1838.
1838	45,523,039 fr.	11,600,000 fr.	4,472,151 fr.	61,595,190 fr.	» fr.
1839	45,311,642	11,600,000	4,523,543	61,435,185	— 160,005
1840	44,835,013	11,600,000	5,621,726	62,056,739	+ 461,549
1841	43,923,252	11,600,000	3,507,609	59,030,861	— 2,564,329
1842	42,934,488	11,600,000	3,637,631	58,172,119	— 3,423,071
1843	42,012,875	11,600,000	4,380,930	57,993,805	— 3,601,385
1844	41,336,848	11,600,000	4,601,408	57,538,256	— 4,056,934
1845	41,730,000	11,600,000	4,000,000	57,931,000	— 4,265,190
1846	40,930,000	11,600,000	4,000,000	56,530,000	— 5,065,190
				Différence en moins.	22,674,555 fr.

(2) Les pensions payées par l'Angleterre à ses anciens serviteurs sur le budget de la guerre, de la marine et des armes savantes, montent à une somme très-forte. Ainsi, pendant l'année comprise du 31 mars 1845 au 1er avril 1846, la marine a servi des pensions ou des rémunérations analogues jusqu'à concurrence de 16,272,514 fr. (644,455 liv. sterl.). Le budget de l'armée de terre a été grevé de même de 50,720,887 fr. (2,008,748 liv. sterl.), et celui des armes savantes de 4,180,996 fr. (165,585 liv. sterl.). C'est un total de 71,174,397 fr.

l'Angleterre, année par année, depuis 1838, et l'accroissement de ces dépenses pour chaque année relativement à 1838.

	FRANCE.		ANGLETERRE.		
Années.	Dépense annuelle.	Accroissement sur 1838.	Dépense annuelle.	Accroissement sur 1838.	Excédant de la dépense de la France sur celle de l'Angleterre à partir de 1839.
1838	373,743,739 fr.	»	321,180,000 fr.	»	»
1839	382,813,490	9,069,751 fr.	353,058,000	31,878,000 fr.	29,755,490 fr.
1840	528,996,392	155,252,653	356,531,000	35,351,000	172,465,392
1841	570,769,565	197,025,826	371,681,000	50,501,000	199,088,565
1842	574,393,912	200,650,173	373,804,000	52,624,000	200,589,912
1843	529,649,888	155,906,149	366,430,000	45,250,000	163,219,888
1844	517,652,883	143,909,144	352,591,000	31,411,000	165,061,883
1845	516,362,951	142,619,212	395,465,000	74,285,000	120,897,951
1846	576,909,553	203,165,814	425,833,000	104,653,000	151,076,553
	Totaux. . .	1,207,598,722 fr.		425,953,000 fr.	1,202,155,634 fr.

Comme un terme de comparaison qu'il n'est pas inutile d'avoir sous les yeux, je rappellerai ici que, d'après M. Mollien, pendant l'année 1802, où le premier consul était en paix, sauf pourtant l'expédition de Saint-Domingue, les dépenses réunies de la guerre et de la marine n'avaient exigé que 315 millions (1). La paix armée de Napoléon devrait pourtant être suffisante pour nous, qui n'affectons pas les mêmes allures et ne visons pas à exciter la même crainte. A la même époque, toutes les dépenses militaires de la Grande-Bretagne, montaient à 632 millions (2).

Dans cette situation, j'ignore si les deux cabinets, alors qu'ils étaient en bonne intelligence, ont eu quelque explication au sujet de leurs armements respectifs. S'ils en ont eu, à la question posée par le gouvernement français, le gouvernement anglais a dû répondre : — « J'augmente ma marine parce que le ton du cabinet de Washington m'y contraint; jamais l'Europe ne se vit traiter de pareille sorte, jamais mes droits ne furent niés avec tant de hauteur. On déclare aux puissances européennes qu'on ne leur reconnaît pas le droit de former des établissements dans le nouveau monde, pendant que j'y ai et que j'entends y garder le Canada avec ses dépendances, pendant que j'y possède Balize et la suzeraineté du pays des Mosquitos dans l'Amérique centrale, pendant que nous négocions pour le partage de l'Orégon, qui est resté indivis entre les États-Unis et nous, et dont nous aurons certainement une part. Ce langage est presque une déclaration de guerre. Ensuite le parti qui domine dans l'Union, de concert avec les meneurs des États à esclaves, affiche à l'égard de ses voisins méridionaux les vues les plus ambitieuses, et ne cache pas l'intention d'absorber la Californie et le port de San-Francisco, et que l'Angleterre est fondée à prendre pour une menace à son adresse. Les hostilités qui ont eu lieu en Chine peuvent à tout instant recommencer, car les populations chinoises ne ratifient pas le traité que nous avons conclu avec la cour de Pékin. Nous avons donc, en dehors de l'Europe, des raisons trop légitimes pour accroître nos armements. Enfin il faut bien que nous fassions des essais en grand pour arriver à constituer une marine à vapeur, nous qui avons de si nom-

(1) *Mémoires d'un ministre du Trésor*, I, p. 366.
(2) Porter, *Progress of the Nation*, p. 515.

breuses stations navales à entretenir, tant de postes à administrer et à ravitailler dans toutes les parties du globe. L'augmentation qu'a reçue le budget de la marine britannique répond à peine à tant de nécessités. Voilà loyalement et franchement tout ce qu'il y a au fond de nos armements. »

Cette réponse que le cabinet de Saint-James aurait pu faire, en 1844 ou 1845, à toutes observations présentées au nom de la France, me semble offrir les caractères de la pure vérité. Voyons ce qu'aurait pu être celle du cabinet français, si on l'eût prié d'expliquer pourquoi tant d'ardeur à grossir le budget de la marine, à semer de canons le littoral, à convertir en places d'armes inexpugnables, du côté de la terre et du côté de la mer, tous les ports de la marine royale, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon, et toutes nos métropoles commerciales. Pour être sincère, il n'y aurait eu qu'une réponse possible : « Nous nous préparons pour le cas d'une guerre contre vous.— Mais, auraient repris sir Robert Peel et lord Aberdeen, vous savez bien que nous n'avons pas la pensée de déclarer la guerre à la France ; nous attachons le plus grand prix à rester en paix avec elle. » A cela je ne sais quelle réplique on aurait pu faire; mais je défie qu'on en trouve une qui soit raisonnable et qui puisse être exprimée en face des chambres.

En France, le ton de la discussion à la tribune et dans la presse était pendant ce temps fort aigre contre l'Angleterre. On saisissait tous les prétextes pour la décrier, pour souffler le feu contre elle, pour exalter l'espoir d'abaisser la puissance anglaise. De la part de plusieurs des hommes les plus éminents et les plus renommés, il semblait que ce fût un parti pris. L'éloquent historien du *Consulat et de l'Empire,* par son livre qui a été tant lu, a popularisé la croyance que le camp de Boulogne était une belle conception faite pour réussir, en d'autres termes qu'une descente en Angleterre est fort praticable. On peut même croire que les paquebots transatlantiques, qui sont détestables comme navires de marche, mais fort spacieux et fort solidement membrés, ont été construits en vue de servir, le cas échéant, à un semblable dessein. Avec la glorification du camp de Boulogne est venue celle du blocus continental, qui est aujourd'hui fort à la mode en certains lieux. C'est ainsi que quelques personnes, dans notre époque de paix, entendent donner satisfaction au sentiment de progrès qui tourmente le pays, en exhumant, pour les remettre en usage, les instruments que s'était forgés Napoléon au comble de sa passion guerrière et qui furent trop lourds pour sa puissante main. Il semblait que tous les paradoxes se fussent donné rendez-vous pour encourager l'entreprise navale dont on avait séduit le public. Ainsi on soutenait que, pour avoir une grande force maritime, il n'est pas nécessaire d'avoir une forte marine marchande, et que des pâtres ramassés, à vingt ou vingt-deux ans, par la conscription dans les montagnes du Cantal ou dans les hautes Alpes, et mis à bord d'un vaisseau de ligne, font, au bout de trois ans, d'aussi bons matelots que des hommes nés au bruit des vagues et bercés sur l'Océan. Dans sa *Note,* le prince de Joinville a eu mille fois raison de poser le contraire en principe. Pareillement, l'amiral Duperré à qui l'on parlait, pendant qu'il était ministre, de moyens à prendre pour multiplier les matelots, répondait dans son bon sens que ce n'était pas à lui de fabriquer des matelots, que c'était l'affaire de son collègue le ministre du commerce. Le système d'un personnel artificiel pour la marine de l'État, dans la proportion d'un tiers, n'en a pas moins été préconisé. Il était déjà et il demeure dans notre pratique. Voilà cependant la base sur laquelle repose notre espérance de reconquérir l'empire des mers, car, grâce à la politique commerciale qui a été adoptée et que de puissants intérêts veulent et semblent devoir perpétuer, notre grande navigation marchande diminue tous les jours. Chacun des relevés annuels que publie l'administration des douanes atteste une diminution dans le nombre de nos navires de 300 tonneaux et au-dessus. Pendant les neuf années,

du 31 décembre 1837 au 31 décembre 1846, la diminution a été de plus du cinquième (1).

En pareilles conjonctures, qu'est-ce qui a dû se passer dans les têtes britanniques? L'Anglais ne s'impressionne pas aussi vite que nous ; il a l'épiderme plus dur. Moins prime-sautier, il observe, il raisonne, afin de ne se former une opinion qu'à bon escient. On a commencé par se dire en Angleterre : Les Français n'arment pas contre nous ; ce serait absurde, donc ce n'est pas possible ; conclusion qui n'est pas toujours vraie. Tant que la bonne intelligence des deux gouvernements restait avérée, on passait outre. Nos préparatifs militaires étaient réputés une fantaisie, comme en ont les gens d'imagination; mais aujourd'hui, combien les rapports des deux gouvernements sont changés ! Lord Palmerston déteste la France, et, du moment qu'il est rentré au pouvoir, la mésintelligence a dû être considérée comme inévitable, comme un fait accompli. Les mariages espagnols l'ont rendue flagrante ; elle éclate sur tous les points de la terre où l'on se rencontre. Elle est chaque jour plus manifeste, parce que lord Palmerston paraît être laissé, par ses collègues, seul arbitre à peu près des relations extérieures de la Grande-Bretagne. Dès lors nos préparatifs ont pris un sens tangible. Voici donc qu'à la fin l'Angleterre s'en occupe sérieusement.

La première alerte a été donnée par l'homme qui est le plus haut placé dans le respect de ses compatriotes, par lord Wellington. Ce chef qui, après avoir été un des plus formidables adversaires que la France ait jamais rencontrés sur le champ de bataille, était devenu, depuis 1830, un des soutiens du bon accord avec nous, a été frappé des apparences que nous présentions, et il a signalé l'attitude de la France au patriotisme de ses concitoyens par une lettre dont l'analyse a été rendue publique par sir John Burgoyne, à qui elle était adressée, et qui elle-même, quelques jours plus tard, a paru textuellement dans les journaux anglais. En la lisant, notre vanité nationale a lieu d'être flattée du cas qu'on fait de notre puissance militaire, des appréhensions que nous excitons : le vieux soldat en est tout ému; mais notre raison, qu'il faut écouter d'abord en de si grandes affaires, nous y fera reconnaître un symptôme bien grave. Aux yeux de l'homme le plus influent de la chambre des lords, du conseiller intime le plus vénéré de la couronne, nous sommes redevenus l'*ennemi;* le mot y est, et lord Wellington ne dit jamais que ce qu'il veut dire. Les préparatifs militaires qu'il recommande, c'est bien à notre occasion ; c'est pour repousser la descente dont il nous suppose le dessein, c'est pour ne pas être pris au dépourvu quand *la guerre sera déclarée* par nous (*at the moment the war is declared*). Il veut qu'on lève, qu'on organise et qu'on exerce la milice des trois royaumes en même nombre que pendant la guerre contre Napoléon. Ce serait un effectif de 150,000 hommes. L'armée régulière serait accrue de manière à fournir sept corps, dont six de 10,000 hommes, et un de 5,000 qu'on établirait dans autant de positions

(1) Le relevé qui suit montre ce qu'était l'effectif de la marine marchande de la France en navires de 300 tonnes et au-dessus, au 31 décembre 1837 et au 31 décembre 1846. (*Tableau du Commerce* de 1837, page 555, et de 1846, page 485.)

NAVIRES.	1837.	1846.
De 700 à 800 tonneaux. . . .	2	néant
— 600 à 700 —	2	2
— 500 à 600 —	15	7
— 400 à 500 —	68	32
— 300 à 400 —	213	196
Nombre total. . .	300	237

Ainsi, en neuf ans, la diminution est de 63 sur 300, ou de 21 sur 100.

sur le bord de la mer. On disposerait des fortifications à portée de tous les points où un débarquement est possible. On s'approvisionnerait d'armes, de munitions, sur le même pied qu'en 1804, c'est-à-dire pendant le temps du camp de Boulogne, parce que, dit-il, les circonstances ressemblent autant qu'il est possible à celles où l'Angleterre se trouvait alors, avec cette seule différence que la lutte était engagée, et qu'en ce moment elle ne l'est pas. Le généralissime des armées anglaises est convaincu qu'il y a chez nous un parti arrêté d'aller chercher à Londres une revanche de Waterloo et des traités de 1815, et c'est ce qui lui fait écrire ces paroles qui me paraissent mériter l'attention de quiconque chez nous a du crédit auprès du gouvernement et des chambres : Ces mesures sont *absolument indispensables au besoin de la pure défense et de la sûreté du pays dans les circonstances actuelles* (*absolutely necessary for mere defence and safety under existing circumstances*).

La démonstration de lord Wellington a été suivie de quelques autres, d'abord de celle de lord Ellesmere, qui n'a fait que répéter avec plus de vivacité de langage ce que le vieux guerrier avait dit dans son style ferme, mais réservé, et ensuite de quelques officiers de l'armée de mer. La lettre que lord Ellesmere a adressée au *Times* a le son d'un coup de tocsin, comme l'indique l'épigraphe : *Awake, arise or be for ever fallen.* La discussion s'est ouverte en Angleterre sur la question ainsi soulevée des armements et des fortifications; elle continue presque chaque matin et chaque soir dans les journaux. Les avis sont partagés : les uns adhèrent, non cependant sans commentaires, aux idées de l'homme auquel la Grande-Bretagne a tant d'obligations; les autres les combattent. C'est une justice à rendre au *Times*, qu'après quelques jours d'observation, il a pris très-nettement parti contre le thème de lord Wellington. Peu de personnes contestent que la nation française en masse se soit laissé monter au ton de l'hostilité contre l'Angleterre; mais les adversaires des armements et quelques-uns de ceux qui les acceptent remarquent avec raison qu'un débarquement de 50,000 hommes, avec de la cavalerie, de l'artillerie et des munitions, est une opération très-difficile et très-longue, qu'il y faudrait une flotte nombreuse à vapeur, et que, sous ce rapport, la France est médiocrement pourvue, malgré la multitude des navires de ce genre qui figurent nominalement sur le tableau de son effectif; qu'il sera temps de s'émouvoir quand on nous verra rassembler dans les ports de la Manche cinquante bons navires à vapeur que nous n'avons pas, et qu'alors on n'aura pas de peine à nous opposer une flotte à vapeur qui vaille la nôtre; enfin que 50,000 Français débarqués dans la populeuse Angleterre, maîtresse de la mer, y seraient dans le plus grand péril et le plus grand embarras. De tous les efforts en faveur de la paix, le plus énergique, le plus noble et le plus sensé est celui de M. Cobden, qui, dans plusieurs circonstances et plus particulièrement en présence des électeurs réunis pour la nomination d'un représentant du comté de Lancaster à la chambre des communes, a développé son opinion aux acclamations de ses auditeurs.

M. Cobden est un des amis les plus sincères et les plus dévoués à la paix du monde. Il croit qu'une lutte entre la France et l'Angleterre serait aujourd'hui le comble de la folie, une calamité pour la civilisation, pour l'avancement de la liberté politique et civile dans l'univers. Il sent que de vastes armements de la part de l'Angleterre dans les circonstances actuelles compromettraient cette sainte cause de la paix et de la liberté. Des *hustings* de Manchester, il a prononcé des paroles qui méritent d'avoir de l'écho chez les vrais patriotes de tous les pays, chez les hommes qui recherchent le progrès des sociétés là où l'on doit le trouver véritablement. J'espère que les orateurs qui, chez nous, se mettant au-dessus de misérables préjugés, ont eu la force de se faire à la tribune les énergiques champions de la paix, jugeront que les paroles de M. Cobden sont à leur adresse, et que le manufacturier de Manchester, de-

venu homme public, a donné un corps à leur pensée philosophique. Je reproduis ici en substance une partie de ce discours.

« Le candidat que je vous recommande (M. Henry, qui a été élu sans opposition) soutiendra la liberté du commerce dans la question des sucres et dans celle de la navigation; mais, j'en ai la confiance, il saura prendre la liberté du commerce par le côté le plus large. Ce que j'attends de lui et de nous tous, c'est que la liberté du commerce ne nous serve pas seulement à avoir le blé et le sucre à meilleur marché. Quel est le mobile qui nous porte en ce moment, après tout ce qui a été fait en 1846, à provoquer l'abolition ou tout au moins la réforme profonde de l'acte de navigation et de l'ouverture de nos ports aux navires de tous les pavillons sans leur demander d'où ils viennent? Quelle est la raison qui nous détermine à accueillir chez nous les productions de tous les peuples de la terre que nous repoussions auparavant, comme si elles fussent venues de lieux impurs? C'est que nous sentons que les autres peuples civilisés ont droit à notre sympathie, c'est que nous attachons du prix à leur amitié et que nous la recherchons, c'est que, à nos yeux, la paix du monde est pour tous les hommes le souverain bien, le gage et la condition de tous les progrès. Tel est le sens politique et moral du principe qui nous a tous tenus rapprochés dans la ligue, et qui nous réunit ici en ce moment comme un lien auquel nous obéissons toujours. Pour moi, je le déclare, et je vous en atteste vous-mêmes, si je me suis consacré pendant douze ans à la cause de la liberté commerciale, c'est qu'elle avait pour moi ce sens élevé et consolant. Autrement, je n'y aurais pas donné une seule saison. Mais, si c'est ainsi qu'il faut entendre et que nous avons entendu la liberté du commerce, je demande ce que signifie aujourd'hui le projet de nous livrer à toutes sortes de préparatifs militaires? Il y a un an à peine que la Grande-Bretagne a arboré le principe de la liberté commerciale, signal d'une amitié qui s'offre à tous les peuples, et ce serait le moment qu'on choisirait pour enceindre notre île de fortifications!

« Nous sommes écrasés d'impôts, nous soupirons tous après l'allégement des taxes. Le seul moyen de les diminuer sérieusement serait de s'attaquer à cette lourde masse de 17 millions sterling qui représente les frais annuels de notre état militaire sur terre et sur mer. Un pareil attirail de forces nous était nécessaire autrefois, à cause de la jalousie et de la haine que nous avions provoquées au dehors. Cette jalousie et cette haine sont venues de ce que nous avons été possédés de l'esprit d'envahissement. Nous avons eu l'ambition de nous emparer de cent territoires pour y avoir le monopole du commerce. Du moment que vous aurez solennellement dit au monde que vous ouvrez aux autres nations non-seulement vos ports, mais ceux de vos colonies, et actuellement vos colonies le réclament, du moment que vous aurez renoncé aux priviléges que vous confère dans toute l'étendue de l'empire britannique l'acte de navigation, le sentiment des autres nations à votre égard sera complétement changé; de toutes parts on ne demandera qu'à entretenir avec vous de bons rapports; on recherchera votre alliance avec plus d'ardeur encore qu'on n'en mettait à vous combattre ou à vous haïr alors que vous ne rêviez que conquêtes et monopoles, parce que vous êtes un peuple éclairé et riche avec lequel toute bonne relation est infiniment profitable. Que l'esprit de la liberté du commerce ne s'établisse pas seulement dans nos comptoirs, qu'il prenne place dans nos cœurs, qu'il devienne notre pensée politique, et bientôt la voix publique condamnera les armements extraordinaires. Les 17 millions sterling que dévore notre budget de la guerre pourront eux-mêmes être diminués sans inconvénient. Ceci, messieurs, n'est pas de l'utopie, ainsi que le disent quelques personnes, les mêmes qui, il y a quatre ou cinq ans, traitaient d'utopie l'idée d'abolir les restrictions commerciales que nous avons balayées de notre code, et je vous en fais juges.

« Il n'y a pas dans toute l'Europe un État qui ne gémisse sous le faix des impôts, parce qu'il n'y en a pas un qui n'ait des armements abusifs. La France, par exemple, entretient trois ou quatre cent mille hommes sous les armes ; la Russie, la Prusse, l'Autriche, en ont autant à proportion. Ces puissances ont armé à l'envi les unes des autres, parce qu'elles se craignent et s'intimident. Donnons hautement, franchement, l'exemple de la confiance, et les autres nations qui gémissent sous les impôts seront heureuses de nous imiter. La détermination de la Grande-Bretagne exercera une influence incalculable. Il y a pour notre patrie en ce moment une mission glorieuse à remplir. Au lieu d'avoir dans les capitales de l'Europe des ambassadeurs chargés de quereller les gouvernements à propos de mariages entre jeunes filles et jeunes garçons de sang royal ou d'invitations à dîner, qu'elle emploie ses agents à tenir aux gouvernements ce langage : « Tous, tant que nous sommes, nous suivons un système insensé. « L'Angleterre et la France agrandissent leurs flottes à qui mieux mieux. La France, « de plus, a augmenté son armée de terre, et les autres puissances continentales n'ont « pas voulu rester en arrière. Le résultat de tous ces efforts est que nous restons « relativement les uns aux autres dans la même position ; il n'y a de changement que « dans la condition des populations qui sont plus misérables. Agissons désormais « d'une manière plus conforme à la nature d'êtres intelligents. Au lieu d'augmenter « notre état militaire au prorata les uns des autres, réduisons-le proportionnelle- « ment. Les situations relatives seront les mêmes ; mais nous aurons atténué les « charges de nos populations respectives, et, si la fatalité voulait qu'un jour nous « eussions la guerre, nous aurions mieux les moyens de la soutenir. »

Chez nous, la discussion politique en ce moment est hors des voies. Elle se réduit à des questions de personnes, qui sont devenues excessivement irritantes, ou à des questions de politique spéculative sur l'adjonction des capacités aux listes électorales, ou sur les incompatibilités parlementaires, qui, je le confesse, me paraissent de peu d'intérêt, parce que, quelque solution qu'elles reçoivent, le char de l'État restera toujours dans la même ornière. Il y aura vingt mille électeurs de plus ou de moins sur les listes, vingt ou trente fonctionnaires ou officiers de la liste civile de plus ou de moins dans la chambre élective ; mais l'esprit de la chambre restera toujours ce qu'il était, et nos lois seront faites comme devant. Quant à l'intérêt public, il est en dehors du débat, on n'y pense plus. Cette absence de sens public dans la polémique quotidienne explique le peu d'attention que la lettre de lord Wellington a excitée chez nous, et la petite place que tous nos journaux lui ont faite. Si la politique n'avait pas déraillé ainsi, on en aurait pris plus de souci, car c'est bien aussi grave que les discours des banquets réformistes.

La lettre de lord Wellington peut être considérée comme une réponse à la *Note* de M. le prince de Joinville, et particulièrement au passage que j'en ai cité. Le vieux feld-maréchal a pris trois ans pour réfléchir, ou du moins pour communiquer au dehors le résultat de ses réflexions, car il déclare en avoir entretenu déjà avec instance plusieurs ministres. Le jeune vainqueur de Mogador et de Tanger est sur les marches du trône ; le duc de Wellington a plus d'autorité en Angleterre que tous les membres de la famille royale ensemble, après la reine. Les deux pièces portent l'empreinte du caractère de chaque interlocuteur. L'un, bouillant, impétueux, comme on l'est quand on a vingt-cinq ans et un sang généreux dans les veines, propose un plan d'agression au près et au loin ; l'autre, qui est à sa soixante et dix-septième année, et qui s'observe beaucoup, présente un plan purement défensif. C'est comme la demande et la réponse. Ces deux documents ont reçu ou reçoivent des événements une ressemblance que je déplore. La *Note* de M. le prince de Joinville, tout individuelle qu'elle était, a exercé une grande influence. Je ne puis m'empêcher

de regarder au moins la loi des 93 millions de subsides extraordinaires votés pour la marine en 1846 comme la conséquence de cette manifestation. Aujourd'hui il est hors de doute que le cabinet anglais, prenant formellement en considération la proposition de lord Wellington, va saisir le parlement d'une loi destinée à la mettre en pratique avec quelques amendements. C'est annoncé : les détails de la loi à intervenir circulent même tout au long dans les journaux. Pour l'artillerie, l'augmentation de son personnel d'un quart est déjà une nouvelle officielle. Cet accroissement de l'effectif est accepté de tout le monde, de ceux-là même qui ont traité fort légèrement la lettre de lord Wellington.

Voici donc quelle est la situation respective des deux peuples : de part et d'autre, on a armé ou l'on arme, et on se dispose à armer encore. Les deux peuples se trouvent de fait le fer à la main en présence l'un de l'autre, celui-ci l'ayant tiré du fourreau pour attaquer, l'autre disant, par une sorte d'entrée en matière, que c'est uniquement pour se défendre. Du temps de sir Robert Peel et de lord Aberdeen, les deux gouvernements étaient unis par une commune pensée, et leur bon accord était un gage de paix. Depuis le retour de lord Palmerston aux affaires, le concert des deux cabinets a cessé, et les mariages espagnols y ont substitué une mésintelligence patente. Chez nous, plusieurs des princes de la tribune, pendant plusieurs années, ont tenu envers l'Angleterre un langage provoquant, et un prince du sang royal a publié un programme d'organisation navale que les Anglais ont pu croire inspiré par le désir de les assaillir. Chez les Anglais, en ce moment, on nous observe avec défiance, et le personnage le plus considérable parmi tous les sujets de la reine Victoria a conjuré ses compatriotes de se tenir prêts pour déjouer les projets de dévastation qu'il nous suppose. Les forces qui poussent à un déchirement sont donc multipliées et actives. Au fond, les hommes les plus éclairés et les plus importants n'auront point voulu la guerre : ils la déploreront; mais ils y seront précipités par le flot qu'ils auront soulevé ou laissé soulever derrière eux, par les passions qu'ils auront fomentées ou qu'ils n'auront pas su contenir.

On ne peut donc trop se hâter de travailler à sortir de cette impasse. Pour nous en particulier, la guerre, qui n'est jamais une entreprise raisonnable, serait, dans ce cas, la plus détestable des absurdités. On ne voit pas quel objet avouable pourrait avoir une guerre contre l'Angleterre. Les traités de 1815 nous sont odieux, et c'est pour en prendre notre revanche que nous irions en guerre. Bien; mais, si ces traités nous blessent, il me semble que c'est parce qu'ils nous ont trop réduits du côté du Rhin et du côté de l'Italie. Or, comment une guerre contre l'Angleterre peut-elle nous rendre la ligne du Rhin, ou nous restituer quelques-uns des passages des Alpes que nous aurions voulu conserver? En déclarant la guerre à l'Angleterre, nous serions forcés d'avertir à son de trompe l'Europe entière que nous n'avons aucune convoitise des provinces rhénanes, ni de la Savoie et de Nice; car, si nous ne proclamions pas cet avis préalable, nous aurions immédiatement l'Europe sur les bras. Quel serait donc le but de cette guerre, sinon de répandre un torrent de sang anglais? C'est insulter au bon sens de la France que de lui supposer de telles intentions.

Je ne conseillerais jamais à ma patrie, si j'étais en position de lui donner des conseils, de se lancer dans une guerre de conquêtes, quelle qu'elle soit, même pour ravoir la ligne du Rhin et s'assurer une tête de pont sur l'Italie. Je suis persuadé que nous avons très-peu d'avantages à en attendre, en admettant qu'elle dût être parfaitement heureuse. Nous devrions toujours avoir présente à l'esprit cette déclaration de l'assemblée constituante aux peuples civilisés, que la France renonçait à s'agrandir. La France ne serait pas plus forte pour avoir quelques départements de plus. Le secret de notre puissance est tout entier, on ne saurait trop le répéter, dans les principes de 1789. Notre faiblesse est dans les idées de domination qu'on nous

suppose et qu'on est fondé à nous prêter après la république et l'empire. La grandeur de la France sera vite reconstituée du jour où nous consacrerons toutes nos ressources financières et tous les trésors de l'esprit français à donner au monde l'exemple d'une application de plus en plus complète de ces principes. Pendant les XVII[e] et XVIII[e] siècles, le premier rang en Europe appartenait à la France, parce qu'elle élaborait magnifiquement ces pensées sublimes au profit du monde entier. Ce fut là ce qui répandit partout nos idées, notre langue et nos usages : reprenons l'œuvre maintenant, et nous serons encore les guides du genre humain, l'influence suprême sera pour nous. Mais enfin, si, par une vue que je crois étroite et fausse, nous devions nous obstiner à reconquérir le Rhin et les Alpes, il me paraît que l'unique moyen de réussir serait de nous allier fortement à l'Angleterre, de l'unir à nous par des engagements réciproques et non de la combattre, de recommencer l'entente cordiale et non pas d'y substituer les jeux sanglants de la force brutale et du hasard.

Ainsi l'intérêt politique nous porte à abandonner ce système d'armements excessifs et à reprendre à peu près l'état militaire d'il y a dix ans. Beaucoup d'autres motifs nous le recommandent.

Examinons rapidement nos armements de terre et de mer dans leurs rapports avec nos finances. La chambre des députés a retenti ces jours passés d'une savante discussion financière, où les orateurs qui ont le plus d'autorité en ces matières ont pris et repris la parole. On y a longuement et habilement disserté sur les causes et les effets de la situation du trésor. Il est fort surprenant qu'on n'y ait même pas nommé nos dépenses militaires. C'est là qu'est le nœud de toutes nos difficultés financières. Ce débat, auquel tant d'orateurs renommés se sont mêlés, a été clos de guerre lasse, sans qu'il en ressortît aucune conclusion propre à édifier le public. C'est qu'en effet il n'y a de question financière qui puisse aujourd'hui aboutir à une solution pratique que celle de savoir si l'état militaire que nous entretenons depuis quelques années est conforme au bon sens et à l'intérêt national, et si d'y persévérer ne serait pas une calamité financière en même temps que politique.

Notre nation, qui est beaucoup moins riche que l'Angleterre, est, on l'a vu, beaucoup plus chargée par ses dépenses militaires. C'est, chez nous, un total annuel de 530 à 550, ou même 570 millions contre 410 à 430 qu'elle débourse. A nous qui sommes les plus pauvres, la guerre que nous ne faisons pas, la guerre que nous ne ferons point, à moins de la vouloir absolument, la guerre nous coûte, tous les ans, 120 à 160 millions de plus qu'à nos rivaux. De la sorte, depuis 1838, nous nous sommes appauvris en comparaison de l'Angleterre de 1,200 millions (1), car ces dépenses improductives font sur la richesse du pays le même effet que si l'on prenait l'argent des contribuables pour le jeter dans la mer. Il y a pourtant des gens de bonne foi en très-grand nombre, chez ce spirituel peuple de France, qui sont d'avis qu'un pareil système nous achemine à égaler la puissance britannique.

Nos dépenses militaires sont montées sur un tel pied, que c'est tout juste autant que ce qu'il fallut à Napoléon jusqu'en 1811 (2), et nous sommes moins éloignés

(1) Voyez le tableau, page 403.

(2) On en trouvera la preuve dans le tableau suivant :

Tableau des dépenses des ministères de la guerre et de la marine sous l'empire, d'après les MÉMOIRES D'UN MINISTRE DU TRÉSOR.

ANNÉES.	GUERRE.	MARINE.	TOTAL.
1802 *.	»	»	315,000,000 fr.
Moyenne de 1803-1804-1805 **.	270,000,000 fr.	147,000,000 fr.	417,000,000

* Tome I, p. 366.

** *Ibid.*, p. 407.

qu'on ne pourrait le supposer des sommes qu'il dévora dans les temps les plus désastreux; mais, dans ces jours de malheur, il était obligé, lui, de soutenir la guerre contre tout le monde à la fois, en punition de ce qu'il était tant allé la chercher. De nos jours, dans notre situation et de notre part, c'est de la prodigalité, c'est un désordre effrayant.

Une circonstance me frappe. Autrefois, des deux nations, c'était la plus riche, l'Angleterre, qui dépensait le plus pour son état militaire. J'ai déjà dit qu'en 1802, qui fut une année de paix, la seule de la période napoléonienne, nous étions à 315 millions contre 632. Il est vrai qu'à notre chiffre il faudrait ajouter, pour les pensions militaires et la caisse des invalides de la marine, 30 ou 35 millions peut-être. A partir de là, les dépenses militaires vont croissant de part et d'autre, parce que la guerre devient chaque jour plus furieuse; mais le budget guerrier de l'Angleterre reste toujours, par rapport au nôtre, dans la même proportion, à peu près le double. Dès 1806, les dépenses militaires de la Grande-Bretagne excédaient un milliard; les nôtres étaient à 583 millions. Pendant les quatre années suivantes, nous dépensons moins qu'en 1806; le mouvement ascendant ne reprend qu'en 1811, et, en 1813, la guerre nous coûte 816 millions. Pour l'Angleterre, la progression est continue. Ses frais de guerre furent, en 1813, de 1,800,740,000 francs (71,316,435 liv. sterl.), et avec les subsides aux princes étrangers, qui ne sont pas compris dans les évaluations précédentes, de 1,972,087,000 francs (1). A la paix, la décroissance est subite et de plus en plus marquée, et ici éclatent l'habileté et la sagesse de l'administration anglaise, qui proportionne toujours ses efforts au but à atteindre et sait agrandir ou restreindre chaque chose à propos. En Angleterre, sous la restauration, le minimum a été de 347 millions de francs; c'est le chiffre de 1822. En 1829, elle s'était relevée à 383 millions. En 1830, elle fut à 351 seulement. Après 1830, la réduction, un instant interrompue, se poursuit presque aussitôt. 1831 était remonté à 363 millions; mais, en 1835, l'Angleterre n'était plus qu'à 294. A partir de là, elle varie en restant constamment au-dessous de 380 millions jusqu'en 1845. En France, sous la restauration, un gouvernement, très-peu national par son origine, avait besoin de la force pour se maintenir. En 1829, cependant, la restauration dépensa 36 millions de moins que l'Angleterre, en tenant compte des pensions, de la pêche. En 1831, nous dépensâmes environ 150 millions de plus que l'Angleterre. Aux débuts de notre nouvel établissement monarchique, il était impossible qu'il en fût autrement. Depuis lors, c'est constamment la France qui a eu le plus de frais militaires;

ANNÉES.	GUERRE.	MARINE.	TOTAL.
1806 *.	434,072,000	149,119,000	583,191,000
1807	343,549,000	117,307,000	460,856,000
1808	378,328,000	115,571,000	493,899,000
1809	398,286,000	110,475,000	508,761,000
1810	379,064,000	120,828,000	499,892,000
1811	506,096,000	157,000,000	663,096,000
1812	558,000,000	164,000,000	722,000,000
1813	673,030,000	143,000,000	816,000,000

En ajoutant à ces dépenses les pensions militaires, on verrait que, sauf 1806, aucune année du règne de Napoléon, jusques et y compris 1810, ne surpassa la dépense accusée pour 1846 par la *Situation provisoire*.

(1) Il est vrai qu'en 1813 la monnaie de papier, qui était la seule de l'Angleterre, était assez dépréciée. En portant la dépréciation à un cinquième, la somme de 1,972 millions se réduit à 1,578.

* 1806 et les années suivantes ont chacune dans l'ouvrage de M. Mollien un tableau spécial, aisé à retrouver.

mais c'est seulement à partir de 1838 que la dépense de notre état guerrier a excédé celle de l'Angleterre d'une somme considérable, et que, dans sa quotité absolue, elle a été énorme (1).

Ce n'est pas seulement en comparaison de l'Angleterre que nos dépenses militaires sont exagérées et grèvent les populations au delà de ce que celles-ci peuvent porter. En 1838, les dépenses militaires de la Prusse montaient, toutes ensembles, à 87,005,000 fr., selon M. de Tegoborski (2) et M. Mac Gregor (3). En 1847, d'après le budget présenté aux états prussiens, elles étaient de 95,608,562 fr. Quant à l'Autriche, je n'ai pas de documents postérieurs à 1838. Pour cette année, l'ensemble des dépenses militaires était de 152,659,000 fr. Ainsi, déjà en 1838 la Prusse et l'Autriche réunies dépensaient pour leur état militaire un tiers de moins que la France, 240 millions contre 374. On sait que la Prusse n'a pas de marine militaire, et que l'Autriche n'en a qu'un embryon. Depuis 1838, l'une au moins de ces deux puissances, la Prusse, n'a augmenté que d'un dixième ses dépenses guerrières. Elle n'y consacre que le sixième de ce que notre paix armée nous a coûté en 1846.

On dit que cet état militaire, si disproportionné aux ressources du pays, est indispensable au maintien de l'ordre public, à cause des passions qui fermentent. Ce n'est rien moins qu'une accusation intentée à nos institutions libérales, et, si on veut les mettre en cause, qu'on le fasse ouvertement. Dire que la présence d'une armée de 275,000 à 300,000 hommes à l'intérieur, sans compter les troupes de l'Algérie, est la condition de l'ordre, c'est prétendre que la France n'a ni les lumières, ni les mœurs que supposent ses institutions, que la liberté est un sens qui manque à notre nation; car, ainsi qu'on l'a justement écrit, l'ordre n'est autre chose que la liberté collective de la société. Le signe qu'un peuple a le gouvernement qu'il lui faut consiste dans un accord parfait entre les institutions politiques et le degré d'avancement des esprits ou les penchants du caractère national. Quand cet accord existe, l'édifice politique se tient debout sur ses bases, de lui-même, sans qu'on ait à l'étayer d'une grande force militaire. Le meilleur indice, le seul infaillible, que le tempérament d'une nation comporte la liberté dont l'investissent ses lois, c'est que la présence d'une force armée nombreuse n'y soit pas requise. En Angleterre et aux États-Unis, la force armée est superflue à l'intérieur; ces peuples n'ont donc rien de plus que la liberté qui leur convient. De même notre immense attirail d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, s'il était reconnu que l'ordre intérieur interdit d'en rien rabattre, attesterait que notre constitution politique nous accorde infiniment plus de liberté que nous n'en pouvons porter; mais, si on ne soutient pas cette assertion, qu'on n'agisse pas non plus comme si c'était elle qui dût servir de base à la politique intérieure.

On se préoccupe d'une éventualité qu'amènera quelque jour le cours de la nature, et sur laquelle, en effet, il est utile que les hommes publics tiennent leur pensée fixée. On est fondé à espérer que c'est éloigné de nous encore. Toutes les apparences l'indiquent aux bons citoyens qui voudraient éterniser ce règne. Cependant, la Providence jugeât-elle à propos de consommer demain cette douloureuse séparation entre la France et l'auguste fondateur de la nouvelle dynastie, lorsqu'on a des cadres aussi parfaits, ce n'est pas l'affaire de beaucoup de temps que d'ajouter quarante ou cinquante mille hommes à la force publique, et nous ne serions pas pris au dépourvu.

La soumission d'Abd-el-Kader, en changeant complétement la face des choses en Algérie, nous dispense au moins d'entretenir en Afrique l'armée que nous y avons

(1) Voir, plus haut, le tableau de la page 405.

(2) *Finances de l'Autriche*, t. I, p. 8.

(3) *Commercial Statistics*, etc., 1er vol., p. 632.

depuis six ou sept ans, et qui égale par le nombre, à peu de chose près, toute l'armée de terre de la Grande-Bretagne. Il ne fallait pas moins pour en finir avec ce chef intrépide et habile, je ne le conteste pas; mais nous en avons fini. Voici quel a été successivement l'effectif de nos forces en Algérie, depuis la conquête : en 1830, 30,223 hommes; en 1831, 17,939; en 1832, 22,431; en 1833, 27,762; en 1834, 31,863 et de même jusqu'en 1839, où l'on passe à 39,648. En 1840, on monte brusquement à 59,248, et depuis lors on a été toujours en augmentant jusqu'à 100,000. La *Situation provisoire* accuse, pour 1846, une dépense de 112 millions, c'est-à-dire le triple du budget tout entier du royaume de Suède. Pourquoi, je ne dis pas en 1848, mais du moins en 1849, exercice dont le budget va se discuter, l'armée d'Afrique ne reviendrait-elle pas aux proportions de 1839 ? Ce serait déjà, pour les contribuables, une économie de 35 ou 40 millions, en supposant que l'effectif de l'intérieur ne dût pas être réduit d'un seul homme.

Mais c'est sur la marine que doit porter la plus grande réduction. La fantaisie navale à laquelle nous nous livrons depuis quelques années nous coûte trop cher et a trop d'inconvénients pour que nous n'y mettions pas fin. Nous nous ruinons dans une entreprise impossible, nous cherchons la puissance navale par un chemin où nous ne la rencontrerons pas. Nous excitons au dehors des méfiances funestes, et nous rompons ainsi les alliances les plus précieuses et les plus naturelles désormais. On ne prétendra pas du moins que cette force navale soit nécessaire au maintien de l'ordre. Dira-t-on que c'est pour protéger notre navigation commerciale? L'effort serait bien grand, pour une marine marchande tombée au degré où est la nôtre; mais, même pour faire respecter notre pavillon sur toutes les mers et pour garantir les intérêts de notre commerce, le budget de la marine est deux ou trois fois ce qu'il aurait strictement besoin d'être. En voici la preuve : s'il est un pavillon qui soit respecté sur tous les points de l'Océan, s'il est un commerce dont les droits soient maintenus en tous lieux, c'est celui des États-Unis. La marine marchande de l'Amérique du Nord est partout. Ce sont d'innombrables navires qui explorent tous les parages dans l'un et l'autre hémisphère, et le président Polk a pu, dans son dernier message, annoncer que, dans peu d'années, ce serait par le nombre des bâtiments la première de l'univers. J'ai sous les yeux en ce moment le relevé des dépenses des forces navales américaines, année par année, depuis un demi-siècle, et je reste confondu en les comparant aux nôtres. Depuis dix ans, c'est de 6 millions de dollars à 6 millions et demi (32 à 35 millions de francs) (1). La guerre actuelle avec le Mexique y a ajouté 3 à 4 millions de francs, et encore s'occupe-t-on depuis quelques années d'avoir des navires à vapeur. Avant 1836, la fédération américaine ne dépensait pas tout à fait 4 millions de dollars pour sa marine.

Je n'imagine pas ce qu'on pourrait répondre à un orateur qui, armé de ces renseignements, monterait à la tribune pour sommer le gouvernement, au nom des contribuables trop longtemps abusés, de dégrever le pays, d'ici à peu d'années, de 200 millions d'impôts, en reprenant, pour le budget de la guerre, les chiffres de 1838 ou 1839, et en rentrant, pour la marine, dans les limites recommandées par plusieurs hommes d'État qui ont eu le portefeuille de la marine, et surtout par M. le baron Portal. Avec 65 millions bien employés, nous pourrions avoir une marine fort respectable et des arsenaux bien pourvus. Avec un budget double, nous avons résolu le problème d'avoir nos arsenaux vides, hors d'état de remplacer une mâture ou de refaire un doublage.

(1) Seule, l'année 1842 fait exception à cette règle. On était alors en mésintelligence avec l'Angleterre, qui faisait elle-même de grands préparatifs, et on alla à 8,397,000 doll., un peu moins de 45 millions de francs.

Pendant nos années de prospérité financière, nos dépenses militaires s'expliquaient comme un caprice que se passe une nation dont tout d'un coup le trésor regorge. C'est ainsi que des particuliers, dont les revenus s'accroissent brusquement, s'avisent de ne plus compter avec leurs fournisseurs et leurs valets; mais maintenant qu'au su de tous, gouvernants et gouvernés, nous sommes dans un déficit dont personne n'aperçoit le terme, il faut prendre une grande détermination, afin d'éviter un abîme financier, si le danger politique ne nous émeut pas. En s'y prenant dès aujourd'hui, il sera facile de remettre l'ordre dans nos finances. Si nous persévérons dans la voie où nous sommes, nous serons bientôt extrêmement compromis; nos finances, et par conséquent toute notre politique, seront à la merci des événements, et il sera trop tard même pour être sage. Ayons la présence d'esprit qui peut encore nous soustraire aux embarras du présent, puisque nous n'avons pas eu la sagesse de la veille. Nous n'avons su profiter des beaux jours ni pour diminuer les charges du passé, ni pour ménager des ressources à l'avenir. Combien l'Angleterre a été mieux inspirée dans son administration financière! La dette de l'Angleterre, en 1816, était pour les contribuables un fardeau annuel de 32,938,751 livres sterling (832 millions de francs). En 1845, elle était réduite à 28,253,872 livres (714 millions) (1). Il y avait donc eu une diminution de 118 millions; mais, à cause de l'emprunt de l'an passé pour l'Irlande, il n'en faut compter aujourd'hui que 111. Chez nous, lorsque les frais des deux invasions eurent été acquittés au moyen des emprunts, l'intérêt de la dette publique était passé du chiffre de 63 millions, qui le représentait sous l'empire, à celui de 193,455,229 francs. Maintenant nous sommes, à quelques centaines de mille francs près, à 193 millions encore (2), quoique le gouvernement de la restauration eût diminué d'environ 19 millions la charge résultant des rentes proprement dites (3). L'Angleterre a réduit ses taxes dans une telle proportion à partir de la paix, que c'est pour le public un dégrèvement de beaucoup plus de 1 milliard. Chez nous, les dégrèvements depuis la même époque ne forment que 150 millions (4) dont les deux tiers doivent être attribués à la restauration. Celle-ci, pour soulager la propriété foncière, qu'on avait écrasée à la fin de l'empire, retrancha 92 millions de l'impôt foncier; depuis 1830, les diminutions d'impôt vont à 60 millions à peine. L'Angleterre a fait tout ce qu'il était possible d'imaginer de sensé pour résoudre le problème de la vie à bon marché. Dans cette vue, elle a refondu son système de contributions. Depuis la paix, et particulièrement depuis cinq ans, une amélioration très-grande a été ainsi réalisée dans les conditions de l'existence matérielle des populations britanniques. C'est de cette manière que se ménagent, pour les besoins extraordinaires de l'avenir, des ressources infinies.

Sous ce nouveau régime, en effet, le travail journalier de chacun produit au delà de ce qui est strictement nécessaire pour vivre; des circonstances critiques se décla-

(1) Porter, *Progress of the Nation*, p. 483.

(2) Je compte ici l'emprunt des canaux de 1821-1822, et les primes qui y sont attachées. C'est une somme annuelle de 9,110,300 fr. Je ne compte pas la dette flottante. Aujourd'hui les rentes proprement dites qui restent à racheter montent à 184 millions avec le nouvel emprunt.

(3) Au lieu de 193,455,299 fr., les arrérages des rentes qu'il y avait encore à racheter ne coûtaient plus aux contribuables, à la révolution de juillet, que 164,984,378 fr.

(4) Savoir :

Réduction de l'impôt des boissons. . . .	31,930,000 fr.
— Timbre	1,429,000
Suppression de la loterie et des jeux. . .	18,000,000
Total.	51,359,000 fr.

Par l'accroissement de la consommation, cette dernière somme représenterait aujourd'hui environ 60 millions.

rant, les familles peuvent distraire quelque chose de ce qu'elles dépensaient pour le remettre à l'État. Chez nous, au contraire, j'en atteste tous les chefs de maison et toutes les ménagères, la vie matérielle enchérit chaque jour. Tout ce que peuvent faire les populations en dépensant la totalité de ce qu'elles gagnent, c'est de ne pas mourir de faim. Je pose en fait qu'il y a une moitié du peuple français dont l'alimentation n'est pas suffisante au gré de l'hygiène. La proportion qui est condamnée à ce dénûment dans l'île de la Grande-Bretagne est probablement de moins d'un dixième. En même temps, chez nous, l'impôt est aussi lourd que possible. Nul n'oserait tendre l'arc davantage, et si quelque impérieuse nécessité survenait, si une guerre contraignait le gouvernement à demander au pays un surcroît de revenu de quelques centaines de millions, qui est-ce qui entreprendrait de l'obtenir, à moins de faire peser sur la nation une tyrannie à l'orientale? Quand M. Cobden a dit qu'un état militaire excessif en temps de paix réduisait d'avance les nations à l'impossibilité de soutenir la guerre, il a donné un avertissement que, plus qu'aucun autre peuple du monde, nous devons prendre pour nous.

Je conclus : nos dépenses militaires sont contraires au maintien de nos bonnes relations avec nos voisins. Elles les ont inquiétés, elles déterminent la puissance dont l'alliance avec nous est la garantie, la seule garantie solide de la paix du monde, à armer de son côté, et, une fois les préparatifs achevés pour la guerre, il est à craindre que la guerre ne s'ensuive, car, lorsqu'on a les armes à la main et qu'on a été excité l'un contre l'autre, la tendance naturelle est de s'en servir. Elles entretiennent et développent, parmi les populations, des sentiments belliqueux qu'un gouvernement sage doit sans relâche s'efforcer d'apaiser. Elles donnent des inquiétudes légitimes aux amis des libertés publiques. Elles compromettent nos finances. Elles rendent impraticables chez nous toutes ces améliorations fiscales dont jouissent d'autres nations en Europe, comme la franchise des sels, l'abaissement des taxes postales, la diminution de différents droits de consommation qui sont à un taux abusif. Elles entravent ou ajournent indéfiniment des entreprises utiles, les unes de l'ordre matériel, celles qui tiennent aux voies de communication, par exemple; les autres de l'ordre moral ou intellectuel, comme le perfectionnement et l'extension de l'éducation nationale, la suppression de l'esclavage dans nos colonies. On a pu croire qu'il fallait, pour la sécurité du pays, ajouter de grands ouvrages à ses fortifications tant à la frontière qu'autour de la capitale; ces travaux sont terminés ou vont l'être. On s'est autorisé de la nécessité de détruire Abd-el-Kader; c'est un fait accompli. L'accroissement de 200 millions à peu près qu'ont éprouvé nos dépenses militaires depuis dix ans est désormais sans excuse. Toute administration intelligente et active apprendra, si ce n'est déjà connu, par l'étude de ce qui se passe chez les peuples les plus avancés, en Angleterre, aux États-Unis, en Prusse, comment on peut suffire, avec les budgets de la guerre et de la marine, tels qu'ils étaient il y a dix ans, à tout ce que réclament la sûreté et la dignité du pays au dehors, à tout ce qu'exige l'ordre au dedans, et je ne sache pas qu'en 1837 et 1838, par exemple, la France fût moins qu'aujourd'hui rassurée sur sa dignité à l'extérieur, ou fût plus agitée à l'intérieur.

L'état des esprits en Italie donnera peut-être lieu aux partisans des grandes dépenses militaires de soulever contre tout projet de réduction l'objection d'inopportunité dont on a déjà tant abusé en d'autres matières. Je conviens que c'est une difficulté; mais on accordera qu'elle est d'une nature temporaire, et même qu'elle ne s'oppose pas absolument à ce que dès à présent le principe d'une forte réduction soit adopté. Le budget qui va se voter est celui de l'exercice 1849, dont nous sommes séparés de onze mois encore. D'ici à onze mois, on peut espérer que l'effervescence populaire en Italie perdra son caractère menaçant. Chez ces populations mobiles, mais ployées de longue main à respecter l'autorité, les emportements ne sont pas de

longue durée, et l'amour du repos reprend promptement le dessus, à moins qu'on ne s'obstine à les irriter par des mesures systématiquement brutales; or il est à croire que l'Autriche apprécie les inconvénients et les périls qu'auraient en ce moment plus que jamais des pratiques semblables. Avec les dispositions libérales qu'ils montrent presque tous, et avec les avis empressés de gouvernements plus expérimentés dans la dispensation et le maniement des libertés publiques, les princes italiens doivent réussir prochainement à imprimer aux esprits une direction salutaire et à détourner vers le perfectionnement du régime intérieur un élan qui compromettrait la sûreté générale. Ah ! si la France et l'Angleterre pouvaient se mettre d'accord, ce ne sont pas les émotions de l'Italie qui brouilleraient l'Europe ! Ainsi on ne voit pas ce qui empêcherait de voter en réduction le budget de 1849, sauf, si les circonstances l'exigeaient, à recourir à des crédits supplémentaires dont les chambres seraient juges en janvier prochain. Que les chambres aient donc fermement la volonté de ramener les dépenses militaires de terre et de mer à ce qu'elles doivent être, qu'elles ne se laissent pas enlacer dans le réseau des atermoiements où déjà tant d'autres de leurs vœux sont demeurés arrêtés : elles auront rendu au pays un service auquel bien peu des choses qui se sont faites depuis dix-sept ans seraient comparables. Il s'agit en effet d'affermir la paix, qui est ébranlée plus qu'il ne semble à quelques personnes, de rétablir l'ordre sur un point d'où le désordre, une fois qu'il s'y est introduit, se répand aussitôt dans tout le reste de l'administration publique, et de donner à la perpétuité des libertés nationales une garantie qui est éminemment désirable.

MICHEL CHEVALIER.

ÉTUDES

SUR

LA SOCIÉTÉ ROMAINE.

I. — *Rome sous Auguste*, par M. Dezobry.
II. — *Études sur le Théâtre latin*, par M. Maurice Meyer.
III. — *Rome, ses Conservateurs, ses Novateurs et la Monarchie d'Octave-Auguste*, par M. Legris.

On s'est plu souvent à chercher des ressemblances entre l'antiquité et notre époque. Par malheur, il y a presque toujours eu dans ces rapprochements peu de justesse. Sans doute, la nature humaine est toujours la même, et l'étude de ses caractères absolus et invariables est l'objet de la philosophie; mais de combien de manières différentes peut-elle se manifester, selon les temps et les lieux, les mœurs et les événements! L'histoire est l'étude de ces variétés. S'il est difficile de trouver deux feuilles qui se ressemblent parfaitement, il l'est encore plus de trouver deux époques qui se prêtent à des rapprochements exacts. Ceux qui cherchent ces prétendues analogies cèdent à un penchant assez naturel : ils veulent donner aux événements passés l'intérêt d'une chronique contemporaine. On fait ainsi de l'histoire à allusions, comme les poëtes de la restauration nous faisaient sur la scène un cours de tolérance et de droit constitutionnel sous prétexte de tragédie : César ou Octave-Auguste, Cicéron, Brutus et Caton deviendraient volontiers, pour quelques historiens, des pseudonymes sous lesquels se cacheraient discrètement des noms très-modernes.

Je ne sais vraiment à qui rapporter l'honneur ou l'outrage de ces prétendues ressemblances; je ne sais quels sont ceux qui, comme César et Auguste, gouvernent le monde après l'avoir inondé de sang, quels hommes politiques s'obstinent aujourd'hui, comme Cicéron, Caton et Brutus, à mourir quand leur parti succombe. On ne meurt plus guère avec son parti, on en change, et le suicide politique n'est plus qu'une

transformation. Les progrès de la civilisation ont adouci les mœurs publiques; le mal même s'est rapetissé; on sait assez qu'il n'y a plus guère de haines implacables. D'ordinaire, les haines viriles ont fait place aux rancunes, l'ambition à l'intrigue, l'orgueil à la vanité; cela tient peut-être à la différence des intérêts. Les ambitions des chefs étaient bien autrement excitées à Rome : la possession du monde connu, de l'Océan à l'Euphrate, voilà quelle était la récompense du vainqueur; quant aux ambitions subalternes, on les satisfaisait en leur donnant à dévorer l'étendue de pays qui composerait aujourd'hui un de nos grands États européens, les Gaules ou les Espagnes, avec un pouvoir immense dont on abusait presque toujours, et une liste civile dont la probité ou l'avarice du proconsul déterminait seule l'étendue. Ceux qui se contentaient de cela étaient les médiocrités, les gens modestes, les figurants du drame. Si les acteurs et les rôles étaient tout autres, la mise en scène des assemblées politiques était aussi un peu différente : représentez-vous le forum romain, avec ses temples magnifiques, ses milliers d'auditeurs toujours prêts à ensanglanter les discussions, et, au fond de la scène, au lieu d'un orateur en habit noir gesticulant sur le marbre d'une tribune auprès d'un verre d'eau sucrée, figurez-vous Cicéron ou César debout sur cette estrade en pierre où s'étaient tant de fois décidées de si grandes destinées; derrière l'orateur, au-dessus de sa tête, au lieu de l'urne qui contient le sort des ministères, le Capitole, siége d'un pouvoir immense, et la roche Tarpéienne, suspendue comme une menace, que l'opposition désigne souvent du doigt aux ambitieux, pour rappeler les inconvénients de la responsabilité ministérielle. Voilà le théâtre : il prêtait à l'émotion; l'éloquence devait s'en ressentir, les passions en devaient être agrandies.

Sans doute, l'éloignement peut grossir les objets et leur donner des apparences terribles ou magnifiques. Il y a quelques années, dans une lettre publiée en tête des nouvelles de M. Töpffer, M. Xavier de Maistre, venant en France après un long séjour en Russie, passait en revue tous les monuments nouveaux qu'il trouvait à Paris, et, s'arrêtant devant le Palais-Bourbon, s'écriait avec terreur : *Ici c'est le Vésuve!* Il paraît qu'aux yeux de l'ingénieux écrivain l'absence avait donné à nos pacifiques débats des proportions formidables. Vue de Saint-Pétersbourg, la chambre des députés peut faire l'effet d'un volcan; mais nous, mieux placés pour en bien juger, nous avons meilleure opinion de la sagesse de nos législateurs. Ce qui prouve pourtant que ce n'est pas seulement la distance qui idéalise pour nous les hommes et les choses de l'antiquité, c'est que Napoléon, presque notre contemporain, nous semble aujourd'hui tout aussi poétique que César pour le moins. C'est peut-être le seul homme des derniers siècles qui ait eu une grandeur antique dans son génie et dans ses fautes. Il semble que la société moderne ait mis plus d'égalité entre les hommes, comme elle a établi moins de disproportion entre les fortunes. Nous avons moins de millionnaires et moins de misérables, moins de grands hommes et plus d'honnêtes gens. Les grandes époques et les grands hommes seront toujours des exceptions. C'est leur originalité même qui fait leur grandeur, et c'est aussi ce qui les empêche de se prêter aux rapprochements. On peut bien s'amuser à faire ces comparaisons puériles, ces parallèles à deux battements, quand on a l'ambition innocente de faire figurer un jour son nom dans un cours de littérature à l'usage des écoliers; mais, si l'on étudie sérieusement les faits pour les reproduire avec fidélité, on est plutôt tenté de prendre pour devise le mot d'Angélique à Thomas Diafoirus : « Les anciens, monsieur, étaient les anciens, et nous sommes les gens d'aujourd'hui. » Ceux qui veulent pourtant à toute force trouver des ressemblances les rencontreront plutôt encore dans les détails de la vie ordinaire, dans les petites passions de tous les jours, les petits intérêts quotidiens, car, si les grands hommes ne se ressemblent guère, les médiocrités se ressemblent; la foule est partout la foule. Chaque époque aime à se voir dans le passé comme

dans un miroir, et, chose bizarre, son plus vif plaisir ou sa plus douce consolation est d'y retrouver ses laideurs. C'est une satisfaction qu'on peut se donner en lisant l'ouvrage de M. Dezobry.

L'auteur de *Rome au siècle d'Auguste* nous présente un jeune Gaulois venu de la petite ville des Parisii, de la pauvre Lutèce, misérable amas de masures renfermées dans une île de la Seine et qui doit être un jour Paris. Le jeune voyageur arrive à Rome au commencement du règne d'Auguste; la république vient de finir, l'empire commence. Rome conserve, sous un despotisme hypocrite, les formes de la liberté; c'est le bon moment pour la visiter. On peut l'admirer encore : il faut se hâter, il est vrai. Brutus et Cicéron viennent de mourir, mais Tibère va régner. Ce pauvre Gaulois tout naïf ne fait point un pas dans la ville impériale sans y trouver un sujet de stupéfaction. Il fait part de ses impressions à un ami resté en Gaule. Nous autres, ses descendants, un peu plus dégourdis sans doute, nous qui croyons avoir moins de droit de nous étonner, suivons-le un peu dans Rome : les motifs d'étonnement ne nous manqueront pas plus qu'à lui.

Ce qui nous étonnera le moins, c'est l'aspect physique de Rome, ses immenses amphithéâtres, ses quatorze régions toutes peuplées d'admirables monuments, son forum pacifié, mais toujours plein de tragiques souvenirs. Il y a, dit-on, encore à Rome quelque chose qui ressemble à des élections; voyons un peu ce qu'étaient alors les manœuvres électorales. Nous reconnaîtrons que nos pauvres scandales sont des misères insignifiantes à côté de la corruption organisée de Rome ancienne, et que nos plaintes à ce sujet feraient pâmer de rire quelque Romain d'alors, Asinius Pollion par exemple (un de ces conservateurs indépendants qui blâmaient toujours le gouvernement impérial, et concluaient invariablement en votant pour lui). Nous devrons reconnaître ici notre infériorité, et confesser qu'en ceci, comme en beaucoup d'autres choses, les Romains seront toujours pour nous des modèles décourageants.

Le mécanisme électoral reposait surtout sur la bienveillance mutuelle, les devoirs réciproques des clients et des patrons. Les devoirs du patron ou de l'éligible envers ses clients ou ses électeurs étaient de deux sortes. D'abord il devait les protéger dans tous leurs intérêts. Il ne s'agissait pas de leur procurer des places. Depuis la chute de la république, les fonctions civiles, conférant fort peu de puissance, étaient peu recherchées. L'édilité, à Rome, par exemple, fonction qui correspondait à peu près à celle de préfet à Paris, était évitée comme un fléau, et, comme personne ne voulait plus s'en charger, Auguste fut obligé de faire tirer au sort parmi les anciens tribuns ou questeurs, et d'en condamner quatre à l'édilité. Nous n'en sommes pas réduits là. Il est vrai qu'à Rome ces fonctions pénibles et dispendieuses étaient gratuites, comme presque toutes les fonctions publiques; c'est ce qui explique le désintéressement des Romains à cet égard.

Les services que le patron devait rendre à ses clients étaient d'une nature toute personnelle; il devait être prêt à les assister dans leurs procès par son éloquence, s'il était orateur, ou tout au moins par sa présence; il ne pouvait témoigner contre eux en justice, la loi même l'en dispensait. Manquer de parole à un client, le tromper par de fausses promesses, c'était un scandale inouï; c'était perdre un électeur, mais de plus l'opinion publique était très-rigoureuse à cet égard, et cela même allait si loin, que le doux Virgile met tout simplement dans les enfers ceux qui manquent à leurs engagements avec leurs clients (*aut fraus innexa clienti*). Aujourd'hui que tant d'honnêtes gens font à leurs électeurs des promesses qu'ils ne peuvent tenir, cette fiction poétique serait intolérable; le nombre des coupables suffit pour éloigner toute idée d'un pareil châtiment; la sombre imagination de Dante lui-même s'en effrayerait.

A cela se bornaient les devoirs du patron sous la république : c'était en défendant en justice ceux qui avaient besoin de son assistance que Cicéron s'était fait une nombreuse clientèle, qu'il avait mérité le surnom de *patron de tout le monde* (*optimus patronus omnium*) et obtenu le consulat. Plus tard, le patron fut obligé à des services d'un autre genre. Il lui fallait nourrir perpétuellement tout ce peuple d'électeurs, en admettre quelques-uns à sa table, et leur faire distribuer chaque jour la *sportule*, c'est-à-dire des rations de vivres de toute espèce. C'était, si l'on en croit Juvénal, un spectacle à voir, que cette armée de clients stationnant le matin devant la porte du patron, chargés de leurs batteries de cuisine pour y placer leurs rations. Et comme le client recevait autant de portions que sa famille comptait d'individus, il traînait après lui les siens, souvent même amenait dans une litière sa femme en couches. Il arrivait aussi que tel misérable, forcé d'appeler la ruse au secours de son appétit, se faisait suivre d'une litière entièrement vide, les rideaux fermés : sa femme y était censée couchée. Il demandait deux portions à l'esclave chargé des distributions. *Ma femme Galla est là dedans,* lui disait-il en lui montrant du doigt la litière bien close; *expédiez-moi promptement.* Puis, remarquant un signe d'incrédulité sur la figure de l'intendant : *Comment! vous ne me croyez point? Allons, Galla, mets la tête à la portière.* La portière n'avait garde de s'ouvrir. *Voyons, ne la tourmentez pas; elle dort.* Et il s'en allait avec ses deux portions.

Quelques patrons, au lieu de payer leurs clients en nature, les soldaient en argent. Le prix varia. Sous les mauvais empereurs, dont le despotisme rendit tout à fait inutile le dévouement des électeurs, la générosité des patrons se ralentit d'autant; ce n'était plus qu'un beau luxe, une tradition de grand seigneur. A cette époque, selon Martial, quelques-uns ne recevaient que 10 sesterces par mois (2 fr. 65 cent.), mais d'autres recevaient jusqu'à trois deniers par jour (3 fr. 20 cent.). C'étaient les clients un peu influents ou ceux qui avaient su se mettre dans les bonnes grâces de l'esclave favori. Les ambitieux donnaient de plus à leurs frais des réjouissances publiques; il fallait d'immenses richesses pour subvenir à cette continuelle dépense. Les grandes fortunes n'étaient pas rares à Rome; comme dans toute société mal organisée, on y voyait quelques riches et une infinité de misérables. D'ailleurs, le patron comptait bien s'indemniser un jour, s'il arrivait au gouvernement d'une province, grâce au dévouement intéressé de ses électeurs. Alors il se dédommageait en épuisant la province par tous les moyens possibles; puis il revenait dépenser à Rome le produit de ses rapines, engouffrer les richesses acquises dans cet abîme sans fond, acheter de nouveau les suffrages, et il repartait pour une autre province, qu'il appauvrissait par les mêmes procédés. On volait pour acheter le droit de voler encore.

Quant aux devoirs des clients, ils consistaient d'abord à bien voter, c'est-à-dire en faveur du patron; mais les élections n'avaient lieu qu'à de longs intervalles : que faire pour le patron pendant le reste du temps? Il fallait l'aller saluer chaque matin et défiler processionnellement devant lui. Dans cette visite, on devait être en toge, pour lui faire honneur; la tunique seule eût été inconvenante; la toge était l'habit noir des Romains. De plus, les clients escortaient le patron quand il sortait, car un grand de Rome se reconnaissait à la longue suite de gens qu'il traînait après lui. Enfin on devait partout chanter ses louanges et lui prodiguer les plus plates flatteries; c'était tous les jours la répétition des mêmes bassesses; il fallait être doué d'une vanité robuste pour subir sans dégoût cette monotonie d'adulation, mais il paraît qu'on y résistait. On sait que Zadig entreprend de guérir la vanité de l'*itimadoulet* de Médie en apostant des gens chargés de s'écrier, chaque fois qu'il ouvre la bouche : *Il va avoir raison, il a raison, il a eu raison.* Il semble que ce moyen curatif aurait mal réussi à Rome, et je sais, à Paris, des gens sur lesquels il est sans effica-

cité. L'itimadoulet de Médie fut radicalement guéri de sa vanité, à ce que prétend Voltaire; j'ai peine à le croire, et je crains que, dans cette occasion, Voltaire n'ait eu trop bonne opinion de la nature humaine; c'est peut-être la seule fois que cela lui soit arrivé.

On voit que, si le métier de patron était dispendieux, celui de client était un peu rude. *Et tout cela*, dit amèrement Juvénal, qui revient souvent sur la misère des clients, *tout cela pour un méchant dîner!* C'est ici qu'il faut s'écrier avec Napoléon : *C'est le ventre qui fait mouvoir le monde* (1) ! Cela était plus rigoureusement vrai à Rome qu'à Paris. Ce n'était pas qu'on n'eût souvent protesté contre ces scandales ; on avait fait des lois contre la vénalité, mais ces lois étaient impuissantes. Virgile, qui, comme Dante dans son *Enfer*, fut un assez bon justicier de tous les crimes publics, n'a-t-il pas dit dans son énumération des coupables :

Vendidit hic auro patriam, dominumque potentem
Imposuit ; *fixit leges pretio atque refixit.*

« Ce damné a vendu sa patrie, et lui a donné un maître; il a fait et défait des lois par intérêt. » Néanmoins le courant des mœurs publiques était plus fort que la voix des sages. D'ailleurs, l'or était depuis longtemps en grand honneur à Rome; les vieux Romains, Caton l'Ancien tout le premier, avaient toujours eu un goût très-prononcé pour ce métal. Cela tenait un peu à l'éducation; il ne manquait pas de parents utilitaires qui, pour toute maxime de morale, répétaient à leurs fils : *Enrichis-toi* (2). Horace se plaint que de son temps de jeunes Romains fussent déjà de grands calculateurs, très-forts sur l'intérêt de l'argent; il oppose sur ce point, à ses compatriotes, les Grecs, nation vaniteuse, mais essentiellement artiste, plus avide de gloire que de tout le reste (3).

Cette Rome si pompeuse était un singulier mélange de luxe et de misère, d'orgueil et d'avilissement. Sur treize cent mille habitants qu'elle renfermait, deux cent mille recevaient le blé pour rien, aux frais de l'État, indépendamment des vivres que la sportule leur procurait. Au milieu de cette population si mélangée fourmillait une foule d'industries étranges; on peut voir dans l'ouvrage de M. Dezobry de curieux détails sur le charlatanisme des petits marchands. L'industrialisme y florissait. Il y

(1) « Tristan (le petit Montholon) est fort paresseux. Il avouait à l'empereur qu'il ne travaillait pas tous les jours. — Ne manges-tu pas tous les jours? disait l'empereur. — Oui, sire. — Eh bien! tu dois travailler tous les jours, car on ne doit pas manger si l'on ne travaille pas. — Oh bien! en ce cas, je travaillerai tous les jours, disait vivement l'enfant. — Voilà bien l'influence du petit ventre! disait l'empereur en tapant sur celui de Tristan; c'est la faim, c'est le petit ventre qui fait mouvoir le monde! » (*Mémorial.*)

(2) C'est là toute l'éducation que, dans l'admirable dialogue de Diderot, Rameau donne à son fils : « Au lieu de lui farcir la tête de belles maximes qu'il faudrait qu'il oubliât sous peine de n'être qu'un gueux, lorsque je possède un louis, ce qui n'arrive pas souvent, je me plante devant lui. Je tire le louis de ma poche, je le lui montre avec admiration, je lève les yeux au ciel, je baise le louis devant lui, et, pour lui faire entendre mieux encore l'importance de cette pièce sacrée, je lui bégaye de la voix, je lui désigne du doigt tout ce qu'on peut acquérir : un beau fourreau, un beau toquet, un bon biscuit; ensuite je mets le louis dans ma poche, je me promène avec fierté, je relève la basque de ma veste, je frappe de la main sur mon gousset, et c'est ainsi que je lui fais concevoir que c'est du louis qui est là que naît l'assurance qu'il me voit. — On ne peut rien de mieux, reprend Diderot; mais s'il arrivait que, profondément pénétré de la valeur du louis, un jour... — Je vous entends; il faut fermer les yeux là-dessus. Il n'y a point de principe de morale qui n'ait son inconvénient. » On voit assez quels *inconvénients* résultaient à Rome de ces *principes de morale* et de ce genre d'éducation.

(3) *Romani pueri longis rationibus assem*, etc.

avait des gens qui affermaient les entreprises publiques : celles des pompes funèbres, des boues de Rome, des vidanges, etc. Ceux-là amassaient d'immenses fortunes, et, selon Juvénal, devenaient de gros seigneurs, fort insolents comme de raison.

Une industrie plus relevée était celle des médecins; c'étaient en général des Grecs, gens habiles, beaux parleurs et passablement charlatans. La plupart s'ingéniaient à trouver un système original, un remède unique, qu'ils appliquaient dans tous les cas. Rome avait ses hydropathes, seulement on les divisait en deux classes : ceux qui tenaient pour l'eau chaude, et ceux qui ne guérissaient que par l'eau froide. Asclépiade était à la tête de ces derniers. Ce qui contribua le plus à son succès fut l'aplomb imperturbable avec lequel il s'engagea à être déshonoré s'il éprouvait jamais la moindre indisposition. Ce qu'il y a de bizarre, c'est qu'il tint parole, et mourut fort vieux d'une chute dans un escalier, sans avoir jamais été indisposé. Il est vrai que, si les médecins réussissaient assez bien à se conserver, ils étaient quelquefois moins heureux avec leurs malades. Caton l'Ancien, qui les avait vus arriver à Rome, et qui les détestait et comme Grecs et comme médecins, Caton les accusait d'homicide avec préméditation : la médecine était, suivant lui, un assassinat politique, une conjuration des Grecs contre Rome, un projet formel de détruire les *barbares,* de consoler ainsi la Grèce par l'extermination en détail des Romains, enfin une manière perfide de venger l'univers vaincu. Aussi, parmi les innovations corruptrices que dans ses instructions à son fils il lui recommandait d'avoir en horreur, Caton n'oubliait pas la médecine : *Mon fils*, lui disait-il gravement, *mon fils, je t'interdis les médecins !*

Parmi les institutions moins honnêtes, il y en a une que nous ne trouvons pas chez nous au XVII[e] siècle, qui ne fait que commencer au XVIII[e], mais qui semble avoir atteint, de notre temps, son plus haut point de développement; je veux parler de ce qu'on nomme la *claque* en argot de théâtre. Nous serions tenté de croire que c'est là une de nos conquêtes; chez nous jadis, le public était souverain maître et seigneur, et il ne se serait guère laissé imposer ses opinions par une troupe d'approbateurs gagés, d'enthousiastes à vingt sous. Aujourd'hui, il est d'une patience admirable à cet égard ; aussi la claque s'est-elle répandue partout : qu'on l'appelle puff, réclame, charlatanisme, camaraderie, elle pénètre ostensiblement en tous lieux, impose partout les décisions les plus bizarres, avec une autorité qu'on ne brave pas impunément; je n'ose dire où elle se trouve : c'est proprement la puissance du siècle. Si Virgile représentait aujourd'hui la Renommée, il ne lui donnerait plus seulement cent yeux, cent oreilles et cent bouches, il lui donnerait encore cent mains en souvenir de l'usage immodéré qu'elle fait de cet organe. Eh bien! la claque est d'origine romaine, et nous n'avons pas même la gloire de cette invention. Ce fut, selon Pline (1), un certain Licinius qui le premier à Rome eut cette idée féconde, et organisa cette formidable machine de la claque romaine, auprès de laquelle la nôtre est quelque chose de bien mesquin. O Licinius! que dirait votre grande âme, si vous voyiez nos applaudisseurs d'aujourd'hui? Savent-ils varier habilement leurs bravos, ménager leurs transports, et modifier la monotonie de leur optimisme salarié? Vous, vous aviez fait une science du bel art d'applaudir pour de l'argent, et cette science avait sa classification. Il y avait le *bombus* ou bourdonnement, applaudissement sourd et prolongé, qu'on obtenait en frappant l'une contre l'autre les mains arrondies et formant un creux ; les *testæ* ou les pots, claquement clair et éclatant comme le bruit de la vaisselle qui se casse; enfin les *imbrices* ou les tuiles; c'était le dernier terme de l'enthousiasme, roulement continu et sonore comme celui de la grêle sur une toiture (2).

(1) Lettres XI, XIV.
(2) Sénèque, *Quest. nat.*, II, 28. — Suétone, *Vie de Néron*, 20.

Voilà de l'art; aussi saviez-vous mieux que personne *allumer* une salle (1) (car nous vous avons volé jusqu'à cette expression). Dans les lectures publiques, combien de fois fîtes-vous réussir les poëtes modestes, qui se défiaient de leurs moyens, en plaçant habilement cette encourageante interruption : σοφῶς (très-bien!). L'empereur Néron lui-même, un philanthrope longtemps méconnu, auquel plusieurs de nos historiens commencent à rendre plus de justice, l'empereur Néron, artiste habile, vous dut une partie de ses succès au théâtre; il vous avait organisés comme une milice; vous n'étiez pas de ces pauvres claqueurs qu'on payait avec un repas, *laudicœni*, enrôlés par un misérable entrepreneur (*manceps, redemptor*); vos chefs (2) portaient le beau nom de μεσόχοροι (placés au milieu du chœur, chefs d'orchestre); ils étaient choisis parmi les jeunes chevaliers, et vos masses chorales étaient formées de cinq mille plébéiens d'une jeunesse robuste, *robustissimæ juventutis*, dit Suétone; pour eux, une tenue élégante était de rigueur; ils portaient une longue chevelure, un anneau d'or à la main gauche. Ce devait être un beau concert, un magnifique ensemble, que ces cinq et six mille paires de mains applaudissant, comme un seul homme, dans un vaste amphithéâtre! D'ailleurs, je laisse à penser si les sénateurs et le peuple qui remplissaient le reste de la salle vous laissaient applaudir seuls; on sait que l'empereur Néron ne badinait pas sur ce point. Et nous autres, pauvres hères, nous nous flattons d'avoir perfectionné quelque chose, même le ridicule et le scandale! A Rome, au moins, le scandale était grandiose, le ridicule avait des proportions magnifiques; il y a là de quoi nous humilier.

Rome sous Auguste est le tableau le plus complet de toutes les turpitudes et de toutes les grandeurs de cette prodigieuse cité. On se plaint journellement que *les grands ouvrages nous font peur :* je ne sais si ceux qui se complaisent dans ces lamentations ont fait le relevé de tous les ouvrages consciencieux qui ont paru depuis plusieurs années. Le livre de M. Dezobry en particulier est le résultat d'un travail qui eût effrayé la patience d'un bénédictin; il suffit d'y jeter un coup d'œil pour s'en convaincre. Quelle courageuse obstination n'a-t-il pas fallu pour chercher çà et là dans les auteurs anciens tout ce qui devait composer ce vaste ensemble! Se rend-on compte de la patience qui est parfois nécessaire pour justifier une phrase, un mot; des recherches longues et fatigantes qu'il faut entreprendre, pour aboutir, à quoi bien souvent? A la suppression d'un fait erroné. Et quelle sagacité ingénieuse n'a-t-il pas fallu pour lier en un faisceau tous ces mille détails épars dans les historiens, dans les orateurs, dans les poëtes, et pour ressusciter ainsi cette société disparue, mais si vivante et si animée dans ce livre, qu'en le quittant on croit vraiment qu'on a pris logement à Rome et qu'on vient d'y séjourner!

Je ne reprocherai à M. Dezobry qu'un oubli. A peine a-t-il parlé d'une classe d'hommes qui console et repose l'âme fatiguée du spectacle des ignominies romaines : les philosophes. Sans doute, là encore, il y eut bien du mélange; la philosophie a eu ses Tartufes comme la religion, moins cependant qu'on ne se plaît à le croire, à Rome surtout sous les empereurs, où la philosophie fut presque toujours récompensée par l'exil ou par la mort. Ce serait un beau tableau à faire que celui du stoïcisme à Rome, de cette énergique et libre doctrine, qui a laissé une si forte empreinte sur le droit romain, qui trempa si vigoureusement tant de nobles cœurs et les mit à l'épreuve de la persécution. Quand vous lisez Tacite, c'est Helvidius et Thrasea qui vous soutiennent au milieu de ce récit d'infamies et d'horreurs; ce sont eux qui consolent l'homme de l'avilissement de l'homme et lui rendent bonne opinion de son espèce. Il y aurait

(1) Nuntiat accensus plena theatra favor.
(Rutilius Numatianus.)

(2) Suétone dit que les chefs avaient 40,000 sesterces d'appointement (6,617 fr.).

à étudier dans les détails de la vie commune le rôle du philosophe à cette époque. A-t-on assez remarqué que ces familles qui gardaient comme une tradition les vertus antiques avaient dans leur sein un stoïcien qui leur servait de conseiller, d'appui moral, de *directeur de conscience?* On voit ces philosophes entretenir avec la famille qu'ils *dirigent* une correspondance sur les besoins journaliers des âmes qu'ils guident, un commerce de lettres assez semblable aux correspondances spirituelles de Bossuet et de Fénélon avec les personnes placées sous leur direction. Bien plus, quand leur ami va à la mort, vous les voyez l'accompagner et le soutenir dans cette lutte suprême comme nos prêtres assistent le criminel sur l'échafaud (1). Je sais que l'ouvrage de M. Dezobry ne va que jusqu'à la moitié du règne de Tibère, et que ce n'est pas encore le temps des grandes épreuves de la philosophie; mais n'a-t-elle pas joué un rôle à la fin de la république et au début de l'empire? N'est-ce pas à elle que nous devons le spectacle de trois âmes inégalement fortes, inégalement éclairées, mais toutes trois nobles et généreuses, Caton, Brutus et Cicéron? C'est la philosophie qui les soutint dans ce suprême effort qu'ils tentèrent au milieu d'une société avilie, entre deux partis qui ne méritaient pas plus l'un que l'autre de triompher; c'est elle qui les raffermit dans la plus décourageante épreuve que puisse subir une âme honnête, celle d'un mal immense, que nulle force humaine ne peut prévenir.

On n'ignore point qu'à Rome les femmes vivaient dans une véritable tutelle, qu'elles y étaient éternellement traitées comme *mineures*, et ne pouvaient prendre une détermination valable en justice, sans être assistées de leur père, de leur mari, ou bien, si elles étaient orphelines ou veuves, d'un tuteur légalement constitué. Comme dans toutes les sociétés possibles, elles regagnaient abondamment par leur influence personnelle tous les droits que leur déniait la législation, et, dans la comédie comme dans l'histoire, on voit assez de femmes, selon l'expression de la Bruyère, anéantir leurs maris. On sait l'influence de Térentia sur Cicéron, de Fulvie sur Antoine, et l'espèce d'effroi qu'elles leur inspiraient; mais, outre cette autorité qu'elles devaient à la débonnaireté de leurs époux et à leurs séductions, la loi, qui les opprimait d'un côté, intervenait pour recommander à leur égard le respect le plus absolu. Un décret du sénat ordonnait de leur céder toujours le chemin; une autre loi défendait d'employer la force pour les faire comparaître en justice; enfin il était interdit de faire descendre, sous quelque prétexte que ce fût, un homme du char où il se trouvait avec une femme. Ce respect, les femmes le méritèrent longtemps par leurs vertus : il ne manque pas de gens qui sont tout désolés de trouver quelque part une vertu qui les condamne à l'admiration; sur ce point, malheureusement, les témoignages sont formels et d'une affligeante uniformité; aux beaux temps de la république, la femme romaine se montra digne d'avoir donné deux fois la liberté à sa patrie dans la personne de Lucrèce et de Virginie. Le respect pour le mariage était un sentiment général : l'opinion publique interdisait aux poëtes de représenter sur la scène des passions adultères; Plaute et Térence se sont soumis à cette défense; le seul adultère de la scène romaine est la faute involontaire de la chaste Alcmène dans *Amphitryon*. Nous ne sommes pas si sévères sur ce point. Il est vrai que les Romains se dédommageaient avec les courtisanes; c'était à elles que s'adressait l'amour libre, c'étaient elles qui figuraient sur la scène. Et encore ici que de nuances, que de degrés dans la corruption! L'auteur des *Études sur le théâtre latin*, M. Meyer, a remarqué avec raison que, parmi ces pauvres filles dévouées à la débauche par leur naissance, on pouvait réellement distinguer deux classes : les courtisanes éhontées et les courtisanes *honnêtes*. Celles-ci vivaient avec un seul amant dans une sorte de fidélité toute

(1) Sénèque (*De tranquillitate*). Remarquez l'expression *philosophus suus*.

conjugale; et parmi les premières même, prostituées à de riches libertins, souvent par leur mère, combien relèvent leur métier infâme par une délicatesse singulière, par une sorte d'innocence inattendue! La courtisane amoureuse, celle à qui l'*amour refait une virginité*, le type étudié chez nous par la Fontaine et par M. Victor Hugo, n'est pas rare dans la comédie latine. Voyez la jeune Philénia résistant aux ignobles conseils de sa mère, qui lui recommande de n'*aimer que ceux qui payent pour être aimés;* voyez-la, ne pouvant la convaincre, la conjurer du moins de lui laisser pour consolation, au milieu de ses vénales amours, son amour désintéressé pour son pauvre Argyrippe : « — Le pauvre pâtre même, qui soigne les brebis d'autrui, en a une à lui, ma mère; c'est elle qu'il distingue et qu'il aime au milieu des autres; c'est son bien, elle console son espérance. Ma mère, laisse-moi ainsi n'aimer qu'Argyrippe, c'est lui que je veux pour mon cœur (1)! »

Au milieu des grandes libertés du théâtre antique, adoucies, comme on le voit, par ces sentiments de tendresse et d'amour, ce respect inaltérable du lien conjugal pourrait donner à penser à ceux qui ne sont pas déterminés d'avance à prendre leurs opinions toutes faites et à ruminer éternellement les préjugés consacrés. En examinant à ce point de vue Plaute et Térence, peut-être pourrait-on conclure que le théâtre latin était à cet égard beaucoup plus moral que le nôtre. C'est l'opinion de M. Meyer, et ce paradoxe a tout l'air d'une vérité. Il est vrai qu'il faudrait alors renoncer aux interminables dissertations sur les influences qui ont pu modifier la moralité du théâtre moderne; on y perdrait bien des tirades de haute éloquence, car on sait que cette question est un des lieux communs de la critique actuelle. Cependant, quelque douloureux que pût être ce sacrifice, si la vérité le commandait, il faudrait peut-être s'y résigner. Je remarquerai en passant, à l'appui de cette opinion de M. Meyer, que telle pièce du théâtre ancien, transportée sur le théâtre français, peut devenir beaucoup plus immorale, dès qu'aux courtisanes déjà perdues on substitue une femme ou une jeune fille honnête. L'*Amphitryon* français même est au fond beaucoup plus choquant que l'*Amphitryon* latin. La divinité de Jupiter est pour nous une fiction dont nous tenons à peine compte; c'est tout simplement un amant qui trompe un mari et le trompe gaiement. Cette divinité, au contraire, était pour les anciens une réalité. Comme l'a fort bien remarqué Jean-Jacques, les fredaines de Jupiter ne tiraient pas à conséquence, et ses adorateurs ne se croyaient pas tenus à l'imiter; inconséquence, si vous voulez, mais l'inconséquence n'est-elle pas le fond de la nature humaine? Peut-être y avait-il dans Plaute une impiété de plus, mais il y avait aussi une immoralité de moins. Enfin l'*Amphitryon* français ne peut-il pas sembler l'apologie des faiblesses de Louis XIV? et le *seigneur Jupiter* ne semble-t-il pas *dorer la pilule* aux maris tentés de se fâcher comme M. de Montespan? La première représentation de cette pièce fut égayée, dit Tallemant des Réaux, par un incident assez remarquable. Après la scène où Alcmène se retire avec Jupiter, au moment où le tonnerre se fait entendre, le Jodelet de la troupe s'avança, et s'adressant au public : *Si toutes les fois qu'on fait un c... à Paris, on faisait aussi grand bruit, tout le long de l'année on n'entendrait pas Dieu tonner*. Cela n'eût pu se dire sur le théâtre de Rome, et je crois d'ailleurs que le mot de Jodelet y eût paru moins vrai et moins plaisant.

Sans doute on peut répondre que ce respect pour la sainteté du mariage était une conséquence forcée des idées aristocratiques des patriciens romains; que, là où règne le préjugé du sang, il faut que le mariage demeure respecté pour que ce préjugé soit un tant soit peu raisonnable, et que l'orgueil de caste n'est plus qu'une absurdité sans excuse possible là où l'adultère est excusé. Je le veux bien, mais au moins fau-

(1) Plaute, *Asinaria*, v. 521.

drait-il savoir gré aux patriciens de Rome d'avoir été sur ce point plus conséquents que beaucoup de grandes familles au temps de Louis XV, lesquelles, quoique fort entichées de leur préjugé de caste, se montrèrent parfois assez indulgentes pour les scandales qui devaient nécessairement l'affaiblir, et semblèrent redouter beaucoup moins pour leur maison un adultère qu'une mésalliance. De plus, l'aristocratie romaine ne poussait pas si loin qu'on veut bien le croire le préjugé du sang, témoin l'idée qu'on se faisait à Rome de l'adoption. L'adoption y était infiniment plus fréquente que parmi nous ; elle avait un tout autre caractère, et l'enfant adopté devenait tout aussi rigoureusement le fils de celui qui l'adoptait que l'enfant de la chair et du sang. Sur ce point, les Romains étaient plus spiritualistes que nous.

Mais l'esclavage? Oui, c'est là l'éternelle honte de l'antiquité. Nous devons le maudire, tout en nous souvenant avec modestie que nous portons encore cette plaie à notre flanc; si le christianisme a adouci l'esclavage, il n'y a pas cent ans que les derniers serfs ont été affranchis en France sous l'influence de la philosophie ; l'esclavage subsiste encore dans nos colonies, et le servage en Europe dans des pays qui ne sont pas musulmans. L'esclavage fut le crime de la société païenne, et la Providence voulut que, comme toute société qui le maintient, elle y trouvât son châtiment. Tant que le travail et l'agriculture furent en honneur à Rome, que l'esclave, véritable membre de la famille, travailla sous les yeux du père de famille et avec lui, son sort fut comparativement tolérable; de ces rapports continuels de l'esclave et du maître, naissait une autorité plus douce, et le travail s'en ressentait; cette vie en commun était à la fois utile à l'esclave, au maître, à l'État. Mais, quand le travail dédaigné eut été abandonné aux races serviles, que les progrès du luxe eurent multiplié le nombre des esclaves, et qu'il se trouva des citoyens qui en possédèrent jusqu'à quatre mille, ces troupeaux de misérables devinrent étrangers à leurs maîtres; le travail languit, l'agriculture fut négligée, et l'Italie, obligée de tirer sa nourriture des contrées lointaines, fut facilement affamée dès qu'on parvint à l'isoler du reste du monde, ce qui arriva dans la guerre des pirates, et plus tard lors des invasions. L'esclavage tua l'industrie comme l'agriculture en écrasant par une concurrence inégale les travailleurs libres, les pauvres plébéiens, qu'il réduisait à la mendicité; il la tua également en la concentrant dans les mains de misérables qui l'exerçaient sans zèle, parce qu'ils l'exerçaient sans profit (1). Aux époques florissantes de la république, on peut déjà signaler les symptômes précurseurs, les premiers indices de ce terrible châtiment; lisez Plaute et Térence, et voyez ces esclaves effrontés et lâches, menteurs et voleurs, ennemis domestiques du maître, même quand par intérêt ils servent et excitent ses passions : vous reconnaîtrez que l'esclavage avilit non-seulement les classes serviles, mais aussi les classes libres, en provoquant sans cesse le maître à la cruauté par la tentation d'abuser du pouvoir, à la débauche par les excitations intéressées de l'esclave, à l'oisiveté surtout, en les dispensant du travail qui moralise, et par là à toutes les dépravations.

A ces études sur les femmes et les esclaves dans la comédie latine, M. Meyer a cru devoir en joindre une autre dont l'objet est beaucoup moins intéressant, *les parasites :* c'est un caractère propre à la comédie ancienne, surtout à la comédie latine. Les Romains avaient toujours été de nature fort matérielle; on voit ici encore ce qui les distingue de la race grecque, race élégante et poétique; le parasite grec est plutôt friand, le parasite romain est vorace et glouton. Peut-être n'était-il pas nécessaire de s'étendre si longuement sur un caractère assez monotone et presque toujours repoussant. Pour qu'un caractère, un vice même, soit vraiment digne de la comédie, il faut qu'il ait son côté poétique, si l'on peut s'exprimer ainsi; il y a peu de vices qui

(1) Voyez *Histoire de l'esclavage ancien*, introduction, par M. Wallon.

n'aient une sorte d'idéal : le débauché, l'avare, l'intrigant, ont leur poésie relative, et Molière ne manque jamais de la leur donner; le glouton n'est que rebutant. M. Meyer remarque que ce type a été peu exploité par les modernes ; cela aurait dû l'avertir d'y insister un peu moins. Après avoir énoncé cet axiome d'une trop incontestable vérité : « Supprimez l'appétit, il n'y a plus de parasites ou plutôt de gastronomes, » M. Meyer cite, comme rapprochement avec Plaute et Térence, une trentaine de vers empruntés à des couplets de vaudeville et extraits du *Gastronome sans argent;* il ajoute en note que *M. Pique-Assiette* est *la dernière pièce française qui se soit spécialement occupée de ce personnage.* Je n'aurai pas la témérité de parler d'œuvres que je ne connais pas; mais j'incline à croire que M. Meyer aurait pu trouver des rapprochements un peu plus littéraires. S'il voulait nous montrer chez les modernes le type du glouton, il me semble que le Gargantua de Rabelais et le Falstaff de Shakspeare prêtaient à une comparaison plus intéressante encore; Diderot, dans *le Neveu de Rameau*, lui eût fourni un caractère de parasite vraiment moderne, tout à la fois matérialiste et spiritualiste, type complet et varié, très-supérieur, ce me semble, aux créations du même genre, dans Rabelais et dans Shakspeare, et même, si j'ose le dire, aux poëtes du théâtre des Variétés.

C'est encore la société romaine sous Auguste qu'a étudiée l'auteur d'un livre curieux publié sous ce titre : *Rome, ses conservateurs, ses novateurs et la monarchie d'Octave-Auguste.* L'ouvrage de M. Legris comprend quatre études intéressantes sur Lucrèce, Catulle, Virgile et Horace. Selon lui, ces noms marquent les phases successives de la lutte engagée entre les conservateurs et les novateurs du temps de cette querelle sanglante qui aboutit à la monarchie d'Octave-Auguste.

M. Legris désigne avec raison par le nom de conservateurs les républicains attachés à l'ancien ordre de choses, par celui de novateurs les ennemis de ce même régime. Le titre de ce livre est bien choisi. D'ordinaire on ne veut voir dans cette lutte que des aristocrates d'un côté, des démocrates de l'autre : elle eut longtemps ce caractère; mais après la mort de César, il est, ce me semble, assez difficile de voir autre chose dans cette querelle que des monarchistes et des républicains. Singuliers démocrates, en effet, que ceux qui inaugurèrent dans la personne d'Octave la plus absolue tyrannie qui fut jamais ! Il est vrai qu'il est assez difficile de s'intéresser beaucoup au parti vaincu : s'il vit avec effroi les excès de la vénale populace qui forma le noyau du parti césarien, s'il arriva à cette aristocratie de se trouver seule romaine dans Rome au milieu de ce ramas de vagabonds, d'affranchis, de gens sans aveu, c'est elle seule qu'elle en dut accuser. N'était-ce pas elle, en effet, qui, en épuisant dans des guerres continuelles le vrai sang plébéien, lui avait substitué cette foule sans patriotisme et sans honneur? Ce n'est pas Rome non plus qu'il faut plaindre : quand une nation perd sa liberté, c'est qu'elle n'en est plus digne; elle mérite toujours tout le mal qu'elle supporte ; c'est le châtiment de sa lâcheté. Ceux qu'il faut plaindre, ce sont les hommes vraiment vertueux que le sort jeta au milieu d'une foule d'ambitieux avides et corrompus; innocents des crimes dont ils portèrent la peine, ils honorèrent par une noble fin la chute de leur parti. Ces hommes, il faut le dire, furent tous du parti conservateur; car, si l'empire fut un progrès à quelques égards, ceux qui l'installèrent ne méritent guère notre sympathie, et il faut convenir qu'il est difficile de trouver dans l'histoire une plus hideuse figure que celle du lâche et sanguinaire Octave. Et pourtant son avénement fut un bienfait pour Rome. C'est une pitié de voir par quels hommes s'accomplit souvent le progrès de l'humanité, et quels êtres méprisables l'ont parfois condamnée à l'humiliation de reconnaître en eux ses bienfaiteurs.

Le livre de M. Legris porte l'empreinte d'une louable impartialité, qualité d'autant plus méritoire, que le titre même de son livre annonce un penchant assez naturel à

voir dans l'histoire de cette lutte un sujet de rapprochement avec nos modernes débats. Un autre mérite assez rare dans les ouvrages de ce genre, c'est que l'écrivain semble ne pas s'être préoccupé outre mesure des commentaires qui surchargent et dénaturent le plus souvent la pensée des poëtes, objets de ses études ; il a abordé directement l'examen de leurs ouvrages ; c'est même à cette étude sérieuse, approfondie, exclusive peut-être, qu'il faut attribuer quelques opinions de l'auteur, opinions originales sans doute, mais aussi un peu hasardées.

M. Legris a creusé si avant dans l'étude des ouvrages de Lucrèce et de Catulle, de Virgile et d'Horace, qu'outre le sens que tout le monde donne à leurs poëmes, il lui est arrivé de leur prêter des intentions que personne n'avait soupçonnées ; il essaye d'assigner à leurs vers une portée politique, une influence sociale, peut-être exagérées. Je crains que M. Legris ne se soit fait illusion sur l'étendue d'action et d'influence qu'un livre pouvait avoir à Rome. Quel que fût le succès d'un livre, le nombre des copies que l'on en faisait était nécessairement assez restreint, et l'usage des lectures publiques ne s'introduisit généralement à Rome que sous les empereurs. Un ouvrage avait toujours très-peu de lecteurs (1), surtout s'il traitait de matières sérieuses comme le poëme de Lucrèce. Les Romains, même à cette époque, aimaient peu la philosophie, si l'on s'en rapporte à Cicéron, et la poésie, si l'on en croit Horace. Ce qui prouverait que le poëme de Lucrèce ne put avoir beaucoup d'influence, c'est que nous avons sur ce poëte fort peu de témoignages. Je comprends la popularité rapide de poëmes courts, faciles à copier, faciles à retenir, comme les odes d'Horace, ou ses épîtres même et ses satires ; c'est pour ses poésies, comme pour celles de Béranger, que se réalise dans sa rigueur la comparaison antique, *musa ales* (la muse est un oiseau) ; ce sont elles qui *volent* rapidement *sur les lèvres des hommes*. Mais des poëmes en six chants ou en douze, comme ceux de Lucrèce et de Virgile, ne pouvaient avoir qu'une action assez lente, assez bornée. Si cette réflexion se fût présentée à la pensée de l'auteur, peut-être l'eût-elle préservé d'un esprit de système, qui dans son livre a gâté, ce me semble, d'excellentes choses ; on sait qu'une fois engagé dans une voie systématique, tout ce que vous pouvez avoir d'érudition piquante, de ressources dans l'esprit, se tourne contre vous.

M. Legris nous montre d'abord la Grèce vaincue par les armes romaines, mais l'envahissant aussitôt par son génie et sa civilisation. Marcellus et Scipion, les premiers représentants de cet esprit novateur, deviennent odieux aux Romains de la vieille roche, et leurs services sont méconnus. Remarquons en passant, pour excuser un peu ici les conservateurs, que cette civilisation grecque n'était pas celle de Sophocle ou de Platon, mais celle de la Grèce dégénérée, et qu'elle ressemblait un peu à la corruption. Aux philosophes avaient succédé les sophistes ; on conçoit que Carnéade donnât une assez mauvaise opinion de la philosophie grecque ; il ne faut pas oublier non plus que Scipion, en dépouillant la rudesse des vieux Romains, sembla avoir

(1) Il faut prendre plus au sérieux qu'on ne le fait d'ordinaire l'habitude des anciens d'adresser leur livre à un ami, pour lequel l'ouvrage est censé avoir été entrepris. C'est qu'en effet les livres étaient parfois destinés à un très-petit nombre de personnes, souvent même à une seule. Avant la découverte de l'imprimerie, depuis Socrate jusqu'à Abélard, l'enseignement oral fut le plus grand moyen d'influence dont disposât la pensée humaine. L'influence des livres ne dut être que secondaire. Aussi, pour arrêter la propagation des doctrines dangereuses, le plus sûr moyen, dans l'antiquité et au moyen âge, était de tuer le philosophe ou l'hérétique : il était toujours le meilleur exemplaire de ses œuvres. Depuis Guttenberg, on a bien mis à mort quelques novateurs pour leurs livres : c'était prévenir la récidive ; mais, le livre déjà publié une fois lancé dans le public, rien ne le pouvait arrêter. L'auteur avait beau se rétracter, faire amende honorable, on pouvait le brûler, l'enfermer à jamais : la pensée pendant ce temps-là allait son train.

adopté des mœurs d'une facilité un peu équivoque, et que sa probité fut très-souvent soupçonnée avec raison (1). Il y avait donc lieu à une défiance assez légitime de la part du parti romain. Quoi qu'il en soit, le parti de l'avenir était bien celui de la Grèce. Notons cependant qu'à l'époque de Lucrèce, la civilisation grecque, en ce qu'elle avait de bon, avait conquis tout aussi bien les conservateurs que les novateurs : Caton, Cicéron, Brutus, étaient fort versés dans les lettres grecques. Seulement les chefs du parti républicain adoptèrent la plupart le stoïcisme, qui, quoique d'origine grecque, semblait créé tout exprès pour le génie romain. L'épicurisme, au contraire, sembla dominer chez leurs adversaires et triompher définitivement sous l'empire. Horace ne se proclame-t-il pas modestement un pourceau du troupeau d'Épicure, *Epicuri de grege porcus?*

Lucrèce fut, à Rome, l'introducteur de cette philosophie, qui devait renverser la vieille religion, et avec elle aussi la morale. M. Legris a beau protester en faveur d'Épicure, rappeler que ses intentions ont été méconnues et travesties; que, s'il donnait pour principe à sa morale le plaisir, il faisait consister ce plaisir dans la pratique de la vertu ; que *ce sage ne vivait en tout temps que de pain et d'eau, de fruits et de légumes qui croissaient dans son jardin :* cette frugalité fait honneur à Épicure ; mais ses disciples tirèrent du principe de sa philosophie des conséquences toutes différentes, et, il faut l'avouer, tout aussi rigoureuses. — Vous ne pouvez me démontrer que j'ai tort de prendre plaisir à une chose plutôt qu'à une autre, car ce plaisir est un fait qu'il dépend absolument de moi de constater. Vous, Épicure, vous trouvez plaisir à manger vos légumes, moi j'aime à manger des murènes que j'engraisse en leur jetant des esclaves à dévorer; nos goûts diffèrent, mais nous appliquons exactement le même principe : vous aimez la vertu ? moi, j'aime le vice ; ou plutôt il n'y a plus ni vice ni vertu, mais seulement de la peine et du plaisir. — Quant au précepte d'Épicure de s'éloigner des affaires publiques et de vivre dans une philosophique indifférence à l'image des dieux, M. Legris trouve qu'au milieu de ces agitations politiques c'est de la sagesse; je ne puis y voir qu'un égoïsme parfait : le stoïcisme était préférable, quand il commandait au sage la vie active. L'erreur vaut mieux que l'indifférence, elle fait du moins plus d'honneur à l'espèce humaine, ou plutôt cette indifférence n'est-elle pas la plus grave de toutes les erreurs, puisqu'elle suppose ou que la vérité n'existe nulle part, ou que, si elle existe, on n'est pas obligé de la chercher ? Cette maxime d'Épicure est celle des lâches en temps de révolution; grâce à elle, on *réussit à vivre* comme Sieyès, mais c'est avec ce beau système que s'accomplissent tous les maux du monde. Il est à noter que, dans les grandes misères sociales, ce sont presque toujours les minorités qui écrasent la majorité; les masses se composent d'insouciants, d'épicuriens sans le savoir. Il faut moins en vouloir à ceux qui font le mal qu'à ceux qui le laissent faire : les premiers ont souvent pour excuse la passion, le fanatisme ; les autres n'ont d'autre excuse que leur égoïsme et leur lâcheté.

L'épicurien Lucrèce est donc, selon M. Legris, un novateur déterminé. Il s'est chargé de détruire *deux puissances souveraines, les augures et les courtisanes*(2); c'est ainsi que commence le renversement du vieux monde romain. Pour les augures, soit! C'était œuvre d'opposition politique que de les attaquer. Les fonctions sacerdotales, accessibles d'abord aux seuls patriciens, avaient été longtemps une puissance politique, grâce aux augures, qu'ils interprétaient selon les intérêts de leur parti. On n'y croyait plus depuis longtemps, et ce n'étaient pas les plébéiens qui avaient donné l'exemple de l'incrédulité ; c'était Appius Claudius Pulcher, qui faisait jeter à

(1) Voir sur ce point le tome II de l'*Histoire romaine* de M. Michelet.

(2) Tome I, p. 92.

la mer les poulets sacrés ; c'était Marcellus, qui partait pour la guerre dans une litière fermée, de peur d'être obligé d'apercevoir le vol des oiseaux et de modifier, selon ces auspices, ses résolutions. A Rome comme chez nous, l'incrédulité a commencé par les hautes classes; je veux bien qu'elles se soient aperçues un peu tard que leur scepticisme avait terriblement ébranlé leur crédit politique : il n'en est pas moins vrai que c'est par elles que commença le mouvement antireligieux. Accordons que Lucrèce, en attaquant les augures, se soit montré l'adversaire du patriciat; mais les courtisanes appartenaient-elles à un parti plutôt qu'à un autre? Est-ce que les novateurs Catilina, Clodius et César les évitaient? Est-ce que les conservateurs Brutus, Cicéron et Caton les fréquentaient beaucoup? En tout cas, Lucrèce a peu réussi dans sa tentative morale, car la puissance des courtisanes devait après lui s'augmenter de jour en jour. Et puis, où donc Lucrèce attaque-t-il cette redoutable institution? Dans le quatrième livre, si l'on en croit M. Legris. Sur ce point on ne pourrait répondre qu'en citant le passage. Qu'on le relise et qu'on décide si, dans ces vers d'une énergie si libre et si brûlante, il est facile de voir autre chose qu'une peinture des caractères et des effets de la passion. Pour moi, j'ai peine à y reconnaître une intention de si haute morale, surtout une intention politique. Je me souviens d'ailleurs que, si l'on en croit ses biographes, Lucrèce n'était pas, dans sa conduite, fort ennemi des courtisanes, et qu'il mourut, dit-on, des suites d'un breuvage amoureux que lui fit prendre sa maîtresse Lucilia.

Ainsi Lucrèce est le représentant de la démocratie pour avoir attaqué les augures et les courtisanes. Qui représentera en face de lui l'aristocratie? On sait qu'en ce temps d'histoire philosophique ou prétendue telle, pour composer quelque chose d'un peu distingué dans ce genre, la recette consiste à séparer les hommes en deux classes, l'une représentant le noir, l'autre le blanc; pas de nuances, les teintes intermédiaires sont supprimées. Cela compose un antagonisme, un parallélisme, une antithèse; vous appellerez cela comme vous voudrez. Les chefs, les hommes marquants, quelques variations qu'on puisse trouver dans leur conduite, quelque mobilité qu'on remarque dans leur caractère, seront dépeints comme n'ayant point dit un mot, point fait un pas qui ne fût dans le sens de l'idée dont ils sont les représentants. Ce sont autant de monomanes, attachés à une idée fixe qui marque de son empreinte tout ce qu'ils ont pensé, fait, ou dit. Nous avons découvert l'homme-principe qui représente la démocratie; qui choisirons-nous pour symboliser la pensée conservatrice et républicaine? Si nous prenions Catulle, faute de mieux ? — Quoi! Catulle, ce charmant diseur de riens, le poëte du moineau de Lesbie et des baisers, le charger d'un rôle politique dans cette lutte terrible, l'adjoindre comme auxiliaire à Brutus et à Caton? — Oui, Catulle; M. Legris convient qu'on n'a voulu voir en lui qu'un épicurien insouciant, un jeune voluptueux, ou (comme parle Dorat cité par M. Legris) *un aimable fripon, un agréable vaurien*. On n'a pas voulu voir le *côté sérieux, politique, important,* de la poésie de Catulle. « Personne, que nous sachions, n'a fait voir le rôle joué par Catulle, à l'opposite de Lucrèce, dans l'ancien drame du patriciat et de la démocratie, ou de la conservation et de la réforme; il est temps d'y regarder. Nous venons, curieux, soulever un coin du rideau. »

M. Legris soulève donc ce voile qui a dérobé jusqu'ici Catulle à tout le monde. Au premier abord, il semble que cette opinion, qui fait de Catulle un représentant du patriciat, on pourrait la justifier à la rigueur en rappelant son amour pour le luxe, son goût pour les délicatesses raffinées de la civilisation, ses épigrammes contre César. Il y aurait loin de là à ce rôle de missionnaire des idées aristocratiques ; mais il ne faut pas y regarder de si près. Peut-être même, vous rappelant ce que l'auteur dit plus haut des courtisanes attaquées par le démocrate Lucrèce, pensez-vous que Catulle, qui n'eut jamais une aversion très-prononcée pour les *scorta* et *scortilla,* se

trouve en conséquence classé parmi les aristocrates. Nullement, car maintenant, dans son étude sur Catulle, M. Legris semble avoir changé d'avis sur les femmes galantes ; il nous les donne comme dévouées à ceux qui *veulent un changement, une réforme;* elles font de l'opposition à leur manière, et, pour narguer le vieux parti romain, *s'abandonnent à des excès où peut-être y a-t-il encore plus de malcontentement que de libertinage.* Dans le fait, c'est ici que M. Legris pourrait bien avoir raison : l'austère Portia est du parti conservateur, et Clodia, la Lesbie de Catulle, la sœur du novateur Clodius, s'abandonne à de furieuses débauches, uniquement, je veux bien le croire, pour exprimer son *malcontentement* à l'égard du patriciat, et faire acte d'indépendance. Elle se montra, il faut en convenir, d'un radicalisme effréné.

Les femmes perdues étant naturellement de l'opposition, les sentiments conservateurs de Catulle ne venaient donc pas de son goût pour les *malcontentes ;* mais alors en quoi fut-il conservateur ? Je ne sais que M. Legris qui puisse répondre à cette question. Catulle fut conservateur parce qu'il défendit dans ses vers la religion, la famille, la propriété ! — « *Louange et regret du bon vieux temps, rappel aux anciens us, amour et respect de la famille posée comme base de l'autorité absolue; principes d'honneur et de vertu, leçons de piété, de morale; pour les épouses, leçons de chasteté, de fidélité; au résumé, voilà, l'eussiez-vous cru ? la poésie de Catulle.* » — Oui, l'eussiez-vous cru, vous qui n'avez vu dans Catulle qu'un épicurien, parfois charmant, parfois obscène jusqu'au dégoût? C'est là la poésie de Catulle, mais de *Catulle converti,* car il faut distinguer deux époques dans la vie de Catulle : l'une à laquelle se rapporteront ses poésies obscènes, l'autre où il deviendra le moraliste austère que nous venons de découvrir.

Dans la première époque, Catulle s'est ruiné par des débauches de toute espèce : qui viendra l'assister dans sa détresse ? Manlius, un patricien illustre, et voilà Catulle *dévoué au patriciat,* déterminé à défendre la vieille austérité républicaine. Manlius lui a donné une maison et une femme, non pas une épouse légitime, non pas même une courtisane, mais, si nous en croyons M. Legris, *une femme mariée qu'il convoitait.* En reconnaissance de ce service, Catulle se met à vanter la sainteté de l'hymen et l'excellence de la chasteté ; on ne saurait se montrer plus conséquent. Le premier sermon que Catulle converti prêche en faveur du mariage est l'*hymne à Diane ;* cet hymne est suivi de cinq autres : 1° l'*Épithalame de Manlius et de Julie ;* 2° le *Chant nuptial* (*c'est proprement une leçon sur l'utilité du mariage, sur les avantages que procure une alliance bien assortie*); 3° l'*Épithalame de Thétis et de Pélée.* Catulle a fait des épithalames comme Béranger a fait des couplets de noce; donc c'est un partisan de l'hymen chaste et pudique. N'oublions pas non plus que dans ce dernier ouvrage, quand il représente Thésée quittant Ariane et rentrant chez lui pour y trouver son père mort et sa famille en deuil, Catulle (sans en avoir l'air) fait la leçon aux fils de famille *qui, se laissant aller aux séductions du célibat, désertent les noces :* cela est évident. 4° Dans *Atys et Cybèle, même esprit religieux, guerre au célibat.* 5° Dans *la Chevelure de Bérénice,* pièce obscure que M. Legris comprend aisément, *leçon d'amour conjugal et fraternel.* Enfin, dans ses pièces sur Priape, Catulle plaide la cause de la propriété, car Priape est le dieu des propriétaires : il est bien encore autre chose, et l'on s'en aperçoit de reste à quelques expressions de Catulle ; mais, en lisant ces pièces, gardez-vous d'oublier qu'il est converti, et tâchez de prendre dans un bon sens les obscénités qui lui échappent malgré lui : c'est un vieux souvenir de ses habitudes d'autrefois.

Ainsi, dans les épithalames de Catulle, où nous n'aurions vu que des pièces de circonstance ou des fantaisies de poëte, des inspirations passagères et sans conséquence, dans ses priapées même, nous devons reconnaître un cours de morale par-

faite. Selon M. Legris, plusieurs des anciens camarades de Catulle le traitaient d'hypocrite, se moquaient de sa prétendue conversion : Catulle crut devoir leur répondre et se justifier dans une pièce où il leur prouve sans doute toute la sincérité de son amour pour la chasteté, mais dont les expressions sont trop libres pour que je la cite ici, même en latin. On ne peut dire combien, pour soutenir sa thèse, M. Legris a employé d'érudition et de ressources ingénieuses. Si c'était simplement un jeu d'esprit, ce serait peut-être charmant; mais je crains que cela ne soit sérieux.

Il n'est guère permis d'en douter en lisant le second volume de cet ouvrage. La république est vaincue; la monarchie d'Octave-Auguste est établie ; Horace et Virgile appuient le nouveau monarque de toute la puissance de leur génie. Quand le parti césarien eut installé le trône d'Octave au milieu de la mare de sang des proscriptions, les opposants de la veille devinrent les conservateurs du jour, et il fallut rappeler ces idées d'ordre, de religion, de morale, de propriété, qu'on avait un peu négligées jusque-là. Le rôle de Virgile et d'Horace dans cette réaction est beaucoup mieux attesté que celui de Lucrèce et de Catulle dans la période précédente. Il est fort probable, selon la tradition, que Virgile en cherchant à mettre à la mode le goût de l'agriculture, Horace en blâmant les parcs immenses qui envahissaient une partie de l'Italie et stérilisaient le sol, ne faisaient que se conformer aux intentions d'Auguste et de Mécène. Ils servaient encore plus directement le nouveau pouvoir, en plaçant le sanglant Octave au ciel, immédiatement au-dessous de Jupiter, au-dessus des autres dieux. M. Legris ne s'en tient pas là : il veut voir, dans Virgile par exemple, une suite d'allégories, ou, comme on dit maintenant; de mythes et de symboles. Pour la quatrième églogue, celle de Pollion, il l'explique comme M. de Maistre : « Chez nous, un sage a dit de ce chant prophétique *qu'il pourrait passer pour une version d'Isaïe.* » L'auteur croirait-il donc que cette églogue est une prédiction de la venue du Christ? Cette opinion a été plusieurs fois soutenue fort sérieusement; mais je la croyais abandonnée. En examinant les Géorgiques et l'Énéide, M. Legris hasarde quelques assertions qui, je le crois, n'appartiennent qu'à lui seul, et, si je ne me trompe, lui appartiendront longtemps. Par exemple, l'épisode d'Aristée et des abeilles dans le quatrième livre des Géorgiques devient une leçon voilée de politique conservatrice : les abeilles ont un roi; « les ruches, petites cités florissantes, indiquent assez que la monarchie est l'empire de l'ordre et de la règle, que la royauté est le support de l'État, et que, quand ce support vient à manquer, tout s'écroule, etc. » Cette explication est ingénieuse, mais peu naturelle. Celle de l'Énéide (1) est plus téméraire encore. Auguste est tour à tour le pieux Énée et Jupiter en personne; Turnus, c'est Antoine; « la fille de Saturne, sœur et femme de Jupiter, l'altière et vindicative Junon, si zélée conservatrice de la chose latine, c'est, nous l'avons dit, l'Aristocratie, fille du Temps, qui, par les hommes de labour, procède de Saturne; l'Aristocratie, sœur, épouse du Pouvoir royal (*de Jupiter*), étant née du même principe que lui, pour exister conjointement avec lui, etc. » Ce passage nous rappelle que Chapelain aussi eut soin d'exposer, dans la préface de *la Pucelle,* le sens allégorique de son poëme : « Je disposay, dit-il, toute la matière de telle sorte que la

(1) Les jésuites, qui ont toujours été fort ingénieux à tourner toutes choses vers l'intérêt de leur ordre, ont fait un *Virgilius christianus*. (Paris, 1661.) Dans ce livre, tous les ouvrages de Virgile deviennent une suite de poëmes en l'honneur de la compagnie de Jésus. Les Églogues roulent sur des sujets de piété; les Géorgiques prennent le titre de *Psycurgicon sive de cultura animi;* enfin l'Énéide devient un poëme dont saint Ignace est le héros, et où il remplace le pieux Énée (*Ignatiados libri XII*). On ne saurait dire dans quelles situations étranges l'imitation de l'Énéide place saint Ignace; hâtons-nous d'ajouter qu'il s'en tire toujours à son honneur.

France devoit représenter l'ame de l'homme en guerre avec elle-mesme et travaillée par les plus violentes de toutes les émotions ; le roy Charles, la Volonté... L'Anglois et le Bourguignon, les divers transports de l'appétit irascible qui altèrent l'empire légitime de la volonté ; Amaury et Agnès, l'appétit concupiscible, etc., etc. » Chapelain est bien capable d'avoir eu toutes ces intentions profondes ; pour Virgile, cela me semble plus douteux.

Je n'aurais pas si longuement insisté sur les défauts que je crois remarquer dans ces études, si de notre temps ces défauts n'étaient pas à la mode. Pour compenser ces critiques, il faudrait donner ici une idée du talent de l'auteur, du mérite de son ouvrage ; malheureusement cela n'est pas facile. Ce qui fait la valeur de ce livre, c'est le piquant des détails, l'érudition facile, la verve ingénieuse avec laquelle M. Legris défend ses opinions paradoxales. La lecture de ces études peut seule en faire sentir le mérite ; elle est attachante et instructive, malgré les erreurs de l'écrivain. Ne faut-il pas en effet beaucoup d'esprit et de science pour se tromper ainsi ?

Les travaux diversement remarquables de MM. Dezobry, Meyer et Legris nous font pénétrer plus avant dans la société romaine. Certes, les Romains y perdent un peu ; comme toutes les grandeurs de ce monde, ils ne gagnent pas à être regardés de trop près. Longtemps nous ne les avons vus qu'à travers Tite-Live ; Corneille leur a donné des proportions surhumaines. La critique moderne a nécessairement dissipé à cet égard quelques-unes de nos illusions. Sans méconnaître la grandeur de ces héros, nous connaissons trop bien aujourd'hui les misères et les ridicules de cette Rome si majestueuse : l'histoire a fait tort à la poésie ; peut-être faut-il s'en affliger. Quoi qu'il en soit, le poëte qui tentera désormais de faire revivre Rome sur notre scène devra sans doute la peindre sous ses deux faces, et mêler dans une proportion judicieuse l'élément comique à la tragédie, s'il veut satisfaire aux exigences également impérieuses de la poésie et de la vérité.

EUGÈNE DESPOIS.

REVUE DES THÉATRES.

LE PUFF,

COMÉDIE DE M. SCRIBE.

Le sujet de la nouvelle comédie de M. Scribe est de ceux qui offrent à la fois de grandes séductions et de nombreux écueils. C'est toujours un bonheur, pour un homme qui voit juste et bien, de s'attaquer à ces travers si répandus, si incontestés, qu'ils servent d'étiquette à une époque et sont recommandés à la comédie par une sorte de popularité préventive. S'emparer de ces à-propos est le privilége et le caractère distinctif du poëte comique. Les détails, les incidents de mœurs contemporaines rencontrent chez lui cette faculté de vibration qui, chez le poëte lyrique, est toujours prête à répondre aux grands événements, aux majestueux spectacles, aux émotions et aux souffrances intimes. Seulement le lyrisme est le don de répandre au dehors, en accents d'une poésie générale, le choc, le son particulier, individuel, qui fait vibrer cette corde intérieure, tandis que, chez le poëte comique, c'est au contraire le trait général qui se personnifie et se précise. Ce qui est, chez l'un, diffusion, épanchement, est concentration chez l'autre. Voilà pourquoi la comédie de notre époque est si difficile à écrire : comment concentrer ce qui s'éparpille toujours davantage? comment réussir à fixer ce qui semble de plus en plus mobile? Autant vaudrait, pour un peintre, copier un modèle qui changerait à tous moments d'expression et de pose. La multiplicité des fortunes, les variations infinies des conditions, le travail permanent d'une société qui cherche et modifie sans cesse ses niveaux, tout cela rend presque impossible à saisir le trait décisif qui résume les traits épars. On croit décrire une maladie, et l'on ne décrit qu'un symptôme ; on croit caractériser un siècle, et l'on n'indique qu'une phase. Aussi est-il plus facile aujourd'hui de refléter mille surfaces que de creuser ce qui se cache sous une seule de ces superficies mouvantes.

En face de cette difficulté toute nouvelle, que fera la comédie, qui doit être de son temps et de tous les temps, et qui, dans cette longue chronologie de nos travers, doit

marquer à la fois la filiation et la date? Elle cherchera ses ressources dans cette difficulté même : s'il lui est trop difficile d'approfondir, elle multipliera les aspects extérieurs. Elle se souviendra de cette phrase célèbre qui semble écrite pour elle : « Chaque diversité est uniformité, chaque changement est constance. » Sans se laisser déconcerter par des variations de détail, elle suivra, s'il le faut, dans chacune de ses périodes diverses, le vice ou le ridicule qui lui paraît être un des caractères de son siècle; si une première esquisse ne suffit pas, elle fera un tableau, j'allais presque dire une galerie. Le maître immortel n'a-t-il pas donné l'exemple, lui qui vivait cependant à une époque où la société, immobilisée dans ses classifications absolues, semblait attendre avec patience que le peintre eût longuement étudié, laborieusement saisi chacune de ses attitudes? N'a-t-il pas préludé par l'esquisse des *Précieuses ridicules* au tableau des *Femmes savantes?* Ne s'est-il pas préparé à l'étonnante création de *Tartufe* par quelques scènes de *Don Juan*, et au personnage sublime d'Alceste par quelques intentions du rôle d'Arnolphe? Enfin n'a-t-il pas attaqué à cent reprises, et jusqu'au moment où il eût peut-être mieux fait d'y croire, un *puff* déjà bien répandu de son temps, le *puff* de la médecine?

Il est donc tout simple que M. Scribe, cet esprit si net et si fin, ait été plusieurs fois, dans sa brillante carrière dramatique, tenté par un sujet qui contient et résume presque tous nos travers. Il faut le dire bien haut : le vice de notre époque, c'est l'hypocrisie, non pas l'hypocrisie odieuse et profonde qui se porte et se concentre sur un seul point comme dans *Tartufe,* mais l'hypocrisie superficielle et mondaine, la libre circulation du mensonge passé à l'état de puissance sociale et transformé en une sorte de papier-monnaie créé par les habiles aux dépens des dupes. Le *paraître* domine tout aujourd'hui; pourvu qu'on paraisse riche, noble, influent, spirituel, célèbre, tout est dit; l'on est classé, et l'on n'a qu'à chercher de nouveaux moyens, tout aussi factices, pour faire durer le plus longtemps possible ces semblants de richesse, de naissance, de crédit, de célébrité et de talent. Et comme la société moderne, grâce à l'éparpillement de toutes choses, est merveilleusement favorable aux *à peu près,* comme elle ne soumet plus à des conditions précises et inexorables l'assouvissement des ambitions et des vanités, il arrive que le mensonge même n'a plus précisément pour but d'être cru et de tromper, mais seulement d'avoir cours, d'obtenir pour un temps une crédulité de convention qui n'engage à rien, et qu'il est prêt à payer à son tour par une crédulité pareille : là commence le règne du *puff,* et l'on comprend sans peine tout ce que cet élément nouveau, introduit dans le monde actuel, doit amener d'épisodes comiques. *Puff*, cette création originale de Sheridan, est devenu pour nous, comme pour les Anglais, une personnification, un type, le type de ces tromperies qui ne trompent que celui qui veut être trompé, de ces inventions du charlatanisme qui désarment quelquefois par l'exagération même de leurs hardiesses, que tout le monde pourrait dénoncer, que nul ne prend au sérieux, et qui ne laissent pas pourtant de faire leur chemin, protégées auprès des sots par l'exploitation savante de la sottise et auprès des gens d'esprit par l'ingénieuse réciprocité des complaisances.

En indiquant tout ce que le sujet du *Puff* offrait d'*actualité* piquante, il me semble que j'en indique aussi les écueils. Lorsque la comédie s'attache à peindre un caractère restreint, individuel, il lui suffit de mettre en saillie tout ce qui peut concourir à l'ensemble de ce caractère et en rendre la vérité plus complète; mais ici l'original était partout. Quelle finesse, quelle sûreté de main ne fallait-il pas pour ne point rester au-dessous de cette comédie du *puff,* jouée en détail, en tous lieux, à toute heure, et que chacun de nous avait pu rencontrer dans la rue avant d'entrer au théâtre! Comment être aussi plaisant, aussi inventif que la réalité même? Il ne s'agissait plus de nous présenter un avare ou un joueur sous des traits assez vifs et assez

vrais pour résumer tous les joueurs et tous les avares, mais de nous offrir, en quelques heures et en quelques rôles, les types frappants d'un vice, d'un travers, d'un ridicule social, universel, et cela dans des conditions et sous un régime peu favorables à la comédie! Nous ne prétendons pas essayer ici, à propos d'un spirituel et charmant ouvrage, un traité de politique; mais nous croyons que l'extrême liberté, celle dont profitait Aristophane, ou le pouvoir absolu dont l'égoïste bienveillance protégea Molière, sont plus propices au poëte comique que nos gouvernements modernes, dont les libertés tempérées laissent empiéter sur la comédie d'autres organes de publicité et de satire, tout en l'entravant elle-même par de légitimes restrictions. Lorsque Aristophane insultait, en plein théâtre, à la sottise ou aux vices des Athéniens, lorsqu'il prenait corps à corps (et vous savez avec quelle meurtrière audace!) les personnages célèbres que lui livrait la république, il usait du bénéfice d'une liberté sans bornes. La verve de ses personnalités incisives, énergiques, brutales, devenait un commentaire permanent de la vie politique, et sa comédie empruntait à cette communauté d'idées et de passions avec la place publique un intérêt, un mouvement, une action directe qui en décuplaient l'influence. Molière trouvait, à l'extrémité contraire, une protection presque égale. De son temps, la liberté de penser, de parler et d'écrire n'existait que là où le bon plaisir du maître consentait à la laisser poindre. Pourvu qu'il y eût entre le poëte et le souverain un échange de concessions et de bons procédés réciproques, la comédie pouvait donc avoir le monopole des franches et satiriques vérités. Dès lors, comme l'a si bien dit dans cette *Revue* même un érudit et piquant historien, il put se former et il se forma une convention tacite, un pacte secret, d'après lequel Molière, respectant, honorant, flattant Louis XIV par d'ingénieux hommages, put s'emparer de tout le reste et faire main basse sur tout ce qui n'était pas la personne royale, l'unique et éblouissant rayon. Louis XIV, dans son orgueil de roi absolu, devant qui les autres puissances étaient des atomes, trouvait piquant de protéger cet infiniment petit, ce comédien qui avait en outre un mérite bien rare et bien précieux auprès des rois, celui de l'amuser. Quel avantage pour le théâtre où chaque sujet de comédie arrivait tout neuf, où rien au dehors ne le déflorait, et où, grâce à ce franc parler courtisan, à ces hardiesses avec approbation et privilége, la vérité, l'observation, la satire, ne rencontraient presque plus d'entraves, pendant que tout, à l'entour, était despotisme et silence!

De nos jours, rien de semblable n'est possible : le théâtre n'a pas, Dieu merci ! les mêmes libertés que du temps d'Aristophane, et celles qui, sous Louis XIV, se concentraient sur la comédie de Molière se sont heureusement répandues partout. Il y a plus : nos mœurs elles-mêmes répugnent un peu à ces attaques directes de la franche comédie. Le régime parlementaire a introduit dans la société moderne une sorte de pruderie factice, un *puff* d'épithètes honorables, méticuleuses, qui font du caractère des gens qu'on attaque quelque chose d'irresponsable comme la prérogative royale. La comédie aristophanesque serait-elle autorisée au théâtre, il est fort douteux que les Athéniens de 1848 la trouvassent de bon goût, et lui permissent de leur dire autant de vérités mordantes. Je touche ici à un autre écueil que devait redouter la comédie de M. Scribe. Elle venait présenter la satirique image du *puff* à des gens dont le plus grand nombre était un peu intéressé à ne pas s'y reconnaître. Même en s'y prenant avec cette grâce que M. Scribe conserve jusque dans ses malices, même en s'efforçant de déjouer toute allusion, toute personnalité blessante, en s'attachant, en un mot, à ressembler le moins possible à Aristophane, l'auteur risquait, le premier jour surtout, de rencontrer chez la plupart des assistants une petite part de fondateurs ou d'actionnaires dans cette vaste association du *puff*, aux dépens de laquelle il prétendait nous faire rire. Figurez-vous *le Malade*

imaginaire joué devant un parterre de médecins, ou *les Femmes savantes* représentées devant un public de bas-bleus, et il vous sera facile de compléter ma pensée.

Hâtons-nous de le dire : M. Scribe s'est tiré de ce pas dangereux avec son adresse et son bonheur ordinaires. Là où d'autres auraient échoué, là où l'on avait à craindre le péril des comparaisons et la prévention des juges, M. Scribe a triomphé sans effort. Commençons par le féliciter, ou plutôt par le remercier à la fois de l'entreprise et de la réussite. Il est bon qu'un homme à qui trente ans de travaux honorables et de légitimes succès ont donné le droit de parler haut et de dire leur fait aux gens, ait eu le courage de s'en prendre à cet esprit de tricherie industrielle, commerciale, littéraire, sociale, qui, depuis l'échoppe et le magasin où il étale ses affiches jusqu'aux plus hauts échelons de la société, de la littérature et des arts qu'il encombre de ses roueries décevantes, met partout le factice et le convenu à la place du vrai et de l'honnête. Les hommes de lettres surtout, les hommes qui pensent qu'on peut être écrivain sans être hâbleur ou charlatan, et qui travaillent à maintenir la dignité littéraire, doivent savoir gré à M. Scribe de cette vive et victorieuse sortie, et profiter de l'occasion pour dégager nettement leur cause de celle d'un travers heureusement aussi étranger à la vraie littérature, au loyal et honorable exercice de l'intelligence, que les infamies de Tartufe sont étrangères à la piété sincère, à la véritable vertu.

Dans cette comédie du *Puff*, il y a donc deux choses à proclamer tout d'abord, et avant toute remarque de détail : l'idée et la mise en œuvre, l'intention et le résultat. Maintenant, comme la critique ne perd jamais ses droits et que le succès même, au lieu de les lui faire oublier, les lui rappelle, je soumettrai à M. Scribe quelques réflexions toutes personnelles. Il a choisi comme types principaux du *puff*, du charlatanisme moderne, un bas-bleu, Corinne Desgaudets, et un écrivain grand seigneur, le comte de Marignan. Corinne est une spirituelle personne, dont la jeunesse un peu mûre languit et se consume dans un célibat très-peu volontaire. Elle est assez célèbre pour que l'on compte avec elle; son salon est le vestibule de l'Académie française, et elle dispose d'un recueil ou d'un journal assez puissant pour la rendre redoutable à ses ennemis et surtout à ses amis. M. de Marignan est comte; il a soixante mille livres de rente, il a beaucoup de crédit, et il fait de sa fortune et de sa position habilement exploitée un moyen d'avénement littéraire. A coup sûr, ces deux personnages sont admissibles; je comprends bien que Trissotin aujourd'hui ne soit plus ce pauvre diable crotté, râpé, courant les ruelles et les salons, pour faire admirer ses vers ridicules; j'admets qu'il soit piquant, spécieux, de prendre Trissotin au rebours, de lui donner *à priori* richesses, position et naissance, et de composer pour lui, à l'aide de ces avantages, un *puff* de célébrité. J'accepte aussi cette Philaminte revue, corrigée et diminuée, ne prenant au sérieux ni le mérite de ses amis ni le sien, prête à faire bon marché de ses vers, de sa prose et de sa personne. Malheureusement la condition inévitable de ces deux caractères (et c'était là peut-être la vraie difficulté au point de vue comique) est de ne pas croire en eux-mêmes. Or, tout personnage qui se désintéresse ainsi dans sa propre cause, tout ridicule qui semble s'étiqueter d'avance et se dénoncer au public peut encore être spirituel, piquant, étincelant de traits vifs et satiriques; mais il cesse d'être comique. Philaminte, Armande et Bélise, qui ont toutes trois une physionomie différente, se ressemblent toutes trois, en ce que, jusqu'au dernier hémistiche, elles n'ont pas l'air un moment de se croire plaisantes. Si je voulais essayer de définir ce mot indéfinissable, le comique, je dirais que c'est le ridicule convaincu, le plaisant pris au sérieux par lui-même, et offrant, par ce contraste, au spectateur, un inépuisable sujet d'études sur le cœur humain. Malheureusement l'idée même du *Puff* excluait ce comique-là, et la première conséquence d'une

donnée reposant sur le mensonge était de nous présenter des personnages qui savent qu'ils mentent.

Il y a lieu à une autre remarque à propos de Corinne et du comte de Marignan. Quelle que soit l'influence du *puff*, quel que soit aussi le verre grossissant toléré au théâtre, il faut convenir pourtant que les choses ne se passent pas tout à fait ainsi dans le monde. Il peut fort bien arriver qu'un homme riche écrive un livre médiocre, et que ce livre arrive à la seconde édition avant la première. Il n'est pas sans exemple qu'avec de beaux yeux et d'aimables sourires on ait fait admirer dans l'intimité de son salon de petits vers ou de légers opuscules; mais il faut autre chose, même de nos jours, surtout de nos jours, pour parvenir à la position que paraissent occuper M. de Marignan et Corinne. Pour réussir à diriger, même en la trompant, l'opinion publique, à faire trembler amis et ennemis, à élever ou démolir les candidatures, à exercer, en un mot, une véritable influence, sans doute il ne messied pas d'un peu de charlatanisme; mais il faut aussi du talent. Or il est facile de voir que Corinne et M. de Marignan n'en ont pas, qu'ils sont des littérateurs d'athénée et rien de plus. M. Scribe, je le sais et on ne peut que l'approuver, a voulu, avant tout, rendre impossibles les allusions personnelles : fidèle à ce tact qui l'a toujours caractérisé, il a repoussé ce facile moyen de succès, qui consiste à faire mettre des noms au bas d'un portrait ; et, pour dérouter la malice, il a composé son tableau, comme Praxitèle ses statues, avec des détails épars sur diverses figures contemporaines. Il faudrait pourtant qu'en regardant autour de soi, on pût trouver une application plus directe de ces deux rôles : sur ce point, mais sur ce point seulement, M. Scribe a dépassé le but au lieu de l'atteindre.

Bien qu'il soit hasardeux chez un critique de vouloir refaire ce qu'a fait avec tant de bonheur et de grâce un auteur tel que M. Scribe, et de substituer ses propres idées à des idées si spirituellement mises en scène, il me semble que ces deux représentants du *puff* littéraire, ce Trissotin et cette Philaminte, conçus autrement, auraient été plus actuels et plus vrais. J'aurais voulu, par exemple, que ce Marignan nous fût présenté comme ayant débuté simplement par être un écrivain, et un écrivain de talent. Le talent l'a conduit, et sans que le *puff* s'en mêlât, à la célébrité et au bien-être. Il entre alors dans sa seconde phase, aussi menteuse, aussi hérissée de *puffs* que la première a été simple et sincère. Il ne se contente pas de jouir d'une réputation et d'une aisance légitimement acquises; il dédaigne ces avantages réels pour en rêver de chimériques; il pourrait être riche, il veut être millionnaire; il pourrait être célèbre, il veut être grand seigneur; au lieu de chercher ses titres de noblesse dans ses ouvrages, il aspire à une sorte de patriciat, de littérature armoriée, relevant de d'Hozier plutôt que d'Aristote ou de Schlegel. Il dédaigne et relègue dans l'ombre tout ce qui, chez lui, est honorable, glorieux même; il se pare de tout ce qui est menteur; il renie ses vrais aïeux pour en revendiquer d'autres dont la grandeur apocryphe ne persuade personne, et auxquels tout le monde a cependant l'air de croire, même lui. Que de *puffs* dans cette existence de Jourdain moderne, de Jourdain sachant qu'il fait de la prose! *puff* de parchemins, *puff* de millions, et, pour suffire à ces prétentions de faux Rothschild et de Rohan impromptu, *puff* littéraire pratiqué sur une grande échelle : *puff* immense, multiple, écrivant avec dix plumes et ne signant qu'avec une seule; *puff* de la fabrique, de la manufacture, de la société en commandite mise au service d'un nom et d'une vanité; invention spéciale de notre temps, et par laquelle des inconnus, des manœuvres, s'absorbent et disparaissent dans la personne du grand producteur, du producteur responsable qui les exploite et qui les paye, dont ils sont à la fois les victimes et les complices! Cette personnification du *puff* littéraire au plus haut et au plus bas échelon, à l'échelon de la gloire et à celui de l'anonyme, eût été, selon moi, plus saisissante, plus actuelle que cet

officier de l'armée d'Afrique, qui reconnait dans une publication fastueuse de M. le comte de Marignan, candidat à l'Académie française, les pages d'un roman composé par lui pendant les loisirs du bivac, sans compter qu'en donnant à l'Algérie tant de candeur, tant de propension à être dupe du *puff*, M. Scribe nous paraît avoir un peu flatté la colonie aux dépens de la métropole, et négligé le *puff* algérien, qui eût, dit-on, mérité de figurer dans sa galerie.

A la place de cette Corinne Desgaudets que l'auteur nous a montrée si superficielle, si peu terrible, si souriante, j'aurais voulu aussi une Philaminte plus accentuée, et surtout plus contemporaine. Pour représenter au complet le *puff* féminin et littéraire de notre époque, il eût mieux valu, selon moi, mettre en scène une femme du monde, une vraie patricienne qui eût commencé par être tout simplement, tout humblement belle, vertueuse et noble. Entrainée par la passion, toujours excusable lorsqu'elle est sincère, cette femme serait sortie des voies battues, et alors, au lieu de se faire pardonner, aimer même, par la sincérité de ses entrainements, la voilà se couronnant de ses désordres et passant femme de génie le jour où elle cesse d'être honnête femme! Pour elle, ce ne serait pas assez de l'indulgence ; il lui faut l'adoration. Chacun de ses écrits est consacré à *maximer* ses pratiques, à inventer après coup la législation de ses faiblesses, l'épilogue posthume de son honneur. Elle met un lyrisme creux et sonore dans sa vie et dans ses ouvrages, pour se dispenser de mettre dans l'une du bien, et dans les autres du vrai. Tout est *puff* en elle et autour d'elle ; son salon est tenu de s'acclimater à cette atmosphère décevante : que de haines! que d'orgueils ! que de colères ! que de *puffs* bilieux et fébriles dans ce cénacle de grands hommes manqués! Quel perpétuel dithyrambe d'héroïsme, de patriotisme, de socialisme, de dévouement à l'humanité, aux prolétaires, aux nègres, aux galériens, à tout, excepté à cette chose si simple, la vérité dans ce qu'on dit, et l'honnêteté dans ce qu'on fait! Là serait vraiment le *puff* de la Corinne moderne, de la Philaminte civilisée, prétendant réformer la destinée des femmes parce qu'elle a gâté la sienne, prêchant l'émancipation de son sexe parce qu'elle s'est elle-même trop émancipée, et pindarisant le vice parce qu'elle n'a pas eu le courage de pratiquer la vertu.

Il faut pourtant le reconnaître, en modifiant ainsi ces deux caractères, on risquait de trop approfondir, et peut-être d'attrister. La donnée choisie par l'auteur est d'une vérité moins austère et plus gaie. Corinne et Marignan, tour à tour persifleurs et persiflés, faisant échange d'éloges intéressés et de malices vindicatives, devenant l'un pour l'autre, au dénoûment, une punition vivante et comme la morale de la fable, représentent parfaitement le *puff* littéraire pris à l'épiderme. Là où le roman et l'analyse psychologique demanderaient une étude sévère et complète, la comédie a probablement bien fait de se contenter de ce miroitement ingénieux des ridicules, des amours-propres et des intérêts. Ces deux rôles sont en outre semés de traits heureux, plaisants, qui dérident et tiennent en haleine le spectateur, non pas pour lui inspirer les vigoureuses haines dont parle Alceste, mais pour le faire rire aux dépens d'un monde qui aime à être trompé, comme la femme de Sganarelle aimait à être battue.

Dans *le Puff*, comme dans toutes les comédies de mœurs, les caractères ont plus de valeur que l'intrigue même, et c'est presque analyser la pièce qu'indiquer les personnages. Le rôle d'Antonia, la jeune fille aimante et naïve, a de la fraicheur et de la grâce. Dans celui de Maxence, le jeune dissipateur entrainé à l'agiotage par le désir de refaire sa fortune et de réparer ses folies, M. Scribe a trouvé des accents plus vifs, et sa verve, bien que toujours un peu tempérée, a nettement personnifié le *puff* de la richesse factice passant par le *puff* de la spéculation et arrivant au *puff* du désespoir. Albert, l'officier de l'armée d'Afrique, bien que jeté dans le moule des amoureux de comédie, a la physionomie convenable, et nous ne comprenons pas les

critiques qui lui ont reproché de devenir, au dénoûment, complice de ces *puffs* contre lesquels il se débat pendant cinq actes; c'est là au contraire le caractère distinctif de la pièce de M. Scribe, que le *puff* se soit si bien emparé de la société moderne, si étroitement incrusté dans tous ses rouages, que la machine ne peut plus fonctionner sans lui, et que la loyauté même a besoin de son aide pour réussir à faire une bonne action et un bon mariage. Albert ne passe pas à l'ennemi, il capitule, et cette capitulation avec les honneurs de la guerre est le dernier trait, l'achèvement suprême de cette idée comique qui consiste à railler le *puff* plutôt qu'à le haïr, à montrer qu'on n'est pas sa dupe plutôt qu'à s'irriter de ses roueries. Napoléon Bouvard est une plaisante figure qui résume bien la réclame faite homme, la phraséologie d'annonces, le *puff* du libraire-éditeur exploitant les vanités qu'il caresse, rançonnant les auteurs opulents en raison de la fortune qu'ils ont, du talent qu'ils n'ont pas, et du succès qu'ils veulent avoir. Mais la création qui fait le plus d'honneur à M. Scribe, celle qui élève *le Puff* aux proportions de la vraie comédie, c'est le caractère de César Desgaudets, de ce faux riche, de ce pseudo-millionnaire, qui fait de sa richesse supposée un *puff*, une position, un moyen d'influence et de crédit. Là tout est neuf, original, profond, réellement creusé dans le vif. César Desgaudets a eu un chétif patrimoine qu'il gouvernait avec économie, par prévoyance paternelle. Tout à coup le bruit se répand qu'il est appelé à recueillir un immense héritage, il part pour l'Allemagne, où il voit cette succession se fondre entre ses mains. Que fera-t-il au retour? Rentrera-t-il dans son obscurité et sa mansarde? s'en tiendra-t-il à cette condition modeste qui a détourné de lui tous les regards, à la pratique de cette humble vertu dont nul ne lui a su gré? Non; Desgaudets est observateur, il a étudié les hommes, et il devine tout le parti qu'il peut tirer de ses prétendus millions, même en ne changeant rien à son train de vie, et en laissant croire à tous que la richesse l'a rendu avare. L'événement justifie ses prévisions; cette avarice de millionnaire devient pour lui un titre; on le salue, on l'honore, on l'entoure, on se dispute sa personne qui se laisse faire, et ses capitaux chimériques qu'il n'a garde de risquer. Tant qu'il n'avait qu'une vertu, personne ne songeait à lui : il s'est doté d'un vice, et le voilà un personnage! M. Scribe a exploité cette idée avec un art infini. La scène où le spirituel et ironique vieillard raconte ces événements à sa fille, et se révèle sous son véritable jour, suffirait seule au succès de la pièce. Le style même s'élève à mesure que le récit se déroule, et l'on se sent en pleine comédie. Il est facile de comprendre et d'indiquer pourquoi ce caractère est si net, si homogène, si supérieur à Corinne et à Marignan. C'est qu'en créant César Desgaudets, M. Scribe a eu à mettre en scène un *puff* exceptionnel, une idée vraisemblable, mais dont le modèle n'existait pas au dehors, dont le type n'était formé que par l'ensemble de ses observations sur le cœur humain. Dans Corinne et dans Marignan, au contraire, il a eu à se débattre contre des réalités qu'il ne voulait ni copier ni travestir, à se préserver des allusions, à biaiser avec les malices, à lutter contre la concurrence de ces mille plaisanteries écloses, chaque matin, en feuilleton, en vaudeville, en caricatures, en réclames, en affiches, en *puffs* de toute espèce, qui forment une sorte de comédie courante, menue monnaie plus portative et plus populaire que la comédie proprement dite. En esquissant Corinne et Marignan, M. Scribe n'a pas constamment su s'il devait calquer, inventer, accentuer ou effacer les physionomies. En créant César Desgaudets, il n'a eu besoin que d'être lui-même et de suivre sa propre pensée.

Avons-nous besoin d'ajouter qu'avec ces divers éléments, M. Scribe a composé une comédie, sinon complète, au moins fine, agréable, piquante? Avons-nous besoin de dire que le tissu, parfois un peu frêle, en est relevé par de délicates et charmantes broderies, que le fil léger de l'intrigue se renoue habilement au moment même où il semble menacer de se rompre, entre autres dans cette scène où Marignan, réellement

mystifié parce qu'il croit déjouer une mystification imaginaire, et dupe de son faux héroïsme qu'il croit étaler gratis, se livre à ce que Desgaudets appelle si plaisamment le *puff* par-devant notaire? Il y a longtemps que, sous tous ces rapports, M. Scribe a fait ses preuves : par la grâce des détails, le petillement des jolis mots, l'art de tourner les difficultés et de faire courir d'acte en acte un intérêt suffisant pour animer toute une soirée, ce nouvel ouvrage n'est point au-dessous du *Verre d'eau*, de *la Camaraderie* et de *Bertrand et Raton*. En outre, il est joué avec un ensemble excellent par tous les acteurs, et par quelques-uns avec une rare distinction; aussi le succès est brillant et légitime. Après avoir gagné sa cause auprès de ce public des premières représentations, juge un peu compromis cette fois dans le procès, *le Puff* a trouvé, dès le second jour, des sympathies plus vives encore, et nous paraît assurer pour tout l'hiver les prospérités de la Comédie-Française.

A un point de vue plus sérieux que l'intérêt et le plaisir du moment, il faut, selon nous, s'applaudir de ce succès. La longue jeunesse dramatique de M. Scribe, ses triomphes si multipliés, si continus, ont un sens plus profond, plus instructif, plus durable que celui qu'on serait d'abord tenté de trouver dans les heureuses inventions de cet inépuisable esprit. Où nous ont menés jusqu'ici ces hautes prétentions, ces chimériques promesses, cette prétendue religion de l'art qui se transforme, pour bien des esprits vaniteux, en un culte plus commode, le culte d'eux-mêmes? Où est cet art aujourd'hui? Cette poésie, où se cache-t-elle? Pourquoi ceux qui en étaient les précurseurs, les représentants, les interprètes, s'affaissent-ils dans leur orgueilleux silence, dans leur impuissance superbe? Il est beau, il est glorieux de répéter l'*odi profanum* du poëte, de dédaigner ces régions moyennes, où l'on vit de la vie ordinaire, où l'on respire l'air commun à tous, où l'on agit et où l'on parle comme parle et agit cette pauvre humanité. Seulement le dédain a cela de funeste, en littérature comme en tout, qu'il est infécond, qu'il se replie sur lui-même dans une sorte de contemplation maladive, et qu'à force de se répéter qu'il est trop grand pour être accessible, il finit par chercher sa grandeur dans sa stérilité. N'est-ce pas un peu l'histoire de ces muses hautaines qui savent bien que le théâtre et le public sont prêts à les accueillir, que jamais l'on n'a songé à déplacer ou à amoindrir les vraies notions de l'art, et qui aiment mieux dérober sous les plis de leur manteau leurs manuscrits invisibles que marcher droit aux spectateurs et courir bravement les chances d'un succès ou d'une chute? Oui, Molière est toujours le maître sublime et inimitable; Shakspeare, dans ses adorables fantaisies, a tracé une route où les esprits délicats et hardis trouveraient à butiner encore; oui, l'école nouvelle renfermait en germe des beautés originales que le théâtre attend, que nous serions heureux d'applaudir; il a suffi récemment d'une simple fleur détachée de cette poésie, de ce *Caprice* où s'est joué le plus aimable de nos poëtes, pour défrayer, pendant deux mois, l'attention et la curiosité. Toutefois le public ne peut pas toujours attendre le bon plaisir de ses grands hommes. Plus il les admire, plus il a le droit de se croire lésé lorsqu'ils lui refusent leurs œuvres, et humilié lorsqu'ils le récusent pour juge. Plus il est disposé à les traiter en souverains, plus il est bien venu à se plaindre lorsqu'ils font durer trop longtemps l'interrègne. Sérieusement, les écrivains qui, se détournant du champ de bataille, se réfugient sous leur tente, ont tout à perdre : ils se séparent peu à peu de leurs contemporains, et cette barrière qu'ils commencent par attribuer à l'inintelligence de leur siècle, ils l'établissent à la longue par l'opiniâtre taciturnité de leur génie. Qu'ils y prennent garde : quiconque ne produit pas se désiste et abdique; il en est de la vie littéraire comme de la vie politique, où l'homme inactif cesse d'être influent. Voilà ce qu'a compris M. Scribe; voilà ce qui fait la fortune de son talent et agrandit chaque jour son rôle. M. Scribe transporte dans la comédie cette philosophie pratique, facile, accommodante, qui obtient tout

du théâtre comme de la vie, parce qu'à l'un comme à l'autre elle ne demande jamais l'impossible. Il a le succès, parce qu'il n'ambitionne pas l'apothéose; l'influence, parce qu'il ne rêve pas la royauté; le crédit, parce qu'il ne prétend pas à l'omnipotence. Aussi réussit-il toujours, et c'est justice, car, s'il est dépourvu de ce que j'appellerai l'héroïsme en poésie, il possède du moins ce qui est plus journalier et plus applicable : l'activité, le mouvement, l'idée nette, l'aperçu prompt, la main déliée, et enfin cette qualité que je ne me résignerai jamais à appeler secondaire, puisque c'est celle de Montaigne, de Voltaire et de Lesage : l'esprit dans le bon sens.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1848.

Nous sommes enfin entrés à pleines voiles dans les eaux de la discussion parlementaire, et cette espèce de brouillard qui plane régulièrement sur toutes les ouvertures de session commence à se dissiper. Peu à peu cette inquiétude, vraie ou factice, par laquelle l'esprit public se laisse périodiquement dominer, se retire de la masse, et elle se réfugie et se circonscrit dans les régions qui sont son élément naturel. La Bourse, par exemple, continue à se laisser volontairement agiter par des rumeurs sans aucun fondement sur la santé du roi ; c'est une cause de malaise et d'inquiétude qu'il faut savoir accepter, et avec laquelle il faut s'habituer à marcher : l'âge du roi, la place immense que sa personne occupe dans le monde et le vide aussi grand qu'elle devra y laisser prêtent nécessairement à des calculs qui ne pourront désormais que se multiplier de plus en plus. L'épreuve par laquelle passe toujours un ministère dans la discussion de l'adresse contribue également à entretenir l'inquiétude publique ; mais, de ce côté aussi, la situation commence à se débrouiller et à s'éclaircir. C'est l'histoire de tous les commencements de session. Pendant les vacances parlementaires, on amasse mille exagérations qui grossissent dans le silence forcé du gouvernement. Elles s'accumulent, elles font pour ainsi dire boule de neige, et finissent par former une sorte d'obstacle dans la voie publique. Les nuages s'amassent et se suspendent sur ce qu'on est convenu d'appeler l'horizon politique, et c'est au milieu de cette atmosphère enfumée que s'ouvre la législature; mais peu à peu la lumière se fait. La parole partie de la tribune perce, crève et dissipe ces vapeurs; le courant de la discussion balaye et purifie l'air; on se revoit, on se retrouve, on se compte, on se remet en place, et presque toujours à la même. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et ce qui se voit aujourd'hui s'est toujours ou presque toujours vu.

C'est ainsi que tous les doutes qui planaient sur les questions de réformes politiques ont été résolus par la déclaration très-nette et très-catégorique qu'a faite M. Duchâtel dans la chambre des pairs. Nous avons lieu de croire qu'on s'était plaint, dans une certaine portion du parti conservateur, que le cabinet n'eût fait aucune réponse aux désirs de réforme manifestés par quelques-uns des membres de la majorité. M. le ministre de l'intérieur a fait cette réponse. La déclaration de M. Duchâtel a pu ne pas satisfaire tous les amis du ministère, mais elle a eu du moins le mérite de préciser la situation ; il est établi maintenant que le cabinet ne proposera et n'ac-

ceptera, dans la session actuelle, aucun changement dans la loi électorale. Nous comprenons très-bien, lors même que nous ne les approuverions pas sans réserve, les raisons de la conduite du ministère. Il y a un principe qui domine toute la question, c'est que toute modification dans la loi d'élection entraîne nécessairement une dissolution de la chambre élective; il est impossible de changer la loi sans changer la chambre qui en est sortie. Quelle serait l'autorité d'une chambre qui n'existerait qu'en vertu d'une loi qui elle-même aurait cessé d'exister ? Le même argument s'appliquerait à toute promesse, à tout engagement de réformes futures. Si nous pouvions désirer que le ministère prît l'initiative d'un changement, nous lui demanderions de la prendre tout de suite; mais, étant donné qu'il ne fera rien cette année, on ne peut que l'approuver de ne rien promettre pour les années suivantes. Nous sommes convaincus, quant à nous, qu'il y a, selon la formule, *quelque chose à faire*, et qu'il se fera quelque chose avant le terme de la législature actuelle; mais, lors même que le ministère le penserait comme nous, il ne peut pas condamner à l'avance une majorité dont il n'a qu'à se louer, et en vérité c'est exiger beaucoup trop de la nature humaine que de vouloir le forcer à trouver mauvaise une chambre qui le soutient, en ce moment encore, contre les attaques les plus violentes.

La longueur et la vivacité inaccoutumées de la discussion de l'adresse dans la chambre des pairs avaient fait présager des débats plus prolongés et plus vifs encore dans la chambre des députés. Ces prévisions se réalisent au delà de toute mesure. Déjà huit ou dix séances ont été employées à la discussion de l'adresse, si l'on veut bien appeler cela une discussion, et la chambre, il faut le dire, n'a fait cependant que très-peu de besogne. C'est à peine si, au milieu des tristes altercations qui ont absorbé son temps, elle a trouvé un jour, un seul, pour s'occuper sérieusement des grands intérêts du pays. Le mémorable débat qui s'est engagé sur la situation financière est heureusement venu sauver la dignité et la considération de la chambre, qui menaçaient d'être gravement compromises. Nous aimons à pouvoir rendre à M. Thiers la justice qui lui est due ; le premier il a tiré la discussion du terrain misérable des personnalités, pour la transporter sur celui des affaires; il a su échapper à cette contagion de l'injure qui semblait avoir tout envahi ; son silence au milieu des banquets avait été une leçon pour son parti; son langage à la tribune en a été une plus éloquente et plus sévère encore.

Il y avait longtemps que M. Thiers n'était sorti de sa tente; il n'a perdu dans le repos, ou, pour mieux dire, dans la retraite, aucune des rares qualités de son esprit. C'est toujours le même talent d'exposition et d'élucidation, c'est toujours cette parole claire et limpide qui coule comme d'une source naturelle. Nous n'étonnerons cependant aucun de ceux qui ont entendu ou qui ont lu cette discussion en disant què l'avantage y est pourtant resté à M. Duchâtel. Le discours qu'a prononcé à cette occasion M. le ministre de l'intérieur est, dans l'opinion des juges les plus compétents, en dehors comme en dedans de la chambre, un admirable traité non-seulement d'économie politique, mais de politique générale. M. Duchâtel a eu raison, non-seulement avec des chiffres, mais aussi avec des principes; il a su élever une question d'affaires à la hauteur d'une question philosophique, et c'est sous ce rapport surtout qu'il s'est montré supérieur.

M. Thiers, on doit le dire, avait singulièrement borné le champ de la discussion ; toute la question semblait se résumer, pour lui, dans les proportions qu'il était prudent de donner à la dette flottante. C'est là sans doute une question grave, mais qu'il ne faut pas envisager isolément pour la bien juger ; serait-il juste, par exemple, de faire abstraction des difficultés, des calamités qui ont pesé sur la France pendant ces deux dernières années, et cela au moment même où après tant d'hésitations le gouvernement et le pays se livraient avec une sorte d'entraînement à l'entreprise des

chemins de fer, et d'autres grands travaux publics ? Pour juger cette question, il faudrait faire appel au témoignage de tous les capitalistes, de tous les particuliers ; il faudrait demander aux plus sages, aux plus prudents d'entre eux, si eux-mêmes ils n'ont pas éprouvé quelque atteinte dans leurs ressources et dans leurs revenus par suite de la crise financière et commerciale à laquelle pas une nation européenne n'a échappé. Il y a en France une chose à laquelle il faut bien se résigner, c'est de voir le gouvernement central être la tête et l'instrument de toutes les opérations. La centralisation a ses inconvénients comme ses avantages ; est-elle un bien, est-elle un mal ? C'est un point que nous ne chercherons pas à résoudre ici. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle est dans les mœurs tout autant que dans les lois, et qu'il faut par conséquent l'accepter. Il arrive donc que, dans les temps difficiles, le gouvernement est obligé de venir au secours des communes, des arrondissements, des départements, qu'en même temps il lui faut pourvoir à l'entretien de tous les grands services de l'État, et cela lorsque ses ressources diminuent par les causes mêmes qui font que tous se tournent vers lui et réclament sa protection.

Et cependant le revenu public est après tout dans une condition tellement normale, qu'il s'est maintenu intact dans l'année pénible que nous venons de traverser. M. Thiers s'est montré très-alarmé ou très-alarmiste ; il a fait apparaître à plusieurs reprises le spectre d'un budget de 1,600 millions ; la justesse naturelle de son esprit le force pourtant à reconnaître qu'il ne faut pas juger une dépense en elle-même, mais comparativement aux moyens de la nation ou du particulier qui la fait. L'empire avait un budget de 700 ou 800 millions; nous en avons un de 15 à 1,600 ; qu'est-ce que cela prouve, si nous le portons aussi bien ?

Du reste, c'est surtout sur le budget extraordinaire qu'ont porté les critiques de M. Thiers, et c'est précisément sur ce point que M. Duchâtel lui a répondu en homme d'État vraiment pratique. Selon M. Thiers, c'est plus qu'une témérité, c'est une folie de demander à la France 300 millions par an pour des travaux extraordinaires. Il est impossible de porter un jugement plus injuste sur la capacité et sur les ressources du pays. M. Thiers est, en économie politique comme en histoire, un logicien beaucoup trop rigoureux. Ainsi, comme l'a très-justement rappelé M. Duchâtel, le but de l'amortissement est d'augmenter la puissance publique, de changer au profit de l'État les rapports entre les ressources et les charges. Or on peut changer ce rapport de deux manières, ou en diminuant les charges ou en augmentant les ressources. Le premier moyen, qui est le plus stérile, qui n'a qu'une valeur arithmétique, est celui que défend M. Thiers ; dans le second est le principe de la fécondité, du progrès, de la production, du *faire valoir,* c'est celui qu'a justifié M. Duchâtel. Par toutes les grandes entreprises de travaux publics, l'État et le pays travaillent pour l'avenir, et il est juste que l'avenir, qui recueillera la plus grande part des bénéfices, porte aussi une part des charges. Le tout est de savoir si le gouvernement s'est tenu dans de justes proportions, s'il n'a pas trop auguré de la puissance et des ressources du pays. Ce qu'on n'a pas, nous le croyons, fait suffisamment remarquer, c'est que les entreprises de grands travaux publics, qui sont des fondations d'une richesse future, ne sont même pas entièrement improductives dans le présent. Il n'est pas juste de dire, par exemple, que le capital dépensé dans les chemins de fer soit du capital enfoui pour plusieurs années dans la terre et entièrement immobilisé. Cela n'est vrai qu'à moitié ; ainsi on oublie que ces entreprises, outre la moisson qu'elles promettent dans un temps donné, représentent aussi le travail actuel, le salaire et l'entretien d'une population nombreuse, l'emploi des bras, par conséquent l'accroissement de la consommation et une augmentation immédiate des revenus indirects. L'important est de se tenir dans de sages limites ; or, peut-on dire sérieusement que la France se soit jetée dans des entreprises extravagantes ? Y a-t-il, sous

ce rapport, une comparaison possible entre elle et l'Angleterre ? Non, certes ; nous ne sommes pas dans cet état de fièvre où sont encore aujourd'hui nos voisins ; nous n'avons pas, comme eux, à expier des excès de spéculation et à nous mettre à la diète. Au contraire, ce qui devrait être le plus évident pour tous les esprits non prévenus, c'est précisément le caractère normal, régulier, de notre situation ; ce serait plutôt cette sollicitude un peu timide que nous avons en général pour notre constitution économique, et qui, en nous préservant heureusement des abus de crédit, nous en a quelquefois interdit le plus légitime usage.

Nous n'avons donc certainement pas dépassé les limites de nos ressources, et les alarmes de M. Thiers ne seraient justifiées que dans un cas, celui où il faudrait trouver de nouvelles ressources extraordinaires pour faire face à des événements extraordinaires. Nous pourrions dire d'abord que la partie serait plus qu'égale avec les autres nations, puisqu'elles ont engagé encore plus que nous les ressources de l'avenir ; mais nous pouvons dire avant tout que le grand avantage d'un gouvernement pacifique et d'une politique pacifique est de rendre de plus en plus rares les chances de ces événements extraordinaires, et c'est précisément là ce qui caractérise la politique du ministère actuel.

Pourquoi faut-il que cette discussion si calme, si élevée, si digne, qui s'est engagée entre M. Thiers et M. Duchâtel, pourquoi faut-il qu'elle n'ait été qu'une exception ? Hélas ! il faut bien le dire, nous avons assisté pendant plusieurs jours au plus triste des spectacles, à celui de la déconsidération des grands pouvoirs publics et de la décadence des débats parlementaires. Bientôt, si cela continue, nous n'aurons plus rien à envier aux chambres américaines, où l'on arrive avec des pistolets de poche, et notre chambre des députés prend de plus en plus la tournure de ressembler à cette chambre populaire d'Irlande si heureusement nommée la *salle de la conciliation*. L'injure et la personnalité la plus outrageante se sont installées à la tribune et y règnent en souveraines; on gaspille et on perd, nous ne dirons pas en discussions, mais en disputes misérables, le temps que réclament les affaires du pays. Nous ne reviendrons pas sur un très-triste débat qui a occupé une séance entière de la chambre, et qui n'était que le prétexte d'une attaque plus triste encore contre le caractère de M. Guizot. Nous n'en parlerons que pour faire une seule remarque. Nous le demandons, y a-t-il un homme en France qui, dans la position où s'est trouvé ce jour-là M. Guizot en présence de la chambre, y aurait eu la même attitude, produit le même effet, rencontré la même réponse? En est-il beaucoup qui auraient eu le droit et la puissance, en face d'accusations aussi violentes, de répondre par une justification de la moralité publique ? Non, et ce n'est pas, quoi qu'on dise, une absolution, c'est un témoignage de confiance et d'estime que la majorité de la chambre a donné à M. le ministre des affaires étrangères.

Ce dont nous faisons un reproche à l'opposition, ce n'est point d'appeler la censure du pays sur des faits condamnables : en cela, elle ne fait que son devoir, la publicité est la justice de notre temps; mais la faute de l'opposition, c'est de vouloir généraliser des faits particuliers et de faire à tout propos le procès à la société tout entière. C'est en vérité quelque chose d'inouï que la légèreté intrépide avec laquelle des hommes qui ont la prétention de devenir ministres jettent la boue sur ce pouvoir auquel ils aspirent. Il est impossible de jouer plus cavalièrement et plus aveuglément avec les choses qui brûlent. Si on les prenait, si eux-mêmes se prenaient au mot, mais, bon Dieu ! il n'y aurait plus qu'à s'en aller dans le désert, et à abandonner la société à ceux qui ont juré sa ruine. Il est heureux, pour l'honneur du pays, pour la sécurité même du pouvoir, que la majorité résiste encore aux provocations qui lui sont adressées tous les jours, et qu'elle ne descende pas sur le terrain si facile des représailles. Il faut espérer qu'elle gardera sa dignité ; il faut espérer que l'oppo-

sition elle-même, nous parlons de l'opposition constitutionnelle, sentira le danger de la voie dans laquelle elle est entrée. Après tout, dans ces luttes sans honneur et sans retenue, c'est l'opposition elle-même qui souffre le plus ; elle y perd non pas seulement sa considération, mais les avantages que pourraient lui donner les fautes des dépositaires du pouvoir. L'opinion publique, dans les cas même où elle aurait pu être disposée à la sévérité, s'arrête devant de pareilles violences ; elle se demande si des jugements aussi exagérés peuvent être impartiaux et désintéressés. C'est ainsi que l'opposition a servi le ministère par les excès auxquels elle s'est abandonnée ; les plus sages et les plus éclairés parmi elle ont fini par le comprendre, et on a vu M. Dufaure protester tardivement contre cette déplorable dégradation de la lutte parlementaire.

M. Dufaure n'est pas le seul qui ait senti le besoin de revendiquer la dignité et la liberté de la discussion ; M. de Lamartine l'a fait aussi en un langage éloquent, que nous n'avons pas été surpris de rencontrer dans sa bouche. Cela était digne de l'illustre orateur; la noblesse native de ses sentiments, la distinction de ses goûts, la délicatesse de ses instincts, en un mot la pure aristocratie de son esprit, l'élevaient naturellement au-dessus de ces misères. On éprouve comme une sensation de bien-être en sortant de cette atmosphère impure pour entrer dans une grande et large discussion. On doit, pour cela, des remercîments à M. de Lamartine comme à M. Thiers ; l'un et l'autre ont rappelé la chambre au sentiment de sa dignité. Le discours que M. de Lamartine a prononcé sur les affaires d'Italie a eu toutes les qualités et aussi tous les défauts de l'illustre poëte, beaucoup d'imagination, peu de réalité. Parmi les nombreuses distinctions qu'il a établies, M. de Lamartine a négligé la principale, celle du mouvement d'indépendance territoriale et du mouvement de réforme libérale. Ce dernier mouvement, la France peut l'appuyer, et elle l'appuie dans la mesure de sa propre politique. L'autre, elle ne le peut pas pour deux raisons : la première, c'est qu'elle veut conserver la paix, et pour elle-même et pour les autres; la seconde raison, c'est que, si elle faisait la guerre, elle se trouverait seule. M. Guizot a posé cette question d'une manière très-nette, d'une manière trop dure peut-être, et cependant, quelque irritante qu'elle puisse être, il faut bien la regarder en face. L'indépendance territoriale de l'Italie, c'est la guerre ; l'émancipation territoriale des pays soumis à l'Autriche, et dont la souveraineté lui est reconnue par les traités, c'est la guerre ; il ne faut se faire là-dessus aucune illusion. Or il ne s'agit pas seulement de savoir si nous ferons la guerre à l'Autriche, mais si nous voulons la faire à toute l'Europe. Est-ce que l'opposition, par hasard, s'imagine que nous aurions l'Angleterre avec nous? Quel rêve, et quelle puérilité ! Certes, M. Guizot a bien raison de dire qu'il faut un étrange degré d'imprévoyance et d'ignorance des affaires européennes pour avoir un instant de doute à cet égard. La vérité est que, dès les premiers moments où l'Italie s'est agitée, le gouvernement autrichien s'est mis en règle avec tous les gouvernements européens : il a désavoué tout dessein de s'opposer aux réformes intérieures que les souverains d'Italie voudraient accomplir chez eux ; mais il a protesté à l'avance contre toute tentative de remaniement territorial qui porterait atteinte à sa propre souveraineté, et il a demandé le concours de tous les cabinets de l'Europe pour le maintien de l'état de choses réglé par les traités. Quelle a été la réponse? Les gouvernements européens ont répondu qu'ils ne voulaient rien changer, qu'ils voulaient maintenir les traités. Nous admirons vraiment cette passion subite dont on se sent aujourd'hui saisi pour l'Angleterre ! Le gouvernement anglais se donne à bon marché un rôle populaire : en Italie comme en Suisse, il fait de la courtisanerie révolutionnaire, la pire de toutes; mais le jour où il aurait bien brouillé les cartes, on verrait le jeu qu'il jouerait ! Non, l'Angleterre ne fera rien ; voilà ce qu'il faut bien se mettre dans la tête. Elle pourra, qu'on nous passe le mot,

chauffer les passions radicales sur tous les points de l'Europe où elles fermentent; mais le jour où nous-mêmes nous serions engagés dans cette voie, où nous y serions engagés avec toute l'Europe contre nous, l'Angleterre nous tournerait le dos et s'en irait rejoindre ses vieux alliés.

Est-ce à dire que si la cause française, la cause de la liberté du monde, était en question, nous dussions reculer? Non sans doute; mais ce que nous disons, c'est que l'intérêt de la France, l'intérêt de la liberté, n'est pas là. La politique de la France, cette politique que M. Guizot a si éloquemment et si audacieusement justifiée, c'est celle des réformes pacifiques, celle du progrès modéré et régulier. C'est celle-là que la France a choisie pour elle, et qu'elle cherche à établir chez les autres. Or, dira-t-on qu'elle serait mieux servie par une guerre générale, qui replongerait l'Europe dans le chaos, qu'elle ne l'est par les sages et prudents encouragements que le gouvernement français lui donne depuis un an? Niera-t-on qu'il se soit accompli depuis une année en Italie d'immenses changements, et croit-on qu'ils auraient pu s'accomplir au milieu d'un bouleversement général?

Il plaît à M. de Lamartine de dire qu'il n'y a pas de radicaux en Italie. S'il n'y en a pas au dedans, il y en a au dehors, et ceux-ci avouent hautement que l'objet de tous leurs vœux, le but de tous leurs efforts, c'est un remaniement général des territoires. Que le parti radical en Europe embrasse franchement leur cause, nous le comprenons parfaitement bien, nous trouvons cela très-naturel et même très-légitime; mais ceux qui veulent seconder en Italie un mouvement de progrès légal, pacifique, régulier, ne sauraient s'associer à cet entraînement. La politique de la France, celle qui a été consacrée dans la chambre des pairs par un vote unanime, et à laquelle la chambre des députés vient de donner une égale sanction, c'est d'appuyer les réformes accomplies par un accord commun des souverains et des peuples. C'était évidemment la seule politique qui convînt et à la France et à l'Italie elle-même; cela est si vrai que M. Thiers, en montant aujourd'hui à la tribune pour attaquer la conduite du gouvernement, n'a pu trouver à lui tracer une autre ligne que celle qu'il a suivie. M. Thiers s'est laissé cette fois encore guider par sa raison; il s'est bien gardé de faire de la politique révolutionnaire, il a repoussé toute idée de guerre et de propagande; enfin il a cherché à habiller de quelques paroles d'opposition un discours au fond tout à fait ministériel. La réponse de M. Guizot était facile; elle se bornait à déclarer que tout ce que M. Thiers venait de dire, le gouvernement l'avait fait. M. Thiers lui-même l'aurait-il mieux fait?

Cette grande œuvre à laquelle le concours de la France sera toujours assuré est déjà en pleine voie d'accomplissement; le pape a le premier donné l'impulsion; les souverains du Piémont et de la Toscane ont suivi le mouvement; ils ont écouté et leurs propres inspirations et les conseils de leurs plus sincères alliés. Si d'autres ont fermé l'oreille à ces avertissements, ils en sont aujourd'hui punis, et c'est justice. Les événements qui se passent en ce moment dans le royaume des Deux-Siciles sont une leçon; ce ne sont pas les conseils qui ont manqué au roi de Naples; il est certain que les gouvernements libéraux de l'Europe, que le gouvernement français en particulier, le pressaient depuis longtemps d'accorder des réformes pour éviter une révolution; il a fermé les yeux et les oreilles; il a fallu une tempête pour les lui ouvrir.

L'insurrection de la Sicile a éclaté le 12 janvier, jour de la fête du roi de Naples; le peuple de Palerme a refoulé les troupes dans le château royal et dans les casernes et a pris possession de la ville, et un gouvernement provisoire s'est aussitôt établi avec le concours et sous la direction des premiers citoyens du pays. La nouvelle du soulèvement, portée à Naples, y a jeté la plus vive inquiétude; le roi, comptant d'abord sur des moyens énergiques de répression, a fait embarquer sept ou huit

mille hommes sur neuf frégates à vapeur. Quoique malade et ayant été saigné deux fois, il a assisté pendant toute une journée à l'embarquement de ses troupes, dont il avait donné le commandement à l'un de ses frères, le comte d'Aquila. Il ne paraît pas que le roi se fût fait une idée bien exacte de la gravité de la situation, car il a fallu que son frère revînt de Palerme pour la lui exposer. Le rapport qu'il a fait et les dures vérités qu'il a été obligé de dire ont dissipé le reste des royales illusions, et, le 18 et le 19, le roi Ferdinand a promulgué des ordonnances qui accordent à son peuple à peu près les mêmes réformes que celles établies dernièrement à Rome, à Florence et à Turin. Ces ordonnances règlent l'organisation de la consulte d'État, dont elles étendent en même temps les attributions; elles introduisent le système de l'élection dans les conseils provinciaux et communaux et établissent la publicité des délibérations. De plus, le comte d'Aquila est nommé lieutenant général de la Sicile; la séparation administrative des deux royaumes est rétablie, et tous les emplois en Sicile devront être remplis par des Siciliens; enfin, dans les dernières ordonnances, le roi accorde une loi réglementaire de la presse et promet une amnistie. Il y a quelques mois, ces concessions auraient satisfait la Sicile; aujourd'hui, après une insurrection exaltée par le succès, exaspérée par plus de huit jours de bombardement, elles viennent tard, trop tard peut-être. Nous apprenons que le gouvernement provisoire établi à Palerme refuse les conditions offertes par le roi, et demande pour la Sicile une constitution. Probablement, à l'heure qu'il est, la lutte dure encore; il est difficile d'en prévoir l'issue.

On ne peut se dissimuler que les plus grands dangers de la situation de l'Italie sont dans les États où les gouvernements opposent à toute espèce de réforme une résistance absolue. Si la révolution de Sicile se continue, et si elle gagne le royaume de Naples, comme il pourrait arriver, il faudrait s'attendre à de graves complications. Le roi de Naples peut réclamer les secours de son allié le gouvernement d'Autriche; mais un envoi de troupes autrichiennes dans le royaume des Deux-Siciles rencontrerait aujourd'hui, sans compter les embarras diplomatiques, de sérieuses difficultés d'exécution. L'Autriche aurait à demander aux princes de l'Italie centrale le libre passage pour ses troupes; mais lors même que le grand-duc de Toscane et le pape seraient disposés à le lui accorder, il n'est pas bien sûr que cette traversée pût s'opérer sans troubler la paix de l'Italie entière. Il y a dans la Toscane et dans les États romains un degré d'effervescence qui ne ferait qu'augmenter et qui éclaterait peut-être sur le passage de troupes étrangères; c'est une raison péremptoire que Rome et la Toscane pourraient opposer à la demande de M. de Metternich. Le gouvernement autrichien serait donc obligé de transporter ses troupes par l'Adriatique; il reste à savoir s'il a en ce moment des moyens suffisants pour le faire. De plus, il est lui-même assez occupé chez lui, en Lombardie. Nous croyons que de ce côté la supériorité des forces le met à l'abri de tout danger imminent; mais il est à regretter qu'au lieu de chercher à calmer l'agitation publique il ne fasse que l'irriter et l'exaspérer par des proclamations semblables à celles du général Radetzky. On ne comprend pas qu'un gouvernement aussi habituellement prudent que celui de Vienne puisse autoriser d'aussi sauvages démonstrations.

La discussion des affaires de Suisse n'a pas encore été abordée; elle sera plus longue et plus vive encore que celle des affaires d'Italie. Avant l'ouverture de ce débat, il ne sera peut-être pas inutile de rappeler où en est la question. La note collective des gouvernements de France, d'Autriche, de Prusse et de Russie a été remise au président de la diète; nous en avons fait connaître les points principaux. Les quatre puissances déclarent que la souveraineté cantonale ne peut être considérée comme réellement subsistante dans les cantons militairement occupés par d'autres cantons, que c'est seulement lorsque ces cantons auront pu constituer librement leurs

gouvernements que la confédération pourra être considérée comme étant dans un état régulier et conforme aux traités, que le rétablissement sur le pied de paix des forces militaires dans les cantons est la garantie nécessaire de leur liberté mutuelle et générale, qu'enfin aucun changement dans le pacte fédéral ne saurait être légitimement accompli qu'autant qu'il réunirait l'unanimité des voix de tous les cantons.

Ces conclusions des quatre puissances sont appuyées sur des arguments que nous ne croyons pas devoir répéter ici, parce que nous les avons déjà fait connaître précédemment. La note rappelle succinctement les conditions dans lesquelles la confédération helvétique a été constituée par les traités, les relations que ces traités ont établies entre les parties contractantes, et les obligations dans lesquelles la Suisse se trouve engagée à l'égard des autres puissances. Le langage des quatre cours n'a, du reste, rien de comminatoire; ce n'est qu'un avis donné à la Suisse que, si elle veut se considérer comme dégagée des traités, les grandes puissances ont de leur côté le droit d'examiner les relations nouvelles qui leur seraient ainsi créées avec la confédération.

Le gouvernement anglais n'a point jugé convenable de s'associer à la démarche faite collectivement par les quatre autres cours; il a préféré agir seul, et il a fait présenter par son ambassadeur une note séparée. Sir Stratford Canning avait pris part, si nous ne nous trompons, au règlement des affaires de la Suisse en 1815, et il devait naturellement porter un certain intérêt à une œuvre à laquelle il avait concouru. C'est, de plus, un homme d'un caractère très-honorable, et le spectacle qui s'est offert à lui à son arrivée en Suisse n'était pas fait pour lui inspirer des sentiments de sympathie ou d'estime à l'égard des radicaux. Sa note offre donc un assez remarquable mélange de compliments flatteurs venant de son gouvernement et de remontrances sévères venant de lui-même. Il accommode comme il peut ses instructions avec ses propres impressions; il commence par féliciter la diète sur sa victoire, et finit par lui reprocher l'abus qu'elle en fait. Nous ne voudrions d'autres preuves des excès commis par le parti vainqueur que ces remontrances arrachées à l'ambassadeur anglais par la force de la vérité; mais ce n'est pas encore là le plus curieux de l'affaire. Lord Palmerston a voulu justifier aux yeux de l'Europe la conduite qu'il a tenue dans les derniers événements de la Suisse, et à cette fin il a communiqué au parlement un gros volume de dépêches. Cette publication a été hâtée pour qu'elle pût coïncider avec la discussion de la chambre des députés de France, et pour rectifier, assure-t-on, les éclaircissements inexacts et incomplets donnés par M. Guizot.

M. Guizot a, comme on sait, donné lecture dans la chambre des pairs d'une très-remarquable dépêche écrite par lord Palmerston en 1832, et dans laquelle le noble lord établissait, en des termes beaucoup plus formels que ne l'eût jamais fait M. Guizot ou M. de Metternich lui-même, le droit d'intervention des grandes puissances dans les affaires de la Suisse et l'illégalité de tout changement auquel ne consentiraient pas toutes les parties contractantes. En comparant le langage de lord Palmerston en 1832 et sa conduite en 1847, on devait naturellement conclure qu'il avait changé d'avis. Eh bien! c'est précisément de cette interprétation que se plaint amèrement lord Palmerston; il ne veut pas avoir changé, il prétend qu'il pense encore aujourd'hui exactement ce qu'il pensait il y a dix-sept ans, qu'il est tout aussi prêt à maintenir le droit d'intervention des puissances et le principe de la souveraineté des cantons, et qu'il a été affreusement calomnié par M. Guizot et par la presse ministérielle française. Comment! accuser lord Palmerston d'avoir encouragé le parti radical par rancune contre le roi Louis-Philippe et contre M. Guizot, quelle injustice! La vérité est que, sans que personne s'en doutât, le noble lord était le défenseur le plus dévoué du pacte fédéral et des traités, et le protecteur le plus sincère de la souveraineté cantonale. Lord Palmerston ne paraît pas songer à cet

inconvénient : c'est que, s'il se justifie aux yeux du parti conservateur et pacifique en Europe, il se dépopularise aux yeux du parti radical et propagandiste, et que tout ce qu'il pourrait gagner d'un côté, il le perdra de l'autre.

Toutefois, comme nous ne pouvons qu'être flattés de la peine que se donne le ministre anglais pour prouver qu'il a toujours été de l'avis du gouvernement français, nous nous faisons un devoir d'aider à sa justification. Il est certain que, s'il fallait faire abstraction de sa conduite et ne s'en rapporter qu'à ses paroles et à ses dépêches, nul n'aurait plus que lui défendu le maintien des traités de 1815 et le principe fondamental du pacte, c'est-à-dire la souveraineté cantonale. Nous ne parlons plus de 1832, mais de 1847. Or, au mois de septembre dernier, quand lord Minto partait pour l'Italie avec mission de passer par la Suisse, lord Palmerston, parlant du projet d'une république unitaire, disait : « Le gouvernement de Sa Majesté est convaincu qu'une pareille extinction de droits anciens et héréditaires et un pareil asservissement de l'indépendance cantonale à un pouvoir central ne pourraient être opérés que par l'oppression de la force... Le gouvernement de Sa Majesté, comme partie contractante du traité de Vienne, rappelle au gouvernement suisse, dans le cas où un tel projet serait envisagé, que le principe fondamental sur lequel reposent les arrangements du traité de Vienne à l'égard de la Suisse est la souveraineté séparée des divers cantons. » Voilà déjà la question bien posée ; elle l'est mieux encore dans les instructions de sir Stratford Canning. Lord Palmerston y disait : « Vous rappelleriez expressément aux principaux chefs du parti de la diète que le pacte fédéral est un contrat d'alliance entre un certain nombre d'*États souverains*, et que ce contrat, étant de la nature d'un traité, ne peut pas être légitimement altéré sans le consentement de toutes les parties contractantes. » Ailleurs encore, il dit : « Vous leur recommanderez par-dessus tout de respecter implicitement le principe de la souveraineté séparée des cantons, principe qui forme la base, non-seulement du pacte fédéral, *mais des engagements contractés envers la Suisse par les puissances de l'Europe*, et qui ne pourrait être violé par les Suisses sans mener à des conséquences capables de porter une profonde et durable atteinte aux meilleurs intérêts du pays. » Enfin, jusqu'au 30 décembre, alors que M. le duc de Broglie avait quitté Londres, lord Palmerston, dans une note à M. de Jarnac, répétait qu'il était entièrement d'accord avec le gouvernement français sur le principe de la souveraineté cantonale.

Nous n'avons fait aucune difficulté de multiplier les citations pour aider lord Palmerston à établir son innocence. Il est incontestable que, si on faisait l'histoire uniquement sur ses dépêches, on ne pourrait s'empêcher d'avouer que sa conduite a été grandement méconnue. Le noble lord n'a donc pas changé d'avis, nous l'accordons ; mais alors nous ferons une simple question : s'il était tellement d'accord avec les autres puissances, pourquoi n'a-t-il pas agi franchement avec elles et en même temps qu'elles? Pourquoi, se disant prêt à maintenir comme elles les traités qui avaient constitué la Suisse et le principe fondamental posé par ces traités, pourquoi a-t-il cherché par tous les subterfuges et toutes les chicanes possibles à arrêter et à entraver les mesures qu'elles voulaient prendre pour faire respecter le droit? Nous avons une certaine répugnance à accuser formellement lord Palmerston de duplicité ; mais enfin, après avoir lu ses dépêches, sa conduite ne nous paraît guère susceptible d'une autre interprétation. S'il pense encore ce qu'il pensait en 1832, pourquoi a-t-il, par ses délais calculés, fait avorter une médiation qui aurait sauvé ces principes et ces droits qu'il voulait maintenir? pourquoi a-t-il laissé systématiquement écraser les petits cantons, violer le pacte, insulter aux traités? Ou bien, s'il a changé d'opinion, s'il est aujourd'hui l'allié du parti révolutionnaire, s'il ne reconnaît plus les traités, alors que signifie le langage qu'il tient dans ses communications officielles ? Il ne peut pas sortir de ce dilemme, et les pièces même qu'il publie pour

justifier sa conduite en sont la plus accablante condamnation. L'opposition, en France, a adopté lord Palmerston; elle l'a pris sous sa protection, elle l'a érigé en patron de la cause libérale et même de la cause révolutionnaire en Suisse et dans toute l'Europe : comment prendra-t-elle ses dépêches et les déclarations qu'il fait en faveur des traités et du maintien du pacte? Elle aura la ressource de dire que lord Palmerston nous a payés de mots et qu'au fond il se moquait de nous, et qu'en dernier résultat il a fait à nos dépens les affaires du parti révolutionnaire. Ce sera peut-être vrai; mais de bonne foi, quand on crie si fort contre les jésuites, on ne devrait pas leur emprunter leurs maximes.

Du reste, le parlement anglais va se rouvrir dans trois jours; lord Palmerston aura sans doute une occasion d'y exposer sa politique et de l'expliquer. Il ne se passe en ce moment, de l'autre côté de la Manche, rien qui appelle particulièrement l'attention. On s'occupe beaucoup de l'affaire de l'évêché d'Hereford, qui est actuellement pendante devant le premier tribunal civil du royaume, la cour du banc de la reine; on continue à disculer sur le système défensif du territoire et à se livrer à une foule d'hypothèses sur la prochaine invasion française, et M. Cobden, qui arrive de France, a beaucoup de peine à persuader à ses compatriotes que nous ne faisons pas un nouveau *camp de Boulogne*.

Il n'y a non plus rien de saillant en Espagne. Le général Espartero y est rentré, et nous sommes obligés de le répéter pour qu'on s'en aperçoive, car il n'y a pas produit beaucoup d'effet. Il a pris tranquillement sa place au sénat, est allé faire une visite à la reine, et a eu le mauvais goût de n'en pas faire une à la reine mère; puis, voyant qu'on ne faisait pas grande attention à son auguste personne, il a annoncé l'intention de partir pour Logroño, où il compte jouir des douceurs de la retraite.

Le nouvel ambassadeur de France à Madrid, M. Piscatory, doit partir pour son poste dans une quinzaine de jours. Il a laissé à Athènes, comme chargé d'affaires, le premier secrétaire de sa légation, M. Édouard Thouvenel, qui est de toute façon capable de répondre aux exigences d'une situation difficile et délicate.

MICHEL SERVET.

PREMIÈRE PARTIE.

DOCTRINE PHILOSOPHIQUE ET RELIGIEUSE DE MICHEL SERVET.

I. — Trechsel. — *Die Protestantischen Antitrinitarier vor Faustus Socin :* Erstes Buch. *Michael Servet und seine Vorgænger.* — Heidelberg, 1839, in-8°.
II. — De Valayre. — Fragment historique sur Michel Servet, dans les *Légendes et Chroniques suisses.* — Paris, 1842, in-12.
III. — Rilliet de Candolle. — Relation du procès criminel intenté à Genève, en 1553, contre Michel Servet, dans les *Mémoires et Documents* publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome III, livraison 1re, 1844.
IV. — J.-A. Galiffe. — *Notices généalogiques sur les familles genevoises.* 3 vol. in-8°. — Genève, 1831-1836.

« Je suis plus profondément scandalisé, disait Gibbon, par le seul supplice de Michel Servet que par les hécatombes humaines qui ont été immolées dans les auto-da-fé de l'Espagne et du Portugal. » Ce mot est caractéristique. Il exprime parfaitement l'impression dominante que réveille le nom de l'infortuné rival de Calvin. Quel cœur honnête ne s'est ému au récit de cette tragique aventure ? Quel esprit droit n'a été révolté au spectacle de ce bûcher où Genève hérétique fit monter Servet pour crime d'hérésie, où des hommes qui s'étaient séparés de l'Église au nom du libre examen et des droits sacrés de la conscience, des hommes qu'on eût immolés à Paris avec Anne Dubourg, brûlèrent vivant un théologien sincère et plein de génie pour avoir interprété la Bible dans la liberté de sa foi ?

On serait porté à croire que l'éclat de cette destinée à jamais déplorable a rejailli sur les idées de Michel Servet. Il n'en est rien. Nul système n'a été plus négligé, nul

n'est resté enseveli dans de plus épaisses ténèbres. Les livres du célèbre hérésiarque sont par leur rareté un des objets favoris de la curiosité des bibliophiles; mais il semble qu'on tienne moins au privilége de les lire qu'à celui de pouvoir faire que d'autres ne les lisent pas. On achèterait au poids de l'or une édition authentique de la *Restitution du Christianisme :* pourquoi cela? Par cette unique raison qu'il n'y a, dit-on, que deux exemplaires de l'ouvrage qui aient échappé aux flammes où Calvin voulut étouffer à la fois la personne et les idées de son adversaire.

On n'ignore pas en général que Michel Servet a nié le mystère de la Trinité, on sait aussi qu'il a innové en physiologie comme en religion, et qu'il est au nombre des savants qui disputent à Harvey la glorieuse découverte de la circulation du sang. Mais quel est au juste le caractère des doctrines et du génie de ce médecin novateur, de ce théologien hérétique? S'est-il borné, en théologie, à des négations partielles, ou bien a-t-il conçu un système dont la négation de la Trinité ne soit qu'un corollaire? Quel est ce système? Quelles en sont les origines, les destinées, la valeur propre? Voilà des questions que personne, en France, n'a jamais résolues, disons plus, qu'aucun historien, aucun critique ne s'est jamais sérieusement proposées (1).

Cet oubli est injuste. Les opinions religieuses de Michel Servet ont exercé une influence considérable sur les esprits de son temps. Il y a eu des servetistes en Allemagne, en Suisse, en Italie (2). Étroitement liée au protestantisme, qu'elle tend à dissoudre, et au socinianisme, qu'elle vient susciter, l'hérésie de Michel Servet est le lien de ces deux grandes phases du mouvement religieux du XVIe siècle.

Ce n'est pas tout : il n'y a pas seulement dans Michel Servet un grand hérésiarque; il y a aussi un philosophe. On doit le rattacher à ce groupe de penseurs qui s'enflammèrent d'enthousiasme pour le platonisme alexandrin. Ce torrent d'idées panthéistes et mystiques qui agita sans la troubler l'âme candide de Marcile Ficin, qui égara Patrizzi et perdit Giordano Bruno, ce même flot entraîna Michel Servet ; mais ce qui le sépare des purs platonisants, ce qui donne à sa doctrine une physionomie originale, c'est qu'il entreprit de fondre ensemble son panthéisme néoplatonicien et son christianisme hérétique ; c'est qu'il essaya, non sans génie, une sorte de déduction rationnelle des mystères du christianisme; c'est, en un mot, qu'il tenta au XVIe siècle une œuvre qui semblait réservée à la hardiesse du nôtre, je veux dire une théorie du Christ, ce qu'on appellerait aujourd'hui de l'autre côté du Rhin une christologie philosophique, et, qui plus est, une christologie panthéiste. A ce point de vue, Michel Servet se présente aux regards de l'historien sous un jour nouveau. On ne voit plus seulement en lui le rival et la victime de Calvin, le médecin novateur, le chrétien hérésiarque, mais le théologien philosophe et panthéiste, précurseur inattendu de Malebranche et de Spinoza, de Schleiermacher et de Strauss.

C'est par cet endroit, on nous permettra de le dire, que Michel Servet nous a principalement attiré. Nous n'avons jamais compris la séparation que certains esprits, d'ailleurs éminents, veulent établir entre les questions religieuses et les questions philosophiques, entre l'histoire des idées et l'histoire des croyances. Pour nous, toujours préoccupé d'unir ce que d'autres veulent à tort séparer, convaincu que le nœud de toutes les difficultés morales de notre temps est dans l'opposition de l'idée chrétienne et de l'idée panthéiste, nous n'avons pu rencontrer sans une sorte d'émotion et sans une vive sympathie ce penseur solitaire et méconnu qui entreprit, il y a

(1) S'il y avait une réserve à faire ici, elle serait due à M. Lerminier, qui, dans un très-remarquable article consacré au calvinisme, rencontrant sur sa route la doctrine de Servet, en a esquissé quelques traits avec la plus rare sagacité. (Voyez la *Revue des Deux Mondes* tome II de 1842, page 260.)

(2) Voyez Calvin (*Déclaration* pour maintenir, etc., page 6) et Bèze (*Vie de Calvin*).

trois siècles, de faire cesser la lutte dont nous gémissons, ne réussit pas mieux à se faire comprendre des protestants que des catholiques, et n'échappa aux flammes de l'inquisition de Vienne que pour monter sur le bûcher dressé par Calvin.

Cette réhabilitation d'une doctrine injustement tombée dans l'oubli nous invitait naturellement à dégager du mystère qui l'environne encore la triste destinée de celui qui mourut pour elle. Ni les apologistes plus ou moins décidés, depuis Théodore de Bèze jusqu'à M. Guizot et à M. Rilliet de Candolle, ni les accusateurs véhéments depuis Castalion jusqu'à Voltaire, et depuis Voltaire jusqu'à M. Galiffe, n'ont manqué au meurtrier de Michel Servet. Ce qui fait que le procès dure encore, c'est que, pour rendre un arrêt définitif, deux conditions étaient absolument indispensables. La première était de connaître à fond le caractère et la portée de l'entreprise religieuse de Michel Servet, sans quoi sa lutte avec Calvin, l'irritation profonde de celui-ci et sa haine implacable restent imparfaitement expliquées. La seconde était d'avoir entre les mains les documents authentiques qui seuls peuvent servir de base à une appréciation équitable. Or, ces pièces ont presque entièrement manqué à l'histoire jusqu'à ces derniers temps. Avant la curieuse publication d'un pasteur bernois, M. Trechsel, on était réduit aux extraits incomplets que le ministre de la Roche (1) et le professeur Mosheim (2) avaient donnés, au XVIII[e] siècle, des pièces de la procédure. M. Mignet, dans son lumineux et savant mémoire *sur l'Établissement de la Réforme à Genève,* n'a pas eu d'autre base, et il a fallu la rare justesse d'esprit et toute la pénétration de l'éminent historien pour suppléer au défaut de documents précis et présenter sous son vrai jour l'ensemble, sinon les détails, de cette mémorable affaire.

Depuis 1839, la lacune dont nous parlons a été remplie. M. Trechsel, M. de Valayre, M. Rilliet de Candolle, ont apporté chacun leur tribut, et nous devons signaler le mémoire de ce dernier écrivain comme un modèle d'érudition discrète et ingénieuse; mais c'est plutôt un plaidoyer habile et modéré en faveur de Calvin qu'un morceau véritablement historique.

Quelle que soit la richesse des documents publiés par ces trois écrivains, nous nous sommes fait un devoir de n'en croire que nos propres yeux et de puiser directement aux sources. Nous nous sommes rendu à Genève, où, grâce à l'influence très-peu calviniste qui en ce moment y domine, nous avons obtenu la communication la plus bienveillante et la plus complète de tous les documents. Le manuscrit de deux cents pages in-folio qui porte pour titre : *Procès de Michel Servetus,* 1553, les registres du petit conseil, tout nous a été ouvert, tout a été mis à notre disposition. Transcrites par la main habile et exercée d'un jeune paléographe genevois, M. Grivel, ces pièces précieuses sont en ce moment sous nos yeux, et nous avons pu y joindre plusieurs pièces inédites que le savant directeur de la bibliothèque de Genève, M. le pasteur et professeur Chastel, a bien voulu nous confier.

Ainsi entouré de toutes les précautions et de tous les secours nécessaires, nous avons cru pouvoir nous proposer un double objet : d'abord, et avant tout, la résurrection de la doctrine philosophique et religieuse de Michel Servet; puis, comme conséquence, le récit vrai de sa lutte avec Calvin et de la tragédie où elle se termina. Mais, avant de nous engager dans la première de ces deux entreprises, il est indispensable d'esquisser au moins en quelques lignes la vie, le caractère et les ouvrages de notre malheureux héros.

(1) *Bibliothèque anglaise*, Amsterdam, tome II, part I, p. 96-198.
(2) *Essai d'une histoire complète et impartiale des hérétiques*, Helmstæd, 1748, in-4°.

I. — VIE DE MICHEL SERVET JUSQU'À L'ÉPOQUE DE SON PROCÈS. — CARACTÈRE DE SES ÉCRITS.

Michel Servet, ou plus exactement Micaël Serveto, naquit, l'an 1509, à Villanueva, petite ville d'Aragon, de parents honorables, *chrétiens d'ancienne race,* comme il nous l'apprend lui-même (1) *et vivant noblement*. A dix-neuf ans, il quitta l'Espagne, qu'il ne devait plus revoir. Étrange destinée de ces aventureux génies du XVIe siècle, Servet, Bruno, Vanini! Ils n'ont ni famille, ni patrie. Agités d'une inquiétude secrète, d'un insatiable besoin de mouvement, ils traversent en courant l'Europe sans pouvoir se fixer jamais, avides de nouveautés, de disputes et de périls, allant d'écueil en écueil et d'orage en orage, jusqu'à ce que la tempête finisse par les engloutir.

Toulouse fut la première station de Michel Servet. Il y commença l'étude du droit, bientôt abandonnée pour celle des saintes Écritures. Nous voyons éclater ici le trait distinctif de son caractère, je veux dire la curiosité passionnée, insurmontable, inextinguible des questions religieuses. La réforme de Luther agitait alors l'Allemagne et l'Europe, et partout soufflait un esprit nouveau. L'âme de Servet en fut embrasée, et sa vie appartint désormais à une sorte de méditation fiévreuse des mystères du christianisme. Il était de ces impétueux génies dont parle Bossuet, « qui prennent la religion avec une ardeur démesurée, et qui, y mêlant un chagrin superbe, une hardiesse indomptée et leur propre esprit, poussent tout à l'extrémité. » Dans sa carrière orageuse et mobile, Servet semble disperser ses études et ses facultés : physiologie, médecine, mathématiques, géographie, langues orientales, il veut tout embrasser, tout approfondir ; mais ce ne sont là dans sa vie que de rapides épisodes ; le besoin d'agiter et de résoudre le problème religieux du temps, voilà ce qui la remplit et la dévora.

En 1530, il se dirige tour à tour vers les foyers les plus actifs du protestantisme, et s'adresse d'abord à OEcolampade. Le réformateur de Bâle était un homme pratique, ennemi des spéculations subtiles, ne voyant dans la religion qu'une grande affaire, celle du salut, et dans la réforme qu'un moyen de ranimer et de purifier la morale de Jésus-Christ. Servet, avec sa théologie transcendante, avec sa négation audacieuse de la Trinité, Servet, qui déjà préludait au panthéisme en soutenant l'éternité de la création, produisit sur ce chrétien simple et scrupuleux un effet d'épouvante. A Strasbourg, Bucer et Capito ne lui firent pas meilleur accueil, et Zwingle s'unit à eux pour maudire *le méchant et scélérat Espagnol.* Naïve sincérité de ces pieux révolutionnaires ! ils nient le libre arbitre et la présence réelle avec une invincible opiniâtreté, et la seule idée de toucher au dogme de la Trinité les remplit de surprise et d'horreur.

Servet en appela au public de l'anathème des chefs de la réforme. En 1531, il publia à Haguenau son livre *Des Variations de la Trinité* (2), et l'année suivante ses *Dialogues* (3). Tout son système philosophique et religieux est en germe dans ces deux écrits, qui firent un tel scandale en Allemagne, que Servet changea son nom en celui de Michel de Villeneuve, et gagna la France.

(1) Procès de Michel Servetus, dans le manuscrit de Genève; interrogatoire du 23 août.

(2) Voici le titre exact de l'ouvrage : *De Trinitatis erroribus*, libri septem. Per Michaëlem Serveto, alias Reves, ab Arragonia Hispanium. Anno MDXXXII, in-8°, 119 feuillets, sans nom de ville ni d'imprimeur.

(3) *Dialogorum de Trinitate,* libri duo. De justitia regni Christi capitula quatuor. Per Michaëlem Serveto, alias Reves, ab Arragonia Hispanium. MDXXXIII, in-8°, six feuilles.

En 1533, il est à Paris et semble avoir abandonné des spéculations périlleuses pour étudier la médecine sous deux maîtres illustres, Sylvius et Fernel. Il prend le bonnet de docteur et professe avec éclat au collége des Lombards. Portant dans cette carrière nouvelle les qualités et les défauts de sa nature, esprit chimérique à la fois et d'une pénétration supérieure, il donne dans les visions de l'astrologie judiciaire (1) et découvre ou plutôt devine la circulation du sang (2). Son goût pour la polémique ne l'avait pas abandonné. Dans un traité sur les sirops (3), médication récemment introduite par l'école arabe, il attaque avec violence Galien et la Faculté, et, pour calmer cette querelle, le parlement est obligé d'intervenir.

Au milieu de ces nouveaux orages, la passion des questions religieuses, en apparence assoupie, vivait toujours au fond de l'âme de Servet. Nous en avons un assuré témoignage dans le récit que nous fait Théodore de Bèze des premières relations du théologien espagnol avec Calvin. C'est à Paris que ces deux hommes se mesurèrent pour la première fois, et que la contradiction opiniâtre de Michel Servet jeta dans l'âme orgueilleuse et farouche de son adversaire le premier germe d'une haine qui ne s'éteignit plus. Après plusieurs conférences, ils prirent jour pour une sorte de cartel théologique devant témoins dans une maison de la rue Saint-Antoine; mais Servet ne parut pas, on ne sait pour quel motif, et les deux antagonistes ne se revirent plus qu'à Genève.

Sorti de Paris en 1538, Servet mena une vie errante, séjournant tour à tour à Lyon à Charlieu, à Avignon, peut-être en Italie, sans protection, sans fortune, sans asile, obligé pour vivre de mettre sa plume au service des libraires, publiant une bonne édition de la *Géographie* de Ptolémée (4), une Bible annotée (5), des arguments pour une Somme espagnole de saint Thomas, et quelques autres travaux de même espèce.

En 1541, il fut rencontré à Lyon, dans un état assez misérable, par Pierre Paulmier, archevêque de Vienne en Dauphiné, savant homme et ami des lettres, qui l'avait connu à Paris, et lui offrit dans son propre palais une honorable hospitalité. Là, tout conseillait à Servet de terminer en paix sa carrière vagabonde. Habile et heureux dans son art, recherché par les familles les plus puissantes, respecté pour sa science, aimé pour la douceur de son caractère, tout autre à sa place eût vécu heu-

(1) Voyez le *Christianismi Restitutio*, p. 259.

(2) On attribue généralement à Harvey la découverte de la circulation du sang, et, en effet, c'est Harvey qui, le premier, l'a démontrée par des expériences précises et s'en est formé une idée complète; mais, plus de soixante ans avant Harvey, on peut dire que Servet lui avait frayé la route en décrivant exactement la circulation pulmonaire, et marquant avec une sagacité étonnante le rôle de l'air et de la respiration dans la transformation du sang veineux en sang artériel. Le passage mémorable qui renferme les idées de Michel Servet sur la circulation du sang se trouve dans le *Christianismi Restitutio*, lib. V, p. 170. Un endroit moins connu et tout aussi important, c'est celui où Servet parle des valvules du cœur et de leur usage dans le mouvement de systole et de diastole qui commence avec la vie. Je cite ce passage qui peut-être n'a jamais été remarqué : *Quomodo esset anima in corde, si cor nec diastolem habet, nec systolem? Nec cor, nec pulmo ibi moventur* (dans la matrice). *Valvulæ cordis, seu membranæ illæ ad orificia vasorum, non aperiuntur donec nascitur homo.* (*Christ. Rest.*, p. 259.)

(3) *Syruporum universa ratio*, ad Galeni censuram diligenter exposita : cui post integram de concoctione disceptationem, præscripta est vera purgandi methodus cum expositione aphorismi : concocta medicari, in-8º, 1537. — Réimprimé à Venise en 1545, et à Lyon en 1546.

(4) *Claudii Ptolemei Alexandrini geographicæ enarrationis* libri octo. Ex Bilibaldi Pirckheymeri translatione, sed ad græca et prisca exemplaria a M. Villanovano jamprimum recogniti. Lugduni, 1535.

(5) *Biblia Sacra*, ex Sanctis Pagnini translatione, sed et ad Hebraïcæ linguæ amussim ita recognita, etc.

reux ; mais rien n'avait pu éteindre dans cette âme rêveuse, inquiète et passionnée la soif des vérités religieuses. A Vienne, comme à Toulouse, comme à Bâle et à Strasbourg, persécuté ou paisible, pauvre ou dans l'abondance, son âme était tout entière au spectacle des agitations du christianisme. Seul, il croyait avoir trouvé le nœud de toutes les difficultés du temps. Ce n'est pas que la réforme à ses yeux ne fût légitime, mais elle s'arrêtait à moitié chemin. Il prétendait lui imprimer une impulsion nouvelle, et méditait le dessein de présenter au monde une œuvre que n'avaient osé entreprendre ni Luther, ni Zwingle, ni Calvin, un christianisme rajeuni, reconstruit depuis la base jusqu'au faîte, le christianisme de l'avenir, qui était aussi pour lui le christianisme du passé.

Ses yeux étaient surtout fixés sur Genève. L'auteur de l'*Institution chrétienne*, le législateur du protestantisme, lui paraissait l'homme le plus capable de comprendre ses idées, le mieux placé pour les réaliser. Il mettait sa gloire à le séduire à sa doctrine. Entraîner Calvin, en effet, c'était entraîner le protestantisme, c'était changer la face du monde religieux.

Rien ne put détourner Servet du dessein de convaincre son adversaire. Mis en communication avec lui par le libraire lyonnais Frellon, une correspondance active s'engagea. Également sincères, également orgueilleux, ces deux esprits, d'ailleurs si différents, ne pouvaient s'entendre. Calvin rompit tout commerce avec une hauteur suprême et le cœur profondément irrité. Servet résolut alors de publier le grand ouvrage qu'il méditait depuis longues années, et dont il avait communiqué plusieurs parties à Calvin et à Viret. Il décida à prix d'argent deux libraires de Vienne, Balthazar Arnollet et Guillaume Guéroult, à l'imprimer en secret pour le répandre ensuite dans toute l'Europe. Le titre de l'ouvrage était significatif : *Restitution du Christianisme,* et cette publication, destinée à produire chez les protestants et chez les catholiques un scandale immense, créait par cela même à Servet un danger presque inévitable. L'hérésie était flagrante, et la loi frappait les hérétiques du supplice du feu. Servet se jeta tête baissée dans cet abîme, et nul doute qu'un orgueil excessif et un désir violent de paraître et d'agiter le monde n'aient fortement contribué à le faire agir; mais il serait injuste de ne pas reconnaître en lui un homme sincère, profondément convaincu de la vérité de son système, et qui cédait à l'irrésistible besoin de communiquer à ses semblables ce qu'il croyait être la vérité. Noble audace après tout, qui lui faisait sacrifier son repos et sa vie à la fortune d'une idée.

Arrêtons-nous ici. Au regard de l'histoire, toute la vie de Michel Servet est concentrée dans ces deux événements : la publication de son système sur la restitution du christianisme et le procès qui en fut la suite et qui engloutit le livre et l'auteur. Exposons avec étendue, ou, s'il nous est permis de le dire, ressuscitons cette doctrine injustement ensevelie dans l'oubli ; nous comprendrons mieux ensuite et le procès et la catastrophe.

Rien de plus vague, de plus divers, de plus contradictoire que le langage des historiens sur les doctrines de Michel Servet. Disciple d'Arius pour ceux-ci, il l'est pour ceux-là d'Eutychès, de Sabellius, de Priscilien, de Manichée. Sa métaphysique paraît aux uns matérialiste, aux autres tout inspirée de Platon. Étrange philosophe qu'on nous fait tour à tour ou même à la fois chrétien et déiste, fanatique et esprit fort, mystique et athée!

Qui faut-il accuser de ces jugements contraires? Servet tout le premier. La pensée de cet ardent génie est forte, mais subtile et comme embarrassée dans sa profondeur. Sans cesse il ramène en ses divers écrits un certain nombre d'idées dominantes où son esprit s'attache avec une sorte d'obstination passionnée et une énergie de conviction qu'on sent indomptable ; mais il affirme plus souvent qu'il ne démontre, il

répète ses idées plutôt qu'il ne les développe, il abonde et s'exalte dans sa propre pensée plutôt qu'il ne l'éclaircit aux autres.

Ce qui lui manque essentiellement, c'est cette haute faculté qui brille en toute plénitude chez son redoutable adversaire ; je parle de cette puissance de déduction dont l'*Institution chrétienne* reste l'incomparable modèle, de cet art merveilleux d'ordonner les idées, d'en lier tour à tour et d'en délier le faisceau, de répandre sur chacune d'elles, en l'enchaînant à toutes les autres, la force et la lumière. Trop semblable par cet endroit à la plupart de ses aventureux contemporains, aux Vanini, aux Bruno, aux Campanella, Servet manque d'ordre, partant de vraie clarté et de vraie puissance. Il a l'enthousiasme et la hardiesse, il n'a pas l'autorité.

Ajoutez à cette confusion des idées un style sans grâce et sans art. La latinité de Servet est incorrecte et presque barbare ; sa phrase négligée se développe à l'aventure, se complique, s'embarrasse en ses nœuds et ses replis. Il se répète, tourne sur soi et semble quelquefois perdu dans le dédale de sa pensée laborieuse et subtile. Et cependant ce style inculte atteint à l'énergie ; cet esprit confus éclate en traits lumineux ; cet aride écrivain échauffe son imagination au feu d'une méditation obstinée et communique à son lecteur quelque chose de l'ardeur sombre qui le consume. Sous ce langage sans pureté, à travers ces redites et ces divagations, dans les détours infinis de cette composition pénible, on sent vivre et palpiter une âme élevée, on sent fermenter une pensée libre, forte, pénétrante, et on s'intéresse involontairement à ce mélange extraordinaire d'exaltation et de subtilité, de candeur et d'orgueil, de bonne foi naïve et d'inflexible opiniâtreté.

Une dernière cause déjà indiquée de l'injuste oubli où est restée la doctrine de Servet, c'est la grande rareté de ses livres. Notre bibliothèque royale possède heureusement l'un des deux exemplaires de la *Restitution du christianisme* qui ont seuls, dit-on, échappé au naufrage : c'est, chose curieuse, celui même dont Colladon se servit pour préparer avec Calvin le procès de Michel Servet. Il porte encore sur ses marges les signes accusateurs qu'y traçait le pénétrant et inflexible théologien. Dérobé au bûcher par une main inconnue, on distingue sur ses feuillets noircis la marque du feu. C'est dans ces pages, pleines de tragiques souvenirs, à travers ces lignes, tantôt à demi effacées par la rouille du temps, tantôt interrompues et pulvérisées par la flamme, que nous avons cherché à ressaisir la pensée ensevelie de la victime.

II. — SITUATION GÉNÉRALE DU CHRISTIANISME ET DE LA PHILOSOPHIE AU TEMPS DE MICHEL SERVET.

Si l'on veut comprendre la doctrine de Michel Servet, ce qu'elle a de compliqué, de bizarre et d'original ; si l'on veut expliquer son incontestable influence et les violents efforts de ses adversaires pour l'étouffer au berceau, il faut observer l'état des esprits et des âmes au siècle où elle prit naissance. On reconnaîtra que la *Restitution du christianisme* ne fut point le fruit stérile d'une rêverie solitaire, mais un des résultats inévitables de l'agitation intellectuelle du XVI[e] siècle, une des phases que la pensée moderne devait nécessairement traverser.

Deux mouvements d'idées ont signalé le siècle orageux où vécut Michel Servet : premièrement, la renaissance des systèmes philosophiques de l'antiquité, entre lesquels on sait que le platonisme eut surtout le privilége de séduire les esprits ardents ; puis la réforme de Luther et de Calvin, laquelle, touchant aux croyances, agitait profondément toutes les âmes. La doctrine philosophique et religieuse de Michel Servet s'explique tout entière par le concours de ces deux grands mouvements.

La réforme a été, sans doute, un coup de hardiesse, et ce serait un étrange para-

doxe que de taxer Luther de timidité ; mais, si le moine de Wittenberg fit voir une singulière audace dans le caractère, il en eut beaucoup moins dans l'esprit, et ce même contraste se retrouve dans tous les réformateurs. Si vous ne regardez qu'aux faits matériels, aux côtés visibles de la religion chrétienne, Luther, Zwingle, Calvin, sont de rudes révolutionnaires; mais regardez aux idées, à l'économie intérieure des dogmes religieux, ces mêmes hommes vous paraîtront les plus scrupuleux observateurs de l'antique foi. La messe transformée en cène, le culte des saints détruit, les images proscrites, cinq sacrements supprimés, les indulgences foulées aux pieds, le purgatoire aboli, voilà, ce semble, de graves changements. Ils sont graves, sans doute; mais, s'ils modifient la forme du christianisme, ils ne touchent que très-peu au fond.

Le christianisme, en effet, repose sur un certain nombre de dogmes liés entre eux par une logique secrète, et qui, dans leur simple et puissante économie, forment un indivisible faisceau. On peut les réduire à quatre : le dogme de la Trinité, le dogme de la création, le dogme de l'incarnation, le dogme de la rédemption. Toute la métaphysique du christianisme est contenue dans les trois premiers dogmes, et la réforme n'y a pas touché. Son effort a porté sur le quatrième, le dogme de la rédemption, qui fait la base de la morale chrétienne. Or, il faut remarquer que le but des réformateurs, ce n'était point de fonder une morale nouvelle, mais de rendre à sa pureté la morale de Jésus-Christ, de ranimer cette morale sainte, étouffée sous le paganisme des symboles et sous l'observation judaïque des rites extérieurs. En voulant purifier le dogme de la rédemption, Luther et Calvin l'auraient-ils altéré dans son essence? Non, ce serait trop dire; ils l'ont seulement développé d'une façon exclusive. A force d'abonder dans le sens de la grâce, dans le sens de saint Paul et de saint Augustin, sans y joindre les contre-poids nécessaires, ils ont perdu l'équilibre, et incliné de toute l'audace de leur caractère, de toute l'ardeur de leur âme, de toute la vigueur de leur logique, vers une doctrine extrême, terrible, celle de la grâce gratuite et du néant des œuvres.

Tant il est vrai que c'est à leur insu et contre leur intention vraie que les réformateurs ont déchaîné dans le monde l'esprit philosophique et rationaliste! Certes, s'il est un dogme accablant pour la raison, c'est celui de la rédemption du péché originel par le Christ. La Trinité, la création, l'incarnation, élèvent la pensée dans une région si haute, que les difficultés semblent s'y effacer sous l'ombre du mystère; mais ici, c'est de l'homme qu'il s'agit, c'est de vous, c'est de moi, de ma nature, de ma liberté, de mon salut, de ma destinée morale. Quoi! avant d'avoir agi librement, je suis coupable! Coupable? et pourquoi? Parce qu'un autre a failli. J'existe à peine, et je ne connais encore ni le mal, ni Dieu, ni le nom d'Adam, ni moi-même, et cependant, pour un crime que je ne puis comprendre, ouvrage d'un homme que je ne connais pas, je suis digne de la colère d'un Dieu que j'ignore! Quoi! ce faible enfant au pur regard, à l'ignorance naïve, qui sourit innocemment à sa mère et à la vie, c'est un criminel souillé d'une faute inexpiable, d'une tache qu'aucun mérite humain ne saurait effacer! Et il faut que le Fils même de Dieu descende sur terre, il faut qu'il souffre et qu'il meure, il faut que son sang coule sur la croix, il faut que le miracle de sa passion se renouvelle chaque jour sur l'autel, pour que le prix infini de son sacrifice s'égale à l'infinie perversité des pécheurs! Combien peu, hélas! profiteront du bénéfice divin de cette rédemption! La presque totalité du genre humain est condamnée de toute éternité à expier sans fin et sans relâche, dans des tortures ineffables, le crime d'un seul homme, cause première et cause infailliblement prévue de tous les crimes. Est-il, je le demande, un dogme plus révoltant pour la conscience morale? Jamais, non, jamais la raison humaine n'a été mise à une plus rude épreuve. Eh bien! loin de protester contre ce formidable mystère de la rédemption, Luther et Calvin s'y

sont attachés, l'un avec l'emportement d'une âme passionnée, l'autre avec la rigueur d'une logique inflexible, et, de proche en proche, ils en sont venus à établir, touchant la prédestination, la grâce, le libre arbitre, une série de conséquences doctrinales et d'applications pratiques qui les ont séparés de l'Église. Est-ce à dire qu'ils aient changé le fond même de la religion? Nullement; lisez l'*Institution chrétienne*, cette *Summa Theologiæ* du protestantisme. Sur la Trinité, la création, l'incarnation, Calvin parle comme un Père de l'Église. Pour l'exactitude et la précision théologiques, on croit avoir affaire à saint Thomas; pour la droiture et la justesse constantes, pour la gravité et la hauteur de la pensée, comme aussi pour la majesté du style, on croit lire Bossuet.

La réforme a donc peu innové, mais elle a innové, et le germe d'une révolution nouvelle était là. A quelle condition, en effet, pouvait-elle user du droit d'innover? A une seule : c'était de déclarer que le christianisme primitif avait été corrompu, qu'il y avait contradiction, ne fût-ce que sur un point, entre le christianisme de l'Église romaine et le christianisme vrai, par conséquent que le christianisme vrai était à retrouver. Voilà l'idée mère de la réforme, et il était impossible de s'y tenir. Si en effet l'Église a laissé corrompre le dogme de la rédemption, qui m'assure qu'elle a conservé dans leur pureté le dogme de l'incarnation, le dogme de la création, le dogme de la Trinité? Si le christianisme est à refaire sur un point, pourquoi ne pas le refaire sur tous? pourquoi ne pas le reconstruire depuis les fondements jusqu'au sommet? Évidemment cette pensée ne pouvait pas ne pas germer au sein de la réforme, et cela en dépit des réformateurs eux-mêmes, par la vertu de cette logique souveraine qui tire d'un principe ses conséquences et suscite à chaque idée les interprètes qui lui conviennent. Michel Servet fut l'esprit hardi en qui la pensée fondamentale de la réforme fit éclore cette conception nouvelle. Le premier, il proclama avec éclat, avec bonne foi, avec opiniâtreté, que le christianisme tout entier était à restituer; le premier, il entreprit en grand cette restitution. La refonte du christianisme, non sur un point particulier comme la grâce et le libre arbitre, mais sur l'ensemble des mystères, et particulièrement sur la Trinité, clef de voûte de tous les mystères, tel est le but où il aspire ouvertement. Par cette entreprise audacieuse, Servet se sépare du protestantisme et se rapproche du socinianisme; il fraye la route de l'un à l'autre, et sa place dans l'histoire est marquée entre Luther et Socin.

Voici par où il se distingue à la fois de tous les deux. Luther et la réforme n'ont touché au dogme que sur un point, la justification; ils ont modifié la morale du christianisme sans porter la main sur sa métaphysique. Les Socin et leurs disciples ont touché à tous les dogmes, mais plutôt pour les supprimer que pour les comprendre, pour dégager le christianisme de toute métaphysique plutôt que pour interpréter la métaphysique du christianisme. Servet, au contraire, est avant tout un théologien philosophe. Il a un système de métaphysique, et, du haut de ce système, il prétend non pas modifier, non pas supprimer, mais expliquer, réorganiser, retrouver tous les dogmes et tous les mystères.

Au surplus, le système philosophique de Michel Servet ne lui appartient pas en propre; il est le reflet des idées alors dominantes. Or, quel est le caractère de ces idées? Disons-le d'un seul mot : la philosophie du XVI[e] siècle, c'est le panthéisme.

En fait de hautes spéculations intellectuelles, on sait que le XVI[e] siècle n'a rien créé d'original. Sa philosophie, toute d'emprunt, est essentiellement une philosophie d'opposition; elle se propose pour but moins la découverte du vrai en soi que la ruine de la scolastique. Au lieu de puiser la science dans les profondeurs de la réflexion, elle la demande aux écoles antiques : elle ressuscite les systèmes de la Grèce, elle évoque avec une prédilection ardente le génie de Platon; mais le Platon du XVI[e] siècle, ce n'est pas l'auteur à la fois sensé et sublime du *Phédon* et du

Banquet, le père de cet idéalisme admirable qui, dans ses plus hardis élans, reste fidèle à la sobriété socratique, et sait, comme les divins artistes de la Grèce, allier la mesure à la grandeur. Un tel Platon convenait peu aux esprits du XVIe siècle, et il eût mal servi leurs desseins. Le Platon de Nicolas de Cuss et de Marsile Ficin, de Patrizzi et de Giordano Bruno, c'est un Platon altéré, corrompu, le Platon panthéiste d'Alexandrie.

A côté de ce grand courant d'idées panthéistes qui traverse le XVIe siècle, j'en signalerai trois autres, qui viennent au surplus de la même origine et coulent pour ainsi dire dans le même lit : je veux parler de la philosophie cabalistique, de la philosophie hermétique et d'une troisième doctrine, équivoque et confuse, qu'on attribuait alors à Zoroastre. Chose curieuse, cette même idée qui a séduit tant d'imaginations à l'époque alexandrine, cette idée d'une philosophie profonde et mystérieuse, cachée sous les symboles de tous les cultes et les formules de tous les systèmes, commune à l'Égypte et à la Perse, à Hermès et à Zoroastre, cette idée renaît au XVIe siècle et exalte nombre de têtes. Des livres évidemment apocryphes ou du moins d'origine fort suspecte, le fameux *Pœmander* (1), les *Oracles des Mages*, le *Manuel de Zoroastre*, circulent, se répandent, lus avec avidité, commentés avec une naïveté et un enthousiasme prodigieux, et, sous la protection de la crédulité générale, les idées panthéistes dont ces livres sont remplis s'infiltrent dans tous les esprits et rongent les racines du christianisme. En même temps la cabale refleurit avec Pic de la Mirandole et Reuchlin, et, comme au temps d'Akiba, elle mêle à l'interprétation de la Bible des spéculations mystiques et panthéistes qui concourent à l'œuvre de renversement et de dissolution. Il est si vrai que le panthéisme est dans le génie de cette époque, qu'on le voit sortir même d'une école où on s'attendrait à rencontrer un esprit tout contraire, l'école péripatéticienne. Des deux branches qui la divisent, la plus féconde et la plus originale est panthéiste; c'est celle qui a produit Cesalpini.

Telles sont les sources où s'abreuva Michel Servet. Aussi est-il profondément pénétré, je dirais volontiers enivré de panthéisme. Parménide, Plotin, Proclus, voilà ses autorités favorites. Les livres d'Hermès sont cités dans ses ouvrages à côté des saintes Écritures. Il invoque Zoroastre avec Moïse, Philon avec saint Paul, Numénius avec Origène, Porphyre avec saint Clément. Ce mélange d'autorités sacrées et d'autorités profanes le distingue profondément des autres panthéistes du XVIe siècle, tels que Bruno et Cesalpini, et lui donne un caractère qui lui est propre. Il est à la fois panthéiste et chrétien sincère. Il applique la métaphysique néoplatonicienne, non point à miner sourdement ou à battre résolûment en brèche les dogmes révélés, mais à les transformer en les interprétant. Il veut sincèrement régénérer le christianisme par le panthéisme; c'est ce qu'il appelle le restituer.

Assurément, cette tentative, tout impraticable au fond qu'elle peut paraître, ne manque ni d'une certaine grandeur, ni d'une certaine originalité. Néanmoins, si elle assigne à Servet un rôle à part au milieu de ses contemporains, ce serait mal la comprendre que de s'imaginer qu'elle ait été conçue pour la première fois par un homme du XVIe siècle. Dès les premiers temps du christianisme, nous la voyons paraître avec éclat et susciter de puissantes hérésies. Frappée par l'Église, elle se renouvelle sans cesse, et poursuit sa route, même à travers la nuit intellectuelle du moyen âge. Sabellius, Praxée, Eutychès dans le monde ancien, Scott Érigène, Amaury de Chartres et David de Dinant dans les âges modernes, forment à Michel Servet une suite non interrompue de précurseurs. Lui-même n'est qu'un anneau de cette chaîne d'in-

(1) Voyez sur le *Pœmander* d'Hermès Trismégiste la *Symbolique* de Kreuzer, traduite et refondue par M. Guigniaut dans son livre des *Religions de l'antiquité*, livre III, notes 6 et 11.

terprètes panthéistes du christianisme, qui se renoue à Spinoza et se prolonge jusqu'à Schelling et Hegel, jusqu'à Schleiermacher et Strauss. Rendons-nous compte de cet effort persistant pour introduire le panthéisme au sein du christianisme, tentative toujours vaincue et toujours renaissante à laquelle le nom de Michel Servet doit rester désormais attaché.

III. — LES HÉRÉSIARQUES PANTHÉISTES AVANT MICHEL SERVET, — SABELLIUS, EUTYCHÈS, SCOTT ÉRIGÈNE, AMAURY DE CHARTRES.

L'idée fondamentale du christianisme, c'est l'idée de l'Homme-Dieu. La nature divine et la nature humaine unies dans le Christ; Dieu descendant, par un miracle de l'amour, des hauteurs infinies de l'existence absolue pour devenir homme; l'homme désormais capable de sortir de l'abîme de corruption où sa faiblesse le retient plongé pour s'élever, sur les traces de Dieu même, jusqu'à la perfection et à la félicité éternelles, tel est bien le germe de cette doctrine sublime qui, sur la route de Damas, illumina l'esprit de saint Paul, et qui, peu d'années après, remuait et subjuguait le monde.

Un Dieu mort pour les hommes, un Dieu crucifié, quoi de plus propre à séduire, à exalter l'imagination, à toucher et attendrir le cœur? Mais l'homme n'est pas tout entier dans le cœur et l'imagination. Il veut comprendre, et, même quand il s'incline devant un mystère, sa raison demande à le définir. Le Christ est Dieu et homme tout ensemble; fils de l'homme, il a souffert, il a péri sur la croix; fils de Dieu, il a vaincu la mort pour retourner à son père. Or, comment est-il à la fois fils de l'homme et fils de Dieu? Est-il fils de Dieu à la manière des créatures? Non; il est fils unique de Dieu, il est Dieu lui-même. Mais quoi! Le fils n'est-il point distinct du père? ne lui est-il pas inférieur? Comment en est-il engendré? dans le temps ou dans l'éternité? D'un autre côté, le Christ est aussi fils de l'homme; or, son corps seul est-il humain ou a-t-il aussi une âme comme la nôtre? La nature divine s'unit-elle à la nature humaine tout entière ou seulement à une partie? Ces deux natures restent-elles distinctes dans leur union? Y a-t-il aussi deux personnes dans le Christ ou une seule? S'il y a deux personnes, où est l'union des natures? S'il y a deux natures, comment n'y aurait-il pas deux personnes?

Ces questions feront peut-être sourire les esprits positifs de notre temps; elles paraîtront subtiles et surannées; mais il est incontestable qu'elles devaient nécessairement se poser dans toute intelligence élevée, pour peu qu'elle fût avide, en confessant l'Homme-Dieu, de se rendre compte de sa foi. Je dirai plus : ce n'est qu'à la condition que ces questions fussent posées, méditées, débattues, que le christianisme pouvait se développer, produire dans le dogme toutes ses conséquences et dans la pratique porter tous ses fruits.

Or, où trouver la solution de ces problèmes? Dans les Évangiles? Elle n'y est pas. Je prie qu'on m'entende bien. Si on veut dire qu'elle y est en germe, je le crois fermement; mais y est-elle d'une manière explicite? Non. On respire, pour ainsi parler, dans tout l'Évangile la croyance à la divinité de Jésus-Christ; mais les distinctions nécessaires, mais les définitions précises, il n'y a rien de tout cela, et tout cela est profondément contraire à la simplicité naïve de ces antiques monuments. La solution des difficultés est-elle dans les apôtres, dans les épîtres de saint Jean ou de saint Paul? est-elle dans les premiers Pères, dans saint Clément de Rome, saint Hermas ou saint Irénée? Ici, vous trouverez sans doute des indications plus précises. La philosophie chrétienne se développe et s'organise; les questions se posent, se divisent, se résolvent partiellement; toutefois, si les doctrines sont plus explicites, en

retour elles sont moins concordantes. Je répète que je ne dis rien ici de hasardé, rien qui ne puisse être également reconnu par les opinions les plus contraires : je me borne à affirmer que, dans les premiers siècles de l'Église, ni les problèmes qui naturellement s'élèvent, dans tout esprit qui pense, touchant la divinité de Jésus-Christ, n'étaient posés dans toutes leurs difficultés, dans leurs mille profondeurs et leurs mille replis, ni les solutions n'étaient formulées avec cette double condition d'être à la fois explicites et concordantes. J'en atteste l'indécision évidente de saint Hermas et de saint Irénée, les erreurs d'Origène, l'inexactitude de saint Justin et de Tertullien, loyalement reconnue de Bossuet lui-même; j'en atteste les incroyables efforts que les plus savants théologiens, le père Petau par exemple, ont dû faire pour ramener à l'orthodoxie les passages rebelles des Pères antérieurs au concile de Nicée, et l'entreprise vraiment désespérée du dernier de ces théologiens, Mœhler, obligé de convenir que les anciens Pères s'exprimaient mal et donnaient à l'appui de leur foi des preuves qui tendaient à la fausser; j'en atteste aussi ces innombrables hérésies qui, dans les premiers siècles, s'élevaient de tous les points de l'horizon, rencontraient, à peine nées, d'ardentes sympathies, même parmi les plus savants et les plus vertueux personnages, ces conciles qui lançaient l'anathème à d'autres conciles, l'un où plus de cent évêques absolvent Arius, l'autre où se réunissent trois cents évêques pour condamner dans Athanase la foi de Nicée; j'en atteste, en un mot, pour parler avec saint Jérôme, le monde entier devenu arien.

Devant cette masse de faits, si l'on veut soutenir encore que toutes les questions étaient résolues dans l'Évangile et dans les premiers Pères, il faut convenir du moins que la conscience du monde chrétien flottait incertaine et mal assurée. Or, dans cette indécision générale, une chose était inévitable : c'est que, la raison venant à s'appliquer à l'interprétation des dogmes encore mal définis de la religion naissante, ce travail d'exégèse et d'organisation ne subît d'une manière sensible l'influence des idées philosophiques. Et quelles étaient alors les idées dominantes? C'étaient les idées panthéistes. Comptez en effet les écoles philosophiques qui ont fleuri pendant les trois premiers siècles de l'ère chrétienne. L'école d'Alexandrie est le centre où tout aboutit. Avant elle et comme pour la préparer, l'école juive de Philon, l'école néopythagoricienne de Moderatus, les écoles néoplatoniciennes d'Apulée, de Plutarque, de Numénius. A côté la cabale, la gnose; enfin, pour ne rien oublier, le stoïcisme vieillissant, mais agissant encore. Eh bien! toutes ces écoles, à travers mille différences, ont ce point commun d'enseigner le panthéisme. Évidemment, il était impossible que le concours de ces deux circonstances, le christianisme indécis et le panthéisme florissant, ne suscitât pas un certain nombre de tentatives pour interpréter et fixer le christianisme par le panthéisme. C'est aussi ce qu'entreprirent une foule d'esprits, mais deux surtout, avec plus de scandale et de succès que les autres, Sabellius et Eutychès.

Avant Sabellius, bien d'autres s'étaient refusés à reconnaître en Jésus-Christ Dieu le Fils, distinct de Dieu le Père. Praxée, Noët, avaient positivement nié la distinction des trois personnes de la Trinité, ne voyant dans le Père, le Fils et le Saint-Esprit, que trois aspects relatifs, trois noms différents d'un seul et même être indivisible.

Ce qui donna à l'opinion de Sabellius un si grand éclat, ce qui en fit une des plus formidables hérésies, c'est que ce hardi génie aperçut et accepta toutes les conséquences de sa négation et les rattacha à une idée supérieure. Né, comme Praxée et Noët, dans l'Orient, où il avait respiré le panthéisme dès le berceau, il s'attacha, selon le témoignage de saint Athanase, à la philosophie stoïcienne, si forte et si pure dans sa morale, si dangereusement égarée dans sa physiologie panthéiste. Chrétien sincère, Sabellius ne pouvait nier que le Jésus de l'Évangile ne fût Dieu. Aussi ne

commença-t-il point par là, et tout au contraire il exagéra cette croyance à la divinité du Christ en s'y attachant avec une sorte d'emportement. Pour lui, le Christ, ce n'est pas la seconde personne de la Trinité unie à la nature humaine. Le Christ, c'est Dieu même, Dieu tout entier, se manifestant une seconde fois par l'incarnation d'une manière miraculeuse, après s'être une première fois manifesté par la création. C'est ce qui fait dire au théologien panthéiste Schleiermacher que Sabellius était plus chrétien que l'Église. Et en effet, pour un panthéiste, cette distinction de deux natures en Jésus-Christ et de trois personnes en Dieu est une chose inconcevable. Le Dieu du panthéisme est absolument indivisible. La raison a beau vouloir le décomposer; lui, l'éternel, l'absolu, reste enfermé dans la simplicité inaltérable de son être. Dieu est père, suivant Sabellius, quand il crée; Dieu est fils, quand il naît d'une vierge pour apprendre aux hommes la vérité et la sainteté. Mort sur la croix, son âme reste dans l'Église, et voilà le Saint-Esprit. Telle est la seule Trinité que veuille reconnaître Sabellius.

Au surplus, le pénétrant hérésiarque ne s'était fait aucune illusion sur les conséquences d'une telle doctrine. Si Dieu, pris en soi, est absolument indivisible, il ne vit qu'en produisant. La création est donc éternelle et nécessaire, ou plutôt il n'y a pas de création; il n'y a qu'un développement éternel de l'être, et, pour ainsi dire, une incarnation permanente et nécessaire de l'infini dans le fini, de Dieu dans la nature. Alors, sans doute, rien de plus simple que le mystère de l'incarnation : Dieu s'est incarné en produisant la nature; il s'incarne encore en se communiquant par Jésus d'une manière plus intime à l'humanité; mais, s'il en est ainsi, si tout être est une incarnation de Dieu, le Christ ne peut être qu'une incarnation supérieure. Il est Dieu, mais non pas évidemment Dieu en soi, Dieu indivisible; il est Dieu manifesté d'une manière éminente. Et de la sorte, sous prétexte de reconnaître dans le Christ non-seulement Dieu le Fils, mais Dieu tout entier, Sabellius aboutissait à ne voir en lui qu'un homme supérieur et à nier sa divinité. Par cela même, il niait au fond l'incarnation et devait nier aussi la rédemption. Nous savons, en effet, qu'il allait jusque-là, et qu'ainsi, tout en maintenant en apparence les dogmes fondamentaux du christianisme, il en détruisait l'économie, y portait un esprit nouveau, et faisait dépendre toute la religion d'un principe panthéiste profondément contraire à l'esprit évangélique.

Aussi le monde chrétien s'émut, et, même après la décision des conciles, l'ébranlement se prolongea. On peut dire que l'arianisme, celle de toutes les hérésies qui a le plus menacé les destinées de l'Église, ne fut qu'une réaction excessive contre la doctrine de Sabellius. Celui-ci ne voulait pas distinguer Dieu le Père et Dieu le Fils. Arius, pour les mieux distinguer, les sépara radicalement. Plus de Verbe incarné, coéternel et consubstantiel à Dieu; ce qu'Arius appelle Verbe incarné, ce n'est plus qu'un dieu inférieur, un dieu dépendant, un démiurge, un ange, et voilà Arius aboutissant, lui aussi, par un chemin différent à la négation de la divinité du Christ, dernière conséquence du sabellianisme.

Les hérésies contraires d'Eutychès et de Nestorius, qui ont tant agité l'Église primitive, nous présentent un spectacle analogue sur des proportions moins étendues. Nestorius, méditant le mystère de l'Homme-Dieu, n'avait pu admettre que la Divinité elle-même eût traversé les vicissitudes de la naissance et de la mort, qu'elle eût enduré les angoisses du jardin des Oliviers et les douleurs du Calvaire. Deux abîmes s'ouvraient à ses côtés : d'une part, un Dieu tout humain, comme ceux du paganisme, le Christ substitué à Jupiter; de l'autre, un Dieu indivisible, pur sans doute de toute imperfection dans son essence absolue, mais qui, par une loi nécessaire, se développe et s'incarne sans cesse dans la nature et dans l'humanité, le dieu de Sabellius. Pour éviter ce double écueil, il admit qu'il y a dans le Christ, non-seule-

ment deux natures, mais deux personnes. C'est la personne humaine en Jésus-Christ qui a souffert sur la croix; la personne divine, retirée en soi, restait inaccessible à toute atteinte, à toute passion.

La conséquence d'une telle doctrine, c'est que Dieu ne s'est vraiment pas incarné, c'est qu'il n'est pas vraiment mort sur le Calvaire, c'est que le Christ n'est vraiment pas Dieu, mais un homme supérieur, plus étroitement uni à Dieu, plus favorisé de ses grâces et de ses lumières que le reste des hommes. Voilà où la peur du panthéisme sabellien jeta Nestorius. Non moins sincère, non moins ardent que le respectable évêque de Constantinople, le pieux moine Eutychès revint à l'extrémité opposée, celle de Sabellius. Il soutint que la nature humaine dans le Christ, loin d'être séparée de la nature divine, y était au contraire absorbée. Dieu, suivant Eutychès, en revêtant la nature humaine, l'a comme engloutie; c'est l'Océan poussant au loin ses vagues immenses et emportant une goutte d'eau égarée sur le sable du rivage. Le Christ ici n'est plus un homme, c'est Dieu même. Et alors il faut de deux choses l'une : ou dire avec les gnostiques que le Christ n'a eu qu'une existence fantastique, que les Juifs n'ont crucifié qu'une ombre, ou, si l'on rejette ce ridicule système, il faut en revenir à Sabellius et soutenir que Dieu est devenu homme, comme sans cesse il devient toutes choses, et que son incarnation en Jésus n'est qu'un moment merveilleux ou un touchant symbole de l'incarnation éternelle et universelle.

Ainsi la doctrine d'Eutychès, comme celle de Nestorius, et, comme toutes deux, les hérésies contraires de Sabellius et d'Arius aboutissaient à la même conséquence, déduite avec plus ou moins de rigueur, acceptée avec plus ou moins de franchise, mais inévitable. Il semble qu'une force invincible les contraignît à tourner dans le même cercle fatal; parties de points différents de la circonférence et s'élançant dans des directions opposées, elles ne laissaient pas de se rencontrer. La divinité du Christ niée, l'idée de l'Homme-Dieu supprimée ou au moins obscurcie, tel est le commun abîme où elles allaient se précipiter. Cependant, au milieu de ce choc d'opinions contradictoires, quel était le rôle de l'Église? On ne saurait trop admirer ici la profondeur de sa politique, ou, pour mieux parler, sa haute sagesse. Je ne crains pas de dire qu'il appartient aux philosophes rationalistes plus qu'à personne de rendre à la conduite de l'Église primitive un sincère et éclatant hommage. L'Église, à Nicée, à Éphèse, c'est la raison même, conservant pour le bien de l'humanité et pour l'avenir de la civilisation, la grande idée de l'Homme-Dieu. Voyez, en effet, comment la raison agit sur le monde! Elle condamne tous les excès, brise les faux systèmes l'un contre l'autre, oppose à la logique étroite de quelques-uns la conscience de tous, réconcilie sans cesse ce que l'analyse divise, maintient enfin les éléments divers de la vérité en dépit de leurs contradictions apparentes. Ainsi fit l'Église; elle comprit que le dogme de l'Homme-Dieu était l'âme du christianisme, la condition de son influence et de sa vie, qu'il fallait défendre ce dogme avec une invincible opiniâtreté contre toutes les négations, tempérer, sans la désespérer entièrement, la curiosité de la raison touchant un dogme impénétrable, étendre sur les endroits délicats l'ombre protectrice du mystère, moins aspirer à une dialectique rigoureuse, étroite dans sa rigueur, qu'à un grand bon sens, et s'efforcer d'unir les cœurs plus encore que de satisfaire les intelligences.

Contre Sabellius, elle maintint la distinction des personnes dans l'unité de la substance; contre Arius, la doctrine du Verbe, coéternel et consubstantiel à Dieu, incarné dans l'humanité; contre Nestorius, l'union des deux natures dans l'unité d'une seule personne, d'un seul Christ; contre Eutychès enfin, l'humanité réelle de Jésus-Christ, Dieu sans doute, mais Dieu uni à l'homme, en un mot Homme-Dieu. Une loi suprême domine toutes ces décisions de l'Église, loi admirable, qui semble s'obscurcir dans la confusion des controverses théologiques et dans l'emportement des partis, loi dont

ceux mêmes qui l'ont appliquée ne se rendaient peut-être pas bien compte, mais que l'historien impartial voit apparaître à distance dans sa majestueuse unité ; et cette loi, je le répète, c'est de soutenir contre tous les efforts de la curiosité humaine, contre toutes les subtilités de la dispute, contre toutes les déductions d'une logique étroite, contre les ambitions et les passions des individus, le dogme sauveur de la divinité de Jésus-Christ, principe, force, esprit de vie de la religion chrétienne.

Rien n'est plus beau que cet ouvrage de la sagesse des conciles; mais, tout en l'admirant, il faut reconnaître que l'Église n'ôtait pas les difficultés inhérentes au dogme : elle affirmait, elle n'expliquait pas; elle écartait les négations sans en tarir la source. Aussi voyons-nous refleurir sans cesse les racines coupées du sabellianisme. Même à une époque de docilité extrême et de foi naïve, nous rencontrons des hommes tels que Amaury de Chartres, David de Dinant, lesquels osent soutenir, comme Sabellius, que les trois personnes de la Trinité ne sont que les noms divers d'un Dieu indivisible ; que si Dieu est en Jésus-Christ, il est en toutes choses, dans l'âme d'Ovide comme dans celle de saint Paul. Quelle était l'origine de ces doctrines si étonnantes par leur hardiesse? Elle était dans ce courant d'idées panthéistes qui circule partout au moyen âge, et qui, sous le nom suspect de Scott Érigène (1) ou sous le nom respecté de saint Denys l'aréopagite, mine sourdement l'orthodoxie.

Ainsi partout et toujours, dans les premiers siècles de l'Église comme au moyen âge, de Praxée à Sabellius et de Sabellius à Eutychès, de Denys l'aréopagite à Scott Érigène et de Scott Érigène à Amaury de Chartres, nous retrouvons sous des formes différentes le même effort vivace et persistant pour ramener le christianisme au panthéisme. Quel siècle était mieux préparé au retour d'une tentative semblable que celui de Michel Servet? D'une part, cette idée jetée dans le monde par la réforme et qui faisait fermenter toutes les imaginations, que le christianisme avait été corrompu et qu'il fallait laisser là scolastique, théologie et conciles, pour retremper la religion aux pures sources de l'Évangile; de l'autre, la renaissance de la philosophie néoplatonicienne et la fièvre du panthéisme partout répandue. Chose curieuse et vraiment unique, l'esprit humain, après douze siècles écoulés, retrouvait au temps de la réforme la même situation qu'avant le concile de Nicée. Mêmes causes, mêmes effets. Au sein d'un christianisme encore indécis, le souffle du panthéisme de l'Orient avait déchaîné l'audacieux génie de Sabellius. Au sein d'une réforme qui, en niant la tradition, remettait en question tous les dogmes chrétiens, cette même flamme du panthéisme renaissant va allumer l'âme ardente de Michel Servet. Tandis que s'élèvent partout dans les universités de nouveaux platoniciens, il va sortir de l'Église déchirée de nouveaux sabelliens. Le trait qui caractérise Servet, c'est d'avoir participé tout ensemble au mouvement philosophique et au mouvement religieux de son siècle, et d'avoir essayé de faire concourir les deux mouvements. Bruno, Patrizzi, ne sont que des métaphysiciens et n'ont pour le christianisme que de la haine. Calvin et Socin ne sont que des théologiens, et la métaphysique leur est étrangère ou indifférente. Servet est un métaphysicien et un théologien tout ensemble, chrétien sincère comme Calvin, métaphysicien panthéiste comme Bruno, enflammé d'un sérieux désir de réformer le christianisme par le panthéisme.

IV. — PHILOSOPHIE PANTHÉISTE DE MICHEL SERVET.

Le point de départ de la métaphysique de Michel Servet, c'est que Dieu, considéré

(1) Voyez sur Scott Érigène l'excellente monographie de M. Saint-René Taillandier.

en soi dans les profondeurs de son essence incréée, est absolument indivisible (1). Rendons-nous compte de ce principe, de son origine et de sa portée. Servet ne se donne pas pour l'avoir inventé : il l'emprunte à la tradition néoplatonicienne, à ses autorités favorites, Numénius et Plotin, Porphyre et Proclus, Hermès Trismégiste et Zoroastre. Et en effet, ce principe de l'absolue indivisibilité de Dieu a été et devait être hautement proclamé par toutes les écoles panthéistes et mystiques de l'antiquité. C'est le génie du mysticisme, de ne voir dans toutes les formes de la vie individuelle que des ombres fugitives et décevantes, dans la vie elle-même, depuis son plus humble degré jusqu'au plus sublime, qu'une stérile agitation, et de concevoir au-dessus de ce courant de phénomènes où l'existence se divise et se perd un principe immobile, simple, pur, exempt de toute action, de toute division, où tout doit s'identifier et s'unir. Le panthéisme paraît d'abord animé d'un génie tout contraire. Son Dieu est un Dieu vivant ; il agit, il se développe par la nécessité de son essence ; il se mêle à la nature ; il est la nature elle-même, en revêt toutes les formes, en monte, en descend et en remplit tous les degrés. Mais si le Dieu du panthéisme est inséparable de la nature, par là même il n'a pas de vie propre et distincte ; il ne se manifeste que dans ses œuvres et sous la condition de l'espace, du temps et du mouvement. Pris en soi, il n'est plus que l'unité absolue, l'être pur, la substance ; absolument indivisible et incompréhensible, il est l'inconnu, l'ineffable, l'infini. C'est l'Abîme des Chaldéens, l'Un de Plotin, l'En-soph des cabalistes, et de la sorte le mysticisme et le panthéisme, divers à tant d'égards, se rencontrent dans ce principe de l'indivisibilité absolue de Dieu. Servet l'adopte, sauf des réserves de peu d'importance, et s'en sert avec une sagacité et une hardiesse extrêmes contre la doctrine chrétienne de la Trinité.

Rien, en effet, de plus diamétralement contraire à l'esprit du christianisme que le principe de l'absolue indivisibilité de Dieu. Le fond du dogme de la Trinité, c'est de reconnaître en Dieu une diversité nécessaire et une vie distincte. La Trinité chrétienne ne serait-elle que le symbole de cette grande vérité, elle mériterait à jamais les respects de tout vrai philosophe. Elle est d'ailleurs plus qu'un symbole : je veux dire qu'en organisant la doctrine de la Trinité, les fondateurs du christianisme comprirent parfaitement qu'ils élevaient une haute barrière et contre les entraînements du panthéisme et contre les élans déréglés d'une mysticité excessive. Demandez en effet à saint Athanase le sens de la formule de Nicée : il vous dira qu'il faut reconnaître en Dieu, avant la création et le temps, une vie propre et distincte ; vie sublime, type de toute vie, idéal de la personnalité, la vie de l'intelligence et de l'amour. Supprimez l'espace, supprimez le temps, détruisez le monde, il restera Dieu tout entier, non pas une éternité vide, une substance morte, mais un Dieu actif et fécond, une pensée éternelle, un éternel foyer d'amour et de vie. Voilà un Dieu parfaitement distinct du monde, complet en soi, se suffisant pleinement à lui-même, libre par conséquent de créer ou de ne créer pas, ne créant que par les conseils de sa sagesse et dans l'effusion de sa bonté ; voilà un Dieu qui, étant le type de la vie et de la personnalité, ne

(1) Ne voulant pas prodiguer les citations, nous nous bornerons ici à quelques textes précis et catégoriques.

« Indivisibilis Deus, qualis ante creationem mundi fuerit, est omnino nobis inintelligibile et inimaginabile... » (Servet, *De Trinitate*, dial. I, init.)

« Primo hoc notandum, abusive Deo tribui naturæ nomen... Deus tamen in seipso nullam habet naturam... Nulla Deo convenit naturæ ratio, sed quid aliud ineffabile... » (*De Trin.*, dial. II.)

« ... Deus in seipso inintelligibilis est... » (*De Trin.*, II, ad calcem.)

« Mens de Deo cogitans deficit, cum sit ille incomprehensibilis... » *Christ. Restit.*, libr. III, p. 94.)

saurait inspirer le dégoût de l'existence et de l'action individuelles ; un Dieu qui nous attire, non pour absorber notre être, mais pour le féconder, en nous découvrant en lui-même le modèle de l'être véritable, dans l'action régulière et sainte, accomplie sous la loi de la raison et l'inspiration de l'amour.

L'auteur de la *Restitution du Christianisme* n'a pas le secret de cette philosophie profonde. Servet n'est point un sage, ni l'enfant d'un siècle de sagesse. C'est un homme d'opposition au sein d'une époque révolutionnaire. Ce qui le frappe exclusivement dans la Trinité, ce sont les côtés où se heurte la raison, surtout la raison d'un panthéiste. Aussi, faut-il le voir s'acharner contre le concile de Nicée et déclarer la guerre aux plus illustres Pères de l'Église, au nom de la philosophie aussi bien qu'au nom de l'Évangile.

« Votre Trinité, s'écrie-t-il, votre Trinité est une œuvre de subtilité et de démence. Vous nous parlez d'un Dieu en trois hypostases, ou, si l'on veut, en trois personnes. Qu'est ce d'abord qu'un tel langage ? L'Évangile ne le connaît pas (1). Les anciens Pères, les saint Ignace, les saint Irénée, les Tertullien, sont étrangers à ces distinctions vaines. C'est à l'école des sophistes grecs que vous les avez apprises, vous, Athanase, prince des trithéistes, et vous aussi, Augustin (2). Sans doute les mots de Père, de Fils, d'Esprit-Saint, se rencontrent dans les Écritures, mais pour désigner le même Dieu dans les divers modes de son action sur l'univers. Au lieu de ce Dieu unique, vous nous présentez trois hypostases divines. Sont-ce trois substances ou trois essences ? Dans les deux cas, ce sont trois dieux. Vous dites que ce sont trois personnes ; mais la personnalité ne se peut diviser : elle est une ou elle n'est pas (3). Point de milieu : ou il n'y a en Dieu qu'une substance, une essence, une personne, ou il y a trois dieux. Quoi de plus absurde que ce trithéisme, et quel abîme de contradictions ! Dieu le Père agit sur Dieu le Fils ; Dieu le Fils, avec ou sans son Père, agit sur le Saint-Esprit. Dieu agit donc sur lui-même ; mais, s'il agit, il pâtit aussi. S'il agit et pâtit, il change, il se meut (4). Que d'absurdités réunies ! Un premier dieu qui engendre, un second dieu qui est engendré et n'engendre pas, un troisième dieu qui n'engendre pas et n'est pas engendré. Ce n'est pas tout. Sur ces trois dieux, il y en a un qui se fait homme, les autres restant dieux ; un qui souffre, les autres restant impassibles ; un qui meurt, les autres restant vivants (5). Étrange dieu composé de dieux, dieu par addition, dieu brisé, mis en morceaux ! Théisme dégénéré, mille fois inférieur à celui du mosaïsme et du Talmud, inférieur même à la théologie du Coran (6) ! Divinité ridicule, qui nous ramène jusqu'au paganisme, au Cerbère à trois têtes de la vieille mythologie (7) ! »

Ici, comment se défendre d'une douloureuse émotion, quand on songe au compte terrible que Calvin demandera à son adversaire, devant des hommes simples, devant des juges chrétiens, de ces paroles violentes et hardies, trithéisme, paganisme, Cerbère à trois têtes ? En les écrivant, Servet écrivait sa sentence et allumait pour ainsi dire de sa propre main la flamme de son bûcher.

(1) « Simplex alia est veritatis via, non metaphysicis, sed idiotis et piscatoribus nota... » (*Lettres à Calvin*, p. 594.)

(2) *Christ. Rest.*, lib. I, p. 24.

(3) *Ibid.*, p. 16.

(4) *Lettres à Calvin*, p. 591.

(5) « Veri ergo hi sunt tritoitæ, et veri sunt athei, qui Deum unum non habent, nisi tripartitum et aggregativum... Est quidam ingenitus deus, est quidam nec genitus, nec ingenitus deus : ergo tres dii. Unus est deus mortuus, duo non mortui... » (*Christ. Rest.*, I, 25.)

(6) *Christ. Rest.*, lib. I, p. 30. — *Ibid.*, ad calcem.

(7) « Sed hanc viam tritoitæ non sunt ingressi... Tricipitem quemdam Cerberum, tripartitum quemdam deum, quasi tria puncta in uno puncto, tres illas res in una re conclusas, inintelligibiliter somniant. » (*Christ. Rest.*, lib. III, p. 100.)

A la place de cette Trinité qui révolte sa raison, que va cependant substituer le hardi réformateur du christianisme? Il conçoit d'abord comme principe premier un Dieu parfaitement un, parfaitement simple, si simple et si un qu'à le prendre en lui-même il n'est ni intelligence, ni esprit, ni amour (1). Toutefois, entre un tel Dieu retiré en soi dans sa simplicité inaltérable et ce flot d'existences mobiles, divisées, changeantes, il faut un lien, un intermédiaire. Cet intermédiaire, ce lien, pour Servet, ce sont les idées.

Les idées sont les types éternels des choses. Ce monde visible, où trop souvent s'arrêtent nos pensées et nos désirs, qui enchante notre imagination de ses riches couleurs, n'est qu'une image affaiblie d'un invisible et plus noble univers. S'il est dans la région des sens une chose entre toutes belle et féconde, c'est la lumière; mais son fugitif éclat, toujours mêlé d'ombres, pâlit et s'éclipse devant les éternelles et pures splendeurs de la lumière incréée. Ces mêmes objets qui apparaissent dans notre monde sous la condition de la limite, du mélange et du mouvement, la pensée du vrai philosophe les contemple au sein du monde idéal, simples, infinis, immobiles, harmonieux.

Les idées ne sont pas seulement les modèles immuables, les essences abstraites des choses; ce sont des principes substantiels et actifs (2); elles président à la fois à la connaissance et à l'existence; en même temps qu'elles ordonnent le monde et règlent la pensée, elles soutiennent et vivifient toutes choses (3).

Ainsi l'invisible univers des idées, distinct de l'univers visible, n'en est point séparé; il le pénètre et le remplit. De même, les idées ne sont point séparées de Dieu, bien qu'elles s'en distinguent. Elles sont le rayonnement éternel de Dieu, comme le monde sensible est le rayonnement éternel des idées. Ce que les idées sont aux choses, Dieu l'est aux idées elles-mêmes. Les choses trouvent leur essence et leur unité dans les idées; les idées trouvent leur essence et leur unité en Dieu. Dieu, indivisible en soi, se divise dans les idées (4); les idées se divisent dans les choses. Dieu, pour parler le langage de Michel Servet, qui fait ici penser à la fois à Plotin et à Spinoza, Dieu est l'unité absolue qui *unifie* tout, l'essence pure qui *essencie* tout, *essentia essentians* (5). L'essence, l'unité, descendent de Dieu aux idées, et des idées à tout le reste. C'est un océan éternel d'existence dont les idées sont les courants, dont les choses sont les flots (6).

En résumé, il y a trois mondes, à la fois distincts et unis : au sommet, Dieu, absolument simple, ineffable; au milieu, l'éternelle et invisible lumière des idées; au bas

(1) « Præterea, ut hoc clarius intelligatur, dico quod ante creationem mundi Deus non erat lux, quia non potest dici lux nisi luceat. » (*De Trin. Dial.*, I, p. 5. — *Ibid.*, p. 6.)

(2) « Non solum in luce omnia repræsentantur, sed in luce omnia consistunt. » (*Christ. Rest.*, lib. IV, p. 122 de l'édition de Mead.)

(3) *Christ. Rest.*, lib. IV, p. 123, 124 de Mead.

(4) « Habet itaque Deus infinitorum millium essentias, et infinitorum millium naturas, non metaphysice divisus, sed modis ineffabilibus. » (*Christ. Rest.*, lib. IV, p. 128.)

« Non solum innumerabilis est Deus ratione rerum, quibus communicatur, sed ratione modorum ipsius deitatis. » (*Ibid.*, p. 129.)

(5) « Ibi dicitur Deus essentias essentians, ut illæ iterum alias essentient. Ipse est omnis essentiæ fons, fons luminis, fons vitæ, pater spirituum, pater luminum. Cœlestes spiritus ille essentiat; ab eo fluunt essentiales divinitatis radii, et essentiales angeli, qui iterum ejus essentiam in res alias effundunt. » (*Ibid.*, p. 128.)

« In essentia sua rerum omnium ideas continens, est veluti pars formalis omnium, peculiari præsertim in nobis ratione, ob quam nos dicimur participes divinæ naturæ. » (*Ibid.*, p. 130.)

(6) « Non est Deus instar puncti, sed est substantiæ pelagus infinitum, omnia essentians, omnia esse faciens, et omnium essentiam sustinens. » (*De Trin.*, IV, p. 125.)

de cette échelle infinie s'agitent les êtres. Les êtres sont contenus dans les idées, les idées sont contenues en Dieu (1), Dieu est tout, tout est Dieu (2); tout se lie, tout se pénètre, et la loi suprême de l'existence est l'unité universelle (3).

L'unité, l'harmonie, la consubstantialité de tous les êtres, voilà le principe qui a séduit Servet, comme il avait séduit les écoles d'Ionie et d'Élée, entraîné plus d'une fois Platon et enivré Plotin, comme il captiva depuis Sabellius et Eutychès, comme il devait égarer un jour et Bruno, et Spinoza, et Schelling, et tant d'autres grands et nobles génies Là est l'éternelle tentation du panthéisme, l'aimant invisible par lequel il attire à soi les esprits et les âmes. Ne faisons point un crime à Servet de s'être laissé gagner à ces doctrines noblement chimériques, dans un siècle surtout où la plupart des esprits en subissaient le prestige.

Les deux traits distinctifs de ce temps, l'enthousiasme et l'absence de toute critique, se trouvent réunis dans le curieux livre de la *Restitution du Christianisme* que Servet consacre au développement des idées panthéistes (4). À l'en croire, la doctrine de l'unité universelle est vieille comme le monde, et fait le fond commun de toutes les religions et de tous les systèmes philosophiques. Partout proclamée dans les livres de l'Ancien Testament, elle a été connue des prêtres de la Chaldée et de l'Égypte. Zoroastre et Hermès l'ont enseignée à Orphée, par qui elle s'est transmise à la Grèce, à Pythagore, à Parménide, à Platon (5). Tout est un, voilà le mystère des mystères, la clef de tous les symboles, le dernier mot de la sagesse divine et humaine. L'Évangile est venu imprimer à cette doctrine le sceau de la consécration suprême. « *Qui me voit*, dit Jésus, *voit mon Père. — Mon Père et moi, nous ne sommes qu'un*, dit saint Jean; *il nous a fait participants de son esprit. — C'est en lui*, dit saint Paul, *que nous avons la vie, le mouvement et l'existence.* » Ainsi l'ancienne loi et la nouvelle, la raison et la foi, les méditations des sages et les symboles des sanctuaires, tout s'accorde à proclamer la consubstantialité universelle des êtres.

Servet était tellement convaincu de la vérité de cette doctrine, que devant ses juges mêmes, en face de la mort, il eut le courage de la confesser. Calvin, qui avait fait des doctrines panthéistes de Servet un des principaux chefs de l'accusation capitale intentée contre lui (6), l'interpelle au sein du conseil de Genève :

(1) Voici un passage qui résume fortement la métaphysique panthéiste de Servet : « Rerum ideæ, in quibus res ipsæ in esse uno consistunt, sunt unum in Deo, res alias eo medio unum cum Deo esse facientes. » (*De Trin.*, lib. IV, ad calcem.)

(2) « Ipse Deus, qui est in lapide lapis, et in ligno lignum, omnia suis ideis essentians. » (*De Trin. div.* Dial., I, p. 184 de Mead.)

« Omnibus mundi rebus immixtus est ipse Deus. » (*Christ. Rest.*, p. 282.)

« Spiritus regenitorum sunt Deo consubstantiales et coæterni. » (*Ibid.*, p. 226.)

(3) « Ex præmissis comprobatur vetus illa sententia, omnia esse unum... Parmenidis ergo et Melissi de unico principio sententia hoc modo vera erit... » (*De Trin*, IV, ad calcem.)

(4) C'est le livre IV, intitulé : *De l'essence* OMNIFORME *de Dieu et des principes des choses.*

(5) *Christ. Rest.*, lib. IV, ad calcem.

(6) Voici les articles XXIV, XXVI, XXVII de la plainte portée par Nicolas de la Fontaine et rédigée par Calvin :

XXIV. Que l'essence des anges et de nos âmes est de la substance de Dieu.

XXVI. *Item*, au lieu de confesser trois personnes en l'essence de Dieu, ou trois hypostases qui aient chacune sa propriété, il dict que Dieu est une seule chose contenant cent mille essences, tellement qu'il est une portion de nous, et que nous sommes une portion de son esprit.

XXVII. *Item*, suivant cela que non-seulement les patrons de toutes créatures sont en Dieu, mais aussi les formes essentielles, tellement que nos âmes sont de la semence de la parole de Dieu.

Calvin, dans plusieurs de ses écrits, revient avec force sur ce panthéisme de Servet. « Sur-

— Maintiens-tu que nos âmes soient un sourgeon de la substance divine ; qu'il y ait dans tous les êtres une déité substantielle (1)?

— Je le maintiens, répond Servet.

— Mais, quoi! misérable! s'écrie Calvin en frappant du pied, ce pavé est-il Dieu? Est-ce Dieu qu'en ce moment je foule?

— Sans aucun doute.

— A ce compte, ajoute Calvin avec ironie, les diables eux-mêmes contiennent Dieu?

— En doutes-tu? réplique sur le même ton l'indomptable panthéiste, perdant ici toute prudence, mais n'hésitant pas à livrer sa vie plutôt que de désavouer sa foi.

V. — SYSTÈME THÉOLOGIQUE DE MICHEL SERVET. — SA THÉORIE DU CHRIST.

Nous connaissons dans ses principes généraux la doctrine philosophique de Michel Servet. Comment applique-t-il ce platonisme panthéiste à la restitution du christianisme, but suprême de ses efforts? De longs développements seraient nécessaires pour exposer dans tous ses détails cette vaste entreprise. Nous nous bornerons à porter la lumière sur le point fondamental, savoir la théorie du Christ. On peut la résumer en quelques mots : les idées prises dans leur totalité sont pour Servet la lumière incréée ou le Verbe de Dieu. Or, elles émanent toutes d'un type général et supérieur, qui est le type de l'humanité, modèle primitif de tous les êtres. Cette idée centrale où s'unissent toutes les idées, ce soleil du monde intelligible, ce type supérieur et primitif, cet exemplaire éternel de l'humanité, c'est le Christ. Voilà une définition du Christ qui peut paraître bizarre, obscure, extraordinaire ; essayons de l'éclaircir : elle fait le fond de la doctrine religieuse de Servet.

Au premier coup d'œil jeté sur cette conception étrange, elle rappelle plus d'un souvenir. Dans la doctrine cabalistique (2), nous trouvons aussi entre la nature et Dieu un monde intelligible, le monde des Séphiroth, et la première Séphira, celle qui embrasse toutes les autres, c'est l'Adam céleste, type de l'humanité. Spinoza, qu'on a plusieurs fois accusé d'avoir emprunté son panthéisme à la cabale, définirait volontiers Jésus-Christ une idée, un mode éminent et supérieur de la pensée éternelle. L'école hégélienne enfin prétend réduire à son tour le Christ à une idée, à l'idée de l'humanité. Nous constatons ces analogies curieuses et étonnantes sans vouloir le moins du monde en abuser. Ce qui doit particulièrement nous tenir en garde, c'est une première différence qui en suppose beaucoup d'autres. Ni la cabale, ni Spinoza, ni Hegel, ne reconnaissent la vérité des faits de l'Évangile. Leur Christ est un être de raison et non un personnage historique. Servet, au contraire,

tout, dit-il (*Instit. chrét.*, liv. I, chap. XIII, p. 38), il y a dans Servet un blasphème exécrable... car il affirme à pur et à plat qu'il y a des parties et des partages en Dieu, et que chacune portion est Dieu même ; que les âmes des fidèles sont coéternelles et consubstantielles à Dieu, combien qu'ailleurs il attribue déité substantielle, non-seulement à nos âmes, mais à toutes choses créées. » — Calvin dit ailleurs (*Inst. chrét.*, liv. I, chap. XV) : « Or, devant que passer plus outre, il est nécessaire de rembarrer la resverie des manichéens, laquelle Servet s'est efforcé de remestre sus de notre temps... C'est une rage trop énorme de déchirer l'essence du Créateur à ce que chacun en possède une portion... La création n'est point une transfusion, comme si on tirait le vin d'un vaisseau ou une bouteille, mais c'est donner origine à quelque essence qui n'était point. »

(1) Calvin. opp. theol., *Refut. error. Serveti*, p. 703.

(2) Voyez le savant ouvrage de M. Franck sur *la Cabale*, pag. 161 et 178.

confesse expressément la naissance miraculeuse de Jésus-Christ et sa résurrection surnaturelle. Cette foi positive est chose grave et de conséquence. Gardons-nous donc de l'attrait quelquefois trompeur des analogies, et, avant tout rapprochement, cherchons à nous rendre un compte exact et fidèle de ce qu'on appellerait aujourd'hui en Allemagne la christologie de Michel Servet.

Il faut distinguer premièrement avec lui un Christ idéal et un Christ réel : le Christ réel et visible a commencé d'exister quand il est sorti du sein de Marie; le Christ invisible et idéal n'a point eu de commencement et n'aura point de fin. Soleil du monde intelligible, premier rayon de la lumière de Dieu, il est éternel comme Dieu même. Sont-ce là deux Christ? Non; le Christ historique, celui qui a vécu et souffert avec les hommes, celui qui a soutenu sur sa poitrine la tête bien-aimée de saint Jean, le Christ de l'Évangile en un mot, n'est autre que le Christ éternel, d'indivisible et d'idéal devenu réel et visible.

On pourrait croire, au premier aperçu, que cette opinion sur Jésus-Christ ne diffère pas au fond de la doctrine orthodoxe du Verbe incarné, que Servet innove ici dans les mots beaucoup plus que dans les choses, et qu'en définitive sa distinction du Christ idéal et du Christ réel répond trait pour trait à celle qu'a établie l'Église entre le fils de Dieu coéternel à son père et le fils de l'homme né dans le temps, sujet à la naissance et à la mort; mais il s'en faut infiniment que telle soit la vraie pensée de Michel Servet. Parmi tous les dogmes enseignés par l'Église, il n'en est aucun qui le choque plus fortement que la distinction de deux natures en Jésus-Christ. Là, s'il faut l'en croire, est le fatal levain d'erreur qui a corrompu toute la doctrine chrétienne; là est la faute capitale des pères de Nicée. Le même esprit de subtilité contentieuse qui a fait distinguer en Dieu trois hypostases a porté les sophistes grecs à décomposer Jésus en deux natures. Ce n'était pas assez d'avoir déchiré l'essence divine, il fallait encore mettre en pièces l'unité du Christ. « Chimères creuses, s'écrie Servet, vains raffinements d'analyse que tout cela! Ouvrez l'Évangile : où est la trace de ces puériles distinctions? Y voyez-vous deux fils de Dieu : l'un, parfait, infini, impassible; l'autre, fini, imparfait, sujet à la tentation et à la souffrance? Non; un seul Christ, un seul fils de Dieu, unique et indivisible (1). Écoutez saint Jean : *Le Christ est sorti de Dieu;* écoutez Jésus lui-même : *Je suis sorti de mon père. — Mon père est en moi et je suis en mon père. — Mon père et moi ne faisons qu'un.* Lisez dans saint Mathieu ce touchant et sublime récit : Les disciples de Jésus hésitent sur le vrai caractère de sa personne. Est-il un prophète, comme Élie, comme Jérémie, ou quelque chose de plus grand? Jésus se tourne vers un des plus simples, saint Pierre : Et vous, Simon Pierre, que pensez-vous de moi? — Vous êtes le Christ, fils du Dieu vivant. — Voilà le cri d'une conscience naïve, d'une foi énergique et simple. Ainsi la vérité, qui se faisait sentir à des pêcheurs de Judée, a échappé aux doctes et aux philosophes! Qu'auraient dit les apôtres, si on était venu leur apprendre que ce Jésus qu'ils venaient de voir monter au ciel n'était qu'un homme, uni d'une manière inintelligible à une hypostase de la Trinité? A coup sûr, ils n'auraient point compris ce langage, ou ne l'auraient compris que pour le répudier comme un blasphème (2)? »

Telle est l'incroyable véhémence avec laquelle Servet s'élève contre la doctrine de Nicée. Certes, s'il est un spectacle étrange, inattendu, et qu'on appellerait piquant en moins sérieuse matière, c'est d'entendre Michel Servet revendiquer contre l'Église, contre les protestants à la fois et contre les catholiques, le dogme de la divinité de Jésus-Christ. A l'en croire, quiconque distingue en Jésus-Christ la nature divine et

(1) *Dial. de Trin.*, lib. I. – *Christ. Rest.*, lib. II et III.
(2) *Christ. Rest.*, lib. I, p. 13 et 14.

la nature humaine, la première restant impeccable, impassible, infinie, par conséquent séparée de la seconde; quiconque soutient que l'âme et le corps de Jésus-Christ sont purement humains soutient par cela même que Jésus-Christ n'est point le fils de Dieu, que Dieu ne s'est point fait chair.

Si scandaleux et si absurde que puisse paraître ce raisonnement, il faut ici reconnaître la parfaite sincérité de l'étrange réformateur, qui, en ruinant le christianisme par la base, croit de bonne foi le restituer. L'argumentation de Servet s'appuie, d'ailleurs, sur un fait selon nous incontestable : c'est que la distinction en Jésus-Christ de deux natures et de deux volontés, unies dans une seule personne, ne se trouve pas explicitement dans l'Évangile. L'Évangile n'est point un traité de métaphysique, c'est un récit incomparable, qu'il faut lire avec son cœur plus encore qu'avec son esprit. Tout y est simple et uni. Point de raffinements, point de distinctions, point de formules. C'est une doctrine en action, une philosophie vivante. Il y a donc une certaine part de vérité dans la doctrine de Servet; ce qu'il ne voit pas, c'est que la doctrine de Nicée, la distinction de deux natures dans Jésus est en parfaite harmonie avec l'esprit du christianisme. Et pourquoi ne voit-il pas cela? C'est que l'esprit du christianisme n'est pas le sien, c'est que le souffle du panthéisme a envahi son intelligence et son cœur; c'est qu'il lit l'Évangile avec des yeux prévenus; c'est qu'il brûle de trouver dans le Christ l'application la plus haute du principe qui lui est cher entre tous, le principe de la consubstantialité universelle.

Oui, la distinction en Jésus-Christ de la nature divine et de la nature humaine, réconciliées dans l'unité de la personne, est profondément conforme au génie du christianisme. L'idée mère de cette grande religion, en effet, c'est l'idée de la divinité du Christ. Or, entendez-vous que le Christ soit Dieu tout entier, Dieu dans la plénitude absolue de son être? Mais alors le Christ ne peut plus être un homme. Si le Christ, considéré d'une manière simple et absolue, sans distinction et sans réserve, est identique à Dieu considéré aussi dans son absolue simplicité, vous aboutissez à une contradiction flagrante. L'incarnation n'est plus alors un mystère, mais une absurdité palpable, une véritable énormité. Il faudrait dire, avec Spinoza, qu'en faisant Dieu homme, c'est comme si l'on voulait faire un cercle carré. Aussi certains hérétiques des premiers siècles avaient-ils pris le parti de considérer le Christ comme une sorte de fantôme, d'ombre humaine, qui servait simplement d'organe à Dieu. Ce Christ fantastique est trop déraisonnable pour qu'on s'y arrête sérieusement. Si donc le Christ a été un être réel, et si vous soutenez en temps qu'il est Dieu, absolument parlant, vous tombez dans l'absurde en égalant l'Être des êtres à une créature, en circonscrivant la nature infinie de Dieu dans les limites de l'individualité, à moins que vous n'ajoutiez que Dieu est le Christ, comme il est Socrate, comme il est le dernier des hommes, comme il est la plante qui végète, l'eau qui s'écoule, le caillou que foulent mes pieds. Mais alors, je le répète, il n'y a plus une incarnation unique, surnaturelle, de Dieu en Christ; il y a autant d'incarnations que d'individus réels. Dieu s'incarne partout et toujours. La vie de la nature n'est que la métamorphose infinie et incessante d'un seul et même principe qui devient tout, qui détruit tout, qui survit à tout, qui est tout. Alors aussi le Christ n'est tout au plus qu'une manifestation éminente, mais passagère de Dieu. On peut le placer dans la chapelle d'Alexandre Sévère avec Moïse, Orphée, Zoroastre, mais il ne faut plus l'appeler le Fils de Dieu.

C'est donc pour maintenir la divinité du Christ, pierre angulaire du christianisme, que les conciles ont établi la distinction des deux natures. Servet n'entre pas dans cette pensée. Il ne veut pas reconnaître deux natures dans le Christ, et soutient que Jésus-Christ, comme homme, comme fils de Marie, est fils de Dieu, consubstantiel à Dieu. Sa chair est divine; son âme, son esprit, tout en lui est divin. C'est ainsi qu'il

entend et qu'il accepte le fameux *Homousion* de Nicée (1). A ce compte, tous les êtres sont fils de Dieu ; toute la nature est consubstantielle à son principe, et par là même le Christ se trouve réduit à une incarnation particulière et déterminée de Dieu : l'arianisme et le sabellianisme se rencontrent.

La négation de la divinité du Christ, voilà la conséquence que la logique imposait à Michel Servet. L'a-t-il résolûment acceptée? l'a-t-il nettement repoussée? Ni l'un ni l'autre. Il a essayé de l'atténuer en l'acceptant. C'est ce qui fait l'obscurité de sa christologie. La clef de toutes les difficultés qu'elle présente, c'est qu'il veut être à la fois chrétien et panthéiste. Pour résoudre ce problème insoluble, pour reconnaître dans le Christ quelque chose de plus qu'un homme, sans y voir Dieu lui-même mystérieusement uni à l'humanité, Servet imagine sa théorie d'un Christ idéal qui n'est point Dieu, qui n'est point un homme, qui est un intermédiaire entre l'homme et Dieu. C'est l'idée centrale, le type des types, l'Adam céleste, modèle de l'humanité et par suite de tous les êtres. Pour l'Église, le Christ est Dieu ; pour le panthéisme, le Christ n'est qu'un homme, une partie de la nature. Servet place entre la Divinité, sanctuaire inaccessible de l'éternité et de l'immobilité absolue, et la nature, région du mouvement, de la division et du temps, un monde intermédiaire, celui des idées, et il fait du Christ le centre du monde idéal (2). De la sorte, il croit concilier le christianisme et le panthéisme en les corrigeant et les tempérant l'un par l'autre.

L'effort de Servet pour échapper au panthéisme est manifeste. Il reproche à Zoroastre et à Trismégiste d'avoir admis entre la nature et Dieu une union trop immédiate (3) ; il essaye de conserver les idées de création et de créateur. « Tous les êtres, dit-il, sont sans doute consubstantiels en Dieu, mais par l'intermédiaire des idées, c'est-à-dire par l'intermédiaire du Christ. » Le Christ seul est fils de Dieu, engendré immédiatement de sa substance ; les autres êtres ne sont Fils de Dieu que par adoption et grâce à la médiation du Christ. Le Christ est le nœud de la terre et du ciel, le pont qui comble l'abîme entre l'éternité et le temps, entre le fini et l'infini, entre la nature et Dieu (4).

Que serait Dieu sans le Christ ? Un principe inaccessible, retiré en soi dans les muettes profondeurs d'une existence absolue, une cause sans effet, un soleil sans lumière. Le Christ est la lumière de Dieu, sa manifestation la plus parfaite, son image la plus pure, sa personne (5). En ce sens, le Christ est égal à Dieu ; il est Dieu même, mais Dieu visible, participant des créatures (6), contenant en soi l'humanité

(1) *Christ. Rest.*, lib. II, p. 48 sqq. — « Caro Christi de cœlo est, panis cœlestis, de substantia Dei, et a Deo exivit. » (Lib. I, p. 15.) — « Sanguis Christi est Deus, sicut caro Christi est Deus, et anima Christi est Deus. » (*Christ. Rest.*, p. 217 de Mead.)

(2) « Christus ipse est idearum pelagus æternum. » (*Christ. Rest.*, p. 278.) — « Quemadmodum in medio immensitatis et inaccessæ lucis apparet solaris vultus : ita in medio altitudinum et profunditatum Dei apparuit ejus oraculum, Jesu Christi persona. » (P. 99.)

(3) « Zoroaster quoque patrem omniformis mundi dixit esse omniformem Deum, nihil de Christo cogitans, quem nec angeli tum cognoscebant. » (*Christ. Rest.*, p. 212 sqq.)

(4) « In solo Christo est Deus. » (*Dial. de Trin.*, p. 281.) — « Primario tamen in Christo ipse videtur Deus. In re quavis pene palpatur Deus (*Act. apost.*, 17), sed primario in Christo. » (*Ibid.*, p. 282.)

(5) « Deus est, quia forma Dei, species Dei, habens potentiam et virtutem Dei. Dicitur Deus per virtutem, sicut homo per carnem. » (*Christ. Rest.*, lib. I, p. 12.) — « Primum exemplar in archetypo illo superiori mundo fuit homo Christus Jesus. » (*Ibid.*, lib. III, p. 91 de Mead.) — « In Christo vero conjunguntur Deus et homo in unam substantiam, unum corpus, et unum novum hominem. » — « Atque ita Christus omnis mixtionis et unionis specimen et prototypus : qui non solum in se ipso humana commiscet et unit, sed et divina humanis in unam veram substantiam. » (*Christ. Rest.*, p. 264.)

(6) « Verus ille Messias Jesus crucifixus, Dei et hominis participationem habet, ut non poterit dici creatura, sed particeps creaturarum. » (*Ibid.*, p. 233 de Mead.)

et tous les êtres de l'univers. C'est du Christ que tout émane ; c'est vers lui que tout retourne. Il est la cause, le modèle et la fin de tous les êtres ; tout en lui s'unifie, et il unifie tout avec Dieu.

Servet développe cette idée avec un véritable enthousiasme ; c'est le pivot de toute sa doctrine. Par elle, il prétend rendre le christianisme à sa pureté primitive, en expliquer tous les dogmes, les mettre en harmonie avec un panthéisme épuré, avec les traditions de tous les peuples, les symboles de tous les cultes, les formules de tous les systèmes, les maximes de tous les sages. Quelque jugement qu'on porte au fond sur son entreprise, ni la sincérité de sa foi, ni la noblesse de son enthousiasme, ni une certaine profondeur et une certaine originalité dans ses idées, ne sauraient être contestées sans injustice.

Reste à savoir comment ce Christ idéal pourra devenir réel, se faire chair, sans perdre son caractère divin, son éternité, son universalité, son immobilité. Servet rencontre ici d'inextricables difficultés, et, loin de les dénouer, il semble se plaire à les compliquer par des conceptions d'une bizarrerie surprenante. Jusqu'à ce moment nous l'avons vu se tenir sur les hauteurs de la métaphysique. Son christianisme n'est encore qu'une philosophie ; il faut qu'il devienne une histoire, un récit positif et précis, où il ne s'agit plus d'une idée, mais d'un homme, d'un individu réel et vivant.

Servet, en effet, n'est point un pur rationaliste comme Spinoza, ou un idéaliste à la manière de Hegel. Il prend l'Évangile à la lettre ; il confesse explicitement la naissance miraculeuse du Christ, conçu dans le sein d'une vierge par une opération surnaturelle de l'Esprit divin. L'Église a jeté sur cette génération le voile épais du mystère, et c'est de sa part un trait de sagesse. Servet prétend expliquer l'enfantement de Jésus, et, qui plus est, y trouver la clef de toutes les générations naturelles (1). Il nous dit que le corps de Jésus-Christ est formé de quatre éléments : la Vierge Marie n'a fourni que l'élément terrestre ; les trois autres sont venus du ciel (2). Le Christ, avant que de naître, avait déjà un corps, mais un corps en quelque sorte spirituel, invisible, infini, partout présent (3). Il a revêtu cet autre corps pesant et visible pour nous apprendre à le quitter, pour nous délivrer de ces liens où nous enchaînent la nature et le péché, et nous conduire à sa suite dans la région supérieure, libres et transfigurés (4). Ici, Servet n'est plus un philosophe ni un théologien ; il nous apparaît comme une manière d'alchimiste et d'illuminé, et ses spéculations bigarrées de théologie et de médecine, de physique et d'astrologie, n'inspireraient qu'un profond dédain, si on ne songeait qu'au XVIe siècle ces rêveries sont la commune infirmité des plus grands génies, si, d'ailleurs, on ne voyait briller quelques éclairs au milieu de ce chaos : tantôt des vues particulières, pleines de hardiesse et d'avenir, sur la circulation et la génération, tantôt des aperçus généraux sur l'harmonie secrète des lois de l'intelligence et des lois de la nature, et sur les analogies qui enchaînent tous les degrés de l'échelle des êtres (5).

Il est clair que cette théorie du Christ détruisait radicalement le dogme de l'incarnation, comme la doctrine de Servet sur l'indivisibilité absolue de Dieu abolissait le dogme de la Trinité, comme sa conception d'un monde intelligible qui émane de Dieu par une loi nécessaire et se réfléchit éternellement dans le monde visible sapait

(1) « Christi generatio aliarum generationum omnium specimen et prototypus. » (*Christ. Rest.*, lib. IV, p. 123 de Mead.) — « Etiam thesauri scientiæ naturalis sunt in Christo absconditi. » (*Christ. Rest.*, p. 251.)

(2) *Christ. Rest.*, lib. IV. — *Ibid.*, *De Trin. Dial.*, II.

(3) *Christ. Rest.*, p. 279.

(4) *Christ. Rest.*, lib. V. — *Ibid.*, *De Trin. Dial.*, II.

(5) *Christ. Rest.*, lib. IV et V. — *Ibid.*, *de Trin. Dial.*, II, p. 250 sqq.

par la base le dogme de la création. Voilà donc toute la métaphysique du christianisme renversée. Servet respectera-t-il davantage la morale chrétienne, dont la racine est le dogme de la rédemption? Tant s'en faut : Servet admet à la vérité une chute primitive, un abaissement de la nature humaine en Adam; mais il rejette l'idée (1) d'une transmission héréditaire du péché originel, et supprime, en conséquence, le baptême des petits enfants (2). Il ne reconnaît pas la nécessité de la grâce pour le salut, ni celle de la foi aux promesses de Jésus-Christ. Aussi sauve-t-il les mahométans, les païens et tous ceux qui auront vécu selon la loi naturelle (3).

En résumé, la Trinité restreinte à une distinction de points de vue, le Christ devenu une idée, l'idée éternelle de l'humanité, l'incarnation réduite à une forme supérieure de cette idée, la chute d'Adam à un abaissement de la nature humaine, la rédemption au retour de cette nature vers sa pureté primitive, tel est le christianisme de Servet. Supprimez la métaphysique panthéiste qu'il emprunte à l'école néoplatonicienne et qui sert d'instrument à cette négation radicale de tous les dogmes chrétiens, ne gardez que la négation elle-même, et vous avez le socinianisme. A cette condition seule, la doctrine de Michel Servet pouvait devenir populaire. Embarrassée dans la profondeur et la subtilité de ses conceptions transcendantes, elle n'est dans Servet qu'une philosophie; dégagée de ce cortége, réduite à ses conséquences les plus simples, elle va devenir avec les Socin une religion.

Ainsi, une logique irrésistible précipitait le mouvement de la réforme. Luther ne voulut d'abord toucher qu'aux indulgences et au culte; mais bientôt, portant la main sur la doctrine de la grâce, il modifia profondément toute l'économie de la morale chrétienne. Purifier le culte et la morale en conservant le fond du christianisme, tel est le but que se propose Calvin, telle est la pensée dont l'*Institution chrétienne* reste l'immortel monument. Mais que peuvent le génie et même la grandeur du caractère contre la force des idées? Calvin avait déclaré le christianisme corrompu dans sa morale. Servet le déclara corrompu dans sa métaphysique et prétendit le refondre depuis la base jusqu'au faîte. Or, à mesure qu'il retouchait chaque dogme, il le niait. Socin réunit ces négations et fit un christianisme d'où la divinité de Jésus, c'est-à-dire l'âme du christianisme, était absente. Un pas de plus, et cette ombre de christianisme se dissipe pour faire place à la religion du vicaire savoyard.

La doctrine des Socin derrière celle de Michel Servet, et derrière le socinianisme lui-même, le déisme, voilà ce qu'aperçut l'œil perçant de Calvin. C'est le socinianisme et le déisme qu'il poursuivit, qu'il frappa, qu'il voulut exterminer en Michel Servet. On a expliqué le supplice de cet infortuné par la haine de Calvin; mais la haine de Calvin veut aussi être expliquée. Ce fut sans doute une haine personnelle, nous en donnerons prochainement des preuves irrécusables, mais ce fut aussi une haine d'idées. Calvin détestait en Servet, non-seulement son contradicteur obstiné, tranchant, orgueilleux, indomptable, mais l'homme qui venait précipiter la réforme dans l'abîme du socinianisme et donner raison à ceux qui la proclamaient incapable de donner un règle de foi et de contenir les témérités de l'indépendance, en un mot celui qui venait détruire l'ouvrage de sa vie.

Voilà ce qu'il faut comprendre, je ne dis pas pour absoudre la conduite de Calvin dans le procès de Michel Servet, mais pour l'expliquer et la juger avec la haute impartialité de l'histoire.

ÉMILE SAISSET.

(*La seconde partie à la prochaine livraison.*)

(1) *Christ. Rest.*, *De Regen. sup.*, lib. I.
(2) *Ibid.*, lib. IV. — Conf. *Epist. ad Calv.*, passim.
(3) *Ibid.*, *De Fide et Just.*, lib. III.

LES ANCIENS

COUVENTS DE PARIS.

TROISIÈME RÉCIT.

CLÉMENTINE.

DEUXIÈME PARTIE (1).

IV

Quelques jours plus tard, la famille était rassemblée comme d'habitude dans la salle verte, à l'heure du diner. La pendule ne marquait pas encore midi, et l'on était dispersé dans cette vaste pièce, où cent personnes auraient été à l'aise.

— Bonté divine! regarde donc M. de la Graponnière, dit tout bas le petit baron à sa cousine; quelle tenue! Le justaucorps de velours et le chapeau bordé! Est-ce qu'il est de noces aujourd'hui?

— Le voilà qui ouvre la porte, dit rapidement Clémentine; vite, range-toi; j'entends mon oncle.

Un moment après, le marquis entra, marchant sans s'appuyer sur son écuyer de main, et dans un costume qui surprit tout le monde. Il avait mis un des habits de cour renfermés depuis vingt ans dans ses coffres et pris une perruque dont la frisure retombait majestueusement jusqu'à la hauteur du coude. Son pourpoint de damas orange, brodé noir et argent, laissait entrevoir une chemise garnie de dentelle, et ses chausses, pareilles, étaient attachées avec des aiguillettes dont les ferrets étaient

(1) Voyez plus haut page 303.

en pierreries. D'une main il tenait sa longue canne, et de l'autre un chapeau à plumes dont le ruban de forme était semé de petits diamants.

— Qu'est-ce que ceci signifie et que va-t-il donc se passer céans? murmura mademoiselle de Saint-Elphège avec une vague inquiétude.

— Est-ce qu'il est question ici de quelque cérémonie? demanda madame de Barjavel.

— Quel magnifique habit! dit le petit baron à l'oreille de Clémentine; je t'assure qu'avec ce pourpoint jaune foncé, chamarré de noir, mon oncle ressemble tout à fait à ce beau papillon qu'on appelle le grand-flambé...

Le marquis salua gravement ses nièces et regarda du côté de la fenêtre, comme pour s'assurer de la sérénité du temps; puis il dit à haute voix :

— Mon vieux la Graponnière, il faut que ma chaise à porteurs soit prête quand je sortirai de table; au lieu de faire ma promenade ordinaire, je veux aller rendre sa visite à M. de Champguérin.

A cette déclaration inouïe, il y eut un moment de silence et de stupéfaction; ce fut une impression analogue à celle qu'aurait pu produire la vue de la grosse tour du château voltigeant dans l'espace et allant se poser au sommet de la montagne voisine. Mademoiselle de Saint-Elphège revint la première de son étonnement, et murmura avec ironie :

— Voilà, certes, un beau dessein et une grande idée!

— Je veux rendre sa visite à M. de Champguérin, répéta le marquis; il faut donner sur-le-champ les ordres, mon vieux la Graponnière. Ces dames m'accompagneront en litière, et le baron suivra à cheval.

— Monsieur, je vous supplie de considérer que vous n'êtes point habitué à faire de si longues promenades, dit mademoiselle de Saint-Elphège d'un air de respectueuse insistance.

— Il y a deux lieues d'ici à Champguérin, et la route est mauvaise, ajouta la Graponnière.

— Et cette grande fatigue pourrait nuire à la santé de M. le marquis, observa timidement l'abbé Gilette.

Pour toute réponse, le vieux seigneur mit son chapeau sur sa tête et dit d'un ton de maître :

— Je partirai au sortir de table. Que tout le monde se tienne prêt.

Puis il s'achemina le premier vers la salle à manger en redressant sa taille osseuse et en faisant craquer le talon de ses souliers à rosette.

— Cette promenade ne saurait lui être nuisible, dit madame de Barjavel en le suivant.

— Eh! eh! il pourrait en mourir, répliqua froidement mademoiselle de Saint-Elphège.

— C'est la première fois que je vais me promener de l'autre côté de la montagne, dit le petit baron à sa cousine : que je suis aise! il doit y avoir beaucoup d'insectes là-bas!

— Est-il possible, mon Dieu! nous allons à Champguérin! murmura Clémentine, tremblante d'émotion et de joie.

— Il y a vingt ans passés que M. le marquis n'est sorti de l'enceinte du château, dit l'abbé Gilette à l'écuyer de main; j'ai l'idée qu'un peu de mouvement lui sera salutaire.

La Graponnière secoua la tête.

— M. l'abbé, répondit-il sentencieusement, les vieilles gens sont comme les vieux meubles; ils ne durent qu'autant qu'ils restent en place.

A ces mots, le bonhomme courut faire préparer les équipages; mais la chose se

trouva des plus difficiles. Si les litières et la chaise à porteurs étaient encore sous les remises, il n'y avait plus un seul cheval dans les écuries; tous étaient morts de vieillesse devant le râtelier. La livrée aussi était en désarroi; les grands laquais qui jadis se campaient si fièrement derrière le carrosse avaient pris des allures d'invalides; les porteurs de chaise n'étaient plus propres à faire leur rude service; le coureur lui-même, un grand gars autrefois agile et léger comme un daim, était devenu obèse dans la grasse oisiveté où il vivait depuis si longtemps. La Graponnière parvint cependant à disposer la cavalcade. Il mit en réquisition tous les mulets de bât qui se trouvaient dans le bourg pour porter les litières, et fit endosser la livrée du marquis à quelques paysans, afin de les transformer en porteurs de chaise. Tout était prêt lorsque, au sortir de table, le marquis s'avança dans la cour d'honneur.

— Mon vieux la Graponnière, dit-il du même air que le roi Louis XIV quand il nommait les courtisans qui devaient monter dans ses carrosses, donne la main à madame la baronne et mets-la dans la première litière; ma nièce de Saint-Elphège et ma nièce de l'Hubac iront dans la seconde; derrière elles, mes gens viendront en bon ordre. Et vous, baron, ajouta-t-il en se tournant vers Antonin, êtes-vous prêt à partir?

— Oui, monsieur, répondit-il; nous allons vous suivre tout doucement à pied avec M. l'abbé.

— Fi donc! interrompit le marquis, est-ce que vous êtes fait pour aller sur vos jambes? Il vous faut monter à cheval, M. le baron.

— Excusez-moi, monsieur, répondit-il; mais c'est impossible...

— Comment, impossible!

— Je n'ai jamais été à cheval et ne sais pas même de quelle main on tient la bride.

— Corbleu! que me dites-vous là? Un jeune gentilhomme qui a l'honneur de m'appartenir et qui serait d'âge à entrer dans les pages de Sa Majesté, un baron de Barjavel ne sait pas monter à cheval! Mais que lui a-t-on appris pour lors? M. l'abbé, c'est à vous que je m'adresse.

Le pauvre abbé s'avança le dos courbé en balbutiant une excuse.

— Vous allez me répondre que vous ne pouvez pas enseigner vous-même l'équitation à votre élève, reprit le marquis; mais il y a ici la Graponnière qui doit être un parfait écuyer : il fallait que mon petit-neveu fît tous les jours avec lui quelques tours de manége.

— Je n'aurais, certes, pas mieux demandé! dit glorieusement la Graponnière, lequel n'avait jamais eu d'autre monture qu'un baudet du même poil que celui de Sancho Pança.

— Il n'importe, continua le marquis; mon neveu saura toujours bien se tenir en selle pour faire une promenade. Allons, M. le baron, le pied à l'étrier, je vous prie.

— Je vous supplie de m'excuser, monsieur,... je ne saurais en vérité,... balbutia Antonin en jetant autour de lui un regard de détresse.

— Morbleu! fit le vieux seigneur en fronçant le sourcil et en regardant son petit-neveu d'un air qui fit trembler tout le monde.

Ce fut Clémentine qui la première osa prendre la parole.

— Hélas! monsieur, dit-elle d'un ton suppliant, ne vous fâchez pas. Il est certain que mon cousin ne saurait vous obéir : comment voulez-vous qu'il mette le pied à l'étrier? il n'a point de cheval.

— C'est un fait positif, ajouta respectueusement la Graponnière; le dernier cheval des écuries de M. le marquis est mort de gras-fondu il y a cinq ans passés.

— En ce cas, j'excuse mon neveu et je lui permets d'aller à pied, dit le marquis d'un air radouci.

Et, saluant ses nièces, il entra dans la chaise à porteurs.

La cavalcade défila lentement en traversant le bourg par l'espèce de chemin tortueux bordé de masures qu'on appelait la grand'rue. Le coureur du marquis, ce gros homme qui s'était reposé durant plus de vingt ans, allait en avant tout essoufflé, le poing sur la hanche et brandissant sa canne à pommeau d'argent. Ensuite venait la chaise, doucement portée par deux robustes manants en livrée jaune et noir, qui étaient les couleurs de la maison de Farnoux. Les glaces baissées laissaient apercevoir, comme dans le fond d'une boite doublée de satin cramoisi, la petite figure parcheminée du marquis, encadrée dans les flots de sa perruque noire. La Graponnière marchait d'un pas un peu lourd à côté de la chaise, et prenait de temps en temps la liberté de faire tout haut quelque réflexion chagrine sur la longueur du trajet et le mauvais état du chemin. Les deux litières suivaient au petit pas des mulets, lesquels, harnachés pour la circonstance, s'avançaient fièrement, le poitrail couvert de leur tablier de franges et de sonnailles, la tête ornée de pompons de laine de toutes couleurs. Quelques valets faisaient cortége, et, bien loin en arrière, l'abbé Gilette et son élève venaient en se promenant à travers champs.

Lorsque la cavalcade eut gravi les rampes escarpées qui aboutissaient au sommet de la montagne, le marquis ordonna de faire halte, afin que bêtes et gens pussent souffler et se reposer un peu. Les litières s'arrêtèrent, la Graponnière s'assit en soupirant sur un des bâtons de la chaise à porteurs, et la livrée se tint respectueusement debout à distance.

Les cimes rocheuses de la montagne s'affaissaient en cet endroit et formaient une sorte de plateau où croissaient les espèces végétales qui se plaisent dans les sites âpres et battus des vents. Des restes d'anciennes constructions couvraient tout cet espace et le disputaient aux plantes sauvages ; les touffes odorantes du romarin et de quelques ombellifères aux petites fleurs pâles cachaient à demi les voûtes effondrées et les larges assises de grès coquillier qui marquaient, ras de terre, l'enceinte écroulée d'un vaste édifice. Le chemin traversait ces décombres, et passait devant les débris d'un mur circulaire qui indiquait la place où s'élevait jadis la tour seigneuriale. Cette ruine dominait encore toute la contrée, et, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, on découvrait une campagne absolument déserte et non moins stérile que les environs de la Roche-Farnoux.

Le marquis avança la tête hors de sa chaise, comme pour reconnaître le terrain, et dit en se renfonçant aussitôt entre ses carreaux de soie cramoisie :

— Nous voici sur les domaines de M. de Champguérin ; je reconnais les ruines de l'ancien château et les roches à pic qui lui servaient de boulevard ; il y a nombre d'années, cependant, que je n'avais passé par ici. Et toi, mon vieux la Graponnière ?

— Moi de même, M. le marquis, répondit piteusement l'écuyer de main, mais je n'avais pas si bien gardé la mémoire de ce chemin-ci ; il me semble, en vérité, qu'autrefois la montagne n'était pas si élevée.

— Quoi ! c'est là l'ancien château de Champguérin ! s'écria Clémentine en regardant autour d'elle ; juste ciel ! il n'en reste pas pierre sur pierre.

— Cela n'a rien d'étonnant, attendu qu'il a été incendié et rasé durant les guerres de religion, répondit la Graponnière. Il conste de certains papiers que la tour de Champguérin, comme on l'appelait alors, était un château presque aussi beau que celui de la Roche-Farnoux.

— Lequel soutint à la même époque un siége mémorable, ajouta le marquis. Gaëtan de Farnoux, mon troisième aieul, le défendit très-vaillamment contre les huguenots qui venaient de prendre la tour de Champguérin.

— Quel malheur qu'ils ne l'aient pas emporté d'assaut ! ils l'auraient rasé aussi ! pensa mademoiselle de Saint-Elphège.

— Les Champguérin ne se sont plus relevés depuis ce temps-là, continua le marquis ; au lieu de reconstruire la tour, ils allèrent prendre gîte ailleurs, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; enfin le grand-père de celui-ci s'établit là-bas sous la hauteur.

— Est-ce que le nouveau château est aussi beau que l'ancien ? demanda Clémentine en parcourant du regard les plateaux inférieurs, où l'on n'apercevait aucune trace d'habitation.

— C'est une vraie taupinière, répondit dédaigneusement le marquis ; je n'en voudrais pas pour y loger mes chiens.

Et aussitôt il donna l'ordre de se remettre en route. La cavalcade descendit avec précaution le versant de la montagne, et pénétra, par un chemin à peine tracé, dans une gorge étroite, au fond de laquelle les pluies d'hiver avaient laissé de loin en loin quelques flaques d'eau. Ces petits bassins naturels, que les ardeurs de l'été devaient bientôt tarir, étaient bordés de jasmin jaune et de buissons d'églantiers dont les rameaux formaient de longues guirlandes de feuilles d'un vert foncé et de fleurs d'un pâle incarnat. A l'aspect de ces fleurs sauvages, Clémentine se pencha hors de la litière en s'écriant d'un air ravi :

— Les belles petites roses ! que je voudrais en avoir un bouquet !

— Ma nièce de l'Hubac a les goûts champêtres ! dit le marquis du fond de sa chaise à porteurs. Allons, charmante bergerette, mettez pied à terre et cueillez toutes les fleurs de ces buissons. Voici justement votre cousin qui vous aidera.

— Profitez bien vite de la permission, dit mademoiselle de Saint-Elphège en poussant légèrement Clémentine, qui s'élança toute joyeuse hors de la litière et alla tomber presque entre les bras du petit baron, qu'elle entraîna aussitôt dans le creux du ravin.

Mademoiselle de Saint-Elphège les suivit un moment des yeux comme frappée d'une idée subite.

— Eh ! eh ! se dit-elle avec satisfaction, il me semble que mon oncle saisit toutes les occasions de rapprocher ces deux enfants. Si par miracle il voulait une seule fois dans sa vie faire un mariage ! Le ciel veuille lui inspirer cette bonne intention ! Ah ! M. de Champguérin, vous ne seriez revenu que pour assister aux noces de Clémentine.

Tandis que la vieille fille se complaisait dans ces réflexions, le marquis riait dans sa chaise et disait à l'écuyer de main qui marchait à ses côtés :

— Regarde, mon vieux la Graponnière, regarde donc le petit baron, comme il parle avec feu à mademoiselle de l'Hubac, comme il fourre les mains au milieu des ronces afin de lui donner les plus belles fleurs, et s'égratigne bravement pour l'amour d'elle !

— A son âge, monsieur le marquis, vous faisiez encore mieux, répondit gaillardement la Graponnière.

— C'est vrai, murmura le vieux seigneur avec une expression de fatuité comique.

Durant cette espèce de commentaire, Antonin et Clémentine faisaient ensemble un gros bouquet, et, en effet, le petit baron affrontait les épines acérées des églantiers pour atteindre les plus belles fleurs ; mais, après les avoir examinées, il les jetait aussitôt à sa cousine en lui disant avec dépit :

— Tiens, je croyais y trouver l'arlequin doré ou le gribouri à bandes ; mais, que le ciel me confonde ! il n'y a rien sur la tige, rien entre les pétales, que des pucerons et de vilaines fourmis noires !

— Quel malheur ! répondit Clémentine d'un air de commisération ironique ; mais, va, console-toi, nous le trouverons un peu plus loin, ton arlequin doré, là-bas peut-être, au détour du sentier.

Elle courut en avant, et bientôt s'arrêta subitement les mains jointes et en s'écriant avec un naïf transport :

— Que c'est beau, mon Dieu! je vois des arbres!...

Les flancs de la montagne, profondément déchirés en cet endroit, formaient une vallée toute pleine d'ombre et de fraîcheur. C'était comme une oasis jetée au milieu de ces terrains bouleversés et stériles dont l'œil se fatiguait à mesurer l'étendue. Au-dessous des rocs grisâtres, rayés de bandes fauves, dont les immenses parois dominaient le vallon, il y avait une couche de terre humide et grasse où croissaient les plus beaux arbres de nos climats, le chêne gaulois, le gai peuplier, le tremble aux feuilles d'argent. Un filet d'eau murmurait sous ces ombrages, à travers une prairie naturelle, où il y avait moins d'herbes que de fleurs; le clocher d'une petite chapelle abritée au pied des rochers se montrait entre les feuillages avec sa croix fleuronnée, et plus loin encore, à l'endroit où commençait la zone aride des terres argileuses, on apercevait quelques pauvres maisons groupées au hasard : c'était le village de Champguérin. L'habitation seigneuriale était bâtie sur un tertre adossé aux dernières ramifications de la montagne; elle dominait ainsi tout à la fois l'entrée du vallon et le triste paysage qui se déroulait inculte et désert jusqu'à l'horizon lointain.

— Quelle bicoque! s'écria le marquis en reconnaissant la demeure de M. de Champguérin.

— Il doit régner aux environs une grande humidité, observa la Graponnière.

— Voilà ce qui s'appelle un véritable ermitage! dit mademoiselle de Saint-Elphège.

— C'est un site tout à fait sauvage, ajouta la baronne, qui avait soulevé le rideau de sa litière pour contempler cette verte solitude.

— Que c'est beau, mon Dieu! répéta Clémentine en détournant la tête pour respirer les fraîches émanations que le vent lui apportait du fond de la vallée.

— Il y a un ruisseau là-bas! murmura le petit baron transporté de joie, c'est là que je vais rencontrer enfin des espèces que je n'ai jamais vues que dans les livres!

Et, dans l'excès de sa satisfaction, il tira à demi une boîte de sa poche et reprit en la montrant à Clémentine :

— Viens ce soir dans la bibliothèque et tu verras... J'aurai là dedans des gyrins, des dytiques et beaucoup d'autres jolis insectes qui égratignent l'eau de leurs pattes.

— Silence! interrompit Clémentine; voilà M. l'abbé derrière nous, il peut t'avoir entendu.

— N'aie pas peur, répondit Antonin; il est tout absorbé dans ses chardons; depuis plus d'une semaine, il est à la recherche de la chardonnerette jaune, et il se flatte de la trouver ici.

Le château neuf de Champguérin était un édifice sans caractère, monté de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée, avec un perron de quelques marches et une girouette sur la crête du toit. Il était précédé par une cour assez vaste, à l'un des angles de laquelle s'élevait le pigeonnier avec sa ceinture de carreaux vernissés et sa toiture festonnée. Par-delà cette première enceinte, il y avait un jardin entouré de murailles et complanté avec une certaine symétrie. L'ensemble de ces constructions avait un aspect négligé qui accusait les longues absences du maître; la façade mal crépie montrait çà et là ses assises de pierres inégales; les croisées, dégarnies de contrevents, n'avaient pas toutes leurs vitres, et les murs de clôture présentaient de larges brèches sur lesquelles les plantes rudérales commençaient à étendre leurs tiges ligneuses. En ce moment, la porte principale était fermée; personne ne se montrait aux environs, et l'on aurait pu douter que le château fût habité, n'eût été le bruit que faisaient dans une arrière-cour les valets de chiens et la meute rentrant au chenil.

Apparemment quelque vedette avait signalé la cavalcade, car, lorsqu'elle arriva devant le château, M. de Champguérin parut immédiatement, et vint ouvrir lui-

même la portière de la chaise, du fond de laquelle le vieux seigneur lui disait avec de majestueuses inclinations de tête :

— Monsieur, je vous présente mon très-humble respect; j'avais si fort à cœur de reconnaître l'honneur que vous m'avez fait dernièrement de monter à la Roche-Farnoux, que je n'ai pas attendu les délais d'usage pour vous rendre visite.

— J'en suis comblé de joie, M. le marquis, répliqua le descendant ruiné des Champguérin ; mais j'éprouve en même temps une extrême confusion de votre présence en un lieu si peu digne de vous recevoir.

— Entrons toujours, dit le vieux seigneur ; je suis bien aise de me retrouver en ces lieux, et je tiens pour certain que mes nièces ne sont pas fâchées de m'avoir accompagné.

— Je les supplie aussi de recevoir mes excuses pour la manière dont elles sont reçues ici, dit M. de Champguérin en s'approchant afin de les aider à descendre de litière.

Mademoiselle de Saint-Elphège répondit à ses civilités par une froide révérence et se plaça aussitôt entre lui et Clémentine, qui le saluait timidement et cachait à demi son visage, couvert d'une rougeur subite, derrière le bouquet de fleurs d'églantier dont elle feignait de respirer le léger parfum.

Alors M. de Champguérin offrit la main à la baronne, qui sourit imperceptiblement et lui dit d'un ton gracieux :

— Certes, monsieur, j'étais loin de penser que j'aurais un jour le plaisir de venir ici.

— J'avoue que le bonheur de vous y recevoir était la chose du monde à laquelle je m'attendais le moins, répondit avec feu M. de Champguérin.

Ces paroles, qui s'adressaient à la baronne, vibrèrent dans le cœur de Clémentine; la pauvre enfant tournait en ce moment les yeux vers M. de Champguérin, et il lui sembla qu'un tendre regard, un amoureux rayon était tombé furtivement sur elle.

On entra dans une pièce du rez-de-chaussée dont l'aspect rappela tout à fait à mademoiselle de Saint-Elphège la grande chambre où elle avait couché le jour de son arrivée à la Roche-Farnoux. Les murs étaient tapissés d'une brocatelle jaune que l'humidité avait diaprée de taches fauves. Les siéges, boiteux pour la plupart, étaient recouverts d'une étoffe de soie fanée et zébrée d'innombrables déchirures. Une pendule dont le balancier était immobile depuis nombre d'années, quelques vieux portraits grimaçant contre les panneaux, un miroir verdâtre dans un grand cadre d'ébène, complétaient l'ameublement de cette salle de réception. Les fenêtres, qui s'ouvraient de plain-pied sur le jardin, étaient dégarnies de rideaux, et les vitres fêlées tremblaient dans leurs châssis de plomb. Le jardin n'était plus qu'une espèce de terrain vague où quelques vieux ifs élevaient encore leur tête sombre au milieu d'un parterre de mauves et d'orties. La vasque desséchée d'une fontaine faisait perspective au fond d'une tonnelle dont les piliers renversés gisaient dans l'herbe, et partout les rubus, armés d'épines cruelles, étendaient leurs rameaux tenaces. La vue était bornée de ce côté par le mur d'enceinte; mais le temps avait pratiqué dans cette clôture une large brèche, à travers laquelle on apercevait comme dans un cadre la chapelle assise au pied des rochers, et, tout alentour, un terrain crayeux parsemé de croix noires. Cette petite église solitaire, ce cimetière de village avec ses croix debout dans le sol crevassé, ces sombres rochers couleur de plomb, sillonnés de longues raies rouges, formaient un si mélancolique tableau, que le marquis lui-même en fut frappé. Dès qu'il eut jeté les yeux de ce côté, il détourna la vue en s'écriant :

— Si j'étais seigneur de Champguérin, il y a longtemps que j'aurais fait démolir cette vieille chapelle de Notre-Dame des Templiers, et défendu à mes paysans de

planter en face des croisées de mon château ces allées de croix blanches et noires.

Puis aussitôt, comme pour se rasséréner l'imagination, il ajouta en regardant les portraits de famille :

— Voilà des visages qui ne me sont pas inconnus; j'ai dansé plus d'une sarabande avec cette charmante personne qui porte des rubans de velours nacarat entremêlés dans sa frisure. C'était une de vos proches parentes, Champguérin?

— Une sœur de ma bisaïeule, répondit-il en souriant; vous lui faites beaucoup d'honneur, M. le marquis, en vous souvenant que vous avez dansé jadis avec elle.

— Il y a nombre d'années déjà, poursuivit-il satisfait; mais bien des gens se souviennent de plus loin. N'est-ce pas, mon vieux la Graponnière?

— C'est un fait certain, M. le marquis, répondit sans sourciller l'écuyer de main.

— Monsieur, continua le marquis, avez-vous connu ma tante de Farnoux?

— Celle qui est morte sans alliance, âgée de près de cent ans? ajouta mademoiselle de Saint-Elphège.

— Je ne pense pas avoir eu cet honneur.

— Tant pis! C'était une personne d'un mérite extraordinaire et fort passionnée pour votre famille. Elle a été en commerce de bon voisinage et d'amitié avec toutes les dames de Champguérin, lesquelles demeuraient ici tandis que leurs maris suivaient la cour.

—C'était, certes, une grande consolation pour les pauvres abandonnées! murmura ironiquement mademoiselle de Saint-Elphège.

— Pour en revenir à cette belle personne que je retrouve là en peinture, continua le marquis, je vous avouerai, Champguérin, que j'en ai été fort éprise, et que je faillis demander sa main. Ce fut ma tante de Farnoux qui m'en détourna.

— Sans doute par un effet de l'amitié particulière qu'elle portait aux Champguérin! dit à demi-voix mademoiselle de Saint-Elphège.

— Au lieu de me marier, j'entrai dans les pages, reprit le marquis, et ce ne fut qu'après nombre d'années que j'épousai une d'Amberville. C'était une grande alliance; pourtant je n'y aurais pas songé, si Sa Majesté n'eût daigné m'en suggérer l'idée et la conclure pour moi. Est-ce qu'on a le temps de se marier soi-même lorsqu'on a l'honneur d'être un des quatre premiers gentilshommes du roi et qu'on est bien pénétré de l'importance et de la grandeur de ses fonctions?

Là-dessus le vieux courtisan, se remémorant les devoirs de sa charge, entama un profond commentaire que le seul la Graponnière écouta attentivement, bien qu'il l'eût déjà entendu plus de cent fois. Malgré sa présence d'esprit et son aplomb d'homme du monde, M. de Champguérin ne pouvait dissimuler entièrement une sorte de gêne et d'inquiétude; il semblait tout à la fois heureux et embarrassé de l'honneur qu'on lui faisait, et ses empressements même avaient quelque chose de contraint. Mademoiselle de Saint-Elphège remarqua que deux ou trois fois il avait tourné la tête d'un air soucieux et donné brusquement du geste quelques ordres au valet qui se montrait à la porte. Lorsque le marquis eut suffisamment discouru sur les honneurs de la cour, il ramena sa canne entre ses jambes, s'appuya des deux mains sur le pommeau, et se reposa en promenant sur son auditoire un regard satisfait. Alors mademoiselle de l'Hubac, qui était assise pour ainsi dire à l'abri de sa tante, s'avança un peu et dit en rougissant à M. de Champguérin :

—J'aperçois du monde là dehors; est-ce que c'est votre petite Alice qu'on promène, monsieur?

— Oui, mademoiselle, répondit-il en tournant les yeux vers le jardin; c'est elle en effet.

— Champguérin, vous allez me la présenter, dit le marquis; je serai charmé de la voir.

M. de Champguérin alla lui-même ouvrir la porte, et revint en amenant par la main une adorable petite fille d'environ trois ans, blonde, souriante et blanche comme un lis. Un béguin de toile, garni de fine dentelle, couvrait en partie sa chevelure et laissait apercevoir les deux grosses émeraudes qu'elle portait aux oreilles. Sa chemisette, relevée au coude par un ruban, cachait à peine ses bras potelés, et sa robe, sur le devant de laquelle s'étalait un tablier de fil de lin bien amidonné, traînait légèrement par derrière : elle ressemblait ainsi à une de ces petites infantes d'Espagne, peintes par Velasquez, qui portent d'un air si royal le hochet et la bavette. Le marquis se baissa pour flatter du bout des doigts la joue arrondie de cette jolie enfant ; puis il lui dit de son air le plus gracieux :

— Mademoiselle, Dieu vous fasse grande et sage ! Je n'ajoute pas belle ; vous l'êtes déjà. Quand vous aurez l'âge de ma nièce de l'Hubac, nous songerons à vous établir, et je vous promets un beau présent de noces !

— Décidément ses idées tournent au mariage ! dit entre ses dents mademoiselle de Saint-Elphège ; il n'a que ce mot à la bouche aujourd'hui.

La petite Alice fit la révérence en ouvrant ses jolis yeux bleus d'un air stupéfait, comme si elle venait, à son grand étonnement, d'entendre parler une tête de bois. En effet, le marquis, droit dans son fauteuil, les traits immobiles et ses mains desséchées sur les genoux, n'avait presque plus l'apparence d'un être vivant. L'enfant le considéra encore un moment d'un œil attentif, puis tout à coup, saisie de frayeur, elle se détourna vivement et cacha son visage sur le sein de mademoiselle de l'Hubac, qui se baissait pour l'embrasser.

— Je vous avais avertie, mademoiselle, qu'elle n'était pas capable de se présenter devant vous avec tout le respect qu'elle vous doit, dit M. de Champguérin en souriant.

— Qu'a-t-elle donc, cette mignonne? s'écria Clémentine en la caressant et en séchant ses larmes; est-ce que nous lui faisons peur ? Allons, mon bel ange, ne pleurez plus, relevez la tête et faites la révérence à ces dames.

La petite fille obéit docilement, et, le cœur encore gros de sanglots, elle présenta son front ingénu à la baronne et à mademoiselle de Saint-Elphège ; puis d'elle-même elle alla se jeter derechef entre les bras de Clémentine, qui, touchée de ce mouvement naïf, la serra contre son cœur en s'écriant :

— Que je serais contente si je pouvais vous garder toujours avec moi, ma petite reine !

Mademoiselle de Barjavel, qui semblait suivre la conversation avec une indifférence distraite, donna suite sur-le-champ à ce propos.

— Mon oncle, dit-elle en se rapprochant du marquis, avez-vous entendu Clémentine? Elle serait ravie de faire dès à présent amitié avec la petite Alice. Priez donc M. de Champguérin d'amener souvent sa fille à la Roche-Farnoux.

— C'est une faveur qu'il ne peut me refuser, répliqua le vieux seigneur.

En ce moment, une femme parut à l'entrée de la salle ; elle portait un costume étranger, et sa figure présentait les traits caractéristiques des races du Nord. Au lieu d'entrer, elle s'arrêta avec un geste timide et inquiet, et parut attendre qu'on lui rendît Alice.

— C'est la nourrice de ma fille, dit M. de Champguérin ; une pauvre créature née dans les Highlands et qui ne parle guère que son patois écossais.

— Eh ! bon Dieu ! comment s'est-elle décidée à quitter son pays? s'écri mademoiselle de Saint-Elphège ; est-ce vous, monsieur, qui l'avez fait venir de si loin ?

— Non, mademoiselle, répondit-il avec une amertume qu'il n'essayait pas de contenir ; c'est la mauvaise fortune du roi Jacques, laquelle a amené en France une multitude de gens nobles, de *lairds*, comme ils disent, suivis de leur famille, de leurs

amis, de leurs adhérents, de leurs serviteurs, de leurs vassaux, de tout un peuple enfin...

— Feu madame de Champguérin appartenait à une de ces familles exilées, dit mademoiselle de Saint-Elphège avec un perfide intérêt; c'était, je crois, une maison puissamment riche, dont les biens n'étaient pas confisqués à l'époque de votre mariage, et de laquelle les Champguérin auraient hérité, s'il vous était né un fils au lieu d'une fille?

— C'est parfaitement exact, mademoiselle, répliqua laconiquement M. de Champguérin.

Le marquis se leva, et, avant de prendre congé, il fit le tour du salon, comme pour reconnaître tous les portraits de famille; ensuite, se dirigeant vers le jardin, il voulut se promener dans le parterre dévasté. M. de Champguérin le suivait en donnant la main à la baronne, et, pendant ce court trajet, il eut le temps de lui dire d'un air de confusion douloureuse :

— Ah! madame, vos yeux doivent être affligés de tout ce que vous voyez ici!...

— C'est un triste séjour, je m'en aperçois, répondit-elle avec un regard expressif; mais vous n'y êtes pas pour le reste de votre vie, vous avez la certitude qu'un jour vous le quitterez enfin.

— Je me consume dans ce désir, je vis avec cette espérance! murmura-t-il en baissant encore la voix.

Le marquis fit le tour du jardin sans pouvoir reconnaître la place où il s'asseyait avec la charmante demoiselle dont il était épris avant d'entrer dans les pages de la reine régente; le banc de pierre abrité sous une charmille n'existait plus, et la muraille, ruinée en cet endroit, laissait apercevoir l'intérieur d'une cour où des palefreniers et des valets de chiens étaient en train de panser les chevaux et d'apprêter un attirail de chasse.

— Eh! eh! M. de Champguérin, dit le marquis en passant; vous vous disposez à courre la bête demain? Quel train! quel équipage!

— L'équipage obligé d'un gentilhomme campagnard, répondit-il avec un sourire forcé.

— Qu'est donc devenu monsieur mon petit-neveu? fit le marquis en s'avisant tout à coup qu'Antonin n'était pas là; il paraît que nous l'avons perdu en route.

— Il est resté en arrière, balbutia Clémentine; mais sans doute il n'y a pas de sa faute.

— Voyez un peu cette petite fille! interrompit le vieux seigneur; elle me tiendrait tête, je crois, si j'ajoutais un mot contre son cousin. Allons! pour cette fois, je veux bien passer la chose sous silence. Ne vous inquiétez pas, mademoiselle; nous le retrouverons en chemin, ce bel oiseau couleur du temps. Mon vieux la Graponnière, fais avancer ma chaise.

— Adieu, petite belle! adieu, ma reine! adieu, mon cœur! dit Clémentine en donnant à l'enfant un baiser après chaque parole; souvenez-vous de répéter tous les jours qu'on a promis de vous conduire à la Roche-Farnoux.

La petite fille lui rendit ses caresses, salua tout le monde d'un geste enfantin et courut se réfugier dans le giron de sa nourrice, qui l'attendait, assise à l'écart.

Quelques moments après, la cavalcade s'était remise en marche. A l'entrée du vallon, elle rencontra l'abbé Gilette et son élève, assis tous deux sur un quartier de roche et se séchant au soleil. Le petit baron, ruisselant comme un fleuve, attendait philosophiquement, en piquant ses insectes dans une boîte de carton posée sur ses genoux, que toute l'eau qu'avaient absorbée ses vêtements se fût écoulée. Le bon abbé arrangeait, de son côté, les plantes qu'il venait de cueillir, sans prendre garde

que sa soutane était mouillée jusqu'aux genoux et que ses gros souliers étaient remplis d'un sable humide.

— Jésus! murmura Clémentine en apercevant son cousin, comme le voilà fait!

— Mon vieux la Graponnière, cria le marquis du fond de sa chaise, va donc demander à mon petit-neveu ce qu'il fait là-bas et pourquoi nous le voyons trempé comme un déluge.

— Il se sera laissé choir dans le ruisseau par mégarde, dit vivement Clémentine; et M. l'abbé, c'est sans doute en l'aidant à se tirer de l'eau qu'il a arrangé ainsi sa soutane? Mon pauvre cousin! il n'y a pas un fil de son habit qui soit sec! Je savais bien qu'il n'était pas en faute et ne méritait aucun reproche; est-ce qu'il pouvait se présenter à Champguérin en cet équipage?

— Soyez tranquille, on ne le grondera pas, répondit mademoiselle de Saint-Elphège avec humeur; en toute occasion, vous prenez sa défense avec une vivacité... Vous l'aimez donc bien, votre cousin?

— Comme un frère, répondit-elle naïvement.

— Je le vois bien! murmura la vieille fille.

Et, dans sa pensée, elle ajouta :

— Peut-être un autre est-il aimé différemment!

En arrivant à la Roche-Farnoux, le marquis déclara qu'il se sentait tout ragaillardi et qu'il était très-satisfait de sa promenade; tout le monde alors eut l'air d'en être enchanté, même la Graponnière, qui traînait les jambes et se frottait les genoux en soupirant. En réalité, ce fut un événement qui laissa dans l'esprit de chacun des impressions diverses et profondes : mademoiselle de Saint-Elphège se rappelait avec une amère satisfaction qu'elle avait pu constater la détresse et la ruine de l'homme qu'elle aimait encore et détestait tout à la fois; madame de Barjavel, toujours sérieuse et impénétrable, se bornait à laisser voir qu'il lui avait été agréable de perdre un moment de vue les girouettes de la Roche-Farnoux; Clémentine parlait souvent de la petite Alice et abandonnait son âme à l'âpre bonheur qu'elle avait commencé à connaître le jour où M. de Champguérin s'était arrêté avec elle, près de la Grotte-aux-Lavandières. Quant au petit baron et à l'abbé, ils avaient gardé un vif souvenir de cette promenade, et énuméraient avec transport les espèces rares qui se rencontraient dans le vallon : l'un y avait considérablement enrichi sa collection de coléoptères, l'autre y avait trouvé sa chardonnerette jaune et beaucoup d'autres mauvaises herbes infiniment précieuses à ses yeux. La Graponnière conservait un souvenir moins agréable de sa visite à Champguérin; il ne cessait de répéter entre ses dents que le château neuf n'était qu'une vaste maison fort délabrée et à laquelle n'aboutissaient que des chemins impraticables. Le marquis seul ne songeait plus à ce grand voyage d'une demi-journée, et semblait avoir complétement oublié ce parfait gentilhomme dont il se disait le plus passionné serviteur et qu'il assurait si majestueusement de son très-humble respect.

M. de Champguérin ne tarda pas cependant à reparaître à la Roche-Farnoux, et, par une inconséquence naturelle à la plupart des vieillards, le marquis le reçut avec d'aussi grands empressements que s'il eût impatiemment attendu sa visite.

— Mon voisin, lui dit-il familièrement, je prétends qu'aujourd'hui nous dînions ensemble; je vous retiendrai ensuite cette après-midi pour faire compagnie à mes nièces, et c'est à grand'peine que je me déciderai à vous laisser partir après souper.

— Vous me comblez, M. le marquis! s'écria M. de Champguérin, évidemment fier et charmé de cet accueil.

— Nous tâcherons, monsieur, que cette journée ne vous paraisse pas trop longue,

dit madame de Barjavel d'un air gracieux; vous partagerez nos amusements, lesquels se bornent à quelques parties de cartes et à des promenades aux environs du château.

— Ce sont toutes les distractions que nous pouvons vous offrir, ajouta mademoiselle de Saint-Elphège avec une expression de regret ironique.

— Je vous assure, monsieur, qu'on vous cache la moitié de nos passe-temps, dit Clémentine d'un air d'enjouement timide : d'abord il y a la musique; l'après-midi, ma belle-tante chante souvent en s'accompagnant sur le clavecin; le soir, on découpe des images ou bien on fait de la parfilure. Alors mon cousin, M. l'abbé, M. de la Graponnière lui-même, tout le monde enfin travaille, c'est très-amusant!

— Par exemple! nous nous endormons tous sur notre ouvrage, murmura le petit baron.

— Il suffirait assurément de la compagnie que je rencontre ici pour me faire paraître la journée fort courte et me tenir lieu des distractions les plus agréables, répondit courtoisement M. de Champguérin.

— On m'a assuré, monsieur, que vous chantiez supérieurement et que vous jouiez en perfection de la basse de viole, dit madame de Barjavel avec l'intention évidente de mettre en relief les talents du galant gentilhomme.

— Je sais un peu de musique, répondit-il d'un ton modeste.

— Est-ce que vous vous entendez aussi, monsieur, à tirer brin par brin les fils d'une étoffe de soie rebrochée d'or et à séparer proprement toutes les parties de la chaîne et de la trame? demanda sérieusement mademoiselle de Saint-Elphège.

— Il ne sied à personne de vanter ses faibles talents, répondit-il sans se déconcerter; tout ce que je puis dire, c'est qu'on me verra à l'œuvre devant le sac aux parfilures.

— Nous allons passer une bien agréable journée! s'écria ingénument mademoiselle de l'Hubac.

Puis, se tournant vers M. de Champguérin d'un air de léger reproche, elle ajouta :

— Mais pour que notre contentement fût parfait, il aurait fallu, monsieur, que vous n'eussiez pas oublié d'amener votre belle petite Alice; quand la reverrons-nous cette chère enfant?

— La première fois que j'aurai l'honneur de revenir ici, et ce sera bientôt, mademoiselle, je vous l'assure, répondit-il avec empressement.

Comme il achevait ces mots, il aperçut dans l'un des quatre grands miroirs qui décoraient la salle mademoiselle de Saint-Elphège, laquelle s'était levée et passait doucement derrière lui pour aller s'asseoir à l'écart, dans l'embrasure d'une croisée, sous prétexte de chercher quelque chose sur la table à ouvrage. Il lut sur le visage de la vieille fille les soupçons, le secret dépit, l'âpre malveillance dont elle le poursuivait, et cette fois, plus prudent et plus politique, il tint compte de ce que pouvait contre lui cette sourde ennemie. Au lieu de la braver, comme d'habitude, il essaya de l'apaiser et de la soumettre. Tandis qu'elle feignait de chercher un ouvrage de broderie et bouleversait le guéridon où se trouvaient les images à découper et le sac aux parfilures, il se rapprocha d'elle le sourire aux lèvres, et, arrêtant ses yeux sur les siens, il la regarda comme il l'avait peut-être regardée autrefois; puis il lui dit d'un air de réserve un peu fière, mais avec un accent presque amical :

— Vraiment, mademoiselle, si je n'eusse craint de paraître importun et familier, je vous aurais aujourd'hui même amené ma fille; mais je tenais à vous consulter auparavant sur la convenance d'une semblable visite et à vous demander si réellement je pouvais sans indiscrétion vous présenter une seconde fois cette demoiselle de Champguérin à la bavette, comme l'appelle M. le marquis.

— Chacun ici l'aurait vue avec plaisir, n'en doutez pas, balbutia mademoiselle de Saint-Elphège, surprise et troublée.

— Cette bienveillance de votre part me comble de joie, répondit-il d'un air de profonde reconnaissance ; je n'hésiterai plus maintenant à vous amener Alice.

En ce moment, midi sonna. Au premier coup, le maître d'hôtel avait paru à la porte et annoncé que le dîner était servi. M. de Champguérin ne se retourna pas, et, sans hésiter, offrit la main à mademoiselle de Saint-Elphège, qui se laissa emmener toute triomphante, tandis que la baronne venait seule derrière elle, suivie d'Antonin et de Clémentine. Celle-ci, ralentissant le pas avant d'entrer, dit précipitamment à son jeune cousin :

— C'est fini, vois-tu, Josette ne veut plus garder ces œufs de papillon que tu t'es mis dans l'esprit de lui faire couver sous son fichu.

— Encore un peu de patience, répondit-il ; je suis certain qu'ils vont éclore au premier moment. Tiens, ma bonne Clémentine, si cette mijaurée refuse absolument d'en prendre soin, tu devrais t'en charger toi-même. .

— Y penses-tu, juste ciel! interrompit-elle. Passe encore de donner à manger à tes chenilles, de défaire en cachette mes coiffes de gaze pour raccommoder tes filets à papillons ; mais porter en guise de sachet d'odeur cette vilaine petite graine noire !...

— Appeler une graine noire les œufs du grand paon de nuit ! fit Antonin avec un geste d'indignation comique.

— Tu perds la tête avec tes papillons, continua Clémentine. Mon Dieu ! que serait-ce donc si tu possédais celui que tu me montrais l'autre jour dans tes livres, ce beau papillon bleu qui a des ailes grandes comme ma main ?

— Le Ménélas de Surinam ! s'écria-t-il ; que ne donnerais-je pas pour pouvoir aller un jour l'attraper vivant dans les forêts de l'Amérique !

— Mon pauvre Antonin, il vaut encore mieux que tu restes ici pour faire éclore le grand paon de nuit, répondit-elle en riant.

M. de Champguérin prit place à table entre la baronne et mademoiselle de Saint-Elphège. D'abord il eut pour toutes deux les mêmes attentions ; mais avant la fin du repas il en était venu à s'occuper exclusivement de la vieille fille, qui, tout à la fois défiante et charmée, l'écoutait avec un sourire réservé, et baissait souvent les yeux pour dissimuler une émotion involontaire. C'était l'amour bien plus que la haine qui l'animait contre lui ; ce retour inattendu apaisa tout à coup les plus vives souffrances de son cœur ; sa jalousie se calma, son courroux s'éteignit ; elle s'aveugla volontairement peut-être et se sentit prête à pardonner des projets qui lui semblaient douteux maintenant et des torts dont elle n'avait aucune preuve. Ce revirement subit frappa tout le monde. Clémentine le fit remarquer à son petit cousin.

— Comme ma tante Joséphine est aujourd'hui en belle humeur ! lui dit-elle ; je ne l'avais jamais vue ainsi. Elle parle de bonne grâce à M. de Champguérin et lui fait un visage agréable.

La baronne faisait sans doute la même observation, car elle semblait sourire intérieurement en regardant sa cousine, dont la physionomie rechignée s'épanouissait à vue d'œil. Le marquis lui-même s'aperçut de ce changement, et le soir, en rentrant dans sa chambre, il dit à son écuyer de main, qui ne le quittait qu'après l'avoir mis au lit :

— As-tu vu, mon vieux la Graponnière, comme ma nièce de Saint-Elphège s'est radoucie à l'endroit de ce pauvre Champguérin ? Hier elle ne cessait de le brocarder, aujourd'hui elle l'avait en grâce : c'est étonnant !

Dès ce moment, M. de Champguérin fut réellement admis dans l'intimité de la maison de Farnoux. Il jouait à l'hombre avec le marquis, accompagnait la baronne

quand elle chantait au clavecin, et le soir faisait de la parfilure autour de la table à ouvrage. Quelquefois il amenait sa petite Alice, et toujours on la retenait un jour ou deux au château avec cette femme étrangère qui, après avoir été sa nourrice, lui servait de gouvernante. Jamais M. de Champguérin ne s'en allait le soir avant le premier coup de dix heures, et, souvent, on le revoyait le lendemain vers midi sur le chemin de la Roche-Farnoux, où il était attendu pour le dîner. Les gens du village disaient même qu'il venait dès le grand matin se promener aux environs, car plus d'une fois il avait été rencontré au point du jour par les femmes qui se rendaient à la Grotte-aux-Lavandières. Sa présence animait le cercle de famille; on ne s'ennuyait presque plus à la Roche-Farnoux depuis qu'il y venait assidûment, et l'abbé lui-même, ce savant homme qui ordinairement ne prenait garde à personne, gagné par sa bonne grâce et ses belles manières, s'exprimait sur son compte avec des éloges infinis.

Mademoiselle de l'Hubac connut alors dans toute sa plénitude le bonheur violent et troublé d'une passion cachée. Elle s'abandonnait avec exaltation à ces illusions dont la réalité se trouvait dans son cœur; elle aimait avec les secrets transports d'une âme ardente et naïve qui s'enivre de ses propres aspirations. Un amour moins tendre et moins profond se serait trahi peut-être par quelque manifestation imprudente; mais Clémentine cacha naturellement son secret, la violence même de ses sentiments l'aida à les dissimuler. A mesure qu'ils s'emparaient de son cœur plus souverainement, l'instinct d'une pudique réserve la tenait plus éloignée de M. de Champguérin. Elle évitait de lui parler, de se trouver à ses côtés; parfois même elle fuyait sa présence, et, accablée en quelque sorte par des émotions au-dessus de ses forces, elle se retirait un moment pour se recueillir et répandre des larmes. Cette manière d'être acheva d'apaiser les soupçons de mademoiselle de Saint-Elphège; ce fut précisément parce qu'elle veillait sur toutes les actions de sa nièce, qu'elle ne pénétra par ses secrets sentiments. D'un autre côté, la conduite de M. de Champguérin achevait de la rassurer. Comme tous les hommes d'une figure remarquablement belle et qui ont beaucoup réussi auprès des femmes, il était pour ainsi dire toujours sous les armes et se parait de tous ses avantages; mais il était évident que c'était sans aucun plan arrêté de séduction. Rarement il semblait s'occuper de mademoiselle de l'Hubac, et il ne lui témoignait qu'un intérêt mesuré; quoiqu'il se tînt aussi à distance de la baronne, il avait pour elle les plus grands égards et de charmantes attentions. Quant à mademoiselle de Saint-Elphège, il lui rendait ouvertement des soins attentifs, qui ne dépassaient pas cependant les bornes de la plus insignifiante galanterie. Ces semblants suffisaient à la vieille fille; elle n'en était point la dupe, mais elle se complaisait dans cette sorte de jeu, ne supposant point qu'il servît à masquer des intentions plus réelles et des sentiments plus vifs.

Deux mois environ s'écoulèrent ainsi, et cette situation aurait pu se prolonger longtemps encore, si le hasard, qui met souvent à jour des mystères que les plus adroites investigations n'ont pu découvrir, n'eût éclairé mademoiselle de Saint-Elphège sur les sentiments secrets de sa nièce.

Une après-midi, tout le monde était réuni à l'ordinaire dans la salle verte. On était aux premiers jours caniculaires; la chaleur lourde et suffocante qui régnait au dehors pénétrait jusque sous ces frais lambris; l'air ne circulait plus à travers les hautes croisées contre lesquelles le soleil de juillet dardait ses flèches brûlantes, et l'atmosphère semblait chargée de fluides énervants. Les joueurs, accablés sous cette influence, promenaient nonchalamment les cartes sur le tapis vert; les dames avaient laissé tomber leur ouvrage et suivaient la partie d'un regard indolent; le petit baron sommeillait dans un coin, et la Graponnière dormait tout de bon cette fois, les yeux fermés, la tête baissée sur sa poitrine.

Au bout de deux heures, M. de Champguérin se leva; c'était la baronne qui devait entrer au jeu à son tour, et il lui céda la place. Depuis un moment, mademoiselle de Saint-Elphège avait quitté la salle; Antonin aussi avait gagné la porte sans bruit; l'abbé tenait les cartes en face du marquis, et la Graponnière dormait toujours d'un paisible sommeil. M. de Champguérin fit le tour de la salle, regarda les ouvrages de tapisserie posés sur le guéridon, et s'avança ensuite machinalement sur l'étroit balcon qui faisait saillie en dehors des croisées. Clémentine était là depuis un quart d'heure, accoudée à la balustrade de pierre, le front penché sur sa main, les yeux tournés vers l'horizon où s'amassaient des nuages que le soleil couchant commençait à teindre d'un rouge sanglant. Par moments, son regard se détournait des espaces lointains pour revenir vers le petit baron, qui vaguait sur la terrasse, épiant les insectes attirés hors de leur retraite par le souffle humide de l'orage près d'éclater sur les plateaux inférieurs.

Elle tressaillit intérieurement et se sentit pâlir lorsque M. de Champguérin parut tout à coup à ses côtés et lui dit en tournant aussi les yeux vers le couchant :

— Regardez là-bas, mademoiselle, cette longue nuée noire dont les bords se déchirent et s'étendent à vue d'œil; c'est un orage qui vient sur nous. Est-ce que vous avez peur du tonnerre?

— Oui, monsieur, j'en ai grand'peur, balbutia-t-elle en reculant contre les balustres, car M. de Champguérin avait encore avancé d'un pas et se trouvait tout à fait sur le balcon.

Il s'inclina comme pour la remercier de lui avoir fait place et reprit en respirant profondément :

— Qu'il fait bon au grand air! La chaleur est suffocante dans la salle; on n'y saurait tenir; par malheur, la pluie nous chassera bientôt d'ici. Voyez-vous, voyez-vous, mademoiselle, comme les nuages montent rapidement? Dans quelques moments, l'orage éclatera sur le château.

— Le ciel est encore bleu là-haut, dit Clémentine en relevant la tête pour contempler l'azur profond sur lequel se découpaient en vives arêtes le clocher élégant de la chapelle et le faîte crénelé des tours.

— Oui, le temps est serein au-dessus de nous; mais il tonne déjà là-bas, répondit M. de Champguérin. Rentrez, mademoiselle, si vous avez peur de l'orage.

— Oh! pas encore, murmura Clémentine en tournant son visage vers l'horizon menaçant pour aspirer la vive fraîcheur du vent qui soufflait par rafales et poussait les nuages vers la Roche-Farnoux.

— La pluie tombe à torrents derrière la montagne, dit M. de Champguérin; sentez-vous comme le vent qui souffle de ce côté est chargé d'humidité et tout imprégné de la bonne odeur des plantes aromatiques?

— Oh! oui, quel doux parfum ont les fleurs sauvages! dit Clémentine en jetant involontairement les yeux sur un brin d'hysope que M. de Champguérin avait cueilli le matin même sur sa route et qu'il portait encore à la boutonnière.

Il s'aperçut de ce mouvement et dit en regardant lui-même le petit épi bleuâtre qui retombait, à demi flétri, sur la broderie de son pourpoint :

— J'ai une prédilection pour cette fleurette. Est-ce qu'il ne vous semble pas, mademoiselle, qu'elle forme le plus joli parterre du monde dans les endroits où elle croît en abondance, comme aux alentours de la Grotte-aux-Lavandières?

— Il est vrai, monsieur, dit Clémentine, dont les joues devinrent, à ce souvenir, pourpres comme le calice d'une rose.

Mais M. de Champguérin crut que c'était le dernier rayon du soleil prêt à s'éteindre entre les nuages qui avait jeté un reflet vermeil sur le blanc visage de la jeune fille, et, sans s'apercevoir du trouble où sa présence la jetait, il s'accouda

comme elle sur la balustrade et considéra un moment en silence le ciel assombri, l'horizon où commençaient à luire de pâles éclairs, et les profondeurs solitaires de la plaine. Puis il reprit en suivant des yeux le petit baron, qui rôdait toujours sur la terrasse :

— Que fait là-bas M. de Barjavel? A sa place, mademoiselle, j'aimerais mieux être ici à vous faire ma cour que de me promener ainsi tout seul avec mes pensées.

— Assurément, monsieur, ce n'est pas à moi qu'il songe en ce moment, dit Clémentine avec un léger sourire.

— C'est singulier, répliqua M. de Champguérin, je répondrais presque du contraire.

— Eh ! pourquoi donc, monsieur ? demanda-t-elle naïvement.

— Parce que vous êtes belle et charmante, répondit M. de Champguérin ; parce qu'il vous aime, sans doute, et que vous l'aimez peut-être.

— Moi ! s'écria Clémentine avec un geste de dénégation énergique et en regardant M. de Champguérin avec une expression indicible de reproche et de tendresse.

Il tressaillit intérieurement de surprise et d'orgueil; ce mouvement involontaire, cette exclamation, avaient suffi pour l'éclairer; il venait de comprendre tout à coup qu'il était aimé de cette jeune fille si timide, si fière, si divinement belle. Interdit un moment à cette espèce de révélation, il détourna la vue et garda le silence; mais nul homme au monde n'était plus habile à dissimuler ses impressions; il affecta un visage attristé, et, prenant dans sa main la main tremblante de mademoiselle de l'Hubac, il lui dit d'un ton simple et sérieux :

— Combien je me reproche, mademoiselle, ce badinage qui vous a déplu, je le vois bien ! Je sais que ni votre cousin ni personne au monde n'a eu le bonheur de toucher votre âme. Ce que je disais était un propos sans conséquence que je vous supplie de me pardonner.

En entendant ces paroles, la pauvre enfant se figura qu'elle ne s'était point trahie, et que celui qu'elle aimait n'avait aucun soupçon de ce qui se passait dans son cœur. Elle serra faiblement, en signe de pardon, la main qui laissait aller la sienne, et dit d'une voix altérée :

— Je ne suis point fâchée, monsieur, mais votre supposition m'a causé un grand étonnement : est-ce que je puis aimer Antonin autrement que comme un frère ? Et lui-même, tenez, monsieur, à quoi croyez-vous qu'il songe maintenant, là-bas, sur la terrasse ?

— Ceci me paraît clair, répondit M. de Champguérin entre un soupir et un sourire; il vous regarde de loin et rêve comme les amoureux.

— Eh! non, monsieur, fit-elle en souriant aussi, il observe depuis une heure une procession de fourmis qui travaille à se barricader contre la pluie, et certainement il n'a pas une seule fois levé les yeux de ce côté.

— Est-il possible! murmura M. de Champguérin avec une inflexion de voix singulière et en arrêtant sur la belle Clémentine ses grands yeux expressifs.

Puis il fit vivement un pas en arrière et quitta le balcon.

Personne n'avait écouté cet entretien d'un quart d'heure; mais un invisible témoin y avait assisté : c'était mademoiselle de Saint-Elphège, qui observait à distance les interlocuteurs. La vieille fille n'avait point quitté la salle, comme l'avait cru M. de Champguérin; un peu avant qu'il sortît du jeu, elle était allée s'asseoir, sans dessein prémédité, dans l'embrasure de la fenêtre la plus rapprochée du balcon. De cette place, elle n'avait rien entendu, mais elle avait tout vu et tout compris. Sa pensée était même allée plus loin que la vérité, car elle supposa que l'audacieux gentilhomme avait profité de ce tête-à-tête d'un moment pour déclarer son amour à mademoiselle de l'Hubac. Elle laissa M. de Champguérin reprendre sa place autour de la table de jeu, et, dès qu'il ne put l'apercevoir, elle écarta le rideau qui la tenait cachée et

s'avança sans bruit vers le balcon. Clémentine était toujours là, immobile et appuyée sur la balustrade. La pluie, qui commençait à tomber en larges gouttes, mouillait ses cheveux, dont les boucles, déjà emmêlées par le vent, retombaient en molles spirales sur ses joues ; mais elle ne songeait pas à réparer ce désordre, et, les mains étendues sur la pierre humide, le regard fixe et perdu dans l'espace, elle observait machinalement les progrès de l'orage.

— Ah! bon Dieu! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en se montrant tout à coup, que faites-vous donc là toute seule?

Clémentine se retourna avec un faible cri.

— Je regarde, balbutia-t-elle, je regarde les nuages... C'est beau le ciel rempli d'éclairs !

— Qu'est-ce que vous dites là? interrompit en ricanant mademoiselle de Saint-Elphège ; ordinairement le bruit du tonnerre vous rend toute tremblante.

— Je n'en ai plus peur, répondit-elle en passant la main sur son front pâle et mouillé.

Comme elle achevait ces mots, un coup de tonnerre éclata au-dessus de la terrasse ; les vitrières tremblèrent, et les échos du vieux château de Farnoux résonnèrent sourdement. Mademoiselle de l'Hubac leva les mains au ciel avec un mouvement instinctif de terreur, et s'écria tout éperdue en cherchant des yeux le petit baron :

— Antonin! Antonin ! mon Dieu!

— Le voilà qui court vers le château, dit la vieille fille d'un ton moins âpre ; rentrez, ma nièce, je vais faire fermer les croisées et allumer un cierge bénit ; il se prépare là dehors un temps affreux.

On avait apporté les bougies, car les clartés du jour s'étaient éteintes au milieu de l'orage. Mademoiselle de Saint-Elphège prit un flambeau, et, sans rien dire, conduisit sa nièce devant un miroir. Clémentine, toute confuse, se hâta d'arranger sa coiffure et de sécher les gouttes d'eau qui ruisselaient sur sa robe de taffetas. Un moment après, elle alla s'asseoir entre le marquis et madame de Barjavel, comme pour suivre leur jeu ; mais, bien qu'elle regardât sans distraction les cartes qui passaient sur le tapis vert, elle n'en voyait pas une seule, et quiconque l'eût observée aurait aperçu dans ses beaux yeux à demi baissés une émotion qui n'était pas causée, assurément, par la vue du roi de pique ou de la dame de cœur. Les joueurs cependant poursuivaient silencieusement leur partie au bruit du tonnerre et de la pluie, qui tombait en nappes contre les croisées. Mademoiselle de Saint-Elphège, non moins absorbée, parfilait devant le guéridon avec une application singulière. Roide dans son fauteuil, le teint animé, les yeux fixés sur son ouvrage, elle repassait avec amertume, dans sa mémoire, les semblants de respect et de galanterie qui l'avaient abusée. Elle se rappelait avec une colère mêlée de confusion les marques de bienveillance qu'elle avait récemment prodiguées à M. de Champguérin, et elle réfléchissait aux moyens de rompre les projets et les espérances de cet homme, qui l'avait si facilement trompée.

La soirée tout entière s'écoula ainsi. A dix heures, le marquis posa les cartes et dit d'un ton glorieux :

— J'ai encore battu tout le monde aujourd'hui ; à demain la revanche.

M. de Champguérin se leva après avoir vidé sur la table le fond de sa bourse, et, comme on vint annoncer que le souper était servi, il se tourna vers mademoiselle de l'Hubac en lui offrant la main pour passer dans la salle à manger.

— Je ne m'étais pas trompée, murmura la vieille fille en les suivant du regard ; voilà qu'il lui parle encore : quelle audace !

A la fin du souper, M. de Farnoux, que le souvenir de ses triomphes au jeu mettait en belle humeur, se tourna vers M. de Champguérin et lui dit :

— Mon voisin, je vous ai mis à ce point, que vous n'avez plus rien à craindre des

voleurs; je crois pourtant que vous ne pouvez retourner chez vous ce soir sans être arrêté, non par les larrons, mais par quelque torrent qui vous barrera le passage. Je vous offre l'hospitalité pour cette nuit.

— Mille grâces, M. le marquis, répondit le beau gentilhomme en regardant le ciel à travers les croisées; la pluie a cessé; voilà le vent du nord qui se lève, je puis partir.

— Mais les chemins sont impraticables à cette heure, observa le marquis en insistant; il sera malaisé de descendre le vallon avant que les eaux se soient écoulées. Assurément, vous ne pouvez tenter sans danger le passage cette nuit. N'est-ce pas ton avis, mon vieux la Graponnière?

— Puisque M. le marquis me fait l'honneur de m'interroger, répondit l'écuyer de main en se rengorgeant, je lui dirai que j'ai entendu raconter, dans ma jeunesse, qu'un homme s'était noyé précisément en cet endroit.

— Ah! monsieur, ne persistez pas à vous mettre en route. Restez, au nom du ciel! s'écria Clémentine entraînée par un mouvement involontaire d'inquiétude et d'effroi.

— Il est possible que le chemin soit mauvais à la descente de la montagne; en ce cas, monsieur, vous devriez passer la nuit ici, dit simplement madame de Barjavel.

Mademoiselle de Saint-Elphège, les yeux baissés sur son assiette d'argent, se dispensait de prendre part à cette espèce de débat en feignant de savourer quelques cuillerées de blanc-manger aux pignons.

— Agréez mes remercîments, M. le marquis, je ne puis accepter l'hospitalité que vous me faites l'honneur de m'offrir, dit M. de Champguérin en observant avec quelque inquiétude la contenance de la vieille fille; je pars, bien persuadé que je ne courrai aucun danger ce soir.

— En ce cas, Dieu vous garde! et à demain, répondit le marquis en se levant pour faire sa révérence au hardi cavalier qui allait se risquer par une nuit si noire dans les sentiers noyés de la vallée.

La Graponnière reconduisit M. de Champguérin jusqu'à la grande cour pour lui tenir l'étrier. Lorsque le gentilhomme fut parti, il fit fermer les portes en sa présence, et alla ensuite, selon l'usage, déposer les clefs au chevet de son maître. Chacun se retirait; déjà la baronne et Clémentine avaient gagné l'escalier, lorsque mademoiselle de Saint-Elphège, au lieu de les suivre, revint sur ses pas Au moment où le marquis rentrait dans sa chambre, elle le rejoignit et lui dit à demi-voix :

— Mon oncle, il faut que je vous parle de choses importantes et secrètes; je vous supplie de m'entendre ce soir même.

— Qu'est-il donc arrivé, ma nièce? fit le marquis en s'arrêtant étonné. Vous me demandez une audience particulière? Je vous l'accorde; venez me trouver dans une heure. Çà, ajouta-t-il en entrant dans sa chambre, qu'on m'accommode promptement pour me mettre au lit. Et toi, mon vieux la Graponnière, dépêche-toi de dire mes oraisons, je suis pressé.

Il y avait longues années que l'écuyer de main accomplissait ainsi les pratiques religieuses de son maître, et priait Dieu à sa place. Il alla s'agenouiller dans la ruelle et marmotta ses patenôtres devant le bénitier, tandis que deux ou trois valets de chambre déshabillaient le vieux seigneur et disposaient tout pour son coucher.

Une heure plus tard, mademoiselle de Saint-Elphège entrait sans bruit dans la chambre de son oncle. Toute autre personne moins accoutumée à la vue du vieux sire de Farnoux aurait été singulièrement frappée du tableau qui s'offrit à ses regards lorsqu'elle pénétra dans cette vaste pièce.

Le marquis était assis plutôt que couché dans l'immense lit à baldaquin placé sur

une estrade au fond de la chambre. Il avait quitté la perruque dont les boucles étalées sur ses épaules donnaient quelque ampleur à ses formes osseuses, et son petit visage ridé, encadré dans une barrette de velours noir dont les côtés se collaient à ses tempes, paraissait encore plus amoindri et plus parcheminé que d'habitude. La blancheur de sa chemise de toile de Frise, nouée au cou et aux poignets avec des rubans de couleur tendre, tranchait sur la pâleur bistrée de son teint et lui donnait tout à fait l'apparence d'une image de cire jaunie par le temps. Cette étrange figure se souleva sur les coussins où elle appuyait ses coudes, et dit de sa voix chevrotante :

— Approchez, ma nièce; vous avez un siége dans la ruelle.

Mademoiselle de Saint-Elphège s'assit, et dit, en jetant un coup d'œil autour d'elle :

— Monsieur, nous ne sommes point seuls.

En effet, il y avait du monde dans la chambre. Le marquis, comme toutes les personnes très-avancées en âge, avait perdu le sommeil; c'était à grand'peine qu'il s'assoupissait quelques instants ; ses valets de chambre veillaient alternativement près de lui et passaient la nuit à tâcher de l'endormir avec des histoires de voleurs et des contes de fées. Parfois il se levait, se faisait habiller et se promenait autour de sa chambre à la clarté des candélabres chargés de bougies qui brûlaient jusqu'au jour devant son lit. Le valet de chambre qui était de service ce soir-là se retira en même temps que la Graponnière, lequel ferma la porte et alla attendre dans la salle verte la fin de cette entrevue mystérieuse.

Alors le marquis se tourna vers mademoiselle de Saint-Elphège, et lui dit d'un air de curiosité goguenarde :

— Eh bien ! ma nièce, quel est ce grand secret que vous venez me conter avec tant de précaution ?

Mademoiselle de Saint-Elphège se recueillit un moment, et répondit d'un ton respectueux :

— Avant que je commence à m'expliquer, voulez-vous, monsieur, me permettre une question qui vous paraîtra peut-être hardie?

Et, sur un signe de tête du vieux seigneur, elle ajouta :

— Je voudrais savoir, monsieur, si votre intention est de donner en mariage mademoiselle Clémentine de l'Hubac à M. Hector de Champguérin?

Le marquis bondit entre ses carreaux.

— Qu'est-ce que vous me demandez là? s'écria-t-il d'un air courroucé. Voilà vraiment une grande idée et une belle imagination! J'ai refusé votre main à Champguérin lorsqu'il possédait encore quelques bonnes terres dans le bas pays, et que son château neuf ne tombait pas en ruine ; aujourd'hui qu'il n'a plus rien au monde que son chenil et son écurie, vous vous figurez que je consentirais à lui donner en mariage mademoiselle de l'Hubac? Vraiment, ma nièce, je vous croyais plus de jugement et de pénétration !

Mademoiselle de Saint-Elphège écouta sans sourciller cette sortie et répondit posément :

— Je conçois, monsieur, ce que vous me faites l'honneur de me dire, je m'en pénètre d'autant mieux que c'est mon propre sentiment ; mais M. de Champguérin ne se juge pas ainsi peut-être, et, de même qu'il m'a recherchée jadis, il peut prétendre maintenant à la main de Clémentine.

— Rien ne l'y autorise, interrompit le marquis.

— L'accueil qu'il reçoit ici a pu lui donner beaucoup d'espoir.

— Je ne le crois pas. En tout cas, il reconnaîtra bientôt qu'il s'est trompé.

— Pourquoi, monsieur ! parce qu'à la première ouverture, il essuierait un refus

de votre part! mais cela ne l'empêcherait pas de poursuivre secrètement son dessein.

— Et à quoi aboutirait, s'il vous plait, ce beau manége? Qu'y gagnerait Champguérin?

— Oh! pas grand'chose, répliqua froidement mademoiselle de Saint-Elphège; cela ne pourrait guère le mener qu'à se rendre maître du cœur et de la volonté de votre petite-nièce.

Le marquis haussa les épaules.

— Oui, mon oncle, continua la vieille fille en s'animant, les choses en viendront là, si vous n'y prenez garde; j'ai clairement reconnu les manœuvres de M. de Champguérin; toutes ses visées tendent à se faire aimer de Clémentine.

— Ceci me paraît une supposition tout à fait chimérique.

— Voulez-vous une preuve? Ce soir même, il a osé la suivre sur le balcon.

— Fadaises que tout cela!

— Et il lui a parlé en secret d'un air fort tendre.

— Je suis convaincu que leur conversation roulait sur la pluie et le beau temps.

— Même en ce cas, il aurait trouvé moyen de lui débiter ses flatteries. Oh! je le connais bien, il a tout l'esprit, toute l'habileté qu'il faut pour séduire cette innocente; je ne sais si elle répond déjà à ses amoureux propos, mais, à coup sûr, elle les écoute avec complaisance. Ce soir, elle était tout émue en quittant le balcon, et son esprit était si bouleversé, qu'elle n'avait plus peur du tonnerre, elle qui jadis tremblait et se mettait en prières dès que le temps tournait à l'orage!...

— Ma nièce, vous me contez là des balivernes! interrompit le marquis impatienté.

Après ce gros propos, il rajusta sa barrette, se croisa les bras et reprit d'un ton moins vif:

— A vous entendre, ma nièce, on dirait que mademoiselle de l'Hubac est tout à fait assotée de M. de Champguérin. Or je vous déclare que c'est impossible.

— Impossible! répéta mademoiselle de Saint-Elphège d'un air de doute.

— Certainement, répliqua le marquis; j'ai d'autres desseins sur elle.

— Voilà une raison! murmura la vieille fille.

— J'ai des desseins que je ne tarderai pas à déclarer, continua le marquis. Ma nièce, on verra bientôt de belles noces à la Roche-Farnoux.

— Est-il possible! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège; en ce cas, M. de Champguérin ne serait revenu ici que pour signer au contrat de mariage de mademoiselle de l'Hubac?

— Cela n'est point douteux.

— Et il assisterait en qualité de témoin à la cérémonie?

— Cet honneur lui revient de plein droit.

— Ah! quelle vengeance! quelle satisfaction! murmura la vieille fille.

Puis, feignant de n'avoir pas tout à fait compris la pensée du marquis, elle ajouta:

— Quoique vous viviez fort éloigné du monde, bien des gens doivent briguer l'honneur de votre alliance. Vous n'aurez eu qu'à choisir entre les plus grands partis de la province et de la cour. Quel est l'heureux prétendant en faveur duquel vous êtes décidé? Une personne très-considérable, sans doute?

Le marquis hocha la tête et dit, après s'être recueilli un moment:

— Voici une anecdote que je tiens de feu ma grand'tante, une demoiselle de Farnoux, morte sans alliance, à cent ans passés...

— Autrefois il disait près de cent ans, observa mentalement mademoiselle de Saint-Elphège.

— La bonne demoiselle savait beaucoup d'histoires du temps jadis, continua le marquis, et elle m'a maintes fois raconté celle-ci : Un jour, la reine Anne de Bretagne pressait fort le roi Louis XII, son mari, de refuser leur fille, madame Claude, au duc François d'Angoulême, son cousin, et de l'accorder en mariage à l'empereur d'Allemagne ou au roi de Hongrie. Sur quoi le bon sire lui répondit : « Ma mie, ne me parlez plus de rois ni d'empereurs pour gendre, et retenez bien ceci : Il faut marier ses souris avec les rats de son grenier, si l'on veut rester toujours le maître chez soi. » Cette maxime me frappa singulièrement, et j'entends la mettre en pratique dans cette circonstance. Comprenez-vous, ma nièce?

— Pas tout à fait encore, répondit-elle avec une feinte hésitation; je cherche...

— Et vous ne devinez pas? s'écria le marquis en clignant les yeux; ce sont toutes ces imaginations au sujet de Champguérin qui vous ont troublé l'entendement.

Et, après réflexion, il ajouta :

— Pourtant ce que vous venez de me dire m'oblige à manifester sans retard ma volonté et à conclure promptement l'alliance que j'ai résolue. Dans quinze jours, le baron de Barjavel épousera mademoiselle Clémentine de l'Hubac.

A cette déclaration précise, mademoiselle de Saint-Elphège s'écria, transportée de joie :

— Grâce au ciel! voilà toutes les espérances de M. de Champguérin déjouées et perdues!

Puis, se ravisant, elle reprit d'un ton moins animé :

— Je veux la première faire mon compliment à cet aimable petit baron qui épouse ma charmante nièce. Madame de Barjavel ne s'attendait pas à tant de bonheur pour son fils!

— Depuis longtemps je lui avais fait part de mes intentions, répondit le marquis.

— Elle en avait bien gardé le secret! murmura mademoiselle de Saint-Elphège; quelle femme mystérieuse et muette!

— Ainsi, ce mariage sera déclaré demain, reprit le vieux seigneur, et, dans quinze jours, il y aura ici de belles noces. Je pense, ma nièce, que vous voilà rassurée à l'endroit de ce pauvre Champguérin; il pourra venir ici tous les jours faire ma partie d'hombre sans que vous preniez souci de ses assiduités.

— Au contraire, répliqua vivement la vieille fille; j'y verrai une preuve que je m'étais trompée sur ses intentions, et je le tiendrai pour le plus honnête homme du monde.

— Je suis fort aise de l'avoir rétabli dans vos bonnes grâces, fit le marquis avec quelque malice. Allez, ma nièce, je vous donne le bonsoir.

— Mon oncle, je vous présente mon respect et vous souhaite une bonne nuit, répondit mademoiselle de Saint-Elphège en faisant une grande révérence au pied du lit.

Elle s'en alla, précédée par le valet de chambre qui portait un flambeau, et regagna son appartement, situé dans un autre corps de logis, à côté de celui de mademoiselle de l'Hubac; mais elle avait l'esprit trop agité pour essayer de prendre quelque repos, et, au lieu de se mettre au lit, elle se plongea dans un fauteuil en face de sa fenêtre, les yeux ouverts, rêvant tout éveillée qu'elle était déjà au lendemain, et qu'elle avait la joie d'apprendre à M. de Champguérin, qui l'écoutait confondu, désespéré, le prochain mariage de Clémentine. Tandis qu'elle savourait ainsi d'avance le plaisir d'être sitôt et si bien vengée, son regard errait machinalement sur l'enceinte qui séparait la tour du donjon du corps de logis qu'elle habitait. C'était une espèce de préau, environné d'arceaux en ogives comme le cloître d'un vieux monastère, et au centre duquel s'élevait la margelle d'une citerne. Les salles du rez-de-chaussée, qui

s'ouvraient sous les galeries, étaient inhabitées depuis longtemps, et l'on entrait rarement dans cette partie reculée de l'antique manoir.

En ce moment, la lune, encore voilée de nuages, éclairait faiblement les sombres murailles de la tour et l'enceinte silencieuse du préau. Tout à coup mademoiselle de Saint-Elphège eut une hallucination; il lui sembla qu'une forme humaine passait sous les arceaux, et que cette espèce de fantôme avait la taille et le port de M. de Champguérin. L'illusion fut si complète, qu'elle se leva en jetant un cri sourd et courut à la fenêtre; mais déjà l'apparition s'était évanouie, et elle ne vit personne dans l'espace découvert à l'extrémité duquel s'élevait le donjon. La vieille fille demeura un instant immobile, et cherchant du regard à travers les ténèbres l'ombre qu'elle avait cru apercevoir; puis elle dit tout haut, en portant à ses yeux sa main tremblante :

— J'ai rêvé !

Presque aussitôt cependant elle voulut s'assurer que sa nièce n'avait point quitté sa chambre, et malgré l'heure avancée, elle alla frapper à la porte de mademoiselle de l'Hubac. Josette vint à l'instant lui ouvrir.

— C'est vous, mademoiselle! dit la suivante en faisant un effort pour ouvrir ses paupières chargées de sommeil. Sainte Vierge! tout le monde veille donc cette nuit!

A ces mots, elle se rangea pour lui laisser voir sa jeune maîtresse, encore levée et assise au fond d'un cabinet qui faisait suite à sa chambre. Mademoiselle de l'Hubac avait commencé une lecture ; mais elle s'était arrêtée à la première phrase, et rêvait le coude appuyé sur les feuillets ouverts. Au bruit que fit mademoiselle de Saint-Elphège en entrant, elle se leva plutôt surprise qu'effrayée, et dit en souriant :

— Vous aussi, ma tante, vous n'avez pu vous endormir?

— C'est le mauvais temps d'aujourd'hui qui me tient éveillée, répondit mademoiselle de Saint-Elphège en s'asseyant. L'orage m'a donné sur les nerfs; je suis tout agitée et ne puis tenir en place.

— Moi de même, dit ingénument Clémentine ; c'est l'effet du tonnerre.

Mademoiselle de Saint-Elphège secoua la tête, se rapprocha de sa nièce, et lui dit avec intention :

— Ce n'est pas l'orage qui cause votre insommie, c'est plutôt un pressentiment...

— Est-ce qu'il va m'arriver quelque malheur? s'écria-t-elle avec un mouvement naïf de frayeur et de curiosité.

— Au contraire, répondit vivement la vieille fille. Il s'agit d'un événement qui comblera de joie tout le monde.

Et comme Clémentine arrêtait sur elle ses beaux yeux étonnés et attendait, sans oser l'interroger, qu'elle s'expliquât plus clairement, elle ajouta en baissant la voix :

— Ma chère Clémentine, mon oncle fait pour vous ce qu'il n'a pas voulu faire pour moi; il vous marie.

— Oh! mon Dieu! déjà! s'écria mademoiselle de l'Hubac toute tremblante et le visage couvert d'une soudaine rougeur, mais sans aucune des manifestations auxquelles s'attendait peut-être mademoiselle de Saint-Elphège. Ensuite elle appuya son front sur ses mains et demeura silencieuse. Mademoiselle de Saint-Elphège la laissa un moment à ses réflexions; puis elle reprit :

— Vous voilà plongée dans une terrible perplexité et tourmentée d'une foule de suppositions? Allons! ne cherchez plus, et demandez-moi vite le nom de celui qui aura le bonheur d'être votre mari.

— Est-il nécessaire que vous me le disiez, ma tante? répondit Clémentine en souriant et en baissant les yeux. Je ne puis me tromper; il n'y a ici qu'une seule personne...

— Une seule personne que vous puissiez épouser, interrompit mademoiselle de Saint-Elphège d'un air de décision ; vous avez raison, ma nièce. On n'a pas cherché plus loin effectivement, et on vous marie avec le baron de Barjavel !

— Mon cousin ! s'écria Clémentine avec un mouvement inexprimable d'étonnement, de désespoir et de refus.

— Est-ce que vous aviez pensé à un autre? demanda froidement mademoiselle de Saint-Elphège.

Elle ne répondit pas, et, cachant son visage dans son mouchoir, elle se prit à pleurer. La vieille fille la considéra avec une colère mêlée de compassion, ne sachant si elle devait provoquer ses confidences ou feindre de n'avoir pas compris le motif de cette soudaine explosion de douleur et de larmes. Après un instant d'hésitation, elle se décida pour le dernier parti, convaincu que cette manifestation spontanée n'aurait pas de suites, et que, le premier mouvement passé, mademoiselle de l'Hubac se laisserait marier sans résistance. Au lieu de la sermonner et de la tourmenter, elle lui dit simplement :

— Tâchez de vous calmer, ma pauvre enfant. Il est tout naturel que vous n'appreniez pas sans trouble que l'on a disposé de votre main; mais cette nouvelle ne devrait pas vous mettre ainsi hors de vous. Allons! je vais appeler Josette, afin qu'elle vous couche et que vous puissiez reposer un peu. Songez que demain matin il vous faudra paraître devant votre grand-oncle et l'assurer de bonne grâce que vous êtes prête à lui obéir.

— Oh ! non, non, je ne dirai pas cela! murmura Clémentine à travers ses sanglots.

Mais mademoiselle de Saint-Elphège feignit de n'avoir pas entendu cette espèce de protestation ; elle appela Josette, lui commanda de préparer un verre d'eau de mélisse et de déshabiller sa maîtresse. Mademoiselle de l'Hubac se laissa mettre au lit, toujours pleurant et suffoquant ; elle prit le breuvage calmant que lui présenta sa tante Joséphine; puis, au moment où celle-ci se disposait à la quitter, elle s'écria en se soulevant les mains jointes :

— Je vous en supplie, ma tante, écoutez-moi sans colère... Il faut que je confesse devant vous tous les sentiments de mon cœur...

— N'ajoutez pas un mot, Clémentine, interrompit mademoiselle de Saint-Elphège d'un air sévère et triste ; une fille de votre rang, une fille élevée comme vous ne peut avoir dans son cœur qu'un sentiment, celui de l'obéissance, d'une soumission absolue à ses devoirs. Priez Dieu de vous inspirer de bonnes pensées, et disposez-vous à paraître demain devant mon oncle pour l'entendre déclarer votre mariage.

A ces mots, elle la baisa au front et se retira, non sans lui recommander encore de se calmer, afin de ne pas paraître le lendemain avec une physionomie toute bouleversée en présence du marquis; mais Clémentine n'en tint compte, et, cachant son visage sur l'oreiller, elle continua de soupirer et de gémir, sans prendre garde aux consolations de Josette, laquelle, ayant compris qu'il s'agissait de mariage, s'efforçait de lui faire concevoir qu'il n'y avait pas lieu à se désoler ainsi.

Mademoiselle de Saint-Elphège écouta l'horloge du château qui sonnait une heure après minuit et regagna sa chambre en murmurant :

— Demain nous verrons bien! Pauvre fille, quel aveuglement! Elle se désespère parce que, au lieu de lui laisser choisir pour mari un homme intéressé, un dissipateur, un traître qui court après la part d'héritage que nous avons en dot, on la force d'épouser un aimable garçon, tout à fait jeune et bien fait, qui l'aime pour son mérite et sa beauté, et ne calcule pas sur les biens qui lui viendront pour payer ses dettes !

Lorsque mademoiselle de Saint-Elphège entra dans la chambre de sa nièce le lendemain matin, elle la trouva déjà levée et ajustée comme elle le lui avait recom-

mandé. La pauvre enfant était si abattue, sa physionomie exprimait une douleur si craintive, que mademoiselle de Saint-Elphège ne supposa pas qu'il y eût au fond de son âme la moindre intention de résistance.

— Vous voilà prête, ma reine, lui dit-elle presque affectueusement : c'est bien ; il est temps de descendre chez mon oncle. Allons! un peu d'assurance et de vivacité ; vous ne devez pas paraître devant lui avec cet air dolent. Je vous trouve pâlotte ; mettez quelques rubans dans votre frisure, cela relève singulièrement le teint.

Mademoiselle de l'Hubac se laissa pomponner docilement et suivit la tante Joséphine, qui l'emmena sur-le-champ à cette audience solennelle annoncée dès la veille.

Le marquis les attendait dans sa chambre à coucher, tout habillé déjà et roide sur son siége à dossier armorié. Il avait ainsi le fier maintien d'un homme pénétré de son autorité et ressemblait à un des grands seigneurs féodaux ses ancêtres, prêt à recevoir l'hommage de ses vassaux et tenanciers. La Graponnière se tenait debout derrière lui et souriait d'un air discrètement satisfait, comme un subalterne honoré de quelque communication importante. Lorsque mademoiselle de l'Hubac parut conduite par sa tante Joséphine, le marquis fit le geste de se lever et lui dit gravement :

— Approchez, mademoiselle ; je vous ai mandée pour vous faire part d'un dessein qui vous touche.

Clémentine alla droit devant lui, fit machinalement une révérence, et resta debout au lieu de s'asseoir sur le pliant qu'il lui montra à son côté.

Mademoiselle de Saint-Elphège se rapprocha du marquis et lui dit à demi-voix :

— Je l'ai prévenue, monsieur, et elle n'est pas encore remise du trouble où cette nouvelle l'a jetée ; excusez-la si elle ne répond pas grand'chose à ce que vous lui faites l'honneur de lui dire.

— Je conçois son saisissement, répondit tout haut le vieux seigneur ; il est juste de lui laisser le temps de se remettre.

Et, après un silence, il ajouta, en s'adressant à Clémentine :

— Ma nièce, puisque vous savez déjà ma volonté, vous devez en être fort aise, je pense ; c'est dans quinze jours que je vous marie avec votre cousin le baron de Barjavel.

Elle baissa la tête en frissonnant et sembla réunir toutes les forces de son esprit pour répondre ; mais sa voix s'éteignit dans une espèce de sanglot.

— Assurez donc mon oncle de votre obéissance! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en lui prenant la main pour l'amener aux genoux du baron, qui se disposait à la relever et à l'embrasser.

Mais elle fit un pas en arrière et tourna les yeux du côté de la porte, comme si elle eût été tentée de s'enfuir.

— Clémentine, ma chère enfant, reprit la vieille fille avec inquiétude, remerciez donc mon oncle de ce qu'il fait pour vous ; dites-lui que vous êtes contente de lui obéir.

— Laissez-la, ma nièce, interrompit le vieux seigneur d'un air d'indulgence ; cette retenue sied à une fille de son rang. Vous allez voir que le baron manifestera ses sentiments d'une autre manière. Mon vieux la Graponnière, fais-lui dire de se rendre auprès de moi sur l'heure.

— Oh ! monsieur, je vous en supplie... auparavant écoutez-moi, interrompit mademoiselle de l'Hubac.

Et, se jetant aux pieds du marquis, elle ajouta :

— Je ne me marierai pas avec mon cousin... non jamais...

— Ah, grand Dieu! que signifie ceci! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège; elle perd le jugement! Mademoiselle, reprenez vos esprits, considérez à qui vous parlez et la situation où vous êtes...

— Me préserve le ciel de manquer au respect que je vous dois! répondit Clémentine tout en larmes; ah! ma tante, ah! monsieur, excusez-moi!...

— Vous serez pardonnée, si vous rétractez sur-le-champ ce que vous venez de déclarer, lui dit sa tante Joséphine.

— Ah! non, non, jamais! s'écria-t-elle avec l'accent d'une résolution désespérée.

— En ce cas, il faut expliquer les motifs de votre refus, dit la vieille fille en élevant la voix; parlez, mademoiselle, achevez de faire connaître vos sentiments, manifestez les penchants de votre cœur, osez déclarer pourquoi vous refusez ce mariage.

Et comme Clémentine se taisait, effrayée de ces interpellations violentes, elle ajouta :

— Il n'est pas difficile de pénétrer ce mystère, et, puisque vous vous obstinez à garder le silence, je vais dire à mon oncle le motif secret de votre désobéissance...

— Je vais, de moi-même, le lui apprendre, répondit mademoiselle de l'Hubac, à laquelle cette espèce de menace rendit quelque énergie; je me sens plus d'attrait pour la vie religieuse que pour le mariage, et je supplie mon oncle de me renvoyer au couvent...

— Vous voulez prendre le voile? dit mademoiselle de Saint-Elphège d'un air d'étonnement incrédule; voilà, certes, une bien prompte vocation!

Le marquis avait gardé pendant cette scène un visage impassible; il ordonna du geste à mademoiselle de l'Hubac de se relever, et lui dit froidement :

— Mademoiselle, les filles de votre qualité ne disposent pas ainsi d'elles-mêmes; c'est leur famille qui décide si elles doivent rester dans le monde ou entrer au couvent. Vous avez entendu ma volonté, il faut vous y conformer. C'est assez pour aujourd'hui, remontez dans votre chambre; demain, je vous reparlerai.

La pauvre fille se retira tout éperdue. Mademoiselle de Saint-Elphège la reconduisit chez elle, et lui dit avec un singulier mélange de sollicitude et de colère :

— On fera votre bonheur malgré vous; dans quinze jours, vous serez mariée. Maintenant, tâchez d'être raisonnable et de ne plus pleurer. Je viendrai vous chercher tantôt, et, comme il ne sera plus question de rien aujourd'hui, j'espère que vous aurez votre contenance ordinaire.

Sur ce propos, elle s'en alla; mais, avant de sortir, elle dit tout bas à Josette :

— Ne la quitte pas un moment; donne-lui encore une tasse d'eau des carmes; mouille son visage avec de l'eau fraîche, c'est très-bon quand on a beaucoup pleuré, et, si tu t'aperçois qu'elle se désole outre mesure, viens m'avertir.

A l'heure du dîner, la famille se réunit comme de coutume dans la salle verte; M. de Champguérin arrivait de son côté fier et galant à l'ordinaire.

— Mon voisin, s'écria le marquis, je vois avec une agréable surprise que vous n'êtes point noyé; on vient de me dire que l'orage a fait de grands dégâts cette nuit de l'autre côté de la montagne, et que votre chapelle de Notre-Dame des Templiers a été fort endommagée par les eaux.

— C'est possible! fit M. de Champguérin, visiblement étonné.

— Vous l'ignoriez? s'écria mademoiselle de Saint-Elphège, frappée de cette surprise involontaire.

— Assurément non, répondit-il vivement, puisque ce matin j'ai vu de mes yeux tous ces désastres.

— Eh! eh! reprit malicieusement le vieux seigneur, vous devez vous estimer heureux que votre château neuf n'ait pas été renversé aussi, et que cette grosse pluie n'ait point emporté toutes vos terres.

— Je n'y aurais pas perdu grand'chose, répondit froidement M. de Champguérin.

Puis, allant vers Clémentine, qui se tenait à l'écart, il lui dit d'un air d'intérêt empressé :

— Qu'avez-vous donc ce matin, mademoiselle? Je vous trouve le visage défait et les yeux battus.

— Ma nièce a mal dormi cette nuit, répondit mademoiselle de Saint-Elphège en lui coupant le pas de manière qu'il ne pût s'asseoir à côté de Clémentine.

Il se retourna alors sans affectation vers la baronne, et se contenta de jeter quelques regards discrètement expressifs à mademoiselle de l'Hubac.

Cette journée s'écoula sans que le marquis parût se souvenir de ce qui s'était passé dans sa chambre à l'heure de son lever. Chacun avait à peu près le même visage que de coutume, et l'on fit exactement les mêmes choses que la veille autour du tapis vert. Seulement mademoiselle de Saint-Elphège s'arrangea de manière à ne pas perdre sa nièce de vue un seul instant; elle la tint en quelque sorte bloquée au coin de la table de jeu, et s'empara d'elle lorsqu'il fallut descendre à la salle à manger; pourtant, avant la fin de la soirée, Clémentine eut le temps de dire précipitamment et à voix basse au petit baron :

— Antonin! monte après souper à la bibliothèque, j'y serai.

V

Il était près de minuit, et mademoiselle de l'Hubac attendait seule encore dans la bibliothèque. Le flambeau, qu'elle avait posé sur le pupitre de basane, jetait une clarté tremblotante qui ne rayonnait qu'autour de la table, chargée de livres, et permettait à peine de distinguer les lambris poudreux contre lesquels étaient rangées les collections d'insectes. Quelques papillons nocturnes, échappés des cornets de papier où les avait fait éclore le petit baron, battaient l'air de leurs lourdes ailes, et se précipitaient, attirés par la lumière, vers le flambeau qu'ils menaçaient d'éteindre. Au dehors, le vent de la nuit murmurait tristement, et la lune montrait son pâle visage à travers les nuées errantes. Quelques mois auparavant, mademoiselle de l'Hubac serait sans doute morte de frayeur, si elle s'était trouvée ainsi seule à pareille heure et en pareil lieu; mais elle était dans une disposition d'esprit qui éloignait d'elle toute crainte puérile, et c'était sans songer aux apparitions surnaturelles qu'elle attendait depuis une heure, les yeux tournés vers la porte entr'ouverte, l'oreille attentive aux légers frôlements qui parfois la trompaient, et lui faisaient croire qu'un pas furtif résonnait dans l'escalier. Enfin un bruit distinct se fit entendre, et presque aussitôt Antonin entra précipitamment dans la bibliothèque en s'écriant :

— C'est ma mère qui m'a retenu si longtemps... Ah! ma pauvre Clémentine, comme tu as dû trembler toute seule ici!

— Je n'avais peur que d'une chose, répondit-elle, c'est que tu ne vinsses pas. Si tu savais, Antonin! si tu savais ce qui se passe!

— Je le sais; ma mère vient de me parler, dit-il d'un air tout à la fois ému, joyeux et embarrassé.

— On veut nous marier, mon bon Antonin! reprit-elle avec l'accent d'une douleur profonde.

— Cela te fait beaucoup de peine? lui demanda le petit baron interdit.

— Tant de peine que j'en mourrai! s'écria-t-elle en pleurant; vois-tu, Antonin, je

suis accoutumée à te chérir comme un frère, mais je ne pourrai jamais, jamais t'aimer autrement, et la seule pensée de ce mariage me réduit au désespoir. Tu ne comprends pas cela, parce que tu es encore un enfant.

— Un enfant à peu près de ton âge, observa le petit baron.

— C'est vrai, répondit-elle naïvement, et pourtant il me semble que tu es beaucoup trop jeune pour être mon mari.

— Est-ce que tu aimerais mieux que j'eusse l'âge de M. de Champguérin? interrompit-il sans aucune arrière-pensée.

Clémentine rougit beaucoup et perdit un moment le fil de ses idées; puis elle reprit en joignant les mains :

— Que faire, mon Dieu! pour éviter le malheur qui nous menace? Oh! mon cher Antonin, cherche, je t'en supplie, quelque moyen de rompre notre mariage.

— Comment déclarer devant mon oncle que sa volonté n'est pas la tienne? s'écria le jeune baron; comment lui dire en face que tu es déterminée à lui désobéir?

— J'ai osé déjà, répondit-elle en frissonnant au seul souvenir de cet acte de courage; j'ai déclaré ce matin que je ne voulais pas me marier; alors M. le marquis, ma tante Joséphine et M. de la Graponnière lui-même se sont tournés contre moi. Je ne me suis pas rétractée pourtant, mais intérieurement la force m'abandonnait. J'aurais faibli si j'étais restée. J'avais peur, et maintenant je sens bien que je n'élèverai pas une seconde fois la voix. J'ai toujours devant les yeux le visage irrité de mon oncle. Va, toi aussi, Antonin, tu aurais tremblé à ma place!

— Peut-être, répondit-il en réfléchissant.

Et, après un long silence, il ajouta :

— Ma bonne Clémentine, tu es donc certaine que notre mariage ferait ton malheur?

— J'en mourrais de chagrin, répondit-elle avec un accent profond et en arrêtant sur les yeux d'Antonin ses beaux yeux pleins de larmes.

Il lui serra les mains en soupirant et prêt à pleurer aussi, tant il était touché et attristé de cette douleur dont il ne comprenait pas la cause; puis, se remettant, il dit d'un air de subite détermination :

— Ne pleure plus, Clémentine, et sois tranquille; je te promets qu'on ne nous mariera pas malgré ta volonté.

— Ah! mon bon Antonin, mon frère, s'écria-t-elle, je savais bien que je pouvais compter sur toi! Que veux-tu faire?

— Tu le sauras demain; demain soir, ici, répondit-il. Maintenant, dépêchons-nous de nous retirer. J'ai une frayeur mortelle de ta tante Joséphine. Tu sais comme elle a rôdé autour de ta chambre l'autre nuit.

— Oui, et je tremble qu'elle ne soit revenue, dit mademoiselle de l'Hubac en se levant précipitamment. Seigneur mon Dieu! à quoi sommes-nous réduits! On veut nous marier par force, et pourtant on nous défend de nous témoigner l'amitié que nous avons l'un pour l'autre, et nous sommes obligés de venir ici en cachette pour parler librement et nous tutoyer à notre aise.

— Comme de vrais amants, dit Antonin avec un léger soupir.

— Ne crois pas cela, lui répondit vivement mademoiselle de l'Hubac; quand on aime, on a presque peur de se trouver près de l'objet de son amour, on le fuit au lieu de rechercher son entretien; on n'ose lui parler, on tremble à son approche. C'est un bonheur qui est comme une souffrance, et, sans doute, il faut longtemps pour s'y accoutumer.

— Qui donc t'a appris toutes ces choses? demanda le petit baron étonné.

— Je les ai lues quelque part, répondit-elle.

— Moi, je n'ai pas encore trouvé cela dans mes livres, dit Antonin avec une par-

faite ingénuité; c'est que M. l'abbé ne me met entre les mains que des ouvrages savants.

Mademoiselle de l'Hubac rentra dans sa chambre presque consolée. Cet entretien avait relevé son courage; elle se fiait aux assurances de son cousin et comptait sur la promesse qu'il lui avait faite d'empêcher leur mariage. Ses prévisions et ses calculs n'allaient pas plus loin; comme toutes les jeunes filles qui font en secret le beau roman de leur premier amour, elle ne songeait à l'avenir qu'avec de vagues espérances, et les désirs, les vœux passionnés de son cœur n'aspiraient à aucune réalité.

La pauvre enfant eut un tranquille sommeil cette nuit-là, et le lendemain à son réveil elle écouta sans frayeur l'horloge qui sonnait dix heures.

— Ah! ciel, je n'ai que le temps de m'ajuster un peu, s'écria-t-elle en écartant les couvertures brodées de son lit; vite, vite, Josette, mon déshabillé. Que dirait ma belle tante, si elle savait que je me suis levée si tard aujourd'hui?

— Dieu nous garde qu'elle le sache, répondit la suivante en jetant sur les épaules de sa jolie maîtresse une espèce de manteau de toile peinte à larges manches; madame la baronne est si diligente qu'elle se lève dès que le coq a chanté. Souvent elle se promène dans le château avant qu'il fasse clair.

— Je le sais bien, dit mademoiselle de l'Hubac; une nuit que je ne dormais pas, je l'ai entendue. Comme la journée doit paraître longue quand on est debout de si grand matin!

— C'est comme M. le marquis, il ne dort jamais, reprit Josette; toute la nuit, ses valets de chambre lui font des contes, ou bien M. de la Graponnière lui tient compagnie, et le soleil n'est pas près de poindre encore qu'il a déjà demandé sa tasse de chaudeau.

Mademoiselle de l'Hubac se disposait à descendre dans la salle verte lorsqu'un coup frappé brusquement à sa porte la fit tressaillir. Josette courut tirer le verrou en chantonnant.

— Ma tante Joséphine! murmura mademoiselle de l'Hubac presque effrayée.

La vieille fille entra d'un air composé; mais il était facile de s'apercevoir, malgré la tranquillité affectée de son maintien, qu'elle était animée d'une sourde colère. Elle refusa du geste le siége qui lui présentait Josette et dit d'un ton solennel :

— Vous méritez de grands reproches, mademoiselle.

A ce début, Clémentine, surprise et consternée, se rappela qu'on ne lui avait adressé la veille aucune récrimination, et s'écria avec ingénuité :

— Mon Dieu, ma tante, qu'ai-je donc fait depuis hier?

— Ne m'interrompez pas, répliqua durement mademoiselle de Saint-Elphège; je viens vous faire savoir que votre désobéissance a déjà porté ses fruits. Au lieu des réjouissances qu'on se promettait ici, il n'y a que trouble et désolation.

—Oh! ma tante, vous m'accablez! murmura Clémentine en baissant les yeux devant le regard irrité de la vieille fille, qui reprit impitoyablement :

— Hier, vous avez manqué au respect, à la soumission absolue que vous devez à votre grand-oncle; je viens vous dire de sa part qu'il vous défend de reparaître en sa présence.

— Est-il possible, mon Dieu! murmura Clémentine, croyant qu'on allait la renvoyer chez les dames du Saint-Sacrement.

Apparemment mademoiselle de Saint-Elphège devina sa pensée, car elle ajouta :

— Vous ne rentrerez pas au couvent; il y a d'autres moyens de vous ranger à votre devoir; mon oncle a décidé que vous resteriez dans votre chambre, sans recevoir aucune visite, sans qu'il entre chez vous d'autre personne que votre fille de service.

— Je me soumets volontiers à cette rigueur, répondit mademoiselle de l'Hubac en

s'efforçant de montrer quelque fermeté, quoique son esprit fût tourmenté d'une cruelle inquiétude.

Elle supposait tout naturellement que le petit baron venait d'encourir aussi par ses refus la disgrâce de son oncle, et qu'il subirait comme elle quelque châtiment rigoureux. Elle réfléchit un moment sur ce qui avait dû se passer; puis incapable de dissimuler son chagrin et ses craintes, elle s'écria en pleurant :

— Et Antonin! mon pauvre Antonin! est-ce qu'on le tiendra aussi prisonnier, mon Dieu?

— Vraiment, vous vous occupez ainsi de lui! dit aigrement mademoiselle de Saint-Elphège; que vous importe ce qu'il deviendra? Vous avez refusé de l'épouser; eh bien! soyez tranquille, il ne paraîtra pas ici, et vous ne le reverrez de longtemps.

A ces mots, elle sortit d'un air indigné, et, tirant sur elle la lourde porte de chêne, elle la ferma en dehors à double tour.

— Me voilà véritablement sous les verrous! s'écria mademoiselle de l'Hubac tout éplorée.

— Bah! fit Josette en riant; ne vous tourmentez pas, mademoiselle; est-ce que la porte du cabinet n'est pas toujours ouverte? Je vais, par exemple, me dépêcher de prendre la clef, de peur qu'on ne s'avise de la venir fermer.

Elle y courut en effet, et, revenant aussitôt, elle s'écria en montrant la tige de fer armée d'un formidable panneton et d'un anneau façonné en trèfle :

— Voilà, voilà la clef des champs! si on pense à me la demander, je dirai que je l'ai perdue.

— Du moins je pourrai monter ce soir à la bibliothèque, pensa Clémentine un peu consolée.

Une heure plus tard, quelque bruit dans la serrure annonça que quelqu'un ouvrait la porte; c'était la Graponnière, lequel entra, suivi d'un valet qui apportait le dîner. Le digne homme jeta sur mademoiselle de l'Hubac un regard de commisération respectueuse, recommanda à Josette de mettre promptement le couvert et se retira en faisant un profond salut.

— Bonté divine! nous sommes réellement en prison, et voilà notre geôlier, s'écria la fille de service en le suivant des yeux; par bonheur il n'est pas méchant le pauvre brave homme. Allons, mademoiselle, passez à table; voilà une bisque fort appétissante et une bartavelle rôtie dont le fumet me semble merveilleux.

— Je n'ai pas faim, Josette; tu peux dîner, répondit mademoiselle de l'Hubac les larmes aux yeux, car elle pensait qu'en ce moment M. de Champguérin la cherchait sans doute du regard dans la salle à manger et s'étonnait de son absence.

Bien qu'elle fît à chaque instant le ferme propos de souffrir courageusement cette persécution, elle passa fort tristement la journée, et alla vingt fois à sa fenêtre dans l'espérance d'apercevoir de loin le feutre noir d'un cavalier galopant du côté de la Grotte-aux-Lavandières; mais personne ne se montra sur le chemin poudreux, et elle ne vit que les enfants du village, qui s'en revenaient la figure barbouillée d'un jus violet, après avoir dépouillé les ronces de leurs fruits acides.

Vers la tombée de la nuit, on vint lui servir la collation de la même manière que le dîner; mais cette fois, avant de se retirer, le bon vieux la Graponnière lui dit à voix basse et d'un ton pénétré :

— Mademoiselle, vous êtes encore à temps peut-être d'éviter de grands malheurs; si vous voulez vous venir jeter aux pieds de M. le marquis en l'assurant de votre soumission, je laisserai la porte ouverte.

Elle fit vivement un geste de refus et dit avec douceur :

— Je ne vous en remercie pas moins du fond de l'âme, M. de la Graponnière; car je reconnais à votre manière de me conseiller que vous me voulez du bien.

Sur les onze heures du soir, lorsqu'il n'y eut plus aucun mouvement, aucun bruit dans le château, mademoiselle de l'Hubac se fit ouvrir par Josette la porte du cabinet, et s'engagea d'un pas rapide et le cœur palpitant dans les passages tortueux qui conduisaient à la bibliothèque. Le petit baron l'attendait déjà. La pauvre fille tomba sur un siége, ne respirant plus, et disant d'une voix entrecoupée :

— Enfin, me voici !... quelle journée, Antonin !

Et sans se donner le temps de reprendre haleine, elle ajouta :

— Raconte-moi bien vite ce qui s'est passé, et dis-moi, si tu le sais, pourquoi ma tante Joséphine est venue me signifier ce matin l'ordre de rester dans ma chambre.

— Parce que tout est fini, répondit le petit baron, parce qu'on te punit, ainsi que moi, d'avoir refusé ce mariage, résolu depuis longtemps à notre insu par mon oncle.

— Comment ? je ne te comprends pas ; qu'as-tu donc fait, Antonin ? demanda-t-elle avec quelque inquiétude.

— Une chose fort simple, répondit-il, j'ai fait ce que tu as voulu.

Et, s'asseyant auprès d'elle, il ajouta en lui prenant la main :

— Te rappelles-tu, Clémentine, qu'un jour tu écrivais à mademoiselle de Verveilles que, lorsque je serais un homme, tu pourrais compter sur moi ? Eh bien ! je me suis souvenu de cela, et, quoique tu m'aies dit hier que je n'étais encore qu'un enfant, j'ai résolu de te sauver, si c'était possible, du malheur que tu redoutes tant. Ce matin, j'ai déclaré en présence de mon oncle, de ma mère, de ta tante Joséphine, que je ne voulais pas me marier, je l'ai déclaré fermement et en jurant sur ma foi qu'on ne parviendrait jamais à contraindre ma volonté.

— Grand Dieu ! s'écria mademoiselle de l'Hubac, et qu'a fait alors M. le marquis ?

— Il m'a regardé avec des yeux terribles et m'a commandé de rétracter sur-le-champ mes paroles ; mais je n'ai pas eu peur de sa colère ni de l'indignation de ta tante Joséphine, qui me faisait des menaces, et j'ai persisté. Mon oncle ne m'a plus rien dit ; mais, voyant, pour la première fois de sa vie peut-être, qu'on osait lui désobéir, il est devenu tout blême de fureur. Ma mère, qui jusqu'alors avait gardé le silence, a tenté de l'apaiser ; il ne l'a point écoutée, il s'est écrié que je m'étais rendu indigne de lui appartenir, et qu'à mon exemple, tu avais manqué au respect et à la soumission qui lui sont dus ; ensuite il nous a traités tous deux d'enfants pervers, de rebelles, et il m'a ordonné de sortir de sa présence.

— Ainsi, te voilà tombé aussi dans sa disgrâce, dit tristement Clémentine ; sans doute, mon pauvre Antonin, il t'a commandé de rester en prison dans ta chambre ?

— Au contraire, répondit le jeune baron, il m'a chassé du château, et m'a défendu de reparaître jamais à la Roche-Farnoux.

— Et où iras-tu, mon Dieu ? s'écria mademoiselle de l'Hubac.

— Ne te mets pas en peine, répliqua-t-il vivement, j'ai un grand projet.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! où iras-tu ? répéta-t-elle désolée.

— Ne t'afflige donc pas ainsi, ma bonne Clémentine, répondit le petit baron ; va, je suis bien content du parti qu'il m'a fallu prendre ; voici comme je me suis décidé : ce matin, en sortant de la chambre de mon oncle, j'ai couru chercher M. l'abbé, et je lui ai fait part de ce qui venait de se passer. Le digne homme a été un peu troublé en apprenant que M. le marquis me retirait ses bonnes grâces et me chassait de la Roche-Farnoux ; mais les gens comme lui, les vrais savants, ont une philosophie qui les met au-dessus de tous les événements, et il m'a dit aussitôt, avec beaucoup de résolution :

« — Puisque cela est ainsi, monsieur, nous partirons ensemble ; allez trouver madame la baronne, et demandez-lui ses ordres ; qu'elle décide où vous devez aller ; j'aviserai ensuite, avec vous, sur les moyens de faire le voyage.

« Je courus chez ma mère. Oh ! ma chère Clémentine, j'avais bien plus d'appréhension de l'aborder, après ce qui venait de se passer, que d'affronter le courroux de M. le marquis et l'indignation de ta tante Joséphine! Heureusement elle ne m'a point reçu avec un visage irrité. C'est une personne d'un naturel rigide que ma mère, mais elle est juste et généreuse. Au lieu de me faire des reproches, elle a tout de suite cherché les moyens de remédier à la peine où elle me voyait. Lorsque je lui ai dit la détermination de M. l'abbé, elle en a eu une grande joie.

« — Je serai tranquille ainsi, s'est-elle écriée ; partez, mon fils, c'est peut-être un grand bien que vous vous éloigniez d'ici pour un temps. Quand même votre oncle vous aurait, sans retour, ôté son amitié, vos intérêts n'en souffriront pas, puisqu'il me laisse toujours ma part de son héritage. Je vous laisse le maître d'aller où vous voudrez, sous la conduite de M. l'abbé, et vous recommande seulement d'être exact à me donner de vos nouvelles.

« Après m'avoir parlé ainsi, elle a pris dans son armoire un rouleau de papiers et l'a mis entre mes mains, en me disant que c'étaient les titres du peu de bien qu'avait laissé mon père, et qu'elle entendait que j'en eusse la jouissance dès à présent, et, pour comble de bonté, elle y a joint tout l'argent qu'elle tenait en réserve, en m'ordonnant absolument de le prendre. Je me suis jeté à ses genoux pour la remercier et lui demander pardon de ma désobéissance. Alors elle m'a embrassé en m'assurant de son amitié. Ah! ma bonne Clémentine, j'étais tout joyeux et tout attristé en la quittant. J'ai été retrouver M. l'abbé, et nous avons tout de suite décidé que nous commencerions par voyager dans toute l'Italie. »

Tandis que le petit baron parlait ainsi, mademoiselle de l'Hubac l'écoutait, consternée et le cœur gonflé de chagrin.

— Ainsi donc, tu vas partir, lui dit-elle d'une voix altérée : qui sait, hélas! combien de temps durera ce voyage et quand nous nous reverrons?

— Dans quelques années peut-être, répondit-il.

— Tu me quittes pour si longtemps, juste ciel! mais, après ce voyage en Italie, où veux-tu donc aller encore, mon cher Antonin ?

— Je ne sais pas ; la terre est si grande! répondit-il gaiement ; une fois parti, je suis capable de faire le tour du monde!

— Heureusement que M. l'abbé t'en empêchera, répliqua vivement Clémentine ; le digne homme doit aimer son repos, il devient vieux.

— Lui, vieux ! interrompit Antonin ; il n'a guère plus de cinquante ans ; c'est l'âge qu'avait Christophe Colomb lorsqu'il partit pour aller découvrir l'Amérique. D'ailleurs, ne s'est-il pas reposé assez longtemps? Songe que, depuis vingt ans passés, il est à la même place.

— Et tes préparatifs de voyage seront bientôt finis? reprit mademoiselle de l'Hubac en contenant à peine sa douleur ; tu partiras bientôt?

— Demain au point du jour, répondit-il avec un soupir.

— Oh! mon Dieu ! murmura mademoiselle de l'Hubac en pâlissant.

Puis elle fondit en larmes, et, jetant ses bras au cou d'Antonin, elle dit d'une voix étouffée par les sanglots :

— Demain !... tu pars... tu t'en vas en Italie, et plus loin encore, peut-être... j'aurai beau te chercher, t'appeler, tu ne me répondras pas, et je ne te verrai plus !... Ah ! j'en mourrai de chagrin !...

En parlant ainsi, elle cachait son visage sur l'épaule du petit baron et lui serrait les mains comme pour le retenir.

— Ma bonne Clémentine, s'écria-t-il les larmes aux yeux, et en se dégageant doucement de cette étreinte, va, j'éprouve aussi une grande peine de cette séparation ;... mais voyons, sois raisonnable, ma chère petite sœur, nous sommes si jeunes tous

deux, que nous aurons encore bien des années à passer ensemble quand je serai revenu de mes voyages... Tout ce que j'aurai vu, je reviendrai un jour te le raconter, et je te rapporterai de belles collections d'histoire naturelle...

— Tout cela ne me console pas à présent, s'écria-t-elle en pleurant toujours.

— Écoute, ma bonne Clémentine, tu ne sais pas bien clairement ce que tu veux, reprit le petit baron d'un air triste et attendri; hier, tu disais que notre mariage te ferait mourir de chagrin, et j'ai tâché d'empêcher un si grand malheur. Aujourd'hui tu te désespères parce qu'il faut nous séparer. Que veux-tu donc que je fasse?

— Je n'en sais rien! murmura-t-elle tout éplorée.

— Tu veux que je reste? ajouta le petit baron.

Elle fit un signe affirmatif.

— Pour cela, il n'y a qu'un moyen, dit-il après un moment de silence, c'est de se soumettre à la volonté de nos parents. Moi, j'y consens, car tu es la personne du monde que j'aime le mieux, et je n'ai rien tant à cœur que de te voir heureuse. Pour toi, je renoncerais volontiers à mes projets de voyage autour du monde, à mes collections, à tout. Voyons, Clémentine, veux-tu que j'aille me jeter aux pieds de mon oncle pour lui faire nos soumissions et lui dire que nous consentons tous deux à notre mariage?

Il y a dans toutes les existences humaines un moment suprême où se décide sans retour leur bonne ou leur mauvaise destinée; ce moment était arrivé pour mademoiselle de l'Hubac, et la question que venait de lui adresser son cousin était l'appel du sort : elle hésita avant de répondre; mais une voix fatale s'éleva dans son cœur, et ce fut sa mauvaise fortune qui l'emporta.

— Non, mon cher Antonin, dit-elle après un silence, non ce mariage ne doit pas s'accomplir; tu mérites plus de bonheur. Il faut que tu épouses une femme qui t'aimera, non pas plus tendrement que moi, sans doute, mais d'une autre manière. Hélas! que ne nous a-t-on toujours permis cette amitié de frère et de sœur? nous ne serions pas réduits à nous séparer ainsi!

— Je t'écrirai, dit vivement le petit baron; c'est ma mère qui te remettra mes lettres; je l'en ai priée déjà, et elle y a volontiers consenti.

En ce moment, le coq chanta dans une des maisonnettes du village.

— Qu'il est tard, mon Dieu! reprit le jeune baron d'une voix triste; je crois que le jour ne tardera pas à paraître.

— Eh bien! nous allons nous quitter, dit mademoiselle de l'Hubac avec une sorte de tranquillité.

Puis, jetant autour d'elle un long regard, elle ajouta :

— Souvent je reviendrai ici songer à toi.

— Tu auras bien soin de mes collections d'insectes, n'est-ce pas? dit Antonin en se détournant pour cacher les larmes qui lui venaient aux yeux; je te recommande surtout les papillons...

— Sois tranquille! fit-elle.

Et, après un moment de silence, elle reprit :

— Mais pourquoi nous faire nos adieux maintenant? Il est impossible que tout soit prêt déjà. Tu ne partiras pas demain matin...

— Non, je ne le pense pas, balbutia-t-il; non sans doute...

Ils se serrèrent la main sans oser se regarder et sortirent ensemble de la bibliothèque.

— A demain, dit mademoiselle de l'Hubac.

— A demain, répéta faiblement le petit baron.

Et ils se séparèrent.

Tous deux savaient bien cependant qu'ils ne devaient pas se revoir; mais le courage leur avait manqué pour se faire leurs derniers adieux.

Clémentine rentra dans sa chambre d'un pas chancelant, et se hâta d'ordonner à Josette de s'aller coucher. Lorsqu'elle se trouva seule enfin, au lieu de se mettre au lit, elle traîna un fauteuil près de la fenêtre et s'assit, la tête inclinée, les bras ramenés sur sa poitrine, dans l'attitude d'une morne et douloureuse attente. Elle était certaine qu'Antonin partirait au jour naissant, et elle voulait du moins l'apercevoir une fois encore pour lui envoyer du fond de l'âme ce dernier adieu que sa bouche n'avait osé prononcer.

Le reflet d'une lumière sur la terrasse du château annonçait qu'on veillait encore dans l'appartement de la baronne, et les bruits soudains, les éclats de voix qui s'élevaient de temps en temps du côté des remises, faisaient comprendre à mademoiselle de l'Hubac que les gens achevaient les préparatifs du départ. Elle tressaillait alors, et, l'âme navrée de douleur, elle regardait le ciel avec une muette expression d'angoisse et de prière.

L'heure redoutée approchait pourtant; les étoiles s'éteignaient dans les profondeurs infinies, et le firmament devenait d'un pâle azur; bientôt une lumière rose baigna l'horizon et acheva de dissiper les froides ombres de la nuit; déjà de légères colonnes de fumée s'élevaient en tournoyant au-dessus des toits du village; les ménagères diligentes caquetaient sur leur porte, et les paysans prenaient, le bissac sur l'épaule, les sentiers qui conduisaient aux champs.

Alors mademoiselle de l'Hubac quitta son siége et vint s'agenouiller devant la fenêtre. De cette place, elle ne pouvait apercevoir ni la grande cour ni la porte principale; mais elle voyait distinctement le chemin qui passait au delà des remparts. Un sourd fracas ne tarda pas à se faire entendre dans l'intérieur du château; on ouvrait les portes, et il semblait qu'une cavalcade défilait lentement au dehors.

Mademoiselle de l'Hubac se releva alors, les mains jointes, les yeux fixés sur le chemin, et presque aussitôt les voyageurs parurent. Antonin et l'abbé Gilette descendaient à pied la Roche-Farnoux, le bâton à la main comme des pèlerins, et un livre sous le bras comme des savants qui partent pour explorer le monde. Les mulets chargés de leur bagage et les chevaux qui devaient leur servir de monture jusqu'à la ville prochaine venaient ensuite, conduits par des valets.

— Adieu, mon meilleur ami! murmura Clémentine tout en larmes; adieu! que le ciel te protége et te guide toujours!

Au moment où la petite troupe disparaissait dans le creux du chemin, une voix s'éleva au milieu du silence de cette heure matinale; c'était celle d'un pauvre paysan qui bêchait sous les murs du château en chantant avec des modulations plaintives la vieille chanson :

Le fils du roi s'en va chassant,
Avec ses pistolets d'argent!
Seyons-nous à l'ombre, ma blonde,
Seyons-nous à l'ombre des bois!
. . . .

Ce chant mélancolique retentit dans le cœur de mademoiselle de l'Hubac.

— Il s'en va! il s'en va! répéta-t-elle sans détourner ses regards du chemin désert. Oh! mon noble Antonin, mon généreux ami, mon frère! te reverrai-je jamais!...

MADAME CHARLES REYBAUD.

(*La troisième partie à la prochaine livraison.*)

L'ÉMIGRATION

ET

LA DÉMOCRATIE POLONAISES.

I. — *Le Débat entre la révolution et la contre-révolution en Pologne*, par quelqu'un qui ne dit que ce qu'il pense, mais qui ne peut pas dire tout ce qu'il pense (L. Mieroslawski). — Leipzig, 1848.
II. — *De la Russomanie dans le grand-duché de Posen*, par Eugène de Breza. — Berlin, 1846 (1).

Après l'explosion manquée de 1846, les provinces polonaises de l'Autriche et de la Prusse ne reprirent pas tout de suite leur immobilité silencieuse; il y eut en elles une sorte de convulsion et comme un soubresaut de douleur qui parut un instant les jeter aux bras de la Russie. C'était un mouvement sans profondeur, mais violent et bruyant. Les massacres de la Gallicie avaient exaspéré tout ce qui survivait; on se sentait à Posen plus dégoûté, plus froissé que jamais par les sourdes tracasseries du régime prussien. Des têtes égarées voulurent en finir par quelque brusque et vaste vengeance. Il ne fut plus question que d'offrir la Pologne en holocauste aux Russes pour faire pièce aux Allemands.

Un seigneur gallicien écrivait alors au prince de Metternich l'étrange provocation dont nous avons nous-même ici parlé (2) : « Le massacre de nos frères, disait-il, sera transmis de génération en génération par nos récits domestiques, par les chants de nos bardes, et, jointe aux souvenirs de tant d'autres cruautés autrichiennes, cette

(1) J'ai notamment consulté pour ce travail une série d'articles très-remarquables qui ont paru dans la *Gazette allemande* de Heidelberg, à dater du mois d'août 1847. Je n'ai rencontré nulle part plus de faits recueillis avec plus d'impartialité.
(2) Voyez le tome III de 1846, page 363.

tradition roulera comme un tonnerre parmi les nations slaves. Imaginez-vous donc que la Providence ne fera point surgir celui qui s'emparera de toutes ces haines, de toutes ces malédictions, et qui, attelant à son char ces furies éternelles, les lancera contre vous sur la route du destin? Les pas du vengeur sont-ils si loin du seuil de votre porte? Est-il si loin de nous celui à qui il sera donné de réunir les membres épars des populations slaves, immenses matériaux d'une construction nouvelle? » Et ce redoutable architecte dont on prétendait habiter et remplir l'édifice, on le nommait sans honte et sans ambage; on aspirait fièrement à l'honneur d'être sujet moscovite, « parce qu'un Romanoff était trop bon gentilhomme pour laisser, même parmi ses ennemis, assommer ses semblables. »

A Posen, cette soudaine conversion n'était ni moins bizarre, ni moins éclatante. Ce fut pour l'appliquer aux Posnaniens qu'on inventa le mot de *russomanes*. Un Polonais du grand-duché, qui eût fait office de bon patriote s'il n'avait encore été meilleur Prussien, M. Eugène de Breza, combattit de front cette manie déplorable dans un pamphlet aussi curieux qu'énergique. « Les mêmes gens, racontait-il, les mêmes qui, il y a six mois, criaient au Néron et maudissaient la Russie, qui niaient obstinément la communauté d'origine des Russes et des Polonais, qui prouvaient savamment que chez les Russes l'élément mongol avait détruit le type slave, ces gens-là s'extasient aujourd'hui au seul nom de l'autocrate du Nord; ils boivent à sa santé dans les verres qu'ils vidaient naguère à sa fin prochaine; ils s'attendrissent sur la fraternité des races slaves; ils prônent la fermeté virile du régime tsarien, qui traite les maladies politiques par la glace et tranche dans le vif. »

Une aberration si choquante ne pouvait pas durer. Il suffisait de quitter Lemberg ou Posen pour Varsovie ou pour Vilna, il suffisait de regarder vers la Pologne russe pour n'avoir plus l'envie de lui ressembler. Tant que les *russomanes* se cachaient derrière la grande théorie de l'unité slave, ils séduisaient encore par l'appât de ce beau rêve; ils auraient enveloppé tout le monde avec eux dans ces nuages menaçants d'où ils allaient tirer une Jérusalem nouvelle qui régnerait un jour sur la vieille Europe; mais, aussitôt qu'ils prononçaient le nom russe, le charme était rompu. Quelque penchant qu'on eût « pour ces limbes mystérieux et redoutables du panslavisme, » il y avait de quoi reculer quand on découvrait le colosse moscovite assis dans leurs ténèbres comme le Satan de Dante au fond des cercles de l'enfer. Tous les intérêts, tous les instincts, se soulevaient d'horreur. Le gros des propriétaires posnaniens, la lente et lourde armée des indifférents et des neutres, qui se traîne ordinairement à la remorque de la jeune Pologne, regimba contre cette autre espèce d'agitateurs; le plus vulgaire bon sens se révoltait chez les plus mous. Puis, exhorter le paysan à devenir Russe, c'était lui demander s'il serait aise qu'on l'enrôlât pour le Caucase, comme son voisin de la Mazovie. Enfin tout ce parti qui a voulu s'appeler la *démocratie* dans le pays des gentilshommes, cet héroïque parti toujours debout, même après le désastre de sa conspiration avortée, s'attaqua passionnément à la *russomanie*. Il la dénonça comme un crime de lèse-nation, et mit le crime à la charge des aristocrates. C'est contre la *Lettre du Gentilhomme gallicien* que Louis Mieroslawski a lancé de sa prison ce fougueux réquisitoire publié tout récemment par les presses de Leipzig; c'est contre l'aristocratie qu'il retourne ce trait empoisonné, que l'aristocratie aurait, à l'en croire, dirigé de ses propres mains contre la patrie polonaise. « Pour chercher, s'écrie-t-il, un pacte d'alliance entre la Pologne et la Russie, pour le déchiffrer dans l'apparition des Tcherkesses et des Cosaques à Cracovie, le yatagan au poing et le rire du diable sur les lèvres, il fallait une aristocratie bannie de la cité nationale, incapable de mourir avec dignité ou de vivre avec esprit. »

La *russomanie* a donc échoué, tout au moins jusqu'à présent, soit en Gallicie,

soit à Posen : elle a échoué devant la répulsion des masses, devant la répulsion plus vive encore du parti qui apporte le plus d'audace dans son patriotisme. Ce délire passé, comme passe le délire d'une fièvre. les esprits sont retombés sur eux-mêmes, et, face à face avec la situation, ils ont été saisis non plus d'angoisse, non plus de colère, mais d'une mortelle tristesse qui les a détendus.

Ce serait aujourd'hui là, dit-on, un autre mal à guérir, un accès de faiblesse qui, si l'on ne s'en tirait, aurait bientôt relâché toutes les fibres nationales. Déjà presque on s'abandonnerait à la tutelle de l'étranger, tant on s'exagère sa propre impuissance, et l'on aurait un tel besoin de repos qu'on tâcherait même de ne plus se souvenir. Cette langueur a particulièrement gagné la Gallicie. Le contre-coup des massacres se sent encore dans la malheureuse province ; l'ordre social étant si rudement ébranlé, qu'il faut s'occuper avant tout de le rétablir, la noblesse polonaise est bien obligée de s'entendre avec la bureaucratie autrichienne pour s'employer utilement. Le dommage serait que, dans ce compromis trop nécessaire, elle eût plus que de raison sacrifié l'avenir et se fût livrée sans réserve. Quant aux Polonais de Posen, ils semblent tristement déconcertés par le rôle trop médiocre auquel la plupart de leurs compatriotes se sont résignés devant la haute cour de Berlin. Ce gigantesque procès pouvait être une glorification vivante de leur nationalité, si tous avaient compris l'exemple de leurs chefs ; mais, pendant que Mieroslawski Liebelt et quelques autres confessaient avec éclat leur foi patriotique, l'immense majorité des accusés se renfermait dans un système de dénégations puériles et rétractait ses premiers aveux en alléguant des prétextes d'écolier. La grandeur de la cause s'est ainsi trouvée diminuée par la petitesse de la défense, et, à la suite de ces débats monotones, il n'est guère demeuré, dans le pays qu'ils intéressaient le plus, qu'une impression pénible et mauvaise, de la fatigue en place d'enthousiasme.

Au milieu de cette lassitude, à mesure que la procédure publique déroulait l'histoire de cette insurrection méditée si longuement et si vainement essayée, beaucoup ont fini par douter de la vertu qu'auraient jamais leurs efforts ; beaucoup se découragent. La pire désolation qui puisse frapper leur patrie, ce serait pourtant celle-là ; les peuples ne tiennent pas plus que les individus contre le découragement. Dans cette guerre sans fin de la vie, le jour où l'on est vaincu, ce n'est pas le jour où l'on tombe sanglant sur l'arène, ce n'est pas le jour où l'on en sort pour panser sa blessure ; c'est le jour où l'on désespère d'y rentrer, ce sombre jour où l'esprit languissant, le cœur affadi, le corps énervé, ne savent plus obéir aux aiguillons émoussés de la volonté mourante. Homme ou peuple, on périt alors sans remède, si l'on ne se ressaisit point soi-même par un dernier élan de sa conscience. Il faut le dire le plus haut que nous pourrons, la Pologne trouvera bien encore en elle toute la force dont elle a besoin pour cet élan suprême. Ce n'est point ici le langage d'un consolateur banal, c'est l'expression sérieuse d'une conviction profonde.

Je veux raconter les faits où j'ai puisé, pour ma part, cette conviction dont je suis plein ; c'est en les rassemblant qu'elle m'est venue. L'histoire que j'y cherchais, je l'avouerai, c'était l'histoire d'une agonie ; à chaque pas, j'y ai rencontré les promesses d'une résurrection. J'imaginais en commençant qu'il n'y avait plus là qu'à recueillir les saintes reliques d'une nationalité expirante ; je me suis bientôt aperçu que tout cela vivait. Si laborieuse que cette vie soit toujours, elle est d'autant plus intense qu'elle est plus concentrée. Pour la ranimer, pour la prolonger, pour la répandre dans toutes les veines du corps social, pour restaurer ainsi ce grand corps mutilé pendant des siècles, il en doit coûter plus d'efforts que nous ne pourrions seulement le supposer au sein de cette existence facile dont notre civilisation nous gratifie. Ces efforts ne seront pas toujours malheureux. Je choisis exprès ce moment de défaillance que la Pologne semble aujourd'hui traverser pour dire tout ce qu'elle a d'énergie

vitale. Si, parmi ces cœurs trop abattus, il en était un seul qui goûtât quelque soulagement à voir cette patrie, dont il désespère trop vite, inspirer encore au loin une si ferme confiance, ce ne seraient point ici des pages perdues.

On sait ce qu'a duré le soulèvement polonais de 1846 et le peu qu'il en a coûté aux Allemands pour le réprimer ; on ne sait pas combien était grande la force qui s'est elle-même paralysée devant eux en s'employant mal. La justice prussienne a réuni dans l'acte d'accusation qu'elle a publié tous les détails qui se rapportaient le plus immédiatement à l'exécution du complot de Posen ; elle ne pouvait donner une idée du long travail dont ce complot n'était qu'un accident. Il ne faut pas juger de l'avenir de la Pologne par le mauvais succès d'un mouvement prématuré ; il faut en juger par l'énergique patience qui a enfanté les principes au nom desquels ce mouvement lui-même s'est produit. Là vraiment est la révolution, et bien plus sûre, bien plus féconde que ne l'aurait faite une victoire gagnée sans le concours de ces principes, dont nulle puissance n'empêchera l'avénement.

L'insurrection de 1830 n'avait qu'un cri : le rétablissement de l'indépendance nationale ; c'était vouloir la fin sans aviser aux moyens. L'insurrection de 1846, en même temps qu'elle déclarait la guerre à l'étranger, promettait au peuple affranchi l'égalité des droits et la réforme de la propriété. C'était beaucoup oser à la fois, et cette audace paraîtrait insensée si l'on était réduit, pour l'expliquer, aux imputations calomnieuses de l'Autriche ou aux manifestations incohérentes des dictateurs de Cracovie. Elle était pourtant la simple conséquence d'une propagande de quinze ans qui avait fini par convertir ou par soumettre à sa plus essentielle doctrine toutes les fractions de la Pologne émigrée, et qui, dans le pays même, tenait la haute main sur toute l'agitation. Le tort de cette propagande, un tort qui lui vint des circonstances plus encore que de sa volonté, ce fut d'avoir précipité les événements sans compter avec l'état des esprits, d'avoir devancé le temps, d'avoir inscrit sur son drapeau, le jour où elle prit les armes, une devise de fraternité trop sublime pour l'intelligence attardée de ceux qu'elle appelait à sa suite. C'est justement comme cela que périssent les martyrs ; mais c'est aussi comme cela que les idées se fondent ; il n'y a plus personne en Pologne qui puisse désormais inventer de restaurer la patrie sans en émanciper tous les enfants. Les paysans de Posen ont abandonné ou livré leurs seigneurs, les paysans de la Gallicie les ont égorgés, et de la folie de ces bourreaux, du sacrifice de ces victimes, il est découlé pour la Pologne entière une leçon plus éclatante que si toute l'éloquence du monde l'avait mise en paroles : c'est qu'il faut faire des citoyens avec les paysans.

On n'en était guère à de pareilles pensées en 1830, et, quand on mesure tout le chemin que les défenseurs de la nationalité polonaise ont depuis lors parcouru dans leurs doctrines, il est impossible de ne pas rendre hommage aux pionniers généreux qui ont frayé la route. Cet hommage appartient d'abord et par excellence à la *Société démocratique*. Je ne dissimulerai ni les excès ni les erreurs qui ont gâté sa conduite ; mais, malgré les unes et malgré les autres, il est évident que la Pologne lui doit l'impulsion la plus efficace qui ait encore contribué au développement de son avenir. Les faits sont là pour en témoigner, des faits peu connus dont il est maintenant permis de révéler l'histoire.

Qu'on se reporte seulement dans la Pologne de 1830, qu'on se rappelle la situation morale du pays, soit à la veille, soit au lendemain de la révolution : il deviendra plus facile de saisir la situation présente, parce qu'on aura la conscience plus claire du grand changement qui s'est accompli. En 1830, on comptait deux partis à Varsovie, deux partis encore intérieurement subdivisés, mais sans qu'aucune de leurs branches eût pris ce nom de *démocratie* qui devait plus tard apparaître sur la terre d'exil. Il y avait le parti du mouvement et le parti stationnaire, le premier recruté surtout

dans les rangs de la petite noblesse, l'autre formé par la noblesse supérieure. Le premier, nourri dans les écoles militaires de Varsovie et dans l'université de Vilna, sympathisait d'autant plus volontiers avec le paysan et le bourgeois, qu'il vivait en défiance perpétuelle des hauts seigneurs, des *pany*. Ces sympathies néanmoins ne se précisaient point assez pour aboutir à quelque résultat pratique et fortifier réellement ceux qui les ressentaient. On protestait à Vilna contre les tendances brutales de l'oppression moscovite en s'adonnant avec ardeur aux études libérales, en s'appropriant les œuvres de la science allemande. Goluchowski enseignait la philosophie de Fichte et de Schelling, Lelewel initiait ses élèves aux recherches de Niebuhr et de Heeren, Mickiewicz s'inspirait alors de Schiller et de Gœthe. Ces nobles travaux servaient sans doute à relever les âmes, mais il s'en fallait qu'ils assurassent un but positif à leur activité; aussi, des deux groupes qui constituaient le parti du mouvement, pas un n'était prêt pour aborder sérieusement l'œuvre publique de la régénération. Les *nationaux* n'avaient autre chose en tête que de chasser le tsar, et, comme on disait, de balayer le pays, sans plus s'inquiéter de ce qui suivrait. Les *républicains* endossèrent ce nom-là parce que les Russes le détestaient; mais ils n'étaient fixés sur aucune forme de république; tout leur républicanisme était proprement le désir qu'ils avaient d'abolir le servage et de généraliser l'insurrection au lieu de la renfermer dans les limites de la Pologne de 1815. Hors ce double point, il ne restait plus chez eux que du vague, et ce vague de leurs idées, encore aggravé par le caractère irrésolu de Lelewel, qui les commandait, fit tomber le pouvoir de leurs mains dans la nuit même où ils l'avaient conquis à l'assaut du Belvédère.

Le pouvoir échut aux différentes nuances du parti stationnaire; ce n'était pas celui-là qui était capable de rendre à la nationalité polonaise cette large base qui lui manquait, d'associer le peuple entier dans un même effort en réparant des iniquités séculaires, de sauver enfin la patrie en multipliant les citoyens. Parmi les *stationnaires* venaient d'abord les ultras de l'aristocratie, qui prétendaient garder sur leurs paysans tous les droits d'autrefois, et sacrifiaient sans scrupule les plus glorieuses espérances à leur aveugle cupidité de propriétaires. Venaient ensuite les généraux, ceux qu'on appela les *prétoriens*, des officiers de l'école impériale qui n'avaient pas de foi dans la vertu des élans populaires, qui comptaient pour rien des soldats sans uniforme, et ne voulaient point par conséquent porter la guerre en dehors du royaume de Pologne, parce qu'en en sortant, ils n'auraient plus trouvé d'armée de ligne à commander. Enfin les *constitutionnels* admettaient bien l'affranchissement des serfs, mais à la condition qu'on y procédât en détail, avec des mesures successives, et, d'autre part, trop scrupuleux observateurs d'une légalité qu'il était alors moins périlleux de violer que de maintenir, ils voulaient limiter l'insurrection aux sept provinces qualifiées de royaume dans le congrès de Vienne; ils voulaient se couvrir du nom de Nicolas roi de Pologne pour combattre Nicolas empereur de Russie.

Ni le parti stationnaire ni le parti du mouvement ne pensaient donc alors à commencer la révolution politique par une révolution sociale; ni l'un ni l'autre ne dépassaient guère la constitution du 3 mai 1791, et, si des deux côtés les plus éclairés voulaient, soit progressivement, soit en un coup, supprimer le servage, il n'en était point qui, poussant plus loin cet essai de réforme, en fissent la base même d'un système entier d'émancipation nationale. C'était dans l'exil que les esprits devaient s'ouvrir, embrasser une idée plus large de la patrie, et mieux comprendre le vrai rôle des patriotes.

L'émigration a toujours été pour la Pologne un apprentissage salutaire. Les premiers Polonais qui émigrèrent en accompagnant Stanislas Leckzinski se façonnèrent, chez nous, à ces idées de monarchie régulière qui se produisirent un instant chez eux

dans la constitution du 3 mai. Ceux qui, après la chute de Kosciuzko, vinrent grossir les armées de la république française, sous les ordres de Dombrowski, furent formés en même temps par cette héroïque discipline et à l'habitude de la victoire et au sentiment de la fraternité. Le nom de *frère* (*bracca*), dont les gentilshommes n'usaient jusque-là qu'entre eux, s'appliqua désormais à quiconque portait les armes. Mettant tout son espoir dans cette éducation guerrière qui s'accomplissait sur les champs de bataille d'Italie, la Pologne chanta longtemps l'hymne des légions : « Marche, Dombrowski, marche de l'Italie sur la Pologne! Bonaparte doit nous apprendre à vaincre. » L'émigration de 1831 était destinée à répandre sur le sol national des semences bien autrement fécondes : la précipitation désolante avec laquelle on a tenté de moissonner avant l'heure n'empêchera pas ces germes impérissables de mûrir en leur saison. L'émigration de 1831 aura réellement inauguré les principes nouveaux des sociétés modernes au plus profond de la vieille Pologne féodale.

Cette direction, qui allait être si puissante, ne marqua cependant pas tout de suite. Les partis gardèrent d'abord dans l'exil les tendances trop étroites et trop diverses qui avaient déchiré la Pologne renaissante : ils restèrent à Paris ce qu'ils avaient été sur la Vistule. Les gens du mouvement, *nationaux* et *républicains*, se liaient avec la *jeune Allemagne*, avec la *jeune Italie*, avec la *jeune Europe*, dépêchaient des émissaires, et, disant toujours qu'ils se tenaient prêts, attendaient toujours pour savoir à quoi. Les *prétoriens*, le général Rybinski à leur tête, méditaient sans cesse quelque coup de main pour sauver l'honneur de leurs armes. Les purs *aristocrates* ramassaient tout l'argent qu'ils pouvaient, afin de tenir leur rang dans le monde, et, se donnant comme la seule partie saine de la nation, ils passaient le temps à déplorer la folie des jacobins, qui avaient déconcerté leurs plus sages projets. Les *constitutionnels* persistaient encore à faire de la diplomatie.

Chacun suivait ainsi sa route. Le prince Adam Czartoryski, dont la vie avait été remplie par toutes les grandes affaires de l'Europe, dont la longue expérience, dont l'admirable honnêteté attiraient naturellement le respect de la jeune génération des hommes d'État, le prince Czartoryski ne pouvait croire qu'il ne rendît point à son pays les services les plus efficaces rien qu'en négociant avec les cabinets. Et, de fait, il est sorti de cette politique infatigable une idée neuve et sérieuse, la création d'un panslavisme polonais libéral et humain qui paralysât, chez les Slaves du midi, les manœuvres incessantes du panslavisme barbare des Russes. C'était là certainement une voie vers la délivrance, mais c'était aussi s'acheminer de bien loin. Le vertueux patriote qui avait toujours dirigé le parti contraire au prince Adam n'était pas non plus lui-même un homme d'action immédiate et spontanée. Joachim Lelewel a servi grandement la cause de la nationalité. Sorti de souche rustique, il a toujours gardé une véritable tendresse pour le paysan ; professeur à Vilna, il enflammait la jeunesse par des leçons dont Mickiewicz l'a si magnifiquement remercié dans ses vers ; historien enfin, il a vengé la Pologne des dénigrements de la science allemande, et réclamé pour son pays, dans l'ordre des nations et des destinées humaines, une place plus honorable que celle qu'on lui voulait laisser. Malheureusement, avec tous ces mérites, Lelewel n'a jamais eu le don qui fait les hommes publics, le don d'agir. Il ne l'avait pas plus dans l'émigration qu'il ne l'avait eu sur le terrain révolutionnaire. Stoïcien indomptable, Lelewel vit encore à Bruxelles, blanchi par l'âge et tout courbé, pauvre et portant la blouse, refusant les subsides du gouvernement belge, et gagnant son pain à donner des leçons; mais cette fière vertu, qui honore son caractère privé, ne hâtait point d'un jour l'affranchissement de sa patrie. Il adressait des proclamations à la France, à l'Italie, à la Hongrie, à l'Allemagne; il fondait des clubs; il étudiait la numismatique du moyen âge : les maîtres de la Pologne auraient dormi plus tranquilles s'ils n'avaient jamais eu affaire à d'autres ennemis.

Il en vint un enfin dont la pensée, plus vaste et plus hardie, devait imprimer un mouvement régénérateur à toute la propagande polonaise et donner le secret d'atteindre au cœur la mère patrie. Maurice Mochnacki publia l'*Histoire de la révolution de Pologne*. Ce livre contenait toute la substance des principes dont la *Société démocratique* s'est armée.

La vie de Maurice Mochnacki avait été une vie de dévouement. Divisés par la fureur des factions, adversaires souvent acharnés, les champions de la liberté polonaise se sont tous pourtant ressemblés par un trait commun : ils ont eu tous au fond de l'âme un même amour pour leur pays, ils ont aimé leur pays plus qu'eux-mêmes, et l'on n'assiste point sans émotion au noble spectacle de ces existences généreuses. Né en Gallicie, Maurice Mochnacki avait gémi de bonne heure sur l'oppression des paysans. Il était initié aux sociétés secrètes de Varsovie; emprisonné comme suspect, condamné à bêcher avec les forçats le jardin de ce Belvédère qu'il devait enlever en 1830 à la tête de l'insurrection, battu et torturé sans qu'on pût lui arracher un mot, Mochnacki voulut cependant à la fin reconquérir la liberté. L'oppression conduit nécessairement les opprimés à se faire, vis-à-vis de leurs tyrans, une autre morale que la morale ordinaire. Sous le coup de persécutions effroyables, le mensonge et l'hypocrisie sont devenus plus d'une fois les ressources avec lesquelles le patriotisme a trompé la rage stupide des bourreaux. Mochnacki joua le repentir et même la trahison ; il écrivit pour ses geôliers un mémoire hostile à la Pologne. A peine sorti du cachot, il donnait le signal de l'insurrection dans la nuit du 29 novembre. Républicain tout ensemble énergique et modéré, inquiet de la direction que les aristocrates avaient prise, plus inquiet encore des menaces de l'anarchie, il s'efforça dès l'abord d'engager la révolution dans une arène assez vaste pour qu'elle y pût en quelque sorte d'elle-même dominer le désordre et pousser son gouvernement. Il voulait que l'autorité publique ne restât pas exclusivement aux mains des magnats, que l'on abolît le servage, que l'on donnât des terres aux paysans, que l'on soulevât les masses et qu'on allât insurger toute la Pologne russe : c'était là le programme quotidien du journal qu'il publiait. Dénoncé par ses ennemis comme un espion russe, lorsqu'on eut trouvé dans les papiers du grand-duc Constantin le mémoire écrit pendant sa captivité, Mochnacki tira des soupçons populaires une vengeance héroïque. Il quitta la plume pour l'épée, et, refusant le brevet d'officier, il alla se battre comme simple soldat dans les champs de Grochow, de Wawer et d'Ostrolenka. Couvert de blessures, rapporté mourant à Varsovie, il travaillait encore sur son lit de douleur à guider par ses conseils les derniers moments de la révolution. Quand Varsovie tomba, il prit le chemin de l'exil, et ce fut là qu'il publia ce livre dont la nouveauté produisit un effet si puissant sur l'émigration. Il ne l'avait point encore terminé lorsqu'il finit à Auxerre, en 1834, une vie cruellement éprouvée.

L'ouvrage de Mochnacki reposait sur une pensée fondamentale qu'il entourait le premier d'une si éclatante lumière. D'autres nations, disait-il, peuvent chercher et trouver leur salut dans des changements politiques ; ce ne serait point assez pour sauver la Pologne, parce que le mal de la Pologne est un mal social. Il ne faut imputer nos désastres ni à un parti quelconque, ni à une forme quelconque de gouvernement; ils découlent de la société même telle qu'elle est constituée avec une noblesse investie de tout et des paysans déshérités de tout. Nous n'avons pas le droit de nous rien reprocher les uns aux autres; il n'est personne parmi nous qui ait su bien vouloir ou bien voir. Les *républicains* eux-mêmes se jetaient dans une impasse en affranchissant les serfs sans leur octroyer la propriété ; il n'y a qu'une manière de faire des paysans libres, c'est de faire des paysans propriétaires, et non point des prolétaires misérables. Tous les partis doivent donc avouer leurs erreurs et mettre en commun pour l'avenir l'expérience du passé. Ils doivent affirmer en principe que

la révolution échouera toujours sur le sol de la Pologne tant que son mobile le plus clair ne sera point l'intérêt des classes opprimées ; ils doivent tenir pour des insensés, pour des criminels, ceux qui tenteraient rien avant que ce principe fût devenu la chair et le sang du peuple entier : ils doivent par conséquent prêcher d'urgence, non pas seulement les devoirs généraux de tous les patriotes envers la patrie, mais surtout les devoirs particuliers des propriétaires envers les paysans.

Mochnacki plaçait ainsi la question nationale sur un terrain où en aucun temps les défenseurs de la nationalité polonaise ne l'avaient encore portée. Le progrès social avait été jusqu'ici subordonné à la conquête de l'indépendance politique ; Mochnacki subordonnait, au contraire, l'affranchissement de l'État à la réformation de la société. Selon lui et selon la vérité, l'État polonais avait disparu du nombre des États modernes, parce que la société polonaise était restée trop en dehors des lois auxquelles obéissent désormais toutes les sociétés. La Pologne ne reviendrait donc à son rang parmi les nations qu'après s'être rajeunie et comme retrempée dans la pratique bienfaisante du régime qu'elles ont toutes accepté. Telle étant la règle nouvelle assignée dorénavant à la propagande révolutionnaire, celle-ci dut d'abord se régénérer pour entamer à nouveau la régénération de la patrie. La *Société démocratique* se voua, dès son origine, au service de cette grande conception. Qu'elle ait souvent, à force de violence, dépassé le but marqué par Mochnacki, qu'elle ait attaché une prédilection trop exclusive au nom trompeur et dangereux de république, qu'elle ait négligé dans l'entraînement des théories l'exacte mesure du possible, c'est justice de lui faire tous ces reproches ; mais en voyant la constance avec laquelle, pendant quinze ans, elle a propagé sans relâche l'idée mère d'où elle émane ; en comptant les sacrifices qu'elle s'impose, les soldats, les héros qu'elle fournit à sa cause ; en retrouvant jusque dans l'esprit de ses plus obstinés adversaires l'influence de ses exemples et la trace certaine de son autorité, on ne saurait se refuser à croire que la révolution sociale ne s'accomplisse un jour ou l'autre sur cette terre où tant d'efforts l'appellent ; on ne saurait admettre que ce pays lui-même soit un pays condamné, quand il possède encore des fils si admirables ; on ne saurait s'empêcher de redire, avec l'hymne des légions de Dombrowski : Non, la Pologne n'est pas perdue !

Fondée à Paris le 17 mars 1832, la *Société démocratique polonaise* obéit à un comité de centralisation qui a été successivement transféré de Paris à Poitiers, et de Poitiers à Versailles. L'acte d'accusation élaboré par la justice prussienne représente très-fidèlement le mécanisme organique de cette société formidable ; il la suit dans les différentes phases de son histoire depuis 1832 jusqu'à l'époque où éclata le complot de Posen. Ce qui convient le mieux ici, c'est de donner un aperçu des doctrines qu'elle a dès l'abord inaugurées.

Régulièrement systématisées par le comité de centralisation, ces doctrines se résumaient en trois points capitaux qui étaient comme autant d'articles de foi gravés dans le cœur des *démocrates :* liberté pour tous et possibilité pour tous de réaliser la liberté ; pour tous, égalité des devoirs et des droits ; participation de tous les Polonais à la délivrance de la patrie commune. Le moyen d'arriver à la liberté, c'était d'abolir le servage et de donner aux paysans affranchis une part suffisante dans la propriété du sol. Le moyen d'introduire l'égalité, c'était d'établir une république sur le modèle américain. Le moyen d'intéresser tous les Polonais à la guerre de délivrance, c'était de proclamer la restauration de la Pologne dans ses frontières de 1772.

De ces trois points, le premier était évidemment le seul qui constituât la nouvelle base révolutionnaire, le seul qui n'eût contre lui, quant au principe, que les préjugés ou les passions égoïstes, le seul sur lequel la propagande pût arriver immé-

diatement à une action efficace. Ce point-là gagné dans les esprits, il s'opérait en Pologne une rénovation morale dont l'importance effaçait toute celle que pourraient jamais avoir les remaniements de territoire ou les changements politiques. Qu'il y eût une Pologne républicaine ou monarchique, une Pologne de quatre, de douze ou de vingt millions d'âmes, le résultat n'était ni aussi grand ni aussi durable que s'il y avait, en quelques limites et sous quelque forme que ce fût, une Pologne peuplée de paysans propriétaires, de paysans citoyens. Là vraiment s'asseyait la démocratie sur une terre enfin cultivée par des mains libres et possédée par ses cultivateurs. Ce fut, au contraire, une erreur regrettable de la *Société démocratique* d'identifier la démocratie avec la république, et, au moment où elle aspirait surtout à modifier le fond de la société, de prendre une espèce particulière d'institutions politiques pour une formule absolue de progrès social. Séduite par les déclamations des amis les plus violents, sinon les plus éclairés, qu'elle eût dans l'exil, elle adopta les arguments des partis extrêmes contre la royauté constitutionnelle et contre les classes moyennes; elle perdit ainsi une portion de ses forces, elle perdit des sympathies dont le concours lui aurait été précieux, pour la vaine satisfaction de promulguer des théories dont rien n'était encore applicable. Les *démocrates* l'avouaient eux-mêmes, puisqu'ils ne pouvaient, dans leurs plans, arriver en Pologne à cette république idéale sans passer un temps indéterminé sous le régime de la dictature. Était-ce donc la peine de tant batailler pour savoir si la Pologne serait ou ne serait pas monarchique ?

Ils devaient d'ailleurs tomber dans une contradiction toute semblable au sujet du troisième article de leur catéchisme révolutionnaire. Ils avaient sans doute raison quand ils professaient que la Pologne déchue par elle-même devait se relever à elle seule, quand ils ne voulaient compter pour sa résurrection ni sur la mésintelligence des gouvernements, ni sur la sympathie des peuples, quand ils déclaraient avec une noble énergie, avec une claire conscience de la vérité, que l'initiative d'une émancipation nationale n'appartient jamais qu'à la nation opprimée; mais ils avaient tort d'imaginer qu'ils pourraient, en frappant du pied, faire lever tout de suite vingt millions d'âmes, et, s'ils voyaient juste en ne se fiant pas trop aux leurres de la diplomatie, ils s'égaraient dans un rêve chimérique en supposant qu'ils allaient, pour entrée de jeu, lutter corps à corps avec trois grandes puissances. Aussi Mieroslawski déclara-t-il devant la haute cour de Berlin que le comité de centralisation avait, en 1845, *suspendu le programme des limites de* 1772, *pour cause d'absolue nécessité*. Le comité de 1845 avait compris qu'il fallait *réduire et concentrer la résultante de toutes les forces de la Pologne insurgée sur deux, et, s'il était possible, sur une seule des trois puissances copartageantes*. Le troisième article des manifestes primitifs de la *Société démocratique* était donc abrogé, de même que le second, par le cours même, par la nature seule des événements, aussitôt que des événements quelconques se seraient produits.

Restait, encore une fois, restait le premier, et celui-là ne pouvait que s'éclaircir, se développer davantage à la pratique, parce qu'il était conforme à tous les besoins. C'est aussi celui-là qui mérite les explications les plus amples, parce qu'il représente l'effort le plus caractéristique et le plus heureux de la *Société démocratique polonaise*.

Ces explications ne sont nulle part aussi complètes que dans l'œuvre récente de Louis Mieroslawski, une œuvre remarquable et singulière, où l'on sent d'un bout à l'autre le souffle véhément d'une grande âme, tout en s'étonnant de voir çà et là cette sincère éloquence interrompue et comme pailletée par des traits de bel esprit. Je veux laisser, autant que possible, cet héroïque avocat de la cause démocratique défendre lui-même ce que cette cause a de plus propre, non point la constitution

républicaine, dont il ne parle pas, non point le rétablissement de la Pologne dans les limites de 1772, dont il écarte jusqu'à la pensée, non point tous ces accessoires désastreux de la révolution, mais la révolution elle-même, c'est-à-dire la réforme de la propriété aboutissant à l'égalité des droits et à l'indépendance de l'État. J'insiste d'autant plus sur ce curieux plaidoyer qu'il ne m'a point semblé qu'on y ait fait encore une attention suffisante. J'emprunte le texte même de Mieroslawski dans ses plus notables endroits, resserrant seulement un peu, pour notre usage, la chaîne de ses déductions.

« Tout écolier sait aujourd'hui qu'il n'y a jamais eu de race conquérante en Pologne. La noblesse n'y fut donc longtemps qu'une élite mobile et changeante de la race indigène... Une coutume immémoriale, d'ailleurs sans contrôle, gratifiait de noblesse quiconque savait signer son nom et lire dans un livre de prières Il y a même de vastes contrées sur les deux rives du Bug et de la Narew, ainsi que dans les provinces méridionales, où le plus pauvre et le plus ignorant laboureur se prétend encore l'égal d'un woiewode, sur la foi de traditions nationales... Cette fameuse noblesse de Pologne, régnant et gouvernant en masse, n'était donc en soi que la portion émancipée de la totalité nationale, une vraie démocratie... Jusqu'au second roi électif, Étienne Batory, le cercle de cette noblesse, c'est-à-dire des citoyens, s'était sans cesse étendu, puisant dans les rangs du peuple par le canal de l'armée ; mais, sous son successeur, Sigismond III, cette émancipation s'arrêta, et comme les citoyens s'étaient accoutumés à ne se croire faits que pour les délibérations et pour la guerre, ils rejetèrent toutes les charges du travail sur la multitude encore non émancipée. C'est le sort qui eût frappé les plébéiens de Rome, si la guerre n'avait pas fourni des esclaves aux Romains. Plus la croissance de la cité polonaise (s'il est permis d'appliquer ce mot à une république tout agricole et militaire) avait été précoce et exagérée au milieu de l'Europe encore toute féodale et monarchique, plus sa séparation du peuple devint complète. Dès lors, ce peuple s'abrutit dans sa servitude, et la noblesse se consuma dans sa licence et ses priviléges. Cette braise, qui ne se renouvelait plus à aucun foyer vierge, tomba en cendres et laissa consumer l'État. Nous savons ce qu'elle est aujourd'hui. Où donc prendre maintenant de nouveaux citoyens, sinon en ouvrant tout large le vaste réservoir d'où sont sortis les anciens ?...

« Nous ne croyons pas, disent certains publicistes français et allemands, à une démocratie qui vient d'en haut ; vous ne nous persuaderez jamais que vos propriétaires ourdissent tout exprès des révolutions pour doter leurs fermiers, ni que vos nobles se fassent exiler, pendre et massacrer depuis quinze ans, pour rendre citoyens des paysans qui ne veulent pas l'être. — Oui, si la société polonaise avait poursuivi le cours normal de ses développements depuis le 3 mai 1791, ce ne seraient probablement pas les propriétaires et la noblesse, ce serait le peuple qui réclamerait la démocratie et les lois agraires ; les différentes classes auraient pu se constituer en puissances séparées et rivales ; le peuple cherchant la fortune pour son propre compte, les privilégiés ne la lui auraient cédée qu'à leur corps défendant ; mais ç'a été le bienfait chèrement payé de la conquête étrangère d'avoir rendu l'égoïsme des classes aussi absurde en Pologne qu'il paraît rationnel en Occident... La conquête a privé les classes éclairées de tout ce qui leur fournit en France, en Allemagne et en Angleterre, des intérêts, des passions distincts des passions et des intérêts du peuple. On a ôté au corps de la noblesse toute signification militaire et politique ; tant mieux, cela fait que la noblesse ne peut plus employer ses lumières à défendre ses priviléges contre le peuple, mais à s'associer ce dernier dans ses tentatives révolutionnaires. La petite propriété foncière est devenue impossible, la moyenne ruineuse, avilissante et plus périlleuse que toute révolution ; tant mieux encore, cela

fait que les propriétaires, ne pouvant plus être jaloux vis-à-vis des paysans de leur droit de propriété, les convient au contraire à en partager les chances... Aujourd'hui que la supériorité morale et intellectuelle de la noblesse ne lui sert absolument qu'à mieux sentir les humiliations de la patrie, à côté d'un peuple incapable de les comprendre, quel autre parti peut-elle tirer de son intelligence, sinon d'en illuminer ces masses froides et obscures sans l'appui desquelles elle ne peut rien ni pour soi ni pour elles? »

Mieroslawski revient sans cesse à cette conclusion, qu'il faut que le propriétaire se résigne à démembrer sa propriété, qu'il faut donner au paysan cultivateur la pleine possession du champ qu'on lui a jusqu'ici prêté pour le faire vivre et l'entretenir en état comme on entretient un instrument d'exploitation. Telle est en effet la situation normale, non point de la Pologne prussienne, où le paysan est propriétaire depuis 1821, mais encore aujourd'hui de la Pologne autrichienne et russe. La terre entière du village est le domaine du seigneur; celui-ci seulement en laisse aux paysans une portion à part dont ils recueillent les fruits pour leur compte, à la charge de cultiver en corvées la portion que le seigneur lui-même se réserve pour son revenu propre. Dans l'exagération nécessaire de toute doctrine qui fait sa trouée, les *démocrates* entendaient doter immédiatement les chaumières sans indemniser les châteaux. Dominés par l'ardeur avec laquelle ils poussaient leur principe, ils ne se préoccupaient ni des difficultés pratiques ni des moyens d'exécution. Les principes n'entreraient jamais nulle part s'ils n'étaient d'abord ainsi chassés comme un coin par un marteau; en Pologne pas plus qu'ailleurs, les modérés ne doivent manquer pour accommoder ensuite les principes aux réalités, pour appliquer les moyens termes. En Pologne au contraire plus qu'ailleurs, la tâche des modérés sera facile: car cette théorie de dépossession n'est pas là du moins une vague théorie socialiste, ce n'est pas même le fruit ardent de quelque enthousiasme pareil à celui qui dépouilla la noblesse française dans la nuit du 4 août; c'est un calcul de nécessité.

« Le propriétaire veut partager son capital avec le travailleur parce que les conditions auxquelles la conquête étrangère le laisse posséder les ruinent et les avilissent tous les deux au profit unique de l'étranger, lequel ne peut gouverner qu'une nation ruinée et avilie. Le tiers des terres possédées aujourd'hui rapporterait le double de ce qu'elles produisent tout entières si elles étaient réparties entre des propriétaires libres .. Gratifier la population des campagnes d'une dotation foncière, c'est tout bonnement une application urgente de la faculté dont jouit le plus rigide égoïste de donner à la vache le foin qu'il ne peut pas manger lui-même, afin d'en obtenir du lait. »

Voilà pourtant à quoi se rapportait cette accusation de communisme sous laquelle on a tenté d'ensevelir les efforts de la *Société démocratique* en les calomniant! Il y a des choses qui sont d'autant moins dangereuses par elles-mêmes, que le nom seul en devient tout de suite un épouvantail; le vrai danger qu'ont réellement ces choses-là, c'est que leur nom sert toujours aux desseins particuliers de ceux qui font semblant d'en avoir peur. C'est peut-être la Russie qui s'est montrée le plus effrayée depuis dix ans de ce grand mot de communisme, pour ses voisins assurément et non point pour elle; pure charité russe! Maintenant qu'il est de mode chez nous de s'alarmer aussi beaucoup du même fantôme, n'oublions pas trop d'où nous arrive le goût de ces alarmes suspectes. « Ce mot de communisme, disait Mieroslawski devant ses juges avec l'étrangeté poétique de son langage, c'est un prétexte de pâture pour le sphinx qui garde le tombeau de la Pologne. » La *Société démocratique polonaise* est

toujours en effet restée complétement étrangère aux prédications communistes de la France et de l'Allemagne; elle a expressément écrit dans son catéchisme que le droit de propriété était inhérent au travail dont il découlait; elle a basé sa propagande sur la diffusion de la propriété individuelle, et non point sur la fusion de toutes les propriétés. S'il y a péril quelconque de communisme au bout d'une révolution qui soulèverait les masses, c'est à la condition que les masses se composent de citoyens déshérités. Or, justement, et Mieroslawski l'a senti à merveille, la révolution polonaise ne se ferait qu'en dotant individuellement les déshérités, dont l'oppression autrichienne ou moscovite soigne et conserve la misère.

« En Pologne, l'émancipation du peuple est l'exact synonyme de sa participation à la propriété foncière, parce que dans un pays sans industrie, mais d'une étendue et d'une fertilité surabondantes, c'est le seul mode de salaire connu et possible. En Occident, c'est un *prolétaire* que toute révolution *déchaîne;* en Pologne, ce serait un *propriétaire* qu'elle aurait à *former*. »

Ces paroles sont précieuses parce qu'elles déterminent avec une invincible rigueur l'idéal auquel marchait la *Société démocratique*. Il y eut naturellement, comme dans tout travail secret, des furieux et des fous qui côtoyèrent cette œuvre de haute raison avec l'air de s'y associer. Il y eut même quelquefois un vague fâcheux dans certaines prédications d'universelle fraternité qui sortaient de la bouche des poëtes; mais le but direct, éminent, exclusif de ces révolutionnaires démocrates, c'était d'arriver à multiplier les propriétaires en obtenant du désistement des possesseurs actuels cette division du fonds national qui a créé la fortune de la France. Que si, maintenant, on les accusait de vouloir improviser, avec l'artifice d'une dotation en masse, un état de choses qui s'est réalisé chez nous si lentement à la suite des progrès économiques, ils avaient encore raison de dire qu'il ne s'agissait point de deux sociétés semblables; qu'il n'y avait chez eux ni industrie ni commerce qui pussent renouveler progressivement l'ordre social ou souffrir en cas de changement trop brusque; qu'ils étaient au contraire un peuple agricole dont on n'ébranlait point, dont on élargissait l'existence en l'intéressant tout entier dans l'exploitation rurale. Ils ne bouleversaient donc rien, ils conservaient.

Telle a été pendant quinze ans la propagande essentielle de la *Société démocratique polonaise*, et, sur ce point, objet suprême de ses espérances, elle a persévéré de manière à convaincre ou à dominer toutes les dissidences au sein de l'émigration. Elle a persévéré en luttant à la fois contre quatre partis qui s'efforçaient, ou de l'entraver, ou de la déborder : contre les aristocrates, qui repoussaient d'abord avec horreur ces réformes agraires dont le principe est aujourd'hui par eux généralement accepté; contre les ultra-catholiques, qui auraient volontiers endormi les douleurs de la Pologne; contre les purs républicains, qui s'indignaient qu'on prêchât si longtemps avant d'en appeler aux armes; contre les furieux enfin, qui, pour armes, choisissaient le poignard et le poison. Dans cette chaude mêlée, obligés de soutenir leurs idées et leur conduite, non pas seulement vis-à-vis des oppresseurs de la patrie, mais en première ligne vis-à-vis de ceux qui, comme eux, prétendaient la défendre, les *démocrates* ont pu quelquefois confondre ensemble tous leurs adversaires, et, exagérant leurs représailles, traiter les plus respectables aussi mal que les plus odieux. Il faut le reconnaître et les plaindre de s'être emportés à de si amères violences. Ces injustices réciproques des partis ont été le fléau de la Pologne émigrée, comme elles avaient de tout temps été la ruine de la patrie polonaise; pas un parti cependant ne s'est donné de torts aussi cruels que ne l'ont fait les *démocrates* en attaquant le prince Czartoryski. C'est là le grand reproche qui doit peser sur leur conscience, et

j'écris cette mauvaise note à leur compte avec la même sincérité que j'ai mise à relever leurs mérites.

Le prince Adam Czartoryski a commencé sa vie en combattant à côté de Kosciuszko sur les champs de bataille de la guerre d'indépendance; il la voit aujourd'hui finir sur la terre de l'exil. Dans cette vie si longue, entre ces deux époques également glorieuses, également douloureuses, séparées l'une de l'autre par plus de cinquante années, il n'y a jamais eu de place que pour des sentiments généreux, que pour des pensées de patriotisme. Tous les devoirs qu'il a remplis, le prince Czartoryski les a remplis, sans doute, avec les aptitudes particulières de son esprit et de son éducation. L'on peut apprécier différemment tel ou tel de ses actes; mais il n'est point permis d'oublier la pureté de ses intentions et la noblesse de son caractère. Il n'est point permis d'oublier que, s'il fut l'ami d'Alexandre, cette amitié n'eut plus pour lui de charme le jour où il désespéra d'en tirer le bien de la Pologne; que, s'il fut au service russe, il le quitta sans pensions et sans honneurs, sans autre dignité que la croix polonaise de l'Aigle blanc. Il est encore moins permis d'oublier les six ans qu'il passa dans la Lithuanie, de 1815 à 1821, six années de bienfaits, pendant lesquelles il consacra des sommes énormes à multiplier les écoles nationales jusque dans les moindres villages, retardant ainsi d'un siècle la *russification* de la province, comme s'en plaignait alors l'inquisiteur Nowosilzow. Qui ne sait enfin le dévouement avec lequel, en 1831, il risqua sa tête et sacrifia sa fortune, dévouement que les *démocrates* eux-mêmes devaient trouver encore tout prêt en 1846?

Les *démocrates* ont pourtant oublié tout cela, quand ils ont sans pudeur jeté l'injure aux cheveux blancs de l'illustre vieillard, quand ils ont eu le cœur de proclamer « ennemi de la patrie » l'homme qui lui avait donné sa vie tout entière. C'était, à vrai dire, dans l'entraînement de leurs débuts, lorsque la *Société* se formait sous l'influence du livre de Mochnacki. Mochnacki recommandait en vain la concorde; en vain dans son second volume il défendait contre ses amis le chef du parti qui l'avait autrefois à Varsovie flétri comme espion russe; en vain il suppliait les nouveaux propagandistes de ménager l'aristocratie par égard pour ses exploits passés et pour ses ressources présentes. La tendance des doctrines de Mochnacki était plus forte que l'autorité de ses conseils. Il avait montré que la Pologne succombait victime d'un mal social dont l'aristocratie était la cause et recueillait le bénéfice. Instituée pour extirper le mal, la *Société démocratique* s'en prenait quand même aux aristocrates, les poursuivait de ses plus véhémentes invectives, s'attachait à les perdre dans l'opinion nationale, à les déshonorer devant l'Europe, et voilà comme elle en vint à cette inique publication qu'elle intitula : *Manifeste du peuple polonais contre Adam Czartoryski, représentant de l'aristocratie polonaise.*

Qu'est-ce donc que nous devons entendre sous ce nom d'aristocratie polonaise, lorsque nous voyons que ceux qui la maltraitaient si fort pour la plupart étaient eux-mêmes des gentilshommes? Aujourd'hui la grande majorité des propriétaires polonais comprend l'absolue nécessité de régulariser au plus tôt la position des paysans et de donner aux populations rurales une meilleure assiette sur le sol. L'abolition du servage ne fait plus question pour personne, et l'on en est partout à chercher les moyens les plus sûrs d'abaisser au niveau de toutes les classes le droit et la faculté de posséder la terre. Mais, lorsque les *démocrates* osèrent d'abord proclamer l'urgence de cette révolution territoriale, émettant le principe dans toute sa rigueur, sans s'inquiéter beaucoup des voies et moyens; lorsqu'ils parlèrent tout de suite de dépossession sans garantir d'indemnités, on commença par crier contre eux au brigandage et au communisme. Les seigneurs n'étaient encore assez éclairés ni par les préceptes économiques, ni par la dure leçon des événements, pour aviser à pratiquer dans la mesure du possible le dogme absolu des *démocrates;* ils ne voyaient

pas que l'apparente réduction de leur fonds patrimonial pourrait en somme se compenser soit par l'accroissement du revenu, soit par le bénéfice d'une meilleure situation sociale. Ces appréhensions trop naturelles constituaient vis-à-vis de la propagande une force d'inertie qui lui barrait le chemin en se concentrant plus particulièrement encore dans un certain nombre de grandes familles.

Ces grandes familles, propriétaires de domaines considérables répandus à la surface de la Pologne sous les différentes dominations qui se la partagent, agréées auprès des cours, investies de hautes dignités, assurées, quelles que fussent les circonstances, de véritables positions princières, ces familles privilégiées ne pouvaient se résigner à penser que, pour être Polonais, il fallût, comme le dit Mieroslawski, « dévouer entièrement ses traditions domestiques, ses biens et sa vie aux dieux infernaux de l'insurrection. » Elles ne se trouvaient jamais absolument mal du régime de l'étranger, parce qu'étant sujettes de plusieurs puissances, elles n'étaient ainsi trop durement froissées par aucune. « Ces gros mangeurs de rentes, dit encore Mieroslawski, possèdent deux râteliers de rechange pour les manger en paix : l'un en Gallicie, pour quand il pleut dans la Poznanie; l'autre en Poznanie, pour quand il vente en Gallicie : ils ne sont donc jamais réduits à l'extrémité de rétablir une Pologne indépendante et démocratique pour vivre libres ou mourir en honnêtes gens. » Ce que Mieroslawski n'a pas dit, ce que la passion l'empêchait de reconnaître, c'est que plusieurs parmi ces opulents magnats, réellement animés d'intentions droites et généreuses, exerçant une action protectrice dans l'étendue de leurs terres vastes comme des *estates* irlandais, peuvent se sentir ainsi honorés et contents du bien réel qu'ils font autour d'eux. Il suffit de citer les noms universellement respectés des Radziwill en Posen et des Sapieha en Gallicie. Il est juste seulement d'ajouter, pour excuser les emportements des *démocrates*, qu'il faudrait citer bien d'autres noms si l'on voulait compter tous ces grands seigneurs sans tête et sans cœur, ceux surtout de la Gallicie qui, jusqu'aux dernières années, allaient périodiquement dévorer à Vienne, en compagnie d'une danseuse, le sang et les larmes de trois villages, ou jouer les villages eux-mêmes à Carlsbad sur le tapis vert d'un casino; s'il fallait aussi compter tous ces nobles fainéants qui passaient le temps dans leurs châteaux à feuilleter le *Blason* de Niesiecki, à méditer sur M. Paul de Kock, à battre leurs paysans et à soigner leurs écuries.

On ne saurait mieux se figurer cette lutte acharnée des *démocrates* et des aristocrates qu'en lisant l'une après l'autre la lettre du gentilhomme de Gallicie au prince de Metternich et la réponse virulente sortie de la prison de Mieroslawski. *Le Débat entre la révolution et la contre-révolution,* ce n'est pas autre chose que la lutte de ces deux partis dont chacun prétend avoir pour lui la majorité de la noblesse. Écoutez l'anonyme de Gallicie. Les *démocrates* ne sont que « le parti du désordre social, le rebut de toutes les classes, de mauvais prêtres, de la noblesse de surface, des intendants infidèles, d'anciens sous-officiers, de jeunes démagogues, des propriétaires ruinés, des fermiers endettés, de la valetaille, des communistes. » Interrogez, au contraire, la réponse de Mieroslawski. « La majorité de la noblesse veut se retremper dans les masses populaires d'où sortaient ses ancêtres; elle a vu que son seul avenir possible était de se fondre dans la mine profonde, inépuisable et encore inexploitée des masses agricoles; elle travaille depuis des années à se laver de ses péchés séculaires, mais qu'est-ce que des années contre des siècles? Et cependant elle s'est mise au service de Kosciuszko pour armer avec lui les paysans; elle a secondé les intentions de Napoléon, qui leur donnait la liberté civile dans le grand-duché de Varsovie, celles de la Prusse, qui leur donnait, en Posen, le droit de propriété. Elle a osé davantage, elle a aidé les *démocrates*, elle a consenti d'avance aux sacrifices qu'exigeaient leurs doctrines; elle leur a fourni d'héroïques champions. » Et

Mieroslawski continue avec une énergie croissante à revendiquer pour son drapeau toute cette glorieuse élite.

« Nous ferions tous comme Louis Mycielski, s'écrient les aristocrates, mais redonnez-nous les guerres de 1794, celles de l'empire ou celles de 1831. Ils ont compris l'indignité de ce sophisme, ceux qui, porteurs d'un nom illustre, ont soutenu pendant quinze ans, sans se débander, la retraite par laquelle les *démocrates* ont couvert la défaite des *constitutionnels* de 1831. Ceux qui ont sérieusement choisi entre la patrie et l'étranger prennent la guerre comme elle vient. Tout est guerre dans l'histoire d'une nation asservie qui résiste à l'anéantissement. La propagande et les conjurations sont aux campagnes insurrectionnelles ce que, dans une campagne ouverte, les évolutions stratégiques sont aux siéges ou aux batailles. Dans une guerre nationale, un parti qui, pendant quinze ans, couvre la retraite de la nation, vaut bien un régiment qui, pendant vingt-quatre heures, couvre la retraite de l'armée, et, mort pour mort de gentilhomme, le gibet de Zawisza égale parfaitement les biscaïens qui ont déchiré Mycielski. Ils ont compris que toutes les armes se valaient, ceux qui ont jeté leur blason dans le ruisseau populaire pour que le *knouteur* seul pût deviner à la blancheur de leur peau qu'ils n'étaient pas nés à la charrue! Et ceux donc qui ont enseveli l'éclat de leur origine sous des sobriquets de juifs et de laquais pour s'éteindre avec les secrets de la nation dans les oubliettes du Tyrol et de la Transylvanie! la démocratie, moins curieuse que le *knouteur,* n'a point regardé à leur peau, mais à leur cœur, pour les adopter. La patrie, moins curieuse que l'aristocratie, n'a point regardé à leur arme, mais à l'emploi qu'ils en ont fait, pour les placer dans son martyrologe. Fantassins ou journalistes, cavaliers ou émissaires, artilleurs ou conjurés, mineurs ou plongeurs, ils sont tous morts soldats de la révolution. Nul ne manquera pour sûr à l'appel du jugement dernier, quand le Christ demandera aux hommes ce que chacun a fait de ses frères. »

La raison, la vérité, sont, à n'en pas douter, du côté de ces affirmations éloquentes. Je crois, je veux croire, avec Mieroslawski, que la grande majorité de la noblesse polonaise appartient sans réserve à la cause démocratique; je regrette seulement que le fier prisonnier de Berlin n'ait pu s'empêcher de rendre injures pour injures aux aristocrates, et ces violentes représailles qu'il leur inflige sentent par trop l'amertume de la captivité. Qu'est-ce que l'aristocratie polonaise dans cet ardent réquisitoire? « Une centaine de familles, héritières de ces perfides oligarques qui, au dernier siècle, ont aidé les puissances à démembrer la patrie, qui ont vendu les tombeaux de leurs pères pour troquer leurs dignités viagères de woïewodes ou de castellans contre des titres perpétuels de comtes ou de barons, qui se sont interposés, moyennant salaire, entre la nation et l'étranger, pour garantir que l'ours qu'ils avaient livré ne mordrait jamais plus; des familles de chambellans qui s'imaginent qu'on peut être un corps respectable dans une société à laquelle les Cosaques du Don et les douaniers autrichiens crachent deux fois par jour à la figure; des familles qui n'ont de polonais que la laine qu'ils tondent sur des moutons polonais et les armoiries gagnées jadis par de véritables Polonais; des familles ambulantes qui ont du bien dans les trois Pologues et qui n'ont de devoirs dans aucune, qui, toujours affamées, voudraient toujours, pour se rassasier, attacher le paysan à la glèbe, sauf à cacher leur cupidité, comme l'anonyme gallicien, derrière la fausse sentimentalité du goût qu'elles affichent pour la vie patriarcale. » J'ai dit dans quelle mesure et sous quelle réserve il fallait accepter des jugements si passionnés. Je ne saurais cependant résister à l'envie de citer encore ces pages entraînantes du pamphlet de Mieroslawski :

l'homme est là tout entier. C'est la thèse de Marius dans Salluste : *Majorum gloria posteris lumen est.*

« ... Voilà les comtes d'une province qui, à elle seule, a produit les deux tiers des illustrations de la république. C'est, en effet, de cette Halitzie ou Russie-Rouge, aujourd'hui livrée aux Ajax du bagne, qu'ont jailli coup sur coup pendant deux siècles, comme d'une fournaise incandescente, toutes ces flammes mortelles aux Moscovites, aux Tartares, aux Turcs, qui s'appelaient Tarnowski, Zolkiewski, Jablonowski, Lubomirski, Sobiewski. Ah! vous aussi, hommes aux colères héroïques, vous étiez durs au peuple qui grouillait à cent coudées au-dessous de votre galop triomphal, mais du moins couriez-vous l'arracher des mains des infidèles, fût-il déjà en vente dans les bazars d'Andrinople. Vous avez crevé sous vous la république comme un cheval de bataille; mais elle n'a jamais regimbé sous votre éperon, parce qu'elle savait que c'était pour enfoncer l'Asie avec son poitrail.

« ... Très-illustres et puissants woïewodes, castellans et starostes, grands et petits hetmans, régimentaires et maréchaux, primats et chanceliers, vous tous enfin, maçons cyclopéens de la république oligarchique, qui avez arrêté court la croissance du cercle civique pour pouvoir vous servir des masses populaires en guise de briques et de mortier, ce que vous avez construit n'était plus une démocratie, il s'en faut; mais enfin, c'était imposant, magnifique et surtout rudement gardé! Descendez, s'il vous plait, de votre Empyrée et voyez un peu ce qu'est devenu tout cela... Vous nous eussiez peut-être pendus, nous autres démocrates, entre le Cosaque Nalewajka et n'importe quel Tartare; mais vous eussiez préféré vous y pendre vous-mêmes, plutôt que de vous faire les chambellans d'un empereur d'Allemagne ou les écuyers d'un tsar de Moscou. Aussi bien, ce n'est pas vous, oligarques par la force, le courage et l'orgueil national, ce n'est pas vous, patriotes à la façon des patriciens de Rome et des torys d'Angleterre, qui, d'une main, charbonneriez des injures sur les portes de nos prisons, et, de l'autre, entameriez une guerre de brochures avec le prince de Metternich, le tout pour fléchir la miséricorde de l'empereur Nicolas... Pères de la république, tout aristocrates que vous fûtes, jugez entre l'aristocratie et la démocratie polonaise au XIXe siècle! »

A côté de cette bataille enragée que la *Société démocratique* livrait aux aristocrates, ce n'était plus grand'chose, au premier abord, que le tiraillement perpétuel des trois autres partis qui lui disputaient sa route, le triple assaut des ultra-catholiques, des républicains purs et des furieux. Les premiers cependant lui soutiraient les âmes avec un art infini, et les autres, par leur déplorable impatience, l'obligèrent malheureusement à passer avant le temps de la propagande aux complots : cette précipitation pernicieuse que Mochnacki nommait un crime fut imposée à la *Société démocratique* par des dissidents qui, malgré elle, se portaient ses auxiliaires.

L'influence proprement catholique se développa très-naturellement dans l'émigration. Soumise, par son séjour en France, aux vicissitudes de la pensée française, l'émigration polonaise eut son parti catholique comme nous avons le nôtre. L'esprit jésuitique s'empara fort adroitement de cette *religiosité* vague qui séduisait les cœurs des exilés après la ruine de leur patrie, comme elle en séduisit tant chez nous après les rudes froissements qui vinrent déconcerter toutes les exaltations de 1830. De là, on arriva bientôt à dire que la Pologne, étant une terre catholique, ne pouvait être sauvée que par le catholicisme, infaillible argument de toutes les religions qui tournent à la politique. On prouva très-sérieusement que, si la Pologne avait été démembrée, c'était la faute de Voltaire, et certains aristocrates oublièrent les abus de la vieille tyrannie seigneuriale pour ne plus reprocher à leurs pères que d'avoir

été, au XVIIIe siècle, des philosophes et des incrédules. Un ordre fondé à Paris, et dont les statuts se trouvèrent par hasard presque littéralement semblables à ceux des jésuites, prit en main la direction de tout ce côté des affaires polonaises; il les conduit encore avec une dextérité incontestable et ne laisse point admettre qu'il y ait de patriotisme efficace sans la haute dévotion. J'admire et j'aime la devise que le comte Balbo propose à l'Italie : L'indépendance pour but et la vertu pour chemin! Aux peuples opprimés, il faut souhaiter toutes les vertus comme antidote de la servitude, toutes, excepté la vertu trop chrétienne de la résignation mystique. Ce n'est point tirer un peuple d'esclavage que de changer sa prison en couvent. L'ascétisme est la tombe où s'endorment les douleurs nationales; ce n'est point le berceau des résurrections. Si la Providence se plaît aux prières humaines, est-il donc une plus chaude prière que le sang des martyrs? Voilà comment raisonnait la démocratie polonaise quand elle combattit si vivement la réaction ultra-catholique dont le flot la gagnait. « Ce n'est point la Pologne, disait-elle aux plus habiles représentants de cette réaction, ce n'est point la Pologne qui est votre patrie, c'est Rome; si vous faisiez la guerre, ce ne serait point une guerre de liberté, ce serait une guerre de religion, un attentat contre notre siècle et notre cause. Mais cette guerre même, voulez-vous la faire, vous que l'Autriche accueille pour vous confier l'éducation de la jeunesse polonaise! vous dont le zèle schismatique des convertisseurs russes ne redoute pas cependant les doctrines, parce qu'elles sont avant tout des doctrines d'obéissance! vous qui avez été les protégés et les hôtes de la grande Catherine! vous enfin qui étendez à toutes choses l'autorité du saint-siége quand un pape s'est trouvé pour écrire à Marie-Thérèse que l'invasion de la Pologne était « dans l'intérêt de la religion, » quand un autre a pu jeter l'anathème aux insurgés de 1831!

Vis-à-vis de Lelewel et des républicains, vis-à-vis de certains exaltés qui ne gardaient de mesure ni dans l'ardeur, ni dans le choix de leurs vengeances, il fallait lutter en sens contraire. Lelewel imaginait que l'émigration pouvait travailler activement et directement à l'œuvre matérielle de la délivrance; ce qui distinguait son parti des *démocrates*, c'était le besoin d'en venir tout de suite aux mains, l'ennui des prédications dogmatiques. Les *démocrates* n'avaient foi qu'à cette lente prédication. Mieroslawski le dit bien à sa manière, toujours un peu étrange.

« Qu'est-ce que toute initiative révolutionnaire au XIXe siècle? Ce n'est plus un messie créateur, une incarnation humanitaire comme aux temps héroïques. Dieu n'envoie plus de sauveurs particuliers et tout faits aux nations, mais seulement des matrices appelées idées. C'est aux nations à couler dans ces moules la quantité de héros de plâtre qu'il leur faut pour chaque révolution. Ce n'est ni solide, ni original comme une statue antique; mais avec du plâtre, de l'attention et de la patience, on en a tant que l'on veut. Le tout, c'est de les cuire proprement au feu du canon. »

La *Société démocratique*, tout entière à ce travail d'idées, refusait à Lelewel lui-même de se fondre avec les partis d'idées contraires aux siennes pour agir plus tôt; mais surtout elle condamnait et proscrivait cette fureur d'agir qui suggérait des plans horribles à toute une portion anarchique de l'émigration, et qui se créa petit à petit un foyer chez les communistes de Posen. De Posen, de Paris et de Bruxelles sortaient des brochures incendiaires : les *Vérités vitales du peuple polonais*, la *Guerre de partisans*, et une foule d'autres où l'on invoquait contre l'étranger le secours déshonorant du poignard ou du poison. Mieroslawski se distingua plus que personne par l'énergie avec laquelle il combattit ces abominables excès dont la vraie démocratie devait être la première à souffrir. Il ne cessa de protester contre cet absurde fanatisme qui « prenait le bandit pour l'idéal du guerrier. »

A partir de 1841, il devint cependant de plus en plus difficile aux *démocrates* de modérer la Pologne militante, de la contenir dans les préliminaires abstraits d'une longue propagande, d'ajourner enfin l'œuvre pratique et périlleuse d'une conjuration effective; mais de 1832 à 1840, exclusivement occupée du soin de gagner les esprits, voulant surtout montrer la force pacifique de la persuasion, la *Société démocratique* avait déployé ou provoqué une activité intellectuelle dont aucune émigration n'a donné l'exemple. Traductions, *revues,* journaux, manuels, catéchismes, vinrent tomber ensemble de la Pologne de l'exil dans la Pologne de l'étranger pour y allumer, pour y entretenir le feu national, pour tourner ce feu purificateur et dévorant contre tout ce qui n'était pas association fraternelle, égalité des droits, amour désintéressé des masses populaires. Contre ces aristocrates, dont l'entêtement ou l'inertie neutralisaient leurs efforts, les *démocrates* polonais empruntèrent, sans toujours choisir, les armes que leur fournissait la démocratie la plus avancée en France, en Angleterre et en Allemagne. Ils se mirent au pied de toutes les tribunes d'où l'on parlait à tort ou à raison de l'oppression d'un peuple ou d'une classe, et plus l'orateur était violent, plus son éloquence leur semblait s'accommoder aux besoins de leur pays, si même elle ne répondait pas à l'état du sien. Obligés de frapper de grands coups sur cette terre endurcie qu'ils voulaient rendre au sentiment de la vie patriotique, ils prenaient les arguments de toutes mains, et ne s'amusaient pas à discerner les fausses notes. Ce fut ainsi qu'ils reproduisirent dans un pêle-mêle souvent bizarre les manifestes parlementaires du libéralisme constitutionnel de l'Allemagne, du radicalisme anglais, de l'extrême gauche française. Vers le même temps, ils publiaient en polonais les travaux de Bentham et de Rousseau sur la Pologne, *le Livre du Peuple* et les *Paroles d'un Croyant,* de M. Lamennais, les extraits de *la Démocratie en Amérique* de M. de Tocqueville, de l'*Histoire de dix ans* de M. Louis Blanc, des *Discours à la nation allemande* de Fichte. Enfin, lorsqu'éclata, chez nous, la guerre de pamphlets contre les jésuites, ils traduisirent et multiplièrent chez eux les livres de M. Michelet et de M. Quinet.

A côté de ces traductions ont paru simultanément trois recueils périodiques, édités aussi par la *Société :* la *Revue historique, le Démocrate polonais* et le *Pfzonka.* La *Revue historique,* composée de volumes détachés, a tiré des œuvres savantes de Schafarik, de Lelewel, de Maciejowicz, de sérieuses notices sur les institutions primitives des Polonais et des Slaves; elle a rappelé la vie et les exploits des héros populaires; elle a enregistré toutes les hontes de l'ancienne oligarchie. *Le Démocrate polonais* est un organe de polémique quotidienne. Le *Pfzonka*, journal satirique, vieux souvenir de la joyeuse société de Babin au milieu des amertumes de l'exil (1), le *Pfzonka* poursuivit l'aristocratie de ses mordantes épigrammes et signala tous ses péchés du jour, comme la *Revue historique* flétrissait ceux du passé. Enfin, le comité de centralisation avait distribué, sous forme de questions longuement expliquées, une espèce de catéchisme insurrectionnel que tout démocrate devait posséder. La première de ces questions montre la portée des autres : Quelles sont les ressources intérieures du peuple polonais, au point de vue social et politique?

Ce n'était pas seulement sur les livres, c'était sur les hommes que la *Société démocratique* fondait son espoir et sa force. Nulle association de ce genre-là n'a peut-être

(1) La société de Babin, qui tirait son nom d'un village du palatinat de Lublin, était une espèce de parodie politique organisée, un *Charivari* en action. Les sociétaires décernaient publiquement des titres dérisoires aux fonctionnaires de l'État qui mécontentaient l'opinion, et ceux-ci appréhendaient toujours d'être inscrits d'office parmi les dignitaires de ce royaume des fous. Le fondateur de cet institut satirique et burlesque, qui date de 1548 et dura peu, s'appelait Przonka ou Pfzonka : son nom est resté populaire.

compté de cœurs plus fermes, de plus hauts caractères. Tout ce que je viens de redire, toute cette guerre incessante, tout cet invincible progrès, tout cela s'est accompli avec un nombre de personnes proportionnellement médiocre, avec des ressources d'argent plus que bornées, mais aussi, que la Pologne ne l'oublie pas, avec l'aide irrésistible d'un dévouement infini. Pendant que les *démocrates* réfugiés sur le sol étranger gagnaient eux-mêmes leur vie, sans vouloir de subventions ni d'aumônes, sans se mêler aux affaires politiques du pays qui leur donnait l'hospitalité, l'âme uniquement tendue vers la Pologne, toujours à la disposition du comité suprême de propagande, les *démocrates* envoyés comme émissaires sur le sol de la patrie jouaient leur tête en silence et mouraient ignorés au coin des bois, sous la neige, au fond des précipices, épuisés de froid ou de faim, frappés par la lance d'un Cosaque ou par la balle d'un gendarme.

Que tant de dévouement soit aujourd'hui perdu, c'est impossible à penser. La catastrophe de Posen et de Cracovie ne doit être considérée que comme un accident qui a prouvé la nécessité de la propagande intellectuelle, en démontrant l'inutilité des coups de main sanglants. La *Société démocratique* n'est point enfermée à Berlin, dans la prison de Mieroslawski ; elle n'a point rendu l'âme sur l'échafaud de Lemberg, avec Wisniowski et Kapuscinski. La *Société démocratique* est restée debout, malgré la chute de ces nobles victimes, et sans doute elle a recueilli les enseignements que lui apportait leur douloureuse destinée. Elle a compris qu'il fallait se rattacher plus étroitement aux anciennes leçons de Mochnacki, embrasser comme deux devoirs sauveurs la patience et la concorde. La patience lui viendra, car si jamais il a été clair qu'on ne peut nulle part se dispenser de s'accommoder à la lenteur des esprits et du temps, c'est après le démenti donné par les paysans de Posen et de la Gallicie aux espérances des patriotes. La concorde lui plaira, car si jamais il y a eu chance et nécessité de réconciliation entre tous les partis qui déchirent la Pologne, c'est après ce cruel désastre qui les a tous enveloppés.

La cause polonaise ne peut plus maintenant rester en proie à des factions ennemies; elle ne peut plus se perdre dans des querelles intestines ; elle repose désormais sur un solide terrain d'où partent sans doute des opinions divergentes, mais qui du moins, pour toutes les divergences, est et demeure une base commune. Il faut des paysans propriétaires; là-dessus, tout le monde s'accorde. Comment, à quel prix, par quels procédés, sous quelles garanties la propriété descendra-t-elle dans ces masses inertes pour les vivifier et les mobiliser, voilà le problème. Les *démocrates* ont à la longue inculqué le principe de cette investiture ; ils sauront accepter les conditions pratiques dans lesquelles on pourra le plus sûrement la réaliser. Ils ont sous les yeux l'exemple de Posen, où les paysans, devenus propriétaires sauf redevance en 1821, sont à même aujourd'hui de capitaliser la rente qu'ils payent et de se libérer complétement vis-à-vis de leurs anciens seigneurs. Aussi Posen fera-t-il beaucoup pour l'avenir de la Pologne ; les médiateurs naturels de tous les partis polonais sont à Posen. En dehors des agitations secrètes, en dehors des tentatives violentes, il y a là un groupe considérable d'hommes intelligents et modérés qui ménageront avec patience, mais avec foi, cette réconciliation si désirée des classes d'en bas et des classes d'en haut, cette union souveraine d'où renaîtrait un peuple. Ils n'ont pas été les complices, ils seront les inévitables auxiliaires, les continuateurs pacifiques des *démocrates*.

ALEXANDRE THOMAS.

LES

MINEURS DE RAYAS.

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

I

Il n'y a guère plus d'un siècle, Guanajuato n'était encore qu'une petite ville de peu d'importance. Avant le brusque changement amené dans la fortune de cette bourgade par les gigantesques exploitations des mines d'argent de la Valenciana et de Rayas, l'industrie minière au Mexique concentrait son activité dans les travaux de Tasco, de Pachuca et de Zacatécas. Le titre de *ciudad* (cité) avait été conféré à Zacatécas dès l'an 1588, et Guanajuato, bien que fondé en 1554, ne fut élevé au même rang que cent quatre-vingt sept ans plus tard, c'est-à-dire en 1741. On ignora longtemps que les montagnes qui l'entouraient, et sur la pente desquelles on l'a bâti, recouvrissent la *Veta Madre* (la veine mère), le plus riche filon argentifère du globe. La situation de Guanajuato présente d'ailleurs un double avantage. Cette ville est située à la fois dans le district minier le plus opulent du Mexique et dans la partie la mieux cultivée des fertiles plaines du Bajio (1). C'est ainsi qu'on appelle un bassin d'environ quatre-vingts lieues de circonférence borné du côté de Guanajuato par la Cordilière.

Inondé tour à tour et tour à tour desséché, le Bajio présente en toute saison un aspect singulièrement pittoresque. Dans le temps des pluies, l'hiver de ces heureux climats, le ciel, qui perd son azur sans rien perdre de sa tiédeur, verse à flots sur ces plaines de fécondants orages. Le Bajio n'est plus, quelques heures par jour, qu'un vaste lac inégalement coupé de flaques de verdure, de collines bleues, de villes aux maisons blanches, aux coupoles émaillées. Sur cette nappe liquide, les cimes toujours

(1) *Bajio*, littéralement bas-fond.

vertes des arbres révèlent seules au voyageur les capricieux méandres des routes inondées. Bientôt cependant le sol altéré a bu l'eau du ciel par les gerçures sans nombre que huit mois de sécheresse ont ouvertes à sa surface. Une couche de limon, déposée par les eaux pluviales et par les torrents descendus de la Cordilière, a fait pénétrer des sucs nouveaux dans la terre appauvrie ; le ciel a repris sa limpidité première. Les sources dégagées de la croûte qui les obstruait jaillissent plus abondantes au pied de l'*ahuchuetl* (1). L'arbre du Pérou, le gommier, le *huisache* aux fleurs d'or sur lesquelles sifflent les cardinaux au plumage écarlate, ombragent et parfument les routes raffermies. Le chant des muletiers et les clochettes des mules retentissent au loin mêlés au grincement aigu des chariots campagnards ; c'est aussi le temps où l'Indien laboureur retourne à ses travaux. Comme le berger des *Géorgiques*, avec ses cothurnes de cuir, sa tunique courte et ses jambes nues. il pousse paresseusement de l'aiguillon les bœufs attelés à sa charrue, et telle est la fécondité de cette terre, que des moissons splendides ne tardent pas à couvrir le sol à peine effleuré par le soc.

Ce n'est pas dans la plaine toutefois que la nature s'est montrée le plus prodigue pour les heureux habitants du Bajio. Au-dessus des champs fertiles qui avoisinent Guanajuato, la Cordilière dresse ses crêtes métallifères, dont les flancs sont gonflés d'artères d'argent et d'or, et livre à la pique du mineur les incalculables trésors de la *Veta Madre* (2). Le contraste que présentent les mœurs si distinctes du laboureur et du mineur ne se révèle nulle part plus nettement que dans cette partie du Bajio. Humble et soumis, l'agriculteur indien est à la merci de tous ; fier et indompté, le mineur a la prétention de ne relever que de ses pairs, et cette prétention est justifiée, il faut bien le reconnaître, par l'importance du rôle qu'il remplit. Condamné à d'obscurs travaux dont les résultats sont limités, l'agriculteur accomplit son œuvre en silence, tandis que la pique du mineur retentit, pour ainsi dire, jusqu'au bout du monde, augmentant d'une parcelle, à chacun de ses coups, l'amas des richesses humaines. A côté de lui, le bien-être ne tarde pas à s'établir ; le penchant des collines, les ravins, les sommets des montagnes se couvrent de populations improvisées au milieu desquelles ses mains toujours ouvertes sèment en un jour le fruit de ses travaux d'un mois. Depuis le mineur français Laborde, qui prodiguait jadis les millions aux cathédrales, jusqu'au plus obscur *peon*, l'histoire de ce hardi travailleur est toujours la même : le hasard est le seul dieu devant lequel il s'incline. Il accepte son pénible labeur comme une mission providentielle, et cette pensée orgueilleuse trouve dans la loi même une sorte de consécration : d'anciens priviléges accordaient la noblesse à l'ouvrier des mines ; encore aujourd'hui, le mineur ne peut être dépossédé par des créanciers tant qu'il trouve à exercer sa profession. Il semble qu'on ait voulu faire respecter en lui le descendant d'une race privilégiée. Outre l'instinct métallurgique qui transforme pour lui les plus faibles indices en signes infaillibles, le mineur doit être, en effet, doué d'un ensemble de qualités bien rare, depuis la vigueur nécessaire pour soulever les plus lourds fardeaux et supporter, pendant tout un jour, les fatigues accablantes d'un travail souterrain, jusqu'à l'agilité, à la témérité qui bravent tous les obstacles, et au sang-froid qui les déjoue. Ces qualités, il faut bien le dire, ne se rencontrent jamais chez le même homme qu'associées à d'assez grands défauts. Capricieux et indiscipliné, s'il est à la journée, le mineur ne

(1) On nomme ainsi une espèce de cèdre dont la présence indique presque toujours le voisinage d'une source soit cachée, soit jaillissante. *Ahuchuetl* veut dire en indien seigneur des eaux.

(2) La *Veta Madre*, qu'exploitent les sociétés minières de la Valenciana, de Cata, de Mellado, de Rayas, fut découverte par le mineur français Laborde, et a fourni, dans l'espace compris entre 1829 et 1837, à peu près 150 millions de francs.

déploie tout son tact et toute son énergie que lorsqu'il est intéressé au succès de l'entreprise dans une large proportion. C'est alors que souvent après un mois pendant lequel il a gagné à peine de quoi vivre, le bénéfice d'une semaine, d'un jour, le dédommage de ses privations. Le mineur remercie le hasard; dès ce moment, il sème son or à pleines mains, et il ne reprendra ses travaux que contraint par la plus impérieuse nécessité. Parfois encore ce sont des moyens illicites qui l'enrichissent aux dépens d'un propriétaire trop confiant, et l'imagination de ces hommes aventureux n'est malheureusement que trop fertile en expédients de ce genre.

C'est au milieu d'une population en grande partie composée de mineurs que je me trouvais à Guanajuato, après un pénible et inutile voyage dont on n'a peut-être pas oublié les péripéties (1). Je ne voulus pas perdre l'occasion qui s'offrait à moi d'observer sur son vrai théâtre un type dont les *gambusinos* ou chercheurs d'or de la Senora ne m'avaient donné qu'une idée bien imparfaite. Le lendemain d'une journée consacrée à un repos que des émotions multipliées m'avaient rendu nécessaire, je me dirigeai donc vers les mines qui avoisinent Guanajuato. J'étais seul, mais à cheval et bien armé. Mon guide devait être le premier passant que je rencontrerais sur ma route. J'étais arrivé sur la grande place de Guanajuato, et je longeais les maisons, la tête levée et l'œil au guet, quand un objet bizarre attira mon attention. Contre le mur de l'une des maisons et sous un auvent de quelques pouces de large, une main était clouée sur la pierre. J'arrêtai mon cheval pour m'assurer que je n'avais pas sous les yeux quelque emblème de plâtre. Il ne me fallut qu'un moment d'examen pour me convaincre que cette main était bien une main humaine, jadis forte et musculeuse, maintenant blanchie et desséchée par le vent, le soleil et la pluie. Sous l'auvent, plusieurs chandelles à moitié consumées attestaient que des âmes pieuses s'étaient attendries devant cette étrange exhibition, qui semblait destinée à perpétuer le souvenir de quelque drame sanglant. Après avoir cherché en vain sur la muraille la trace d'une inscription explicative, je me décidai à continuer ma route; mais, pendant ma courte halte, un cavalier s'était rapproché de moi, et mon cheval avait à peine fait quelques pas, que cet homme, éperonnant sa monture, parut vouloir me suivre de fort près. En tout autre moment, j'eusse accepté d'assez mauvaise grâce la compagnie de cet inconnu; mais j'étais sorti, on s'en souvient, en quête d'un cicerone. J'arrêtai donc mon cheval, décidé à questionner l'inconnu. Celui ci, me saluant avec courtoisie, ne m'en laissa pas même le temps.

— Vous êtes étranger, seigneur cavalier, me dit-il en souriant.

— Eh! qui peut vous le faire croire? repris-je un peu surpris de cette brusque façon d'entamer l'entretien.

— La persistance que vous mettez à regarder cette main desséchée m'indique assez que vous êtes nouveau venu dans la ville et que vous avez du temps à perdre. Avouez que pour moi, qui cherchais précisément un compagnon de promenade, votre rencontre est une bonne fortune.

Je ne savais plus trop si je devais accepter avec beaucoup d'empressement le guide qui m'offrait si familièrement sa compagnie. L'inconnu remarqua mon hésitation, et se hâta d'ajouter avec une certaine fierté :

— Vous ne me connaissez pas; je ne veux pas vous laisser croire plus longtemps que vous avez affaire à quelqu'un de ces pauvres diables pour qui la rencontre d'un étranger est une occasion de placer leurs services. Mon nom est Desiderio Fuentes. Je suis mineur, et dans la profession que j'exerce, s'il y a des jours où la fortune semble impitoyable, il y en a d'autres où les piastres s'amassent tellement sous votre main, qu'on ne sait plus comment les dépenser. Je suis dans un de ces jours-là, et mon

(1) Voyez le tome IV de 1847, page 800.

habitude est en pareil cas de chercher quelque joyeux compagnon qui veuille bien prendre sa part de mes plaisirs. Si ce compagnon me manque, je m'adresse au premier cavalier de bonne mine qui se trouve sur mon chemin, et j'avoue que je n'ai jamais eu à me plaindre de m'être ainsi confié au hasard.

Une déclaration si franche était faite pour me rassurer complétement. Je répondis toutefois à Desiderio Fuentes que je ne pouvais nullement accepter sa cordiale proposition. J'étais sorti pour visiter une des mines d'argent les plus voisines de Guanajuato, je ne pourrais donc passer avec lui que les instants consacrés à cette exploration, en supposant toutefois qu'il voulût bien me servir de guide. Desiderio accepta ce moyen terme en homme désœuvré qui est trop heureux d'échapper à l'isolement, ne fût-ce que pendant quelques heures. Une fois cet accord fait, nous n'avions plus qu'à piquer des deux, et, peu d'instants après, nous chevauchions hors de la ville.

Chemin faisant, mon guide m'apprit qu'il avait reçu la veille dans un *partido* (1) une magnifique portion qui lui permettrait de donner plusieurs jours au *far niente*. Il ajouta que ce serait pour lui un passe-temps assez piquant d'aller visiter en amateur une des mines des environs, et il me laissa le choix de la plus curieuse. Seulement il ne se souciait guère de visiter celle de la Valenciana à cause d'une querelle qu'il avait eue avec un des administrateurs. Un arriéré de compte avec un des employés de Mellado lui faisait désirer de s'abstenir d'y paraître, et, quant à celle de la Cata, certains désagréments de fraîche date la lui faisaient éviter avec le plus grand soin. En définitive, je dus choisir forcément, malgré la liberté d'option qu'il m'avait accordée, la mine de Ravas, comme unique but de mes investigations. Il m'était difficile d'interpréter en faveur de Desiderio Fuentes les précautions qu'il était forcé de prendre. Évidemment mon nouvel ami était très-querelleur; il n'aimait certainement pas à payer ses dettes, et, dans ses désagréments (*desavenencias*) à la Cata, le couteau avait, à coup sûr, joué quelque rôle. Je commençais à me féliciter moins de ma rencontre. Un mot surtout que Fuentes laissa échapper me fit sérieusement réfléchir.

— Mon premier mouvement est toujours fort bon, me dit-il; mais je confesse que le second est détestable.

Nous étions parvenus à l'extrémité d'un ravin dont les talus perpendiculaires nous avaient jusqu'alors masqué le paysage. Une plaine assez unie s'étendait devant nous. De longues files de mules chargées de minerai se dirigeaient vers les bâtiments d'un de ces ateliers métallurgiques qu'on nomme au Mexique *hacienda de platas* (2). On pouvait voir les tuyaux des fourneaux couronnés d'un panache de fumée noire et de vapeurs plombées, les *patios* (3) en pierre semés de tourteaux d'une boue métallique à la veille de se convertir en lingots massifs. Le bruit du marteau qui concassait la pierre argentifère, le pas des mules, le claquement des fouets qui les excitaient, se mêlaient au bruit plus sourd des chutes d'eau qui faisaient mouvoir les machines. J'avais arrêté mon cheval pour contempler plus à l'aise ce tableau animé; bientôt cependant mon attention fut distraite. A quelques pas de nous, je remarquai deux hommes à moitié cachés par un bas-fond, et qui traînaient, à l'aide de cordes, le cadavre d'une mule. Arrivés à un endroit où Desiderio et moi pouvions seuls les

(1) Les mineurs sont à *partido* quand une certaine portion des bénéfices leur est accordée comme salaire. Dans ce cas, l'administration leur fournit le fer, la poudre, le suif, etc., etc., et, à part ces frais, ne les paye qu'autant que leurs recherches sont couronnées de succès.

(2) Littéralement *exploitation d'argent*.

(3) On appelle *patios* des cours dallées sur lesquelles on expose à l'évaporation des amas de boues métalliques produites par le *bocardage* humide du minerai. Ces boues, amalgamées avec le mercure, sont la dernière transformation du minerai.

découvrir, l'un des hommes se pencha sur la mule morte, sembla l'examiner curieusement et jeta de côté un regard de défiance. Dès qu'il nous eut aperçus, il s'assit brusquement sur le cadavre qu'il traînait une minute auparavant. Quant au compagnon du premier, il disparut immédiatement derrière un épais rideau d'arbres et de buissons.

— Eh ! eh ! si je ne me trompe, reprit Fuentes, c'est mon ami Planillas ; mais que diable fait-il là?

Au nom de Planillas, je tressaillis involontairement, et je suivis Fuentes, qui s'était dirigé du côté de l'homme assis sur la mule. J'espérais obtenir du compagnon de don Tomas Verduzco quelque révélation nouvelle sur la part que le *bravo* avait prise dans le meurtre de don Jaime. Planillas, les coudes sur ses genoux et la tête dans ses mains, paraissait accablé par un violent chagrin. Le bruit de nos pas le tira enfin de sa méditation, et il leva sur nous des yeux où se trahissait plus d'inquiétude que de surprise.

— Ah ! seigneurs, s'écria-t-il, vous voyez dans ma personne l'homme le plus désolé de toute la Nouvelle-Espagne.

— Vous pensez sans doute, lui dis-je, au jeune cavalier que don Tomas a assassiné il y a deux jours, et dont le sang retombera sur votre tête, car vous auriez pu lui sauver la vie en arrêtant la main de votre ami, de ce don Tomas qui avait été payé pour le frapper, me disiez-vous.

— Vous ai-je dit cela ? s'écria Florencio ; en ce cas, par la vie de ma mère, j'en ai menti... Je suis horriblement menteur quand j'ai bu, et, vous le savez, seigneur cavalier, j'avais beaucoup bu ce jour-là.

Florencio s'arrêta comme s'il n'eût voulu reprendre la parole qu'après avoir retrouvé son assurance ; mais Fuentes ne lui laissa pas le temps de se recueillir; il lui demanda pour quel motif il paraissait si désolé quand nous étions arrivés, et pourquoi il s'obstinait à trôner ainsi sur le cadavre d'une mule.

— C'est cette mule qui cause ma douleur, répondit Planillas; je l'avais vendue, dans ma détresse, à l'*hacienda de platas* que vous voyez là-bas, quoique je lui fusse tendrement attaché. J'avais pris du service depuis lors dans l'atelier où je pouvais la voir tous les jours ; hélas ! la pauvre bête est morte ce matin, et je l'avais traînée dans cet endroit isolé pour me livrer à ma douleur loin des regards de tous.

Planillas replongea violemment sa tête entre ses mains comme quelqu'un qui ne veut pas être consolé; puis, sans doute, pour détourner le cours de la conversation :

— Ah ! seigneur cavalier, dit-il, ce n'est pas le seul malheur que j'aie à déplorer! Hier un engagement a eu lieu entre les mineurs de Rayas et ceux de Mellado, et je n'y étais pas.

— Mais je ne vois pas, interrompis-je, ce qu'il y a là de si déplorable.

— De si déplorable! reprit vivement Planillas. Ah ! ce n'est pas une de ces rencontres vulgaires comme on en peut voir tous les jours, et vous ne devineriez jamais comment elle s'est terminée : par une grêle de piastres que les mineurs de Mellado, pour prouver la supériorité de leur mine sur celle de Rayas, ont fait pleuvoir sur leurs adversaires. De belles piastres à l'aigle! ajouta-t-il d'un air navré, et je suis arrivé trop tard sur le champ de bataille.

Je compris mieux la douleur de Planillas à ce dernier désappointement; toutefois j'eusse refusé de croire à cet excès d'arrogante prodigalité des mineurs, si Fuentes ne m'eût confirmé avec une satisfaction orgueilleuse la vérité de ce récit. Presque aussitôt mon compagnon, à qui les lamentations de Planillas paraissaient fort suspectes, se mit en devoir de l'interroger de nouveau ; mais les hautes broussailles qui craquèrent subitement derrière nous attirèrent son attention d'un autre côté. Je crus voir Planillas pâlir malgré son impudence à toute épreuve. Un homme petit et trapu,

taillé en athlète, et d'une physionomie plutôt joviale que rébarbative, était devant nous. Il nous salua poliment et s'assit à terre près de Planillas. Sa bouche essayait de sourire, mais son regard fauve et perçant comme celui des oiseaux de proie démentait cette expression de feinte gaieté. Nous gardâmes le silence quelques instants. Ce fut le nouveau venu qui prit le premier la parole.

— Vous parliez tout à l'heure, si mes oreilles ne m'ont pas trompé, d'un certain don Tomas? Serait-ce, par hasard, de don Tomas Verduzco qu'il était question? dit-il de cet air doucereux qui formait un si puissant contraste avec son regard.

Cette simple question, provenant d'un homme qui m'inspirait une répugnance instinctive, me parut comme une insulte.

— Précisément, lui dis-je en faisant effort pour garder mon sang-froid. J'accusais Tomas Verduzco de l'assassinat d'un jeune homme qu'il ne connaissait pas la veille.

— En êtes-vous sûr? interrompit l'homme en me jetant un regard sinistre.

— Demandez-le à ce malheureux, repris-je en montrant du doigt Planillas.

A cette réponse, Planillas se leva comme poussé par un ressort; il paraissait avoir repris toute son assurance.

— Je n'ai jamais rien dit de semblable; mais Votre Seigneurie ne connaît donc pas le respectable cavalier Verduzco, s'écria-t-il d'un air ironique, pour parler ainsi devant lui?

Je regardai celui qui m'était ainsi dénoncé comme si je le voyais pour la première fois. Une hallucination rapide replaça sous mes yeux le corps sanglant de don Jaime, son agonie, ses derniers instants, et tout son bel avenir, tranché par le couteau de l'homme qui était devant moi.

— Ah! vous êtes don Tomas Verduzco...

Je ne pus achever. En proie à une sorte de vertige, et sans me rendre compte de ce que j'allais faire, j'armai un de mes pistolets. Au craquement de la batterie, l'inconnu devint livide, car les Mexicains de la basse classe, qui supportent sans sourciller les éclairs du couteau, frissonnent devant le canon d'une arme à feu maniée par un Européen. Cependant il ne bougea pas, Fuentes se jeta entre nous.

— Doucement! seigneur, doucement! s'écria-t-il. *Cascaras!* comme vous prenez les mœurs du pays!

— Ce diable de Planillas, dit à son tour l'inconnu avec un rire contraint, est toujours disposé à la plaisanterie; mais l'idée de me présenter sous le nom de don Tomas est, ma foi, par trop bouffonne. Votre Seigneurie lui en veut donc bien, à ce don Tomas?

Mon emportement me parut ridicule et se dissipa comme par enchantement.

— Je ne le connais pas, répondis-je un peu confus et en reprenant mon sang-froid; je ne sais comment cet homme s'est trouvé mêlé à mes affaires, mais je crois devoir à ma sécurité de ne faire aucune merci à de pareils assassins, quand le hasard les envoie sur ma route.

L'inconnu murmura quelques mots inintelligibles. Pour moi, pensant avoir trouvé dans cet incident une excellente occasion de me débarrasser de mon nouvel ami Desiderio, dont la société commençait à me peser, je saluai avec empressement le groupe encore ému, et je piquai des deux; mais j'avais compté sans le désœuvrement de Fuentes, et je n'avais pas fait cent pas qu'il me rejoignit.

— J'ai peut être eu tort, me dit-il, d'intervenir dans cette affaire et de vous empêcher de loger une balle dans la tête de ce drôle à la figure suspecte, car, au regard haineux qu'il vous a lancé, je présume que le premier coup de couteau que vous recevrez sera de sa main.

— Croyez-vous? dis-je assez troublé de ce fâcheux pronostic.

— J'ai cédé, ma foi, trop vite à mon premier mouvement, reprit Fuentes, qui sembla réfléchir.

Et, se ravisant bientôt :

— Si nous y retournions ? Peut-être pourriez-vous remettre les choses au point où vous les avez laissées ; et cette fois, je vous aiderais au besoin.

Le regret d'avoir laissé passer sans en profiter une occasion de querelle ne perçait que trop clairement dans les paroles de Fuentes. Je refusai sèchement le concours qu'il m'offrait, et je me dis en moi-même que, décidément, le second mouvement du mineur valait beaucoup moins que le premier.

— Vous ne voulez pas ? me dit-il. Soit ! Après tout, qu'importe un coup de couteau de plus ou de moins ? J'en ai reçu trois, et je ne m'en trouve pas plus mal.

Je ne crus pas devoir relever cette réponse, qui me montrait mon guide sous un jour assez peu favorable, et je coupai court aux confidences de Fuentes en lui demandant quelques détails sur la mine dont les bâtiments se dessinaient de plus en plus distinctement devant nous.

II

Les premiers travaux d'une mine s'exécutent d'abord, comme on sait, à ciel ouvert. On se contente pendant longtemps d'extraire le minerai en suivant la veine ; mais, à mesure que l'on creuse, deux obstacles se présentent : l'extraction du minerai devient plus coûteuse, puis on ne tarde pas à rencontrer des eaux qu'il faut épuiser sous peine de voir tous les travaux envahis par ces infiltrations souterraines. On creuse alors un puits perpendiculaire pour communiquer avec le filon par une galerie horizontale qu'on nomme *plan* ou *canon*. A mesure que la profondeur des travaux augmente, on continue le creusement du puits, et c'est ainsi souvent que plusieurs galeries communiquent avec cette artère principale, et qu'on est parfois forcé d'en creuser une ou deux autres. Ces puits et ces galeries ne tardent pas à être augmentés, dans les mines les plus riches, de travaux souterrains destinés à faciliter le service intérieur, l'extraction des eaux et du minerai. A cet effet, des machines appelées *malacates* sont construites au-dessus de l'orifice de chaque puits. Ces malacates sont mus par huit ou neuf chevaux, et les cordes qui s'enroulent et se déroulent alternativement sur un tambour font monter jusqu'au jour le minerai dans des sacs de toile d'aloès, et l'eau dans d'énormes *botas* (outres) de peau de bœuf. Le minerai est porté à dos d'hommes au bas du puits d'extraction, et les eaux enlevées à l'aide de chapelets hydrauliques.

Outre le grand puits (*tiro general*), la mine de Rayas en a deux autres d'une importance moindre, quoique l'un de ces puits atteigne trois cents vares ou deux cent cinquante-quatre mètres. Le *tiro general*, aussi important par sa largeur (11m02) qu'effrayant par sa profondeur (car il ne compte pas moins de douze cents pieds), communique avec trois galeries principales superposées l'une à l'autre, et ces puits et ces galeries composent un ensemble de travaux gigantesques qu'on ne retrouve dans nulle autre exploitation. Cependant l'aspect extérieur de cette mine ne révèle pas l'incessante activité qui règne au dedans. Des hangars en bois ou couverts de tuiles qui protégent les malacates ou abritent les travailleurs, quelques bâtiments de peu d'apparence qui servent de logements aux administrateurs ou aux employés du dehors, quelques maisons blanches groupées inégalement sur le sommet des mamelons environnants, ne font guère pressentir au visiteur les merveilles qu'il va voir.

Il était environ midi quand j'arrivai avec mon guide à l'entrée de la première

galerie par laquelle nous devions nous engager dans la mine. Nous mîmes pied à terre ; nos chevaux furent confiés à un des compagnons de Desiderio, et nous franchîmes la porte d'entrée. Le mineur portait à la main une torche de résine. Je m'arrêtai un instant avec une sorte de recueillement sur le seuil de cet immense laboratoire de la richesse humaine, d'où tant de millions s'étaient déjà répandus dans la circulation européenne. Mon guide, avec l'or de son manteau que la lueur de la torche semblait faire ruisseler au milieu des plis du velours, figurait assez bien le génie fastueux de ce royaume souterrain. Nous descendîmes longtemps par une pente formée de gradins dont chacun avait la dimension d'une terrasse, en faisant, au milieu de profondes ténèbres que la torche ne dissipait que faiblement, une multitude de tours et de détours, en changeant à chaque instant de direction et de température, en remontant parfois pour redescendre encore. Au bout d'un quart d'heure environ, j'aperçus enfin, dans le lointain, quelques lumières errantes, puis des ombres gigantesques ne tardèrent pas à se refléter sur les parois humides. Je marchai encore, et je me trouvai bientôt dans un carrefour que la piété des mineurs avait converti en chapelle. Au centre s'élevait un humble et modeste autel orné de cierges qui brûlaient devant l'image d'un saint. Un homme était agenouillé sur le gradin et semblait prier avec ferveur. C'était la première créature humaine que je rencontrais depuis mon entrée dans la mine. Mon guide me toucha le bras.

— Regardez cet homme, me dit-il à voix basse.

Le mineur agenouillé était entièrement nu; sans la lumière du flambeau de résine qui laissait voir sa chevelure grisonnante et les traits anguleux de son visage, on n'eût pu reconnaître en lui l'homme arrivé aux confins de la vieillesse, tant ses membres nerveux semblaient conserver de jeunesse et de vigueur.

— Eh bien? dis-je à Desiderio.

— Cet homme, me dit-il, n'est pas étranger à l'histoire de la main coupée que vous regardiez avec tant de curiosité ce matin, et, quoique je sache cette histoire aussi bien que lui, peut-être dans sa bouche aurait-elle plus d'intérêt pour vous, car son fils s'y est trouvé mêlé.

Je crus une fois encore avoir trouvé l'occasion d'écarter Desiderio, sous le prétexte que le vieillard serait plus expansif, s'il n'avait qu'un seul auditeur pour ses confidences. Cette fois, Desiderio ne se méprit pas sur mon intention secrète.

— Je ne suis ni querelleur ni susceptible, me dit-il, je m'en vante, mais Votre Seigneurie est par trop empressée à se débarrasser de son dévoué serviteur.

Je me hâtai de protester contre l'interprétation donnée à mes paroles, et Fuentes parut se calmer.

— Allons! dit-il d'un air railleur, je renoncerai, pour vous être agréable, au désir que j'avais eu tout d'abord de vous servir de guide dans ces souterrains. Aussi bien, il faut que je sache le secret de la comédie jouée tantôt par Planillas sur le cadavre de sa mule. Vous pourrez visiter la mine sans moi, et je vous conterai ce que j'aurai appris sur ce drôle à votre sortie par le grand puits, car, pour être complète, votre excursion doit s'achever à l'aide du malacate.

J'avais tellement hâte de congédier Fuentes, que je promis tout ce qu'il voulut, sans remarquer le sourire ironique par lequel il accueillit ma réponse. En ce moment, le vieux mineur venait d'achever sa prière. Fuentes échangea avec lui quelques mots à voix basse et s'éloigna rapidement; je respirai.

— Seigneur cavalier, me dit le vieux mineur, mon compagnon Fuentes vient de me faire part de votre désir d'entendre de ma bouche l'histoire de mon fils, de celui qui a été l'orgueil de la corporation des mineurs : ce désir m'honore, mais, pour le moment, je ne puis le satisfaire. J'ai à mettre le feu à la mine dont je viens de charger le boyau; si donc, dans deux heures, je suis encore de ce monde, je me met-

trai tout à votre disposition, car j'aime les braves, de quelque nation qu'ils soient.

— Et qui vous a dit que je fusse brave? lui demandai-je étonné.

— *Caramba!* un homme qui visite une mine pour la première fois, et qui, au dire de Fuentes, a le plus vif désir de faire la périlleuse ascension du *tiro!* Eh bien! nous la ferons ensemble, et en même temps je vous raconterai mon histoire; je vous donne donc rendez-vous dans deux heures, au fond de la dernière galerie, à l'entrée du grand puits.

Je ne pouvais guère reculer devant un si pompeux éloge, mais ce ne fut pas sans une certaine mélancolie que je me vis fatalement destiné à accomplir, contre ma volonté, une inévitable et dangereuse prouesse. C'était encore à Fuentes que j'étais redevable de cette nouvelle contrariété. Je promis néanmoins au mineur d'être exact au rendez-vous, et, resté seul, je profitai de mon indépendance pour examiner à loisir le monde nouveau dans lequel je me trouvais transporté. J'avais en main la torche que m'avait laissée Desiderio, et je la promenai curieusement à mes côtés. Au-dessus de moi se dessinaient des voûtes d'inégale grandeur, capricieusement creusées dans le roc vif et constellées de paillettes brillantes, les unes soutenues par de fortes poutres, les autres laissant pendre, comme des culs-de-lampe gothiques, leurs pointes aiguës, qui menaçaient de s'écrouler sur ma tête. Une eau limpide, qu'irisait la flamme de la résine, serpentait en filets déliés le long des pilastres informes ou suintait goutte à goutte des fissures du roc avec le bruit monotone d'un balancier de pendule, eau tombée du ciel, et qui, après avoir fécondé la plaine, semblait, avec un murmure plaintif, aller se perdre à regret dans l'océan souterrain qui devait l'absorber. Devant moi s'ouvraient de sombres carrefours; des bruits de pas répercutés par les échos mouraient sous les profondes arcades, comme des gémissements lugubres ou des plaintes étouffées. Des lueurs indécises perçaient de temps à autre cette effrayante obscurité : c'étaient des mineurs qui allaient et venaient, leur mèche allumée derrière l'oreille, semblables à ces gnomes des légendes qui veillent, la flamme au front, sur des trésors cachés.

J'avançais avec toute la précaution convenable, car, demeuré sans guide dans ce labyrinthe, je ne savais de quel côté me diriger. J'entendis bientôt, dans le lointain, le bruit sourd des piques qui sapaient le rocher, mêlé à des bruits mystérieux qui semblaient partir d'un étage inférieur. Ces rumeurs, toutes vagues qu'elles étaient, servirent à m'orienter. Je n'avais vu, depuis mon entrée dans la mine, que des voies de communication ouvertes de tous côtés ou des gîtes vides de leurs filons, et j'étais impatient d'arriver enfin à l'endroit qu'on nomme la *labor*, c'est-à-dire l'endroit où l'on exploite et fouille la veine d'argent. Une clarté confuse encore m'indiqua que je n'en étais pas loin; je parvins bientôt à l'orifice d'un puits peu profond, d'où jaillissait une lumière plus vive. On y descendait par une échelle formée de poutres mises bout à bout et en zigzag. J'hésitai d'abord à me confier aux entailles pratiquées dans ces poutres et destinées à servir de degrés; cependant, enhardi par le peu de profondeur du puits, je me hasardai à y descendre, et je gagnai sain et sauf le plan qu'on était en train d'exploiter. C'était un couloir en diagonale de cinq pieds environ de diamètre et de cinq ou six cents de longueur, d'où s'exhalait une vapeur brûlante comme de la bouche d'un cratère. Perdu au milieu de cette foule trop occupée pour me remarquer, je pus examiner à l'aise le tableau fantastique qui s'offrait à mes yeux. Une multitude de minces et longues chandelles collées aux parois éclairaient confusément les travailleurs, dont la plupart, plongés dans l'eau jusqu'à la ceinture, attaquaient la roche vive à coups de *barretas*. D'autres, chargés de sacs de minerai dont le poids faisait saillir leurs muscles tendus, se perdaient au loin, tandis que la mèche allumée qu'ils portaient sur la tête éclairait leurs corps bronzés ruisselants de sueur et leurs longs cheveux flottants. C'était une confusion assourdissante de coups

de pique sonores qui frappaient le roc en cadence, d'éclats de pierres détachées qui tombaient bruyamment dans l'eau, de voix, de cris répétés et d'haleines sifflantes, qui vibraient sous les voûtes avec de rauques échos. La clarté rougeâtre des torches qui se reflétait dans l'eau, la poussière, la vapeur qui formaient comme un brouillard condensé dans l'étroit couloir, les veines cuivreuses qui serpentaient comme des lierres le long des voûtes et des parois, tout concourait à augmenter la bizarrerie de ce spectacle.

Après l'avoir contemplé longtemps, je résolus de gagner la galerie inférieure, à l'extrémité de laquelle je devais rencontrer le vieux mineur. Cette ascension que je redoutais jusqu'alors ne me paraissait plus une tâche périlleuse à remplir, et devait m'éviter, au contraire, la fatigue de parcourir de nouveau tout l'espace que je venais de laisser derrière moi. Je priai donc un des mineurs de me conduire à l'endroit indiqué, car je craignais de m'égarer au milieu de ce dédale de galeries souterraines qui se croisaient en tous sens. Je commençais aussi à ressentir vivement le besoin de respirer un air plus pur, et je suivis gaiement mon nouveau guide.

Je descendis encore longtemps, jusqu'à sentir mes jarrets ployer sous moi, et j'arrivai, brisé de lassitude, à l'extrémité de la dernière galerie, qui formait un angle droit avec le grand puits, dont la bouche noire et béante s'ouvrait à mes pieds. Ce puits se prolongeait encore jusqu'à un niveau bien inférieur. J'étais le premier au rendez-vous; le vieux mineur n'était pas encore venu. Un seul ouvrier, qui paraissait comme oublié dans ces vastes catacombes, accomplissait solitairement une tâche effrayante. Non loin de là, un autre puits, envahi par les eaux, se vidait lentement, à l'aide d'une outre gigantesque suspendue à la corde du malacate. L'outre, une fois pleine, s'élevait par le retour de rotation de l'invisible machine établie à douze cents pieds plus haut; mais, violemment ramenées dans l'axe du grand puits par une force irrésistible, les peaux de bœuf gonflées se fussent crevées contre les parois, si l'ouvrier n'en eût amorti l'impulsion. Sur une étroite plate-forme qui séparait les deux gouffres, au milieu d'une obscurité presque complète, le péon roidissait autour du câble une corde double dont ses deux mains serraient les extrémités; puis, entraîné lui-même avec une terrible rapidité à l'ouverture du grand puits, il lâchait tout à coup un des bouts de la corde, et l'outre ne heurtait plus que mollement la muraille opposée; mais un faux pas, la corde lâchée une seconde trop tard, pouvaient précipiter l'ouvrier dans un abîme sans fond. Je regardai longtemps, avec une sensation pénible, ce malheureux qui jouait ainsi sa vie à chaque quart d'heure du jour pour un modique salaire. Au milieu de ces ténèbres, de ce silence profond et si loin des rumeurs du monde, il me semblait voir en lui un de ces damnés de l'enfer de Dante accomplissant sans relâche un effrayant labeur.

Cependant l'outre était quatre fois descendue vide et quatre fois remontée pleine, c'est-à-dire qu'une heure entière s'était écoulée, et personne n'était venu. J'avoue qu'à la vue de ce puits immense qu'il me fallait remonter dans toute sa longueur, ma résolution avait faibli, et je pardonnais de bon cœur au vieux mineur son manque de parole, quand le câble du malacate apparut de nouveau dans l'ombre; une faible lueur se dessina en même temps le long des parois humides, et une voix dont l'accent ne m'était pas inconnu s'écria :

— Eh! l'ami, n'avez-vous pas avec vous un cavalier étranger qui m'attend pour remonter par le *tiro?*

J'avais à peine répondu que j'étais prêt, qu'un paquet tomba à mes pieds. Je défis machinalement la corde qui l'entourait. Le paquet ne contenait qu'une veste et un pantalon de laine grossière, un bâton de cuir et une espèce de tresse en fil d'aloès. Je me demandai avec effroi si ce pantalon et cette veste étaient bien suffisants pour amortir une chute de douze cents pieds. Quant au bâton et à la courroie

tressée, je n'en devinais pas l'usage. L'ouvrier qui travaillait près de moi me l'expliqua. Le vêtement de laine devait me préserver de l'eau qui jaillissait en pluie fine dans certains endroits du puits; le bâton devait servir entre mes mains à empêcher le contact du corps avec le roc dans les oscillations du trajet, et la courroie à m'attacher au câble du malacate.

— Dépêchons-nous, s'écria le guide invisible, nous n'avons pas de temps à perdre.

Je me couvris à la hâte des vêtements qui m'étaient destinés, j'attirai vers moi le bout du câble qui se balançait dans le vide, et je me mis à cheval dessus. Le péon passa deux fois autour de mon corps et sous mes jambes la sangle de corde de manière à me faire le siége le plus commode possible, en attacha fortement les deux extrémités le long du câble, et me mit le bâton de cuir entre les mains. Il avait à peine achevé, que je me sentis enlevé de la plate-forme par une force invisible, et je perdis pied; je fis trois ou quatre tours sur moi-même, et quand je revins de l'espèce d'étourdissement que cette brusque manœuvre m'avait causée, je flottais déjà suspendu sur le gouffre. Un peu au-dessus de ma tête, j'apercevais les jambes de mon guide qui serraient fortement le câble. Bien qu'il portât une torche, je ne distinguai qu'imparfaitement son corps à demi nu, qui, à certains moments, se détachait sur les ténèbres luisant et cuivré comme du bronze florentin. Seules les paroles du mineur arrivaient distinctement jusqu'à moi.

— Suis-je bien attaché au moins? lui demandai-je en remarquant qu'aucun nœud, qu'aucune aspérité ne pourrait empêcher la courroie qui me retenait de glisser le long du câble

— C'est probable, à moins toutefois que le péon n'ait eu quelque distraction, répondit le mineur avec un calme parfait; vous avez toutefois la ressource de vous retenir à la force des poignets.

J'étreignis avec une force surnaturelle le câble que mes deux mains pouvaient à peine embrasser.

— Et combien de temps dure l'ascension? poursuivis-je.

— Douze minutes habituellement, mais la nôtre durera au moins une demi-heure; c'est une attention que je n'ai eue que pour vous, qui aurez ainsi plus de temps pour observer les merveilles de la mine.

— Et n'est-il jamais arrivé malheur dans ces ascensions?

— Pardonnez-moi. Un Anglais qu'on avait mal attaché s'est laissé choir du haut en bas, mais avec tant de discrétion, que mon compère qui le conduisait ne s'est aperçu de sa disparition qu'en arrivant à l'ouverture du puits.

Je jugeai superflu de faire de nouvelles questions. Quand j'eus calculé que cinq minutes s'étaient écoulées depuis la mise en mouvement du malacate, je me hasardai à regarder au-dessus et au-dessous de moi. Trois zones distinctes se partageaient le puits dans toute sa longueur. A mes pieds une épaisse obscurité redoublait l'horreur du gouffre, dont l'œil ne pouvait sonder la profondeur; de blanches et chaudes vapeurs se dégageaient lentement du fond ténébreux et montaient en tournoyant jusqu'à nous. Autour de moi, la torche du guide éclairait de sa lueur fumeuse les parois verdâtres sillonnées par la pointe des piques et déchirées par les tarières. Dans la région supérieure, une colonne de brouillards que l'immensité teignait de bleu comme le ciel appuyait sa base sur la zone lumineuse qui nous entourait et voilait complétement la clarté du jour qui baignait son sommet. En ce moment, la machine s'arrêta, les chevaux reprenaient haleine; j'étreignis de nouveau le câble qui semblait se détendre, et je fermai les yeux pour échapper à la fascination de l'abîme.

— Cette halte est à votre intention, me dit le guide; je n'oublie pas que je vous ai promis une histoire, et je veux avoir le temps de vous la conter.

Sans attendre ma réponse, le mineur commença un récit dont les incidents de cette lente et périlleuse ascension ne firent que graver plus profondément les sombres particularités dans ma mémoire. L'attention que je prêtais au conteur prenait sa source dans l'inquiétude qui me faisait rechercher en ce moment une distraction à tout prix.

III

— Vous savez peut-être, reprit le mineur, que, dans le trajet de San-Miguel-el-Grande (1) à Dolores, le voyageur est forcé de traverser le Rio-Atotonilco. Dans la saison des eaux, cette rivière est inaccessible à celui qui n'en connaît pas les gués principaux. Elle a environ soixante *varas* de largeur à l'endroit où aboutit le chemin de San-Miguel. L'impétuosité du fleuve, le bruit sourd et imposant des vagues jaunâtres qui se précipitent entre des rives désertes, sont de nature à faire éprouver une terreur involontaire à celui qui doit traverser en cet endroit le Rio-Atotonilco. Sur la rive opposée, quelques cabanes de ramée, à moitié cachées par les plis du terrain, servent de retraite à une population misérable qui ne vit guère que des bénéfices que lui procure la rivière quand les pluies l'ont gonflée. Les habitants de ces cabanes conduisent alors les voyageurs d'une rive à l'autre à travers des passages qu'ils connaissent. Souvent, à la vue de ces pauvres gens à moitié nus, qui errent sur le rivage et se jettent à l'eau, celui qui se préparait à traverser la rivière hésite et tourne bride. Une assez triste aventure prouve, en effet, qu'il faut craindre de placer sa confiance en des hommes auxquels l'espoir d'un modique salaire peut ne pas suffire. Il y a quelques années, un ancien mineur de Zacatécas, qu'une brouille avec la justice avait forcer de quitter la province, était venu s'établir parmi les *passeurs* du Rio-Atotonilco. Cet homme, que sa force athlétique et sa brutalité rendaient redoutable, était signalé comme ayant la main singulièrement malheureuse. Une ou deux fois déjà, ceux qu'il s'était chargé de conduire avaient failli périr engloutis par les eaux du fleuve. Un soir enfin, par une nuit orageuse, se croyant seul et ayant aperçu un étranger sur le bord opposé du fleuve, le passeur traversa le gué pour aller lui offrir ses services. Il fut observé par un de ses camarades qui l'avait suivi, et qui, se voyant prévenu, resta caché derrière quelques touffes d'osier. Le passeur, après avoir traversé la rivière, y rentra bientôt, suivi du cavalier, dont il entraînait le cheval par la bride. Arrivé au milieu du fleuve, il monta en croupe derrière celui qu'il guidait, et, peu d'instants après, on entendit le bruit d'un corps qui tombait à l'eau. Un seul des deux cavaliers était resté en selle; on le vit prendre terre assez loin du hameau, puis se perdre dans les ténèbres. Le témoin du crime était un jeune homme que le passeur, quelques jours auparavant, avait brutalement frappé et qui cherchait depuis ce temps l'occasion de se venger. Cette occasion, il crut l'avoir trouvée; il se jeta dans la rivière, suivit le fil de l'eau qui emportait la victime, et parvint à ramener sur l'autre rive le corps d'un malheureux, qu'à sa tonsure et à ses vêtements il reconnut pour un prêtre. Presque aussitôt, succombant à la fatigue, il s'évanouit. Quand il rouvrit les yeux, il faisait déjà grand jour, et le corps du prêtre avait disparu, emporté sans doute par des passants charitables. Le jeune homme ne se hâta pas moins d'aller faire sa déposition au village; mais les poursuites qu'on ordonna contre le passeur furent inutiles, car le misérable, et cela se comprend, s'était bien gardé de rester dans le pays.

(1) San Miguel-el-Grande est une petite ville près de Guanajuato, célèbre par ses manufactures de *zarapes*, qui rivalisent presque avec celles de Saltillo. Dolores est un bourg plus célèbre encore pour avoir été le berceau de l'indépendance mexicaine.

Mon guide s'interrompit en ce moment. Comme si nous fussions arrivés dans la région des nuages, le brouillard impalpable que nous laissions sous nos pieds se convertissait insensiblement en une pluie fine et pénétrante. Le suintement des eaux ainsi tamisées par la distance me prouvait à quelle prodigieuse élévation au-dessus de nous elles s'échappaient du roc, et quel chemin il nous restait à faire. La vapeur condensée ruisselait sur le corps bronzé du mineur et faisait grésiller la torche. La machine s'arrêta de nouveau, et je sentis mon cœur se dérober dans ma poitrine, comme lorsque dans le tangage le pont d'un navire semble s'enfoncer sous les pieds. Une courte et terrible appréhension vint s'y joindre : j'avais cru sentir la courroie qui me retenait au câble se déplacer brusquement, et je fus pris d'un frisson convulsif.

— Glisseriez-vous par hasard ? cria le mineur.

Puis rassuré sans doute, après avoir jeté un coup d'œil sur moi et m'avoir vu toujours à la même distance de lui, il reprit avec son imperturbable sang-froid :

— Peu de temps après la disparition du *passeur*, sur lequel les bruits les plus étranges ne tardèrent pas à courir, un nouveau mineur vint prendre du service à Rayas qu'une dizaine de lieues séparent du Rio-Atotonilco. Il disait avoir fait son apprentissage dans l'État de Cinaloa, et sa bonne humeur et ses largesses (car il paraissait avoir d'autres ressources que sa paye journalière) lui gagnèrent bientôt l'amitié de tous ses camarades. Mon fils Felipe fut celui qu'il sembla distinguer entre tous. Il y avait cependant entre lui et Osorio (ainsi s'appelait le nouveau mineur) une dissemblance complète d'humeur et d'âge. Felipe était un rude travailleur, jaloux de la réputation qu'il s'était acquise, fier comme un mineur doit l'être, car nous n'avons pas besoin des anciens priviléges pour nous distinguer des autres : notre profession anoblit de droit celui qui s'y livre. Osorio, au contraire, qui avait le double de l'âge de Felipe, semblait ne travailler qu'à regret, et son temps se passait à racler sa guitare ou à prêcher l'insubordination contre les *mandones* (surveillants). Cependant leur amitié aurait duré sans doute longtemps encore, si les deux amis n'étaient tombés amoureux de la même femme. C'était la première fois qu'ils avaient, malgré leur intimité, un sentiment commun, et ce fut justement ce qui les brouilla. Ils continuèrent néanmoins, malgré quelques altercations, à courtiser la jeune fille chacun de son côté, car, quoiqu'elle préférât Felipe, elle ne laissait pas d'aimer la guitare et surtout la joyeuse humeur d'Osorio. Les fréquentes absences de ce dernier finirent toutefois par donner l'avantage à son rival. Ce fut, il ne faut pas l'oublier, pendant une de ces absences, que le bruit se répandit qu'on avait forcé les portes de la cathédrale de Guanajuato, et qu'un ostensoir d'or massif enrichi de pierreries avait disparu de l'endroit où il était enfermé. On fit d'inutiles recherches pour découvrir l'auteur de ce vol sacrilége, qui fut un sujet de consternation pour le clergé de la ville. En l'absence d'Osorio, Felipe avait fini, je vous l'ai dit, par obtenir la première place dans le cœur de la jeune fille que tous deux avaient courtisée. Les parents résolurent de la marier avec Felipe, c'était pour eux le meilleur moyen de couper court aux querelles des deux concurrents et de se mettre l'esprit en repos. On convint de faire les noces dans un court délai, et tous les amis des deux familles se réunirent chez la jeune fille pour célébrer les fiançailles. L'eau-de-vie et le *pulque* circulaient à profusion, des musiciens égayaient la fête, quand un incident inattendu vint l'interrompre. Un homme se présenta au milieu des conviés ; cet homme était Osorio. On connaissait sa violence, et cette apparition consterna tout le monde. Felipe seul attendit froidement, le couteau à la main, l'attaque de son rival ; mais celui-ci, sans même porter la main à sa ceinture, s'avança au milieu des assistants en s'excusant de venir sans être invité ; puis, prenant la guitare d'un des musiciens, il s'assit sur un des barils de pulque et se mit à chanter un bolero de circonstance. Ce dénoûment imprévu

causa d'abord une surprise générale, puis un redoublement de gaîté. La fête, un moment interrompue, se continua plus bruyante, et on ne se sépara qu'en se promettant de se réunir à huitaine.

Ici, une nouvelle pause du conteur me rappela au sentiment assez pénible de ma situation. Nous approchions insensiblement de l'orifice du *tiro*, le brouillard plus lumineux qui pesait sur nous me le faisait pressentir; mais aussi, à mesure que nous nous élevions, la profondeur vertigineuse du gouffre se creusait davantage.

— Savez-vous à quelle hauteur vous êtes ici? me cria le guide. A cinq fois et demie la hauteur des tours de la cathédrale de Mexico.

Et pour confirmer sans doute la désespérante exactitude de ses paroles, il tira de sa ceinture une poignée d'étoupes et l'alluma à la flamme de la torche. Je ne pus m'empêcher de suivre d'un œil fasciné cette lueur qui descendit lentement comme un globe de feu, se rapetissa, s'amoindrit et ne parut plus bientôt dans le fond ténébreux que comme une de ces pâles et lointaines étoiles dont la lumière arrive à peine à la terre. La voix du mineur qui continuait son récit m'arracha à cette écrasante contemplation.

— A dater du jour où Osorio s'était montré aux fiançailles de Felipe, reprit le guide, mille piéges furent tendus au jeune homme par une main invisible. Le lendemain même, une mine éclata près de lui et le couvrit de débris de rocher. Une autre fois, la corde à laquelle il était suspendu, à une assez grande distance du sol de la galerie, cassa subitement. Ces tentatives ayant échoué, on tourna contre son honneur les efforts qu'on avait inutilement dirigés contre sa vie. De vagues insinuations tendirent à faire passer le pauvre Felipe pour le voleur sacrilége de l'ostensoir. Felipe hésita longtemps à reconnaître dans son ancien ami l'auteur de ces machinations. Ses yeux ne se fussent peut-être pas ouverts à l'évidence, si un jeune mineur, engagé depuis peu et qui épiait constamment Osorio, ne l'eût averti des piéges qu'on lui tendait. Felipe résolut de se venger. La veille du jour où devait avoir lieu le mariage (car tout cela s'était passé en moins d'une semaine), Osorio et Felipe se rencontrèrent dans une des galeries souterraines de Rayas. Felipe reprocha à Osorio ses perfidies, et Osorio ne lui répondit que par des injures; tous deux mirent le poignard à la main. Ils étaient seuls, nus tous deux; leur *frazada* était leur unique bouclier. Osorio était plus robuste, Felipe était plus agile; la chance devait être incertaine et le combat douteux. Tout à coup le jeune mineur dont je vous ai parlé se jeta inopinément entre les deux adversaires.

« — Si vous le permettez, dit-il à Felipe, ce sera moi qui châtierai ce spoliateur d'église, car j'ai sur lui des droits antérieurs aux vôtres.

« Osorio grinça des dents et se précipita sur le jeune mineur, qui se mit en défense. Les deux champions se disposèrent à combattre à la lueur de la torche de Felipe, devenu témoin, d'acteur qu'il était. Les *frazadas* une fois enroulées au bras gauche de chacun des adversaires, pour dissimuler leur feinte, le combat commença. Peut-être eût-il duré longtemps sans une ruse dont s'avisa le jeune mineur; il se ramassa sur lui-même de manière à ce que la couverture qui pendait à son bras balayât le sol; puis, derrière le voile qui dérobait ses mouvements, il changea son couteau de main et porta à son adversaire dérouté une vigoureuse estocade (1). Osorio tomba. On le fit remonter tout sanglant dans un *costal* (2) par le grand puits. Le hasard voulut qu'un *padre* passât en ce moment près de la mine. On le pria de venir entendre

(1) *Estocade* veut dire ici coup d'estoc. Le poignard est trop en honneur parmi les gens du peuple mexicain pour n'avoir pas une foule de noms; selon les provinces, on l'appelle *estoque*, *verdugo*, *puñal*, *cuchillo*, *belduque*, *navaja*.

(2) Sac en toile de fil d'aloès.

la confession du blessé; mais à peine le prêtre et le moribond se furent-ils entrevus qu'un cri d'effroi échappa au *padre*. Le saint homme avait reconnu dans le mineur expirant le passeur du Rio-Atotonilco; Osorio avait reconnu dans le prêtre l'homme qu'il avait cru noyer, et qui avait échappé par une sorte de miracle à une mort presque certaine. Dès lors, et par les investigations de la justice, bien des mystères furent éclaircis. Le passeur du Rio-Atotonilco, le voleur sacrilége, le mineur de Zacatécas, celui de Rayas en un mot, n'étaient qu'un seul et même homme. Le *garrote* fit justice des crimes de ce misérable, et c'est sa main qu'on peut voir clouée à la muraille sur la grande place de Guanajuato. Il me reste à vous dire ce qu'il avint de Felipe. Cette reconnaissance providentielle de la victime et de l'assassin fit du bruit, et, quelques heures après, une demi-douzaine d'alguazils se présentèrent pour arrêter le mineur qui avait frappé Osorio. Un malheureux hasard voulut ce jour-là que Felipe eût quitté son travail plus tôt qu'à l'ordinaire. Je ne sais par quelle fatale méprise il avait été désigné comme le meurtrier d'Osorio, peut-être était-ce une dernière noirceur de ce misérable; toujours est-il que les alguazils venaient pour l'arrêter. Le jeune mineur s'était sauvé, et je n'ai pas besoin de vous dire que cet ennemi mortel d'Osorio était l'enfant insulté jadis par le passeur et témoin du crime commis sur les bords du Rio-Atotonilco. Si Felipe fût resté sous terre, les alguazils n'auraient pas osé se hasarder dans les galeries intérieures de la mine, car les mineurs n'eussent pas souffert cette atteinte portée à leurs *fueros*. Les alguazils aperçurent le jeune homme dans une des cours qui séparent les bâtiments d'exploitation; ils se mirent à sa poursuite. Felipe vit qu'il était perdu; il voulut au moins mourir en digne mineur, et sans avoir été flétri par le contact d'un alguazil. Arrivé hors d'haleine près du puits où nous sommes en ce moment :

« — Je ne serai pas déshonoré comme un vil lépero, s'écria-t-il; un mineur est plus qu'un homme, c'est l'instrument dont Dieu aime à se servir.

« Puis, la figure pâle, les yeux étincelants, il s'élança d'un bond par-dessus la balustrade du puits et disparut dans le gouffre qui s'ouvre à présent sous vos pieds. »

Le mineur se tut; sa torche pâlissait, déjà j'apercevais vers le haut du puits la lumière du jour, vague encore comme les premières lueurs crépusculaires. Encore sous l'impression terrible du récit que je venais d'entendre, une sorte de gémissement rauque me fit tout à coup tressaillir.

— Il y a bientôt dix ans, dit le mineur d'une voix sourde, que Felipe s'est précipité. Bien des fois je suis remonté par le puits qui l'a englouti, et ce n'a jamais été sans éprouver l'envie de trancher ce câble.

Et l'insensé brandissait un couteau formidable, comme s'il se fût préparé à exécuter sa folle menace. Je voulus crier à l'aide; mais comme dans un rêve effrayant la terreur étouffa ma voix, mes mains même se refusèrent à serrer le câble : à quoi bon? le câble n'allait-il pas être tranché au-dessus de ma tête! Je jetai un douloureux regard sur le pâle rayon de jour qui teignait les parois verdâtres, je prêtai l'oreille aux bruits vagues qui m'annonçaient que nous approchions du séjour des vivants. Ce jour grisâtre me paraissait si beau! ce murmure confus me semblait une si douce harmonie! En cet instant, un tonnerre souterrain retentit sous mes pieds; la mine sembla mugir par toutes ses bouches comme un volcan qui gronde. L'air refoulé s'engouffra dans l'immense siphon, un souffle puissant tordit le câble comme un fil de soie, et, nous secouant comme le vent secoue les atomes lumineux qui nagent dans un rayon de soleil, nous heurta violemment contre les parois du puits. La torche s'éteignit, mais j'eus encore le temps de voir le terrible couteau échapper aux mains du mineur et tomber en tournoyant dans le vide.

— *Cascaras!* un couteau neuf de deux piastres! s'écria une voix que je reconnus cette fois pour celle de Fuentes.

J'eus à peine prononcé ce nom, qu'un bruyant éclat de rire retentit au-dessus de moi. C'était Fuentes, en effet, qui venait de me servir de guide et de jouer le rôle du vieux mineur en comédien consommé. L'empressement que j'avais mis à me séparer de lui l'avait piqué au vif, et cette mystification était sa vengeance.

— Savez-vous, seigneur cavalier, continua-t-il, que vous n'êtes pas facile à effrayer? Dans une circonstance qui aurait fait jeter les hauts cris au plus brave, vous n'avez pas daigné seulement crier à l'aide.

— Je suis ainsi fait, repris-je avec une effronterie devant laquelle il dut s'avouer vaincu, et vous en êtes pour vos ridicules efforts.

Le malacate s'était arrêté, et cette fois pour la dernière; notre ascension était enfin terminée. Desiderio fut détaché le premier, et j'attendis mon tour dans une fiévreuse anxiété. Quand on eut délié la courroie qui me retenait au câble, j'eus besoin de toute ma volonté pour résister à un vertige éblouissant; je sentais ma force à bout. Je foulai bientôt enfin la terre avec un ineffable sentiment de bien-être; jamais le soleil ne m'avait paru si beau, si resplendissant que ce jour-là.

Dans l'intervalle qui s'écoula jusqu'au moment où, d'après les ordres de Fuentes, on nous ramena nos chevaux, celui-ci, tout en revêtant le fastueux costume qu'il avait dépouillé pour jouer son rôle, gardait un silence que je ne voulus pas troubler. J'avais mis déjà le pied à l'étrier, quand un vieillard s'approcha de moi. J'eus peine à reconnaître, sous un costume qui ne le cédait guère en richesse à celui de Fuentes, le vieux mineur que j'avais vu nu et agenouillé près de l'autel.

— Vous me pardonnerez de vous avoir manqué de parole, me dit-il, mais le devoir que j'avais à remplir m'a retenu plus longtemps que je ne pensais. Vous avez dû entendre l'explosion de la mine, il y a une demi-heure à peine.

— C'est vrai, lui dis-je; on m'a raconté aussi une bien lugubre histoire!...

— L'enfant a bien fait, reprit le vieux mineur en se redressant avec orgueil, vous pourrez dire dans votre pays que les mineurs sont une race à part, et qu'ils savent préférer la mort au déshonneur.

J'avais vu les chercheurs d'or de l'État de Sonora, j'avais admiré l'espèce de grandeur qui relevait leur physionomie, car tout, dans le désert, prend de plus larges proportions; mais, au sein des villes, le type du mineur perdait à mes yeux bien du prestige. Le caractère fantasque et indéfinissable de Fuentes, l'immoralité de Planillas, avaient causé ce désenchantement. Le récit que je venais d'entendre, en même temps qu'il complétait mes notions sur une caste à part, me prouvait cependant que le mineur n'avait pas tout à fait dégénéré : les vices de Planillas, les travers de Fuentes, comme les ombres d'un tableau, disparaissaient devant la figure austère du vieillard stoïque qui me laissait pour adieu de si fières paroles, et j'oubliais Osorio pour ne plus me souvenir que de Felipe.

IV

Je crus le moment enfin arrivé de prendre congé de Fuentes, à qui je gardais une rancune d'autant plus profonde, que l'amour-propre m'ordonnait de la lui cacher.

— Eh quoi! me dit-il, n'allez-vous pas à la ville? J'y vais aussi, et vous trouverez bon, j'espère, que je vous accompagne.

Nous partîmes. Le soleil baissait, et il était douteux que nous pussions atteindre Guanajuato avant la tombée de la nuit. Pendant le trajet, Desiderio ne cessa de m'entretenir de l'excellence de sa profession et des faits et gestes des mineurs; mais cette fois je gardais un silence obstiné, maudissant le fâcheux dont je ne pouvais me défaire. Tout à coup Fuentes s'interrompit et se frappa le front.

— *Voto al demonio!* s'écria-t-il. Depuis deux heures que je l'avais oublié, le pauvre diable est capable d'être mort sans m'avoir attendu!

— De qui parlez-vous?

— Eh! parbleu! du pauvre Planillas.

Presque en même temps, Fuentes avait mis son cheval au galop, et, quoique l'occasion fût unique pour lui fausser compagnie, la curiosité me fit galoper à sa poursuite. Quand nous fûmes arrivés non loin de l'endroit où nous avions rencontré Planillas assis sur le cadavre de sa mule tant regrettée, Desiderio s'arrêta et fit un geste de surprise. Je le rejoignis bientôt.

— Mais je ne vois personne, lui dis-je.

— Ni moi non plus, et c'est ce qui m'étonne. Au fait, il se sera lassé de m'attendre; c'est mal à lui, et une autre fois je ne le croirai plus. Cependant il est plus probable que quelque passant charitable l'aura ramassé, car il avait d'excellentes raisons pour m'attendre ici jusqu'au jugement dernier.

— Mais enfin, que lui est-il arrivé?

— Voyez, répondit Fuentes en me montrant à quelques pas de nous la terre souillée de sang, et plus loin la mule morte dont les vautours s'apprêtaient à faire curée.

Le mineur ajouta qu'après m'avoir quitté, il était revenu sur ses pas pour éclaircir certains soupçons que lui avait inspirés la moralité bien connue de Planillas. Ne trouvant plus à l'endroit où il l'avait laissé ni lui ni la mule qu'il regrettait si tendrement, il avait suivi leurs traces, et, arrivé à l'endroit où nous nous trouvions, il avait rencontré le pauvre Florencio baigné dans son sang. Il avait appris alors toute la vérité de la bouche du mourant. La mule que Florencio et son compagnon entraînaient dans un endroit écarté était bien morte, il est vrai, dans l'*hacienda de platas*; mais Florencio ne l'avait jamais vue jusqu'à ce jour, et le motif de sa tendre sollicitude était que ses flancs recélaient le produit d'un vol considérable de blocs d'argent que Planillas y avait cachés pour échapper à la visite ordinaire du commis. Le stratagème avait réussi; toutefois, au moment de partager entre eux, après avoir traîné plus loin encore le cadavre de l'animal, les deux complices s'étaient pris de querelle, et le résultat de cette rixe avait été que Planillas s'était vu dépouillé du produit de son vol après avoir reçu deux coups de couteau qui l'avaient mis à mal.

— Vous devinez le reste, continua Fuentes. Je n'ai pu m'empêcher d'accorder d'abord à son triste état tous les regrets d'un cœur ému, et je m'en allai en lui promettant de lui envoyer du secours; puis, je ne sais comment cela s'est fait, je n'ai plus pensé du tout à ce pauvre Planillas.

Fuentes avait raison de ne pas vanter son second mouvement; quant à cette dédaigneuse indifférence pour la vie humaine, j'en avais vu trop d'exemples au Mexique pour être encore à m'en étonner. Je regagnai tristement Guanajuato, toujours en compagnie de Fuentes, qui ne manqua pas de me faire arrêter sous l'auvent où était exposée la main du voleur sacrilége. La vue de ce monument d'une justice barbare me rappela une invraisemblance dans le récit du mineur.

— Si j'ai bien compris, lui dis-je, des trois personnages qui assistèrent au duel entre Osorio et le jeune mineur, deux sont morts sans avoir pu rien révéler à ce sujet, et le troisième s'est enfui. Comment donc avez-vous su si positivement des détails que personne n'a pu conter?

— D'une manière bien simple, reprit Fuentes; j'avais oublié de vous dire que c'est moi-même qui ai tué Osorio; c'est moi qui avais été le témoin de la scène nocturne du Rio-Atotonilco. Ne vous hâtez pas trop cependant, seigneur cavalier, de voir en moi un spadassin sans cœur, comme ce don Tomas si bien surnommé *Verdugo*. J'ai donné, il est vrai, plus d'un coup de poignard dans ma vie, mais au Mexique il faut bien savoir se faire un peu justice soi-même. N'avez-vous pas été aujourd'hui au

moment de tuer un homme? et pouvez-vous dire qu'un pareil moment ne reviendra pas, si vous vous retrouvez jamais en face de celui que, ce matin, vous avez voulu frapper?

Je frémis à cette rude apostrophe, qui me rappelait clairement le danger que je courais en restant plus longtemps à Guanajuato. L'homme contre qui j'avais proféré ce jour-là même une menace de mort était, je n'en pouvais plus douter, le redoutable assassin de don Jaime. On comprend que je ne me retrouvai pas sans quelque satisfaction devant la porte de mon hôtellerie.

— Ah ! c'est ici que vous êtes descendu, dit Fuentes en me serrant la main ; je suis bien aise de le savoir; j'irai vous prendre demain, et nous passerons encore ensemble une bonne journée.

— Soit, lui dis-je, à demain. Nous nous séparâmes, et je rentrai dans l'auberge. Mon valet Cecilio m'attendait avec autant d'impatience pour le moins que de curiosité. Depuis longtemps il s'était trouvé forcément initié à tous les détails de ma vie, mais rarement il avait eu à me suivre au milieu d'un dédale de plus désagréables surprises. J'interrompis ses questions en lui donnant l'ordre de seller nos chevaux à minuit, car j'étais bien aise d'échapper à Fuentes et surtout aux embûches de don Tomas.

— Désormais, lui dis-je, nous ne voyagerons plus que de nuit; c'est meilleur pour la santé.

Marchant la nuit et dormant le jour, je me flattais avec raison de déjouer toutes les poursuites; cependant, peu à peu enhardi par le succès, je rentrai dans les usages ordinaires, et, quand je me retrouvai à la venta d'Arroyo-Zarco, je n'y arrivai que dans l'après-midi, c'est-à-dire après avoir dormi toute la nuit à San-Juan del Rio et avoir marché presque tout le jour. Dans cette dernière partie d'un voyage qui touchait à sa fin, de tristes souvenirs s'étaient représentés en foule à mon esprit. Dans la plaine, dans la venta, tout me retraçait la présence de don Jaime. Ce fut en rêvant à cette jeune existence sitôt tranchée que je me trouvai, presque sans y penser, ramené dans le même endroit où je l'avais rencontré assis tristement à son foyer. De tant de rêves d'amour et de fortune que restait-il? Un cadavre à cent lieues de là; sous mes yeux des tisons épars, un terrain noirci, une cendre froide que le vent de la plaine balayait et dispersait au loin. L'heure du souper arrivée, j'allai chercher quelque distraction, sinon à la table commune, du moins dans la pièce où tous les voyageurs (et ils étaient nombreux ce jour-là) vont prendre leurs repas. C'était, comme quinze jours auparavant, une réunion disparate de toutes les classes de la société mexicaine, mais je n'avais plus un but à poursuivre comme alors, et je m'assis à l'écart après n'avoir jeté autour de moi qu'un coup d'œil distrait. J'étais, depuis quelques instants, livré à d'assez pénibles réflexions sur cet isolement souvent si cruel qui attend l'étranger dans les pays habités par la race espagnole, quand la voix perçante de l'hôtesse prononça presque à mes oreilles un nom qui me fit tressaillir.

— Seigneur don Tomas, s'écria-t-elle, voici l'étranger qui vous cherchait il y a quinze jours, et dont je vous parlais tout à l'heure.

Je me levai vivement, et, dans l'homme que venait d'apostropher l'hôtesse, je reconnus celui que l'instinct m'avait déjà désigné, le sinistre compagnon de Planillas. Un frisson me parcourut tout le corps, et je regrettai presque de ne plus être suspendu au-dessus du gouffre de Rayas. Je promenai mon regard sur les assistants, et je ne reconnus de tous côtés que cette indifférente curiosité prête à accueillir de la même façon un dénoûment comique ou sanglant. Presque aussitôt, et sans que j'eusse pu l'éviter, je me sentis étreint entre deux bras nerveux. Je subissais l'odieuse accolade du bravo. Je me dégageai assez brusquement, mais il ne parut pas s'apercevoir de la répulsion qu'il m'inspirait.

— Ah ! s'écria-t-il avec une rare impudence, que je suis heureux de rencontrer ici un cavalier qui a gagné toute ma sympathie! Quoi ! vous me cherchiez ? En quoi donc puis-je vous rendre service?

— Un malentendu, je l'espère du moins, m'avait fait désirer de vous voir ; mais, si vous n'avez pas oublié votre visite à la *Secunda Monterilla* (1), vous vous rappellerez aussi le but qui vous y amenait.

— C'est donc vous qui demeurez là ? Alors vous pouvez vous vanter de m'avoir fait faire plus de deux lieues à votre recherche.

— J'en ai fait deux cent quarante pour vous rencontrer, repris-je, et vous êtes en reste avec moi.

Le bravo me répondit avec ce même rire contraint qui m'avait abusé une première fois.

— Je cherchais un étranger avec lequel on m'avait prévenu que je devais avoir affaire, et une erreur, que je reconnus bientôt, m'avait seule conduit chez vous ; mais je vous connais maintenant, seigneur cavalier, et je ne serai plus exposé à commettre quelque nouvelle bévue. Je n'ai besoin de voir les gens qu'une fois, et je n'oublie plus leur figure, fût-ce au bout de vingt ans.

Ces derniers mots furent accentués de façon à ne me laisser aucun doute sur la signification menaçante d'un pareil aveu. Je gardai le silence, mais le bravo sembla s'être repenti d'avoir ainsi trahi son ressentiment. Il reprit d'un ton de brusque gaieté et en se retournant vers l'hôtesse :

— Holà ! *patrona*, vous avez sans doute servi les meilleurs morceaux à ce cavalier que je tiens en estime toute particulière?

— J'ai parfaitement soupé, interrompis-je, et je n'ai qu'à me louer de notre hôtesse, mais je n'ai plus faim.

— Eh bien ! nous boirons alors à notre rencontre inespérée. *Patrona*, apportez-nous une bouteille d'eau-de-vie de Catalogne.

J'étais fort embarrassé pour décliner cette repoussante invitation, que la prudence me faisait un devoir d'accepter, quand une intervention amicale et bien inespérée vint mettre un terme à mon hésitation. C'était le capitaine ou plutôt le lieutenant don Blas P***, à qui l'on donnait par courtoisie le titre de capitaine, qui se leva de table à son tour et vint me souhaiter la bienvenue.

— Vous serez des nôtres, je l'espère, capitaine? reprit le bravo.

Le lieutenant accepta sans façon; mais, enhardi par sa présence, je refusai formellement l'invitation.

— Je suis harassé, ajoutai-je, et je me retire de ce pas dans ma chambre. Capitaine don Blas, si votre itinéraire est le même que le mien, je serai fort heureux de profiter de votre compagnie, et nous ferons route ensemble au point du jour vers Mexico.

Don Blas s'excusa de ne pouvoir accepter ma proposition, alléguant que certaines affaires très-sérieuses le retiendraient toute la journée du lendemain dans les environs; puis il s'assit en face de don Tomas, devant qui l'hôtesse avait placé la bouteille d'eau-de-vie de Catalogne.

— Adieu, seigneurs cavaliers, repris-je alors ; je souhaite que vous dormiez aussi tranquillement que je vais le faire moi-même.

Je payai ma dépense, et, déguisant ma retraite précipitée sous un air de fierté, je quittai la salle à pas comptés, tandis que le bravo suivait mes mouvements d'un regard oblique. Je regagnai ma chambre, plus soucieux des prévenances de don Tomas que je ne l'eusse été de sa colère. Je trouvai Cecilio, qui m'attendait en ronflant sur les selles de nos chevaux.

(1) C'est le nom d'une des principales rues de Mexico.

— Écoute, lui dis-je en l'éveillant, tu vas seller les chevaux tout de suite et sans bruit ; une fois sellés, tu les conduiras tous deux par la bride derrière la venta, où tu m'attendras ; d'ici à un quart d'heure j'irai te rejoindre.

Un quart d'heure s'était à peine écoulé, en effet, quand je quittai furtivement l'hôtellerie. Cette fuite silencieuse et triste ne ressemblait guère à celle dont j'avais si gaiement, quelques jours auparavant, partagé les périls avec don Jaime. Je n'ai pas besoin de dire que nous franchîmes plus rapidement encore qu'au départ la distance qui sépare Arroyo-Zarco de Mexico; seulement les rôles étaient changés. L'homme devant qui je fuyais était celui-là même que j'avais poursuivi si longtemps sans relâche. C'était un dénoûment assez bouffon à une aventure tristement commencée, et, grâce au ciel, ce dénoûment ne fut suivi d'aucun tragique épilogue.

GABRIEL FERRY.

LA

POÉSIE DIDACTIQUE

À

SES DIFFÉRENTS AGES.

La poésie peut-elle enseigner ? Sans aucun doute, mais non toute chose ni en tout temps. Ce qui est encore imparfait, incomplet, ce qui est encore nouveau, inconnu, ce qui, par un mystère à moitié révélé, sollicite la curiosité, l'étonnement, l'admiration ou de l'ignorance ou du demi-savoir, voilà la matière, la matière unique de son enseignement. Quand on arrive à la science positive, aux traités réguliers, aux leçons en forme, le temps d'un tel enseignement est passé. Il n'existe plus, ou n'existe du moins que par une sorte de convention. De là, dans l'histoire de la poésie didactique, deux époques distinctes, et qu'on ne distingue point assez : l'une, où elle se produit naturellement ; l'autre, où elle n'est qu'une production artificielle.

Il en va de cette poésie comme d'autres genres. Il y a une épopée essentiellement merveilleuse, qui naît partout aux âges primitifs, non-seulement du besoin de fixer la tradition, mais du premier mouvement de l'imagination en présence des scènes toutes nouvelles de la nature et de la société, lesquelles semblent autant de merveilles. Il y en a une autre, dont les auteurs, longtemps après, au milieu du raffinement social, cherchent par un effort savant, rarement heureux, à se replacer dans une situation devenue impossible, à retrouver l'inspiration naïve des premiers âges. Telle est l'époque de Virgile, bien belle, mais autrement que celle d'Homère.

Il y a une ode où, primitivement aussi, s'expriment par le chant et la danse, avec un emportement hardi, les affections publiques et les sentiments intimes de l'âme. Il y en a une autre, venue beaucoup plus tard, qui ne chante plus que par métaphore, dont les hardiesses, les transports, les écarts, le désordre, sont *un effet de l'art*. Telle est l'ode d'Horace, belle d'une autre beauté assurément que celle de ses maîtres Alcée, Sapho, Anacréon, Pindare.

On peut faire une distinction pareille pour la poésie didactique. Il y en une qui, à

certaines époques, dans certains sujets, est vraiment l'institutrice des hommes; il y en a une autre qui n'enseigne, ne veut rien enseigner à personne, dont les leçons, toutes fictives, sont un prétexte aux jeux de l'imagination, à l'application de l'art des vers. A la première conviendrait le nom de poésie didactique naturelle, à la seconde celui de poésie didactique artificielle.

Cela n'est point une théorie arbitaire ; c'est la formule d'une histoire dont les poëtes se sont chargés, comme il leur convenait, de raconter les temps fabuleux.

« Les hommes, errant dans les forêts, apprirent d'un fils, d'un interprète des dieux, à s'abstenir du meurtre, à renoncer aux habitudes d'une vie grossière. Voilà pourquoi on a dit qu'Orphée savait apprivoiser les tigres et les lions. On a dit aussi d'Amphion, le fondateur de Thèbes, qu'il faisait mouvoir les pierres aux sons de sa lyre, et par ses douces paroles les menait où il voulait. Ce fut, en ces temps reculés, l'œuvre de la sagesse de distinguer le bien public de l'intérêt privé, le sacré du profane, d'interdire les unions brutales, d'établir le mariage, d'entourer les villes de remparts, de graver sur le bois les premiers codes. Par là tant d'honneur et de gloire s'attacha au nom des chantres divins et à leurs vers (1). »

Ainsi parle Horace, et Boileau, on le sait, l'a répété en beaux vers. L'un et l'autre, si nous continuons de les citer, nous amèneront jusqu'à l'âge historique du genre dont nous recherchons l'origine, dont nous voulons suivre les développements divers.

Il se produit presque en même temps que le genre épique, que le genre lyrique, et, pour caractériser son rôle, Horace se sert d'une expression remarquable qu'un grand poëte, son prédécesseur et son maître, avait créée. Lucrèce avait dit, plein de pitié, des hommes vainement fourvoyés à la poursuite du bonheur : « Ils errent, ils cherchent çà et là la route de la vie. »

Errare, atque viam palantes quærere vitæ (2).

Horace, reprenant l'expression de Lucrèce, dit de la poésie didactique du premier âge, qu'il lui fut donné d'enseigner cette route :

« Vinrent Homère et Tyrtée qui, par des vers aussi, animèrent aux combats les courages. C'est en vers que se rendirent les oracles, que s'enseigna la route de la vie. » *Et vitæ monstrata via est* (3).

A cet énoncé général, Boileau, dans son imitation, ajoute le grand nom d'Hésiode, principal représentant de cette poésie didactique, institutrice des hommes aux anciens jours.

Hésiode à son tour, par d'utiles leçons,
Des champs trop paresseux vint hâter les moissons.
En mille écrits fameux la sagesse tracée
Fut à l'aide des vers aux mortels annoncée (4).

L'histoire dont ces beaux vers d'Horace et de Boileau sont comme l'introduction se divise, chez les Grecs, en trois époques, qui correspondent à des états divers de la

(1) Silvestres homines sacer interpresque deorum, etc.
(Horat., *ad Pison.*, 391-401.)

(2) *De Nat. rer.*, II, 10.

(3) Horat., *ad Pison.*, 401-404.

(4) Boileau, *Art poétique*, chant IV.

société, et que nous retrouverons reproduites par des causes pareilles dans d'autres littératures.

Viennent d'abord les poëmes gnomiques, espèces de recueils qui conservent, sans grand artifice de composition, par morceaux, par maximes, par vers détachés, avec une naïveté pleine souvent de charme poétique, les acquisitions de l'expérience en toutes choses, les notions premières des arts utiles à la vie, et particulièrement de l'art de vivre. La poésie est alors, même dans d'autres genres, dans l'épopée par exemple, cette histoire, cette encyclopédie des vieux âges, véritablement didactique; elle tient de la simplicité d'une société ignorante, de la nouveauté et de l'imperfection des connaissances, la mission d'enseigner, et elle enseigne tout à la fois. C'est que tout se confond encore, que le temps des sciences spéciales et des professions distinctes n'est pas venu, que chacun a plus d'un métier et a besoin de plus d'une leçon. Celui qu'instruit Hésiode, dans *les Travaux et les Jours,* ressemble un peu à l'Ulysse d'Homère, à qui rien n'est étranger, qui ne se borne pas à savoir gouverner, parler dans les conseils et combattre, mais qui, pour quoi que ce soit, n'a recours à un autre homme; qui peut faire la besogne de ses plus humbles serviteurs, labourer son champ, cultiver son jardin, conduire son troupeau, préparer son repas, qui a lui-même bâti sa maison et construit sa couche, qui au besoin se fabrique un vaisseau et n'est point embarrassé de la manœuvre. Moins universel, le disciple d'Hésiode est toutefois ouvrier et commerçant en même temps qu'agriculteur; il n'est point attaché à la glèbe. il voyage, il navigue, il distingue dans le ciel des astres qui lui donnent le signal du labourage, de la moisson, de tous les travaux des champs, ou guident son navire sur la mer; il sait régir sa maison, vivre avec ses voisins, traiter avec les autres hommes, concitoyens ou étrangers; il connaît surtout la grande loi du travail, les règles de la vie honnête, la reconnaissance, le respect, le culte dus aux dieux. Il apprend tout cela dans un poëme complexe et confus, sans autre unité que l'intention qui l'a dicté, sans ordre bien apparent, espèce de manuel qui suffit, en quelques vers, à l'éducation complète d'un homme de l'ancien temps, qui est tout ensemble agronomique, économique, astronomique même, mais surtout moral et religieux. Les *Sentences* de Théognis, redisant, ce sont ses expressions (1), à de plus jeunes que lui « ce qu'il apprit, enfant, des hommes de bien, » celles de Phocylide, de Solon, celles qui portent le nom de Pythagore, ont, avec un dessein moins général, quoique bien vague encore, ces formes indécises et incohérentes, mais non sans agrément et sans grâce, qui caractérisent la poésie didactique à ses débuts, les poëmes gnomiques.

Le progrès des mœurs et des idées devait conduire à des poëmes d'une autre sorte. Les connaissances se sont complétées, ordonnées, classées, séparées; une révolution naturelle produit des compositions plus distinctes et plus régulières, substitue aux anciens recueils de préceptes des expositions de systèmes. Dans ces poëmes nouveaux, philosophiques et non plus gnomiques, le sujet, encore bien vaste, n'est plus illimité; il embrasse, il est vrai, l'universalité des êtres, mais ramenée par les explications d'une spéculation hardie, que sa témérité ne rend que plus poétique, à l'unité. *La nature,* voilà le titre commun de productions en vers, en style homérique, où l'ancien rapsode Xénophane, où Parménide, Empédocle, semblent conter l'épopée de la science. On a médit, même dans l'antiquité, de cette sorte d'épopée sans autres fictions, pour l'ordinaire, que les conceptions aventureuses de l'esprit d'hypothèse et de système. On en a renvoyé les auteurs aux savants, aux philosophes, les retranchant du nombre des poëtes (2); on a dit que leur muse, toute prosaïque, n'avait de la poésie que le mètre, sorte de char emprunté qui lui sauvait

(1) *Sentent.*, v. 27.
(2) Arist., *Poet.*, I.

la disgrâce d'aller à pied (1). Contre ces ingénieux mépris protestent soit la grâce, soit la grandeur véritablement poétiques, de quelques beaux fragments de Xénophane et d'Empédocle, et plus encore, car c'est comme une réponse faite d'avance au sarcasme de Plutarque que je rappelais tout à l'heure, le magnifique début, heureusement conservé (2), du poëme de Parménide. Le poëte qui, dans d'autres vers que nous avons aussi, a exprimé avec gravité, avec précision, mais non sans sécheresse, la notion abstraite de l'être, représente ici, sous la figure d'un sublime voyage, l'essor de son esprit, loin des apparences sensibles, vers la suprême vérité.

« Les coursiers qui m'emportent m'ont fait arriver aussi loin que s'élançait l'ardeur de mon esprit; par une route glorieuse, ils m'ont conduit à la divinité, qui introduit dans les secrets des choses le mortel qu'elle instruit. Là je tendais et là aussi m'ont transporté les coursiers renommés qui entraînaient mon char. Des vierges le conduisaient, des vierges filles du Soleil, quittant le séjour de la nuit pour aller vers la lumière, et de leurs mains écartant le voile étendu sur leur front. Dans le double cercle, ouvrage de l'art, où s'enfermaient ses extrémités, sifflait l'essieu brûlant pendant ce rapide voyage.

« Il est des portes placées à l'entrée des chemins et de la nuit et du jour; entre un linteau et un seuil de pierre roulent, au milieu de l'éther, leurs immenses battants; la sévère Justice a la garde des clefs qui les ferment et les ouvrent. C'est à elle que s'adressèrent les vierges; elles surent en obtenir, par de douces paroles, qu'elle retirât sans délai le verrou à forme de gland qui retenait les portes; une large ouverture se fit entre leurs battants, qui s'écartaient d'un vol agile, faisant rouler dans les écrous les gonds d'airain solidement attachés. Par ce passage, les vierges précipitèrent dans le chemin devenu libre le char et les coursiers.

« La déesse m'accueillit favorablement, et, ma main droite dans la sienne, m'adressa ces paroles :

« — Jeune homme dont le char est guidé par d'immortelles conductrices et que tes coursiers ont amené dans ma demeure, réjouis-toi. Ce n'est pas un sort contraire qui t'a poussé dans une route si éloignée de la voie ordinaire des hommes; c'est la loi suprême, la justice. Tu es destiné à tout connaître, et ce que recèle de certain le cœur de la persuasive vérité et ce qui n'est qu'opinion humaine, où ne se rencontre pas la foi, mais bien l'erreur. Tu apprendras par quelles pensées tu dois sonder le mystère du grand tout, pénétrer toutes choses. »

La philosophie, non plus que l'histoire, ne peuvent longtemps parler en vers. Un moment arrive en Grèce où l'une et l'autre passent à la prose, l'histoire d'abord, ensuite la philosophie. Le poëme didactique cède tout à fait la place à des genres d'une inspiration plus vive, plus animée, qui captivent plus puissamment la curiosité et l'intérêt, qui exercent plus d'empire sur les esprits, au genre dramatique surtout, dans lequel semble se concentrer tout entière la faculté poétique des Grecs. Quand, après un long temps, finit son règne exclusif, et que de la poésie, qu'il a comme épuisée, il ne reste plus que la versification, l'école alexandrine en applique industrieusement les formes à la science, dans de nouveaux poëmes didactiques, qui sont comme la dernière ressource d'une littérature en détresse; poëmes dont l'érudition, l'archéologie, les connaissances géographiques, physiques, astronomiques, la médecine, l'histoire naturelle, fournissent la matière, mais où l'instruction n'est qu'un prétexte, où le but véritable, c'est l'exercice, trop peu involontaire, de l'art

(1) Plut., *de Aud. poet.*, III.
(2) Sext. Empir., *Adv. Math.*, VII, s. III.

inoccupé des vers, la recherche plus curieuse qu'inspirée d'agréables détails, par-dessus tout le travail ingénieux, mais froid, de la description. C'étaient, on peut le croire, des compositions presque entièrement descriptives que les poëmes savants d'Ératosthène, de Nicandre, de Callimaque, d'Apollonius. Nous le savons par Aratus, dont le poëme venu jusqu'à nous, et dans son texte élégant et dans les traductions quelquefois d'une rudesse énergique, quelquefois d'une élégance effacée, qu'en firent à l'envi les Romains, nous représente seul toute cette littérature artificiellement didactique. D'Aratus à Oppien, écrivain autant romain que grec, qui écrit sous Septime Sévère, sous Caracalla, souvent à l'imitation des poëtes latins, ses poëmes de *la Chasse* et de *la Pêche,* le poëme didactique devient une production tout à fait factice, qui ne donne plus guère ni instruction, ni plaisir, qui demeure également étrangère à la poésie et à la science, et offre tout au plus le mérite d'une expression ingénieuse et l'intérêt de la difficulté vaincue. Les sujets les plus prosaïques et les plus futiles lui conviendront désormais, pour peu qu'ils se prêtent à ces procédés descriptifs qui ont remplacé le grand art de peindre.

Cette succession des poëmes gnomiques, des poëmes philosophiques et scientifiques, des poëmes purement descriptifs, que je viens de signaler rapidement dans l'histoire générale de la poésie didactique chez les Grecs, a quelque chose de nécessaire qui se retrouve partout. Elle n'a pas manqué, par exemple, à notre littérature.

Nous avons eu, au XVI[e] siècle, des livres de morale rédigés en vers, sous forme de maximes détachées. Ils exposaient sous cette forme brève, favorable à la mémoire, pour l'enfance, la jeunesse, et même l'âge mûr, la science de la vie. Ce sont nos poëmes gnomiques.

Tels sont *les Mimes* de J.-A. de Baïf, le meilleur de ses ouvrages, renfermant seize cent soixante sixains d'une bonne morale pratique, et quelquefois, dans leur vieux tour, d'une forme poétique agréable. En voici un échantillon :

Ce n'est pas moy, mais c'est mon livre,
Si tu veux, qui t'apprend à vivre.
Mon livre est plus savant que moy.
Bien souvent mon livre m'enseigne,
Et son conseil je ne dédaigne,
Qui m'a souvent tiré d'émoy.

Tels sont encore les *Quatrains* de Pibrac (1), cités et vantés par Montaigne (2); ceux (3) du président Favre, le père du grammairien Vaugelas; ceux de P. Matthieu, conseiller historiographe de Henri IV (4), appelés aussi ses *Tablettes* Ces trois recueils, qui eurent un grand succès, ont été quelquefois réunis en un seul. C'était un manuel de morale qui servait à l'éducation, comme chez les Grecs les vers d'Hésiode ou de Théognis. Il y a de cela un témoignage piquant dans une pièce de Molière, son *Sganarelle,* donnée en 1660. Un bourgeois, qui tient pour les anciennes mœurs, y dit à sa fille, qu'il trouve peu docile et dont il attribue la résistance à de mauvaises lectures :

Voilà, voilà le fruit de ces empressements
Qu'on y voit nuit et jour à lire vos romans;

(1) *Cinquante quatrains contenant préceptes et enseignements utiles pour la vie de l'homme, composés à l'imitation de Phocylides, Epicharmus et autres poëtes grecs.* Paris, 1574, in-4°.

(2) *Essais*, III, 9.

(3) *Centuries de quatrains moraux*, 1601.

(4) *Quatrains de la vanité du monde, ou Tablettes de la vie et de la mort.*

De quolibets d'amour votre tête est remplie,
Et vous parle de Dieu bien moins que de Clélie.
Jetez-moi dans le feu tous ces méchants écrits
Qui gâtent tous les jours tant de jeunes esprits;
Lisez-moi, comme il faut, au lieu de ces sornettes,
Les quatrains de Pibrac et les doctes tablettes
Du conseiller Matthieu; l'ouvrage est de valeur,
Et plein de beaux dictons à réciter par cœur.

La poésie philosophique et scientifique, second âge du genre didactique, n'arrive guère, chez nous, qu'au XVIIIe siècle. Le XVIIe est tout entier à la poésie dramatique, qui ne souffre guère de partage. La Fontaine seul est quelquefois tenté de prêter à la philosophie, à la science, la parure des vers; il discute poétiquement, pour madame de la Sablière, certaines opinions de Descartes; il dit à la duchesse de Bouillon, au début d'un poëme commandé par elle, *le Quinquina* :

C'est pour vous obéir, et non point par mon choix,
Qu'à des sujets profonds j'occupe mon génie.
Disciple de Lucrèce une seconde fois...

Il s'écrie, traduisant Virgile :

Quand pourront les neuf Sœurs, loin des cours et des villes,
M'occuper tout entier et m'apprendre des cieux
Les divers mouvements inconnus à nos yeux;
Les noms et les vertus de ces clartés errantes,
Par qui sont nos destins et nos mœurs différentes;
Que si je ne suis né pour de si grands projets,
Du moins que les ruisseaux m'offrent de doux objets,
Que je peigne en mes vers quelque rive fleurie (1)!

Ce que la Fontaine ne faisait que rêver, qu'effleurer en passant, se développe au XVIIIe siècle dans les poëmes religieux de L. Racine, *la Grâce*, *la Religion*, dans les poëmes empruntés par Voltaire à un autre ordre d'idées, *la Loi naturelle*, *le Désastre de Lisbonne*, *les Discours sur l'homme*. Là sont exposées, quelquefois bien heureusement, en vers, pleins de poésie, des idées philosophiques, des notions scientifiques. La science, traduite dans certains passages de L. Racine avec une élégante et énergique précision, trouve surtout dans Voltaire un interprète enthousiaste. Il rapporte d'Angleterre les découvertes de Newton, il les explique dans sa prose, il les chante dans ses vers. Thompson, un peu auparavant, les avait célébrées dans un poëme destiné à animer les funérailles d'une magnificence royale décernées par l'Angleterre au roi de la science (2). Le même genre d'inspiration anime Voltaire lorsqu'il célèbre à son tour les grandes découvertes de Newton. Il en fait, vers 1723, comme le merveilleux de sa *Henriade* :

Dans le centre éclatant de ces orbes immenses,
Qui n'ont pu nous cacher leur marche et leurs distances,
Luit cet astre du jour, par Dieu même allumé,
Qui tourne autour de soi sur son axe enflammé.

(1) Voyez *Fables*, X, 1; XI, 4.
(2) M. Villemain, dans son *Tableau du dix-huitième siècle*, a redit, de cette belle et haute production, quelques passages frappants.

De lui partent sans fin des torrents de lumière;
Il donne en se montrant la vie à la matière,
Et dispense les jours, les saisons et les ans
A des mondes divers autour de lui flottants;
Ces astres asservis à la loi qui les presse
S'attirent dans leur course et s'évitent sans cesse,
Et, servant l'un à l'autre et de règle et d'appui,
Se prêtent les clartés qu'ils reçoivent de lui.
Au delà de leur cours, et loin dans cet espace
Où la matière nage et que Dieu seul embrasse,
Sont des soleils sans nombre et des mondes sans fin.
Dans cet abîme immense il leur ouvre un chemin.
Par delà tous ces cieux le Dieu des cieux réside.

Ces vers magnifiques n'ont point épuisé l'enthousiasme de Voltaire. Quelques années plus tard, en 1738, sa poésie s'échauffe encore, s'illumine au contact de la science :

Dieu parle, et le chaos se dissipe à sa voix :
Vers un centre commun tout gravite à la fois.
Ce ressort si puissant, l'âme de la nature,
Était enseveli dans une nuit obscure :
Le compas de Newton, mesurant l'univers,
Lève enfin ce grand voile, et les cieux sont ouverts.
Il découvre à mes yeux, par une main savante,
De l'astre des saisons la robe étincelante :
L'émeraude, l'azur, le pourpre, le rubis,
Sont l'immortel tissu dont brillent ses habits.
Chacun de ses rayons, dans sa substance pure,
Porte en soi les couleurs dont se peint la nature;
Et, confondus ensemble, ils éclairent nos yeux,
Ils animent le monde, ils emplissent les cieux.

Confidents du Très-Haut, substances éternelles,
Qui brûlez de ses feux, qui couvrez de vos ailes
Le trône où votre maître est assis parmi vous,
Parlez : du grand Newton n'étiez-vous pas jaloux ?

La mer entend sa voix. Je vois l'humide empire
S'élever, s'avancer vers le ciel qui l'attire;
Mais un pouvoir central arrête ses efforts :
La mer tombe, s'affaisse et roule vers ses bords.

Comètes que l'on craint à l'égal du tonnerre,
Cessez d'épouvanter les peuples de la terre.
Dans une ellipse immense achevez votre cours;
Remontez, descendez près de l'astre des jours;
Lancez vos feux, volez, et, revenant sans cesse,
Des mondes épuisés ranimez la vieillesse.

Et toi, sœur du soleil, astre qui dans les cieux
Des sages éblouis trompais les faibles yeux,
Newton de ta carrière a marqué les limites;
Marche, éclaire les nuits, tes bornes sont prescrites.

Que ces objets sont beaux ! que notre âme épurée
Vole à ces vérités dont elle est éclairée !

Oui, dans le sein de Dieu, loin de ce corps mortel,
L'esprit semble écouter la voix de l'Éternel (1).

Ces beaux passages font comprendre que la nouveauté des révélations de la science peut être pour la poésie une inspiration puissante, féconde, lui offrir un autre merveilleux qui la transporte. Ils contribuèrent sans doute puissamment avec le mouvement même des découvertes, à éveiller chez beaucoup d'imaginations poétiques l'ambition de donner à la France quelque grand poëme dont les merveilles de la science fussent le sujet.

Vers la fin du siècle, Fontanes, André Chénier, Lebrun, se mettent ensemble à l'œuvre. Fontanes commence un poëme sur *la Nature et l'Homme ;* André Chénier un autre qui doit s'appeler *Hermès ;* Lebrun, qui disait magnifiquement de lui-même :

Élève du second Racine,
Ami de l'immortel Buffon,
J'osai sur la double colline
Allier Lucrèce à Newton,

Lebrun commence aussi son poëme de *la Nature,* où la science tiendra une grande place. Ils commencent, mais n'achèvent point. Sans doute ils ont compris que la science, devenue toute positive, partout enseignée, partout apprise, dont les secrets sont révélés à tout le monde, a perdu le mystère qui la rendait poétique ; qu'elle vit désormais dans les mémoires, les traités, les histoires des savants ; qu'elle appartient à la prose. Elle a pour légitime interprète Buffon, bien propre à décourager les poëtes, alors même qu'ils invoquent son nom. Aussi de ces tentatives il ne reste que de beaux fragments, échos de ces accents d'enthousiasme que la première vue des merveilles enseignées par Newton avait arrachés à Voltaire. Tel est, par exemple, ce passage de l'*Hermès* d'André Chénier :

Souvent mon vol, armé des ailes de Buffon,
Franchit avec Lucrèce, au flambeau de Newton,
La ceinture d'azur sur le globe étendue.
Je vois l'être et la vie et leur source inconnue,
Dans les fleuves d'éther tous les mondes roulants.
Je poursuis la comète aux crins étincelants,
Les astres et leurs poids, leurs formes, leurs distances ;
Je voyage avec eux dans leurs cercles immenses.
Comme eux, astre soudain, je m'entoure de feux,
Dans l'éternel concert je me place avec eux :
En moi leurs doubles lois agissent et respirent ;
Je sens tendre vers eux mon globe qu'ils attirent.
Sur moi qui les attire, ils pèsent à leur tour.
Les éléments divers, leur haine, leur amour,
Les causes, l'infini s'ouvre à mon œil avide.
Bientôt redescendu sur notre fange humide,
J'y rapporte des vers de nature enflammés,
Aux purs rayons des dieux dans ma course allumés.

A l'illusion qui avait fait entreprendre à la fois tous ces poëmes sur la nature,

(1) Voltaire, *Épître XLIII, à madame la marquise du Châtelet, sur la philosophie de Newton.*

avait participé Lemercier, que nous avons vu y persévérer avec plus de hardiesse et d'opiniâtreté que de succès. Il n'a pu, malgré sa verve et son talent, faire accepter la mythologie bizarre par laquelle dans son *Atlantiade* il avait personnifié les forces de la nature. Empédocle lui-même, dans un temps plus propice aux créations mythologiques, n'y avait point réussi. Au fond, la poésie de la science n'est pas dans de pareilles créations : elle est dans la nouveauté des doctrines, dans l'émotion première qui suit leur apparition ; mais cette nouveauté, cette émotion, n'ont qu'un temps, passé lequel le moindre traité efface, non-seulement en exactitude, mais en intérêt véritable, tous les poëmes scientifiques.

Ces poëmes, du reste, au temps dont nous parlons, s'étaient déjà confondus avec un genre par lequel, on l'a vu, a fini chez les Grecs, par lequel finit partout la poésie didactique, avec le genre descriptif. Delille, qui y a dépensé tant d'esprit, d'agrément, d'élégance, d'art ingénieux et délicat, dont on ne lui tient guère compte aujourd'hui, Delille en fait l'aveu, avec une naïveté piquante, dans la préface de ses *Trois Règnes*. « Ce poëme, dit-il, ne peut se disculper d'appartenir au genre descriptif. » Tout y appartenait alors, la science, les arts, les métiers même. On versifiait toutes choses, et dans ce travail, comme au temps d'Aratus et d'Oppien chez les Grecs, tout se tournait en descriptions.

Ce qui s'est passé chez nous et autrefois chez les Grecs, on peut le montrer s'accomplissant chez les Romains, nos maîtres et leurs disciples, absolument de même. Ce n'est pas que dans leur littérature, improvisée tout à coup par l'imitation, et où souvent se reproduisirent ensemble, un peu confusément, les âges divers de la littérature grecque, certains ouvrages ne paraissent, à certaines dates, offrir une sorte d'anachronisme ; mais, à part ces hasards de l'imitation, ces accidents littéraires, la force des choses reproduisit chez eux la succession nécessaire des poëmes gnomiques, des poëmes philosophiques et scientifiques, des poëmes descriptifs.

Aux vers gnomiques d'Hésiode (on peut, je l'ai montré, sans lui faire tort, leur donner ce nom), à ceux de Théognis, de Phocylide, de Solon, de Pythagore, à ces simples recueils, compositions d'une époque où, en Grèce, les connaissances étaient encore éparses et sans lien, répondent à Rome, dans les premiers temps de sa littérature originale et barbare, et même de sa littérature latino-grecque, ces enseignements à peu près métriques sur l'agriculture, sur la conduite de la vie, dont quelques-uns sont, a-t-on cru, du vieux devin Marcius (1); un poëme pythagoricien que, d'après Panætius, Cicéron (2) attribuait à Appius Claudius Cœcus, ce sénateur qui opina si fièrement contre Pyrrhus ; enfin, les *Protreptica*, les *Præcepta* d'Ennius, dont le titre indique assez le caractère.

Les expositions de systèmes qu'une science plus complète et mieux ordonnée substitua dans la poésie didactique des Xénophane, des Parménide, des Empédocle, aux productions décousues des gnomiques, leurs prédécesseurs, tous leurs poëmes *sur la nature*, c'en était le titre ordinaire, ont été comme représentés par l'*Épicharme* du même Ennius, et après un long intervalle, que remplissent ainsi qu'ailleurs les succès du théâtre, par le *de Naturâ rerum*, de Lucrèce. La philosophie, une des principales inspirations de la muse latine dès le temps d'Ennius, le redevint, avec un éclat singulier, au temps de Lucrèce.

Les Romains n'ont point été proprement des philosophes, mais des amateurs en philosophie; ils se sont plu à philosopher à l'exemple et avec les doctrines des Grecs, et cela de fort bonne heure. On se rappelle les succès obtenus dans la société romaine, au temps de Caton l'ancien, par les députés de la Grèce, députés philoso-

(1) Flav. Mall. Theodorus, *de Metris*, éd. Heusinger, 1755, in-4°, p. 93.
(2) *Tusc.*, IV, 2; Cf. Sallust. *de Rep. ord.*, II, 1; Prisc., Fest., Non., *passim*.

phes, représentant l'ensemble de la philosophie grecque, Diogène, Critolaüs et Carnéade. On se rappelle les décrets rendus dans l'intérêt des vieilles mœurs contre la philosophie, décrets impuissants ! La philosophie, expulsée de Rome, y rentrait avec les jeunes Romains qui étaient allés achever leurs études à Athènes, avec les Grecs familiers des grandes maisons, comme était Panætius chez Scipion Émilien, avec les livres grecs rapportés par la conquête dans le butin de Paul-Émile et de Sylla, et que de nobles Romains, comme Lucullus, livraient, dans leurs bibliothèques, à la curiosité publique, à l'étude. On s'enquérait avec ardeur des doctrines diverses débattues dans les écoles grecques ; on les agitait de nouveau dans de graves conversations ; on y cherchait, selon l'inclination des Romains, quelque chose pour la pratique. Ces entretiens que suppose Cicéron dans ses traités n'étaient pas assurément sans modèles dans la société. Alors aussi on écrivit, et beaucoup, sur les matières philosophiques ; on les traita en prose, on les traita en vers. Les vers, à cette époque d'ignorance, de curiosité, d'admiration, étaient l'instrument naturel de cette sorte d'initiation de la société romaine à la culture intellectuelle de la Grèce. De là sans doute bien des poëmes (1) d'une inspiration philosophique, que l'œuvre éclatante de Lucrèce, pour employer une de ses magnifiques expressions, a comme éteints dans sa lumière :

. . . . omnes
Restinxit, stellas exortus uti ætherius sol (2).

Les contemporains de Lucrèce n'ont pas seulement imité ces poëmes où les plus anciens philosophes de la Grèce avaient exprimé leurs idées en vers ; ils ont reproduit concurremment ces autres poëmes, d'une date plus récente, dans lesquels les habiles versificateurs de l'école alexandrine avaient eux-mêmes ingénieusement, quelquefois même poétiquement, traduit les systèmes des savants. Les compositions scientifiquement descriptives des Ératosthène, des Nicandre, des Callimaque, des Apollonius, des Aratus, ont excité l'émulation de plus d'un poëte latin, et, par exemple, inspiré assez heureusement le talent encore rude de Cicéron, l'art plus poli, mais plus froid, de Varron d'Atax.

Cicéron, qui fit de la poésie l'exercice de son jeune âge et la consolation des chagrins politiques de sa vieillesse, a donné, on le sait, des *Phénomènes* et des *Pronostics* d'Aratus une traduction qu'on peut rapporter à ces deux époques de sa vie littéraire, et qui n'est pas tout à fait indigne de l'estime qu'il avait pour elle. Il n'y paraît pas toujours trop inférieur à son élégant modèle, ni trop différent de lui-même. Il était réellement, dans un temps qui allait produire Lucrèce, le premier poëte aussi bien que le premier orateur de Rome : c'est Plutarque (3) qui l'a dit hardiment, sans tenir compte des plaisanteries impertinentes de Juvénal, de Martial, ingrats héritiers d'un art que Cicéron, après tout, avait des premiers contribué à former.

Son frère Quintus, son second en toutes choses, poëte amateur aussi, qui faisait quatre tragédies en quinze jours, comme Marcus cinq cents vers en une nuit, s'était, de son côté, exercé dans le genre didactique. On peut regretter pour sa mémoire poétique que son *Zodiaque*, du reste fort dégradé par le temps, ne se soit pas perdu avec son *Érigone* sur les routes de la Gaule, si sûres, disait plaisamment Cicéron, sous le gouvernement de César, excepté toutefois pour les tragédies (4).

(1) Voyez Cicéron, *ad Quint. fr.*, II, 11.
(2) *De Nat. rer.*, III, 1057.
(3) *Vie de Cicéron.*
(4) *Epist. ad Quint.*, III, 1, 6, 9.

Les vers, meilleurs assurément, du savant Varron sur la sphère de Ptolémée, que nos anthologies ont retirés des débris de ses *Satires Ménippées*, appartiennent au même genre d'inspiration. Il y faut encore rapporter les principaux ouvrages de l'autre Varron, Varron d'Atax, l'un des poëtes qui marquent la transition des lettres latines à ce qu'on appelle le siècle d'Auguste. C'était moins un poëte qu'un versificateur; il inventait peu, il traduisait beaucoup; *interpres operis alieni*, a dit de lui Quintilien. Au reste, si, comme l'atteste Horace, il avait peu réussi dans la satire, on estimait son *Jason*, imité des *Argonautiques* d'Apollonius de Rhodes, et l'ouvrage, où il voyageait en personne et sur la terre et dans le ciel, que les anciens désignent par les titres divers de *Cosmographia*, *Chorographia*, *Orthographia*, *Varronis Iter*, ou encore par des noms empruntés à quelqu'une de ses parties, *Varronis Europa*, *Asia*, etc. On a pensé qu'il l'avait composé d'après le grand traité d'Ératosthène, et aussi d'après le poëme intitulé *Hermes*, où ce même savant introduisait Mercure assistant au spectacle du monde et le décrivant. Quelques-uns des vers peu nombreux qui ont survécu à l'ouvrage de Varron d'Atax semblent se rapporter à cette imitation. Il y est de même question d'un observateur des phénomènes célestes, qui pourrait bien être Pythagore, car le poëte lui fait entendre cette harmonie des sphères, cette *lyre des cieux*, comme dit Lamartine, que Pythagore avait imaginée, que lui avait empruntée Platon, et dont, au temps de notre poëte, l'académicien Cicéron avait, dans sa *République*, enchanté en songe les oreilles de Scipion.

Il ne paraît pas, au reste, que Varron ait répandu beaucoup de clarté sur les obscurités de la cosmographie pythagoricienne, qu'il y ait eu le droit de dire, comme Lucrèce : *Obscura de re lucida pango Carmina*. Les ténèbres ou les lueurs douteuses de son exposition désespéraient encore, au IVe siècle, Licentius, qui écrivait lui-même assez obscurément à son ami Augustin, déjà évêque en Afrique :

« Quand je veux pénétrer dans les mystérieuses profondeurs du livre où voyage Varron, la vue de mon esprit est comme émoussée, il recule plein d'effroi devant la lumière qui le frappe. Faut-il s'en étonner? Chez moi languit l'ardeur de l'étude, quand tu ne lui tends pas la main; elle n'ose seule prendre l'essor. A peine un savant désir m'a-t-il poussé à parcourir la suite difficile des démonstrations d'un si grand homme, à en chercher, à travers leurs saints voiles, le sens caché, à apprendre de lui quels tons composent l'harmonie qui règle le chœur des astres et charme l'oreille du dieu de la foudre, que la grandeur de ces objets accable mon intelligence et l'enveloppe comme d'un nuage. Alors, tout hors de moi, j'ai recours aux figures que l'on trace sur le sable et rencontre encore d'épaisses ténèbres, en somme la cause des lumineuses révolutions de ces astres, qu'il nous montre à travers les nuages comme perdus dans l'espace (1). »

Les autres vers de Varron nous sont connus, pour la plupart, ou par Virgile, qui leur a fait grand honneur en les copiant, ou par ses scoliastes, Servius et autres, qui nous ont dénoncé son larcin. On y remarque, fort élégamment exprimés, quelques-uns de ces *pronostics* qui, avant d'arriver à Virgile par Varron, étaient venus à ce dernier, par Cicéron, d'Aratus, leur premier interprète, si toutefois c'est bien Aratus qui, pour en orner ses vers, les a le premier tirés des ouvrages météorologiques d'Aristote et de Théophraste. Varron les avait-il insérés dans sa *Chorographia?* Cela est douteux. Ces *pronostics* semblent mieux convenir à ses *Libri navales*, navigation poétique, de mers en mers, d'îles en îles, sur tous les rivages, qui lui

(1) *Licent. Carm. ad Augustinum*, 1, sqq. Voyez Wernsdorf, *Poet. lat. minor*.

avait probablement mérité de la part d'Ovide le titre de *velivoli maris vates*, et où nous savons qu'il avait décrit les signes de la tempête.

Ainsi, dans le VIIe siècle de Rome, où finissaient sa tragédie et sa comédie, laissant la place aux autres genres longtemps supprimés par leurs succès et particulièrement au genre didactique, la navigation et les voyages, la description de la terre et du ciel, les sciences géographiques, physiques, astronomiques, étaient une des préoccupations habituelles de la poésie. Cela tenait à l'influence des modèles alexandrins, les plus voisins par la date, et dont il était plus facile aussi d'enlever l'artificielle élégance. Cela tenait de plus à la mystérieuse nouveauté de ces connaissances, pour l'ignorance romaine du moins, qu'elles séduisaient par un charme encore poétique. On comprend comment plus tard Virgile se sentait de même attiré vers elles et y touchait, en passant, avec discrétion, mais avec amour.

Chose remarquable, qui tient à l'inégalité des deux sociétés auxquelles s'adressaient tour à tour, et dans leur propre langue, et dans des traductions, les poëtes alexandrins : en passant des Grecs aux Romains, moins polis, moins savants, ils devenaient, par cela même, moins exclusivement descriptifs, plus didactiques. Ils étaient, comme avaient été les poëtes philosophes, des révélateurs de la science, des initiateurs de l'ignorance à ses merveilleux secrets.

D'autres poésies didactiques de la même époque, qui avaient la littérature pour objet, et témoignaient, par cela même, du progrès de l'esprit littéraire à Rome : un poëme où Porcius Licinius écrivait bien prématurément l'histoire de la poésie latine encore à son berceau ; les inscriptions, souvent versifiées, des images recueillies par Varron dans ses *Hebdomades*, et dont bon nombre représentaient des écrivains et des poëtes ; celles du même genre, dont Atticus avait décoré son *Amalthæum*, c'est-à-dire sa bibliothèque ; le λειμών, sorte de guirlande poétique, où Cicéron avait encadré l'éloge de Térence, principale préoccupation d'un temps qui ne comptait guère d'autre grand poëte ; l'épigramme dans laquelle César, semblant répondre à Cicéron, refuse à Térence la force comique ; enfin le catalogue, en vers techniques, où Volcatius Sedigitus, que rien n'empêche de rapporter à ce siècle, a rangé, un peu arbitrairement, ce semble, les poëtes de la *fabula palliata*; tous ces morceaux, de mérite inégal, mais de sujet pareil, conduisent par une autre voie jusqu'à cette partie des œuvres d'Horace qui en semble la continuation, et où il développe, il applique en critique les règles du goût. Les grands poëtes, si originaux qu'ils soient, ne procèdent pas seulement de leur génie. Ils ont toujours, même dans les œuvres qui leur semblent le plus propres, des prédécesseurs auxquels les rattache une sorte de généalogie. L'histoire qui vient d'être retracée détruit, on l'a vu, cette espèce d'isolement glorieux où le temps, qui ne laisse guère subsister que les chefs-d'œuvre, a placé, avec le poëme *de la Nature*, *les Géorgiques* et *l'Art poétique*.

Virgile, au temps de sa jeunesse, lorsqu'il cherchait encore sa voie, avait été fort préoccupé de la gloire de Lucrèce, fort tenté de la grandeur d'un poëme où il aurait à son tour développé les phénomènes, les merveilles de la nature. Il y a de cette vocation passagère des traces frappantes dans ses *Géorgiques*, où, tout en parlant avec charme du sujet auquel il s'est restreint, il ne laisse pas de regretter éloquemment celui qu'il a quitté et ne néglige pas l'occasion de s'en rapprocher un instant, où il associe aux connaissances pratiques du simple cultivateur quelques notions savantes, magnifiquement exprimées. On se rappelle les vers dont nous montrions tout à l'heure l'imitation chez la Fontaine, et que Delille a ainsi traduits :

O vous à qui j'offris mes premiers sacrifices,
Muses, soyez toujours mes plus chères délices !
Dites-moi quelle cause éclipse dans leur cours

Le clair flambeau des nuits, l'astre pompeux des jours;
Pourquoi la terre tremble et pourquoi la mer gronde;
Quel pouvoir fait enfler, fait décroître son onde;
Comment de nos soleils l'inégale clarté
S'abrége dans l'hiver, se prolonge en été;
Comment roulent les cieux, et quel puissant génie
Des sphères dans leur cours entretient l'harmonie.
Mais, dans mon corps glacé, si mon sang refroidi
Me défend de tenter un effet si hardi,
C'est vous que j'aimerai, prés fleuris, onde pure;
J'irai dans les forêts couler ma vie obscure (1).

Ainsi donc les *Géorgiques* tiennent par certains côtés à ces compositions scientifiques imitées, à la fin du siècle précédent, de l'érudite Alexandrie Elles se rattachent, d'autre part, par des rapports plus lointains, à ces poëmes où, dans les premiers âges, se déposaient, se conservaient les notions pratiques acquises par l'expérience. Elles s'y rattachent, mais, cela était inévitable, un peu artificiellement. Au temps où écrivait Virgile, le rôle d'Hésiode, comme celui d'Homère auquel il passa ensuite, n'était plus possible que par une sorte de supposition, de convention littéraire. Après les traités de Caton et de Varron, que suivra bientôt celui de Columelle, il n'y a plus place véritablement pour l'enseignement de la vie rustique par la poésie. Cet enseignement est fictif; il s'adresse à ceux qui n'en profiteront pas, pour l'appliquer du moins. Les *Géorgiques* sont un prétexte à des peintures, pleines de vérité et de charme, de la nature et des travaux de la campagne.

Ce poëme toutefois, plus heureux que les poëmes de Delille, peut *se disculper d'appartenir au genre,* toujours quelque peu frappé de froideur, que l'on appelle *descriptif*. La description qui le remplit y est animée par un intérêt tout présent, intérêt patriotique, intérêt social. L'agriculture, ce travail de Rome naissante, d'où sont sorties ses fortes vertus et sa gloire, est impuissante même à nourrir sa décadence. Bien des causes en ont précipité le déclin : l'étendue toujours croissante des possessions, la substitution du travail des esclaves au travail des hommes libres. la transformation des terres labourables en pâturages, des fermes en maisons de plaisance, en parcs, en jardins; les dévastations de la guerre civile, la dépossession violente des anciens propriétaires remplacés par les vétérans de Sylla, de César, d'Octave, cultivateurs négligents et malhabiles. L'agriculture n'existe donc plus en Italie; il faut la remettre en honneur, la faire revivre. Virgile, qui a plaidé dans ses Églogues la cause des habitants de la campagne, plaide ici celle de la campagne elle-même, de la campagne abandonnée, devenue déserte, stérile :

Squalent abductis arva colonis.

Il a reçu cette mission de son génie, qui y est si propre :

Molle atque facetum
Virgilio annuerunt gaudentes rure Camœnæ;

« A Virgile les muses rustiques ont accordé le don des grâces touchantes, de l'exquise élégance. »

Il l'a reçue du prince qui a entrepris la tâche, impossible à la politique aussi bien

(1) Me vero primum dulces ante omnia musæ, etc.
(Virgile, *Georg.*, II, 475-486.)

qu'à la poésie, de faire revivre les mœurs primitives, les vieilles vertus. Il l'a reçue de son temps, d'une société fatiguée de guerres, de politique, de discordes, que l'ennui des jouissances du luxe précipite, en imagination du moins, vers la simplicité des champs, la vie rustique, la nature. Quel à-propos, quelle source féconde d'intérêt !

Il n'y en a pas moins, mais d'une autre sorte, dans *l'Art poétique* d'Horace et dans les belles épîtres à Auguste, à Florus, qu'il y faut associer. On doit y voir autre chose que l'industrie d'un écrivain habile, qui enferme dans des vers précis, élégants, pleins de sens et d'énergie, des idées jusque-là rebelles à l'expression poétique. Ces idées répondent aux préoccupations d'un public métromane et critique, qui compose et qui juge, qui compare avec passion les vieux poëtes et les nouveaux, comme au temps de notre guerre des anciens et des modernes, qui se partage entre les lois pures et sévères de l'art et les procédés expéditifs du métier, qui déjà met en question les principes, les règles, et applaudira bientôt aux recherches frivoles, aux excès monstrueux du mauvais goût.

On les voit poindre dans *l'Art poétique*. Quand Horace dit :

« Tel, pour relever par des merveilles ce qui lui paraît trop simple, peint un dauphin dans les bois, un sanglier dans les flots (1), »

il semble qu'il prévoie la description du déluge par Ovide. Quand il dit :

« Ce n'est pas devant le public que Médée doit tuer ses enfants, l'exécrable Atrée faire cuire des entrailles humaines (2), »

ne semble-t-il pas qu'il analyse d'avance le théâtre de Sénèque ?

Un poëme tel que *l'Art poétique* ne pouvait appartenir qu'à une époque de culture littéraire très-avancée, comme était le siècle d'Auguste, et, dans cette époque même, au moment précis qui le vit apparaître. Il faut que l'art ait épuisé les inspirations diverses qu'il reçoit de la nature sensible et de l'humanité pour chercher ainsi en lui-même une sorte de modèle abstrait, et ce modèle, pour qu'on puisse le reproduire, doit avoir été assemblé pièce à pièce par la longue pratique de la composition, le sentiment longtemps réfléchi de la vérité, de la beauté. Ajoutons que les idées dont il se compose n'ont chance d'intéresser l'imagination qu'à deux conditions seulement : d'une part, si le faux goût les conteste déjà et leur donne de l'à-propos ; d'autre part, si, bien que fondées sur l'autorité du temps et de l'expérience, elles n'ont pas été encore trop popularisées, trop vulgarisées par la critique.

L'Art poétique avait donc, comme *les Géorgiques*, sa raison d'être, son opportunité, son intérêt présent et populaire, un caractère tout opposé à ceux de ces productions artificielles que suscitent seuls, dans les littératures vieillies, le caprice, la vocation incertaine des poëtes. J'en dirai autant d'un ouvrage moitié épique, car il est rempli de récits, moitié didactique, car on n'y raconte que pour instruire, comme dans la *Théogonie* d'Hésiode : *les Fastes* d'Ovide.

Quand Rome vieillie aimait à se reporter vers son jeune âge, à s'entretenir de ses

(1) Qui variare cupit rem prodigialiter unam,
Delphinum silvis appingit, fluctibus aprum.
(*Ad Pison.*, v. 20.)

(2) Ne coram populo pueros Medea trucidet,
Aut humana palam coquat exta nefarius Atreus.
(*Ad Pison.*)

lointaines et fabuleuses origines, un poëme qui les expliquait savamment, ingénieusement, élégamment, était un ouvrage de circonstance appelé par le vœu du public. Aussi l'idée en vint-elle à plus d'un écrivain. Properce l'avait commencé; c'est des débris de cette œuvre que se compose en grande partie son quatrième livre. Il en donne le programme dans ce vers :

Sacra diesque canam et cognomina prisca locorum (1).

Après lui, Sabinus avait aussi entrepris de faire la même chose, mais n'avait pu la mener à fin.

..... Imperfectumque dierum
Deseruit celeri morte Sabinus opus (2),

a dit Ovide, qui ne fut pas plus heureux, à qui ses malheurs ne permirent pas d'achever une œuvre si propre à intéresser le patriotisme rétroactif, la piété officielle de l'empire, son goût d'archéologie nationale.

Il y a le poëme didactique badin, comme il y a l'épopée badine. Ennius, dans un temps où l'intempérance romaine avait déjà commencé, Ennius, ami lui-même du vin et de la table, avait pu, en face de Caton, imiter avec convenance et intérêt *la Gastronomie* d'Archestrate, écrire ses *Phagetica*. De même Ovide, au sein de ce loisir sensuel que le pouvoir absolu faisait aux Romains, ces anciens cultivateurs, ces politiques, ces guerriers devenus hommes de plaisirs et coureurs d'aventures galantes, Ovide écrivait aussi, sous la dictée du public, son *Art d'aimer*, ses *Remèdes d'amour*.

En dehors de ces productions animées d'une vie véritable, on ne rencontre plus que l'œuvre morte d'un art industrieux qui s'applique assez indifféremment à toutes choses, leur demande sans fin le sujet d'élégantes, d'agréables, mais froides descriptions. C'est pour décrire qu'Ovide traite de la pêche, Gratius de la chasse, Macer des abeilles, des oiseaux, des venins de certains animaux et de leurs remèdes, des plantes médicinales; Pedo Albinovanus, qu'Ovide appelle *sidereus* (3), peut-être de l'astronomie, Manilius de l'astrologie; plus tard, Columelle, trompé par un regret de Virgile, des jardins, et un autre contemporain de Sénèque, qui était en même temps son ami, son correspondant, Lucilius, de l'Etna, que Virgile semblait avoir suffisamment décrit, et dont devaient s'occuper tant de poëtes après lui.

Omne genus rerum doctæ cecinere Sorores.

« Il n'est rien que n'aient chanté les doctes Sœurs, »

s'écria Manilius, ce qui peut s'interpréter ainsi : « Il n'est rien que nous n'ayons décrit. » Le même Manilius rappelait avec enthousiasme les productions descriptives de Gratius et de Macer :

« Tel chante les oiseaux au plumage bigarré, la guerre portée chez les bêtes sauvages; tel les serpents venimeux, les plantes malfaisantes, les simples qui rendent la vie (4). »

(1) *Eleg.*, IV, 1, 69.
(2) Ovide, *Ex Pont.*, IV, XVI, 15.
(3) *Idem, ibid.*, 6.
(4) Ecce alius pictas volucres et bella ferarum,
Ille venenatos angues, hic nata per herbas
Fata refert, vitamque sua radice ferentes. (*Astron.*, II, 43.)

Nous avons quelques-uns de ces ouvrages, sauvés par certains mérites de composition et de style, qui ne sont pas indignes d'attention et d'estime; mais combien le temps nous en a ravi ou épargné d'autres, fruits de cette intempérance descriptive qui se déclara dès le temps d'Ovide et dont Ovide s'est fait l'historien dans quelques vers, qu'on croirait vraiment contemporains de l'école d'Oppien ou de celle de Delille!

Delille, dans son *Homme des champs*, qui n'est point celui de Virgile, qui n'habite point une ferme, mais un château, qui y vit au sein d'un loisir seigneurial, peint les jeux de la veillée, les cartes, le billard, le trictrac, les dames, les échecs, tout cela curieusement, avec une dextérité de style et de versification à laquelle nous sommes devenus fort insensibles, mais qui charmait alors. Chaque époque a ses modes, même en littérature. Il n'y avait pas longtemps que le jésuite Cerutti avait fait tout un poëme sur les échecs, et défini ainsi, je crois, la marche des pions, dans un vers fort admiré :

Ils avancent de front et frappent de côté.

Eh bien ! au temps d'Ovide, qui avait vu Virgile et avait entendu Horace, il se trouvait déjà des poëtes, et en grand nombre, qui abusaient absolument de même du talent de versifier et de celui de décrire. Ovide cite leurs traités poétiques sur les arts les plus futiles, pour se justifier lui-même d'avoir écrit *l'Art d'aimer* (1).

« D'autres ont enseigné dans leurs vers les règles des jeux de hasard, de ces jeux auxquels ne pardonnait guère la sévérité de nos aïeux. Ils ont dit quelle est la valeur des dés, par quel mouvement du cornet on peut composer le coup divers de Vénus, éviter le fatal coup du chien;

« Combien de points portent les tessères; comment, à l'appel du chiffre le plus fort, il faut les lancer sur la table; dans quel ordre, les ramassant, il faut les remettre à son adversaire (2);

« Comment on doit faire avancer en droite ligne ses soldats colorés, prendre garde qu'ils se hasardent entre deux ennemis et périssent dans la rencontre, les soutenir à propos, les retirer au besoin, assurer par un prudent concours leur retraite. »

Ovide avait lui-même plus d'une fois décrit ce jeu stratégique dans *l'Art d'aimer*, où ces sortes de divertissements jouent leur rôle :

« Comment, sur le damier, où sont disposées trois à trois de petites pierres polies, on fait arriver jusqu'au fond, sans interruption dans leur marche, les pièces de son jeu.

(1) *Sunt aliis scriptæ*, etc. (*Trist.*, II, 471 sqq.)

(2) Ainsi est entendu par Burmann ce passage très-obscur. Selon son interprétation, ces poëtes didactiques auraient donné une de ces leçons malhonnêtes que promet, dans *le Joueur* de Regnard, M. Toutabas, le professeur de trictrac :

En suivant mes leçons, on court peu de hasard.
Je sais, quand il le faut, par un peu d'artifice,
Du sort injurieux corriger la malice;
Je sais, dans un trictrac, quand il faut un sonnez,
Glisser des dés heureux ou chargés ou pipés;
Et quand mon plein est fait, gardant mes avantages,
J'en substitue aussi d'autres prudents et sages,
Qui, n'offrant à mon gré que des as à tous coups,
Me font en un instant enfiler douze trous.

« Enfin, pour achever ce détail, ils ont enseigné tous ces jeux où nous perdons le bien le plus précieux, notre temps(1). »

L'énumération de toutes ces compositions didactiques si peu sérieuses n'est point terminée :

« Un autre dit les formes diverses de la balle et comment on la lance, un autre l'art de la nage, un autre celui du cerceau.
« Il en est qui ont appris à composer les couleurs de son visage. »

Ovide n'était pas non plus tout à fait innocent à cet égard, lui qui avait écrit ses *Medicamina faciei* (nous en avons quelque chose), et qui en avait parlé si magnifiquement :

« J'ai moi-même traité des préparations qui entretiennent votre beauté dans un livre bien petit, sans doute, mais de grande importance (2). »

Mais il est temps de clore avec lui cette longue revue :

« Tel a écrit le code de l'hospitalité, des repas ; tel a traité de l'argile dont se fait la poterie, de la pâte la plus propre à conserver le vin frais.
« On s'égaye volontiers par de telles compositions aux jours fumeux de décembre, et jamais elles n'ont causé la perte de personne. »

Ces vers sont vraiment caractéristiques ; ils révèlent à quels excès descriptifs était arrivée, dès le temps d'Auguste, chez les Romains comme chez les Grecs, comme chez nous, la poésie didactique. Là aussi, après avoir, d'abord dans des poëmes gnomiques, ensuite dans des poëmes philosophiques et scientifiques, tantôt recueilli avec un art naïf, pour l'éducation d'une société naissante, les notions éparses de l'expérience, tantôt initié plus régulièrement une société plus polie aux systèmes des penseurs et des savants, le genre didactique aboutissait inévitablement à l'ingénieux et élégant mensonge de leçons sans disciples, simples thèmes de style et de versification pour des talents désœuvrés, frivoles et froids amusements d'une société blasée.

PATIN.

(1) *De Arte amandi*, II, 207; III, 357. — Ses vers rappellent ceux de Delille sur les échecs :

Plus loin, dans ses calculs gravement enfoncé,
Un couple sérieux qu'avec fureur possède
L'amour du jeu rêveur qu'inventa Palamède,
Sur des carrés égaux, différents de couleur,
Combattant sans danger, mais non pas sans chaleur,
Par cent détours savants conduit à la victoire
Ses bataillons d'ébène et ses soldats d'ivoire.

(2) *De Arte amandi*, III, 205.

DE LA POLITIQUE

DU

CALVINISME EN FRANCE.

DUPLESSIS-MORNAI (1).

Au mois d'août de l'année 1572, un jeune gentilhomme de vingt-trois ans, arrivant d'un long voyage à travers l'Europe, remit à l'amiral de Coligny un mémoire sur la guerre contre l'Espagnol, qui semblait alors prochaine et inévitable. L'auteur développait en quelques pages, avec une merveilleuse autorité de raison et de langage, les éléments d'une politique nouvelle pour la France. « Afin d'entretenir la paix au dedans, il faut, disait-il, entreprendre une guerre au dehors, et, comme les bons politiques ont fait de tout temps, mettre un ennemi en tête au peuple françois aguerri par cinquante années de troubles, de peur qu'il ne devienne ennemi à soi-même; mais il faut que cette guerre soit juste, facile et utile, et telle n'en voit-on aujourd'hui que contre le roi d'Espagne. »

La puissance espagnole envahissait le monde, appuyée sur l'empire et sur la papauté; la monarchie universelle, qui pour Charles-Quint n'était qu'un rêve, devenait une espérance pour Philippe II. Eh bien! ce gentilhomme de vingt-trois ans avait osé mesurer d'un œil ferme cette grandeur formidable, et, mettant au service d'une raison droite et élevée une profonde connaissance de l'histoire, il avait trouvé le côté vulnérable de ce colosse. L'Espagne, en effet, s'affaiblissait par sa grandeur même, ses membres démesurés appauvrissaient son corps; la Péninsule ibérique se dépeuplait pour occuper ses immenses colonies; Naples, la Sicile, le Milanais, demandaient des garnisons nombreuses contre le Turc et contre les populations elles-

(1) *Duplessis-Mornai*, par M. Joachim Ambert. 1 vol. in-8°.

mêmes, toujours impatientes du joug étranger. L'heure était donc favorable pour attaquer et pour abattre la puissance de Philippe II; mais cette heure passagère, il fallait se hâter de la saisir. L'auteur du mémoire démontrait avec un rare bon sens que la France devait surprendre l'Espagne sur un seul point, et que ce point était la Flandre. En effet, ces belles et riches provinces de Flandre, ouvertes à toutes les invasions, étaient aussi voisines de Paris qu'éloignées de Madrid, ce qui les rendait à la fois les plus dangereuses des possessions espagnoles et les plus faciles à attaquer. D'ailleurs le peuple des grandes cités, Bruges, Gand, Liége, Ostende, s'agitait sous l'implacable oppression des gouverneurs espagnols; le roi Philippe II, en lui extorquant ses priviléges, l'avait réduit à un sombre désespoir qui n'attendait qu'une étincelle pour éclater en révolution. La noblesse, épuisée par les guerres, ne pouvait ni ne voulait agir vigoureusement en faveur des Espagnols. Le Turc, qui envahissait la Hongrie, appelait vers les frontières toutes les forces de l'Autriche; enfin les Anglais, si directement intéressés au commerce des Pays-Bas, et qui dans toute autre occasion n'auraient pas souffert que cette riche contrée où s'alimente leur industrie devînt une province française, les Anglais à cette heure étaient engagés dans une guerre à outrance avec l'Espagne, et le danger qui les menaçait était assez pressant pour faire taire leur jalousie. La France devait profiter de ce rare concours de circonstances, se mettre en campagne sans retard, surtout sans hésitation. Rassemblant toutes ses forces à l'abri des places-frontières, elle pouvait s'élancer presque à l'improviste dans les plaines de Flandre, tendre la main au prince d'Orange, qui, du fond des marais de la Hollande, faisait trembler Philippe II, et, par une habile et juste politique, profiter des premiers avantages de cette irrésistible invasion pour rendre aux grandes communes flamandes tous leurs priviléges et immunités confisqués par l'Espagne. Sûre désormais de l'appui de ces vastes et riches cités, entrepôts du commerce du monde, l'armée française pouvait pénétrer au cœur du pays. Ici le jeune politique, par une sorte d'intuition de la stratégie moderne, conseillait au roi de faire agir ses troupes par masses et de frapper sur-le-champ un grand coup, au lieu d'éparpiller l'armée en détachements autour de toutes les bicoques de la frontière, suivant l'usage général de ce temps. L'Espagnol, sans appui dans le pays et presque sans retraite, voyant la mer fermée par les *Gueux* et les Anglais, l'Allemagne barrée par les princes protestants, était obligé d'accepter, dans les circonstances les plus défavorables pour lui, une bataille décisive. Le roi de France, maître de la Flandre, reculait ses frontières jusqu'à la Meuse, et devenait le protecteur naturel des princes protestants de l'Allemagne, de la Hollande, de la Suède et du Danemark; il rétablissait l'équilibre du monde compromis par l'ambition espagnole, et accomplissait l'œuvre héroïque de François Ier.

Le jeune homme qui déroulait sous les yeux du roi les plans d'une si haute politique s'appelait Philippe de Mornai, sieur du Plessis. L'amiral de Coligny, son protecteur et son coreligionnaire, présenta le mémoire au roi Charles IX. Ce qu'il y avait dans ce plan à la fois de sage et de hardi n'échappa point à l'esprit élevé de ce prince. Charles IX hésita même quelques jours; mais l'influence de sa mère et de ses conseillers, Italiens ou Lorrains, l'emporta sur la grande pensée patriotique patronée par le parti calviniste, et la cloche du palais sonna la Saint-Barthélemy. L'amiral étant mort avec tous ses vieux capitaines, le roi de Navarre et le prince de Condé, contraints d'abjurer leur foi pour sauver leur vie, et retenus captifs dans les délices énervantes du Louvre, le calvinisme semblait devoir succomber. Heureusement un principe ne meurt pas d'une perte de sang. Le calvinisme se transforma; de l'aristocratie il descendit dans les classes bourgeoises, et jeta rapidement les bases d'une puissante organisation sociale. Duplessis-Mornai, échappé comme par miracle au massacre de la Saint-Barthélemy, dirigea ce nouveau mouvement des esprits, qui

marchaient à la conquête de la liberté civile. Coligny, le chef militaire du calvinisme, avait suivi de près dans la tombe son chef religieux. Duplessis-Mornai devint son chef politique ; il représente dans l'histoire une face nouvelle de la réformation, et la plus intéressante à coup sûr pour nous, l'organisation sociale, l'application civile.

C'est ce rôle politique de Duplessis-Mornai, c'est cette phase intéressante et peu connue de l'histoire du calvinisme, que nous voudrions retracer. La vie publique de Duplessis-Mornai a été le sujet d'une étude estimable à beaucoup d'égards, et malheureusement incomplète. L'auteur, M. Joachim Ambert, a un peu négligé dans Duplessis le politique pour s'occuper surtout du soldat et du gentilhomme. « Qu'on ne cherche point ici, dit-il avec une noble franchise, la profondeur de vues, le charme du style, ce qui fait l'art et la science de l'homme de lettres : le cœur a dicté ces pages; elles ont été écrites avec cet élan que nous donnons tous au bonheur. C'était bonheur, en effet, que la résurrection d'une si belle vie, vie d'étude et de guerre, vie pleine, complète, utile, à laquelle il ne manque pas même l'auréole du martyr. » Il faut cependant savoir se dérober au charme de cette vie guerrière pour mieux apprécier le mouvement politique et religieux dont Duplessis-Mornai est le représentant. Il faut s'élever un moment au-dessus des actions de l'homme pour saisir les influences qui les expliquent et les idées qui les dominent.

I

Dans le calvinisme, l'idée doit être distinguée de l'instrument. Calvin n'a pas réussi, en France, à faire triompher sa croyance, mais il a fondé la liberté de croire. Sa croyance était absolue, exclusive, comme toutes les religions doivent l'être; sa politique a été juste et tolérante. Son dogme est basé sur la grâce; mais, pour soutenir ce dogme, il s'est appuyé sur le libre arbitre, sur la raison humaine. Ainsi, c'est l'instrument même qui a survécu à l'œuvre que Calvin prétendait servir ; le libre arbitre est aujourd'hui le résultat le plus précieux du calvinisme, dont il n'est cependant pas l'essence, et le dogme victorieux de la raison, se substituant peu à peu aux croyances primitives des réformateurs, a fait de leur religion même une sorte de philosophie, si bien que le rationalisme, à tort ou à raison, ce n'est pas ici le lieu de l'examiner, est devenu aujourd'hui, dans la plus grande partie de l'Europe, le fond de la croyance des réformés.

Calvin a évangélisé par la foi, par la grâce, si l'on peut s'exprimer ainsi, mais il a organisé par la raison ; il a fait de la raison humaine la base de toute une politique qui peut se résumer en deux mots : au dedans, liberté civile, c'est-à-dire justice ; au dehors, équilibre européen, c'est-à-dire paix. Calvin n'est donc pas seulement un chef religieux, un simple sectaire : c'est un des plus puissants organisateurs dont le monde ait gardé l'empreinte. Sans parler ici de cette petite ville de Genève, une bourgade des montagnes, devenue, sous son souffle vraiment créateur, une des métropoles de l'esprit humain, personne ne peut méconnaître l'influence souveraine du calvinisme dans quelques États modernes parvenus si rapidement à de hautes destinées, les cantons suisses, par exemple, la Hollande, l'Angleterre, la Prusse même et les États-Unis d'Amérique, qui sont l'application la plus directe et la plus vraie de l'idée calviniste. Ce qu'on ne connait pas assez peut-être, c'est l'action de Calvin sur la société française, sur toute une génération d'hommes à la fois passionnés et austères, qui semblent formés à la même image, et portent tous dans leur esprit et dans leurs mœurs le sceau d'une même pensée et comme l'empreinte d'une même main. La démocratie calviniste, si peu connue et si digne de l'être, cette classe intelligente,

éclairée, courageuse, qui fut si promptement initiée aux mœurs constitutionnelles dans ses assemblées de la Rochelle, de Gergeau, de Grenoble, où elle traitait d'égal à égal avec les grands seigneurs, les princes et le roi, procède directement et exclusivement de la pensée calviniste. C'est Calvin qui a inspiré sa foi et mûri sa raison, c'est son esprit qui dicte les décisions de sa politique à la fois calme et hardie, et c'est sa belle langue qui retentit encore en échos puissants à la tribune des synodes.

Sans doute, l'esprit de justice et de liberté existait en France bien avant le calvinisme, seulement il existait dans la commune et non dans l'État. Cet esprit procède du christianisme pour les peuples, et pour les hommes de la conscience humaine; au moyen âge même, il s'était conservé dans le midi de la France par les traditions municipales romaines, et dans le nord par l'affranchissement des communes. Le calvinisme lui donna la solidarité, le lien qui lui manquait; il réunit en faisceau les forces isolées, imprima une même direction aux mouvements jusque-là irréguliers des esprits et des populations, enfin il organisa la démocratie en France, si bien que, deux siècles après, le tiers état, appelé par la force des événements à gouverner le pays, put dire à son tour : *L'État c'est moi*. Le calvinisme lui avait donné la première éducation gouvernementale, il lui avait appris à s'estimer lui-même, ce qui est la première condition de la force et la plus sûre garantie du succès. C'est cette action mal expliquée du calvinisme qu'il faut essayer de définir et de faire comprendre, non point par des commentaires, mais par les événements mêmes.

L'histoire des assemblées calvinistes, qui sont une des origines de notre droit politique et de notre liberté civile, cette histoire si féconde en enseignements, n'a jamais été entreprise en France; mais la politique de ces assemblées, leur foi comme leur sagesse, semblent se résumer en Duplessis-Mornai, et l'on retrouve dans ses œuvres comme dans sa vie l'expression la plus exacte et la plus élevée des idées calvinistes du XVI[e] siècle. Duplessis-Mornai, pendant cinquante ans, a combattu sans relâche dans les conseils des rois, dans les livres écrits pour le peuple, dans les remontrances adressées aux états généraux, dans la correspondance des personnages les plus illustres; il a combattu, avec la plume et avec l'épée, pour la tolérance religieuse, la liberté civile, l'équilibre européen.

La politique calviniste, telle qu'on la trouve résumée dans les écrits de Duplessis-Mornai, avait un double programme : elle embrassait à la fois les questions extérieures et intérieures qui, à cette époque, préoccupaient la France. La première partie de ce programme, celle qui touche aux affaires extérieures, fut exposée nettement dans un mémoire présenté par Mornai à Henri III, quelques années après l'avénement de ce prince. Mettant à profit un des rares intervalles de calme qui semblaient n'éclairer la France que pour lui montrer toute l'horreur de sa position et l'étendue de ses maux, Mornai développe dans ce mémoire un nouveau plan d'agression contre l'Espagne, dont la puissance venait de s'agrandir encore par l'adjonction du Portugal et de ses immenses colonies. Le *Discours sur les moyens de diminuer l'Espagnol* est une des conceptions les plus vastes et les plus hardies de la politique moderne. Cette fois, ce n'est pas en Flandre que se circonscrit le génie de l'auteur, il embrasse, il enveloppe l'univers entier, l'ancien et le nouveau monde. Ce discours révèle une connaissance de la géographie politique et de la carte militaire des deux continents qu'on admirerait aujourd'hui même dans un homme d'État.

En présence de l'Espagne, qui s'agite pour absorber l'empire et veut s'associer avec la papauté pour se partager le monde, l'auteur démontre nettement quels sont les vrais intérêts, les vrais alliés de la France. C'est sur les princes protestants qu'il lui conseille de s'appuyer pour tenir tête à l'Espagne et à l'Autriche. La France, en nouant une étroite alliance avec le roi de Danemark, peut fermer le Sund à l'Espagne, qui reçoit par ce détroit les blés de Russie pour les Pays-Bas, le bois, le goudron

pour sa marine, les salpêtres pour son armée. Sur un autre point, elle peut encore susciter des embarras sérieux à l'empire de Charles-Quint. Quatre galères et autant de fustes suffiraient, avec l'alliance de la Turquie et l'assistance des corsaires de Provence, pour assurer à la France la possession de l'île de Majorque, et lui permettre ainsi de couper les communications de l'Espagne avec Naples et la Sicile. Duplessis-Mornai développe ensuite une conception d'une hardiesse et d'une simplicité également admirables. Il faut, dit-il, envoyer quatre mille hommes à l'isthme appelé Darien, entre Panama et le port de Dios; « par ce moyen, on auroit l'une et l'autre mer, séparées d'un très-étroit détroit de terre, et de là se peut aller aux Moluques sans circuir l'Afrique, et ne faudroit craindre, avec un peu de bonne conduite, que l'Espagnol nous en chassât jamais, car le François est aussi paré pour secourir ledit pays que l'Espagnol, et aurons plutôt levé mille hommes tant de main que de manœuvres pour telle navigation, que lui cent. »

Cela fait, il reste à atteindre l'Espagne dans une des sources les plus fécondes de sa richesse, dans le commerce des Indes. Duplessis-Mornai propose au roi de France de favoriser l'indépendance des colonies portugaises, qui refusèrent, longtemps après que Philippe II eut réuni le Portugal à la couronne d'Espagne, de se soumettre au joug castillan. Il faudrait pour cela ouvrir aux produits des Indes une voie plus courte et plus facile que celle du détroit de Gibraltar. Les marchandises des Indes, épiceries, drogues, pierres précieuses, étaient obligées de longer tout le continent africain pour descendre sur les côtes d'Espagne; le roi Philippe tenait ainsi sous sa main la plus belle partie du commerce du monde. Le marché espagnol de Cadix ou de Naples alimentait tout le midi de l'Europe, et les États du Nord venaient s'approvisionner dans les riches entrepôts des Pays-Bas. Ce trafic, auquel nul autre n'était comparable en toute la chrétienté, enrichissait les populations espagnoles, et, en rendant l'Europe entière tributaire des marchés de Cadix et de Gand, assurait au gouvernement de Philippe les plus puissants moyens d'influence dans les affaires intérieures des divers États. Enlever à l'Espagne le commerce des Indes, déterminer la révolte des anciennes colonies portugaises et enrichir les ports français de la Méditerranée, tel est le but que Mornai indique à la France; le plan qu'il expose pour l'atteindre est vraiment digne d'un grand peuple.

La France est l'alliée naturelle de la Turquie; elle peut obtenir du grand sultan, ennemi acharné de l'Espagne, qu'il ouvre la mer Rouge et le passage de l'isthme de Suez au commerce de l'Inde. Les vaisseaux chargés des produits précieux de la presqu'île indienne arrivent dans peu de jours et, suivant l'expression de Mornai, peuvent « cingler tout d'un vent » jusqu'à l'entrée du golfe Arabique. Ils suivraient la mer Rouge jusqu'à Suez, et là des chameaux transporteraient en six jours les marchandises à Damiette et à Alexandrie, où les flottes de Venise et de Marseille viendraient les prendre. La Turquie consentirait facilement à un transit qui doit l'enrichir; les vice-rois des Indes verraient dénouer avec joie la chaîne qui les lie à l'Espagne. Venise trouverait assez d'avantages à ce commerce pour s'attacher désormais à la politique française, enfin Marseille et tous les ports français verraient s'ouvrir l'ère de la plus brillante prospérité. « Et cette entreprise n'exige ni grands frais, ni grand'peine, remarque Duplessis-Mornai; une négociation d'un an la peut mettre à fin. »

Ainsi, en résumant les propositions diverses développées dans ce mémoire, on voit que Duplessis-Mornai indiquait plusieurs moyens aussi simples que puissants pour réduire et briser la suprématie de l'Espagne. La France alliée avec le Danemark pouvait fermer le Sund qui alimentait la marine espagnole. Alliée avec la Turquie, elle pouvait ouvrir au commerce des Indes l'isthme de Suez. Alliée avec les princes protestants de l'Allemagne, elle pouvait enlever l'empire à l'Autriche. Enfin deux

expéditions faciles et rapides pouvaient la rendre maîtresse du détroit de Gibraltar et de la Méditerranée par l'occupation de Majorque, et des deux océans Atlantique et Pacifique par un établissement à l'isthme de Panama. Que serait-il avenu si une pareille politique avait été suivie par la France? à quel degré inouï de prospérité notre nation ne se serait-elle pas élevée, puisque la Hollande et l'Angleterre sont devenues des puissances de premier ordre par l'application des mêmes principes, par le développement des mêmes idées de politique extérieure! Tout l'édifice de leur grandeur commerciale n'a pas d'autre base que la politique calviniste.

Donner un aliment aux forces vives des nations, c'est un axiome qu'on refuse trop souvent d'appliquer. La France, au lieu de s'agrandir au dehors par le commerce et les colonies, continua à s'entre-déchirer dans les guerres civiles; la France resta sourde aux prophéties, et on peut dire, pour parler le langage du temps, qu'elle lapida les prophètes; mais l'histoire ne peut refuser aux calvinistes le noble privilége, si chèrement expié, d'avoir pressenti la vérité et d'avoir soutenu la bonne cause, celle de la liberté civile et de l'indépendance nationale. Ils furent véritablement Français, et c'est à ce titre surtout qu'ils ont droit aux sympathies de la postérité impartiale. On éprouve une sorte de consolation, au milieu du triste tableau des fautes et des désastres de la politique française au XVIe siècle, en songeant que les conseils qui mirent la France si près de sa perte furent donnés par des bouches étrangères et inspirés par des intérêts étrangers. Ce sont des Lorrains, des Italiens, des Espagnols, qui conseillèrent la Saint-Barthélemy; et quand par un effort inouï la France se redressa sur le bord de l'abîme où elle se sentait précipitée, ce fut l'instinct de sa nationalité qui la sauva. Henri IV, appuyé sur les sympathies populaires, put s'asseoir sur ce trône promis à la famille de Philippe II. La France dut ses malheurs aux étrangers et son salut aux Français, précieux enseignement de l'histoire! Les nationalités portent en elles des ressources inattendues, qui surmontent tous les périls quand elles sont bien dirigées. Les nations libres d'agir se sauvent elles-mêmes, car il y a pour les peuples comme pour les hommes une conscience infaillible du juste et de l'injuste, du bien et du mal.

II

Duplessis-Mornai nous a laissé, dans ses lettres et dans ses mémoires, tous les éléments du système gouvernemental que le calvinisme voulait appliquer à la France; ce système est aussi digne de l'attention de la postérité que les conceptions hardies de sa politique extérieure. Ce qui distingue essentiellement le calvinisme, c'est son esprit de nationalité; l'indépendance qu'il réclame pour la raison de chaque homme, il l'étend à la patrie, et, si je puis me servir de ce terme, il développe à son plus haut degré l'individualité des peuples. Dans tous les pays calvinistes, en Angleterre, en Hollande, en Suisse, l'amour de la nationalité est le sentiment le plus profondément gravé au fond de tous les cœurs, c'est le culte sacré également professé par les faibles et par les forts, par les grands et par les petits. Il y a là quelque chose du *civis romanus sum*, et c'est le secret de bien des prodiges que les lois naturelles des sociétés ne suffiraient pas à expliquer.

La France du XVIe siècle tendait à se décomposer : l'Espagne pénétrait dans toutes les affaires du royaume et imposait sa domination superbe; les Lorrains favorisaient de toutes leurs forces le démembrement de la France, espérant y gagner un trône; le peuple, en un mot, mettant son espoir dans Rome et dans l'Espagne, était beaucoup plus catholique que Français. La féodalité semblait renaître, et chaque province réclamait son indépendance : le duc de Mercœur était souverain en Bretagne, comme

Nemours à Lyon, Mayenne en Bourgogne, Montmorency en Languedoc, d'Épernon en Provence, Balagny à Cambrai, Caseaulx à Marseille; le parti calviniste, violemment rejeté de l'État, occupait un tiers de la France, depuis le Dauphiné jusqu'à la Loire. La Rochelle, Montauban, Nîmes, se gouvernaient en républiques et battaient monnaie. Le roi de Navarre possédait, avec le Béarn, le Bigorre, le Lauraguais, l'Armagnac, le Rouergue, le Limousin. Henri III se trouvait réduit à la royauté de Charles VII, et il n'avait pas la foi de Jeanne d'Arc pour ressusciter la France. Le calvinisme entreprit cette tâche, et c'est à ses héroïques efforts, à ses combats incessants, à sa polémique ardente, victorieuse, que la France doit son indépendance, son intégrité. Sans le calvinisme, Henri IV ne serait pas monté sur le trône, et la France ne serait plus France; c'est toujours sous l'invocation de ce nom sacré que le calvinisme a combattu; à chaque page de ses éloquents pamphlets, Duplessis-Mornai demande au peuple de se souvenir qu'il est Français et que tous les ennemis du roi sont étrangers, Lorrains, Italiens ou Espagnols. C'est ce drapeau qui a vaincu et qui a rallié la bourgeoisie et le parlement de Paris autour du trône de Henri IV. « Peuple (s'écrie Duplessis), on veut vendre à l'Espagnol notre pays et chasser la France hors de la France pour y faire les logis de la Lorraine et de l'Espagne. Si on tient le roi Henri pour suspect, si on tâche par tous les moyens de le rendre odieux, c'est qu'il est le vrai sang de France, c'est qu'il est né l'ennemi, et à très-grand droit, de la nation d'Espagne. Que ce qu'il y a de reste de la France en France se rallie et se rejoigne contre cette conjuration maudite (la Ligue). Qu'on n'oye plus entre nous les noms de papiste et d'huguenot, noms ensevelis par les édits de la paix; que pour tout il ne soit plus parlé entre nous sinon d'Espagnols et de François... Le sang court au cœur et le bras pare la tête dès qu'il ressent le danger, dès qu'il aperçoit le coup venir; soyons tous unis, rangeons-nous au roi. » Tel était le langage du calvinisme, tandis que les états de la Ligue recevaient avec acclamations l'ambassadeur d'Espagne dans leur sein et offraient le trône de France à l'infante Claire-Eugénie. L'ambition mal satisfaite de Mayenne épargna à Paris la honte de saluer pour la seconde fois un roi étranger, mais l'épée des calvinistes, et plus encore leur plume, protégèrent toujours l'honneur et l'indépendance de la patrie. C'est leur plus beau titre de gloire.

Henri IV, en abjurant le calvinisme, avait surtout pour but de rallier à sa personne un parti considérable, formé par les parlementaires, la petite noblesse et la haute bourgeoisie, et qui s'établissait en médiateur entre les deux grands principes ennemis, la réforme et la Ligue. Ce parti qu'on appela le parti des *politiques*, parce qu'il avait de l'habileté et point de passion, chose rare en ce temps, approuvait les idées du calvinisme sur l'indépendance de l'État, la nationalité et la tolérance civile, mais il se rattachait fortement au catholicisme par le respect, et, on pourrait presque dire, le culte des traditions et de la chose établie. Il crut avoir trouvé un expédient merveilleux pour désarmer à la fois le fanatisme de la Ligue, le patriotisme intraitable des huguenots et l'ambition de l'Espagne, en offrant la couronne à un prince français, mais catholique, le cardinal de Bourbon. Henri IV eut sérieusement peur de cette combinaison, et se hâta, comme il le disait, de « faire le saut périlleux. » Son adresse et son or le servirent si bien, qu'il gagna à sa cause le parti des politiques, et les portes de Paris lui furent ouvertes.

Les calvinistes avaient conduit Henri IV jusqu'au pied du trône, Henri les quitta pour y monter. Son projet d'abjuration approuvé par Rosni qui appuya sur ce sacrifice sa faveur naissante, fut vivement et énergiquement combattu par Duplessis-Mornai. Jusqu'à ce jour Duplessis avait été en quelque sorte l'unique conseiller du nouveau roi, il écrivait toutes ses dépêches aux cours étrangères, tous ses manifestes au peuple français ; il était dans le monde l'organe respecté du roi de Navarre et son bras droit dans la bataille. Henri IV, en abjurant le calvinisme, éloigna Duplessis

de ses conseils, et, comme la reconnaissance est surtout pesante au cœur des rois, il n'eut plus pour son ancien et fidèle ami qu'une sorte de respectueuse défiance. Henri IV avait dit : « Paris vaut bien une messe. » — « Ce matin, écrivait-il à sa maîtresse, je ferai le saut périlleux. » Il cherchait évidemment à s'étourdir sur la gravité de sa démarche par une insouciance toute française et par une jactance un peu gasconne. Duplessis croyait que les gouvernements devaient donner au peuple des leçons de moralité et qu'il y avait un grave danger pour l'avenir à faire bon marché de sa conviction, à ériger l'inconséquence en système.

La royauté a besoin de respect, c'est là son égide, et le calcul de Henri IV était trop évident pour ne pas blesser toutes les consciences. Le parti catholique manifesta hautement son dégoût et son indignation ; les calvinistes gémissaient en silence, et la présence de l'ennemi les retenait seule autour de leur roi. Henri IV ne gagna pas les cœurs par son abjuration et Paris par une messe ; il acheta son royaume pièce à pièce, à beaux deniers comptants, et, profitant avec habileté de l'indignation de la bourgeoisie contre le joug espagnol et du mécontentement de Mayenne, il détacha un à un tous les hommes importants du parti de la Ligue, les attirant avec des faveurs et des écus, semant habilement l'or, prodiguant les titres et surtout les promesses. Il engagea dans cet effort décisif toutes les ressources du royaume, et déploya dans la scabreuse négociation de plus de cent traités particuliers une connaissance du cœur humain et des nécessités de la situation digne de sa pénétration méridionale et affligeante pour les amis de l'humanité.

Cependant Henri IV ne réussit pas dans cette œuvre de conciliation ; le parti catholique ne désarma jamais ses justes défiances, et le parti calviniste ne pouvait pas lui pardonner ce qu'il appelait une trahison. Les assassinats, dernière expression du fanatisme, se multipliaient contre lui. Rome, après avoir longtemps fait attendre son pardon, lui imposait les conditions les plus cruelles : recevoir le concile de Trente, rappeler les jésuites, exterminer l'hérésie. Henri se sentait entraîné peu à peu dans les errements de ses prédécesseurs ; les édits de la Ligue contre les réformés étaient encore la loi de l'État, et, si la clémence du roi les suspendait quelque temps, la bonne volonté d'un homme n'était pas pour tout un parti une garantie suffisante. Le roi restait sourd aux prières incessantes des assemblées calvinistes et des synodes ; il différait sans cesse de répondre, et une profonde inquiétude, s'emparant des Églises, dicta le célèbre pamphlet anonyme : *Plaintes des Églises réformées*. Malheureusement Henri IV, conseillé par Villeroy, qui avait servi tour à tour Charles IX, Henri III et la Ligue, et dont le fanatisme penchait vers l'alliance espagnole, ne pouvait se laisser fléchir aux plaintes déchirantes de cette voix inconnue ; il était entraîné, malgré lui, sur la pente fatale des réactions, comme tous les hommes qui, au lieu de s'appuyer sur un principe, s'établissent sur le sol mouvant des circonstances, et il s'accrochait aux traditions du passé pour se soutenir, quand un événement imprévu l'obligea à tendre encore une fois la main à ses fidèles serviteurs. Les Espagnols avaient surpris Amiens, et dans cette formidable position, à trente lieues de Paris, ils offraient un point de ralliement à tout ce qui restait de ligueurs dans le royaume. Les Églises, sous l'inspiration de Duplessis-Mornai, prirent alors une attitude que l'histoire a calomniée, et qui était cependant impérieusement exigée par la loi de leur conservation. Duplessis-Mornai conseilla au parti calviniste d'attendre au moins d'être reconnu par l'État avant d'intervenir en sa faveur. Toute la responsabilité de cette grave résolution pèse sur lui. Il publia en juillet 1597, au nom des Églises, un écrit qui résumait tous les griefs du calvinisme, sous le nom de *Brief discours, par lequel chacun peut être éclairci des justes procédures de ceux de la religion réformée*. Cet écrit est à coup sûr une des plus remarquables productions sorties de la plume de Duplessis ; toute l'histoire du calvinisme en France est resserrée dans

quelques pages d'un récit nerveux et vivement coloré. L'auteur prouve, par les leçons encore vivantes de l'histoire contemporaine, par l'expérience sanglante de cinquante années de guerres civiles, qu'il est de l'intérêt de l'État de reconnaître aux calvinistes la liberté de conscience, et que, d'autre part, toute la violence des persécutions est impuissante à la leur enlever. Les calvinistes ont été les sujets les plus soumis du roi, les plus dévoués à la nationalité française; ils n'ont jamais pris les armes que pour défendre leurs vies et leur cause plus chère que leurs vies. « L'Église de Dieu, comme le disoit Théodore de Bèze, est une enclume qui a déjà usé bien des marteaux. » Duplessis, en terminant son discours, s'élève aux mouvements de la plus haute éloquence; il demande qu'on ne voie dans ses paroles ni une plainte contre le roi, ni un blâme pour les catholiques, mais un témoignage de la vérité contre la calomnie, de la simplicité contre l'artifice. L'exaltation religieuse qui a inspiré l'écrivain calviniste est aujourd'hui éteinte dans les cœurs, mais la plus froide raison, mûrie par les événements des deux derniers siècles, ne peut qu'admirer ce magnifique plaidoyer en faveur de la tolérance; car la cause que plaide ici Duplessis-Mornai est bien moins la cause du calvinisme que celle de l'humanité. Il est douteux cependant que les conseils de sa haute sagesse eussent été entendus du roi, si la gravité des événements et l'attitude ferme et noble du parti calviniste et de son assemblée générale n'avaient rendu toute hésitation impossible.

Duplessis-Mornai rédigea avec les commissaires royaux ce célèbre édit de Nantes qui rendit l'ordre et la paix à la France et développa si puissamment les richesses publiques. La bourgeoisie, en appliquant à l'industrie l'esprit d'ordre et d'association fécondé en elle par le principe même du calvinisme, répara promptement les désastres de la patrie; une vie nouvelle circula dans les veines épuisées par tant de guerres; ce même esprit qui a fait la prospérité de l'Angleterre, de la Hollande, de la Prusse, des États-Unis, improvisa en quelque sorte la prospérité de la France; et, si l'on veut juger par des chiffres des résultats matériels de l'édit de Nantes, on n'a qu'à se rappeler que Henri III avait laissé 100 millions de dettes, que Henri IV avait épuisé toutes les ressources de l'État et engagé son avenir pour acheter les seigneurs et les villes de la Ligue, et que cependant, quatorze années à peine après l'édit de Nantes, le roi avait pu, grâce à la paix intérieure, au commerce, à l'industrie, payer ses dettes et réaliser une somme de 40 millions destinée à soutenir la guerre qu'il préparait en 1610 pour changer la face de l'Europe. Les gigantesques projets de Henri IV, dont Rosni nous a laissé le curieux détail, étaient enfin l'application de la politique calviniste; le roi espérait renverser la grandeur espagnole et conclure une alliance étroite entre les divers États, alliance qui maintiendrait la paix en favorisant le commerce international, les progrès de la civilisation et de la liberté, et ferait un jour de l'Europe une grande république fédérative présidée par la France. Un moment on put croire que ce rêve se réaliserait; la France tressaillait d'enthousiasme et semblait vouloir accourir tout entière sous les drapeaux de son roi. L'armée la plus formidable de ce siècle, soit par le nombre et la valeur des soldats, soit par l'habileté des chefs, était déjà rassemblée en Champagne. Nos alliés, Venise, la Savoie, les Suisses, les princes allemands, la Hollande, l'Angleterre, n'attendaient qu'un signal pour courir sus à l'ennemi commun. L'Espagne devait trembler devant ce péril inévitable; mais, chose étrange et que l'histoire a le droit d'enregistrer, elle ne fit aucun mouvement, n'assembla pas même ses armées, comme si elle attendait une intervention imprévue. Ses pressentiments ne la trompaient point; le roi de France ne devait pas sortir de Paris, et le couteau de Ravaillac suffit pour vaincre cette grande armée française qui semblait marcher à la conquête du monde.

III

La mort du roi frappait du même coup la France et le calvinisme; Duplessis-Mornai fut admirable de sagesse et de prévoyance au milieu de ce malheur public; il amena les Églises à prêter le concours le plus loyal au gouvernement de la reine mère, qui se hâta de confirmer les édits en faveur des réformés. La cour traita directement avec Duplessis-Mornai, comme avec le chef reconnu du calvinisme, et les lettres de Marie de Médicis et de ses conseillers abondent en effusions de gratitude; mais Duplessis, en remplissant ses devoirs de bon citoyen, ne pouvait faire taire sa douleur et son indignation devant l'indifférence coupable de Médicis, qui n'avait pas su venger la mort de Henri IV. « Je plains, écrivait-il à Sully, qu'une méchanceté si horrible, par quelque prudence mal dirigée, s'en aille impunie. Qu'il ne soit pas dit en nos jours, enregistré pour la postérité, que le plus grand roy que la France ait nourri et que l'Europe ait vu depuis cinq cents ans, nous ait été si misérablement ôté, et que les auteurs, trop reconnus pour notre honneur, le mènent en triomphe, au lieu d'être traînés au supplice. » Cependant Sully fut disgracié, et d'Épernon, qui avait toujours été en état de rébellion vis-à-vis de Henri IV, d'Épernon, qui ne s'est jamais lavé des soupçons qui montaient jusqu'à lui, jouissait de la plus scandaleuse faveur. Duplessis-Mornai employa tous ses soins à contenir la juste indignation des calvinistes; il comprit que, désarmés par une longue paix et sans chefs militaires, ils seraient écrasés au premier prétexte fourni par eux. Malheureusement un personnage que l'histoire n'a pas assez flétri, un ambitieux sans talent et sans probité, le duc de Bouillon, lui disputait la conduite des affaires du calvinisme; le duc de Bouillon voulut faire du parti réformé l'instrument de ses vengeances, et plus tard de sa grandeur; ses conseils, aussi perfides que ceux de Duplessis étaient sages et honnêtes, tendaient à rallumer la guerre civile le lendemain de la mort du roi; il engagea le prince de Condé à se mettre à la tête des huguenots, et, s'apercevant bientôt que le prince et le parti calviniste étaient également sourds à ses suggestions, il se vendit à la reine et devint pour quelque temps son espion provocateur auprès des assemblées générales. Duplessis, qui connaissait les projets du duc de Bouillon, réussit longtemps à les déjouer; mais en 1614 éclata la guerre des princes, et le calvinisme, entraîné par l'aristocratie, se laissa aller à une fausse démarche qui le perdit sans retour. C'est un des points les plus curieux de l'histoire de ce temps, et qui révèle le mieux la sagesse politique de Duplessis-Mornai.

La révolte des princes, en 1614, ne fut qu'une dernière lutte entreprise par l'aristocratie contre la royauté. Ni Condé, ni Mayenne, ni Vendôme, n'avaient en vue le bien de l'État; ils ne voulaient de progrès d'aucune sorte dans la marche du gouvernement; ils n'avaient souci ni du servage du peuple, ni de la décadence de la France en Europe; mais la faveur des Concini humiliait leur orgueil, et ils s'armaient pour réclamer la place qui leur était due à la cour et dans les conseils du roi. C'était donc là une affaire de parti, étrangère au bien de l'État, voire même opposée à l'intérêt général, et le calvinisme devait se garder avec soin d'intervenir en faveur des mécontents. La reine mère n'avait pas violé les édits, et, si les Églises avaient quelque plainte à formuler, n'avaient-elles pas leurs députés en cour, leurs synodes qui s'assemblaient d'eux-mêmes et les assemblées générales que la reine ne refusait pas d'autoriser? Néanmoins le duc de Bouillon, les jeunes ducs de Rohan et de la Trimoille, et le duc de Sully lui-même, mécontents de la cour et naturellement imbus des idées aristocratiques, poussaient les calvinistes à une levée de boucliers que rien ne justifiait en ce moment. Duplessis-Mornai fit des efforts surhumains pour com-

battre cette funeste influence qui agissait puissamment sur les jeunes esprits. Depuis 1614, on le voit tous les jours sur la brèche, prodiguant ses conseils aux assemblées, aux synodes, aux gentilshommes, aux pasteurs, même aux simples bourgeois de la religion. Une question de sentiment tendait par malheur à renverser les plus sages raisonnements de Mornai; le calvinisme se sentait attiré vers ce beau nom de Condé, associé si longtemps à toutes ses gloires et à tous ses malheurs, tandis qu'il avait horreur du seul nom de Médicis, si funeste à la France. Il ne songeait pas que les mêmes noms ne représentent pas toujours les mêmes hommes ni les mêmes principes, et que Condé, plutôt intrigant qu'ambitieux, ressemblait aussi peu à son héroïque aïeul que la faible Marie de Médicis à la grande et sombre Catherine. Tant que les édits étaient respectés, les calvinistes devaient faire cause commune avec la monarchie, et obtenir par leurs loyaux services que ces mêmes édits fussent convertis par les états généraux en loi fondamentale du royaume. Il ne fallait donc pas garder la neutralité entre les deux partis; il fallait intervenir franchement et vigoureusement en faveur de la royauté, qui, seule, représentait la France.

Toutefois on est bien forcé d'avouer que les questions, dans l'histoire, ne se présentent jamais aussi simplement, et qu'elles sont toujours obstruées par des incidents ou des querelles de personnes. Les rapports entre le calvinisme et la cour s'aigrissaient de jour en jour; les calvinistes avaient réclamé, vu la gravité des circonstances, une assemblée générale avant la fin de l'année 1614, et la cour avait désigné la ville de Grenoble, où commandait M. de Lesdiguières, dévoué aux intérêts de la monarchie. Les calvinistes demandèrent instamment qu'on changeât le lieu de l'assemblée, car ils craignaient de ne pas avoir à Grenoble toute la liberté de leurs délibérations, sous le contrôle impérieux de M. de Lesdiguières. Duplessis, après avoir vainement tenté de persuader les Églises, s'adressa à la reine et la supplia de se rendre à un désir si respectueux, mais si formel. Heureusement l'époque de la majorité du roi était venue sur ces entrefaites, les princes étaient entrés en accommodement, et les états généraux venaient d'être assemblés pour rendre la paix au royaume. La reine se laissa fléchir et désigna Gergeau comme le lieu de l'assemblée; mais par une singulière inconséquence, qu'on ne saurait attribuer qu'aux influences du duc de Bouillon et des jeunes seigneurs désireux de la guerre, les Églises refusèrent encore Gergeau, et, sur l'intervention de Duplessis, demandèrent à revenir à Grenoble.

Duplessis avait rédigé un avis pour l'assemblée générale de Grenoble, où se trouve exposé tout le plan de conduite des calvinistes. Dans cet avis, du mois d'août 1714, Duplessis conseille d'abord à l'assemblée d'envoyer vers le roi une députation notable pour saluer sa majorité avec les soumissions requises, « et répandre, dit-il, à ses pieds les vœux très-ardents de notre très-humble et fidèle dévotion, avec protestation de lui rendre en toutes occasions les mêmes services au prix de notre sang et péril de nos vies, qu'autrefois au roi Henri le Grand, d'immortelle mémoire, en ses plus durs et périlleux affaires. » L'écrivain calviniste expose rapidement au jeune roi les causes et le développement historique de la réformation au milieu des persécutions royales et du fanatisme populaire. Il s'attache surtout à démontrer, avec une respectueuse fermeté, que la raison d'État est d'accord avec l'humanité peur maintenir la liberté de conscience, et que Henri IV, en signant l'édit de Nantes, obéissait aux leçons de l'expérience tout autant qu'aux élans de sa gratitude. Les calvinistes demandaient la tolérance, et il aurait été aussi injuste qu'impolitique de la leur refuser, car, s'ils n'étaient pas maîtres des destinées du royaume, ils l'étaient au moins de son repos. Il faudrait se garder de voir une menace dans le langage de Duplessis; il s'efforçait au contraire de modérer l'ardeur des églises et d'affermir leur condition plutôt que de l'accroître. Bien loin de vouloir profiter des troubles de

l'État pour obtenir de nouveaux priviléges, il ne songeait qu'à maintenir et à consolider les édits. Jamais la raison n'avait parlé un plus noble langage; mais le retard apporté à la réunion de l'assemblée calviniste rendit ces remontrances inutiles. Les états généraux du royaume étaient déjà séparés au moment où les députés de la religion se rassemblaient, et les factions des princes, quelque temps contenues, s'agitèrent bientôt avec plus de violence.

Les états généraux de 1614 sont les derniers de la monarchie avant ceux de 89; leur intervention dans les affaires de l'État n'amena pas même une trêve de quelques jours entre les diverses factions qui déchiraient la France; leur action fut stérile, presque nulle; mais ce qui est digne de l'histoire, c'est l'attitude nouvelle et le langage du tiers état. Dédaigné, méprisé même par les autres ordres, il a cependant déjà le vague sentiment de sa dignité et de sa grandeur future; lui seul, tout imbu qu'il était des idées calvinistes, défendit la cause de la justice dans le gouvernement et de l'indépendance de la couronne. Un de ses orateurs, en formulant au roi les plaintes de la nation, disait, avec une énergie inattendue, « que le gouvernement, dans les malheurs publics, avoit été obligé d'acheter le service de la noblesse, et que tout cela avoit tellement grossi les charges du peuple et sa misère, qu'on l'avoit réduit à brouter l'herbe comme les bêtes. » Craignant d'avoir offensé la noblesse par ce langage, le tiers état adressa à cet ordre un discours d'excuse d'une beauté et d'une élévation singulières, lui disant « qu'ils étoient tous, nobles et bourgeois, d'une même maison; que la France les avoit nourris à la même mamelle, dans la grande famille française. Le clergé a le droit d'aînesse, messieurs de la noblesse sont les puînés, et nous les cadets; mais souvent les cadets ont relevé les maisons de ruine. » Telles étaient les idées de justice et de dignité humaine que le calvinisme avait semées dans le sein de la bourgeoisie. Cependant on en perdit un moment la trace sous Richelieu et sous Louis XIV, et la tradition du XVI[e] siècle ne se renoue qu'au XVIII[e]. L'aristocratie ne se mettait guère en peine à cette époque d'affecter des tendances libérales. Le baron de Senecey répondit au tiers état, au nom de la noblesse, avec une brutale franchise. « La noblesse, disait-il, regarde comme la plus grossière des offenses cette prétendue fraternité dont vous parlez. Nous ne sommes pas de même race, et vous êtes si bas que vos injures même ne sauroient nous offenser, puisque vous ne pouvez pas nous en donner réparation. » L'histoire doit enregistrer ces deux discours, car ils peignent au vif l'état de la société au XVI[e] siècle et l'origine de nos révolutions. La noblesse était restée au moyen âge, le tiers état appartenait déjà à l'avenir.

En rédigeant ses cahiers, le tiers état demanda que tout officier public fût tenu de reconnaître par serment que le roi tient son autorité de Dieu, et qu'il n'y a aucune puissance sur la terre, soit spirituelle, soit temporelle, qui puisse contrôler les actes du roi, intervenir entre lui et ses sujets, délier ceux-ci de leurs serments et déposer leur légitime souverain. On voit que le tiers état avait d'aussi justes notions sur la constitution de l'État que sur les droits de l'humanité. Cette déclaration solennelle contre les empiétements de la papauté avait déjà été faite à peu près dans les mêmes termes par l'Université de Paris qui demandait à être reçue aux états généraux. Le pouvoir le plus respecté de ce temps, le parlement, donna une sanction publique à ces sages maximes; mais le clergé et la majorité de la noblesse les repoussèrent avec indignation; la minorité calviniste de la noblesse protesta en faveur de la déclaration du tiers, et se retira. Ce qu'on ne saurait comprendre aujourd'hui, c'est que la cour elle-même, le gouvernement du roi, repoussa comme une hérésie le dogme de sa propre indépendance. Le cardinal du Perron vint plaider devant les états assemblés la cause de la suzeraineté papale, il développa dans un long discours toutes les maximes des jésuites sur l'asservissement des rois aux foudres de l'Église, et, pour

prévenir en quelque sorte les objections de la postérité, il déclara que le calvinisme seul avait inspiré la déclaration du tiers état sur l'indépendance de la couronne et ses prétentions séditieuses sur l'égalité des ordres.

Duplessis-Mornai ne pouvait garder le silence en cette occasion solennelle; il adressa un mémoire aux états généraux où se trouvent exposées et justifiées, avec une grande modération de langage, les réformes que le calvinisme jugeait nécessaire d'apporter à l'État. Ce n'était point là tout ce que le calvinisme voulait, mais c'était tout ce qu'il croyait possible. « Le clergé se plaint, dit Mornai, et on se plaint de lui. Cependant le remède de tous ces désordres est écrit dans la loi. Les états d'Orléans lui permettent d'élire pour les prélatures vacantes trois candidats, sur lesquels le roi en choisit un; et si ce trop large privilége effarouche la royauté, que du moins le roi, conformément aux articles de Blois, ne fasse les nominations qu'après un mois écoulé depuis la vacance; alors peut-être la faveur, qui enlève aujourd'hui tous les choix, laisseroit au mérite le temps de se faire apprécier. Que nuls étrangers, suivant les lois du royaume, ne soient pourvus des dignités et charges ecclésiastiques; les prélats espagnols ou italiens ne sont pas intéressés au bonheur de la France, et servent aveuglément les projets ultramontains. » Comme conséquence du même principe, Duplessis-Mornai demande l'exclusion des jésuites, et s'élève, en finissant, contre la transmission des grands bénéfices devenue héréditaire dans les familles puissantes. Ainsi le calvinisme demande que le clergé catholique soit plus indépendant, plus national, plus accessible aux hommes de mérite, et que l'élément démocratique y trouve place à côté de l'esprit d'aristocratie.

Les justes griefs de la noblesse étaient moins sérieux, et l'écrivain calviniste demande moins de réparations pour elle. D'après lui, le plus grand bien que le roi puisse faire à sa noblesse, c'est de la délivrer des procès. « Il seroit à désirer, dit-il, que désormais les gentilshommes ne fussent reçus en procès devant les juges ordinaires, que premièrement ils ne fissent apparoir par bonnes et suffisantes preuves aux gouverneurs de leur ressort qu'ils ont tenté la voie d'arbitrage par devant parents et amis et n'ont pu être accordés. » A ce prudent conseil, Duplessis en joint un second plus sage et plus hardi à la fois : « Un autre grand impôt, dit-il, par fatal malheur, tombe sur la noblesse, ou plutôt sur l'État et le roy : c'est la perte de son sang qui se fait par les duels aux dépends même des âmes et des consciences. A ce torrent que nuls édits n'ont pu jusqu'ici arrêter, sont tenus les états d'opposer un frein si puissant qu'il le puisse retenir, pris sur ce l'avis des députés qui représentent la noblesse, et qu'à cette loi, comme fondamentale, ne puisse être dérogé sous prétexte quelconque. Enfin il seroit à désirer que la noblesse, pour reprendre le chemin des lettres et la trace des prédécesseurs qui ne dédaignoient point les fonctions principales de la justice, obtînt du roy la nomination gratuite au tiers des places de conseillers dans les cours de parlement. » C'est ainsi que le calvinisme propose au roi de moraliser et d'éclairer la noblesse, de la relever de sa ruine, en coupant court à ses procès, et de son ignorance aussi bien que de sa brutalité, en l'appelant aux charges judiciaires.

Quant à la justice elle-même, les calvinistes s'élèvent hautement contre la multiplicité et la vénalité des offices, mais Duplessis reconnaît que les « nécessités présentes exigent dans cette réforme certains tempéraments. » Il arrive enfin au tiers état, et c'est ici surtout que ses paroles sont dignes d'attention. Que fera le calvinisme pour ce pauvre peuple qui souffre si cruellement, mais qui n'a plus de voix pour se plaindre, pour cette masse inerte abrutie par l'esclavage, taillable et corvéable à merci? Ce n'est pas une stérile pitié qu'éprouve l'écrivain calviniste à la vue de tant de souffrances, c'est surtout un désir ardent de justice. « Diminuez les charges du peuple (dit-il aux députés des états généraux), en supprimant les dépenses inutiles

du royaume; faites que tous les contribuables acquittent réellement leurs taxes tant aux champs qu'aux villes; au lieu qu'il est notoire que partout les gros sont exempts ou se font taxer à leur plaisir, tout le fardeau demeurant sur l'artisan et sur le laboureur, qui n'en porteroient pas la moitié s'il étoit également departi... En réglant l'impôt sur le sel, on peut faire aussi quelque bien aux gens des campagnes, et un plus grand encore en abrégeant la justice, qui trouve tous les jours de nouvelles inventions pour faire filer les procès et manger ce peu que les pauvres gens peuvent dérober à la nécessité de leurs familles. Enfin on pourroit délibérer de quelque moyen extraordinaire qui portât insensiblement et sans distinction sur tout le général du royaume, à la proportion duquel on diminuât les tailles qui ne portent que sur la plus faible et la plus misérable partie; chose qui se pratique en plusieurs États voisins, où il se lève de plus grands deniers sur le total et où néanmoins le menu peuple est à son aise, parce que ce qui porte uniment sur tous ne foule aucune partie. »

Il est important de remarquer ici que ce programme calviniste, dont la sagesse a été pleinement confirmée par l'expérience des deux derniers siècles, ne fut bien compris et franchement adopté que par le tiers état. Dès cette époque, on le voit, la bourgeoisie, que l'on n'a jamais plus violemment calomniée qu'aujourd'hui même après son triomphe, possédait le véritable esprit de gouvernement, et cet esprit, on peut même affirmer qu'elle l'a toujours manifesté dans l'histoire, parce que le travail et les difficultés de la vie ont développé en elle, avec l'amour de la paix et de la justice, cette rectitude et cette simplicité de vues qu'on appelle le bon sens chez les individus, et l'esprit public chez les peuples. N'oublions pas non plus que, dans le calvinisme, il faut distinguer avec soin la pensée politique de la pensée religieuse. Pour soutenir ses croyances nouvelles, la réforme a dû émanciper la raison humaine, et c'est là l'immense bienfait rendu par elle à l'humanité. J'ai indiqué en peu de mots quelle était la politique catholique à cette époque, c'est-à-dire l'application du principe théocratique au gouvernement des peuples; elle tendait à effacer les nationalités, à dissoudre l'État, à rejeter la noblesse dans la féodalité et le peuple dans le servage et la barbarie. Quand le clergé voulut se servir de ce peuple même dans l'intérêt de la maison de Guise ou de la cour d'Espagne, les esclaves, un moment réveillés, se livrèrent à une sorte de délire fanatique, dont les plus mauvais jours de 93 peuvent seuls faire comprendre l'horreur. Et, chose étrange, on croit entrevoir dans le conseil des Seize comme une grossière ébauche de la Montagne, tandis que la vertu malheureuse des girondins semble déjà luire dans quelques grandes figures de la démocratie calviniste. Louchart, Bussi-Leclerc, Crucé, ont la sombre férocité et la triviale énergie des Couthon, des Chabot, des Marat; ils représentent la licence dans sa plus hideuse expression, comme Chamier, d'Aubigné, Duplessis lui-même, sont les images les plus nobles et les plus pures du dévouement malheureux à la liberté; ils ont l'éloquence de Vergniaud et sa grâce mélancolique.

IV

Le double mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche et de sa sœur avec l'infant d'Espagne était de nature à faire naître de justes alarmes dans le parti calviniste. L'alliance de la France et de l'Espagne était contraire à toutes les saines traditions de la politique et menaçante pour toutes les libertés. Le prince de Condé et les seigneurs qui avaient embrassé sa cause en firent le prétexte d'une seconde révolte, et l'assemblée de Grenoble s'en émut profondément. Le duc de Bouillon et le prince de Condé s'empressèrent d'entretenir les justes défiances des religionnaires et d'aigrir si bien leurs rapports avec la cour, qu'ils fussent naturellement entraînés à prendre

les armes. Duplessis-Mornai, avec cette sûreté infaillible de coup d'œil et cette élévation de vues qui le guidaient, au milieu des difficultés du présent, vers un avenir toujours présent à sa pensée, se hâta d'avertir les Églises du nouveau danger qui les menaçait, les conjurant de résister à un entraînement qui ne pouvait aboutir qu'à leur ruine. Si le calvinisme, tel que l'avait organisé Duplessis par l'édit de Nantes, devenait une faction et l'instrument aveugle de l'aristocratie, non-seulement il creusait sa perte, mais encore il mentait à son origine et se déshonorait dans l'histoire. Duplessis voulut faire comprendre aux Églises que le meilleur moyen de conserver une juste influence dans le gouvernement de la reine était d'intervenir pour elle, d'embrasser ouvertement sa cause contre les séditieux, qu'ils s'appelassent Vendôme ou Condé, et de se rendre ainsi non-seulement utiles, mais indispensables à l'État. Un sentiment de défiance envers le calvinisme, malheureusement justifié par ses fausses démarches de l'année précédente, jetait la reine dans les bras de l'Espagne. Marie de Médicis, en guerre ouverte avec tous les grands du royaume et osant à peine se promettre la neutralité des réformés, était réduite à chercher au dehors un point d'appui pour son trône ébranlé. Ce fut une faute presque nécessaire : Duplessis-Mornai le comprit bien ; mais, loin de se décourager, il espéra ramener encore l'assemblée de Grenoble à un sentiment plus vrai de la situation, et, d'accord avec le maréchal de Lesdiguières, il adressa, le 12 septembre 1615, un dernier appel à la prudence des députés de la religion.

Duplessis pensait avec raison qu'il n'était plus temps d'empêcher le mariage du roi, et qu'il fallait seulement aviser aux moyens légitimes de détourner les plus funestes résultats de cette union. La reine, après l'accomplissement du double mariage espagnol, se trouverait sans doute disposée à traiter avec M. le Prince, qui, de son côté, n'attendait qu'un prétexte honorable pour renouer avec la cour; le duc de Bouillon abandonnerait son parti et le vendrait sans scrupule pour entrer dans les conseils du roi. M. de Mayenne était l'ennemi irréconciliable de ceux de la religion. Que devaient faire les Églises en ces circonstances? Se tenir en posture ferme pour appuyer les justes remontrances de M. le Prince et leurs propres requêtes; intervenir dans la négociation, *non tant comme adjoints que comme concurrents,* pour sauvegarder leurs libertés et les droits de l'État. En favorisant non la révolte des princes, mais leur réconciliation, les calvinistes, dit Mornai, peuvent obtenir que les alliances naturelles de la France ne soient point sacrifiées, mais ratifiées et effectuées comme sous le feu roi; que les Espagnols ne puissent, sous aucun prétexte, venir à la suite de la jeune reine, comme les Florentins avec les Médicis, envahir les charges, les bénéfices et jusqu'aux conseils du roi, et qu'enfin les édits accordés à ceux de la religion soient maintenus, sans qu'on y puisse contrevenir sous aucun prétexte.

Cette conduite, adroite et digne à la fois, pouvait encore sauver le parti; mais la froide raison de Duplessis ne put contenir les bouillonnements d'une jeunesse impatiente de combats et avide de périls. L'assemblée rompit ouvertement avec Lesdiguières, qui défendait avec trop de hauteur les intérêts de la cour, et se transporta d'elle-même à Nîmes, ce qui équivalait à une déclaration de guerre. En même temps, le jeune duc de Rohan essayait, en Poitou et en Gascogne, une intempestive levée de boucliers. Le mariage du roi, qu'il espérait retarder en coupant le chemin à la cour, qui se rendait à Bayonne, fut célébré en octobre, et le parti calviniste se trouva compromis dans une démarche sans issue honorable. Duplessis ne put déguiser sa profonde tristesse et ses inquiétudes pour un trop prochain avenir. Le calvinisme venait de donner à ses ennemis le prétexte qui leur manquait pour l'abattre. La folle imprudence de l'assemblée de Nîmes désobéissant aux ordres du roi, et du conseil provincial de Montauban jetant le cri de guerre au moment où toutes les chances favorables

de la lutte échappaient au parti, justifièrent d'avance les rigueurs inexorables de Richelieu. Cependant l'intervention habile de Duplessis-Mornai parvint à retarder pour quelque temps la ruine du calvinisme ; il contribua même puissamment, par ses conseils, à amener la conférence de Loudun, où les princes et les Églises firent conjointement leur paix avec la reine ; mais la déplorable conduite de l'assemblée et sa déclaration sans résultats immédiats équivalaient pour le parti calviniste à une guerre désastreuse. Le roi, réconcilié avec les princes, devait être un jour assez fort pour punir, à la première occasion favorable, les offenses gratuites de ses sujets de la religion, et peu d'années s'étaient écoulées, quand les affaires de Béarn amenèrent cette catastrophe que la sagesse de Duplessis aurait pu suffire à détourner.

La carrière politique de Duplessis finit au traité de Loudun. Il s'ensevelit vivant dans sa retraite de Saumur, triste comme un prophète qui lit dans l'avenir l'inévitable condamnation de tout ce qu'il aimait en ce monde. Pendant quelques années encore, les respects et les hommages de l'Europe entière se tournèrent vers lui ; il fut le roi de l'intelligence, le maître souverain de l'opinion, comme au siècle suivant un autre grand homme, un autre champion de la tolérance et de la liberté, régnait aussi dans le domaine de la pensée du fond de son manoir de Ferney. Duplessis, comme Voltaire, fut l'oracle de son siècle ; les rois, les ministres, les savants, les capitaines, comme les plus humbles pasteurs des Églises, venaient puiser des conseils et des consolations à cette source inépuisable de sagesse, de science et de bonté. Duplessis-Mornai fut appelé, de son temps, *le pape des huguenots,* tant ses jugements semblaient infaillibles, ses lumières universelles et ses vertus parfaites. Le malheur qui s'attache aux derniers jours de sa vie lui donne un caractère plus touchant encore et plus humain. Dépouillé, par une perfidie royale, de sa bonne place de Saumur, il assista, désormais sans force et sans espoir, aux désastres qu'il avait prévus, et quand il s'éteignit dans sa maison de Laforest-sur-Sèvres, vers les derniers jours de l'année 1623, le parti calviniste avait perdu tour à tour ses chefs par la trahison et ses places par la guerre. La Rochelle seule gardait encore l'empreinte de cette forte organisation démocratique établie par la réforme et consacrée par l'édit de Nantes. Richelieu était déjà venu. Cependant la politique nouvelle, dont Duplessis-Mornai nous a laissé le magnifique programme, survécut dans l'esprit des peuples et quelquefois même entra dans les conseils du roi. Elle inspira les alliances européennes de Richelieu, l'administration de Colbert ; Turgot en essaya une timide application. Un jour vint enfin où cette politique reparut triomphante : c'était à la révolution française qu'il appartenait de la réaliser dans le monde.

GUSTAVE GARRISSON.

REVUE LITTÉRAIRE.

PUBLICATIONS SUR LE XVIe SIÈCLE EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE.

I. — *Gérard Roussel*, prédicateur de la reine Marguerite de Navarre, par M. Charles Schmidt; Strasbourg, 1845. — II. — *La Guerre des Paysans*, par M. Alexandre Weill; Paris, 1847. — III. — *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*, von Ranke; Berlin, 1843-1847.

L'histoire littéraire du XVIe siècle n'est pas une tâche facile. Cette bizarre et terrible époque, dédaignée par les deux grands siècles dont nous sortons, peu et mal connue, présente un si tumultueux conflit, une confusion si énergique et si riche, qu'il serait imprudent sans doute de se mettre trop tôt à l'œuvre. Les brillants tableaux de M. Chasles et de M. Saint-Marc Girardin sont surtout de rapides discours, des introductions étincelantes; loin de dispenser d'une histoire plus complète, ils la provoquent au contraire et l'appellent. M. Ampère, qui nous doit encore son histoire du moyen âge, et que l'Égypte en ce moment réclame, semble avoir ajourné assez loin le siècle de Calvin et de Rabelais. En attendant, il est bien que les monographies se succèdent, et que, dans ces vastes domaines si bouleversés et si fertiles, quelques sentiers soient tracés nettement par des mains studieuses. Ces travaux, accomplis avec intelligence, aideront un jour l'historien. Je ne parle pas d'une histoire déjà terminée, celle de la poésie, laquelle, bien loin de venir en aide au futur historien du XVIe siècle, devra, si je ne me trompe, l'embarrasser singulièrement. Les fines et savantes études de M. Sainte-Beuve sur les poëtes du XVIe siècle ont leur place marquée parmi les plus belles productions de ce temps-ci, et le soin si attentif de l'auteur à corriger sans cesse ce curieux travail, à le compléter, à l'étendre, en a fait, on peut

le dire, un vrai chef-d'œuvre d'érudition exacte et d'intelligence poétique. M. Sainte-Beuve a pris d'avance à l'historien du XVIe siècle la plus pure fleur de cette grande époque. Quelle que soit cependant la grâce de cette poésie, quel que soit l'intérêt de ces délicatesses savantes, l'autre part du XVIe siècle, la prose, est certainement plus riche. C'est là que se fait le grand débrouillement du monde moderne. Les querelles religieuses, les railleries pantagruéliques, les études parlementaires, l'histoire, les mémoires, les prédications, la politique, la jurisprudence, voilà le vrai terrain, le terrain mouvant et fécond du XVIe siècle. Étudions Calvin et Rabelais, Dumoulin et de Thou, Cujas et Montaigne, et, pour tout couronner, les victorieux auteurs de la *Satire Ménippée*, si nous cherchons les véritables héros d'un siècle dont le principal caractère est d'avoir été le berceau tourmenté d'une société nouvelle.

A l'ombre des grands noms que je viens de citer, il y en a mille autres qui occupent une place bien curieuse encore et bien intéressante : les moins connus ne sont pas les moins beaux. L'Église, qui semble assez déshéritée et comme prise au dépourvu dans la tempête, offrirait peut-être plus d'une figure digne d'étude. Serait-il possible vraiment que dans ces grandes circonstances de la réforme, au milieu de ces redoutables problèmes, l'Église gallicane n'eût pas produit un seul témoin digne d'assister avec émotion à ces luttes, et qui en eût ressenti les douloureux aiguillons? Des illustres docteurs gallicans du XVe siècle aux écrivains sacrés du règne de Louis XIV, l'Église de France serait-elle aussi appauvrie qu'elle le paraît d'abord? Ne se trouverait-il partout que des prélats de cour, des politiques habiles, des évêques brillants, spirituels, investis de leur titre pour un recueil de sonnets? Entre Gerson et Bossuet, n'y aurait-il pas un homme? Certes, on pourrait le croire, et les hauts rangs, il faut bien le reconnaître, sont vides. Pourtant, en cherchant bien, les cœurs dévoués, les représentants des émotions d'alors ne manqueraient pas. Un jeune écrivain de Strasbourg, qui a déjà bien mérité de l'histoire de l'Église par d'estimables travaux sur les mystiques du moyen âge, M. Charles Schmidt, a publié une monographie pleine d'intérêt consacrée à un de ces hommes que je cherche, à un de ces dignes martyrs des incertitudes de l'âme. Celui-là était prédicateur de Marguerite de Navarre et s'appelait Gérard Roussel. C'est une figure aimable, souffrante, un témoin durement éprouvé des combats de son temps; sa vie est un mélange d'enthousiasme et de découragement, de hardiesse et de timidité. Il a vu de près les révolutions religieuses, il y a été mêlé, et il s'en est détourné avec douleur. Il a été poursuivi par la Sorbonne et fort maltraité par les protestants. Il a prêché à Notre-Dame, et il a été insulté, avec Marguerite, dans une comédie injurieuse, sur le théâtre du collége de Navarre. Il a été l'ami de Calvin et il est devenu évêque d'Oleron. Enfin, après une vie de déchirements spirituels, de luttes morales, d'abattements et de ravissements mystiques, l'évêque d'Oleron est mort victime d'un gentilhomme fanatique, un jour qu'il prêchait la tolérance dans une église de son diocèse. Cette noble, aimable et tragique existence méritait une étude attentive. M. Schmidt a été bien inspiré quand il a tiré de l'obscurité et cherché à mettre en lumière la vie et les écrits de Gérard Roussel.

M. Schmidt indique, dès le début de son livre, un mouvement d'idées fort remarquable, contemporain de la réforme, antérieur même à la révolte de Luther, et qui se propageait secrètement à Paris dans le paisible domaine des études sévères. C'est de là qu'est sorti Roussel. Au moment où allait éclater la réforme, avant l'année 1517, il y avait à Paris tout un groupe de théologiens singulièrement curieux à étudier. Leur chef, Jacques Lefèvre d'Étaples, enseignait librement la philosophie et les mathématiques. Il avait réuni autour de lui quelques jeunes esprits pleins d'ardeur, clercs, savants, théologiens. Il pressentait un changement prochain dans la consti-

tution de l'Église; les abus extraordinaires de ce temps; le relâchement des mœurs, la dissipation des esprits, les progrès du scepticisme le frappaient d'épouvante, et, avant que Luther et Zwingli eussent commencé leur prédication, il annonçait à ses disciples que Dieu devait bientôt renouveler le monde. Or, parmi les disciples de Jacques Lefèvre, on remarquait, vers 1515, des noms déjà célèbres ou qui allaient le devenir, chacun selon sa vocation et dans des routes bien diverses. C'était, par exemple, un hardi théologien, Martial Mazurier, qui, en 1514, avait défendu devant la Sorbonne, avec l'assistance de Lefèvre, la cause de Reuchlin contre les dominicains de Cologne. C'était Guillaume Farel, qui embrassa l'un des premiers, avec tant de ferveur, les doctrines de Luther, et prêcha la réforme dans le Dauphiné, en Suisse, à Genève, à Neuchâtel. C'était un Belge, Michel d'Arande, qui fut plus tard un des directeurs de Marguerite de Navarre. C'était Briçonnet, qui devint évêque de Meaux, et dont on connaît la singulière correspondance mystique avec Marguerite. C'était enfin un jeune prêtre du diocèse de Reims, le curé de Busancy, Gérard Roussel, qui devait être prédicateur de la reine de Navarre et évêque d'Oleron. Ainsi, ils étaient tous réunis, sous la direction de Jacques Lefèvre, ces hardis jeunes gens, si sérieux, si passionnés, si attentifs aux événements qui se préparaient; le futur réformateur de Genève et le futur évêque d'Oleron étaient là, unis par les mêmes études, par les mêmes espérances. Image heureuse et bienfaisante de cet esprit fraternel qu'on aurait voulu voir présider à la régénération spirituelle du monde, mais qui était impossible sans doute, et qui s'est rencontré là seulement, pendant un court espace, pendant quelques années à peine, entre 1515 et 1525, pour que nos esprits s'y reposent avec complaisance, avant d'entrer dans la furieuse mêlée des guerres civiles!

J'aurais désiré que M. Schmidt nous donnât plus de détails sur ces commencements de son personnage. Ce n'est pas là certainement la partie la moins intéressante de l'histoire qu'il a voulu éclaircir. Quel était l'enseignement de Jacques Lefèvre d'Étaples? quelles étaient ses doctrines? en quoi consistait ce renouvellement du monde qu'il annonçait si haut? Toutes ces questions se pressent dans l'esprit du lecteur. M. Schmidt se contente trop facilement; il ne suffit pas de dire que Lefèvre d'Étaples enseignait le mysticisme, voilà un mot bien vague, et ce sont les tendances particulières de ce mysticisme qu'il importait de signaler. Avec les indications de Bayle, avec les écrits et les traductions de Lefèvre, il était possible de marquer plus nettement l'influence du maître, et, puisque cette influence a été si grande sur Gérard Roussel et ses amis, il convenait d'être précis sur ce point.

La petite communauté de Lefèvre et de ses disciples fut troublée bientôt par la marche rapide des événements. Les principes de Luther se répandaient de jour en jour; le clergé gallican, comme on sait, n'y était pas tout d'abord hostile, et l'autorité de Lefèvre y contribuait beaucoup. On ne pensait pas encore qu'il fût question d'un bouleversement radical, on songeait à des réformes partielles, on croyait continuer les traditions de l'Église de France aux grands conciles du siècle précédent, et les noms de Gerson, de Clemengis, de Pierre d'Ailly, autorisaient et encourageaient l'adoption des idées nouvelles. Effrayée du péril, la Sorbonne commença à organiser une vigoureuse résistance. C'est le 15 avril 1521 que fut prononcée par la faculté de théologie la fameuse condamnation des principes de Luther. Deux mois après, le 13 juin, parut l'arrêt célèbre du parlement qui interdit de publier aucun livre sur la religion sans la permission de l'autorité ecclésiastique. Cette défense était surtout dirigée contre Lefèvre et ses amis. On le désigna bientôt plus clairement; un moine, prêchant devant François Ier, s'écria que l'Antechrist allait paraître, et dénonça Lefèvre comme un des précurseurs de Satan. La haine devint si forte, le danger si imminent, que Lefèvre dut s'enfuir de Paris. Il chercha un asile à Meaux, chez son élève, l'évêque Briçonnet. Les voilà reçus, lui et ses amis, avec empressement. Gérard

Roussel est nommé curé d'une paroisse de la ville, et bientôt chanoine et trésorier de la cathédrale; Roussel, Michel d'Arande, Farel lui-même, obtiennent l'autorisation de prêcher dans tout le diocèse; et Marguerite, privée des relations qu'elle venait d'établir avec eux, leur écrit de Paris sur tous les sujets de religion qui préoccupaient les âmes. C'est à cette date que se placent les mystiques lettres qu'elle adresse à Briçonnet, et dont les bizarreries apocalyptiques contrastent si étrangement, dans sa correspondance, avec la simplicité et le naturel ordinaire de son langage. Cependant une paix si heureuse, une faveur si complète, ne pouvaient durer : les prédicateurs du diocèse de Meaux effrayèrent bientôt Briçonnet lui-même; Farel commençait à déclarer son adhésion aux doctrines protestantes. Ce fut le signal d'une rupture. Farel, Michel d'Arande, Gérard Roussel, furent obligés d'interrompre leur enseignement; l'évêque supprimait leurs pouvoirs. Tous se soumirent, excepté Farel, qui embrassa ouvertement la religion nouvelle et alla la prêcher dans le Dauphiné et à Genève.

Il est curieux de suivre Gérard Roussel au moment où la protection de l'évêque de Meaux lui échappe. Cette vie errante d'un jeune prêtre au milieu des troubles religieux du XVI[e] siècle est un spectacle plein de nouveauté et d'intérêt. Que va-t-il devenir? Sa pensée est incertaine. Il doute, il hésite entre les partis qui se forment. Son ardeur morale, son besoin d'une foi plus vive, son désir d'une régénération spirituelle, le font incliner au fond du cœur vers la réforme; mais que d'obstacles l'arrêtent! C'est une nature douce, humble, affectueuse : osera-t-il rompre avec l'Église romaine, avec cette Église qui l'a élevé et dont il est un des lévites? Voilà le tourment, voilà l'incertitude douloureuse qui déchire son âme. En suivant ainsi Gérard Roussel dans le neuf et sympathique travail de M. Schmidt, ce n'est pas seulement un homme que j'étudie; ce n'est pas seulement le prédicateur de Meaux dont nous interrogeons la destinée; ce sujet s'agrandit; Gérard Roussel ne peut-il nous représenter toute une génération d'élite qui a souffert des mêmes hésitations cruelles, des mêmes divisions intérieures? Question mal débrouillée, et sur laquelle, en effet, bien peu de renseignements nous restent! L'histoire de la réforme, en France, c'est l'histoire des guerres civiles; dès que le protestantisme essaye de se formuler avec vigueur, il rencontre mille obstacles, l'instinct de la France qui le repousse, les passions ultramontaines qui s'enflamment, le parti modéré des parlementaires et des politiques qui rejette à la fois et l'ultramontanisme et les doctrines de Calvin. Au milieu de tant d'intérêts qui se combattent, comment découvrir le travail silencieux et recueilli d'une âme chrétienne? Le débat devient bientôt plus politique que religieux. Au contraire, avant l'apparition sérieuse du calvinisme, quand les considérations humaines ne se sont pas encore mêlées à la question théologique, c'est une étude féconde de chercher dans un cœur dévoué ces tourments secrets, cette délibération de la conscience avec elle-même, ces angoisses redoutables qui durent agiter un si grand nombre d'âmes. Il faut pour cela remonter avant Calvin, avant l'*Institution chrétienne*. Oui, j'ai toujours été avide de savoir ce qu'avaient pensé et souffert ces natures vraiment sincères dans des occasions si terribles. Qu'aurait fait le chancelier Gerson, s'il eût vécu un siècle plus tard? à quelle cause eût-il consacré son génie? C'est une question que je me suis faite souvent. Eh bien! Gérard Roussel est de la famille de Gerson; il n'a pas, je le sais, son audacieuse vigueur, il n'écrirait pas, comme le pieux chancelier, le traité *de Auferibilitate Papæ*; il lui ressemble pourtant par les qualités affectueuses, par la piété fervente, par les ravissements et les espérances d'une âme pure, et sans doute il eût voté avec lui au concile de Constance. En étudiant la vie de Gérard Roussel, en lisant ses écrits, ne verrons-nous pas agir l'esprit de ces grands hommes du XV[e] siècle, et de celui-là surtout que l'Église a appelé le docteur très-chrétien?

Lorsque Gérard Roussel quitta le diocèse de Meaux, il était plus suspect que jamais; il fallait qu'il cherchât quelque part un refuge assuré. Marguerite n'était pas encore reine de Navarre; il partit pour l'Alsace avec Jacques Lefèvre. Ils y rencontrèrent une réunion de théologiens pleins d'ardeur ; la réforme avait rapidement prospéré en Alsace, et les doctrines de Luther régnaient déjà à Strasbourg. L'arrivée de Lefèvre et de son compagnon devait être un événement; mais les deux voyageurs craignaient le bruit : ils prirent de faux noms, et ne se firent connaître qu'à un petit nombre d'amis. Roussel s'appelait *Tolninus* et Lefèvre *Antonius Peregrinus*. Malgré cette précaution bizarre, on sut bientôt que le vieux docteur et son disciple venaient d'arriver. L'homme qui est à ce moment le personnage le plus considérable de l'Europe entière, Érasme, en plaisante gaiement. Il écrit à Jean de Lasco, le 6 mars 1526 : « Le vieux Lefèvre s'est enfui à Strasbourg, mais il a changé de nom. Il ressemble à ce bonhomme de la comédie latine qui s'appelait *Chrémes* à Athènes et *Stiphon* à Lemnos. » Tandis que le prudent Érasme raillait ainsi, Lefèvre et Gérard Roussel continuaient de prendre au sérieux la situation si grave où les plaçaient les révolutions religieuses. On pouvait croire que leur séjour en Alsace les ferait pencher tout à fait du côté des novateurs. Il y a, dans une lettre de Roussel à Briçonnet, une peinture fort curieuse de Strasbourg et de son Église. M. Schmidt a publié cette lettre et plusieurs autres, très-importantes aussi, d'après le manuscrit autographe de la bibliothèque de Genève. C'est une description naïve de la première ferveur de la réforme à Strasbourg. L'aimable et mystique prêtre en parle avec enthousiasme ; la prédication, les cantiques, les prières en commun, le ravissent. Les couvents ont été supprimés, les images enlevées des églises ; « on n'a laissé subsister qu'un seul autel, accessible à tous, où se célèbre la communion, comme du temps de Jésus-Christ même. » Cette lettre est significative. Celui qui parle ainsi est bien près du protestantisme ; une bienveillance si empressée, une sympathie si franche pour les réformes, cette onction et ce bonheur fervent, semblent attester qu'il a déjà passé dans le camp ennemi. Mais non : telle est la douceur de Gérard Roussel, que pour lui il n'y a point d'ennemis. Partout où il aperçoit le Christ et sa doctrine, les dissidences particulières s'effacent ; il aime cette Église de Strasbourg, non parce qu'elle est protestante, mais surtout parce qu'il la voit chrétienne. N'allez pas croire qu'il soit près d'abandonner l'Église qui l'a nourri ; ce n'est pas une âme née pour la lutte, comme Luther, comme Zwingli, comme Calvin ; ce n'est pas un homme d'action, c'est un homme de contemplation et d'amour.

Il est rappelé bientôt à Paris, grâce à ces alternatives d'indulgence et de rigueur qui se succèdent sans cesse sous le règne de François Ier; il prêche même à la cour. En 1527, Marguerite épouse le roi de Navarre, et Gérard Roussel devient son confesseur. C'était là, à vrai dire, la place qui lui convenait. Puisque Gérard Roussel n'était ni protestant décidé, ni catholique résolu; puisqu'il voulait se soustraire aux luttes de ces temps difficiles, où pouvait-il trouver un asile plus sûr qu'à la cour de Marguerite? S'il se fût établi à Strasbourg, cette vie active qu'il redoutait si fort l'aurait circonvenu de tous côtés; il eût été forcé de subir le joug impérieux de Luther et de Calvin; les difficultés croissantes auraient brisé ou au moins faussé cette âme tendre faite pour le repos et la méditation. S'il fût resté à Paris, la Sorbonne eût accusé l'indulgence de ses doctrines; il eût fallu se montrer furieux avec les furieux. Il n'y avait qu'un lieu propice, un petit coin de terre, dans cette Europe déchirée, qui pût donner asile à Gérard Roussel : c'était la Navarre; terre heureuse, asile aimable et libre, le seul endroit du monde où les haines religieuses n'eussent pas déchaîné les passions.

Il essaya pourtant de revenir à Paris, provisoirement du moins. En 1533, Marguerite et le roi de Navarre avaient passé le carnaval à Paris. Pendant le carême, Marguerite pria Roussel de prêcher à la cour; il prêcha, et son succès fut immense.

Depuis Gerson, la chaire chrétienne n'avait pas entendu d'accents aussi purs; cette onctueuse ferveur, après les incartades burlesques des prédicateurs macaroniques, était une nouveauté bienfaisante. Le peuple se porta en foule aux prédications de Gérard Roussel; la Sorbonne s'émut, et Gérard Roussel fut dénoncé comme prêchant l'hérésie. L'histoire de ces luttes est fort compliquée; la mobilité extrême du roi donnait tour à tour la victoire aux deux partis. Gérard Roussel comprit enfin que sa position n'était pas tenable, et il se hâta de partir pour la Navarre, où Marguerite l'avait précédé. Trois ans après, en 1536, le roi de Navarre sollicitait de Rome et obtenait pour Gérard Roussel l'évêché d'Oleron.

M. Schmidt a curieusement recherché les détails de ces péripéties confuses. Nous ne sommes pas toujours de son avis pour les conclusions qu'il en tire, mais nous devons le remercier du soin avec lequel il a éclairé cette histoire. Les manuscrits de Gérard Roussel, des lettres de Calvin, de Mélanchton, de Bucer, la plupart inédites, lui ont servi à compléter la biographie très-difficile de son personnage. Les rapports de Roussel avec Calvin sont bien établis. Tandis que la Sorbonne poursuivait, nous venons de le voir, et Marguerite de Navarre et son prédicateur, Calvin, de son côté, se disposait à les attaquer aussi. Au moment où la persécution redoublait dans le nord de la France, les savants, les libres penseurs s'éloignaient de Paris; Clément Marot avait trouvé un refuge à Ferrare; Robert Estienne emportait à Genève ses presses condamnées; un grand nombre d'esprits inquiets s'étaient enfuis auprès de Marguerite. Parmi ces réfugiés qu'accueillait si volontiers la reine de Navarre, on eût compté sans doute des hommes de toutes les opinions; il y avait des protestants timides qui n'osaient se déclarer; il y avait aussi des indifférents, et, comme on disait, des libertins. Calvin, extrême en tout et inflexible, s'emporta contre les libertins, c'est-à-dire contre ceux qui ne protestaient que dans l'ombre. Il ne comprenait pas la tolérance aimable de Marguerite; il traitait de lâcheté coupable la timidité affectueuse de Gérard Roussel et son esprit de conciliation. Il savait bien que ni la reine de Navarre, ni l'évêque d'Oleron, n'étaient attachés de cœur au catholicisme romain; il rappelait à Roussel ses anciennes sympathies pour la réforme, son adhésion aux principes évangéliques, et, avec cette logique cruelle qui était son génie, il le pressait d'arguments formidables. C'est ce qu'il fit particulièrement dans une épître bien curieuse *sur le devoir de l'homme chrestien, en l'administration ou rejection des bénéfices de l'Église papale*. Cette lettre est adressée *à un ami, de présent évesque*. M. Schmidt a bien fait de citer ce document, déjà connu et imprimé à diverses reprises, mais qui appartenait surtout à son sujet. La langue y est énergique et fière; on reconnaît le ferme logicien qui vient d'écrire l'*Institution chrétienne*. « Maintenant chacun va disant que tu es bienheureux, et par manière de dire le mignon de la fortune, à cause de la nouvelle dignité d'évesque qui t'est escheue... Voilà ce que les hommes disent de toi, et par aventure aussi te le font croire; mais moi, quand je pense un petit que valent toutes ces choses, desquelles les hommes font communément si grande estime, j'ai grand compassion de ta calamité. » C'est ainsi un mélange d'ironie et de sévérité hautaine; puis les arguments se suivent, se pressent et frappent à coups redoublés. Quand l'altier controversiste croit avoir ébranlé son adversaire, il jette un appel impérieux et retentissant : « A la trompette, toi qui dois faire le guet! à tes armes, pasteur! Qu'attends-tu? A quoi songes-tu? » Et il laisse enfin tomber sur lui, comme une condamnation, ces dures paroles, ce terrible adieu : « Tant que tu seras de la bande de ceux lesquels Christ nomme voleurs, brigands et meurtriers de son Église, estime de toy ce que tu voudras; pour le moins je ne te tiendrai jamais ni pour chrestien ni pour homme de bien. Adieu. » Arrêt cruel, aveugle emportement du sectaire! Contre ces reproches passionnés, Gérard Roussel cherchait un refuge dans la contemplation et l'étude. Des écrits théologiques,

la *familière Exposition du symbole,* un traité sur *l'Eucharistie,* un autre intitulé *Forme de visite de Diocèse,* c'étaient là ses réponses au réformateur de Genève. M. Schmidt a étudié avec soin, avec piété, ces curieux ouvrages, et il en cite de longs fragments d'après les manuscrits de la Bibliothèque royale. Toute cette fin de la vie de Gérard Roussel, dans sa sérénité mélancolique, présente un touchant spectacle. Quelle douceur! quelle tolérance! quelle administration chrétienne! beaucoup trop chrétienne, hélas! pour cette époque haineuse. Le fanatisme, qu'il avait fui à Paris et à Genève, vint le chercher dans ce diocèse d'où il espérait l'exiler. Un jour qu'il prêchait à Mauléon, un gentilhomme catholique se précipite sur la tribune, une hache à la main, la frappe avec fureur, et le vieil évêque tombe mourant sur les débris de sa chaire fracassée.

Telle est l'intéressante histoire dont M. Schmidt a mis en lumière les principaux détails. C'est une étude bien conçue; l'érudition y est nette et sûre, et elle apporte des documents nouveaux aux annales religieuses et littéraires du XVIe siècle. Toutefois je ne puis m'empêcher de faire plus d'une sérieuse objection à l'auteur. Le portrait de son héros, bien que tracé avec soin, est-il toujours parfaitement exact? Les conclusions de l'historien sont-elles vraiment justes et acceptables sans réserve? J'ai quelques doutes à ce sujet. M. Schmidt est trop porté à voir partout le mysticisme. Il se contentait de ce seul mot tout à l'heure pour caractériser l'enseignement de Lefèvre d'Étaples; c'est aussi le mysticisme qu'il aperçoit sans cesse dans la vie de Gérard Roussel, dans la conduite et les écrits de Marguerite d'Angoulême. Il s'appuie même sur cette opinion pour condamner sévèrement l'évêque d'Oleron et la reine de Navarre. Je reconnais trop ici l'écrivain protestant, l'historien d'un parti. Chaque fois que Gérard Roussel et Marguerite se détournent de la réforme, M. Schmidt semble répéter les apostrophes passionnées de Calvin : « Que fais-tu, Gérard? Qu'attends-tu? A tes armes, pasteur! » Il accuse leur indifférence, leur lâcheté; c'est un quiétisme apathique, ce sont de coupables défaillances qui les arrêtent et les empêchent d'accepter résolûment la révolution nouvelle. Certes, j'abandonnerais difficilement Gérard Roussel : le livre de M. Schmidt à la main, je défendrais l'évêque d'Oleron contre son historien; mais je comprends encore moins que Marguerite puisse nous être présentée comme un personnage exclusivement mystique, comme une sœur de sainte Thérèse et de madame Guyon. M. Schmidt, qui est théologien et protestant, a beaucoup trop songé aux ouvrages spirituels de Marguerite, au *Miroir de l'âme pécheresse,* à la correspondance de Marguerite avec l'évêque de Meaux, et n'a peut-être pas assez consulté ses autres écrits. Je sais tout ce que l'on peut dire sur les bizarreries du mysticisme, sur ses inconséquences naturelles, sur le mélange très-possible des rêveries théologiques et de l'élégance mondaine; pourtant les contradictions ici ne seraient-elles pas bien fortes? Cette cour de Marguerite, si poétique, si ingénieuse, cette réunion gracieusement profane où l'auteur du *Cymbalum mundi* rencontrait l'éditeur du *Roman de la Rose,* est-ce bien là le séjour de l'ascétisme? M. Génin, dans sa notice sur Marguerite de Navarre, a trop insisté, je crois, sur la direction contraire. Cette Marguerite, dont M. Schmidt veut faire uniquement une âme contemplative, réduite par son mysticisme à une irrésolution continuelle, M. Génin nous la montre comme un libre penseur, lui attribuant des principes de tolérance et un système arrêté qui ne conviennent guère à ces premières années du XVIe siècle. Je me range à l'avis de M. Littré, qui a fort bien expliqué le charmant caractère de Marguerite et le rôle aimable et vaillant qui lui appartient. Cette hospitalité toujours prête, cette sympathie élevée, ce n'était proprement ni le mysticisme comme le veut M. Schmidt, ni cette franchise philosophique dont parle M. Génin; il y avait un peu de tout cela, j'y consens; mais n'oublions pas qu'elle unissait en elle ces directions opposées et les recouvrait d'une grâce supérieure. Si j'admets qu'elle

ait été mystique avec l'évêque Briçonnet, je me souviens aussitôt qu'elle a écrit l'*Heptaméron*, et que Bonaventure Despériers a été l'un des plus brillants représentants de sa cour. D'un autre côté, si je ne nie pas ses instincts philosophiques, j'y vois surtout une noble ouverture de cœur, une générosité native, sans système déterminé, sans parti pris, et je me rappelle son attachement à Gérard Roussel, à Michel d'Arande, à Lefèvre d'Étaples. C'est par cette aisance naturelle, par cette liberté dans le bien, que Marguerite de Navarre a été une figure vraiment originale en ces commencements d'une époque tourmentée.

La plus exacte image de Marguerite, c'est assurément cette petite cour qu'elle avait formée autour d'elle et que les persécutions avaient grossie : réunion charmante, naïf assemblage qui représente avec infiniment de grâce l'audace de l'esprit, dans cette mesure qui plaît à la France et en dehors des passions de sectaire. Aussi étrangère aux doctrines des ultramontains qu'au dogmatisme intolérant de Calvin, cette cour est le véritable refuge de la liberté au milieu des persécutions qui s'apprêtent. Par cela même aussi, elle devait disparaître dans l'orage des guerres religieuses. Je suis très-frappé de la fin tragique, lamentable, de tous ces hommes que l'on rencontre autour de Marguerite. Clément Marot va mourir en exil; Étienne Dolet périt sur un bûcher; Bonaventure Despériers se jette sur son épée; enfin l'évêque d'Oleron est assassiné par un fanatique. Ainsi ils disparaissent tous; cette douceur, cette réserve, cette liberté d'esprit devaient être étouffées par les passions aux prises; il n'y a plus de place désormais pour Marguerite de Navarre et pour ses amis; la France va appartenir pendant une moitié de siècle aux haines et aux forfaits de la guerre civile. Remarquons-le pourtant, l'histoire a ses vengeances et ses réparations. L'influence de Marguerite n'aura pas été inutile; elle laisse en Navarre sa fille Jeanne d'Albret, et bientôt on verra grandir son petit-fils, qui prendra le trône de France et mettra fin aux déchirements du royaume. Le jour où Henri IV est entré à Paris, il a dû se rappeler, j'imagine, la mère de sa mère, cette noble et charmante Marguerite; il apportait la même prudence, la même politique libérale et circonspecte; c'était l'esprit de la Navarre, l'esprit de Marguerite, devenu plus grand, plus fort, plus rusé aussi, et c'est pour cela qu'il a clos et pacifié le XVIe siècle.

J'aurais voulu que M. Schmidt insistât davantage sur ces idées; ce devait être la conclusion la plus légitime de son travail. Au lieu de cela, M. Schmidt conclut un peu brusquement contre Gérard Roussel : « Que lui servit-il d'avoir offert des concessions à cette Église romaine?... » Cette conclusion, très-naturelle chez un théologien protestant, n'est pas la nôtre et ne peut être celle de l'histoire littéraire. Ces choses veulent être étudiées en dehors des intérêts d'Église. L'histoire littéraire de la France au XVIe siècle ne doit être ni calviniste ni ultramontaine; elle doit être française. Or, l'esprit de notre pays, au milieu des luttes passionnées de cette époque, a marqué sa trace et indiqué sa voie d'une manière trop nette pour qu'il soit permis de la méconnaître. La grande ligne de la France, c'est le parti des politiques, des gallicans, des parlementaires, de tous ces hommes qui, dans la mêlée des sectaires, entre les prétentions calvinistes et les folies théocratiques de la Ligue, ont maintenu l'idée d'ordre et de liberté, l'indépendance de l'État, la force désormais consacrée de la société séculière, et préparé l'avénement de Henri IV. Gérard Roussel auprès de Marguerite me représente, avec plus de douceur, quelques-uns de ces nobles esprits qui escortaient le Béarnais; il ne mérite pas les reproches, affectueux sans doute, mais inexacts de M. Charles Schmidt; il tient sa place, une place modeste, aimable, dans cette grande tradition française qui traverse tout le XVIe siècle, et triomphe avec les auteurs de la *Satire Ménippée*, avec le petit-fils de Marguerite. Ces réserves une fois faites, et elles étaient indispensables, il faut louer encore M. Schmidt de ses curieuses recherches, de son érudition attentive, de l'heureuse lumière jetée par lui

sur une figure vraiment intéressante. M. Schmidt, dans ses précédents travaux, avait un peu trop oublié que Strasbourg est une ville française ; il écrivait volontiers pour l'Allemagne ; il a donné en allemand de savantes études sur les mystiques, sur maître Eckard, sur Tauler. Qu'il continue désormais à écrire dans notre langue. Si mes paroles pouvaient réussir à l'y décider tout à fait, je croirais avoir rendu service aux études sérieuses qui peuvent s'enrichir, en Alsace, de plus d'un travail digne d'estime. Quelques locutions germaniques, quelques embarras de style disparaîtront bien vite, je l'espère, et la critique sera empressée dans son accueil, quand elle trouvera, comme ici, des recherches solides unies à une intelligence droite et à un profond amour de la vérité.

L'histoire de Gérard Roussel est attachante surtout par l'étude des luttes intérieures. Quoi de plus sérieux, en effet, que le spectacle d'une âme sincère en qui se débattent les périlleuses questions du monde moderne? Mais tous les événements du XVIe siècle n'ont pas cet intérêt si calme et si paisible. Ils ne se produisent pas tous sur ce théâtre aimable et dans des conditions si pures. A l'époque où Gérard Roussel, obligé de quitter le diocèse de Meaux, se réfugiait à Strasbourg avec son vieux maître, Lefèvre d'Étaples, et au moment peut-être où il allait adopter le culte réformé, il put entendre des bords du Rhin le bruit formidable de la guerre des paysans. Le XVIe siècle est le siècle des contrastes; pour s'y reporter avec vérité, il ne faut pas craindre les changements inattendus, les brusques et violentes oppositions; il faut savoir passer des poëtes aux pédants, des puritains aux épicuriens, des loisirs de l'art aux brutalités de la guerre. Tout s'y rencontre pêle-mêle. N'oublions pas que le *Gargantua* et l'*Institution chrétienne* ont paru la même année. Pour moi, je ne lis jamais une gracieuse chanson de Ronsard, une bergerie de Remi Belleau, sans y joindre aussitôt l'une des furieuses invectives de d'Aubigné ou tout au moins la harangue de d'Aubray dans la *Satire Ménippée*. J'agirai de même aujourd'hui, puisque, après la touchante biographie de Gérard Roussel, je vais interroger cette terrible guerre des paysans dont M. Alexandre Weill a tracé la rapide histoire.

Ce fut une bien sombre diversion aux controverses théologiques de l'Allemagne que cette guerre des paysans. Luther n'avait voulu qu'une réforme religieuse, et l'importance fondamentale des questions qu'il attaquait lui avait caché le monde réel. Aussi, quand le souffle révolutionnaire du hardi moine sortit, pour ainsi dire, de l'enceinte théologique où il enfermait sa pensée, quand le peuple soulevé parla en son nom propre, quand la réforme civile voulut se produire au milieu des orages de la réforme religieuse, Luther, tout occupé de sa tâche, fut sans pitié pour les victimes de la longue oppression féodale. Reprocher au réformateur son indifférence pour les questions politiques, c'est reprocher à un homme d'État de ne pas être un grand capitaine. A chacun suffit son œuvre. La révolution immense que conduisait le docteur de Wittenberg exigeait son âme tout entière et le condamnait à de sanglantes injustices. La mission qu'il s'était donnée n'excuse pas assurément les cruautés de son langage, ses dénonciations calomnieuses, ses violences inouïes contre les paysans ; mais elle excuse l'attitude qu'il a prise, elle justifie ses préoccupations jalouses pour l'Église nouvelle que compromettaient les révoltes populaires. Ce reproche, qui ne peut s'adresser à Luther, qui donc doit-il frapper? L'Allemagne elle-même. C'est l'impardonnable erreur de l'esprit allemand d'avoir séparé dans des circonstances si solennelles l'intérêt religieux de l'intérêt politique, et d'avoir laissé la société féodale s'emparer de la réforme. Je sais tout ce que l'on peut répondre ; déjà mûr pour la liberté religieuse, le peuple allemand ne l'était pas pour la liberté civile. Il y avait pourtant des barbaries, des iniquités établies par le moyen âge, et qui devaient commencer à disparaître en même temps que la simonie et les exactions

romaines. Quoi donc! au moment où l'Allemagne rompait l'unité catholique, au moment où s'accomplissait cette séparation formidable, était-il possible qu'un peuple émancipé ainsi avec une audace sans exemple ne portât pas ses regards sur toutes les questions qui tenaient à la réforme de l'Église? Quand nous considérons de près ces événements, nous dont l'histoire est si logique et si belle, rien ne nous étonne plus que cet incompréhensible mélange de hardiesse et de timidité, de révolte et d'oppression, de principes modernes et de préjugés séculaires. Il y avait longtemps que la féodalité française avait reçu les premiers coups dans cette lutte où elle devait périr : l'Allemagne se dégage aussi des liens du moyen âge, mais son émancipation religieuse lui suffit ; les chefs de sa révolution s'unissent au pouvoir féodal ; ces fiers représentants du monde nouveau font alliance avec le génie condamné d'une société qui s'écroule. On sait quelles furent les suites d'une si étrange alliance. Puisque ni Luther, ni aucun des réformateurs n'avait osé associer les intérêts civils aux questions ecclésiastiques, il fallait que la révolution populaire éclatât quelque part, et comme elle était livrée à elle-même, n'était-il pas inévitable qu'elle se montrât farouche, implacable, et que, traitée à son tour avec une cruauté odieuse, elle fût ajournée pour des siècles? Telles sont, en effet, l'origine et la destinée de cette commotion terrible qui s'appelle la guerre des paysans.

Il y eut pourtant quelques hommes, au commencement du XVIe siècle, qui comprirent tous les devoirs de la situation nouvelle. Il y eut des esprits nets et hardis qui songèrent aux intérêts politiques de la patrie et reprochèrent aux réformateurs le soin qu'ils mettaient à circonscrire la révolution dans le cercle des questions théologiques. C'est là l'honneur sérieux de ce turbulent gentilhomme dont toute la vie a été un combat pour la liberté de l'Allemagne, et qui, tenant aussi bien la plume que l'épée, charmait ou enflammait les esprits par ses joyeux pamphlets, en même temps qu'il se battait comme un lion au service des opprimés. Ulric de Hutten, c'est de lui que je parle, est certainement l'une des figures les plus curieuses de cette ardente époque. Bien qu'il soit mort trois ans avant le premier soulèvement des paysans, il ne saurait être oublié par l'historien de cette guerre, et M. Alexandre Weill a bien fait de lui consacrer tout un chapitre. C'est l'esprit d'Ulric de Hutten, c'est son exemple et celui de ses amis, Franz de Sickingen, Hartman de Kronenberg, qui anime les chefs de la révolte, et qui attire dans le camp des paysans tous les nobles qui se dévoueront pour leur cause. Florian Geyn, Goetz de Berlichingen, ne font que céder à l'impulsion toute-puissante d'Ulric. Le grand cri d'alarme qu'il pousse dans tous ses pamphlets retentit longtemps dans l'Allemagne du Sud ; c'est cet appel impérieux qui fait sortir de leurs châteaux les jeunes gentilshommes de Souabe et de Franconie, et l'armée des paysans lui doit ses plus habiles généraux. Je regrette que M. Weill, dans son chapitre sur Ulric de Hutten, n'ait pas indiqué toutes les nuances du curieux portrait qu'il a essayé de tracer. Une histoire de la guerre des paysans doit s'ouvrir par une étude complète de ce vigoureux esprit. Il convient qu'Ulric de Hutten soit debout sur le seuil, avec sa plume et son épée, et que cette figure, éclairée vivement, projette ses rayons sur le récit tout entier. Le chef politique qui a manqué aux révoltés, je le trouve dans les *Dialogues* du brillant publiciste ; il y a là une suite, une conception arrêtée, une intelligence étendue et nette, qui auraient pu diriger le mouvement désordonné des paysans. M. Weill, si je ne me trompe, n'a guère vu que le côté remuant et belliqueux du génie de son héros. Il a peint énergiquement l'aventurier généreux, le soldat de toutes les causes libérales ; pourquoi a-t-il laissé dans l'ombre le politique, l'esprit lettré, qui ne repoussait pas toujours les conseils de la prudence? Je ne comprends pas que ce joyeux livre, les *Lettres des hommes obscurs*, n'ait offert à M. Weill que « des pages virulentes, haletantes d'indignation. » Ces paroles sont bien inexactes. Com-

ment M. Weill, avec son esprit vif et alerte, n'a-t-il pas été frappé par tout ce qu'il y a de gai et d'étincelant dans cet admirable pamphlet? En général, l'ardent historien me semble trop disposé à exagérer le côté violent de son sujet, à supprimer les contrastes, à effacer les intimes détails qui font la vie. Ses figures, largement ébauchées, sont vagues et souvent fausses ; elles ont je ne sais quelle roideur déclamatoire. Certes, il n'y a aucune virulence, aucune indignation haletante dans les *Epistolæ obscurorum virorum*, et les lettres de Mathieu Lèchemiel, de maître Jean Pellifex, de Bernard Plumilége au *scientifique seigneur* Ortuinus Gratius, sont bien certainement la comédie la plus bouffonne que l'Allemagne ait jamais produite.

Je retrouve dans le portrait de Thomas Münzer la même tendance à l'exagération. J'admets cette touche fière, cette vigueur dramatique; je me demande pourtant si j'ai bien devant les yeux le bizarre et terrible agitateur dont l'influence a été si grande sur la révolte des paysans. Les historiens de cette guerre ont été très-injustes pour Thomas Münzer ; ils ont presque tous répété les déclamations intéressées de Mélanchton, ils ont jugé le redoutable chef sur les dépositions partiales d'un ennemi. M. Weill, qui a mis à profit les découvertes précieuses de l'écrivain Zimmermann, a pu rétablir hardiment l'intégrité altière, la sainteté farouche du chef des insurgés. Rien de mieux ; je crains seulement qu'il n'ait diminué l'originalité de cette grande figure, en l'éclairant d'une fausse lumière. A force de transfigurer son héros, M. Weill en fait un personnage impossible au XVIe siècle. Thomas Münzer devient un principe abstrait, un dogme, une vérité spirituelle; l'homme s'idéalise à tel point qu'il disparait. « Ce n'est plus un homme, c'est un principe, une idée, une âme, de la tête aux pieds. » Le XVIe siècle se prête-t-il volontiers à ces transformations singulières? Ces hommes dont l'âme a été si tourmentée, dont la vie a été si complexe, ces fils d'une époque où s'agitent tous les débris du passé et tous les ferments de l'avenir, ces héros vivants et multiples peuvent-ils être facilement réduits à cette fausse existence, à cette abstraction insaisissable? Je ne le pense pas. Loin d'être un type pur et absolu, un idéal abstrait, Thomas Münzer me parait plutôt une nature puissante qui porte en elle bien des éléments contraires. C'est par là qu'il représente parfaitement le XVIe siècle, où des forces si différentes coexistaient et luttaient confusément. Remarquez bien que tous les initiateurs de cette époque sont marqués de ce caractère étrange. Les philosophes de la renaissance annoncent Descartes; ils ont brisé la scolastique, ils ouvrent les routes de la pensée moderne, et en même temps ils croient à la vertu des sciences occultes; ce sont des illuminés et des fous. Thomas Münzer prêche les doctrines d'une démocratie audacieuse; mais d'où lui vient son exaltation? Il a lu les écrits de l'abbé Joachim, il s'est enivré de cet *Évangile éternel* qui déjà, au XIIIe siècle, a enthousiasmé tant d'imaginations mystiques. Celui qui l'inspire est un des plus ardents rêveurs du moyen âge, un fou sublime, condamné par plusieurs conciles, et placé par Dante dans son *Paradis* à côté de Raban Maur et de saint Bonaventure. « Auprès de moi, dit ce dernier, brille Joachim, abbé de Calabre, doué de l'esprit prophétique. »

Raban e quivi, e lucemi dallato
Il calavrese abate Giovacchino
Di spirito profetico dotato (1).

M. Weill glisse très-légèrement sur cette éducation mystique de Thomas Münzer. Comme il veut faire de lui un révolutionnaire des temps nouveaux, un représentant décidé du radicalisme, il s'abstient de mettre en lumière les contrastes qui donne-

(1) *Paradiso*, XII, 47.

raient tort à ses assertions trop absolues. C'est gravement méconnaître la vivante originalité de l'époque où vécut Münzer. M. Sainte-Beuve a écrit quelque part un mot d'une justesse parfaite sur les bizarres contradictions de ce grand siècle : « Le moyen âge en s'y brisant le remplit d'éclats. » Rien n'est plus vrai ni mieux dit. C'est précisément cette singulière confusion qui donne au siècle de Calvin et de Rabelais une physionomie si vive, si chère aux artistes, si attrayante pour les penseurs. Campanella prépare et annonce Descartes par la hardiesse de sa pensée, et il s'occupe encore de magie, de la magie des diables et de la magie des anges! Christophe Colomb agrandit le monde avec la virilité intrépide de l'humanité moderne, et il obéit encore aux puériles rêveries du moyen âge, il suit les indications des légendes et cherche le royaume imaginaire de Zipangu. Thomas Münzer est l'apôtre d'une démocratie effrénée, et il puise sa force dans les hallucinations éblouissantes d'un mystique du XIII[e] siècle. Les paysans de la Franconie et de la Souabe veulent exterminer la féodalité allemande, ce sont les avant-coureurs furieux des révolutions de l'avenir; or, par qui sont-ils menés au combat? Par une sorcière. Hoffmann la noire, la sorcière de Boekingen, avec sa cape lugubre et sa ceinture rouge, est là, au milieu des rangs, maudissant l'ennemi et prononçant sur la poudre et le plomb les incantations infernales. Quelques-uns de ces détails significatifs, mis en œuvre par un artiste habile, nous éclairent infiniment plus que toutes les dissertations socialistes. Si l'auteur y a réussi plus d'une fois, trop souvent aussi il a méconnu le caractère de son sujet et en a dénaturé les couleurs. J'aime que M. Weill remette hardiment sur leurs pieds, comme il le fait parfois avec bonheur, quelques-uns des curieux personnages de cette guerre, ces prédicateurs qui courent le pays, comme Jean Deuchlin, le moine aveugle, missionnaires intrépides que le bûcher attend. J'aime voir Thomas Münzer avec son chapeau de feutre blanc, sa longue barbe à la mode orientale, sa robe et son capuchon. Pauvre, sans ressources, chassé de Nuremberg sur une dénonciation de Luther, il s'en va de village en village, entretenant au fond de son âme le souffle puissant qui soulèvera les multitudes; sa jeune femme l'accompagne, belle, souffrante, dévouée au martyre. Tout ce tableau est d'un intérêt grave et élevé; on sent que l'auteur est dans le vrai. Par malheur, ce livre présente tour à tour deux inspirations bien différentes : tantôt on écoute un conteur ardent qui sait mettre en relief la réalité, qui dessine fortement son récit et y jette de vives couleurs; tantôt on voit paraître un théoricien dont les utopies fougueuses défigurent les héros du drame. Ici, nous sommes bien dans le XVI[e] siècle; là, nous nous sentons tout à coup transportés au milieu des questions d'une autre époque. Thomas Münzer était tout à l'heure le chef des paysans; maintenant il a applaudi Saint-Just à la Convention et s'est enivré des écrits de Fourier. De là une œuvre où se rencontrent des fragments heureux, mais dont la conception générale me semble fausse; une œuvre souvent dramatique et attachante, mais à laquelle manque la première condition du beau, l'unité, la vérité, l'harmonie d'une composition bien faite. Si l'auteur ne pouvait prétendre au succès comme peintre et comme artiste, je me garderais bien d'insister sur ce défaut de son travail : j'adresse cette observation à un écrivain qui possède assez de verve et de talent pour entendre une parole sincère. Que M. Weill relise les contes de M. Mérimée, *la Jaquerie, la Chronique de Charles IX*; il y apprendra beaucoup, même pour écrire l'histoire; cette saine et fortifiante lecture lui fera prendre en aversion les anachronismes de couleur et de dessein.

A part ces réserves sur le procédé de la mise en œuvre, à part ces critiques qui portent sur l'exécution de l'ensemble, je n'ai que des éloges à donner aux principales parties du livre, au récit de la guerre, au tableau des destinées diverses de la cause des insurgés. C'est une narration vigoureuse et instructive. Nous n'avions pas de

récit détaillé de cette grande catastrophe; le livre de M. Weill méritera d'être consulté. L'auteur a bien profité des découvertes de Zimmermann, et avec ces matériaux il a composé un travail qui n'est pas un magasin de textes, comme le sont volontiers les doctes ouvrages de nos voisins, mais une histoire rapide, nette, facile et agréable à lire. Les combats de Leipheim, de Boeblingen, de Frankenhausen, sont énergiquement racontés. Le tableau de la terreur organisée par la hideuse bande de Jaquet, et des représailles abominables exercées par le sénéchal Georg, est plein de vie et d'épouvante. Au milieu de ces horribles boucheries, au milieu de ces malheureux brûlés, assommés, torturés, en présence de ces atrocités sans nom commises tour à tour par Jaquet et par le sénéchal, l'auteur a raison de faire entendre quelques accents émus où respire l'esprit de paix et de concorde; le lecteur les saisit avidement. J'aime que M. Weill, se contredisant un peu, commence un chapitre par ces belles et simples paroles : « Comme tous les grands chefs, Martin Feuerbacher était porté à la modération. » J'aime qu'il s'écrie : « Hélas! quand donc les hommes reconnaîtront-ils que la violence ne produit que la violence?... Les atrocités exercées sur les paysans vaincus ont bien été vengées par celles exercées deux siècles après sur les nobles; mais ni les unes ni les autres n'ont fait avancer l'humanité d'un pas. Ce ne sont pas les héros des champs de bataille et de carrefour qui contribuent au progrès général, ce sont les penseurs, les philosophes, les grands hommes de la science. » Ce passage et plusieurs autres n'ont pas seulement le mérite de reposer l'esprit du lecteur après les scènes furieuses dont cette guerre est remplie; ils servent encore à corriger, à rectifier certaines opinions contraires que l'auteur a introduites dans son livre au risque de se réfuter lui-même. Il a tort, par exemple, de voir dans la guerre des paysans une préparation si prochaine de notre révolution de 89. Il y a, je le sais, dans les douze articles des paysans plus d'un principe qui semble d'accord avec la déclaration des droits de l'homme; mais que de différences fondamentales! Il faut connaître le sens vrai, il faut interroger l'esprit intérieur de ces manifestes, et ne pas être dupe des mots. Prenons garde de rapprocher des choses si éloignées, prenons garde de confondre les fureurs désordonnées, les principes nécessairement confus d'une force qui s'ignore, avec ce génie de 89 qui se possède tout entier, qui a pleine conscience de lui-même, et qui, dégagé de tous les liens du passé, décrète solennellement, au nom de la raison victorieuse, les droits de l'humanité nouvelle.

En Allemagne et en France, on étudie activement le XVIe siècle. C'est là, en effet, la période de crise où le moyen âge et le monde moderne se séparent, et il n'y a pas de spectacle plus grand, plus riche, plus instructif pour la société nouvelle. Soit qu'on interroge l'histoire politique, soit qu'on étudie le mouvement littéraire, cette époque est pleine de vie et de puissance. En Allemagne, les monographies sur ce sujet sont nombreuses; dans ces derniers temps surtout, il y a eu comme une recrudescence de curiosité, un redoublement d'investigations studieuses. Le sérieux travail politique qui s'accomplit chez nos voisins a donné un intérêt nouveau à la peinture de ce siècle agité, de même que la rénovation poétique de l'école française a révélé, il y a vingt ans, l'importance littéraire du siècle de Ronsard et de Rabelais. On a publié les œuvres complètes d'Ulric de Hutten, des fragments de Sébastien Brandt, de Jean Fischart, de Burkard Waldis, de Hans Sachs, comme on publiait ici Ronsard et des fragments de la pléiade. Ces études se multiplient et s'élargissent chaque année. Espérons qu'un jour viendra où l'historien, muni de ces précieux documents, osera recomposer dans son unité complexe le vivant tableau du siècle tout entier. Il serait regrettable, en effet, que les chefs de la science historique fussent détournés de cette difficile entreprise par l'attrait des études particulières. Que des points spéciaux soient examinés curieusement, rien de mieux; mais rappelons toujours aux maîtres qu'ils nous doivent des travaux plus considérables. J'oserai adresser cette prière et ce reproche au

plus habile historien de l'Allemagne. M. Léopold Ranke est admirablement préparé à la tâche dont je parle ; pourquoi donc se risquerait-il aux monographies ? Il a publié assez récemment d'excellentes recherches sur l'histoire d'Allemagne au temps de la réforme (*Deutsche Geschichte im Zeitalter der Reformation*). Par malheur, le célèbre écrivain nous a donné le droit d'être exigeant avec lui, et ce n'est pas une série de chroniques locales que nous attendions de ses éminentes facultés. On retrouvera dans les cinq volumes de M. Ranke toute la science, toute la finesse, qui ont été appréciées déjà dans ses travaux sur la papauté depuis le XVIe siècle, et sur les peuples du midi de l'Europe ; seulement, on regrettera comme nous que l'historien n'ait pas encore osé aborder cette grande et complète peinture à laquelle il serait si digne d'attacher son nom. L'ouvrage de M. Ranke n'embrasse même pas la première moitié du XVIe siècle; l'auteur s'arrête en 1535. On sait quelle est la manière de M. Ranke, et comme il glisse habilement sur les parties connues de son sujet pour mieux mettre en relief les événements ignorés, la politique secrète des États, maintes découvertes précieuses d'une érudition très-avisée. Ceux qui chercheront dans ce livre des révélations importantes sur tel ou tel point de détail n'éprouveront pas de mécomptes. La double situation de la réforme, sa double lutte, contre Rome d'abord, puis contre la démocratie des paysans et des anabaptistes, y sont éclairées d'une lumière extrêmement vive. C'est surtout la seconde moitié du sujet, la moins banale, qui est étudiée avec prédilection par l'auteur. Après qu'il a exposé, et d'une manière neuve, les causes irrésistibles de la réforme, M. Ranke est surtout frappé des périls sans nombre qui menaçaient l'Allemagne au milieu d'une crise si profonde. Et en effet nous figurons nous bien aujourd'hui ce que dut être, il y a trois cents ans, cette rupture avec Rome? La main du souverain pontife ne touchait-elle pas à tout? Quand on retrancha au saint-siége la part énorme qu'il s'était faite, quelle brèche immense, quel ébranlement dans tout l'État! Ce que M. Ranke veut savoir, c'est comment l'édifice de l'Allemagne put se soutenir, malgré une telle secousse. Voilà le vrai sujet de son travail ; c'est à ce grave problème qu'il a consacré les piquantes richesses de son érudition et la sagacité de son intelligence.

Toutefois, qu'il me soit permis de le redire en terminant, et que ces éloges mêmes m'autorisent à répéter ma plainte : M. Ranke nous doit mieux que des études particulières. Si M. Mignet, renonçant au grand travail que nous attendons, disséminait sa pensée et ne publiait que des fragments ou des dissertations spéciales, nous aurions le droit de lui rappeler ses promesses. Telle est aussi notre situation à l'égard de M. Ranke. Une complète histoire du XVIe siècle ne peut manquer au XIXe. En effet, malgré les différences nécessaires, que de rapports, que de points de contact entre ces deux époques ! Espérons donc l'achèvement d'une tâche pour laquelle l'érudition et la pensée, en France comme en Allemagne, auront associé leurs efforts.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1848.

Après trois semaines de discussions, après des débats d'une vivacité peu ordinaire, la chambre a voté son adresse. Le parlement a montré plus d'animation qu'il n'y en a réellement dans le pays. Il ne faut pas se plaindre de ce contraste, car il est un des bons résultats du gouvernement constitutionnel, qui concentre l'agitation dans la sphère élevée des grands pouvoirs, pendant que la société vaque à ses affaires avec une activité régulière et paisible. C'est ce qu'il faut bien comprendre, si l'on ne veut pas vivre dans des transes continuelles et maudire la liberté. Pour nous, en assistant à ces grandes luttes parlementaires dans un moment où, de toutes parts en Europe, on emprunte ou on imite nos institutions, nous avons plutôt éprouvé un sentiment d'orgueil national, en voyant ce que le régime représentatif avait chez nous fécondé de talents éminents. La supériorité qu'a montrée la France dans les lettres et dans la guerre ne l'abandonne pas à la tribune.

Quels sont les résultats politiques de la longue campagne par laquelle la session vient de s'ouvrir? Est-il vrai, comme l'a dit un des plus ingénieux adversaires du cabinet, M. de Rémusat, que la majorité soit désorganisée, et que sur la question des réformes le ministère n'ait pas d'avis? Dans la majorité, il y a d'excellents instincts et de petites passions, le désir sincère de servir et de défendre les intérêts généraux du pays, puis des calculs mesquins d'ambition ou de vanité individuelle. N'est-ce pas là l'histoire de tous les grands partis qui ont possédé longtemps le pouvoir dans les États libres? Il est un fait principal constaté par les discussions même qui ont si fort passionné la chambre, c'est que la pensée d'utiles réformes n'est repoussée par personne au sein de la majorité conservatrice. Le langage de tout le monde l'atteste. Personne ne s'est fait le défenseur systématique de l'immobilité. Que dans notre siècle on ne puisse vraiment maintenir l'ordre au sein d'une société qu'en y développant tous les germes de perfectionnement et de grandeur, c'est là désormais un lieu commun qui ne saurait rencontrer de contradiction; mais dès qu'on arrive à la pratique même de cette vérité, dès qu'on examine l'opportunité, la nature des réformes, quand on se demande dans quelle mesure il faut les proposer, alors on est aux prises avec les difficultés les plus graves, surtout si la réforme par laquelle il s'agit de commencer concerne et affecte le pouvoir même qui doit l'accomplir. Écartons les généralités. Quel est le point spécial en question? La chambre des députés est mise en demeure de modifier sa composition, de retrancher de son sein certains éléments.

Faut-il s'étonner que celui des partis parlementaires qui s'est fait plus particulièrement le représentant des principes conservateurs, et qui s'attache surtout à ne pas confondre les changements utiles avec les innovations téméraires, hésite, temporise avant d'aborder une pareille réforme? S'il avait moins d'expérience, il aurait moins de scrupules. Par la même raison, nous ne sommes pas très-surpris qu'au sein de la majorité conservatrice l'impatience ait gagné quelques jeunes gens que n'entrave pas encore la science des affaires et de la vie. Alors on ne doute de rien, on se sépare de ses chefs avec une sorte de pétulance. Si à ces entraînements juvéniles nous joignons, chez quelques autres, des passions moins naïves, des animosités personnelles, des exigences non satisfaites, nous nous expliquerons plus facilement encore l'attitude si décidée de quelques réformistes de très-fraîche date.

Toutefois, il faut le reconnaître, l'urgence de certaines réformes est indépendante de toutes les considérations personnelles, quelles qu'elles soient. On ne peut s'affranchir, en politique, des choses nécessaires, parce qu'elles sont difficiles ou désagréables. Peut-être le cabinet a-t-il été trop arrêté par la crainte, honorable du reste, de porter atteinte à quelques situations parlementaires. Il n'a pu se résoudre non plus, dès la seconde année de la législature, à une mesure qui devait inévitablement amener une dissolution. Il a pensé d'ailleurs qu'il n'y avait pas une telle urgence, qu'il dût si fort abréger les jours du parlement de 1846. Maintenant il doit reconnaître qu'il a poussé la résistance assez loin. Nous ne blâmons pas le ministère de n'avoir pas eu d'enthousiasme pour l'extension des incompatibilités parlementaires; mais, à coup sûr, il aurait tort de jouer, sur une pareille question, nous ne dirons pas son avenir, mais celui du parti conservateur. Il faut que désormais il soit bien entendu, bien acquis que, dans la session prochaine, une satisfaction positive sera donnée sur ce point. Il faut que, dans le discours de la couronne, le ministère annonce qu'il prend l'initiative d'une réforme longtemps mûrie par les discussions de la tribune et de la presse. Alors il sera bien avéré que la majorité conservatrice a la volonté et la puissance d'améliorer nos institutions, en les maintenant, en les défendant dans leurs bases, dans leurs principes essentiels. Nous sommes convaincus que quelques modifications habilement apportées à la loi électorale de 1831, loin de l'ébranler, l'affermiront encore. La loi elle-même a pris racine dans les mœurs politiques du pays. Elle a créé des habitudes, des traditions, des droits, qui, de jour en jour, prennent plus d'empire. Avec quelques perfectionnements, on la dotera d'un long avenir.

Un pareil résultat vaut la peine qu'on se préoccupe vivement des moyens de l'obtenir; un pareil résultat mérite les sacrifices auxquels faisait allusion M. le président du conseil, en s'engageant à chercher les termes d'une transaction qui réunît les diverses nuances du parti conservateur. Sans doute, le problème est compliqué. Peut-être était-il préférable que, par ses propres actes, le gouvernement prévînt la nécessité d'une innovation législative sur ce point. Ne pouvait-il pas couper court à la candidature électorale de certains fonctionnaires en leur faisant connaître qu'ils auraient à opter entre leur situation officielle et le mandat de député? Un pareil langage de la part du gouvernement eût calmé bien des ambitions, et il est à croire qu'elles n'eussent pas persévéré à prendre la route du Palais-Bourbon; mais ces regrets sont inutiles : c'est une loi qu'il faut aujourd'hui, une loi qui, sans priver la chambre de la présence de fonctionnaires éminents, dont l'expérience lui est indispensable, modifie cependant d'une manière assez sensible la composition du parlement pour être acceptée comme suffisante par les conservateurs progressistes. Il importe en effet qu'une loi pareille soit adoptée par toutes les nuances de la majorité conservatrice, puisqu'elle est destinée à en prévenir la décomposition. Il y a dix ans, il fallait travailler à former cette majorité; aujourd'hui, l'œuvre politique

est de l'empêcher de se dissoudre. Qui en est plus persuadé que M. Guizot? C'est cette conviction qui lui a dicté la promesse qu'il a faite à la chambre.

Pour le fond, la promesse est positive. Qui pourrait en empêcher l'exécution, quand viendra le jour de l'échéance? L'état de l'Europe? Nous concevons que les représentants du pouvoir évitent de prendre d'avance des engagements absolus sur l'époque d'une mesure, d'un acte. S'ils n'avaient pas cette prudence, ne les accuserait-on pas de témérité? Mais, d'un autre côté, tout ce qui arrive, tout ce qui se prépare en Europe, loin de les entraver, ne favorise-t-il pas les développements réguliers de la France constitutionnelle de 1830? La liberté modérée, la liberté cherchant ses meilleures garanties dans son union avec la monarchie, dans un contrat synallagmatique entre les gouvernements et les peuples, tel est le spectacle que nous offre partout l'Europe, au nord comme au midi. C'est la charte française qu'on consulte, qu'on reproduit : on se modèle sur nous, on se règle sur notre marche, on s'arrête là où nous avons jeté l'ancre. En 1830, nous semblions isolés en Europe; en 1848, tout le monde veut nous ressembler. La paix a donc aussi sa propagande et ses impulsions victorieuses. Il se trouve que, par la force des choses, nous sommes à la tête de tous les peuples du continent, de leur aveu même, puisqu'ils travaillent à nous rejoindre : situation excellente qui, sans blesser personne, nous investit d'une puissance singulière. Cette puissance, il ne faut pas en abuser, mais nous devons nous en servir avec habileté et modération. Quel est aujourd'hui le gouvernement étranger qui pourrait concevoir la pensée d'exciter les peuples, de tenter une croisade contre la France? Partout l'amour d'une sage liberté nous donne des alliés, des émules dans la pratique du régime représentatif. Les institutions qui s'élèvent sont autant de boucliers qui nous couvrent. L'intérêt et l'honneur de la France lui conseillent donc au dedans un développement sincère et régulier de ses propres institutions, au dehors une attitude qui prouve notre ferme confiance dans la réunion des forces morales et matérielles dont nous disposons. Les préoccupations de l'esprit de parti sont bien vives, puisqu'elles cachent à certains yeux la grandeur de la France en Europe. Cependant, au milieu même des longs débats de l'adresse, un intéressant épisode a mis en relief cette grandeur. La chambre a entendu des généraux victorieux lui rendre compte, comme on faisait autrefois au sénat romain, de ce qui s'était glorieusement passé en Afrique. Nous n'aurions pas assez d'éloges pour un pareil spectacle, s'il nous était donné par un autre peuple.

Mais de quoi nous occupons-nous? La chambre, surtout dans les derniers jours de cette grande discussion, avait bien d'autres affaires. Il s'agissait de savoir si la minorité n'était pas insultée d'une manière tout à fait grave et inconstitutionnelle, parce que la conduite de plusieurs membres de l'opposition était l'objet d'un blâme dans le discours de la couronne et dans l'adresse de la chambre. Cette question est-elle sérieuse? Qui rédige le discours de la couronne? Un ministère qui est l'expression d'une majorité. Apparemment, cette majorité a des doctrines, des principes, en vertu desquels elle agit, parle, approuve ou blâme les actes qui relèvent de sa juridiction politique. Apparemment encore, elle ne pense pas comme l'opposition, puisqu'elle gouverne contrairement aux maximes de celle-ci. Et elle n'aurait pas le droit de le lui dire! Mais, chez nos voisins, le parti qui est au pouvoir adresse les choses les plus dures à ses adversaires dans le discours de la couronne, qui est son œuvre, et dont il répond. Qu'on se rappelle l'énergie avec laquelle la conduite d'O'Connell et de la députation irlandaise fut, à plusieurs reprises, censurée par le gouvernement anglais dans le document officiel qui ouvre les sessions. Le grand agitateur y était signalé comme un factieux. La verve d'O'Connell lui fournissait, on le sait, toute sorte de réponses. Seulement il n'imagina jamais de se plaindre qu'on se servît contre lui, en tenant ce langage, d'armes anticonstitutionnelles.

Ici, les susceptibilités de l'opposition sont d'autant plus étranges que beaucoup de ses membres ont pris de la manière la plus vive l'initiative des hostilités. N'ont-ils pas volontairement renoncé au repos dont ils pouvaient jouir pendant leurs vacances, pour élever des tribunes d'où ils lançaient en toute liberté des attaques tant contre le ministère que contre la majorité? Là, ils n'étaient gênés ni par des contradicteurs, ni par les convenances parlementaires, et l'agression alla souvent jusqu'à l'injure. A ce débordement, le ministère n'oppose que deux mots, dont aucun n'a le caractère d'une insulte, et c'est l'opposition qui se prétend insultée ! Cette colère étudiée nous a rappelé la tactique dont se servait Voltaire dans ses querelles et ses polémiques. L'opposition ne se fâchera pas, si nous la comparons à Voltaire. Le philosophe de Ferney prenait souvent, on ne l'ignore pas, l'initiative des provocations les plus violentes, et, quand on lui ripostait, il criait de toutes ses forces qu'il était le plus malheureux et le plus insulté des hommes; ses adversaires étaient d'affreux scélérats dont un gouvernement équitable devait faire bonne justice. Voltaire nous connaissait; il nous savait enclins à donner raison à ceux qui crient bien fort, plus fort que tous les autres. N'est-ce pas aussi un peu le calcul de l'opposition ? N'espère-t-elle pas, par l'éclat de ses doléances, faire oublier le point de départ et la cause de ces fâcheux débats?

Nous voyons avec plaisir, au surplus, que toutes ces récriminations si amères ont fini par s'évaporer en discours. Des gens trop disposés à prendre les choses au tragique avaient répandu le bruit que tous les députés qui avaient assisté aux banquets allaient en masse donner leur démission. L'opposition est trop avisée pour commettre une pareille faute, et nous l'en félicitons. Elle s'épargne une très-fausse démarche, qu'elle n'eût pas tardé à regretter vivement; elle eût peut-être obtenu les éloges de quelques casse-cous politiques, mais assurément elle eût encouru le blâme presque unanime du pays. Seulement il est permis de conclure que, puisque ces démissions tant annoncées ne sont pas données, l'opposition reconnait enfin qu'elle n'a été ni injuriée ni traitée inconstitutionnellement par la majorité. L'aveu n'est pas moins éclatant que précieux.

Il est un point cependant sur lequel l'opposition entend ne pas reculer, et elle avise en ce moment aux moyens de consacrer d'une manière solennelle le droit de réunion des citoyens. Que nos lecteurs ne s'effrayent pas : nous ne développerons pas de thèse juridique. En principe, le droit de réunion est incontestable dans un État libre; en fait, il est soumis à des règlements que le pouvoir ministériel applique suivant les circonstances et sous sa responsabilité. Telle réunion pourra être permise, telle autre pourra être défendue. Qui jugera si le pouvoir ministériel a eu raison d'autoriser ou d'interdire? L'opinion et les chambres. La question, quoi qu'on en ait dit, est plus politique que judiciaire. Nous désirons vivement que l'opposition envisage la nature de la question et la portée de ses démarches avec la réflexion la plus mûre. Le pays est calme; la gauche constitutionnelle ne voudra pas l'agiter. Elle a aussi sa responsabilité, quoiqu'elle ne soit pas au pouvoir; c'est ce que rappelait un de ses orateurs dans le cours de la discussion de l'adresse. Cette responsabilité, elle la compromettrait gravement, si elle levait le drapeau d'une agitation extra-parlementaire dont elle ne serait pas sûre de modérer et d'arrêter les conséquences. L'opposition s'est fort irritée contre l'aveuglement que le ministère et la majorité ont reproché à plusieurs de ses membres; mais ne donnerait-elle pas à cette expression une justification nouvelle, si elle s'engageait dans des manifestations qui feraient surtout la joie de partis dont, à coup sûr, elle ne partage ni les sentiments, ni les espérances? Est-il donc si difficile, parmi nous, d'avoir le courage de ses opinions dans leurs nuances et dans leurs mesures? L'homme sage et modéré sera-t-il toujours le complice involontaire du tapageur et de l'exalté? Il faut cependant, quand on veut être libre, ne

pas aliéner son indépendance au profit de passions et d'idées qui ne sont pas vraiment les vôtres.

D'ailleurs, ne sommes-nous pas en pleine session? Pourquoi l'opposition irait-elle chercher un théâtre en dehors de l'enceinte parlementaire? Ne peut-elle pas tous les jours monter à la tribune? Ses principaux orateurs ne viennent-ils pas d'en descendre, après avoir donné d'éclatants témoignages des talents les plus divers? En vérité, l'opposition n'a pas assez de confiance dans l'efficacité de ses discours et de ses efforts. Pendant vingt séances, elle a sans relâche assailli le ministère en prenant tous les tons, en touchant à toutes les questions, à toutes les fibres, et à quelques jours de distance elle irait faire de nouvelles harangues en dehors du parlement, *inter pocula!* Ce serait donner un étrange épilogue à des débats d'une physionomie toujours remarquable et souvent d'une incontestable grandeur. Pourquoi ne serions-nous pas justes pour nos contemporains? Pourquoi ne dirions-nous pas que la tribune française n'a aujourd'hui rien à envier ni aux souvenirs de notre première révolution ni aux plus beaux jours du parlement anglais? Et il faut remarquer que, pour les orateurs politiques, plus leur carrière parlementaire se prolonge, plus pour eux les difficultés augmentent. Il leur faut revenir sur leurs traces, défendre les mêmes questions, surpasser leurs propres succès. Cependant la chambre a un certain nombre d'orateurs qui, dans des rangs opposés, triomphent à chaque session d'un pareil embarras. A gauche, M. Odilon Barrot n'a rien perdu de son geste et de sa voix; son indignation est restée solennelle, et à travers sa monotonie a su parfois atteindre d'heureux effets. Pourquoi, dans l'éloquence de M. de Lamartine, le dessin n'est-il pas aussi pur que les couleurs sont éclatantes? Il devrait demander à M. de Rémusat l'heureux secret de déduire sa pensée avec autant de mesure que de fermeté. MM. Duvergier de Hauranne et de Maleville ont été les interprètes incisifs des plus grandes vivacités de l'opposition, dont M. Dufaure s'est au contraire attaché à calmer les colères, tout en restant l'adversaire du cabinet. Enfin toutes les grandes questions tant étrangères qu'intérieures ont eu pour organe M. Thiers, qui s'est multiplié, et auquel personne à coup sûr, quand il occupe la tribune, ne conteste le titre de chef de l'opposition. Qui peut lutter avec ce talent supérieur et cette parole de maître?

Un seul homme. Sans reproduire ici un parallèle toujours présent aux esprits, M. Guizot a porté le poids des débats, et quels débats, grand Dieu! avec une puissance qui a ramené ses adversaires au respect. Il a toujours occupé la tribune avec une imposante autorité, plusieurs fois avec un admirable ascendant. La plus haute rectitude d'esprit et la fermeté d'un véritable homme d'État caractérisent l'éloquence de M. Duchâtel, dont l'influence sur les esprits pratiques augmente tous les jours. M. Dumon et M. Hébert ont partagé avec talent, avec énergie, la défense de la politique du cabinet. Le rapporteur de l'adresse, M. Vitet, a su mettre avec beaucoup d'à-propos et de chaleur la gauche en contradiction avec elle-même; M. de Morny a trouvé moyen, avec tact et élégance, d'exprimer à la tribune ses sympathies réformistes sans se séparer de la majorité conservatrice. Non, tous ces débats ne sont pas stériles; les questions s'y élaborent, les solutions s'y préparent. C'est ainsi que, dans un an, la réforme parlementaire s'inscrira dans nos lois. Tels sont les procédés laborieux par lesquels les peuples libres perfectionnent leur législation.

Au milieu des orages de la politique intérieure, les questions extérieures ont été momentanément perdues de vue. Il faut convenir d'ailleurs que la discussion engagée sur les affaires de la Suisse n'a présenté ni toute la vivacité, ni tout l'intérêt qu'on en attendait; elle avait été en grande partie épuisée et par la polémique de la presse, et par les débats de la chambre des pairs. De plus, un accident assez vulgaire, nous voulons dire la grippe, a fermé la bouche et tari l'éloquence de plusieurs des prin-

cipaux orateurs de la chambre. M. de Lamartine et M. Berryer se sont trouvés réduits à un silence forcé, et nous avons vu le moment où, M. Guizot et M. Thiers subissant eux-mêmes cette influence malencontreuse, le combat allait finir faute de combattants. Autant M. Thiers s'était montré sage et réservé sur la question italienne, autant il a été vif sur la question suisse. M. Thiers a été premier ministre, il peut le redevenir; comment donc a-t-il pu se déclarer si ouvertement pour un état de choses, pour des actes qui causent de sérieuses alarmes aux amis de la paix européenne? M. Thiers a pris dans l'affaire suisse la position qu'avait prise M. de Lamartine dans la question italienne. Heureusement pour lui, les exagérations auxquelles il s'est laissé entraîner ont été en partie corrigées par la citation qui a été faite de ses anciennes dépêches. Nous préférons, nous l'avouerons sans détour, les opinions qu'il a consignées dans ses dépêches de 1836 à celles qu'il a exprimées dans son discours de 1848. Au reste, dans ces derniers débats, on a pu voir, par le langage de M. Thiers sur l'Italie, qu'il savait, quand il le voulait bien, se renfermer dans les limites d'une politique modérée.

Le mouvement constitutionnel en Italie a reçu des événements de la Sicile une impulsion irrésistible. Les constitutions ont commencé le tour de la péninsule et l'achèveront inévitablement. Du moment que le plus absolu des États italiens était gratifié d'une charte, comment les États déjà dotés d'institutions libérales auraient-ils pu rester en arrière? De Naples, le mouvement s'est communiqué à Turin, peut-être est-il déjà à Florence; dans peu, il sera à Rome, mais c'est là que se présenteront les plus graves complications.

La manière dont l'insurrection de Palerme a été conduite fait le plus grand honneur aux Siciliens. Il y a eu, dans cette lutte courageuse et prolongée, un caractère de gravité, de calme et de dignité qu'on n'aurait probablement pas rencontré chez les Napolitains; il y a évidemment de ce côté-là quelque chose de très-sérieux. On sait que les insurgés de Palerme avaient refusé les premières offres du roi, et avaient réclamé la convocation immédiate du parlement. Ils avaient refoulé les troupes dans trois ou quatre positions fortifiées, et étaient restés les maîtres de la ville. Ils avaient sur-le-champ constitué un gouvernement provisoire, divisé en quatre comités : un pour la défense, un autre pour l'approvisionnement, un autre pour les finances, et un dernier pour les affaires d'État. Les premiers noms du pays étaient à la tête de ces comités. Toutes les classes de la population avaient pris part à ce soulèvement national; les femmes, les enfants, les nobles, les moines, les prêtres, les pêcheurs, tous s'étaient ralliés aux cris de : Vive l'indépendance de la Sicile et vive sainte Rosalie! On cite une petite ville près de Palerme, celle de Montréal, dont la garnison a été prise et désarmée par les moines d'un couvent bénédictin. Les armes manquaient; la plupart des combattants n'avaient que des fusils de chasse, des sabres et des coutelas. Les insurgés s'étaient cependant emparés de sept à huit pièces de canon, et, au lieu de maltraiter les soldats prisonniers, ils se servaient d'eux pour pointer leurs pièces. Du haut du fort, le duc de Majo, gouverneur de la Sicile, bombardait incessamment la ville : les bombes causaient peu de ravages, car le peuple se jetait dessus et coupait intrépidement les mèches; mais ces rigueurs inutiles ne faisaient qu'accroître l'exaspération. Dès le commencement du bombardement, le consul de France, M. Bresson, avait convoqué ses collègues de Sardaigne, de Prusse, de Russie, de Suisse et des États-Unis, pour protester contre cet acte sauvage; les consuls d'Angleterre et d'Autriche s'étaient également ralliés à la protestation. M. Bresson se rendit à travers le feu et les barricades jusqu'au château royal, où il obtint du gouverneur une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Il profita de ce peu de temps pour noliser un bâtiment américain, sur lequel il embarqua tous ses nationaux et quelques étrangers qui réclamèrent l'hospitalité de la France. Une protestation régu-

lière contre le bombardement fut ensuite rédigée par le consul français et répandue dans la ville. Après dix jours de combat, le général Sauget, qui commandait les troupes royales envoyées de Naples, dut renoncer à soumettre l'insurrection par la force et fit faire des ouvertures au gouvernement provisoire. Le décret d'amnistie qu'il offrit fut repoussé avec dédain ; imprimé et livré au peuple, il fut brûlé sur la place publique.

Les nouvelles du triomphe de l'insurrection sicilienne arrivèrent à Naples et mirent le feu à tous les esprits. Les clubs commencèrent à s'organiser; l'émeute grondait déjà, et les *lazzaroni*, que l'on disait une race éteinte, reparurent comme par enchantement dans les rues. Le roi, résistant encore, était pressé de tous côtés; le duc de Serra-Capriola, qui arrivait de Paris, lui donnait les conseils de la prudence. Le roi dut d'abord éloigner son confesseur, monsignor Cocle, qu'il relégua dans un couvent; il fit ensuite le sacrifice de son ministre de la police, M. del Caretto, l'homme le plus impopulaire du royaume, qu'il fit embarquer subitement sur un bateau à vapeur. Autant le roi avait mis d'obstination dans la résistance, autant il mit de précipitation dans la concession. Le voyage de ce malheureux ministre sur les côtes d'Italie ressemble à celui d'un excommunié du moyen âge. Le bâtiment qui le portait, se trouvant sans charbon, va en demander au port de Livourne; il en est repoussé sans pitié, et rejeté sans feu et sans provisions en pleine mer. Il poursuit sa course jusqu'à Gênes; mais là aussi l'exilé, voulant descendre à terre, est reçu par les malédictions du peuple, forcé de se rembarquer, et il ne trouve enfin l'hospitalité que sur la terre de France. Ces sacrifices peu généreux n'étaient point faits pour donner satisfaction au peuple de Naples. Tout était prêt pour une insurrection. Cependant les chefs du parti modéré se concertèrent avec les chefs du parti du mouvement, et il fut convenu qu'on attendrait l'effet des pétitions qui devaient être présentées au roi; mais l'impulsion était donnée, trente mille hommes se rendirent sous les fenêtres du palais en criant : Vive le roi! et vive la constitution! Le roi se décida enfin; il forma un nouveau ministère dont il donna la présidence au duc de Serra-Capriola, et rendit un décret qui annonçait une constitution sur les bases de la charte française, avec les deux chambres, l'inviolabilité de la couronne, la responsabilité ministérielle et la liberté de la presse. Il y eut à Naples deux jours de fête, pendant lesquels le roi se promena dans les rues au milieu d'ovations frénétiques.

Pendant qu'on chantait au théâtre de San-Carlo de Naples les chœurs d'*Ernani*, la bataille continuait à Palerme, mais elle se terminait par l'entière victoire de l'insurrection. Les dernières positions occupées par les troupes royales étaient abandonnées, et le roi voyait revenir sur ses bateaux les débris de ces régiments qu'il avait lui-même embarqués quelques jours auparavant. On dit que le roi Ferdinand a été profondément attristé de ce spectacle; cela se comprend, car ses soldats avaient été vaincus, mais ils étaient restés fidèles. D'après les dernières nouvelles, le roi avait envoyé plusieurs bâtiments en Sicile pour ramasser toutes les garnisons, avec le dessein d'abandonner l'île et d'attendre les événements.

Ce qui serait à désirer maintenant, c'est que la Sicile acceptât la constitution commune des deux royaumes; ce qui est à craindre, c'est qu'elle ne veuille une constitution particulière, c'est qu'elle ne veuille le *rappel*. Le roi pourrait tout au plus consentir à ce que le parlement fût rassemblé alternativement à Naples et à Palerme, mais il n'est guère possible qu'il accorde à la Sicile un parlement séparé, et si la lutte s'engageait sur cette question, il y serait probablement soutenu par le royaume de Naples proprement dit. La constitution nouvelle est d'ailleurs plus libérale que celle dont jouissait autrefois la Sicile, et où dominait presque exclusivement l'élément aristocratique.

On se préoccupe beaucoup de ce que pourra ou de ce que voudra faire l'Autriche

dans ces circonstances critiques. Le gouvernement autrichien a conclu en 1815, le 12 juin, un traité dans lequel était un article secret stipulant que « le roi des Deux-Siciles n'introduirait dans son royaume aucuns changements inconciliables avec les anciennes institutions monarchiques ou avec les principes adoptés par Sa Majesté Impériale (d'Autriche) dans le gouvernement intérieur de ses possessions d'Italie. » En d'autres termes, le roi de Naples s'engageait par là à ne point donner de constitution à son peuple tant que l'empereur d'Autriche n'en donnerait pas une à la Lombardie, c'est-à-dire jamais. Le gouvernement autrichien voudra-t-il aujourd'hui faire valoir cet article secret? Nous ne le croyons pas, nous pourrions même dire que nous sommes sûrs du contraire; et, si nous sommes bien informés, l'ambassadeur d'Autriche à Paris aurait déjà déclaré à M. Guizot que son gouvernement n'avait point l'intention d'intervenir dans les affaires du royaume des Deux-Siciles, et se bornerait à se tenir sur la défensive. Il n'y a naturellement aucune objection à faire à cette attitude; elle n'empêchera point le roi de Naples de donner une charte à ses États; elle n'empêchera point le roi de Sardaigne de suivre l'exemple du roi de Naples, comme il l'a déjà fait. C'est aussi une constitution française qui vient d'être inaugurée dans le Piémont; c'est un honneur pour la France de voir ainsi ses institutions se propager autour d'elle; c'est un juste hommage rendu à la politique qui, depuis dix-sept ans, a su concilier l'ordre avec la liberté. Ce qui s'est passé à Turin se reproduira inévitablement à Florence : nous croyons que, dans ces deux États comme dans celui des Deux-Siciles, le mouvement constitutionnel se régularisera; mais, ainsi que nous le disions tout à l'heure, le moment critique viendra quand l'impulsion se sera communiquée aux États romains, et quand le principe de la souveraineté nationale se trouvera aux prises avec le principe de l'infaillibilité spirituelle.

Les relations officielles entre la cour d'Angleterre et la cour de Rome vont être régulièrement rétablies; le ministère anglais vient de faire une proposition à cet égard dans le parlement. Cette mesure, prévue depuis longtemps, et à laquelle la mission de lord Minto à Rome avait servi de préliminaire, a été hâtée par la gravité croissante des événements de l'Italie. Le gouvernement anglais a senti l'utilité d'avoir en ce moment auprès de la cour pontificale un représentant public, comme en ont toutes les autres puissances, et il a profité du moment pour demander la révocation des lois qui, depuis la réformation et la révolution, avaient mis le pape à l'index. C'est lord Lansdowne qui a fait dans le parlement cette proposition. Le parti protestant se plaint vivement de la précipitation avec laquelle le bill a été introduit sans avoir été annoncé, mais cette précipitation même prouve le prix que le gouvernement anglais attache à se mettre promptement en règle avec les événements qui se préparent à Rome.

Pour faire accepter plus facilement la reconnaissance du pape par le parlement, le ministère anglais a apporté un gage des dispositions bienveillantes et amicales de la cour de Rome. Dans ces derniers temps, la conduite tenue par une partie du clergé catholique d'Irlande au milieu des assassinats et des désordres qui ravageaient le pays avait excité des plaintes nombreuses et trop souvent légitimes. Dans certains cas, la prédication était devenue de la dénonciation, et la Jaquerie avait été encouragée du haut de la chaire. Le gouvernement anglais a porté plainte contre ces scandales auprès du chef spirituel du clergé d'Irlande, et le saint-siége a adressé aux évêques irlandais une circulaire contenant un blâme sévère des provocations des prêtres. Les évêques ont, à ce qu'il paraît, tenu une assemblée dans laquelle il a été résolu qu'ils enverraient à Rome une députation pour se justifier.

L'intolérance religieuse de l'Angleterre a éprouvé encore une autre défaite par le vote du bill d'émancipation des juifs. Une forte majorité en a consacré le principe

dans la chambre des communes; on ne saurait encore prédire avec certitude ce qui en aviendra dans la chambre des lords, où siégent les évêques; il est probable que l'opposition y sera plus forte que dans les communes, mais pas assez pour faire rejeter la mesure. La discussion engagée sur ce sujet a été l'occasion de la dislocation définitive du parti protectioniste, dernier débris de l'ancien parti tory. Lord George Bentinck, qui avait consacré tant de zèle et de courage à maintenir cette relique, a été assez brutalement destitué de ses fonctions, pour avoir usé une fois de son libre arbitre. Les protectionistes, qui se composent principalement de protestants zélés, n'ont pu lui pardonner d'avoir voté pour la liberté de conscience dans le bill d'émancipation des juifs. Ils se sont donné pour chef un homme de grande famille, mais du reste complétement nul en politique, le marquis de Granby, fils aîné du duc de Rutland. Ce parti avait dans son sein deux hommes de valeur, lord George Bentinck et M. d'Israeli; il les a frappés tous les deux d'ostracisme, et s'est ainsi enlevé ce qui lui restait de force. Aujourd'hui, il n'a plus de raison d'être, et dans quelque temps il n'existera plus qu'à l'état de souvenir.

Il y a dans les dernières nouvelles reçues des États-Unis des leçons instructives. Le gouvernement de l'Union nous est souvent présenté comme le type des gouvernements libres et constitutionnels; il est bon de voir lequel des deux systèmes, celui de la monarchie ou celui de la république, offre, en effet, le plus de garanties. Ainsi, dans une de ses dernières séances, le sénat américain a voté une résolution portant que « la guerre avec le Mexique avait été commencée sans nécessité et inconstitutionnellement par le président des États-Unis. » Si un vote de cette nature se rencontrait dans des chambres françaises ou anglaises, qu'arriverait-il? Les pouvoirs électifs ne se trouveraient point en collision avec le pouvoir royal, parce que le pouvoir royal est irresponsable : la censure serait dirigée contre les ministres, et il resterait à la couronne le choix entre un appel au pays et un changement de ministère; mais le président des États-Unis est, comme on l'a dit, un premier ministre inamovible pour quatre ans, qui ne peut être changé ni par un souverain, ni par un parlement. Pendant ces quatre ans, il exerce une autorité bien plus arbitraire que ne peut l'être celle d'un roi constitutionnel. Dans le cas actuel, par exemple, le président des États-Unis poursuit très-tranquillement une entreprise qu'une des branches de la législature frappe d'un blâme formel. Si on lui refuse des troupes régulières et des subsides, il peut faire à discrétion des levées de volontaires, et c'est en effet ce qu'il fera. La moitié de l'armée qui a pris et qui occupe le Mexique est composée de volontaires; le président continuera la guerre de cette façon tant qu'il sera au pouvoir et en dépit de toutes les protestations des chambres.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

DE LA

LIBRAIRIE MELINE, CANS ET Cie.

Les Chevaliers du lansquenet, par le marquis *de Foudras* et *Xavier de Montépin*, les deux premiers volumes in-18.

Le gouvernement français fut un jour saisi d'une belle velléité de morale ; il supprima la loterie royale, qui, chaque année, rendait quelques millions au trésor, et il ferma les maisons de jeux.

Que résulta-t-il de cette double réforme? Que les personnes qui poursuivaient des ambes, des ternes, des quaternes, se ruèrent sur des spéculations d'autant plus dangereuses que le chiffre des mises est illimité, tandis que les joueurs chassés de Frascati se réunirent dans de mystérieux tripots où le vol est organisé en dehors de l'action de la police.

Sans doute, les moralistes ont pu dire en parlant de ces maisons de jeux de Paris, si bien nommées *enfers* par les Anglais :

Il est trois portes à cet antre :
L'espoir, l'infamie et la mort.
C'est par la première qu'on entre ;
Par les dernières que l'on sort.

Longue, en effet, serait la liste des victimes de ces odieuses maisons ; mais quel que soit le mal patent qu'elles aient causé, il est beaucoup dépassé par les funestes résultats qu'a entraînés leur suppression.

La passion du jeu a grandi, loin de s'affaiblir ; les tripots se sont multipliés à Paris, et le nombre des dupes et des victimes s'est accru dans une proportion considérable. Les poursuites exercées par les tribunaux ne laissent aucun doute sur cette plaie de la société parisienne, plaie que mettent à nu *les Chevaliers du lansquenet*.

Tel est le titre du roman du marquis de Foudras et de Xavier de Montépin. Ces deux auteurs n'ont pas reculé devant les difficultés d'une

œuvre qui les force de fouiller dans la boue dorée de Paris ; ils se sont inspirés de cette société exceptionnelle que l'on rencontre toujours dans les grandes capitales, de ces pirates de salons qui pratiquent en terre ferme le métier des écumeurs de mer. Un livre de morale n'aurait pas été lu ; ils ont fait un roman. Ils produiront un effet salutaire; ils éclaireront les jeunes gens sur les dangers de Paris.

Les Diplomates et hommes d'État européens, par *Capefigue*, un volume in-18.

Les ouvrages de M. Capefigue ont le caractère d'une mission. Dans notre époque de pêle-mêle où la démocratie coule à pleins bords, où les doctrines les plus dissolvantes, les plus anarchiques sont hautement professées, cet écrivain s'est fait le champion des principes conservateurs, l'organe du *torysme*.

Afin de personnifier en quelque sorte la cause qu'il défend avec autant de conviction que de talent, il continue sa galerie politique dans laquelle figurent tour à tour les diplomates et les hommes d'État européens.

Cette quatrième série n'est pas moins intéressante que les autres, et par les portraits qui la composent, et par le soin scrupuleux avec lequel ces portraits sont tracés. Nous y trouvons la politique anglaise représentée par le marquis de Normanby et lord Aberdeen; la politique française de l'empire, de la restauration et de la révolution de juillet, se reproduit dans MM. le duc de Bassano, le duc de Mortemart, le maréchal Sébastiani, de Martignac et le comte de Sainte-Aulaire; la politique de l'Autriche a pour expression MM. le baron de Thugut et le comte de Stadion; celle du Portugal est peinte par M. le marquis de Palmella; et MM. les comtes de Lœwenhielm résument la Suède.

L'auteur a retracé dans le même volume trois figures de souverains : Léopold, roi des Belges, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, et le pape Pie IX : le premier, parce qu'il est mêlé à toutes les négociations importantes de l'Europe; le second, pour avoir fondé en Prusse le régime représentatif; le troisième est jugé comme souverain temporel, homme d'État, comme novateur en présence du sacré collége, de l'Italie et de l'Autriche.

Ce rapide aperçu nous dispense d'entrer dans l'appréciation des mérites du nouveau travail de M. Capefigue. Avec un écrivain de cette portée, le lecteur sait d'avance à quoi s'en tenir. Vingt années de travaux consécutifs, des relations avec les principaux personnages de l'Europe et de nombreux volumes publiés sur presque toutes les questions d'histoire et de politique constituent des garanties pour un auteur et pour ses œuvres. Aussi nous ne doutons pas de l'intérêt universel, des sympathies unanimes qui entoureront cette nouvelle production de l'excellent biographe des hommes d'État européens.

LES ANCIENS

COUVENTS DE PARIS.

TROISIÈME RÉCIT.

CLÉMENTINE.

TROISIÈME PARTIE (1).

V

Le départ d'Antonin n'avait point apaisé les ressentiments du marquis ; ses rigueurs continuèrent à l'égard de mademoiselle de l'Hubac ; il ne révoqua point la défense qu'il lui avait fait faire de reparaître en sa présence, et la pauvre fille eut tout le loisir de pleurer librement, dans la solitude et le silence de sa chambre, l'absence du petit baron. Elle vivait en recluse dans son appartement, bien que la Graponnière en eût laissé, dès le second jour, la porte ouverte comme par mégarde. Mademoiselle de Saint-Elphège lui faisait chaque matin une visite de charité, et revenait dans la journée rôder autour d'elle pour s'assurer qu'elle n'écrivait point et se tenait tranquille. La vieille fille avait un air sombre qui semblait annoncer qu'elle ressentait quelque chagrin violent et caché. En effet, il lui avait fallu subir une mortification cruelle ; elle venait d'être vaincue dans l'espèce de lutte sourde et acharnée qu'elle soutenait contre son ancien adorateur. Le jour même que le petit baron était parti, elle avait couru au petit lever de son oncle et entamé un discours sur

(1) Voyez plus haut pages 305 et 478.

la nécessité d'éloigner M. de Champguérin ; mais le marquis lui avait aussitôt coupé la parole, en s'écriant d'un ton sardonique et absolu :

— Qu'est-ce à dire, ma nièce? Vous voulez que je fasse affront à un si galant homme! Et pour quel sujet, je vous prie? Parce que vous vous êtes mis en tête je ne sais quelles idées et que vous lui prêtez je ne sais quels projets! Mais je ne donne point dans toutes ces billevesées, cordieu! et je vous défends de m'en entretenir jamais. Ce n'est, certes, pas la faute de Champguérin si un petit pendard et une péronnelle ont eu l'arrogance de me manquer de respect ; j'entends que tout le monde ici lui fasse bon visage, et qu'il vienne tous les jours, comme par le passé, faire ma partie d'hombre et me tenir compagnie.

— Vous le voulez à tous risques? Vous êtes le maître, monsieur! répliqua mademoiselle de Saint-Elphège suffoquant de dépit et se contenant à peine ; je veillerai sur ma nièce, et ce ne sera pas ma faute s'il avient céans des choses contraires à la tranquillité, à l'honneur de notre famille.

Madame de Barjavel s'était rendue aussi, dès le premier jour, dans la chambre de Clémentine ; mais elle lui avait épargné les reproches, les tardives observations, et s'était contentée de l'engager à mettre à profit ce temps de retraite et de solitude pour réfléchir mûrement sur ses devoirs et ses obligations. La baronne était une personne trop sérieuse, trop imposante, pour que mademoiselle de l'Hubac se laissât aller avec elle à quelque épanchement qui eût soulagé son cœur. Il ne pouvait pas même y avoir grande conversation entre elles, et le plus souvent madame de Barjavel employait tout le temps de sa visite à édifier Clémentine par quelque lecture solide qu'elle prenait la peine de lui faire à haute voix. Ces visites et ces passe-temps remplissaient environ deux heures de la matinée, et lorsque mademoiselle de Saint-Elphège, qui venait toujours la dernière, se retirait après avoir recommencé pour la vingtième fois ses admonestations, Clémentine demeurait seule pour tout le reste de la journée. Cet isolement porta ses fruits. D'abord la pauvre enfant fut saisie d'un grand ennui et tomba dans un accablement extrême ; ce fut le temps où elle pleura l'absence de son cousin avec un regret profond qui ne laissait point de place à d'autres sentiments. Puis les forces de son âme se ranimèrent ; elle chercha une consolation dans la cause même de son malheur, et se fit une occupation continuelle du souvenir de celui pour lequel elle souffrait cette persécution. Jusqu'alors elle n'avait éprouvé peut-être, pour M. de Champguérin, qu'une de ces vives sympathies qui naissent du désœuvrement de l'imagination et des instincts d'un cœur tendre ; mais ce sentiment s'exalta dans la solitude et devint véritablement une passion violente, un amour capable de tous les sacrifices, de tous les dévouements.

Chaque jour, bien avant l'heure où M. de Champguérin arrivait à la Roche-Farnoux, elle venait s'asseoir dans l'embrasure d'une des fenêtres de sa chambre ; la vitrière était à peine entr'ouverte et les rideaux blancs, ornés de lourdes broderies, étaient tirés devant le châssis ; pourtant mademoiselle de l'Hubac pouvait apercevoir un coin du paysage aride que traversait le chemin, et elle attendait, le cœur palpitant, qu'un cavalier passât comme l'éclair au fond de cette perspective ; puis, lorsqu'il avait disparu dans la route abrupte qui tournait au pied de la Roche-Farnoux, elle rêvait longtemps le cœur enivré d'amour, l'âme remplie d'espoir et de courage.

Mademoiselle de Saint-Elphège observait avec un étonnement mêlé de défiance l'espèce de résignation exaltée qui avait succédé à l'abattement de sa nièce. Sans pénétrer tout à fait ses sentiments, elle soupçonnait que Clémentine était soutenue par le secret espoir de pouvoir disposer un jour de sa main et de la donner librement, avec sa part de ce grand héritage si longtemps attendu, à celui auquel elle avait déjà si obstinément gardé son cœur. Cette prévision lui faisait former des vœux extrava-

gants : elle en était venue à désirer et à croire que le marquis vivrait assez longtemps pour voir la belle Clémentine enlaidie et vieillie comme elle. D'un autre côté, M. de Champguérin avait depuis quelque temps un visage qui faisait plaisir à la vieille demoiselle : son humeur était inégale, un certain ennui se peignait sur sa physionomie, et l'on eût dit parfois qu'il avait au fond de l'âme quelque dépit furieux qui allait éclater. Il n'avait plus les mêmes empressements pour la baronne ni le même soin de lui plaire, et il n'était plus question de musique pendant les longues après-midi qu'on passait tout entières à la table de jeu ; aussi la réunion n'était-elle pas fort divertissante le soir dans la salle verte, et la Graponnière dormait-il tout d'un somme derrière le fauteuil de son maître. Le père Cyprien, ce trinitaire qui disait la messe dans la chapelle les dimanches et fêtes, était devenu le commensal du château; mais il ne remplissait pas tout à fait la place que le bon abbé Gilette avait laissée vacante. C'était un vieux moine fort encrassé, sans conversation ni science ; tout son mérite consistait en un certain discernement qui lui faisait promptement connaître le degré de considération qu'il devait accorder aux gens, et dans une sorte de réserve honnête qui masquait assez bien sa nullité. Ce personnage automatique jouait à l'hombre cependant, et le marquis l'avait pris en gré pour ce motif d'abord, et ensuite parce qu'il n'était pas d'une dévotion incommode.

Tous les dimanches, à l'heure de la messe, la Graponnière venait querir mademoiselle de l'Hubac, qu'il était censé tenir sous clef, et il la conduisait à la chapelle, où déjà la famille s'était rendue. Elle prenait place à l'écart derrière tout le monde, assistait au service divin sans parler à personne, et se retirait ensuite la première sans qu'il lui fût permis de saluer son grand-oncle.

Or, il arriva qu'un dimanche, au moment où le père Cyprien montait à l'autel, la porte de la chapelle s'ouvrit sans bruit, et un étranger pénétra discrètement dans la nef. Au frôlement de son habit de soie, au léger parfum qu'exhalait toute sa personne, mademoiselle de l'Hubac devint toute pâle et demeura le visage incliné sur son livre d'heures sans oser lever les yeux. M. de Champguérin comptait peut-être que sa présence ne serait point remarquée et qu'il pourrait rester à cette place; mais mademoiselle de Saint-Elphège avait l'ouïe très-fine, et quoiqu'il eût poussé la porte d'une main prudente, quoiqu'il eût marché d'un pied léger sur les dalles, elle avait reconnu le cliquetis de ses éperons d'argent. Un moment après, la Graponnière descendit gravement la nef pour l'inviter, de la part du marquis, à venir prendre place au banc seigneurial. M. de Champguérin passa devant Clémentine en lui jetant un regard si tendre, si pénétré de tristesse et de reconnaissance, qu'elle comprit qu'il l'avait devinée et qu'il lui demandait en quelque sorte pardon de ce qu'elle souffrait pour l'amour de lui. Ce jour-là, elle ne tourna pas la première page de son livre d'heures, elle ne leva pas non plus les yeux vers le haut de la nef, et, quand la messe fut finie, elle sortit précipitamment de la chapelle et regagna sa chambre tout éperdue de confusion, de bonheur et d'amour. Cet incident, auquel personne n'avait pris garde, tourmenta beaucoup mademoiselle de Saint-Elphège. Il lui semblait que M. de Champguérin avait eu le loisir de glisser une lettre à sa nièce, de lui parler peut-être, et d'obtenir d'elle la promesse de quelque secrète entrevue. Elle en conçut une inquiétude qui ne lui laissa plus de repos. Jamais tuteur ombrageux ne surveilla les alentours de son logis avec plus de vigilance qu'elle ne gardait les passages qui aboutissaient à la chambre de Clémentine. Elle venait l'épier à chaque instant de la journée; la nuit, elle se levait pour s'assurer que sa porte était close, et qu'elle ne se hasardait pas à sortir sur la terrasse pour jeter un billet doux par-dessus les murailles.

Quelques semaines passèrent ainsi; on était en plein automne; les chemins devenaient effroyables, et, le soir, M. de Champguérin s'en retournait de bonne heure à

son manoir. Dès que la Graponnière l'avait reconduit, la veillée était finie ; le marquis passait dans sa chambre à coucher en emmenant le père Cyprien ; les deux dames regagnaient leur appartement ; toute la livrée se retirait dans ses bouges, et bientôt le plus profond silence régnait à la Roche-Farnoux.

Une nuit, une nuit de novembre, mademoiselle de Saint-Elphège, rentrée depuis longtemps chez elle, veillait près de sa cheminée, après avoir renvoyé les femmes qui la servaient ; assise devant le foyer, ses mains fluettes étendues sur la flamme, elle rêvait en écoutant la brise nocturne, dont le souffle murmurait contre les vitrières, et les hurlements lointains de quelque chien de berger qui aboyait à la lune. Tout à coup elle crut percevoir à travers ces faibles bruits comme un son métallique, quelque chose de semblable au cliquetis d'une molette d'éperon et au choc d'un talon ferré sur les dalles de pierre. Elle se dressa en prêtant l'oreille, et alla regarder au dehors à travers la vitrière. Le ciel était pur, et la lune sereine répandait sa vive lumière dans l'enceinte du préau, entouré d'arcades en ogives, sous lesquelles régnait en ce moment un clair crépuscule. La vieille fille parcourut d'un regard cet étroit espace ; puis elle passa sa main sur ses yeux comme pour s'assurer qu'elle n'était point abusée par quelque hallucination, et, quittant aussitôt la fenêtre avec une exclamation étouffée, elle descendit précipitamment chez son oncle.

Le marquis ne dormait pas encore ; il était assis dans son grand lit, les yeux ouverts, sa boîte de pastilles à la main, et il écoutait un de ses valets de chambre, lequel était en train de lui faire un conte de ma mère l'Oie.

Mademoiselle de Saint-Elphège entra sans se faire annoncer, s'arrêta hors d'haleine au pied du lit, et dit avec une sorte d'autorité en regardant le valet de chambre :

— Mon oncle, renvoyez ce garçon, je vous prie.

— Sortez, Braguelonne, fit le marquis fort étonné.

Mademoiselle de Saint-Elphège alla fermer la porte ; puis, venant au chevet du marquis, elle lui dit d'une voix entrecoupée et avec un accent inexprimable d'indignation et de triomphe :

— Eh bien ! monsieur, je puis enfin vous donner la preuve de cette trahison infâme dont je vous avais déjà inutilement prévenu. L'homme que vous honorez de votre confiance, celui que vous accueillez chaque jour et favorisez de votre intimité, celui que vous avez comblé de vos bontés, votre voisin, votre commensal, votre obligé, M. de Champguérin enfin, vous trompe et vous outrage. Il déshonore votre maison. Cette nuit même il est rentré secrètement ici...

— Vous aurez fait quelque mauvais rêve, ma nièce! interrompit le marquis d'un air incrédule et courroucé.

— M. de Champguérin est ici, répéta la vieille fille avec véhémence ; je l'ai vu il n'y a qu'un moment dans le petit préau. Oui, mon oncle, je l'ai vu. Il est sorti par une des portes qui donnent sous les arcades et a écouté un moment, la tête tournée vers le ciel, comme si quelque bruit lointain l'eût inquiété, ensuite il a disparu de nouveau.

— Êtes-vous certaine de ce que vous dites là ? s'écria le marquis en se relevant sur ses coudes.

— Je suis certaine de ce que j'ai vu de mes propres yeux, répondit mademoiselle de Saint Elphège ; au surplus, monsieur, vous n'avez qu'à donner vos ordres, en un moment tous les gens seront sur pied, et M. de Champguérin ne pourra s'échapper.

Le vieux seigneur secoua la tête et parut réfléchir.

— Peut-être doutez-vous encore, mon oncle, continua mademoiselle de Saint-Elphège ; en effet, la chose est inouïe, et je ne puis concevoir par quel moyen M. de Champguérin est rentré cette nuit dans le château. A l'heure où il se retire, M. de la Graponnière ferme derrière lui la grande porte dont voilà les clefs à votre chevet. Il

n'y a point d'autre entrée, et il est absolument impossible de passer par-dessus les murailles. Je ne vois pas non plus comment il pourrait se hasarder jusqu'à la chambre de ma nièce; il lui faudrait, pour y arriver, passer devant l'appartement de la baronne et traverser ensuite les communs, où dorment une trentaine de domestiques. Assurément, il se tient caché là-bas dans ces grandes salles inhabitées où l'on n'entre pas même durant le jour. Mais qu'y fait-il? Comment y est-il entré? comment en sortira-t-il? Je m'y perds.

— Vous l'avez vu, dites-vous? répéta encore le vieux seigneur en se relevant tout à fait et en regardant mademoiselle de Saint-Elphège d'un air qui la fit trembler, non pour elle, mais pour ceux qu'elle venait de dénoncer.

— Sur mon honneur et mon salut, j'ai vu M. de Champguérin dans le préau, répondit-elle cependant avec fermeté.

— En ce cas, il y est entré par un passage qui communique de la tour du donjon à la Grotte-aux-Lavandières, répondit froidement le marquis; je pensais connaître seul cette porte secrète.

— Qu'allez-vous ordonner, mon oncle? dit mademoiselle de Saint-Elphège effrayée de la sombre fureur qui éclatait dans le regard du vieux sire de Farnoux.

— Silence, ma nièce! lui répondit-il; point de bruit, point de scandale. Il faut pour l'honneur de ma maison que le châtiment demeure secret comme l'offense.

A ces mots, il se releva et sortit de son lit tout vêtu, ainsi qu'il se couchait d'habitude; puis il frappa sur un timbre pour avertir la Graponnière, lequel dormait non loin de là. L'écuyer de main, accoutumé à ces appels nocturnes, arriva presque au même instant, et demeura tout stupéfait à l'aspect de mademoiselle de Saint-Elphège, qui marchait dans la chambre d'un air agité et en levant les yeux au ciel avec des paroles entrecoupées.

— La Graponnière, dit le vieux seigneur d'un air de froide détermination, donne-moi mon épée et cours réveiller le père Cyprien.

— Mon oncle! qu'allez-vous faire? s'écria la vieille fille effrayée.

— Cela ne vous regarde point, ma nièce, répliqua-t-il sèchement; les femmes, qui sont la cause ordinaire de ces sortes d'affaires, ne doivent aucunement s'en mêler.

— Je crains quelque malheur, osa ajouter encore mademoiselle de Saint-Elphège; mon oncle, au nom du ciel, ne vous abandonnez pas à votre juste colère...

— Assez, ma nièce! interrompit le marquis d'une voix impérieuse; remontez chez vous; faites bonne garde auprès de mademoiselle de l'Hubac, et ne vous inquiétez pas davantage de ce qui va se passer là-bas.

Le moine entra en ce moment avec l'écuyer de main.

— Mon père, lui dit le marquis, vous allez me suivre dans la tour du donjon; je vous apprendrai en descendant de quoi il s'agit. La Graponnière, prends la lanterne de ronde et marche devant nous.

— Mon oncle, s'écria mademoiselle de Saint-Elphège incapable de se contenir, mon oncle, prenez garde! il se défendra!

— Je vais l'attendre à un endroit où il ne pourra ni m'échapper, ni faire résistance! répondit le vieux seigneur en tirant l'épée du fourreau et en serrant la poignée d'or bruni dans sa main décharnée.

Le père Cyprien essaya alors de le retenir; mais il ne l'écouta point et sortit d'un pas ferme, la tête haute et l'épée à la main. Mademoiselle de Saint-Elphège s'en retourna chez elle tout éperdue. Elle s'était tout à coup figuré que, tandis qu'elle déclarait à son oncle ce qu'elle venait de voir, M. de Champguérin enlevait mademoiselle de l'Hubac. Au lieu de rentrer dans sa chambre, elle frappa à la porte de Clémentine. Josette vint ouvrir aussitôt en se récriant et en murmurant à voix basse contre les gens qui ne pouvaient dormir.

— Que fait ma nièce? demanda brusquement mademoiselle de Saint-Elphège.

A cette question, la suivante fut près de répondre par un éclat de rire des plus impertinents; mais elle parvint à se contenir, et dit en se rajustant :

— Je vais rallumer les bougies, et mademoiselle pourra voir elle-même.

— C'est inutile, ne faites pas de bruit, répliqua la vieille fille en allant vers le lit, dont elle entr'ouvrit les rideaux.

La lampe de nuit projeta alors ses timides rayons sur l'oreiller où reposait endormie la tête de Clémentine. La belle jeune fille soupira, mit instinctivement la main devant ses yeux, et ne bougea plus. Mademoiselle de Saint-Elphège laissa retomber le rideau, et s'en alla après avoir commandé du geste à Josette de se recoucher promptement et en silence. La vieille fille venait d'acquérir la certitude que M. de Champguérin s'était introduit dans le château à l'insu de sa nièce, et son esprit se perdait en conjectures sur le motif et le but d'une action aussi audacieuse. En proie à la plus vive inquiétude, elle s'enferma dans son appartement, et courut à la fenêtre qui donnait sur le préau pour observer ce qui allait se passer en cet endroit.

Il était alors plus de trois heures après minuit, la brise nocturne soufflait plus vive et faisait crier les girouettes; par moments, le vantail d'une croisée qu'on avait oublié de fermer battait dans la baie avec un sourd fracas, et les chiens de garde, excités par ce bruit, aboyaient avec fureur dans la grande cour. Tout était tranquille dans le préau; la lune ne montrait plus qu'à demi son disque d'argent dans cette enceinte divisée en deux zones, l'une envahie par les ombres, l'autre vivement éclairée encore par l'astre à son déclin, de manière que, d'un côté, l'ouverture des arceaux formait sur les dalles de la galerie de grands arcs lumineux, tandis que l'autre côté était couvert de ténèbres profondes.

Mademoiselle de Saint-Elphège colla son visage pâle à la vitrière et regarda dehors en tremblant. Elle aperçut alors le marquis et ses deux acolytes qui traversaient le préau et allaient vers la tour du donjon. La Graponnière marchait en avant, sa lanterne sourde à la main, et le père Cyprien suivait le vieux sire de Farnoux, en lui parlant avec des gestes suppliants, comme s'il eût essayé de le convaincre et de le retenir; mais le marquis avançait toujours, bien qu'il ralentît le pas et semblât prêter l'oreille aux paroles du moine. Celui-ci dut le convaincre enfin, car il s'arrêta et parut hésiter; puis, se tournant tout à coup, il gagna le côté sombre du préau et demeura caché, avec sa suite, dans l'angle le plus obscur de la galerie. Dès lors, ces trois personnages ne firent plus aucun mouvement, et mademoiselle de Saint-Elphège aurait douté de leur présence, si elle n'eût vaguement distingué à travers les ténèbres la robe blanche du moine. Pétrifiée d'étonnement, transie de frayeur, elle attendit, appuyée au croisillon de la fenêtre, le dénoûment de cette scène nocturne.

Longtemps après, l'horloge du château sonna quatre heures, puis la demie, puis cinq heures. A ce moment, une porte grinça légèrement sur ses gonds, et presque aussitôt quelqu'un parut sur la galerie, du côté où la lune jetait encore ses clartés au pied des arceaux gothiques. Mademoiselle de Saint-Elphège reconnut, cette fois encore, la haute taille, la tournure, l'habit de M. de Champguérin, et entendit de nouveau ses éperons d'argent sonner sur les dalles; mais, chose étrange! une personne, dont elle ne pouvait distinguer les traits ni l'habillement, marchait à côté de lui dans la pénombre et semblait lui parler à voix basse, car il s'en allait lentement, le visage tourné vers elle; il passa ainsi à quelques pas du marquis et remonta la galerie en se dirigeant vers la tour du donjon.

La vieille fille, saisie d'un étonnement inexprimable, entr'ouvrit sa croisée et avança la tête; mais en ce moment un nuage couvrit la lune, le ciel s'assombrit; la

zone lumineuse où se trouvait M. de Champguérin se confondit subitement avec les ténèbres, et mademoiselle de Saint-Elphège ne distingua plus rien à travers ce chaos. Pendant quelques minutes, le préau et les galeries furent enveloppés d'un sombre crépuscule, et lorsque la lune, se dégageant enfin de ses voiles brumeux, montra de nouveau sa face sereine, M. de Champguérin et l'ombre qui le suivait avaient disparu.

Un quart d'heure plus tard, le groupe caché au fond de la galerie se retira dans le même ordre qu'il était venu; seulement le marquis allait d'un pas plus rapide, et le moine suivait en silence, la tête baissée.

Mademoiselle de Saint-Elphège ne songea pas à quitter la fenêtre; immobile et les yeux fixés sur le préau, elle se demandait si tout ce qu'elle venait de voir n'était point un rêve, une vision, et s'efforçait de rappeler ses esprits troublés. Évidemment, il n'y avait pas eu mort d'homme, et son cœur était soulagé d'une grande inquiétude; mais sa tête était bouleversée, et elle formait une foule de suppositions étranges, impossibles. Au petit jour, ne pouvant plus résister à ses anxiétés, elle se décida à descendre chez son oncle. Les gens n'étaient point réveillés, et le plus grand silence régnait encore dans le château. Pourtant mademoiselle de Saint-Elphège remarqua avec surprise que la grande porte était ouverte déjà, et que Braguelonne, l'un des valets de chambre du marquis et celui qui était le plus en faveur auprès de son maître, achevait de harnacher deux mulets de bât qu'il venait d'amener au perron.

En entrant dans le passage qui communiquait de la chambre du marquis à la salle verte, mademoiselle de Saint-Elphège rencontra la Graponnière.

— Vous êtes déjà levé? lui dit-elle à voix basse; je n'ai pu reposer un instant non plus! Quelle nuit, grand Dieu!

— Une nuit des plus fatigantes! répondit piteusement l'écuyer de main.

— Je viens m'informer des nouvelles de mon oncle, ajouta-t-elle. Annoncez-moi, je vous prie.

— M. le marquis m'a donné l'ordre de ne laisser entrer personne, pas même vous, mademoiselle, répondit la Graponnière en lui barrant respectueusement le passage.

Elle n'osa insister, et se retira fort effarée; mais, après avoir fait quelques tours dans la salle verte pour donner à l'écuyer de main le temps d'aller rejoindre son maître, elle revint sur ses pas et, s'approchant sans bruit de la porte entre-bâillée, elle essaya de voir ce qui se passait dans la chambre de son oncle. Bien que le jour naissant projetât ses rayons entre les volets mal joints, cette vaste pièce était encore éclairée par les candélabres dont la lumière affaiblie se confondait, par moments, avec les folles lueurs de quelques branches résineuses qui brûlaient dans la cheminée. Le vieux seigneur ne s'était pas couché; il veillait assis dans son grand fauteuil, les deux mains plongées dans un monceau de paperasses placées devant lui sur un guéridon. A l'aspect de son oncle, mademoiselle de Saint-Elphège demeura saisie d'étonnement: elle s'attendait à le trouver fort abattu après cette nuit d'insomnie, et il lui paraissait au contraire animé, dispos et comme rajeuni. On eût dit, en effet, que, par une réaction inexplicable, le marquis avait tout à coup reculé de quelques années sur son grand âge; ses traits immobiles et desséchés avaient repris une expression vivante; ses yeux brillaient d'un éclat extraordinaire, et ses joues étaient légèrement colorées, comme si le sang eût recommencé à circuler activement dans ses veines. Tandis que mademoiselle de Saint-Elphège le considérait avec une sorte de stupeur, il repoussa du pied plusieurs feuilles lacérées qu'il venait de jeter sur le parquet, et dit en élevant la voix:

— Mets tout cela au feu, mon vieux la Graponnière.

Puis il se retourna et acheva de déchirer quelques papiers qui cachaient une antique écritoire de voyage ouverte sur le guéridon.

— Bonté divine! il a écrit! pensa mademoiselle de Saint-Elphège en apercevant ce petit meuble dont le vieux seigneur ne s'était pas servi une seule fois depuis son arrivée à la Roche-Farnoux.

Un moment après, le marquis reprit en regardant l'écuyer de main qui achevait de jeter au feu les feuilles déchirées :

— Bien, mon vieux la Graponnière, voilà qui est fini. Maintenant va remettre ce moine aux mains de Braguelonne, qui ne le quittera qu'après l'avoir réintégré dans son couvent.

— C'est donc ce pauvre père Cyprien qui va être puni des méfaits de M. de Champguérin! murmura mademoiselle de Saint-Elphège en se retirant à la hâte; car, en restant là plus longtemps, elle courait risque d'être surprise par les valets, qui commençaient à circuler dans le château.

Ce qu'elle venait de voir et d'entendre l'étonnait singulièrement; elle ne pouvait concevoir pourquoi le père Cyprien était subitement tombé dans la disgrâce du marquis, et, s'apercevant que les choses tournaient au rebours de ce qu'elle avait pensé, elle se figurait presque que M. de Champguérin parviendrait à se justifier. Sa conviction à elle-même était déjà fort ébranlée; à force d'y rêver, elle en était venue déjà à douter de la réalité de ce qu'elle avait vu, et à se persuader que la visite nocturne de M. de Champguérin n'était rien moins que la preuve évidente d'une intrigue amoureuse. Lasse de commenter en vain ces incidents mystérieux, elle essaya de se distraire en allant surprendre sa nièce, et, au lieu de rentrer dans son appartement, elle se dirigea vers celui de Clémentine. La porte en était ouverte, et Josette allait et venait avec des mines coquettes, dans le corridor, à l'extrémité duquel un grand laquais époussetait les lambris en lui envoyant des œillades amoureuses. Mademoiselle de Saint-Elphège passa derrière la suivante, qui ne l'aperçut point, et entra chez sa nièce sans se faire annoncer. Elle ne pensait pas la trouver levée à cette heure matinale; mais Clémentine était déjà assise devant la fenêtre qu'inondaient les clartés vermeilles du soleil levant; penchée sur son métier à tapisserie, elle travaillait avec tant d'application, qu'elle n'entendit pas sa tante Joséphine qui s'avançait sur la pointe des pieds, en promenant autour d'elle un regard investigateur.

La pauvre fille avait entrepris pour occuper ses loisirs un de ces petits chefs-d'œuvre de patience qu'on apprend à confectionner dans les couvents. C'était un tableau en broderie, lequel avait la prétention de représenter des arbres, des rochers, des prairies, et, dans la perspective, un petit édifice, surmonté d'un clocher à arcades, qui ressemblait à quelque chose comme une chapelle, lequel faisait face à un logis percé de grandes fenêtres et dont le toit était orné de plusieurs girouettes. Le vert-d'herbe et le bleu-faïence dominaient dans ce paysage fantastique, où il était possible de reconnaître cependant le vallon ombragé, la petite église de Notre-Dame-des-Templiers, et au premier plan le château neuf de Champguérin. Le site était embelli d'un troupeau de moutons blancs, que gardait une bergère assise sous un grand arbre, au tronc duquel un chiffre amoureux était tracé avec de la soie jaune.

— Quel travail faites-vous donc là, ma nièce? s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en avançant tout à coup la tête par-dessus l'épaule de Clémentine, laquelle se retourna avec un cri perçant et demeura glacée d'effroi à la vue de sa tante, qui examinait le tableau d'un air surpris et courroucé. Vraiment, mademoiselle, reprit la vieille fille en ricanant, je vous félicite; vous avez fait là quelque chose de précieux! Mais d'où vient que vous y travaillez en cachette? Pourquoi ne m'avoir pas montré ce bel ouvrage de vos mains? Ce qui m'en plait surtout, c'est ce gros chiffre tracé sur l'écorce d'un ormeau. Un H et un C réunis par des lacs d'amour : c'est fort galant, ma foi!... Nous verrons ce qu'en dira monsieur votre grand-oncle.

Dès les premiers mots de cette sortie ironique, Clémentine avait caché dans ses mains son visage en pleurs; mais l'espèce de menace qui lui servait de corollaire lui inspira une énergie soudaine. Elle releva fièrement la tête, et, sentant pour la première fois de sa vie qu'elle était courageuse, elle dit d'un ton résolu :

— Faites, ma tante! allez dénoncer à M. le marquis tout ce que vous supposez... Ni son autorité ni la vôtre ne saurait changer mes sentiments...

— Enfin !... je sais à quoi m'en tenir! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège tout à la fois furieuse et consternée. Malheureuse enfant! n'ajoutez pas un mot; je ne dois pas, je ne veux pas vous entendre!

Et, après un moment de silence, elle ajouta d'un ton plus calme :

— Allons! soyez raisonnable, essuyez vos larmes et dépêchez-vous de serrer ce tableau.

Mademoiselle de l'Hubac ôta sa broderie de dessus le métier, ensuite elle alla l'enfermer dans le coffret qui avait si vivement excité jadis la curiosité du petit baron, et où elle gardait précieusement tous les souvenirs de ses amies de couvent. Quand cela fut fait, elle revint s'asseoir près de la fenêtre et tourna les yeux vers le chemin par lequel M. de Champguérin arrivait chaque jour. Ce mouvement n'échappa point à la vieille fille; elle hocha la tête d'un air profondément attristé, et, répondant à la pensée de Clémentine, elle lui dit :

— Vous avez dix-sept ans, et vous espérez, vous espérez en l'avenir!... Il vous semble que vous avez devant vous tant d'années de vie et de jeunesse, qu'il vous est aisé d'en sacrifier quelques-unes... Le temps écoulé ne vous effraye pas encore; mais un jour viendra où vous regarderez derrière vous avec douleur et où vous regretterez d'avoir consumé votre vie dans une sorte de rêve... J'avais seize ans comme vous quand j'arrivai ici, et je franchis d'un cœur assuré le seuil de cette demeure où je devais souffrir si longtemps... Ma mère, pauvre femme! eut un pressentiment de mon triste sort; elle regretta de m'avoir sitôt retirée du monde et pleura d'avance mon malheur... En effet, j'ai attendu, j'ai langui; ma jeunesse s'est écoulée, et rien n'a changé... Hélas! votre destinée sera pareille à la mienne, si vous comptez sur l'avenir, si vous abandonnez votre âme à la vaine espérance d'être libre un jour, libre de disposer de votre main.

— Mes vœux ne vont pas jusque-là, répondit Clémentine d'une voix altérée; tout ce que je demande, c'est qu'on me laisse librement refuser toute proposition de mariage.

— Soyez tranquille, il n'en sera question de longtemps! répliqua mademoiselle de Saint-Elphège avec amertume. Ma nièce, nous suivrons toutes deux l'exemple de cette vieille demoiselle de Farnoux que votre grand-oncle cite à tout propos; après avoir vécu longtemps, nous mourrons sans alliance.

Là-dessus elle se leva, convaincue d'après sa propre expérience qu'il n'est ni raisonnement ni remontrance qui puisse changer l'esprit d'une fille amoureuse. Avant de se retirer, elle dit encore à sa nièce en manière d'avertissement :

— Votre belle-tante viendra ici tout à l'heure, et elle s'apercevra peut-être que vous avez les yeux rouges; mais il est inutile qu'elle sache pourquoi vous avez pleuré. C'est une personne d'une vertu si froide, si sévère, qu'on ne peut parler avec elle de certaines choses...

— Oh! je n'aurais jamais osé! s'écria naïvement mademoiselle de l'Hubac.

— Il y a des secrets qu'elle n'apprendra pas de ma bouche, ajouta la vieille fille d'un air concentré et en faisant allusion dans sa pensée aux événements de la nuit précédente; je ne lui ai jamais fait aucune confidence. D'ailleurs, ma nièce, retenez bien ceci : une seule chose m'a réussi dans le cours de ma vie, c'est d'avoir gardé le silence sur mes afflictions. Si vous n'étiez un enfant, je vous parlerais encore; mais

à quoi bon ? Vous ne sauriez comprendre la peine qui me consume, et ma triste expérience ne pourrait rien contre les fougueux entraînements de votre cœur.

Elle se retira lentement à ces mots, et Clémentine murmura en la suivant d'un regard ému :

— Est-ce qu'elle aurait aimé ?...

La matinée s'écoulait cependant, et l'heure approchait où M. de Champguérin avait coutume d'arriver à la Roche-Farnoux. Mademoiselle de Saint-Elphège descendit dans la salle verte, l'esprit fort préoccupé de l'accueil que son oncle allait faire à cet homme qu'il voulait tuer de sa main quelques heures auparavant. Ses craintes étaient dissipées; elle ne redoutait plus une sanglante catastrophe; il lui semblait que cette colère de vieillard s'était exhalée en menaces, et que le marquis se contenterait de quelques explications qui achèveraient de rendre la vérité impénétrable. Madame de Barjavel était déjà dans la salle. Après avoir fait sa révérence à la vieille fille, elle lui dit d'un air indifférent :

— Ma cousine, est-ce que vous savez pourquoi le père Cyprien est parti aujourd'hui de si grand matin sans prendre congé de personne ?

— Je l'ignore, ma cousine, répondit laconiquement mademoiselle de Saint-Elphège.

Et aussitôt elle s'en alla à l'autre extrémité de la salle, où elle se mit à arranger par contenance les cartes sur la table de jeu. La baronne prit silencieusement sa broderie et s'assit au coin de la cheminée. Toutes deux étaient si absorbées dans leurs pensées, qu'elles ne s'aperçurent pas que l'aiguille de la pendule marquait déjà midi. Au premier coup du timbre, le maître d'hôtel parut à la porte et demeura muet en voyant le grand fauteuil du marquis encore vide. Les deux dames relevèrent la tête d'un air étonné et en tournant les yeux du côté de la chambre à coucher de leur oncle. Au même instant, la Graponnière ouvrit la porte et se précipita dans la salle tout éperdu, les mains levées au ciel, en criant :

— M. le marquis !... mon bon maître !... tout est fini...

— Qu'est-il arrivé? grand Dieu ! demanda la baronne en s'adressant à un des valets de chambre qui suivait l'écuyer de main.

— Tout est fini, madame !... répéta cet homme; M. le marquis est mort !...

— Cela n'est pas possible !... fit mademoiselle de Saint-Elphège en se dressant, le visage couvert d'une soudaine pâleur, et se soutenant à peine sur ses jambes tremblantes...

Madame de Barjavel s'était levée aussi, les traits altérés, les joues blanches comme son fichu de linon.

— Il ne faut pas désespérer encore ! s'écria-t-elle; mon oncle est peut-être tombé en faiblesse. Allons le secourir...

— C'est inutile, madame la baronne, répondit la Graponnière en gémissant; hélas ! mon pauvre maître ! il s'est laissé aller dans mes bras et a rendu l'âme sans jeter un soupir...

— M. le marquis était très-bien ce matin, ajouta le valet de chambre; nous l'avons habillé à l'ordinaire, et il est resté sur son fauteuil en attendant l'heure du dîner. Comme la pendule allait sonner midi, M. de la Graponnière lui a présenté sa canne et son chapeau pour passer dans la salle. Il s'est relevé alors avec un visage tout décomposé ; puis il est retombé en agitant un peu les bras, ses yeux se sont fermés, et aussitôt il est mort...

— Je ne le crois pas ! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège avec un geste convulsif, non, je ne le crois pas encore...

Puis faisant un suprême effort, elle traversa la salle d'un pas précipité, et entra dans la chambre du marquis, suivie de la Graponnière. Un moment après, elle reparut, se soutenant à peine, et dit d'une voix presque inintelligible :

— Il est vrai... je l'ai vu... tout est fini...

Madame de Barjavel s'agenouilla en silence, le visage tourné vers la chambre de son oncle; mademoiselle de Saint-Elphège l'imita machinalement, et toutes deux prièrent un moment sans larmes, sans douleur peut-être, mais l'âme recueillie dans de graves et pieuses pensées. Ensuite la baronne donna ses ordres au maître d'hôtel, qui était resté debout la serviette au bras et comme pétrifié entre les battants tout grand ouverts de la porte.

— Montez chez mademoiselle de l'Hubac, lui dit-elle; je vous charge de lui annoncer le fatal événement... Nous l'attendons ici... Point de cris, point de tumulte dans le château; qu'on ouvre la chapelle, et que tous les gens de M. le marquis de Farnoux se mettent en prière.

Quelques instants après, mademoiselle de l'Hubac entra dans la salle verte; elle embrassa silencieusement ses tantes et s'assit, le visage caché dans son mouchoir; la pauvre enfant, obéissant aux bons instincts de son cœur, pleurait ce terrible vieillard, devant lequel elle avait si souvent tremblé; elle oubliait sa sévérité, sa rigueur inexorable, et ne songeait plus qu'aux froides bontés qu'il lui avait parfois témoignées. Les deux dames se taisaient, absorbées dans leurs réflexions; chacune considérait mentalement le grand changement qui allait s'opérer dans son sort, et calculait l'héritage qu'elle était appelée à recueillir. La fortune du marquis s'était fort augmentée pendant sa longue retraite à la Roche-Farnoux; il laissait environ cinquante mille écus de rente, lesquels revenaient naturellement et par moitié aux enfants de ses deux sœurs, de manière que madame de Barjavel avait une part égale à celle que devaient partager mademoiselle de Saint-Elphège et sa jeune nièce, mademoiselle de l'Hubac.

— Ma cousine, dit la baronne après un long silence, avant de rien décider pour les derniers honneurs que nous devons rendre à mon oncle, il serait à propos de nous entourer des personnes qu'il honorait de son amitié; le père Cyprien est parti ce matin pour quelque raison que nous ne savons pas, je vais envoyer quelqu'un le chercher à son couvent. M. de Champguérin avait annoncé qu'il ne monterait pas aujourd'hui à la Roche-Farnoux; il faut qu'un exprès parte sur-le-champ et le prie de se rendre auprès de nous...

— Vous voulez faire venir ici M. de Champguérin? s'écria la vieille fille d'un air d'indignation contenue.

— Oui, ma cousine, je le juge convenable, répliqua gravement madame de Barjavel.

Et, sans perdre un instant, elle fit partir son message.

Mademoiselle de Saint-Elphège, pour le moins aussi surprise qu'irritée, fut sur le point de révéler à la baronne tout ce qu'elle avait vu, et de déclarer hautement que la présence de M. de Champguérin à la Roche-Farnoux lui semblait un outrage à la mémoire de son oncle; mais une sorte de pressentiment l'arrêta, elle désespéra tout à coup de son influence, et, entrevoyant le triomphe probable de l'ambitieux gentilhomme qui aspirait à la main de sa nièce, elle s'écria avec une amère conviction :

— Que de malheurs je prévois dans notre famille!

Puis, tournant les yeux vers Clémentine, elle ajouta :

— Oui, c'est une juste douleur que la vôtre! Pleurez, mon enfant, pleurez, car la mort de votre grand-oncle vous livre à votre mauvaise destinée!

Mademoiselle de l'Hubac comprit cette vague allusion, et détourna la tête pour cacher la rougeur qui se répandait subitement sur ses traits. Apparemment la baronne pénétra aussi la pensée de mademoiselle de Saint-Elphège, car elle lui dit froidement :

— Rassurez-vous, ma cousine, et n'ajoutez pas sans motif à l'affliction de Clé-

mentine. Bientôt, je l'espère, vous reconnaîtrez combien vos prédictions sont fausses.

— Plaise au ciel que je me sois trompée! murmura la vieille fille.

Malgré les ordres de madame de Barjavel, la chapelle était déserte, et pas un serviteur ne priait pour le maître sévère et généreux qui venait de trépasser. Le vieux seigneur de Farnoux avait vécu trop longtemps; personne ne le pleurait; on parlait de sa mort d'un air étonné, presque réjoui; la valetaille s'enivrait dans les cuisines en commentant la lugubre nouvelle; on eût dit un changement de règne, une révolution, un jour de délivrance pour cette plèbe servile. Le bruit qu'elle faisait ne retentissait pas cependant au delà des salles basses où se tenait la livrée, et le plus grand silence régnait aux alentours de la chambre mortuaire dans laquelle la Graponnière, aidé de quelques principaux serviteurs, achevait de rendre les derniers devoirs à son maître.

En attendant l'arrivée du père Cyprien, on avait mandé un pauvre prêtre qui desservait la plus prochaine paroisse, et venait les dimanches dire une messe blanche dans l'église du bourg. Il accourut bientôt son bréviaire sous le bras, sa vieille soutane de serge retroussée dans la ceinture, et son vieux chapeau roussi à la main. Lorsqu'on l'eut introduit, la Graponnière le laissa en prière à côté du corps et passa dans la salle verte. Presque au même instant la porte de l'antichambre s'ouvrit, et un valet annonça à demi-voix M. de Champguérin. En entendant ce nom, la Graponnière recula avec un mouvement involontaire, et demeura à l'écart.

M. de Champguérin se présenta avec le maintien grave et affligé que commandait le funeste événement qu'il venait d'apprendre; mais, malgré ses efforts, il n'était pas entièrement maître de lui-même; il y avait dans son regard, dans le son de sa voix, quelque chose qui trahissait une joie secrète. A son agitation, à son air triomphant et troublé, on eût pu croire que c'était à lui qu'allait échoir le grand héritage de la maison de Farnoux et non à ces trois femmes contristées et taciturnes qui avaient repris machinalement leur place accoutumée, et entouraient encore le fauteuil vide du vieil oncle. Lorsque M. de Champguérin eut fait ses compliments de condoléance et se fut assis fièrement en face de mademoiselle de Saint-Elphège, la baronne se tourna vers l'écuyer de main, qui était resté près de la porte, en lui disant à haute voix :

— Approchez, M. de la Graponnière; en un pareil moment, les anciens serviteurs sont, comme les anciens amis, appelés de plein droit à donner leur avis sur les affaires de famille.

A ces mots, qui semblaient annoncer qu'il allait être question de graves intérêts et que rien ne serait décidé sans les conseils et l'approbation de M. de Champguérin, mademoiselle de Saint-Elphège et mademoiselle de l'Hubac tournèrent simultanément les yeux vers la baronne, l'une avec une expression de reproche, l'autre d'un air de satisfaction reconnaissante.

— Est-ce qu'il s'agit déjà de calculer notre part d'héritage? dit amèrement la vieille fille.

— Ce n'est pas aux affaires de la succession que je songe en ce moment, répondit madame de Barjavel avec dignité, c'est aux honneurs que nous devons rendre à celui qui nous laisse cette grande fortune. Les funérailles des anciens seigneurs de Farnoux étaient célébrées avec pompe, et j'ai entendu dire qu'il existait à ce sujet un cérémonial écrit : en avez-vous connaissance, M. de la Graponnière?

— Oui, madame la baronne, répondit-il; mais il y a près de deux siècles qu'il est tombé en désuétude, attendu que depuis le quatrième aïeul de M. le marquis, tous les seigneurs de Farnoux sont morts à la guerre en pays ennemi.

— Mon sentiment est qu'il faut le rétablir dans cette circonstance solennelle, dit madame de Barjavel en se tournant vers l'espèce de conseil de famille qu'elle prési-

dait, afin de s'y conformer entièrement ; on devrait chercher parmi les archives le manuscrit du cérémonial.

— Je le sais de mémoire, madame la baronne, répondit la Graponnière. Lorsqu'un seigneur de Farnoux a rendu son âme à Dieu, on ne l'expose qu'une demi-journée sur le lit de parade. Dès la matinée suivante, ses vassaux et tenanciers sont astreints à se rassembler dans la grande cour du château pour recevoir le corps et le transporter à vingt lieues d'ici, dans une abbaye de l'ordre de Citeaux, où l'un des ancêtres de M. le marquis a fait bâtir une chapelle et fondé un obit perpétuel. Cette procession funèbre fait d'abord une station à Notre-Dame des Templiers, et, comme la tour de Champguérin était autrefois un fief mouvant de la Roche-Farnoux, les seigneurs du lieu sont tenus de se trouver à la porte de la petite église. Après l'absoute, le cortége poursuit son chemin et conduit le défunt jusqu'à l'abbaye de Sylvecane.

— Je pense, en effet, que nous honorerons la mémoire de mon oncle en renouvelant pour lui ces anciens usages, dit alors mademoiselle de Saint-Elphège; c'est à vous, M. de la Graponnière, qu'il appartient d'ordonner la cérémonie.

— Avant d'aviser aux préparatifs, il faudrait s'assurer que M. le marquis n'a rien recommandé lui-même pour ses funérailles, observa l'écuyer de main en hésitant et de l'air soucieux d'un homme obligé de faire une révélation dont il ignore la portée.

Puis, baissant la voix, il ajouta :

— M. le marquis a fait des dispositions.

— Je le sais, interrompit madame de Barjavel; dès les premiers jours de son arrivée à la Roche-Farnoux, il dicta à sa sœur, madame de Saint-Elphège, une liste des legs et pensions qu'il laisse aux gens de sa maison.

La Graponnière secoua la tête.

— Non, madame la baronne, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, dit-il, c'est d'un testament écrit de sa main, scellé de son cachet et qu'il a déposé devant témoins dans une armoire dont voici la clef.

A ce mot de testament, chacun s'émut, excepté Clémentine, qui dit naïvement :

— Mon pauvre oncle! si vieux! je croyais qu'il ne savait plus écrire.

— Il aura voulu faire d'avance le partage de son bien, murmura M. de Champguérin; quelle manie de vieillard!

— Je ne le crois pas, dit vivement la baronne; jamais il ne m'avait manifesté cette intention.

— C'est ce matin qu'il a fait son testament! pensa mademoiselle de Saint-Elphège, frappée d'un souvenir soudain et pressentant quelque étrange événement.

— Il est probable que mon oncle a secrètement consigné sa volonté sur des choses dont il n'a jamais parlé durant sa vie, reprit madame de Barjavel; ces dernières dispositions doivent avoir trait à sa mort et à ses funérailles. On ne peut rien décider, en effet, sans en prendre connaissance. Allez, M. de la Graponnière, allez chercher cet écrit.

L'écuyer de main obéit et reparut un instant après, tenant un large pli dont l'enveloppe était scellée aux armes de la maison de Farnoux. Il déposa ce papier sur la table de jeu où les cartes étaient encore étalées comme si la partie allait commencer, et regarda autour de lui en tremblant. Chacun semblait frappé d'une sorte d'angoisse, et ce saisissement avait gagné mademoiselle de l'Hubac elle-même; elle baissait la tête et observait avec inquiétude la physionomie de M. de Champguérin. La vieille fille, morne et agitée, levait les yeux au ciel et faisait de sourdes exclamations.

— Nous perdons l'esprit, ma cousine! lui dit la baronne en recouvrant tout à coup sa résolution et son sang-froid; assurément, mon oncle ne nous a pas déshéritées.

Puis, s'adressant à la Graponnière, elle ajouta d'une voix ferme :

— Rompez ces cachets et lisez; lisez, monsieur.

La Graponnière brisa le double sceau apposé sur les lacs de soie jaune et noire qui fermaient l'enveloppe et déploya la feuille de vélin d'une main tremblante, puis il lut à haute voix :

« Au nom de la sainte Trinité ! Amen.

« Moi, Gaëtan de Farnoux, marquis de la Roche-Farnoux, comte de Nanteuil, seigneur de Maligny et autres lieux, premier gentilhomme du roi, etc., etc., étant, par la grâce de Dieu, sain de corps et d'esprit comme en mon meilleur âge, mais prévoyant qu'il me faudra mourir un jour et considérant les mérites et les torts de chacun envers moi, j'ai fait les dispositions suivantes :

« J'institue pour mon unique héritière et légataire universelle la très-noble et très-excellente demoiselle Joséphine de Saint-Elphège, ma nièce... »

La Graponnière s'interrompit; il y eut un instant de silence et de stupeur. Mademoiselle de Saint-Elphège s'était tournée vers M. de Champguérin avec un mouvement spontané, involontaire. Par un de ces inexplicables retours, de ces élans de générosité aveugle dont les femmes dédaignées sont seules capables, elle concevait la pensée de lui offrir, avec sa main, cette fortune immense que seule elle était appelée à recueillir. M. de Champguérin, les lèvres contractées, le visage blême, s'était levé comme pour voir de ses propres yeux la clause du testament et gardait un morne silence. La baronne aussi était devenue pâle; pourtant elle dit avec une sorte de calme :

— Achevez, M. de la Graponnière.

L'écuyer de main reprit :

« Item, je lègue à ma petite-nièce, mademoiselle Clémentine de l'Hubac, une pension de six cents écus sa vie durant; ladite demoiselle, ayant démérité à mes yeux par manque de soumission, demeurera ainsi privée de sa part dans mon héritage.

« Item, je déshérite formellement et prive de tous droits à ma succession la baronne douairière de Barjavel, laquelle, sans mon avis et consentement, s'est unie par mariage secret à M. de Champguérin-les-Templiers... »

La foudre tombant au milieu de la salle verte n'eût pas produit plus d'effet sur les personnes qui s'y trouvaient réunies que ce dernier paragraphe du testament.

— Comme je m'étais trompée ! murmura mademoiselle de Saint-Elphège en jetant sur la baronne un regard étincelant, et le cœur gonflé d'une noire jalousie, d'une haine implacable.

— Mon oncle avait découvert ce secret ! murmura madame de Barjavel atterrée; qui donc nous a trahis?

— C'est moi, sans le savoir, dit mademoiselle de Saint-Elphège avec une fureur tranquille; oui, c'est moi... Cette nuit j'ai vu M. de Champguérin dans le préau, et j'ai couru avertir mon oncle... Il s'est relevé et a mis l'épée à la main, le bon vieux gentilhomme, lorsqu'il a su que l'honneur de notre famille était en péril. Si le père Cyprien ne fût descendu avec lui, peut-être, madame, qu'à cette heure vous seriez veuve pour la seconde fois.

— C'est ce moine qui lui a révélé notre mariage ! Vous répondiez pourtant de sa discrétion, madame ! s'écria M. de Champguérin en se tournant vers la baronne d'un air de reproche furieux.

— Il y allait, monsieur, de votre vie et de mon honneur, à ce que je vois : le père Cyprien a parlé, il a bien fait, répondit-elle fièrement.

— Oui, mon oncle a découvert ainsi l'outrage fait à sa confiance, à son autorité, poursuivit impitoyablement mademoiselle de Saint-Elphège ; il a fait justice de cette trahison ; mais ses forces se sont épuisées dans une action si violente, et cette nuit fatale a hâté sa mort.

— Ma cousine, dit la baronne en la regardant fixement, il y a dans le fond de votre cœur quelque chose qui vous rend cruelle.

— Je m'explique tout maintenant, continua la vieille fille hors d'elle-même ; je conçois pourquoi vous me disiez que la Roche-Farnoux serait toujours pour vous un séjour de prédilection, pourquoi vous sembliez rassurée sur les intentions de M. de Champguérin. Vous étiez bien certaine, en effet, qu'il ne prétendait pas à la main de ma nièce, puisque vous lui aviez donné la vôtre. Eh ! eh ! vous le connaissiez à peine cependant il y a quelques mois, et certes il y a lieu de s'étonner que votre cœur se soit si promptement décidé.

— Ma cousine, interrompit la baronne avec fierté, je n'ai pas à justifier mon mariage ; mais je veux bien condescendre à vous expliquer ma conduite. Il y a bien des années déjà que je connais M. de Champguérin, et, je puis l'avouer hautement aujourd'hui, il y a longtemps que je l'aime. Vous veniez de refuser sa main ; il quitta ce pays. Lorsqu'il fut à Paris, il se fit présenter à l'hôtel du quai de la Tournelle et y devint bientôt fort assidu. Je n'étais point veuve alors ; malgré les sentiments qu'il sut m'inspirer, il ne pouvait concevoir aucune espérance, et, cédant à mes instantes prières, à ma volonté, il se maria. Quelques mois plus tard, M. de Barjavel mourut. Je vins ici, fuyant la présence de celui que j'avais forcé à un autre engagement ; j'y vécus longtemps fidèle à son souvenir et résignée à ne le revoir jamais... Un jour, cependant, il est revenu libre à son tour et m'a rappelé des choses que nous n'avions ni l'un ni l'autre oubliées. Mon oncle pouvait vivre longtemps encore ; je savais qu'il ne donnerait jamais son consentement à mon mariage. J'épousai secrètement M. de Champguérin. Personne n'a le droit de me le reprocher, personne que mon fils, hélas ! dont j'ai détruit ainsi toute la fortune.

La vieille fille écoutait cette explication d'un air de morne impatience et en observant une scène muette qui se passait depuis un moment derrière la baronne, à l'autre extrémité de la salle : lorsque mademoiselle de l'Hubac avait entendu déclarer le mariage de M. de Champguérin, elle avait éprouvé une de ces terribles commotions morales qui suspendent la vie et brisent parfois les organes mystérieux où réside la raison humaine. La pauvre fille s'était levée et avait marché rapidement vers la porte comme pour s'enfuir ; mais, ses forces l'abandonnant, elle s'était laissée aller sur un siége ; puis, tournant les yeux vers le ciel sans proférer une seule parole, sans jeter un soupir, elle était tombée à la renverse, blême, froide, inanimée, comme morte. La Graponnière avait couru tout d'abord à son secours ; il la soutenait dans ses bras, tandis que M. de Champguérin, qui s'était aussi précipité vers elle, lui tenait les mains et la regardait d'un air d'attendrissement passionné et désespéré.

Mademoiselle de Saint-Elphège considéra un moment ce groupe, puis elle s'écria, en le montrant du geste à la baronne :

— Voyez !... je me suis abusée ; mais vous vous êtes aveuglée... Allez ! je ne m'étais trompée qu'à demi. M. de Champguérin ne pouvait plus prétendre à la main de ma nièce, mais il l'aimait, il l'aime... et, j'en suis certaine, il regrette, il déteste à présent le lien qui l'engage avec vous ! Au surplus, vous n'avez qu'à tourner les yeux de ce côté pour vous en convaincre... Il ne prend guère soin de contraindre ses sentiments.

— Vous vous vengez, ma cousine, murmura la baronne avec un accent si douloureux, que mademoiselle de Saint-Elphège dut s'apercevoir que la blessure qu'elle venait de faire était profonde.

L'austère dame détourna la tête et couvrit de son mouchoir sa figure pâle et baignée de pleurs. Depuis quelque temps, elle se doutait de cette espèce d'infidélité : les inégalités d'humeur, les froideurs évidentes et même certaines indiscrétions de son mari l'avaient éclairée ; mais elle avait dissimulé ses soupçons et souffert sa peine en silence. En entendant lire cette clause fatale qui la déshéritait, elle avait pressenti que M. de Champguérin ne lui pardonnerait pas ce malheur dont il était la cause, et lorsqu'elle l'aperçut presque aux genoux de mademoiselle de l'Hubac, tenant ses mains inertes et regardant avec un transport de douleur ce beau visage inanimé, elle sentit sa fermeté d'âme se briser, et, subitement vaincue, elle fondit en larmes.

Cependant mademoiselle de l'Hubac commençait à soupirer et à rouvrir les yeux.

— La voilà qui revient ! s'écria la Graponnière ; Jésus-Dieu ! quelle douleur ! j'ai cru un moment qu'elle avait rendu le dernier souffle comme mon pauvre maître !

Mademoiselle de Saint-Elphège s'était approchée de sa nièce en jetant sur M. de Champguérin un regard irrité.

— Chère Clémentine ! mon enfant ! dit-elle en la serrant dans ses bras avec une compassion profonde, reprenez vos esprits, écoutez-moi...

Mademoiselle de l'Hubac fit un mouvement ; puis elle laissa tomber sa tête sur sa main et demeura immobile, les yeux fixes, les traits sans expression, comme une personne qui n'a pas conscience de ce qui se passe autour d'elle.

— Bonté divine ! elle va retomber en pâmoison ! s'écria la vieille fille en la soutenant et en écartant d'un geste impérieux M. de Champguérin.

La baronne s'avança alors ; elle avait repris déjà son empire sur elle-même, et son noble visage n'exprimait plus qu'une sereine résignation.

— Monsieur, dit-elle à son mari avec une douceur mêlée de fermeté, nous n'avons plus aucun droit ni aucun motif de demeurer céans ; voulez-vous m'emmener ?

— A Champguérin ! s'écria-t-il d'un ton farouche.

— Partout où il vous plaira, répondit-elle simplement ; partout où nous serons ensemble, vous me verrez contente de mon sort.

— Peut-être, fit-il avec amertume ; vous l'avez dit vous-même, c'est un triste séjour que Champguérin.

— Je m'y accoutumerai, répondit la courageuse femme ; puisque toutes vos espérances sont anéanties, puisque vous êtes frustré des biens que je devais vous apporter, je dois du moins partager, sans me plaindre, votre mauvaise fortune. Allons, monsieur, allons-nous-en ; emmenez-moi chez vous !

A ces mots, elle jeta un long regard autour d'elle comme pour faire ses adieux à la Roche-Farnoux et contempla un instant le portrait en pied de son oncle, qui, du haut de son cadre, semblait la regarder d'un air sardonique. Avant de quitter la salle verte, elle se rapprocha de mademoiselle de l'Hubac, et, prenant une de ses mains inertes et glacées, elle murmura avec un attendrissement douloureux :

— Adieu, Clémentine ! Malheureuse enfant, hélas !... pourquoi avez-vous laissé partir mon fils !...

Mademoiselle de Saint-Elphège se redressa morne, implacable, et lui dit froidement :

— Elle avait dans le cœur une autre inclination et se flattait d'un autre mariage ; il était écrit sans doute qu'une femme de notre famille entrerait dans la maison de Champguérin ; c'est à vous que le sort est échu, mais mademoiselle de l'Hubac l'a su trop tard !

Ce fut ainsi que les deux cousines se séparèrent. Tant qu'elles avaient vécu sous le même toit, leur mutuelle antipathie n'avait point éclaté, elle s'était fait une sourde guerre, sans chercher cependant à se nuire réciproquement auprès de leur oncle ; car toutes deux étaient trop loyales et trop fières pour mêler les questions

d'intérêt à leur querelle. Il venait d'arriver à leur insu, et par un coup fatal du sort, que l'une restait en possession de cette grande fortune si longtemps attendue, et que l'autre s'en allait déshéritée et dépouillée ; mais en ce moment même, la légataire universelle du marquis de Farnoux enviait peut-être encore la triste épouse de M. de Champguérin. Lorsque la Graponnière lui mit le testament entre les mains, elle le considéra avec amertume et murmura en secouant la tête :

— Il n'est plus temps !...

Le bruit s'était déjà répandu dans le château que le marquis avait institué mademoiselle de Saint-Elphège pour son héritière unique ; toute la livrée était dans l'antichambre attendant ses ordres ; d'un autre côté, les tenanciers, les villageois et les autres petites gens dépendants de la seigneurie de Farnoux commençaient à arriver et remplissaient la cour d'honneur. La vieille fille s'avança vers la porte.

— M. de la Graponnière, dit-elle à haute voix, je vous charge de faire savoir aux gens de feu M. le marquis de Farnoux que je les garde tous à mon service. J'entends aussi que vous preniez la surintendance de ma maison ; vos fonctions commencent aujourd'hui même, et c'est à vous que je remets le soin de commander les obsèques et funérailles selon le cérémonial et les anciens usages de la famille de Farnoux.

Aussitôt mademoiselle de Saint-Elphège quitta la salle verte et alla s'enfermer avec Clémentine dans l'appartement le plus reculé du château. C'était celui qu'avait occupé jadis cette vieille demoiselle de Farnoux dont le nom revenait si souvent à la mémoire du défunt, et l'on n'y avait presque rien changé depuis le jour où madame de Saint-Elphège et sa fille y étaient entrées pour la première fois. La vieille demoiselle fit asseoir sa nièce, ferma elle-même les fenêtres, et dit en soupirant :

— Ici du moins nous ne verrons ni n'entendrons rien.

Clémentine était tout à fait revenue de sa longue défaillance ; mais elle semblait plongée dans une sombre stupeur et ne manifestait la douleur qui l'oppressait que par de rares et pénibles sanglots. Sa tante s'assit à côté d'elle, lui prit la main, et lui dit simplement :

— Pleurez, mon enfant, si vous le pouvez, cela soulagera votre cœur.

Mademoiselle de l'Hubac passa la main sur ses paupières sèches et brûlantes, puis elle soupira convulsivement et se détourna en fermant les yeux :

— Hélas ! mon Dieu ! je ne croyais pas que le mal fût si grand, murmura la vieille fille.

La nuit approchait cependant ; Josette et les deux filles de service de mademoiselle de Saint-Elphège vinrent arranger la chambre, afin que l'on pût y coucher ; elles mirent Clémentine au lit et disposèrent toutes choses pour que sa tante pût dormir auprès d'elle.

Sur le tard, la Graponnière se présenta discrètement.

— Mademoiselle, dit-il, je viens vous rendre compte des dispositions que j'ai fait faire ; les hommes de la seigneurie sont tous convoqués ; plusieurs bourgs considérables relèvent de la Roche-Farnoux ; ils enverront leur clergé et leurs confréries de pénitents ; les pauvres des paroisses voisines ne manqueront pas d'accourir aussi. Assurément, le cortége funèbre sera des plus beaux et surtout des plus nombreux.

— C'est bien, monsieur, répondit mademoiselle de Saint-Elphège ; pour tout ce qui regarde l'ordre du convoi funèbre, il faudra suivre le cérémonial de point en point. Vous n'avez pas présent à la mémoire peut-être que le corps doit être présenté à Notre-Dame-des-Templiers ?

— Je n'ai garde de l'oublier, répondit vivement la Graponnière ; et, pour que M. de Champguérin ne prétexte cause d'ignorance, je lui ai dépêché un avis de se trouver devant la chapelle afin de recevoir feu M. le marquis et de l'accompagner en habits de deuil et la tête découverte jusqu'à la limite de ses domaines.

— C'est très-bien, je vous remercie, monsieur, dit la vieille demoiselle en le congédiant du geste ; souvenez-vous aussi que, durant les funérailles, vous devez avoir toujours la main ouverte et faire l'aumône sans compter.

Mademoiselle de l'Hubac passa toute la nuit dans un grand accablement de corps et d'esprit ; de temps en temps elle soupirait et s'agitait, mais sans proférer une parole. Mademoiselle de Saint-Elphège veilla longtemps à son chevet, tantôt l'observant avec inquiétude, tantôt faisant un retour sur ses propres chagrins et rêvant avec des transports de douleur, de jalousie et de colère, au mariage de M. de Champguérin. Le cœur gonflé de regrets et de ressentiment, elle repassait dans sa mémoire ses anciennes amours avec cet infidèle, les serments par lesquels il l'avait abusée et les larmes qu'elle avait versées pour lui. Elle se rappelait avec une sorte de courroux contre elle-même la constance avec laquelle elle l'avait aimé malgré ses arrogances, ses dédains, ses perfidies; puis, songeant à cette union secrète, qui avait mis le comble à ses trahisons, elle sentait son amour se changer en haine; il lui semblait que le testament du marquis ne l'avait pas suffisamment vengée, et elle tremblait que M. de Champguérin ne se résignât à être heureux dans la pauvreté avec une femme belle, sage et pleine de vertus.

Vers le matin, mademoiselle de l'Hubac tomba par degrés dans un profond assoupissement; elle cessa de soupirer; ses bras retombèrent mollement le long de son corps, et un souffle plus lent s'exhala de sa bouche entr'ouverte. Alors la vieille fille se mit au lit elle-même et tâcha de s'endormir aussi, mais d'abord le sommeil n'engourdit que ses sens, sa pensée veillait à demi, et de vagues images passaient devant ses paupières fermées ; elle revoyait, pour ainsi dire, les événements de sa vie, et, à mesure qu'elle retournait dans le passé, les tableaux se succédaient plus frappants. Au milieu de ce songe, elle rouvrit machinalement les yeux et aperçut à la lueur de la lampe de nuit le grand lit à quenouilles, la tenture de cuir gaufré et la table dans le tiroir de laquelle elle avait trouvé jadis un lé de tapisserie commencé par la vieille demoiselle de Farnoux. Alors son rêve continua plus lucide; il lui sembla que le temps rétrogradait, qu'elle s'en revenait rapidement vers son printemps, qu'elle était jeune, qu'elle avait seize ans, qu'elle était redevenue la belle Joséphine. A cet immense bonheur, son cœur tressaillit; elle leva les mains au ciel avec un cri d'allégresse et de triomphe, mais au même instant la joie la réveilla.

Une des suivantes, couchée en travers de la porte, se releva et accourut tout effrayée :

— Sainte Vierge! qu'y a-t-il? fit-elle; mademoiselle a jeté un cri; j'ai cru qu'elle m'appelait.

— Non, répondit la vieille fille avec un profond soupir, et en regardant autour d'elle pour rappeler ses esprits ; je me serai écriée en rêvant : recouche-toi, ma pauvre Finette, et me laisse dormir.

A ces mots, elle se retourna sur l'oreiller, et, pour échapper aux tristes réflexions qui l'obsédaient, elle se mit à calculer le grands biens que lui laissait le marquis de Farnoux : quand le sommeil la gagna enfin, elle avait compté déjà qu'elle était dame de quatorze villes, villages, bourgs, forteresses, châteaux, châtellenies et terres seigneuriales.

Lorsque mademoiselle de Saint-Elphège s'éveilla le lendemain, il faisait grand jour depuis longtemps; un clair rayon de soleil pénétrait à travers les volets et faisait pâlir les flammes d'un feu de ramures allumé dans la cheminée. Les suivantes, agenouillées autour de l'âtre, devisaient à voix basse, et le silence de la chambre laissait entendre distinctement les rumeurs qui s'élevaient par delà les cours intérieures.

— Josette! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en se relevant en sursaut, d'où vient ce tumulte? On dirait qu'il y a là dehors une grande foule.

— Bonté divine ! il faut voir ! répondit la suivante ; c'est comme un champ de foire. M. de la Graponnière ayant fait publier que mademoiselle donnerait un petit écu à toutes les bonnes gens qui accompagneraient avec dévotion feu M. le marquis, il arrive du monde de toutes les paroisses ; les pauvres accourent de trois lieues à la ronde, et l'on dit que la file sera si longue derrière le corps, qu'elle tiendra d'ici à Champguérin.

Mademoiselle de Saint-Elphège se fit habiller. Un moment après, le bourdon de la chapelle et la cloche de l'église du bourg commencèrent à tinter lentement. Ces sons funèbres réveillèrent mademoiselle de l'Hubac ; elle se releva tout à coup en écoutant et en regardant autour d'elle comme une personne qui cherche à rallier ses souvenirs et ses idées. La vieille demoiselle s'approcha d'elle alors, et, la serrant dans ses bras, elle lui dit :

— Ma chère Clémentine, votre grand-oncle est mort, vous le savez ; on sonne pour ses funérailles.

— Oui ! je me souviens !... je me souviens ! s'écria mademoiselle de l'Hubac avec un sourd gémissement ; il faut prier Dieu !...

A ces mots, elle se jeta à genoux sur le carreau en fondant en larmes, et commença les lugubres versets du *De profundis*.

— Elle pleure ; cela va mieux, dit la vieille demoiselle en se tournant vers Josette ; jette-lui un manteau de nuit sur les épaules et laisse-la sangloter et soupirer jusqu'à ce que cette affliction s'apaise d'elle-même.

Les suivantes, qui un moment auparavant riaient autour du foyer, se prosternèrent aussi, les mains jointes et les yeux en pleurs. Ces bonnes filles n'avaient pas grand chagrin au fond de l'âme ; mais l'exemple de Clémentine les gagnait, et elles étaient sensiblement touchées. Ce furent, du reste, les seules larmes qu'on répandit aux obsèques du sire de Farnoux. Les pauvres gens qui vivaient sur ses domaines ne le connaissaient pas ; il ne les avait jamais opprimés, mais il n'avait jamais non plus pris part à leur misère, et personne ne pleurait autour de son cercueil. Tandis que les deux dames et leurs femmes priaient dans cet appartement reculé, il régnait autour du château une agitation qui n'avait rien de lugubre ; de mémoire d'homme, on n'avait vu tant de monde à la Roche-Farnoux ; on eût dit un jour de réjouissance ; les villageois arrivaient de toutes parts, en habits de fête, tandis que les marchands de complaintes, les porte-balles, les buvetiers ambulants, et jusqu'aux bateleurs, s'échelonnaient sur la route, comme s'il s'agissait d'une foire franche. Vers le midi, il se fit un grand mouvement dans le château, dont les portes étaient constamment restées fermées à la multitude, et, un moment après, on abaissa la bannière noire hissée depuis la veille au faîte du donjon : ce signal annonçait que le convoi se mettait en marche.

Mademoiselle de Saint-Elphège s'était approchée de la fenêtre, et, cachée derrière le rideau entr'ouvert, elle regardait au dehors. De cette place, on n'avait qu'une échappée de vue sur le chemin qui passait au delà du rempart. Lorsque le funèbre cortége déboucha à l'endroit même où s'élevait l'oratoire de Saint-Roch, la vieille demoiselle adressa mentalement le dernier adieu à son oncle et suivit le cercueil d'un œil sec jusqu'à ce qu'il eût disparu derrière les rochers de la Grotte-aux-Lavandières.

VI

Quinze jours environ s'étaient écoulés depuis les obsèques du marquis, son héritière était entrée en possession des grands biens qu'il avait laissés ; mais la Roche-Farnoux ne présentait pas un aspect plus riant et plus animé que durant la vie du

vieux seigneur. Mademoiselle de Saint-Elphège était occupée à signer les paperasses que ne cessaient de lui envoyer ses gens d'affaires. La Graponnière, n'ayant plus personne à servir, vaguait tout le jour dans le château comme un chien qui a perdu son maître, et mademoiselle de l'Hubac ne sortait guère de sa chambre que pour paraître à table, et pour faire le soir compagnie à sa tante. La pauvre fille était tombée dans une noire mélancolie ; sa beauté pâlissait, sa physionomie exprimait une douloureuse langueur, et il était facile de s'apercevoir qu'elle pleurait souvent en secret. Mademoiselle de Saint-Elphège la laissait à elle-même, jugeant qu'il fallait attendre que ce grand chagrin s'apaisât par l'effet de sa propre violence ; pourtant, un jour que sa nièce lui sembla plus abattue et plus dolente, elle lui dit avec une certaine aigreur :

— Ma chère Clémentine, vous ne vous consolez pas ! Mais par quelles paroles menteuses vous a-t-il donc séduite, ce traître ? par quels faux serments est-il parvenu à vous abuser ?

— Il ne m'a point trompée, répondit vivement la jeune fille ; jamais il ne m'a parlé de ses sentiments.

— Pourtant, vous êtes persuadée qu'il vous aime, s'écria la vieille demoiselle.

— Oui, pour son malheur et pour le mien ! murmura mademoiselle de l'Hubac avec une sourde exaltation.

— C'est exactement ce que je pensais moi-même autrefois ! murmura sa tante Joséphine en haussant les épaules.

Un soir, les deux dames veillaient tristement dans la salle verte ; assises au coin de la cheminée, leur broderie à la main, elles travaillaient en silence et laissaient parfois aller l'aiguille en relevant la tête pour écouter les mugissements furieux du vent qui ébranlait les croisées et s'engouffrait bruyamment dans les longs corridors du château. Un peu plus loin, la Graponnière, penché sur le tapis vert, jouait tout seul aux tarots et regrettait au fond de son âme la partie d'hombre.

— Jésus ! qui donc sonne si tard et par un temps pareil à la grande porte ? s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en prêtant l'oreille. Avez-vous entendu, Clémentine ?

— Oui, ma tante, j'ai entendu la cloche, répondit-elle d'un ton apathique ; on n'attend personne ici ; c'est peut-être un de ces coups de vent terribles qui aura fait tinter le battant.

— Pourtant on ouvre la grande porte, interrompit la vieille demoiselle en posant son ouvrage sur le guéridon ; M. de la Graponnière ?

— J'y vais, mademoiselle, s'écria le bonhomme en se levant ; je vais voir quel est le personnage qui s'est risqué à gravir la Roche-Farnoux par un vent qui emporte bêtes et gens.

— C'est surprenant, continua mademoiselle de Saint-Elphège avec agitation, on parle dans l'antichambre, et je crois reconnaître cette voix...

Clémentine, pâle et oppressée, s'était retournée déjà du côté de la porte, et écoutait en frissonnant. Presque au même instant, les battants s'ouvrirent, et la Graponnière reparut, précédant M. de Champguérin, lequel entra sans se faire annoncer. A son aspect, les deux femmes se levèrent par un mouvement machinal et demeurèrent immobiles. Clémentine, tremblante et les yeux baissés, s'appuyait d'une main au dossier de son siége ; mademoiselle de Saint-Elphège redressait sa taille grêle et semblait attendre dans un silence hautain que le hardi gentilhomme lui expliquât le motif de sa visite ; mais M. de Champguérin se contenta de la saluer avec un froid respect, et, s'avançant vers Clémentine, il lui présenta une lettre, en disant d'un accent ému :

— Mademoiselle, voici des nouvelles de votre jeune cousin ; j'ai pensé qu'il vous serait agréable de recevoir ce soir même cette lettre, et, ne me fiant à personne pour une chose de cette importance, je suis venu.

— Je vous remercie, monsieur, répondit Clémentine d'une voix à peine intelligible et en avançant la main.

Mais mademoiselle de Saint-Elphège coupa ce geste, et, s'emparant elle-même de la missive, elle dit sèchement :

— C'est à moi que doivent être remises d'abord les lettres adressées à ma nièce.

Ensuite elle se retourna et demeura debout à côté de son fauteuil, congédiant par son attitude et son silence M. de Champguérin. Celui-ci arrêta sur Clémentine un regard navré et lui dit avec une expression fort passionnée :

— Croyez, mademoiselle, que vous n'avez pas au monde de serviteur plus dévoué que moi. Je m'estime le plus heureux des hommes, puisque j'ai pu vous revoir un instant et m'assurer par moi-même que votre précieuse santé n'avait pas souffert au milieu de tant de troubles et d'afflictions. Quoi qu'il arrive, soyez assurée que votre souvenir sera toujours présent à mon âme, et que je donnerais avec joie ma vie pour votre service.

Là-dessus il s'inclina aux pieds de Clémentine en faisant le geste de lui baiser le bas de la robe, salua mademoiselle de Saint-Elphège, qui l'avait écouté stupéfaite, et sortit fièrement de la salle verte.

— Quelle audace inouïe! s'écria la vieille demoiselle suffoquée d'étonnement et d'indignation.

— C'est un procédé inconcevable ! fit la Graponnière en roulant ses gros yeux.

Clémentine se rassit au coin de la cheminée sans proférer un mot et essaya de reprendre son ouvrage, mais sa main tremblante ne pouvait tenir l'aiguille; elle avait la vue troublée, et une vive rougeur éclatait sur ses joues brûlantes. Mademoiselle de Saint-Elphège la considéra un moment en silence; puis, sans entamer aucune conversation sur la démarche de M. de Champguérin, sans paraître s'en occuper davantage, elle prit la missive qu'elle avait posée sur le guéridon, et la présenta à sa nièce en lui disant :

— Voici la lettre de votre cousin. Est-ce que vous ne vous souciez pas de la lire?

— Mon pauvre Antonin! murmura Clémentine avec une sorte de remords.

— Que Dieu le comble de ses prospérités! dit le bon la Graponnière du fond de l'âme; c'est un jeune gentilhomme accompli.

— Il a un grand tort à mes yeux, fit entre ses dents mademoiselle de Saint-Elphège, c'est d'être le fils de sa mère.

— Ce tort-là me paraît tout à fait involontaire, répliqua courageusement la Graponnière en retournant à ses tarots.

Mademoiselle de l'Hubac avait ouvert la lettre cependant, et elle lisait des yeux avec émotion :

« Civita-Vecchia, ce 1er novembre 17...

« Ma bonne Clémentine,

« Je n'ai pas manqué de t'écrire, ainsi que je te l'avais promis en quittant la Roche-Farnoux; mais une lettre de ma mère, la seule qui me soit parvenue depuis mon départ, me donne lieu de croire que, jusqu'à présent, vous n'avez, ni l'une ni l'autre, reçu de mes nouvelles. C'est que, dans le pays que je viens de parcourir, les choses ne sont pas si bien ordonnées qu'en France, où il ne faut guère que quinze jours pour qu'une lettre aille sûrement à son adresse d'un bout à l'autre du royaume : en terre papale, rien ne se fait avec tant de diligence et de facilité. Durant le séjour que nous venons de faire dans les Apennins, j'ai été obligé de confier mes dépêches à des

montagnards qui, de loin en loin, descendent dans les villes; mais, bien que je les eusse grassement payés, je soupçonne qu'ils se seront dispensés de mettre mes lettres et mes paquets à la poste en les jetant au fond de quelque précipice. Ce que je regrette surtout, c'est une petite boite dans laquelle j'avais soigneusement piqué un jasius qui t'était destiné : figure-toi un grand papillon avec des ailes couleur minime, vermicellées jaune et blanc par-dessous et de longues antennes dorées à leurs extrémités. Mais console-toi ; je te promets de réparer cette perte et de t'envoyer d'ici à quelques mois une collection de lépidoptères la plus belle qu'il soit possible d'imaginer.

« Ainsi que je viens de te le dire, ma chère Clémentine, nous avons passé les derniers mois de la belle saison dans la contrée la plus sauvage et la plus déserte de l'État ecclésiastique. Notre dessein avait été d'abord de visiter les principales villes d'Italie; mais, nous étant un peu détournés de notre chemin pour aller voir la cascade de Terni, nous nous sommes arrêtés dans ces grandes montagnes où il y a une infinité d'animaux et de plantes rares, entre autres le *lacerta occhiata*, qui est un lézard de toute beauté, et un ilex dont la feuille nourrit des familles de colimaçons fort intéressantes. M. l'abbé y a fort augmenté sa collection de chardons, laquelle doit être actuellement une des plus belles et des plus complètes qui soient au monde. Quant à moi, j'ai découvert plusieurs espèces d'insectes, entre autres un beau cérambix écarlate auquel j'ai donné ton nom. Le hasard nous a fait rencontrer dans ces solitudes un bon religieux dominicain qui a longtemps voyagé et qui s'occupe beaucoup d'histoire naturelle. Ce savant homme dessine et peint en perfection les papillons et les fleurs. Il s'est offert à me donner des leçons, et M. l'abbé assure que j'ai fait, en peu de temps, des progrès extraordinaires; pour que tu puisses en juger, j'enferme dans cette lettre un petit carré de vélin sur lequel j'ai peint d'après nature un argus violet et jaune, lequel est un joli papillon qui ressemble tout à fait à une fleur de pensée vivante. Je t'envoie ce souvenir, espérant que tu lui donneras une place dans le coffret où tu gardes les choses qui ont le plus de prix à tes yeux.

« Ce bon père dominicain qui m'enseigne la peinture a parcouru presque toute l'Amérique du Sud, et c'est un plaisir de l'entendre raconter toutes les merveilles qu'il a vues dans ses voyages. Lorsqu'il nous avait parlé à la veillée des plantes et des insectes du nouveau monde, M. l'abbé ni moi ne pouvions dormir de la nuit, tant ses récits nous enflammaient l'imagination.

« Te rappelles-tu, ma bonne Clémentine, qu'au moment de me séparer de toi pour bien longtemps, hélas ! je te dis, comme par badinage, qu'une fois parti je ferais peut-être le tour du monde? Eh bien ! je prophétisais ainsi, sans m'en douter, les événements de ma vie. Depuis quelque temps, M. l'abbé avait l'esprit travaillé de certaines idées ; j'en étais fort tourmenté aussi, et le jour où nous nous en sommes enfin ouverts l'un à l'autre, tout a été décidé : ainsi que notre docte ami le religieux dominicain, nous voulons visiter une partie des Indes occidentales. Ne va pas te figurer, ma bonne petite cousine, que nous partons pour des pays inconnus, habités par des sauvages, et qu'il y a risque de la vie à aller chasser aux papillons dans ces grandes forêts qui recèlent tant d'insectes précieux. Nous nous bornerons à parcourir la Guyane, qui est une des plus belles contrées de la terre, et j'ajouterai, pour te tranquilliser, que deux femmes, deux dames hollandaises, vouées à l'étude de l'histoire naturelle, madame de Mérian et sa fille, nous ont déjà donné l'exemple et montré le chemin. Ces savantes personnes sont retournées en Europe avec des collections qui font l'admiration et l'envie de tous les naturalistes ; nous allons glaner sur leurs traces et tâcher de compléter leurs travaux. Notre dessein est d'aller d'abord à Cadix, où il nous sera facile de nous embarquer immédiatement pour

l'Amérique, car il y a toujours dans ce port des vaisseaux en partance pour toutes les contrées du globe. Nos préparatifs de voyage sont terminés, et c'est demain que nous quittons Civita-Vecchia pour passer en Espagne sur un joli brigantin de cette nation.

« M. l'abbé t'offre ses très-humbles services et te renouvelle ses respects. Le digne homme s'était desséché durant les vingt années qu'il a vécu autour de notre grand-oncle; maintenant qu'il change de place à son plaisir et qu'il va herborisant tout le jour de côté et d'autre, il engraisse et rajeunit à vue d'œil.

« Je viens de me mettre un moment à ma fenêtre qui donne sur le port; la mer est belle, le vent favorable, et sans doute notre brigantin sarpera au point du jour. Ces lignes sont donc le dernier adieu que je t'envoie. Oh! ma chère petite sœur, ma bonne Clémentine, j'éprouve un chagrin extrême en écrivant ces mots; il me semble que je me sépare encore une fois de toi. Va, malgré ma passion pour les voyages, je suis triste en ce moment, et je regrette la Roche-Farnoux! La soirée est avancée; voici l'heure où nous montions à la bibliothèque. A présent que tu es seule, tu n'y vas plus... Toutes ces pensées me font venir les larmes aux yeux.

« Je ne te prie point de me garder une place dans ton souvenir et dans ton cœur, car je sais que tu m'aimes et que tu ne m'oublieras pas. Adieu, ma bonne Clémentine, ma mignonne petite sœur; je t'embrasse de toute mon âme, et suis avec les sentiments d'une parfaite amitié tout à toi pour la vie.

« ANTONIN DE BARJAVEL.

« Lorsque cette lettre te parviendra, je serai peut-être déjà sur le grand Océan, voguant vers l'Amérique. Adresse-moi ta réponse à Paramaribo, dans la Guyane hollandaise. »

Après cette lecture, mademoiselle de l'Hubac laissa tomber la lettre d'Antonin sur ses genoux, et demeura la tête baissée, le regard fixe, la bouche entr'ouverte et muette; il y avait dans ce silence et cette immobilité une telle expression, que la Graponnière se rapprocha inquiet, et que la vieille fille s'écria :

— Vous avez reçu de mauvaises nouvelles de votre cousin?

Clémentine ne répondit pas et lui tendit la lettre.

— Bonté divine! est-ce qu'il serait arrivé malheur à M. le baron? demanda la Graponnière avec anxiété.

— Non, grâce au ciel! lui dit mademoiselle de l'Hubac d'une voix faible; mais nous ne le reverrons peut-être jamais... Il est parti pour l'Amérique.

— Pour l'Amérique! répéta le bonhomme consterné; c'est un mauvais pays; on y rencontre beaucoup de serpents, et un de mes oncles y est mort.

La vieille fille lut la lettre en haussant les épaules, ensuite elle s'écria d'un ton sardonique :

— M. l'abbé a fait là un beau chef-d'œuvre d'éducation, et voilà un jeune gentilhomme qui promet de s'illustrer comme pas un de sa race! Quel honneur pour lui s'il parvient à découvrir quelque nouvelle espèce de lézard ou de grenouille! Quelle gloire quand il possédera une collection, unique dans son genre, d'insectes venimeux et puants que personne n'oserait toucher du bout de l'ongle! En vérité, s'il revient de ses voyages chargé d'un tel butin, le roi devra lui octroyer la permission de mettre une chenille à côté du lion d'argent que la maison de Barjavel porte dans ses armes!

Mademoiselle de l'Hubac ne répondit pas à ces sarcasmes; elle retira la lettre des mains de sa tante avec un geste timide, et dit seulement d'un air navré :

— Mon pauvre Antonin!... je ne le verrai plus!...

— C'est possible ! répliqua froidement mademoiselle de Saint-Elphège; assurément il ne s'empressera pas de revenir quand il saura les dispositions testamentaires de son grand-oncle et le mariage de sa mère. Qu'il se doutait peu de la vérité, ce cher petit baron ! qu'il était loin de soupçonner que, depuis près d'une année, il avait l'honneur d'être le beau-fils de M. de Champguérin !...

Ces paroles, que la vieille demoiselle proférait avec une amertume concentrée, produisirent un effet terrible sur Clémentine ; elle frissonna et pâlit comme si l'on eût touché à vif la blessure qui ne cessait de saigner au fond de son cœur ; une sueur froide se répandit sur son visage, et elle se détourna en fermant les yeux afin de cacher ses larmes.

Apparemment cette douleur résignée et muette toucha subitement mademoiselle de Saint-Elphège, car elle se rapprocha de sa nièce et lui dit d'un ton radouci :

— Votre pauvre cœur n'en peut plus, ma chère enfant. J'essayerais volontiers de vous consoler ; mais, en ce moment, vous n'êtes guère en état de m'entendre... Il faudrait reprendre courage cependant, et vous persuader d'abord que la peine que vous souffrez n'est pas sans remède, tant s'en faut...

A ces mots, elle serra dans ses mains la main froide et tremblante de mademoiselle de l'Hubac, et, la forçant doucement à se retourner, elle ajouta :

— Allons, charmante demoiselle, dites-moi sincèrement ce qui pourrait vous distraire et vous consoler; je m'y prêterai, n'en doutez pas... Vous êtes loin de savoir tout ce que je veux faire pour vous...

La pauvre fille soupira, hésita un moment, et répondit d'une voix entrecoupée :

— Je suis pénétrée de vos bontés, ma chère tante... Puisque vous me parlez ce soir avec tant de bienveillance, j'oserai vous ouvrir mon âme... Hélas ! il dépend de vous que je retrouve quelque tranquillité et quelque contentement...

— Parlez, ma chère Clémentine ; qu'avez-vous à me demander ? interrompit mademoiselle de Saint-Elphège, s'attendant à quelque fantasque désir de jeune fille.

— Je vous demande comme une grâce insigne la permission de rentrer au couvent, répondit-elle avec un accent tout à la fois suppliant et ferme; oh ! ma chère tante, souffrez que je retourne pour toujours dans la sainte maison où j'ai été élevée et où j'ai résolu de prendre le voile...

— C'est donc là tout ce que je puis pour votre consolation et votre bonheur ! s'écria mademoiselle de Saint-Elphège en changeant de visage.

Et comme Clémentine baissait la tête avec un geste affirmatif, elle ajouta laconiquement :

— Eh bien ! je vous l'accorde.

— M. le marquis n'aurait pas souffert qu'elle fît ainsi sa volonté ! murmura le bon la Graponnière, désolé de la facilité inconcevable avec laquelle la vieille demoiselle venait de céder aux vœux de sa nièce et prêt à risquer tout haut quelque observation directe; mais mademoiselle de Saint-Elphège avait un air froidement irrité qui l'interdit et lui coupa la parole. Il se retourna vers Clémentine et lui dit précipitamment en baissant la voix :

— Au nom du ciel, mademoiselle, ne vous décidez pas ainsi, considérez votre extrême jeunesse et tous les avantages dont elle est accompagnée. Il s'agit pour vous d'un engagement éternel, et vous ne sauriez trop longtemps y réfléchir. Si vous voulez absolument entrer au couvent, attendez du moins quelques années.

— Dans quelques années je serais morte de douleur si je restais ici, répondit sourdement mademoiselle de l'Hubac.

— Voilà, certes, une vocation bien déterminée, dit la vieille demoiselle d'un ton bref. Je confesse que j'étais loin de m'y attendre; il ne reste plus qu'à prendre les

moyens de vous faire faire avec toute sûreté ce long voyage : c'est à quoi M. de la Graponnière avisera quand vous voudrez.

— Ce sera bientôt, fit en soupirant mademoiselle de l'Hubac.

— Vous fixerez vous-même le jour de votre départ, répondit mademoiselle de Saint-Elphège, toujours du même air de froide condescendance; demain, M. de la Graponnière ira vous le demander.

A ces mots, elle reprit tranquillement son ouvrage; Clémentine se rapprocha du guéridon pour continuer sa broderie, et la Graponnière se rassit devant la table de jeu; mais, au lieu de relever ses tarots, il les éparpilla d'une main distraite et se dit mentalement, en regardant la place de son défunt maître :

— Tout allait mieux du temps de M. le marquis.

Un peu avant l'heure du souper, mademoiselle de l'Hubac demanda la permission de monter dans sa chambre, au lieu de passer à table. Dès qu'elle eut quitté la salle, la vieille demoiselle se tourna vers la Graponnière, et sa colère débordant tout à coup, elle s'écria :

— L'ingrate! Savez-vous, monsieur, ce que je voulais faire pour elle? Je voulais la rendre la plus heureuse personne du monde! Mon dessein était de la marier et de lui donner en dot tout mon héritage. C'est alors qu'il y aurait eu de belles noces à la Roche-Farnoux! J'aurais voulu qu'on entendît le bruit de toutes ces réjouissances jusque chez les Champguérin. Ah! quelle satisfaction et quelle vengeance! Comme il aurait été puni ce fourbe, cet audacieux, cet infâme séducteur! Mais ma nièce n'était pas capable d'entrer dans mes vues. Elle aime mieux se sacrifier à cette chimère. Je l'ai connue ce soir quand elle m'a parlé. Sa douceur masque une volonté obstinée; elle a le cœur opiniâtre comme toutes les femmes de notre famille. C'en est fait, rien ne la retiendra; elle ira pleurer toute sa vie dans un couvent le mariage de sa belle-tante avec M. de Champguérin.

— C'était donc une inclination cachée qui la portait à refuser la main de M. le baron? s'écria la Graponnière, tout saisi de cette espèce de confidence; c'est un désespoir d'amour qui la pousse maintenant à prendre le voile! Qui l'aurait pensé? grand Dieu!

— Oui, certes, il faut qu'elle parte! continua mademoiselle de Saint-Elphège avec emportement; c'est résolu; vous la renverrez de la même manière qu'on l'a amenée ici, pour son malheur, il y a un an. Je lui prédis son sort quand elle arriva... J'avais le pressentiment que le séjour de la Roche-Farnoux lui serait fatal aussi... Je ne m'étais pas trompée...

La Graponnière n'essaya pas de lui répondre; mais il se mit à chercher dans sa tête quelque moyen indirect de l'apaiser. Malheureusement le digne homme n'avait qu'un gros bon sens incapable de sonder les replis d'un cœur de vieille fille haineuse, fantasque, jalouse, ennuyée et désespérée; il ne trouva rien de mieux pour la consoler que de lui mettre sous les yeux les grands avantages dont elle était pourvue selon lui.

— Mademoiselle, dit-il sentencieusement, puisque vous me faites l'honneur de me parler ainsi, je prendrai la liberté de vous répondre qu'à votre place je ne prendrais pas tant à cœur les peines d'autrui. Considérez votre situation, les grands biens que vous possédez et l'entière liberté où vous êtes d'en disposer et d'en jouir. La vie que vous menez ici depuis fort longtemps est un peu monotone, il n'y a presque plus personne autour de vous; eh bien! quittez la Roche-Farnoux, partez avec mademoiselle de l'Hubac, retournez à Paris...

— Moi! interrompit la vieille demoiselle avec une sombre douleur, et qu'irais-je faire dans le monde maintenant? Personne ne m'y reconnaîtrait. J'ai recueilli tout entier ce funeste héritage auquel j'ai été sacrifiée; mon oncle m'a laissé toute sa

fortune, mais il n'a pu me rendre ma beauté, ma jeunesse, ces biens inestimables auprès desquels tous les autres biens valent si peu... Non, non, je n'essayerai pas de recommencer une vie usée déjà dans l'ennui et la douleur ; celle qu'on appelait la belle Joséphine n'existe plus, et mademoiselle de Saint-Elphège mourra à la Roche-Farnoux !

— Sans alliance ! murmura la Graponnière en songeant involontairement à la vieille demoiselle mentionnée si souvent dans les discours de son défunt maître.

Mademoiselle de l'Hubac ne chancela pas dans sa résolution ; elle commença les préparatifs de son départ avec beaucoup de tranquillité, et, la veille du jour où elle devait quitter la Roche-Farnoux, elle fit des dispositions comme une personne qui se retire pour toujours du monde. Après avoir distribué autour d'elle ses robes, ses dentelles et la meilleure partie de ses bijoux, elle mit en réserve une croix de pierreries qu'elle portait habituellement, et, la montrant à sa tante, laquelle assistait à ces arrangements avec des alternatives d'attendrissement et de colère concentrée, elle lui dit en baissant les yeux :

— Ceci est un souvenir que je destine à la petite Alice ; me permettez-vous de le lui envoyer ?

— Faites à votre volonté, lui répondit mademoiselle de Saint-Elphège.

Elle prit la plume, après avoir arrangé la croix dans un écrin de basane, et écrivit rapidement à la mère d'Antonin.

« Madame et chère tante,

« Je croirais manquer à mon devoir, si, avant de m'éloigner d'ici, je ne vous assurais une dernière fois de mes respects. Demain, je quitte la Roche-Farnoux pour retourner au couvent. Ayant une grande vocation pour la retraite et la vie cachée, j'ai résolu, avec la permission de ma tante de Saint-Elphège, d'entrer en religion et de prendre le voile dans la maison où j'ai été élevée. Au moment de me séparer du monde, je veux réparer, autant qu'il est en moi, mes fautes envers les personnes que j'y laisse. Je vous supplie donc, ma chère tante, de me pardonner les torts involontaires que je pourrais avoir eus à votre égard et les peines que je vous ai peut-être occasionnées sans le savoir. Vos bontés ne sortiront jamais de ma mémoire, et tous les jours de ma vie je prierai Dieu pour votre bonheur et pour celui de mon cher cousin Antonin.

« Je vous prie de suspendre cette croix au cou de la petite Alice, afin qu'elle se souvienne de moi quelquefois en la regardant.

« Agréez encore, madame et chère tante, toutes mes soumissions et les respects avec lesquels je suis votre nièce et très-humble servante.

« Clémentine de l'Hubac. »

Au moment où Clémentine allait fermer cette lettre, mademoiselle de Saint-Elphège étendit la main et lui dit laconiquement :

— Voyons !

La vieille fille lut lentement des yeux en se pénétrant de chaque expression, et, quand elle eut fini, elle murmura avec une espèce de sourire :

— C'est bien !... Allez !... Vos scrupules de conscience remédieront beaucoup aux afflictions de votre belle-tante !...

Le lendemain matin, mademoiselle de l'Hubac descendit pour la dernière fois dans la salle verte, afin de faire ses adieux à sa tante. La vieille demoiselle l'embrassa silencieusement ; elle avait les yeux secs et les traits contractés par une expression pénible. La Graponnière se tenait à l'écart et essuyait furtivement les larmes qui

roulaient sur sa moustache grise. Avant de sortir, Clémentine se tourna de son côté, et lui tendit la main en disant avec un sourire affectueux et triste :

— Adieu, M. de la Graponnière; je vous remercie de la bonne volonté que vous m'avez toujours témoignée, et vous prie de songer à moi quelquefois...

— Tous les jours de ma vie, mademoiselle! balbutia le bonhomme en s'inclinant sur la main qu'elle étendait vers lui et en touchant des lèvres son gant de soie.

Les gens de la maison étaient rassemblés dans la grande cour comme le jour des funérailles du marquis; mais ils avaient une autre attitude. Chacun savait que mademoiselle de l'Hubac s'en allait pour entrer en religion, et on l'entourait avec des manifestations muettes de regret et de douleur. Cet événement frappait davantage les esprits que la mort du vieux seigneur, et tous ceux qui avaient suivi le cercueil avec un visage indifférent étaient maintenant pénétrés d'une sensible affliction. Le respect contenait à peine les marques de cette vive sympathie, et, lorsque la noble demoiselle fit un geste de la main comme pour saluer les anciens serviteurs de la maison de Farnoux, plusieurs éclatèrent en sanglots. Josette se jeta à ses pieds en protestant qu'elle voulait la suivre; mais mademoiselle de l'Hubac la releva doucement, et lui dit à voix basse :

— Non, ma pauvre Josette; tu es née dans ce château; ma tante m'a promis de te continuer ses bontés, reste auprès d'elle...

Les valets chargés d'escorter mademoiselle de l'Hubac attendaient ses ordres, et l'espèce de duègne qui devait voyager à ses côtés s'était rangée près du marchepied comme pour l'inviter à prendre place. Clémentine entra dans la litière en faisant un dernier signe d'adieu et en jetant un dernier regard vers les fenêtres de la salle verte. En ce moment, le souvenir du petit baron occupait sa pensée; mais presque aussitôt une autre image passa dans son cœur : ses yeux s'arrêtèrent sur le balcon où elle s'était trouvée seule un soir avec M. de Champguérin, et elle murmura avec un accent indicible d'exaltation, de douleur et d'amour :

— Adieu tout ce que j'aurai aimé sur la terre!...

Puis elle se rejeta brusquement au fond de la litière et donna l'ordre de partir.

La journée était d'une sérénité radieuse; il faisait un de ces clairs soleils de novembre qui raniment un moment la nature frappée déjà des rudes atteintes de l'hiver. Quelques papillons aux ailes nacrées voltigeaient encore dans l'atmosphère radoucie et butinaient sur les pâles fleurettes que le dernier souffle de l'automne avait fait éclore entre les rochers. Mademoiselle de l'Hubac avait entr'ouvert le rideau de cuir de la litière, et de temps en temps elle jetait un long regard sur les pentes rapides où elle avait vu si souvent Antonin et le bon abbé travailler avec tant d'ardeur à leurs collections d'histoire naturelle. Tout à coup la litière s'arrêta, et le valet qui montait le mulet de devant se retourna en disant à la duègne :

— Avertissez mademoiselle que quelqu'un s'avance pour lui parler.

Au même instant, Clémentine aperçut au bord du chemin, près de la Grotte-aux-Lavandières, Alice qui l'attendait, conduite par sa nourrice. La petite fille tendit les mains vers elle et lui cria dans son langage enfantin qu'elle venait lui dire adieu. Clémentine se pencha à la portière toute pâle et tremblante, prit la fille de M. de Champguérin dans ses bras et la serra sur son cœur avec une émotion inexprimable. Alors l'enfant dit en lui montrant la croix de pierreries attachée à son cou :

— C'est madame ma mère qui m'a dit de venir... et de vous remercier... et puis encore qu'elle vous assurait de son amitié.

— Bien, ma chère Alice, répondit mademoiselle de l'Hubac d'un ton pénétré, vous lui direz que j'en suis reconnaissante et que je m'en vais satisfaite, puisqu'elle vous a envoyée ici.

— Vous ne reviendrez plus? demanda naïvement Alice.

— Jamais plus ! lui répondit mademoiselle de l'Hubac en baisant ses cheveux blonds.

— Madame ma mère m'a dit que j'irai vous trouver quand je serai grande, ajouta la petite fille comme frappée d'un souvenir subit.

— Est-ce vrai ? s'écria Clémentine en regardant la nourrice.

Celle-ci fit un geste affirmatif.

— Ah ! chère, chère enfant ! murmura mademoiselle de l'Hubac en serrant Alice dans ses bras avec transport, on te donnera à moi !... va ! je t'aimerai... adieu, mon doux ange, adieu, je vais t'attendre !...

Madame Charles Reybaud.

(*La quatrième partie à la prochaine livraison.*)

MICHEL SERVET.

SECONDE PARTIE.

LE PROCÈS ET LA MORT DE MICHEL SERVET.

I. — Trechsel. — *Die Protestantischen Antitrinitarier vor Faustus Socin* : Erstes Buch. *Michael Servet und seine Vorgænger*. — Heidelberg, 1839, in-8°.

II. — De Valayre. — Fragment historique sur Michel Servet, dans les *Légendes et Chroniques suisses*. — Paris, 1842, in-12.

III. — Rilliet de Candolle. — Relation du procès criminel intenté à Genève, en 1553, contre Michel Servet, dans les *Mémoires et Documents* publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, tome III, livraison 1re, 1844.

IV. — J.-A. Galiffe. — *Notices généalogiques sur les familles genevoises*. 3 vol. in-8°. — Genève, 1831-1836.

Pour peu qu'on ait présente à l'esprit la doctrine philosophique et religieuse qui fait le fond de la *Restitution du Christianisme,* on se figurera aisément les impressions que dut ressentir Calvin lorsqu'il reçut, par les mains de son ami le libraire lyonnais Jean Frellon, un des premiers exemplaires de l'ouvrage. L'audacieuse entreprise de Michel Servet le blessait profondément dans les deux parties les plus sensibles de sa nature, je veux dire dans sa foi de réformateur et dans son orgueil de théologien. Il n'avait point suffi à Servet de compromettre et de déshonorer à la face du monde le principe protestant, en le faisant servir au renversement des dogmes les plus révérés; il prenait à partie l'auteur de l'*Institution chrétienne,* dont il prétendait abattre d'une main et refaire de l'autre l'œuvre tout entière. Enfin, comme pour envenimer encore la blessure, il avait annexé à son livre (1) une série de let-

(1) Voici le titre complet de l'ouvrage : *Christianismi Restitutio, totius ecclesiæ apostolicæ ad*

tres à Calvin, où le réformateur de Genève était réfuté avec une hauteur magistrale. « Tu te trompes grossièrement (lettre XIII). » — « Tu n'as pas encore bien compris en quoi consiste la vraie régénération (lettre XV). » — « J'admire, en vérité, qu'un homme d'un esprit sain, comme tu te vantes de l'être, ait cédé à de si futiles motifs (lettres VIII et XII). » — En d'autres endroits, c'est un ton de protection qui eût fait sourire un autre homme que Calvin, mais qui exaspéra cette âme irascible : « Je t'ai souvent averti que tu t'égarais en admettant cette monstrueuse distinction de trois choses divines (lettre III). » — « Puisque tu ne discernes pas bien la différence qui sépare le gentil du juif et du chrétien, je vais, en peu de mots, te la faire comprendre (lettre XIX). » — La dernière lettre se termine ainsi : « Puisse le Seigneur te donner la bonne intelligence de toutes ces choses et t'animer de l'esprit de vérité, au nom de Jésus-Christ et de Dieu le Père! *Amen.* »

C'est avec ces airs de supériorité que Michel Servet osait écrire à un homme dont le nom, en Europe, balançait seul celui de Luther, et à qui les Mélanchthon, les Bucer, les Capito, avaient décerné le titre qui pouvait le plus flatter son orgueil, en l'appelant *le théologien.* L'irritation de Calvin fut à son comble. S'il avait eu l'âme grande, le vif sentiment de ses griefs personnels l'eût détourné de tout dessein violent, même contre un dangereux novateur. En détestant les doctrines, en poursuivant le livre, il eût craint de nuire à l'homme. Malheureusement, il faut le dire, Calvin ne portait point un cœur qui fût au niveau de son génie. Il écouta les conseils de la haine, et forma contre son ennemi un des desseins les plus perfidement atroces que la fureur théologique ait jamais inspirés.

C'est à Genève qu'on fait généralement commencer le combat des deux adversaires. Voltaire lui-même, à qui le bûcher de Servet a inspiré une indignation si éloquente, Voltaire ne paraît pas avoir connu la première partie de la lutte (1), celle où Calvin, caché dans l'ombre, avec l'arme lâche et perfide de la dénonciation, porte à son adversaire le premier coup.

Le drame, en effet, a deux actes. Il se dénoue à Genève, c'est à Vienne qu'il commence. A Genève, Servet a pu paraître l'agresseur; à Vienne, l'agresseur, c'est évidemment Calvin. A Genève, la conduite de Calvin peut être expliquée sans trop de dommage, je ne dis pas pour la noblesse et la générosité de son caractère, mais du moins pour sa loyauté. A Vienne, elle ne souffre aucune justification. On conçoit que les écrivains qui éprouvent encore aujourd'hui pour Calvin une sympathie assez naturelle, M. Guizot en France, M. Paul Henry en Allemagne, et en Suisse M. Rilliet de Candolle, aient laissé dans l'ombre l'affaire de Vienne (2); mais l'histoire ne con-

sua limina vocatio, in integrum restituta cognitione Dei, fidei Christi, justificationis nostræ, regeneratione baptismi et cœnæ Domini manducationis. Restituto denique nobis regno cœlesti, Babylonis impiæ captivitate soluta, et antichristo cum suis penitus destructo. — 734 pages in-8º, avec un feuillet d'errata. Au bas de la dernière page sont les initiales de l'auteur et l'année de l'impression : M. S. V. (Michaël Servetus Villanovanus) 1553. L'ouvrage fut tiré à mille exemplaires, selon le témoignage de Servet (interrogatoire du 17 août, dans le manuscrit de Genève). Il paraît qu'il n'en reste plus que deux, l'un à la Bibliothèque nationale, l'autre à la Bibliothèque impériale de Vienne. On dit que le premier avait été acheté à la vente de Gaignat, pour le duc de la Vallière, au prix de 3,810 francs. C'est d'après l'exemplaire de la bibliothèque de Vienne que De Murr a donné une contrefaçon de l'ouvrage, imitant l'original ligne pour ligne (Nuremberg, 1790, in-8º). Une nouvelle édition, qu'avait entreprise à Londres le docteur Mead, n'est pas allée plus loin que la page 253.

(1) Voltaire, *Essai sur les Mœurs*, chap. CXXXIV. — Comp. *Lettre au président Hénaut*, 26 février 1768.

(2) Guizot, *Vie de Calvin*, dans le *Musée des protestants célèbres*, t. II, part. II, p. 106. — Paul Henry, *Das Leben J. Calvins*. Hambourg, 1835-1838. — Rilliet de Candolle, *Mémoires et Documents*, etc., p. 9 et 10.

nait pas les ménagements des partis; c'est cette odieuse affaire qu'elle doit d'abord éclaircir.

Parmi les réfugiés qui entouraient Calvin à Genève et formaient le cœur de son parti, il y avait un Lyonnais, nommé Guillaume Trie, qui, par zèle religieux et aussi peut-être par suite de mauvaises affaires, s'était expatrié et avait embrassé la religion réformée. Il entretenait une correspondance suivie avec un de ses parents, Antoine Arneys, établi à Lyon, catholique ardent, qui voyait avec grand déplaisir un membre de sa famille engagé dans l'hérésie, et s'efforçait de le ramener au giron de l'Église. Guillaume Trie, homme simple et sans lumières, incapable de répondre aux objections qu'on lui adressait, montrait les lettres de son parent à Calvin, qui lui dictait ses réponses. La docile simplicité de Guillaume Trie et le zèle fanatique d'Arneys furent les deux instruments dont Calvin résolut de se servir pour perdre son ennemi.

Le 26 février 1553, Trie écrivit à son parent la lettre suivante, où tout était visiblement calculé avec la plus adroite perfidie pour porter Arneys à une dénonciation (1). Calvin (2) a nié toute participation à cette lettre flétrissante, mais sa trace y est partout empreinte, et il est incontestable aujourd'hui qu'il l'a dictée.

« Monsieur mon cousin,

« Je vous remercie bien fort de tant de belles remontrances qu'avez faictes et ne doubte point que vous n'y procediez de bonne amitié, quand vous taschez à me réduire au lieu dont je suis party. D'aultant que je ne suys homme versé aux lettres comme vous, je me deporte de satisfaire aux poincts et articles que vous m'alleguez. Tant y a qu'en la cognoissance que Dieu m'a donnée, j'auroys bien de quoy respondre... Vous m'osez reprocher entre aultres choses que nous n'avons nulle discipline ecclesiastique, ny ordre, et que ceulx qui nous enseignent ont introduit une licence pour mestre confusion par-tout; et cependant je veois (Dieu mercy) que les vices sont mieulx corrigez de par deçà que ne sont pas en toutes vos officialitez. Et quant à la doctrine et qui concerne la religion, combien qu'il y ait plus grande liberté que entre vous, neantmoins, l'on ne souffrira pas que le nom de Dieu soit blasphémé, et que l'on seme les doctrines et mauvaises opinions que cela ne soit reprimé. Et je vous puys alleguer ung exemple qui est à votre grande confusion, puisqu'il le fault dire. C'est que l'on soutient de par de-là un heretique qui merite bien d'estre bruslé par tout où il sera... »

Cet hérétique, Trie va le nommer tout à l'heure : c'est Michel Servet. Il est déjà étrange qu'il le connaisse; mais une chose plus étrange encore, c'est qu'il connaisse sa doctrine, c'est qu'il en raisonne en théologien, c'est qu'il cite les propres phrases de la *Restitution du Christianisme :*

« Car combien que nous soyons différens en beaucoup de choses, si avons nous cela commun que en une seule essence de Dieu il y a trois personnes et que le Père a engendré son Fils qui est sa sagesse éternelle devant tout temps, et qu'il a eu sa vertu éternelle qui est son Sainct-Esperit. Or, quand ung homme dira que la Ternité, laquelle nous tenons, est un cerberus et monstre d'enfer et desgorgera toutes les villenies qu'il est possible de penser contre tout ce que l'Escriture nous enseigne de

(1) Cette lettre a été copiée par d'Artigny aux archives de l'archevêché de Vienne. Voyez d'Artigny, *Nouveaux Mémoires d'histoire, de critique*, etc., t. II, p. 55 et suiv.

(2) *Déclaration pour maintenir la vraye foi*, p. 1337.

la génération éternelle du Fils de Dieu, et que le Sainct-Esperit est la vertu du Père et du Fils, et se mocquera à gueulle desployée de tout ce que les anciens docteurs en ont dict, je vous prye en quel lieu et estime l'aurez-vous?... »

Comment Trie peut-il citer des phrases d'un ouvrage qui n'est point encore dans la circulation? Ce n'est rien encore : cet ouvrage ne portait point de nom d'auteur ni d'imprimeur. Or, Trie sait quel en est l'auteur; il le nomme et raconte son histoire. Il connaît et désigne jusqu'au nom de l'imprimeur. Enfin, il a l'ouvrage entre ses mains, et en envoie la première feuille à son parent, comme preuve du fait et comme échantillon de la doctrine :

« L'homme dont je vous parle a esté condemné en toutes les églises lesquelles vous reprouvez. Cependant il est souffert entre vous, voire jusques à y faire imprimer ses livres, qui sont si pleins de blasphèmes, qu'il ne fault point que j'en die plus. C'est un Espagnol Portugallois nommé Michaël Servetus de son propre nom, mais il se nomme Villeneufve à présent, faisant le médecin. Il a demeuré quelque temps à Lyon, maintenant il se tient à Vienne, où le livre dont je parle a esté imprimé par un quidam qui a là dressé imprimerie, nommé Balthazard Arnoullet. Et afin que vous ne pensiez pas que j'en parle à crédit, je vous envoie la première feuille pour enseigne... »

Trie termine en feignant de s'être laissé entraîner par une pieuse indignation à s'écarter de l'objet de sa lettre :

« Je me suis quasi oublié en vous récitant cet exemple, car j'ay esté quatre fois plus loing que je ne pensois; mais l'énormité du cas me faict passer mesure, et voilà qui sera cause que je ne vous feray plus long propos sur les aultres matières. »

Cette lettre était accompagnée du titre, de l'index et des quatre premières feuilles de la *Restitution du Christianisme*. Ainsi que Calvin l'avait prévu, le fanatique Arneys n'eut rien de plus pressé que de porter le tout à l'inquisition.

Lyon avait alors pour gouverneur et pour archevêque le cardinal de Tournon, si célèbre par son zèle ardent contre les hérétiques. Pour seconder ses vues, il avait demandé à Rome un inquisiteur nommé frère Mathieu Ory, qui prenait la qualité de *pénitencier du saint-siége apostolique et d'inquisiteur général au royaume de France et dans toutes les Gaules*.

Averti par l'inquisiteur, le cardinal, de concert avec le vicaire général de l'archevêque de Vienne, écrit à M. de Maugiron, lieutenant général pour le roi en Dauphiné, qui mande aussitôt Michel Servet. Celui-ci, après s'être fait attendre plus de deux heures, qui furent sans doute employées à faire disparaître tout papier suspect, se présente d'un air fort assuré. On lui parle de plusieurs livres suspects d'hérésie. Il répond « qu'il a souvent fréquenté avec les prescheurs et autres faisant profession de théologie, mais qu'il est prêt d'ouvrir partout son logis pour ôter toute sinistre suspicion. » On visite, en effet, tous ses papiers, sans y trouver ce qu'on cherchait.

Guillaume Gueroult et Balthazard Arnollet sont interrogés tour à tour. On visite l'imprimerie, on interroge séparément les ouvriers, on leur fait voir les feuilles de la *Restitution du Christianisme*, on leur demande s'ils en connaissent les caractères et quel est le nombre, la qualité et le format des livres qu'ils ont imprimés depuis dix-huit mois. Cette enquête n'ayant produit aucune découverte, il est décidé qu'il n'y a point encore d'indice qui autorise à faire aucun emprisonnement.

L'inquisiteur ne se rebute pas. Il retourne à Lyon, fait venir Arneys et lui dicte

une lettre à Guillaume Trie, où celui-ci est pressé d'envoyer à Lyon le traité entier de la *Restitution du Christianisme ;* mais déjà Calvin, qui suivait de Genève le progrès de son dessein, se disposait à faire mieux. Qu'importait, en effet, d'envoyer le traité entier ? Servet pouvait renier le tout comme il avait fait la partie. Il fallait une pièce convaincante, irrécusable, une pièce écrite de la propre main de Servet. Or, Calvin était dépositaire de divers manuscrits de son constant contradicteur et d'une série de lettres imprimées depuis dans la *Restitution du Christianisme :* livrer ces pièces à des mains catholiques, c'était livrer Servet au bourreau. Calvin n'hésita point.

Il semble que Servet eût pressenti lui-même que sa confiance en Calvin lui serait funeste. Dans une lettre inédite que nous avons lue à la bibliothèque de Genève et dont une copie est entre nos mains (1), il écrivait à Calvin : *Remitte igitur scripta mea ;* mais Calvin n'eut garde de se dessaisir de ce gage, et quand l'occasion préparée par lui fut venue, en homme à qui tous les moyens sont bons pourvu qu'ils soient infaillibles, il fit servir à la satisfaction de sa vengeance des lettres confidentielles écrites sur la foi de l'honneur. On ne peut lire sans un profond dégoût la seconde lettre qu'il dicta à Guillaume Trie. Jamais haine plus implacable n'a suivi des voies plus tortueuses ; jamais elle n'a paru plus laide en essayant de se déguiser sous les couleurs d'une modération hypocrite.

« Monsieur mon cousin,

« Quand je vous escripvis la lettre que vous avez communiquée à ceulx qui y estoient taxés de nonchalance, je ne pensois poinct que la chose deust venir si avant. Seulement mon intention estoit de vous remonstrer quel est le beau zele et devotion de ceulx qui se disent pilliers de l'Église, bien qu'ils souffrent tel désordre au milieu d'eulx, et cependant persecutent si durement les pauvres chrestiens qui desirent de suyvre Dieu en simplicité. Pour ce que l'exemple estoit notable et que j'en estois adverty, il me sembla que l'occasion s'offroit d'en toucher en mes lettres selon la matière que je traitois. Or, puisque vous en avez déclaré ce que j'avois entendu escripre privément à vous seul, Dieu veuille pour le mieulx que cela proufite à purger la chrestienté de telles ordures, voyre de pestes si mortelles. S'ils ont tant bon vouloir de s'y employer comme vous le dictes, il me semble que la chose n'y est pas trop difficile, encore que ne vous puisse fournir pour le présent de ce que vous demandez, assavoir du livre : car je vous mettray en main plus pour le convaincre, assavoir deux douzaines de pieces escriptes de celui dont il est question, où une partie de ses heresies est contenue ; si on luy mettoit au devant le livre imprimé, il le pourroit regnyer, ce qu'il ne pourra faire de son escripture. Parquoy les gens que vous dictes ayant la chose toute prouvée, n'auront nulle excuse s'ils dissimulent plus ou different à y pourvoir. »

Ainsi Calvin se montre plus pénétrant et plus zélé que l'inquisition elle-même. Il communique des pièces qu'on ne lui demandait pas, et cependant il feint de se les faire arracher par une sorte de violence :

« Tout le reste est bien par deçà, tant le gros livre que les aultres traités escripts de la même main de l'auteur ; mais je vous confesseray une chose, que j'aye eu grand

(1) Nous devons la communication de ce précieux document à l'obligeance de M. Chastel, directeur de la bibliothèque de Genève, auteur de savantes *Conférences sur l'histoire du christianisme.*

peine à retirer ce que je vous envoye de M. Calvin ; non pas qu'il ne desire que tels blasphemes execrables ne soyent reprimez, mais pour ce qu'il luy semble que son debvoir est, quant à luy qui n'a poinct de glaive de justice, de convaincre plustost les heresies par doctrine, que de les poursuyvre par tel moyen ; mais je l'ay tant importuné luy remonstrant le reproche de legiereté qui m'en pourroit advenir s'il ne m'aydoit, qu'en la fin il s'est accordé à me bailler ce que verrez. Au reste j'espere bien quand le cas se demeneroit à bon escient par delà avec le tems recouvrer de luy une rame de papier ou environ, qui est ce que le galant a faict imprimer. Mais il me semble que pour ceste heure vous estes garny d'assez bon gaige et qu'il n'est jà mystère d'avoir plus pour se saisir de sa personne et luy faire son procès. »

Trie ou plutôt Calvin termine ainsi cette lettre mémorable où l'hypocrisie, le fanatisme et la haine réunis forment le plus horrible assemblage :

« Quant de ma part je prye Dieu qu'il luy plaise ouvrir les yeulx à ceulx qui discourent si mal, afin qu'ils approuvent de mieulx juger du desir duquel nous sommes meus (1). »

Muni par Arneys de toutes ces pièces, Mathieu Ory se rendit chez le cardinal de Tournon, qui habitait alors son château de Roussillon, près Vienne. Là, le cardinal et l'archevêque de Vienne réunis, après avoir pris l'avis de leurs grands vicaires, de l'inquisiteur et de plusieurs ecclésiastiques et docteurs en théologie, décidèrent « que Michel de Villeneufve médecin, et Balthazard Arnollet libraire, seroient pris au corps, mis et constitués prisonniers pour respondre de leur foy, charges et informations faites contre eux. » Le vibaillif fut averti, et il fut convenu que, pendant que le grand vicaire de Vienne ferait conduire Arnollet aux prisons de l'archevêché, le vibaillif se chargerait lui-même de l'arrestation de Servet. En effet, il se rendit chez M. de Maugiron, où était Michel de Villeneufve, servant ce seigneur dans sa maladie. Il lui dit « qu'il y avoit au palais Delphinal plusieurs prisonniers malades et blessés, comme aussi à la vérité il y en avoit, et qu'il le prioit de vouloir bien venir avec lui les visiter. » A quoi M. de Villeneufve répondit « que, sans compter que sa profession de la médecine l'obligeoit à faire telles bonnes œuvres, il y estoit encore porté par son bon naturel. » Ils se rendirent donc dans les prisons royales, et, pendant que Servet faisait sa visite, le vibaillif envoya prier le grand vicaire de le venir joindre. Dès qu'il fut arrivé, ils dirent à Servet « qu'il y avoit certaines charges et informations contre luy, qui avoient été communiquées au seigneur cardinal de Tournon, et que présentement il étoit constitué prisonnier dans le palais Delphinal jusques il eût respondu aux dittes charges et que aultrement fût ordonné. » Ils firent ensuite appeler maître Antoine Bonin, viguier et geôlier du palais, auquel fut enjoint de le garder sûrement, et que, au surplus, il le traitât honnêtement selon sa qualité. On lui laissa son laquais, nommé Benoît Perrin, âgé de quinze ans, et qui depuis cinq ans était à son service, et ses amis eurent la liberté de le voir ce jour-là.

Mathieu Ory accourut le lendemain de Lyon pour commencer l'instruction. Ce zélé personnage pressa tellement sa monture, qu'averti le matin seulement, il se présenta devant dix heures chez l'archevêque. Servet subit trois interrogatoires consécutifs. Dans le premier, on se borna à lui présenter quelques notes marginales écrites de sa main dont on lui demanda l'interprétation. Elles étaient assez innocentes. Il tomba dans le piége, et, après quelque hésitation, reconnut son écriture et essaya d'adoucir

(1) Calvin aurait voulu cacher à la postérité cet abus odieux de confiance. Il fait écrire à Trie : *Il me semble que j'avois obmis de vous escripre qu'après que vous auriez faict des epistres, qu'il vous plust ne les esgarer afin de me les renvoyer.*

sa pensée ; mais, le lendemain, on lui montra ses lettres à Calvin : ces pièces étaient accablantes. Servet prétendit les avoir écrites comme pur exercice de dispute théologique, et, niant toujours qu'il fût vraiment Servet, il imagina de dire qu'il avait seulement pris les opinions de cet auteur et en avait joué le personnage. Ce roman ne pouvait tromper les juges, et le geôlier reçut l'ordre de mettre Servet au secret et de le surveiller étroitement. On lui laissa pourtant le temps d'envoyer son laquais demander une somme de trois cents écus qui lui était due, et qui ne fut probablement pas inutile à son évasion.

Il y avait dans la prison un jardin avec une plate-forme qui regardait sur la cour du palais de justice. Au-dessous de la plate-forme était un toit, d'où l'on pouvait descendre au coin d'une muraille, et de là se jeter dans la cour. Quoique le jardin fût toujours soigneusement fermé, on en permettait quelquefois l'entrée à des prisonniers au-dessus du commun, soit pour se promener, soit pour d'autres nécessités. Servet y était entré la veille, et avait tout bien examiné. Le 7 d'avril, il se leva à quatre heures du matin, et demanda la clef au geôlier qui allait faire travailler à ses vignes. Ce bonhomme, le voyant en bonnet de nuit et en robe de chambre, ne soupçonna nullement qu'il fût tout habillé, ni qu'il eût son chapeau caché sous sa robe. Il lui donna la clef, et sortit quelque temps après avec ses manœuvres. Lorsque Servet les crut assez éloignés, il laissa au pied d'un arbre son bonnet de velours noir et sa robe de chambre fourrée, sauta de la terrasse sur le toit, et parvint jusque dans la cour sans se faire le moindre mal. Il gagna promptement la porte du pont du Rhône, qui n'était pas éloignée de la prison, et passa dans le Lyonnais, ainsi que le déposa une paysanne qui l'avait rencontré, mais qu'heureusement pour lui on n'interrogea que trois jours après. Plus de deux heures s'écoulèrent avant que l'on s'aperçût de son évasion. La femme du geôlier en fut avertie la première, et fit cent extravagances, qui marquaient son désespoir. Elle s'arracha les cheveux, battit ses domestiques, ses enfants, et tous les prisonniers qu'elle rencontra, et, sa colère lui faisant braver le péril, elle courut sur les toits des maisons voisines pour tâcher de découvrir le captif évadé. Le vibaillif, de son côté, donna ordre que les portes fussent fermées et gardées cette nuit prochaine et les suivantes. Après les proclamations à son de trompe, on fit des perquisitions exactes dans presque toutes les maisons, de même qu'à Sainte-Colombe. On écrivit aux magistrats de Lyon et des autres villes où l'on présuma que Servet aurait pu chercher un asile. On n'oublia pas de s'informer s'il avait de l'argent en banque, et tous ses papiers, meubles et effets furent inventoriés et mis sous la main de la justice.

L'opinion commune à Vienne fut que le vibaillif, ami intime de Servet, qui avait guéri sa fille unique d'une dangereuse maladie, favorisa l'évasion du prisonnier. Il est certain que Michel Servet s'était fait beaucoup d'amis à Vienne, qu'il y jouissait d'une grande considération par son habileté dans l'art de la médecine et par la douceur de son caractère, qu'on lui laissa dans sa prison beaucoup de liberté et des sommes considérables d'argent. Enfin, si la procédure instruite contre le geôlier le disculpa de toute complicité, il fut prouvé qu'une de ses servantes avait dit à Benoît Perrin, en présence de plusieurs personnes : « Laquais, allez dire à vostre maistre qu'il se sauve par derrière le jardin (1). »

(1) Interrogé à Genève sur son évasion, Servet répondit en ces termes :

Respond qu'il est vray qu'il fut prisonnier à Vienne à la poursuite de monsieur Calvin et Guillaume Trye, mais qu'il évada de prison pour ce que les prebstres le voulloient faire brûler; toutesfoys que les prisons lui estoient tenues comme si on eust voullu que se saulvast. (Interrogatoire du 14 août, dans le manuscrit de Genève, pièce inédite.) — Dans la séance du 17 août, au petit conseil, on pressa Servet de s'expliquer plus clairement. Voici ses paroles : *Et a res-*

Après l'évasion de Servet, le procès continua. L'imprimerie clandestine d'Arnollet fut découverte; les balles d'exemplaires de la *Restitution du Christianisme*, envoyées à Pierre Merrin, à Lyon, furent saisies ; enfin le vibaillif prononça sa sentence conformément aux conclusions du procureur du roi. Elle condamnait Michel Servet en la somme de mille livres tournois envers le roy daulphin,

« Et a estre, incontinent qu'il sera aprehendé, conduit sur ung tombereau avecque ses livres à jour prochain de marché de la porte du pallaix delphinal par les carefours et lieux accoustumés jusques au lieu de la hasle de la présente cité, et subséquemment en la place appelée le *Charnève*, et illec estre brûlé tout vif à petit feu, tellement que son corps soit mis en cendre. Et cependant sera la présente sentence exécutée en effigie avecques laquelle seront les dits livres bruslés. »

A partir du 7 avril, jour de l'évasion de Servet, l'histoire perd sa trace pendant plus de trois mois. Isolé dans un pays étranger, condamné à mort, où cet infortuné trouva-t-il un asile? C'était la triste suite de sa position exceptionnelle, de l'audace et de la singularité de ses opinions, qu'il ne pût s'appuyer sur aucun parti, avoir des amis et des défenseurs sur aucune terre européenne. Également odieux aux protestants et aux catholiques, l'Espagne et l'Allemagne lui étaient fermées. Comment sortir de France? Il paraît qu'il s'arrêta au projet de gagner l'Italie, où ses idées avaient une certaine faveur, où peut-être il avait noué des relations, et d'aller s'établir dans le royaume de Naples, placé alors sous la domination espagnole; là, grâce à son art de médecin, il aurait trouvé, parmi ceux de sa nation, une clientèle assurée (1). Deux routes étaient devant lui, celle de la Suisse et celle du Piémont. Il eut le malheur de se décider pour la première. Pourquoi la choisit-il? On ne peut le dire avec certitude. Peut-être n'eut-il d'autre motif, sinon que cette route était la plus prochaine et le dérobait plus promptement à la terrible sentence qui était suspendue sur sa vie. Le 16 juillet, il arrive à pied au petit village de Leluysed, où il passe la nuit; le lendemain, il loue un cheval à Salenone, arrive à Genève, descend à l'hôtellerie de *la Rose*, et demande, à ce qu'il paraît, qu'on lui procure un bateau pour traverser le lac et gagner Zurich. Cependant son séjour se prolonge pendant près d'un mois, et le 13 août, sur la dénonciation de Calvin, il est arrêté.

Comment expliquer ces vingt-sept jours passés à Genève? est-ce un hasard fatal ou une aveugle imprudence, ou des desseins hostiles qui retinrent Servet? venait-il combattre Calvin dans sa capitale même et se liguer avec ses ennemis? En dénonçant une seconde fois Servet, Calvin fut-il une seconde fois l'agresseur, ou se borna-t-il à prévenir une attaque certaine par une offensive hardie? Longtemps obscures, ces questions, sans avoir cessé entièrement de l'être à quelques égards, ont reçu de la critique et du temps des éclaircissements considérables; mais, pour les résoudre, il faut d'abord se rendre un compte exact de l'état politique et religieux où était Genève au moment où Servet y mit le pied.

pondu qu'il demerit que deux jours en prison, et puys de matin sen sortit. Car le viballifz qui lui portoit faveur commanda au ieolier de le laisser aller par un iardin et de le traicter bien pour ce qu'il avoit aydé de la medecine à mons. de Maugeron duquel le dict vybaillifz estoit amys. (Manuscrit de Genève, pièce inédite.)

(1) A Genève, Servet fut interrogé sur ce point. Sa réponse est consignée dans le procès-verbal de la séance du petit conseil en date du 17 août :

A respondu que..... Puys se saulva et prit le chemin pour aller contre Espagne, dempuys il s'en est revenu à cause des gendarmes qu'il craignoit, et s'en vouloit passer par icy et par Allemagne pour aller de là les mons pour exercer la médecine. (Pièce inédite du manuscrit de Genève.)

Deux partis étaient en lutte ouverte : d'un côté, Calvin, autour duquel se groupaient les ministres et les réfugiés ; de l'autre, ceux qu'on appelait les *libertins;* à leur tête, le capitaine général Amied Perrin, le fils de l'héroïque Berthelier, et d'autres citoyens considérables de Genève. Le premier de ces partis dominait dans le consistoire, le second dans les conseils (1). Chacun d'eux invoquait des sentiments puissants et s'appuyait sur de graves intérêts. La réforme à maintenir, les mœurs à purifier, telle était la mission où Calvin puisait sa force. A ces puissants ressorts de la religion et de la vertu, les adversaires de Calvin opposaient ceux de la liberté et de la patrie.

Il faut rappeler ici qu'en 1532, lorsque Farel vint prêcher la réforme à Genève, plusieurs causes concoururent au succès de cette audacieuse prédication. La première fut sans doute cette cause générale qui agissait alors sur toute l'Europe, et conviait tous les esprits à une révolution religieuse. La même force, secrète et irrésistible, qui arma Luther à Wittenberg et à Worms, qui soutint Zwingle à Zurich, OEcolampade à Strasbourg, Bucer à Bâle, fit triompher à Genève trois pauvres missionnaires, Farel, Viret et Froment. Mais, indépendamment de cette première cause, générale et européenne, il y en eut une autre, locale et genevoise pour ainsi dire, qui ne servit pas d'une manière peu efficace l'entreprise des réformateurs : c'est qu'en rompant avec le catholicisme, Genève coupait le dernier lien qui la rattachait à la domination savoyarde; par là même, elle resserrait son alliance avec Berne et les autres cantons suisses, et ainsi fortifiait et consacrait irrévocablement son émancipation politique. Voilà le sérieux intérêt qui séduisit à la réforme les citoyens les plus notables de Genève ; leurs motifs furent politiques plus que religieux. Comme le dit fort bien un Genevois contemporain, ils étaient plus dévots à la patrie qu'à l'Évangile (2).

En acceptant la réforme, les patriotes genevois n'en avaient pas adopté l'esprit ni prévu les suites, plusieurs même espéraient y gagner une liberté plus grande dans les opinions et les mœurs; mais quand ils virent se développer l'esprit nouveau, quand surtout à Farel, Viret et Froment vint se joindre, en 1536, l'austère et inflexible Calvin, cette religion sombre, qui tenait la créature dans une dépendance et un tremblement continuels, ce culte sévère, impérieux dans ses prescriptions, autant que simple dans ses cérémonies, cette morale presque farouche qui faisait du luxe un crime et de la joie un outrage à Dieu, ces règlements minutieux sur les mœurs et les costumes, cette inquisition dont l'œil inquiet et vigilant pénétrait jusqu'au foyer domestique; toutes ces mesures qu'amenait l'une après l'autre l'esprit intérieur du calvinisme soulevèrent une vive opposition. Chaque jour, l'influence politique, le gouvernement et l'administration elle-même passaient des mains des laïques en celles des ministres. L'État devenait une théocratie, et les citoyens de Genève n'étaient plus que les sujets d'un petit nombre de ministres, sujets eux-mêmes de Calvin, lequel, appuyé au dehors sur ce bataillon chaque jour plus nombreux de réfugiés accourus de France autour d'un Français, dominait les trois conseils du sein du consistoire et paraissait à la fois le roi et le pontife souverain de la cité (3).

Un parti puissant se forma, appuyé sur l'esprit de localité et sur l'esprit de liberté, conduit par les patriotes les plus illustres de Genève, fort des récents et glorieux souvenirs de la lutte contre la maison de Savoie. Ce parti fut assez fort pour emporter,

(1) Il y avait à Genève trois conseils : le petit conseil ou conseil étroit, le grand conseil ou conseil des deux cents, et le conseil général. Sur les attributions de ces différents corps, voyez Spon, *Histoire de Genève*.

(2) M. Rilliet de Candolle, *Mémoires et Documents*, etc., p. 12.

(3) Sur l'établissement de la réforme à Genève, voyez le beau mémoire de M. Mignet (*Notices et Mémoires historiques*, t. II).

en 1538, l'exil de Calvin et de Farel: mais, au bout de deux ans, la force des choses ramena dans Genève protestante le législateur du protestantisme, et Calvin profita de ce retour triomphal pour accomplir l'établissement définitif de ses réformes religieuses, politiques et administratives.

La lutte recommença bientôt avec un redoublement de violence. Calvin entreprit de déconcerter ses adversaires par l'audace, la promptitude et la vigueur de ses coups. Amied Perrin se déclare contre lui : il fait citer sa femme devant le consistoire comme menant une vie scandaleuse. Le conseiller Pierre Ameaux se permet de qualifier Calvin de très-méchant homme : il est condamné à faire amende honorable la torche au poing. François Favre refuse d'être capitaine des arquebusiers, s'il doit y avoir des Français dans sa compagnie : Calvin le fait jeter en prison. Les libertins d'esprit sont plus cruellement traités encore que les libertins politiques. Bolsec est exilé pour avoir défendu le libre arbitre. Pierre Gruet, pour avoir affiché à Saint-Pierre un écrit dans lequel il attaquait les censures du consistoire, est mis à la torture et condamné, pour crime d'irréligion, à avoir la tête tranchée.

Ainsi le sang de Gruet fumait encore à Genève, quand Servet commit la fatale imprudence de s'y arrêter. D'un autre côté, l'opposition contre Calvin était arrivée à son plus haut degré d'énergie, et le parti des libertins venait de remporter contre lui trois avantages notables. D'abord le conseil des deux cents et le conseil général avaient exclu du petit conseil un certain nombre de partisans dévoués de Calvin pour y substituer plusieurs de ses plus ardents adversaires. Une seconde victoire, c'était l'ordre de désarmer les étrangers, qui étaient le bras du parti calviniste. Enfin il avait été interdit aux ministres de siéger comme les autres citoyens dans le conseil général. A toutes ces mesures, où éclate l'opposition de l'esprit laïque contre l'esprit ecclésiastique, et de l'esprit local contre l'influence française, ajoutez qu'au moment même où s'engagea l'affaire de Servet, le consistoire ayant fait défense à Berthelier de se présenter à la cène, on demandait avec instance que ce droit d'interdiction passât du consistoire au petit conseil (1).

Calvin était exaspéré. Il écrivait à cette époque à un de ses amis : « Depuis quatre ans, les méchants ont tout fait pour amener peu à peu le renversement de cette Église, déjà bien imparfaite. Dès l'origine, j'ai pénétré leurs trames ; mais Dieu a voulu nous punir, ne pouvant nous corriger. Voici deux ans que notre vie se passe comme si nous étions au milieu des ennemis déclarés de l'Évangile. »

Ce fut au milieu de cette crise que Servet entra dans Genève. Si l'on en croit ses apologistes, il n'avait nulle intention d'y séjourner. Voltaire dit même (2), sans autre autorité, je crois, que sa vive imagination, que Calvin le fit arrêter au moment où il quittait l'hôtellerie de la Rose pour s'embarquer sur le lac. Également féconds en suppositions arbitraires, les apologistes de Calvin ont soutenu que Servet venait s'unir au parti des libertins pour faire avec eux la guerre à l'ennemi commun. C'est cette thèse qu'un écrivain genevois, M. Rilliet de Candolle, s'est efforcé récemment d'étayer de toutes les ressources d'une adroite érudition, habile à l'industrieux rapprochement des faits et aux inductions spécieuses.

Essayons de démêler la vérité au milieu de ces assertions et de ces conjectures contradictoires. Ce qui est certain, c'est que Servet n'est point venu à Genève avec le dessein de s'y établir. La première preuve que j'en donnerai, c'est sa déclaration expresse et réitérée qui, dans le cours du procès, ne fut en rien démentie, et aux termes de laquelle *il se tenoit depuis quelques jours caché à Genève tant qu'il pouvoit, afin de s'en pouvoir aller sans estre cogneu. Il avoit déjà parlé à l'hoste*

(1) Voyez Rilliet de Candolle, *Mémoires et Documents*, p. 11-20.
(2) *Lettre au président Hénault*, du 25 février 1768.

et à l'hostesse pour trouver une barque pour aller tant hault par le lac qu'il pourroit, pour trouver le chemin de Zurich. Une seconde preuve, tout à fait décisive, c'est que Calvin, si visiblement intéressé à présenter l'arrivée de Servet à Genève comme un défi et un commencement d'hostilités, Calvin, qui accusa tout haut les libertins d'avoir défendu Servet pendant son procès, Calvin n'a jamais reproché à celui-ci d'être venu à Genève dans le dessein de le combattre. « Il fut conduit à Genève, dit-il, par sa mauvaise étoile, *malis auspiciis appulsum* (1). » Et ailleurs : « Peut-être qu'il n'avait pas d'autres desseins que de passer par cette ville, car on ne sait pas encore pourquoi il y est venu ; il y a été reconnu, et j'ai cru qu'on devait l'arrêter (2). » Voilà des paroles qui font crouler tout l'échafaudage ingénieux de M. Rilliet de Candolle.

Toutefois, s'il est certain que Servet, en mettant le pied dans Genève, ne voulait que la traverser pour gagner l'Italie, on peut conjecturer avec quelque vraisemblance qu'une fois arrivé, trouvant autour de lui une violente opposition contre Calvin, il se complut dans cette atmosphère favorable et put même caresser l'espoir de réaliser enfin un projet longtemps poursuivi, celui d'engager avec Calvin une controverse publique où il pût montrer au grand jour et faire triompher son système. Un des traits les plus saillants du caractère de Servet, c'était l'ardeur des controverses. A Bâle, il avait provoqué OEcolampade ; à Strasbourg, Bucer et Capito. Nous l'avons vu, à Paris, défier Calvin et lui adresser un cartel théologique. Cette occasion manquée, il ne cessa d'en chercher de nouvelles. A Lyon, à Charlieu, à Vienne, sa pensée s'échappait en quelque sorte pour habiter Genève, et on sait qu'il avait engagé avec Calvin, par l'intermédiaire du libraire lyonnais Frellon, une controverse suivie. Quand le réformateur genevois, lassé et irrité tout ensemble, rompit toute correspondance, Servet s'adressa tour à tour à Viret et à un autre collègue de Calvin nommé Abel Poupin. Nous avons lu aux archives de Genève une lettre qu'il écrivait à ce dernier et qui est restée annexée aux pièces du procès. Chose étrange ! Servet y pressent que son zèle pour la polémique lui sera fatal, et, parlant de sa mort comme d'un martyre, il la prophétise à un de ceux qui devaient y concourir. « Je sais, dit-il, je sais comme une chose certaine que je suis destiné à mourir pour confesser la vérité ; mais mon âme ne perd point courage, et je veux être en tout un disciple digne du divin maître (3). » — Il semble, en vérité, qu'une fatalité mystérieuse et irrésistible poussât l'infortuné jusqu'au bord de l'abîme. Non content de combattre Calvin par lettres et par livres, il voulait voir en face son adversaire et brûlait d'aller à Genève engager le combat. Il fit demander à Calvin une sorte de sauf-conduit : celui-ci ne répondit qu'en écrivant ces paroles cruellement prophétiques, ces paroles sanglantes dont l'authenticité, longtemps contestée, est aujourd'hui parfaitement établie : « Servet désire venir à Genève sur mon appel et sur ma foi. Je ne lui engagerai point ma parole ; car, s'il met le pied à Genève, ou mon autorité est bien peu de chose, ou il n'en sortira pas vivant (4). »

(1) *Epist. ad Sulcerum*, 9 septembre 1553.

(2) *Calv. Epist.*, p. 114.

(3) Je copie ces paroles sur le texte même de la lettre à Abel Poupin : *Mihi ob eam rem moriendum esse certo scio, sed non propterea animo deficior, ut fiam discipulus similis præceptori.*

(4) Bolsec, dans son pamphlet contre Calvin, avait cité, déclarant les avoir lues, les paroles suivantes d'une lettre de Calvin à Viret : « Servetus cupit huc venire, sed a me accersitus. Ego autem nunquam committam ut fidem meam eatenus obstrictam habeat. Jam enim constitutum apud me habeo, si veniat, nunquam pati ut salvus exeat. » — Ce témoignage de Bolsec laissait des doutes, bien que Grotius l'eût confirmé (*Opp.*, t. IV, p. 503). Toute incertitude a disparu depuis que M. Audin a découvert à la Bibliothèque nationale une lettre de Calvin à Farel, où

C'est en février 1546 que Calvin écrivait ces lignes. Lors donc qu'en août 1553 Servet arriva à Genève, on peut dire que depuis sept ans le parti de Calvin était pris. Rien d'ailleurs dans la situation présente n'était fait pour l'en détourner; la politique et la haine lui conseillaient la même conduite. Engager la lutte avec ses adversaires sur une question religieuse, c'était un véritable coup de maître. Calvin prévoyait que les libertins ne résisteraient pas au plaisir de défendre contre lui un homme qui se portait son adversaire : personnage savant d'ailleurs, célèbre, persécuté par les catholiques, et dont les doctrines reposaient sur une métaphysique trop subtile pour que des hommes étrangers à la théologie en pussent démêler aisément le vrai caractère et les conséquences. L'affaire une fois engagée, Calvin, dans le domaine de la pure théologie, se sentait fort, non-seulement de l'ignorance de ses adversaires politiques, mais de la supériorité que lui donnaient sur la métaphysique obscure, raffinée, téméraire, de Michel Servet, son sens ferme et droit, son érudition exacte, son christianisme simple, logique et précis. Sûr d'avoir raison et de triompher, du même coup il en finissait avec un adversaire mortellement odieux, et il forçait ses ennemis politiques ou à rompre avec leur parti pour s'unir à lui contre un impie, ce qui jetait la division dans leur camp, ou à prendre en main la cause d'un hérétique, ce qui les déshonorait aux yeux de tous les croyants. Ainsi Calvin mettait les intérêts de sa politique et de sa haine sous la protection des intérêts sacrés de la foi (1).

D'ailleurs, il est juste de le dire, Calvin ne croyait pas qu'on pût rien faire de plus légitime et de plus utile que d'étouffer une voix hérétique, et son sentiment sur ce point était celui de tous les hommes du XVIe siècle, particulièrement des principaux réformateurs. C'est sans doute une contradiction sur laquelle on ne peut trop insister, de voir des hommes qu'on eût brûlés à Rome comme hérétiques, s'arroger à Genève le droit de punir de mort l'hérésie; mais cette contradiction même prouve la parfaite bonne foi des réformés. Conduits au bûcher pour crime d'impiété, ils protestaient contre la fausse application du droit, mais ils ne contestaient pas le droit lui-même. Ils mettaient d'ailleurs une sorte d'horrible émulation à poursuivre l'hérésie avec autant de zèle et à la frapper avec autant de rigueur que les catholiques; c'était pour eux, c'était surtout pour Calvin une affaire d'honneur. On accusait le législateur de la réforme de détruire le principe de l'autorité religieuse : il mettait sa gloire à faire voir au monde que ce principe entre ses mains n'était point affaibli. Tout concourait donc à disposer Calvin aux plus violentes résolutions, la vengeance, le fanatisme, la politique; ajoutez enfin qu'il s'était déjà trop avancé pour reculer. Logicien dans sa haine comme en toute chose, il ne pouvait épargner à Genève celui qu'à Vienne il avait dénoncé.

Sa résolution arrêtée, Calvin marcha à son but avec une vigueur, une suite et une résolution indomptables. Laissant la ruse, les ménagements et tout ce cortége de moyens détournés et de précautions hypocrites qu'il avait employés à Vienne, il leva le masque et combattit à visage découvert. C'est lui qui dénonce Servet aux syndics et le fait arrêter; c'est son secrétaire qui se porte partie civile et à qui il dicte en trente-huit articles l'acte d'accusation de Servet; c'est son propre frère qui donne caution pour l'accusateur. Dès les premiers interrogatoires, Calvin paraît en personne et conduit le débat. Pendant le procès, il prêche contre Servet prisonnier.

se trouvent ces paroles, parfaitement analogues à celles que cite Bolsec : « Si mihi placeat huc se venturum recipit (Servetus). Sed nolo fidem meam interponere; nam si venerit, modo valeat mea authoritas, vivum exire nunquam patiar. » Voyez M. Audin, *Vie de Calvin*, t. II, p. 324 et suiv.

(1) Ce côté de la politique de Calvin a été vivement saisi par un pénétrant écrivain, M. Géruzez (*Plutarque français*, article Calvin).

Quand on consulte les Églises suisses, il écrit à ses amis et use de toute son influence pour provoquer les conseils les plus rigoureux. Enfin il ne s'arrête qu'après avoir obtenu contre son adversaire une sentence de mort.

Servet, de son côté, résolut de combattre avec énergie. Si, dès les premiers jours, il eût consenti à s'humilier, avoué ses erreurs, abandonné ses doctrines ou essayé de les atténuer, il est très-probable qu'il eût sauvé sa vie. Comme Bolsec en 1551, comme plus tard Gentilis, il en eût été quitte pour une rétractation et l'exil; mais fier, opiniâtre et brave comme un véritable Espagnol, sincère d'ailleurs avant tout et pleinement convaincu de la vérité de ses systèmes, se sentant peut-être aussi soutenu par une opposition puissante, il accepta la lutte, prit même l'offensive et accusa Calvin de l'avoir dénoncé à l'inquisition catholique. Non content de maintenir ses doctrines, il attaqua avec violence celles de Calvin, qui étaient celles de Genève; il alla jusqu'à demander la vie de son adversaire, en offrant la sienne pour enjeu; il fit tout en un mot pour exaspérer et pousser à bout un homme qui n'eût point été déjà décidé à se porter jusqu'aux dernières extrémités.

La défaite de Servet était certaine. Au point de vue théologique, le seul où on pût se placer, Calvin avait raison sur tous les points essentiels. Examinez à fond les trente-huit articles de la plainte qui servit de base au procès (1), vous voyez se détacher dans cette foule de chefs d'accusation trois inculpations formidables que Calvin, sous vingt formes différentes, lançait à son ennemi :

Je vous accuse de nier la Trinité;

Je vous accuse de nier la divinité de Jésus-Christ;

Je vous accuse d'être panthéiste.

Sur ces trois points, Calvin avait raison, et il résumait le fond du système. Sur d'autres articles, notamment sur l'immortalité de l'âme, qu'on reprochait à Servet de nier absolument, l'accusé pouvait répondre; mais qu'importaient quelques exagérations de détail quand le fond de l'accusation était absolument irrécusable? Le procès cependant dura trois mois, et l'issue, plus d'une fois, put en paraître douteuse. Suivons rapidement la marche des faits.

Le 13 août 1553, Servet est arrêté. Où et comment? on ne sait. Des légendes populaires ne sont pas des témoignages historiques. Est-il vrai qu'il ait cédé à la curiosité d'assister à une prédication genevoise, et qu'avant le début du prêche il ait été reconnu et dénoncé? Cela est peu probable; mais ce qui est très-certain, c'est qu'il fut découvert par les espions de Calvin et que Calvin lui-même requit son emprisonnement de l'un des syndics. Nous le savons par son propre aveu. « C'est sur ma demande, écrit-il à Sulzer, qu'un des syndics le fit conduire en prison, cet homme que sa mauvaise étoile amenait à Genève, et je ne dissimule pas que j'ai cru de mon devoir de faire tout ce qui était en ma puissance pour que cet hérétique obstiné et indomptable fût hors d'état de répandre ses poisons (2). »

Il se suffisait pas de faire arrêter Servet; il fallait, selon les lois de Genève, trouver un homme qui se portât partie criminelle contre l'accusé et qui consentît non-seulement à se constituer prisonnier, mais à risquer, en cas d'acquittement, de subir la peine qu'eût méritée le coupable, c'est-à-dire ici la mort. Plusieurs penseront peut-être qu'il eût été noble à Calvin de jouer sa vie contre celle de Servet; mais ce serait oublier qu'il ne pouvait convenir au chef de la réforme genevoise de traiter avec un homme qu'il poursuivait comme hérétique sur le pied de l'égalité. Écoutons Calvin s'expliquer lui-même : « Que les malveuillans ou mesdisans iargonnent contre moy tout ce qu'ils voudront, si est-ce que ie déclare franchement... que pour faire

(1) M. Rilliet de Candolle a publié le texte de cette plainte dans son mémoire, p. 133.

(2) *Epist. Calv. ad Sulcer.*, 9 sept. 1553.

venir un tel homme à raison, ie fis qu'il se trouva partie pour l'accuser (1). »

Cet homme fut son propre secrétaire, Nicolas de la Fontaine, qu'il appelle nettement *un homme à lui, Nicolaus meus* (2). Au surplus, Calvin n'avait aucun doute sur l'issue du procès : « J'espère, écrivait-il à son ami Farel dès le 20 août, que la peine sera capitale (3). »

Le lendemain de l'arrestation, le seigneur lieutenant Pierre Tissot se rendit à l'évêché où Servet et la Fontaine étaient emprisonnés et interrogea l'accusé. La base de cet interrogatoire et de tout le procès, ce fut une plainte évidemment dictée par Calvin à son secrétaire et où la vie et la doctrine de Servet se résumaient en trente-huit articles qui formaient autant de chefs d'accusation d'une précision et en général d'une exactitude accablantes. Les réponses de Servet furent consignées sur un procès-verbal, après quoi « le dict de la Fontaine et le dict Servet ont été remis à Jehan Grasset, serviteur de carcerier, à peine de sa vie, comme criminels. Et a déclairé le dict Servet qu'il a remys au dict Grasset nonante sept escus soleil, item une chesne dor poisant environ vingt escus, item six anneaux dor. » Cet argent et ces bijoux, qui se composaient d'une « grande torquoisse, un saphyr blanche, une table de dyamant, un rubys, une grande emyraude du Perruz, ung anneaulx de cornaline à caicheter (4), » furent, non pas volés, comme le conte Voltaire (5), mais déposés entre les mains de Pierre Tissot, qui en rendit à la seigneurie un compte exact quand le procès fut terminé.

Le 15 août, Servet comparait devant le petit conseil. Interrogé de nouveau sur chacun des trente-huit articles, il reproduit ses réponses : elles sont remarquables de franchise et d'habileté. Il ne dissimule rien, ne rétracte rien; mais il présente ses opinions sous le jour le plus spécieux, glisse sur les questions théologiques, et s'applique à montrer en lui un savant paisible, un homme d'étude et de cabinet, objet de la haine personnelle de Calvin. Il accuse hautement le réformateur de l'avoir dénoncé à Vienne, « tellement qu'il n'a tenu audict Calvin qu'il nayt été bruslé tout vifz (6). »

Bien que ce système de défense fût habilement approprié à une assemblée plus politique que théologienne, et où Calvin avait beaucoup d'ennemis, le conseil jugea l'accusation assez fondée pour ordonner la mise en liberté de la Fontaine sur caution. Nous avons dit que cette caution fut fournie par le propre frère du réformateur, Antoine Calvin.

On peut conjecturer que l'accusation qui parut la plus grave au conseil fut celle qui passerait aujourd'hui pour la plus légère, je veux dire l'accusation relative au baptême des petits enfants. Servet se trouvait malheureusement d'accord sur ce point avec les anabaptistes, secte détestée qui avait failli perdre le protestantisme en l'égarant des questions religieuses aux questions sociales, en niant avec l'autorité de l'Église celle du magistrat et avec le baptême la propriété. C'était une bonne fortune pour Calvin, que de signaler un trait d'analogie entre son adversaire et des sectaires factieux. Servet ne sut pas ou plutôt ne voulut pas éviter l'écueil. Sommé de répondre s'il a enseigné « que le baptesme des petits enffans est une invention diabolique, une faulseté infernalle pour destruire toute la chrestienté, — confesse avoir dict et escript tout le dict interrogat (7). »

(1) *Déclaration*, etc., p. 54.
(2) Calvin à Farel, 15 août 1553.
(3) *Calv. Epist.*, p. 290.
(4) Registres du conseil du 30 octobre 1553.
(5) *Lettre au président Hénaut.*
(6) Procès-verbal de la séance du 15 août; pièce inédite du manuscrit de Genève.
(7) Interrogatoire du 14 août, pièce inédite du manuscrit des archives de Genève.

Le lendemain, 16 août, l'audience du conseil est reprise, et nous y voyons paraître pour la première fois deux personnages importants, Colladon et Berthelier; Colladon, le bras droit de Calvin, comme lui réfugié et Français, comme lui jurisconsulte, et comme lui aussi fanatique et sans pitié. Il prend place au sein de l'assemblée en qualité de *parlier* ou avocat de la Fontaine. Berthelier préside le conseil. Le parti des libertins et des patriotes, dont il est avec Amied Perrin le plus illustre chef, est en face du parti des réfugiés et des vrais calvinistes, personnifié dans Colladon. Il paraît que Berthelier ne cacha pas son intention de servir d'appui à l'accusé. Aussi, à la séance suivante (17 août), Calvin se présente et vient combattre de sa personne, escorté d'un certain nombre de ministres.

On ne saurait donner aujourd'hui une juste idée de ces étranges débats où les passions les plus ardentes se recouvrent, pour ainsi dire, d'une croûte épaisse de pédantesque érudition, où la théologie la plus raffinée fournit seule les armes dont les deux adversaires cherchent à se frapper mortellement. A des inculpations sérieuses se mêlent d'atroces chicanes. Ainsi, Colladon et Calvin ne rougissaient pas d'imputer à Servet, comme un crime, une phrase de la géographie de Ptolémée, éditée par ses soins, où la terre sainte est représentée comme une contrée stérile, à l'encontre du récit de Moïse, qui en vante la fertilité. C'est là, disaient à Servet ses accusateurs, le discours d'un athée. — « Oncq n'ai fait que translater, répondait l'accusé, c'est Ptolémée qui est athéiste. » Sur quoi Calvin, prenant la parole : « Je fus bien aise, dit-il, de clore la bouche à ce mécréant, et je lui demandai pourquoi alors il avoit signé le travail d'un autre. Tant y a que ce villain chien, estant ainsi abattu par si vives raisons, ne put que torcher son museau en disant : Passons outre, il n'y a point là de mal (1). »

Calvin raconte un autre incident de la discussion, où, comme on pense bien, tout l'avantage est de son côté. Il s'agissait de savoir si les pères antérieurs au concile de Nicée, notamment saint Justin, avaient reconnu explicitement la Trinité. Servet soutenait la négative, et non sans raison. Calvin, à l'appui de la thèse contraire, apporte un passage de l'écrivain grec :

« Or, nous dit-il, cest habile homme de Servet, qui se glorifioit partout d'avoir le don des langues, seut presque aussi bien lire en grec qu'un enfant qui seroit à l'a, b, c. Se voyant prins au trébuschet avec grande confusion, demanda en colère la translation latine. Je respondi qu'il n'en y avoit point, et que iamais homme n'en avoit imprimé. Sur quoy je prins occasion de lui reprocher son impudence. Que veut dire cecy? Le livre n'a point esté translaté en latin et tu ne sais lire en grec? Néantmoins tu fais semblant d'avoir familièrement conversé en la lecture de Iustin. Je te prie, d'où te viennent ces tesmoignages que tu produis si franchement comme si tu avois l'autheur en ta manche? Luy, avec son front d'airain selon sa coustume, sauta du coq à l'asne et ne donna le moindre signe du monde d'estre touché de vergongne (2). »

Si ce récit n'est pas entièrement véridique, il est très-propre du moins à peindre cette espèce de pédanterie féroce qui fit le caractère de tout le débat. Une discussion plus sérieuse s'engagea sur l'article du panthéisme. Servet, à qui son adversaire reprochait de ne pas séparer Dieu du monde, essaya de se tirer d'affaire, comme tant d'autres l'ont fait et le font encore après lui, en disant qu'il reconnaissait entre Dieu et le monde une distinction formelle et un intermédiaire nécessaire, savoir, les idées (3); mais, vivement pressé par Calvin, emporté d'ailleurs par sa conviction, il

(1) *Tractatus theolog.*, p. 846. — *Déclaration pour maintenir*, etc., p. 1354.

(2) *Déclaration*, p. 1355. — *Refut. error Serv.*, p. 703.

(3) On ne connaissait cette curieuse discussion que par Calvin. J'en trouve la trace dans le

s'écria que toutes choses, même le pavé que nos pieds foulent, sont de la propre substance de Dieu.

Le résultat de la séance du 16 août fut de mauvais augure pour Servet : le conseil décida que Nicolas et sa caution étaient libérés de toute responsabilité. Servet cependant ne perd point courage. Averti par l'effet terrible qu'a produit contre lui le soupçon d'anabaptisme, il voit où est le péril, et essaye de le conjurer. Dès le lendemain, il adresse au conseil une requête où il représente avec force qu'il n'est point un séditieux, mais un savant paisible; qu'une opinion n'est pas un crime; « que c'est une nouvelle invention ignorée des apostres et disciples, et de l'Église ancienne, de faire partie criminelle pour la doctrine de l'Écriture. ou pour questions procédantes d'icelle. » S'il s'est trompé, qu'on le bannisse, comme on faisait autrefois les hérétiques. « En oultre que les anabaptistes séditieux contre les magistrats, et qui voliont faire les choses communes, il les a toujours reprouvés et reprouve. » Enfin, « pour ce qu'il est estranger, et ne sçait les costumes de ce pays, ni comme il fault parler et procéder en jugement, vous supplie humblement luy doner un procureur, lequiel parle pour luy. Ce fesant farés bien, et nostre Seigneur prospérera vostre république. »

Le conseil fut sourd à cette requête, pourtant si légitime. Le procureur général Rigot, qu'on croit avoir été un des partisans déclarés de Calvin, motiva par les raisons les plus cruellement futiles un refus qui était un véritable déni de justice. « Veu qu'il sait si bien mentir, n'y a raison à ce qu'il demande ung procureur. Car qui est celuy qui luy peust ou voullust assister en telles impudentes menteries et horribles propos? Joinct aussi qu'il est deffendu par le droict. et ne fut jamais veu, que tels séducteurs parlassent par interposition de procureur. Et davantage, n'y a ung seul grain d'apparence d'innocence qui requiere ung procureur. Parquoy doibt sur le champ estre débouté de telle requeste tant inepte et impertinente, et respondre pertinemment sur les articles suyvantz. » Ces nouveaux articles donnèrent lieu, du 23 août au 1er septembre, à une nouvelle série d'interrogatoires, où non-seulement la doctrine de Servet, mais sa vie et sa personne, devinrent l'objet de l'inquisition la plus soupçonneuse et la plus minutieusement sévère. On en jugera par les extraits suivants :

« Dix-huitième interrogat. — S'il a esté marié et s'il respond que non, sera interrogé, veu son âge, comment il s'est peu tant longuement contenir de se marier.

« Respond Servetus : Que non jamais, et que c'est pour ce qu'il ne se sentoit pas potent, *quum ex una parte ablatus, ex altera ruptus esset.*

« Dix-neuvième interrogat. — Attendu qu'il se trouvera qu'il a mené vie dissolue, et qu'il n'a heu zèle ny cure de vivre chastement et en vray chrestien, qui c'est qui l'a meu et incité à traicter tant avant des choses principales et fondement de la religion chrestienne.

« Respond Servetus : Qu'il a esté estudiant de saincte Escriture, ayant zèle de vérité et pense avoir vescu comme ung chrestien.

« — En jouant avec l'hôtesse de la Rose, vous avez dit qu'il y avoit assez de femmes sans se marier. — Vrayment, dit Servet, j'ai tenu ce propos et gaudissois pour donner à entendre *quod impotens non eram*, car je n'avois que faire de le laisser savoir. »

manuscrit de Genève, procès-verbal inédit de la séance du 15 août. On demande à Servet s'il a enseigné que Dieu est une seule chose contenant cent mille essences, tellement qu'il est une portion de nous et nous une portion de lui. Servet « *respond qu'il ne la point dict ainsi, sinon pour les idées.* »

Ces nouveaux interrogatoires n'ayant donné aucun résultat décisif, il fut résolu que la discussion théologique serait reprise, mais cette fois par écrit, et que les pièces en seraient mises sous les yeux des églises suisses, à qui Servet en avait appelé.

Ce débat remplit presque tout le mois de septembre. Cependant la lutte du parti des libertins contre Calvin était arrivée au dernier degré de violence. Il semble que Servet, quoique séparé de l'extérieur avec une sévérité rigoureuse, au point qu'on avait fait murer les fenêtres de sa prison (1); il semble, dis-je, qu'il ait entendu un écho de cet orage, quand on le voit adresser à ses juges une série de lettres où à un tableau déchirant de ses souffrances se joignent des paroles de colère et presque de rage contre son ennemi :

« Mes très-honorés seigneurs,

« Je vous supplie très-humblement que vous plaise abréger ces grandes dilations, ou me mettre hors de la criminalité. Vous voyès que Calvin est au bout de son roolle, ne sachant ce que doyt dire, et pour son plaisir me voult icy faire pourrir en la prison. Les poulx me mangent tout vif, mes chausses sont descirées et n'ay de quoy changer, ni perpoint, ni chemise, que une méchante...

« Messeigneurs, je vous avoys aussi demandé un procureur ou advocat, comme aviés permis à ma partie, laquiele n'en avoyt si à faire que moy, que je suis estrangier, ignorant les costumes de ce pays. Toutefois vous l'avez permis à luy, pas à moy, et l'avès mis hors de prison davant de cognoistre. Je vous requier que ma cause soyt mise au conseil de deux-cents aveque mes requestes; et si j'en puis appeler là, j'en appelle, protestant de tous despans, dommages et intérès, *et de pœna talionis*, tant contre le premier accusateur que contre Calvin, son maistre, que a prins la cause à soy.

« Faict en vos prisons de Genève, le 15 septembre 1553.

« Michel Servetus,

« En sa cause propre. »

Ne recevant ni réponse, ni soulagement, Servet redouble ces plaintes déchirantes et ces violentes récriminations :

« Très-honorés seigneurs (2),

« Je suys detenu en accusation criminelle de la part de Jehan Calvin, le quiel ma faulsamant accusé, disant, que javes escript.

« Que les ames estiont mortelles. Et aussi

« Que Jesu Christ navoyt prins de la Vierge Maria que la quatriesme partie de son corps.

« Ce sont choses horribles et exécrables. En toutes aultres heresies et en tous les aultres crimes, nen a poynt si grand que de faire lame mortelle. Car a tous les aultres il y a sperance de salut, et non poynt a cestui cy. Qui dict cela, ne croyt poynt qu'il y aye Dieu, ni iustice, ni resurrection, ni Jesu Christ, ni sainte escripture, ni

(1) Je lis dans le procès-verbal de la séance du 31 août, pièce inédite du manuscrit de Genève :

« *Interrogué si dempuys qu'il est icy, s'il a parlé à personne, respond que non, sinon a ceux de céans qui lui ont baillé à manger. Et que mesme on luy avoit cloue les fenestres.* »

(2) Nous avons sous les yeux un fac-similé de cette lettre, pris par nous-même aux archives de Genève, et que nous reproduisons religieusement.

rien : sinon que tout e mort, et que home et beste soyt tout un. Si javes dict cela, non seulement dict, mays escript publicamant, pour enfecir le monde, je me condênares moy mesme a mort.

« Pour quoy, messeigneurs, je demande que mon faulx accusateur soyt puni *pœna talionis*, et que soyt detenu prisonnier comme moy, jusques a ce que la cause soyt diffinie pour mort de luy ou de moy, ou aultre poine. Et pour ce faire je me inscris contre luy a la dicte poine de talion. Et suys content de morir, si non est convencu, tant de cecy, que d'autres choses, que je lui mettre dessus. Je vous demande iustice, messeigneurs. Iustice, iustice, iustice.

« Fait en vous prisons de Genève, le 22 de septembre 1553.

« Michel Servetus,

« En sa cause propre. »

Les cruelles souffrances de Servet avaient exaspéré son âme et troublé son esprit. Quand vint la réfutation écrite de Calvin, au lieu d'y répondre, il se borna à couvrir les marges du manuscrit et les intervalles des lignes d'invectives redoublées : « Tu en as menti. — Tu rêves. — Tu extravagues. — Tu m'imposes ceci impudemment. — Méchant brouillon! O l'impudent! O Simon le magicien ensorcelé! Tu en as menti! tu en as menti! » A la fin de cette pièce étrange, au-dessous des noms des treize ministres qui avaient signé avec Calvin, on lit ces lignes fières et courageuses : « Michel Servetus signe seul, mais il a dans le Christ un protecteur assuré (1). »

Il est évident qu'en renonçant à répondre, en ne repoussant une réfutation précise, régulière, que par des injures et des démentis, Servet courait à sa perte. Complait-il obtenir, au prix de ces violences, la protection du parti libertin? Était-il informé de la situation critique de Calvin? Recevait-il d'Amied Perrin et de Berthelier des avertissements et des conseils par l'intermédiaire du geôlier ou soudan de la prison, Claude de Genève, qui, à ce qu'il paraît, était de leur parti? Ce sont là des conjectures que d'habiles rapprochements peuvent rendre assez spécieuses (2); mais si un parti puissant encourageait Servet, si le geôlier s'intéressait à lui, pourquoi faisait-on murer les fenêtres de sa prison? pourquoi le laissait-on dans un si cruel dénûment, sans linge, sans secours et presque sans vêtements? Était-ce le moyen de soutenir son courage? Ce qui prouve du moins qu'il y avait dans le conseil un parti qui s'opposait aux violences de Calvin, c'est que ce fut malgré lui, *nobis reclamantibus*, dit-il lui-même, que fut prise la résolution de communiquer aux églises suisses les pièces de la discussion et de leur demander leur avis.

Dans l'affaire de Bolsec, l'église de Berne, consultée, avait adressé aux Genevois cette noble et mémorable réponse (1551) :

« Plus nous y réfléchissons, plus nous sommes convaincus qu'il ne faut pas procéder avec trop de sévérité contre ceux qui sont dans l'erreur, de peur qu'en voulant maintenir à tout prix la pureté des doctrines, nous ne manquions à la règle de l'esprit du Christ... Christ aime la vérité, mais il aime aussi les âmes, même lorsqu'elles

(1) A la suite de ces mots, j'ai trouvé dans le manuscrit de Genève une lettre de Servet à Calvin, que je crois inédite, et où Servet maintient avec force son principe panthéiste : « Dieu, dit-il, ne serait plus Dieu s'il n'était pas en contact avec toutes choses. Quand l'esprit saint agit en nous, c'est la divinité qui nous touche. »

(2) M. Rilliet de Candolle se fait une arme de ces paroles de Calvin : « Il ne daigna entrer en propos, par quoy il y a une conjecture probable qu'il s'étoit forgé quelque vaine confiance de je ne sais où. » (*Déclar.*, p. 1328) — Il me semble que les mots *vaine confiance* prouvent qu'il n'y avait aucun concert entre Servet et le parti des libertins. On soutenait l'accusé contre Calvin, mais on ne se commettait pas avec lui.

s'égarent... Nous approuvons votre zèle pour maintenir la vérité, toutefois nous vous conjurons de réfléchir combien on ramène mieux les esprits dans le droit chemin par la mansuétude que par la rigueur... »

Pourquoi la réforme n'est-elle pas restée fidèle à ces maximes vraiment évangéliques? Pourquoi l'âme de Calvin ne s'est-elle pas ouverte une seule fois à cet esprit de douceur et de pardon? Loin de là : l'unique préoccupation de ce cœur implacable, c'est que les églises suisses ne conseillent pas la mort; et, comme il n'avait pas hésité à prêcher publiquement contre son adversaire absent et prisonnier (1), il employa toute son influence à obtenir des églises suisses des paroles qui fussent mortelles pour un ennemi déjà vaincu. Ses lettres à Bullinger, chef de l'église de Zurich, et à Sulzer, pasteur de Bâle, attestent l'excès de son acharnement. Nous voyons par la réponse de Bullinger que Calvin, feignant un profond découragement, annonçait, comme dans toutes les occasions critiques, qu'il allait se retirer :

« Le récit de Walter, mon gendre, m'a rendu triste et inquiet; n'abandonne pas, je t'en conjure, une église qui renferme tant d'hommes excellents. Supporte tout à cause des élus; pense quelle joie ta retraite produirait chez les adversaires de la réforme, et de quels périls elle serait accompagnée pour les réfugiés français. Reste; le Seigneur ne te délaissera pas. Aussi bien a-t-il offert au très-magnifique conseil de Genève une bien favorable occasion de se laver, lui et l'église, de la souillure de l'hérésie en livrant entre ses mains l'Espagnol Servet. Si on le traitait comme mérite de l'être un impudent blasphémateur, le monde entier déclarerait que les Genevois ont en horreur les impies, qu'ils poursuivent du glaive de la justice les hérétiques vraiment obstinés, et qu'ils maintiennent ainsi la gloire de la majesté divine. Toutefois, lors même qu'ils n'agiraient pas ainsi, tu ne devrais point, en quittant cette église, l'exposer à de nouveaux malheurs. »

Les manœuvres de Calvin réussirent. Les quatre églises consultées furent unanimes à reconnaître la culpabilité de Servet et à conseiller une répression énergique.

Berne disait : « Nous prions le Seigneur qu'il vous donne un esprit de prudence, de conseil et de force, afin que vous mettiez votre église et les autres à l'abri de cette peste, et qu'en même temps vous ne fassiez rien qui puisse paraître malséant chez un magistrat chrétien. »

C'était indiquer l'exil ou du moins le supplice capital adouci. Zurich était plus sévère : « Nous pensons que vous devez déployer beaucoup de foi et beaucoup de zèle, surtout parce que nos églises ont au dehors la mauvaise réputation d'être hérétiques et favorables à l'hérésie; mais la sainte providence de Dieu vous offre à cette heure une occasion de vous laver, ainsi que nous, de cet injurieux soupçon, si vous savez être vigilants et habiles à prévenir la propagation ultérieure de ce venin; nous ne doutons pas qu'en effet Vos Seigneuries n'en agissent ainsi. »

Schaffouse abondait dans le même sens : « Nous ne doutons pas que vous ne réprimiez, selon votre louable prudence, la tentative de Servet, afin que ses blasphèmes ne rongent pas comme une gangrène les membres du Christ; car employer de longs raisonnements à détruire ses erreurs, ce serait délirer avec un fou. »

Bâle enfin demandait explicitement la mort : « S'il se montre incurablement ancré

(1) « Ipse eum in carcere absentem quotidianis concionibus ad populum invidiosissime traduxit. » (*Contra libellum Calvini*, p. 25.) — Cette accusation est lancée, il est vrai, par un adversaire; mais elle n'a pas été démentie par les amis de Calvin.

dans ses conceptions perverses, réprimez-le selon votre charge et le pouvoir que vous tenez de Dieu, de telle sorte qu'il ne puisse plus dorénavant inquiéter l'église du Christ et que la suite ne devienne pire que le commencement. Le Seigneur vous accordera pour cette fin son esprit de force et de sagesse. »

Telle fut la réponse des églises; les gouvernements, qu'on avait également consultés, donnèrent dans un langage plus réservé un avis analogue. Cette unanimité fut le dernier coup pour l'infortuné Servet. Le 25 octobre, veille de la sentence suprême, Calvin écrivait à Bullinger : « On ne sait ce qui adviendra de l'individu. Je suppose cependant que son jugement sera rendu demain en conseil, et qu'il sera après-demain conduit au supplice. »

En effet, le 26 octobre, le conseil s'assemble solennellement au grand complet. Amied Perrin le préside. Il tente un dernier effort pour sauver Servet (1). Il demande d'abord qu'il soit déclaré innocent et absous. Vaincu sur ce point, il propose, comme Servet l'avait demandé par le conseil peut-être des libertins, que la cause soit portée au tribunal des deux cents, où le parti hostile à Calvin était en majorité. Une seconde fois vaincu, il essaye de faire adoucir le supplice, et il paraît que c'était aussi le désir de Calvin (2); mais, soit que le conseil voulût suivre la lettre de la loi, qui condamnait les hérétiques au feu, soit qu'il tînt à honneur de ne pas rester au-dessous de la sévérité des inquisiteurs catholiques, l'opinion la plus cruelle prévalut, et il fut décidé que Genève aurait aussi son auto-da-fé.

Servet n'était nullement préparé à cet épouvantable dénoûment. La conviction profonde où il était de l'innocence et de la vérité de ses doctrines, plus peut-être que l'appui des libertins, l'avait jeté dans l'illusion; il espérait. Si l'on en croit le récit de Calvin, la nouvelle de sa condamnation accabla son âme, et il tomba dans un désespoir sans dignité :

« Quand on lui eust apporté les nouvelles de mort, il estoit par intervalle comme ravi; après il jettoit des soupirs qui retentissoient en toute la salle. Parfois il se mettoit à hurler comme un homme hors de sens. Bref, il n'y avoit non plus de contenance qu'en un démoniaque. Sur la fin, le cri surmonta tellement, que sans cesse, en frappant sa poitrine, il crioit à l'espagnolle : Misericordia! misericordia! »

Il est permis de ne pas prendre à la lettre ce récit où une haine qui triomphe étale avec complaisance l'humiliation du vaincu. Le doute augmente, quand on voit l'inébranlable résolution de Servet à ne démentir aucune de ses opinions; qu'il n'ait pas voulu trahir sa foi, qu'il ait refusé de s'humilier devant un ennemi orgueilleux et cruel, ces deux sentimens sont nobles et ne sauraient partir d'une âme commune.

Farel, accouru de Lausanne à la voix de Calvin pour suivre le condamné jusqu'au moment suprême, fit d'incroyables efforts pour obtenir une rétractation. Il conseilla à Servet de demander une entrevue à Calvin, espérant qu'à eux deux ils vaincraient l'obstination de l'Espagnol. Nous ne connaissons que par Calvin les détails de cette entrevue.

Le réformateur entre dans la prison, précédé de deux conseillers qui demandent à

(1) Calvin s'en plaint à son ami Farel avec une amère ironie : « Notre César comique, après avoir fait le malade pendant trois jours, s'est rendu au conseil pour sauver ce scélérat, et il n'a pas rougi de demander que la cause fût évoquée au conseil des deux cents; mais l'arrêt a été rendu sans contestation. » (*Epist. ad Far.*)

(2) « Genus mortis conati sumus mutare, sed frustra. » (*Ep. et resp. Calv.*, Epist. CLXI, p. 304.)

Servet ce qu'il peut avoir à dire à Calvin. « Solliciter mon pardon, » répondit le condamné. Sur quoi Calvin s'adressant à Servet : « Je proteste que je n'ay jamais poursuivi contre toy aucune injure particulière. Tu dois te ramentevoir qu'il y a plus de seize ans, estant à Paris, ie ne me suis point espargné de te gagner à nostre Seigneur, et si tu t'estois accordé à raison, ie me fusse employé à te réconcilier avecque tous les bons serviteurs de Dieu. Tu as fui alors la lucte, et ie n'ai laissé pourtant à t'exhorter par lettres; mais tout a esté inutile, tu as ietté contre moy ie ne say quelle rage plustôt que colère. Du reste, ie laisse là ce qui concerne ma personne. Pense plustost à crier merci à Dieu que tu as blasphémé en voulant effacer les trois personnes qui sont en son essence; demande pardon au Fils de Dieu que tu as défiguré et comme renié pour sauveur. »

A ce langage composé et hautain, Servet comprit que tout espoir était perdu, et il garda le silence. Il se rappelait sans doute avec amertume la dénonciation aux inquisiteurs de Vienne, démenti irrécusable de cette hypocrite et fastueuse hauteur d'âme dont se parait Calvin devant son ennemi terrassé.

Avant de conduire Servet au supplice, on vint lui lire sa sentence. Il s'écria qu'il avait erré par ignorance, et supplia qu'on le fît périr par l'épée. Farel lui dit alors que, pour obtenir cette grâce, il devait avouer sa faute et en témoigner du repentir; mais rien ne put fléchir sa volonté, et Farel en ressentit une telle colère, qu'il le menaça de ne pas le suivre jusqu'au bûcher, s'il s'obstinait à soutenir son innocence. Servet ne répondit qu'en courbant la tête.

Le cortége traversa la ville, en sortit par la porte Saint-Antoine, et se dirigea vers la place du Champel, où était dressé le bûcher.

Servet marcha d'un pas ferme, toujours en prière, et s'écriant, comme pour confesser sa foi jusqu'au dernier moment : *O Dieu, sauve mon âme ! O Jésus, fils du Dieu éternel, aie pitié de moi !*

Arrivé en vue du bûcher, il tomba à genoux et pria Dieu ardemment. Tandis qu'il priait, Farel, s'adresssant à la foule du peuple, s'écriait :

— Voyez quelle force a Satan, quand il possède quelqu'un. Cet homme est grandement savant, et il a peut-être cru marcher dans la bonne voie, mais il est maintenant possédé du diable; prenez garde qu'il ne vous en arrive de même.

Lorsque Servet eut achevé de prier et se fut relevé, Farel, espérant encore qu'il rétracterait ses opinions, l'engagea de parler au peuple; mais Servet se borna à s'écrier :

— *O Dieu ! ô Dieu !*

Sur quoi Farel lui demanda s'il n'avait rien autre à dire.

— *Que puis-je parler*, répondit-il, *d'autre chose que de Dieu ?*

Farel l'exhorta à invoquer Jésus-Christ, non plus comme *fils du Dieu éternel*, mais comme *fils éternel de Dieu*, c'est-à-dire comme verbe incarné, comme homme-Dieu, ce qui eût été une rétractation de sa doctrine; il refusa constamment. Le bourreau le plaça sur le bûcher, au milieu de fagots de chêne encore verts et de branches d'arbre garnies de leurs feuilles. Un pieu s'élevait au centre du bûcher; Servet y fut attaché par une chaîne de fer, et son cou y fut fixé par une corde épaisse qui faisait quatre ou cinq tours. On avait placé sur sa tête une couronne de chaume couverte de soufre, et son livre *de la Restitution du Christianisme* avait été lié à sa cuisse. Il pria le bourreau de ne pas le faire souffrir longtemps. Celui-ci mit d'abord le feu en face du condamné et ensuite tout autour de lui. En voyant s'allumer le bûcher, l'infortuné poussa un cri si déchirant, qu'il glaça tout le peuple de terreur. Il souffrit longtemps et criait d'une voix lamentable :

— *Jésus, fils de Dieu éternel, ayez pitié de moi !*

On dit que, pour abréger ses souffrances, quelques gens du peuple allèrent cher-

cher du bois mort et le jetèrent dans le bûcher. Après une demi-heure d'affreux tourments, il expira.

La tradition populaire qui représente Calvin caché derrière une fenêtre pour repaître ses regards du supplice de Servet ne repose sur aucun document authentique; mais il est permis d'y voir une vive et symbolique image de l'acharnement que déploya Calvin, même après la condamnation de son ennemi. Voici en quels termes il raconte sa mort. Ce sera un dernier trait pour achever le tableau :

« Au reste, afin que les disciples de Servet ou des brouillons semblables à luy ne se glorifient point en son opiniastreté furieuse, comme si c'étoit une constance de martyr : il faut que les lecteurs soyent advertis qu'il a monstré en sa mort une stupidité brutale, dont il a été facile de iuger que jamais il n'avoit parlé ny escrit à bon escient, comme s'il eust senti de la religion ce qu'il en disoit... Quand ce veint au lieu du supplice, nostre bon frère M. Guillaume Farel eut grand peine à arracher ce mot, que il se recommandast aux prières du peuple, afin que chascun priast avec luy. Or cependant ie ne say en quelle conscience il le pouvoit faire, estant tel qu'il estoit : car il avoit escrit de sa main la foy qui regne ici estre diabolique; qu'il n'y a ne Dieu, ne église, ne chrestienté, pource qu'on y baptize les petits enfans. Comment doncques est-ce qu'il se conjoignoit en prières avec un peuple duquel il devoit fuir la communion, et l'avoir en horreur?... Servet prioit comme au milieu de l'église de Dieu. En quoy il montroit bien que ces opinions ne lui estoyent rien. Qui plus est, combien qu'il ne feist jamais de dire un seul mot pour maintenir sa doctrine ou pour la faire trouver bonne, je vous prie que veut dire cela, qu'ayant liberté de parler comme il eust voulu, il ne feit nulle confession ne d'un costé ne d'autre, non plus qu'une souche de bois? Il ne craignoit point qu'on luy coppast la langue, il n'estoit point baaillonné, on ne lui avoit point défendu de dire ce que bon luy sembleroit. Or, estant entre les mains du bourreau, combien qu'il reffusast de nommer Jésus-Christ fils éternel de Dieu, en ce qu'il ne déclaira nullement pourquoy il mouroit, qui est-ce qui dira que ce soit une mort de martyr (1)? »

Je ne crois pas que le fanatisme théologique ait jamais rien inspiré de plus froidement atroce que ces paroles. Quoi! dirais-je à Calvin, il ne vous a pas suffi d'ôter la vie à Servet, vous voulez encore déshonorer sa mort! Que vous ayez fait la guerre à ses idées, je le comprends, vous les croyiez fausses; que vous détruisiez ses écrits, les tenant pour dangereux, j'y consens encore, bien qu'il eût suffi de les réfuter. Que vous portiez la main sur sa personne, que vous punissiez une erreur d'esprit du dernier supplice, c'est un attentat dont vous partagerez la responsabilité avec tout votre siècle. Mais après avoir frappé un infortuné dans ses idées, dans ses livres, dans sa vie, respectez au moins son honneur. Prouvez qu'il professe un système absurde, téméraire, impie, mais ne contestez pas sa bonne foi. Dites qu'il blasphème, ne dites pas qu'il ment.

Cette sincérité dont vous voulez dépouiller votre ennemi, comme du seul bien qui lui reste, elle éclate partout : dans ses livres, où, à vingt-deux ans d'intervalle, la même doctrine reparaît, toujours plus ardente et plus assurée; dans ses lettres à Bucer et à OEcolampade, qu'il fatigue et irrite de ses objections persévérantes; dans ses interrogatoires, où, en adoucissant quelquefois les formes de sa théorie, il en maintient expressément le fond; dans son appel aux églises suisses, qu'il se flatte de ramener à ses sentiments; enfin dans son refus inébranlable de rien rétracter, avant et après la sentence mortelle. Vous ne voulez voir dans cette constance que

(1) *Déclaration*, etc., p. 95, 96.

l'opiniâtreté d'un orgueil qui refuse de s'humilier. Mais quoi! Servet n'a-t-il pas consenti à faire fléchir devant vous cette fierté espagnole que vous lui imputez à crime? ne l'avez-vous pas vu à vos pieds? ne vous a-t-il pas demandé pardon? Qu'est-ce qui luttait en lui contre vos instances, unies à celles de Farel, quand vous lui demandiez une abjuration, avec la vie pour récompense? Était-ce encore l'orgueil? Évidemment non. C'était sa conscience et sa foi.

Pour effacer ces marques éclatantes d'un véritable martyre, à quels misérables subterfuges avez-vous recours? Vous lui reprochez d'avoir prié Dieu. Mais que pouvait faire, hélas! cet infortuné, sans patrie, sans famille, sans un seul ami, en face de la mort la plus cruelle, sinon d'élever ses yeux vers le ciel, son unique asile, et d'invoquer le nom du divin maître qui a appris aux hommes à bien mourir? Vous triomphez des gémissements de la victime; mais Jésus-Christ lui-même n'a-t-il point sué une sueur de sang au jardin des Oliviers? Ne s'est-il point écrié : Mon père, éloignez de moi ce calice?

Pourquoi, dites-vous, ne confessait-il pas sa croyance? Était-il bâillonné? Craignait-il qu'on lui coupât la langue? — Reproche dérisoire autant qu'inhumain! Ne semblerait-il pas qu'on faisait une grâce à cet infortuné que le bourreau allait brûler vivant à petit feu, en ne le mutilant pas! Et d'ailleurs, ce peuple qui entourait Servet était-il en état de le comprendre? Lui-même avait-il la force de parler? Après trois mois de captivité, livré au fond d'un cachot au plus affreux dénûment, pouvait-il sortir de ce corps martyrisé une voix capable de se faire entendre au peuple et de lutter contre celle de Farel? Le refus obstiné qu'il opposait aux adjurations et aux menaces de ce fanatique n'était-il pas une protestation suffisante et une confession publique de sa foi? C'est donc en vain que vous opposez à cette mort héroïque et touchante les scrupules affectés d'une théologie étroite. Avant d'être calviniste, il faut être homme. Au-dessus de toutes les communions particulières, il y a une autre communion universelle et sainte, la communion de la justice et de l'humanité. Cet homme qui meurt pour une idée, ces gens du peuple qui prient avec lui et qui, touchés de ses souffrances, s'efforcent de les abréger, ils appartiennent au même titre à l'Église de Dieu. Mais vous, Calvin, qui dénoncez un adversaire personnel à l'inquisition catholique, vous qui demandez la mort quand l'exil eût suffi, vous qui prêchez contre Servet absent et sous le poids d'une sentence capitale, quand vous mettez le comble à tant de noirceurs en venant contester contre l'évidence la bonne foi de votre ennemi, pour travestir et déshonorer ses derniers moments, vous n'appartenez point, non, j'ose l'affirmer au nom de ma foi profonde en un principe éternel de bonté et de justice, vous n'appartenez point à l'Église de Dieu.

Si sévère toutefois que doive rester le jugement de l'histoire pour la conduite de Calvin, il ne serait point juste de concentrer sur lui seul la responsabilité du bûcher de Servet. On a vu que les églises suisses contribuèrent à décider le conseil de Genève à porter une sentence de mort. Les églises allemandes ne furent pas plus tolérantes. Melanchthon, le doux Melanchthon, complimenta hautement Genève et Calvin (1). Vingt ans auparavant, OEcolampade, Capito, Zwingle, avaient maudit la doctrine et la personne du *scélérat espagnol*. Bucer avait dit en pleine chaire qu'*on ne pouvait discuter avec ce démon* et *qu'il fallait lui arracher les entrailles et l'écarteler*. Tel était l'esprit de cette rude époque. Catholiques et protestants, personne ne doutait qu'une erreur en religion ne fût un attentat punissable et ne dût être réprimée par le magistrat. Il faut entendre le protestant Farel s'écrier : « Parce que le pape condamne les fidèles pour crime d'hérésie, il est absurde d'en conclure qu'il ne faut pas mettre à mort les hérétiques... Pour moi, j'ai souvent déclaré que

(1) *Melanchthon Calvino*, 14 *oct.* 1554.

j'étais prêt à mourir, si j'avais enseigné quoi que ce soit de contraire à la saine doctrine (1). » On a pu remarquer que Servet, lui aussi, adoptait les maximes de ses bourreaux : « Si j'avais prétendu que l'âme fût mortelle, écrivait-il au conseil de Genève, je me condamnerais moi-même à mort. » Siècle étrange et terrible où toute pensée devient un crime, où au nom de l'Évangile chaque parti lance à tous les autres l'anathème et la mort ! Je ne sais si les derniers excès du fanatisme politique ont pu jamais égaler cet effroyable débordement du fanatisme religieux, et la Terreur seule peut nous donner quelque idée des sanglants orages du XVIe siècle.

On a fait honneur à Luther d'avoir proclamé des maximes plus humaines. « J'ai horreur du sang, disait-il en effet dans les commencements de sa carrière. Pourquoi tuer les faux prophètes, quand il suffit de les exiler? » mais bientôt Luther rencontra des résistances, son cœur s'aigrit, et lui aussi appela la violence au secours de la vérité. On cite encore quelques passages des premières éditions de l'*Institution chrétienne* où Calvin conseillait la douceur dans la répression de l'hérésie. Il était alors errant et menacé. A Genève, après la mort de Servet, il écrivit un livre pour établir le droit du glaive sur l'erreur. Une seule voix s'éleva contre cette doctrine, la voix d'un persécuté, celle de Castalion. Théodore de Bèze répliqua et maintint au nom du protestantisme la doctrine homicide. Au siècle suivant, Bossuet la revendique sans contradicteur au sein d'un siècle de politesse, de douceur et de lumières. Pour la déraciner, il a fallu deux siècles de philosophie, il a fallu Locke et Voltaire, Montesquieu et Rousseau, il a fallu la révolution française.

Ce n'est dont pas Calvin seulement, c'est Farel et Viret, c'est Bucer et Melanchthon, ce sont les églises suisses et les églises allemandes, c'est la réforme tout entière qui a poursuivi et frappé Servet. Cet acharnement universel s'explique à merveille. Le principe posé par la réforme avait en effet deux conséquences nécessaires. Luther et Calvin, en faisant de la raison l'interprète des saintes Écritures, renversaient l'ordre de subordination que le moyen âge avait établi entre la raison et la foi. Au lieu d'être servante, la raison devenait maîtresse. De là une première conséquence : c'est qu'ayant une fois conquis le droit de nier, elle était irrésistiblement entraînée à l'exercer dans toute son étendue ; c'est qu'après avoir nié la vertu des sacrements et la présence réelle, elle devait de proche en proche nier la divinité de Jésus-Christ, la Trinité, l'incarnation, en un mot tous les dogmes et tous les mystères. Cette conséquence s'appelle le socinianisme.

Si le premier besoin de la raison déchaînée est de nier les dogmes qui la gênent, il est un besoin plus profond qu'elle ne tarde pas à ressentir, c'est de ressaisir ce qu'elle a d'abord brutalement rejeté, non pour s'y enchaîner de nouveau, mais pour le dominer, l'expliquer, le comprendre, pour l'absoudre après l'avoir compris, pour en exprimer toute la vérité et s'en assimiler enfin toute la substance. L'explication des mystères par la raison, et par suite l'absorption de la religion dans la philosophie, telle était la conséquence dernière du principe protestant. Elle s'appelle le rationalisme.

Michel Servet est l'homme qui a déduit le premier ces deux conséquences. En niant la Trinité, la divinité de Jésus-Christ, le péché originel, il a suscité Socin. En composant un christianisme rationnel, où tous les mystères sont les développements d'une donnée philosophique, il a préludé à Malebranche et à Kant, à Schelling et à Hegel, à Schleiermacher et à Strauss. Et il ne faudrait pas croire que ce hardi génie n'eût point mesuré la portée de son entreprise. Les pièces de son procès portent des traces certaines de son étonnante pénétration, de sa haute et sereine confiance dans l'avenir. « Qu'entendez-vous, lui demandait l'accusation, en disant que *la vérité*

(1) *Lettre à Calvin*, 8 sept. 1553.

commence à se déclairer, et s'achevera à chas peu du tout? Voulez-vous dire que votre doctrine sera reçue, et que c'est une doctrine de vérité? — J'entends, disait Servet, parler des progrès de la réforme : *Comme quoi la vérité a commencé à estre déclairée du tems de Luther, et a suyvy jusques icy.* » Et Servet ajoutait que le mouvement de la réformation n'ayant pas atteint son terme, *celle-ci se déclairerait encore plus oultre.* Mémorables et prophétiques paroles, que l'histoire doit recueillir pieusement comme le sacré témoignage d'une foi magnanime qui, loin de fléchir, s'exalte et s'illumine devant la mort. Le seul tort de celui qui les a prononcées est d'être venu deux siècles trop tôt. En 1553, Zurich le jugea digne du dernier supplice ; de nos jours, Zurich lui eût peut-être offert une chaire, comme elle a fait à l'un de ses plus directs héritiers, l'auteur panthéiste de la *Vie de Jésus*. Profondément isolé au milieu de son temps, également hostile aux protestants et aux catholiques, Servet devait succomber. Esprit confus d'ailleurs, il n'a pas su donner à sa pensée cette précision lumineuse qui fait la vraie force, ce caractère pratique et simple qui donne l'influence. Sa théologie profonde, mais subtile et raffinée est tombée dans l'oubli, sa philosophie néoplatonicienne a été emportée dans le naufrage ; mais ce qui n'a pas péri, ce qui ne pouvait pas périr, c'est la grande idée d'une explication rationnelle des mystères chrétiens.

Il appartient au XIXe siècle d'accomplir cette entreprise magnifique. L'honneur de l'avoir conçue et d'en avoir essayé la réalisation au prix de son repos et de sa vie suffit pour consacrer à jamais le nom de Michel Servet. Il avait une place parmi les martyrs de la liberté moderne, il était juste de lui en marquer une autre, non moins glorieuse, parmi les théologiens philosophes, parmi les précurseurs du rationalisme.

ÉMILE SAISSET.

CRITIQUES

ET

HISTORIENS MODERNES

DE L'ALLEMAGNE.

WOLF.

I

Il semble que depuis quelques années l'étude de l'antiquité ait repris un peu de faveur parmi nous. Ce retour de l'esprit public est dû sans doute en partie aux efforts tentés pour donner à la science une forme plus aimable, qui, sans lui rien faire perdre de sa dignité, pût lui gagner plus de sympathies. Le but cependant n'est pas encore atteint; il n'y a guère eu jusqu'ici que des tentatives isolées, et peut-être, avant de raconter une vie consacrée tout entière à faire revivre un monde oublié ou mal compris, n'est-il pas inutile de prévenir les objections et de mettre quelques personnes en garde contre le discrédit où ont été tenues trop longtemps les études sérieuses. On témoigne aujourd'hui une certaine estime pour les choses d'érudition, on leur fait une place, mais on les tient encore à distance. Cet isolement est également fâcheux pour les savants et pour ceux qui tiennent à ne pas l'être. La science n'est-elle pas le foyer d'où se répand au dehors cette instruction facile et légère, cette vivacité d'impressions et de souvenirs qui est un des attraits de notre société, et ne mérite-t-elle pas à ce titre l'intérêt de tout homme sensible aux jouissances de l'esprit? Si des agréments d'une conversation polie on s'élève à la considération des

œuvres de l'art, on est amené aussi à reconnaître que l'imitation classique peut porter malheur aux esprits médiocres, mais que les grands esprits ont toujours gagné au commerce de l'antiquité. Il y a une imitation stérile et une imitation féconde. Ce n'est point par hasard que Dante a choisi Virgile pour guide; il ne paraît pas cependant que son admiration pour son maître ait coûté beaucoup à son originalité. De nos jours encore, ce haut et délicat sentiment de l'antiquité qui chez nous ne se développe guère hors du cercle de la vie universitaire ou académique, l'Allemagne le mêle à l'étude de la philosophie et de la littérature nationales. Les philologues éminents ne forment pas une société à part, suspecte aux yeux du monde. Ouverte aux idées du dehors, l'école verse à son tour sur tout ce qui l'environne le trésor de science amassé par ses méthodiques labeurs. Quelquefois même on a vu les hommes les plus considérables dans les lettres revenir passagèrement aux études philologiques qui ont formé leur enfance. Lessing, vers la fin du dernier siècle, discute plusieurs questions de littérature grecque ou latine avec une sûreté de critique qui ferait honneur à Bentley; Wieland commente Horace et Cicéron en érudit consommé; Gœthe imite Properce et traduit Euripide. Plus contestée par la dernière génération, qui a toutes les impatiences et l'ingratitude de la jeunesse, la philologie a cependant encore devant elle un brillant avenir; de temps à autre se font jour des aperçus nouveaux qui lui donnent une impulsion plus forte. Il y a quelques années, M. G. Welcker, l'un des hommes qui ont le plus heureusement mêlé l'imagination aux recherches érudites, a présenté cette branche de nos connaissances sous un nouvel aspect. Inquiet du progrès un peu exclusif des sciences physiques, il tente par une surprise ingénieuse d'y rattacher l'étude de l'antiquité; il appelle la grammaire, pour qui on ne peut le soupçonner de partialité, *l'histoire naturelle des langues*. En partant de cette définition, le philologue, qui ne se borne pas, comme on le croit communément, à l'analyse des mots, mais qui a pour mission de recomposer historiquement les œuvres de l'art et de la science, le philologue, recueillant de toutes parts les éléments d'un monde oublié et embrassant ce vaste ensemble du point de vue élevé des générations modernes, pourrait aussi prétendre à réaliser l'œuvre glorieuse d'un *Cosmos* antique. C'est ainsi déjà que l'entendait Wolf. L'antiquité pour lui était tout un monde où chaque faculté de l'esprit trouvait son application et son aliment, où l'imagination même pouvait quelquefois s'égarer. Entreprendre de refaire la science de l'antiquité en substituant partout à une tradition mensongère le véritable esprit de l'histoire, rattacher entre elles toutes les parties qui la composent, en agrandir le domaine et en déterminer les limites, défendre les chefs-d'œuvre classiques contre d'injustes attaques ou de banales admirations, puis remonter à l'origine des choses, se retremper à la source de la poésie primitive, surprendre le secret de sa formation mystérieuse, et arriver par l'observation des faits à une de ces lois générales que la philosophie seule se croyait en droit de formuler, telle a été la tâche accomplie par Wolf. Sans cesser d'être de son siècle, il s'est fait le contemporain des vieux âges. Sans dépouiller sa nationalité allemande, il a acquis droit de cité dans toutes les villes de la Grèce et de l'Italie; il en connaît les mœurs, il en parle la langue; sous leur costume d'emprunt il reconnaît les étrangers à leur accent; son oreille est blessée de toutes les fausses notes qui troublent l'harmonie des vers d'Homère.

Wolf fut une de ces intelligences hardies sur la trace desquelles on peut craindre de s'égarer, mais qu'il faut suivre au moins des yeux. De bonne heure on put le pressentir : sa première éducation était venue en aide à ses instincts naturels. Au moment où il naquit (15 février 1759), son père était maître d'école et organiste à Hainrode, petit village situé sur une hauteur près de Nordhausen. Fier de se savoir au-dessus de sa position, il était peu soucieux de l'améliorer. Quand il eut un fils,

toute son ambition se reporta sur lui. Il n'avait jamais pu, malgré sa vive curiosité, cultiver la science librement; il ne négligea rien pour épargner ce regret au jeune Wolf. Longtemps à l'avance il recueillait de côté et d'autre les livres qui pouvaient un jour servir à son instruction. Wolf eut ainsi tous les secours que comportaient l'état de sa famille et les ressources du pays; mais ces ressources étaient bornées, même à Nordhausen, où l'on était allé s'établir. Ce fut à la fois pour lui un bonheur et un danger. Les efforts personnels qu'il eut à faire irritèrent ses désirs et développèrent jusqu'à l'excès peut-être l'indépendance de son esprit. Sa mère, sans avoir eu, à ce qu'il semble, beaucoup d'influence sur lui, contribua du moins au bonheur de ses jeunes années. Elle adoucissait le caractère inégal de son mari; dans un état voisin de la pauvreté, elle savait faire régner l'aisance; tout chez elle respirait cet air de contentement qui prévient les indiscrétions de la pitié. Le tableau de l'intérieur où Wolf passa ses premières années est attachant : la vie prise au sérieux, nul besoin factice, les sentiments naturels conservant toute leur énergie, le calme domestique laissant un libre cours au mouvement des idées, l'espérance qui repose déjà sur une jeune tête, rien ne manque à la poésie de ce foyer modeste.

Dès le jour où il commença à fréquenter les écoles, Wolf jugea sévèrement ses maîtres; peu à peu il cessa de suivre leurs cours et prit les habitudes de travail solitaire qu'il conserva dans toute sa jeunesse. Il lut les écrivains de l'antiquité un peu au hasard et dans le désordre où ils s'offraient à lui; il ne resta pas non plus étranger aux langues modernes : il les apprit seul ou avec le secours d'un maître qui lui-même ne les savait guère. L'étude remplissait tous les moments de Wolf sans cependant occuper toutes ses pensées. On retrouve, dans des notes écrites de sa main, le souvenir d'une de ces liaisons qui embellissent la jeunesse et la protégent contre des séductions plus dangereuses : il avait conçu une vive affection pour une femme très-jeune encore, quoique déjà veuve, et, malgré une légère différence d'âge, il songeait, de l'aveu de sa famille, à l'épouser un jour, quand elle tomba malade et mourut. Wolf ne trouva de soulagement que dans une application nouvelle au travail. Ainsi il se préparait par une initiation sévère à toutes les épreuves de la vie.

Depuis longtemps Wolf se sentait à l'étroit dans Nordhausen; toutes les bibliothèques de la ville et des environs étaient épuisées. Il ne pouvait plus s'arranger des entraves qui l'arrêtaient à chaque pas. Il rêvait la vie de l'université et la salutaire atmosphère de la science; il aspirait à puiser librement dans ce vaste fleuve qui, jusque-là, n'était arrivé à lui qu'à travers mille obstacles et divisé en minces filets d'eau. Son attente pouvait se comparer à celle des savants hommes qui, à la renaissance, retrouvaient un à un les débris de l'antiquité enfouis sous la couche des siècles. Enfin le voyage de Gœttingue fut résolu : Wolf partit en 1776, plus séduit encore par les richesses de la bibliothèque que par la grande réputation de Heyne. Il se présenta cependant à lui dès son arrivée. Heyne, après avoir lutté trente ans contre les plus dures nécessités de la vie, avait enfin trouvé un refuge à l'université de Gœttingue, et ses travaux sur Pindare, sur Virgile, avaient recommandé son nom dans toute l'Europe savante. Confident du premier ministre du Hanovre, il partageait son temps entre les lettres et les affaires. Dans cette situation inespérée, saurait-il deviner l'avenir réservé à l'ardent et intelligent jeune homme qu'il avait sous les yeux? Personne mieux que Wolf ne pouvait lui rappeler les épreuves qu'il avait subies autrefois et la conscience intérieure qui l'avait soutenu. Les choses prirent un autre tour : ils se quittèrent mécontents l'un de l'autre, et cette entrevue fut le principe d'un perpétuel malentendu. Peut-être se glissa-t-il entre eux, dès le premier moment, ce malaise qui trop souvent tient éloignés les hommes doués des plus hautes facultés de l'intelligence et ceux qui n'ont qu'infiniment de science et de talent. Wolf, d'ailleurs, croyait trouver dans l'homme en possession de la gloire qu'il rêvait tout l'en-

thousiasme qu'on sent à vingt ans; il prit la froideur de Heyne pour de l'égoïsme, les craintes que l'expérience lui suggérait pour une désertion coupable des intérêts de la science. De son côté, Heyne, jaloux de son autorité, sentit qu'il aurait sur Wolf peu de prise et, laissant le jeune étudiant à lui-même, il se contenta de l'observer de loin.

Pendant son séjour à l'université de Gœttingue, Wolf ne fit rien pour mieux connaître Heyne et se faire mieux venir de lui. Quelques leçons qu'il entendit sur Homère ne le satisfirent pas. Sans doute de secrets pressentiments le rendaient trop difficile; il cessa de suivre le cours de Heyne. Il apporta la même irrégularité aux leçons des autres professeurs ; cela devint chez lui une habitude et presque une méthode. Les premiers jours, il recueillait de la bouche du maître les indications qui pouvaient guider ses recherches, puis, s'inquiétant assez peu du jugement des autres quand il avait de quoi former le sien, il achevait le cours à lui seul. Heyne remarqua ces irrégularités et ne dissimula pas son mécontentement. Cela n'empêcha pas cependant qu'il intervînt, d'assez mauvaise grâce il est vrai, pour procurer à Wolf une place au collége d'Ilfeld. Une fois établi dans les modestes fonctions de régent, Wolf jugea que le moment était venu de se mettre à l'œuvre, et prépara une édition du *Banquet* de Platon, qui parut en 1782. Sans faire une recension complète du texte, il proposa un grand nombre de corrections; presque toutes ont été conservées par les derniers éditeurs. Ce qui recommande surtout ce travail, c'est une analyse développée du *Banquet*. Pénétré de son modèle, l'écrivain en reproduit souvent l'élévation et la grâce. La seule infidélité qu'il se permit fut d'adoucir, sans les dénaturer, les passages dans lesquels, au nom d'un spiritualisme sans mesure, se trouvent consacrées les tristes aberrations de la sensualité antique.

L'édition du *Banquet* ne tarda pas à attirer l'attention du ministre de Prusse, M de Zedlitz, et Wolf fut appelé à l'université de Halle (1783). A vingt-quatre ans, il avait enfin trouvé le théâtre sur lequel devaient se déployer son activité et sa puissance : *Hic illius arma, hic currus fuit,* dit son biographe, M. Kœrte (1). Il était dans toute la plénitude de sa force. Ses facultés avaient grandi librement; le développement du corps n'avait pas souffert en lui du travail forcé de l'intelligence. Doué d'un haut sentiment de lui-même, il pouvait déjà prévoir ce que lui réservait l'avenir.

II

Le plus grand titre de Wolf comme critique et comme écrivain, ce sont ses études sur les poëmes d'Homère. Ce fut l'affaire capitale de sa vie, celle qui causa le plus de sensation, on pourrait dire de scandale. Les attaques se reproduisirent sous toutes les formes. Il y en a qui aujourd'hui font sourire. Sainte-Croix insinue quelque part que les doutes de Wolf sur l'existence d'Homère sont un outrage à la mémoire de ce poëte (2). On prononça sérieusement les mots d'ingratitude et de jalousie. La critique, dans ces derniers temps, est devenue moins ombrageuse et moins naïve. Cependant les théories de Wolf sont restées chez nous à l'état de paradoxes. On avait bien, il faut l'avouer, quelques raisons de se tenir en garde. Toujours l'esprit sophistique s'est exercé sans pudeur sur cette vieille poésie d'Homère. Dès le siècle

(1) Voyez *Leben und Studien F. Aug. Wolf's,* par M. Koerte. Essen, 1833. Outre cette biographie beaucoup trop diffuse, on peut lire avec intérêt : *Erinnerungen an F. A. Wolf,* par M. Hanhart. Bâle, 1825.

(2) Voyez *Réfutation d'un paradoxe de M. Wolf.* Paris, 1798.

de Périclès, Anaxagore de Clazomène et Métrodore de Lampsaque ne voyaient dans l'Iliade et l'Odyssée que des traités allégoriques sur la justice et la vertu. Plus tard, Dion Chrysostome cherche à prémunir les habitants d'Ilion contre les mensonges d'Homère, et leur prouve qu'ils sont sortis vainqueurs de leur lutte contre les Grecs. Depuis, on en est venu à douter même de l'existence de Troie, car les modernes ne sont pas demeurés en reste de subtilités ou de rêveries. En 1655, Jacques Hugon reconnaissait dans l'Iliade une prédiction claire de la venue du Messie ; plus tard, Gérard Croes y suivait pas à pas l'histoire des Hébreux ; enfin, presque de nos jours, Joseph de Grave, membre du conseil de Flandre, embarrassé sans doute de choisir entre toutes les villes qui se disputent l'honneur d'avoir donné naissance à Homère, le faisait, ainsi qu'Hésiode, originaire de Belgique. Les idées de Wolf ne sont-elles qu'une chimère de plus à ajouter à ces divagations plaisantes ou sérieuses? N'est-ce qu'un agréable passe-temps, un de ces écarts de l'esprit destinés à relever par un peu de variété la monotonie de la raison et du bon sens? Est-ce enfin l'occasion de répéter avec Voltaire :

On court, hélas! après la vérité :
Eh! croyez-moi, l'erreur a son mérite.

La défense de l'erreur peut être piquante et amuser les loisirs d'un poëte qui entre l'erreur et la vérité ne fit jamais un choix définitif. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. Le nom de *paradoxe*, sous lequel on a toujours désigné le système de Wolf, ne saurait trancher la question. Si l'on veut mesurer l'espace qui sépare la vérité et le mensonge, que de place pour les paradoxes! Voulez-vous, qu'il s'agisse de sentiments moraux ou seulement de jugements littéraires, prendre pour point de départ le terme où s'arrête la foule et aller vous-même à la recherche des vérités nouvelles? voulez-vous rajeunir en les mélangeant de quelques nuances ces principes bien incontestables et bien généraux qui simplifient si heureusement le travail de l'esprit? Paradoxes que tout cela, et malheur à qui trouble le calme de ces robustes convictions! Dans une sphère plus élevée, léguez-vous au monde quelqu'une de ces grandes vérités dont on a peine à concevoir qu'il ait pu se passer si longtemps? Paradoxe encore et quelquefois sacrilége! C'est toujours l'histoire de la caverne de Platon. Descartes, Galilée, Rousseau, Voltaire, quels grands esprits paradoxaux! Il en faut prendre son parti, les idées nouvelles sont mal accueillies à leur naissance, mais la défiance qu'elles ont à vaincre ne doit rien faire préjuger contre leur succès à venir. S'il y a des paradoxes qui resteront comme un témoignage de la témérité ou des bizarreries de l'imagination, il en est d'autres qui, dépouillant peu à peu ce qu'ils pouvaient avoir d'étrange, sont destinés, pour le plus grand bien de l'humanité, à devenir un jour des lieux communs. Sans partager toutes les impatiences des libres penseurs, sans vouloir même leur épargner une épreuve salutaire, nous leur devons au moins de contempler leurs efforts avec intérêt et émotion, soit que, préoccupés de l'avenir des sociétés, ils rêvent pour elles une perfection et un bonheur qu'il sera peut-être un peu long d'attendre, soit qu'ils multiplient nos jouissances en nous découvrant de nouvelles perspectives dans le champ de la poésie et de l'imagination.

Wolf avait depuis plusieurs années conçu des doutes sur l'unité des poëmes d'Homère; le VIIe et le XXIVe chant de l'Iliade lui paraissaient se rattacher faiblement à l'action générale; ailleurs, il trouvait des vestiges d'un travail artificiel qui contrastait avec l'ensemble du poëme; enfin, pénétrant plus avant dans l'analyse du texte, il ne craignait pas de relever çà et là des tours et des expressions peu homériques.

Avant de quitter Gœttingue, Wolf avait donné déjà une expression à ces idées et les avait soumises à Heyne. Il espérait pouvoir échapper, en considération de ce travail, à un examen peu sérieux et très-facultatif d'où l'on faisait dépendre sa nomination au collége d'Ilfeld. Après lecture faite, Heyne eut le tort de maintenir la condition de l'examen. Malgré ce mauvais succès, Wolf ne se découragea pas. Pendant quelque temps, il s'éclaira par la conversation de ses amis; puis changeant de conduite, il renferma son secret en lui-même, et, dans ses leçons ou dans ses entretiens, ne laissa rien échapper qui démentît l'opinion reçue. Ce n'est pas qu'on ne puisse trouver quelque trace de sa pensée dans une édition de la *Théogonie* d'Hésiode qu'il publia en 1783, mais ces allusions, qu'il est aisé de deviner après coup, durent passer inaperçues. Wolf destinait uniquement son édition d'Hésiode à servir de texte à ses leçons; il la fit précipitamment et sans grand appareil scientifique. Cette digression ne l'avait pas éloigné beaucoup de son sujet favori. En 1785, il fit paraître, pour les besoins de l'enseignement, une édition classique de l'Iliade et de l'Odyssée, après quoi il se remit plus activement à l'ouvrage; sa tâche était double : il voulait à la fois fixer le texte des poëmes homériques et en tracer l'histoire. Comme éditeur, son but n'était pas de proposer des conjectures nouvelles; il voulait plutôt faire justice des anciennes, et dégager le texte des altérations successives qu'il avait subies. Choqué du vernis de vulgaire élégance sous lequel on avait effacé l'originalité du poëte, il protestait contre la fausse science au nom de la vraie. Son ambition n'allait pas cependant jusqu'à rechercher la forme primitive de l'Iliade et de l'Odyssée : il tentait une réhabilitation historique, et ne voulait pas remonter au delà des données positives de l'histoire. Son seul désir était de retrouver l'Homère des Alexandrins, de le constituer tel qu'il eût obtenu les suffrages de Plutarque, de Longin, de Proclus. Pour cela, il avait commencé à étudier avec un soin minutieux le long commentaire d'Eustathe; il avait lu les scoliastes, les grammairiens anciens, puis il était revenu aux purs écrivains de l'antiquité tels qu'Hérodote et Platon, pour y trouver quelques vestiges du langage homérique. Il s'arrêta longtemps aux poëtes d'Alexandrie, dont la muse savante le rejetait bien loin d'Homère, mais qui lui permettaient, à travers leurs imitations, de reconnaître les leçons qu'ils avaient suivies de préférence. Quelquefois aussi, Wolf, dans ses heures de repos, se laissait aller à des impressions poétiques. Las de réfléchir, il rêvait et semblait se souvenir; ou bien il chantait, en s'accompagnant à la façon des rapsodes, des fragments de l'Iliade et de l'Odyssée.

La fortune lui tenait en réserve un secours précieux. L'année 1788 avait été signalée par un événement considérable dans l'histoire de la critique, la publication des scolies de Venise découvertes en 1781 par d'Ansse de Villoison, et depuis impatiemment attendues (1). Outre un nouvel exemplaire de l'Iliade, le manuscrit contenait un grand nombre de jugements de Zénodote, d'Aristarque, de Cratès et de beaucoup d'autres. Tous les vers suspects étaient marqués des signes en usage à Alexandrie. Seul, Wolf pouvait comprendre la portée d'un tel document. Villoison lui-même ne l'avait pas soupçonnée : quand il put s'en rendre compte, il déplora sa découverte; il gémissait en songeant que ce qu'il avait cru un nouveau monument à la gloire d'Homère devenait une arme contre lui. Cependant Wolf retrouvait dans les scolies de Venise la confirmation de tous ses doutes. Ce livre, où se résume toute l'expérience de l'école alexandrine, était presque le modèle de celui qu'il avait entrepris seul et sans guide à vingt ans. Ce fut un nouveau champ à défricher. Sept années se passèrent encore à ce travail, interrompu, il est vrai, par plusieurs publications. Enfin Wolf donna sa seconde édition de l'Iliade, et presque aussitôt après

(1) *Homeri Ilias ad veteris codicis fidem recensita. Scholia in eam antiquissima ex eodem codice aliisque, cum asteriscis, obeliscis aliisque signis criticis*... Venetiis, 1788.

parurent les *Prolégomènes*, *Prolegomena ad Homerum* (1795). Dans le monde des idées comme dans celui des faits, les grands hommes ne font souvent que résumer le travail de l'humanité; les découvertes considérables sont l'effet du temps autant que l'œuvre du génie. Avant Wolf, l'origine des poëmes homériques et l'existence même d'Homère avaient été agitées à plusieurs reprises. Sa gloire n'en doit pas souffrir : autre chose est de jeter quelques paroles à l'aventure, autre chose de présenter un système ordonné dans toutes ses parties, de fournir les preuves à l'appui, d'en déduire toutes les conséquences. Dans la préface d'un traduction d'Homère, publiée en 1681, de la Valterie fait allusion à ces débats dont les traces se retrouvent dès le XVIe siècle. On y revint plus tard, lors de la querelle des anciens et des modernes, mais dans quelles vues ! avec quel sentiment ! Perrault et d'Aubignac sont impatientés d'entendre toujours louer Homère et la merveilleuse composition de ses poëmes; un jour, il leur paraît plaisant de dire qu'Homère pourrait bien n'exister que dans l'imagination de ses admirateurs. Telle est l'histoire de toutes les idées vraies qui se mêlèrent dans cette longue lutte à tant d'hérésies. Ceux même qui ont raison ne savent pas pourquoi; l'enthousiasme n'est guère mieux justifié que le dénigrement; c'est toujours une bonne foi aveugle ou le plus frivole abus de l'esprit. Les uns sentent qu'il y a dans ces vieilles poésies d'Homère quelque chose de respectable et de sacré; mais, quand ils veulent en analyser les mérites, ils y cherchent surtout ce qui n'y est pas. Les autres comprennent que l'esprit moderne ne peut rester toujours enchaîné à la remorque de l'antiquité, mais ils ne savent pas affranchir le présent sans sacrifier le passé; il faut que de part et d'autre il y ait une contrainte exercée, soit pour remonter à Homère et en faire le type unique de toute perfection, soit pour le ramener forcément à nos usages et à nos mœurs. C'est ainsi que Lamotte à ses attaques contre Homère joignit l'offense plus grave de le traduire en supprimant tous les passages que réprouve le goût académique et qu'Homère assurément n'eût pas écrits au XVIIe siècle. Rousseau parle dans l'*Émile* des propos qui nous surprennent dans la bouche des enfants, parce que nous y attachons un autre sens que celui qu'ils y mettent et que nous leur prêtons des idées qu'ils n'ont pas. On peut expliquer de la même façon comment le hasard guida une fois l'abbé d'Aubignac vers une pensée féconde. Perrault cependant fait observer que les Mémoires de d'Aubignac étaient passés en Allemagne, où l'on travaillait sur la question d'Homère, et quelques critiques, défenseurs courageux de l'érudition française, ont supposé que le système de Wolf n'est que le développement de ces idées; la vérité est que Wolf n'avait entendu parler de Perrault, ni de d'Aubignac, quand il entreprit de résoudre le problème homérique. Plus tard, il eut connaissance de ces grossières ébauches, et, pour la première fois peut-être, un doute lui traversa l'esprit; il sentit chanceler sa conviction; la vérité ainsi travestie lui faisait l'effet du mensonge; il fut honteux de songer qu'il avait de pareils auxiliaires. Heureusement il pouvait citer d'autres autorités; il pouvait, sans donner à personne le droit de contester l'originalité de ses découvertes, s'appuyer de quelques mots échappés à J. C. Scaliger, à Is. Casaubon, à Perizonius, à Bentley. Vico, s'il l'eût connu, lui eût fourni un témoignage plus imposant. Dans le livre de la *Science nouvelle,* avant de fixer la loi qui préside à la marche des nations, Vico s'adresse à Homère comme un témoin naïf des vieux âges. Frappé des incertitudes qui entourent son berceau, il prétend que les villes de la Grèce se disputèrent l'honneur de lui avoir donné naissance parce que les peuples de ces villes sont réellement eux-mêmes des Homères et que les opinions varient sur l'époque de sa vie, parce qu'Homère n'a réellement vécu que dans la pensée et dans la langue des Grecs. Les idées de Vico au moment où parurent les *Prolégomènes* avaient fait peu de sensation hors de l'Italie. Ce ne fut que plus tard que Wolf put lire la *Science nouvelle ;* il répara son omission dans un court article inséré au

Museum der Alterthumswissenschaft. Le tour de son esprit ne le portait pas à goûter beaucoup ce singulier mélange d'ignorance et de génie. S'il en parla froidement, ce ne fut pas par l'effet d'un sentiment jaloux. Quelque étonnement que puissent causer les divinations transcendantes de Vico, il y a loin encore de ces lueurs fugitives à la vive clarté que Wolf jeta sur la poétique enfance du genre humain.

Le premier problème que Wolf tente de résoudre au début des *Prolégomènes* est la découverte de l'écriture, question ardue comme toutes celles qui tiennent à l'origine des arts. C'est toujours trop tard, et quand il n'est plus possible de la satisfaire, que la curiosité des peuples s'émeut. Peu exigeante encore à ce premier éveil, elle ne se livre pas à un examen bien sévère, et ses explications complaisantes deviennent plus tard, pour la critique, une cause d'obscurité de plus. L'invention de l'écriture n'avait guère plus occupé les modernes que les anciens. Quelques vagues aperçus de la vérité qu'on pourrait retrouver çà et là n'avaient pas empêché un certain Mader de publier vers la fin du XVIIe siècle un traité *des Bibliothèques antédiluviennes*. A cette époque, en effet, beaucoup de gens admettaient encore que, inventée par Adam, l'écriture avait été propagée par Seth et par Enoch. D'autres, sans remonter si loin, attribuaient la cécité d'Homère à la peine qu'il avait prise d'écrire tout au long les deux poëmes de l'Iliade et de l'Odyssée. Un voyageur anglais, Robert Wood, fut le premier qui s'attaqua à ces naïves croyances; encore son *Essai sur le génie d'Homère* renferme-t-il plus d'affirmations que de preuves, plus de conjectures que d'idées arrêtées. Plus tard, Mérian reprit les idées de Wood, et leur donna une forme plus précise; mais ce travail, lu en 1769 à l'académie de Berlin, ne fut inséré que plusieurs années après dans les Mémoires de cette société; Wolf eut à peine le temps d'en prendre connaissance et de consigner son approbation dans une note.

Wolf ne conteste pas aux Phéniciens la gloire d'avoir, en vertu de leur droit d'aînesse, enseigné aux Grecs les premiers éléments de l'art d'écrire; seulement il est peu disposé à rapporter ce bienfait à Cadmus. Qu'après tout les barbares de la Béotie aient appris de Cadmus à tracer péniblement quelques caractères grossiers, là n'est pas la question. Ce qu'il importe de savoir, c'est par quels lents progrès l'écriture arriva insensiblement à cet usage facile et populaire qui seul rend possible la composition d'un long poëme d'après nos procédés modernes. C'est là une distinction qu'on n'avait pas assez faite. Il semblait que l'écriture une fois inventée ne dût plus être un secret pour personne et eût été portée tout d'abord à sa dernière perfection. Les choses ne vont pas si vite. Selon Wolf, il ne fallut pas moins de six siècles pour achever une pareille conquête. On ne sait pas assez en général combien ont dû coûter d'efforts et de patience les découvertes qui sont si bien passées dans nos usages, qu'elles semblent avoir été à toutes les époques une nécessité de la vie. Wolf a soigneusement cherché la trace des premiers tâtonnements par lesquels les Grecs préludèrent à l'écriture. Tant qu'ils durent se contenter pour tous matériaux de tables de bois, de feuilles de métal ou même plus tard de peaux de chèvres et de moutons, ils purent y tracer péniblement des lois, un traité de paix, l'issue d'un combat heureux, c'était tout; et d'ailleurs pendant longtemps leur ambition n'alla pas au delà. Pour stimuler l'industrie, il fallait que les esprits devinssent plus soucieux de l'avenir, plus jaloux de laisser des monuments durables. Les poëtes même, dans les âges héroïques, n'aspiraient pas à l'immortalité; ils étaient plus sensibles aux applaudissements sympathiques de leur auditoire, à l'émotion contagieuse qui naît de la foule assemblée, qu'au sentiment incertain des générations futures. Ils auraient cru glacer leur inspiration s'ils avaient substitué des caractères muets à la vivacité de la parole et à l'harmonie des chants. Dans les siècles qui suivirent, l'imagination, éclairée par l'expérience, perdit quelque chose de son ardeur : on s'accou-

tuma à envisager la vie sous des aspects plus sérieux, et de là naquirent des idées nouvelles qui pouvaient se passer du charme des vers et dont la nature répugnait à ce gracieux artifice. La philosophie et la science, sans détrôner la poésie, réclamèrent une part de son empire; les successeurs d'Homère se partagèrent son héritage. Dès lors la mémoire ne pouvait plus garder à elle seule le dépôt des connaissances humaines; il fallut chercher un moyen de la soulager, et cependant tout ce travail des esprits eût pu longtemps encore demeurer stérile sans un de ces hasards qui sont quelquefois l'occasion de graves événements. Au commencement du VIe siècle et avant notre ère, des communications s'établirent entre l'Égypte et la Grèce, et le papyrus fut importé dans cette contrée. On possédait enfin une substance peu coûteuse, légère et durable. On commença à rompre la mesure des vers; l'esprit humain, selon l'expression de Plutarque, descendit de son char et marcha à pied. Tel a été l'avénement littéraire de la prose, qui seule pouvait faire sentir la nécessité de l'écriture. Sans doute la prose n'avait pas besoin d'être inventée; elle existait de tout temps, mais on la parlait *sans le savoir;* on ne la regardait pas comme une expression assez élevée de la pensée humaine. Les poëmes d'Homère viennent à l'appui de ces conjectures. Nulle part il n'y est question de caractères écrits, et, dans cette vaste encyclopédie, un pareil silence est singulièrement expressif. Supposera-t-on que l'écriture, inconnue aux guerriers de l'Iliade, était cependant familière au poëte, et qu'il s'est abstenu d'en parler pour rester fidèle à l'esprit des temps héroïques? C'est là un soupçon que dément toute la poésie d'Homère. De semblables calculs ne pouvaient venir que plus tard. « Cela est bon, dit Wolf, pour les poëtes de nos jours, qui n'ont pas encore renoncé à s'inspirer d'Apollon et des Muses; ils ne se croient pas faits pour parler ni pour écrire, ils chantent. Ceux même qui ne seront lus que de l'imprimeur semblent encore s'adresser à la foule, qui se presse pour les entendre. » Ailleurs Wolf fait observer que, si Ulysse avait eu la faculté d'écrire à Pénélope, l'Odyssée eût eu sans doute quelques chants de moins. Rousseau était allé jusqu'à dire que ce poëme ne serait, dans ce cas, qu'un tissu de bêtises et d'inepties.

Afin de remettre les esprits en goût de vérité et de naturel, Wolf remonte à un autre temps, où toutes les inventions nécessaires aujourd'hui à notre bien-être étaient inconnues des sages comme des pauvres d'esprit. Il dépeint l'aimable simplicité du monde naissant et cet art voisin de la nature, qui devait donner des jouissances si vives et si vraies. Il décrit la vie errante des *aèdes* et des rapsodes, non de ceux que Platon et Xénophon ont poursuivis de leur mépris, mais des rapsodes inspirés des Muses, qui mêlaient, comme Phémius et Démodocus, leurs chants à ceux qu'ils récitaient, et formaient une sorte de descendance aux poëtes dont ils avaient adopté la gloire. Ceux qui s'étonneraient que les rapsodes eussent pu retenir toutes les poésies homériques, et sans doute bien d'autres encore, doivent songer que les moyens inventés depuis pour soulager la mémoire ont eu aussi pour effet de l'affaiblir. Et toutefois la mémoire ne pouvait être si sûre, que le dépôt qu'on lui confiait ne s'altérât avec le temps. Le débit animé des rapsodes dut causer plus d'une infidélité; souvent sans doute l'imagination vint se jeter à la traverse des souvenirs. A quoi donc eût servi cette unité si vantée, dont personne alors ne pouvait sentir le prix? A quoi bon cette suite de chants non interrompus, que personne n'eût pu ni réciter ni entendre? Le génie a beau planer au-dessus de la multitude, il n'en prend pas moins son point d'appui sur elle; il y a entre eux une alliance nécessaire; les efforts de l'un sont mesurés sur les besoins de l'autre. Déjà, par ce raisonnement dont nous ne donnons ici que les points essentiels, on peut voir où Wolf en veut venir. L'Iliade et l'Odyssée n'existent, à vrai dire, que du moment où Pisistrate en a recueilli les fragments épars. Il n'y avait jusque-là que des chants sans suite, et les contradictions que l'on y découvre ne permettent pas de les rapporter à une source unique. Rien n'em-

pêche toutefois d'admettre que parmi ces chanteurs animés d'une inspiration commune il y en eût un qui, supérieur à tous les autres, recueillit leur gloire par une usurpation légitime. Qu'on lui fasse la part aussi belle qu'on le voudra, Wolf y consent. Laissons-le parler lui-même, au moment où il se démasque en s'écriant comme César : Le sort en est jeté, *jacta est alea*. « Je veux qu'Homère ait eu un génie vraiment divin et capable des plus hautes pensées, qu'il ait épuisé la science des choses divines et humaines, qu'il soit tel enfin que jamais la splendeur d'une telle lumière ne se lèvera plus sur le monde, à moins que l'on ne voie renaître une seconde Grèce ; qu'à un génie au-dessus de tous les autres il ait joint, contrairement aux lois de la nature, la perfection d'un art infini : encore bien ne peut-on attribuer à un tel homme ce qui dépasse les forces de l'humanité... Homère eût-il eu dix langues, une voix de fer et une poitrine d'airain, il n'eût pu se passer, pour transmettre son œuvre, du secours de l'écriture ; ou, si l'on veut supposer que seul il ait deviné ce secret, ses poëmes, privés de toutes les facilités qui pouvaient leur frayer la route, n'eussent pas mal ressemblé à un navire construit dans l'enfance de l'art, qui serait resté sur le chantier faute d'agrès et d'équipage, et n'eût pu être lancé au milieu des épreuves de l'océan. »

On le voit, la personne et la gloire d'Homère ne sont nullement menacées. On peut encore remonter à lui comme à la plus pure source de la poésie ; il sera jusqu'à la fin le *toujours florissant* Homère. Les poëtes peuvent encore provoquer son image pour l'entendre, comme jadis Ennius, leur dévoiler avec des larmes amères les secrets de la nature :

Inde mihi species semper florentis Homeri
Exoriens visa est lacrymas effundere salsas
Cœpisse et rerum naturam expandere dictis.

Sans remonter jusqu'aux temps antiques, tout le monde peut répéter avec J. Chénier :

Trois mille ans ont passé sur la cendre d'Homère,
Et depuis trois mille ans Homère respecté
Est jeune encor de gloire et d'immortalité.

Ce qu'ont cependant reproché à Wolf les savants comme les poëtes, c'est d'avoir nié l'existence d'Homère et d'avoir jeté ses cendres aux vents. Il ne vaut guère la peine de parler d'une élégie peu touchante lue à l'Institut dans les cent jours par le prince Lucien Bonaparte, et qui n'a guère de remarquable que le nom de l'auteur et la date de la composition. Un autre poëte, M. de Chateaubriand, a déploré éloquemment la curiosité qui poussa Wolf à dévoiler une vérité désolante. Il semble que ce soit pour lui l'image de Saïs. Il ne veut rien perdre des aventures d'Homère ; en dépit des anachronismes, il tient que la vie du père des fables a été écrite par Hérodote, père de l'histoire (1). Choisissez vos croyances avec votre fantaisie, veillez soigneusement sur vos chimères, c'est votre droit de poëte ; mais prenez garde que la vérité ne soit ici plus poétique que la fiction. N'est-ce rien en effet, si l'on veut se laisser aller à des impressions poétiques, que, dans la jeunesse du monde, la nation la plus favorisée qui fût jamais ait pris une voix pour raconter elle-même, dans un admirable langage, ses exploits et ses malheurs? En présence de cette merveilleuse prosopopée, peut-on bien regretter l'œuvre d'un faux Hérodote, assemblage d'anecdotes puériles

(1) Voyez *Essai sur la littérature anglaise*, t. I. p. 290.

où tout accuse l'intention de résoudre, en ayant l'air de les prévenir, des questions soulevées de tout temps sur la vie d'Homère? La science semble être allée, cette fois, plus vite et plus loin que l'imagination. Je comprends les doutes, mais je ne puis concevoir les regrets. Il y avait autrefois deux poëmes dont les mérites, exaltés par les uns et rabaissés par les autres, n'étaient en réalité compris par personne. Aujourd'hui, devant l'Iliade et l'Odyssée agrandies, la critique se tait, l'admiration même hésite; nous sentons qu'il y a là quelque chose placé au-dessus de notre jugement.

Après avoir dévoilé ses hardiesses, Wolf en chercha la justification dans l'histoire des poëmes homériques. Il insista particulièrement sur le travail de Pisistrate, qui, selon le témoignage précis de Pausanias, recueillit pour la première fois les poésies d'Homère éparses çà et là et uniquement confiées à la mémoire. Cicéron, les historiens Josèphe et Élien, le rhéteur Libanius (1), s'expriment dans les mêmes termes, si bien que cette opinion, téméraire aujourd'hui, paraît avoir été dominante dans l'antiquité. Faut-il donc, au mépris de tous ces témoignages, se rendre à l'imposante, mais unique autorité d'Aristote? On est tenté de croire, en vérité, que dans cette occasion c'est Aristote qui a été le novateur!

L'histoire des poëmes homériques ne se termine pas au travail de Pisistrate. Les *diaskevastes* ou arrangeurs continuèrent son œuvre assez maladroitement, à ce qu'il semble, si l'on en juge par la mauvaise humeur que causent leurs interpolations aux critiques d'Alexandrie; puis vint l'ère des philosophes et des sophistes. L'ensemble des poëmes homériques, qui nous fait illusion aujourd'hui, était alors définitivement arrêté, et le temps n'était pas arrivé encore des interprétations grammaticales. Les philosophes, témoins de l'admiration superstitieuse de leurs contemporains, en craignirent les effets; ils tentèrent d'expliquer par des allégories tout ce qui semblait s'écarter d'une morale sévère et pouvait diminuer le respect dû à la divinité. Les combats des héros et des dieux exprimèrent la lutte des passions ou les désordres de la nature physique. Ainsi Homère, de plus en plus épuré, devenait le type de la sagesse antique. C'est dans le même esprit que les critiques de nos jours ont fait de lui le représentant de la science universelle; quelques-uns même ont voulu démêler dans ses poëmes les éléments de chaque science en particulier. Est-il nécessaire de dire combien c'est là une tentative vaine? Tout se trouve dans Homère, mais à la condition de l'y laisser. Cette précoce expérience disparaît sous une étude trop attentive, comme les fleurs des champs si délicates qu'elles se flétrissent dès que la main s'approche pour les cueillir.

Un jour, grâce à la munificence des Ptolémées, se trouvèrent réunis à Alexandrie tous les manuscrits d'Homère; ces matériaux servirent de base aux travaux des grammairiens. La langue avait assez vieilli, et surtout les mœurs héroïques étaient assez oubliées pour qu'il fallût aider l'intelligence des lecteurs. Des poëtes heureusement doués, Aratus, Apollonius, Philétas, unirent leurs efforts à ceux de Zénodote, de Zoïle, d'Aristarque, de Cratès. C'est surtout pour cette période que Wolf mettait à profit les scolies de Venise; il y retrouvait tous les doutes qui avaient agité l'antiquité et y reconnaissait ses ancêtres. Wolf descendait de ces *chorizontes* ou *séparateurs*, qui déjà refusaient d'attribuer au même poëte l'Iliade et l'Odyssée, et dont M. B. Constant s'est fait chez nous l'éloquent interprète. Il caractérisa l'esprit des plus éminents critiques d'Alexandrie; il blâma les libertés que Zénodote avait prises avec le texte d'Homère, tout en lui sachant gré de s'être reporté en général à une tradition plus ancienne. Aristophane de Byzance paraît avoir été plus réservé. Le

(1) Voyez Cicéron, *de Oratore*, liv. III, chap. XXXIV; Pausanias, liv. VII, chap. XXVI; Josèphe, *Traité contre Apion*, liv. I, chap. II; Élien, *Variæ historiæ*, liv. XIII, chap. XIV; Libanius, *Panegyricus in Julianum*, t. I, p. 170; édit. de Reiske.

nom d'Aristarque est devenu l'expression même du bon goût dans la critique : Wolf cependant ne pouvait être de l'avis de ses contemporains, qui aimaient mieux se tromper avec lui que d'avoir raison avec un autre. Il signala dans Aristarque les traces d'un goût pur, mais affaibli par sa délicatesse même. Wolf devait aller plus loin. Il avait annoncé l'intention de poursuivre jusqu'aux temps modernes l'histoire des poëmes homériques; il devait aussi soumettre le texte à une analyse minutieuse et en faire ressortir les contradictions. Il est resté à moitié chemin, laissant incomplet son plus beau titre de gloire. Sa renommée n'en a pas souffert; ce qui existe suffit pour attester la puissance de son esprit et contient d'assez grands résultats. Le style des *Prolégomènes* est d'accord avec la pensée; il est énergique et libre comme elle. Wolf n'a pas reculé une fois devant les difficultés de l'expression ni laissé dévier ses idées; mérite d'autant plus grand que l'antiquité n'offrait aucun modèle en ce genre. Il n'est pas jusqu'aux incorrections même qui, de sa part, ne semblent un nouvel artifice et ne donnent au langage plus de relief et de vie.

Les *Prolégomènes* produisirent une vive sensation. Ils ne rencontrèrent pas cependant tout d'abord la faveur ni même l'opposition éclairée sur laquelle Wolf avait compté. Il avait pris trop d'avance sur ses contemporains pour trouver beaucoup d'adversaires sérieux. Les érudits et les poëtes étaient les plus intéressés dans la question; c'est aussi à leur suffrage que Wolf tenait le plus; il attachait moins de prix à celui des philosophes, et les prétentions que Herder allait apporter dans ce débat devaient accroître encore ses défiances. Ruhnkenius, à qui était dédié le livre, ne put se résoudre à rompre avec les préjugés de toute sa vie. Il n'approuvait guère que les principes de critique qui servent d'introduction; pour le reste, il écrivait à Wolf : « Tant que je lis, je pense comme vous; mais, dès que j'ai cessé, mon assentiment s'évanouit. » C'est ainsi que plus tard M. Boissonnade, craignant d'entrer dans une discussion qui eût trop coûté à ses habitudes d'esprit, trahissait ses préventions avec tant de bonne grâce que l'on eût pu y voir un aveu involontaire. « Je m'étonne, disait-il, et ne puis consentir. Au milieu de la lecture, le livre m'échappe des mains et je me prends à murmurer comme le vieillard d'Aristophane : « Non, tu ne me persuaderas pas, quand bien même tu me persuaderais. » Wolf fut dédommagé de la justice imparfaite de Ruhnkenius par les félicitations de M. G. de Humboldt. Sans prendre encore un parti définitif, M. G. de Humboldt sentait toute la portée de ses découvertes et les suivait avec un grand intérêt. Leurs relations dataient de plus loin. Depuis longtemps ils entretenaient un commerce de lettres qui développa entre eux une vive amitié. Aussitôt qu'il se trouva libre, Wolf alla visiter M. G. de Humboldt à Iéna. De là il se rendit à Weimar, où il fit la connaissance de tous les hommes considérables réunis à la cour du grand-duc et put recueillir leurs avis. Wieland n'eût pas été fâché que Wolf eût raison. En qualité de poëte épique et de rival éloigné d'Homère, il eût vu volontiers son maître dépouillé de son infaillibilité. Il ne niait pas que les choses eussent pu se passer telles qu'elles étaient présentées dans les *Prolégomènes;* il faisait même à ce sujet des confidences intéressantes sur les additions successives dont s'était formé son poëme d'*Obéron*, et toutefois, au dernier moment, il reculait devant la pensée de brûler ce qu'il avait adoré. Gœthe ne se laissa pas arrêter par ces scrupules. Wolf avait agrandi et renouvelé ses idées sur l'antiquité; il lui en témoigna noblement sa reconnaissance. Dans le prologue d'*Hermann et Dorothée,* après avoir convoqué ses amis à un poétique banquet, il porte à Wolf le premier toast :

« Et d'abord, à la santé de l'homme qui, le premier, nous délivrant hardiment du nom d'Homère, nous a ouvert un champ sans limites! car qui eût osé lutter avec les

dieux, et surtout avec ce dieu unique? Maintenant il est beau encore d'être le dernier des homérides. »

La même pensée d'affranchissement se trouve reproduite dans une lettre que Gœthe écrivait à Wolf peu de temps après, pour lui annoncer qu'enhardi par ses nouvelles croyances, il s'était décidément mis à l'œuvre et comptait lui envoyer bientôt son poëme de *l'Achilléide*. Il ne faudrait pas croire cependant que les convictions de Gœthe fussent aussi fermes qu'il le disait et le pensait alors. Ce n'était guère qu'une impression poétique et passagère dans cette âme ouverte à toutes les impressions; c'était une perspective nouvelle qui séduisait sa fantaisie et qui flattait ses projets. Quelquefois il allait dans ses doutes plus loin que Wolf lui-même; puis, effrayé du désert où errait sa pensée, il revenait sur ses pas. Alors il encourageait les efforts de Schubarth et de G. Lange pour défendre l'unité des poëmes homériques et se rapprochait peu à peu du sentiment de Schiller. Schiller, dès le premier moment, s'était élevé contre ce qu'il croyait être une profanation. Il a exprimé ses regrets dans des vers qui font oublier son injustice :

« Déchirez toujours la couronne d'Homère et comptez les pères de cette œuvre éternelle; elle n'a du moins qu'une mère et elle en a gardé tous les traits, tes traits immortels, ô nature!

Wolf avait quitté Weimar sans être bien fixé sur les dispositions de Herder; il les connut par un article qui parut peu de temps après dans le journal *les Heures* (1). Herder donnait aux théories de Wolf l'approbation la plus flatteuse; il les revendiquait comme siennes. Il affirmait que les choses lui avaient de tout temps apparu ainsi; il avait deviné dès son enfance les doutes des *chorizontes;* il avait toujours cru à l'école des homérides; Homère ne lui avait jamais semblé, non plus que Teuth et Hermès, qu'une grande abstraction mythologique. Wolf, après cela, venait un peu tard. A quoi bon ses patientes recherches, s'il avait suffi de vagues rêveries pour conduire aux mêmes vérités? Wolf ne put souffrir de voir son œuvre dépouillée de tout caractère scientifique et réduite à n'être plus qu'une brillante hypothèse; il répliqua vivement dans la *Gazette littéraire d'Iéna*. L'épanchement donné à sa mauvaise humeur ne suffit pas à l'apaiser; quand plus tard Fichte lui fit savoir qu'il avait été amené par ses études esthétiques à reconnaître la vérité des conclusions posées dans les *Prolégomènes*, Wolf reçut ses avances avec quelque dédain. Il fallut bien cependant qu'il renonçât à ses préventions, lorsque Fichte eut développé sa pensée dans une lettre écrite avec déférence et franchise, l'un des plus beaux hommages peut-être qui aient été rendus à la science au nom de la philosophie.

Pour réparer le mauvais effet produit par l'article de Herder, Wolf avait fait appel au juge le plus compétent, à Heyne. Il croyait pouvoir compter de sa part sur une appréciation désintéressée; une surprise pénible l'attendait. Avant que sa lettre fût parvenue à Gœttingue, il lut dans le journal de cette ville une analyse des *Prolégomènes*, dans laquelle on présentait ses découvertes comme la plus simple chose du monde. La question de l'écriture avait été débattue depuis longtemps, et tout le reste n'en était que la conséquence probable. On ne faisait pas difficulté de reconnaître l'érudition et l'excellente méthode de l'auteur, mais la meilleure part des éloges devait revenir à Villoison. L'article était de Heyne. Wolf ne se demanda pas s'il était temps encore de le ramener à un jugement plus équitable; il écrivit coup sur coup

(1) Au mois de septembre de l'année 1795. L'article parut sous ce titre : *Homer ein Günstling der Zeit*.

deux lettres de remercîments ironiques qui consommèrent la rupture. Heyne, sans répondre directement, fit insérer dans la *Gazette de Gœttingue* un nouvel article. Cette fois il allait plus loin : il prétendait avoir deviné lui-même, trente ans à l'avance, le problème homérique, et en avoir indiqué la solution dans ses leçons et dans ses écrits. Wolf était mal préparé à une accusation de plagiat. Sa colère ne connut plus de bornes. Il publia deux lettres nouvelles, où, sans égard pour l'illustration ni pour l'âge de son adversaire, il l'accable de sarcasme et quelquefois d'invectives. Afin de l'opposer à lui-même, Wolf avait parcouru ses innombrables écrits; il le fit voir partout fidèle à la tradition de l'école et étranger à toute pensée d'innovation. N'y a-t-il donc aucun moyen de décharger d'un grave reproche la vie restée pure d'ailleurs de Heyne? Tout le monde a eu de ces idées confuses que l'on croit reconnaître aussitôt qu'un autre les exprime, et peut-être sera-t-on plus disposé à s'expliquer ainsi l'illusion de Heyne, si l'on songe de quel intérêt il y allait pour lui. Depuis vingt ans il faisait des cours sur Homère, et il fallait qu'il reçût à son tour des leçons de cet élève qu'il se rappelait avoir traité un peu légèrement! Les découvertes de Wolf n'étaient pas seulement un coup sensible pour sa vanité, c'était en même temps une atteinte portée au privilége de l'université de Gœttingue, qui se réservait comme un monopole l'initiative de toutes les grandes pensées.

Les écrits de Wolf ont absorbé jusqu'ici toute notre attention. Le rôle d'écrivain, le seul qui se puisse apprécier à distance, était cependant celui pour lequel il avait le moins de goût. Sa véritable vocation, c'était l'enseignement. Il avait besoin de dominer un nombreux auditoire, de le voir suspendu à sa parole, de sentir pénétrer la foi dans les esprits; il aimait à se fier aux hasards de l'improvisation, à semer son discours de traits inattendus. Tour à tour bienveillant et railleur, il subjuguait par l'ironie ceux qui échappaient à sa séduction. Ce qui le préoccupait surtout, c'était de remuer des idées, de soulever des problèmes qu'il dédaignait de résoudre, de faire circuler partout le mouvement et la vie. En toute question, il se plaçait naturellement au point de vue le plus élevé; mais il savait en descendre sans regret pour se mettre à la portée de tous. Dès les premiers mots, il fournissait un aliment aux esprits sagaces et leur marquait le but auquel ils devaient tendre; puis il revenait sur ses pas, variant toujours la forme de sa pensée et entraînant après lui les intelligences paresseuses. Wolf, s'il eût vécu en France à la même époque, ne se fût pas borné à ce genre d'action. La politique l'eût envié aux lettres; il eût quitté la chaire pour la tribune, il eût régné dans nos assemblées populaires par la force de son esprit, par sa parole incisive, par l'assurance du regard et la noblesse du maintien. Sur un plus petit théâtre, il trouvait à Halle quelques-unes de ces émotions; mais quand, tout agité encore, il rentrait chez lui pour se livrer silencieusement au travail, il se sentait parfois pris de découragement. Ce ne fut jamais sans répugnance qu'il entreprit de faire un livre; il y fut cependant forcé plusieurs fois dans l'intérêt même de ses leçons. Afin de fournir à ses élèves des textes corrects, il publia successivement quelques *Dialogues* de Lucien, les *Histoires* d'Hérodien, les *Tusculanes* de Cicéron (1791-1792). Dans toutes ces éditions, il applique les mêmes règles de critique en les modifiant toutefois, et c'était encore une nouveauté à cette époque, selon le génie propre de l'écrivain. Sans professer pour l'autorité des manuscrits un respect superstitieux, il est en garde contre les conjectures hasardées. On voit qu'il se propose non de refaire l'antiquité, mais de la retrouver telle qu'elle était, avec ses imperfections et ses défauts. Ces publications avaient été précédées d'une autre plus importante. Wolf, au milieu même de ses travaux sur Homère, s'était mis à étudier les orateurs attiques, c'est-à-dire qu'il avait appris par cœur un grand nombre de leurs discours. Guidé toujours par son grand sens historique, il choisit, pour en donner une édition, le discours de Démosthène contre Leptine (1789). C'était un moyen de pénétrer dans

la vie publique des Athéniens, de jeter quelque jour sur leur législation si changeante, de savoir ce que leur coûtaient annuellement le soin de leur défense et leur amour pour les arts. Wolf compléta en les rectifiant les travaux de Barthélemy et de Toureil, et prépara la voie qu'a suivie depuis M. Bœckh dans son livre sur l'*Économie politique des Athéniens*.

L'émotion causée par les *Prolégomènes* commençait à s'apaiser. Wolf, las du repos, jeta bientôt un nouveau défi à l'opinion publique. Dans l'intervalle, son assurance avait encore grandi : ses affirmations sont plus absolues, ses paradoxes plus hautains. Il ne fit cependant, pour commencer, que reprendre une thèse soutenue déjà par un critique éminent. Vers la fin du XVIIe siècle, Bentley avait mis le scepticisme à la mode par ses arguments sans réplique contre les prétendues lettres de Phalaris, de Thémistocle, de Socrate, d'Euripide. On eut l'idée de soumettre à la même épreuve les correspondances des Latins, et, à l'occasion d'une querelle qui s'était élevée entre deux savants anglais sur la valeur historique des lettres de Cicéron et de Brutus, Markland déclara également apocryphes les quatre discours que l'orateur romain prononça à son retour de l'exil. Gesner avait repoussé les attaques de Markland, et avait eu le dernier mot. Wolf crut, dans ces discours, démêler les signes d'une falsification manifeste; il en publia le texte en joignant de nouveaux arguments à ceux de Markland, qu'il réimprima ainsi que l'apologie de Gesner. Nous n'essayerons pas de résoudre la question; mais, sans exiger des anciens non plus que des modernes qu'ils soient toujours égaux à eux-mêmes, on peut bien dire qu'on enlèverait peu de chose à Cicéron en retranchant de ses œuvres ces quatre discours, dont le second n'est qu'un écho affaibli du premier, dont le troisième surtout est fort indigne de la prédilection que Cicéron témoigne dans une lettre à Atticus. Cette considération pouvait être décisive si Wolf s'en fût tenu là, s'il n'eût suscité une nuée d'imitateurs qui prirent un plaisir puéril à retourner la critique contre tous les écrivains de l'antiquité. Wolf montra bientôt lui-même combien la pente est glissante en publiant dans les mêmes vues le *Discours pour Marcellus*. Le *Discours pour Marcellus* avait tenu jusque-là dans les œuvres de Cicéron la place qu'on pourrait assigner parmi les oraisons funèbres de Bossuet à l'éloge du grand Condé. Dès lors, il fallait renoncer à toute certitude; tout était frappé de suspicion; il fallait se garder d'admirer les chefs-d'œuvre les mieux consacrés, sous peine d'être le lendemain embarrassé de son admiration. Heureusement ce pyrrhonisme littéraire se discréditait par ses excès mêmes. Peu de temps après le dernier manifeste de Wolf, Weiske, faisant une application ironique de ses principes, démontrait que les attaques contre Cicéron, fort indignes de M. Wolf, étaient l'œuvre d'un faussaire qui s'était caché sous son nom. Il s'est fait depuis une réaction plus sérieuse. La correspondance de Cicéron et de Brutus, qui avait été la première sacrifiée, a trouvé un ardent défenseur dans M. C. F. Hermann. Il y a lieu de croire que cette révision d'un procès qui semblait décidément jugé marquera un point d'arrêt dans les progrès du scepticisme, et qu'on reviendra ainsi à travers le doute à une foi plus éclairée.

Ces dernières années, bien qu'assez orageuses pour Wolf, avaient été du moins à l'abri des troubles politiques. Tant que le contre-coup de la révolution française ne se fit sentir à Halle que comme un écho lointain, l'émotion qu'elle causa fut plus favorable que nuisible aux travaux de l'intelligence. On trompait le besoin d'agir que chacun éprouvait vaguement en apportant dans les spéculations plus d'indépendance et d'ardeur. Peu à peu cependant, le bruit se rapprocha. En 1806, la Prusse rompit brusquement sa neutralité; un mois après, les Français triomphaient dans les plaines d'Iéna de toute la monarchie prussienne, et le lendemain Bernadotte taillait en pièces à Halle la réserve commandée par le prince de Wurtemberg, tandis que le gros de l'armée devançait à Berlin le bruit de ses victoires. Wolf fut peu surpris de ces événements

Il ne s'était pas associé aux espérances imprudentes qui avaient enivré la nation; il ne partagea pas davantage la consternation générale. Cette conduite le rendit suspect aux patriotes. Afin d'appeler l'intérêt de Bernadotte sur l'université, il avait cru pouvoir lui offrir un exemplaire d'une édition de l'Iliade qu'il venait de publier avec un grand luxe. On l'accusa d'avoir enlevé la page qui contenait une dédicace au roi Frédéric. Wolf nia le fait; rien ne l'eût empêché de l'avouer, car ce pouvait être un ménagement pour le nom même du roi. Nous ne mentionnerions pas ce détail insignifiant, s'il ne fût devenu pour Wolf l'occasion d'une nouvelle polémique. Un professeur qui le premier avait tenu ce propos, mis au défi de soutenir son dire, publia une brochure; Wolf y répondit aussitôt, et, par la rigueur de son enquête, par ses détours captieux, par un mélange habilement calculé de colère et de raillerie, dans une affaire digne de *la petite Ville* de Picard, il sut s'élever au ton des mémoires de Beaumarchais.

Wolf était resté à Halle tant que le sort de cette ville fut incertain; il la quitta au moment où elle allait être incorporée au royaume de Westphalie. Nous le retrouverons à Berlin.

III

Est-il donc si difficile de vieillir! Wolf, lorsqu'il se rendit à Berlin (1807), était dans la force de l'âge et dans tout l'éclat de sa renommée; les générations qu'il avait élevées s'étaient répandues en Allemagne et en Suisse, et avaient porté partout ses idées et le respect de son nom. Ses travaux sur Homère gagnaient chaque jour en autorité. Il avait reçu l'adhésion d'Ilgen, de Schneider, d'Hermann, des deux frères Schlegel; Niebuhr allait bientôt lui offrir un secours puissant en luttant de hardiesse avec lui. Les hommes les plus considérables recherchaient son amitié ou ses entretiens. Gœthe, invisible et présent, avait écouté ses leçons caché derrière une tapisserie, et disait qu'une heure de conversation avec lui valait toute une année d'études. Wolf fut infidèle à sa gloire quand il n'avait plus qu'à en jouir. Ce n'est pas que nous voulions nous faire l'écho de toutes les attaques qui furent dirigées contre lui : la passion y eut autant de part que la justice. Ses adversaires cédèrent à une jalousie trop commune; contraints d'admirer son esprit, il se plurent à rabaisser son caractère. En voyant cependant ses loisirs se consumer inutilement, tant d'entreprises rester inachevées, la vanité prendre en lui la place d'une juste ambition, des liaisons précieuses se relâcher ou se rompre, il faut bien reconnaître que cette dernière partie de sa vie ressemble mal à la première. Wolf ne sut pas résister à l'enivrement des hommages qu'on lui prodigua. Jeté dans le mouvement d'une grande ville, recherché dans une société brillante, il se dédommagea trop bien des privations de sa jeunesse, et ne sut pas mieux régler ses passions que ses facultés. Ses papiers avaient été dispersés dans le tumulte de l'invasion. Cette perte augmenta encore son éloignement pour les longs travaux. Quand le calme fut rétabli, il fut chargé de fonctions administratives qui lui suggérèrent la pensée de devenir conseiller d'État, ministre, que sais-je? M. G. de Humboldt fut forcé de le rappeler à la dignité de l'enseignement et des lettres. Wolf céda, non sans regret. Quand l'université de Berlin fut constituée, il recommença sa vie de professeur; ses leçons eurent un grand succès. Les hommes les plus importants dans la politique ou dans les lettres venaient l'entendre; mais rien ne remplaçait pour lui l'auditoire assidu et docile auquel il était habitué à Halle; il se découragea bientôt. Tout en se réservant le droit de donner des cours, il ne voulut pas accepter de position régulière. Sa situation n'était pas mieux fixée à l'académie, dont il refusait de suivre les statuts; il ne vivait guère à Berlin que d'une

pension due à la générosité du roi. En 1807, il avait publié, de concert avec Ph. Buttmann, un recueil périodique sous le titre de *Museum der Alterthumswissenschaft*. Cette publication fut bientôt interrompue, ainsi qu'une autre, *Museum antiquitatis studiorum*. Wolf n'avait pas l'esprit assez conciliant pour que ces associations pussent durer : il ne savait pas rendre sa supériorité légère. Il était trop porté à ne voir dans ses collaborateurs que des instruments, à les considérer comme des points perdus sur la circonférence dont il était le centre. Ses exigences rebutèrent ceux même de ses élèves qui lui étaient le plus attachés. On avait agité à plusieurs reprises le projet d'une édition de Platon, qui devait être publiée, sous sa direction, par Heindorf, MM. Bœckh et Emm. Bekker. Schleiermacher avait aussi promis de prendre part à ce travail. Le plus impatient était Heindorf. Jusque-là dévoué à Wolf sans réserve, il finit par se lasser de ses hésitations, et, après s'être assuré du concours de Buttmann, il annonça lui-même une édition de Platon. Comme il arrive aux personnes faibles qui s'arment une fois d'énergie, Heindorf apporta sans doute trop peu de ménagements dans sa résolution. Wolf s'offensa de sa révolte, et, ayant eu à quelques années de là l'occasion de s'expliquer sur son compte, il le fit en termes sévères, dont l'effet fut d'autant plus fâcheux, qu'Heindorf à ce moment venait de mourir. Sous prétexte de venger sa mémoire, Buttmann et Schleiermacher publièrent contre Wolf une violente diatribe à laquelle adhérèrent Niebuhr, M. Bœckh, M. de Savigny (1). Les choses furent poussées à l'extrême ; Buttmann prononça les mots de *banqueroute littéraire*. Entre beaucoup de témoignages contradictoires, il est difficile de démêler la vérité. On peut dire toutefois, sans crainte de se tromper, que c'est là une de ces affaires dans lesquelles tout le monde s'arrange de manière à avoir tort. Wolf, qui ne faisait rien pour prévenir des éclats, en souffrait du moins vivement. Il s'en plaignait à ses amis restés fidèles. M. Varnhagen d'Ense a conservé de touchants souvenirs de ces épanchements.

Il ne faut pas croire, malgré tout, que cette partie de la vie de Wolf ait été complétement perdue pour les lettres. Il avait toujours pris un grand intérêt aux progrès de la langue allemande; il ne voulait pas s'avouer que les études philologiques eussent pu en arrêter le développement, et ne concevait pas que des hommes qui devaient être familiers avec toutes les ressources du style fussent si peu exigeants pour le langage dont ils se servaient. Afin de montrer comment le travail des traductions pouvait tourner au profit de la littérature nationale, il traduisit en vers *les Nuées* d'Aristophane, et du premier coup il surpassa Voss et rivalisa avec G. de Schlegel. Un peu plus tard il publia le recueil des *Litterarische Analekten* (1817), et écrivit en tête une biographie fort intéressante de Bentley. Il y avait entre Bentley et lui plus d'un rapport qui avait dû déterminer son choix. Le biographe, en retraçant les principes de critique qu'avait suivis son devancier, eut souvent l'occasion d'exposer ses vues personnelles. La même prédilection le porta à donner une notice sur Jer. Markland. Wolf enrichit aussi les *Litterarische Analekten* de dissertations ingénieuses sur quelques passages contestés d'Horace. Ce ne sont là cependant que des productions secondaires. Il en est une plus importante, et qui, bien qu'antérieure de quelques années, semble être le couronnement de ses travaux. Wolf avait souvent, dans ses leçons, essayé de constituer la science de l'antiquité, d'en faire voir la portée et les applications diverses. Il voulut donner à ses idées une forme définitive, et publia une sorte d'*Organum*. Il ne borne pas la philologie à l'étude des langues ni surtout à l'étude du grec et du latin. Tout ce qui peut jeter quelque jour sur la civilisation des anciens peuples, sur leur mœurs, leur religion, leur caractère national et leur constitution politique, rentre dans la sphère du philologue. Aussi la philo-

(1) *Buttmann und Schleiermacher über Heindorf und Wolf*. Berlin, 1816.

logie n'est-elle pas seulement une science auxiliaire destinée à hâter les progrès de la philosophie ou de l'histoire : elle a une existence propre ; c'est bien le moins qu'on lui laisse une place à elle sur le sol qu'elle a déblayé. Des connaissances aussi complexes appellent le concours de toutes les intelligences ; chaque chose y trouve sa place, depuis les efforts assidus du compilateur jusqu'aux divinations les plus hardies. Wolf voulut aussi établir la certitude de la critique. La critique, selon lui, ne procède pas par tâtonnements ; elle repose sur des principes arrêtés ; ses hésitations tiennent à l'insuffisance des matériaux et non à sa propre impuissance. Il poursuit en indiquant la filiation des diverses parties de la science. Sur ce point, on peut lui reprocher d'avoir trop multiplié les divisions ; on peut même contester l'importance relative qu'il accorde à quelqu'une des branches accessoires, et M. Bœckh a eu le droit de réclamer en tête du *Corpus* des inscriptions grecques contre la part trop restreinte qu'il a faite aux études épigraphiques. Il n'est pas moins vrai de dire que, depuis Wolf, il n'y a guère d'année où, dans chaque université, quelque professeur ne traite le même sujet, et son essai est le texte sur lequel s'agitent encore les controverses.

Le philologue de Wolf ne serait guère moins introuvable que l'orateur de Cicéron. Wolf, sans prétendre à réaliser son idéal, ne resta cependant complétement étranger à aucune des connaissances qu'il passa en revue. L'historien Nicolas Damascène compare l'étude de la littérature à un long voyage : on se met en route et l'on parcourt de vastes pays ; dans quelques endroits on ne fait que passer, on séjourne plus longtemps dans d'autres, et l'on arrive enfin à un lieu de refuge où s'écoule le reste de la vie. Ainsi Wolf avait choisi pour s'y établir une certaine contrée ; mais, sans être toujours sur les chemins comme Heyne, il fit au dehors de nombreuses excursions. Ceux qui lui ont contesté le sentiment des arts plastiques oublient trop que Gœthe le jugea digne d'être son collaborateur dans le monument qu'il éleva à la gloire de Winckelmann. Les termes avec lesquels Wolf parla des études mythologiques et quelques pages sur les sacrifices, insérées dans ses *Mélanges*, témoignent qu'il sentit toute la portée de cette science si vieille par son objet, et qui pourtant ne date guère que de Heyne. On peut regretter néanmoins que Wolf n'ait pas pénétré plus avant dans ces mystères ; ses travaux sur Homère eussent pu y gagner encore, ainsi qu'à une connaissance plus approfondie des rares fragments qui nous restent du cycle épique. Pour voir reprise la tâche de Heyne, il fallait attendre M. Creuzer, ou mieux encore le traducteur de *la Symbolique*, M. Guigniaut, et M. G. Welcker.

Nous arrivons à la fin de cette vie si pleine et si agitée. Depuis plusieurs années, la santé de Wolf s'était altérée ; il se décida à chercher un remède dans les voyages. En 1816, il alla visiter le pays où il était né ; il fut vivement ému à l'aspect des lieux qu'il n'avait pas revus depuis cinquante ans. A peine de retour, il se remit en route (1818) et traversa toute l'Allemagne pour aller gagner la Suisse. Partout il retrouvait ses anciens élèves devenus maîtres, et recueillait de touchants témoignages de leur attachement. Lorsqu'il revint à Berlin après cette longue tournée, sa santé s'était de plus en plus affaiblie ; il sentit le besoin d'un climat plus chaud et partit pour l'Italie. Ce fut son dernier voyage ; il n'eut pas même le temps d'arriver à Nice. Le mal, accru par le régime qu'il s'obstinait à suivre, le força de s'arrêter à Marseille, où il mourut après quinze jours de souffrances, le 8 août 1824 : il avait soixante-cinq ans. L'Allemagne, jalouse de ses grands hommes, se plaint d'être privée de ses restes. Wolf du moins repose dans l'antique cité des Phocéens, dans une des villes où le culte d'Homère fut jadis le plus en honneur. Plus favorisé encore, Ottfried Müller, emporté au milieu de sa gloire, a trouvé un tombeau sous les ruines du Parthénon !

On a beau devancer ses contemporains, la postérité vous rattrape et vous dépasse.

Depuis Wolf, on a imaginé contre la théorie des poëmes homériques des objections qu'il n'avait pas prévues ; on a découvert, en faveur de ses idées, des arguments auxquels il n'avait pu songer. Tels sont les exemples empruntés à la poésie populaire que chaque nation retrouve à son berceau, sur le plus triste sol, dans des contrées qui semblaient déshéritées de toute poésie. Wolf se plaisait cependant à rapprocher les diverses périodes de l'humanité. Il cita les chants écossais que Macpherson venait de remettre en honneur par sa restauration infidèle. Il compara les homérides aux prophètes hébreux, aux bardes et aux druides; mais il ne pouvait deviner les grands poëmes de l'Inde. Nos romans de chevalerie, les *Romances* espagnoles, l'*Edda* scandinave, les *Niebelungen* même, n'étaient pas encore sortis de l'oubli ou de l'indifférence. L'Allemagne n'était pas assez assurée dans les voies de l'avenir pour se retourner vers le passé. Personne ne soupçonnait alors cette nombreuse famille de poëmes sans nom, conservés dans la mémoire des chanteurs, et qui offrent à la fois avec les poëmes homériques tant de dissemblances et tant d'analogies. C'est là pourtant, je ne dirai pas un argument, mais une puissante raison de croire. De pareilles vérités ne sont pas, en effet, susceptibles d'une démonstration rigoureuse, et ce travail mystérieux de la poésie populaire, sans cesse renaissant à des périodes correspondantes de la civilisation, est assurément le spectacle le plus propre à nous pénétrer de la grâce efficace qui doit ici venir en aide à la raison.

Malgré ce secours inespéré, les théories de Wolf, telles qu'elles sont exposées dans les *Prolégomènes*, dans les lettres à Heyne et dans les diverses préfaces qu'il publia en tête de ses éditions d'Homère, ont dû subir et subiront encore des modifications avant de s'établir d'une manière définitive. C'est toujours au prix de quelques concessions que les paradoxes deviennent des vérités. Les esprits penchent en général vers la conciliation ; mais quelle est la juste mesure dans laquelle on doit un jour s'accorder? C'est là ce qu'il est encore difficile de prévoir. M. C. Lachmann, qui, avant de remonter aux poëmes d'Homère, avait fait une étude approfondie de la grande épopée germanique, est de tous les esprits indépendants celui qui est resté le plus fidèle aux idées de Wolf (1); il ne se sépare de lui que pour aller plus loin. M. Lachmann ne distingue pas moins de dix-huit poëmes dans l'Iliade. M. Bœckh, bien qu'il ait levé une grave difficulté en démontrant sans réplique la fausseté des inscriptions de Fourmont, fait remonter plus loin que Wolf l'usage de l'écriture. C'est aussi le sentiment d'un juge bien compétent, de M. J. Franz, sur lequel pèse aujourd'hui toute la responsabilité du *Corpus inscriptionum græcarum*. M. Bœckh suppose que dès le IXe siècle avant notre ère les poëmes homériques purent être écrits par fragments détachés pour l'usage privé des rapsodes. Il reconnaît d'ailleurs l'origine multiple de ces poëmes, et croit rendre raison de l'inspiration commune qui respire partout, en n'admettant à cette œuvre collective que les homérides de Chio, association civile intermédiaire entre la famille et la tribu, et chargée de conserver le culte d'Homère, comme les Eumolpides celui d'Eumolpus et les Lycomides celui d'Orphée. Grammairien avant tout, c'est toujours avec un peu de peine que M. G. Hermann touche aux problèmes historiques. Il est cependant revenu plusieurs fois sur la question d'Homère (2). Après quelques variations, il semble s'être arrêté à ce sentiment qu'à une époque très-éloignée et bien longtemps avant Hésiode il exista un Homère qui composa deux poëmes de peu d'étendue, qu'à ces poëmes s'ajoutèrent des chants nouveaux dont les auteurs restèrent inconnus. Selon M. Her-

(1) Voyez deux dissertations insérées dans les Mémoires de l'académie de Berlin, réimprimées tout récemment sous ce titre : *Betrachtungen ueber Homer's Ilias*, Berlin, 1847.

(2) Voyez *de Interpolationibus Homeri*. Lipsiæ, 1832; *de Iteratis apud Homerum*. Lipsiæ, 1840, et la préface de son édition des *Hymnes* d'Homère. Lipsiæ, 1836.

mann, Homère serait le premier chanteur qui se serait élevé aux accents de la poésie épique. Jusque-là les poëtes s'étaient bornés à donner des préceptes sur la conduite de la vie. La nouveauté de cette tentative expliquerait le prestige qui s'attacha au nom d'Homère et la fidélité avec laquelle ses successeurs se bornèrent longtemps aux sujets qu'il avait choisis. La trace des idées de Wolf se retrouve chez ses adversaires aussi bien que chez ses partisans, sans même en excepter M. Grote, dont M. Mérimée a récemment exposé l'hypothèse dans cette *Revue* (1). M. Welcker, dans le livre où il évoque toute cette famille de poëtes homériques trop éclipsés peut-être par leur chef (2), fait l'écriture presque contemporaine d'Homère. Il ne voudrait en aucune façon sacrifier l'unité de l'Iliade ni celle de l'Odyssée; même il n'admet les interpolations qu'avec une grande répugnance; mais il distingue du moins les auteurs de ces deux poëmes, et, s'il tient à défendre l'œuvre d'Homère, il fait bon marché de sa personne. Homère lui apparait confusément comme une ombre à travers le mirage des temps. Reprenant une conjecture d'Ilgen, il ne voit dans ce nom (ὅμηρος de ὁμηρεύειν, arranger) qu'une appellation commune à tous les poëtes qui se sont donné la tâche de rassembler et de fondre harmonieusement les chants épars de leurs devanciers. Ainsi Homère ne représenterait que le second âge de la poésie héroïque, et les idées de Wolf devraient subir une sorte de transposition, sans pour cela cesser d'être vraies. Seul, peut-être, M. Nitzsch s'est tenu en dehors de tout accommodement; aussi a-t-il fait peu de disciples. La vie de M. Nitzsch a été remplie jusqu'ici par ses travaux sur Homère, et ses efforts n'ont eu d'autre résultat que d'obscurcir une question difficile sans doute à résoudre, mais susceptible au moins d'être nettement posée. Ses compatriotes même commencent à se lasser de la barbarie de son langage et du désordre de ses pensées. On peut aller chercher dans ses livres des arguments et des faits, mais personne n'est tenté d'en adopter les conclusions. M. Nitzsch se tient pour assuré qu'Homère a écrit l'Iliade et l'Odyssée; il ne parle de rien moins, pour expliquer l'invention des arts, que de nous ramener aux fables d'Orphée et de Linus (3).

Dès que les idées de Wolf furent examinées en France sans prévention, après le rapport lucide qu'en fit M. Dugas-Montbel dans son *Histoire des poëmes homériques*, elles furent accueillies avec la mesure naturelle à l'esprit français. M. Guigniaut et M. A. Viguier furent des premiers à leur donner une adhésion discrète. Un peu plus tard, M. Fauriel les exposa avec plus de développements à la faculté des lettres. Habitué à se retourner complaisamment vers le berceau des peuples et des littératures, M. Fauriel avait surtout formé son opinion par la comparaison de toutes les poésies populaires. Les principes de Wolf une fois posés, il en démontra la justesse par l'analyse de l'Iliade et de l'Odyssée : c'est ce que Wolf avait omis de faire. Plus récemment, dans la chaire de littérature grecque, M. Egger a repris la même tâche avec un égal succès, et peut-être s'est-il placé dans de meilleures conditions d'impartialité en n'apportant avec lui aucun parti pris, et s'en remettant à l'examen des faits qui déterminaient ses convictions en même temps que celles de ses auditeurs (4). A ces noms nous sommes en droit d'ajouter celui de M. Letronne, et peut-être celui de M. Villemain, autant que l'on en peut juger par quelques paroles soigneusement recueillies. Que n'y pouvons-nous joindre M. Sainte-Beuve (5)!

(1) Voyez le tome II de 1847, page 36.

(2) *Das epische Cyclus oder die homerischen Dichter*. Bonn, 1835.

(3) Voyez *de Historia Homeri*, Hanovre, 1837, et *Erklaerende Anmerkungen zu Homers Odysse*, 1826-1840.

(4) M. Egger a résumé ses idées sur Homère dans une brochure intitulée : *Aperçu sur les origines de la littérature grecque*, Paris, 1845.

(5) Voyez un jugement rapide sur Homère dans les *Portraits contemporains*, t. III.

Une seule protestation sérieuse s'est élevée en France dans ces derniers temps, c'est une thèse de M. E. Havet, bien spirituellement écrite et pensée. On peut regretter seulement que l'auteur ait volontairement borné son point de vue, et, en défiance des paradoxes, se soit trop encouragé dans la sévérité de sa raison. Cette sévérité est agréablement tempérée par les formes épigrammatiques de son style, mais il a des adversaires contre lesquels les traits s'émoussent ; il faut souvent se défier de l'esprit et quelquefois même du bon sens (1).

S'exerçant à la fois par les livres et par l'enseignement, l'influence de Wolf a été immense. Chez quelques-uns de ses élèves, elle est restée dominante. A leur tête est M. Bœckh, représentant un peu exclusif, comme son maître, de l'école historique. Cette influence se retrouve peut-être avec une plus juste mesure dans les travaux d'Ottfried Müller et de M. Welcker, qui, disciples à la fois de Heyne, de Winckelmann et de Wolf, ont su concilier les droits de l'histoire, de l'art et de la poésie. Dans cette association, la part de Wolf n'est pas la moins belle : il a éclairé ceux qu'il n'a pu convaincre, ceux même qui l'ont combattu ont dû s'inspirer de son esprit; ce n'est qu'en appliquant ses principes qu'on a pu contester ses résultats. Voici cependant une voix qui s'élève contre cette longue autorité. Un archéologue éminent, mais beaucoup moins réservé dans ses conjectures que ne le feraient croire ses professions de foi, M. Ross, aujourd'hui professeur à l'université de Halle, veut absolument rompre avec la tradition des cinquante dernières années. Le manifeste qu'il a publié en tête de ses *Hellenica* est un véritable appel à l'insurrection. Il enveloppe Wolf et Niebuhr dans le même anathème. Ce sont, selon lui, deux révolutionnaires, qui, ne pouvant donner carrière, dans la société où ils vivaient, à leurs instincts destructeurs, se sont rejetés sur le monde de la pensée. M. L. Ross compare sérieusement les réformes apportées dans la critique et dans l'histoire aux actes les plus violents de la révolution française. Wolf et Niebuhr ont jeté aux vents les cendres d'Homère et brisé la chaise d'ivoire de Romulus, comme en France on avait renversé le trône et violé les tombeaux de nos rois. L'auteur continue sur ce ton ; jamais on n'avait prêché la modération avec des allures plus guerrières. L'Allemagne cependant paraît peu disposée à rejeter à la voix de M. Ross ses glorieux souvenirs ; pas plus que la France, elle n'a envie d'une contre-révolution (2).

En laissant M. Nitzsch et M. Loss dans la solitude où ils se complaisent, on peut reconnaître un fonds commun à toutes les opinions que nous avons analysées : c'est le désir de concilier l'origine multiple des poëmes homériques avec l'ensemble harmonieux auquel il en coûte trop de renoncer. Plusieurs pas ont été faits dans cette voie. En reculant au delà de l'époque indiquée par Wolf l'usage de l'écriture, on a diminué l'importance du travail de Pisistrate. Plus la réunion des fragments de l'Iliade et de l'Odyssée se trouvera voisine du temps où furent composés ces poëmes, plus il sera facile de rendre compte de leur apparente unité poétique. Un fait du moins est acquis, c'est qu'il ne peut plus aujourd'hui venir à la pensée de personne de comparer l'Iliade à l'Énéide ou à tel autre poëme composé savamment d'après nos procédés littéraires. Il en est de même de toutes les questions auxquelles Wolf a touché : il a pu dépasser la vérité, mais il a toujours été sur le chemin qui y mène ; il a tracé la méthode qu'il convient d'appliquer à l'étude de l'antiquité, et en France il est moins nécessaire qu'en aucun autre pays de faire sentir la valeur d'un pareil service. On sait assez depuis Descartes quels sont les avantages d'une méthode

(1) *De Homericorum poematum origine et unitate*. Paris, 1843.

(2) Une réponse a déjà été faite à M. Ross par M. Bernhardy, l'un des disciples de Wolf qui ont le mieux gardé sa mémoire, et collègue de M. Ross à l'université de Halle, dans un discours académique sous le titre de *Epicrisis disputationis Wolfianæ*. Halæ, 1846.

légitime, alors même qu'il reste à en régler les écarts. Ce n'est pas par hasard que j'ai prononcé le nom de Descartes. Wolf a fait passer à travers l'antiquité le souffle de l'esprit moderne ; il a opéré dans l'histoire des lettres une révolution analogue à celle qui au XVIe siècle régénéra la philosophie. Il a rompu avec toutes les opinions *prises à crédit*, comme dit Montaigne, et est parti du doute pour faire appel à cette critique indépendante qui est la raison appliquée aux faits du passé. Avant Wolf on jugeait les anciens d'après quelques principes préconçus, en rapportant tout à un type imaginaire, sans se rendre compte des circonstances au milieu desquelles s'était développé le génie de l'écrivain. A l'idée conventionnelle du beau, Wolf substitua celle de la vérité ; il chercha surtout dans les écrits un tableau fidèle de la société qui les avait inspirés. Qu'il y ait eu excès dans cette tendance, cela est possible ; il ne faut pas oublier que les restes de l'antiquité sont à la fois des monuments et des modèles ; mais faire comprendre le génie antique était surtout alors le meilleur moyen de le faire aimer. On était las d'être en quête de beautés abstraites. Les esprits dégagés de toute prévention furent plus sensibles aux jouissances littéraires quand ils ne se fatiguèrent plus à les chercher. C'est là l'impression que nous cause aujourd'hui la lecture des poëmes homériques. Homère a peu perdu à être ramené aux conditions de l'humanité, à n'avoir pas fait ce qu'il était impossible de faire. Nous sommes plus sûrs ainsi qu'il est un de nous, nous nous reposons en lui avec plus de confiance. En nous révélant le vrai sens de l'œuvre dans laquelle Homère eut la meilleure part, Wolf lui a plus rendu qu'il ne lui avait enlevé. Homère, sans doute, ne se plaindrait pas d'être sacrifié de cette manière. En dépit de vaines déclamations, Wolf a ajouté quelque chose au prince des poëtes, comme Phidias au maître des dieux.

C. GALUSKY.

POËMES ÉVANGÉLIQUES.

LA TENTATION.

I

Anges dont le bonheur n'est qu'une longue enfance,
Sphères où ne croît pas l'arbre de la science,
D'ici-bas jusqu'à vous quel nuage est monté
Et trouble, au fond du ciel, votre sérénité?
Est-ce bien que la terre, objet d'inquiétudes,
Tient les astres distraits de leurs béatitudes?
Vos habitants, rêveurs comme sont les humains,
Laissent la harpe d'or languir entre leurs mains.
Et, du haut des soleils que l'azur nous dérobe,
Curieux et craintifs se penchent vers ce globe.

Tels, du sommet des tours, dans les plaines, là-bas,
Les enfants des guerriers regardent les combats,
Et, devant la mêlée à leur âge interdite,
Sentent confusément que leur destin s'agite :
Ainsi l'aspect de l'homme et ce monde orageux
Vous détournent souvent de vos célestes jeux.

Or, jamais plus émus, plus tremblants qu'à cette heure,
Vous n'avez contemplé la céleste demeure.
Tant d'étoiles jamais dans leur rayonnement,
Jamais tant de regards tombés du firmament,
Depuis les jours d'Adam et des premières larmes,
N'ont cherché notre terre avec autant d'alarmes;
Moins nombreux et moins vifs, ces feux dont l'éther luit
Scintillent dans l'azur de la plus belle nuit.

II

C'est sur un bourg obscur que ces rayons affluent;
C'est un seuil indigent que les anges saluent;
C'est Nazareth, le toit d'un humble charpentier.
Un cep de ses rameaux l'embrasse tout entier,
Et l'ombre d'un figuier soir et matin dépasse
Le mur qui du jardin enclôt l'étroit espace.
Là se parlent, assis sur le banc des aïeux,
Une femme et son fils qu'elle implore des yeux.
Recevant dans son cœur ce que le cœur adresse,
Grave et beau, le jeune homme écoute avec tendresse:

« Rien ne me sera plus quand vous aurez quitté
« L'abri de votre mère et notre obscurité.
« Mon cœur saigne déjà du sang dont vous inonde
« Le combat du désert, surtout celui du monde;
« Et la voix qui vous dit : Va, fais l'œuvre de Dieu!
« Je la sens dans mon sein comme un glaive de feu.

« Laissez-moi regretter votre enfance éphémère!
« Que la gloire du fils est pesante à la mère,
« Et combien doit trembler celle à qui Gabriel
« Annonce qu'elle engendre un envoyé du ciel!
« Le sang qu'elle lui donne est tout promis au glaive,
« Elle nourrit l'agneau pour qu'un boucher l'enlève.
« O mon fils! pardonnez la faiblesse aux adieux,
« Je vous aurais voulu moins grand et plus heureux!
« Je voudrais vous garder, toujours à cette place,
« Sous notre pauvre toit qu'éclaire votre face;
« Vous qu'attend Israël pour sauveur et pour roi,
« Je voudrais, tout entier, vous retenir en moi,
« Car vous êtes ma vie, ô mon fils; il me semble
« Qu'en ce paisible enclos nous grandîmes ensemble,
« Que toujours je vous eus m'aimant et m'écoutant,
« Et que j'ai commencé de vivre en vous portant.
« Oui, Dieu, me visitant dans mon obéissance,
« Mit la maternité si près de mon enfance,
« Qu'avant l'heure où son fruit dans mon sein eût germé,
« Avant vous, ô mon fils, je n'avais pas aimé,
« Et qu'à votre berceau j'offris, tendre et jalouse,
« Tout le cœur d'une mère et celui d'une épouse.

« Jésus! depuis qu'un ange, éveillant mon émoi,
« M'eut dit que c'était vous qui palpitiez en moi,
« En vous seul et par vous je m'attriste ou m'égaye;
« Et, dès l'heure où le fils tend les bras et bégaye,
« Enfant dans vos baisers, jeune homme en vos discours,
« Vous m'avez été bon et consolant toujours.
« Jamais d'un mot, d'un geste appelant les reproches,

« Vous n'avez affligé votre père et vos proches.
« Un jour, — mais que de joie a payé ce tourment! —
« Nous avons accusé votre enfance un moment.
« La faute était à moi, mère sans vigilance;
« Ce souvenir encor m'est comme un coup de lance!
« Pour la Pâque, à Sion, dans la foule arrêtés,
« Nous vous avions perdu dans les solennités.
« Je sais déjà, mon fils, ce que l'absence coûte!
« Trois fois en vous cherchant nous refaisions la route;
« Ce n'est qu'après trois jours de soucis bien pesants,
« Que nous vous retrouvons, vous, enfant de douze ans,
« Enseignant dans le temple et, droit sous le portique,
« Ébranlant les docteurs dans leur sagesse antique;
« Et tous vous écoutaient, étonnés et ravis.
« Je pleurais, et bientôt vous nous avez suivis.
« Or, mon cœur conservait ce qu'il venait d'entendre.
« Dès lors, auprès de nous, toujours soumis et tendre,
« Vous vivez en bon fils, Seigneur, et partagez
« L'humble abri de ce toit qu'en un ciel vous changez;
« Votre amour souriant sur nos douleurs y brille;
« Vous gagnez de vos mains le pain de la famille;
« Par vos travaux constants son sort est adouci;
« Depuis trente ans, Seigneur, nous vous gardons ainsi.
« Pour son œuvre aujourd'hui que l'Esprit vous réclame,
« Tout mon bonheur de mère échappe de mon âme;
« Car d'un monde ennemi je sens déjà les coups,
« Au calice de fiel je m'abreuve avant vous.
« Malheur aux flancs choisis pour porter un prophète!
« La volonté de Dieu cependant sera faite;
« Allez, — quoique mon sang puisse, hélas! en crier, —
« Faire l'œuvre du maître en fidèle ouvrier;
« Mais pour rendre, en partant, ma douleur moins amère,
« Mon fils et mon Seigneur, bénissez votre mère. »

L'homme que la colombe, aux yeux de Jean charmé,
Baptisait dans l'éclair du nom de bien-aimé,
Courba son front puissant que ceindront les épines,
Prit les mains de Marie entre ses mains divines,
Lui parla longuement d'un retour éternel,
Et partit revêtu du baiser maternel.

O famille! ô foyer! temple cher à Dieu même!
O filial amour! religion suprême!
Doux asservissement qui fait les hommes forts,
Paix qui prépare l'âme aux combats du dehors;
Loi dont les plus grands cœurs suivent le mieux les règles,
Humble nid où s'accroît l'envergure des aigles,
Joug aimé des plus fiers et des plus triomphants,
Qu'un regard maternel trouve toujours enfants!

III

Or, poussé par l'Esprit dans ses austères voies,
Jésus fuit ce que l'homme a de plus saintes joies,
Sa mère et ses amis, la paix de son foyer,
Ses fleurs, son banc de pierre à l'ombre du figuier,
Et les rêves d'été, les sommeils sur la mousse,
Et du toit des aïeux l'obscurité si douce;
Tous ces biens que la foule a le droit de goûter,
Mais qu'aux élus le ciel montre pour les tenter,
Ces chastes biens à qui tout prophète renonce
Pour suivre un dur sentier de cailloux et de ronce.
Au voyage sanglant le fils de l'homme est prêt,
Et, marchant au désert, traverse Nazareth
A l'heure où, saluant l'aube qui la ravive,
S'éveille la cité plus fraîche et plus active.
Les joyeux artisans, par le coq avertis,
Entonnent leurs chansons au bruit de leurs outils;
Les voisins, s'abordant de paroles amies,
S'égayent à frapper aux maisons endormies.
Sur la place, déjà, les marchands étrangers
Abreuvent les chameaux de leurs faix déchargés.
La serpe en mains, plusieurs vont voir, de l'œil du maître,
Leur vigne et leur froment qu'il faut cueillir peut-être;
D'autres, se disputant sur leurs droits indécis,
Font parler les vieillards près de la porte assis;
Deux longs flots de passants se croisent sous son arche.
Le gain ou le plaisir aiguillonne leur marche.
Or, cherchant la douleur, son but et son devoir,
Jésus ceignit ses reins et sortit sans les voir.

Le matin, colorant le gazon qu'il arrose,
Faisait tout verdoyer dans une vapeur rose.
Nul vent lourd et poudreux ne ternissait encor
Les bois tout d'émeraude et les froments tout d'or.
L'air se peuplait d'oiseaux. Fraîche, embaumée et tendre,
La campagne invitait le cœur à s'y répandre.
C'était la fenaison, et du labeur commun
Le fardeau partagé s'allégeait pour chacun.
Mille fleurs, qu'avec l'herbe abattent les faucilles,
Se nouaient en couronne au front des jeunes filles;
Les faucheurs excités redoublaient à leurs chants.
Tout transforme en plaisir le saint travail des champs,
Où l'invisible nœud des douces sympathies
Lie en gerbes, souvent, les âmes assorties.
Pour l'heure un gai repas, à l'ombre du hallier,
Rassemble des faneurs le cercle irrégulier,
Et dans leur joyeux groupe ils offrent une place
Au voyageur aimé qui leur sourit et passe;
Et c'est à chaque instant quelque tableau pareil
Où l'homme a mis sa joie, où Dieu met le soleil.

Dans un vallon plus frais que les rosiers parfument,
Sur la pente opposée au bourg où les toits fument,
Près des eaux soupirant leurs bruits doux et confus,
Un palais s'abritait sous les cèdres touffus,
Un palais écarté dont le plaisir est l'hôte,
Et dont chaque ornement est le prix d'une faute.
Éteignant ses splendeurs dans l'aurore aux flots d'or,
La fête de la nuit s'y prolongeait encor.
Les conviés cherchaient la fraîcheur hors des salles;
Baignant leurs fronts fiévreux aux brises matinales,
Des couples nonchalants errent au bord des eaux.
Accoudée au milieu des hôtes les plus beaux,
Madeleine, au balcon ouvert sur les prairies,
Sourit sans les entendre aux molles flatteries.
Belle à faire oublier l'aube qui se levait,
Les yeux vers l'horizon, sans voix, elle rêvait,
En proie au vague ennui que sa pâleur atteste.
Précipitant le pas devant ce seuil funeste,
Le plus beau des humains, mais aussi le plus pur,
Marchait. Or, bien souvent de l'artisan obscur
L'image avait troublé les nuits de Madeleine;
Elle en gardait au cœur une secrète peine.
A le voir là, si près, ce passant adoré,
Elle a frémi dans l'âme, et peut-être espéré,
Et, couvrant de gaîté le frisson qui l'agite,
Elle ose le nommer de son nom, et l'invite
Aux plaisirs de sa fête, avec un regard tel,
Qu'un roi de sa couronne eut payé cet appel.
Alors l'Adam nouveau qui consentit à naître
Pour être aussi tenté, mais comme un dieu peut l'être,
Lance un regard sévère où pourtant est caché
Le pardon du pécheur sous l'horreur du péché;
Et, dans le cœur déchu que cet instant relève,
Le douloureux reproche est entré comme un glaive.
Le palais des plaisirs fut fermé dès ce jour,
Des austères devoirs il devint le séjour;
Un baptême de pleurs en lava les souillures;
Le pauvre toucha l'or des coupables parures,
Et, dans un souvenir plongée avec ferveur,
La pécheresse eut foi la première au Sauveur.

Or, longeant à grands pas la moisson déjà blonde,
Jésus suit le chemin qui l'éloigne du monde.
Derrière la montagne aux sinueux contours
Disparaissent déjà Nazareth et ses tours;
Les bornes sur le sol déjà sont plus distantes;
Plus rares, les maisons déjà font place aux tentes.
C'est, au lieu des faneurs, la tribu des bergers.
Plus de grasse vallée et de flancs ombragés;
Dans les maigres sillons déjà percent les roches:
Tout de la terre inculte annonce les approches.
Un dernier champ d'épis côtoyant le sentier,

Autour de quelques ceps un buisson d'églantier,
L'herbe autour d'un vieux puits plus épaisse et plus verte,
Près d'une humble maison de platanes couverte
Quelques fleurs, un verger orné d'arbres choisis,
Font, au bord du désert, une extrême oasis.
Tout est propre et charmant dans cet étroit domaine;
Les chars plus élégants que le bouvier ramène,
Les arbres mieux taillés, la blancheur du bétail,
Tout montre en ce logis la joie et le travail.

Dès qu'en son vert enclos parut la blanche ferme,
Le pèlerin distrait marcha d'un pied moins ferme,
Son bâton sur le roc sonna moins rudement,
Son front de plis rêveurs se rida vaguement.
Ses regards hésitants cherchaient cette demeure;
Il semblait ne souffrir qu'à partir de cette heure
Cet intime combat dont le ciel est l'enjeu,
Et que soutient en lui l'homme appuyé du dieu.
Il a connu ce toit où tant de paix se cache,
Un lien hospitalier dès longtemps l'y rattache;
Au retour du désert à ce foyer admis,
Il y trouvait toujours des visages amis,
Car il allait souvent, comme tous les prophètes,
De la nature au loin goûter les saintes fêtes.
C'est là que par son père il était visité,
Là qu'il se souvenait de sa divinité;
Puis, quand il descendait pour rentrer chez les hommes
Et se sentir encore être ce que nous sommes,
C'était à ce foyer qu'il se disait comment
Le bonheur peut nous luire ici-bas un moment.

Dans l'heureux champ, qui semble aimer aussi ses maîtres,
Un vieillard vénéré vit comme ses ancêtres;
Sa fille, dernier fruit dont le ciel l'a béni,
Fait la joie et l'orgueil de son toit rajeuni,
L'orne de sa beauté, par sa douce prudence
Maintient dans la maison et l'ordre et l'abondance.
Que de soirs elle avait, plus belle en sa rougeur,
Accueilli sur le seuil le divin voyageur;
Sur le cèdre, pour lui, placé la blanche nappe,
Et le miel en rayons d'où le parfum s'échappe,
Et la figue, et l'olive, et le vin écumant,
Et les gâteaux pétris de lait et de froment!
Là, tandis qu'épuisant la rustique largesse,
Le vieillard et son hôte échangent leur sagesse,
Active à les servir et rêveuse pourtant,
La vierge, à leurs côtés, s'empresse en écoutant;
Quand le grave discours prolonge la veillée,
Sous le charme qui tient son âme émerveillée,
Le fuseau n'est pas moins agile entre ses doigts;
Un mot, discrètement, vient révéler parfois
Sa raison, sa candeur; puis le chant d'un cantique

Marque de doux repos à l'entretien mystique.
Tel, en nos bois, l'oiseau, qui l'aime et le comprend,
Interrompt le discours du chêne et du torrent.
Puis, aux soucis du jour versant les vrais dictames,
La prière du soir unit en Dieu leurs âmes!
Quelle paix, quelle joie offre cette maison
Au cœur dont son enclos ferait tout l'horizon,
Au mortel investi d'un humble ministère
A qui restent permis les amours de la terre;
Qui, n'ayant à porter que sa part de douleur,
Ignore encor le poids de l'Esprit du Seigneur!
Heureux l'homme inconnu, sans mission jalouse,
Qui prendrait sous ce toit sa sœur et son épouse,
Et, dotant ce vieillard de rejetons nombreux,
D'un sort pareil au sien se flatterait pour eux!
Mais Dieu donne au prophète une loi plus sévère,
Et lui défend les fleurs qui bordent son calvaire.
Quand l'homme avec sa croix porte les croix d'autrui,
Ce qui fait nos vertus est un piége pour lui.
L'amour, qui purifie et soutient nos cœurs frêles,
Souille un cœur de lévite et fait tomber ses ailes.

Or, Jésus approchait, à tous les yeux caché
Par le buisson en fleurs sur le chemin penché;
Au travers il peut voir la cour hospitalière
Où parle en ce moment une voix familière.
Près du char des faneurs ployant sous l'heureux faix,
Le vieillard déliait ses taureaux satisfaits;
Et devant lui sa fille, ignorant qu'à cette heure
Le bonheur qu'elle rêve échappe à leur demeure,
S'offrait en souriant au baiser du matin.
Le platane ombrageait leur rustique festin.
Ah! si l'hôte adoré se détourne et se montre,
Comme ces cœurs joyeux iront à sa rencontre!
Comme ce mot : Toujours! dit par lui sur le seuil,
Du bonheur des élus payera leur accueil!
Il le sait, et près d'eux il sent bien en lui-même
Qu'on peut se faire un ciel de la terre où l'on aime.
Plus loin c'est un combat librement entrepris :
Ici c'est le repos entre des bras chéris.
Un cœur est là qui s'ouvre, et, penché vers sa lèvre,
Demande à lui verser le flot dont il se sèvre,
Un lis qui lui gardait sa rosée et son miel;
Ailleurs c'est le calice et l'éponge de fiel!

Ah! va-t-il s'arrêter pour respirer cette âme?
Va-t-il se souvenir qu'il est né d'une femme?
L'arbre qui sur le monde un jour doit dominer,
Dans cet étroit jardin va-t-il s'enraciner?
Et, n'offrant son appui qu'à cette jeune vigne,
Le chêne est-il perdu pour un fardeau plus digne?

Si c'est le cœur humain qui dans vous a battu,
Si c'est bien notre chair qui vous a revêtu,
Et si tout fils d'Adam, né du même lignage,
O maître! a droit de voir en vous sa propre image,
Ce n'est ni le désert, ni la tour de Sion,
Qui vous ont vu trembler dans la tentation,
Ni le bois d'oliviers qui, le jour du supplice,
Vous a vu repousser le plus amer calice.

Il passa : la prière abrégea le combat,
Et les anges ont dit qu'une larme tomba;
Larme attestant l'effort, mais que Jésus avoue;
L'urne des séraphins la reçut de sa joue,
Et des pauvres humains par un amour brisés
Les cœurs faibles et doux y seront baptisés.

Or, il marchait, rempli de cette ardeur plus prompte
Que puise dans la lutte une âme qui se dompte,
Prêt à tous les périls que Dieu dans ses desseins
Suscite à chaque pas sur la route des saints.

IV

Il atteignait déjà cette âpre solitude
Que l'âme des plus forts trouve souvent trop rude;
Ce royaume du vide où l'air même tarit,
Où l'homme ne vit pas si Dieu ne l'y nourrit.
Il s'offrait aux périls de ces luttes secrètes
Que cachent le désert et les longues retraites.
Seul avec l'Esprit saint, il vécut dans ces lieux
Pleins d'étranges terreurs, d'ennemis merveilleux,
Dont la nature aux yeux de l'homme qu'elle entraîne
S'entoure pour le vaincre et rester souveraine.

Durant quarante jours, sur les sommets ardus
Qu'interdit le vertige aux voyants éperdus,
Il habita, jeûnant de toute nourriture
Par l'homme préparée ou prise à la nature,
Sevrant surtout son âme, attentif à bannir
Tout terrestre aliment et jusqu'au souvenir;
Faisant place au Seigneur, rendant son cœur semblable
A la virginité de la neige et du sable;
Et, pour garder au Verbe un vase sans levain,
N'admettant rien en soi si ce n'est le divin.

Les oasis, tendant sous ses pas leurs embûches,
Étalaient devant lui leurs sources et leurs ruches,
Trésors plus séduisants, car ils sont plus cachés
Par des vagues de sable ou des murs de rochers.
Le gazon, près des puits, semé de fleurs sans nombre,
Formait pour la mollesse un lit tout baigné d'ombre;

Mille arbres y versaient leur fraîcheur et leurs fruits.
L'air au sein des rameaux éveillait ces doux bruits,
Ces souffles qui, passant sur des âmes lassées,
En rêves fugitifs effeuillent les pensées,
Et, comme une poussière, en leur vol énervant,
Emportent nos vouloirs dissipés à tout vent.
Pour l'enivrer de loin et l'avoir par surprise,
Les jardins lui jetaient leurs senteurs dans la brise,
Afin qu'à son insu le charme amollissant
Avec l'air aspiré pénétrât dans son sang.
Sur un fond sablé d'or, l'eau qui brille et fascine
Creusait là, pour le bain, une fraîche piscine,
Dans l'herbe et dans les fleurs s'encadrait en miroir;
Onde flatteuse où l'homme a plaisir de se voir,
Et qui tient, l'entourant d'azur et de nuage,
Le rêveur jusqu'au soir penché sur son image.
Sur les branches bercés entre les pommes d'or,
Les oiseaux l'invitaient à cueillir ce trésor.
De leur plus frais carmin les rosiers voulaient luire;
Les lis s'étaient parés afin de le séduire,
Et d'avoir pour eux seuls les regards de ses yeux
Distraits des fleurs de l'âme et détournés des cieux.

Ainsi, pour l'arracher à sa vision pure
Et pour ôter son cœur aux hommes, la nature,
Les arbres, les fruits d'or, les brises qui chantaient,
Les sources, les oiseaux et les fleurs le tentaient.

Ailleurs, n'espérant plus le vaincre par ses charmes,
Contre lui la nature essayait d'autres armes,
Aux yeux du solitaire active à s'entourer
Des sauvages grandeurs qui la font adorer,
Et tiennent sous son joug, enchaînés par la crainte,
Ceux dont l'âme secoue une plus molle étreinte.

Les cratères éteints se rouvraient tout à coup;
Des reptiles fangeux sifflaient, dressant le cou;
De livides éclairs et des oiseaux funèbres
Sur le front de Jésus glissaient dans les ténèbres;
Furieux de subir un étrange ascendant,
Les tigres contre lui s'élançaient cependant.
Les rochers, les débris des cèdres centenaires
Croulaient sur son chemin lancés par les tonnerres;
L'orage, enfin, tâchait, en ébranlant son corps,
D'occuper sa grande âme aux choses du dehors.

Mais lui s'arme en priant d'une force paisible,
Il tient son cœur tourné vers le père invisible,
Et, l'homme intérieur dominant ce concert,
L'Esprit parle en son sein plus haut que le désert;
Nuit et jour il entend sa parole profonde,
Nuit et jour il répond, n'écoutant rien du monde,

Sans ouïr les serpents pas plus que les oiseaux
Ou l'invitation des arbres et des eaux.
Sa pensée est ailleurs, et, perçant tous les voiles,
Monte sans s'arrêter même autour des étoiles,
Et parcourt sans effroi ces lieux éblouissants
Où l'homme n'entrera que dépouillé des sens.
Ainsi, pour voir le Dieu fermant les yeux au temple,
Père, c'est bien vous seul qu'il cherche et qu'il contemple,
A genoux sur le sable aux brûlantes lueurs,
Sur les gazons baignés de sang et de sueurs.
C'est là qu'abolissant toute humaine doctrine,
Tout aiguillon charnel brisé dans sa poitrine,
Mieux qu'entre les docteurs de Thèbe ou de Sion,
De la lumière vraie il eut la vision,
Et connut, sans terreur ni mouvement superbe,
Qu'en toute plénitude il possédait le Verbe.

Divine région qui confine le ciel,
Solitude où grandit l'homme immatériel,
Il est bon de chercher sur ta lointaine grève
Ce sol vierge de pas où croît la fleur du rêve;
Où, comme deux époux que nul n'y vient troubler,
Notre âme et le Seigneur aiment à se parler!
Il est bon pour le cœur, quand la chair le gouverne,
De vêtir le cilice au fond de la caverne,
Aux impurs souvenirs d'y creuser des tombeaux,
Et de manger le pain qu'apportent les corbeaux.
Cependant, ô désert de Moïse et d'Élie,
Où sous l'ardent charbon la langue se délie,
Cime où circule un air enivrant et subtil,
Même pour les élus tu n'es pas sans péril!
Nul homme impunément, sur tes rocs téméraires,
N'aborde une hauteur inconnue à ses frères,
Et ne se croit, un jour, dans la splendeur du lieu,
Plus distant des mortels qu'il n'est distant de Dieu.
Le plus rude ennemi pour le cœur d'un apôtre,
Ce n'est pas le plaisir qui triomphe du nôtre;
Jusqu'aux neiges sans fin plus d'un sage est monté,
Qui tombera du haut de son austérité.
C'est quand les sens vaincus meurent de leur défaite
Que Satan, plus hardi, visite le prophète,
Et parfois, du ciel même envahissant le seuil,
Creuse entre l'âme et Dieu l'abîme de l'orgueil.

V

Qui n'entrevit Satan? mais qui peut le décrire?
Quel homme, ayant vécu, n'entendit pas son rire?
Ce rire de l'abîme à l'heure où nous tombons,
Nous l'avons connu tous, hélas! même les bons.
Pourtant, lorsqu'il médite une attaque nouvelle,

Nul ne devine plus en lui l'ange rebelle,
Tant il sait sous le fard, sous l'éclat déployé,
Effacer les sillons de son front foudroyé;
Tant son or emprunté luit sur ses ailes sombres;
Tant il s'orne à propos de lumières ou d'ombres!
A voir ses yeux d'azur, ses cheveux blonds et fins,
Qui ne l'a pris souvent pour un des séraphins?
Dans les lieux les plus purs il nous cache ses piéges,
Ses feux infects couvés sous les plus blanches neiges.
Nul ne peut dénombrer les formes qu'il revêt.
L'innocence en dormant l'entend sur son chevet.
Il surgit de la lampe et des piliers du temple,
De l'austère cellule où le sage contemple.
Il se sert contre nous de nos meilleurs penchants;
Il force à nous tenter même les fleurs des champs,
La colombe, le lis, créatures fidèles,
Et dont rien n'a terni le calice et les ailes.
Mais le cœur est son lieu, c'est là qu'il vit toujours;
Vaincu même, il s'y cache en de secrets détours;
Il sait le faible endroit de l'âme la plus forte;
Dans toute région l'homme avec soi l'emporte.
Dans la nature même, elle que Dieu conduit,
Le noir esprit du mal sur nos pas s'introduit.
Il suit la liberté si loin qu'elle pénètre,
Avec elle il sortit des mystères de l'être;
Il est né de ce jour où, créant le désir,
Dieu fit don à l'esprit du pouvoir de choisir.
Et le rusé démon, dans ses métamorphoses,
Dispose en souverain de la forme des choses.
Contre l'être inconnu qui met le doute en lui
D'horreur ou de beauté s'arme-t-il aujourd'hui?
Quel sphinx ou quel serpent, quel ange au front mystique,
Cache à l'Adam nouveau le séducteur antique?
Et qui le peindra tel qu'aidé de tout son art,
Il osa de Jésus affronter le regard?
Il vient par le désert qu'il a rendu complice,
Il roule sur le roc ou sur les fleurs il glisse;
Il arrive sans bruit et de chaque horizon,
Et forme autour du cœur une étroite prison.
Mais Jésus s'est muni du jeûne et du silence,
Et l'esprit garde en lui toute sa vigilance.
Il avait vu de loin poindre cet ennemi
Qui nous cherche dans l'ombre et prend l'homme endormi;
Et, pour la lutte armé d'une ardente prière,
Il veillait et pleurait, à genoux sur la pierre.

« Mon père, disait-il, ma force est toute en vous;
« Vous seul accomplissez l'œuvre que je résous;
« Malgré ce nom de fils, dont votre amour me nomme,
« Je suis faible et craintif du jour où je suis homme,
« Et si votre vertu m'abandonne aujourd'hui,
« En moi le sang d'Adam faillira comme en lui;

« Car tout nous vient de vous, de votre sein auguste,
« La lumière de l'astre et la candeur du juste;
« Et tout s'éclipserait, l'âme et le firmament,
« Si le flot créateur tarissait un moment.
« Ce qui n'est pas de vous dans l'âme et la nature
« N'est que mal ou néant et menteuse figure.
« Tous les cœurs séparés de vous et qui croîront
« Trouver en eux leur vie et leur vertu mourront;
« Ils sont pareils au fleuve orgueilleux de sa course
« Qui refuserait l'eau jaillissant de la source.
« L'humilité reçoit, à genoux sur le seuil,
« Ce flot vivifiant rejeté par l'orgueil.
« Sur l'homme humble et contrit vos présents se répandent,
« Car vous ne vous donnez qu'à ceux qui vous demandent.
« Il suffit, en pleurant, de dire un de vos noms,
« Et tout ce qui nous manque alors nous l'obtenons.
« Autour de nous rôdant l'esprit de mort épie
« L'heure où vous délaissez la maison de l'impie.
« Telle, au soir, sur un mont d'abord clair et vermeil,
« L'ombre envahit le flanc quitté par le soleil;
« Ainsi le morne enfer occupe chaque place
« Des cœurs dont à pas lents se retire la grâce.
« Versez-moi donc à flots ce rayon bienfaisant,
« O mon père, et dans moi soyez toujours présent.
« Je suis prêt au combat, Seigneur, et vous supplie;
« L'homme a fait ce qu'il peut, il pleure et s'humilie;
« C'est à vous d'enchaîner le tentateur fatal :
« O vous, souverain bien, délivrez-nous du mal ! »

Or, l'Esprit saint, à qui l'humilité commande,
A qui toute prière ouvre l'âme plus grande,
Vient dans le fils de l'homme emplir, dès ce moment,
La place faite à Dieu par le renoncement.
Mais, observant de loin que Jésus se prosterne,
Déjà l'Esprit d'orgueil goûte un triomphe interne;
En son aveuglement, Satan s'est écrié :
« S'il était plus qu'un homme, il n'aurait pas prié ! »
Et, préparant son dard, l'infernale couleuvre
Dont le venin jadis du Maître a souillé l'œuvre,
Voyant ce corps maigri par le jeûne et défait,
Des besoins de la chair tenta d'abord l'effet;
Car le premier conseil du prince de l'abîme
Prend avec art la voix d'un désir légitime.

« Es-tu le fils de Dieu ? commande, et dans tes mains
« Ces pierres, lui dit-il, vont devenir des pains. »

Et Jésus répliqua : « L'homme, a dit le saint livre,
« Ne vit pas seulement de pain, mais il doit vivre
« De tout verbe qui sort de la bouche de Dieu. »

Alors Satan le prend et le porte au milieu
De la sainte cité, sur le faîte du temple;

Et, citant l'Écriture à son tour en exemple :
« Es-tu le fils de Dieu, ce Christ que l'on attend ?
« Tu peux nous le prouver en te précipitant;
« Car il est dit que Dieu, qui d'en haut te regarde,
« Aux anges a prescrit de t'avoir sous leur garde,
« Et qu'ils empêcheront, te portant dans leurs mains,
« Que ton pied ne se heurte aux pierres des chemins. »

Satan voulait sonder, en sa vieille imposture,
L'âme du solitaire et sa double nature.
A défaut de l'orgueil, il cherche incessamment
A souffler aux élus l'esprit d'abattement;
Il les pousse à douter, à se trouver indignes
Et, pour se rassurer, à demander des signes.
Or, le saint doit trembler, et Dieu n'a pas voulu
Dès ce monde annoncer la victoire à l'élu.
Dieu commande l'espoir; mais il maintient l'obstacle
Et craint l'oisiveté qui peut suivre un miracle.

Jésus repartit donc : « Il est encore écrit :
« Tu ne tenteras point ton Dieu. »

Le noir esprit
L'emporta de nouveau sur un mont solitaire
Et, d'en haut, lui montra les choses de la terre,
Les royaumes du monde et toutes leurs splendeurs,
Tout ce que l'homme enfin poursuit de ses ardeurs.
Et Satan lui disait : « Vaut-il mieux, examine,
« Être celui qui sert ou celui qui domine?
« Vois ce qu'on fait, là-bas, de tout lâche rêveur
« Qui se dévoue au nom de saint et de sauveur.
« Choisis, ou de régner, ou de souffrir chez l'homme.
« Promène tes regards de Babylone à Rome;
« Vois dans la pourpre et l'or et dans les voluptés
« Trôner sur les mortels les princes des cités;
« Les peuples à genoux adorent leurs fantômes;
« Les tours de leurs maisons des dieux cachent les dômes;
« Leurs gloires sont à moi; trônes, trésors, palais,
« Je les donne à tous ceux en qui je me complais.
« Je te les donne à toi, pouvoir, titres sonores,
« Si, t'étant prosterné devant moi, tu m'adores. »

Paisible et patient, comme il convient aux forts,
Jésus au tentateur répondait jusqu'alors;
Mais à voir le démon revendiquer un culte,
Plein du zèle de Dieu vers qui monte l'insulte :
« Retire-toi, Satan, dit-il, retire-toi!
« N'adorer, ne servir que Dieu, telle est la loi! »

Or, Satan le quitta sans l'avoir pu connaître.
« D'où vient, se disait-il, cet humble et puissant être?
« De la terre ou du ciel? Homme, il serait tenté;
« Ange, il eût devant moi montré plus de fierté. »

Car Satan lit au fond des âmes qu'il abuse;
C'est à juger les cœurs qu'il met d'abord sa ruse;
Habile à préparer à chacun son écueil,
Dans l'homme il comprend tout... hors l'absence d'orgueil.

VI

Esprits immaculés d'amour et de lumière!
Astres vêtus encor de la candeur première!
Séraphins dans l'extase à jamais absorbés,
Vous qui ne luttez pas et n'êtes pas tombés!
Habitants de l'azur et des blanches étoiles!
Anges supérieurs qui, voyant Dieu sans voiles,
N'en pouvez éloigner vos cœurs un seul moment,
L'homme est plus grand que vous, il est libre en aimant!
Il peut, même au Seigneur, refuser ce qu'il donne;
Il travaille lui-même à sa propre couronne;
Il achète le ciel qui ne vous coûte rien,
Et, capable du mal, il accomplit le bien.
Des périls du combat c'est lui qui vous dispense.
Pour qui ne sait qu'aimer, l'homme veut, souffre et pense;
Son front reçut pour tous, en sa noble pâleur,
Avec la liberté le bandeau de douleur.

Oui, de ton œuvre, ô Dieu! la douleur est proscrite;
Notre globe est le seul qui souffre et qui mérite,
Car toi tu ne veux pas, père tendre et clément,
Que même un vermisseau souffre inutilement.
Du sel de la douleur ta main fut économe,
Et tu l'as concentré sur le séjour de l'homme.
Ah! quand nous y portons notre croix à genoux,
C'est trop, Seigneur, c'est trop, si ce n'est que pour nous!
Mais tous sont rachetés par nos larmes fécondes;
Oh! l'homme en verse assez pour payer tous les mondes!

Tous les anges aussi, par instants soucieux,
Sur l'astre des douleurs jettent d'en haut les yeux;
Le trône de Dieu même et ses vivantes flammes
Ne leur font oublier ce calvaire des âmes.
Oui, chaque être avec nous se relève ou s'abat;
Le prix dépend pour tous de celui qui combat.

Mais du démon vaincu répandant la nouvelle,
Des messagers divins l'hosanna la révèle.
Le peuple des esprits, tous les purs habitants
De ces soleils où règne un éternel printemps;
Le radieux essaim des oiseaux de l'aurore
Qui ne peut plus tomber, mais peut monter encore;
Tous ceux dont notre chute attristait le bonheur;
Les séraphins vivant de l'amour du Seigneur,
Et ceux que voit le ciel, en un moins doux partage,

Aimer moins ardemment et savoir davantage;
Et tous les fils d'Adam qui vers ce jour si beau
Aspiraient, enchaînés dans la nuit du tombeau,
Et qui, lutteurs aussi, vont, couronnés de nimbes,
Après ce grand combat sortir brillants des limbes;
Tout être enfin sentant, quoique faible et puni,
Qu'un invincible espoir lui promet l'infini;
Tout coin de l'univers que la pensée habite,
Où le désir de vie en un germe palpite,
Tout connut ce triomphe,... excepté les humains,
Car le glaive toujours doit veiller dans leurs mains!
Du repos énervant que pour l'âme il redoute,
Dieu veut nous préserver par la crainte et le doute,
Et, de peur de l'orgueil, il ne nous fait savoir
Qu'assez de nos grandeurs pour engendrer l'espoir.

Or, tous ceux des esprits qu'en leurs sphères lointaines
Le poids d'un corps trop lourd ne tient pas dans les chaînes,
Et qui, pour s'élancer dans les champs infinis,
Comme de grands oiseaux peuvent quitter leurs nids;
Tous ceux dont les destins sont attachés aux nôtres,
Et pour qui notre globe est le centre des autres,
Partis de leurs soleils, rapides messagers,
Remplissaient l'air, pareils à des flocons légers.
Ils volaient vers la terre, innombrable cortége;
Ils teignaient les sommets d'une blancheur de neige,
Et, passant tour à tour, adoraient à genoux
Celui qui triompha pour eux comme pour nous.

VII

Les anges le servaient comme ils servait son père,
Moins timides pourtant et tels qu'auprès d'un frère;
Tels qu'auprès d'eux jadis ces divins voyageurs
Ont vu, l'urne à la main, accourir les pasteurs.

Autour du fils aîné rentré de la bataille,
Tel s'empresse, admirant son armure et sa taille,
L'essaim joyeux et fier des plus jeunes enfants,
Prenant son bouclier dans leurs bras triomphants,
Lui présentant le pain, et vers la table, en groupe,
Portant la lourde amphore et remplissant la coupe.

Chacun d'eux, à l'envi, pour apaiser sa faim,
S'employait de son mieux, archange ou séraphin,
Et remplaçait le pain qu'en sa ruse grossière
L'esprit d'orgueil prétend susciter de la pierre.
Chacun lui préparait des aliments divers;
Les célestes greniers pour eux étaient ouverts;
Chaque ange, parcourant la sphère qu'il cultive,
Moissonnait pour Jésus d'une main attentive,

Choisissant les épis et les fruits les plus beaux,
La manne et la rosée et les plus fraîches eaux,
Et du cœur des palmiers la moelle nourrissante,
Et la séve de tout sous leurs doigts jaillissante.
Ils s'envolaient ainsi, des mondes étrangers,
En un rapide essor, dépeuplant les vergers,
Et, pour former un miel de toutes leurs merveilles,
Allaient et revenaient ainsi que des abeilles.
Mais un plus doux tribut par eux était offert
Au lutteur fatigué des combats du désert;
A ses yeux consolés par de riants prodiges
Ils venaient de Satan effacer les vestiges,
Et les noirs souvenirs que, même à son vainqueur,
Le sombre esprit du mal laisse toujours au cœur.
Ils montraient à Jésus en leur divin langage,
Où l'action vivante unit au son l'image,
Tout le bien qu'opérait sur terre en ce moment
Chaque juste avec lui concourant librement.
Des secrètes vertus lui déroulant le drame,
Ils faisaient devant lui passer toute belle âme.

Ce qu'il verrait lui-même en son propre horizon
S'il n'eût d'un corps humain accepté la prison,
A cette heure il le vit dans les discours des anges,
Et sa chair frissonna de ces clartés étranges.
Il voyait, des soleils harmonisant l'essor,
Se croiser dans l'azur leurs milles rênes d'or,
Et courir par les airs les germes impalpables
Des mondes à venir plus nombreux que les sables;
Et l'immense nature en son ordre éternel
Suivre un chemin tracé par le doigt paternel;
Et l'ordre plus parfait qu'établit en soi-même
L'âme qui suit sa loi librement et qui l'aime;
Tout ce qu'en naissant homme il renonçait à voir,
Tout ce qu'il sauvera de l'infernal pouvoir.

Dans l'âme humaine ainsi quand tout orgueil s'abdique,
Dieu lui prête souvent un regard fatidique,
Et fait voir de son ciel les vives profondeurs
A qui ferme les yeux aux mortelles splendeurs.
Tel, ayant écarté l'orgueilleuse vipère,
Jésus rentre un moment dans le sein de son père,
Et, le verbe dans l'homme étant seul écouté,
Reprend possession de son éternité.
Il habite d'avance en la cité qu'il fonde
Et dans les temps meilleurs qu'il vient donner au monde.
Au lieu de ces palais de pierre et de limon
Et des trésors impurs offerts par le démon,
Dieu fait part, en son sein, du céleste royaume
Au fils du charpentier né sous un toit de chaume.

Oui, Seigneur, au milieu de leurs tentations
Vous donnez à vos fils de telles visions,

Montrant à l'ouvrier la splendide muraille
De la sainte cité pour laquelle il travaille.
Car le présent est rude, et, pour nous soutenir,
Ce n'est pas trop, Seigneur, de voir dans l'avenir.

Tout donc lui fut montré dans cette courte extase;
Mais lui-même à sa lèvre arrachant le doux vase
Et quittant le festin par les anges servi,
Il reprit le sentier précédemment suivi,
L'âpre et l'étroit sentier qui bientôt le ramène
Aux labeurs acceptés de l'existence humaine.
Il rentre sous le toit de l'artisan obscur,
Il reprend les outils qui tapissent le mur,
Et rompt le pain grossier qui l'attend sur la table
Entre le plat d'argile et la coupe d'érable.

VIII

Nul ne veut de ton joug que le Christ a porté
Et chacun te blasphème, ô sainte pauvreté!
Le sage même, épris des luttes qu'il surmonte,
T'appelle une douleur et le riche une honte;
Eh bien! moi, je te nomme un vrai présent du ciel!
Non! la haine en ton sein ne cuve pas son fiel.
O mère des grands cœurs, nourrice aux flancs robustes,
Dieu te donne à former les voyants et les justes,
Et tu leur fais goûter, dans l'ombre où tu te plais,
Ces fortes voluptés qui n'énervent jamais.

Salut, rustiques murs qu'on revoit avec larmes,
Où pendent des aïeux les outils et les armes!
Pain noir que la fatigue a rendu savoureux,
Et que les fils gaîment se partagent entre eux!
Compagne du travail jusqu'à l'aube prochaine,
Lampe de fer veillant sur la table de chêne!
Simple vase de terre où reste frais longtemps
Le rameau de lilas, premier don du printemps!
Livres jaunis rangés en ordre sur la planche!
Antique cheminée où le soir on s'épanche,
Place où le fils rassure, en lui prenant la main,
La mère, hélas! qui songe au pain du lendemain!
Ah! souvent quels festins apportés par les anges!
Entre l'homme et le ciel, quels radieux échanges!
Quel royaume inconnu des princes et des rois
L'esprit d'en haut nous fait entre ces murs étroits!

Humble renoncement fertile en pures joies,
Nul n'arrive au repos qu'en marchant sur tes voies;
Par toi seul le désir, conservant tout son feu,
Vole à travers ce monde et va droit jusqu'à Dieu.
Ta main seule du cœur tend la plus noble fibre;

Qui refuse ton joug ne veut pas être libre,
Et nul n'aime son frère en toute charité,
S'il ne te chérit pas, divine pauvreté!

Heureux qui te choisit pour maîtresse et pour guide!
Tu réserves son cœur au seul trésor solide.
Le riche, en ses ennuis languissamment couché,
N'est qu'un pâle captif à son or attaché.
Mais l'âme de tes fils, plus ardente et plus tendre,
Sur les ailes de tout est prompte à se répandre;
Elle s'en va flotter sur les soleils levants,
Sous les chênes sacrés fait ses palais vivants,
Et, s'enivrant d'air pur et de fleurs sans culture,
A pour luxe éternel l'amour de la nature.

Dieu te donne aux chanteurs pour ange gardien;
Tu tailles dans le houx leur rustique soutien;
Sous ta cape de laine ils vont de ville en ville;
Par toi leur lyre est d'or si leur coupe est d'argile.
Bienheureux entre tous ces aveugles divins
Qui mangent ton pain noir sur le bord des ravins!
Le monde, après mille ans, et sans que rien l'en sèvre,
S'abreuve encor du miel échappé de leur lèvre.
Qui ne voudrait t'aimer et te suivre à ce prix?
Ne t'éloigne donc plus; à ceux que tu chéris
N'épargne pas la faim, les maux de toute sorte,
Ange, mais au désert où l'Esprit les emporte,
Devant le vrai royaume entr'ouvert à leurs yeux,
Fais-leur goûter parfois le pain venu des cieux.
Montre-leur un moment le laurier que Dieu donne;
Mets en eux le mépris de toute autre couronne,
Pour qu'au fort des douleurs du jeûne et de l'oubli,
Quand le démon viendra, jugeant l'homme affaibli,
Les tenter à l'écart avec un pain immonde
Et leur offrir la pourpre et les trônes du monde,
L'esprit du Maître en eux se relève à l'instant,
Et qu'ils disent aussi : Retire-toi, Satan!

VICTOR DE LAPRADE.

POËTES

ET ROMANCIERS MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

CHARLES DICKENS.

Dombey-and-Son.—Londres, 1847-1848.

Dans un pays qui possède aujourd'hui d'Israëli et Bulwer, et qui hier encore possédait Scott, il est triste de s'avouer que la popularité de Dickens est le grand fait littéraire. Et pourtant, quelles que soient vos opinions ou vos sympathies, vous ne sauriez échapper à cette conviction : en un temps où le mouvement social se fait sentir de bas en haut, où en politique les institutions les mieux défendues cèdent à la pression des masses, où en un mot la popularité c'est tout, Dickens a su se rendre essentiellement populaire. Qu'on ne le prenne pas en mauvaise part, nous n'entendons pas une de ces renommées impures qui s'élèvent en dieux lares des cabarets de carrefour : nous disons de l'auteur de *Pickwick* qu'il est populaire dans le sens où nous le dirions de quiconque sait remuer et entraîner les masses, de Richard Cobden, par exemple; Dickens est démocratiquement, puissamment populaire. Il n'y a pas pléonasme : on peut plaire au peuple sans le flatter. Scott, l'esprit le plus impitoyable d'aristocratie, le prouva bien. Nous avouons, pour notre part, n'avoir qu'un faible penchant pour ces natures inélégantes chez qui la force supplée à tout; mais songer à nier leur action, cela ne se peut.

Ce qui prouverait au besoin l'impression profonde faite par Dickens en Angleterre, c'est l'égale exagération où tombent, à son égard, ses détracteurs et ses amis. Pour les uns, Shakspeare a trouvé un digne continuateur chez l'auteur de *Chuzzlewitt*, tandis que les autres ne veulent voir en lui qu'un metteur en œuvre, plus ou moins

habile, du *Newgate Calendar*. Dickens ne mérite, il faut bien le dire, « ni cet excès d'honneur ni cette indignité. » Au premier abord, on en veut à Dickens de tout ce qu'il a déjà écrit, mais plus tard on lui en veut surtout de ce qu'il n'a point écrit encore. Au lieu de dire : « C'eût été si facile de ne point faire cela, » on dit : « Il lui eût été si aisé de faire mieux, » et des deux rôles qui s'offraient à lui dans la littérature anglaise, on s'étonne de le voir si longtemps s'attacher au moins digne pour ne faire mine d'aborder l'autre que si tard.

Il existe en Angleterre un genre d'écrits il y a peu d'années encore inconnu aux autres peuples, et dont le bon goût français, s'il fût resté fidèle à ses vieilles traditions, aurait sans aucun doute garanti le reste de l'Europe. La fâcheuse notoriété d'un livre récent venu à une époque de scepticisme et d'ennui, réveillant par l'apparence trompeuse de certaines idées philanthropiques l'intérêt d'une société charitable et corrompue, a procuré à la France le triste honneur d'introduire sur le continent cette déplorable littérature. Ce n'est pas d'aujourd'hui que chez nos voisins d'outre-Manche on s'amuse à scruter les secrets du bagne et d'autres lieux immondes; les scènes de Newgate et de Saint-Giles sont depuis longtemps un thème favori pour les écrivains britanniques. Le plus précieux même des romanciers de l'Angleterre, le plus langoureux de ses dandys, sir Edward Lytton Bulwer, n'a pu se défendre de sacrifier au penchant national, et si *Paul Clifford* nous a montré le routier dans ce qu'il a de plus poétique, *Pelham* n'a point reculé devant le plus fangeux des *back-slums* (1). Toutefois cet esprit-là vient de plus loin encore. En 1727, l'immense succès du *Beggars' Opera* (2) de Gay montra assez quelle sympathie rencontraient parmi la société de Londres ces peintures des mœurs populaires dans ce qu'elles ont de plus abject et de plus révoltant. Des deux personnages les plus marquants de la pièce de Gay, de Peachum et du fameux capitaine Macheath, deux écoles distinctes en Angleterre ont fait comme leur type souverain. Paul Clifford, que nous venons de nommer, et le Turpin d'Ainsworth (3), ne sont, tous les deux, que la reproduction du vaillant compère que le *Beggars' Opera* a rendu célèbre. L'école d'Ainsworth, école détestable s'il en fut, à laquelle on doit *Jack Sheppard* et tant d'autres romans de la même espèce, s'est approprié le bandit courageux, le voleur à grandes façons, le *highwayman* en un mot, tandis que Peachum, le Tartufe du genre, a servi de modèle à cette foule d'astucieux coquins dont Dickens s'est en quelque sorte réservé le monopole. Il est à remarquer qu'en Angleterre, où une fausse pruderie défend que l'intérêt dramatique d'un livre repose franchement sur le développement et l'analyse des passions, les écrivains qui veulent émouvoir leurs lecteurs sont forcés d'avoir recours à l'élément terrible. Ne pouvant peindre le désordre moral, ils s'emparent des faits criminels, et, sous prétexte d'éviter le scandale, tombent dans la brutalité. Grâce aussi à ce système, le roman finirait en Angleterre par ne plus exister qu'à deux conditions : ou il faudrait qu'il fût maintenu dans les régions fashionables, qu'il devînt pâle, insipide, absurde, en s'alliant aux *Silver-fork novels* de madame Gore et *tutti quanti;* ou bien il n'échapperait pas à la catégorie crapuleuse, et alors il faudrait qu'il descendît aux *Oliver Twist*, aux *Rookwood,* et à tant d'autres pages de cette iliade de la truandaille, dont, au commencement de sa carrière, Dickens semblait vouloir se constituer l'Homère.

Quant à ce qui se rapporte à l'originalité de la *slang-literature* actuelle en Angleterre, quelques mots suffiront pour démontrer que la découverte n'en est point due à

(1) Certains endroits dans Londres où se réunissent les mendiants et les gueux de toute espèce et qui correspondent à peu près à l'ancienne Cour des Miracles.

(2) Littéralement l'*opéra des gueux*.

(3) Dans le roman de *Rookwood* par Ainsworth.

M. Dickens. Vers l'année 1825, il parut à l'un des petits théâtres de Londres une pièce dont le succès immense prouvait assez la popularité du genre, et dans laquelle les acteurs ne parlaient guère que l'argot le plus pur. Cette pièce ne faisait que mettre en action une série de gravures accompagnées d'un texte dû à la plume de Pierce Egan, et appelé *la Vie de Londres; Tom and Jerry* fut aux dessins de Cruikshanks ce que fut *Robert Macaire* à ceux de Daumier; mais, à dater de ce moment, le genre renaissait, et le *Beggars' Opera* trouvait un successeur légitime. Pendant les premières années de ce siècle, trop de grands intérêts politiques agitaient l'Angleterre pour qu'elle eût le temps de s'amuser. Si nos générations françaises ont pu passer du bal masqué à l'échafaud, et quitter l'opéra pour les champs de bataille de l'empire, de pareils contrastes ne sont pas de l'humeur de nos voisins, et la période littéraire inaugurée en Angleterre au lendemain des guerres et des grands événements devait naturellement se ressentir de son origine. Ce n'est guère que lorsque ses illustres poètes commençaient à s'éteindre que la société anglaise a cherché au théâtre et dans les lettres les éléments de distraction plus vulgaires et plus frivoles. De là la renaissance du genre populaire proprement dit, dont *Tom and Jerry* offrait le type. On se ferait difficilement une idée de la vogue qu'eut cette pièce, remarquable du reste uniquement parce qu'elle mettait en scène tout ce que le luxe de Londres cachait de misère et de vice. Depuis les ducs jusqu'aux décrotteurs, tout le monde allait l'applaudir, et, dans la foule qui encombrait les abords du théâtre, ce n'était pas chose rare que de voir des pairs du royaume disputer l'entrée aux gamins de la rue. Les places se vendaient plusieurs semaines à l'avance; les habitants des provinces accouraient en poste pour passer quelques heures à l'Adelphi; plus d'une fois, cinq guinées furent données pour une stalle; le lord grand chambellan, que les *saints* avaient supplié d'intervenir afin de supprimer la pièce, vint la voir, et, le lendemain, y retourna avec sa femme. Chose inouïe! le duc d'York, frère du roi, l'héritier présomptif du trône, alla jusqu'à commander, pour son plus grand plaisir, une représentation de *Tom and Jerry*. C'était plus qu'un succès, c'était un événement, événement dont les traces subsistent encore.

De ce jour, le *slang*, la langue de *Tom and Jerry*, devint en quelque sorte la langue des clubs et des salons, et nous ne serions pas fort en peine de citer plus d'une belle lady qui, entre amis, et, après dîner, parlait argot comme pas un. On a bien crié contre la cigarette de nos lionnes; Dieu sait toutes les invectives que le plus mignon *pajito* inspire à une Anglaise comme il faut; mais, s'il fallait choisir des deux, je ne sais si la fumée du cigare ne vaudrait pas mieux que ces mots ignobles et hideux qui, en s'échappant de la bouche d'une femme, vous rappellent la souris rouge sur les lèvres de Marguerite. Quoi qu'il en soit, voilà tantôt vingt-cinq ans que l'élément populaire, dans ce qu'il a de moins poétique et de plus cru, fait le fond d'une très-grande partie de la littérature anglaise. Ce qu'il y a de pis, c'est que le genre même souffre aisément la médiocrité, laquelle par conséquent ne se fait pas faute de l'envahir. De là le succès étourdissant de tant d'écrivains de troisième ordre; de là aussi la persistance de certains talents appelés à mieux faire dans une voie des plus vulgaires et des plus fausses. Gay, lui au moins, s'en est tiré en homme d'esprit et en esprit fort; il s'est moqué de tout avec finesse, il a tout critiqué avec force. « Remarquez bien, dit dans l'épilogue du *Beggars' Opera* un gueux à un comédien, que dans cette pièce on voit une telle ressemblance entre les mœurs du grand monde et celles du carrefour (*high life and low life*), qu'il est difficile de dire si, dans les vices fashionables, les grands seigneurs imitent les voleurs de grand chemin, ou les voleurs de grand chemin les grands seigneurs. » Gay se tient constamment au-dessus de son sujet, tandis que les autres, à l'exception de Bulwer, ne manquent jamais de descendre au niveau. Dickens surtout, dans ce que nous nommerons, selon l'expres-

sion convenue, sa première manière, se laisse volontiers dominer par ses personnages, et, comme ils appartiennent assez généralement à une classe infime, on devine ce que peut gagner l'auteur à cette abnégation de soi. En attendant, reconnaissons qu'il eût fallu une native distinction bien rare et une noblesse d'intelligence comme nous n'en trouvons guère la trace chez l'auteur de *Pickwick*, pour échapper à l'influence d'un genre plutôt accepté peut-être que choisi par son talent. Naissance, position, travaux de jeunesse, tout concourait à le pousser nécessairement dans la voie où il s'est élancé, et ses défauts tiennent au moins autant à sa condition et à ses premières habitudes littéraires qu'à des erreurs de jugement ou à une imperfection d'esprit.

Dickens, né en 1812, fils de sténographe, suivit la profession de son père, et, lorsqu'il eut échangé le poste de *reporter* au *Mirror of parliament* contre une situation analogue au *Morning Chronicle*, il lui vint à l'esprit d'écrire les *Sketches by Boz*. Ce premier ouvrage parut par livraisons dans l'*Evening Chronicle* (espèce de reproduction de la feuille du matin), et déjà nous y voyons comme le microcosme du monde créé par Dickens. Tout s'y trouve; pas un de ses types favoris n'y manque. Cela ressemble à un cahier d'échantillons; plus tard, on taillera en plein drap; on fabriquera d'amples vêtements (sans se faire faute même d'y introduire le double de ce que le vêtement comporte); mais l'étoffe et la couleur resteront les mêmes. Nous rencontrerons à chaque pas les figures qui, plus tard, sous leurs mille noms différents, vont partout nous frapper comme de vieilles connaissances. Fagin, Mantalini, Montague Tibbs, la veuve Bardell; l'avare décrépit et l'éternel vieillard chauve en guêtres et en gilet jaune; le condamné à mort et le garnement jovial d'où descendent Grimes, Pickwick, Bill Sikes et Sam Weller : les voilà tous; nommez-les à votre fantaisie.

Dans ce livre des *Sketches* se découvrent certaines pages, des meilleures que Dickens ait écrites. Quant à l'élément terrible, où, si l'auteur d'*Oliver Twist* l'avait voulu, il aurait trouvé plus d'une source de gloire légitime, nous ne nous souvenons pas qu'il règne quelque part avec plus de puissance que dans le fragment intitulé : *La Mort de l'ivrogne*. C'est de main de maître; mais maître de quelle école, grand Dieu ! Il y a tantôt un siècle que, pour flétrir les « observateurs du désordre, » Jean-Jacques disait : « Ignorez-vous qu'il y a des objets si odieux qu'il n'est pas même permis à l'homme d'honneur de les voir? » Et plus loin : « Ne serez-vous point aussi curieux d'observer un jour les voleurs dans leurs cavernes et de voir comment ils s'y prennent pour dévaliser les passants (1)? » Que l'auteur d'*Héloïse* n'a-t-il pu savoir à quelles immondes idoles on devait sacrifier sa Julie? Hélas! si les belles liseuses d'aujourd'hui faisaient dételer leurs chevaux trois fois dans une soirée pour ne pas s'arracher au volume enchanteur, on découvrirait probablement que l'attrait du livre réside tout entier dans les ignobles amours d'un forçat et d'une fille des rues.

Nous le répétons, les défauts de Dickens tiennent surtout à sa condition et à ses premières habitudes littéraires. Disposant de peu de temps et de moins d'argent, attelé à une besogne ennuyeuse et dure, il trouve pourtant le loisir de livrer au public la quintessence de ce que, plus tard, il délayera en quarante volumes. Mais sous quelle forme cela se présente-t-il? Sous celle qui, après tout, convient le mieux à son talent, et à laquelle il revient sans cesse, naturellement, et sans s'en douter; sous la forme d'articles isolés, de feuilles éparses, d'*esquisses* en un mot.

Le dernier roman de Dickens paraît, comme son premier, par livraisons; il y a

(1) *Nouvelle Héloïse*, vol. II, lettre XXVII.

loin cependant de *Pickwick* à *Dombey and son*. Dans celui-ci, pas un préjugé britannique d'épargné, et, pour mignon qu'il soit, pas le moindre péché qui échappe. On conçoit à peine un Anglais tirant de la sorte sur les siens. Ici, au moins, Dickens s'élève parfois à ces hauteurs où, s'il l'écoutait plus docilement, son intelligence saurait moins rarement atteindre. Le romancier ordinaire, le *raconteur*, s'efface pour faire place au moraliste, à l'observateur profond. L'observation est de deux espèces : il y a l'observation des principes et celle des faits, ou, si l'on aime mieux, celle des effets et celle des causes. « Les faits sont inféconds et sans racines, » disait Bolingbroke. « Ce sont des plantes parasites, » dit Jean-Paul, « toujours prêtes à s'accrocher à la tige de toute idée. » Or, voilà (à part le talent, envisagé ici comme simple instrument de la pensée) ce qui constitue la différence entre Shakspeare et Walter Scott : l'un étudie l'effet, l'autre la cause. Tout, dans ses débuts, semblait désigner à l'auteur de *Pickwick* une place dans la première de ces catégories; rien chez lui n'annonçait que jamais il dût s'élever au delà de l'observation la plus minutieuse, je dirais presque de l'espionnage du fait. Cependant ses deux ou trois derniers ouvrages sont venus démontrer que peut-être se pressait-on trop de ne voir en lui que trivialité d'instinct. Quand à trente-cinq ans on peut, au nom de créations telles que le *Cricket on the hearth*, *Barnaby Rudge* et *Dombey and son*, réclamer l'indulgence pour ses fautes passées, on y a droit, eût-on même sur la conscience plus de *Nicholas Nickleby* et d'*Oliver Twist* que Dickens.

Dans son roman nouveau, Dickens attaque surtout une classe que l'on peut en quelque sorte regarder comme le type de la nation anglaise en ce qu'elle a de plus positif et de plus puissant. M. Dombey, avec son habit bleu boutonné jusqu'au menton, sa cravate blanche et ses bottes qui crient à chaque pas, représente, dans toute sa *respectabilité* inflexible, cette *middling class* souveraine qui, lorsqu'elle se produit dans l'industrie ou la banque, a nom Baring, Coutts ou Arkwright, et, lorsqu'elle gouverne les affaires de l'État, s'appelle sir Robert Peel. Cette morgue bourgeoise est fort intéressante à étudier, et le négociant de la Cité, dont les vaisseaux sillonnent toutes les mers, et qui, se concentrant dans la perpétuelle préoccupation de sa fortune, arrive à ne s'envisager que comme une abstraction, une raison sociale, une *maison* enfin, est un des types les plus curieux de l'Angleterre. Ce n'est point là la société proprement dite, le monde, et, pour avoir fait connaissance avec ces rois de Leadenhall-street, on n'aura pas la plus légère idée des salons du West-End. C'est quelque chose de plus, c'est l'expression la plus complète de la nation (la nation officielle s'entend). On l'a souvent dit, Londres ne manque pas de ressemblance avec les républiques italiennes; seulement, à Venise ou à Gênes, on entrait aristocrate dans le commerce, tandis que nos voisins arrivent par le commerce à l'aristocratie. De là toute la différence; puis aussi le climat peut bien entrer en ligne de compte. Qui sait ce que seraient devenus les Mocenigo, les Doria, les Dandolo, si, au lieu de se refléter dans l'azur de l'Adriatique, leurs palais se fussent baignés dans l'onde boueuse de la Tamise? L'impénétrable brouillard qui, pendant huit mois de l'année, enveloppe la Cité de Temple-Bar à Blackfriars-Bridge, épaissit terriblement les esprits. Si donc une fois on a eu le courage de passer un jour de Noël dans le voisinage de Bow-Bells, et qu'on ait goûté du *plum-pudding* et du *fog*, on s'étonnera moins que les marchands de Londres ne ressemblent pas aux marchands de Venise, et on sera mieux en état d'apprécier M. Dombey. Dans ce qu'on appelle la bonne société, il faut, pour saisir les nuances nationales, un tact autrement délicat que celui de l'auteur de *Pickwick*; mais, pour connaître l'Anglais dans ce qu'il a de plus essentiellement *lui*, il suffit du *country gentleman* et du *city merchant*. Le premier, Fielding, dans *squire* Western, l'a immortalisé; le second, Dickens, vient de s'en emparer avec un succès presque égal.

M. Dombey, c'est l'homme-comptoir. Il s'identifie tellement avec sa maison, que l'unique préoccupation pour lui, c'est de redevenir *Dombey and son*. Dombey père et fils ont si longtemps trôné conjointement dans la Cité, que le représentant actuel de la race, seul de son nom depuis la mort de son père, ne demande au ciel qu'une chose : de lui envoyer un fils, non pour l'accroissement de son bonheur personnel (il n'y songe même pas), mais pour compléter en quelque sorte sa raison sociale. M. Dombey est impitoyable pour tout ce qui l'entoure; dans l'excès même de cet égoïsme naïf et convaincu, il se trouve cependant quelque chose qui l'excuse. Il croit si bien en lui, il est si intimement persuadé que la plus heureuse destinée serait de le servir, lui, et de vivre et de mourir à la peine, que franchement on ne peut guère lui savoir mauvais gré de vouloir imposer l'obligation de ce dévouement absolu à tout ce qui l'approche. Dès les premières pages du livre, madame Dombey meurt pour avoir donné le jour à un fils. « Après cela, dit la sœur de M. Dombey, je puis tout pardonner à Fanny ! » Or, remarquez que le seul tort de Fanny, créature angélique s'il en fut, est d'avoir mis au monde une fille quelque six ans auparavant. « Une fille ! s'écrie l'auteur; mais qu'était-ce donc, bon Dieu, qu'une fille pour *Dombey and son ?* une espèce de monnaie n'ayant cours, un garçon de bas aloi, rien de plus ! » Aussi là-dessus se base le roman. Madame Dombey se laisse mourir faute d'énergie, à ce que disent les assistants. « Elle n'a pas voulu *prendre sur elle*, dit sa belle-sœur mistress Chick; il fallait se décider à vivre; mais, que voulez-vous ? elle n'est pas une Dombey ! » *She should have made an effort !* Ce mot, par lequel tout se résume, est plus anglais que tout le reste. Il existe en Angleterre une race de femmes qu'on découvrirait, je crois, difficilement ailleurs; véritables viragos, chez lesquelles la force physique supplée à tout, et qui n'ont que paroles de réprobation et de mépris pour les organisations délicates et frêles. Dickens réussit à merveille dans la peinture de ces mégères, et mistress Chick n'est certes pas la seule qui, de sa voix antipathique, dirait à une mourante : *Prenez donc sur vous !*

Madame Dombey morte, il reste à son mari deux enfants, dont l'aînée, nous le savons, ne compte pas. M. Dombey ne s'aperçoit de l'existence de sa fille que parce que son héritier, l'espoir de sa maison, ce fils tant désiré, ne peut être heureux loin de sa sœur. Tant que vit son frère, Florence est nécessaire, et, si on ne la considère guère, on la tolère du moins; mais, du jour où s'éteindra ce rayon d'espérance, sa fille ne représentera aux yeux de M. Dombey qu'un triste et importun souvenir. Dickens est fort heureux dans ses portraits d'enfants, charmants pastels dont toutefois on se fatigue à la longue, comme de tout ce qui se répète et se reproduit à l'infini. L'absence de variété et de véritable imagination est telle chez l'auteur de *Pickwick* que non-seulement les mêmes personnages reviennent partout et toujours, mais que les mêmes ressorts les font mouvoir, et qu'ils courent tous les mêmes aventures. Pickwick et ses compagnons, Nicholas Nickleby, le grand-père dans *Master Humphrey's Clock*, M. Dombey lui-même, Martin Chuzzlewit, M. Pecksniff, tous partent d'un point donné pour chercher les incidents sur la grande route; jamais l'action ne se noue et ne se dénoue sur place; d'ordinaire elle finit par tomber au beau milieu d'une troupe de comédiens ambulants. Dans *Dombey and son*, tout le monde part. Florence et son frère partent pour Brighton, M. Dombey pour Leamington, Walter Gay pour les Grandes-Indes, et Solomon Gills pour on ne sait où. L'essentiel c'est qu'on s'en aille; une fois parti, le reste se trouvera. Ceci n'empêche pas qu'il n'y ait dans le nouveau roman de Dickens des traits d'une beauté singulière, d'une extrême vigueur et, disons-le bien, d'une incontestable poésie.

Le principal moyen poétique de Charles Dickens réside, comme chez les Allemands, dans l'intervention des éléments ou d'une chose inanimée; il tire de là parfois les plus heureux effets. Ainsi, dans *Martin Chuzzlewitt*, c'est le vent soufflant à

travers les plaines de Salisbury qui fait comme le refrain de la ballade. Dans *l'Horloge de maître Humphrey*, c'est le bourdon de Saint-Paul; dans le *Cricket*, c'est le cri-cri lui-même; dans *Dombey*, c'est la mer. Chaque vague qui, aux galets de la plage, jette la frange de son écume argentée apporte au cœur de l'enfant maladif des paroles mystérieuses, des paroles que lui seul comprend. Comme ce pauvre petit n'est autre que la moitié absolument nécessaire de la maison *Dombey père et fils*, comme il est indispensable qu'il sache augmenter ses immenses richesses avant même de savoir si jamais il en jouira, son père ne trouve rien de mieux que de le placer à Brighton dans la pension célèbre du docteur Blimber. Bien que fort précoce, on conçoit qu'en fait de latin et de grec le jeune Dombey ne porte qu'un mince bagage avec lui. Miss Cornelia Blimber devient donc pour le moment l'institutrice de l'enfant, et le seul aspect de ce bas-bleu a de quoi vous glacer. Cornelia ne vit qu'avec les morts, et, ainsi que sa mère, passe ses jours à accuser le destin qui ne l'a point voulu faire naître du temps de Cicéron. On devine qu'en pareille compagnie le pauvre petit Dombey languit et s'étiole. Des lunettes vertes de sa pédante maîtresse se projette sur lui je ne sais quelle lueur blafarde; à sa poitrine fatiguée n'arrive qu'un air poudreux surchargé des émanations malsaines de vieux livres moisis, parfum favori de la docte fille, qui, pour tout délassement, s'occupe à « fouiller comme un fossoyeur les tombeaux des langues mortes. » De cette cage pourtant l'enfant a vue sur la mer, et le murmure des vagues lui livre sans cesse le secret de sa triste destinée. Il s'habitue peu à peu à la mort, ou plutôt à la séparation passagère d'avec ceux qu'il aime, car, ainsi que tous les êtres flétris dès l'entrée de la vie, il entrevoit le ciel d'où son âme est à peine descendue, et, au moment de quitter la terre : « Florence, » dit-il, faisant allusion à un tableau du Christ qu'il aimait à contempler à la pension, « dites-leur que ce n'est pas assez *divin*. A mesure que je m'en vais, je vois briller plus clairement la lumière qui couronne la tête. » Puis reviennent alors, comme refrain, faisant chœur et expliquant en quelque sorte la scène, les vagues, les éternelles et murmurantes vagues.

Les deux personnages les plus remarquables et les plus originaux du nouveau roman de Dickens sont, sans contredit, le fils Dombey et mistress Skewton. Lorsque l'enfant sur lequel reposaient toutes ses espérances n'est plus, M. Dombey se décide à se marier une seconde fois. C'est une jeune veuve, Édith Granger, qu'il choisit pour porter l'insigne honneur de se nommer mistress Dombey. Édith, belle, jeune et fière, a toute sa vie subi le joug d'une de ces épouvantables mères comme il s'en trouve tant dans la société anglaise. Madame Skewton appartient à une famille aristocratique; elle s'est vue célèbre pour sa beauté, et, dans sa hideuse vieillesse, ne peut oublier le nom de Cléopâtre que lui ont valu ses triomphes d'autrefois.

C'est un des grands mérites de Dickens d'effleurer çà et là les questions sociales et d'en faire, sans prétention, comprendre la profondeur. Lorsque, dans le *Cricket on the hearth*, John Peerybingle discute avec lui-même la nécessité de chasser l'épouse qu'il croit infidèle, et que la voix du grillon s'élève de l'âtre pour lui rappeler la douce paix du foyer, et toutes les joies de ce petit univers domestique dont sa femme est comme le génie ordonnateur, l'écrivain nous force, malgré nous, à étudier certains problèmes des plus difficiles de notre société civilisée, tout en n'ayant l'air que de nous intéresser à un conte bleu. C'est en cela surtout que Dickens a du rapport avec Jean-Paul. Que de fois en le lisant nous avons pensé à la préface de *Quintus Fixlein* et à cette jeune fiancée d'un vieillard dont l'ignorante sérénité fait pleurer de tristesse son compagnon de voyage! Molière est le suprême maître du genre, et qu'on ne s'effarouche pas de ce rapprochement entre le poëte du siècle de Louis XIV et le philosophe de Baireuth : pour qui les connaît tous deux à fond, l'analogie est plus réelle qu'on ne le pense, et pour s'en persuader il suffit de lire *l'École des*

femmes et *George Dandin*. Eh bien ! le procès que fait Angélique aux mariages de convenance, dans une scène où les neuf dixièmes des spectateurs trouvent à rire, Dickens, sous des dehors bien plus frivoles encore, le fait par madame Skewton et sa fille au système d'éducation à la mode en Angleterre. Quoi de plus affligeant en effet, la plupart du temps, que les rapports de mère et de fille dans la vie fashionable de Londres? De toutes les monstrueuses anomalies qui vous frappent dans la société britannique, il n'en est aucune, à mon avis, qui doive vous choquer davantage que cette réunion d'une jeunesse sans pudeur et d'une vieillesse sans dignité. Hâtons-nous de le dire pourtant, et constatons-le bien : nous entendons ici parler uniquement de ce qui se passe dans cette société, plus factice à Londres que partout ailleurs, dans la société aristocratique, serre chaude qui fournit à foison des primeurs de tous les vices. Encore un coup, si vous voulez vous faire une idée de ce qu'est véritablement la dame anglaise, la *English gentlewoman*, c'est-à-dire un des types féminins les plus admirables qu'il y ait sur la terre, ne la cherchez pas à Londres; cherchez-la dans les châteaux des lointains comtés, dans ces antiques *halls* dont le toit respecté offre à des générations sans reproche un abri séculaire; car, s'il n'y a rien au monde de plus innocent et de plus simple que la jeune fille des provinces en Angleterre, il n'y a au monde rien de plus impur que la *fashionable girl* du West-End; et c'est à celle-là que dans le roman de Dickens nous avons affaire. Madame Skewton voit dans la merveilleuse beauté de sa fille un capital dont le placement doit lui rapporter de gros intérêts. Veuve à trente ans et ruinée, Édith se laisse encore revendre par sa mère à M. Dombey; mais, pour être juste, ajoutons qu'elle ne feint en aucune manière une affection qu'elle ne ressent pas, et semble lui dire, avant comme après le mariage : « Vous m'avez achetée, je ne vous dois plus rien. » Dans la conduite de la fille se trouve la punition de la mère. Jamais des lèvres orgueilleuses d'Édith ne tombe une parole de tendresse pour celle qu'elle regarde, au fond de son cœur, avec horreur et mépris. Lorsqu'elles se trouvent seules, le silence n'est rompu que par les lamentations de madame Skewton sur l'ingratitude de sa fille et les âpres reproches de celle-ci. Quand Édith daigne répondre à sa mère, elle trouve des accents d'indignation et d'amertume qui font frémir. Il y a je ne sais quoi de terrible dans cette révolte de la nature contre son principe, et, à l'aspect de la honte clouée au front de la vieillesse par la main qui eût dû être son appui, on se voile comme devant un sacrilége.

Un jour vient pourtant où s'écroule l'édifice des charmes grimaçants de madame Skewton. Cosmétiques, essences, fausses dents et faux cheveux, rien ne sert plus. La décrépitude est là, l'impitoyable paralysie se montre menaçante, et à sa dernière partie de whist écrase l'épouvantable vieille. Elle tombe, inerte, idiote, sans conscience, sans paroles, sans regard, et, morte avant d'avoir cessé de vivre, on la dépose sur la couche qu'elle ne quittera que pour le tombeau. Le tableau de la mère et de la fille à cette heure suprême est une des scènes les plus dramatiques et les plus vigoureuses que nous connaissions. Touchée de pitié devant ce cadavre vivant, la fille veut pardonner à la mère, et ne peut faire pénétrer jusqu'à cette intelligence obscurcie l'annonce d'un miséricordieux oubli. Un sourire hébété entr'ouvre seul les lèvres de la mourante. Édith, atterrée jusque dans son invincible orgueil, tombe à genoux et lève ses mains jointes au ciel. Une voix vient du lit; Édith prie avec ferveur; la voix s'entend encore : « Arrangez mieux mes rideaux roses. » C'est là le murmure qui frappe l'oreille tendue de madame Dombey. Elle se lève, se penche sur le lit : sa mère est morte ! Elle n'a retrouvé la parole que pour entourer d'une dernière précaution sa beauté disparue, dont le regret la poursuit encore pendant son agonie.

La partie réelle du drame achevée, le lyrisme reprend son cours. « Nuit après nuit

se passe, dit l'auteur; la lumière brûle au bord de la fenêtre; le corps gît étendu sur sa couche. Édith veille toujours à ses côtés, et les vagues les appellent toutes les deux pendant la nuit entière. Nuit après nuit! les vagues s'enrouent à répéter leurs mystères; les oiseaux de l'Océan voltigent, les vents et les nuages fuient sans laisser de traces; deux bras blancs s'étendent au clair de lune, et montrent là-bas, bien loin, le pays invisible. » On pense, malgré soi, à la chanson de Thékla. Ce lyrisme est une partie essentielle du talent de Dickens; il ne peut s'en défaire, et en Angleterre on n'en tient pas suffisamment compte. Ainsi, dans *Barnaby Rudge*, la plus complète de ses œuvres, la cloche qui sonne si bien à travers tout le livre que le lecteur lui-même croit l'entendre, n'est autre que l'élément lyrique mis au service de la terreur, c'est-à-dire le fantastique à la manière des Allemands, de Hoffmann, de Kœrner, d'Uhland et de l'école des Souabes. Si Dickens n'eût écrit que *Barnaby Rudge*, je n'hésite pas à dire que ce livre l'eût placé auprès de Scott. Par malheur pour le succès de ce remarquable ouvrage, trop de compositions de Dickens l'avaient précédé, compositions indignes de se placer sur le même rang. Ceux qui avaient applaudi l'auteur de *Nicholas Nickleby* et de *Pickwick* ne le retrouvaient guère dans l'histoire de l'idiot et de son corbeau, et ceux qui n'auraient eu qu'admiration sans réserve pour *Barnaby* se rappelaient trop défavorablement le caractère de ses premiers écrits pour vouloir en aborder de nouveaux.

Nulle part, ni dans Scott, ni dans Lewis même (les deux écrivains anglais qui ont le mieux exploité le sentiment de l'effroi), ne se rencontre une plus profonde entente du terrible que dans *Barnaby Rudge*. De nos jours, où l'on abuse de tout, on a naturellement aussi abusé de la terreur; il s'en est suivi, chez la plupart des lecteurs, un certain dégoût pour tout ce qui semble, au premier abord, appartenir au mélodrame. Nous disons tout ce qui semble, parce que nous croyons qu'ici encore on s'est peut-être plus pressé de condamner que de comprendre. La terreur est de deux espèces, réelle et fantastique; l'une s'adresse à l'imagination, l'autre aux sens. Les grands poëtes savent quelquefois exciter la terreur fantastique, presque jamais la terreur réelle. Macbeth et Hamlet font penser, rêver surtout; mais ni le spectre du roi de Danemark errant au clair de la lune sur les remparts d'Elseneur, ni celui de Banquo s'asseyant à la table de son meurtrier, ne produit dans l'âme du spectateur l'espèce d'épouvante que savent y porter d'autres écrivains moins illustres. On a l'esprit trop préoccupé des hautes questions philosophiques soulevées par le poëte pour se laisser émouvoir à la vue d'un spectre dont l'apparition n'a, du reste, pour but que de nous plonger plus avant dans l'abîme de la spéculation. Shakspeare une seule fois, dans *Othello*, a franchement abordé le terrible; mais là encore le poëte se fait trop sentir, et, quelle que soit la réalité de la scène, la part de l'*idée* (comme disent les Allemands) est si grande, que l'on finit, avant que Desdemona ait exhalé son dernier soupir, par voir dans le More un type et par rechercher le sens obscur de son monologue d'entrée. La terreur étant peut-être la plus personnelle de toutes nos sensations, nous n'accordons le privilége de nous en inspirer qu'à la peinture de certaines situations où nous pourrions être placés nous-mêmes; par conséquent, ce qui se passe dans une sphère au-dessus de la nôtre intéresse notre intelligence seule et ne trouble guère notre système nerveux. « C'est une étrange entreprise que celle de faire rire les honnêtes gens, » dit Dorante dans *la Critique de l'École des Femmes*; mais c'en est une encore bien plus étrange, selon nous, que celle de les faire trembler. Ne fait pas peur qui veut, et celui qui parvient à exciter chez un lecteur intelligent un sentiment de véritable effroi, possède pour le moins une certaine puissance dont il est impossible, quelles que soient d'ailleurs vos opinions, de ne pas tenir compte. En fait de terreur fantastique, les Allemands surpassent tout le monde, et Hoffmann, Zacharias Werner et d'autres trop nombreux pour les

nommer, demeureront toujours les maîtres d'un genre né dans le moyen âge sur les bords des grands fleuves de la Germanie. Quant à la terreur réelle, nulle part elle ne se retrouve plus fréquemment ni mieux comprise que parmi les écrivains anglais. Où est celui d'entre nous qui n'a frémi à l'aspect de cette jeune fille accroupie au coin d'un foyer éteint, qui, du couteau sanglant que tient encore sa main, montre, insouciante et folle, le cadavre de son fiancé. Jamais on n'a plus victorieusement accompli une tâche plus difficile. Faire jouer tous les ressorts qu'on flétrit aujourd'hui du nom de mélodramatiques sans que le mot de mélodrame vienne à la bouche de personne, c'était, à coup sûr, une rude entreprise, et dont sir Walter Scott s'est tiré avec un rare bonheur dans *Lucie de Lammermoor*. Plus les faits sont de nature à inspirer l'épouvante, plus tout ce qui les entoure doit être simple et naturel. C'est là que viennent échouer la plupart de nos romanciers français, toujours occupés à vous faire pressentir ce qui devrait au contraire vous surprendre, et à vous faire deviner, à *son air fatal*, le héros ou l'héroïne dont le crime ou l'infortune sert de base à un récit tragique.

Si l'auteur de *Pickwick* s'était borné à évoquer l'élément terrible, il se fût assuré une réputation qui ne lui eût rien laissé à envier aux plus célèbres parmi les Allemands. Dickens unit, chose fort rare, les deux genres du terrible : le fantastique et le réel. Si parfois les faits qu'il raconte sont d'une vérité à faire dresser les cheveux, il sait aussi les entourer de ce mystère qui tient de la fable, et s'adresse surtout à l'imagination. Ainsi dans *Barnaby Rudge* par exemple, avec quelle admirable puissance d'exécution ce double effet de terreur se développe ! Rudge lui-même est d'une réalité absolue ; mais la cloche ! c'est là que Dickens montre une habileté et un talent merveilleux à concilier le fantastique et le réel. Rudge, le père de l'idiot Barnaby, a tué son maître, M. Reuben Haredale, il y a de cela vingt-deux ans. En lui portant le coup fatal, le meurtrier n'a pu empêcher que la main de sa victime ne saisît le cordon d'une cloche qui pendait près de son lit, et dont le son pouvait servir dans l'occasion à rallier autour du château les voisins d'une lieue à la ronde. Aux derniers gémissements de l'homme qu'il a égorgé se mêle pour l'assassin la plainte funèbre d'une voix d'airain. Il fuit, et, pour cacher son crime, en commet un autre. Quelques mois après, on découvre dans un étang le corps d'un homme noyé, revêtu des habits de Rudge, l'intendant, lequel a disparu en même temps qu'un garçon jardinier la nuit de l'assassinat de M. Haredale. Le jardinier dès lors porte la peine du double meurtre ; mais Rudge ne peut demeurer dans son exil volontaire. Le sang versé le poursuit, et il revient. « Aussi sûrement que l'aimant attire le fer, dit-il en parlant de sa victime, aussi sûrement cet homme mort, du fond de son tombeau, pouvait m'attirer à lui quand et comme il voulait. » Cette influence mystérieuse sera la cause de sa perte, et là où s'est commis le forfait aura lieu l'expiation.

Dans les émeutes de l'année 1779, connues sous le nom de *Gordon Riots*, le frère de Reuben Haredale et l'héritier de sa fortune se voit en butte, comme catholique, à la fureur d'une populace exaspérée. Les rebelles parcourent le pays par bandes, dévastant et pillant de tous les côtés. Le *Warren*, c'est ainsi que s'appelle la propriété de M. Haredale, est la proie des flammes. Un voyageur solitaire, enveloppé dans son manteau, se présente à la porte de l'auberge du village et demande quelques informations sur la direction prise par les insurgés. Au moment où il se prépare à sortir, le son d'une cloche d'alarme porté sur le vent du soir frappe son oreille, et une lueur vive illumine tout le pays d'alentour. « Ce n'était pas le rapide changement de la nuit en cette horrible clarté, ce n'étaient point les cris et les hourras lointains, ni le soudain bouleversement de la sérénité nocturne, ce n'était rien de tout cela qui foudroyait cet homme, c'était *la cloche !* Ses yeux sortaient de leurs orbites, ses membres tremblaient, puis, levant un bras en l'air, il fit comme le geste

de quelqu'un qui donne un coup mortel ; ensuite il se boucha les oreilles, et, avec un cri épouvantable, se mit à courir par la campagne comme un fou. Toujours, toujours la cloche sonnait et semblait le suivre. La clarté devenait plus brillante, les hurlements plus distincts, la chute de corps pesants ébranlait l'atmosphère, des fusées d'étincelles montaient aux étoiles ; mais plus puissante que tout, tendant plus vite vers le ciel, mille fois plus terrible encore, révélant de monstrueux secrets, parlant le langage des morts... oh ! la cloche ! la cloche ! »

La cloche, sonnée au milieu du tumulte par une main invisible, attire Rudge (car c'est lui, on l'a déjà deviné) vers les lieux de son crime. Il cède à une force invincible et se traîne, à moitié fou, par les sentiers du parc, comme un animal blessé qui cherche un gîte pour mourir. La voix fatale l'attire à l'endroit même où le sang a coulé, et là, lorsque les rebelles ont opéré leur retraite, il vient errer au milieu des décombres fumants qu'éclairent les pâles rayons de la lune ; mais il n'est pas seul : un autre veille près de lui. Le frère de la victime, Geoffroy Haredale, revient, lui aussi, sur la fin de la nuit, contempler les ruines de sa demeure héréditaire. La scène qui suit son retour est d'une puissance dramatique extrême. Pendant que M. Haredale examine l'extérieur de la tourelle dans laquelle est mort son frère, Rudge, qui l'a aperçu, essaye de se glisser le long d'un escalier intérieur, à moitié épargné par le feu ; mais la destinée ne dort pas. Le pied du meurtrier glisse, une pierre croule. « Qui va là ? » s'écrie M. Haredale. Une seconde pierre se détache ; un instant encore, et l'abîme recevra l'assassin ! Un seul moyen reste, la corde qui pend de l'escalier. Poussé par l'aveugle instinct de la vie, il la saisit et descend ainsi ; mais, au moment de toucher la terre, qu'entend-il ? La cloche ! C'est lui-même qui l'a sonnée. A ce son si familier (familier surtout à ceux qui n'ont pas oublié la mort de Reuben), M. Haredale s'élance, et, d'un bond, se trouve en face de l'assassin, qu'il terrasse avec un cri de joie sauvage, un cri de triomphe en même temps que de vengeance. « Pourquoi t'es-tu laissé saisir ? » dit plus tard à Rudge un de ses compagnons de prison. — Parce que, répond-il, il y avait entre cet homme et moi quelqu'un qui le poussait, lui ; c'était *là* qu'avait coulé le sang ; je savais bien que là aussi se terminerait la chasse. » Ceci rappelle le misérable qui, dans *Oliver Twist*, après avoir égorgé sa maîtresse, ne peut se délivrer de l'obsession perpétuelle qu'exerce sur son esprit le souvenir du regard de l'infortunée à l'heure de sa mort. Partout ces yeux effroyables le poursuivent de leur implacable rayon. Il est sur le point d'échapper à la justice ; il sort par une lucarne donnant sur une allée déserte, et, à l'aide d'une corde il pourra gagner la rue ; mais tout à coup : « *Les yeux !* » s'écrie-t-il ; et perdant l'équilibre, il tombe du haut du toit, littéralement foudroyé, ainsi que le dit Othello :

> This look of thine will hurl my soul from heaven
> And fiends will snatch at it.

On le voit, Dickens ne se pique guère de variété dans ses inventions, et ce ne serait point chose difficile que de trouver dans chacun de ses romans des personnages à tous égards analogues à ceux que l'on connaît déjà ; mais, parce que la reproduction d'un même type revient à tout instant, cela n'empêche pas que le type ne soit essentiellement original en soi. Ainsi, dans ce roman de *Barnaby Rudge* par exemple, si l'on excepte le personnage de Rudge le père, qui ressemble à celui de Bill Sikes, tout est original. Si nous voulions chercher un modèle à Barnaby lui-même, nous ne le découvririons peut-être que dans Madge Wildfire, la folle de *la Prison d'Édimbourg*. Et sir John Chester ? C'est, à coup sûr, là une des plus remarquables créations de notre temps, remarquable surtout par le milieu dans lequel Dickens l'a placée. Mettre en scène un *gentleman* qui a plus fait qu'il ne faudrait pour se voir

pendre à Tyburn ; un malfaiteur de la plus noire espèce, cachant ses crimes sous les dehors d'une élégance exquise, et accablé sous les douces flatteries de la bonne société ; un dandy qui, de peur de se compromettre, refuse de sauver son propre fils (fils naturel, il est vrai) de l'échafaud, et qui, en refusant, prend son chocolat mignonnement; faire admirer en Angleterre un pareil tableau, c'est nous reporter au temps où lord Chesterfield donnait à Philippe Stanhope certains conseils que nous savons, et où Hogarth peignait *le Mariage à la mode* (1). C'est là, si nous ne nous trompons, le seul essai tenté par Dickens de reproduire les manières de la haute société anglaise, et encore l'action se passe-t-elle dans un temps éloigné du nôtre, et dans des situations, il faut le dire, exceptionnelles; car nous ne supposons pas qu'il y ait dans le monde beaucoup de sir John Chester, quoi qu'ait dit sir Lytton Bulwer, dans *Lucretia*, sur la fréquence des crimes au sein des hautes sphères sociales. Toutefois la tentative a réussi à merveille, et l'auteur de *Pickwick* a montré qu'il saurait aussi bien faire tenir à ses personnages la langue des salons que celle des carrefours, à condition pourtant qu'un certain degré d'excentricité dans les incidents vint relever la monotonie du ton comme il faut. Pour maintenir ce ton en décrivant des événements ordinaires, le talent ne suffit pas, il faut encore l'habitude de la langue qu'on veut parler.

Si Dickens peint avec une puissance rare ces natures brutales qui n'ont de cadre convenable que la cour d'assises, il montre une habileté non moins grande à représenter ce qui est appauvri, opprimé, déchu. Je ne connais qu'un mot pour rendre exactement tout ce qu'ont de craintif, de touchant, de souffreteux, ces malheureux dont le bonheur passé ne sert plus qu'à mesurer l'étendue de la misère présente : c'est le mot italien *avvilito*, lequel ne signifie nullement *avili*, dans notre sens, mais bien plutôt déprimé. Dans ces caractères-là, l'auteur de *Pickwick* atteint au pathétique plus sûrement, selon moi, que dans ceux, que l'on a tant vantés, où tout l'intérêt repose sur une souffrance physique ou sur une infortune franchement accusée. De ceux-ci aux autres, il y a toute la différence du mendiant au pauvre honteux. On se roidit quelquefois contre les personnages d'un roman qui jouent d'office les rôles intéressants, et, fatigué de leur lamentable psalmodie, on leur refuse l'aumône de sa sympathie, tandis que l'on donne tout ce que l'on a à qui ne demande rien. A notre avis, il n'existe pas de comparaison possible entre la troupe rachitique des Smike, des Nelly Trent, des Marchioness qui sont autant d'anneaux de cette chaîne dont le fils Dombey tient le bout, et les types, bien autrement originaux, de Newman Noggs, John Carker, Chuffy et d'autres de la même famille. Dickens a compris admirablement ce qui pouvait rester d'honnêteté primitive dans des cœurs égarés, et une place distinguée lui est due comme moraliste pour l'indulgence qu'il a mise à traiter la question de la faillibilité humaine, et pour le courage avec lequel il a dit en toute occasion, à la puritaine Angleterre, que l'intolérance et la dureté de cœur n'étaient point des vertus chrétiennes. Il y a à ce sujet un passage, dans *Martin Chuzzlewitt*, trop remarquable pour que nous ne le citions pas. Martin, l'orgueilleux par excellence, l'homme qui, du point de vue de son égoïsme, professe le culte de sa dignité, se voit vaincu à la fin par une indigence absolue. Afin d'obtenir les quelques schellings nécessaires pour l'empêcher de mourir de faim, il porte sa montre au mont-de-piété ; ensuite, et peu à peu, toute sa garde-robe y passe. Les premières fois, il n'ose pas sortir de chez lui ; chaque passant lui fait peur et semble l'épier ; il tremble devant les ivrognes attardés qui trébuchent au soleil levant à la sortie du cabaret. Plus tard, il s'habitue à sa honte nécessiteuse; il ose même se montrer en plein midi sur le seuil

(1) Série de tableaux où Hogarth représente des scènes auxquelles on oserait à peine faire allusion aujourd'hui.

de l'ignoble endroit où la détresse dispute un morceau de pain à l'usure ; et pourtant, lui si fier, si superbe, « il ne lui a fallu, dit l'auteur, que cinq semaines pour atteindre le dernier échelon de cette échelle immense ! » Puis il continue : « Vous tous, moralistes, qui parlez du bonheur et de la dignité humaine, comme de choses innées dans chaque sphère de la vie, comme d'une lumière qui éclaire chaque grain de sable sur la grande voie que Dieu nous a ouverte, voie si douce sous les roues de vos voitures, si dure pour qui la parcourt pieds nus, réfléchissez un peu lorsque vous contemplez la chute rapide de ces hommes qui, une fois pourtant, ont vécu dans l'estime d'eux-mêmes; réfléchissez qu'il y en a des millions à l'heure qu'il est, des millions, pensez-y, qui de cette estime n'ont jamais su le nom, auxquels aucune chance n'a été offerte de l'apprendre! Allez, vous qui ne parlez que de la « douce paix de la conscience » et d'une « honnête fierté; » allez dans les mines, les factoreries, les forges; visitez les hideuses profondeurs où se cache l'ignorance, l'abime où une criminelle incurie précipite une trop grande portion de l'humanité, et dites quelle plante peut germer ou s'ouvrir dans un air si infect que la flamme de l'intelligence s'y éteint aussitôt qu'on l'allume ! »

C'est moins encore ici la puissance du langage de Dickens qui nous frappe que la faveur avec laquelle on accueille un pareil langage en Angleterre. L'auteur de *Chuzzlewitt* n'est pas seul à demander ainsi grâce pour les classes opprimées. D'Israëli dans *Sybil*, Bulwer dans *Lucretia*, lady Georgina Fullerton dans un fort beau chapitre de *Grantley Manor* sur les « vertus des pauvres, » soutiennent de leurs voix éloquentes un chœur qui retentit de toutes parts dans la hautaine Albion. Le peuple est à la mode, et la philanthropie dans l'air. Les idées humanitaires trouvent leurs partisans également dans la grande dame et dans l'écrivain populaire, dans le protectioniste de la chambre des communes et dans le dandy littéraire. Puis, remarquez comme ce mouvement coïncide avec un état anormal de toutes choses : avec d'antiques immunités détruites et d'exorbitants privilèges arrachés aux mains d'une oligarchie ébranlée par les masses affamées et menaçantes; avec la liberté des cultes octroyée officiellement, et une explosion de tendances irréprimables, spontanées, vers la religion catholique. Tout cela donne à penser; mais l'Anglais qui, ainsi que le reste des humains, a les défauts de ses qualités, pour vouloir trop agir, ne pense presque jamais, ou pense lorsqu'il n'y a plus rien à faire, c'est-à-dire lorsqu'il est trop tard. Sans cela, on eût dû s'apercevoir, il y a longtemps déjà, que, de tous les écrivains que la société anglaise a comblés de faveurs et de louanges aveugles, nul ne lui était plus dangereux que Charles Dickens. Tant que, se bornant à des créations comme *Pickwick*, il s'est contenté d'amuser ses lecteurs, le péril pouvait n'être pas imminent; mais les idées plus sérieuses lui sont promptement venues, et même dans ceux de ses ouvrages que nous appellerions volontiers de second ordre, dans *Oliver Twist* et *Nicholas Nickleby*, pour n'en citer que deux, il serait facile d'indiquer telle page où, à propos d'un bedeau d'église ou d'un dîner de vieil avoué, n'importe ! le procès est fait aux conventions les plus sacrées, où la *respectabilité* britannique est impitoyablement battue en brèche. C'est la vieille histoire de madame du Barry applaudissant au *Mariage de Figaro*. On est amusé, c'est ce qu'il faut, et l'on n'en demande pas davantage.

Qui pourrait nier d'ailleurs que Dickens ne soit amusant ? Trop souvent peut-être sa verve comique dégénère en bouffonnerie et prend les allures de la farce; mais aussi que d'occasions où l'hilarité qu'il provoque est de bon aloi ! Nous ne sommes pas de ceux qui professent une très-vive admiration pour les personnages, si populaires chez nos voisins, de Sérah Gamp, Sam Weller, Mark Tapley, et les mille reproductions sous d'autres noms du même type ; mais il est, parmi les caractères secondaires de Dickens, une figure qui nous a toujours paru charmante, et surtout, pour

parler la langue d'aujourd'hui, d'une grande *actualité :* c'est celle du charlatan de société, qui se croirait déshonoré s'il ne prétendait à tout, et dont la vie entière se passe à trembler de peur qu'on ne prenne ses prétentions au mot. M. Winkle, le Nemrod qui, à la seule vue d'une capsule, pense défaillir, le patineur qui tombe à son premier pas sur la glace, le fumeur qu'une cigarette étendrait sur le carreau, l'homme pacifique, le mouton par excellence dont chaque parole est dictée par l'idée fixe de cette *crânerie* qu'il se persuade devoir afficher, M. Winkle personnifie d'une façon fort peu exagérée un travers de notre temps, lequel fait consister la honte non dans ce qu'on n'est point, mais dans ce qu'on ne sait point paraître. C'est tout le contraire du modeste et naïf Tom Pinch, le véritable héros de *Martin Chuzzlewitt*. Tom croit en tout, hormis en lui-même. Aucune des cafarderies de M. Pecksniff (le plus parfait de tous ces Tartufes de bas étage que Dickens, ainsi que nous l'avons déjà dit, a dérobés au Peachum de Gay), aucune ne réveille chez Tom Pinch l'ombre du doute le plus léger. M. Pecksniff l'accable d'injustes reproches, et Tom se prend de la meilleure foi du monde pour un coquin; M. Pecksniff l'exploite, le harcèle, le tourmente, et Tom ne cesse de parler de l'air le plus naturel de son *bonheur*, et de chanter sur tous les tons possibles son invariable *good luck*. Si Tom ne possédait une intelligence fort supérieure, on pourrait l'appeler une dupe, mais c'est là un mot qu'on ne saurait prononcer à propos de l'humble organiste du Wiltshire, esprit droit, tête rêveuse, cœur simple, doué d'une cécité absolue à l'endroit de tout ce qui n'est pas aimable. Ah ! pauvre et sublime Tom Pinch, être patient et dévoué, lorsque tu parus dans ton adorable crédulité, combien il dut s'élever de joie dans l'âme de ton frère en Jean-Paul, Maria Wuz ! Ni Richter, ni Sterne n'ont rien conçu de plus touchant. On ne saurait, du reste, tenir de l'un des deux sans avoir de la ressemblance avec l'autre, et certaines affinités entre Sterne et Dickens sont aussi évidentes que celles que nous signalions plus haut entre l'auteur de *Chuzzlewitt* et Jean-Paul. Sans parler de Berthe, l'aveugle du *Cricket on the hearth*, véritable émanation d'un cerveau de poëte, il existe un passage du livre sur l'Italie qui rappelle tout à fait le fameux franciscain du *Sentimental Journey*. Nous voulons parler de ce pauvre homme qui à Mantoue entraîne Dickens dans la plus absurde des excursions, sous prétexte de lui « faire voir la ville, » et d'avoir l'air, vis-à-vis de lui-même, de gagner les quelques sous qu'il n'ose demander à titre d'aumône. On ne saurait attendrir le lecteur par des effets plus imprévus ou plus simples, et, dans les deux ou trois pages consacrées au malheureux *cicerone* en habit râpé, il n'y a rien que n'eût pu signer l'immortel auteur de *Tristram Shandy ;* ce qui n'empêche pas, hâtons-nous de le dire, les *Pictures from Italy* d'être le plus médiocre des ouvrages de Dickens. La belle affaire, vraiment, et bien digne d'un écrivain accrédité, d'un penseur, de parcourir l'Italie de Domo d'Ossola jusqu'à Naples, et de ne trouver à nous donner que des anecdotes d'auberge entremêlées çà et là d'insignifiantes redites en matière d'art et d'indécentes plaisanteries sur la religion !

Il est de ces sujets dangereux que l'homme d'esprit évite quelquefois, que l'homme de goût évite toujours. Il est des noms que vous pouvez taire, mais que vous ne pouvez prononcer légèrement, sous peine de trahir une complète absence de toute élévation d'esprit. Ainsi, dans la cité éternelle, dans cette majestueuse « Niobé des nations, » comme l'appelle Byron, dans la Rome de saint Pierre et de César, on ne saurait voir la reproduction de Londres; vous ne sauriez, quel que soit d'ailleurs votre amour-propre national, comparer le Tibre à la Tamise, ni découvrir dans le dôme splendide qui, au-dessus de tant de ruines, s'élève, phare lumineux des nations catholiques, une analogie quelconque avec l'édifice plagiaire que l'hérésie luthérienne a dédié à saint Paul. Dickens est entré dans Rome par la frontière toscane, par la morne et désolée *Campagna ;* et pourtant, à l'aspect de ce champ désert, tombeau

de tant de cités détruites et d'antiques temples renversés, aucune pensée de recueillement n'est venue le saisir et le préparer plus dignement à pénétrer dans la ville sainte, l'*Urbs vastata* de Tacite, la cité vivante de Pie IX. En face de ce profond sommeil de l'inspiration, qui ne se rappelle les magnifiques paroles que trouva, il y a tantôt dix ans, un voyageur français pour saluer cette auguste Rome, chère alors et sacrée pour lui à tant de titres? Il y aurait presque de l'inconvenance à citer M. de Lamennais à côté de l'auteur de *Barnaby Rudge*, si, dans le sujet même qui les a occupés tous deux, il n'existait comme une vertu secrète qui, ce semble, devait ennoblir quiconque y toucherait. Toutefois, en admettant même que Dickens, par croyance et par éducation, pût rester froid et indifférent pour la cité classique et catholique, comment l'être pour le reste de cette terre poétique, peuplée des souvenirs les plus glorieux de l'Angleterre? comment échapper aux ombres familières de Shakspeare, de Milton, de Shelley, de Byron? l'alouette peut-elle chanter au matin dans les jardins de Vérone sans que la pensée de Juliette se réveille dans le cœur, et chaque brise de l'Adriatique n'est-elle point chargée des imprécations de Shylock et des plaintes de Desdémone? L'Arno murmure toujours le doux nom du *Penseroso;* les rives du golfe de Gênes retentissent encore des pleurs de la jeune épouse de Percy Shelley; et lorsque la lune baigne ses rayons tremblants dans les eaux du *Canale grande,* ne voyez-vous pas se dessiner, à la proue de cette gondole noire, la figure du noble exilé, du pâle chantre de Lara? On a peine à concevoir qu'un Anglais, si calviniste qu'il fût, ne cédât pas aux sollicitations de tant de fantômes aimés, et l'on éprouve je ne sais quel sentiment pénible à voir un esprit distingué faiblir ainsi devant les exigences d'un sujet sérieux.

A tout prendre, Dickens atteint à l'apogée de son talent dans *Barnaby Rudge* et *Martin Chuzzlewitt,* et encore le roman de *Chuzzlewitt* n'est-il guère que le premier pas sur un terrain nouveau. Les premières observations de Dickens, nous le répétons, portent sur les faits, sur les incidents; plus tard, ce sont les caractères mêmes qu'il étudie; et, quoique nous ayons plus de sympathie pour sa dernière manière, nous ne serions pas éloigné de croire que la première fût celle qui comportât le plus grand développement de ses qualités naturelles.

Le principal défaut de Dickens (nous laissons de côté toute question de goût, il n'y faut pas penser, si l'on veut le juger avec impartialité), le principal défaut de Dickens, selon nous, c'est l'absence totale de composition dans chacune de ses œuvres, même les meilleures. Aucun jeu de lumière et d'ombre; tout est sur le même plan, jamais de gradation, de perspective! Cela nous rappelle un peu certains tableaux du XVIIe siècle, représentant les campagnes de Louis XIV, où tout ce qui compose la cour du grand roi se presse sur les devants dans une égale lumière; puis, au fond, rien, si ce n'est le clocher de quelque ville flamande vaincue se perdant dans les nuages. Dickens entasse tous ses personnages sur le premier plan; puis, entre eux et le fond du tableau, le décor en quelque sorte, aucune figure n'est dans l'ombre; on ne remarque aucune de ces nuances qui, savamment combinées, forment un ensemble et maintiennent cette cohésion étroite entre les diverses parties, si nécessaire à toute œuvre d'art. Il faut bien le dire, Dickens n'est nullement artiste. Lorsque les beautés de langage et de style lui échappent (ce qui arrive fréquemment), il les doit au sentiment, à la hardiesse de sa pensée, à l'imprévu de ses idées, aux qualités enfin qui manquent assez généralement à ceux dont la forme est la préoccupation première.

Ce qui ne constitue pas un des caractères les moins curieux du talent de Dickens, c'est sa nationalité éminente. Il a quelques ressemblances avec certains écrivains étrangers; mais tel qu'il est, à le prendre en entier, il ne peut être qu'Anglais, et Anglais de Londres même. Son talent a des rapports intimes, et qu'on ne saurait méconnaître, avec son pays. Il représente jusqu'à un certain point les opinions démo-

cratiques en Angleterre : comme elles, purement populaire d'abord, il devient plus tard philosophe et penseur; parti de la rue, il finit par pénétrer dans les sphères sociales les plus élevées. L'auteur de *Pickwick* offre un des très-rares exemples d'une réputation faite par le peuple et s'imposant à la mode. Comme bien d'autres, Dickens a trop réussi par ce qu'il a fait de moins bon, et, si l'on ne devait voir en lui qu'un des héros de la *slang litterature,* ce ne serait, à parler franchement, guère la peine de s'occuper de lui; mais il y a chez Dickens, ainsi que nous le remarquions, autre chose que le *Bow-street reporter,* que le sténographe des débats de la police correctionnelle (1). C'est un esprit d'une grande profondeur et d'une rare étendue, bien qu'absolument dénué d'élévation, et volontiers nous lui appliquerions en finissant ce mot du docteur Johnson à propos de Swift : « Qu'il tente de s'élever, et il tombera à coup sûr; mais qu'il creuse, et il ne manquera jamais de trouver. »

ARTHUR DUDLEY.

(1) Pendant que Charles Dickens occupait le poste de sténographe au *Chronicle,* il s'est rendu surtout remarquable par sa manière de raconter les débats de la cour correctionnelle de Bow-street.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

29 février 1848.

Notre pays semble voué à d'incessantes épreuves; on dirait qu'il est dans sa destinée de faire au profit des autres peuples de continuelles expériences politiques. Mais sachons maîtriser nos impressions; dans un pareil naufrage, il n'y a pas deux partis à prendre : il faut réunir et consolider tous les éléments d'ordre et de sécurité. Oui, avec une situation nouvelle, de nouveaux devoirs commencent. Quand une révolution comme celle du 24 février 1848 s'accomplit, quand un mouvement immense dont chacun, il faut le dire, ignorait les profondeurs, agite une société sur ses bases et en change la face, il y a pour cette société des conditions essentielles à remplir, afin qu'elle puisse s'engager dans l'avenir si soudainement ouvert devant elle. Ces conditions, si spontanément, si admirablement comprises par la garde nationale, par le peuple, par la jeunesse de toutes les écoles, par le gouvernement provisoire, sont le maintien de l'ordre, le respect de la propriété, l'inviolabilité de la vie humaine.

En effet, nous avons vu la garde nationale et le peuple, qui s'étaient donné la main au milieu de l'insurrection, cimenter après la victoire un accord d'où sortira le salut de la patrie. Toute la population parisienne n'a plus formé qu'une immense garde nationale ; elle n'a eu qu'une pensée, qu'une volonté : c'est que la liberté restât aussi pure qu'elle s'était montrée invincible.

C'est sous l'empire du même sentiment que le gouvernement provisoire s'est dévoué à sa mission avec un énergique patriotisme. Il a proclamé la république, adopté les trois couleurs, annoncé la convocation d'une assemblée nationale. Les besoins du peuple ont été le premier objet des mesures qu'il a prises. Le gouvernement provisoire a garanti du travail à tous les citoyens, il a destiné aux ouvriers le million échu de la liste civile, et décrété l'établissement immédiat d'ateliers nationaux. L'armée a entendu de nobles paroles, et elle a répondu à l'appel du nouveau gouvernement : elle se réorganise ; les généraux ont mis leur épée au service de la république. La justice et l'administration ont repris leur cours. Les transactions commerciales recommencent ; les adhésions des corps constitués et des hommes politiques arrivent de toutes parts. Si la confiance semble ainsi renaître, il est juste d'attribuer en grande partie ce résultat si désirable à la belle déclaration du gouvernement provisoire pour l'abolition de la peine de mort en matière politique. « Chaque révolution opérée par le peuple français, dit-il dans son manifeste, doit au monde la consécration d'une vérité philosophique de plus. Le gouvernement

provisoire présentera l'abolition de la peine de mort en matière politique à la ratification définitive de l'assemblée nationale. Voilà une pensée vraiment grande, vraiment digne de l'humanité et de la France ; c'est un infaillible moyen de propagande.

Il nous semble que les esprits et les courages peuvent se raffermir quand on considère que, dans les quatre jours qui ont suivi le triomphe de la révolution de 1848, un gouvernement provisoire si rapidement créé a remis Paris en possession de lui-même et rétabli l'ordre ; il a ainsi donné à la nation le temps et les moyens de s'interroger et de faire connaître sa volonté.

Le gouvernement du pays par le pays, le bien-être des masses, la puissance morale de la France dans le monde, voilà, ce nous semble, les trois principaux résultats auxquels vont tendre les efforts et le patriotisme de tous. Ce n'est pas nous qui nous plaindrons si la révolution qui vient de s'accomplir réalise ses promesses.

Il faut fonder le gouvernement du pays par le pays, ou nous périssons. L'heure en est venue ; elle a sonné d'une assez retentissante façon pour être entendue partout. Cette fois, il s'agit d'organiser la représentation nationale sur des bases larges et solides qui en fassent la véritable expression de tous les intérêts et de tous les droits, de toutes les situations, de l'industrie comme de la propriété, du capital comme du travail. Pour cette œuvre nécessaire, ni les études et les tentatives de nos pères, ni la grande expérience dont nous avons le spectacle dans un autre hémisphère depuis plus d'un demi-siècle, ne sauraient être perdues. Il faut espérer que le temps n'aura pas en vain coulé. La démocratie moderne, ne l'oublions pas, ne saurait se constituer d'une manière durable qu'en établissant l'harmonie entre tous les éléments de la société. C'est ainsi seulement que pourra se vérifier cette parole de Sieyès que « le territoire le plus vaste, la plus nombreuse population se prête à la liberté. »

Depuis que la pensée française a commencé, dans le dernier siècle, l'émancipation politique du monde, personne n'a plus nié en principe le droit des individus et des masses au bien-être comme récompense de leur travail. Il y a eu même, pour arriver à un résultat aussi légitime, de sincères efforts honorablement tentés ; mais il faut en convenir, aucun gouvernement jusqu'ici ne s'est mis en mesure de marcher à un pareil but avec une énergie, avec une activité vraiment efficaces. Une pareille négligence n'est pas une des moindres causes de ces chutes profondes qui, au premier abord, confondent les imaginations. Assurément, il n'est pas à craindre que le régime qui sortira de la révolution de 1848 tombe dans la même faute ; mais il faut qu'à l'ardent amour de l'humanité et du peuple qui fait battre aujourd'hui tant de cœurs s'associe une science sociale compréhensive et impartiale, qui aille au fond de tous les problèmes, tienne compte de tous les droits, et sache établir entre toutes les classes de travailleurs des relations légitimes et de sincères sympathies.

Si l'Europe, après avoir reçu la commotion électrique que nous lui envoyons, a le spectacle de notre union et la conviction de nos intentions bienveillantes à son égard, nous serons déjà par cela seul puissants et respectés. Le génie de la révolution française est un esprit de paix et de solidarité entre les peuples ; il ne s'est montré si guerrier, il y a soixante ans, que provoqué par les rois de l'Europe. Aujourd'hui la France peut tenir plus hautement encore un langage pacifique, parce qu'il est évident qu'elle a bien moins à redouter les conséquences d'une guerre qu'en 1789. A cette époque, par des raisons diverses et à des degrés différents, les peuples faisaient cause commune avec leurs gouvernements contre nous : aujourd'hui ils ont nos principes et nos idées ; ils sont occupés à parcourir successivement les mêmes phases que nous avons traversées depuis soixante ans, et ils tendent au même but. Entre eux et nous, il y a donc une solidarité étroite, et si la guerre venait à éclater elle aurait pour cause, non pas une manie de conquêtes, mais le désir de leur prêter assistance. Si

l'Italie, si la Belgique étaient menacées dans leur indépendance, dans l'exercice de la volonté nationale, nous aurions à les défendre. Ne serait-ce pas d'ailleurs nous défendre nous-mêmes? Il n'y a pas contradiction à vouloir la paix et à fortifier en même temps notre puissance militaire. Il est bien de créer à côté de notre armée réorganisée une garde nationale mobile. L'Europe ne saurait se méprendre ni sur nos sentiments, ni sur notre attitude. C'est ce que paraîtrait indiquer une première résolution du corps diplomatique. Bientôt, au reste, un manifeste du gouvernement provisoire ne laissera aux puissances aucun doute sur la véritable pensée de la France.

Mais nous n'en sommes déjà plus réduits aux conjectures sur les dispositions de deux grands pays à notre égard, les États-Unis et l'Angleterre. Le représentant des États-Unis, M. Richard Rush, s'est rendu à l'hôtel de ville pour adresser ses félicitations au gouvernement provisoire. « Je suis bien assuré, a dit le ministre américain, qu'un cri universel et puissant s'élèvera dans mon pays pour souhaiter à la France prospérité, bonheur et gloire, sous l'empire des institutions qu'elle inaugure, sauf la ratification de la volonté nationale. » Ces sympathies de l'Amérique pour la France ne sont pas nouvelles. Dans son allocution au gouvernement provisoire, M. Richard Rush rappelait le vœu de Washington pour l'alliance des deux peuples. Jefferson a consigné dans ses Mémoires l'expression de son admiration affectueuse pour la nation française; il célèbre la bienveillance, la générosité de son caractère, sa supériorité dans les sciences, et toutes les qualités qui à ses yeux lui assurent un avenir prospère et glorieux. On voit que M. le ministre des États-Unis a pu, comme il l'a dit, reconnaître le nouveau gouvernement de la France, sans attendre des instructions, ou plutôt il les a trouvées dans les traditions et les souvenirs laissés par les plus illustres citoyens de l'Amérique.

Du côté de l'Angleterre, les premières manifestations ne sont pas moins rassurantes. Lord Normanby, dans une conférence avec M. de Lamartine, lui a fait connaître que son gouvernement avait à notre égard les dispositions les plus amicales. Cette communication a d'autant plus d'importance qu'elle semble être le résultat d'instructions envoyées de Londres. L'opinion en Angleterre n'a pas hésité à se déclarer en faveur de la révolution de 1848; le langage du *Sun* et du *Times* n'est pas équivoque. L'annonce des premiers événements a produit l'émotion la plus vive dans la chambre des communes, et les deux chefs du cabinet whig, lord John Russell et lord Palmerston, paraissent avoir pris sur-le-champ la résolution de reconnaître le nouveau gouvernement de la France. Ici encore ce qui s'est passé à l'époque de notre première révolution doit servir de leçon aux deux peuples, qui ne sauraient vouloir recommencer la longue lutte à laquelle ils se sont livrés pendant vingt ans. La paix, l'industrie, le même amour pour la liberté, tout a établi entre la France et l'Angleterre des rapports et des liens qui n'existaient pas en 1789. Nous ne croyons pas qu'il y ait en Angleterre un homme d'État qui voulût reprendre l'entreprise et les haines de M. Pitt, et tenter de coaliser l'Europe contre la France. Il ne trouverait ni les passions ni les moyens dont a pu disposer contre nous cet ardent adversaire. Qui donc se ferait le promoteur d'une coalition? Ce n'est pas l'Autriche, qui est impuissante à comprimer en même temps la Gallicie et l'Italie, puisque, s'il faut en croire la presse allemande, une armée russe devrait occuper le premier de ces pays, pour laisser à la cour de Vienne la faculté de concentrer une plus grande masse de troupes dans la péninsule. Les affaires intérieures de l'Allemagne embarrassent trop la Prusse pour qu'elle puisse songer, comme en 92, à prendre l'offensive. D'ailleurs, le premier besoin de la nation prussienne n'est-il pas aujourd'hui la conquête de tous les droits politiques qu'elle réclame depuis longtemps? Quant à la Russie, que peut-elle contre la France sans l'alliance et le concours de l'Allemagne?

Quelles que soient les circonstances et les événements qui nous attendent, l'avenir sera laborieux, il ne faut pas se le dissimuler, et il impose à tous de grandes obligations de dévouement et d'activité. Ceux qui seraient tentés de croire que, lorsqu'il survient des temps où la force et le secret des choses se révèlent par des coups de foudre et des tempêtes, les travailleurs dans l'ordre intellectuel peuvent se retirer à l'écart et sont autorisés à s'abstenir, ceux-là commettraient une étrange erreur. C'est au moment où un pays est puissamment remué par de grandes crises qu'il lui importe le plus que tout ce qui relève de la pensée, la science, les lettres et l'art, loin de tomber dans une prostration périlleuse, se maintienne au moins au niveau du passé. Quand les faits ont marché à pas de géant, les idées ne doivent pas rester en arrière, faibles, découragées et languissantes. Il y aurait là un triste contraste auquel, ce nous semble, ne sauraient se résigner les écrivains et les artistes, ni ceux qui entrent dans la carrière pleins d'ardeur et d'avenir, ni ceux que vient surprendre au milieu de la vie un grand événement. Pour la jeunesse, pour les talents nouveaux, n'est-ce pas un devoir de féconder par le travail les inspirations et les idées que peut provoquer et susciter une époque comme la nôtre? Il appartient aux talents éprouvés, loin de déserter l'arène, de donner le salutaire exemple d'une persévérance sérieuse. Ce ne sera pas trop du concours de tous les esprits d'élite pour maintenir avec fermeté le drapeau de la pensée. Cette conviction animera, nous n'en doutons pas, tous ceux qui ne désespèrent pas de l'avenir : elle nous soutiendra dans nos efforts. Rien n'honore plus un peuple, rien n'étend mieux son autorité morale sur les autres nations que le culte des lettres servant d'expression et de parure à la liberté politique.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

DE LA

LIBRAIRIE MELINE, CANS ET Cie.

Histoire de la Révolution Française, par *Louis Blanc*, deuxième volume, format anglais.

Le premier volume de ce grand ouvrage remontait en arrière, à plusieurs siècles de distance. Écrivain philosophe, tenant à déduire l'origine et l'enchaînement des faits, Louis Blanc commençait par Jean Huss la liste de ces puissants réformateurs qui aboutissent à la Constituante et à la Convention.

Cette manière de concevoir et d'écrire l'histoire a quelque chose d'insolite pour beaucoup de lecteurs qui se trouvent dépaysés en se voyant reportés à une date antérieure de plusieurs centaines d'années; mais à mesure qu'ils pénètrent dans la pensée intime de l'auteur, ils comprennent qu'il importait d'éclairer le fond du théâtre, afin de mieux faire ressortir les hommes et les événements mis en scène.

Fidèle à cette méthode rétrospective, Louis Blanc ouvre son second volume en résumant les deux révolutions qu'il va peindre dans la personne de Voltaire et dans celle de Jean-Jacques Rousseau.

La première révolution sera aisément victorieuse, et presque aussi semblable à une fête qu'à un combat; l'autre, issue de Jean-Jacques, n'aura qu'une majesté funèbre et finira par une catastrophe.

Après ce tableau prophétique des derniers instants de Voltaire succombant au milieu de l'éclat du triomphe, de Rousseau se réfugiant dans le suicide, comme dans le port où il échappe aux orages de sa pénible carrière, après ce tableau prophétique vient la peinture de la cour de France. Le philosophe cède la place à l'historien.

Hâtons-nous de dire que, malgré les nombreuses révélations que nous avons sur la révolution française, Louis Blanc a su rajeunir un sujet qui semblait épuisé. Sans ressembler à MM. Thiers, Mignet, de

Lamartine, il a écrit un livre qui forme le complément obligé de ses illustres devanciers, avec lesquels il n'a ni ressemblance, ni analogie.

Il est à peu près impossible d'analyser une œuvre de cette portée dont le premier mérite consiste dans les nouvelles perspectives que nous ouvre l'historien, et surtout dans les réflexions profondes qu'il nous inspire.

Les Mémoires d'un Médecin, par *Alexandre Dumas*, tome onzième, in-18.

Ce volume que l'on ne lit pas, mais que l'on dévore, tant les événements s'y pressent, porte à sa dernière page cette ligne : *Fin de Joseph Balsamo.*

Est-ce à dire que Joseph Balsamo va disparaître et faire place au comte de Cagliostro que nous verrons figurer dans la triste affaire du collier pour le suivre dans ses voyages et le retrouver à Rome où il devait terminer ses jours au fond d'une prison! Nous n'osons pas nous prononcer.

Quelques heureuses indiscrétions faisaient espérer qu'Alexandre Dumas continuerait ses *Mémoires d'un Médecin* à travers la révolution, la république, le consulat, l'empire et la restauration.

On parlait d'une nombreuse série de volumes, et, comme la caravane docile à la voix de son guide, les lecteurs suivaient avec confiance dans cette pérégrination l'inépuisable conteur qui tient en ce moment le sceptre du roman.

Quoi qu'il en soit, le onzième volume est rempli d'intérêt. Le crime de Gilbert révélé par Andrée pendant son sommeil magnétique, cette épouvantable révélation entendue par l'auteur de l'attentat, la fuite de Gilbert, l'asile qu'il va demander à Jean-Jacques Rousseau, la vengeance qu'il médite contre Andrée. et Philippe punissant enfin le misérable qui a abusé du sommeil de l'innocence, toutes ces scènes brûlantes appartiennent au genre dramatique. Espérons qu'Alexandre Dumas les rendra à leur véritable berceau, au théâtre où elles ajouteront à la popularité du roman : car selon le mot si judicieux de madame de Staël : *Rien ne réussit comme le succès.*

LA BELGIQUE

AU COMMENCEMENT DE 1848.

I. — Le bilan du parti catholique.
II. — Les chambres et les clubs. Le contre-coup de notre révolution.
III — La question industrielle. La propagande teuto-flamande.

La Belgique n'a pas eu sa révolution de février. Elle nous avait devancés à notre insu. La véritable révolution belge, la seule qui réponde à des besoins formulés, s'est accomplie au mois de juin 1847; elle réside tout entière dans les déplacements électoraux qui, à cette époque, ont substitué aux catholiques le parti libéral, exclu, depuis seize ans, de presque toutes les avenues officielles et réduit à puiser sa force dans l'action désordonnée des clubs. L'Europe n'a vu là qu'une oscillation parlementaire, et ce n'était rien moins qu'une rénovation sociale. L'immobilité du trône ne doit pas donner le change sur la portée de ce mouvement. La Belgique a pleinement réalisé l'utopie d'une monarchie républicaine. Toute force, tout intérêt de principes, toute initiative politique résidant là dans les partis, les solutions les plus graves et les plus décisives se trouvent forcément circonscrites dans le domaine des partis. La royauté n'est plus qu'un fait passif et secondaire, une sorte d'expédient diplomatique enté après coup et d'un commun accord sur une situation où tous les rôles étaient déjà distribués. Son premier devoir, c'est l'inertie. L'apathie obstinée de Léopold au milieu des transformations les plus violentes de l'esprit public, sa déférence presque automatique au fait superficiel et présent des majorités officielles, abstraction faite du mouvement constaté d'opinions qui, depuis quatre ans, changeait ces majorités en anachronismes, n'étaient après tout que l'expression un peu exagérée d'une nécessité franchement comprise. On s'explique dès lors comment le contre-coup des événements de Paris n'a pu l'ébranler. Les tendances radicales que notre révolution a mises en jeu autour de lui n'auraient pas d'intérêt sérieux à le renverser, car il ne leur fait pas obstacle. Bien plus, la chute de la famille d'Orléans a consolidé Léopold dans son inoffensive sinécure. En apprenant cette étrange péripétie,

il a renouvelé, dans des termes plus formels que jamais, l'offre assez fréquente de son abdication, et la Belgique, qui, il y a un mois à peine, l'eût peut-être pris au mot, l'a cette fois prié de rester. Ce trône inutile et oublié était devenu, d'un jour à l'autre, le palladium de l'indépendance nationale. A l'heure qu'il est, il n'y a guère en Belgique qu'un homme sincèrement las de la royauté : c'est le roi.

Léopold jouira-t-il longtemps du bénéfice de cette réaction? Peu importe. Nés avant lui, luttant en dehors de lui, les partis belges pourraient au besoin coexister sans lui dans toute leur intégrité. C'est donc en elle-même, dans son jeu intérieur et dans ses répugnances extérieures, et non pas en quelques analogies superficielles, que la Belgique doit être étudiée. Jamais cette étude n'eut plus d'à-propos. Nous pouvons être forcés de recommencer demain la gloire de 1792, n'en recommençons pas les fautes. Sachons distinguer, au delà de nos frontières, les sympathies et les conformités de besoins qui admettent notre ascendant moral et notre alliance industrielle, des susceptibilités qui repoussent notre suprématie politique. La Belgique est à moitié française et républicaine; mais elle peut vouloir rester telle en dehors de nous. Est-ce son intérêt? C'est à coup sûr son droit.

Trois ordres de faits appellent l'attention dans la nouvelle situation de la Belgique. Nous examinerons successivement quelles influences sont tombées devant le dernier mouvement électoral, quelles influences les remplacent, et quel rôle est dévolu à celles-ci en face des nécessités issues de notre récente transformation politique.

I

Le dernier mouvement électoral de la Belgique a, je l'ai dit, toute la portée d'une révolution. C'est le dénoûment de la lutte séculaire de l'indépendance civile contre le monopole religieux, lutte faussée à deux reprises par l'esprit de nationalité qui coalisa tour à tour avec le clergé contre l'Autriche et la Hollande l'opinion libérale, d'abord alliée de Joseph II et de Guillaume Ier dans leurs essais de résistance au système ultramontain. Après la révolution de septembre 1830, une pareille diversion n'était plus possible; c'est de Belge à Belge, dans le cercle de la nationalité même, que ce long duel allait se vider. L'intervention d'un élément nouveau contribuait à le rendre plus décisif encore. Le clergé avait compris son temps. Ne voulant pas river ses prétentions au principe décrépit de l'unité despotique, il avait audacieusement appelé le principe contraire, la décentralisation, la liberté dans l'acception la plus radicale. Vainqueur, il ouvrait l'Europe libérale tout entière aux essais de l'utopie néo-catholique, et, à la faveur d'un bizarre accouplement de mots, l'expérience des nations reculait de trois cents ans. Vaincu, il entraînait dans sa chute les dernières espérances de la théocratie. Le théâtre était humble, mais les champions représentaient d'immenses intérêts, d'immenses ambitions.

J'ai raconté déjà (1) comment le clergé belge, servi tour à tour par la crédulité et par les divisions intérieures des libéraux, avait réussi à se faire de la liberté l'instrument de la domination la plus inquisitoriale et la plus absolue. Groupés, en 1841, par M. Rogier autour d'une insignifiante question d'enseignement, les libéraux se mirent enfin à combattre le clergé par ses propres armes, opposant le droit au droit, l'abus à l'abus, les clubs à la chaire, la franc-maçonnerie aux couvents, et la réaction marcha dès lors avec une rapidité foudroyante. Deux ans d'union ont suffi aux débris épuisés de ce parti pour résister au courant catholique, un an pour le refou-

(1) Voyez le tome IV de 1846, page 468.

ler, trois ans pour le remonter et s'emparer de la situation. Aujourd'hui que certaine fraction de notre clergé n'est plus réduite à proposer la Belgique pour modèle, ce résultat de l'expérience la plus hardie et un moment la plus voisine du succès qu'aient enfantée les idées modernes peut renfermer d'utiles enseignements. C'est la condamnation anticipée de la seule pensée d'accaparement et d'exclusion qui puisse être tentée désormais de s'imposer à la France libérale. C'est le 89 de l'avenir. Je ne voudrais nullement réveiller des défiances qui ont vieilli d'un siècle en trois jours. Sur cet océan de libertés qui nous pousse aux rivages d'un nouveau monde, il y a d'inévitables orages ; insensé qui proposerait, pour désarmer l'orage, de tarir l'océan! mais il est permis d'en signaler les écueils.

Le parti catholique belge a été, du reste, le premier à comprendre que la théocratie était inconciliable avec l'extrême liberté. Il n'a pas essayé de résister un seul instant sur ce terrain, et s'est réfugié, ses chefs en tête, dans les idées opposées. Ses derniers actes, comme pouvoir, n'ont été, en effet, qu'une longue rétractation des principes qu'il avait jusque-là proclamés, une longue et infructueuse évocation des principes qu'il avait proscrits. Auteurs ou coopérateurs de toutes les mesures hostiles à la prérogative royale, M. de Theux et ses collègues s'étaient vantés de venir en aide à la couronne; ils espéraient capter ainsi la bienveillance de ce groupe ultrà-conservateur qui va de M. Dolez à M. Liedts, et ce groupe n'hésita pas, on s'en souvient, à se séparer momentanément de la couronne pour éviter toute apparence de solidarité avec la réaction ultramontaine. Représentants exagérés d'un parti qui avait naguère inscrit sur son drapeau ce cri de guerre électoral : « Il faut vaincre les libéraux en masse! » ils s'étaient baptisés, en désespoir de cause, « libéraux modérés, » et n'ont réussi, par cet aveu suprême d'impuissance, qu'à réhabiliter, aux yeux des plus timides, une opposition où le libéralisme modéré avait ostensiblement le premier rôle; les fonctionnaires eux-mêmes ont cru, dès ce moment, pouvoir s'affilier publiquement aux associations électorales. Derniers héritiers enfin d'un pouvoir issu du radicalisme, grandi par le radicalisme, ruiné par la défection seule du radicalisme, ils avaient pris texte de la présence des radicaux dans la coalition pour lui dénier toute liberté d'action, toute aptitude gouvernementale, et cette tactique a tourné, comme les autres, à leur entière confusion. Réduits par les provocations de la presse catholique à s'expliquer, les anciens doctrinaires n'ont pas hésité à repousser tout soupçon de solidarité avec les radicaux. La fraction plus avancée que dirige M. Verhaegen, et qu'on espérait acculer par ces provocations dans une neutralité suspecte, a pris une attitude plus tranchée encore; sacrifiant son individualité politique au désir de maintenir l'union dans le groupe libéral de la chambre des représentants, en partie composé de conservateurs timides ou exclusifs, cette fraction s'est séparée avec une sorte d'apparat du club central *l'Alliance*, sous prétexte que le radicalisme y gagnait trop de terrain. Pour compléter enfin cette série de mécomptes, les radicaux, que le dédain affecté des deux fractions libérales semblait devoir refouler vers les catholiques, ont spontanément conservé à la coalition l'appui électoral qu'elle ne sollicitait pas. Ainsi, non content de se renier lui-même, non content de démontrer par l'impuissance de ses appels à tous les intérêts, à tous les principes, à toutes les susceptibilités, son irremédiable discrédit, le parti catholique s'est trouvé fatalement conduit à mettre en évidence les garanties offertes par ses adversaires. Les opinions intéressées qui hésitaient, en face des divisions intérieures du libéralisme, à croire à sa viabilité, n'ont plus craint de rompre avec l'ancienne majorité, en acquérant la preuve que ces divisions n'offraient aucune chance de retour à celle-ci, et que radicaux et constitutionnels, au fort même de leurs querelles, savaient se réunir contre l'ennemi commun.

En dehors du domaine politique, où chacun de ses pas rencontrait un obstacle ou

un abîme, il s'offrait à la majorité vaincue des chances imprévues de salut. Un formidable médiateur, la famine, intervenait, six mois avant l'épreuve décisive des dernières élections, dans la lutte des partis, et il ne tenait qu'aux catholiques de l'avoir pour auxiliaire. Les circonstances leur en faisaient même une heureuse nécessité. Les Flandres, premier et dernier asile de leur prépondérance et où se trouvait dès lors concentré tout l'intérêt de la guerre électorale, demandaient à grands cris, par l'organe de leurs assemblées provinciales et communales et de leurs chambres de commerce, l'union douanière avec la France, seul palliatif possible à l'effroyable misère des ouvriers liniers. Par une coïncidence plus heureuse encore pour les catholiques, les libéraux, exhumant d'absurdes susceptibilités nationales, se prononçaient bruyamment contre le vœu de deux provinces qui nomment à elles seules plus du tiers des représentants et des sénateurs. Un mot, un seul mot rassurant du ministère aux intérêts irrités par ces résistances, et la question électorale se trouvait déplacée, et les libéraux étaient supplantés sur le terrain de leur plus active propagande. En abjurant, au profit de l'alliance française, la donnée d'un système d'isolement principalement dirigé par eux contre la France, les catholiques n'auraient été que logiques; car ils avaient posé eux-mêmes, par les traités prussien et hollandais, le principe de ce revirement. Aveuglement ou démoralisation, les catholiques sont restés inertes devant ce mouvement d'opinions qui ne demandait qu'un chef. Cette arme que le hasard leur mettait aux mains, ils l'ont timidement laissée tomber à terre. Quelques phrases évasives de MM. de Theux et Dechamps sur la non-impossibilité future de l'union douanière, quelques dénégations à double entente d'un ministre d'État, M. de Muelenaere, accusé d'avoir, en sa qualité de gouverneur de la Flandre occidentale, favorisé le pétitionnement unioniste, voilà le seul gage officiel que l'ancien cabinet ait su donner à des besoins impérieux, juste ce qu'il fallait pour surexciter contre lui les répugnances de la minorité protectioniste, et pas assez pour lui concilier les intérêts contraires. Dans une question où son intervention seule équivalait à une victoire, il a réussi à perdre jusqu'au bénéfice de la neutralité.

Les Flandres étaient cependant sa préoccupation constante. La dernière session n'a été, en quelque sorte, qu'une longue et minutieuse enquête sur l'état de ce malheureux pays. La vérité n'a jailli que trop vive. Durant six mois, les tableaux les plus hideux, les chiffres les plus désespérants, se sont succédé à la tribune, dans les rapports officiels et dans les journaux. Il a été constaté que les hordes de paysans affamés contenues par la maréchaussée aux portes de Bruxelles représentaient la partie valide de populations autrefois aisées; que des villages entiers, dans les districts ruraux des Flandres, vivaient d'herbages et de racines déterrées sous la neige; que d'autres couraient en masse à la curée des bestiaux morts sur les chemins; que des malheureux, pour ne pas mourir d'inanition, étaient réduits à voler de la drêche, comme on vole ailleurs du pain, et que la mortalité, sur plusieurs points où elle n'atteignait naguère que les trois quarts du chiffre des naissances, était désormais de neuf décès pour quatre naissances. La révélation de l'insuffisance des ressources locales est venue faire un triste pendant à cette misère : il a fallu reconnaître que les bureaux de bienfaisance des localités où les besoins étaient le plus impérieux avaient engagé leurs revenus de plusieurs années ; que les communes étaient à bout d'expédients ; que la charité privée, épuisée par des surtaxes qui portaient parfois jusqu'à 500 francs la part de contribution directe du petit fermier cultivant huit ou neuf hectares, avait dû suspendre ses aumônes ; que le prélèvement de la plupart de ces surtaxes serait même impossible pour 1847, et que la réduction ou la cessation brusque de secours déjà trop insuffisants allaient coïncider avec les chômages de travail et les besoins nouveaux amenés par l'hiver. Qu'a fait pourtant le ministère catholique en présence de cette situation qui lui apparaissait pour la première fois

dans toute sa désolante nudité? Il a reculé comme accablé devant l'immensité de sa tâche. Dix millions auraient à peine suffi pour procurer un faible soulagement aux classes indigentes jusqu'à l'ouverture ou à la reprise des travaux publics, et un emprunt était momentanément impossible en face de l'immense absorption de numéraire occasionnée par les achats de grains à l'étranger. Ces dix millions auraient donc dû être prélevés en bloc et par voie de surtaxes sur les revenus d'un seul exercice, et, qui pis est, sur la branche la moins productive de ces revenus, sur l'impôt direct, qui ne s'élève qu'à 30 millions, et qu'il eût fallu dès lors augmenter d'un tiers. On ne pouvait pas, en effet, songer à pallier la crise des subsistances en augmentant les impôts indirects, c'est-à-dire en grevant le travail et la consommation. Trop faible pour s'aliéner l'appui que la propriété foncière lui conservait encore par le sénat, trop intelligent peut-être aussi pour attacher à sa politique, déjà si discréditée, le précédent d'une taxe des pauvres, le ministère a fermé les yeux devant l'impossible. D'insignifiantes allocations, équivalant ensemble au pain de trois ou quatre jours pour des malheureux dont quelques-uns devaient, trois mois encore, manquer de tout, voilà à quoi ont abouti ses bruyantes démonstrations d'intérêt. En faisant sonder au pays l'abime sans fond du paupérisme, il n'a réussi qu'à donner la mesure de sa propre impuissance, et, dans le langage des masses, l'impuissance chez le gouvernement est toujours synonyme de mauvais vouloir. Par cette sorte de fatalité qui s'attachait à ses derniers actes, M. de Theux, en cherchant à détruire les préventions qui s'élevaient ici contre la domination catholique, s'est trouvé conduit à les corroborer. A l'occasion du crédit annuel de perfectionnement et de secours demandé pour l'ancienne industrie linière, le ministère a provoqué des recherches sur l'emploi des fonds précédemment votés, et il en est résulté pour le public cette conviction, que, dans les mains du clergé, placé à la tête de presque tous les comités de répartition, ces fonds de perfectionnement s'étaient souvent convertis en nouvelle cause de décadence. Soit défaut de plan et charité mal entendue, soit persuasion que le mieux était de secourir les ouvriers liniers au jour le jour, sans se préoccuper de progrès que l'émigration de Guatemala, ce chimérique exutoire de tout intérêt froissé par la politique d'isolement, allait, dans leur pensée, rendre inutiles, bon nombre de ces comités s'étaient bornés à faire chez les fileurs et les tisserands les plus pauvres des commandes qu'ils payaient au-dessus du cours, sauf à revendre ensuite à perte pour recomposer le plus tôt possible leur fonds de roulement. De là deux inconvénients : les ouvriers ainsi secourus, sûrs d'un placement qu'ils savaient n'être qu'une aumône déguisée, songeaient moins à travailler bien qu'à travailler vite, et leurs produits, quoique inférieurs, allaient faire cependant une concurrence écrasante au travail de l'ouvrier non secouru, protégés qu'ils étaient par un bon marché factice. Des mesures ont été prises pour prévenir le retour de semblables contre-sens; mais la question des Flandres n'est rien moins que résolue. M. de Theux la lègue tout entière aux libéraux.

Il la lègue enclavée dans un chiffre effrayant, et que je recommande aux méditations des derniers partisans de la « liberté comme en Belgique. » Avec un budget qui présentait de fréquents excédants de recettes; avec un revenu croissant, une moyenne individuelle d'impôts directs décroissante et une dette constituée environ moitié moindre, toute proportion gardée, que la nôtre; avec un admirable réseau de voies de communication qui vivifie toutes les parties du territoire, et dont la construction seule a éparpillé en salaires plus de 150 millions; avec cent industries prospères, enfin, à mettre en regard d'une seule industrie aux abois, la Belgique a vu, en treize ans, son paupérisme tripler et atteindre, au milieu des progrès de la fortune publique et privée, la proportion presque irlandaise d'*un* pauvre sur *quatre* habitants. Comment expliquer ces mouvements inverses? Le fait tout local de la crise

linière n'y suffit pas : le chiffre de la population indigente a suivi une progression anormale ailleurs que dans les districts liniers. Il faut donc chercher une cause uniforme et permanente à cette anomalie, et on a beau interroger le mal sous tous ses aspects, sonder le corps social dans ses replis et en dehors de toute défiance préconçue, un même fait se dresse au bout de toutes ces investigations : l'accaparement religieux. Dans cette même période où le paupérisme a triplé, la Belgique a vu se fonder, se développer et s'enrichir plus de *quatre cents* maisons religieuses, et il est aisé de comprendre quelle absorption de forces productrices et d'éléments rémunérateurs doivent faire ces accaparements combinés. On en contestera la désastreuse influence ; on dira qu'il ne s'agit après tout ici que d'un déplacement partiel du capital et de la propriété foncière, déplacement où le prolétariat, foyer naturel du paupérisme, n'a rien à perdre, par la raison qu'il faut toujours des bras pour exploiter la terre et des bras aussi pour vivifier les capitaux, quelle que soit d'ailleurs la classe possédante. Cette objection n'est que spécieuse : elle échoue des deux côtés devant l'examen des faits locaux. D'abord, une bonne partie du numéraire détourné par les couvents sort de la Belgique et s'en va à Rome, à Vienne, à Paris même, dans la caisse centrale des différents ordres. Une autre va pensionner les écoles secondaires du clergé et grever ainsi indirectement, sans profit pour la classe ouvrière, la masse des contribuables, qui subventionne les colléges de l'État, constitués souvent en déficit par cette concurrence. Une autre enfin est affectée à la publication des journaux, des livres, des pamphlets du clergé. Le reste a servi, jusqu'à présent, à improviser par voie de prêts, dans les villes où il s'agissait de défendre une position électorale, des patentés, de petits marchands que les besoins de la consommation n'appelaient pas, qui dès lors n'offrent aucun débouché nouveau à la production manuelle et ne vivent qu'aux dépens des marchands déjà établis (1). Les excédants du revenu que le clergé régulier tire de ses immenses acquisitions territoriales prennent les mêmes routes. Le fait même de ces acquisitions a puissamment contribué, en second lieu, à activer les progrès du paupérisme, et voici comment : à part de rares exceptions, les couvents acquéreurs n'ont pu jeter leur dévolu ni sur la grande, ni sur la moyenne propriété. L'une est le patrimoine presque exclusif de l'aristocratie, et l'esprit de famille en interdit, dans la plupart des cas, l'aliénation ; l'autre est directement exploitée par les propriétaires eux-mêmes, qui ne sauraient trouver, dans le prix de vente, une compensation au déplacement onéreux qu'ils devraient subir, et à la perte de leur travail, de leur unique industrie, dont ils perdraient l'emploi dans les loisirs de la vie de rentier. C'est donc par l'agglomération des petites propriétés que le clergé, soit directement, soit par contre-coup, a dû constituer son action territoriale. Or, on s'accorde à attribuer, dans les districts liniers surtout, à cette absorption graduelle de la petite propriété, l'extension démesurée que prend chaque jour le chiffre de la population indigente.

La vieille industrie linière était jusqu'à ces derniers temps intimement liée au travail agricole ; l'ouvrier filait et tissait le lin qu'il récoltait dans son propre champ.

(1) De 1831 à 1845, le revenu des patentes a plus que doublé. Si l'on remarque, d'une part, que les seules modifications apportées dans cette période au régime des patentes consistent en dégrèvements ; d'autre part, que les grandes industries, les grandes raisons commerciales sont celles qui tendent le moins à se multiplier, ce qui n'a pas besoin d'explication, et que l'accroissement a dû porter presque exclusivement sur la catégorie des petits patentés, dont il faut un plus grand nombre pour composer la même somme de revenu, on peut induire, sans la moindre exagération, de cet accroissement de revenu, que le nombre des patentés a au moins triplé. Ce fait est hors de toute proportion avec la progression industrielle et commerciale du pays, et donne la mesure des expédients électoraux du clergé.

Écrasées peu à peu par la concurrence de l'industrie mécanique, les familles vouées à cette triple occupation se sont vues réduites à se créer des ressources précaires et momentanées en faisant argent du seul élément aliénable de leur revenu, c'est-à-dire de leur coin de terre. Les ordres religieux sont venus à point pour s'emparer de ces tendances, pour les surexciter par l'appât d'une vente facile, et c'est ainsi que, dans certains cantons, le nombre des cotes foncières a diminué en vingt ans dans l'énorme proportion de *cent* à *cinquante-trois*. Ce schisme de deux productions qui se prêtaient un mutuel appui a engendré pour la filature et le tissage à la main une succession rapide de nouveaux mécomptes. Forcés d'acheter la matière première qu'autrefois ils produisaient eux-mêmes, les ouvriers liniers ont dû fabriquer plus chèrement, et en même temps que l'encombrement, la concurrence résultant d'une fabrication plus continue et à laquelle le travail agricole ne venait plus faire diversion, les amenaient fatalement à baisser leurs prix. De là, nouvelle gêne, et, à sa suite, les emprunts usuraires, les achats de matières premières à crédit. Puis, la matière première même est devenue plus rare, détournée qu'elle était vers les placements moins fractionnés et plus sûrs que lui offraient l'industrie mécanique indigène et l'exportation. Cette rareté s'est traduite par des interruptions, des irrégularités de travail qui ont fini par décourager les commandes directes du commerce, et livré à l'intermédiaire onéreux des courtiers ambulants les derniers moyens d'existence de près de quatre cent mille ouvriers, dont les salaires sont descendus jusqu'à trente centimes pour les tisserands, et jusqu'à douze centimes pour les fileuses.

Voilà les faits et les chiffres que le ministère de Theux s'est donné, sans le vouloir, la triste mission d'évoquer. Les couvents et la politique qui les a servis ne pressentaient pas sans doute ces résultats de leur domination; mais il y a pour les influences qui tombent des heures d'impopularité où les masses viennent leur demander compte même de l'imprévu. C'est le cas du parti catholique. Maître absolu de la situation pendant seize ans, il en a, aux yeux de celles-ci, la responsabilité absolue, et tout, loin de là, n'est pas exagéré dans ce sévère jugement. Le bilan économique des catholiques belges peut se résumer en ce rapprochement, que personne n'a peut-être formulé, mais qui est bien certainement au fond du désespoir populaire : en 1831, ils rouvraient les monastères, grâce à l'appui électoral des paysans, et, en 1846-1847, ils ont dû fermer, pour cause d'encombrement, les villes, les hôpitaux, les prisons même, à des légions de paysans qui venaient y implorer un asile contre la faim et le froid. En 1830, ils ne trouvaient dans l'héritage commercial des Hollandais que des industries prospères, et, en 1847, ils ont mené le deuil de la plus importante de ces industries, en laissant à la place, sur le théâtre même de sa splendeur quatre fois séculaire, une autre industrie qui symbolise horriblement le contraste des deux époques : la vente publique et affichée des viandes de cheval et de chien.

Ainsi, la contre-partie aura été complète. Tout, jusqu'aux hommes, jusqu'aux noms propres, aura concouru à ce talion minutieux qui, dans le domaine des principes et dans celui des faits commerciaux, a retourné contre les catholiques les instruments mêmes de leur action. Le premier ministère de Theux organisa en six ans leur prépondérance, et il était réservé au second ministère de Theux de résumer, dans le cadre étroit de son existence, toutes leurs chutes, tous leurs torts. En politique, il s'est vu fermer toutes les portes ; en économie, là où il cherchait des expédients, il n'a fait jaillir que des accusations ou des impossibilités. Le vide est désormais complet autour des catholiques. Ils pourront se disséminer, selon leurs affinités personnelles, dans les autres opinions, et y apporter même, à la longue, des appoints décisifs ; mais, comme pensée active et dirigeante, comme parti proprement dit,

leur existence est close. Ils ont tout renié, tout compliqué, et n'ont rien résolu. Nulle espérance ne peut germer sur ce sol mouvant.

II

Le pouvoir, s'il échappait pour toujours aux catholiques, n'était pas moins une dangereuse épreuve pour les libéraux. Les élections de juin, en mettant les premiers dans l'impossibilité de gouverner, n'avaient pas donné une majorité décisive aux seconds.

Dans la chambre des représentants, les partis n'étaient qu'équilibrés. Les libéraux étaient sûrs de détacher de l'ancienne majorité ce groupe flottant de députés fonctionnaires qu'on retrouve invariablement, depuis 1832, à la suite de tous les pouvoirs; mais encore fallait-il constituer un pouvoir, et là résidait la grande difficulté. L'accord des diverses fractions libérales dans la lutte survivrait-il au triomphe commun? Chacune d'elles ne chercherait-elle pas à primer dans la future combinaison ministérielle? Cette difficulté levée, une question de principes succédait, en outre, à la question de personnes. Les deux grandes nuances libérales avaient eu, on s'en souvient, des points de départ opposés. L'une prétendait combattre les catholiques en renforçant le pouvoir exécutif, l'autre voulait au contraire procéder par l'extension du pouvoir électif. M. Rogier avait accouplé tant bien que mal dans son programme ces prétentions rivales. S'il repoussait l'abaissement uniforme du cens au minimum de 20 florins, il admettait, par compensation, l'adjonction des capacités; s'il conservait au roi le droit de nommer les bourgmestres en dehors des conseils, il subordonnait l'exercice de ce droit au consentement préalable des députations permanentes; mais cette double transaction, déjà connue depuis six mois, avait soulevé des protestations contradictoires aux deux extrémités de la coalition. M. Dolez, par exemple, avait repoussé, au nom de l'ancien juste-milieu, l'adjonction des capacités comme excessive, tandis que M. Castiau la repoussait comme insuffisante. De part et d'autre, on s'était plaint d'être sacrifié. Sept ou huit voix pouvaient disparaître dans ce conflit, et c'était assez pour paralyser momentanément le parti libéral.

Dans le sénat, des complications plus graves encore pouvaient surgir. Protégé par la lenteur exceptionnelle de ses renouvellements périodiques, le sénat n'avait que faiblement subi l'action électorale des libéraux, et la majorité de cette assemblée était d'autant plus à craindre, qu'associée à tout le mauvais vouloir des catholiques, elle ne l'était pas à leur discrédit. Ses précédents gouvernementaux de onze années, le motif même de sa rupture avec les libéraux, motif puisé dans une horreur exagérée du radicalisme, lui assignent, en effet, une position distincte à côté du parti vaincu, dont le radicalisme, on ne saurait l'oublier, a été le véritable point de départ. Toute nouvelle lutte entre elle et la coalition pouvait donc produire un fâcheux déplacement de rôles. Jusque-là, même quand leurs coups atteignaient accidentellement le sénat, les libéraux n'avaient combattu, après tout, que le monopole ecclésiastique; mais maintenant qu'un échec décisif avait mis celui-ci hors de cause, ils allaient se trouver par le fait en hostilité spéciale, immédiate, avec le principe aristocratique et la grande propriété, dont le sénat est considéré comme l'expression. Par une coïncidence non moins fâcheuse, c'est sur M. Rogier que la haute chambre avait concentré ses rancunes: elle ne lui pardonnait ni l'alliance qu'il avait contractée avec les ultra-libéraux, dénigreurs systématiques des prétentions nobiliaires, ni la menace de dissolution qu'il avait suspendue sur elle en 1841 et en 1846. Or, M. Rogier était et est encore la clef de voûte de la coalition. S'il cédait, la coalition était brisée; les ultra-

libéraux se séparaient de lui, et, avec lui, du libéralisme modéré. S'il résistait, c'est du côté des libéraux modérés que pouvait éclater la scission. Une dissolution, des élections nouvelles étaient inévitables dans ce cas. Les clubs, où domine l'influence ultra-libérale, allaient reprendre le premier rôle et imposer cette fois leur programme tout entier au cabinet, qui n'aurait plus le droit d'opposer à leur impatience des calculs de conciliation désormais avortés, inutiles. Les ultra-conservateurs, qui hésitaient déjà à suivre M. Rogier sur le terrain de l'adjonction des capacités, allaient infailliblement le laisser s'engager seul dans ces parages maudits qui s'étendent du cens à 20 florins au suffrage universel.

Telles sont les difficultés que la coalition victorieuse rencontrait à ses premiers pas. La nouvelle majorité n'était pas encore constituée qu'elle se voyait déjà menacée d'une dislocation. La sagesse des chefs de la coalition a ajourné la première de ces difficultés ; l'imprévu les a tranchées toutes deux.

Pendant deux mois qu'a duré la crise d'où le premier ministère libéral est sorti, M. Rogier n'a pas eu à se heurter un seul instant contre ces susceptibilités individuelles, ces intérêts de coterie qui rendent d'ordinaire si difficile la mission d'un chef de coalition appelé à faire à chaque allié sa part. Loin de là : dans cette agglomération de fractions encore distinctes, bien qu'animées déjà du même esprit, et dont chacune avait ses droits acquis, ses chefs à mettre en avant, c'était à qui ne serait pas ministre. MM. Lebeau et Devaux, dont les noms semblaient accolés de fondation à celui de M. Rogier ; MM. Dumon, de Brouckere et d'Elhoungne, que l'opinion désignait après eux; M. Verhaegen, l'agitateur habile et désintéressé qui, après avoir organisé la ligue maçonnique, a su plier cette force réputée indisciplinable au joug des nécessités gouvernementales; les notabilités les plus méritantes, les ambitions les plus légitimes, en un mot, se sont effacées comme d'un commun accord, se bornant à donner aux choix de M. Rogier un complet assentiment. Ces abstentions simultanées ont eu pour résultat, d'abord, d'anéantir toute arrière-pensée défiante et jalouse entre les anciens doctrinaires et l'ancienne gauche; en second lieu, de soustraire le nouveau cabinet au danger d'un fractionnement d'influence, en concentrant toute action dirigeante sur M. Rogier, c'est-à-dire sur l'homme qui a opéré en 1841, cimenté en 1846 le rapprochement de ces deux fractions, et qui, par son programme, les personnifie toutes deux; en troisième lieu enfin, de permettre l'accès de la nouvelle administration aux représentants du groupe ultra-modéré, dont la rupture ouverte avec les catholiques ne date, à proprement parler, que du dernier avénement de M. de Theux, et qu'il s'agissait de river à la coalition par la solidarité du pouvoir. C'est ainsi que le portefeuille des affaires étrangères est échu à M. d'Hoffschmidt, dont personne, jusqu'aux premiers mois de 1846, n'avait soupçonné, que je sache, le libéralisme, mais qui, à cette époque, où la simple neutralité avait, aux yeux des libéraux, la valeur d'une adhésion, n'hésita pas à s'associer à la démission de M. Van de Weyer. M. Dehaussy, le nouveau ministre de la justice, peut lui-même être considéré comme une conquête récente pour la coalition. Son libéralisme, moins négatif que celui de M. d'Hoffschmidt, et qu'il a manifesté même en plus d'une occasion au sénat, où il relayait volontiers M. Dumon dans les devoirs d'une opposition à peu près réduite au monologue, restait cependant en dehors des tendances agressives et des concessions de principes qu'on a pu reprocher à la fraction militante des doctrinaires. L'attitude de la coalition victorieuse a complétement rassuré M. Dehaussy ; il n'a pas cru dévier de son passé gouvernemental en entrant dans un ministère où l'influence ultra-libérale, dont on avait redouté d'avance les prétentions, se résignait à n'être représentée que par M. Rogier, par le chef même de l'ancien juste-milieu. Il n'est pas jusqu'à M. Liedts, cette Célimène parlementaire dont les combinaisons les moins exclusives s'étaient vainement disputé la foi, qui

n'ait consenti à donner une adhésion significative à M. Rogier, en acceptant de lui le titre de ministre d'État. Quant au personnel des ministres à portefeuille, il se complète par trois hommes nouveaux. Le département de la guerre a été confié au général Chazal, l'une des notabilités de l'indépendance belge, et qui a su, privilége plus rare chez nos voisins qu'on ne croit, se faire pardonner de tous les partis sa qualité de Français naturalisé. M. Veydt, administrateur intelligent et laborieux, mais dépourvu de toutes qualités oratoires, a été nommé aux finances, et M. Frère-Orban, simple avocat à Liége avant les dernières élections, aux travaux publics. Si MM. Frère-Orban, Veydt et Chazal n'ajoutent pas une grande force morale au cabinet, ils ne le compromettront pas non plus, et ils peuvent être utiles de deux façons : sans précédents officiels qui les lient, ils endosseront tous les revirements de tactique, toutes les innovations de détail que les nécessités parlementaires feront éclore. Sans influence personnelle dans les chambres et pouvant être au besoin remplacés sans tiraillements et sans secousses, ils gardent trois portefeuilles toujours prêts pour les ambitions plus sérieuses que M. Rogier jugerait prudent d'associer à sa responsabilité gouvernementale. Ils sont comme la soupape de sûreté de la coalition, la réserve de l'imprévu.

Les vues de conciliation qui ont présidé à la naissance du cabinet Rogier ont dirigé aussi les premiers actes de la coalition victorieuse dans la chambre des représentants. Loin de chercher à s'effacer mutuellement, loin même de se tenir à l'écart l'une de l'autre, les deux fractions les plus divergentes du libéralisme ont mis une sorte d'affectation à échanger leurs voix dans la nomination des membres du bureau. C'était manifester clairement que les dissentiments de détail mis en jeu par le programme de M. Rogier ne dégénéreraient pas entre elles, du moins pour le moment, en questions d'influence et de personnes. L'accord de la coalition était donc pleinement garanti de ce côté.

Il s'en fallait de beaucoup que la situation fût aussi nette du côté du sénat. M. Rogier n'a rien épargné pour rentrer en grâce auprès de cette aristocratie pointilleuse. Il a d'abord écarté de son programme ministériel toute condition comminatoire de dissolution, alors que les nouveaux succès du libéralisme, l'abdication des catholiques et l'adhésion des ultra-conservateurs lui donnaient plus que jamais le droit de parler haut. Il a fait une avance non moins significative au sénat en se donnant pour collègue un membre de cette assemblée, M. Debaussy, et en disposant au profit de deux autres, MM. de Macar et Dumon, des deux premiers emplois de gouverneur qui sont devenus vacants. Une partie des libéraux belges, par un inintelligent emprunt des préjugés de notre ancienne opposition à l'égard de la pairie, affectaient jusqu'ici de n'attribuer qu'un rôle passif et secondaire au sénat, bien qu'il dérive, aussi bien que la chambre des représentants, de l'élection. La haute chambre, à son tour, voyant son influence contestée, ne saisissait que plus avidement l'occasion d'en faire sentir le poids, et c'est là peut-être le véritable secret de son hostilité. Le triple choix dont il s'agit était une protestation implicite du chef de la coalition en faveur des légitimes susceptibilités de cette assemblée, une reconnaissance de son initiative et de sa part d'action sur la direction du pays. M. Rogier est allé plus avant encore dans la discussion de l'adresse. Loin de se prévaloir de certains aveux de tribune qui le proclamaient le produit naturel, légal, de la situation, M. Rogier a spontanément accordé au sénat le droit de faire cause à part et de former le noyau d'une sorte de torysme belge avec lequel il se déclarait prêt à compter. Peine inutile! le sénat ne sortait pas de sa réserve boudeuse. M. Rogier n'avait pu lui arracher, par ces concessions accumulées, qu'une promesse de « bienveillance provisoire. » Où s'arrêterait cette bienveillance provisoire? Ce n'était pas douteux : devant le programme même de la coalition, devant les réformes qui constituaient dans ce programme le

lot du groupe ultra-libéral. Le moment de la discussion était venu; ces projets étaient déjà soumis aux chambres, et l'on attendait le résultat de l'épreuve avec l'anxiété la plus vive. Les clubs s'indignaient de ce qu'une assemblée notoirement condamnée par le pays électoral, et qui ne devait un reste d'existence qu'à la générosité des libéraux, voulût en profiter pour diviser ceux-ci. On blâmait M. Rogier de n'avoir pas posé, dès le début, le cas de dissolution. On s'étudiait à trouver un motif plausible à sa condescendance gratuite et à la morgue si peu justifiée de la majorité sénatoriale ; le nom du roi sortait de toutes les bouches. En 1846, lors de la crise qui amena M. de Theux aux affaires, le roi, craignant de paraître s'immiscer dans la lutte des partis, avait repoussé ce cas de dissolution. Les mêmes résistances se produisaient-elles aujourd'hui ? Cette fois, ce n'était plus à de simples murmures que se limiterait le désappointement des libéraux. En 1846, l'obstination du sénat avait encore un point d'appui dans la chambre des représentants. Quand il refusait, même en face de la réaction manifeste et constatée des colléges électoraux contre l'influence dominante dans les deux chambres, d'avancer le terme normal de cette influence, le roi ne semblait à la rigueur que proclamer la préséance officielle du parlement sur les associations, du fait légal sur le fait extra-légal. On pouvait contester l'opportunité, mais non la légitimité de ses scrupules. Aujourd'hui rien de pareil. Ce n'était plus entre le parlement et les associations que le roi se trouvait mis en demeure de décider, mais bien entre deux parties intégrantes du parlement, entre la chambre des représentants et le sénat, entre une majorité reflétant le vœu actuel, immédiat du pays, et une majorité notoirement hostile à ce vœu. A droits égaux, la première de ces majorités, qui puisait dans l'assentiment national des garanties incontestables de durée, méritait naturellement la préférence sur la seconde, qu'un fait accidentel, la lenteur relative de ses renouvellements périodiques, protégeait seul encore contre une transformation inévitable et prochaine. La simple neutralité équivalait ici, de la part de la couronne, à un parti pris d'agression. Qu'allait-il sortir de cette situation tendue? L'ancienne gauche avait accepté les réserves faites par M. Rogier en faveur du pouvoir royal; mais, du moment où il serait démontré que celui-ci n'aurait pactisé avec le libéralisme qu'à contre-cœur, persisterait-elle à vouloir renforcer une influence désormais suspecte? Il y avait là le germe d'une scission bien autrement dangereuse pour la dynastie que celle qui a divisé de 1831 à 1840 les deux groupes libéraux.

Ce danger résultait de l'intervention subite de l'élément républicain. Depuis que M. Verhaegen et ses amis se sont séparés de *l'Alliance* pour se rapprocher plus intimement du libéralisme gouvernemental, *la jeune Belgique,* dégagée de tout ménagement, s'est ouvertement organisée dans ce club et dans celui du *Trou*. Elle a déjà des ramifications à Anvers, à Liége, à Gand, à Verviers, et s'empare ainsi peu à peu, dans les principaux centres de population, de ces républicains déclassés qui, faute d'un milieu naturel, s'étaient jusqu'à présent disséminés dans les différentes associations libérales. *La jeune Belgique* s'est partagée, à son début, en exaltés et en modérés. Les premiers ont pour organe *le Débat social,* rédigé par M. Bartels, sorte de Danton d'estaminet, qui, comme orateur et comme écrivain, ne manque pas d'une certaine fougue entraînante. Le communisme est le premier mot du *Débat social ;* M. Bartels, qui dédaigne souverainement la pruderie mesquine des pharisiens du parti, ôte sans façon à l'armée ses grades, à la noblesse ses titres, à la monarchie sa tête, à la bourgeoisie ses chapeaux. Le délire n'est pas contagieux, et les républicains pratiques de *l'Alliance* ont publiquement désavoué M. Bartels ; mais c'est précisément dans cette rupture qu'était le danger dont je parlais plus haut. Les modérés de *la jeune Belgique,* pour mieux séparer leur cause des énergumènes qui la compromettent, faisaient chaque jour un pas en deçà, et, si la

couronne réveillait les défiances que M. Rogier avait réussi à calmer, les libéraux avancés pouvaient bien être tentés de faire l'autre moitié du chemin. Or, cette fusion eût mis au service de l'intérêt républicain plus de la moitié des clubs électoraux. Ce n'était donc pas seulement l'homogénéité du parti libéral, c'était la dynastie même qui, pour la première fois, allait se trouver mise en question.

Étrange contre-coup ! c'est un pavé de Paris qui a fait évanouir ce fantôme de république. A la nouvelle des événements de février, une terreur inexprimable s'est emparée de tous les partis belges. La France franchissait, tambours battants, le Quiévrain! La nationalité était morte! Le drapeau de Jemmapes flottant sur les tours de Sainte-Gudule n'eût pas causé plus d'émoi. Léopold, qui ne demandait pas mieux que d'aller reprendre à Londres son traitement de prince royal, a songé à profiter de l'occasion; mais il n'était plus temps. La Belgique voulait maintenant la monarchie par les mêmes motifs qui lui avaient fait demander la république en 1830-1831. Elle voit, dans la différence des régimes, un obstacle à la confusion des nationalités. La France venait de détrôner son roi; donc la Belgique avait plus que jamais besoin d'un roi, et Léopold, qu'elle avait sous la main, a dû rester, bon gré mal gré, à son poste.

Par une conséquence logique de ce calcul, il était urgent d'isoler le petit groupe républicain. Le ministère a immédiatement présenté dans cette vue un projet de réforme qui donne pleine satisfaction aux libéraux avancés, en abaissant toutes les cotes électorales au minimum de vingt florins. Cette fois, personne n'a songé à consulter les grands propriétaires du sénat, qui, de leur côté, ne demandaient pas mieux que d'être oubliés. Le glas de 1793 tintait à leurs oreilles. Revenu de sa panique, le sénat voudra peut-être tenter un dernier essai de résistance; mais son temps est fait. Il n'a plus à compter désormais sur l'alliance tacite des ultra-conservateurs. C'est dans un intérêt de conservation même que ceux-ci se trouvent désormais conduits à pactiser franchement et pleinement avec les ultra-libéraux.

Ainsi, le contre-coup de notre révolution, qui, dans la pensée du grand nombre, devait tout ébranler en Belgique, a, au contraire, tout consolidé. La royauté belge, qui était tour à tour jusqu'ici une inutilité ou un embarras, est devenue, pour quelque temps du moins, la pierre angulaire de la nationalité, et le parti libéral, naguère si hétérogène, a puisé une unité formidable dans la question même qui le divisait.

III

Ce n'est pas seulement la question politique belge que notre révolution aura eu la mission imprévue de trancher. Le problème industriel des Flandres lui devra probablement aussi une solution décisive, et cette solution, qui plus est, emprunte un caractère exceptionnel d'urgence aux préjugés de nationalité, aux défiances anti-françaises qui sembleraient devoir la retarder.

C'est un fait à noter que les répugnances manifestées en Belgique contre la France se trouvent précisément concentrées chez les Belges de race française, chez les Wallons. Faut-il voir là un nouvel exemple de ce bizarre et mystérieux instinct qui, à l'autre bout de nos frontières, a créé d'insurmontables antipathies entre les Catalans français et les Catalans espagnols, entre les Basques espagnols et les Basques français? Non, car les souvenirs de l'empire, la génération qui résume cette communauté d'intérêts et de gloire, sont encore vivants en Belgique, et aucune rivalité territoriale ne s'est élevée dans l'intervalle entre les deux pays. Loin de là, le seul contact armé que nous ayons eu depuis avec la Belgique lui a valu son indépendance. Le vrai

motif de l'antagonisme affiché à notre égard par la Belgique est plus explicable et plus vulgaire. Les Wallons, par la supériorité intellectuelle et politique que notre langue leur donnait sur leurs voisins les Flamands, se sont trouvés conduits à prendre le premier rôle dans la révolution de 1830, et ce rôle, ils l'ont gardé. La plupart des orateurs et des diplomates belges sont Wallons. Tous les ministres actuels, presque tous les ministres passés et futurs, sont également Wallons. Toutes les administrations enfin regorgent de Wallons, qui, à grade égal, sont mieux rétribués que nos employés. On comprend dès lors le fanatisme des Wallons pour leur nationalité. Cette nationalité, ils l'aiment tout à la fois d'un amour de père et d'un amour de propriétaire. Si leurs défiances se tournent de préférence contre nous, c'est qu'ils sont les premiers à comprendre que les affinités matérielles et morales de la Belgique sont chez nous. De là les efforts des principaux hommes d'État de ce pays pour isoler commercialement les deux peuples. Mieux vaut être ministre belge que préfet français, et, dans la pensée de ces hommes, pensée exprimée plus d'une fois à la tribune, la solidarité commerciale de la Belgique et de la France dégénérerait fatalement, au premier symptôme de guerre européenne, en solidarité politique, en unité territoriale. Le cas redouté est, d'après eux, survenu. La nouvelle république française, à les en croire, va recommencer le pèlerinage européen de son aînée, et les voilà déclamant et écrivant en faveur de leur neutralité que personne ne menace. Étrange neutralité, d'ailleurs, qui arme de préférence la frontière française, et qui expulse ou emprisonne de préférence les voyageurs français! La Belgique espère-t-elle donc s'assurer nos égards à force de malveillance? Faudrait-il voir plutôt dans cette étrange conduite une arrière-pensée d'alliance éventuelle avec l'Europe contre la France? Avec l'Europe, c'est-à-dire avec la Prusse, qui rêve, nous l'avons déjà dit, le bas Escaut pour limite naturelle (1), avec la Hollande, qui attend des restitutions! Le ministère belge se place ici, comme on voit, entre deux aberrations. Heureusement le hasard veille pour lui. Les nécessités issues de la situation des Flandres lui épargneront la double faute qu'il paraît méditer.

Je le répète, la question des Flandres reste intacte. L'abondance de la dernière récolte n'a pu apporter qu'un bien faible soulagement à la population linière de ces provinces. Qu'importe, en effet, le bon marché des subsistances à des ouvriers dont les salaires restent encore pour la plupart en deçà de ce bon marché? La distance à franchir est moindre sans doute, mais l'abîme du paupérisme est toujours au milieu, et les mesures adoptées ou indiquées par le gouvernement belge ne le combleront pas.

Ces mesures, disons-le tout d'abord, dénotent une pensée d'ensemble, un plan arrêté, qui trop souvent avaient fait défaut dans l'appréciation de la question linière. Jusqu'en 1845, catholiques et libéraux s'étaient tacitement concertés pour décréter de mort le travail à la main, considéré par les uns comme un centre naturel de recrutement pour la colonisation de Guatemala, par les autres comme un anachronisme industriel fatalement condamné à disparaître devant le progrès du travail mécanique. L'insuccès de la colonisation guatémalienne, et surtout la formidable urgence que deux années de famine viennent de donner à la question des Flandres ont singulièrement modifié les préventions dont il s'agit. A part quelques réserves de détail, catholiques et libéraux ont également compris qu'une industrie capable de fournir, à un moment donné, à l'émeute près du dixième de la population ne pouvait pas être traitée en excroissance parasite, et qu'on n'amputait pas ainsi huit cent mille bras sans que le corps social en tressaillît quelque peu. Ils ont compris, ce qu'il n'eût jamais fallu perdre de vue, que le travail à la main, bien que lésé par

(1) Voyez le tome IV de 1846, page 487.

la concurrence mécanique, pouvait, dans certaines limites, lui résister; que la spécialité de ses produits lui garantissait des débouchés inaliénables, et qu'il suffisait de réformer ses conditions d'existence pour lui rendre une position normale parmi les forces productrices du pays. Dans cette vue, le gouvernement a fait une nouvelle distribution d'outils et d'ustensiles destinés à perfectionner les métiers de tissage et à faciliter le numérotage des fils, mais à la condition expresse que les nouveaux procédés, où les ouvriers favorisés ne voyaient jusqu'ici qu'une économie de temps, serviraient aussi à l'amélioration des produits. Un contrôle permanent sera exercé à cet égard. Un comité central coordonnera à l'avenir l'action des comités locaux, dont les efforts devront tendre surtout désormais à obtenir que le négociant en fils ou en toiles fasse travailler à son compte les fileuses ou tisserands, ce qui les soustrairait au double impôt qu'ils payent à l'usure pour l'achat de la matière première et aux courtiers pour le placement des produits. Je passe d'autres mesures qui sont le corollaire de celles-ci. Fournir simultanément à l'ancienne industrie linière les moyens de fabriquer mieux, plus vite et à meilleur marché, c'est attaquer la question à ses trois faces les plus saillantes; mais ici apparaissent d'autres difficultés. Si d'abord, avec une production individuelle plus rapide, l'ancienne industrie linière occupait le même nombre d'ouvriers, l'encombrement des produits substituerait au mal aujourd'hui existant un mal plus grave encore, car celui-ci serait incurable : il faut donc la débarrasser de son excédant graduel de bras. D'un autre côté, pour que l'association du commerce et du travail à la main, base essentielle de la réforme, soit possible, des facilités nouvelles d'écoulement devront se combiner avec les facilités nouvelles de la fabrication. Les placements, dans l'état actuel des débouchés, sont devenus en effet si irréguliers, que la plupart des négociants n'osent plus acheter les produits de l'ancienne industrie linière à l'avance, mais seulement au fur et à mesure des commandes : ces négociants, à plus forte raison, n'engageraient pas leurs capitaux dans les éventualités de la fabrication. Il faut donc, en second lieu, agrandir le marché extérieur. Le gouvernement et les chambres belges n'ont pas méconnu cette double difficulté; malheureusement ils essayent d'en sortir par une impasse.

Deux moyens sont mis en œuvre pour alléger l'ancienne industrie linière de son excédant de bras. On cherche, d'une part, à la fondre avec la nouvelle industrie en faisant adopter par le tissage à la main le fil mécanique, et *vice versâ;* mais, quelques illusions qu'aient fait naître à cet égard des expériences isolées, la spéculation n'adoptera jamais sérieusement un type bâtard qui ne saurait avoir pour lui ni le bon marché et la régularité des toiles à la mécanique, ni la solidité des toiles à la main. D'autre part, on a introduit parmi les ouvriers à la main des industries nouvelles; mais ce n'était là qu'ajourner et déplacer la question. Parmi les fabrications ainsi naturalisées dans les districts liniers, la plupart ont encore à se créer un débouché, et ne l'auront pas sitôt trouvé, que la concurrence mécanique les supplantera : le travail à la main ne peut, en effet, conserver un reste de spécialité que dans le tissage des toiles, seul produit où la condition de solidité soit encore essentielle aux yeux de quelques consommateurs. D'autres fabrications avaient déjà un personnel complet d'ouvriers, dont cette invasion anormale de bras réduit les moyens d'existence. Les comités auront beau graduer, éparpiller, combiner l'action des ateliers-écoles; ce dilemme sera toujours au bout.

La Belgique n'a pas la main plus heureuse dans la recherche des moyens d'agrandir son débouché extérieur. Le projet qui semble réunir le plus d'adhésions dans le gouvernement et dans les chambres est celui d'une société d'exportation fondée, en partie par l'État, en partie par actions, et qui aurait pour mission d'explorer notamment les marchés d'outre-mer, d'en étudier les besoins, d'y réhabiliter ou d'y faire connaître les produits de l'ancienne industrie linière, et accidentellement ceux des autres

industries; d'y établir enfin des comptoirs et des agences dont elle garantirait la solvabilité aux producteurs nationaux. Les États-Unis, le Brésil, les républiques espagnoles, l'Égypte, la Chine et Java sont les principaux points de mire de ce projet, issu en droite ligne de l'illusion si longtemps caressée d'une marine transatlantique, et qui en a toute la vanité. Dans les conditions où la place son infériorité politique et navale, la Belgique n'a pas pu naturaliser, au delà des mers, même ses toiles à la mécanique; à plus forte raison, elle n'imposera pas aux centres de consommation dont il s'agit les produits de son tissage à la main, qui n'ont pas pour eux le ressort du bon marché.

Le tort de la Belgique, c'est d'aller chercher trop loin la double solution qu'elle poursuit.

Pour soustraire le travail à la main au danger d'une production excessive, il s'offre un moyen plus prompt et surtout plus sûr que des innovations industrielles dont les meilleures débutent par un apprentissage improductif pour aboutir à une simple transposition de termes dans le problème du paupérisme; un moyen qui ne déplace rien, qui laisse à l'ancienne industrie linière tous ses bras, mais en limitant leur action, et qui, par un heureux enchaînement de nécessités, fait servir les forces ainsi économisées à procurer à cette même industrie deux éléments essentiels de bien-être: du pain à bon marché et du lin à bon marché. Ce moyen, c'est le défrichement de cent quatre-vingt mille hectares environ de bruyères ou de terrains vagues, susceptibles d'une culture immédiate, que possèdent en Belgique les communes et les particuliers.

La question de débouché est tout aussi simple. Il faut d'abord partir de ce fait, que les toiles à la main, vu leur cherté, ne s'adressent partout qu'à un petit nombre de consommateurs. Fût-il réalisable sur quelques points, le système d'exportations lointaines rêvé par la Belgique n'aboutirait à jeter sur chacun des nombreux marchés d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, que des quantités minimes de toiles, et les fractions de bénéfices produites par ces exportations ainsi éparpillées suffiraient tout au plus à couvrir les frais généraux des nombreuses agences que ce système comporterait. En outre, la perte d'intérêts et les frais de transport résultant de trajets d'un, de deux, de trois mois iraient s'ajouter, sur ces marchés, au prix intrinsèque de la toile à la main et agrandir encore la distance qui sépare ce produit de la consommation moyenne. Poser ainsi la difficulté, c'est la résoudre. La Belgique, pour ne pas faire fausse route, n'a précisément qu'à chercher le débouché qui s'éloigne le plus de ces conditions, c'est-à-dire un débouché qui soit tout à la fois assez voisin pour que les frais et la durée des transports influent le moins possible sur les prix de vente, assez initié déjà à la consommation des toiles à la main pour que cette consommation puisse s'y recommander par elle-même et sans le secours d'agences spéciales, assez peuplé enfin pour que la vente probable de ces toiles, sans dépasser même les faibles proportions qui lui sont ordinairement assignées dans la consommation générale, y laisse cependant une marge suffisante aux expéditions en grand. Ce débouché, ce ne peut être ni la Grande-Bretagne, qui, par l'Irlande, exclut les fils et toiles à la main de l'étranger; ni la Prusse, qui a déjà ses Flandres à elle dans la Silésie (1); ni la Hollande même, où la concurrence anglaise et prussienne interdit à la Belgique tout progrès. Reste un pays qui, avec des conditions de proximité équivalentes, meilleures même, réunit toutes celles qui font défaut à l'Angleterre, à la Prusse et aux Pays-Bas;

(1) Il résulte d'une enquête faite en Silésie, vers 1844, que le salaire des tisserands flotte dans cette province entre 35 centimes et 16 centimes par jour, celui du fileur de lin entre 18 et 20 centimes, et celui du fileur d'étoupe entre 25 et 60 centimes par *semaine*. La misère qui atteint surtout cette dernière classe est inexprimable.

un pays plus peuplé à lui seul que ces trois centres commerciaux ensemble, un pays qui est déjà le marché le plus considérable des toiles belges, et qui, de l'aveu même de la Belgique (1), prend les *neuf dixièmes* des toiles qu'elle nous fournit au travail à la main. Ce pays, le cri presque unanime des Flandres l'a déjà nommé, c'est la France.

Or, que peut nous offrir la Belgique en échange du retrait des entraves qui gênent encore chez nous son importation linière ? Sera-ce le partage du monopole maritime qu'elle a livré à la Prusse et aux Pays-Bas, ou bien le partage de la franchise absolue de transit obtenue par la première de ces puissances ? Nous n'en avons que faire. Sera-ce une réduction sur nos vins, nos soieries, nos ouvrages de mode, qu'un tarif modéré a naturalisés dans la consommation belge, et qui, plus spécialement favorisés, s'y feraient une large place ? Mais la Belgique, en étendant aux similaires du *Zollverein* le bénéfice de cette modération de tarif, que nous avions nous-mêmes bel et bien achetée, ne s'est laissé qu'une marge insignifiante pour toute faveur qui serait restreinte à un simple abaissement de droits. Sera-ce la suppression de la contrefaçon? Mais ce n'est là qu'une restitution pure et simple que la Belgique ne peut tarder à nous accorder, si le nouveau gouvernement de la France se préoccupe tant soit peu des intérêts de la presse nationale. Sera-ce enfin le retrait de l'énorme surtaxe du 14 juillet 1843, qui a doublé le droit d'entrée pour nos tissus fins de laine, et que la convention du 13 décembre 1845 a réduite à peine d'un quart ? Cette surtaxe n'a été établie que par une sorte de guet-apens commercial, par une dérogation judaïque au principe d'où était sortie la convention de 1842, et, si l'on paye un bon procédé, on ne paye pas une simple réparation. La Belgique s'est d'ailleurs laissé enlever d'avance le mérite de cette réparation. La surtaxe dont il s'agit a donné un tel élan à la contrebande, éminemment facile dans un pays qui n'a qu'une seule ligne de douanes pour protéger des frontières plates et nues, que vingt-cinq kilogrammes de mérinos, par exemple, d'une valeur moyenne de neuf cents francs (2) et passibles, d'après le tarif actuel, d'un droit d'environ 79 francs, sont introduits en fraude moyennant *dix* francs. En supposant que le bénéfice de l'assureur soit le double de celui du colporteur, le fabricant français se trouve par le fait aussi favorisé qu'il le serait par un droit équivalant à 3,33 pour 100 de la valeur. Ce n'est donc, en réalité, qu'au-dessous de ce droit minime de 3,33 pour 100 que l'abaissement du tarif constituerait une faveur réelle, et cette marge de réduction est encore insuffisante. La France a certes le droit de se faire acheter plus cher le salut de l'industrie linière belge, lorsque la Belgique, pour épargner un simple mécompte à son industrie métallurgique, n'a pas hésité à bouleverser tout son système douanier au profit du Zollverein.

Si, dans les limites d'une simple réduction de tarif, la Belgique ne peut offrir à nos principales exportations que des faveurs sans portée, quel moyen lui reste-t-il de nous payer l'agrandissement de son débouché linier? Un seul : l'abolition pure et simple du tarif en ce qui concerne ces exportations. Ici, la faveur serait considérable ; car la valeur réelle de ce dégrèvement s'accroîtrait tout à coup de la prime que plusieurs des produits mentionnés payent actuellement aux fraudeurs. Restent les difficultés d'application. Si l'industrie linière devait être seule à profiter des bénéfices de la réciprocité, la mesure dont il s'agit serait impossible : malgré son importance numérique, cette industrie, qui, à proprement parler, n'a pas de repré-

(1) Rapport présenté, en 1846, à la chambre des représentants par M. Desmaisières au nom de la commission chargée d'examiner le projet d'une société d'exportation.

(2) Je prends cette moyenne entre 25 francs, estimation du tarif belge, et 45 francs, estimation du tarif français.

sentation directe dans les chambres, ne serait pas de force à vaincre les résistances combinées des industries lésées, des associations contrebandières et des nombreux négociants de Liége, d'Anvers, d'Ostende, que leur spécialité commerciale porte à repousser tout ce qui nuirait aux importations de la Prusse et de l'Angleterre. Il faut donc rattacher à la cause du travail linier celles des autres industries qui trouveraient leur avantage à l'extension de l'alliance franco-belge, au premier rang les houilles et la métallurgie, et chercher dans l'arsenal du tarif belge quels dégrèvements peuvent leur acquérir aussi l'agrandissement du débouché français. A ce degré, le rapprochement des deux pays prend un nom que l'instinct des populations flamandes a encore deviné : l'*union douanière*.

Le défrichement et l'union douanière avec la France, voilà donc les véritables termes de la solution poursuivie. Hors de là, tout sera mécompte ou aggravation du mal existant. M. de Theux semblait avoir compris toute l'importance de la première de ces mesures. Une loi qui posait résolûment le principe de l'expropriation des landes communales, mais dont les principales garanties ont disparu devant les exigences de l'égoïsme local et d'un respect mal entendu des droits de la propriété, a été votée vers la fin de son administration. Le nouveau cabinet cherche, de son côté, à provoquer des associations agricoles, qui pourraient donner certaine unité à l'opération du défrichement ; mais de simples conseils, des encouragements accessoires, tels que l'offre d'ériger, aux frais de l'État, des églises et des maisons d'école sur les terrains que la spéculation consentirait à mettre en culture, ces différents moyens, bons en temps ordinaire, sont bien insuffisants quand il s'agit de donner, dans les Flandres seules, une occupation immédiate à plus de cent mille indigents. Ce qu'il faudrait, c'est l'intervention directe de l'État, qui concentre déjà en lui-même toutes les ressources de l'association, et qui improviserait, en quelques mois, un ensemble de travaux dont vingt années peut-être ne verront pas la fin, si l'exécution en reste subordonnée aux craintes, aux tâtonnements, à la fusion lente des capitaux privés. Il n'y a qu'une voix dans les Flandres pour sommer le gouvernement d'employer à cette œuvre urgente les millions qu'il est en train de gaspiller en de ridicules essais d'armement. Dans un moment où le remaniement du système électoral va provoquer forcément des élections nouvelles, le cabinet Rogier n'osera pas braver ces clameurs. Revenu de ses velléités belliqueuses, il sentira le besoin d'en obtenir l'oubli et de chercher, dans une alliance plus intime avec la France, intéressée à respecter dans la nationalité belge son propre ouvrage, les garanties que ne pourraient lui offrir ni un isolement qui nous rendrait cette nationalité suspecte, ni des alliances qui la placeraient en hostilité ouverte vis-à-vis de nous. Les Flandres, qui l'auront arrêté à temps sur la pente d'une fausse politique, sauront au besoin le pousser dans cette autre voie. Les questions d'existence passent avant les questions de nationalité, et, si ces provinces étaient réduites à opter entre la perte du débouché français et une réunion territoriale avec la France, leur première réponse pourrait bien être l'insurrection. Le vrai danger, le seul danger qui puisse menacer l'intégrité nationale de la Belgique est donc dans un système d'alliances qui n'aurait pas l'union douanière franco-belge pour point de départ ou pour but.

On a parlé d'efforts que faisait la Prusse pour ameuter contre nous, dans les Flandres, les susceptibilités de l'esprit de race, qu'elle espère, de son côté, se rattacher par les souvenirs de l'antique communauté germanique. Ces efforts sont réels. Ainsi, à l'avénement de M. Rogier, qui, Wallon lui-même, se trouve n'avoir, je l'ai dit, pour collègues que des Wallons et un Français naturalisé, plusieurs feuilles allemandes, entre autres la *Gazette de Dusseldorf*, *l'Observateur rhénan*, la *Gazette d'Elberfeld*, se sont bruyamment apitoyées sur l'envahissement des *Fransquillons*, sobriquet injurieux appliqué par les Flamands aux Wallons, et par les Wallons aux

Français. En Belgique, le *Vlaemsche Belgie,* fondé vers 1844 par M. d'Arnim, alors ministre de Prusse à Bruxelles, et le *Broederhand,* petite *revue* également patronée par la Prusse, secondent cette tactique en prêchant, l'une la fusion des intérêts commerciaux, l'autre la fusion des langues entre les Flandres et le Zollverein. M. d'Arnim lui-même a écrit une brochure très-remarquable (1) pour établir à sa manière que les Flandres n'ont d'affinité morale et matérielle qu'avec l'Allemagne, et qu'elles sont foncièrement antipathiques à l'alliance française, désirée tout au plus par la petite minorité wallonne, ce qui était, par parenthèse, une double contre-vérité. Aux raisonnements se mêlent les agaceries. Un jour, c'est quelque littérateur flamand que Sa Majesté prussienne fait complimenter par M. de Humboldt ; un autre jour, un pompeux arrêté enjoignant à la bibliothèque royale de Berlin de former un fonds pour l'étude de la *littérature flamande.* Pas un faible, pas une nuance de l'esprit local qui échappe à cette propagande minutieuse et continue. La musique est aussi de la partie. Un splendide festival appelait en 1846 à Cologne les sociétés philharmoniques de Belgique, et les *frères de Flandre* ont dû s'y débattre, quatre ou cinq jours durant, contre toutes sortes de séductions. Devises insinuantes, emblèmes entrelacés, toasts brûlants à la patrie commune, le roi des Belges proclamé bon Allemand au choc enthousiaste des verres, le Rhin mariant son nom à celui de l'Escaut dans un chœur de cinquante mille voix, tout trahissait à chaque pas des préoccupations passablement étrangères au but officiel de la fête, et la présence évidemment calculée d'une députation du Holstein, accourue là comme à un rendez-vous de race pour protester contre l'arrêt qui a exclu ce duché de la *famille germanique,* traduisait assez clairement la pensée secrète des ordonnateurs.

Ces naïfs essais d'embauchage national ne méritent du reste d'être notés qu'à titre de curiosité politique. Il suffit de remonter à l'origine du mouvement flamand pour comprendre que la Prusse aurait plus d'intérêt à l'amortir qu'à le raviver. Ce n'est pas le radicalisme belge, comme on l'a dit à tort, qui a songé le premier à exploiter la langue flamande. Le clergé a ici tous les honneurs de l'invention. Ce qui a pu autoriser cette confusion, c'est que le clergé, intéressé à affaiblir le gouvernement, cette centralisation rivale de la sienne, et à faire donner la prépondérance électorale aux paysans qui lui étaient dévoués, colora momentanément, en 1830-31, ses prétentions d'un vernis radical. Plus tard seulement, quand les masques tombèrent et que l'absolutisme théocratique se dressa seul sur les théories républicaines des abbés du congrès, le radicalisme proprement dit, désormais isolé, apparut avec une individualité distincte sur le terrain où ceux-ci l'avaient entraîné ; mais son rôle n'y a été que très-court et très-secondaire. Les petites pièces populaires du cabaretier-poëte Jacob Kats, dont la verve inculte et joviale s'inspirait encore bien moins de l'abstraction républicaine que de la grosse bière nationale écumant au fond du pot de grès, sont à peu près les seuls manifestes flamands que le radicalisme ait laissés. Les hommes pratiques du libéralisme, soit constitutionnel, soit extrême, avaient tout d'abord compris qu'en retenant les Flandres dans l'impasse d'un idiome où les idées les plus élémentaires du siècle étaient encore à traduire, ils serviraient les calculs du clergé. Aussi, le petit nombre de livres et de journaux publiés en flamand sont-ils presque tous sortis des presses ecclésiastiques. Un moment, vers 1839, un jeune écrivain anversois, M. Henri Conscience, sembla vouloir continuer, dans ses *Contes flamands,* sous une forme plus littéraire, la tradition démagogique de Jacob Kats ; mais le clergé eut bientôt attiré M. Conscience dans son orbite, et les *Contes flamands,* soigneusement revus et expurgés, sont aujourd'hui l'objet favori des réclames épiscopales. La propagande flamande était donc, dès le début, essentiellement *catholique,* c'est-à-

(1) *Ein Handelspolitisches Testament.* Berlin, 1846.

dire aussi hostile à la Prusse qu'à la France et aux Pays-Bas. Si quelques libéraux rêvaient, à l'issue de la révolution, des alliances universelles, si d'autres tendaient à chercher en Allemagne un contre-poids à l'influence française, ce que le clergé voulait, lui, ne l'oublions pas, c'est la séquestration continentale de la Belgique. L'idiome flamand, que parlent les trois quarts de la population, était destiné, en dépit de ses affinités néerlandaises et tudesques, à opérer le vide autour du nouveau Paraguay, et ces affinités même s'y prêtaient, en évoquant la plus inexorable des jalousies, la jalousie de famille. Le Flamand pur sang se borne à ne pas comprendre le français, mais il exècre le hollandais, témoin la récente levée de boucliers de l'*ae* belge contre l'*aa* des Pays-Bas, que d'imprudents bourgmestres de village avaient laissé se glisser dans quelques actes communaux. La Prusse serait plus mal venue encore à revendiquer le droit de fraternité pour son idiome, bien autrement hétérodoxe, aux yeux des Flamands, que le hollandais. Sous la guerre de voyelles que les Flandres ont vouée à la Hollande, on n'aurait pas de peine, sans doute, à retrouver la trace de griefs plus sérieux; mais des griefs de même nature pèsent sur la Prusse, que repoussent, comme allemande, les souvenirs encore vivaces de l'insurrection de 1788, ce 1830 anticipé, et, comme protestante, les griefs religieux d'où cette dernière révolution est sortie. La Prusse a même pris un moment à tâche de raviver cette double hostilité. La nationalité belge n'a pas eu en Europe d'adversaire plus défiant jusqu'au jour où les nécessités politiques et commerciales nées du Zollverein ont dirigé l'ambition de cette puissance vers la possession pacifique du port d'Anvers.

Envisagé à ses deux aspects, comme expression de l'engouement de race et comme expédient de parti, le mouvement flamand résumait donc des tendances essentiellement antipathiques à la Prusse, et que le temps a plutôt fortifiées qu'affaiblies. L'intérêt commercial a eu déjà en partie raison des répugnances soulevées en Flandre contre la Hollande et la France; mais ce même intérêt a tout au contraire agrandi la distance qui séparait les Flamands des Prussiens. Les districts maritimes des Flandres ont à reprocher de plus qu'autrefois à la Prusse l'envahissement des ports belges, et les districts liniers, la double atteinte que leur ont portée depuis dix ans, d'une part, les obstacles mis par le cabinet de Berlin à l'agrandissement du débouché français, d'autre part, la concurrence graduelle dont sont venues les frapper, jusque sur le marché belge, les toiles à la main de Silésie (1). Quelques chants, quelques toasts échangés, sur les bords du Rhin, entre un amphitryon généreux et des hôtes en gaieté, et dont la moindre kermesse de nos départements frontières nous fournirait au besoin le pendant, sont un faible contre-poids à la gravité urgente, immédiate de ces faits. Le réveillon humanitaire de Cologne, qui a coûté de si profondes combinaisons à la Prusse, prouve tout au plus une chose : c'est que la Belgique boit volontiers de tous les vins. Aussi bien que l'esprit flamand, la pensée politique qui l'évoqua après 1830 a puisé dans des faits postérieurs un nouveau degré d'hostilité contre la Prusse. Les hommes d'État catholiques ne sauraient en effet pardonner au cabinet de Berlin d'avoir détruit en quinze jours, par ses représailles de 1844, les deux bases, commerciale et maritime, du système d'isolement européen qu'ils avaient mis treize ans à édifier. En supposant d'ailleurs qu'un intérêt encore inaperçu de tactique les portât à répondre plus tard aux cajoleries de la Prusse, ils n'auraient aucune chance d'entraîner à leur suite l'esprit flamand, qui s'est désormais tourné vers le parti

(1) On a vu plus haut au prix de quelle horrible misère la Silésie était parvenue à organiser cette concurrence. Les toiles à la main de Silésie, plus légères, mais de plus belle apparence et moins coûteuses que celles des Flandres, sont tellement goûtées en Belgique, que les marchands y sont souvent réduits, pour allécher l'acheteur, à donner, comme venant d'Allemagne, des toiles fabriquées dans le pays. Ce fait nous est révélé par les plaintes de la presse belge.

libéral. Il vient de se passer, à cet égard, un fait très-significatif. La plus importante des *Sociétés de rhétorique flamande*, espèces d'académies locales où s'élabore cet esprit, l'*Olyftak* d'Anvers, a exclu dernièrement de son sein, comme hostiles au libéralisme, trois de ses principaux écrivains, et de ce nombre était M. Conscience, encore enivré de l'encens royal que venait de lui offrir Sa Majesté prussienne. La propagande teuto-flamande repose en résumé sur un double contre-sens; elle a pris pour point d'appui deux intérêts qui la repoussent et qui se repoussent entre eux. Ce n'est pas tout; elle aliène au Zollverein le seul auxiliaire qu'il eût en Belgique : le libéralisme wallon.

Les libéraux wallons, par une conséquence naturelle des préjugés et des fausses craintes qui leur ont fait repousser, pendant dix-sept ans, l'alliance française, affichaient jusqu'ici une propension marquée vers l'alliance prussienne. Les intérêts locaux favorisaient à quelques égards cette tendance. Sans repousser la France, qui est leur principal débouché, les deux plus importantes industries wallonnes, la métallurgie et les houilles, fondaient certaines espérances sur le marché rhénan. C'est même par déférence pour la première de ces industries qu'a été conclu le traité belge-prussien du 1er septembre 1844. La Prusse pouvait se ménager là une diversion favorable à ses desseins; elle ne l'a pas compris. En exhumant contre le nouveau cabinet le vocabulaire injurieux de l'ancien parti catholique flamand, la Prusse a blessé et gratuitement blessé les Wallons dans leurs susceptibilités politiques et dans leurs susceptibilités de race, et voilà qu'aujourd'hui, comme si elle avait pris à tâche de ne pas laisser le moindre prétexte à leur bienveillance, elle surtaxe les houilles belges à l'entrée du Zollverein (1). Ces deux mécomptes coup sur coup sont de nature à calmer la teutomanie des Wallons. En somme, le gouvernement prussien, qui se vante de germaniser la Belgique, s'est visiblement calomnié; l'union douanière franco-belge n'a pas d'auxiliaire plus utile. Il brisait, il y a trois ans, l'obstacle théorique, et il aplanit aujourd'hui l'obstacle vivant, qui se dressaient, depuis 1831, entre le marché belge et le marché français.

Je finis. Les probabilités et les faits que nous venons de passer en revue sont trop nombreux et trop distincts pour se grouper dans une conclusion précise. De cet ensemble résulte pourtant une donnée qui domine la nouvelle situation. La Belgique sort ou tend à sortir par tous les points de ce cercle d'anomalies où le hasard, l'inexpérience, l'esprit mal entendu d'imitation, l'ont maintenue pendant quinze années. A l'intérieur, les forces légales ne sont plus déclassées. Le parti libéral, si étrangement réduit jusqu'ici à représenter l'opposition systématique, le parti théocratique, qui se servait du pouvoir contre le pouvoir lui-même, la couronne enfin, que des nécessités officielles condamnaient à protéger ses adversaires contre ses amis, sont tous trois rentrés dans la vérité de leur rôle. Une réaction analogue s'accomplit dans le domaine des faits commerciaux. La Belgique se débattait entre deux systèmes douaniers également absurdes, l'un qui l'isolait entièrement de ses voisins au risque de l'affamer, l'autre qui la livrait sans contre-poids à l'alliance exclusive et essentiellement absorbante du Zollverein. Les déceptions douanières d'où sont sortis le traité prussien, le traité hollandais et la convention française ont ruiné de fond en comble le premier de ces systèmes, et la Prusse, par la maladroite naïveté de sa propagande, a porté le dernier coup au second, déjà répudié par les Flandres, c'est-à-dire par la majorité du pays. Le nouveau cabinet a entre les mains les matériaux d'une double reconstruction, et c'est à lui de les utiliser. Qu'il relie dans une com-

(1) Cette surtaxe est un curieux corollaire du traité de 1844. La Belgique, pour prix de l'abandon de ses ports et de son transit, se trouve maintenant placée en Allemagne sous un régime douanier moins favorable que celui dont elle jouissait avant ce sacrifice.

munauté puissante et compacte les éléments déjà réconciliés, mais encore épars, du libéralisme; qu'il donne pour pendant à l'union maritime avec la Prusse et la Hollande l'union douanière avec la France, et il aura fondé l'équilibre politique et l'équilibre commercial. Sa véritable tâche est là et non pas en d'absurdes préoccupations de politique extérieure que rien ne légitime, que rien n'explique même, et qui ne sauraient aboutir qu'à le compromettre au dedans après l'avoir ridiculisé au dehors.

GUSTAVE D'ALAUX.

LA PAPAUTÉ

AUX TREIZIÈME ET DIX-NEUVIÈME SIÈCLES.

Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou, frère de saint Louis; par M. Alexis de Saint-Priest, 4 vol. in-8°.

L'alliance de l'histoire et de la politique devient plus étroite chaque jour, et elle rend au passé une vie nouvelle. Des questions et des faits qui semblaient avoir épuisé la curiosité et la controverse reprennent, au contact des révolutions et des conjonctures contemporaines, un intérêt imprévu. Ne voilà-t-il pas la vieille et classique Italie, *saturnia tellus*, qui veut encore occuper les imaginations et la renommée, comme si elle n'avait pas une double histoire, comme si elle n'avait pas deux fois régné sur le monde, d'abord par les armes, puis par la religion? Et qui se montre surtout animé d'une ambition pareille? Le pape. L'institution séculaire qui, placée au sommet du christianisme, a donné à la prédication de l'Évangile une autorité et des formes théocratiques, semble secouer la langueur dont elle était atteinte, et, par une initiative d'autant plus éclatante qu'elle était moins attendue, annonce le dessein de conduire les peuples à la conquête de la liberté. Ce spectacle rejette nécessairement l'esprit dans la contemplation du passé; il provoque des comparaisons entre notre époque et les siècles précédents. L'histoire seule peut nous livrer le secret de cette sorte de renaissance, qui appelle aujourd'hui tous les regards sur la papauté. Sa vitalité est-elle inépuisable? Quelle est donc la vertu de ce pouvoir dont l'essence, les attributions et les fortunes diverses forment un des plus sérieux problèmes de la politique moderne?

Quand on compare la vie que menaient les premiers chrétiens, la simplicité de leurs mœurs, leur détachement des richesses, à la puissance, à la splendeur de l'Église au moyen âge, et à l'ambition temporelle qu'elle ne craignait pas de proclamer, on pourrait, au premier abord, être tenté de voir dans ce contraste un ironique

démenti donné avec audace aux principes mêmes de la religion fondée par la prédication de l'Évangile. Ce jugement, beaucoup d'esprits l'ont porté sincèrement, de nombreux hérésiarques en ont fait la raison décisive de leur insurrection contre l'Église. Cependant ni les révolutions qui changent vraiment la face des choses, ni les fortes institutions qui durent, ne sont mises au monde par le génie du mensonge : elles ont toujours pour cause première une foi vive dans le bien et dans la vérité. Non-seulement jamais les hommes n'ont prêté volontairement leur obéissance qu'à un pouvoir qu'ils reconnaissaient pour légitime, mais on n'a jamais osé la leur demander qu'au nom de la raison, et ceux qui l'exigeaient étaient convaincus de leur droit; autrement ils n'eussent exercé aucun empire sur les âmes. C'est dans cette foi commune de ceux qui avaient la puissance et de ceux qui s'y soumirent qu'il faut chercher le nœud de la papauté.

La doctrine du christianisme ne triompha de la civilisation païenne que parce qu'elle fut réputée pour divine par les peuples qui l'embrassèrent. A ce titre, elle contenait toute vérité et devait gouverner le monde. A qui donc le pouvoir devait-il appartenir, si ce n'est à ceux qui la possédaient? Voilà en deux mots la théorie de la papauté, voilà le droit tel que le comprit l'Église. Mais ce droit, comment l'exercer? Lorsque l'Église passa de la persécution et du martyre à l'état de religion dominante, après avoir traversé la liberté des cultes, elle eut à traiter successivement avec deux grandes puissances, les empereurs grecs et les rois francs. Elle fut protégée et contenue par les premiers, elle couronna les seconds et leur jeta sur les épaules la pourpre impériale. La différence était grande. A Constantinople, la religion nouvelle recevait tout de l'empire, et, au milieu des faveurs dont elle était comblée, lui restait soumise. Dans l'Occident, au moment même où elle était secourue par le pouvoir politique, elle le primait, car aux Carlovingiens, à ces usurpateurs heureux, elle communiquait la légitimité : enfin c'était elle qui donnait l'empire.

Tel fut le point de départ des rapports réciproques de la puissance temporelle et de la spirituelle. Il arriva qu'un pouvoir qui recevait de la munificence d'un autre des villes, des terres, une domination temporelle, parut supérieur à son bienfaiteur, parce qu'il s'identifiait avec la religion, parce qu'il était aux yeux des peuples l'image de la vérité. L'Église et la papauté eurent l'insigne fortune de s'appuyer sur des idées et des doctrines qui, sous la double autorité du temps et de la foi, sans contradicteurs, prirent racine dans les âmes. Qui avait un système politique à la fin du XI[e] siècle, si ce n'est le sacerdoce? De la théorie que nous venons d'indiquer, de la théorie du pouvoir appartenant nécessairement aux possesseurs de la vérité, découlaient d'importants corollaires. Le pape, en qui se concentrait la plénitude du droit et de la puissance, régnait sur le spirituel et sur le temporel; seul il pouvait déposer et absoudre non-seulement les évêques, mais les empereurs. Infaillible, il ne pouvait être jugé par personne et jugeait tout le monde; il pouvait dégager les sujets du serment de fidélité envers les rois. Sans son ordre, pas de concile général; sans son autorité, pas de livre canonique; il était enfin toute la puissance et toute la vérité : ainsi les peuples et les rois lui devaient une complète obéissance.

Pour imposer aux hommes un pareil dogmatisme, il faut, nous ne disons pas une conviction profonde, mais un fanatisme supérieur à tous les doutes, à toutes les hésitations. Ce n'est pas la fourberie politique qui, dans les grands jours du moyen âge, inspire le Vatican, mais l'enthousiasme de la théocratie, enthousiasme utile au monde, car il a réveillé l'esprit humain, il l'a tiré de sa torpeur. On conviendra que jamais provocation ne fut plus vive et plus complète. Aux empereurs, aux rois, la papauté disait : Vous n'êtes que mes premiers sujets; je règne sur vous, qui n'êtes que les fils de la conquête et de la barbarie, parce que je suis l'expression de la vérité divine. C'est au même titre que la papauté intimait à toutes les intelligences l'ordre

de s'humilier devant elle, et de se plier en toute chose à une éternelle docilité. Ainsi, dans la sphère des intérêts comme dans celle des idées, l'Église revendiquait tout pour elle avec une franchise altière.

Ne nous en plaignons pas. Cette impérieuse simplicité dans la manière de poser les questions n'a pas peu contribué à leur imprimer un caractère général et philosophique. Dans les sociétés antiques, les luttes des différents pouvoirs n'avaient presque toujours pour mobiles que les passions et les intérêts égoïstes des factions ennemies. Par un contraste qui est un progrès, nous voyons, dès les débuts de la société moderne, une théorie s'établir ; elle proclame au nom d'une révélation divine l'omnipotence ecclésiastique, c'est-à-dire qu'elle féconde tout ce qui fermentait dans la tête humaine. A une affirmation hautaine répond une négation hardie. Le combat s'engage. Contre la théocratie romaine s'élèvent tour à tour les jurisconsultes, puis les réformateurs religieux, enfin les philosophes. L'absolutisme de la religion a suscité l'audace de la pensée. Qu'en conclure, si ce n'est que la papauté, et ce n'était pas son dessein, a puissamment servi l'indépendance de l'esprit humain ?

Sur d'autres points, pour les relations des peuples entre eux, et aussi pour leur administration intérieure, la papauté n'a pas moins mérité de la sociabilité moderne, et cette fois elle eut souvent l'intention du bien qu'elle faisait. Se considérant elle-même et reconnue comme la source de tout droit, elle était investie d'une autorité générale qui lui permettait de se porter partout médiatrice souveraine. De nos jours, on discute beaucoup sur l'intervention ; au moyen âge, la papauté avait tranché la question de haut ; elle intervenait partout. Dès la fin du XI[e] siècle, elle se mêlait des affaires de l'Europe ; elle adressait des conseils, des directions à la France, à l'Angleterre, à l'Espagne, à la Bohême, et, tout en réglant sa conduite sur la manière dont ses avis étaient reçus, elle persévérait dans la prétention d'imposer sa suprématie. Nous assistons, dans le XIII[e] siècle, aux progrès que la papauté doit à son habile constance. Toutes les parties de l'Europe, la Scandinavie, l'Islande, la Hongrie, le Portugal, sans compter les États dont nous avons déjà parlé, tout enfin dans le monde recevait de la papauté, planant au-dessus des intérêts individuels, des influences salutaires, de hautes inspirations.

Maintenant voici la part des passions humaines. Le droit d'intervention que s'était arrogé la papauté allait nécessairement jusqu'à disposer des couronnes et à détrôner les rois. La conséquence était rigoureuse et la pente irrésistible. Seulement il fallait que cette puissance si absolue ne s'exerçât que contre l'iniquité et la tyrannie. Pour être bénie des nations et soufferte par leurs chefs, elle avait besoin de s'appuyer sur une justice dont la pureté ne fût jamais ternie par des calculs particuliers. Or, comment, en Italie, la papauté pouvait-elle rester étrangère aux passions, aux combinaisons politiques ? Là, ce n'était plus tant cette magistrature souveraine de laquelle relevaient tous les pouvoirs et toutes les juridictions de l'Europe, qu'un gouvernement temporel, avec ses conditions, ses exigences et ses inévitables rivalités. L'arbitre du monde était effacé par le prince italien.

Ici, du domaine de la théocratie, nous passons à des complications, à des intrigues qui, à chaque instant, varient l'aspect de la scène. Comme souverain temporel, comme héritier des dépouilles des exarques grecs et des Lombards, le pape change sans cesse d'alliés et d'ennemis. L'ami de la veille devenait presque toujours l'adversaire du lendemain, tant il y avait dans les affaires italiennes de mobilité et d'anarchie. Ce ne fut qu'au milieu du XII[e] siècle que la politique temporelle des papes eut un caractère de persévérance et de grandeur, parce qu'alors l'Allemagne réagit vivement, non moins contre la suprématie pontificale que contre la liberté de l'Italie. Nous l'avons dit, par l'audace de ses théories et de ses actes, la papauté avait donné le signal de la résistance, et l'empire eut une politique qui ne fut pas moins systéma-

tique et entreprenante que celle du sacerdoce. La maison des Hohenstaufen voulut venger les injures de la maison salique, et elle soutint contre la papauté une lutte qui constitue une des plus grandes époques de l'histoire moderne, car tout y paraît dans de vastes proportions; les passions et les idées, les caractères comme les événements. Cependant les esprits qui fermentaient trouvaient un aliment dans la jurisprudence et la philosophie, qui devinrent promptement pour la théologie de redoutables rivales; les imaginations étaient ébranlées, et la poésie, dont les interprètes menaient eux-mêmes une vie pleine d'aventures, avait des chants où la grandeur épique et l'intérêt du récit n'étouffaient pas les traits de la satire.

Dans cette période, qui embrasse plus d'un siècle et demi, quelle ample matière pour l'historien, soit qu'il se sente la force d'en saisir et d'en représenter l'ensemble, soit qu'avec une discrétion prudente et habile il y choisisse un moment, un aspect sur lequel il travaillera particulièrement à répandre la lumière! C'est ce dernier parti qu'un ingénieux écrivain a préféré. Le sujet dont il s'est emparé ne s'ouvre véritablement qu'après la disparition de Frédéric Barberousse et de Frédéric II. Ces héros sont morts; la lutte continue entre leur descendence et la papauté, qui, pour résister efficacement au génie de l'empire, appelle à Naples et en Sicile un prince français. Un des plus illustres chevaliers de la chrétienté, le frère de saint Louis, Charles d'Anjou, accepte l'investiture des mains du pape, passe en Italie, abat successivement Mainfroy, ce hardi et courageux bâtard, Conradin, que le double éclat de sa jeunesse et de sa race ne sauve pas de la hache du bourreau, et fonde à Naples une dynastie à laquelle l'insurrection victorieuse de tout un peuple arrache la Sicile. Voilà le thème historique de M. de Saint-Priest. Nous examinerons, chemin faisant, si l'auteur a conduit son ouvrage assez loin pour donner une idée complète de l'établissement et des destinées de la maison d'Anjou à Naples, mais personne ne contestera la grandeur et l'intérêt du sujet sur lequel se sont arrêtées ses prédilections. Les idées et les croyances du moyen âge y sont représentées par de glorieux champions, la politique s'y développe et s'y noue par des complications qui amènent de sanglantes catastrophes; enfin l'histoire, sans qu'on la dénature, s'y élève à de pathétiques effets. Tout cela n'a pas manqué d'exercer une séduction puissante sur l'esprit éminemment littéraire de M. de Saint-Priest. Frappé des éléments dramatiques d'un pareil sujet, l'écrivain n'a pas hésité à donner à son livre les traits et les couleurs d'une œuvre d'imagination, et à le mettre, pour ainsi parler, sous l'invocation du grand poëte dont le génie demeure comme le plus éloquent interprète du moyen âge. L'*Histoire de la conquête de Naples* est divisée en douze livres, dont chacun porte au frontispice de longues épigraphes empruntées à Dante. C'est aussi dans les chants des *Minnesingers* que l'écrivain aime à chercher les preuves de l'hostilité du Nord contre le Midi.

Au milieu de ces poétiques aspects, l'intérêt politique du sujet reste considérable. C'est un des épisodes importants de l'histoire générale du moyen âge, et aussi de l'histoire de France, que la conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou. Cette expédition, qui fonde une dynastie, ouvre d'une remarquable manière, dans les annales modernes, les relations de la France et de l'Italie, ces deux nations destinées par la nature à exercer l'une sur l'autre de décisives influences. A la fin du xv[e] siècle, la chevalerie française recommencera les mêmes prouesses, et ses faits d'armes n'auront pas seulement l'éclat d'un tournoi, mais bien une portée politique. Les historiens et les publicistes s'accordent à considérer l'expédition de Charles VIII en Italie comme ayant donné l'éveil aux différentes puissances de l'Europe pour se défendre par un système d'équilibre les unes contre les autres. Une traduction des Commentaires de César enflamme l'imagination du jeune fils de Louis XI, et voilà un roi de France qui s'ouvre la route de l'Italie, l'épée à la main, pour faire valoir

les droits de la seconde maison d'Anjou sur le royaume de Naples. Après Charles VIII, les prétentions et les guerres de Louis XII et de François Ier provoqueront les progrès de la diplomatie et noueront entre la France et l'Italie des rapports indestructibles, car ils durent depuis Léon X jusqu'à Pie IX. Pour revenir à Naples, un prince français, ou, si l'on veut, lorrain, un aventurier de race, un duc de Guise, y joua, au milieu du XVIIe siècle, le rôle d'un héros de roman. Enfin, de nos jours, le César français a fait monter un de ses plus audacieux lieutenants sur le trône où s'était assis le frère de saint Louis. Cependant, à travers toutes ces vicissitudes, les peuples apprennent à se connaître, se font d'utiles emprunts, et c'est ainsi que la nation à laquelle Charles d'Anjou imposa jadis nos institutions féodales cherche maintenant dans les lois de la France des garanties efficaces pour sa liberté.

Avant d'arriver à la conquête même de Naples et au personnage qui l'accomplit, M. de Saint-Priest a su, par une élégante exposition, donner de l'intérêt à d'indispensables préliminaires. Quels étaient ces Normands fondateurs du royaume des Deux-Siciles? Comment gouvernaient-ils le pays qu'ils avaient conquis? A travers quelles vicissitudes parvinrent-ils à recevoir du saint-siége la légitimité qui leur manquait? Tout cela est bien exposé, bien déduit. Cependant le mariage de Constance, fille de Roger II, avec Henri, fils de Frédéric Barberousse, crée pour la papauté un grand péril, par la réunion dans la même main de l'empire et de la Sicile. Le fils de Henri VI et de Constance sera ce fameux Frédéric II, dont le génie et la puissance exaspéreront tellement la papauté, qu'elle fera de l'extermination de la maison de Souabe le principal but de ses efforts. Ici la lutte du sacerdoce et de l'empire atteignit les dernières limites de la haine et de la fureur. L'originalité de Frédéric II, ce grand sceptique du XIIIe siècle, a été vivement sentie et rendue par M. de Saint-Priest, qui l'a comparé à un autre Frédéric, à l'incrédule ami de Voltaire. M. de Saint-Priest remarque avec raison que devancer son siècle est à la fois une gloire et un malheur, et que, si la postérité en tient toujours compte, les contemporains ne le pardonnent jamais. Le morceau consacré à cet illustre adversaire de la papauté est vif, brillant, et termine le premier livre d'une manière heureuse.

Il y a toutefois dans cette introduction un point fondamental qui nous paraît soulever quelques objections. M. de Saint-Priest établit comme un fait incontestable que, pendant la grande période du moyen âge, les papes n'étaient pas souverains dans Rome, qu'ils ne le devinrent qu'à la fin du XIVe siècle, à leur retour d'Avignon. Selon lui, la souveraineté résida jusqu'à cette époque dans le sénat et dans le peuple. Il faut s'entendre. Que Rome ait toujours eu le goût des formes républicaines, et qu'à la faveur de l'anarchie qu'entretenaient sans cesse les querelles des empereurs et des papes, les Romains, nobles et peuple, sénat et commune, aient souvent ressaisi le pouvoir, rien n'est moins contestable; mais au milieu de toutes ces tentatives, en face de tous les faits que rappelle M. de Saint-Priest, il y eut du côté des papes toujours la pensée et souvent le triomphe d'une souveraineté complète. Dès qu'il fut bien avéré que l'empire grec ne pouvait plus ni garder, ni protéger l'Italie, l'évêque de Rome fut, par la force des choses, investi d'une puissance où se mêlaient les droits du prince et l'autorité du pontife. C'était là sa nouveauté, c'était là son ascendant. M. de Saint-Priest ne méconnait pas qu'il y avait au XIIe siècle deux partis en présence, le parti formé à l'école de Grégoire VII, dévoué à la souveraineté temporelle de l'Église, ennemi des traditions politiques de Rome païenne, et le parti aristocratique ou sénatorial, qui combattait la domination des papes et s'attachait à faire revivre la république. Seulement il ne nous dit pas lequel des deux partis avait raison, lequel avait les vues les plus hautes et servait le mieux les intérêts de l'Italie. C'était la papauté. Sans revenir ici sur des points que nous avons déjà traités dans

ce recueil (1), nous trouvons plus d'élévation, et aussi plus de patriotisme italien, dans la politique et l'ambition des papes que dans les prétentions d'une aristocratie égoïste. Au surplus, si malmenés qu'ils fussent par la fortune, les papes se considérèrent toujours comme les souverains de Rome, même quand ils étaient obligés de la quitter, et la toute-puissance d'Innocent III fut comme la récompense, longtemps attendue, de la persévérance de ses prédécesseurs. M. de Saint-Priest ne peut nier le triomphe d'Innocent III sur la faction aristocratique ; il reconnaît que le pontife supprima le titre de consul, se fit jurer fidélité par le préfet, et qu'après avoir réduit le sénat à un seul représentant, il reçut le serment du sénateur qu'il avait choisi lui-même. Quel était ce serment ? Selon M. de Saint-Priest, qui en cite le texte, ce serment n'établissait pas encore la puissance temporelle du pape, il la préparait seulement dans l'avenir. M. de Saint-Priest ne veut pas que les expressions : *Fidelis ero tibi, domino meo papæ*, et celles-ci : *Papatum romanum et regalia beati Petri*, représentent l'idée de souveraineté. Ce serait trop ressembler aux docteurs du moyen âge que de batailler sur du latin ; nous aimons mieux, pour contredire le spirituel écrivain qui s'efforce d'atténuer la puissance d'Innocent III, appeler à notre aide trois autorités dont à coup sûr il ne contestera pas la compétence. Frédéric Hurter n'hésite pas à affirmer qu'Innocent III rétablit dans Rome la plénitude de l'autorité pontificale ; lorsque le préfet prêta serment entre les mains du pape, celui-ci le revêtit d'un manteau, insigne de son investiture. Le manteau remplaçait le glaive que l'empereur avait coutume de remettre. Pour le sénateur, Hurter remarque qu'il n'exerça plus ses fonctions au nom du peuple, mais au nom du pape, qui le choisissait, et qu'ainsi disparut la dernière trace de l'indépendance des Romains, comme disparaissait dans la personne du préfet la dernière trace de la suzeraineté impériale. Daunou attache la même importance à la restauration que fit Innocent III de la souveraineté pontificale. Enfin Muratori dit expressément, en parlant de l'avénement de ce grand pape, qu'à ce moment l'autorité impériale à Rome rendit le dernier soupir. A qui donc restait la souveraineté, si ce n'est à la tiare ? En général, dès le début, M. de Saint-Priest ne nous paraît pas avoir apprécié d'une manière assez ferme et assez complète la nature même de la papauté, son caractère universel et sa puissance morale au moyen âge. Il eût modifié quelques-unes de ses opinions historiques en approfondissant plus encore cet immense sujet.

A côté des idées générales et des grands pouvoirs qui luttaient ensemble, on rencontre au XIIIe siècle une variété infinie de physionomies et de situations originales. Tout s'efface aujourd'hui sous l'uniformité d'une vie commune, sous le niveau d'une même loi. Au moyen âge, les caractères avaient un relief, les institutions et les choses une diversité qui offrent à la plume de l'historien les plus piquants contrastes. Quelle mâle et singulière figure que celle de ce Mainfroy, aimant avec la même énergie le plaisir et le pouvoir, audacieux et rusé, poussant sa fortune à travers tous les contre-temps et tous les mécomptes, enfin réussissant, en dépit de tous les obstacles à mettre sur sa tête la couronne de Sicile ! Les traits de ce personnage, l'éclat de sa jeunesse, l'éducation qu'il reçut de son père l'empereur Frédéric, un tempérament de feu joint à la dissimulation la plus profonde, M. de Saint-Priest a su rendre tout cela avec beaucoup de vérité. Peu de romans offrent autant d'intérêt que ce morceau d'histoire. Où trouver aussi des choses se prêtant mieux aux effets pittoresques que les différents aspects de l'Italie à cette époque, et notamment les Sarrasins de Lucera ? C'était une colonie musulmane fondée par Frédéric II. A Lucera, l'empereur avait mis son arsenal, son trésor et son harem, et il y avait concentré soixante mille Sar-

(1) *La Papauté au moyen âge.* — *Revue des Deux Mondes*, tome Ier, page 539, et tome II, page 87, de 1839.

rasins, qu'il regardait comme ses meilleurs amis. C'était à bon droit, car ils le servirent après sa mort en mettant son fils Mainfroy sur le trône. Devenu roi, c'était encore avec les Sarrasins que Mainfroy faisait trembler le pape, qui, du haut des tours de Civita-Vecchia, pouvait voir leurs incursions et leurs ravages dans la campagne de Rome. C'est alors qu'Urbain IV déclara devant le sacré collége que de tous les princes catholiques le comte d'Anjou et de Provence était le seul qui pût servir efficacement la liberté de l'Église menacée par l'hérétique Mainfroy, c'est-à-dire qu'il ouvrait la lice, et qu'il y appelait un chevalier français pour un combat à outrance contre le représentant italien de la maison de Souabe. C'était une phase nouvelle de la lutte des Guelfes et des Gibelins.

Jamais la papauté n'avait disposé d'une couronne d'une façon plus éclatante. Ce n'était pas d'ailleurs la première fois qu'elle offrait le trône de Naples à un des puissants princes de la chrétienté. Déjà Innocent IV avait proposé la couronne des Deux-Siciles, tantôt à Richard, comte de Cornouailles, frère de Henri III, roi d'Angleterre, tantôt à ce même Charles d'Anjou, auquel quelques années après le saint-siége faisait des ouvertures nouvelles. Ni le frère de Henri III, ni le frère de saint Louis n'acceptèrent un trône dont la conquête paraissait alors si incertaine. Cependant Innocent IV, qui désirait ardemment opposer à la maison de Souabe un roi qui fût son ouvrage, sa créature, proposa au roi d'Angleterre de couronner le jeune Edmond, le second de ses fils. Edmond prit le titre de roi des Deux-Siciles, mais il ne mit jamais le pied en Italie, et les barons anglais, qui s'occupaient alors d'obtenir la confirmation de la grande charte et de fonder les droits du parlement, refusèrent les subsides que Henri III leur demandait. A leurs yeux, l'entreprise était téméraire et chimérique. Après avoir constaté l'impuissance de la couronne d'Angleterre, Urbain IV se tourna de nouveau vers la maison de France, dont le chef était alors en Europe comme l'arbitre souverain des peuples et des rois. M. de Saint-Priest a raison de remarquer que la justice d'une cause désapprouvée par Louis IX restait indécise et douteuse. Aussi lorsque saint Louis, refusant tant pour lui que pour ses fils la couronne de Sicile, eut enfin permis à son frère de l'accepter, après avoir débattu dans son conseil et sensiblement modifié les conditions faites à Charles d'Anjou par Urbain IV, on peut dire que ce consentement du roi de France, donné après un si mûr examen de la question, fut pour la maison de Souabe comme un premier échec, comme une condamnation morale. Quelle différence entre Henri III et Louis IX dans leur manière de répondre aux offres de la papauté! Toutes les prétentions du saint-siége avaient trouvé dans le roi d'Angleterre une docilité absolue; le roi de France, au contraire, dans le cours d'une négociation qui dura près de deux ans, pesa les unes après les autres les propositions du pape et les réponses du comte de Provence. Ce n'était pas trop de la raison si droite et si ferme de saint Louis, appuyé des conseils et de l'expérience de nos meilleurs jurisconsultes, pour lutter contre l'habileté romaine. Après avoir exposé avec une remarquable précision tous les détails de cette affaire, M. de Saint-Priest ajoute : « Dans cette négociation, la cour de Rome déploya beaucoup de souplesse, et surtout une connaissance aussi prématurée qu'approfondie de ce qu'on a appelé depuis les formes diplomatiques. On les reconnait, dans ces antiques monuments, aussi achevées, aussi complètes que de nos jours. Tout s'y retrouve comme dans l'arsenal compliqué de nos négociations modernes. » Peut-être au XIIIe siècle la connaissance des formes diplomatiques n'était-elle pas pour la cour de Rome aussi prématurée que semble le penser M. de Saint-Priest. Pour ne remonter qu'au IXe siècle, sans parler de l'immense correspondance qu'eurent dès l'origine les évêques de Rome avec toutes les églises, lorsque la papauté eut reçu de la munificence des Carlovingiens une consistance temporelle, une assiette politique, seule de tous les gouvernements de l'Europe, elle entretint des relations avec

les différents États; elle se fit représenter auprès des empereurs d'Allemagne, des rois de France et d'Angleterre, par des légats, véritables ambassadeurs, et, dans leurs dépêches, elle puisait la connaissance de toutes les affaires de la chrétienté. Si à la fin du moyen âge Louis XI, comme le remarque Ancillon, fut le premier des rois qui imagina d'avoir dans tous les pays de l'Europe des observateurs avoués qui pussent l'instruire de la situation des États et des projets des cours, il y avait cinq siècles que la politique pontificale avait pris les devants, et qu'au milieu de l'isolement de tous les peuples, Rome rayonnait par sa diplomatie sur tous les points du monde.

Il était à la fois noble et habile, en acceptant du saint-siége une couronne, d'en maintenir les droits et les prérogatives. Charles d'Anjou voulait servir l'Église, non-seulement en chrétien dévoué, mais en roi puissant. Il porta dans son entreprise et sur le trône de Naples l'orgueil de la maison de France, l'inébranlable conviction de la légitimité de sa cause, une indomptable volonté. Ni le triste état de ses finances, ni les obstacles de tout genre qui lui fermaient l'entrée de Rome ne peuvent l'arrêter; il y paraît tout à coup au milieu des bruits qui couraient sur sa mort. De quel mépris il accable Mainfroy, qui n'est pour lui que le *sultan de Lucera!* On sent que, dès qu'il se trouve en face de Charles d'Anjou, Mainfroy perd toute contenance ; son assurance ordinaire l'abandonne, et il subit l'ascendant de son adversaire avant de tomber en soldat sur le champ de bataille de Bénévent. Nous sommes là au cœur même du sujet choisi par M. de Saint-Priest, et c'est aussi une des meilleures parties de son livre. Pour la première fois peut-être, le frère de saint Louis obtient dans l'histoire les honneurs du premier plan, et sous le pinceau de l'écrivain cette grande figure a de l'éclat, de la hardiesse, une belle et vigoureuse couleur. Voilà bien un de ces caractères profonds et hautains que la fortune peut éprouver, mais ne brise pas ; un de ces tempéraments politiques qu'un fanatisme sincère élève au-dessus de tous les scrupules, une de ces âmes du moyen âge où brûle un feu sombre et sacré.

Quel est ce jeune homme qui lève imprudemment l'étendard contre le vainqueur de Mainfroy? Il y a dans l'histoire une poésie inépuisable. Quelle imagination d'artiste, si bien douée qu'on la suppose, eût créé un aussi frappant contraste que celle de ce gracieux adolescent, de cette tête blonde, de ces traits charmants, avec le front pâle et sévère de ce redoutable chevalier que l'Église et la victoire avaient fait roi? La lutte de Conradin et de Charles d'Anjou est un des plus pathétiques événements de l'histoire du moyen âge. Elle est devenue un thème littéraire souvent exploité. Ici elle prend un intérêt nouveau par l'abondance et la vérité des détails. Ce n'est pas sans une sorte d'émotion qu'on suit, dans la narration de M. de Saint-Priest, toutes les circonstances de la vie de Conradin, vie si pleine d'illusions et sitôt interrompue. Ce dernier représentant de la maison de Souabe fut élevé dans l'espoir d'une couronne et dans une sorte de pauvreté. Ses parents se partagèrent les lambeaux de ses États héréditaires dans les contrées rhénanes, et il n'eut plus de refuge contre la misère qu'un trône qu'il fallait conquérir. Il partit pour l'Italie après avoir adressé aux souverains de l'Europe un manifeste dans lequel il leur demandait d'intervenir par des lettres auprès du pape, afin que le saint-père calmât la fureur et l'indignation dont il était animé contre lui. Qui donc, de Conradin ou de Charles, avait la meilleure cause? « Entre l'aigle et la fleur, disaient les troubadours cités par M. de Saint-Priest, le droit est si égal, que ni Pandectes ni Décrétales n'ont rien à faire à tout ceci. Rien ne sera décidé que par épées et lances qui briseront têtes et bras. » Comme Charles d'Anjou, Conradin eut aussi une solennelle entrée dans Rome, il y passa sous des arcs de triomphe, il monta au Capitole au milieu des acclamations du peuple. Mais, en vérité, ce serait une témérité bien inutile

que de refaire un récit qui, sous la plume de l'historien de la conquête de Naples, a un si douloureux attrait. C'est dans son neuvième livre qu'il faut se donner le spectacle de la bataille d'Alba, où les conseils et le stratagème du connétable de Champagne, Érard de Valéry, procurent la victoire au frère de saint Louis, puis de la fuite de Conradin, de son procès, enfin de son supplice auquel assista Charles d'Anjou. La tragédie est complète; tout concourt à un effet extraordinaire et déchirant, l'éclat de la catastrophe, l'illustration de la victime, la grandeur des intérêts et des partis qui se faisaient la guerre, la jeunesse du vaincu, l'inflexibilité du vainqueur. Sans remords, avec la pleine conviction de la justice de sa cause, Charles d'Anjou traita Conradin comme un brigand qui avait voulu lui voler sa couronne. M. de Saint-Priest, en condamnant au nom de l'humanité l'immolation de Conradin, énumère les raisons qui faisaient de sa mort une nécessité politique pour Charles d'Anjou. Sans doute l'intérêt n'était pas contestable, mais sur l'esprit de Charles l'idée du droit fut plus puissante encore. S'armer contre lui, n'était-ce pas non-seulement offenser un roi, mais insulter l'Église, le pape et Dieu? Telle est la pensée qu'il exprima sur le champ de bataille d'Alba dans une lettre écrite au pape pendant la nuit qui suivit la victoire. En le dominant, cette pensée donna au vainqueur de Conradin, dans la consommation de sa vengeance, une sérénité atroce.

La fortune avait prononcé d'une façon décisive entre les Guelfes et les Gibelins. La cause de l'empereur et l'influence de l'Allemagne en Italie étaient abaissées, tandis que le parti guelfe déterminait les villes lombardes à reconnaître le protectorat ou du moins à accepter l'alliance du puissant roi de Naples. Désormais il n'y avait plus d'entreprise qui fût au-dessus des forces et de la renommée du fondateur de la dynastie angevine. Charles d'Anjou put reprendre alors un vaste projet que la descente de Conradin en Italie avait interrompu et qui se rattachait à l'un des plus remarquables événements du commencement du XIIIe siècle, à la conquête de Constantinople par les Latins, dont la domination éphémère ne dura pas plus de soixante ans. L'idée politique qui avait conduit les Latins à Byzance ne manquait ni de grandeur ni de justesse. Dès la fin du XIIe siècle, on était convaincu en Europe de l'inutilité des croisades tant qu'elles se borneraient à des promenades militaires en Syrie et à de stériles prouesses. On comprenait qu'il fallait s'établir en Grèce et dans les contrées qui devaient plus tard s'appeler la Turquie, et qu'alors seulement il serait possible de conquérir d'une manière durable la terre sainte. Charles d'Anjou se crut prédestiné à faire réussir un pareil plan, quand, par la mort de Conradin, il se vit maître incontesté de Naples et de la Sicile. Il avait donné la main de sa fille à l'héritier nominal de l'empire latin, Philippe de Courtenay, et il était prêt à diriger sur Constantinople une flotte nombreuse, quand il dut s'arrêter devant la seule volonté dont il pût subir l'autorité, celle du roi de France, de saint Louis. La pensée des croisades, dans ce qu'elle avait de plus naïvement religieux, animait toujours saint Louis, qui, au moment de repartir pour la terre sainte, invita solennellement son frère à prendre la croix et à l'accompagner. Comment Charles d'Anjou eût-il pu désobéir au chef de sa race ? Seulement il obtint du roi de France que l'armée des croisés serait d'abord dirigée vers Tunis dont le soudan, tributaire de la Sicile, n'avait pas encore payé la redevance stipulée par les traités. M. de Saint-Priest montre qu'il ne faut pas juger aussi sévèrement qu'on le fit au XIIIe siècle les sentiments et les raisons qui déterminèrent le roi de Naples à presser son frère d'aborder à Tunis. D'ailleurs, saint Louis désirait ardemment convertir à la foi chrétienne le prince africain, et, sur de fallacieux avis, il en avait conçu trop facilement l'espoir. Ces illusions le conduisirent, plus encore que les instances de Charles d'Anjou, dans la baie de Tunis et au milieu des ruines de Carthage, où il mourut. Comment ne pas se rappeler ici les admirables pages par lesquelles M. de Chateaubriand a si éloquem-

ment terminé son *Itinéraire de Paris à Jérusalem?* « On n'a vu qu'une fois, dit M. de Chateaubriand, et l'on ne reverra jamais un pareil spectacle. La flotte du roi de Sicile se montrait à l'horizon; la campagne et les collines étaient couvertes de l'armée des Mores. Au milieu des débris de Carthage, le camp des chrétiens offrait l'image de la plus affreuse douleur; aucun bruit ne se faisait entendre; les soldats moribonds sortaient des hôpitaux et se traînaient à travers les ruines pour s'approcher de leur roi expirant. Louis était entouré de sa famille en larmes, des princes consternés, des princesses défaillantes. Les députés de l'empereur de Constantinople se trouvaient présents à cette scène; ils purent raconter à la Grèce la merveille d'un trépas que Socrate aurait admiré. » Il est certain, s'il est permis d'ajouter un mot à cette peinture, que la mort de saint Louis a plus répandu le nom français en Orient que n'eût pu le faire la victoire la plus éclatante. C'est qu'il y a dans l'héroïsme malheureux une vertu supérieure et secrète à laquelle tout le faste des prospérités les plus orgueilleuses ne saurait atteindre.

Charles d'Anjou, qui n'était arrivé en Afrique qu'au moment où saint Louis expirait, fut contraint de retourner en Sicile. Pour lui, c'était à recommencer, car il n'abandonna pas le projet d'aller à Constantinople. Pour la troisième fois, il se préparait à diriger du port de Brindes ses vaisseaux vers le Bosphore, quand une catastrophe aussi imprévue que terrible vint le frapper au cœur. Au moment où il s'apprêtait à détrôner l'empereur Paléologue, il perdait la moitié de ses États, et la Sicile le rejetait pour se donner au roi d'Aragon.

Les vêpres siciliennes, qui servent de dénoûment dramatique à l'ouvrage de M. de Saint-Priest, lui ont offert l'occasion de commencer son douzième livre par la description de cette île célèbre sur laquelle aujourd'hui l'Europe a les yeux fixés. Le ton de ces pages descriptives est chaud, le coloris en est brillant. Messine fait un complet contraste avec Palerme; dans Messine, ville de plaisir et de commerce, affluaient les trafiquants étrangers, les pirates et les courtisanes, tandis que Palerme était la résidence des rois : même aujourd'hui, comme le remarque M. de Saint-Priest, cette cité n'a pas oublié qu'au temps des Guillaume et des Roger elle était la métropole du royaume. C'est d'un habile écrivain d'avoir rajeuni le sujet si connu des vêpres siciliennes par un judicieux emploi de la critique. M. de Saint-Priest a rapproché les versions différentes que les Italiens nous ont données de cette catastrophe, et, après en avoir indiqué les contradictions, il a ramené les faits à la vraisemblance, à la vérité historique avec beaucoup d'impartialité. En apprenant la révolution de Palerme, Charles d'Anjou s'écria : « Seigneur mon Dieu! vous qui m'avez élevé si haut, si vous voulez m'abattre, faites au moins que ma chute soit lente et que je descende pas à pas. » A cette prière du chrétien qui s'humilie succéda l'élan d'une colère que vint enflammer encore la nouvelle du soulèvement de Messine. C'est sur cette dernière ville que le roi de Naples tourna sa vengeance et toutes les forces qu'il destinait à la conquête de Constantinople. Il ne s'écoula que trois ans entre les vêpres siciliennes et la mort de Charles d'Anjou, qui n'eut plus que des revers. Il échoua devant Messine; il ne put empêcher le roi d'Aragon de débarquer en Sicile et d'en prendre possession; ses flottes furent battues; son fils aîné, le prince de Salerne, fut fait prisonnier. Cependant, sans se résigner à ces rigueurs de la fortune, il méditait de nouveaux efforts, quand une fièvre l'emporta. Après avoir enseveli le fondateur de la dynastie angevine, M. de Saint-Priest clôt son livre par une conclusion de quelques pages où il jette un regard, tant sur Naples que sur la Sicile, pour les temps qui suivirent la mort de son héros. Dans cette fin, peut-être un peu brusquée, nous trouvons quelques aperçus ingénieux sur la Sicile, qui est restée trop poétique, s'il faut en croire M. de Saint-Priest, et à laquelle il souhaite, dans les vicissitudes auxquelles elle peut être réservée, de ne devenir jamais « une Malte agrandie. »

En terminant la lecture du remarquable ouvrage de M. de Saint-Priest, nous avons éprouvé une impression que donnent rarement les productions contemporaines, le regret de ne pas trouver le livre plus long. Nous eussions voulu, comme nous l'avons déjà fait pressentir, que l'écrivain ne se fût pas contenté de consacrer quelques lignes à l'histoire de la dynastie angevine fondée par le frère de saint Louis. M. de Saint-Priest déclare que, parvenu au terme d'une longue et difficile carrière, il n'ira pas se perdre dans l'embarras incertain de ce labyrinthe. Loin de se perdre, il nous y eût fort bien conduits, pour peu qu'il l'eût voulu. Qu'il ne s'en prenne de nos exigences qu'à lui-même : si son récit historique était moins attachant et moins clair, nous ne lui reprocherions pas de ne l'avoir pas assez prolongé. Un lumineux aperçu de l'histoire de la maison d'Anjou, resserré dans des limites convenables, eût donné à la dernière partie de l'ouvrage de M. de Saint-Priest plus d'ampleur et de gravité.

Encore une critique, et nous n'aurons plus qu'à dire tout le bien que nous pensons de l'*Histoire de la conquête de Naples*. L'écrivain a voulu composer un livre dont l'allure rapide et brillante mènerait jusqu'au bout ceux qui l'auraient ouvert; il y a réussi : seulement son style ressemble trop parfois à la conversation d'un homme du monde qui raconterait les impressions que lui auraient laissées ses lectures, avec abandon, avec esprit, avec trop d'esprit. On trouvera peut-être que voilà de notre part une étrange querelle. Expliquons notre pensée par un exemple : M. de Saint-Priest, après avoir esquissé à grands traits les exploits et la vie d'un des plus fameux représentants de la race normande, Roger II, roi de Sicile, ajoute : « Enfin, Roger mourut à l'âge de cinquante-huit ans, comblé de richesses, de puissance et de gloire. Brave, habile et fin, le fondateur de la royauté en Sicile fut un politique, un législateur et un héros, *mais un héros bas-normand*. » Voilà de ces saillies auxquelles un historien ne doit pas s'abandonner. Nous savons bien que Voltaire, même au milieu de ses développements historiques les plus purs et les plus beaux, ne s'est jamais refusé une plaisanterie; mais les défauts de cet inimitable démon ne sauraient servir de justification à personne.

Maintenant, nous louerons hautement M. de Saint-Priest d'avoir su traiter son sujet sans y introduire ces couleurs, ces enluminures par lesquelles tant d'écrivains ont défiguré le moyen âge; il a su parler du XIIIe siècle en homme du XIXe, sans engouement comme sans antipathie. Cette impartialité n'a pas empêché le style de l'écrivain d'être pittoresque; elle n'a pas étouffé non plus chez lui l'amour de son pays et une certaine préférence pour les races méridionales. On sent qu'après la grandeur de la France M. de Saint-Priest ne désire rien plus vivement que la grandeur de l'Italie et son indépendance. Ces sentiments donnent à son livre un caractère qui le distinguera d'une manière heureuse. Trop souvent des historiens modernes, en s'occupant du moyen âge, ont eu l'air de considérer la suprématie germanique comme un fait légitime que devait accepter l'Italie. C'est ainsi que, de nos jours, un des célèbres professeurs de l'Allemagne, M. Léo, dans son *Histoire de l'Italie*, compare les deux nations à deux époux d'un caractère différent : le mari (c'est le peuple allemand) est plein de force et de courage, la femme (c'est l'Italie) est pleine de ruse et d'adresse; ils ne peuvent se quitter, ils s'appartiennent, et cependant ils ne cessent de s'irriter mutuellement et de remplir la maison du bruit de leurs querelles. N'en déplaise au docte historien, ce mariage est aujourd'hui bien compromis : la femme veut le rompre. Son amant, le peuple français, qu'elle a souvent pris et quitté, ne peut qu'être enchanté d'un pareil divorce.

Enfin, aux qualités qui distinguent l'*Histoire de la conquête de Naples* vient se joindre un dernier mérite, celui de l'à-propos. Cette Italie inquiète et frémissante, que semble agiter maintenant l'ardeur du patriotisme, qui fut la muse d'Alfieri, nous la retrouvons tout entière dans le livre de M. de Saint-Priest avec les passions et les

partis qui la divisaient au moyen âge. Le fond persiste sous les transformations et les costumes dont nous avons aujourd'hui le spectacle. Les événements et les révolutions du XIIIe siècle font mieux comprendre ce qui se passe de nos jours à Naples et en Sicile. Tout s'enchaîne. Les Siciliens ne font-ils pas remonter à Frédéric III d'Aragon la vieille constitution dont ils réclament aujourd'hui le rétablissement avec des garanties nouvelles? Ne revoyons-nous pas de nos jours le même antagonisme entre Naples et Palerme? La papauté n'est-elle pas encore au milieu des combattants comme elle l'était au moyen âge?

Au moment où se termine le livre de M. de Saint-Priest, à la fin du XIIIe siècle, la décadence rapide et profonde de ce pouvoir qui était parvenu à dominer les rois et les peuples commença. Pour qu'un pareil pouvoir restât à la hauteur où il était monté, il eût fallu que tous les papes eussent du génie, qu'ils ne connussent que les saintes passions du dévouement et de la foi, et qu'enfin l'enfance des sociétés modernes fût éternelle. La papauté trouve dans Avignon sa captivité de Babylone, pour parler le langage de Pétrarque; l'anarchie la dégrade; l'Église elle-même, que représentent des conciles, combat parfois son autorité; enfin, au-dessus de ce chaos, Luther montre sa tête puissante. Ce vaste naufrage fut donc amené tout ensemble par la corruption des hommes et par les progrès du genre humain. Il fallut réparer tant de ruines, et nous avons alors le spectacle de cette longue et habile défensive qui est un des principaux caractères de la politique pontificale depuis Charles-Quint jusqu'à Napoléon. Nous ne recommencerons pas l'appréciation que nous avons déjà faite ici (1) des efforts et des talents déployés par les papes qui se succédèrent pendant le XVIe et le XVIIe siècle; mais avec quel art la papauté, poursuivant toujours le même but, change, suivant les circonstances, de moyens et d'alliés! Rome catholique, tout en ayant perdu sa suprématie sur la moitié du monde, reste une grande école de politique.

S'il était nécessaire de constater par un nouveau témoignage la puissance des idées philosophiques pendant le dernier siècle, nous trouverions cette preuve dans la conduite que tint la papauté. Elle n'essaya même pas de lutter contre l'ascendant et les prestiges de l'esprit nouveau; elle accepta les hommages de Voltaire et proscrivit les jésuites. Il y a précisément un siècle, le trône pontifical était occupé par un prêtre aimable et doux, d'un esprit enjoué, qui ne craignait pas d'écrire à Voltaire pour le remercier de lui avoir dédié *Mahomet* et d'avoir en son honneur composé ce distique :

Lambertinus hic est, Romæ decus et pater orbis,
Qui mundum scriptis docuit, virtutibus ornat.

La philosophie et la religion étaient en coquetterie. Dans le *Précis du siècle de Louis XV*, Voltaire, qui vit le règne d'autres pontifes, célèbre la modération du pape Lambertini, Benoît XIV, « aimé de la chrétienté pour la douceur et la *gaieté* de son caractère, et qui est aujourd'hui regretté de plus en plus. Il ne se mêla jamais d'aucune affaire que pour recommander la paix. » N'est-il pas remarquable que la papauté, pour laquelle la compagnie de Jésus avait été d'un si puissant secours contre la réforme, licencie cette armée à la veille de la révolution française? Les papes ne lisaient pas mieux dans l'avenir que les rois.

Ce que Rome catholique avait toujours le plus combattu, le principe de l'indépendance de l'esprit humain, triomphait, et ce terrible ennemi ne connaissait ni frein, ni pitié, comme il arrive toujours dans l'ivresse des premières victoires. Que de catastrophes et de péripéties la révolution française a jetées dans l'histoire de la

(1) *La Papauté depuis Luther.* — *Revue des Deux Mondes*, tome II de 1858, page 39.

papauté, qui se vit assaillie de tempêtes comme aux jours les plus tragiques du moyen âge! Cependant, au moment où Pie VI, violemment arraché de Rome, expirait sur le territoire français, à Valence, cette révolution se mettait elle-même en tutelle sous la dictature d'un héros, et revenait à la modération par le chemin de la gloire. Pourquoi faut-il que Napoléon, après avoir si noblement suivi le penchant qu'ont toujours les grandes âmes pour les croyances religieuses, n'ait pas été fidèle à ses premières pensées? Notre siècle a vu le nouvel empereur d'Occident se montrer plus dur envers Rome, plus gibelin que tous les Césars du moyen âge, et, par un décret qu'il data de Schœnbrunn, le 17 mai 1809, dépouiller Pie VII de toute puissance temporelle. « Lorsque Charlemagne, empereur des Français et notre auguste prédécesseur, est-il dit dans ce décret, fit donation de plusieurs comtés aux évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fiefs et pour le bien de ses États; par cette donation, Rome ne cessa pas de faire partie de son empire. Depuis, ce mélange d'un pouvoir spirituel avec une autorité temporelle a été, comme il l'est encore, une source de discussions, et a porté trop souvent les pontifes à employer l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre; ainsi les intérêts spirituels et les affaires du ciel, qui sont immuables, se sont trouvés mêlés aux affaires terrestres qui, par leur nature, changent selon les circonstances et la politique du temps (1). » Telles étaient les prémisses qui avaient pour conséquence la réunion des États du pape à l'empire français. L'inconstant et redoutable successeur de Charlemagne poussait le commentaire des actes du donateur jusqu'à la spoliation, et il s'emportait à cet excès de détrôner le pontife qui l'avait couronné.

Un publiciste, peut-être trop oublié aujourd'hui (2), a remarqué avec beaucoup de justesse que, par l'ambition de Napoléon, l'Italie a perdu la plus belle occasion qu'elle ait eue depuis les Romains, de recouvrer son indépendance. En effet, il était facile à la puissance de Napoléon d'établir d'une manière durable un système fort simple, une confédération de trois États, l'Italie supérieure, le pape et Naples. Aucun de ces États n'avait intérêt à empiéter sur l'autre, et l'ensemble de l'Italie était affranchi de la domination de l'étranger. Il paraît que rien n'est plus difficile en politique que le triomphe des combinaisons sages et naturelles. Au moment où les Français étaient contraints d'abandonner l'Italie, les Autrichiens s'y établissaient, et si le congrès de Vienne avait l'équité de restituer au pape, avec sa souveraineté temporelle, le territoire des États romains, il lui donnait, ainsi qu'à Turin et à Naples, le formidable voisinage d'une puissance allemande. C'était trop refaire le passé et trop embrouiller l'avenir.

Quoi qu'il en soit, rendons-nous compte de la situation de la papauté dans le temps où nous sommes. La papauté qui, au XIIIe siècle, disposait des couronnes, et qui au XVIe soutenait des luttes ou entretenait des alliances avec les principaux rois de l'Europe sur un pied complet d'égalité, vit aujourd'hui sous la protection des grandes puissances. L'inviolabilité de son territoire est considérée comme une des conditions de la paix européenne et de l'indépendance de l'Italie. La papauté n'a plus ni conquêtes à faire, ni revers à essuyer comme au temps de Jules II : les puissances signataires des traités de Vienne, en garantissant son existence, lui ont interdit tout mouvement, toute entreprise au dehors. Sous ce rapport, on peut dire que le chef de la religion catholique a plutôt en Italie un grand état de maison qu'il n'est un véritable souverain, ayant droit de paix et de guerre.

Chez elle, où en est la papauté? Pour gouverner, pour accomplir les réformes

(1) *Histoire abrégée des Traités de paix*, par F. Schœll, t. III, p. 145, édit. Meline, Cans et compagnie.

(2) L'abbé de Pradt. — *Du congrès de Vienne.*

qu'ils jugeaient nécessaires, les papes ont toujours été moins libres que les rois. Représentant une aristocratie, une oligarchie sacerdotale, ils ont toujours eu auprès d'eux des surveillants incommodes de l'usage qu'ils entendaient faire de leur autorité. Il a donc fallu l'évidence de la plus irrésistible nécessité pour qu'il ait été permis à un pape de se montrer réformateur actif et résolu. Maintenant voici les conséquences. Les réformes administratives n'ont pas pu servir de rempart à la papauté contre les idées et les exigences politiques qui ont voulu à leur tour être satisfaites. Le branle était donné; s'arrêter n'était plus possible, et des concessions nouvelles ont élargi la brèche. Il y a aujourd'hui à Rome, en face du pape et du sacré collége, un conseil municipal de cent membres, un pouvoir administratif composé d'un sénateur qui en est le chef, et de huit magistrats, une consulte d'État, une garde nationale et la liberté de la presse. Sera-ce tout? La consulte d'État, qui date à peine de quelques mois, ne s'élèvera-t-elle pas à l'autorité d'un corps délibérant? Enfin la papauté ne verra-t-elle pas s'ouvrir pour elle l'ère des constitutions? Jamais le génie du passé et l'esprit nouveau ne se seront trouvés si vivement en présence.

Mais n'y a-t-il pas en Italie un attachement réel pour la papauté? N'y a-t-il pas, de l'autre côté des monts, des hommes d'un esprit élevé qui tiennent pour maxime que le catholicisme et la nationalité italienne sont inséparables? Sans doute. A leurs yeux, le catholicisme est non-seulement la vérité enseignée à tous les peuples, mais il est de plus pour l'Italie comme l'incarnation de la patrie et de l'indépendance. Aussi demandent-ils pour le pape la présidence de la confédération des États italiens et l'exercice d'une suprématie morale sur toute la péninsule. Seulement les hommes distingués qui se complaisent dans cette théorie ont plus de renommée littéraire que d'ascendant politique. En dépit de ces nouveaux Guelfes, en dépit même de la juste popularité de Pie IX, il y a dans la majorité des Italiens, à l'égard de la papauté, une défiance qui date de loin, car c'est Machiavel qui l'a mise dans l'esprit de ses compatriotes. Ce grand politique, on ne l'ignore pas, a formellement accusé l'Église d'avoir été le plus grand obstacle à l'unité, à l'indépendance de l'Italie par son ambition d'y dominer, par les divisions qu'elle y avait sans cesse entretenues. Avant l'avénement de Pie IX, les hommes les plus modérés de la péninsule signalaient le gouvernement papal comme le pire de tous. Encore aujourd'hui comme au moyen âge, c'est en Italie que la papauté soulève le plus d'objections et de résistances. L'enthousiasme même avec lequel les Italiens ont accueilli Pie IX et ses actes est presque une satire de l'institution, tant ils ont paru surpris qu'elle pût encore produire quelque bien! En dehors de la péninsule, la papauté a été souvent jugée avec plus de bienveillance; de loin, son antique splendeur, quoique à demi éclipsée, cachait ses misères; autour d'elle, il n'y a pas plus d'illusions que d'indulgence.

Tes plus grands ennemis, Rome, sont à tes portes.

Au contraire, pour l'Europe, la papauté est surtout une autorité générale placée depuis des siècles au faîte de la religion, dont elle maintient l'unité. Sous ce rapport, elle appartient au monde. Si d'un côté la papauté est italienne, de l'autre elle est universelle. Comme l'antique Janus, elle a deux visages; c'est un gouvernement, c'est un pontificat. Cette double nature qui fait sa grandeur complique étrangement les difficultés quand il s'agit, comme en ce moment, de changer les institutions du peuple romain. Le régime représentatif n'est-il pas incompatible avec une administration entre les mains des prêtres? Ne faudrait-il pas séparer nettement le gouvernement de l'Église d'avec le gouvernement de l'État? Si cette séparation devient nécessaire, il est difficile qu'elle s'accomplisse sans la participation de l'Europe. Il faut que la puissance spirituelle du pape garde son indépendance et sa majesté au

milieu des changements introduits dans le gouvernement des États romains. Ce n'est plus là un intérêt italien, mais un intérêt général pour toutes les nations catholiques. Au moyen âge, la papauté intervenait partout : nous aurons inévitablement le spectacle contraire de l'intervention de l'Europe dans les affaires de la papauté. Cette haute sollicitude du pouvoir politique pour la puissance spirituelle ne sera pas un des faits les moins considérables du XIXe siècle.

Si la vue impartiale du passé et de notre siècle nous a conduit à croire que la papauté ne saurait plus avoir d'autre rôle que d'être l'expression désintéressée de la puissance spirituelle, combien les événements immenses qui éclatent au moment où nous terminons cette étude historique nous confirment dans cette conviction ! En effet, plus les sociétés sont remuées par des révolutions soudaines et profondes, plus il importe qu'au milieu d'elles l'élément religieux subsiste et s'affermisse loin de disparaître ou de s'effacer. D'un autre côté, en présence de ces nouveaux témoignages de l'instabilité des choses humaines, l'Église et la papauté doivent plus que jamais se détacher des ambitions temporelles pour puiser toute leur autorité dans les sentiments et les idées qui ont inspiré l'Évangile. Nous sommes dans un grand moment, car voici l'heure où la vertu de toutes les doctrines sera éprouvée. Tirer du christianisme les enseignements et la consolation qu'il recèle, défendre et maintenir la pureté de son spiritualisme, prodiguer le dévouement d'une charité ardente à toutes les souffrances, à toutes les douleurs, dans quelque rang qu'on les trouve, tels sont les devoirs que notre temps impose à l'Église, et c'est en les remplissant qu'elle pourra faire face à la gravité des circonstances. Dans la sphère des croyances et des institutions religieuses, tout sera de plus en plus controversé, remué, questions métaphysiques, questions morales, questions d'organisation intérieure. Des problèmes qui semblaient résolus seront inévitablement repris pour être soumis à un examen nouveau. Cette mobilité dans les idées et dans les lois, qui est un des caractères dominants de notre siècle, ne doit pas tant décourager les esprits que les exciter à distinguer nettement ce que les croyances religieuses et les formes sociales ont d'essentiel et de toujours vrai, ce qu'elles ont d'éphémère et de transitoire. C'est l'incontestable honneur du christianisme d'avoir su, à travers dix-huit siècles, survivre à toutes les secousses, à tous les changements, à toutes les scissions. Ainsi, à l'époque de Luther, il n'a pas péri, mais il s'est dédoublé. A quoi doit-il cette perpétuité, si ce n'est à son caractère spiritualiste? En effet, de l'aveu de tous les penseurs, le christianisme resta l'idée la plus générale qui se soit encore produite au milieu des sociétés. Il y a donc au fond de cette idée la puissance et l'avenir des transformations nécessaires.

LERMINIER.

DES ÉTUDES CONTEMPORAINES

SUR

L'HISTOIRE DES RACES.

I. — *Principes de la philosophie de l'histoire*, par M. l'abbé Frère.
II. — *Histoire des races maudites*, par M. Francisque Michel.

On avait négligé jusqu'à ce jour l'étude des races humaines. C'est à peine si Linné, Buffon, Lacépède, Blumenbach, ont accordé quelque attention aux différences extrêmes de couleur et de forme qu'ils jugeaient être particulières à chacune des parties du monde. Il semble qu'on prenne aujourd'hui à cœur de réparer cet oubli. Jamais les esprits sérieux n'ont été aussi préoccupés de la constitution physique des races, qui se lie, selon eux, au perfectionnement organique des sociétés. Malheureusement les hommes qui agitent cette question intéressante se séparent en deux camps bien distincts. Les uns, comme M. Serres, se préoccupent surtout des caractères anatomiques des groupes, ou, comme M. l'abbé Frère, rattachent le mouvement moral et intellectuel des nations au développement du système nerveux : ce sont les physiologistes. A côté d'eux, et dans une direction opposée, nous rencontrons les historiens. Ces derniers étudient les antiquités de chaque race dans les productions littéraires, dans la linguistique, dans les mœurs! Deux tendances solitaires, dont l'une néglige trop les enseignements de la parole écrite, dont l'autre sacrifie l'étude des caractères physiques, ce langage de la nature, ne peuvent aboutir qu'à des résultats incomplets. Il faut mêler les lumières, si l'on veut éclairer les profondeurs de cette question obscure. Entre la physiologie et l'histoire, nous proposerions volontiers une alliance féconde qui renouvellerait, à propos des races humaines, les bases mêmes de la philosophie pratique. Pour prouver combien cette alliance est nécessaire, nous n'aurons qu'à rapprocher l'un de l'autre deux ouvrages qui résument assez nettement les

défauts comme les qualités des deux écoles entre lesquelles se partage aujourd'hui l'étude des questions de race. Avec M. l'abbé Frère, nous verrons quels services la physiologie pourrait sur ce point rendre à l'histoire; avec M. Francisque Michel, nous aurons à montrer quel rôle l'histoire pourrait jouer, si on l'appliquait moins timidement que ne l'a fait cet écrivain à la solution de certains problèmes physiologiques.

Parmi ces problèmes, c'est un des plus épineux qu'avait choisi M. Michel en se proposant d'écrire l'*Histoire des races maudites*. Les races agissent sur le développement social de deux manières : par leur isolement ou par leur mélange. Il en est qui se prêtent au travail de fusion d'où résulte l'unité nationale; il en est d'autres qui résistent obstinément à ce travail, et qui par cela même sont condamnées à un état d'infériorité voisin de la dégradation. Les unes sont les races privilégiées, les autres méritent le nom de races maudites. Pour bien comprendre la raison de ce fait, il faut étudier comment s'opère le passage de l'état barbare à l'état de civilisation. Ici déjà, on le voit, le concours de la physiologie et de l'histoire devient nécessaire.

L'état barbare résulte de la perpétuité de certains caractères physiologiques qui, à la faveur d'une vie isolée ou errante, se conservent dans un nombre plus ou moins grand de familles. L'état de civilisation tend, au contraire, à effacer, à modifier plus ou moins ces caractères. Plus une race est jeune, mieux elle conserve le signe de son individualité physique. Un tel état stationnaire tient à la prépondérance de la vie animale. Plusieurs naturalistes ont été frappés de la constance des fonctions chez les êtres privés d'intelligence. On découvre aisément les causes de ce phénomène : les penchants sont chez les animaux les principaux moteurs des actions; or les penchants se trouvent soumis, comme les instincts, à une loi invariable. La même loi se manifeste dans les premiers âges des peuples, alors que les inclinations physiques dominent : les actes de la vie morale ou civile offrent alors un caractère surprenant de fixité. On ne retrouve plus cette persistance chez les nations adultes, parce que la civilisation, ayant réagi sur les instincts et les mouvements de la nature inférieure, a dégagé dans l'homme les forces essentiellement libres de l'intelligence.

L'état barbare n'a point été jusqu'ici caractérisé. Il y a dans la nature humaine deux mouvements en sens contraire, l'un qui concentre et qui replie l'individu sur lui-même, l'autre qui le porte vers la société. L'instinct égoïste et solitaire prédomine dans le premier âge des races. On n'a pas rencontré jusqu'ici, il est vrai, l'homme sauvage à l'état complet d'isolement, mais le lien qui l'unit à ses semblables est extrêmement faible. Les hommes primitifs vivent par bandes, comme certains animaux; s'il y a parmi eux agrégation, il n'y a pas société. L'histoire nous les montre dispersés çà et là, et, quoique habitant la même terre, livrés à une affreuse solitude morale : c'est l'état d'idiotisme du genre humain. Entre l'âge que nous venons de décrire et celui où les hommes réunis en société fondent des établissements solides, contractent des liens moraux, il existe un état intermédiaire où ces deux forces, l'une qui isole, l'autre qui associe, se font, en quelque sorte, équilibre. C'est alors que se produisent ces migrations de peuples, ces grandes invasions de barbares qui concourent autant à fonder qu'à renverser les empires. Attirées pour ainsi dire par deux forces qui se contrarient, les familles barbares, devenues des hordes errantes, oscillent ainsi quelque temps sans pouvoir se fixer. Tant que ces groupes voyageurs vivent sous la loi du mouvement, ils ne manifestent que les instincts de la nature. Il n'y a presque point de progrès intellectuel, ni de progrès moral. Les conditions qui fixent une de ces races errantes sur le sol ouvrent seules devant elle le champ des développements et des formations nouvelles qui doivent accroître son existence.

Toutefois rien ne se perd : l'instinct sauvage persiste à travers l'état de société; il y forme ce sentiment des droits individuels qui est l'élément matériel de la liberté. La tendance contraire, en se développant, enfante l'unité : c'est elle qui convertit les races, les familles et les castes en un grand être idéal et impersonnel qui est l'État, la patrie, la nation.

On comprend maintenant toutes les difficultés que présente l'étude de la formation des peuples. Les écrivains qui ont essayé, dans ces derniers temps, de dévoiler les éléments primitifs de la nation française, ont trop négligé, à notre avis, cette connaissance physiologique des races, sans laquelle le livre des origines demeure éternellement fermé. Un savant modeste et laborieux a mieux apprécié l'importance des questions qui se rattachent à la formation des nationalités. Les travaux trop peu connus de M. l'abbé Frère ont ouvert dans l'étude des races une direction féconde, et de ces deux grands phénomènes, la fusion des races en un corps homogène, et leur résistance à tout croisement, le premier a été sérieusement étudié par M. Frère; le second a trouvé dans M. Michel un historien plus préoccupé malheureusement d'érudition que de philosophie. Nous essayerons à notre tour de discuter l'un et l'autre problème.

I

Dès qu'on remonte un peu haut dans les temps passés, les monuments deviennent muets ou pour le moins douteux. Les traces des très-anciennes implantations d'hommes sont généralement effacées de la terre et de la tradition même. Pour les races formées comme pour l'individu, la première enfance est couverte de ténèbres; à peine reste-t-il dans leur mémoire de vagues empreintes, l'image obscurcie de faits qui se détachent çà et là sur un passé confus. Quelques circonstances de ces premiers âges, presque les mêmes chez tous les peuples de la terre, se trouvent reproduites très-tard dans leur histoire sous des traits plus ou moins altérés. Au milieu de ces doutes et de ces tâtonnements, on agite des textes, on a recours à la science toute conjecturale des étymologies, on entasse des hypothèses sur des hypothèses. Il faut se garder sans doute de récuser les lumières qui peuvent sortir de la comparaison bien faite des langues primitives; mais, comme ces langues ont été plusieurs fois corrompues ou transformées, comme quelques-unes ont entièrement disparu sans que la race qui les parlait se fût éteinte, on ne saurait attendre de la philologie qu'un concours limité. A nos yeux, la physiologie humaine donne seule les moyens de résoudre ce problème si difficile et si compliqué de la genèse des races; c'est là et non ailleurs qu'il faut chercher les racines de l'histoire. Il y a sur ce terrain de nouvelles fouilles à entreprendre.

Pour analyser, par exemple, les éléments de la nation française, il serait nécessaire de grouper les familles qui présentent entre elles des caractères de communauté de race, de rapporter à des types constants la physionomie plus ou moins fugace des habitants de nos grandes villes et de nos provinces : on verrait alors reparaître, sous une population mêlée, les couches antédiluviennes de notre histoire. Les déluges ici, ce sont les invasions.

Il importe d'abord, si on veut arriver dans cette voie à une détermination un peu exacte, de fixer l'ordre de succession et de superposition des races qui ont recouvert le sol des Gaules : sous toutes les autres couches on découvre la famille celtique. C'est là le fond, le roc primitif de la population française. L'ancienneté de cette première formation, les attaches et les affinités que les Celtes avaient contractées avec le sol, les firent regarder longtemps comme autochthones. On sait maintenant que

l'existence de ce peuple remonte aux premières excursions en Europe de la race blanche ou caucasique. Les Celtes étaient établis depuis une longue durée de siècles, lorsque la conquête romaine passa sur eux. Du croisement des deux peuples résulta ce mélange qu'on désigne sous le nom de gallo-romain. Les choses en étaient là, lorsque le monde entier s'ébranla du nord au midi : nous voulons parler de ces grands mouvements de peuples barbares qui jouèrent un rôle dans la chute de l'empire romain. Ces peuples habitaient des pays dont les nations civilisées ignoraient même l'existence. C'est alors qu'on vit se détacher des profondeurs de la Scythie de grandes caravanes armées, qui, enjambant les montagnes et les fleuves, coururent d'une extrémité de l'Europe à l'autre. Ce glaive voyageur renversa tout sur son passage. Les races barbares sont dans la main de la Providence des éléments de destruction, comme le tonnerre et la grêle dans les mains de la nature. Le Nord vomit à plusieurs reprises les aquilons de la colère divine. En 420, les Goths; en 450, les Bourguignons; en 500, les Francs; en 510, les Armoricains; en 912, les Normands, se précipitent successivement, et versent dans la population gallo-romaine les caractères particuliers de leur race. A chacun de ces dépôts, si l'on ose ainsi dire, le niveau de la civilisation s'élève. Chaque accession de race communique à la masse primitive des énergies nouvelles et les éléments d'une nationalité qui s'accroît.

Le travail de la civilisation efface, dit-on, ces variétés originelles; mais à quel degré les efface-t-il? Peut-on encore remettre à nu, après une durée de plusieurs siècles, les éléments primitifs qui ont constitué, par la succession des faits, la nationalité française? En d'autres termes, les caractères des races présentent-ils une constance et une durée telles que l'on puisse les reconnaître dans une population si ancienne et si mêlée? Avant de résoudre cette question, il faut examiner les causes qui contribuent à altérer les types et celles qui tendent au contraire à les maintenir.

De toutes les causes qui concourent à effacer dans une nation l'angle saillant des familles naturelles, la première et la plus active est, sans contredit, le croisement; la seconde est le développement social. Tant que les peuples demeurent dans l'état sauvage ou barbare, leur constitution physique est immuable; mais, quand ils sortent de cet état stationnaire pour former une nation, ils passent tout entiers, avec leurs facultés et leurs organes, sous la loi du progrès. Alors commence pour eux une évolution de caractères qui tend à masquer la nature de la souche. Ces mouvements qui changent l'organisation d'une race ressemblent à ceux qui renouvellent d'âge en âge chez l'homme les conditions de la vie. De même qu'il est difficile de reconnaître sous la virilité les traits de l'enfance, on ne retrouve pas aisément la figure des races barbares sous celle des peuples civilisés. Il y a bien une puissance dans le germe; mais cette puissance se modifie dans l'état de société sous l'action des nouvelles forces qui substituent l'ordre historique à l'ordre naturel.

Les causes qui tendent à conserver le type sont restreintes et locales. Les pays de forêts, de landes ou de montagnes, qui opposent une limite au croisement ou qui maintiennent la population dans un état stationnaire, protégent l'intégrité des races qui les habitent. La tradition qui place sur les hautes montagnes le berceau de l'humanité consacre un fait général d'ethnologie : après les grandes commotions de la société, c'est toujours des points élevés que les races préservées de la corruption sont descendues pour repeupler et transformer le monde.

Au premier coup d'œil, les causes qui altèrent le type semblent plus nombreuses et plus actives que celles qui le conservent. S'il en était ainsi, les caractères des races seraient bientôt confondus ; mais l'expérience démontre que cette action perturbatrice rencontre des limites. L'ethnologiste qui tient à isoler les divers éléments d'une population doit additionner l'ensemble des caractères primitifs de chaque race et la

somme des caractères subséquents qu'elle a revêtus par suite du développement de la civilisation. Les premiers font reconnaître la race, les seconds nous disent son âge, et, par un phénomène assez bizarre, ceux-ci tendent à se préciser en raison inverse de ceux-là. En d'autres termes, les caractères primitifs d'une race, c'est-à-dire la couleur des yeux, des cheveux et du visage, ne persistent pas toujours intégralement dans les endroits où la population est trop mêlée; les caractères qui indiquent l'âge d'une race, c'est-à-dire les formes de la tête, peuvent, au contraire, être consultés toujours avec une entière confiance. M. l'abbé Frère a révélé cette loi, et, ce qui vaut encore mieux, il a mis une telle loi à l'épreuve des faits.

Dans une des parties les plus agrestes de l'Auvergne s'élève le petit village de Neschers, où demeure un curé géologue, dont le nom n'est point étranger aux savants du Jardin des Plantes, M. Croizet. Autour de ce village s'étendent d'immenses carrières, d'où l'on retire chaque jour des ossements fossiles, débris des âges primitifs de la nature. A côté des pièces curieuses de la collection antédiluvienne formée par M. Croizet, figurait un crâne trouvé à Aigueperse dans un tombeau. M. Frère, visitant il y a quelques années le musée de M. Croizet, fut amené à exposer de vive voix sa théorie sur les périodes sociales et sur les moyens de reconnaître, à l'inspection de la tête, les caractères de l'âge historique des peuples. Le curé de Neschers accueillit cette doctrine avec un sourire de demi-incrédulité, et, pour contrôler des assertions qui lui paraissaient hasardées, il invita M. Frère à essayer son diagnostic sur le crâne découvert à Aigueperse. M. Frère prit cette tête décharnée entre ses mains, l'examina, et, après un moment de réflexion : « C'est, dit-il, un crâne de la seconde période. » Dans les calculs de cet historien philosophe, la seconde période du peuple français embrasse l'espace de temps contenu de l'an 733 à 906. M. Croizet alla aussitôt chercher sur une des planches de son armoire une pièce de monnaie en argent qu'on avait trouvée dans le tombeau à côté du squelette. C'était un sûr moyen d'expertise. La pièce, d'origine très-ancienne, portait, d'un côté, une croix avec ce mot en exergue *Aquitania*, et, de l'autre côté, *Ludovicus Imperator*. Or il n'y a eu de Louis empereur en Aquitaine que Louis le Débonnaire, fils de Charlemagne, et qui régnait en 813. M. Frère avait donc rencontré juste. Il crut pouvoir en outre assurer que ce crâne était franc et non auvergnat. L'histoire constate, en effet, que Louis le Débonnaire avait emmené quelques Francs à sa cour. Cette pièce ostéologique fait maintenant partie de la collection que M. Frère a donnée au Muséum d'histoire naturelle; le crâne est, pour ainsi dire, signé de la médaille.

On entrevoit d'ici l'idée de M. Frère : le progrès social n'est à ses yeux qu'une suite de périodes dont chacune marque son empreinte sur la tête de l'homme. Peut-être n'est-il pas inutile de dire comment l'auteur a été mis sur la voie de cette découverte. Engagé d'abord dans la profession des armes, mais renversé un jour, comme saint Paul sur le chemin de Damas, par le coup de tonnerre de la grâce, M. Frère est arrivé à la théologie avec des connaissances très-variées. Indépendamment des études mathématiques, familières à son état (M. Frère était officier du génie), il consacra les loisirs d'une jeunesse ardente à la pratique des sciences naturelles. Disciple et ami du docteur Gall, de Spurzheim, de Bichat, il étudia sous ces différents maîtres les fonctions du cerveau et les lois de la physiologie. Entraîné à la suite des courses militaires de l'empire et par sa propre humeur aventureuse, il traversa l'Europe d'une extrémité à l'autre. Cet intrépide voyageur, dominé dès lors par un esprit d'observation méthodique, trouva dans les mœurs, le caractère national et les formes extérieures des diverses populations, autant de matériaux qui devaient lui servir pour asseoir plus tard les principes de sa philosophie de l'histoire.

Il y a une vingtaine d'années que M. Frère, revêtu du caractère sacerdotal, fut placé à la tête d'une maison d'enseignement. Un fait l'étonna : c'est que les enfants

du même âge témoignaient en général les mêmes goûts et les mêmes dispositions d'esprit dans tous leurs exercices. Il examina leur conformation cérébrale, et crut reconnaître chez eux les mêmes protubérances organiques du crâne; ne perdons pas de vue que M. Frère raisonnait d'après la doctrine de Gall. Ce fut pour lui comme un premier rayon de lumière. Serrant de plus près l'observation des faits naturels, il prétendit découvrir que les caractères physiques de ses élèves se renouvelaient de sept ans en sept ans. Quelques médecins, parmi lesquels il faut nommer Stahl et Bichat, avaient déjà entrevu cette évolution septénaire, mais ils avaient limité les suites de ce phénomène à un simple changement de molécules. M. Frère ne s'en tint pas là; à ces mouvements réglés qui se passent, tous les sept ans, dans l'organisation humaine, il rattacha des vicissitudes analogues dans les facultés intellectuelles et morales. Ce n'était encore qu'un germe, mais il féconda ce germe par des recherches assidues. Ayant le pressentiment d'une loi qui régit de période en période toutes les manifestations de notre nature, il fit l'expérience de cette loi sur des personnes de tous les âges. Il les interrogea, les suivit dans leur manière de vivre. Ces observations isolées étant faites, il les rapprocha; puis, avec le secours d'un esprit vif et pénétrant, il crut pouvoir déterminer les *aptitudes* propres à chaque période humaine. Partant ensuite de ce principe, que les nations sont des êtres collectifs, M. Frère se dit qu'on retrouverait sans doute dans l'existence des peuples ces changements précis qu'il venait d'observer dans la vie des hommes. Il se mit dès lors à répéter sur les sociétés anciennes et modernes le travail qu'il avait fait sur les personnes. L'histoire interrogée lui donna les mêmes réponses que la nature. La première difficulté était de bien fixer le nombre d'années de la période sociale. La réflexion et l'étude amenèrent M. l'abbé Frère à le déterminer, un peu arbitrairement selon nous, de sept générations viriles, c'est-à-dire de deux cent trente-trois ans. Plusieurs historiens avaient déjà remarqué dans la croissance des peuples deux ou trois temps qui correspondent aux premiers âges de la vie humaine; mais de tels rapports avaient été indiqués jusqu'ici d'une façon vague, spéculative, et par manière de figures. L'auteur des *Principes de la philosophie de l'histoire* affirme, au contraire, ces analogies, et vient les soumettre à une loi mathématique. Le développement se fait, selon lui, dans les sociétés comme dans les individus, en vertu des mêmes énergies et par intervalles de temps mesurés. L'auteur admet huit périodes d'une égale durée (deux cent trente-trois ans), durant lesquelles les peuples vont toujours se renouvelant au physique et au moral. A chacun de ces âges sociaux correspond un état particulier des facultés et des organes. La forme des croyances religieuses, les événements historiques, les maladies, les mœurs, sont déterminés par ce que M. Frère appelle l'aptitude dominante de la période. L'homme, suivant ce système, n'est pas absolument maître de la direction de son esprit; il vit sous la dépendance des organes, des dispositions morales, des capacités propres à son âge viril et à son âge social. Dieu lui-même enferme son intervention dans ces lois du progrès qui régissent la nature humaine. Là est la cause de ce *je ne sais quoi,* comme on disait dans le dernier siècle, qui donne d'époque en époque un tour particulier à l'esprit des nations. A la fin de la huitième période, les peuples rencontrent un état stationnaire.

M. Frère ne s'en tint point à la théorie : il recueillit çà et là des crânes humains provenant des fouilles faites dans d'anciens cimetières, dans des tombeaux d'églises; rattachant alors ces débris ostéologiques à une date plus ou moins certaine, il démontrait le rapport de la succession des formes cérébrales avec le perfectionnement moral et intellectuel des nations. Cette science nouvelle pourrait être définie : la chronologie du progrès écrite sur la boîte osseuse du cerveau. M. Frère a réuni dans sa collection des crânes de toutes les périodes. Il nomme cette collection son

alphabet : chacun des crânes est en effet un caractère hiéroglyphique, à l'aide duquel l'homme qui sait lire cette écriture peut reconstituer l'ensemble des aptitudes propres aux différents âges d'une société. Prenez une tête française du VIe siècle : on oserait presque dire que l'humanité n'existe pas sur les plans bas et misérables de ce front avorté, ou du moins qu'elle n'existe qu'en germe. Quelle distance d'une telle conformation à la structure d'une tête moderne! Les degrés intermédiaires de l'échelle sont occupés dans le musée de M. Frère par des crânes qui expriment la succession des faits entre la barbarie et l'état de civilisation où nous sommes parvenus. On peut ainsi faire, pièces en main, la physiologie comparée d'un même peuple. Il y a quelques années, un des anciens cimetières de Paris ayant été ouvert, M. l'abbé Frère se transporta sur les lieux. Rappelant à la vie, par la force de son système, les générations éteintes, il vit alors se succéder de couche en couche, d'après les formes modifiées du crâne, les âges de la nation française qui s'étaient écoulés depuis l'établissement de ce cimetière. Cette paléontologie humaine répète pour l'histoire des sociétés ce que Cuvier a fait pour les antiquités du globe.

Les faits très-curieux observés par M. Frère ne sauraient néanmoins appuyer à eux seuls le système des périodes sociales. Ce système doit être restreint aux applications très-générales d'une loi qui peut être féconde, mais que l'auteur a forcée, et peut-être même faussée dans les conséquences. Tenons compte à l'observateur de sa clairvoyance, j'oserais presque dire de sa seconde vue ethnologique; mais n'oublions pas que si le coup d'œil du physiologiste peut, dans certains cas, suppléer au silence des historiens, ce sont là des faits tout exceptionnels. Pour arriver à des notions précises sur la formation des nationalités, il est indispensable de compléter les investigations de l'anatomiste par les recherches de l'érudit. Telle est la conclusion à laquelle, malgré l'importance des résultats obtenus par M. Frère, on est inévitablement ramené par ses travaux.

II

Nous venons de voir ce qui se passe dans la rencontre de deux ou de plusieurs variétés de la nature humaine faites pour s'unir : il y a d'autres cas où des familles mises en présence répugnent au mélange ; dans cette circonstance exceptionnelle, les races inférieures fléchissent sous les races supérieures, mais elles ne se croisent point avec elles. On les voit alors perpétuer dans leur isolement les caractères d'une origine suspecte. Pourquoi maintenant le principe central et civilisateur agit-il diversement sur les races? Cela vient de leur constitution physique plus ou moins stationnaire. La nature oppose dans les familles humaines, comme dans les enfants, des obstacles de plus d'un genre à l'éducation morale. De là l'importance extrême de la physiologie : elle seule, en effet, nous dévoile les caractères organiques par lesquels certains groupes résistent au mélange et au développement des sociétés.

On a voulu chercher dans les préjugés religieux l'origine de l'anathème qui pèse sur certaines races. Il ne faut point nier l'importance de cette cause, mais il ne faut pas non plus l'étendre à toutes les familles réprouvées. Les croyances religieuses sont intervenues, sans contredit, dans cette réprobation; on peut surtout leur attribuer les persécutions exercées contre les Juifs au moyen âge. La mort de l'Homme-Dieu était toujours présente et se montrait en quelque sorte aux peuples chrétiens par la figure si aisément reconnaissable du peuple israélite. Il existe, en outre, des motifs politiques auxquels on doit rapporter la haine du moyen âge contre cette

nation dispersée. Dans un temps où le commerce était abandonné, les Juifs, race usurière et mercantile, trouvaient toujours le moyen de soutirer à eux les richesses de la nation sur le territoire de laquelle ils s'étaient établis. Chassés, ils emportaient avec eux encore une fois les trésors d'Égypte; dépouillés, ils découvraient dans leur inépuisable industrie le secret de relever leur fortune. Toutes ces causes morales ne sont néanmoins qu'accessoires : les questions de races dominent, surtout dans les commencements, les rapports de nation à nation, d'homme à homme. Il est facile de s'en convaincre en faisant l'application de nos principes aux cagots, ces parias du midi de la France.

Un docteur allemand, M. Kant, auteur de mémoires curieux sur la constitution physiologique des peuples, fut amené il y a quelques années, par l'ordre de ses études, à visiter les populations du midi de la France enclavées dans l'ancienne Novempopulanie. Il fut surpris de découvrir dans quelques familles du pays les débris physiologiques d'une grande race qui devait avoir existé sur une étendue assez considérable du territoire. Le nom de *cagots*, qui avait cessé d'être pour les membres de ces familles une note d'infamie, les isolait encore de la population indigène et les désignait à l'attention du voyageur. Un préjugé très-affaibli, mais qui avait longtemps pesé sur ces malheureux, le confirma dans cette opinion, qu'il avait sous les yeux les restes d'un peuple détruit. En y regardant de plus près et en continuant ses courses du côté des Pyrénées, il vit se former sous ses yeux dans la population cagote, non plus un type, mais deux types distincts. Il essaya de les caractériser. L'une des deux variétés cagotes présentait une peau très-blanche, des cheveux blonds, des yeux d'une couleur claire; l'autre avait un teint basané, des cheveux touffus, noirs, roides, des yeux gris, des pommettes saillantes. Il en résulta pour lui la conviction que les malheureux confondus au moyen âge sous le nom de cagots tiraient leur origine de deux races distinctes. Il crut reconnaître dans l'une les débris d'un peuple venu du Nord, et dans l'autre les caractères appauvris d'une nation très-méridionale, blanchie par un long séjour dans une contrée plus froide, dégradée par une longue misère et par les mauvais traitements. Cette altération du type primitif est commune à toutes les races transplantées, qui ne trouvent point autour d'elles des conditions favorables de croisement. L'action de circonstances extérieures, telles que la persécution, le dénûment, la défense de s'allier aux autres habitants, développe chez ces familles isolées les caractères lymphatiques. Une telle décadence n'efface pas tout à fait le type originel, mais elle le voile. De là vient la difficulté de reconnaître la souche des différentes familles qui entrent dans la composition d'un peuple.

Au moment où le physiologiste allemand consignait ces observations dans ses notes de voyages, un écrivain français s'occupait de recherches historiques sur la même population. Il est à regretter que M. Francisque Michel n'ait pas connu les travaux de M. Kant : c'est à la physiologie de tracer la voie, quand il s'agit de déterminer la filiation d'une race. Si les monuments historiques s'accordent ensuite avec les monuments de la nature, alors, mais alors seulement, la certitude devient complète. L'auteur de l'*Histoire des races maudites*, M. Francisque Michel, a complétement négligé ce point de départ. On ne peut suppléer à son silence qu'en cherchant l'origine des cagots dans les lois générales qui président à la genèse des peuples.

L'histoire physiologique de toutes les nations de la terre nous présente un état originel de fractionnement. Au début, les différentes parties d'une même société sont mal liées entre elles; il existe dans la population des groupes disséminés, des éléments hétérogènes que le travail de la civilisation doit amalgamer. La terre exerce avec le temps une puissance assimilatrice sur les caractères étrangers des races. Les

différentes familles qui couvrent la même étendue de pays, quoique d'origine très-variée, se rapprochent successivement et se confondent dans une même existence nationale. Le travail de la langue exprime en même temps ce mouvement des groupes vers l'unité. Il y a primitivement divers idiomes et dans chacun de ces idiomes plusieurs dialectes, qui tous concourent à la formation d'une langue commune. Un pareil travail de centralisation rencontre, il est vrai, bien des obstacles et des résistances opiniâtres. Dans les premiers âges de la vie des peuples, la guerre est presque le seul moteur qui pousse en avant la civilisation. Un instinct singulier chasse les races les unes vers les autres; en l'absence de commerce et de relations régulières, l'attaque à main armée est à peu près le seul moyen qu'elles aient de s'atteindre. La société, au milieu de ces mouvements convulsifs, se montre inexorable comme la nature. Il y a dans le mélange des races, ainsi que dans la combinaison des corps chimiques, des forces répulsives et des forces attractives ; en d'autres termes, il existe entre les différents groupes des sympathies et des antipathies naturelles. Ces mouvements d'attrait ou de répugnance masquent toujours des lois profondes. Les instincts de race en apparence les plus aveugles servent des intentions cachées pour ainsi dire dans les organes par la main de la Providence. Le sort des familles détestées dont la constitution physique répugne à l'alliance avec les autres familles indigènes devient alors déplorable, surtout si elles sont les moins nombreuses et les plus faibles. On les refoule dans le mépris et la misère. Ces races, submergées au milieu des agitations de la force, disparaissent en quelque sorte de l'histoire, ou du moins elles fournissent à l'écart une destinée obscure et proscrite. Elles constituent ainsi, durant des siècles, une caste que des préjugés locaux isolent de la population indigène, et au sein de laquelle se conservent les caractères dégradés d'une origine maudite.

Si ces races condamnées ont peu d'importance aux yeux de l'historien, elles en ont au contraire une très-grande aux yeux du physiologiste. Ce sont des familles dépositaires de germes qui répugnent dans l'origine au travail de la civilisation commune : leur mélange verserait dans le reste de la population un élément nuisible. Si cette loi naturelle n'absout pas les mauvais traitements exercés contre les groupes réprouvés, elle donne du moins à ces persécutions une raison d'être. Le soin extrême que prennent les races jeunes de ne point altérer la pureté de leur origine par des alliances rentre tout à fait dans les lois de la Providence qui conduit les nations à ses fins. C'est ici surtout que le rapport de l'anthropologie à la philosophie de l'histoire devient visible. La race supérieure obéit dans ses brutalités mêmes à un instinct conservateur des destinées sociales. Cela se voit maintenant au nouveau monde, en Océanie, en Afrique; cela s'est vu en France au moyen âge. Au milieu du pêle-mêle et de la confusion des guerres continuelles qui entourent le berceau des peuples, la race privilégiée par la nature devait apporter un soin extrême pour ne point mésallier ses caractères. Cet instinct d'égoïsme et de conservation a sauvé l'esprit français en maintenant l'intégrité du type celtique contre les invasions du sang étranger. L'originalité des nations résulte en effet de leur souche primitive et de la nature de leurs alliances. En évitant des croisements intempestifs, des unions nuisibles, les races préposées au travail de la civilisation ont donc fait au moyen âge une œuvre utile. Elles ont seulement eu le tort d'apporter dans cette œuvre la violence et les autres passions farouches qui distinguent les âges barbares.

Pour se préserver de la contagion des races hétérogènes qui habitaient le même sol et qui respiraient le même air, il fallait élever contre elles dans l'opinion publique une barrière infranchissable. Cette barrière ne pouvait guère être qu'un préjugé. Aussitôt la religion, la politique, l'hygiène même, intervinrent pour accabler les membres excommuniés de la nation. On vit alors s'établir, dans le midi de la

France surtout, une sorte de cordon sanitaire entre un groupe et un autre groupe de la même population locale. On fit peser successivement sur les cagots tous les soupçons qui pouvaient le mieux soulever contre eux la répugnance des autres hommes. On les accusa d'hérésie, de lèpre, de sorcellerie, de crétinisme. Il faut ici nous reporter aux circonstances dans lesquelles ces diverses accusations ont été fulminées. Il y avait un fléau suspendu sur les populations livides du moyen âge; ce fléau redoutable était la lèpre. De tout temps, la peur fut égoïste. Les races soupçonnées de recéler en elles les germes de cette maladie odieuse se trouvèrent frappées d'avance par l'anathème. La terreur de la lèpre était si grande au XIII[e] siècle, qu'elle survécut même à la maladie. Les préjugés ne veulent jamais avoir tort. Il reste à examiner si certaines constitutions de race n'ont pas le triste privilége de fixer sur elles certaines maladies. Tout n'a pas été dit sur cette question de médecine publique. Il n'est pas vrai, comme on l'a prétendu dans le dernier siècle, que la civilisation soit la racine de toutes les maladies, mais la civilisation tend à porter les maladies sur les organes plus élevés de notre nature; d'où il résulte que l'homme met le progrès jusque dans ses infirmités. Les maladies participent à la nature des mouvements qui se font dans l'organisation humaine; elles viennent, pour ainsi dire, se teindre d'âge en âge dans le tempérament successif des races. Si maintenant une famille moins avancée que les autres (le degré d'avancement d'une race est toujours en rapport avec la date de son implantation sur le sol) végète au sein de la population indigène, si ses membres offrent par exemple une constitution lymphatique à un âge social où ce tempérament a cessé d'être le tempérament général de la nation, il se peut que cette famille conserve dans sa nature dégradée des affinités malheureuses pour certaines maladies qui n'existent plus chez les autres habitants du même pays.

La lèpre fut au moyen âge un mal universel; on retrouve des traces de léproserie dans toutes nos provinces; mais ce fléau a dû peser plus longtemps sur les groupes de la population qui étaient restés à l'état d'enfance. Je trouve dans ce fait la raison du préjugé qui conserva des races lépreuses longtemps après que la lèpre avait disparu en France. Comme le souvenir des ravages de cette maladie était encore très-vivant, on s'arma de précautions brutales contre les malheureux soupçonnés de retenir la lèpre. Toutes les sociétés jeunes en agissent de même; elles sacrifient impitoyablement les citoyens, les familles, les races même à la sûreté hygiénique de la masse. On découvre toujours en ceci un instinct providentiel qui les guide; cet instinct leur révèle qu'en laissant vicier les sources de la population, elles compromettraient leur avenir même. Ce que les sociétés nouvelles glissent dans cette œuvre, et qui ne vient point de la Providence, ce sont leurs mauvaises passions. On peut dire du premier âge des peuples ce que Hobbes disait des individus : *Homo malus, puer robustus*. La force, dans l'enfance des nations, n'étant pas dirigée par la raison, aboutit presque toujours à des excès révoltants que la conscience seule et la religion peuvent modérer. Que dis-je? il s'établit une lutte entre les tempéraments des races et les doctrines religieuses, lutte où le plus souvent les doctrines sont contraintes de céder et de prendre la forme déterminée par l'âge social. Si la société est croyante, la cruauté s'empreint alors d'un caractère religieux. Non content de couvrir les cagots de la lèpre comme d'un vêtement pour mieux soulever à leur approche l'horreur et le dégoût, le moyen âge les accusait encore d'avoir participé à l'erreur des Albigeois. Dans l'enfance de l'esprit humain, le mal moral se confond avec le mal physique; toute difformité est solidaire d'une faute commise; le schisme et la maladie sont des fléaux qui se touchent dans la main de la Providence. Aux yeux de l'Église, l'hérésie est en effet une lèpre religieuse. Ce qu'il y a de plus triste dans l'abaissement de ces races opprimées, c'est qu'elles finissent par faire elles-mêmes leur sou-

mission au préjugé qui les frappe. On les voit ainsi se convaincre de leur indignité. Interrogez les cagots, ils vous diront que leurs ancêtres ont trempé dans la grande révolte des Albigeois, et qu'ils sont châtiés pour la faute de leurs pères. Cette tradition, qui motiverait jusqu'à un certain point les rigueurs exercées contre les cagots, est démentie par l'histoire; ces malheureux s'accusent eux-mêmes d'une faute imaginaire pour voiler ce qu'a d'odieux et d'inqualifiable la conduite de leurs persécuteurs. Non contents de baiser la verge levée sur eux, ils prêtent une croyance absurde à une fable populaire, et se font ainsi les complices de leur propre infamie.

Cette résignation des races proscrites finit par graver de plus en plus dans leurs facultés et dans leurs organes le signe d'une infériorité acquise. Les maladies les plus affligeantes ont pesé de tout temps par une sorte de loi fatale sur les familles de l'espèce humaine les plus misérables et les plus dégradées. L'idiotie, le goître, le crétinisme, peuvent à la longue s'enter sur les membres opprimés d'une race originairement saine. Ces maladies tendent même à devenir héréditaires et accélèrent ainsi, de jour en jour, la débilitation des familles réprouvées. La science s'est plusieurs fois adressé cette question : Une altération grave des caractères primitifs d'une race peut-elle constituer par la suite des temps une autre race distincte qui perpétue dans le signe de sa décadence une nouvelle variété de l'espèce humaine? Oui; les cagots en sont un exemple remarquable. En Angleterre aussi, n'avons-nous pas le spectacle affligeant d'une de ces dégradations systématiques? Les Irlandais constituent une belle race : si nous en croyons M. Serres, ce sont des Gaulois; mais le régime auquel les soumet l'Angleterre a déjà effacé de leur constitution appauvrie les restes du caractère celtique; ce sont des Français dégénérés. Une telle politique n'est pas seulement coupable, elle est imprudente. Les races souffrent du mal qu'elles font aux autres races; en les débilitant, elles affaiblissent, au jour du danger, les moyens de défense nationale.

Les médecins se firent, au XVIe siècle, les avocats officieux des cagots. La science précéda l'Église dans l'abolition d'un préjugé qui outrageait la nature et l'humanité. Rome intervint, il est vrai, en leur faveur, mais faiblement. On s'étonne de voir les ministres d'un Dieu de paix aggraver encore la triste destinée de ces malheureux, en les séparant, dans le midi de la France, d'avec la population indigène. Les évêques refusaient d'admettre les cagots aux ordres sacrés. On leur assignait à l'église une porte, un bénitier et des bancs où ils étaient isolés des autres fidèles; l'eau bénite leur était même offerte en quelques endroits au bout d'un bâton, comme à des lépreux. L'interdiction les suivait jusque dans la mort : ils occupaient au cimetière des places réservées. La science seule peut nous consoler du spectacle de tant de rigueurs, en donnant à ces mauvais traitements un motif tiré des lois mêmes de la nature humaine. Il y a, nous le répétons, une éducation particulière à chaque race : les unes sont conduites par une main charitable, les autres par un bras de fer. Le progrès est une œuvre laborieuse et pénible qui s'accomplit dans toutes les familles humaines par le sacrifice; mais il existe des races particulièrement prédestinées à la souffrance, des races martyres. Les plus rudes épreuves de la civilisation leur reviennent de droit. La persécution est la condition nécessaire de leur perfectionnement. On n'émonde de tels rameaux que par le fer et le feu. La main de Dieu les tient de si près, qu'elle grave successivement sur ces familles tous les signes de l'anathème. Elles se purifient dans les larmes et dans leur propre sang. Cependant la mission de ces races proscrites est triste et grande. La Providence les tient en réserve sous le sceau de la malédiction, afin de compléter un jour, par leur entremise, les caractères des autres races.

M. Francisque Michel a écarté avec une légèreté regrettable des observations qui ont leur importance. Pour écrire convenablement sur les cagots, il aurait fallu un

historien doublé d'un physiologiste (1). L'histoire seule est en effet impuissante à expliquer l'isolement des cagots et les bruits plus ou moins fondés qui circulent dans le midi de la France sur le compte de ces familles excentriques. Traiter ces bruits de préjugés absurdes, rapporter tout à l'ignorance des populations, c'est rendre facile la tâche de l'écrivain, mais ce n'est rien approfondir. M. Francisque Michel a fait trop bon marché de certains caractères physiques auxquels le moyen âge, par une sorte d'instinct, a rattaché sa haine contre les cagots. Les races se devinent entre elles aux signes extérieurs, et c'est sur ces signes qu'elles appuient leurs sympathies ou leurs inimitiés. Un reproche qui revient sans cesse dans les chansons patoises et dans les autres monuments relatifs aux cagots, c'est la mauvaise conformation de l'oreille, dépourvue chez eux, dit-on, du lobe inférieur. Quoique ce caractère typique ne s'étende pas à toute la gent cagote, on le trouve affirmé par des médecins dont l'autorité en cette matière est considérable. J'en pourrais dire autant des principaux traits par lesquels tous les auteurs, depuis l'historien espagnol Pierre de Marca, esquissent la physionomie générale des cagots. Le préjugé populaire a bien pu exagérer, je n'en doute pas, certaines inégalités de race, et leur donner par malice une signification inadmissible; mais, n'en déplaise à M. Francisque Michel, le préjugé se montre ici d'accord avec les lois de la nature. Il en est de même des vices attribués aux cagots, tels que la forfanterie, la lubricité, la violence : ce sont des vices communs à toutes les races jeunes. Agitées de convoitises brutales, elles manifestent cet aiguillon de la chair, cette ardeur sensuelle que le christianisme a fini par mater chez les barbares convertis, mais qui persiste encore chez les cagots, retenus par des circonstances physiques dans l'imperfection du premier âge.

Les nations commencent par le fractionnement et finissent par l'unité. La force attractive, longtemps enchaînée vis-à-vis de certains groupes de la population, se développe avec le progrès des lumières. Le préjugé tombe alors devant la raison et la justice, les lois de la nature même viennent hâter cet heureux résultat. Des unions, nuisibles pendant une certaine ère de la civilisation, cessent d'être pernicieuses, lorsque l'économie du corps social se trouve, pour ainsi dire, fixée; bien loin de préjudicier à l'intégrité des autres races, les familles maudites, qui, depuis des siècles, arrosaient de sueur et de sang les germes du perfectionnement de l'espèce humaine, achèvent alors l'ouvrage que les alliances précédentes avaient laissé incomplet. Le vœu final de la nature est l'unité des races. Malheur aux peuples qui contrarient cette loi par un insupportable égoïsme! Dieu fait sécher les racines de ces nations superbes, où l'orgueil d'une caste privilégiée s'oppose au croisement des familles.

Le préjugé contre les cagots avait résisté aux lois de l'Église, il céda aux lumières de la philosophie. Enfin un de ces événements que la Providence tient sous sa main pour aider au progrès et à la réunion des races, la révolution française, fit tomber les barrières déjà bien usées qui séparaient les cagots de la grande famille nationale. La révolution était venue réparer toutes les injustices; en était-il de plus condamnable que l'opinion qui isolait les cagots des autres hommes? Le mouvement de 89 les fit rentrer dans la société, dans l'Église, dans cette grande communauté du cimetière qui égalise tous les rangs. Les mœurs s'adoucirent avec les préjugés, et les

(1) L'auteur transcrit à plusieurs reprises l'accusation portée contre la mauvaise odeur des cagots, en traitant ce bruit de fable ridicule. Ce détail peu agréable n'est pourtant pas sans valeur aux yeux de la science. Il constitue un caractère propre à toutes les races barbares, caractère qui s'évanouit ensuite par le progrès et le croisement. Ce phénomène est si commun dans tout l'Orient, que les marchands d'esclaves prétendent reconnaître par l'odorat seul la qualité de la marchandise sur laquelle ils trafiquent.

familles, jusque-là divisées dans le midi de la France par des haines héréditaires, se réunirent dans des mariages que toléra l'opinion plus éclairée des habitants. Aujourd'hui les cagots ne sont presque plus séparés du reste de la population, avec laquelle ils tendent de jour en jour à se confondre. Si quelques signes très-affaiblis les distinguent encore, ce sont des particularités qui attirent sur eux l'attention, non le mépris. Quoique cette amélioration des mœurs ne soit point universelle, elle est déjà si avancée que l'heure d'une réhabilitation complète semble venue pour les cagots ; le stigmate attaché à leurs ancêtres est encore, pour certaines familles du Midi, un souvenir douloureux, mais ce n'est plus qu'un souvenir.

Les mêmes phénomènes qui se montrent en grand sur le globe dans l'arrangement de l'espèce humaine se répètent sur une échelle moindre dans la formation des peuples. Étendons nos regards à l'univers habité : que voyons-nous ? Une race qui marche à l'envahissement des autres races, c'est la race blanche ou caucasique. Elle efface les innombrables variétés du genre humain et absorbe en elle leurs caractères qu'elle s'approprie en les modifiant. Les choses se passent absolument de la même manière dans l'histoire des sociétés. Tous les débris de clans, de tribus, d'armées barbares que la main de la Providence a poussés sur le sol des Gaules, ont laissé des traces dans la population française; mais ce qui a vraiment donné une empreinte nationale à tant d'éléments confus, c'est la famille celtique. Ces primitifs enfants du territoire, mêlés de siècle en siècle aux enfants de la conquête, n'ont pas cessé de se distinguer par les caractères naturels ou acquis de leur type indélébile. Cette action d'une race inhérente au sol, qui s'approprie les caractères des autres races et qui les frappe, pour ainsi dire, de son effigie, amène pour les nations comme pour le genre humain cet admirable résultat : la variété dans l'unité.

Nous avons montré quels obstacles rencontre ce travail de fusion. C'est en général dans les phénomènes du croisement qu'éclatent surtout les incompatibilités naturelles des races. M. Francisque Michel rapporte l'observation suivante faite par un habitant de Came : « Toutes les femmes de pur sang, mariées avec des cagots, sont tombées malades peu de temps après leur union ; un certain nombre d'entre elles sont mortes, et les survivantes ont acquis une santé des plus robustes. » Peut-être y a-t-il un obstacle naturel au mélange des cagots avec les membres de la population méridionale de la France. Cet obstacle a dû être respecté; mais, à mesure que les caractères des races s'adoucissent sous l'action du temps, de tels empêchements, que la nature semblait avoir mis au croisement des familles, s'évanouissent peu à peu ; le mouvement qui entraîne les différents groupes vers l'unité triomphe alors de ces résistances passagères, et les tourne même au profit du perfectionnement des types.

L'accession des races attardées est l'événement le plus grave de ce qu'on pourrait nommer l'histoire naturelle des sociétés. Ces éléments, qu'éloignait le travail de la civilisation naissante, deviennent, à un certain âge de la vie des peuples, les matériaux indispensables d'une constitution nouvelle. Il n'y a pas une seule de ces familles comprimées qui ne recèle les germes d'un développement spécial. Leur temps d'influence viendra ; pour quelques-unes il est déjà venu. La race juive apporte dans les sociétés modernes l'élément industriel. Les Bohémiens et les autres familles errantes ont versé dans la population gauloise le sentiment de l'indépendance. Ces groupes, dans lesquels se conservent les caractères d'anciennes races plus ou moins détruites, perpétuent le signe physique et moral de leur origine, tout en cédant au mouvement unitaire de la civilisation.

Il nous reste à déterminer l'origine des cagots. D'où viennent-ils ? De qui descendent-ils ? La physiologie, d'accord avec les témoignages historiques, reconnaît dans les familles cagotes les caractères du tempérament lymphatique : la bouffissure de la

face, la blancheur du teint, la mollesse des chairs. Ce tempérament si éloigné du tempérament actuel de la nation française annonce d'anciennes familles de peuples, qui ont gardé par l'effet de circonstances exceptionnelles les caractères de l'âge barbare. Maintenant quels sont ces peuples? La science distingue, comme nous l'avons dit, deux variétés cagotes : l'une qui se rapporte à une race originaire du Nord, l'autre à une race venue du Midi. Le type cagot blond reproduit assez bien les caractères que les historiens attribuent à la nation gothe. L'autre type, par son nez camus, par le lobe auriculaire très-court, par la précocité de ses femmes, par l'air triste et concentré de sa physionomie, paraît descendre d'une famille africaine. Ces observations coïncident avec les résultats auxquels M. Francisque Michel est arrivé par la voie des recherches historiques. « Nous croyons, dit-il, que les cagots sont les descendants de ces Espagnols qui n'échappèrent au pouvoir des musulmans que pour ployer bientôt sous un joug mille fois plus pesant, mille fois plus insupportable, et qui durent leur longue misère à un acte de munificence mal entendu, à une erreur de l'administration, comme nous dirions aujourd'hui. » Or, parmi ces Espagnols fugitifs, il y avait une partie d'anciens Goths et une partie de Sarrasins. Ce sont ces deux variétés de races qui se sont perpétuées, tout en s'altérant, dans nos provinces du Midi. Des rameaux arrachés de la souche et entraînés ainsi par la violence des événements dans le courant d'une race étrangère, végètent tristement à l'écart; c'est ce qui arriva aux cagots. Il leur a fallu, pour ainsi dire, jeter des racines nouvelles sur le sol et dans la population indigène qui les repoussait. Le progrès a été entravé chez eux par ces circonstances fatales.

C'est ainsi qu'on peut rendre compte, nous le croyons, de l'origine des cagots. L'opinion de M. Francisque Michel, appuyée sur des textes, des dates et des conjectures, trouve sa base la plus sûre dans les observations et les lois physiologiques. L'auteur de l'*Histoire des races maudites* a malheureusement beaucoup trop négligé cette source d'indications utiles. Une érudition même surabondante ne saurait suffire à retrouver les racines des variétés de l'espèce humaine. Il ne s'agissait d'ailleurs pas ici d'une simple question d'origine. L'auteur n'avait point seulement à porter la lumière sur la formation d'une race maudite; il devait aussi dégager de l'état stationnaire des cagots une loi générale qui s'appliquât à l'histoire des autres familles réprouvées. M. Francisque Michel n'a point su remonter à cette loi ; il a négligé les caractères physiques, ou du moins ne leur a donné qu'une attention très-secondaire. Les caractères matériels sont pourtant les gardiens de l'originalité des races : par eux, les familles se croisent ou se repoussent. Modifiée plus ou moins par le principe social, l'organisation des races ne s'abdique point elle-même, mais elle empreint de sa couleur morale les institutions, les littératures, les arts. Plus que toutes autres, les familles maudites paraissent douées de ces caractères tenaces qui résistent longtemps au mélange des autres familles et à l'influence des nationalités; cette constitution rebelle a fait leur malheur dans le passé, mais entrées plus tard que d'autres dans le mouvement des sociétés qui les pressent, elles y apportent des éléments nouveaux et des forces particulières qui se sont conservés en s'isolant.

Dans une étude sur les *races maudites*, on pouvait s'attendre à trouver l'histoire des Juifs et des Bohémiens. M. Francisque Michel a négligé entièrement cette partie essentielle de son sujet. On eût voulu connaître cependant le résultat des derniers travaux de la science touchant ces deux races proscrites. Les Juifs paraissent descendre d'une tribu arabe qui aurait été fixée en Égypte par la captivité. L'origine sémitique du peuple israélite est attestée par la ligne droite du profil, par les mœurs, les usages et le caractère de cette nation *à tête dure*. Tous les voyageurs se montrent frappés de l'analogie qui existe entre la vie errante, pastorale ou guerrière des patriarches de la Bible et les habitudes des tribus qui habitent encore l'Afrique sep-

tentrionale. Les Juifs modernes, répandus par toute la terre, ont subi les influences des différents climats et des nations sur lesquelles ils se sont, pour ainsi dire, greffés. Les causes sociales qui agissent sur les caractères primitifs des races ne modifient pas seulement les organes, elles modifient encore les fonctions; ces variations que subissent les types dans leurs pérégrinations à la surface du globe constituent un des plus curieux phénomènes de l'histoire des sociétés.

Les familles vagabondes connues sous le nom de *Zigeuners, Zingars, Tsiganes, Bohémiens, Égyptiens, Gitanos,* semblent appartenir à une même race. L'apparition de ces hommes à figure basanée, à traits exotiques, a plus d'une fois ému le moyen âge. Les mesures de police en vigueur dans les États européens ont aujourd'hui beaucoup diminué le nombre de ces tribus nomades; on est même parvenu à les fixer de gré ou de force en Autriche, en Valachie et en Moldavie. On suppose, avec toute sorte de vraisemblance, que ces familles errantes descendent de parias indous qui auront dû quitter leur patrie, contraints qu'ils étaient par la misère ou par les mauvais traitements de leurs concitoyens. Cette expatriation paraît d'ailleurs remonter à des temps très-reculés. On connaît l'horreur qu'inspirent les parias aux habitants de l'Inde. Ils ont des fontaines destinées pour eux seuls et qui sont marquées par deux ossements en croix. Ce qui révolte surtout la délicatesse des Indous, ce sont les aliments immondes dont les parias se nourrissent. Ces hommes, dont on fuit les approches, disputent aux chiens et aux vautours les restes des animaux morts, crime inouï dans un pays où les castes supérieures se soumettent, par scrupule et par un raffinement de propreté, au régime végétal. L'expédition de Timurlan dans l'Inde, au commencement du xve siècle, fit refluer dans d'autres contrées une grande quantité de ces malheureux. Leurs mœurs dégoûtantes expliquent assez l'effroi universel qu'ils chassaient devant eux. Leur haleine infectait, disait-on, les cités où ils passaient. Le sentiment du merveilleux transformait leur dégradation en un mystère diabolique. Amoureuses de leur indépendance, ces familles nomades trempaient dans ce qu'on nommait au moyen âge les arts séditieux, *artibus quibusdam seditiosis dediti*. De si loin que je prenne leur histoire, je les trouve livrées à l'astrologie, à la divination et aux autres sciences occultes. C'est un instinct des races comprimées que de s'attacher aux choses défendues. La révolte morale entre, pour ainsi dire, dans leur tempérament irrité. Le sang des Bohémiens du moyen âge s'est indubitablement mêlé au sang des classes inférieures de la population française. Un vif sentiment de la liberté distingue cette race de proscrits, qui a défendu, pendant des siècles, sa misère et son opprobre contre les attraits d'une condition plus régulière et plus heureuse, mais soumise.

Les travaux de valeur si diverse que nous venons d'examiner nous amènent à la même conclusion : c'est que la philosophie de l'histoire n'a point encore su acquérir l'autorité scientifique. Que lui manque-t-il donc? Il lui manque de pouvoir fixer, au moyen de lois nettement connues et formulées, la succession des faits qui constituent la vie d'une nation. Comment sortira-t-elle de cette indécision funeste? Le vague est l'ennemi de tout ordre sérieux d'idées, et une science qui ne sait pas préciser n'est pas une science. A notre avis, la philosophie de l'histoire n'arrivera guère à fixer ses résultats, si elle persiste dans la recherche isolée des causes morales. Il faut qu'elle contracte avec les sciences naturelles, et en particulier avec la physiologie, une alliance étroite. De cette alliance sagement pratiquée sortira la connaissance d'un ordre invariable de phénomènes sur lesquels les événements de l'histoire viendront, pour ainsi dire, se grouper. Là, mais là seulement, est le germe d'un perfectionnement nouveau dans les méthodes historiques. La grande question des races devra dominer l'étude des faits secondaires de l'organisation humaine. Les races sont capables d'émulation et de progrès. Le croisement, en faisant disparaître à la longue

ce que les caractères des différentes familles avaient de trop excentrique et de trop heurté, ne va point jusqu'à détruire complétement leur originalité. Ces familles concourent, chacune selon les moyens qui lui sont propres, à l'amélioration de l'espèce et à la variété toujours croissante des types. Les races, dans leurs caractères primitifs comme dans leurs transformations successives, sont, pour ainsi dire, les dépositaires des matériaux dans lesquels puise la main de la Providence pour augmenter la vie intellectuelle et morale des peuples.

ALPHONSE ESQUIROS.

LES ANCIENS

COUVENTS DE PARIS.

TROISIÈME RÉCIT.

CLÉMENTINE.

DERNIÈRE PARTIE (1).

VIII

L'aube commençait à poindre et répandait un faible crépuscule à travers les nuages qu'un vent impétueux chassait sur Paris; le silence qui succède pour un moment aux bruits nocturnes de la grande ville n'avait pas encore cessé, et c'était à peine si quelques rumeurs matinales s'élevaient au loin du côté des halles. Tout était tranquille dans le quartier du Marais, alors habité par le beau monde. Le guet avait passé depuis longtemps; les ivrognes attardés ne battaient plus les murailles en cherchant leur logis, et les bonnes femmes n'étaient pas encore debout pour courir à la première messe. Pourtant une sorte de rumeur, qui semblait s'élever du fond d'une maison située à l'angle de la rue Saint-Claude et de la grande rue Saint-Louis, troublait par intervalles le repos universel et faisait aboyer avec fureur les chiens endormis derrière les portes cochères; on eût dit les clameurs d'une troupe de gens ivres enfermés dans un souterrain, ou bien la triste gaieté, les sinistres éclats de rire qui retentissent parfois dans les cabanons des pauvres insensés. La maison d'où sortait ce sourd tapage était plus coquettement badigeonnée qu'une honnête maison bour-

(1) Voyez plus haut pages 305, 478 et 607.

geoise; le balcon du premier étage était orné de caisses où croissaient des arbres verts comme on en voit à l'entrée des guinguettes, et au-dessus de la porte cintrée une main de fer sortant de la façade brandissait jusqu'au milieu de la rue une grande enseigne qui représentait les rois mages guidés par la belle étoile. Ce logis banal était assidûment fréquenté par les désœuvrés, les chevaliers d'industrie et les joueurs de brelan, qui passaient leur vie sur la Place Royale, se pavanant au soleil quand il faisait beau, et vaguant sous les arcades lorsque le ciel inclément distillait le brouillard et la pluie. Quelques voyageurs hantaient aussi cette hôtellerie, bien connue dans un certain monde, et où soupait chaque soir grande compagnie.

Apparemment les convives étaient restés plus longtemps attablés cette nuit-là, et les choses s'étaient fort échauffées après qu'on avait levé la nappe, car à la pointe du jour le lansquenet allait encore, et une trentaine de joueurs s'acharnaient à tenter la fortune autour du fatal tapis. Si le diable malin qu'évoquait don Cléophas eût cheminé dans les airs à cette heure matinale, il se serait certainement arrêté, les mains croisées sur sa béquille, pour considérer ce qui se passait en ce moment dans la rue Saint-Claude. Les clameurs redoublaient dans l'hôtellerie, et l'on entendait plus distinctement les voix qui s'élevaient du fond d'une salle basse située par delà l'espace étroit et planté de maigres charmilles qu'on appelait le jardin. Cette pièce était fort éclairée, et la porte toute grande ouverte laissait apercevoir à travers une épaisse atmosphère les joueurs réunis en désordre autour d'une longue table où roulaient, avec les cartes, des poignées d'écus et de louis d'or. Tous ces hommes avaient l'œil ardent, les traits contractés, et ils parlaient tous ensemble d'une voix rauque. Une jeune femme fort belle et fort parée était assise au milieu de ces sombres visages; elle s'accoudait sur la table, vaincue par la fatigue, et suivait d'un regard indifférent, quoique attentif, les chances diverses des joueurs; c'était la maîtresse du logis qui présidait à la partie et aidait son mari à surveiller les commensaux de *la Belle Étoile*.

Après un coup qui excita beaucoup de tumulte dans cette honorable assemblée, deux d'entre les joueurs sortirent de la salle basse, l'un en proférant entre ses dents d'effroyables malédictions, l'autre triomphant et animé d'une sordide joie. Ils gagnèrent ensemble une des chambres du premier étage, et, s'avançant sur le balcon par un mouvement machinal, ils tournèrent leur visage enflammé du côté où soufflait le vent humide et frais de l'orage. Tous deux restèrent un moment immobiles et comme haletants, le premier son feutre gris avancé sur les yeux, les bras croisés sur la poitrine, l'autre la tête découverte et les mains plongées dans ses goussets remplis de pièces d'or.

— Sang de Dieu! s'écria tout à coup l'homme au feutre gris avec une espèce d'éclat de rire et en frappant du poing sur le balcon, ne te semble-t-il pas, vicomte, que j'ai magnifiquement payé ma bienvenue dans cette bonne ville de Paris? Six cents pistoles sans compter ce que je te dois!

— Ne t'inquiète pas, répondit tranquillement le vicomte; je ne suis pas absolument pressé d'argent, et j'attendrai, j'attendrai volontiers jusqu'à demain...

— C'est très-généreux de ta part! fit ironiquement l'autre; je n'attendais pas moins d'un ancien ami tel que toi...

— Va! tu prendras ta revanche, poursuivit le vicomte. Ne m'as-tu pas dit ce matin à ton arrivée que tu venais toucher à Paris quelque deux mille écus?...

— Sans doute; est-ce que la chose te paraît maintenant suspecte? dit avec hauteur l'homme au feutre gris.

— Nullement. J'ai risqué sans balancer mon argent contre cette créance; mais je confesse que je serai fort aise de savoir quel est ton débiteur.

— C'est juste; tu veux prendre tes sûretés, répliqua l'homme au feutre gris avec

un courroux contenu et en tirant à demi de sa poche un parchemin roulé; voici le contrat sur lequel maître Bouchardeau, notaire, doit me remettre la somme.

— Donne! je le prends pour argent comptant, s'écria le vicomte.

— S'il avait quelque valeur tel que le voilà, crois-tu que je l'aurais encore dans ma poche? fit l'autre gentilhomme d'un air de suprême dédain; on ne saurait toucher là-dessus un rouge liard sans la signature d'une personne que j'irai trouver ce matin même.

— Nous irons ensemble, s'il te plaît, dit froidement le vicomte. Où demeure-t-elle, cette personne?

— Là! répondit laconiquement l'homme au feutre gris en montrant du doigt un long mur de façade percé de fenêtres grillées, lequel s'étendait sur la rue Saint-Claude, vis-à-vis le logis de *la Belle Étoile*.

— Chez les dames du Saint-Sacrement! s'écria le vicomte d'un air incrédule. Il se trouve parmi ces bonnes filles des personnes qui possèdent des contrats de rente et qui ont osé te les confier?

— Vraiment oui, répliqua le joueur dépouillé; ma fille unique est pensionnaire dans cette maison; sa mère est morte; je suis son tuteur, et depuis quelques jours elle est majeure. Comprends-tu, maintenant?

— A merveille! s'écria le vicomte, à merveille! Champguérin, veux-tu risquer encore quelques louis? Je les tiens sur parole.

— Soit! fit-il en quittant précipitamment le balcon; aussi bien je ne saurais dormir dans ce lit d'auberge avec le son de cette cloche qui carillonne là-haut sur ma tête.

En effet, depuis un moment la cloche du couvent tintait à intervalles égaux et jetait dans l'espace des notes graves qui se confondaient avec le bruit croissant de l'orage. Cependant tout reposait encore dans l'intérieur de la sainte maison, tout y était sombre et silencieux, hormis l'église et le sanctuaire, où, selon l'idée fondamentale de l'institution des sacramentines, il devait y avoir nuit et jour une religieuse en adoration devant le tabernacle.

Les cierges allumés sur le maître-autel, où le saint sacrement était exposé, rayonnaient dans le sanctuaire paré de riches tentures et orné d'une profusion de fleurs; mais une demi-obscurité régnait dans les autres parties de l'église, et le chœur était à peine éclairé par une lampe suspendue devant la statue de la Vierge. Comme dans tous les monastères, le chœur des religieuses était séparé de l'abside par une double grille à travers laquelle les regards profanes ne pouvaient pénétrer. Les lambris de cette enceinte sacrée étaient couverts de ces vieilles toiles qu'on retrouvait sur les murs de tous les couvents, et qui représentaient ordinairement les traits les plus frappants, les scènes les plus lugubres du martyrologe. Heureusement le temps et l'humidité avaient fort altéré ces noires peintures; les instruments de torture, les hideux détails des supplices, étaient confondus dans des tons uniformes d'un noir bistre, et les figures rayonnantes des saints martyrs ressortaient seules au milieu de ce sombre chaos. Au centre du chœur, non loin de la grille et en face du maître-autel, s'élevait un poteau planté dans le sol; une grosse corde était enroulée à ce bois grossier, au pied duquel gisait une torche renversée. C'était à cette place qu'avait lieu chaque jour l'espèce de cérémonie qu'on appelait la réparation; c'était devant ce poteau que chaque matin, à l'issue de la messe conventuelle, une religieuse venait faire amende honorable la corde au cou, la torche à la main, pour apaiser la majesté divine outragée par les hérétiques blasphémateurs des saints mystères.

La religieuse qui achevait en ce moment son heure d'adoration était seule dans le chœur; prosternée sur les dalles, une main appuyée au poteau, elle avait laissé tomber son formulaire, et, les yeux levés au ciel, elle ne priait pas, elle rêvait, en

écoutant les formidables voix de l'orage qui commençaient à gronder de toutes parts. Son visage, encadré dans une guimpe de toile et à demi caché sous un épais voile noir, était pâle et légèrement effilé; elle avait le teint uni et reposé particulier aux personnes dont la vie est tout à fait sédentaire, et cette blancheur de marbre donnait à ses traits réguliers et purs une sorte d'éclat plus frappant que celui de la fraiche jeunesse. Le temps avait respecté les lignes correctes de ce beau visage, l'ombre du cloître avait garanti cette noble tête, et, après dix-huit années, personne n'aurait hésité à reconnaître, sous le voile de la mère Saint-Anastase, prieure du couvent des sacramentines, la charmante petite-nièce du marquis de Farnoux, la jeune fille qui s'appelait jadis dans le monde mademoiselle de l'Hubac. Comme toutes les femmes qu'une fervente vocation n'entraîne pas dans le cloître, et qui se vouent à l'état religieux en emportant au fond du cœur la sanglante blessure des passions humaines, la mère Saint-Anastase n'était point entrée dans les voies mystiques de l'amour divin. Un souvenir profane remplissait encore toute son âme; il était l'aliment de sa vie intérieure et la douloureuse consolation de son éternel sacrifice. Depuis le jour de sa profession, elle avait été d'ailleurs un exemple d'humilité, de douceur, de parfaite soumission aux austères devoirs imposés par la règle, et les suffrages de la communauté l'avaient élevée récemment au priorat : cette dignité de prieure conférait, d'après les constitutions de l'ordre, une souveraineté absolue.

En ce moment, la mère Saint-Anastase était plongée dans une rêverie profonde; sa pensée avait franchi l'espace; elle retournait à la Roche-Farnoux, dans la salle verte, sur le balcon où, par un temps d'orage, M. de Champguérin avait pris sa main tremblante; les yeux levés vers les fenêtres du chœur, où brillaient de rapides éclairs, elle se rappelait les longues raies de feu qui sillonnaient les nuages, tandis qu'elle tournait son visage au souffle de la tempête et qu'elle écoutait, le cœur enivré d'amour, celui dont elle n'osait soutenir le brûlant regard.

— Oh! murmura-t-elle, que le ciel était beau ce soir-là!... qu'il était doux, l'air tout trempé de pluie et de parfums qui soufflait des montagnes!

— *Laudetur sanctum sacramentum!* dit une religieuse en paraissant à l'entrée du chœur.

— *Amen!* répondit la mère Saint-Anastase, que cette voix rappela tout à coup des parages lointains où errait sa pensée. Ensuite elle se releva lentement, salua l'autel d'une dernière génuflexion et se retira, laissant à sa place la religieuse qui venait à son tour faire ses actes d'adoration.

Aucune marque extérieure, aucune prérogative apparente ne distinguait la prieure des sacramentines. Elle portait, comme ses filles en Jésus-Christ, une coule de serge noire avec un long scapulaire de même couleur, sur le devant duquel était brodé l'écusson de l'ordre, et sa cellule n'était ni plus grande ni plus ornée que celles des autres religieuses. Cette pièce, dont la porte s'ouvrait sur un vaste corridor qu'on appelait le dortoir des dames, était arrangée avec une extrême simplicité; la couchette en bois de noyer, abritée sous un tendelet blanc, faisait face à la fenêtre, devant laquelle s'étendait un rideau de toile claire. Les murs étaient littéralement tapissés d'images représentant des figures de saints et de mystiques symboles; cette collection, formée par les recluses qui avaient successivement habité ce réduit, était comme un legs pieux fait aux sœurs inconnues qui devaient les remplacer. Une table, une seule chaise, étaient rangées contre la muraille des deux côtés de la porte et près de la fenêtre; en vue d'un magnifique jardin planté de marronniers et de tilleuls, il y avait un prie-Dieu paré comme un petit autel d'agnus, de reliquaires et de bouquets. C'était la simplicité évangélique des religieuses réformées de l'ordre de Saint-Benoit, et non le sombre dénûment des austères cohortes de l'ordre séraphique.

La mère Saint-Anastase ouvrit la fenêtre de sa cellule et regarda dehors. Déjà l'orage était passé, une douce pluie d'été bruissait dans le feuillage, et le soleil se levait derrière les nuages transparents comme une gaze mouillée. Au delà de cette enceinte tranquille, Paris s'éveillait, et les cloches de toutes les églises carillonnaient gaiement à travers les rumeurs confuses des carrefours. A ce moment, l'horloge du couvent sonna la demie après quatre heures. Aussitôt une sorte de bourdonnement s'éleva dans le dortoir, dont toutes les portes, excepté celle de la prieure, s'entr'ouvrirent à la fois; on eût dit une troupe d'oiseaux qui gazouillaient dans leur cage et saluaient le jour : c'étaient les religieuses qui se levaient pour dire les matines.

La mère Saint-Anastase consulta du regard le sablier posé sur sa table, et, voyant qu'elle avait encore un quart d'heure avant de redescendre au chœur, elle ouvrit le tiroir et en tira un petit volume dans lequel il y avait en guise de marque une lettre dont la suscription était toute barbouillée de marques rouges et d'estampilles, comme ces papiers qui sont allés d'un bout du monde à l'autre par les mains de vingt messagers différents. Cette lettre venait de loin en effet; elle avait été écrite par Antonin sur les bords de la mer Pacifique, à quelques lieues de Lima, la ville des Incas. Le baron de Barjavel et l'abbé Gilette avaient poursuivi le cours de leurs voyages aventureux, et presque chaque année la mère Saint-Anastase recevait ainsi quelque lettre dont la date était vieille déjà, et qui renfermait des choses qui la faisaient pleurer d'attendrissement, d'inquiétude, d'impatience et de joie. C'était, du reste, la seule correspondance qu'elle eût avec les personnes qu'elle avait laissées dans le monde. Le livre était un voyage dans le Pérou, qui contenait une carte de géographie et une description du royaume de Lima. La mère Saint-Anastase relut lentement cette lettre, qui avait un an de date, et dans laquellé Antonin lui annonçait son retour en France. Le voyageur, las enfin de sa vie errante, disait qu'il n'aspirait plus qu'au bonheur de revoir la compagne de son enfance, celle qui fut toujours son amie et sa sœur, et, après avoir de nouveau déploré son entrée en religion, il lui disait qu'il se fixerait à Paris, dans le voisinage du couvent, afin de la voir du moins chaque jour à la grille. Après avoir réfléchi sur tous les paragraphes de cette lettre, la mère Saint-Anastase déploya la carte géographique et chercha le lointain pays que le baron de Barjavel avait dû quitter depuis plusieurs mois; ensuite elle essaya naïvement de supputer le nombre de lieues qui séparent les côtes du Pérou des bords de la vieille Europe. D'après son calcul, elle pouvait concevoir l'espérance de revoir Antonin avant la fin de l'année. Tandis qu'elle traçait ainsi du bout du doigt l'itinéraire du voyageur, on frappa légèrement à sa porte, et une jeune voix dit doucement à travers la serrure :

— Me permettez-vous d'entrer un moment, ma chère mère?

— Oui, ma chère fille, répondit-elle affectueusement; votre présence ne saurait jamais m'être importune.

Une jeune fille svelte, blanche et gracieuse, parut alors à l'entrée de la cellule; quoiqu'elle eût dépassé l'âge de l'adolescence, elle portait encore le costume des pensionnaires de la maison, lequel, n'ayant pas varié depuis un demi-siècle, était, en l'an de grâce 1720, d'une mode fort surannée. Une cornette blanche à bords plissés laissait à découvert une partie de son épaisse chevelure d'un blond doré et d'une finesse incomparable. Elle portait un long corps de jupe en camelot noir, et un étroit tablier cachait le devant de sa robe d'étamine, à la ceinture de laquelle étaient suspendus, en manière de châtelaine, un épinglier et une paire de ciseaux. Ce vêtement austère relevait singulièrement la délicate fraîcheur de son teint et l'élégance de sa taille; elle avait un port de tête si noble, un maintien si fier et si modeste, qu'on eût dit une de ces filles du sang royal qui, pendant leur première jeunesse, portaient

l'humble habit des maisons religieuses où elles étaient élevées. Cette charmante personne était mademoiselle de Champguérin.

La mère d'Antonin avait tenu l'espèce de promesse faite en son nom par la petite Alice lorsque celle-ci vint faire ses adieux à mademoiselle de l'Hubac sur le chemin près de la Grotte-aux-Lavandières. Un jour, une femme se présenta à la grille en demandant la sœur Saint-Anastase; c'était cette étrangère qui avait élevé Alice dès le berceau, et lui tenait lieu de la mère qu'elle avait perdue en naissant; elle remit à la religieuse une lettre de madame de Champguérin, laquelle, sans préambule, sans explications, disait à sa nièce qu'elle lui envoyait l'orpheline, la suppliant d'en prendre soin et de lui donner une éducation digne d'une enfant qui descendait par sa mère d'une des plus illustres maisons de l'Écosse. La petite fille, alors âgée de cinq ans, fut aussitôt admise chez les sacramentines, et la sœur Saint-Anastase s'obligea avec joie à acquitter le prix de sa pension sur la rente viagère de six cents écus que lui avait léguée le marquis de Farnoux. Depuis cette époque, Alice avait été tout à fait abandonnée aux soins des bonnes filles du Saint-Sacrement; chaque année, elle écrivait à son père et à sa belle-mère pour leur rendre ses devoirs; cette dernière lui répondait quelques lignes dans les formules des lettres de pure convenance, l'assurant de son amitié et de la satisfaction que ses bons sentiments et sa sagesse causaient à son père. Tout se bornait là; mais ni mademoiselle de Champguérin ni la mère Saint-Anastase ne s'en étonnaient, la chose n'ayant rien en soi d'extraordinaire. A cette époque, il était généralement d'usage que les filles nobles fussent élevées dans ces pieuses retraites, où leurs parents les oubliaient en quelque sorte jusqu'au jour de leur établissement. Les corporations religieuses, dont le vaste réseau couvrait tout le royaume de France, se partageaient cette tâche, mettant dès lors en pratique cette grande question sociale de l'éducation hors de la famille, et devançant ainsi, sans s'en douter, les théories les plus extraordinaires, les idées les plus hardies de notre temps.

— Ma chère mère, dit Alice en tirant un papier de sa poche, voici une lettre qui a été remise au guichet hier soir; notre chère sœur tourière vient de me la donner; voulez-vous prendre la peine de la lire?

— C'est sans doute quelqu'une de vos bonnes amies récemment sortie du couvent qui vous écrit ce qu'elle commence à voir dans le monde, répondit la mère Saint-Anastase en souriant; ouvrez vous-même cette lettre, ma chère fille; je suis certaine qu'il ne peut rien sortir de la plume d'une personne élevée dans cette maison qui ne soit très-excellent et très-digne d'être mis sous vos yeux.

Alice rompit le cachet et s'écria aussitôt avec un grand étonnement :

— C'est mon père qui m'écrit !

— Est-il possible ! Cela n'était jamais arrivé, murmura la mère Saint-Anastase saisie d'une inexprimable émotion et en étendant la main sans oser prendre la lettre.

Puis, frappée du trouble, de la joie qui éclataient tout à coup sur le visage de mademoiselle de Champguérin, elle ajouta :

— Vous venez donc de recevoir une heureuse nouvelle, ma chère fille?

— Oh oui ! répondit-elle en joignant les mains comme pour rendre grâce au ciel; mon père est à Paris, je le verrai aujourd'hui même.

— Il vous écrit cela ? fit la mère Saint-Anastase en prenant la lettre et en la parcourant d'un regard éperdu.

— Voyez, voyez, ma chère mère, répondit Alice en lui indiquant le *post-scriptum*, il se présentera à la grille sur les onze heures.

— Chère enfant, il hésitera à vous reconnaître, dit la mère Saint-Anastase.

— En effet, ma chère mère, j'ai bien grandi depuis que je suis au couvent, répondit

Alice avec gaieté; mon père me trouvera bien changée, mais moi je suis sûre de le reconnaître au premier abord. Il me semble le voir encore quand il revenait de la chasse tout triomphant et bien fatigué, avec les piqueurs et la meute qui aboyait dans la cour. J'accourais au-devant de lui en jetant des cris de joie et de frayeur; alors il m'enlevait dans ses bras, afin que je n'eusse plus peur de tout ce vacarme et que je fusse hors de l'atteinte des lévriers qui sautaient autour de nous pour me lécher les mains. Puis il m'emportait dans la salle et me gardait longtemps sur ses genoux.

— Et madame de Champguérin? elle était là? demanda la mère Saint-Anastase.

— Toujours elle filait, assise près de la fenêtre, sans parler et sans lever les yeux, répondit Alice; j'en avais une grande crainte et je n'osais entrer dans la salle quand elle y était seule, tant je lui trouvais un visage sévère; à présent il me semble que je me trompais, et qu'elle avait plutôt la physionomie d'une personne mélancolique et malade.

— Elle n'était pas ainsi quand je l'ai connue, murmura en soupirant la mère Saint-Anastase.

— Ah! je n'avais pas lu toute la lettre, s'écria Alice en s'apercevant que le *post-scriptum* continuait à la seconde page; écoutez, ma chère mère, c'est à vous que ceci s'adresse. Mon père ose espérer, dit-il, que vous lui ferez la faveur de descendre au parloir avec moi: vous y consentirez, n'est-ce pas?

La mère Saint-Anastase hésita un moment, et répondit ensuite d'une voix faible:

— Oui, ma fille.

Le dernier coup de matines venait de sonner; on entendait les religieuses qui sortaient de leurs cellules en répétant à haute voix la formule par laquelle commençaient tous leurs actes, et qui était écrite en mille endroits sur les murs du couvent: *Laudetur sanctum sacramentum!*

— Descendons au chœur, ma chère fille, dit la prieure en abaissant son voile devant sa figure émue et pâle.

— Je vous suis, ma chère mère, répondit mademoiselle de Champguérin en se rangeant pour lui donner le pas à la porte de la cellule.

La mère Saint-Anastase assista l'esprit distrait et le cœur troublé aux offices du matin. Cette entrevue avec M. de Champguérin la jetait d'avance dans des émotions qu'elle essayait vainement de dominer. Effrayée de ce qui se passait en elle-même, saisie de crainte et de remords, elle voyait approcher avec angoisse l'heure où elle serait appelée à la grille, et redoutait presque la présence de cet homme dont le souvenir n'avait jamais cessé de remplir son âme. Pourtant, lorsqu'une sœur tourière vint lui annoncer discrètement qu'on demandait mademoiselle de Champguérin au parloir, elle se leva sans hésiter et dit en se tournant vers Alice:

— Venez, ma chère fille.

Le parloir des sacramentines était une grande salle divisée dans sa largeur par une grille dont les barreaux peu serrés n'arrêtaient pas les regards. Deux fenêtres percées à une grande hauteur répandaient un jour clair dans la partie où se tenaient les personnes séculières, tandis que le côté réservé aux religieuses était presque sombre. L'ameublement, de la plus grande simplicité, était d'une propreté qui donnait des tons brillants aux boiseries noircies par l'action du temps; les murailles étaient nues, mais il y avait à chaque encoignure des statues de saints au pied desquelles étaient placés des bouquets dont la bonne odeur se répandait dans tout le parloir.

La mère Saint-Anastase entra en tremblant et s'avança à la grille sans oser lever les yeux. Alice, qui la suivait, s'approcha vivement, passa sa main entre les barreaux comme pour manifester sa présence, et demeura muette en apercevant devant elle

deux hommes dont les traits lui étaient tout à fait inconnus. L'un de ces étrangers était grand, fort gros, haut en couleurs; il avait les joues pendantes, les paupières gonflées, l'œil terne et saillant, le front coupé de rides grossières; l'autre était, au contraire, d'une maigreur maladive, laid, chétif, le teint plombé, la taille voûtée; tous deux avaient dépassé la maturité de l'âge, mais leurs traits ravagés n'avaient pas la calme sérénité de la vieillesse; on retrouvait plutôt sur leur visage l'empreinte des longs excès d'une existence désordonnée.

— On dirait que ma fille ne me reconnait pas! s'écria le gros homme en se rapprochant de la grille; je suis donc bien changé?...

— Ah! monsieur, pardonnez! balbutia Alice; c'est le trouble, la joie où me jette votre présence...

— Bien, bien, je conçois, vous n'avez pas besoin de vous excuser, interrompit M. de Champguérin; vous aussi, chère mignonne, vous êtes fort changée, autant que j'en puis juger à travers ce grillage; comme vous voilà grande et belle!...

Puis, se tournant vers la mère Saint-Anastase, il ajouta en la saluant :

— Madame, j'ai pris la liberté de vous faire demander à la grille, parce que j'avais fort à cœur de vous remercier de vos bontés pour mademoiselle de Champguérin.

Et comme elle ne répondait pas, il ajouta avec un sourire contraint :

— Il me semble, madame, que vous hésitez aussi à me reconnaître. Moi, j'ai meilleure mémoire, et je remets parfaitement sous votre voile le visage de cette belle personne qui s'appelait dans le monde mademoiselle de l'Hubac.

La mère Saint-Anastase s'inclina machinalement; sa vue était trouble, et sa langue embarrassée ne pouvait articuler un mot. Elle éprouvait en ce moment une de ces commotions intérieures qui paralysent toutes les facultés; l'image qui était restée au fond de son cœur fière, élégante, toujours jeune, venait de se briser tout à coup, et elle considérait avec un sentiment de douleur et d'effroi ce vieillard qui ne lui représentait pas même le fantôme du beau gentilhomme qu'elle avait tant aimé. Se remettant enfin de ce trouble inexprimable, elle s'assit près d'Alice en invitant M. de Champguérin et l'étranger qu'il avait amené à prendre place sur les siéges alignés de l'autre côté de la grille. Avant de s'asseoir, M. de Champguérin dit de l'air d'un homme qui accomplit forcément un devoir de politesse :

— Madame, je vous présente M. le vicomte de Rubelles, mon ami...

Ensuite il s'installa dans sa chaise à bras, rejeta la tête en arrière, et reprit d'un ton dégagé :

— Je suis arrivé hier matin, et je venais vous voir, au lieu de vous écrire, ma chère Alice, lorsque j'ai trouvé sur mon chemin une légion de diables cachés sous la forme d'une foule de mes anciens amis, lesquels m'ont entraîné en leur compagnie, ce dont vous me voyez fort marri maintenant, je vous le jure...

— Et ce n'est pas sans sujet, ajouta vivement le vicomte; serait-il possible qu'un père eût différé sans remords, d'un seul instant, le bonheur de revoir une aussi charmante fille?

— J'espère, monsieur, que vous m'apportez de bonnes nouvelles de madame ma belle-mère, dit timidement Alice; l'avez-vous laissée en bonne santé?

— Eh! mon Dieu non, répondit froidement M. de Champguérin; elle est fort languissante; je ne saurais d'ailleurs vous dire comment elle se trouve actuellement, attendu que, depuis plusieurs mois, je ne l'ai point vue.

— Est-ce qu'elle a quitté Champguérin? demanda Alice un peu étonnée.

— Point du tout, ma fille; c'est moi qui me suis en allé, trouvant ce séjour fort maussade, surtout durant la saison d'hiver; madame de Champguérin est restée seule au coin de son feu, à filer et à me tricoter des bas en attendant mon retour.

— Pauvre femme! murmura la mère Saint-Anastase avec une sorte d'indignation.

— Madame de Champguérin est une personne exemplaire, continua-t-il, je ne lui connais qu'un défaut, c'est d'avoir trop de vertus; mais celui-là me paraît le pire de tous : on a toujours des torts aux yeux de ces femmes parfaites. Mais laissons ce sujet, et dites-moi, ma chère Alice, qu'avez-vous pensé en apprenant que j'étais arrivé, que je viendrais vous voir aujourd'hui même?

— Ah! monsieur, j'en ai éprouvé une joie extrême et ensuite beaucoup d'inquiétude, répondit-elle avec sincérité; le bonheur de vous revoir est tout ce qui m'a frappée d'abord ; puis j'ai réfléchi et j'ai craint, j'ai craint que vous ne fussiez venu pour m'emmener...

— Vous vous trouvez donc parfaitement heureuse au couvent?

— Si heureuse, que mon seul désir est d'y passer toute ma vie, répondit vivement Alice.

— Ah! tant mieux! fit M. de Champguérin avec un soupir de satisfaction.

— Oui, mon père, cette maison est comme un paradis et j'y suis comme au milieu des anges, reprit Alice avec quelque exaltation ; où donc pourrais-je me trouver mieux?

— Vous ne connaissez pas le monde, mademoiselle, ne vous pressez pas de choisir! dit le vicomte avec vivacité.

— Il est vrai, répondit-elle; mais je suis certaine que dans le monde tous les cœurs ne sont pas calmes et contents comme ici.

Puis, se tournant vers son père, elle ajouta :

— Je voudrais, monsieur, que vos regards pussent traverser les murailles et pénétrer jusqu'au jardin où les pensionnaires prennent en ce moment leur récréation; vous verriez nos petites filles et nos grandes demoiselles, vous verriez comme elles sont gaies; pas une ne songe à ce qui se passe hors de l'enceinte du couvent. Tantôt vous les retrouveriez en classe, tranquilles sous les yeux de nos chères mères et leur obéissant d'un cœur content. C'est ainsi que j'ai passé mon heureuse enfance, et maintenant je ne pourrais me séparer sans une mortelle douleur de toutes les personnes qui m'ont élevée avec tant d'amour et de charité, que je respecte et que j'aime de toute mon âme!

— Bien, ma fille! j'approuve ces sentiments, dit M. de Champguérin; soyez assurée que je ne vous contraindrai pas à rentrer dans le monde, et que, lorsque vous voudrez prendre le voile, vous obtiendrez aussitôt mon consentement.

— Ne précipitons rien, monsieur! s'écria la mère Saint-Anastase; votre fille n'est pas suffisamment éclairée encore sur sa vocation.

— Parlons d'autre chose alors, dit froidement M. de Champguérin ; de la Roche-Farnoux, par exemple. Je puis, madame, vous donner des nouvelles d'une personne que vous y avez laissée...

— De ma tante de Saint-Elphège! s'écria la prieure; vous l'avez vue, monsieur?...

— M'en préserve le ciel! répliqua-t-il dédaigneusement; je n'affronterais pas volontiers sa présence, car on dit qu'elle est mille fois plus acariâtre, plus fantasque et plus rechignée qu'autrefois. On assure qu'elle ressemble trait pour trait à feu M. le marquis son oncle, tant elle est ridée. Jamais elle ne sort de son vieux château, où elle mène tout le monde haut la main et au fond duquel elle amasse des trésors. Les gens du pays sont convaincus qu'elle vivra ainsi plus d'un siècle, et qu'à sa mort on trouvera la tour du donjon toute pleine d'or et d'argent.

— Pauvre fille! murmura la prieure contristée.

— Ne la plaignez point, madame! s'écria M. de Champguérin avec amertume, que

l'héritage dont elle nous a dépouillés lui soit funeste! puisse-t-elle languir et se consumer au milieu des richesses dont elle nous a frustrés!

— J'ai laissé à la Roche-Farnoux une autre personne qui m'était bien affectionnée, reprit la mère Saint-Anastase d'un air mélancolique; elle n'existe plus sans doute...

— M. de la Graponnière? Il vit encore, répondit M. de Champguérin.

— Bonté divine! c'est un prodige ! il a près de cent ans.

— Des gens qui l'ont vu m'ont affirmé qu'il n'était pas beaucoup plus décrépit que mademoiselle de Saint-Elphège; quel tableau que celui de ces deux rares figures aux coins de la cheminée, dans la salle verte!

— Mon Dieu ! fit Alice à demi-voix, comme on doit être triste dans ce château tout peuplé de vieilles gens!

M. de Champguérin se leva, et avant de prendre congé, il dit négligemment à sa fille, en tirant un papier de sa poche :

— Tenez, ma chère Alice, j'ai besoin de votre signature au bas de ce grimoire. Voulez-vous mettre là votre nom?

— Volontiers, mon père, répondit-elle, donnez, je vous prie.

Elle alla vers un petit pupitre dressé dans le parloir, et signa sans lire.

— Bien, ma fille, je vous remercie, dit M. de Champguérin en reprenant le papier; bientôt je reviendrai pour savoir de vos chères nouvelles et présenter mon respect à madame la prieure.

Au sortir du couvent, le vicomte dit à M. de Champguérin d'un air enthousiasmé :

— Ta fille est un ange! quelle douceur! quelle modestie! quel air sage et retenu!... on ne trouve pas de pareils visages dans le monde, il faut les venir chercher derrière les grilles d'un couvent!

— J'en conviens, fit M. de Champguérin avec distraction et en relisant le contrat de rente; maintenant il me semble que maître Bouchardeau ne peut contester le remboursement; il devra me compter là-dessus deux mille écus espèces sonnantes.

— Et que restera-t-il à mademoiselle de Champguérin quand tu auras touché cette somme? demanda le vicomte.

— Rien du tout, répondit M. de Champguérin avec une franchise cynique; elle est maintenant aussi pauvre que moi!

— Pauvre agneau! comme elle s'est laissé dépouiller docilement! fit le vicomte d'un air touché.

— C'était son devoir, dit M. de Champguérin d'un ton convaincu. J'avoue cependant que je maudis ma mauvaise fortune de m'avoir réduit à cette extrémité. Je suis né sous une funeste étoile, vicomte; jamais rien ne m'a réussi; j'ai débuté dans le monde comme tout jeune gentilhomme gros d'ambition, léger d'argent. Pour me soutenir dans la bonne compagnie, j'ai fait grand fracas et beaucoup de dettes; puis, afin de rétablir ma fortune, j'ai successivement épousé deux héritières : or l'une m'a laissé pour tous biens un enfant et les deux mille écus que voici, l'autre m'a enrichi de quelques centaines de pistoles en bagues et joyaux, dont je me suis défait dès la première année de notre mariage. Après tant de revers, j'étais en droit d'espérer quelque belle chance; point du tout, il ne s'en est présenté aucune. J'étais venu à Paris pour tâcher de rétablir mes affaires et d'obtenir quelque emploi, mais, mordieu ! le lansquenet y a mis bon ordre cette nuit; il ne me reste pas même quelques écus pour acheter un habit qui me permette de me présenter décemment dans le monde...

— Écoute, Champguérin, interrompit tout à coup le vicomte en l'arrêtant et en le

regardant en face; tu as une fille charmante, laquelle peut assurément prétendre à se marier sans dot; je ne suis pas fort pressé d'argent et je ne demande pas mieux que de te rendre service.

— Oh! oh! je te remercie, répondit M. de Champguérin en ouvrant de grands yeux; tout cela n'est pas de refus; j'accepte l'argent; quant à ce qui concerne ma fille, nous en reparlerons.

La mère Saint-Anastase revint difficilement de l'impression douloureuse que lui avait causée la vue de M. de Champguérin; elle était dans la situation d'une âme pieuse qui verrait s'écrouler le sanctuaire et chercherait tout éperdue ce qu'est devenu son Dieu. Elle ne regrettait pas son sacrifice; mais elle pleurait l'idole détruite qu'elle ne pourrait remplacer. Son cœur, si longtemps absorbé dans un amour terrestre, essayait en vain de se tourner vers l'époux mystique et tombait graduellement dans une sombre indifférence. Mademoiselle de Champguérin avait gardé aussi une pénible impression de la visite de son père; elle était triste, agitée, et semblait frappée de quelque fatal pressentiment. Parfois, se rapprochant vivement de la mère Saint-Anastase, elle lui disait avec effusion, en baisant le bout de son voile :

— Oh! ma chère mère, je ne veux pas quitter la maison du Seigneur; vous me garderez toujours à l'abri de ces saintes murailles?

— Oui, toujours, ma chère Alice, répondait la prieure avec un sourire mélancolique; soyez assurée, d'ailleurs, que personne ne s'oppose à votre vocation; monsieur votre père l'a déclaré en ma présence, et je ne doute pas qu'il le répète encore à sa première visite.

Mais M. de Champguérin ne reparut plus à la grille, il n'écrivit pas non plus, et, au bout d'un mois, sa fille dut croire que quelque circonstance fortuite l'avait forcé de quitter Paris sans la revoir.

Les jours se succédaient cependant, emportés par le courant monotone de la vie monastique; on était à la fin de l'été, et la mère Saint-Anastase se complaisait déjà dans l'espérance éloignée que lui avait fait concevoir la dernière lettre du baron de Barjavel.

Un matin, mademoiselle de Champguérin descendit de bonne heure au parloir avec une religieuse pour parer les images des saints, renouveler les fleurs devant les oratoires et ranger une collection de ces petits ouvrages bénits qu'il était d'usage d'offrir en cadeau aux personnes séculières qui venaient visiter les dames du Saint-Sacrement. Une sœur converse avait déposé au milieu du parloir une brassée de reines-marguerites, de roses trémières et de pieds d'alouette, et Alice, agenouillée devant ce monceau de fleurs, en formait de gigantesques bouquets.

— Mon doux Jésus! on sonne là dehors! dit la vieille religieuse en relevant la tête; avez-vous entendu, ma chère fille?

— Oui, ma très-chère mère, répondit Alice sans se déranger; mais je ne pense pas que l'on demande l'entrée du parloir.

Comme elle achevait ces mots, deux étrangers parurent à la porte.

La vénérable mère baissa aussitôt son voile et se plaça à la hâte devant mademoiselle de Champguérin, laquelle se releva toute confuse, en éparpillant les fleurs qu'elle avait dans les mains, et se retira précipitamment.

Un moment après, la mère Saint-Anastase entra dans le parloir sans savoir quelles étaient les personnes qui l'avaient fait demander. A l'aspect des deux étrangers, elle leva les mains au ciel et s'écria avec un transport de joie :

— Antonin! mon cher Antonin!...

— Oh! ma bonne Clémentine, me voici enfin... hélas! après une trop longue absence!...

Il n'acheva pas et baisa, en les mouillant de ses larmes, les mains qu'elle lui tendait à travers la grille; son cœur se brisait à la vue de cet habit de bure, de ce sombre voile sous lequel il retrouvait la compagne de son enfance, la belle jeune fille qu'il nommait jadis son amie et sa sœur. Tous deux restèrent un moment debout, se serrant les mains en se regardant avec des larmes muettes; puis Antonin dit en souriant :

— Si j'osais adresser un compliment frivole à madame la prieure du Saint-Sacrement, je l'assurerais qu'elle a encore sous le voile noir tous les traits de cette belle personne qui m'appelait jadis son petit cousin.

Elle secoua la tête d'un air mélancolique et dit en le considérant :

— Moi, je vous trouve changé, au contraire, mon cher Antonin; mais cela vous sied fort.

Le baron de Barjavel n'était plus en effet l'adolescent aux traits délicats, frais et blanc comme une jeune fille; sa taille avait pris d'autres proportions, et son visage, bruni par le soleil, était d'une beauté virile.

— Ma chère Clémentine, reprit-il en se souvenant qu'il n'était pas venu tout seul au parloir, voici le fidèle compagnon de mes courses à travers le monde qui brûle de vous saluer.

L'abbé Gilette s'avança alors pour faire ses compliments. Le digne homme n'était pas rajeuni, comme le prétendait le baron dans toutes ses lettres; mais sa figure couronnée de cheveux blancs annonçait une saine et robuste vieillesse. La mère Saint-Anastase se rappela tout à coup le temps où, sa soutane retroussée dans les poches, et la taille pliée, il cherchait si laborieusement la chardonnerette jaune sur les sommets arides de la Roche-Farnoux, et elle lui dit avec un sourire :

— A présent, M. l'abbé, votre collection de chardons doit être la plus complète qu'il y ait dans le monde entier?

— J'ai la satisfaction de le croire, répondit-il avec un naïf orgueil; je rapporte de mes voyages beaucoup d'espèces inconnues, et je me suis permis de donner le nom de certaines personnes à celles qui m'ont semblé les plus remarquables : ainsi, j'ai cueilli au pied de la grande Cordillère un grand panicaut du plus bel incarnadin que j'ai appelé incontinent mademoiselle de l'Hubac.

— Cette nomenclature ne finit pas là, tant s'en faut, ajouta Antonin; M. l'abbé ayant découvert dans les mêmes parages un effroyable chardon jaunâtre, armé de pointes aiguës, il l'a nommé mademoiselle de Saint-Elphège, vu la ressemblance. De mon côté, j'ai baptisé nombre d'insectes du nom de toutes les personnes qui vivaient à la Roche-Farnoux.

— Ainsi, vous ne les avez jamais oubliées au milieu de cette vie errante, dit la mère Saint-Anastase avec attendrissement; j'en étais certaine, mon cher Antonin, et bien souvent ma pensée s'en allait vers vous à travers cet espace immense, sûre de se rencontrer avec la vôtre et s'y unissant toujours. Hélas! c'est ainsi que nous aurons pleuré ensemble les malheurs arrivés dans notre famille.

— Le mariage de ma mère! dit sourdement le baron de Barjavel.

— Ce fut un jour bien funeste que celui où M. de Champguérin entra pour la première fois à la Roche-Farnoux! murmura la prieure avec un accent profond.

— J'ai un grand désir de revoir ma mère, poursuivit le baron; je serais déjà auprès d'elle, si ses lettres ne m'en eussent empêché; sans m'interdire absolument de revenir, elle semble redouter ma présence; je lui ai écrit ce matin même mon arrivée, et j'attends ici ses ordres. Ah! ma bonne cousine, je crois qu'elle a été bien malheureuse.

— Hélas! murmura la mère Saint-Anastase, elle a eu un pire sort que ma tante de Saint-Elphège!

— Vous ne l'avez pas revue, ma chère Clémentine?

— Jamais depuis le jour où elle a quitté la Roche-Farnoux.

— Et elle demeure toujours à Champguérin?

— Toujours, et j'ai tout lieu de croire qu'elle y est seule ce moment.

— Cet homme l'a donc abandonnée?

— Depuis quelques mois il a quitté Champguérin, et il n'y a pas longtemps qu'il était à Paris.

— Vous l'avez vu! s'écria le baron.

— Oui, mon cher Antonin, répondit-elle tristement.

Elle raconta alors comment il était venu la demander au parloir et toute son entrevue avec sa fille.

— Cette visite était intéressée, continua-t-elle en finissant; après y avoir réfléchi, j'ai jugé qu'il n'était venu que pour obtenir d'Alice qu'elle apposât son nom au bas de certains papiers.

— Pauvre innocente fille, sans qu'elle s'en doutât, il lui aura fait signer ainsi sa ruine! s'écria le baron de Barjavel. Je me la rappelle maintenant cette demoiselle de Champguérin à la bavette, comme disait notre grand-oncle; elle était tout à fait mignonne et jolie comme un ange.

— Vous l'avez entrevue tantôt, répondit la prieure en souriant; quand je suis venue, elle sortait du parloir.

— Une jeune demoiselle blonde, mince et blanche comme un cygne! oui, sans doute, je l'ai vue, elle était agenouillée devant ce tas de fleurs; à notre aspect, elle a jeté là ses bouquets et s'est enfuie tout effarouchée.

— Ne trouvez-vous pas, mon cousin, qu'elle n'a aucun des traits de son père? dit la prieure.

— Non, par bonheur pour elle, répondit Antonin; M. de Champguérin avait autrefois un beau visage et une grande tournure, mais je lui trouvais dans la physionomie quelque chose de violent qui me causait une certaine répulsion. Hélas! comment ma mère ne l'a-t-elle pas jugé ainsi? Comment s'est-elle déterminée à ce fatal mariage?

— Elle était aveuglée! murmura la mère Saint-Anastase en soupirant profondément.

L'abbé Gilette, qui, durant cet entretien, s'était tenu discrètement à l'écart, se rapprocha alors de la grille en ouvrant une petite boîte d'écaille ornée de fines incrustations.

— Madame, dit-il à la prieure, permettez-moi de vous offrir une chose unique dans son genre : c'est une pierre précieuse qui se forme, assure-t-on, dans le fruit du cocotier; celle-ci est la plus grosse qu'on ait jamais rencontrée.

La mère Saint-Anastase reçut avec de grands remercîments le don du vieux naturaliste; c'était une espèce de caillou noir et blanc, gros comme une aveline et qui ressemblait à tous les cailloux du monde.

— Nous avons rapporté bien d'autres raretés de nos voyages, dit le baron en souriant du sérieux avec lequel le digne abbé avait offert cette petite pierre; je vous avais promis, ma bonne Clémentine, de vous rapporter de magnifiques collections d'histoire naturelle, et j'ai tenu parole.

— Je verrai tout cela à travers la grille, répondit-elle avec une joie mélancolique; à présent vous ne voyagerez plus, mon cher Antonin, je jouirai chaque jour de votre chère présence; que béni soit le Seigneur qui m'a envoyé cette consolation!

Lorsque la mère Saint-Anastase quitta le parloir, elle trouva mademoiselle de Champguérin qui l'attendait dans sa cellule, une lettre à la main.

— Oh! ma chère mère, j'ai reconnu l'écriture, lui dit-elle toute tremblante ; lisez, je vous en supplie.

— Une lettre de M. de Champguérin! s'écria la prieure avec quelque inquiétude; et, rompant le cachet, elle lut d'abord à voix basse :

« Ma chère fille,

« Quoique les événements qui ont renversé ma fortune m'eussent presque ravi l'espoir de vous établir dans le monde d'une manière conforme à votre rang, je n'ai jamais cessé de m'occuper de vous avec tout l'intérêt et toute la sollicitude que méritent votre sagesse, votre bonne conduite et votre absolue soumission. La Providence a comblé mes vœux : M. le vicomte de Rubelles, mon ami et le plus galant homme que je connaisse, m'a fait l'honneur de me demander votre main, et je la lui ai accordée, ne doutant pas de votre obéissance. Aujourd'hui même je me présenterai à la grille pour recevoir l'assurance de votre consentement et vous faire savoir ce que j'ai décidé d'ailleurs avec le vicomte, lequel se met à vos pieds et vous présente ses respects.

« Votre affectionné père,

« H. de Champguérin. »

La mère Saint-Anastase relut tout haut cette lettre, ensuite elle dit à mademoiselle de Champguérin, qui l'écoutait pâle et atterrée :

— Votre cœur répugne à ce mariage, mon enfant?

La pauvre fille ne put répondre d'abord ; le saisissement la rendait muette, enfin elle s'écria avec désespoir :

— Oh! ma chère mère! c'est aujourd'hui même... il va venir... je suis perdue si vous ne me protégez!...

— Hélas! ma pauvre enfant, vous n'oseriez résister! dit la mère Saint-Anastase, profondément touchée et se souvenant de ce qu'elle avait ressenti elle-même dans une situation semblable; prenez courage; vous ne paraîtrez pas au parloir ; c'est moi qui vais répondre à cette lettre...

Alors elle prit la plume et écrivit en se conformant aux formules mystiques en usage dans l'ordre des sacramentines :

Laudetur Sanctum Sacramentum.

« Monsieur et très-cher frère en J. C.,

« Ayant ouvert votre lettre et pris connaissance de vos volontés, j'en ai fait part aussitôt à mademoiselle de Champguérin, laquelle m'a déclaré que sa vocation était d'entrer en religion, s'excusant avec tout le respect imaginable de vous désobéir et vous suppliant de retirer la parole que vous avez donnée à M. le vicomte de Rubelles. Aucun motif humain n'aurait pu la déterminer à encourir votre colère par un tel refus ; mais elle s'y résigne en vue du but élevé qu'elle se propose. Considérez, monsieur, l'incertitude des choses de ce monde, les vicissitudes de la fortune, le néant de tous les biens d'ici-bas, et vous demeurerez convaincu que mademoiselle votre fille a choisi la meilleure part. Comme sa supérieure et sa mère spirituelle, je la soutiendrai dans cette voie, vous conjurant, monsieur, de ne point vous y opposer, et vous priant de me croire votre humble servante et sœur en J. C.

« Soeur Saint-Anastase. »

Lorsque M. de Champguérin se présenta à la porte du parloir, la tourière s'avança les yeux baissés, fit une génuflexion et lui remit la lettre de la prieure. A peine y eut-il jeté les yeux, qu'il entra dans une grande colère et se retira en fulminant des menaces. L'événement n'eut pas d'autres suites.

Le baron de Barjavel revint le soir même, et dès lors il retourna tous les jours au parloir des sacramentines. Ordinairement la mère Saint-Anastase venait le recevoir, puis elle faisait appeler quelqu'une de ses religieuses, ainsi que mademoiselle de Champguérin, pour leur donner le plaisir de voir avec elle les dessins et les collections d'insectes qu'Antonin lui apportait successivement. Parfois on faisait collation à la grille, et ces innocentes récréations se prolongeaient jusqu'au soir. La mère Saint-Anastase jugea bientôt qu'elle pouvait sans danger admettre ainsi son cousin au milieu de son mystique troupeau; c'était toujours le même cœur affectueux et paisible, le même esprit curieux et naïf; la science avait préservé son adepte des passions qui troublent et dévorent les plus belles années de la vie humaine. Cette calme intimité charmait la mère Saint-Anastase et rassérénait en quelque sorte son âme; la présence d'Antonin lui donnait un bonheur calme qui se reflétait dans toute son existence. Parfois il lui semblait qu'elle redevenait la jeune fille d'autrefois, et, entraînée par cette réminiscence, elle appelait encore le baron son petit cousin et lui disait en riant :

— Te rappelles-tu, Antonin, nos veillées dans la bibliothèque et toute la peine que tu te donnais pour cacher tes chenilles?... Comme je t'aidais de bon cœur à faire l'éducation de toutes ces petites bêtes!... Que nous étions enfants, mon Dieu! que nous étions heureux alors!...

— Maintenant aussi, je suis heureux, répondait Antonin; je suis heureux depuis que je suis près de toi, ma bonne Clémentine.

Quelques semaines s'écoulèrent ainsi. Un jour, bien avant l'heure où Antonin avait coutume de venir, la tourière annonça à la mère Saint-Anastase que M. de Champguérin était au parloir et demandait instamment à l'entretenir un moment. Elle s'y rendit aussitôt et demeura toute saisie à l'aspect du vieux gentilhomme. Il était amaigri, et ses habits délabrés annonçaient une situation peu prospère. Après avoir salué la prieure, il lui dit en soupirant :

— Je viens, madame, vous annoncer une funeste nouvelle; nous avons eu le malheur de perdre madame de Champguérin...

— Ma tante est morte! s'écria-t-elle.

— Voici la lettre qui m'apprend ce triste événement, continua M. de Champguérin en tirant un papier de sa poche.

La mère Saint-Anastase le prit en pleurant et lut les tristes détails qu'un pauvre prêtre qui avait assisté aux derniers moments de la malheureuse femme transmettait à M. de Champguérin. Elle était morte presque subitement, au moment où elle venait de recevoir la dernière lettre de son fils. Après cette lecture, la prieure garda longtemps un morne silence; elle pensait à la douleur d'Antonin. M. de Champguérin, debout en face d'elle, se taisait aussi et semblait attendre que ce premier mouvement d'étonnement et de douleur fût passé.

— Et maintenant, monsieur, qu'avez-vous à me dire encore? lui dit tout à coup la mère Saint-Anastase avec amertume.

— Pas grand' chose, madame, répondit-il froidement; je veux seulement vous demander l'aumône que vous pouvez faire à un pauvre gentilhomme nécessiteux qui n'a pas le sou dans sa poche, et auquel il faudrait un habit de deuil, plus quelques écus pour subsister.

— La communauté vous les donnera, répondit la prieure consternée d'un tel abaissement.

Et, se levant aussitôt, elle alla prendre elle-même dans la caisse du couvent soixante écus de six livres dont elle fit des rouleaux. M. de Champguérin tendit les deux mains pour recevoir cette somme, et, quand elle fut dans ses poches, il s'écria avec un accent indicible d'espoir et de triomphe :

— A présent, que la fortune me soit en aide ! je vais tenter une dernière chance.

— Le ciel vous punira, monsieur ! dit la mère Saint-Anastase en frémissant à ce dernier trait.

— Vous ne savez pas, madame, la partie que je vais jouer ! fit-il en haussant les épaules ; priez le ciel que je gagne, et vous verrez quelle dot je ferai à mademoiselle de Champguérin. Ce n'est pas à ce vieux pendard de vicomte que je la marierai alors !

Il sortit précipitamment à ces mots, laissant la mère Saint-Anastase stupéfaite de tant de bassesse et d'audace.

Le baron de Barjavel ressentit une grande douleur en apprenant la mort de sa mère, et durant plusieurs jours on fut bien triste au parloir des sacramentines ; puis les choses reprirent leur cours ordinaire ; on commença à se distraire, et bientôt on se récréa doucement comme par le passé. La mère Saint-Anastase avait caché à son cousin, ainsi qu'à Alice, la détresse de M. de Champguérin, et tous deux ignoraient qu'elle lui avait fait l'aumône. Depuis le jour où il lui avait annoncé qu'il allait tenter une nouvelle chance, elle ne savait ce qu'il était devenu, et elle se figurait parfois avec inquiétude les extrémités auxquelles il était peut-être réduit.

Une après-midi, à l'heure où Antonin était au parloir, la tourière entra discrètement et remit à la mère Saint-Anastase une lettre timbrée dont la suscription lui parut d'une main connue. Alice, qui était auprès d'elle, devint pâle à cette vue : elle avait aussi reconnu l'écriture de M. de Champguérin. La prieure se leva pour ouvrir cette missive, et lut d'un coup d'œil stupéfait :

« Madame,

« L'argent que vous m'avez donné m'a porté bonheur ; il m'a servi à courir la dernière chance qui me restât de rétablir ma fortune. Ayant pu acheter un habit décent et retourner en Provence, je me suis présenté devant mademoiselle de Saint-Elphège, laquelle, touchée de ma constance à poursuivre les espérances qu'elle m'avait permis de concevoir autrefois, a daigné m'accorder sa main. Notre mariage sera célébré prochainement, et cette fois enfin l'on peut dire qu'on verra de belles noces à la Roche-Farnoux !...

« Je vous prie, madame, d'annoncer cette heureuse nouvelle à mademoiselle de Champguérin et de lui faire part en même temps de ce que je veux faire pour elle ; mon dessein est de la retirer du couvent et de la marier en lui donnant cent mille écus de dot.

« Je vous supplie, madame, d'agréer l'hommage du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être votre plus humble et dévoué serviteur.

« H. de Champguérin. »

— Quel homme ! murmura la prieure confondue.

Et, laissant Antonin au parloir, elle emmena aussitôt mademoiselle de Champguérin dans sa cellule pour lui faire part de cette nouvelle inouïe.

Alice l'écouta avec tranquillité ; ensuite elle lui dit simplement :

— Ceci ne change rien à ma vocation, et loin d'être tentée par les biens de ce monde, je ressens un vif désir d'embrasser la vie religieuse... Cette fois encore, vous viendrez à mon secours, ma chère mère, vous me garderez dans la maison de Dieu ; c'est un asile inviolable dont votre volonté seule peut me faire sortir !

— Vous y resterez, ma fille ! s'écria la mère Saint-Anastase ; me préserve le ciel de vous envoyer à la Roche-Farnoux !

Antonin fut saisi d'indignation en apprenant le mariage de M. de Champguérin avec cette vieille fille dont on lui avait refusé la main quelque quarante ans auparavant, et l'abbé Gilette dit d'un ton tranquille :

— Quel coup de dé !...

Le surlendemain, une seconde lettre arriva. Cette fois, la mère Saint-Anastase l'ouvrit en présence de tout le monde, pensant qu'elle annonçait le jour de la cérémonie ; elle ne contenait que ces mots :

« J'ai perdu la partie... Mademoiselle de Saint-Elphège est morte ce matin sans avoir eu le temps de faire ses dernières dispositions ; c'est M. le baron de Barjavel qui hérite de l'universalité de ses biens. »

— Et vous, ma cousine ? s'écria le baron en se tournant vers la prieure.

— Moi, répondit-elle, j'ai fait vœu de pauvreté ; je ne puis hériter, pas même d'une de nos sœurs qui me léguerait son dernier habit, sa cotte morte, comme on dit ici ! Oui, grâce au ciel, cher Antonin, vous réunissez en vos mains tous les biens de la maison de Farnoux !

— C'est beaucoup plus qu'il n'en fallait à mon ambition, fit le baron en regardant l'abbé Gilette ; qu'allons-nous faire de ces richesses ?...

— Pas grand'chose ! répondit philosophiquement le bonhomme.

Le baron de Barjavel laissa à ses gens d'affaires le soin de prendre possession de ce grand héritage ; il continua de vivre dans le petit hôtel où il s'était logé en arrivant à Paris, et de venir tous les jours au couvent des dames du Saint-Sacrement. Souvent la mère Saint-Anastase lui disait :

— Ah ! mon cher Antonin, j'ai craint un moment, je le confesse, que votre nouvelle situation ne vous éloignât de nous... Vous ne viendriez plus visiter les pauvres filles du Saint-Sacrement, si vous viviez dans les mêmes splendeurs que feu notre grand-oncle ; mais, véritablement, je suis rassurée, tant vous songez peu à jouir de votre richesse ! J'aurai sans fin le bonheur de vous voir chaque jour.

L'hiver se passa ainsi. Un matin, c'était dans les premiers jours d'avril, Antonin vint au parloir un peu plus tôt que de coutume. Mademoiselle de Champguérin y était avec une religieuse ; elle arrangeait devant ses saints des bouquets de narcisses et de primevères ; cette fois, elle ne prit pas la fuite, mais, faisant au baron une timide révérence, elle courut avertir la mère Saint-Anastase de son arrivée.

Lorsque la prieure entra dans le parloir, elle trouva Antonin accoudé contre la grille et regardant d'un air rêveur les bouquets que venait d'arranger Alice.

— Que je suis aise de vous voir aujourd'hui d'aussi bonne heure ! lui dit-elle gaiement ; d'où me vient ce bonheur, cher Antonin ?

— C'est que je t'ai à te parler d'une chose très-sérieuse, répondit-il en souriant ; oh ! ma bonne Clémentine, depuis quelque temps j'ai conçu un espoir qui me ravit et me tourmente tout à la fois, j'ai formé un dessein auquel je me suis attaché de toutes les forces de mon âme...

— Parle, parle donc ! dit la mère Saint-Anastase avec émotion.

— Je veux me marier, reprit-il en baissant la voix ; je veux me marier, si mademoiselle de Champguérin accepte l'offre de ma main.

La mère Saint-Anastase demeura un moment muette : elle avait ressenti, à ces paroles, comme un coup au plus profond de son cœur, et, surprise de cette souffrance, elle considérait ce qui se passait en elle-même avec une sorte de stu-

peur; mais, surmontant presque aussitôt cette douleur mortelle, elle dit d'une voix ferme :

— Je crois pouvoir répondre du consentement d'Alice; quant à celui de M. de Champguérin, il n'est point douteux.

— Le ciel alors m'aura donné tout le bonheur que je puis avoir sur cette terre! s'écria le baron. Oh! ma bonne Clémentine, c'est fini maintenant; je ne partirai plus, et tous les jours je reviendrai te voir à cette grille...

— Non, mon cher Antonin, répondit-elle en secouant la tête, cela ne sera plus possible quand tu auras épousé cet ange dont le regard n'a jamais dépassé cette enceinte; il faut que tu l'emmènes dans le monde, il faut qu'Alice t'accompagne dans de nouveaux voyages. Je te donne une enfant ignorante et simple d'esprit, tu me ramèneras dans quelques années une femme accomplie.

— Je suis convaincu que ce sera aussi le sentiment de M. l'abbé, dit Antonin; le digne homme est triste depuis quelques jours : les rues de Paris l'ennuient, il est comme ces oiseaux voyageurs qui, aux approches du printemps, heurtent de l'aile les barreaux de leur cage.

Quinze jours plus tard, le baron de Barjavel épousa mademoiselle de Champguérin au grand autel de l'église des sacramentines. Cette cérémonie fit grand bruit dans le quartier du Marais, et attira beaucoup de monde, parce que la mariée sortit vêtue de blanc par la porte de clôture, jusqu'au seuil de laquelle l'accompagnaient toutes les religieuses en habit de chœur. Après avoir franchi ce passage, elle se retourna en faisant un signe d'adieu, et chercha un instant derrière la grille le pâle visage de la mère Sainte-Anastase. Après la bénédiction nuptiale, le baron emmena sa jeune femme à travers la nef, et bientôt l'on entendit dans l'intérieur du couvent rouler bruyamment les carrosses stationnés devant l'église; puis, la foule s'étant dispersée, il se fit un grand silence dans le chœur.

La mère Saint-Anastase était demeurée en adoration devant l'autel; se prosternant alors à côté du poteau, elle appuya son visage baigné de larmes contre ce bois grossier, et, l'entourant de ses bras, elle tourna ses regards vers le ciel en murmurant :

— A présent, Seigneur, daignez prendre mon âme!... Ne me repoussez pas; je ne suis plus qu'à vous!...

MADAME CHARLES REYBAUD.

LA PEINTURE

FLAMANDE ET HOLLANDAISE.

I. — *Histoire de la Peinture flamande et hollandaise*, par M. Arsène Houssaye; Paris, 1847. 2 volumes.
II. — *Histoire de la Peinture flamande et hollandaise*, par M. Michiels; Paris, 1847. 3 vol.
III. — *Histoire des Beaux-Arts en Allemagne et dans les Pays-Bas*. par J. D. Fiorillo; Hanovre, 4 vol.
IV. — *Niederlaendische Briefe* (Lettres néerlandaises), par M. K. Schnaase; Stuttgard.
V. — *Hubert et Jean Van Eyck*, par M. Waagen; Breslau.
VI. — *Johann Van Eyck und seine Nachfolger* (Jean Van Eyck et ses successeurs), par Mme J. Schopenhauer; Francfort, 2 vol.
VII. — *La Cathédrale de Cologne et l'Architecture sur les bords du Rhin*, par M. Sulpice Boisserée.
VIII. — *Histoire de la Peinture allemande et néerlandaise*, par M. Hotho; Berlin.

La peinture flamande et hollandaise, dont les productions remplissent la plupart des galeries de l'Europe, n'a été que depuis bien peu d'années l'objet d'études approfondies et de publications sérieuses. M. Sulpice Boisserée, dans son ouvrage sur la cathédrale de Cologne, place dans cet édifice le berceau de la peinture germanique. A l'en croire, l'*alpha* de l'art des contrées rhénanes fut gravé sous ses voûtes par une main inconnue. C'est là une de ces assertions systématiques, familières aux Allemands, que le bon sens réprouve, et qui ne supportent pas l'examen. L'art ne se développe jamais spontanément; ses commencements sont lents et laborieux et s'appuient toujours sur la tradition. L'art, dans la haute Allemagne, et par suite chez les Flamands et les Hollandais, a suivi les lois ordinaires qui président à son développement. Sauf de légères modifications apportées par le climat, les mœurs et le caractère propre à chaque nation, les monuments des mêmes époques, dans les contrées de l'Europe qui s'étendent des Alpes et du Danube aux rives de l'océan germanique, présentent, à partir des temps les plus reculés, la plus grande analogie.

Si les œuvres de la sculpture et de la peinture murale et les mosaïques qui pour-

raient rattacher l'art antique à l'art moderne sont en petit nombre, il existe des monuments d'un ordre moins relevé, mais plus complets, plus nombreux, et qui présentent un intérêt au moins égal à celui que nous offrent les sculptures et les peintures : nous voulons parler des peintures des manuscrits. Ces peintures comblent aujourd'hui la lacune qui pouvait exister dans l'art; elles nous prouvent que les peintres grecs conservèrent jusque dans les bas temps de l'empire une supériorité réelle. Elles rattachent l'art byzantin à l'art moderne, comme elles avaient relié l'art antique à l'art byzantin. L'étude des peintures des manuscrits, indiquée seulement par Séroux d'Agincourt, qui continuait Winkelmann et qui n'envisageait l'art que sous une de ses faces, est des plus curieuses; elle jette des lumières vives et inattendues sur l'histoire générale de l'art au moyen âge dans les contrées germaniques; elle nous conduit sans lacune des époques mérovingienne et carlovingienne jusqu'au milieu du XVIe siècle.

Les manuscrits francs de l'époque carlovingienne, tels que les évangéliaires de Charlemagne (1), de Louis le Débonnaire (2) et de Lothaire (3), les évangiles d'Ébon, archevêque de Reims (4), la Bible (5) et le psautier de Charles le Chauve, sont des chefs-d'œuvre dans leur genre; ils égalent, pour la perfection des accessoires et la délicatesse des ornements, les plus beaux manuscrits byzantins; ils prouvent que dans ces temps reculés l'invention, la diversité et la netteté qui caractérisent notre art national, étaient déjà le partage de ces artistes ignorés. Ils ont de plus le mérite de n'être ni le calque ni la copie de ces manuscrits byzantins dont ils atteignent la perfection. C'est un produit original de cette renaissance du IXe siècle provoquée par Pepin et Charlemagne.

Dans les manuscrits allemands, surtout dans ceux de la basse Allemagne, l'originalité n'est plus la même, et l'influence byzantine est plus accusée. Les ornements et les détails n'offrent plus cette finesse et cette pureté des manuscrits français; les majuscules sont surchargées d'entrelacs bizarres; l'encadrement des marges est lourd et sans goût; le coloris est fade et faux; les personnages sont grotesques ou affectent un calme et une roideur tout à fait germaniques. L'art, chez les Bataves, les Ménapiens et toutes ces tribus de même origine, qui peuplèrent la Germanie inférieure et plus tard les Flandres, est postérieur à la civilisation romaine. Lors de la conquête de ces contrées par les Romains, les tribus qui les habitaient vivaient dans la barbarie la plus complète. L'Indien du Missouri ou des montagnes Rocheuses, qui peint grossièrement ses combats et ses chasses sur des peaux d'ours et de bisons, est plus avancé dans les arts du dessin que ne l'étaient ces peuplades germaniques.

La conquête romaine modifia peu ces mœurs sauvages. Le christianisme, qui mit quatre siècles à s'établir entre l'Elbe et le Rhin, apporta aux habitants de ces contrées les premières notions de l'art. Il est prouvé maintenant que, dès le VIIIe siècle, la peinture était cultivée dans les monastères des Flandres par les moines et par les nonnes (6). Les longs séjours de Charlemagne dans l'Austrasie et le choix qu'il fit de la ville d'Aix-la-Chapelle, située sur la frontière des Flandres, pour la capitale de son

(1) In-folio. Bibliothèque nationale. Exécuté en 781.

(2) Bibliothèque nationale. IXe siècle.

(3) Bibliothèque nationale. Exécuté en 855.

(4) Bibliothèque d'Épernay.

(5) Bible latine de Charles le Chauve. Bibliothèque nationale, in-folio. On voit dans cette Bible des figures symboliques de la Prudence, de la Justice, du Courage et de la Tempérance placées à chaque coin du cadre de la miniature, qui représente le roi David. Cela sent l'antiquité.

(6) *Acta Sanctorum ordinis Sancti Benedicti*, t. III, p. 609.

vaste empire, développèrent le goût des arts dans ces contrées. La renaissance carlovingienne, qui, pour l'art de la peinture, ne dura guère qu'un siècle, mais qui, pour l'architecture, se continua d'une manière si splendide du IXe au XIIIe siècle, cette première renaissance dut s'étendre jusque dans les Flandres. Le missel de l'abbaye de Stavelot dans le pays de Liége, les évangiles de l'abbaye de Saint-Laurent à Liége, manuscrits des IXe et Xe siècles, le manuscrit de l'abbaye de Saint-Bertin, dont les peintures retracent la vie de saint Wandrille, sont les premières productions que l'on connaisse de l'ancien art flamand. Les peintures dont ces livres sont ornés ne peuvent soutenir la comparaison avec les peintures des manuscrits français du VIIIe siècle, ni même avec celles des manuscrits des époques correspondantes, telles que la Bible de l'abbaye de Saint-Martial de Limoges, la Bible dite du maréchal de Noailles et le *Sacramentaire* de saint Grégoire le Grand, exécutés aussi au Xe siècle. On y trouve les mêmes bordures losangées et quadrillées avec fleurs et entrelacs; les couleurs y sont appliquées par teintes lavées et sans empâtements, tandis que, dans les manuscrits de l'époque carlovingienne, les peintures sont gouachées, et les clairs apposés en épaisseur sur les ombres. Les jaunes, les bleus, les verts, les rouges, sont purs, sans nuances intermédiaires ou rompues. Ces peintures semblent copiées sur des vitraux, et il est fort probable, bien qu'aucune verrière de cette époque n'ait été conservée, que cet art de la peinture sur verre, connu des anciens qui encastraient des plaques de verre peint dans les parois de leurs appartements, s'était continué dans ces époques intermédiaires, et, par une heureuse transformation, ornait les fenêtres des basiliques chrétiennes de peintures analogues à celles des manuscrits. L'excessive naïveté de la composition, le défaut de proportion des figures, le calque trivial du *facies* des personnages, le peu d'élégance et de délicatesse des accessoires, tout dénote un art à son enfance; cependant, chose étrange, et qui ne tient pas seulement à la maladresse de l'artiste, mais à certaines habitudes locales, nous signalerons dans ces premières ébauches une sorte de *parti pris* d'imitation littérale de la nature, une tendance particulière vers ce goût du grotesque qui, dans la suite, a spécialement caractérisé l'art flamand.

L'influence byzantine, partie des contrées de la haute Allemagne, descendit de proche en proche le long des rives du Rhin, cette grande voie de communication entre l'empire germanique et la Néerlande, et put seule neutraliser cette tendance vers un naturalisme excessif. Un second évangéliaire du monastère de Stavelot, qui est orné de vingt-neuf grandes miniatures à personnages exécutés sur fond d'or, et le livre du chanoine Lambert (1180), sont de précieux spécimens de cette manière qu'on a qualifiée plus tard, en Allemagne, de *byzantine-rhénane*, et dont les maîtres de l'école de Cologne, Wilhelm et Stephan, ne furent, deux siècles plus tard, que de mystiques et intelligents continuateurs. Ces manuscrits renferment plusieurs peintures dans le genre des miniatures byzantines de la meilleure époque. Là brille un reflet détourné, mais toujours puissant, de l'art antique.

Le XIIIe siècle présente une lacune. Il semble qu'à cette époque la culture de l'art ait été abandonnée dans les Flandres. Le seul manuscrit de ce temps, le livre des *Dialogues* du pape saint Grégoire, provenant du monastère de Saint-Laurent à Liége et qui faisait partie de la bibliothèque de Bourgogne (1), a la plus grande analogie avec les manuscrits français des Xe, XIe et XIIe siècles. Le style des compositions est tout à fait barbare. Les verts, les bleus, les rouges, employés seuls et sans mélange, sont appliqués par teintes plates et lavées. On retrouve dans cette disposition une sorte de calque de la peinture sur verre. Les peintures découvertes à Gand dans l'hôpital de la Biloque, et celles trouvées en 1822 sur les murs du château de Nieuport,

(1) N° 9916.

présentent cette même analogie avec les peintures des vitraux des cathédrales. Au reste, dans les contrées occidentales, la grande peinture semble à cette époque s'être réfugiée dans les ateliers des verriers, et en Italie et en Orient dans le laboratoire des maîtres mosaïstes.

L'art, au XIVe siècle, ne fit que continuer et développer la tradition du XIIIe. Les manuscrits deviennent plus nombreux; rassemblés à grands frais par Philippe le Hardi, par son fils Jean sans Peur, mais surtout par Philippe le Bon, ils forment la précieuse librairie des ducs de Bourgogne. Louis de Bruges, seigneur de la Gruthuyse, réunit de son côté une magnifique collection que possède aujourd'hui le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris. En étudiant ces monuments d'un art que la découverte de l'imprimerie et les facilités apportées à l'exécution de compositions plus étendues par le procédé des Van Eyck allaient anéantir, on reconnaît tout d'abord que la tradition byzantine est abandonnée sans retour; rien qui sente l'antique, rien qui rappelle les grandes et austères images de l'évangéliaire de Stavelot ou du livre du chanoine Lambert. Les influences locales l'ont emporté; l'art est devenu flamand. L'imitation puérile de la nature, la reproduction exclusive des types nationaux, caractérisent les productions de cette époque. L'amour avec lequel l'artiste caresse ces faces bourgeoises et rubicondes, étage ces triples mentons et arrondit ces panses bien remplies, ramène directement l'art au grotesque. Tels miniaturistes et peintres verriers du XIVe siècle sont les dignes précurseurs des Quintin Metsys, des Brauwer, des Van Ostade et des Teniers.

M. Michiels, dont le livre sur la peinture flamande et hollandaise contient des pages intéressantes, mais qui pèche toujours par excès, a consacré toute la première partie de son ouvrage à la recherche et à l'exposition des causes qui provoquèrent la naissance de l'art en Flandre et en Hollande et qui présidèrent à son développement. Il n'emploie pas moins d'un volume à cette espèce de travail préliminaire. Aussi multiplie-t-il singulièrement ces origines. Il en constate sept principales : le climat, le sol, la race, les idées, les faits, les grands hommes, la multitude, d'où découlent les actions, les mœurs, les lois, les événements, la politique, les sciences, les lettres, les arts. On sent combien tout cela est rédondant, élastique et conjectural. M. Michiels nous paraît aspirer au titre d'historien philosophe, et cependant cette surabondance de logique, ces raisonnements à l'infini pour prouver ce que chacun sait, cette minutieuse analyse de ce qui saute aux yeux, ne sont rien moins que philosophiques. Ces preuves, confusément accumulées, n'ont pour effet que de fatiguer l'attention et de la détourner du fait principal. Le vrai, comme le beau, est toujours simple et net.

M. Hotho, l'historien prussien de la peinture allemande et néerlandaise, nous paraît plus près du vrai en donnant à l'art trois origines uniques : le climat, la religion, le caractère national. M. Michiels critique rudement cette théorie. Les trois *mobiles* de M. Hotho renferment cependant les sept *principes générateurs* de M. Michiels. Nous, qui nous défions avant tout de ces systèmes absolus, nous nous bornerons à signaler comme les origines probables de l'art dans les Flandres la tradition ou l'imitation modifiée par le climat, la configuration du pays et par le caractère des habitants. Nous avons montré tout à l'heure quelle pouvait avoir été l'influence traditionnelle, faisons maintenant la part des influences locales.

L'atmosphère brumeuse et variable de la Hollande et de la Belgique, ces contrées humides et froides placées à la limite des pays tempérés et des régions septentrionales, a dû agir diversement sur l'art de la peinture. Elle l'a obligée d'abord à se rapprocher du foyer et à devenir un art domestique au lieu de se répandre au dehors, comme ailleurs, et d'orner de ses productions des portiques et des temples aérés. De là l'origine et le développement rapide de cette branche de l'art qu'on a nommée la

peinture de genre et qui est particulière au génie flamand. Ces mêmes conditions atmosphériques ont donné au coloris de la plupart des peintres flamands et hollandais cette harmonie merveilleuse, mais parfois un peu éteinte, qui caractérise leurs compositions les plus vastes comme leurs moindres ouvrages. Leurs lumières sont ou vagues et indéterminées comme chez les peintres primitifs et des époques intermédiaires, ou puissamment concentrées comme chez Rembrandt, Huysmans de Malines, Peeter Neefs ou Decker. C'est fort rarement que chez quelques artistes la lumière se répand avec cette vigoureuse et ardente profusion des contrées méridionales. Rubens, chez les Flamands, nous apparaît comme une singulière et prodigieuse exception.

L'aspect et la configuration du sol des Pays-Bas ont donné naissance au paysage-portrait et aux peintures de marines. Ces plaines verdoyantes, ces plages immenses où une mer blafarde festonne de ses broderies d'argent des sables d'un gris pâle et doré ; ces villes qui semblent sortir des eaux comme autant de citadelles flottantes, et, dans le pays de Namur, les ondulations abruptes d'un sol accidenté, ont inspiré le génie d'imitation des peintres néerlandais. Ils se sont attachés à reproduire ces aspects variés de la nature, abstraction faite de l'homme, avec le même amour que les peintres de l'antiquité mettaient à représenter l'homme lui-même indépendamment de la nature. Le sol s'est animé sur leurs toiles et a pris l'intérêt d'un être réel et vivant.

L'influence du caractère de la race néerlandaise sur les productions de ses peintres n'est pas moins positive. L'imitation est devenue patiente et minutieuse. A l'origine de l'art et chez les écoles primitives de la Flandre, l'artiste qui peignait un crucifiement voulait reproduire l'éponge qui servait à approcher le vinaigre des lèvres du Christ, la couronne d'épines qui déchirait son front, la lance qui ouvrait son côté, avec cette même fidélité laborieuse et puérile qu'il avait mise à retracer les moindres incidents du drame et à accuser les muscles, l'ostéologie et jusqu'aux villosités et rugosités de la peau de ses acteurs humains ou divins. Le réel tuait l'idéal. Plus tard l'imagination gagna en naturel et en vérité par cela même qu'elle devint moins littérale; mais elle caractérisa toujours les productions des peintres néerlandais. L'idéal, tel que les écoles italiennes l'ont compris, n'existe que chez quelques grands artistes, Rembrandt, Rubens, Van Dyck, mais jamais à l'état simple, jamais pur de tout alliage naturaliste. Cette tendance à l'imitation littérale se manifesta, comme nous l'avons vu, chez les Flamands dès le XIIIe siècle. Les miniaturistes eux-mêmes substituèrent alors l'imitation de la nature à la peinture traditionnelle et hiératique des artistes byzantins. Dans le siècle suivant, les maîtres de Cologne, Wilhelm et Stephan, tiennent encore à la tradition byzantine. Les Van Eyck, qui les continuent, inclinent vers l'imitation de la nature.

Le XIVe siècle fut l'époque de la plus grande prospérité des provinces flamandes. Leurs principales villes, Bruges, Gand, Malines et Louvain pouvaient rivaliser avec les capitales des républiques italiennes, Gênes, Venise et Florence. Nulle condition n'est plus favorable au développement des arts que l'union de la richesse et de la liberté. Les arts, ce luxe de l'intelligence, veulent des appuis éclairés et des protecteurs fastueux : ils les rencontrèrent dans les Flandres; mais tout porte à croire que, dans le principe, l'architecture fut celui des arts du dessin que cette orgueilleuse bourgeoisie encouragea de préférence. Les monuments de la peinture, si nombreux au XVe siècle, sont fort rares au XIVe (1). Il n'existe rien qui laisse à penser que les Flamands et les Hollandais aient jamais eu un sculpteur.

(1) On les a cherchés et comptés. On ne connaît que trois tableaux qui aient été exécutés dans les Flandres à la fin du XIVe siècle.

Les Flamands n'avaient pas de peintres que Cologne avait une école. Un passage du vieux poëme de *Parceval*, de Wolfram d'Eschenbach, prouve que, dès le XIIIe siècle, le mérite des peintres de Cologne et de Maestricht était proverbial chez les Allemands. Maître Wilhelm et Stephan, son élève chéri, combinèrent le style des maîtres qui les avaient précédés avec celui des peintres primitifs de l'Italie, que certainement ils connurent. Leur manière est la dernière évolution de ce style byzantin-rhénan que des écoles allemandes contemporaines ont remis en honneur, et qu'elles proclament l'expression la plus haute et la plus vraie de l'art chrétien. La réputation des maîtres de Cologne était sans égale au commencement du XVe siècle; elle s'étendit dans toute l'Allemagne et descendit le Rhin. Les artistes flamands durent imiter des modèles si voisins. Les premières compositions d'Hubert, l'aîné des deux frères du nom de Van Eyck, sont exécutées dans le goût des peintres de Cologne. La manière des deux frères ne changea que lorsqu'ils se furent fixés dans la ville de Bruges et lorsque Jean eut découvert et appliqué le nouveau procédé qui l'a fait regarder comme l'inventeur de la peinture à l'huile. Il faut s'arrêter sur cette découverte de Van Eyck, qui produisit une véritable révolution dans l'art et qui donna une nouvelle direction à la peinture dans les Flandres et par suite dans toute l'Europe.

La plupart des peintres italiens des XIIe et XIIIe siècles peignaient sur toile collée sur bois. Cette manière est bien ancienne. Une miniature d'un manuscrit de Dioscoride, de la bibliothèque impériale de Vienne, qui fut exécutée par Julienne, fille de l'empereur Olybrius, et qui par conséquent date du VIe siècle, nous montre un peintre assis à son chevalet. Une femme, représentant la Nature ou l'Invention, tient une mandragore que cet artiste peint sur un morceau de toile fixé sur un panneau de plus grande dimension. Ces toiles, comme on a pu s'en assurer facilement, étaient préparées avec une couche de blanc qu'on recouvrait d'une feuille d'or pour donner plus d'éclat aux couleurs. Les triptyques grecs, peints sur ivoire ou sur bois, sont préparés à l'or, sur lequel on peignait les clairs en empâtement, les ombres en glacis, et qui formait le champ de la peinture. C'est donc de Constantinople que cette mode doit venir.

A la fin du XIIIe siècle et au commencement du XIVe, les Italiens peignirent beaucoup en détrempe (*tempra*), mais avec une solidité singulière; l'eau ne peut pas altérer les couleurs de leurs tableaux. Un chimiste italien, M. Bianchi, a fait à Pise l'analyse des couleurs de tableaux de ces premières époques qui avaient la transparence et l'éclat de tableaux à l'huile. Il y a trouvé de la cire et un peu d'huile qu'on suppose avoir servi à faire fondre la cire. Je croirais plutôt qu'on mêlait l'huile à la cire pour la tenir fluide. Il est probable qu'avec le temps la plus grande partie de cette huile se sera volatilisée. Si les peintres grecs de l'antiquité ne mêlaient pas l'huile à leurs couleurs, ils l'employaient dans la combinaison de leurs vernis, que chacun d'eux, à commencer par Apelles, composait à sa manière en s'en réservant le secret. Les peintres romains, sous les empereurs, firent usage de vernis semblables pour aviver les couleurs de leurs tableaux. Se contentèrent-ils d'appliquer ces vernis à la surface, sans les mêler quelquefois à leurs couleurs? Nous ne le croyons pas. Un vernis appliqué à la surface ne pourrait, en effet, donner à la pâte cette transparence, cette fluidité harmonieuse qui distingue quelques-unes des peintures antiques conservées au musée des Studi. La suavité corrégienne de certaines parties de ces tableaux ne peut résulter non plus de l'application d'un simple vernis et n'a jamais appartenu à la peinture en détrempe. Un agent, mêlé aux couleurs qu'il maintenait fluides pendant un temps suffisant pour permettre aux peintres les corrections et les reprises, et qui plus tard séchait en faisant corps avec la peinture sans rien lui enlever de son éclat ni de son moelleux, a évidemment été employé par les artistes de l'antiquité. Ce procédé laissait au pinceau toute sa liberté, à la touche

toute son audace. Il est telles de ces peintures, conservées au musée des Studi, dont les auteurs auraient pu lutter de fougue et d'adresse avec Rubens ou Bonington, surtout dans les détails d'ornements et d'architecture. La peinture en détrempe, d'une exigence si impérieuse, se refuse à ces libertés et ne tolère ni ces hardiesses ni ces tours de force. L'encaustique n'a ni cet éclat, ni cette fluidité, ni surtout cette solidité. L'agent employé par les peintres romains, quel était-il? L'analyse chimique n'a pu le faire découvrir. On a tout lieu de croire que l'huile y entrait en quantité considérable.

Pollux, dans son *Onomasticon,* où l'on trouve de si précieux renseignements sur tout ce qui concerne l'art chez les anciens, énumérant les objets que les peintres de son temps employaient pour leurs travaux, indique, entre autres choses (1), les tables de bois, le trépied ou chevalet pour poser ces tables, les pinceaux, les couleurs d'espèces différentes, la cire et les substances résineuses qui se mélangeaient avec elle, non-seulement pour donner du corps aux couleurs, comme le suppose M. Raoul-Rochette, mais aussi, comme Pline nous l'apprend, pour faire sécher la cire et la mettre en état de résister aux atteintes de l'air et du soleil. A quelle époque s'opéra la substitution plus ou moins complète de l'huile ou de toute autre substance de même nature à la cire, substitution précieuse en ce sens qu'elle remplaçait un agent que le feu devait liquéfier par un agent naturellement fluide, et qu'elle supprimait ce réchaud ou *cauterium* qui compliquait si singulièrement l'attirail de peinture des artistes de l'antiquité? Cette question reste encore à résoudre.

Dans la peinture du manuscrit de Dioscoride, dont nous venons de parler, outre le panneau, la toile qui y est fixée et le chevalet, nous voyons à côté de l'artiste une tablette sur laquelle ses couleurs sont disposées à peu près comme sur la palette de nos peintres; elles paraissent de même consistance et ont été évidemment apposées par petits tas avec le couteau après que le peintre les a eu broyées. Outre cette grande tablette, le peintre tient encore à la main une tablette plus petite, comme une espèce de palette où sont disposées de la même manière les couleurs qu'il emploie. Ces couleurs étaient donc à demi liquides comme nos couleurs à l'huile; elles n'étaient pas fluides comme la détrempe; elles n'avaient pas besoin d'être liquéfiées par le feu comme l'encaustique; l'agent qui s'y trouve mêlé ne devait pas être prompt à sécher comme la gomme, le blanc d'œuf ou la colle : autrement le peintre n'eût pas fait les tas où il approvisionne sa palette si nombreux et si gros. Quelle était donc cette substance qu'au VIe siècle on mélangeait aux couleurs avant de les employer? Selon toute apparence, elle avait, comme l'agent employé par les anciens peintres romains, une grande analogie avec l'huile.

Un moine allemand, Théophile, qui écrivait, à la fin du Xe siècle, un livre intitulé: *De omni scientia artis pingendi,* indique un procédé au moyen duquel on délayait les couleurs avec de l'huile de lin. Avec les couleurs ainsi préparées, on peignait des tableaux qu'on faisait sécher au soleil (2). Ce procédé, peut-être le même que celui qu'on employait au VIe siècle, se rapproche beaucoup de la peinture à l'huile telle qu'on la pratique aujourd'hui (3). Vers 1410, Jean Van Eyck, le second des deux frères, ayant terminé un panneau d'après le procédé décrit par le moine Théophile, exposa au soleil sa peinture pour la faire sécher; la chaleur fendit les planches, et le tableau fut perdu. Van Eyck chercha dès lors un moyen plus expéditif et moins

(1) Pollux, *Onomasticon,* VII, 126-129.

(2) Chap. XVIII, XXII, XXIII.

(3) Les Grecs, vers 1300, peignaient à l'huile. J'ai entre les mains un triptyque de cette époque, exécuté avec un procédé qui ne peut être que celui de la peinture à l'huile. Les têtes des personnages sont très-finement modelées dans la pâte.

dangereux. Il le trouva, et il me semble hors de doute que cette découverte, qui fit tant de bruit au XVe siecle, ne consista pas tant dans la substitution de l'huile à la cire ou à la colle, cette substitution ayant été faite de longue date, que dans l'emploi d'un siccatif, qui, combiné aux huiles de lin et de noix et mêlé aux couleurs, leur permettait de sécher à l'ombre en conservant leur éclat.

La plupart des écrivains qui s'occupent de l'histoire de l'art n'ont jamais tenu un pinceau. Leur ignorance des procédés matériels de la peinture est fort excusable. Cette ignorance a seule causé tout le bruit que l'on a fait à propos de la découverte de Van Eyck, qu'on a présentée comme l'invention de la peinture à l'huile. A notre avis, cette invention se réduisit à un perfectionnement. Le peintre de Bruges tenta une de ces expériences que bien des artistes renouvellent aujourd'hui, dégoûtés qu'ils sont de l'insuffisance, des inconvénients, nous dirons plus, des trahisons de la peinture à l'huile. L'expérience tentée par Van Eyck ayant réussi, les artistes allemands et italiens appliquèrent à l'envi un procédé plus commode, plus séduisant que ceux en usage jusqu'alors, mais certainement moins favorable à la durée de leurs ouvrages et dont nous doutons fort que l'art de la peinture ait tiré un avantage réel. Il est certain qu'à partir du XVe siècle, le coloris perdit en vivacité et surtout en durée ce qu'il gagnait en puissance et en harmonie. L'emploi des huiles siccatives, combiné avec celui des terres d'ombre et du bitume, soit dans le corps de la peinture, soit dans les glacis, cet emploi d'une commodité singulière et qui donne à un tableau récemment exécuté, et même à certains tableaux des peintres flamands et hollandais, tels que Rembrandt, Decker, Ruysdael et Hobbéma, un ton local si vigoureux, cet emploi, précieux dans quelques exceptions, a causé la prompte destruction, l'abolition presque complète de la plupart des grandes compositions peintes à l'huile depuis les Van Eyck, à commencer par *la Transfiguration* de Raphaël et *le Cénacle* de Léonard de Vinci. Quelle différence de conservation entre la fresque vulgaire de Montorfano, placée au couvent des Grâces de Milan, en regard du tableau de Léonard de Vinci, et cette inimitable composition! Léonard de Vinci, Raphaël, Titien et les Carrache sont ceux qui ont le plus perdu à l'emploi du nouveau procédé. Le Corrége lui doit ses tons soyeux et son éclat incomparable; mais le Corrége a horreur de toute ombre un peu forte, et semble n'avoir employé l'huile que pour surglacer. Paul Véronèse, lumineux jusque dans ses ombres et qui ne fait abus ni des frottis colorés ni des tons vigoureux, s'est mieux soutenu. Les détails de ses tableaux ne sont ni effacés ni même affaiblis; il est vrai que Paul Véronèse a dû peindre sur des toiles absorbantes. Ses grandes compositions ont la clarté et la fraîcheur des fresques. Comparées à certains tableaux contemporains, tels que *l'Endymion* de Girodet, ou *la Bataille d'Austerlitz* de Gérard, on les croirait plus récemment exécutées. Dans la plupart de nos tableaux modernes, au bout de dix ans, les blancs deviennent jaunes, les jaunes roux, les bleus verts, les bruns noirs, puis tout s'efface, et la nuit vient.

On put promptement acquérir la certitude du peu de durée des peintures exécutées d'après le procédé de Van Eyck. Nous voyons, en effet que sa composition la plus vaste, le retable de Saint-Bavon, où il a représenté l'adoration de l'agneau mystique, et qu'il avait achevée en 1432, dut être retouchée, et, il faut le dire, repeinte en grande partie, en 1550, par Lancelot Blondel de Bruges et Schoreel d'Utrecht. *La Cène* de Léonard de Vinci se détruisit plus promptement encore. Cette vaste composition avait été achevée en 1498, et, vers 1540, Armenini en parle comme d'une peinture à demi effacée; vers 1560, les contours seuls restaient. Depuis, ce tableau fut, à diverses reprises, repeint en entier.

La découverte de Van Eyck rendit son nom populaire dans toute l'Europe. Il avait trouvé le grand secret à la recherche duquel plus d'un peintre avait consumé son

existence. Les Italiens, qui se passionnent si aisément, et qui, depuis Cimabué et Giotto, cultivaient avec une sorte d'enthousiasme l'art de la peinture, furent ravis à la vue des premiers essais qui leur vinrent de par delà les Alpes. Un peintre sicilien, qui s'appelait Antonello et qui avait étudié à Rome, se rendit en Flandre et obtint de l'inventeur lui-même communication de son procédé. De retour en Italie, il initia un de ses amis, le peintre Dominique, à la nouvelle manière. Dominique parcourut l'Italie, excitant partout l'admiration de la foule, la haine et l'envie des artistes. L'un d'eux, André del Castagno, dont le nom doit être voué à l'exécration des hommes, séduisit Dominique par ses caresses, obtint son secret, et le fit poignarder (1454). Dominique mourant se fit porter chez son ami Castagno, dont le crime serait resté inconnu, s'il ne l'eût avoué au lit de mort.

Castagno avait commis son crime en pure perte, car, au moment où Dominique succombait, Rogier de Bruges communiquait aux Vénitiens le secret de Van Eyck, que, d'un autre côté, Antonello avait fait connaître à Pino de Messine. Ce procédé se répandit si promptement dans toute l'Italie, que plus d'une ville en revendiqua plus tard la découverte. Les Napolitans veulent que ce soit un peintre de leur ville, Colantino del Fiore, qui l'ait trouvé. On voit dans la sacristie de l'église Saint-Laurent des Pères mineurs, à Naples, un tableau de cet artiste représentant un saint Jérôme tirant une épine du pied d'un lion qui paraît peint à l'huile. Ce tableau porte la date de 1436. Il est donc postérieur d'une vingtaine d'années à la découverte du peintre de Bruges. Les Italiens doivent laisser aux Flamands la priorité de leur découverte. Ils leur ont emprunté leur manière de peindre à l'huile, et c'est à peu près là tout ce qu'ils leur ont pris; les Flamands leur doivent beaucoup plus.

Au temps où vivaient les Van Eyck, les peintres de la Néerlande ne songeaient cependant pas encore à aller chercher leurs inspirations par delà les Alpes. Dans les tableaux des deux frères, mais surtout dans leurs principales compositions, le goût du terroir est sensible, et les influences locales sont franchement substituées aux influences byzantines et rhénanes. Toutes les têtes sont bien flamandes et partant passablement vulgaires. Cependant le symbolisme et le sentiment religieux écartent encore le grotesque et le trivial, qui devaient dominer plus tard. Hemmelinck continua les Van Eyck, et porta plus loin qu'eux l'imitation naïve et souvent puérile de la nature. Le manque de relief, la sécheresse, et une certaine indigence de forme qui, chez les continuateurs de l'école primitive flamande, dégénéra en véritable pauvreté, apparaissent déjà dans ses ouvrages, exaltés outre mesure depuis que ce goût pour la peinture archaïque, qu'on a qualifié de fièvre des vieux tableaux, *das germanische Kunst-Fieber,* s'est manifesté chez les Allemands.

Les Van Eyck et Hemmelinck firent dans la peinture flamande une révolution analogue à celle que Guido de Sienne, Cimabué et Giotto avaient opérée en Italie au XIIIe siècle; mais leurs successeurs ne furent ni des Ghirlandajo, ni des fra Angelico, ni des Masaccio, ni même des Taddeo Gaddi et des Orcagna. Du temps de ce dernier, on trouvait en Italie qu'il y avait encore de grands talents, mais que l'art de la peinture allait déclinant de jour en jour. Taddeo Gaddi, à qui Sacchetti prête cette opinion dans une de ses nouvelles, ne pouvait prévoir la venue si prochaine des Léonard de Vinci, des Michel-Ange et des Raphaël. Chez les Flamands, après les Van Eyck, on ne rencontre pas de ces grands talents; l'art décline tout aussitôt, et l'on ne peut citer les noms de Gérard Van der Meire, de Liévin de Witte, de Hugo Van der Goes, de Rogier de Bruges et même de Michel Vohlgemuth, que comme ceux d'imitateurs sans goût et de continuateurs souvent serviles. Nous savons bien qu'on a voulu, à diverses reprises, depuis le commencement du siècle, galvaniser ces cadavres. Depuis que M. Frédéric Schlegel a tenté dans une feuille littéraire, l'*Europa*, une renaissance archaïque de l'art allemand, depuis que MM. Boisserée et Solly

ont formé leurs curieuses collections, bien des fanatiques se sont mis à leur suite, et on en est venu à trouver beau tout ce qui était vieux. Ce sont là de ces caprices de la mode dont on doit peu s'étonner et dont nous nous permettrons de sourire. On ne faisait pas grand cas des productions de tous ces peintres il y a cinquante ans, et on avait raison. On a beau se récrier, se passionner à froid, le mauvais restera toujours mauvais. Certes, nous ne nous établissons en aucune façon le défenseur du goût qui régnait il y a un demi-siècle; mais nous tenons pour fort bizarres ces prédilections contemporaines et les prétendues merveilles qu'elles ont enfantées. En fait de religions nouvelles, dans les arts, les œuvres nuisent souvent terriblement à la foi.

L'école exagère toujours les qualités du maître et en fait des défauts. Chez les continuateurs de Van Eyck, la fermeté et la précision de son dessin se changèrent en sécheresse; la bonhomie quelquefois pleine de grandeur de ses personnages se transforma en gaucherie prétentieuse et grotesque; le coloris seul de ces peintres se maintint dans la ligne du naturel et du vrai, mais il perdit toute souplesse, toute solidité, tout relief. Leurs tableaux présentaient encore l'aspect des tableaux du maître; mais la science des grands effets, l'harmonie générale, avaient disparu; ce n'étaient plus que des fantômes. Cette prompte décadence n'a rien qui doive nous surprendre. Quoi que prétendent, après M. Frédéric Schlegel, M. Michiels, M. Arsène Houssaye, dont le goût est plus délicat et qui au fond ne nous paraît pas tout à fait convaincu, les peintres flamands des premières époques, à commencer par les maîtres eux-mêmes, ne possédèrent pas la réunion complète de toutes les conditions qui font les grands artistes. Leurs merveilleuses qualités sont obscurcies par de grands défauts qui tenaient sans doute à leur temps, à ce qu'ils arrivaient les premiers, mais qui n'en sont pas moins des défauts. Tels artistes qui vinrent après eux, qui possédèrent leurs qualités et qui purent éviter leurs défauts, leur sont supérieurs. Léonard de Vinci et Raphaël par l'exquise réunion du sentiment profond et délicat et de la précision du dessin, Corrége par l'harmonie et la grâce, Titien et Paul Véronèse comme coloristes puissants, mais surtout vivants, se sont élevés à une bien autre hauteur que tous ces maîtres primitifs de la Flandre, et même de l'Allemagne, qu'on proclame sans rivaux.

L'archaïsme, quelque naïf et précis qu'il soit, quelque degré de patience, de savoir même qu'il affecte, quelques rares qualités qu'il laisse entrevoir, n'est jamais que l'art à son enfance. La pauvreté n'est pas la vérité, pas plus que la sécheresse n'est la précision, et le trivial le naturel. Nous ne croyons donc pas, comme l'avance M. Arsène Houssaye, que les Italiens doivent plus aux Flamands qu'ils ne leur ont rendu. Pour tout homme qui a étudié sérieusement les procédés employés par chaque école et qui s'est rendu compte, par une expérience personnelle, de l'emploi matériel de la couleur, il n'est pas possible d'établir une comparaison sérieuse entre le coloris des Flamands et celui des Vénitiens. Ce sont des systèmes essentiellement différents. Jean Bellin, Titien, Tintoret, Giorgion et Paul Véronèse, excellents coloristes chacun dans son genre, le sont par l'application de procédés analogues, mais particulièrement par l'habile emploi des glacis, par la savante combinaison des tons secondaires plutôt que des tons primitifs. Les noirs, les blancs, les rouges, les bleus, sont rompus, et ont subi une modification radicale avant d'être placés sur la toile. Dans ces vastes compositions de Paul Véronèse, où le jour rayonne, où l'air circule avec une admirable transparence, on ne peut rencontrer un blanc vraiment blanc, un noir vraiment noir. Les chaudes et ardentes compositions de Titien ne nous présentent pas un rouge et un jaune qui ne se soient réciproquement modifiés. A quelques exceptions près, mais surtout à l'exception de Rembrandt, dont la manière comme coloriste est une combinaison de toutes les manières connues, les Flamands procèdent tout différemment et substituent l'empâtement aux glacis. Leurs tons se rapprochent

plus des tons primitifs, et leurs gammes sont beaucoup moins variées; souvent même la couleur passe de leur palette sur la toile sans subir de modifications sensibles. Rubens, le plus grand coloriste flamand, emploie, par exemple, le vermillon pur jusque dans ses reflets. Les tons les plus entiers se heurtent dans sa pâte splendide, et c'est bien rarement qu'il jette sur les témérités de sa palette, sur l'insolence de sa touche, le voile d'un glacis (1).

L'école des Van Eyck exerça une puissante influence dans toute l'Allemagne; elle modifia les anciennes écoles et en créa de nouvelles. Les écoles de Harlem et de Leyde, où l'art hollandais prit naissance, en sont les deux dérivations les plus rapprochées. Albert Van Ouwater, élève de Van Eyck, apporta le premier à Harlem les procédés du maître. Il aimait, comme lui, à orner les fonds de ses tableaux de vues de ville ou de vastes campagnes qui remplaçaient les fonds d'or des Byzantins. Il n'est donc pas surprenant que les plus grands paysagistes hollandais soient sortis de l'école de Harlem.

Cornille Engelbrechtsz, l'un des plus faibles continuateurs des Van Eyck, fut le fondateur de l'école de Leyde. L'influence allemande domine dans ses ouvrages, d'une exécution sèche et rebutante; elle se fait sentir encore dans les compositions de Lucas de Leyde, son élève et son plus beau titre de gloire. Il n'a manqué à Lucas de Leyde qu'un champ plus favorable et une carrière plus longue pour être un des plus grands artistes des temps modernes. Dessinateur habile à l'âge où les autres hommes sont encore enfants, Lucas de Leyde gravait à douze ans des planches qu'Albert Durer n'eût pas désavouées. A seize ans, il était le digne rival du maître de Nuremberg. C'est à cet âge qu'il exécuta cette singulière gravure de *la Tentation de saint Antoine,* où il a représenté le diable sous la figure d'une belle femme, avec un chaperon à cornes, offrant au saint un vase précieux. Lucas de Leyde a pressenti la grâce divine des grands maîtres de l'Italie, mais il n'a pas encore le sentiment de la beauté. Ses femmes sont de robustes Flamandes, à la haute stature, aux formes massives, à la face large et claire, au front haut et bombé, sous lequel de petits yeux bleuâtres, dépourvus de sourcils et de cils, brillent d'une lueur terne. L'expression est naïve et souriante; c'est par là que Lucas de Leyde se rapproche des premiers maîtres florentins. Quant à la vérité locale, à cette pureté de formes, à cette sobriété d'ajustements et d'accessoires que la connaissance de l'antiquité eût pu lui donner, il n'en a nul souci. Les personnages de ses tableaux bibliques ou religieux sont tous costumés comme les bourgeois de Leyde ou de Maestricht, et toujours avec une richesse singulière; son dessin a plus de sécheresse que de précision, de finesse que de vérité. Il entoure volontiers ses étoffes de petits liserés clairs qui découpent plutôt les formes qu'elles ne les dessinent; on sent que la main de l'artiste a commencé par tenir un burin.

Comme Albert Durer, Holbein et Ducas Kranach chez les Allemands, Lucas de Leyde marque en Hollande le passage du style des maîtres primitifs à ce style complexe où le caractère national et le caractère italien se sont parfois si heureusement combinés. Quintin Matsys, le peintre forgeron, qui dut à l'amour son talent et sa gloire, est déjà tout à fait flamand.

Connubialis amor de Mulcibre fecit Apellem,

dit son épitaphe. En étudiant les nombreux ouvrages de l'Apelles d'Anvers, on retrouve

(1) Nous regrettons de ne pas être, sur ce point, de l'avis de M. Arsène Houssaye; mais Rubens n'a pas si complétement *caché sa palette* qu'il le prétend. C'est un des peintres au contraire dont la touche est écrite le plus brutalement. Il est telles de ses compositions les plus emportées où chaque coup de brosse a placé sur la toile une couleur presque vierge.

le forgeron dans quelques-unes de leurs parties dont l'aspect a quelque chose de métallique, et qui semblent repoussées avec le marteau et polies avec la lime.

Quintin Matsys a donné toutefois plus d'ampleur au style des peintres primitifs; sa touche a plus de liberté, son coloris est plus franc; il a poussé plus loin que ses devanciers l'étude intelligente de la nature, quoique souvent il sacrifie trop encore à l'exactitude de l'imitation. Ses *Peseurs d'or,* qu'on rencontre dans toutes les galeries de l'Europe, et dont nous avons au musée du Louvre un assez bon exemplaire, sont la dernière expression de sa manière. La naïveté convenable des têtes, la finesse et le modelé des mains, l'exécution patiente et précise des accessoires, sacrifiés cependant à l'effet d'ensemble, tout cela fait pressentir la révolution que, dans le cours du XVIe siècle, Bernard Van Orley à Bruxelles, Michel Coxie à Malines, Lambert Lombard et Frans Floris à Anvers, Mabuse à Amsterdam, devaient accomplir dans la peinture néerlandaise.

Les peintres que nous venons de citer visitèrent tous l'Italie; il ne faut donc pas s'étonner de les voir substituer un style tout nouveau aux anciennes pratiques qu'aucun d'eux pourtant, Lambert Lombard et Frans Floris exceptés, les plus italiens des peintres flamands, n'abandonna jamais complétement; ils marquent la limite extrême du moyen âge et des temps modernes; par eux, la renaissance italienne s'est propagée dans les Flandres, s'attaquant plutôt au fond qu'à la forme, qui, même au moment du suprême triomphe de l'invasion ultramontaine, quand Rubens poussait jusqu'à ses dernières conséquences l'expression du goût italien, reste soumise à certaines influences locales encore visibles sous la magique enveloppe dont son pinceau a cherché à les couvrir. L'esprit, chez lui, n'est jamais complétement dégagé de la matière; la beauté est robuste et toute terrestre, l'énergie triviale, l'expression grossièrement vraie. Quelques véhéments efforts que fasse le fougueux génie du grand peintre d'Anvers, l'idéal lui fait toujours défaut.

Les prédécesseurs de Rubens, et particulièrement Otto Vénius, qui l'initia aux secrets de l'art, substituèrent l'effet calculé à la naïveté primitive des peintres néerlandais; ils essayèrent timidement, mais avec l'intelligence d'une école coloriste, ces grandes combinaisons d'ombre et de lumière qu'on appelle clair-obscur. Leur touche prit une ampleur inusitée. Ce furent de vrais peintres, tandis que leurs devanciers, les Van Eyck exceptés, n'avaient souvent fait que continuer les miniaturistes du moyen âge. Ils introduisirent dans leurs compositions cette unité de lieu, d'intérêt et d'effet que jusqu'alors on avait à peine pressentie. Les peintres brugeois, comme M. Michiels le fait observer, découpaient un morceau de l'espace et disposaient un certain nombre de personnages au milieu d'un large horizon. Chez eux, l'homme n'était qu'un acteur perdu sur un vaste théâtre qu'il ne remplissait pas. Ses armes, ses vêtements, l'or et les pierreries qui les recouvraient, éclairés par une lumière uniformément répandue, attiraient impérieusement l'attention. Les peintres de la transition restreignirent le lieu de la scène, concentrèrent l'effet, s'occupèrent à agencer savamment leurs personnages, qu'ils rapprochèrent des premiers plans du tableau. Ils restituèrent à l'homme cette importance que les peintres de l'antiquité lui avaient donnée, et que les écoles du moyen âge lui avaient enlevée.

Rubens, à qui l'inspiration semble avoir livré tous les secrets de la palette et tous les artifices du dessin, posséda au plus haut degré la science de l'effet et de la composition. Rubens serait le peintre par excellence, si, dans l'art de la peinture, l'adresse de l'exécution, la puissance de l'imitation, l'inépuisable richesse du coloris, pouvaient suppléer l'idéal. Rubens, comme Otto Vénius son maître, abandonna les traditions des écoles primitives et se fit italien. Otto Vénius cependant ne lui avait enseigné que les procédés matériels et les pratiques vulgaires de l'art; Rubens dut tout le reste à son génie. Italien par la pensée comme par l'expression, il conserva sa fougueuse

individualité ; s'il inclina vers une école, ce fut vers l'école vénitienne. Il y a certainement dans sa manière quelque chose du Tintoret et de Paul Véronèse, mais du Tintoret plus ardent et plus lumineux, de Paul Véronèse plus puissant, mais moins vrai. Comme tous les génies extrêmes et mobiles, s'il imite, c'est par caprice, et, tout en imitant, il sait rester original. Emporté par sa fougue, il s'est trop souvent laissé aller à l'improvisation, et il a procédé par esquisses, surtout dans ses kermesses et ses paysages, où il s'est montré supérieur comme en tout ; mais ses improvisations sont des dithyrambes et ses esquisses sont magnifiques. Un génie si indépendant échappe à toutes les classifications ; il se fait sa place à part et ne peut s'appeler que par son nom. Cependant, en Allemagne et en France, l'esprit de système s'est exercé sur Rubens. Les uns l'ont représenté comme la dernière expression de l'école de Bruges, quant au coloris seulement, et c'est fort heureux. En France, un écrivain ingénieux, M. Hippolyte Fortoul, est remonté plus haut encore. A l'en croire, ses œuvres si diverses et si profanes rappelleraient sous plus d'un rapport celles de ses devanciers les plus lointains et des Byzantins eux-mêmes. Quelques efforts que nous ayons faits, nous n'avons pu découvrir rien de semblable. Cette *sorte d'imitation robuste de la nature,* qui donnerait aux ouvrages du grand peintre d'Anvers cette lointaine analogie avec les œuvres byzantines, est, à notre avis, ce qui au contraire creuse le plus profond abîme entre sa manière et celle des peintres hiératiques du Bas-Empire. Rubens n'est pas même Allemand, il est Flamand.

Rubens, en mourant dans toute sa gloire, légua la partie spirituelle de son art et de son génie à Van Dyck, et la partie grossière et matérielle à Jordaens. Jordaens serait peut-être un grand peintre, s'il n'eût pas connu Rubens. Il a dérobé la palette du maître ; il lui a emprunté sa fougue, son adresse. Pendant les soixante et dix ans qu'il a tenu le pinceau, il a peut-être couvert trois fois autant de toile que Rubens ; mais des milliers de tableaux qu'il a peints, en est-il un seul qui s'élève au-dessus du médiocre? Jordaens nous montre où conduit l'abus de l'imitation, quelque féconde et brillante qu'elle soit. L'absence de toute originalité le classe parmi les peintres de troisième ordre. Élève de Rubens comme Jordaens, Van Dyck a su échapper aux décevantes facilités de l'imitation. Lui qui, dans la fameuse *Descente de croix*, avait repeint la joue et le menton de la Vierge de manière à tromper Rubens lui-même, il a voulu et il a pu être autre chose qu'un copiste ; il a fait plus, il a su se créer une manière toute personnelle. Coloriste moins heurté et plus harmonieux que Rubens, il a donné à ses personnages cette dignité intelligente, cette grâce chevaleresque que les natures sobres et contenues sont plus propres que d'autres à exprimer. Van Dyck est à la fois le plus naturel et le plus distingué des peintres flamands. Ce serait le dernier grand peintre que les Flandres auraient produit, si Rembrandt n'eût pas existé.

Les peintres flamands qui, après Rubens, ou du temps même de ce grand artiste, poussèrent le plus vivement à l'imitation de l'art italien, se sont attachés de préférence à reproduire la manière des maîtres florentins de l'époque qui précéda la décadence. Les peintres de la période antérieure, Otto Vénius et Heemskerck à leur tête, avaient au contraire étudié l'école romaine au moment de son éclat. On a appelé Heemskerck *le Raphaël hollandais,* et cependant sa manière n'est qu'un calque grossier, souvent même grotesque, de celle de Michel-Ange, dont il avait fréquenté l'atelier. Les peintres du XVIIe siècle et de la fin du XVIe persistèrent dans cette même voie. Le Bronzino et Vasari eurent leurs copistes ; on imita des imitateurs.

Dans le cours du XVIe siècle, une révolution moitié politique, moitié religieuse, bouleversa la Hollande. A une époque d'opulence et d'industrie succédèrent des jours d'épreuve et de lutte ; un culte austère remplaça les pompes traditionnelles et le majestueux symbolisme du catholicisme ; l'art dans la Hollande et même dans les Flandres subit l'influence des révolutions religieuses et politiques. Il quitta le sanctuaire

du temple pour l'hôtel de ville ou pour la maison du citoyen. C'est alors que Rembrandt apparaît et renouvelle du même coup et l'école de Leyde et son art. Rembrandt, poëte comme Rubens, et dans son genre aussi grand peintre, aussi grand coloriste que lui. Tous deux ont fait bon marché de l'idéal et même de la beauté. Dans les pages étincelantes du peintre d'Anvers, dans ses allégories les plus violentes et les plus compliquées comme dans les plus austères compositions du peintre hollandais, sa *Leçon d'anatomie*, ses *Cinq régents du Staal Hof* ou sa *Ronde de nuit* par exemple, la matière a le dessus, l'imitation de la nature néerlandaise a prévalu, et cependant, nous le répétons, l'un et l'autre sont poëtes. Rubens semble avoir dérobé jusqu'au dernier rayon de soleil et n'avoir laissé à Rembrandt que le crépuscule et la nuit; mais cette vive lumière n'illumine trop souvent que des images vulgaires et ne s'épanouit que sur les formes charnelles de la Vénus flamande, tandis que ces ténèbres laissent entrevoir, à travers leur admirable transparence, des scènes d'une réalité merveilleuse. Rembrandt est peut-être le plus original et le plus calculateur des peintres. Il est souvent aussi étonnant coloriste que les Vénitiens. Comme eux, il a tiré le plus merveilleux parti des glacis, mais il les applique d'ordinaire sur des empâtements bien autrement solides que les grisailles vénitiennes. Il a trop négligé la beauté.

Rembrandt a eu de nombreux imitateurs, qui sont presque des copistes. Sa manière est trop personnelle, trop originale pour qu'on puisse l'imiter sans danger. Ferdinand Bol, son ami, est le meilleur de ces *pasticheurs*. On a souvent confondu ses intérieurs et ses portraits avec ceux du maître, et c'est un honneur insigne. Bartholomé Van der Helst, élève à la fois de Rubens et de Rembrandt, a conservé plus d'indépendance. Son grand tableau du *Repas des officiers, présidé par le capitaine Wits, en mémoire de la paix de* 1648, qu'on a placé au musée national d'Amsterdam en face de *la Ronde de nuit* de Rembrandt, a pu perdre à ce voisinage; c'est cependant encore un des tableaux les plus remarquables de la Hollande.

Aujourd'hui qu'une paix de trente années, l'aisance générale, les encouragements publics et privés, et, par-dessus tout, les expositions annuelles du Louvre, ont donné à l'art en France un si étrange développement; aujourd'hui que les ouvrages produits chaque année par nos peintres ne se comptent plus par centaines, mais par milliers, et que le nombre des artistes s'est accru dans une proportion vraiment merveilleuse, nous aurions mauvaise grâce à nous étonner que, de la fin du XVIe siècle au commencement du XVIIIe, les Flandres aient produit quelques centaines de peintres. Ce qui doit surtout nous surprendre, par comparaison surtout avec le présent, c'est que presque tous ces peintres aient eu du talent, et que, parmi eux, on puisse distinguer de prime abord un grand nombre d'artistes éminents. La surprise cesse si l'on recherche avec quelque attention les causes de cette supériorité.

Avant de produire, les peintres flamands et hollandais se condamnaient à un long et laborieux apprentissage, et aucun d'eux n'eût quitté l'atelier du maître avant de savoir son métier, c'est-à-dire avant de posséder à fond certains procédés techniques quant au clair-obscur et au coloris, procédés que nous retrouvons toujours les mêmes, à fort peu d'exceptions près, dans tous les tableaux bons ou mauvais des artistes néerlandais. L'emploi de procédés uniformes, traditionnels, invariables, diminuait les difficultés matérielles. Le métier n'était plus pour l'artiste qu'une sorte d'instrument dont il jouait comme il l'entendait. Aujourd'hui cette première éducation de l'atelier est à peu près nulle; au lieu de se servir de moyens connus et communs à tous, l'artiste tâtonne et cherche de nouvelles combinaisons. On perd ainsi à fabriquer l'instrument le temps que les artistes flamands et hollandais mettaient à s'en servir, et d'ordinaire, comme cet instrument est incomplet, on s'en sert mal et on joue faux. Le nombre des peintres sachant peindre est plus rare qu'on ne saurait croire.

La passion que les peintres flamands avaient pour leur art était une autre cause de leur excellence. Ils ne vivaient que par lui et pour lui. S'ils lui faisaient quelques infidélités, c'était pour le cabaret et la kermesse, et, comme ils finissaient quelquefois par établir leur atelier au milieu des cruches et des pots à bière, ou sur le champ de foire, leur talent ne perdait rien à ces distractions passagères. Toutefois la raison principale de la rare perfection que la plupart de ces artistes ont donnée à leurs ouvrages, c'était le soin que chacun d'eux mettait à borner son champ, à restreindre sa manière à certains sujets et certains effets toujours les mêmes, ou, comme on dit aujourd'hui, à se *spécialiser*.

A partir d'Adrien Elzheimer, un des premiers peintres qui se soient attachés à reproduire les effets secondaires de la nature toute nue, la plupart des artistes, dits *petits maîtres flamands et hollandais*, se bornèrent chacun à l'imitation de scènes et d'effets analogues, souvent même toujours semblables. Brauwer, Craesbeke, les trois Teniers, les Ostade, Jean Steen et beaucoup d'autres peignent à qui mieux mieux les cabarets, les kermesses et toutes les péripéties bouffonnes, souvent même dramatiques, de l'orgie flamande. Leurs grotesques bacchanales peuplent les musées de l'Europe. Terburg, Metzu, Jean Leduc, Nicolas, de Hooch, Miéris, Netscher, Gonzalès Coques, Peeter de Hooge, Jean Verkolie, les deux Vanloo flamands, en un mot toute la pléiade des peintres élégants reproduit de préférence des conversations galantes où figurent de belles dames et des cavaliers qui les courtisent. A l'exception de quelques assemblées de famille, exécutées après la réforme, et dont tous les membres sont vêtus de noir, les personnages de ces scènes familières sont costumés avec beaucoup de recherche; mais quelque chose d'épais dans la tournure, de gauche dans les manières, trahit souvent l'origine flamande de ces raffinés. Gérard Dow est plus varié, et se détache du groupe; cependant son imitation si admirablement patiente ne s'écarte pas de certains thèmes. Nous le voyons toujours peindre de préférence les charlatans, les joueurs de flûte, les commères et des scènes d'intérieur plus ou moins compliquées, d'où un fini vraiment merveilleux n'exclut ni la chaleur du jet, ni la vigueur du ton, ni l'expression noble d'ordinaire, pathétique souvent jusqu'au sublime. Godefroy Schalken, le meilleur élève de Gérard Dow, restreint l'imitation et n'applique la manière du maître qu'à la reproduction des mêmes effets de lumière; son idéal s'est renfermé sous l'abat-jour d'une lampe. Bien des peintres se confinent comme lui dans un même sujet, et font et refont toute leur vie le même tableau. Camille Troost peint les corps de garde, Brakemburg les mauvais lieux, Philippe Roos les basses-cours, Hondekoeter les combats de coqs. De l'imitation de l'homme, l'école naturaliste des Flandres était passée à l'imitation de la nature vivante et animée qui l'entourait. Puis, l'horizon de l'art se rétrécissant et la réalité gagnant de plus en plus, on vit des peintres d'un admirable talent se condamner à reproduire certains détails que, du temps des maîtres idéalistes, on n'eût considérés que comme accessoires : des animaux morts, des étoffes, des vases, des fleurs, un insecte, une goutte de rosée, une bulle de savon.

L'antiquité ne nous a pas laissé un seul bon tableau de paysage, et, dans les nombreux ouvrages de ce genre entassés assez confusément au musée des Studi, il est facile de voir que les artistes grecs et romains regardaient ce genre comme tout à fait secondaire. La plupart des ouvrages que nous connaissons ressemblent à des peintures chinoises ou aux décorations d'un théâtre de marionnettes. Cependant les auteurs de ces tableaux avaient un rare talent d'exécution, une grande sûreté de dessin et le sentiment de l'effet pittoresque (1). L'infériorité de ce genre s'explique

(1) Voyez le petit tableau du musée des Studi, représentant des édifices avec de fortes ombres. N° 198.

par la sorte de défaveur dans laquelle il était tombé auprès des écrivains et des beaux esprits du temps. Vitruve lui attribue la décadence de l'art. Il accuse ses contemporains de décorer les murailles de leurs appartements de représentations frivoles et qui ne disent rien à l'esprit, telles que des forêts, des étangs, des marines, tandis que les maîtres grecs ornaient leurs édifices de peintures dont le sujet était tiré de l'histoire des héros et des dieux. Lucien dit quelque part en raillant (1) : « Ce ne sont pas des villes et des montagnes que je cherche dans les tableaux, ce sont des hommes que je veux y voir, et je veux connaître par leurs attitudes et leurs actions ce qu'ils font et ce qu'ils disent. » Si les peintures de paysages qui décoraient les murs des palais des grandes capitales de l'Italie et de la Grèce ressemblaient aux ouvrages de même genre trouvés à Herculanum et à Pompeïa, ces petites villes de troisième ordre, une telle défaveur était motivée.

Dans les peintures des manuscrits, le paysage est tout à fait accessoire ; il est probable cependant que c'est là que les Van Eyck l'ont été prendre pour remplacer les fonds d'or des Byzantins et de l'école de Cologne. Ces paysages des Van Eyck sont sèchement exécutés; ils représentent d'ordinaire une ville fortifiée, bâtie sur des rochers et se mirant dans un large fleuve qui traverse des plaines verdoyantes : c'est le portrait fidèle des rives du Rhin. La perspective linéaire est exacte, mais la perspective aérienne est rarement observée : les lointains sont traités avec la même précision que les premiers plans ; on les croirait peints avec une lunette d'approche. Ces fonds de tableaux des Van Eyck ne manquent cependant pas d'une certaine poésie.

Quel est l'artiste, flamand ou hollandais, qui, le premier, peignit le paysage pour le paysage, n'y faisant entrer la figure de l'homme que comme accessoire? Les historiens de la peinture néerlandaise ne sont nullement d'accord sur ce point. Il paraît certain cependant que, vers le temps des Van Eyck, un peintre de Harlem qui s'appelait Albert Van Ouwater, et que Jean Van Eyck avait sans doute initié au secret de la peinture à l'huile, composa, pour l'autel de l'église principale de cette ville, un retable représentant un paysage dont les premiers plans étaient occupés par une troupe de pèlerins. Patenier, que M. Michiels regarde comme le premier paysagiste proprement dit, n'a peint qu'un siècle après Albert Van Ouwater, de 1520 à 1540, et déjà, en 1511, Giorgion avait exécuté ces beaux paysages, si supérieurs à ceux de l'artiste flamand, dont nous avons au musée du Louvre un spécimen si vigoureux. Nous reconnaissons, d'ailleurs, qu'à partir de Joachim Patenier et de Henry de Bles, le maître à la Houpe (2), les paysagistes se multiplièrent singulièrement dans la Hollande et dans le pays de Namur. Les grands accidents de l'atmosphère, les ondulations du sol, la configuration des montagnes, la physionomie variée des arbres et leurs formes multipliées et caractéristiques, la chaumière cachée sous leur feuillage ou chauffant au soleil son toit couvert de mousse et hérissé par les feuilles charnues de la joubarbe, devinrent dès lors un objet d'études spéciales. Les premiers paysagistes s'attachèrent à retracer littéralement la nature. Quelques-uns trouvèrent la vérité qu'ils cherchaient, mais aux dépens de l'idéal et en sacrifiant la poésie à la réalité. Les ouvrages de Patenier et du maître à la Houpe ne renferment guère que des indications. Ces artistes, cependant, posèrent un premier jalon sur la route que suivirent résolûment la plupart des grands paysagistes hollandais ou flamands, les Huysmans, les Everdingen, les Pynacker, les Cuyk, les Ostade, les Berghem, les Decker, les Karel Dujardin et les Wynants, et où Paul Potter, Ruysdael et Hobbema marchent en avant de tous, au premier rang.

(1) *Contempl.*, p. 346.

(2) Ainsi nommé parce que dans tous ses tableaux figure un hibou de l'espèce vulgairement nommée *houpe*.

Lorsque Louis XIV, à qui on présentait un tableau d'un des petits peintres hollandais les plus renommés, disait avec un dédain superbe, et dans lequel perçait un peu de dépit et de rancune : « Otez-moi ces magots de devant les yeux, » il faisait une critique sévère, mais juste, des tendances vulgaires de l'art flamand. Un peuple de bourgeois et de marchands enrichis pouvait trouver du charme dans ces représentations exactes d'une nature triviale et grossière qui devaient choquer un goût délicat. Certes, depuis le grand roi, l'école française est singulièrement revenue de cette exclusion dont ses chefs avaient frappé les œuvres de ces peintres. Lebrun et son école, dont la pompe un peu enflée convenait mieux aux magnificences de Versailles, sont à leur tour dédaignés par des juges moins haut placés, mais tout aussi hautains et aussi exclusifs que le détracteur couronné de l'art flamand. La démocratie, qui règne en souveraine dans l'école comme sur la place publique, s'est éprise des œuvres de ces maîtres familiers, et, tout en se proclamant novatrice, la foule y a cherché des modèles ; quelques-uns, plus éclairés et mieux avisés, ont dédaigné une imitation trop littérale, et ont essayé seulement de s'approprier les moyens d'exécution. Hâtons-nous de le dire, non pour justifier ces tendances, mais pour atténuer ce qu'elles pourraient avoir de trop servile et de trop prosaïque, ce sont les maîtres les plus vigoureux et les plus distingués de ces écoles, les esprits les moins grossiers, dont on s'efforce aujourd'hui de reproduire la manière, de deviner et d'appliquer les procédés. Si Brauwer, Adrien Van Ostade et David Teniers ont trouvé quelques imitateurs, Rubens, Van Dyck, Rembrandt, Ruysdael et Hobbema ont rallié les sympathies les plus nombreuses et les plus relevées.

Il y aurait un curieux travail à faire sur l'influence réciproque que les écoles française et hollando-flamande ont exercée l'une sur l'autre. Cette influence se manifeste dès le commencement du XVIe siècle. François Clouet, dit Janet, le peintre de la cour des Valois, sans adopter entièrement la manière des Van Eyck, comme le prétend M. Michiels, s'appropria quelques-uns de leurs procédés. Moins souple et moins varié que les peintres brugeois, précis et naïf comme eux, il sut, en restant naturel, garder une distinction et une dignité qui leur sont étrangères. Cependant, à en croire M. Michiels, « les personnages de Janet seraient aussi inflexibles, aussi empesés que les héros du Théâtre-Français ; il semble voir des joujoux de Nuremberg, de petits hommes taillés dans le hêtre et dépourvus d'articulations (1). » Il est difficile d'être plus injuste et moins vrai, et cette assertion de M. Michiels nous montre, une fois de plus, comment un esprit prévenu et exclusif fait tourner contre l'homme de talent qu'il veut déprécier jusqu'à d'incontestables qualités. Janet est, sans nul doute, un peintre d'un tout autre mérite que les continuateurs flamands de Van Eyck. L'air de noblesse qu'il donne à ses personnages constitue surtout son originalité. Ces jugements de M. Michiels n'ont, du reste, rien qui nous surprenne. Il a des préférences tout aussi singulières. Ne regrette-t-il pas quelque part que François Ier, à qui le bruit de la réputation de Michel Coxie était parvenu, n'ait pas chargé ce peintre de décorer son palais de Fontainebleau, à la place de Primatice, « ce déplorable barbouilleur qui gouvernait alors les destinées de la peinture en France? » Primatice, dont M. Michiels parle avec tant de dédain et à qui il n'accorde qu'un *certain talent de décorateur*, est supérieur, à notre avis, à tous ces peintres flamands qui, les premiers, importèrent dans leur pays la manière italienne. Bernard Van Orley, Michel Coxie, Jean Mabuse, avaient, il est vrai, fréquenté l'atelier de Raphaël; mais, dans l'étude qu'ils firent de la manière du maître, ils s'arrêtèrent à la forme extérieure. La partie intellectuelle et profonde, le sentiment et la grâce leur furent toujours inconnus. Primatice, au contraire, élève comme eux de Raphaël, ami de Jules

(1) *Histoire de la Peinture flamande et hollandaise*, t. III, p. 243.

Romain, et de plus Italien, conservait, même au milieu de ses plus grands écarts, quelque chose de délicat et d'élégant qu'il devait tout autant au génie national qu'à la première direction donnée à son talent. Il n'est pas surprenant, d'ailleurs, qu'à la suite des guerres d'Italie, ce goût italien l'ait emporté à la cour de François Ier et de ses successeurs sur le goût flamand italianisé. L'influence était directe et non transmise de seconde main. Au commencement du XVIIe siècle, lorsque le talent de Rubens était dans toute sa vigueur et que son nom remplissait l'Europe, la reine Marie de Médicis, sacrifiant ses préjugés d'Italienne, le choisit pour peindre la fameuse galerie du Luxembourg. Rubens exécuta, en moins de deux années, ce travail qui eût rempli la vie d'un autre homme; ses vastes et pompeuses compositions frappèrent d'étonnement les artistes français, l'éclat de son coloris éblouit leurs yeux; mais le naturalisme qui dominait dans ses tableaux, et qui, dans ses allégories les plus recherchées, trahissait par la trivialité du dessin et la pesanteur de la forme, lui enleva une grande partie de son prestige et tint en défiance les peintres du temps, ou tout à fait français ou tout à fait italiens.

Un seul homme, Simon Vouet, ne montra pas la même indifférence pour cette violente manifestation du génie flamand, qui n'était à ses yeux qu'une dérivation de l'art italien. Simon Vouet avait plus d'adresse que de génie. Dans un long séjour en Italie, il avait su s'approprier successivement la manière des peintres alors en vogue, être sombre et vigoureux avec Caravage, lumineux avec le Guide, éclatant et facile avec Paul Véronèse. A la longue, il s'était formé de toutes ces manières fondues et combinées un style que de nos jours nous appellerions *éclectique*. Simon Vouet montra pour Rubens la même condescendance que pour les maîtres italiens. Il lui emprunta ce qui convenait le mieux à sa nature et à son talent, c'est-à-dire une liberté d'exécution fort voisine du style lâché, quand la vigueur du coloris ne rachète pas sa mollesse, une ordonnance pompeuse jusqu'à la bizarrerie et certains artifices de clair-obscur inconnus aux maîtres italiens. C'est dans ce style que Vouet, nommé peintre du roi sept ans après l'apparition que Rubens avait faite à Paris, exécuta les nombreux travaux qui lui furent confiés. Cette manière agrandie et plus châtiée se retrouve dans les peintures de Lebrun, son successeur. A travers sa majesté factice, sa pompe académique, il est facile de reconnaître que le premier peintre du grand roi, en composant ses vastes décorations et ses batailles d'Alexandre, s'est souvent rappelé les peintures de la galerie de Médicis. Lafosse, ce Campistron de Lebrun, Jouvenet, plus naturel et plus facile, qui osa peindre après Rubens une *Descente de croix*, et sut faire oublier sa témérité; après eux, Largillière et Rigaud, obéirent aux mêmes influences. Aucun de ces artistes ne retrouva la palette du peintre d'Anvers. Philippe de Champagne, Eustache Lesueur et Nicolas Poussin résistèrent seuls à cette influence complexe, comme ils avaient résisté à l'invasion du mauvais goût ultramontain. Ils continuèrent, les deux derniers surtout, la grande tradition italienne épurée, c'est-à-dire relevant directement de la nature et de l'antiquité.

Cette sorte de protestation du génie dédaigné contre la médiocrité triomphante resta sans effet. Les tendances de la peinture française au XVIIIe siècle inclinèrent toutes vers les écoles flamande et hollandaise. L'imitation n'est pas directe, mais l'inspiration est manifeste. Ces peintres, d'un mauvais goût si gracieux, qui rabaissèrent l'art au niveau de leur époque et qui firent de la peinture historique à l'usage des ruelles et des boudoirs, les Vanloo, les Fragonard, les Boucher, trouvèrent plus facile d'imiter une école que d'étudier et de reproduire la nature. Comme Rigaud et Largillière, ils procèdent de Rubens; mais leur coloris, quelquefois si séduisant, n'est que le reflet affaibli de l'éblouissante palette du grand peintre. Si la forme est peut-être moins matérielle, elle n'est pas plus vraie; le contourné remplace la souplesse, et la ligne flamboie avec la même insolence. Chez les peintres de genre et de pay-

sage, l'imitation est plus éloignée, il y a plus de caprice. Ils n'empruntent guère aux Flamands que des combinaisons d'effet, des artifices de couleur. Aussi le résultat est-il plus satisfaisant, et ces peintres sont-ils restés originaux. Watteau, qui jette des figures peintes avec la légèreté de Teniers et la puissance de coloris de Netscher et de Terburg, dans des paysages profonds comme ceux de Breughel de Velours et que Rubens semble avoir esquissés; Chardin, qui reproduit la nature morte avec autant de vérité et plus de largeur que Wééninx, et dont les charmantes scènes d'intérieur rappellent Netscher et Nicolas de Hooch; Greuze, le Van Dyck des grisettes de son temps, ce Miéris pathétique et négligé; Joseph Vernet, qui, dans ses paysages, a combiné Berghem et Claude le Lorrain, et qui donne à ses marines le mouvement et la fureur de Parcellis et de Backuysen, la profondeur et l'étendue de Cuyp et de Van den Velde, mais qui n'a ni le naturel ni la vérité de ces peintres, tous ces artistes, de talents si variés, tiennent chacun par quelques liens aux Flamands, leurs devanciers.

Lors de la grande réaction provoquée par Mengs en Allemagne et continuée en France par Vien et David contre ces peintres du XVIII[e] siècle, qui faisaient un si étrange abus du style mouvementé des Italiens de la décadence ou des procédés de clair-obscur et des coloris des artistes néerlandais, l'école française renonça, d'un commun et subit accord, aux allures indépendantes et capricieuses de l'époque précédente et se rangea sous une même bannière. L'imitation de l'antiquité, comprise sous un aspect qui ne manquait pas de grandeur, mais qu'on n'obtenait trop souvent qu'en sacrifiant la grâce et le naturel à une majesté factice et à une vigueur outrée, domine sans partage dans les ouvrages de cette période. Il n'est plus question que pour mémoire et par caprice d'érudition des écoles flamande et hollandaise. Comme les peintres du grand roi, les peintres niveleurs et académiques de l'école républicaine et impériale dédaignent souverainement tous ces faiseurs de magots. Les louer eût été un blasphème, les imiter un crime. On s'aperçoit trop, au coloris des grandes compositions de cette époque, du mépris qu'on avait pour les qualités les moins contestables de ces écoles. Une discipline si rigoureuse était trop antipathique à l'esprit français, indépendant et mobile de sa nature, pour qu'elle ne lassât pas promptement la jeunesse. Ce dédain était trop injuste pour qu'il se continuât. David, de son vivant, put voir son école dominer dans toute l'Europe continentale; mais sa domination fut suivie d'un soulèvement des nationalités aussi général et d'un retour de fortune aussi prompt que ceux qui précipitèrent de son trône le nouvel empereur d'Occident. L'affranchissement de l'école en France amena son fractionnement. Vingt sectes et vingt manières remplacèrent l'unité académique. La couleur, si méprisée, reprit son prestige. La ligne, esclave si longtemps, s'émancipa follement. La plupart des chefs de la réaction nouvelle choisirent chacun chez les Flamands, de nouveau glorifiés, le modèle typique qui convenait le mieux à son tempérament. Nous ne voulons pas accuser d'imitation littérale des esprits si distingués et parfois si entreprenants, mais il n'est pas difficile de démêler les rapports qui rattachent à leur début MM. Géricault et Delacroix à Rubens, M. Paul Delaroche à Van Eyck et même à Gérard Dow, M. Scheffer à Rembrandt, M. Horace Vernet et son école à Van der Meulen et à Cuyp, M. Gudin à Van den Velde, M. Guignet à Van Dyck, et la plupart de nos paysagistes à Ruysdael, Hobbema, Huysmans, Decker et Wynants. Ces rapports ne sont pas certainement assez suivis et assez directs pour détruire toute originalité, mais ils ne sont pas moins réels; on peut les saisir encore dans les diverses transformations qu'a subies la manière de chacun de ces peintres; l'exagération des imitateurs les a rendus plus frappants.

Les mêmes rapports existent également, et à des degrés différents, entre la plupart de nos peintres de genre et les peintres flamands; mais cette fois l'imitation est

flagrante et s'attaque autant au fond qu'à la forme. On n'étudie plus seulement des procédés d'exécution, on reproduit la physionomie, les détails du costume et jusqu'à l'attitude des personnages; nous avons des Metzu, des Terburg, des Gérard Dow, des Ostade et jusqu'à des Jean Steen de récente origine. M. Roqueplan, qui a consulté tour à tour Mieris, Albert Cuyp, Van Dyck et Rembrandt; M. Decamps, dont *la Bataille des Cimbres* nous rappelle les mêlées d'Aldtorfer; M. Meyssonnier, qui joint la finesse et la précision de Gérard Dow au naturel de Netscher, sont ceux de nos peintres de genre qui, tout en étudiant les Flamands, ont su le mieux conserver leur verve et leur individualité.

Par une singulière contradiction, tandis que l'école française abandonnait la tradition académique et se retrempait au coloris des Flamands de la grande époque, l'école flamande contemporaine, obéissant à deux impulsions contraires, imitait la manière française, importée par David lui-même dans la Belgique, ou copiait, la loupe à la main, les anciens maîtres nationaux. L'école actuelle dans les Flandres suit aujourd'hui deux directions analogues. Les partisans des modes françaises ont depuis longtemps délaissé les ateliers de MM. Paelinck, Navez et Odevaere, ces suprêmes représentants de la manière de David; ils imitent maintenant MM. Horace Vernet, Delaroche, Eugène Delacroix et Scheffer. Les peintres flamands proprement dits copient plutôt qu'ils n'imitent leurs devanciers des XVIe et XVIIe siècles. Ce sont, en général, les peintres d'histoire ou les peintres anecdotiques qui inclinent vers l'art français; nous citerons, dans le nombre, MM. Wappers, de Keyser et Gallait. M. Wappers est le peintre de la révolution belge de 1830. L'immense tableau dans lequel il a représenté le peuple déchirant la proclamation du prince Frédéric, sur la Grand'Place de Bruxelles, ne vaut guère mieux que nos peintures officielles de même date. M. Wappers, dessinateur facile et coloriste plus énergique que séduisant, a des prétentions à la peinture dramatique telle que l'entendait M. Delaroche. Ses *Adieux de Charles Ier à ses enfants*, son *Anne de Boulen*, son *Charles IX, au moment où il finit de tirer sur le peuple le soir de la Saint-Barthélemy*, son *Louis XI regardant danser des jeunes filles d'une terrasse du château de Plessis-lez-Tours*, sont de faciles, mais faibles imitations de ce genre tout moderne.

M. de Keyser, originaire d'un village de la banlieue d'Anvers, pâtre comme Giotto, a débuté à l'exposition d'Anvers en 1834, à l'âge de vingt et un ans, par un tableau de trente pieds représentant le Calvaire. Cette peinture annonçait d'heureuses dispositions et péchait plutôt par l'absence de style que par le manque d'inspiration. Depuis, M. de Keyser a beaucoup produit et dans toute espèce de genre. Ses tableaux de batailles sont supérieurs à ses autres ouvrages. Sa *Journée des Éperons* est peut-être son meilleur tableau. Il est telles parties de cette composition que M. Horace Vernet ne désavouerait pas. Tel est, par exemple, ce groupe où M. de Keyser nous montre le comte d'Artois terrassé par un frère lai de l'abbaye de Terdoest et achevé par un boucher de Bruges. Ses tableaux de religion, conçus d'une manière ingénieuse, pèchent surtout par l'absence du sentiment religieux. Son coloris ne manque pas d'éclat, mais il est trop chargé de reflets. M. Gallait a figuré avec distinction dans nos expositions du Louvre; c'est un peintre brillant, facile, qui s'inspire à la fois de Van der Meulen et de nos coloristes modernes. C'était celui des peintres flamands contemporains qui promettait le plus; a-t-il tenu toutes ses promesses?

Les peintres de genre et de paysage sont restés presque tous fidèles aux traditions purement flamandes. La plupart sont gens de talent; mais est-il parmi eux un artiste supérieur? Nous n'oserions nous prononcer pour l'affirmative. M. Verboeckhoven a continué Paul Potter, mais à la façon d'Ommeganck. M. Koekkoek de Clèves a hérité de la loupe de Van der Heyden, mais il n'a ni la vérité d'aspect, ni la solidité de ton que ce peintre si précis savait toujours conserver. Chaque brin d'herbe, chaque fleur,

chaque rugosité de l'écorce, sont terminés de manière à faire illusion, si on les examine isolément; malheureusement M. Koekkoek ignore cet art de subordonner tous les détails à l'harmonie de l'ensemble que Van der Heyden et Wynants possédaient à un si haut degré. Aussi ses toiles si précieuses ont-elles un aspect de crudité déplaisante. M. Brias et M. Van Schendel de Rotterdam imitent, l'un Gérard Dow, l'autre Schalken, mais en exagérant leurs défauts. Ces artistes peignaient à la loupe; ils peignent, eux, au microscope, ne s'occupant, comme M. Koekkoek, que du détail, sans souci du jet et de l'inspiration. Ce que nous pourrions ajouter est bien triste. De même que les petits maîtres flamands de la bonne époque s'étaient attachés la plupart à la reproduction unique des mêmes scènes et des mêmes effets, plusieurs des peintres flamands d'aujourd'hui se sont formé comme une sorte de spécialité de l'imitation plus ou moins rigoureuse d'un de ces peintres d'autrefois. Chacun s'attache à son modèle avec une désespérante fidélité. M. Donny de Bruges refait les clairs de lune de Van der Neer, MM. Schotel les marines de Backuysen, M. Shelfout celles de Van den Velde. M. Verschuur d'Amsterdam nous donne de nouvelles éditions de Wouvermans, M. Dykmans des calques de Metzu; M. Madou copie Teniers; M. Leys, Jean Steen; M. Van Dael, Véeninx et Van Huysum. Bien d'autres encore, car ces artistes de seconde main sont nombreux, se résignent à doubler non-seulement les artistes supérieurs, mais des peintres d'un talent secondaire. On comprend tout ce qu'un pareil système a de funeste et de dégradant. Le peintre n'est plus qu'un copiste patient qui substitue la fidélité à l'invention, le parti pris au naturel; l'art se transforme en un métier vulgaire, car l'art ne peut exister sans inspiration et sans originalité.

On a peine à s'expliquer que, jusqu'à nos jours, une école si féconde, et que des talents si nombreux et si variés ont illustrée, soit restée sans historien. Les écrivains nationaux, tels que Karel Van Mander, Arnold Houbraken, Lucas de Heere, Sandraert et autres, n'ont embrassé chacun qu'une époque fort limitée, ou ne se sont occupés que d'une branche de l'art, de l'exposition de moyens techniques et du classement de détails biographiques. Aucun d'eux n'a tenté un travail d'ensemble, une appréciation complète et raisonnée des grandes révolutions de l'art dans les Flandres, depuis son origine jusqu'au temps où ils vécurent. Descamps est plutôt un biographe qu'un historien. Il enregistre assez confusément les faits nombreux recueillis par ses devanciers, ne parlant que de ce dont ils ont parlé, oubliant ce qu'ils ont oublié. Comme tous les compilateurs, il a beaucoup lu, beaucoup transcrit, et rien imaginé. MM. Hotho de Berlin, Schnaase, Fiorillo, Waagen et Mme Johanna Schopenhauer, postérieurs à Descamps et aux écrivains nationaux, ont des vues plus nouvelles et un coup d'œil plus étendu, mais les uns ne font encore que de la biographie, les autres de l'esthétique; aucun d'eux n'a entrepris une histoire générale et complète. Deux écrivains français, MM. Arsène Houssaye et Michiels, ont tenté récemment de nous donner cette histoire qui manquait. M. Arsène Houssaye a terminé son travail; M. Michiels a publié la première partie du sien et s'est arrêté à l'époque de la naissance de Rubens.

La manière de ces deux écrivains offre la disparate la plus complète. Vif jusqu'à la mobilité, facile jusqu'à l'abandon, brillant jusqu'à la coquetterie, M. Arsène Houssaye se préoccupe beaucoup plus de la forme que du fond. Il tire habilement parti de ce qu'il sait; mais il sait moins que M. Michiels, et il n'a pas toujours suffisamment creusé son sujet. Son livre, intéressant, amusant parfois comme un roman, est incomplet. M. Michiels, au contraire, a fouillé le sol trop profondément; il est arrivé à une sorte de tuf rocailleux qu'il attaque de mille façons, et c'est à grand'peine qu'il parvient à y asseoir les fondements d'une lourde construction dont la bizarre architecture aurait besoin d'être dissimulée sous les peintures variées et gracieuses

qui décorent l'édifice de M. Houssaye. Celui-ci juge sainement, mais un peu par ouï-dire; il sait écrire, mais ne s'est-il pas trop pressé de prendre la plume? M. Michiels s'est consumé, lui, dans de longues recherches; il est remonté aux sources; il possède son histoire à fond, mais il ignore l'art de la raconter d'une manière compréhensible et attachante. M. Michiels a néanmoins de hautes prétentions comme historien et comme critique. Il se déclare de prime abord seul juge compétent en matière d'art, et il nie absolument l'existence de la critique d'art en France. « Abandonnant les voies que Platon et Aristote ont tracées, elle s'est (à l'en croire) égarée au milieu des *syrtes brumeuses où croît l'hypothèse, arbuste infécond des solitudes spirituelles*. De là les *puérilités* qui sont devenues des lois en France et ont un moment conquis toute l'Europe. » M. Michiels se pose donc en restaurateur de la critique. Abordant un sujet neuf, il a voulu, dit-il, le présenter d'une façon nouvelle. A cet effet, il a dû imaginer cette théorie de l'histoire des lettres et des arts que les Allemands avaient seuls pressentie. Cette théorie consiste à appuyer la connaissance de la littérature et des arts sur l'esthétique et la philosophie. Voilà, certes, une grande nouveauté!

Vous saurez de plus que, jusqu'à M. Michiels, les critiques français avaient ignoré l'art de conter. L'historien de la peinture néerlandaise ne prétend pas, il est vrai, avoir découvert ce grand art; il a voulu, seulement, rendre à la biographie des artistes son *attrait primordial*. C'est pourquoi il multiplie les récits, entrant dans une foule de détails et de particularités souvent oiseuses.

Soyez vif et pressé dans vos narrations,

a dit Boileau, que M. Michiels ne regarde, du reste, que comme un assez *pernicieux* conseiller. M. Michiels n'est guère vif, et il ne nous paraît jamais pressé. Il finit sans doute par arriver, mais après de longues haltes et bien des détours. Diderot dans ses *Salons* de peinture, M. de Stendhal dans ses charmantes esquisses sur l'histoire de la peinture italienne, ont une tout autre manière de raconter.

En résumé, M. Michiels a rassemblé les éléments d'un bon livre qu'il n'a pas su faire. Son histoire pèche surtout par la forme et par le manque de proportions. Le manque de proportions tient au désir incessant qu'a l'auteur d'étaler à tout propos des connaissances encyclopédiques. L'insuffisance de la forme résulte de cette même cause et du parti pris d'être nouveau, coûte que coûte, soit comme penseur, soit comme écrivain. De là cette prétention hautement affichée d'avoir seul découvert ce que chacun sait; ce besoin de déprécier tout ce qui provient d'autrui et de se proclamer seul savant, seul intelligent, seul capable; cet abus de l'esthétique et de l'analyse; cette phraséologie burlesquement ambitieuse, et toute cette affectation de dogmatisme et de néologisme. Ces habitudes littéraires ont pu surprendre un moment l'admiration des lecteurs vulgaires; elles rebutent un esprit délicat et sont déjà bien surannées. Aujourd'hui, si l'on veut être nouveau, il faut revenir au naturel, et la seule chose qui n'ait pas vieilli, c'est le vrai.

Le naturel, le vrai! ces deux mots résument merveilleusement cette étude sur les écoles flamande et hollandaise; ils caractérisent le genre de talent de la plupart des peintres qui les illustrèrent; ils expliquent comment, arrivant après les Italiens, ils purent être originaux. Les peintres néerlandais ont sans doute abusé du naturel et de la vérité comme les Italiens avaient abusé du style; mais, si l'on considère la singulière faveur qui s'est attachée à leurs œuvres, faveur sans égale, que le temps a consacrée, et qui, loin de s'affaiblir, semble s'accroître d'âge en âge, on reconnaîtra qu'il faut que cet abus même ait bien du charme, puisqu'il trouve si aisément son pardon.

MERCEY.

QUESTION

DES TRAVAILLEURS.

L'AMÉLIORATION DU SORT DES OUVRIERS. — L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Un coup de tonnerre est tombé sur la France le 24 février; nous en avons tous été étourdis. Les pouvoirs publics d'alors, qu'on pouvait supposer fermes sur leur base, dont l'Europe entière admirait la force, et qui se complaisaient dans la contemplation d'eux-mêmes, en ont été anéantis. Du même instant, il n'en est plus demeuré que quelques poignées de cendres sur nos places publiques. La France tout entière, avec ses trente-cinq millions d'hommes industrieux et intelligents, avec son organisation puissante, ses richesses, sa renommée, a été au premier occupant, comme une masure abandonnée au milieu des bois. Un parti, en petite minorité, qui se tenait à l'écart de ces stériles joutes parlementaires où le talent d'une foule d'hommes distingués se consumait pour la plus grande gloire de quelques chefs, a eu soudainement l'inspiration hardie de se porter en avant, et il s'est ainsi rendu le maître absolu de cette noble France. Voilà comment nous sommes changés en république. C'est un fait accepté maintenant de tout le monde : pas la moindre protestation d'une fraction quelconque de cette chambre, si prodigue de paroles, qui, dans son égoïsme, se flattait hier d'être la nation, n'est venue traverser la proclamation nouvelle de la république française. La république existe, elle n'est pas contestée. C'est donc une nécessité et un devoir pour chacun de se conformer à la situation qui nous est faite, quelque imprévue qu'elle soit, et d'y adhérer franchement pour le plus grand bien de la patrie.

Rendons une double justice à ces hommes qui se sont saisis de la France, et dont l'audace, au milieu de l'universelle lâcheté, a suffi pour entraîner cet astre majestueux, comme un satellite obéissant, dans l'orbite de leurs opinions. Dès le premier instant, ils se sont mis à faire tout ce qu'ils pouvaient pour que le nouvel ordre de choses fût un ordre, et ils ont assigné à la république qu'ils proclamaient un but

digne de la sympathie des cœurs généreux, l'amélioration du sort du plus grand nombre des hommes. Le problème qu'ils ont posé, dont ils ont commandé la solution aux efforts de tous, c'est de faire en sorte que les trente-cinq millions de Français participent aux bienfaits moraux et matériels de la civilisation, que la France enfin forme une famille. Devant un pareil programme, les dissentiments doivent se taire. Chacun est tenu de trouver en soi la force de comprimer l'émotion que lui a causée ce violent ébranlement, la douleur qu'inspire le spectacle d'immenses infortunes, afin de donner le concours loyal et énergique de toutes ses facultés à cette œuvre si difficile. Il faut que chacun apporte une pierre pour l'édifice à la construction duquel nous aurions dû spontanément consacrer, il y a longtemps déjà, les ressources de tout genre que nous avons gaspillées dans toutes sortes d'entreprises.

J'ai le droit d'en prendre à témoin Dieu et les hommes, l'amélioration du sort des travailleurs (1) fut toujours la pensée qui m'anima dans mes modestes, mais continuels travaux. Combien de fois ma persévérance à recommander ce sujet comme la grande affaire du siècle ne m'a-t-elle pas fait traiter d'utopiste et de rêveur, et par les ministres qui étaient au pouvoir, et par les hommes qui le leur disputaient ! Les lecteurs de cette *Revue*, mieux que personne, s'ils ont remarqué ce que j'y ai publié, savent quel fut toujours mon dévouement à cette sainte cause. L'amélioration du sort des travailleurs est imposée à tous aujourd'hui d'une façon si impérieuse et si puissante que, mal revenu encore de la stupeur où les événements m'avaient plongé, je me détermine à élever la voix, heureux si mes avertissements pouvaient être de quelque utilité à ceux qui tiennent le gouvernail du navire, ou seulement prévenir quelques-unes des fausses manœuvres auxquelles on est tant exposé avec un équipage mal exercé et tumultueux.

L'amélioration populaire, le lendemain même de la révolution, prit le nom de l'organisation du travail. Le gouvernement provisoire a promis l'organisation du travail en principe, en décrétant le droit au travail. De la part des ouvriers parisiens, l'organisation du travail fut réclamée avec ce commentaire, qu'immédiatement le salaire devait être augmenté et la durée du travail diminuée, et puis encore, sous cette autre forme, que le marchandage devait être aboli, c'est-à-dire que l'industrie des sous-entrepreneurs ou *tâcherons* fût interdite. Ils demandèrent aussi l'abolition du travail à la pièce, et enfin le renvoi de tous les ouvriers anglais. En ce moment, l'organisation du travail se prépare, dans l'enceinte même de la chambre des pairs, par un congrès que préside un des membres du gouvernement provisoire, auteur d'un écrit qui a eu beaucoup de retentissement sous le titre même de *l'Organisation du travail*. Quant au marchandage, un décret du gouvernement provisoire l'a interdit comme étant *l'exploitation du travailleur*. La durée du travail a été l'objet d'un décret spécial, qui l'a fixée à dix heures pour Paris, à onze pour les départements. Cependant à Paris, dans les grands ateliers de construction, l'on ne travaille plus que neuf heures. Dans plusieurs au moins de ces mêmes ateliers, le travail à la pièce reste prohibé, quoique le décret du gouvernement provisoire l'ait autorisé. Pour ce qui est de l'accroissement des salaires, plusieurs chefs d'industrie y ont souscrit. Recherchons ce qu'un observateur impartial, étranger aux événements et hors du tourbillon des passions qui s'agitent, pourrait raisonnablement penser de tout ce mouvement, et disons-le avec sincérité. Le règne de la liberté

(1) Je dis travailleurs, au lieu d'ouvriers, pour parler la langue du jour. A mes yeux, cependant, un chef d'industrie est un travailleur aussi bien que l'homme qui se livre au travail manuel. Le savant et l'artiste sont aussi des travailleurs. Le magistrat dans son cabinet ou sur son siége est un travailleur aussi bien que l'homme de peine.

illimitée laisse apparemment aux citoyens le droit d'exprimer leurs opinions en termes modérés.

Pour apprécier les moyens par lesquels peut se poursuivre le progrès populaire, il est utile de jeter un coup d'œil en arrière et de regarder comment les ouvriers des villes et des champs sont parvenus à leur condition actuelle, qui, si elle laisse infiniment à désirer encore, n'en est pas moins cent fois préférable à celle qu'ils avaient dans les temps antiques. C'est une étude qui a le tort d'être abstraite et froide en présence de réclamations palpitantes et d'événements brûlants; mais aussi bien c'est la seule manière de mettre la raison, qui seule découvre la vérité, à la place des passions qui l'obscurcissent ou la voilent.

Au point de départ de la civilisation, chez la plupart des peuples, l'homme dont le père de famille se fait assister dans son travail est un esclave qui n'a rien à lui, pas même sa propre personne, et qui vit dans un dénûment dont les pauvres eux-mêmes n'ont pas l'idée aujourd'hui. L'immense majorité des hommes alors est accablée de travail et n'a aucune jouissance. Le travail est ingrat, parce que l'homme n'a pas encore à son service les inventions qui font la fécondité de l'industrie moderne, les outils perfectionnés, les machines, tout l'attirail des procédés avancés et des appareils par lesquels ces procédés sont mis en œuvre. Les forces de la nature, le vent, l'eau, la force élastique de la vapeur que la chaleur développe, ne sont pas dressées encore à travailler pour le soulager. Les animaux ne lui prêtent qu'un faible secours. On ne sait pas les employer utilement. Ainsi, on se sert du cheval comme bête de bât; on n'a que de détestables chemins dont une voiture de roulage ne pourrait gravir les pentes, dans les ornières desquelles elle s'embourberait, sans que toutes les invocations du charretier à Hercule pussent l'en dégager. On est dépourvu d'avances; l'industrie est très-morcelée sans que cependant ce que les modernes appellent la division du travail soit connu, et c'est une raison de plus pour produire péniblement et chèrement. Le travailleur lui-même est gauche à la besogne et n'a aucun tour de main. Le labeur produit infiniment peu pour l'esclave, puisqu'il produit peu pour le maître. L'esclave vit donc dans une misère abjecte; il a la triple misère du corps, de l'intelligence et du cœur. Il est une chose par le corps, une brute par l'âme.

Qu'est-ce à dire? Que, dans l'antiquité, les maîtres étaient des tyrans qui, par plaisir ou par égoïsme, foulaient aux pieds tous les droits de l'humanité? C'est possible; cependant ce n'était vrai que de quelques-uns. Ce qui est certain au contraire, c'est que la société alors manquait de capitaux, et voilà quelle était la cause profonde du mal. Les outils, les machines, les appareils de tout genre qui servent à appliquer les procédés perfectionnés, tout cela c'est du capital. Les forces de la nature, une fois appropriées, captivées dans des engins et asservies à la volonté de l'homme, le vent sur les ailes du moulin, la chute d'eau sur la roue hydraulique, la vapeur dans le cylindre de la machine à feu, c'est du capital. Les vastes approvisionnements que réclame la grande fabrication, la fabrication économique, encore du capital. L'habileté de l'ouvrier lui-même, qui résulte d'une instruction préalable ou d'un apprentissage ou d'une grande expérience acquise, et qui multiplie la production, c'est pareillement du capital. Ainsi la formation et l'agrandissement du capital, telle est la condition première du progrès populaire. Quand le capital existe à peine, la classe la plus nombreuse est dans la détresse et l'abjection. Sans capital, tout ce que peuvent produire les hommes en s'exténuant de travail, c'est une grossière pâture pour eux-mêmes. S'il y a du luxe, et même dans les sociétés antiques il y en eut d'éclatant, c'est une exception dont profite une minorité tellement petite, que, si vous répartissiez la substance de ce faste et de ces plaisirs sur la foule tout entière, l'existence de celle-ci n'en serait pas visiblement changée. Elle resterait misérable et flétrie dans sa chair et dans son esprit. En un mot, sans capital pour faire vivre sur un territoire déter-

miné une nation un peu populeuse, il faut qu'un grand nombre des hommes soit sous un nom quelconque dans l'esclavage, c'est-à-dire dans l'extrême misère, dans la dépendance la plus absolue. Sans capital, la dégradation d'une partie du genre humain est tellement inévitable, semble tellement obligée, que les esprits les plus élevés et les plus pénétrants, les philosophes dont la civilisation s'enorgueillit le plus, proclament ou avouent alors qu'il y a deux natures, la *nature libre* et la *nature esclave*. Cette distinction est d'Aristote, une des plus puissantes intelligences assurément qui aient paru sur la terre. C'est seulement quand le capital s'est agrandi que le travail des hommes produit assez pour donner du bien-être à un grand nombre, pour retirer tout le monde de la hideuse misère où l'on croupissait autrefois, et dont l'intelligence et les sentiments subissaient comme le corps la dégradante influence.

Cette notion fondamentale, que c'est par suite de la création du capital que le grand nombre se relève de l'abrutissement, a été pressentie et exprimée sous une forme originale par le même philosophe que je citais tout à l'heure. « Si la navette et le ciseau, a dit Aristote, pouvaient marcher seuls, l'esclavage ne serait plus nécessaire. » Eh bien! quand l'espèce humaine a eu du capital, la navette et le ciseau ont marché seuls, et un grand progrès a pu s'accomplir, l'esclavage a pu disparaître. A mesure que les sociétés humaines auront, proportionnellement à la population, une forte masse de capital, les privations matérielles, intellectuelles et morales du grand nombre des hommes pourront devenir moindres, disons mieux, diminueront infailliblement, car la force qui pousse en avant le grand nombre et qui tend à le faire profiter de toutes les découvertes, de toutes les acquisitions, est invincible. Je ne sais qui pourrait en douter aujourd'hui.

Ainsi, pour le progrès populaire, l'agrandissement du capital est une condition absolue. Ce n'est pas la seule assurément : il faut que la science suive la même progression, afin que l'accroissement du capital trouve un emploi de plus en plus utile ; il faut que le sentiment chrétien qui nous fait considérer tout homme comme notre frère devant Dieu, notre égal devant la loi, s'épanouisse et sorte du fond des âmes où il était réfugié comme en un sanctuaire, pour se répandre dans l'existence pratique des nations. Mais la civilisation, si elle a divers aspects, est une. Il y a une loi d'harmonie qui y préside et en vertu de laquelle il n'est pas possible que la civilisation avance par un côté de la vie des peuples à moins d'avancer majestueusement et en masse de toutes parts. En un mot, il n'y a pas en Europe un État où il soit possible que le capital grandisse, si l'entendement humain ne s'y enrichit pareillement, et si l'ensemble de la population ne participe au progrès des connaissances. Il n'y a désormais que du retardement ou de la rétrogradation pour toute nation chez laquelle le sentiment de l'égalité civile et de la fraternité resterait comprimé.

Ainsi tombent comme des châteaux de cartes tous les systèmes qui sont fondés sur une prétendue hostilité naturelle entre les intérêts du travail et ceux du capital. Qu'il y ait eu et qu'il y ait encore des capitalistes cupides, que des riches aient profité de l'occasion qui s'offrait à eux pour pressurer le pauvre, je ne le nie pas; mais on ne me contestera pas non plus que le pauvre, plus d'une fois, ait pris, lorsqu'il l'a pu, sa revanche. Ces excès, de quelque part qu'ils viennent, ces scènes d'avidité et de violence, par lesquelles se révèlent les mauvaises passions des uns ou des autres, n'infirment en rien la conclusion à laquelle nous a conduit l'examen des faits : le capital est l'auxiliaire du travail ; c'est par la conservation et l'agrandissement du capital que disparaîtront de nos cités la faim et les haillons, et qu'en seront chassés les vices qui forment le cortége de la misère, de même que c'est le capital qui, selon la prévision du philosophe de Stagyre, a fait tomber les fers des esclaves.

Ainsi, conserver, ménager le capital que possède la société, en provoquer l'accroissement, voilà ce que doivent vouloir les amis des classes ouvrières, ceux qui souhaitent de toute leur âme que l'égalité virtuelle inscrite en tête de nos lois se change le plus tôt possible en cette égalité pratique qui subsiste aux États-Unis, par exemple, où rien dans le costume, dans le régime alimentaire, dans les habitudes générales de la vie, je dirais volontiers dans le langage même, n'indique une démarcation profonde entre le pareil de notre paysan ou de notre ouvrier et l'habitant le plus policé des villes.

Homère nous apprend que dans la maison de Pénélope, qui cependant était la simplicité même, il y avait douze femmes occupées nuit et jour à moudre le grain nécessaire à la subsistance de la reine d'Ithaque, de ses compagnes et de ses commensaux. Ce sera se mettre au delà de la vérité que de porter à trois cents le nombre des personnes que nourrissait ainsi Pénélope. Dans cette société sans capital, où tout se faisait à la sueur du front de l'espèce humaine, une personne était donc nécessaire pour moudre, et qu'est-ce que c'était que la mouture d'alors? Le grain consommé par vingt-cinq, peut-être par moins de la moitié. En supposant que pour toute la population le blé subit l'opération de la mouture, il fallait une personne tournant la meule par 25 habitants, ou plutôt par 10, 12 ou 15, proportion énorme. On voit par cet exemple entre mille à quel point le genre humain était écrasé de travail matériel pour satisfaire aux premiers besoins de la vie, et combien il est vrai de dire qu'alors, en s'exténuant, tout ce que les hommes pouvaient obtenir de leur travail, c'était de subsister d'une façon misérable. De nos jours, à la faveur du capital que la civilisation moderne peut consacrer à la mouture, on est parvenu à cette perfection, qu'un grand moulin, comme celui de Saint-Maur, près de Paris, est en état de moudre journellement la farine qui suffirait à faire la ration de cent mille soldats, sans employer plus de vingt personnes; c'est une personne au moulin pour 5,000 consommateurs. Puisque, en ce temps-là, il fallait tant de travail pour si peu de résultat, Pénélope ne pouvait faire autrement que de traiter fort mal ses douze esclaves qui étaient à la meule, de leur donner une fort modique pitance, de les vêtir plus mal encore, et c'était de même dans toutes les professions. Avec une industrie qui serait organisée tout entière sur le pied du moulin de Saint-Maur, il serait possible et facile de rétribuer chaque travailleur d'une façon magnifique. C'est que, il y a 3,000 ans, faute de capital de tout genre, avec un grand nombre de travailleurs, il y avait fort peu de produits. Au contraire, dans une société où l'industrie serait tout entière portée à la perfection du moulin de Saint-Maur et où il y aurait assez de capital pour occuper toute la population, la quantité des produits serait immense en proportion du nombre des travailleurs; le capitaliste pourrait avoir un beau profit, et le travailleur un fort beau salaire.

L'amélioration du sort des populations se traduit donc, aux yeux de celui qui analyse les faits, par cette formule simple : accroître le capital, développer tous les capitaux, y compris, remarquons-le bien, celui qui consiste dans l'habileté des hommes, dans leur activité au travail, dans leur goût pour le travail; faire en sorte que, relativement au chiffre de la population, le capital sous toutes les formes soit le plus grand possible. C'est sous cette formule que l'on peut présenter la condition positive de l'amélioration non-seulement matérielle, mais intellectuelle et morale du sort de la classe la plus nombreuse, car encore une fois tout se tient. Il faut que cette formule prenne place dans la tête de chacun de nous, de ceux surtout dont la main pèse en ce moment sur les destinées de la patrie, afin qu'ils s'en inspirent dans leurs actes. Puisque à cette heure ce sont les ouvriers qui sont nos souverains, il faut qu'on la leur signale et qu'on la leur recommande. Hors de là, il n'y a pour eux que des chimères et des déceptions, et, pour la société au sort de

laquelle leur sort est lié, que péril, bouleversement, appauvrissement, catastrophe.

La première pensée de beaucoup de personnes qui ont superficiellement examiné cette grande question du siècle, l'amélioration du sort de la classe la plus nombreuse, c'est que la répartition des produits du travail est vicieuse, qu'il faut la changer d'urgence, et qu'on remédiera ainsi aux souffrances des ouvriers. De là les vives réclamations pour un accroissement de salaire. De là l'enthousiasme avec lequel a été accueilli le système dit de l'organisation du travail. Sous le régime de la république, la vérité doit, plus que sous tout autre régime, sortir de son puits. Examinons donc ces deux combinaisons, et jetons-y, autant que nous le pouvons, pour découvrir ce qu'elles valent, les lumières de la vérité.

DIMINUTION DU TRAVAIL ET AUGMENTATION DU SALAIRE.

Tout accroissement de salaire à côté duquel vous ne verrez pas un accroissement du capital en proportion de la population sera éphémère. Les règlements par lesquels on aura cru le prescrire et le rendre immuable seront caducs. S'ils restent en vigueur quelques jours, ce sera par l'effet de la terreur, mais cela ne se maintiendra pas, par la bonne raison que c'est impossible, comme de bâtir un édifice qui se tienne de lui-même au milieu des airs, ou, pour prendre une comparaison qui montre plus clairement à quel genre appartient la chimère qu'on poursuit, comme de tirer d'une chose des parties qui, mises ensemble, fassent plus que le tout. Vous aviez pensé que vous atteindriez votre but en diminuant dans une forte proportion le nombre des heures de travail; on reviendra à payer à raison du nombre des heures. Vous avez fixé impérativement le prix de l'heure; on mentira à votre ordre impératif, parce que l'on ne pourra pas s'y conformer; la fraude est la réponse que font les gouvernés aux ordres des gouvernants qui commandent l'impossible. La main-d'œuvre est une marchandise dont la valeur se règle comme celle de tout autre objet. Il est aussi impraticable de fixer par la volonté arbitraire de l'autorité la valeur vénale de la main-d'œuvre que celle du pain, de la viande ou du fer. Il serait fort heureux pour l'industrie que le fer ne valût que 5 centimes le kilogramme, malheureusement il n'est pas possible de le fabriquer à ce prix ; supposons cependant que demain, dans son désir de favoriser l'industrie en général, le gouvernement provisoire décrète que le fer vaudra 5 centimes le kilogramme, ni plus ni moins : croyez-vous que le décret sera obéi ? Tel marchand de fer qui craindra des violences cédera probablement, mais à l'instant tous les maîtres de forges éteindront leurs fourneaux. Voilà ce qui tendra à se produire par des voies détournées, pour toutes les productions, dans un délai plus ou moins bref, lorsqu'on élèvera de par la loi le prix de la main-d'œuvre.

Dans la circonstance actuelle, il y a une raison pour que les ouvriers ne persistent pas dans la demande qu'ils ont faite à Paris, dans presque toutes les professions, d'avoir de plus forts salaires : c'est que jamais on n'eut moins de moyens d'accroître la rétribution du travail. L'ébranlement auquel nous venons d'assister a détruit la confiance. Ce n'est la faute d'aucune des personnes qui dirigent aujourd'hui les affaires, si le mot de *république française* effraye ceux qui possèdent, ceux qui attachent du prix au respect des propriétés et des personnes, ceux qui aiment la liberté autrement qu'inscrite sur les murailles; mais la république française, je parle de la première, excite l'effroi de tout ce monde-là, et ce même monde a vu avec inquiétude le retour du gouvernement républicain. La confiance a donc disparu; elle a fait place à la panique. J'espère que la confiance reviendra; c'est un devoir pour nous tous de la rappeler, mais tout indique qu'elle sera lente à reparaître. Or, c'est la confiance qui soutient le capital et qui le rend capable de produire et de distribuer tout ce que la société réclame pour vivre; c'est elle qui lui permet de

circuler et d'avoir de la fécondité. Il arrive ainsi qu'avec la même quantité de terres, de maisons, de machines, de routes, de canaux et de chemins de fer, avec le même approvisionnement en matières premières et en objets déjà tout fabriqués, avec le même capital intellectuel en talent, en connaissances, en adresse, nous sommes tous beaucoup plus pauvres qu'hier. Du sein de l'appauvrissement général il n'est pas possible de faire sortir de meilleures conditions d'existence pour quinze ou vingt millions de nos concitoyens. Manufacturiers, agriculteurs, commerçants, avocats, médecins, savants, artistes, tout ce qui n'est pas ouvrier gagne en ce moment beaucoup moins qu'il y a un mois. Est-ce le moment, pour les ouvriers, de revendiquer de plus forts salaires ? La question n'est pas de faire mieux rémunérer son travail, elle est d'en avoir, et plaise au ciel que dans un mois nous n'en soyons pas beaucoup plus dépourvus qu'aujourd'hui!

Quelle est la loi d'après laquelle se règle le salaire dans les pays où le travail est libre ? C'est par l'abondance du capital comparée au nombre des travailleurs qui demandent de l'emploi. Ici se retrouve cette éternelle loi du rapport entre l'offre et la demande, qui sert de règle à toutes les transactions. Un manufacturier n'a du capital que pour occuper cent ouvriers, en les rétribuant à raison de quatre francs par tête ; il s'en présente deux cents; s'il faut qu'il les occupe tous, il ne peut leur donner que deux francs, c'est forcé. Ainsi, plus la population se multipliera relativement au capital, plus les salaires descendront. Ils baisseront au détriment de la santé publique, en dépit des appels de la charité chrétienne, du cri de l'humanité blessée. Ils baisseront jusqu'à ce que les infortunés ouvriers soient réduits au *minimum* des subsistances, aux aliments les plus grossiers. C'est l'histoire de l'Irlande, où, à mesure que les hommes ont pullulé pendant que le capital était stationnaire, les malheureux paysans sont descendus de l'usage de la viande à celui du pain sec, du pain à la pomme de terre de bonne qualité, de la pomme de terre farineuse à la pomme de terre aqueuse et coriace qu'une superficie donnée rend en plus grande quantité. C'est affreux, mais c'est d'une inexorable nécessité. Là où il n'y a rien, le roi perd ses droits, selon le vieux dicton ; il en est de même du peuple, souverain ou non.

Tribuns, philanthropes, prédicateurs, creusez-vous la tête ; vous ne trouverez pas d'autre solution que celle-ci : une misère affreuse quand il y a beaucoup de bras et peu de capital. Les décrets garantiront le travail, garantiront le salaire : efforts impuissants ! Votre garantie sera vaine tant que vous n'aurez pas créé du capital, et vous ne le créerez que par le travail accumulé, par l'épargne, l'abstinence, la patience. Décréter une augmentation générale des salaires ou une diminution réelle du travail journalier tant que le capital n'est pas augmenté, c'est chimérique ou c'est éphémère. Voilà ce manufacturier qui employait deux cents ouvriers; vous voulez qu'il double le salaire : il y souscrit, mais alors il n'occupera plus que cent ouvriers. Tout au plus, en répartissant autrement son capital entre l'achat des matières et les salaires, il pourra aller à cent cinquante. Que ferez-vous des cent ou des cinquante qu'il aura congédiés? A cela on répond : L'État leur donnera de l'ouvrage; il ouvrira des *ateliers nationaux*. Bien; cependant, à ces ateliers il faudra du capital, d'où le tirerez-vous? On ne fait pas du capital comme Pompée disait qu'il pouvait faire des soldats, en frappant du pied la terre. Pour que l'État se procure le capital nécessaire aux ateliers nationaux, il faudra qu'il le prenne ou l'emprunte à l'industrie privée; mais alors celle-ci, ayant moins de capital, sera forcée de renvoyer d'autres travailleurs. Pendant que vous en placerez d'un côté, il s'en déplacera de l'autre un nombre égal qui se présenteront, demandant à leur tour du travail; vous n'en finirez jamais. C'est la roue qu'Ixion tourne toujours.

Puis, si les salaires sont augmentés, les frais de production seront plus élevés; il

faudra vendre plus cher, sous peine d'y perdre, et alors la consommation se restreindra. La production subira par conséquent le même sort ; de là, moins d'ouvriers occupés. Comment y remédierez-vous? Ce ne sera pas avec des ateliers nationaux travaillant sérieusement, avec un capital d'emprunt : je viens de montrer que c'est impossible. Cependant il reste un expédient : c'est de prendre sur le budget pour entretenir les ouvriers déclassés. Nous voilà donc acculés à la taxe des pauvres. Cette taxe viendra de la même source que les autres impôts; ce sera autant de pris sur le capital national, car ces 200 millions, si vous les aviez laissés aux contribuables, auraient en grande partie servi à grossir le capital national, et, du moment que vous les distribuez à des travailleurs inoccupés, ils sont consommés, ils n'existent plus. Vous allez donc à l'encontre du but que vous devez inflexiblement poursuivre, si vous voulez améliorer le sort des ouvriers. Il vous fallait pourvoir à l'accroissement du capital; vous le diminuez.

Il y a une foule d'industries qui exportent leurs produits. La France exporte pour plus de 100 millions de tissus de laine, pareille valeur en tissus de coton, des soieries, des articles de Paris pour des sommes énormes. Comme la concurrence étrangère nous presse vivement sur les marchés extérieurs, c'est sur de très-faibles différences de prix, 2, 3 ou 4 pour 100, qu'est motivée la préférence de l'acheteur étranger en notre faveur. Si les salaires s'accroissent autrement que par le cours naturel des choses et le libre mouvement des transactions, voilà nos frais de production augmentés; nous perdons l'avantage que nous avions sur les marchés extérieurs, nos débouchés nous sont ravis. Cette nombreuse population de Paris, de Lyon, de Mulhouse. de vingt autres villes qui fabriquent les articles d'exportation, reste sans travail. Vous croyez avoir avancé d'un pas; vous avez reculé de dix.

Est-il possible de changer dès à présent la répartition qui se faisait hier des fruits du travail en donnant une plus forte part au travailleur, une moindre au capital? Beaucoup de personnes résolvent la question par l'affirmative; n'est-ce pas à tort? Eh! oui, assurément, c'est une de ces espérances chimériques dont se bercent, pour leur malheur, des myriades d'ouvriers. Dans une société libre, et je suppose qu'on veut que la société moderne garde ce caractère si péniblement gagné, sous le régime de la liberté du travail, de cette liberté après laquelle les travailleurs ont soupiré pendant des siècles, la part du capital se détermine d'après cette même loi immuable de l'offre et de la demande que j'ai déjà citée. Quand il y a peu de capitaux vis-à-vis de beaucoup de travailleurs, le profit du capital est grand. Lorsque les capitaux se multiplient, la portion qui leur revient des fruits du travail est moindre. L'histoire nous l'atteste : ce qu'on nomme l'intérêt des capitaux va en baissant à mesure que la civilisation développe la richesse. Et ainsi nous retombons sur la conclusion à laquelle nous étions arrivés par un autre chemin : si vous voulez que le capital reçoive une moindre part des produits, faites que la proportion du capital au nombre des travailleurs soit plus grande. Il n'y a pas d'autre issue.

Allons plus loin et mesurons ce qu'on pourrait attendre non-seulement d'une réduction, mais de la suppression totale de la part qui est faite au capital. C'est exagérer, selon toute apparence, la production totale de la France en produits matériels que de la mettre à 10 milliards. Supposons que demain, par un décret révolutionnaire, on installe le système communiste en France, que tout le capital soit confisqué au profit de l'État, et que chacun des 35 millions de Français ait à prendre son lot égal sur les 10 milliards : ce sera par tête 78 centimes à dépenser par jour. Chaque ouvrier non marié sera mis à 78 centimes; je n'en sache pas beaucoup à Paris qui se contentassent de ce traitement-là, même au nom de la république. Une famille composée de six personnes recevrait 4 fr. 68 cent., c'est modeste au gré d'une quantité de travailleurs. Mais, dit-on, la production déploierait ses ailes aussitôt, et de 10 mil-

liards elle s'élèverait vite à 15, à 20. Il est mille fois plus probable que, sous l'influence de la terreur, de la confusion, des désordres et des gaspillages de tout genre que causerait cette grande spoliation, nous descendrions à 7 milliards, à 6, à 5, et que cet immense bouleversement établirait bientôt une égalité, non de bien-être, mais de misère.

Il est des prétentions qu'on mentionne à regret, mais qu'il faut cependant citer, parce que l'histoire de ces temps-ci les inscrira. Tel est le projet provisoirement adopté dans quelques ateliers de supprimer le travail aux pièces et de mettre tout le monde indistinctement à la journée. Les mauvais ouvriers y gagneront quelque chose, mais les ouvriers habiles et appliqués, les pères de famille qui, aiguillonnés par leur amour pour leurs enfants, entreprenaient une petite besogne et la menaient à bonne fin, n'ont qu'à y perdre. C'est une violence que celui qui a peu de titres exerce sur celui qui a droit à l'estime et à la sollicitude. Je voudrais de même qu'on pût déchirer des annales de la liberté française la page où l'histoire inflexible s'apprête à écrire que, dans un accès de patriotisme sauvage, des Français ont demandé que les ouvriers anglais, leurs frères, fussent renvoyés, et qu'ils l'ont obtenu.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Il y a trois ans, j'eus sur ce sujet une discussion publique avec M. Louis Blanc, à l'occasion du livre qu'il avait publié sous ce titre. Cette discussion, commencée et poursuivie avec politesse de ma part, se termina brusquement, après quelques échanges d'arguments, par une épître que M. Louis Blanc m'adressa dans son journal, épître du genre de celles que du temps de Louis XIV un duc et pair au plus antique blason aurait pu écrire à un homme de lettres, ou, pour parler la langue du temps, à quelqu'un de ces *gredins*, qui,

..... Pour être imprimés et reliés en veau,

se croyaient en droit de critiquer les grands seigneurs. M. Louis Blanc sentait en lui l'étoffe d'un dictateur, et savait qu'il lui était réservé de devenir prochainement l'un des membres les plus actifs d'un décemvirat qui disposerait souverainement de la France, statuerait sur la forme du gouvernement, sur les intérêts politiques et sociaux de la patrie. Je dois avouer mon tort : je ne m'étais pas douté des destinées qui attendaient mon adversaire. Je le prenais pour ce que j'étais moi-même, un écrivain, mon pair, sauf la différence du talent, car j'ai toujours regardé M. Louis Blanc comme un homme qui en a beaucoup, et je ne me suis fait faute de le dire; je ne me dissimule pas que je n'ai, au contraire, que de la bonne volonté.

M. Louis Blanc voudra bien me permettre de reprendre avec lui cette discussion interrompue par sa volonté en février 1845. Il y a urgence. Je préviens le lecteur qu'il ne doit prendre qu'en bonne part les observations que je vais présenter. J'ai toujours pensé qu'il convenait de parler à son gouvernement ou de son gouvernement sur le ton du respect; l'intérêt même de la société l'ordonne. Examinons donc, tout respectueusement, ce système qui a eu le bonheur d'avoir M. Louis Blanc pour interprète. Pour savoir nettement en quoi il consiste, j'aurai garde de substituer une description de ma façon aux paroles de M. Louis Blanc. Je citerai son livre textuellement comme un derviche ferait du Coran. Voici donc le chapitre par lequel se termine l'*Organisation du Travail*. (Édition de 1848, page 102.)

« Le gouvernement serait considéré comme le régulateur suprême de la production, et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande force.

« Cette tâche consisterait à se servir de l'arme même de la concurrence, pour faire disparaître la concurrence.

« Le gouvernement lèverait un emprunt, dont le produit serait affecté à la création d'*ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale.

« Cette création exigeant une mise de fonds considérable, le nombre des ateliers originaires serait rigoureusement circonscrit; mais, en vertu de leur organisation même, comme on le verra plus bas, ils seraient doués d'une force d'expansion immense.

« Le gouvernement étant considéré comme le fondateur unique des *ateliers sociaux*, ce serait lui qui rédigerait les statuts. Cette rédaction, délibérée et votée par la représentation nationale, aurait forme et puissance de loi.

« Seraient appelés à travailler dans les *ateliers sociaux*, jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail, tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité.

« Bien que l'éducation fausse et antisociale donnée à la génération actuelle rende difficile qu'on cherche ailleurs que dans un surcroît de rétribution un motif d'émulation et d'encouragement, les salaires seraient égaux, une éducation toute nouvelle devant changer les idées et les mœurs.

« Pour la première année qui suivrait l'établissement des ateliers sociaux, le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, il n'en serait plus de même. Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, ainsi qu'on va le voir, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif.

« On ferait tous les ans le compte du bénéfice net, dont il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association; l'autre serait destinée : 1° à l'entretien des vieillards, des malades, des infirmes; 2° à l'allégement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours; la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment.

« Dans chacune de ces associations, formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature même force à s'éparpiller et à se localiser. Si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois, et participant aux mêmes avantages.

« Chaque membre de l'atelier social aurait droit de disposer de son salaire à sa convenance; mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne tarderait pas à faire naître de l'association des travaux la volontaire association des besoins et des plaisirs.

« Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget; mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs.

« L'atelier social une fois monté d'après ces principes, on comprend de reste ce qui en résulterait.

« Dans toute industrie capitale, celle des machines, par exemple, ou celle de la soie, ou celle du coton, ou celle de l'imprimerie, il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée. La lutte serait-elle bien longue? Non, parce que l'atelier social aurait sur tout atelier individuel l'avantage qui résulte des économies de la vie en commun, et d'un mode d'organisation où tous les travailleurs, sans

exception, sont intéressés à produire vite et bien. La lutte serait-elle subversive? Non, parce que le gouvernement serait toujours à même d'en amortir les effets, en empêchant de descendre à un niveau trop bas les produits sortis de ses ateliers. Aujourd'hui, lorsqu'un individu extrêmement riche entre en lice avec d'autres qui le sont moins, cette lutte inégale ne peut être que désastreuse, attendu qu'un particulier ne cherche que son intérêt personnel; s'il peut vendre deux fois moins cher que ses concurrents pour les ruiner et rester maître du champ de bataille, il le fait. Mais lorsqu'à la place de ce particulier se trouve le pouvoir lui-même, la question change de face.

« Le pouvoir, celui que nous voulons, aura-t-il quelque intérêt à bouleverser l'industrie, à ébranler toutes les existences? Ne sera-t-il point, par sa nature et sa position, le protecteur-né, même de ceux à qui il fera, dans le but de transformer la société, une sainte concurrence? Donc, entre la guerre industrielle qu'un gros capitaliste déclare aujourd'hui à un petit capitaliste et celle que le pouvoir déclarerait, dans notre système, à l'individu, il n'y a pas de comparaison possible. La première consacre nécessairement la fraude, la violence et tous les malheurs que l'iniquité porte dans ses flancs; la seconde serait conduite sans brutalité, sans secousses, et de manière seulement à atteindre son but, l'absorption successive et pacifique des ateliers individuels par les ateliers sociaux. Ainsi, au lieu d'être, comme l'est aujourd'hui tout gros capitaliste, le maître et le tyran du marché, le gouvernement en serait le régulateur. Il se servirait de l'arme de la concurrence, non pas pour renverser violemment l'industrie particulière, ce qu'il serait intéressé par-dessus tout à éviter, mais pour l'amener insensiblement à composition. Bientôt, en effet, dans toute sphère d'industrie où un atelier social aurait été établi, on verrait accourir vers cet atelier, à cause des avantages qu'il présenterait aux sociétaires, travailleurs et capitalistes. Au bout d'un certain temps, on verrait se produire, sans usurpation, sans injustice, sans désastres irréparables, et au profit du principe de l'association, le phénomène qui, aujourd'hui, se produit si déplorablement, et à force de tyrannie, au profit de l'égoïsme individuel. Un industriel très-riche aujourd'hui peut, en frappant un grand coup sur ses rivaux, les laisser morts sur la place et monopoliser toute une branche d'industrie. Dans notre système, l'État se rendrait maître de l'industrie peu à peu, et, au lieu du monopole, nous aurions, pour résultat du succès, obtenu la défaite de la concurrence : l'association.

« Supposons le but atteint dans une branche particulière d'industrie; supposons les fabricants de machines, par exemple, amenés à se mettre au service de l'État, c'est-à-dire à se soumettre aux principes du règlement commun. Comme une même industrie ne s'exerce pas toujours au même lieu et qu'elle a différents foyers, il y aurait lieu d'établir entre tous les ateliers appartenant au même genre d'industrie le système d'association établi dans chaque atelier particulier; car il serait absurde, après avoir tué la concurrence entre individus, de la laisser subsister entre corporations. Il y aurait donc, dans chaque sphère de travail que le gouvernement serait parvenu à dominer, un atelier central duquel relèveraient tous les autres, en qualité d'ateliers supplémentaires... »

S'il m'est permis de résumer en trois lignes cet exposé, je dirai que l'organisation du travail de M. Louis Blanc consiste dans les innovations suivantes : 1° la suppression de la concurrence; 2° sauf une période de transition, l'égalité absolue pour tous, sans qu'il fût tenu compte de l'habileté et de l'activité de chacun; 3° l'abolition de tout profit pour le capital au delà de l'intérêt légal; 4° l'élection des chefs et sous-chefs des travaux industriels par les inférieurs.

En conscience, je crois qu'il suffit de ce résumé pour que le système soit jugé par

quiconque a la moindre connaissance de ce que c'est que le travail des ateliers, ou sait comment est fait le cœur humain, et quels sont les mobiles habituels des hommes dans les affaires.

Avec cette organisation du travail, la production se ralentirait sensiblement. Il y aurait beaucoup moins de produits à répartir, beaucoup plus de misère par conséquent. On en devine bien la cause ; personne ne serait directement intéressé à se donner de la peine, ou n'y serait poussé par la rivalité du voisin. M. Louis Blanc croit que les ateliers sociaux ainsi constitués seraient *doués d'une force d'expansion immense,* et qu'aucun des établissements de l'industrie actuelle ne pourrait soutenir une *longue lutte* contre les siens. J'en appelle à quiconque a dirigé un atelier. Je me déclare d'avance converti à la doctrine de M. Louis Blanc et je m'engage à devenir l'apôtre de son organisation du travail, si, parmi tous les habitants de Paris auxquels l'industrie est familière, il en trouve trois qui soient d'avis qu'une fabrique ainsi organisée pourrait soutenir la concurrence des autres et aller trois mois sans déposer son bilan.

L'égalité absolue de rétribution, quelles que fussent les œuvres, serait une injustice extrême. M. Louis Blanc l'a adoptée parce qu'il pense que le sentiment du devoir est dans l'industrie un mobile suffisant pour exciter les hommes à beaucoup faire et à bien faire. C'est là son erreur capitale, erreur qui l'honore, puisqu'il l'a prise dans son âme toute dévouée à la chose publique, mais erreur surprenante de la part d'un homme qui a tant étudié la morale et l'histoire. L'industrie, de même que toutes les institutions sociales, suppose assurément le sentiment du devoir ; mais elle suppose aussi, plus particulièrement, le sentiment de l'intérêt personnel. La loi politique et la religion recommandent aux hommes le devoir et glorifient le sacrifice. La société tomberait en pourriture, si le sacrifice et l'abnégation ne recevaient pas les hommages des hommes. Dressez donc des statues à Cincinnatus, offrez des palmes aux martyrs, mais n'espérez pas que dans les circonstances habituelles de la vie, dans les questions de pot-au-feu, le genre humain en masse s'impose l'imitation des vertus que des hommes d'élite ont déployées dans des occasions solennelles, celui-là en face des intérêts de la patrie, ceux-ci en présence de Dieu, sous l'empire d'une foi religieuse exaltée. Dans ses transactions journalières, l'homme suit la pente de son intérêt. Le cœur humain est ainsi fait. — Tant pis pour le cœur humain, me dira M. Louis Blanc. — Non ; c'est tant pis pour votre plan.

Mais vous vous méprenez, dira M. Louis Blanc ; dans mon système, *tous les travailleurs, sans exception, sont intéressés à produire vite et bien.* — Oui, sans doute, le bloc entier des travailleurs, dans son unité indivisible, est intéressé à ce que la production soit féconde, à ce qu'il y ait beaucoup de produits et de bons ; mais personne n'est individuellement intéressé à être laborieux et zélé, car l'individu n'y peut revendiquer le résultat de ses efforts personnels ; il n'en recueille que la millième ou la dix-millième partie. C'est comme s'il n'en retirait rien du tout. Ce système anéantit la personnalité humaine en la noyant dans un panthéisme confus. De chacun de nous, il fait ce que la loi pénale fait des forçats, un numéro, l'égal de tous les autres. L'industrie est du domaine assigné au sentiment individuel. Le ressort de la production, c'est l'intérêt individuel excité par la rétribution personnelle et manifesté par la concurrence, tout comme c'est le capital qui en constitue les rouages, et c'est pour cela qu'en supprimant l'intérêt individuel, vous désorganisez l'industrie, de même que vous détruisez absolument une montre quand vous en enlevez le ressort.

Croyez-moi, laissez en son lieu chacun des sentiments qui sont inscrits sur les divers replis du cœur humain ; ne les dépaysez pas, c'est comme si vous preniez les plantes des tièdes régions des Antilles pour les transporter dans le climat glacé du

Groënland, ou si vous proposiez aux terres tropicales la culture des végétaux que la nature a faits pour le pâle soleil de l'Islande. Ne demandez pas aux sentiments qui nous animent, quand nous approchons du forum où se discutent les intérêts sacrés de la patrie, ou dans les instants solennels où notre pensée s'absorbe dans l'Être suprême, qu'ils nous suivent, et que seuls ils nous inspirent lorsque nous nous livrons à notre métier et que nous y stipulons nos intérêts personnels. Vous ne l'obtiendrez pas ; c'est ce qui n'a jamais été et ne sera jamais, parce que cela ne peut être. Lui-même, Cincinnatus, le modèle du désintéressement patriotique, lorsqu'il vendait son grain, faisait probablement ses efforts tout comme un autre pour tirer de l'acheteur le meilleur prix. Caton l'ancien, l'homme du devoir en politique, était, dans la vie privée, très-regardant, et saint Paul, le grand saint Paul, homme de dévouement certes, eût été moins alerte, quand il était à sa besogne de faiseur de tentes, s'il n'eût senti que de son travail individuel dépendait son pain quotidien.

L'égalité véritable, celle que proclamèrent nos pères en 1789, aux applaudissements de toute la terre, n'a rien de commun avec ce fantôme que vous présentez aux regards de la multitude fascinée qui se presse sur vos pas. Les Français sont égaux, cela veut dire que la nation française est une, que les distinctions publiques appartiennent aux talents et aux services, quelle que soit la naissance. Cela signifie que l'État doit à tous les intérêts un égal appui, qu'il est tenu de protéger également les champs de celui-ci, les rentes de celui-là, le travail de ce troisième qui n'a ni terres ni rentes. Le sens de cette égalité féconde et généreuse, c'est que, par l'instruction qu'il répand, l'État doit préparer tous les hommes à être utiles à la société et à eux-mêmes, et qu'un vaste et libéral système d'éducation nationale doit rechercher soigneusement dans les hameaux comme dans les cités, sous le chaume et les haillons, comme sous le toit de l'opulence, les natures supérieures dont la société a besoin, afin de les développer et de les rendre dignes de devenir les dépositaires des destinées de la patrie. Mais soumettre à la même existence matérielle tous les hommes sans exception, depuis les dignitaires de l'État jusqu'au plus humble des manouvriers, c'est une de ces chimères qui ne sont permises qu'au collégien dont l'imagination naïve rêve le brouet noir des Spartiates, loin du réfectoire pourtant, alors qu'il n'a plus faim. Quoi ! le président de la république logera non dans le joli palais des successeurs de Washington, mais dans une chambre numérotée pareille à celle du dernier citoyen ; il mangera à la gamelle de tout le monde la pitance commune, il ira se délasser de ses graves soucis dans le préau public aux mêmes jeux que le vulgaire! Quand il méditera sur les affaires de la patrie, pour s'inspirer il aura autour de lui, de même que l'ouvrier, les ustensiles du ménage et les cris des enfants ! Cette égalité serait l'avilissement de tout ce qu'il y a de noble et de pur sur la terre, une honteuse promiscuité.

Ce système, comme au surplus beaucoup des idées qui ont pris le haut du pavé, n'est qu'une réaction passionnée contre les inégalités qui existaient jadis. Il organiserait l'oppression des natures d'élite par les natures communes, des hommes actifs, intelligents, dévoués par les égoïstes, par les sots, par les paresseux. Pour me servir de l'expression consacrée par un des décrets du gouvernement provisoire, ce serait l'*exploitation* des bons travailleurs par les mauvais. Ce n'est pas pour en arriver là que nous avons fait les révolutions de 1789 et de 1830 : ce n'est pas non plus le dernier mot de celle de 1848.

La concurrence fait le bon marché, c'est une vérité qui court les rues. Or, le bon marché, qu'est-ce, sinon l'affranchissement matériel du pauvre? La concurrence est le stimulant de l'industrie; c'est par la concurrence que se découvrent et se propagent les perfectionnements, si avantageux au plus grand nombre. Supprimez la concurrence, et la torpeur succède à l'ardente activité, qui est le caractère de l'in-

dustrie moderne. La concurrence est la figure industrielle de la liberté, de cette liberté sainte pour laquelle nos pères se passionnèrent en 1789, qu'ils nous avaient conquise par tant d'héroïques labeurs, au prix de tant de sacrifices. Condamner systématiquement la concurrence, c'est donc repousser les principes immortels de 1789, c'est vouloir que notre patrie, se frappant la poitrine, demande pardon au genre humain de l'avoir induit en erreur et se mette à rebrousser chemin, la honte sur le front.

Mais, dit M. Louis Blanc, la concurrence est le fléau de la société. D'après lui, non-seulement la concurrence est funeste à l'ouvrier, mais elle est fatale aux bourgeois; car M. Louis Blanc a la bonté, dans son livre, de témoigner beaucoup de sollicitude à la bourgeoisie. — La concurrence, en effet, a ses abus. L'arène de la concurrence est parsemée de ruines. Combien d'espérances légitimes y ont été renversées! que de fois l'avenir des familles y a été anéanti! Je ne le cache pas, je le déplore. Mais la carrière de la liberté n'a-t-elle pas été aussi couverte de décombres? Des actes infâmes en ont souillé le sol sacré, elle a été inondée de sang. L'affreuse guillotine y fut un moment inaugurée, sanctifiée, car on nous a parlé de la *sainte guillotine*. L'athéisme y trôna pendant quelques jours, et des monstres dignes de l'exécration du genre humain s'y pavanèrent. Est-ce à dire qu'il faille maudire la liberté? Pourquoi donc rendre le principe de la concurrence responsable des mensonges et des méfaits qui se sont accomplis ou s'accomplissent en son nom?

On abuse de tout, même des meilleures choses et des principes les plus beaux; mais aussi bien on s'abuse soi-même si l'on s'imagine qu'il soit possible d'arriver à une organisation sociale où il n'y aura plus de violences ni de fraudes. Il y aura toujours sur la terre des bons et des méchants. Ce qui importe, c'est que les bons ne soient pas systématiquement sacrifiés aux méchants, et qu'au contraire le bien l'emporte sur le mal. Or, tout balancé, c'est ce qui a lieu et de beaucoup, quand l'industrie se met sous le drapeau de la liberté ou de la concurrence; car, je ne saurais trop le répéter, c'est tout un : la concurrence n'est que la face industrielle de la liberté. La concurrence est un aiguillon qui pousse incessamment la société vers un état de choses où la quantité des produits sera enfin assez grande pour que chacun puisse en avoir la part que l'humanité réclame; c'est sous la pression de cet aiguillon que naissent les perfectionnements industriels, et le caractère général et absolu de tout perfectionnement de l'industrie, c'est de multiplier les produits qu'engendre un même travail. L'aiguillon est acéré, et il fait quelquefois de cruelles blessures : il faut voir jusqu'à quel point il serait possible de rendre ces plaies moins douloureuses et de les guérir sans émousser l'aiguillon, et sans qu'il cesse d'agir nuit et jour comme un stimulant énergique; mais supprimer l'aiguillon, comme le propose M. Louis Blanc, ce serait tout simplement décréter l'éternité de la misère pour le plus grand nombre des hommes. La marche de l'industrie en avant s'arrêterait tout net.

Peuples ou individus, personne ne doit se flatter d'avoir jamais sur la terre une tente dressée pour un doux sommeil, constamment parsemé de riantes visions; nous sommes ici-bas pour lutter, pour être éprouvés, et le progrès est le fruit des épreuves et de la lutte. Il faut, non-seulement pour que la société avance, mais pour qu'elle subsiste, que le système social soit conforme aux données fondamentales de la nature humaine; le système de M. Louis Blanc les méconnaît; qu'il respecte l'équité, et ce système la viole. En un mot, dans ce système, le mal domine le bien et l'écrase. Sous le régime de la liberté et de la concurrence, c'est le contraire. Il reste à savoir seulement s'il n'est pas possible de restreindre cette proportion de mal dont nous voyons que de nos jours la liberté et la concurrence sont accompagnées.

Me voilà enfin sur un terrain où je puis m'entendre avec les socialistes en général et, ce dont je suis flatté, peut-être avec M. Louis Blanc lui-même. J'ai insisté sur la

nécessité de maintenir la concurrence, dans l'intérêt de l'avenir des ouvriers eux-mêmes; mais parce qu'un principe est bon ou même excellent, ce n'est pas une raison pour le suivre indéfiniment, jusque dans ses dernières conséquences, sans regarder autour de soi. Les hommes qui conduisent les affaires de la société ont à mener de front plusieurs principes également respectables, qui semblent s'exclure, mais auxquels suffit à chacun sa part. On peut, grâce à Dieu, balancer les uns par les autres ces principes en apparence exclusifs, et les employer comme on le fait en mécanique de forces plus ou moins divergentes qui se résolvent finalement en une force unique, la résultante de toutes les composantes. De même que la liberté politique a besoin d'être mariée au principe d'ordre, sans lequel elle ferait de funestes écarts, de même on peut espérer de parer aux inconvénients les plus marqués de la concurrence par l'application intelligente d'un principe que célèbrent justement sur le ton de l'enthousiasme toutes les écoles socialistes, le principe d'association.

Ainsi M. Blanc a raison de recommander aux ouvriers, pour la jouissance des fruits de leur travail, la vie en commun; ce régime sociétaire, appliqué à la consommation, donne une économie très-remarquable, et permet par conséquent de multiplier le bien-être et les plaisirs de chacun avec une même quantité de ressources. Par l'association, ce qui, dans l'isolement, était du dénûment, peut se changer en une existence passable. Ce n'est pas le seul bienfait qu'on doit attendre du principe d'association. L'association est possible dans la production même; elle y est plus désirable encore que dans la consommation. Avant d'entrer dans quelques explications à ce sujet, je sens le besoin de montrer que ce que je dis ici n'est pas chez moi une opinion de circonstance, et que ce n'est point par résignation que je m'y rallie. Voilà ce que je publiais, en 1841, dans un écrit contre les fortifications de Paris, que les chambres discutaient alors, et depuis j'ai souvent reproduit la même idée.

« Au dedans, la dynastie était appelée à édifier, conformément à l'esprit nouveau des temps, une société calme et heureuse, avec les éléments épars et divisés comme des grains de sable que lui ont légués des bouleversements sans exemple. Elle devait donner aux populations, à pleines mains, du bien-être, des lumières, de la moralité, en revendiquant l'aide de l'industrie, de la science et des arts, et en invoquant les idées suprêmes hors desquelles on chercherait en vain du bonheur pour les individus, de la stabilité pour les trônes et pour les empires. Elle avait à réaliser en permanence, dans la marche régulière de la politique et du travail, cette union admirable des ouvriers et des bourgeois, qui avait fait du mémorable drame des trois journées une révolution inouïe. Au fronton de l'édifice, elle avait à graver le principe de l'égalité, inaliénable conquête d'un demi-siècle d'efforts et d'aventures, toison d'or rapportée du plus laborieux des pèlerinages; de l'égalité organique, afin d'en finir avec l'égalité anarchique. En un mot, *la tâche de la dynastie au dedans, tâche difficile et longue, digne d'occuper des générations de rois et d'hommes d'État, c'était l'organisation du travail*, s'il est permis d'employer une expression que les partis ont dénaturée. Cette politique libérale et organisatrice est antipathique au système guerrier; elle suppose nécessairement la paix : elle n'est possible qu'avec elle et que par elle (1). » (*Les fortifications de Paris, Lettre à M. le comte Molé*, p. 13.)

(1) En rappelant ici ce que j'ai écrit, alors que je débutais dans l'enseignement de l'économie politique, je n'entends pas réclamer pour moi un brevet d'invention. Si c'est un mérite d'avoir proposé l'organisation du travail au moyen de l'association, ce mérite m'est commun avec tous les économistes modernes. Lisez-les tous, vous trouverez dans le cours de M. Rossi, comme dans les leçons de M. Wolowski, dans les travaux de M. Dunoyer, comme dans ceux de M. Faucher,

Mais cette organisation du travail, ce mode d'association entre les bourgeois et les ouvriers, quel est-il? qu'est-ce qu'il peut être? Ce ne sera pas l'organisation proposée par M. Louis Blanc, car celle-ci aboutit à l'impuissance et à la tyrannie, je l'ai montré : à l'impuissance, puisque, au lieu de multiplier les produits, elle en restreindrait la quantité en brisant le ressort même de la production; à la tyrannie, puisque les natures d'élite y seraient comprimées, asservies, exploitées, et que les frelons de la ruche y absorberaient de droit le miel péniblement amassé par les industrieuses abeilles. Le mode d'association qu'il faut devrait avant tout être sur cette base, que chaque rétribution individuelle dépend du nombre et de l'étendue des services individuels.

Précisez davantage, me dira le lecteur, le temps nous presse et la maison brûle. — Si le feu est à la maison, faites la part du feu. Il est à croire qu'il ne la faudra pas trop grande, car la réflexion vient, et tout le monde retourne au calme. Si un grand incendie se déclarait, il consommerait la ruine complète de tout le monde, y compris les ouvriers. Or, les ouvriers le sentent, et c'est pour ce motif que je ne crois pas à l'embrasement général de l'édifice social. Quant à moi, je le confesse, j'ai beau regarder, je n'aperçois nulle part encore un plan qui puisse être adopté avec la moindre confiance pour l'organisation du travail. Nous n'arriverons à cette découverte que comme Colomb découvrit le nouveau monde, après avoir longtemps demandé et espéré un navire et après une longue et périlleuse navigation. Le navire, nous l'avons enfin, s'il plait à Dieu : voici la périlleuse et longue navigation qui commence! Je ne puis que dire, comme en 1841, c'est une *tâche difficile et longue,* et, pour l'accomplir, il faudra successivement l'espace de plusieurs *générations.* Des tâtonnements, des essais nous mettront sur la voie, et nous devrons tous ramer de toutes nos forces afin d'avancer chaque fois qu'un éclair aura brillé et nous aura montré le chemin au milieu des ténèbres. Les agitations des événements nous pousseront vers le terme du pèlerinage, non sans nous en écarter quelquefois. C'est ainsi que nous allons depuis 1789, par un mouvement semblable à celui de la marée dont le niveau s'élève, quoique le recul du jusant à chaque instant succède au flot qui monte. Puisque nous sommes lancés depuis un mois dans les plus grandes aventures, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'on en coure de petites, c'est même fort convenable. Je ne crois point au système de M. Louis Blanc, je l'ai assez dit. Je n'ai pas beaucoup plus de foi dans le fouriérisme. J'honore et j'admire Fourier, mais je ne vois dans ses écrits que des romans propres à faire valoir l'association qui en est la morale, et je ne les estime que pour la morale qu'ils font aimer. Néanmoins, dans la circonstance actuelle, une allocation de cinq, six ou dix millions pour fonder une association d'après les idées de M. Louis Blanc, ainsi qu'un phalanstère, me semblerait au goût du jour. Ce serait une étude dont il sortirait des enseignements. Ce serait aussi un gage de la bonne volonté du gouvernement en faveur des novateurs honnêtes, un moyen de calmer les impatients qui nous débordent.

Quoiqu'il n'y ait pas pour l'organisation du travail un plan nouveau d'après lequel on puisse demain constituer les ateliers et régler les droits de chacun, ne désespérons pas cependant, et ne nous faisons pas plus pauvres que nous ne le sommes. Et d'abord fixons bien les idées. Entendons-nous bien sur ce que c'est que l'organisation du travail. Ce mot, auquel tant de vagues désirs se sont accrochés, qui est inscrit sur tant de bannières hardiment déployées aujourd'hui, n'a jamais été bien défini par ceux qui ont le plus contribué à le mettre à la mode, et c'est peut-être à

de Fix, de tous les maîtres de la science, que l'association entre les ouvriers et les maîtres (je demande pardon de me servir encore du vieux style) est éminemment désirable, qu'elle tranchera le nœud des difficultés sociales des temps modernes.

cette circonstance qu'il est redevable d'une grande partie de son succès. Les hommes, les malheureux surtout, s'attachent de préférence à ce qui est mystérieux, parce qu'alors leur imagination exaltée croit voir parmi les nuages dont sont entourées les idoles qu'on leur présente tout ce qui doit soulager leurs maux et changer leurs souffrances en joies.

L'organisation du travail, prise dans le sens le plus large, doit consister dans un ensemble d'institutions qui offrent au travailleur une assistance efficace dans toutes les positions qu'il traverse, depuis le moment où il naît jusqu'à celui où il va chercher un monde meilleur. Ce n'est pas alors seulement une institution à la faveur de laquelle son travail dans l'atelier reçoive une rémunération équitable ; c'est aussi bien tout ce qui est nécessaire à protéger son enfance, à façonner sa jeunesse, à encourager son âge mûr et à abriter sa vieillesse. Eh bien ! la société moderne, qui date de 1789 et qui prit alors une devise dont elle ne doit jamais se séparer, la liberté, offre de nombreux éléments pour remplir les cases de ce vaste cadre. Nous avons pour l'enfance la crèche, la salle d'asile et puis l'école ; pour la jeunesse, l'école encore et l'apprentissage, l'inspection ordonnée par la loi sur le travail des enfants. L'âge mûr, engagé dans l'action, trouve une plus grande variété d'appuis tutélaires. Et d'abord nommons avec respect la caisse d'épargne, qui ne se borne pas à recueillir, pendant les temps prospères, des ressources pour les mauvais jours ou pour l'époque à laquelle les portes de l'atelier se fermeront au travailleur épuisé par les années, ni même à faire concourir l'ouvrier à grossir le capital national en capitalisant lui-même. La caisse d'épargne a un effet admirable sur le moral de l'homme. Dès qu'il a fait un dépôt à la caisse d'épargne, l'ouvrier acquiert une conduite régulière, s'il ne l'avait déjà. L'arrivée à la propriété, c'est, pour le travailleur, ce qu'était pour le géant de la fable le contact de la terre, une source de force. De ce moment, il sait ce que c'est que prévoir ; l'avenir prend à ses yeux une signification, la vie un but. A côté de la caisse d'épargne, l'ouvrier dans l'âge mûr a la société de secours mutuels. Une justice prompte, impartiale et économique lui est garantie par les conseils de prud'hommes. Les cours d'adultes lui présentent un moyen de rafraîchir son instruction ou même de la faire, s'il a été trop négligé quand il était enfant. Pour ses vieux jours, il devrait avoir la caisse des retraites qui existe en Angleterre, et que, depuis quelques années, d'honorables citoyens préparaient pour la France. C'est un établissement en perspective. Et enfin la révolution dernière a mis en relief l'idée de la participation des travailleurs aux bénéfices des établissements où ils sont employés ; c'est ce qui répond à l'organisation du travail, telle qu'on l'entend communément.

Que ce qui existe, même en germe, suffise, une fois développé, à satisfaire tous les besoins, ce n'est pas ce que je soutiens, puisque je viens de nommer la caisse des retraites, qui n'a eu que les honneurs d'un tardif projet de loi, et surtout la participation des ouvriers aux bénéfices, à l'égard de laquelle un projet de loi serait aujourd'hui encore infiniment difficile à rédiger, si l'on voulait qu'il fût général, et si, comme on le doit, on tenait à ne pas faire violence à la propriété, à ne pas contraindre la liberté à se voiler. Il y a surtout à dire que le réseau de l'organisation, même incomplète, dont je viens de rappeler les traits principaux, est loin d'être étendu partout sur notre patrie. Il s'en faut de beaucoup que tous les hommes ou même une majorité d'entre eux aient leur part de tous ces bienfaits. Il y aurait vingt fois plus de salles d'asile, qu'il n'y en aurait pas encore assez. Il y a un bien prodigieux, rien moins qu'un changement dans les mœurs, à attendre de ces touchantes réunions et des écoles qui doivent les suivre. Les écoles aujourd'hui ne sont que l'ombre de ce qu'elles devraient être. C'est un chapitre pour lequel il faut désormais qu'il y ait vingt millions de plus inscrits au budget. Je parle des écoles primaires, de celles qui

doivent nous former des agriculteurs que nous puissions sans rougir mettre à côté des cultivateurs de la Grande-Bretagne ou de l'Ohio, et des ouvriers qui soient les dignes frères de ceux du Massachusetts. La loi sur le travail des enfants dans les manufactures n'a reçu jusqu'à ce jour qu'une sanction dérisoire ; il en faut une qui soit sérieuse, grande comme l'intérêt qu'il s'agit de protéger. Les caisses d'épargne, qui avaient un tel succès, qu'à Paris leur clientèle embrassait le sixième de la population, se relèveront-elles du coup que la pénurie du trésor a obligé le gouvernement provisoire de leur porter? On n'y doit rien négliger. Les sociétés de secours mutuels ont à se répandre principalement dans la province, car à Paris elles sont déjà nombreuses; elles ont aussi à refaire leurs statuts, qui sont défectueux et qui reposent sur des calculs faux. Les prud'hommes devront se multiplier et agrandir le cercle de leur juridiction bienfaisante. Les sociétés de prévoyance, pareilles à celle qui a rendu de si grands services à Lyon pendant les crises commerciales de 1837 et de 1840, auront à s'acclimater dans nos autres villes manufacturières. Les institutions de crédit à l'usage des ouvriers se réduisent aux monts-de-piété : il convient que l'ouvrier, pour se procurer quelque argent non-seulement dans les temps difficiles, mais dans les circonstances ordinaires, rencontre des institutions qui l'assistent à moindres frais et qui soient moins méfiantes et mieux pourvues. C'est encore Lyon que nous citerons ici comme un modèle à suivre par cent autres de nos villes : on y a vu, et je suppose qu'on l'y voit encore, une caisse de prêt qui avance quelques fonds aux ouvriers connus, sur leur parole, sans leur demander le dépôt de leurs outils qui cependant servent de gage à l'emprunt. Un jour sans doute aussi la France ne le cédera en rien à l'Écosse, où l'ouvrier honnête et rangé obtient des banques qu'il lui soit ouvert un crédit sur son honneur, avec la garantie de quelqu'un de ses amis, afin qu'il devienne chef d'industrie à son tour.

Nous sommes donc, depuis 1789, en train de nous constituer une organisation du travail belle et digne d'envie. La nouvelle forme de gouvernement que la France vient d'admettre hâtera les progrès de cette œuvre, qui marchait avec beaucoup trop de lenteur; je le dis aujourd'hui, parce que je l'ai dit mille fois avant le mois de février 1848. Tout le monde devra s'y prêter; tout le monde y est intéressé. Il ne s'agit pas seulement de l'honneur de la patrie et de sa renommée; notre salut à tous est à ce prix. Il faut choisir entre une affreuse anarchie où tout périrait, tout jusqu'à l'indépendance nationale, et le concours majestueux de tous les citoyens pour cette œuvre grandiose, excellente, pour cette patriotique réparation.

Quant à la participation des ouvriers aux bénéfices de l'industrie, participation dans laquelle beaucoup de personnes font exclusivement consister l'organisation du travail, elle suppose une révolution dans les mœurs. J'admets que les révolutions politiques, lorsqu'elles sont à la hauteur de ce nom, amènent dans les mœurs une transformation qui peut se qualifier de même. Je crois donc que cette participation va s'introduire graduellement dans les habitudes; mais il faudra bien des précautions pour que le droit de propriété n'en soit pas atteint. Ces précautions sont de rigueur dans l'intérêt même des ouvriers, car le respect de la propriété est commandé pour le bien de tout le monde. Je n'essayerai pas d'indiquer, même de la façon la plus nuageuse, de quelle importance devra être cette participation. Personne n'a, et, je le crois, personne ne peut avoir sur ce sujet aucune espèce de projet qu'il soit possible de justifier. Je n'essayerai pas davantage d'ébaucher les conditions auxquelles on pourra en soumettre la jouissance, ni les formes qu'il conviendra d'y donner, afin qu'elle provoque activement le perfectionnement des arts. Je suis convaincu que cette participation changera le caractère de l'industrie et plus encore du travailleur, qu'elle donnera à celui-ci de la dignité, un amour de l'ordre, un esprit

de conduite qu'il ne pourrait connaître autrement. Ces luttes sourdes qui existaient entre les maîtres et les ouvriers et qui occasionnaient tant de désordres, tant de petits dégâts, tant de déperditions de forces vives, disparaîtront comme par enchantement; et ce sont surtout ces motifs de l'ordre moral, politique et social, qui, quant à présent, me la font ardemment désirer.

Il ne faut pas, en effet, que les ouvriers attendent immédiatement de cette participation un accroissement considérable à leur rétribution. S'il est incontestable que l'association entre toutes les personnes qui coopèrent au travail de l'atelier, depuis le chef d'industrie jusqu'à l'homme de peine, doive avoir l'effet de rendre un jour l'industrie beaucoup plus productive, il ne l'est pas moins que le temps est un élément indispensable de cette amélioration. Tant que le capital différera peu de ce qu'il était hier, tant que la quantité des produits ne sera pas sensiblement plus grande, la rétribution de l'ouvrier, composée d'un salaire fixe et d'un supplément que joindra au salaire la participation aux profits, différera peu de ce qu'elle était hier. C'est inévitable, tant que la liberté sera maintenue dans la société, et, si on tentait de la violer, ce n'est pas une augmentation qu'obtiendrait l'ouvrier. C'est à une diminution que le conduirait la force des choses, plus puissante, elle, que les décrets des gouvernements et que les pétitions présentées même à main armée.

L'essentiel serait d'inaugurer cette participation d'une manière positive, par des actes. Les dispositions organiques à cet effet sont malaisées à combiner dans l'état actuel des esprits et des habitudes; mais il est quelques grands exemples que l'on peut dès à présent instituer. On sait que depuis quelques années la compagnie du chemin de fer d'Orléans, à la tête de laquelle est placé un homme éminent par sa capacité et par ses sentiments généreux (M. F. Bartholony), admet ses employés à la participation des bénéfices; elle a eu dès l'origine l'intention d'en faire jouir un jour ses ouvriers aussi; mais elle a dû procéder par degrés. Les sociétés anonymes auxquelles certaines formes de comptabilité sont prescrites, près desquelles l'autorité a un commissaire, qui même sont tenues de déposer leurs comptes annuels au tribunal de commerce, pourraient désormais, lorsqu'elles seraient en instance pour se faire autoriser, ou lorsqu'elles demanderaient la révision de leurs statuts, être astreintes à un règlement analogue à celui de la compagnie d'Orléans, avec cette différence cependant, que la participation serait assurée à tous les agents, aux ouvriers comme aux employés, et sauf l'introduction de clauses nouvelles qui feraient dépendre la grandeur de la rémunération de l'efficacité des efforts de chacun et de l'étendue de ses mérites. La plupart des grandes compagnies qui sont déjà autorisées consentiraient, on n'en saurait douter, à entrer dans cette voie. La compagnie du chemin du Nord vient spontanément d'en prendre l'engagement. De proche en proche, les pouvoirs publics en ayant la ferme volonté, et l'opinion les secondant, l'industrie tout entière contracterait cette habitude salutaire.

Avec ces mesures en faveur des travailleurs, il serait possible d'en combiner d'autres, qui exerceraient sur leur bien-être un effet plus immédiat peut-être et plus général quant à présent; je vais en indiquer quelques-unes.

DE QUELQUES MESURES PROPRES A ACCÉLÉRER LE PROGRÈS POPULAIRE.

L'impôt est un prélèvement sur les fruits du travail. L'impôt est autant à déduire de ce que les particuliers auraient la faculté d'épargner, de ce qu'ils épargneraient probablement pour en faire du capital. Quand une nation paye un milliard d'impôt, l'on peut hardiment affirmer que, si la pompe aspirante du fisc n'eût enlevé cette somme des poches des citoyens, les sept ou les huit dixièmes eussent grossi le capital national; les deux ou trois autres dixièmes eussent servi à satisfaire d'impérieux

besoins, eussent empêché les populations de souffrir de la faim ou du froid, ou auraient augmenté la part réservée aux plaisirs. Il y a cependant une partie des taxes publiques qui sert à éclairer la nation, à l'élever dans ses sentiments, ou encore à donner au travail les facilités qui résultent de bonnes voies de communication. Cette portion du budget, soustraite au capital national, y retourne; car l'instruction, l'éducation, les voies de transport, tout cela est du capital. On peut assimiler de même au capital la portion des dépenses publiques qui est strictement nécessaire pour l'administration d'une bonne justice, pour la gestion intelligente des intérêts politiques de la patrie, pour la sécurité des transactions et des propriétés. Mais cet immense appareil militaire dont s'entourent tous les gouvernements, pour s'intimider les uns les autres, ou afin de comprimer les populations, et l'on sait comme ils y réussissent, tout ce qui sert à le constituer et à l'entretenir est détourné du capital national, est perdu pour la nation. Le budget militaire des États est pour les trois quarts ou les cinq sixièmes une dépense stérile, une atteinte criminelle au capital, instrument matériel du progrès social, une odieuse satisfaction que l'esprit de domination se donne. Je le dis aujourd'hui, parce qu'avant la révolution de février, je m'étais, dans cette *Revue* même, franchement élevé contre ce funeste abus (1). L'acte le plus patent de mauvaise administration qu'il y ait à reprocher au dernier ministère, c'est d'avoir augmenté sans mesure ni raison les charges militaires de la France, à tel point qu'en 1848, nous payions pour la guerre que nous ne faisions pas et ne voulions pas faire 200 millions de plus qu'en 1838.

Dans leur ambition, les souverains de l'Europe ont constamment maintenu, chacun chez soi, un état militaire exagéré, et ils attendaient, pour en avoir du regret, d'être, comme Louis XIV, à leur lit de mort. C'est ainsi que les gouvernements européens ont jusqu'ici dévoré la substance même dont se forment la prospérité et la grandeur des nations, et qu'après plusieurs siècles consacrés au travail avec beaucoup d'ardeur et passablement d'intelligence, après dix-huit cents ans de culture par le christianisme, l'Europe se trouve encore si pauvre. Voici un rapprochement qui nous donnera la mesure du dommage qui a été causé à toutes les nations civilisées : considérez la France, qui a un attirail prodigieux de forces de terre et de mer, et les États-Unis, qui n'ont qu'une armée microscopique, et dont le budget de la marine est le quart du nôtre. D'un côté, faites le compte de ce que la France a dépensé depuis vingt ans pour son système militaire, et, de l'autre, additionnez tout ce que les États et les particuliers ont donné dans l'Union américaine, pour creuser des canaux et construire des chemins de fer, pour fonder des banques, pour ouvrir des écoles, pour lancer, à l'usage du commerce, les innombrables bateaux à vapeur qui dans le nouveau monde sillonnent les fleuves et les mers : vous trouverez que la première somme, celle que la France a payée pour son état militaire, excède la seconde, celle que les États-Unis ont consacrée à toutes les améliorations qui, chez eux, ont porté si haut la condition physique, intellectuelle et morale du grand nombre. Nous avons, nous, offert en pâture au démon de la guerre ce qui fût devenu du capital ; la nation des États-Unis a religieusement laissé à ses économies la destination que la nature et le bon sens indiquent. Elle en a fait du capital. Elle s'est conduite en nation sage, elle en est récompensée par le bien-être des citoyens ; nous avons fait ou laissé faire des folies, nous en sommes punis par la misère inquiète, agitée et exigeante d'une partie de nos frères.

Réparons autant que possible le temps perdu. Si, comme il faut l'espérer, les puissances répondent par des témoignages pacifiques aux éloquentes paroles que leur a

(1) *Revue des Deux Mondes*, tome Ier de 1848, page 387, article intitulé *Des Rapports de la France et de l'Angleterre.*

adressées M. de Lamartine, il sera essentiel, au nom du progrès populaire, de diminuer le plus possible les dépenses improductives de l'État et surtout de réduire le budget des ministères de la guerre et de la marine.

Par quelle fatalité faut-il cependant que, dès qu'un cri de guerre se fait entendre, ce soient les ouvriers qui y répondent avec le plus de transports ?

Notre système administratif, entre autres défauts, offre celui d'être réglementaire à l'infini. Avec des prétentions à la liberté, nous sommes le peuple le plus réglementé et par conséquent, je ne crains pas de le dire, le moins libre de l'Europe, dans nos entreprises. Un despotisme compacte subsiste en France au moyen de la paperasse administrative. Le despotisme de l'ancien régime a été renversé; celui de Napoléon succomba dès que la gloire militaire ne fut plus là pour le soutenir. Celui de la bureaucratie fleurit plus que jamais, et les trente dernières années lui ont servi à jeter de profondes racines. Il faut que nous lui rendions compte de tous nos projets, que nous lui demandions une permission pour chacun de nos actes. Il prend nos demandes d'un air nonchalant, les tourne, les retourne, et les envoie, à ses heures, d'une de ses officines à l'autre. Il use notre patience, condamne notre activité à la rouille, désespère nos désirs les plus légitimes. Il y a quelques années, on a publié la série des formalités qui sont nécessaires à un propriétaire dont le champ borde une rivière pour être autorisé à y placer un batelet. Il n'y faut pas moins de quarante ou cinquante dépêches, et, en suivant la filière ordinaire, cela dure à peu près comme le siége de Troie. Ce monstrueux abus de la centralisation et de l'esprit réglementaire cause un grand dommage à la fortune publique. C'est, en outre, antipathique à la liberté; mais ce n'est pas ce qui doit m'occuper ici. Les effets de ce régime peuvent se représenter sous cette forme, qu'il nous dérobe à tous une demi-heure ou une heure par jour sur huit ou neuf heures de travail effectif. Le résultat est donc le même que si l'on dépouillait la société du huitième, du neuvième ou tout au moins du seizième de son capital, de ce qui nous donne la richesse, l'aisance ou la subsistance. Je laisse à chacun le soin de tirer la conclusion.

Autre aperçu qu'il est bon d'envisager. Le salaire se traduit pour tous les hommes par la satisfaction des besoins, car ce n'est pas pour le plaisir de manier une pièce de monnaie que l'ouvrier travaille et reçoit un salaire; c'est pour manger, boire, se vêtir et se loger. Les deux ou trois francs qu'un travailleur gagne chaque jour représentent pour lui une certaine quantité d'objets de première nécessité et surtout d'aliments. Nous avons examiné s'il était possible d'augmenter les salaires par des décrets de l'autorité, et la négative nous a été démontrée; mais il est certain qu'on peut, par des règlements fiscaux ou autres, diminuer la proportion des objets de première nécessité qu'un travailleur se procurerait en échange de son salaire, s'il était plus libre, s'il vivait sous un régime où l'on eût pensé davantage à lui. Des impôts justement impopulaires, et des tarifs de douane conçus dans l'intérêt de quelques-uns au mépris de l'intérêt général de la société, peuvent avoir et ont en effet ce déplorable résultat. Les choses se passent alors à l'égard des populations ouvrières exactement comme si, l'état naturel des choses n'étant pas troublé par la fiscalité ou par l'esprit de privilége, on eût diminué leur salaire, ou encore comme si par une loi l'on eût confisqué et précipité au fond de la mer une partie du capital qui alimentait l'activité industrielle de la nation. Un gouvernement qui aurait la fibre vraiment populaire s'abstiendrait de tout règlement semblable, et réformerait avec empressement tout ce qu'il trouverait d'institué dans ce genre. Aux États-Unis, la main du législateur sècherait plutôt que de signer une loi qui tendrait sous un prétexte quelconque à enchérir le pain ou la viande.

J'ai insisté dans plusieurs passages de cet article sur ce que l'habileté du travailleur, son goût pour le travail, son zèle, formaient un capital extrêmement précieux

et d'une rare puissance. Ce capital a cela de particulier, qu'il appartient tout entier à l'ouvrier. Un gouvernement populaire doit donc s'attacher spécialement à accroître ce capital. Il en a le moyen par l'instruction professionnelle, instruction dont nous n'avons encore en France que des rudiments imparfaits et bien épars. Une seule de nos métropoles est bien dotée, c'est Lyon, et elle le doit non à la munificence de l'État, mais à un pieux legs de deux de ses enfants, le major général Martin et M. Eynard. Ajoutons pourtant qu'elle en est redevable aussi, pour une bonne part, aux lumières et au bon sens de quelques-uns de ses citoyens qui ont conçu pour la circonstance et mis en pleine activité une admirable méthode d'enseignement et un excellent plan d'études et d'éducation (1). Toutes nos grandes villes devraient avoir une école du genre de la Martinière de Lyon. De moindres institutions existeraient, dans nos moindres cités, et, pour les campagnes, on imiterait ce qu'ont fait avec succès plusieurs gouvernements en Allemagne (2).

Et pour conclure, disons-le de nouveau, ces améliorations qui auraient été reçues avec une affectueuse reconnaissance par les populations ouvrières il y a quelques années, qu'aujourd'hui les ouvriers de Paris exigent en les présentant sous des formes impossibles, elles ont besoin, pour se réaliser, du concours cordial de tous. Elles ne peuvent se produire que dans des circonstances bien définies. C'est comme ces belles cristallisations, aux prismes réguliers et aux pyramides effilées, qui, pour se former, veulent du calme, et auxquelles l'agitation substituerait un amas de poussière ou une masse confuse. Avertissons-en les ouvriers. Ils ont demandé la liberté, ils l'ont; qu'ils la respectent dans les autres. Ils se plaignaient d'être comprimés, ils font la loi, qu'ils la fassent juste pour tous : l'iniquité retombe toujours sur la tête de ses auteurs; mais surtout qu'ils ne s'impatientent pas. Il y eut un peuple que Dieu avait choisi entre tous pour en faire son peuple de prédilection. Ce peuple avait été mis en servitude par les Égyptiens. Dieu lui brisa ses chaînes et lui promit de le conduire dans une terre d'abondance; mais il le fit rester quarante ans dans le désert afin de le préparer à jouir dignement des ruisseaux de miel et de lait que la terre de Chanaan devait offrir. Nous aurons, nous aussi, une station à faire avant de passer sous le régime définitif que nous entrevoyons, et qui, si la publique espérance n'est pas vaine, doit faire de notre France le modèle des nations par la noblesse et la grandeur de ses institutions, par la prospérité des travailleurs. Acceptons ce temps d'arrêt. La patience est l'attribut des forts, l'impatience celui des enfants.

Et si quelques personnes s'efforçaient d'exciter le courroux populaire et de déchaîner les populations, sous prétexte que l'amélioration doit être soudaine, qu'il la faut telle à tout prix, même par le renversement des principes sur lesquels les sociétés ont toujours été fondées, la propriété et la famille, placardons ces paroles que Franklin, un ouvrier qui était devenu un grand homme d'État et un grand philosophe, disait à ses concitoyens : « Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous enrichir autrement que par le travail et l'économie, ne l'écoutez pas; c'est un empoisonneur. »

MICHEL CHEVALIER.

(1) Je tiens à nommer le commandant du génie Tabareau, auteur de la méthode, et le commandant Monmartin.

(2) C'est un des projets qu'on se préparait à mettre en exécution avant la révolution.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1848.

C'est à peine si les esprits se relèvent aujourd'hui de cette grande commotion qui les a tous jetés dans l'inconnu. Il faut pourtant se ressaisir soi-même et regarder en face la situation telle qu'elle est, car, si l'on ne recouvre pas assez de sang-froid pour la juger, on risque fort d'en subir tous les inconvénients et de n'en point utiliser les ressources. Aussi nous ne sommes, quant à nous, ni des pessimistes qui fermions les yeux pour ne trouver nulle part de quoi nous rassurer, ni des optimistes qui nous fassions plus aveugles encore pour avoir le droit de dire que tout est au mieux dans la meilleure des républiques. Nous sommes à peu près comme tout le monde, des gens très-surpris, cherchant de bonnes raisons pour nous remettre de notre surprise, et tâchant de compter avec les événements, puisque les événements n'ont pas compté avec nous.

Il y aura toujours des sages du lendemain qui s'écrieront après coup : « Je l'avais bien prévu ! » Il y aura toujours des myopes qui prétendront avoir visé parce qu'ils auront touché but avec une balle perdue. Soyons vrais cependant : les événements se sont produits cette fois sans demander de permission à personne, et, chose très-singulière, ce qui n'empêche pas qu'elle soit très-exacte, s'ils avaient demandé la permission de passer à ceux même qui en ont maintenant le plus profité, il y a grande apparence qu'ils seraient restés à moitié chemin. Ce n'est donc pas se tenir dans la juste mesure des réalités que de parler ici, comme certains l'osent déjà, et de vainqueurs et de vaincus, vainqueurs et vaincus l'ayant été sans se douter seulement qu'il y eût pareille guerre en jeu. Pas un homme raisonnable n'eût jamais voulu prétendre que la république n'entrerait point un jour chez nous, toutes portes ouvertes, tambour battant et enseignes déployées ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'hier elle est tout bonnement entrée par une porte qu'on avait oublié de fermer. Elle est arrivée sans s'annoncer. Cette arrivée très-inattendue n'est ainsi proprement pour qui que ce soit ni un triomphe ni une défaite ; c'est un immense accident. Pour tous les bons citoyens, sans vieille distinction de parti, la question est de savoir comment se tirer de cet accident, qui les a tous pris au dépourvu.

Un point est clair d'abord : avant les journées de février, les partisans de la république ne formaient dans le pays qu'une très-petite minorité ; le pays, à l'heure qu'il est, se laisse tout entier devenir républicain. Nous n'ignorons point qu'il faut attribuer une grande part aux faiblesses humaines dans cette soudaine métamorphose, et

les intérêts privés, cachés sous les conversions individuelles, ne manquent pas d'aider beaucoup cette éclatante et universelle conversion. Nous n'admettons pas néanmoins que toute une nation puisse se leurrer elle-même par un mensonge aussi cru que le serait celui-là, et il est évident pour nous que, si la France eût été très-profondément monarchique, elle n'aurait pas si vite adhéré au renversement de la monarchie. La France est en général trop prompte à recevoir les mots d'ordre, mais cette promptitude même doit avoir ses raisons intimes, et si le télégraphe a souvent l'air de décréter les révolutions d'un bout à l'autre du territoire, il y a gros à parier que c'est parce qu'il les trouve toutes faites. En était-il ainsi de la révolution de février? Non, si l'on considère les éléments factices d'où elle est sortie. Oui, si l'on considère les éléments sérieux qu'elle renferme. Nous avons à cœur de nous expliquer là-dessus avec quelque précision; nous voudrions dire ce qu'il nous semble voir autour de nous dans la pensée du plus grand nombre.

Ce que nous appelons l'élément factice de la révolution de février, ce sont ces coups de hasard qui ont tout balayé; ce sont ces violences populaires devant lesquelles tous les anciens pouvoirs ont disparu comme abusifs, pour être aussitôt remplacés par un pouvoir dictatorial; ce sont ces réminiscences plus ou moins artificielles qui ont exalté peut-être au delà du nécessaire et les imaginations et les discours; c'est enfin cet appareil un peu trop dramatique avec lequel les acteurs de tout rang se sont précipités sur la scène comme des héros ressuscités, sans même oublier de se faire suivre et précéder par des faisceaux de bois peint, un vrai décor de tragédie romaine. Il est en un mot, dans ce grand impromptu révolutionnaire, tout un côté par lequel on se sent en quelque sorte jouer à la république, et, la représentation que l'on se donne ainsi à soi-même menaçant de devenir assez onéreuse, on se prend à souhaiter qu'elle finisse; mais il est d'autre part un côté solide par où ces nouveaux événements, quel qu'en soit le cachet extérieur, se rattachent au fond même de l'existence nationale. Le génie de la France est un génie sincèrement démocratique. La liberté nous plaît sans doute, bien moins encore pourtant que l'égalité : nous avons toujours eu plus d'aversion pour les aristocraties que pour les despotes. Ce n'est pas le moment de discuter les mérites ou les torts de cet esprit particulier; il est, et il vient de prouver une fois de plus qu'il ne cesserait pas d'être; il a marqué jusqu'ici toutes nos institutions à son empreinte; il voulait, il pouvait les élargir encore. Nous croyons que la monarchie n'eût pas péri pour se prêter à ces élargissements; nous croyons qu'elle avait par essence toute l'élasticité suffisante pour céder et subsister. Elle s'est brisée en résistant à outrance, et la démocratie s'est trouvée d'un seul bond au bout de la carrière qu'elle s'attendait à parcourir plus lentement sur cette route scabreuse des expérimentations politiques. Au lieu de voyager par étapes, elle a volé comme l'éclair, et la voilà maintenant si avant, qu'il n'y a plus terre au delà : *ultima Thule;* au delà, l'Océan.

L'élément sérieux de la république, c'est cette conformité peut-être exagérée, mais d'autant plus absolue, peut-être brutale, mais par cela même d'autant plus énergique, c'est cette conformité radicale avec les aspirations démocratiques de la France. On eût pu les satisfaire à moins et sans tant risquer, mais c'est parce qu'elles sont quand même satisfaites que la France accepte tout sans regimber. Débarrassons-nous de la rhétorique de convention, des fantasmagories de théâtre, des niaiseries du patriotisme sentimental, de la fausse grandeur des théoriciens utopistes, du faux zèle des importants et des brouillons qui prétendent lever leur droit de joyeux avénement sur toutes les révolutions : que demeure-t-il en somme dans la révolution de février? Un progrès périlleux, mais tellement quellement accompli, un progrès sur lequel il n'y a plus à revenir, un invincible progrès de la démocratie : c'est par là que la France a d'instinct adopté la république. D'instinct vraiment et non pas d'enthou-

siasme; il ne faudrait pas s'y tromper à force de lire chaque jour des bulletins de victoire.

Le pays est tout ému comme un homme qui, ayant franchi le précipice dans lequel il a failli s'abîmer, se roidit sur le bord pour reprendre équilibre, et, de peur du vertige, n'ose pas même tourner la tête ni mesurer l'espace qu'il a traversé. Les adhésions qu'a reçues la république ne signifient rien d'autrement tendre. On s'y tient, parce qu'on ne saurait plus où se tenir ailleurs. Des sympathies plus passionnées seraient sans doute plus poétiques; elles seraient aussi des gages moins certains de stabilité. L'immense majorité de la population adhère à l'ordre républicain, non pas qu'elle l'ait désiré, non pas qu'elle l'aime par choix, mais parce que, dans l'état présent, il est pour tous chez nous l'unique point de repère, le seul point d'appui. Ce concours qu'on lui apporte, ce n'est pas affaire de sentiment, c'est affaire de nécessité. Vouloir la régence avec un Bourbon de la branche cadette, ce serait sauter en arrière le fossé qu'on est tout effrayé d'avoir sauté en avant. Vouloir la légitimité, ce serait sauter tous les fossés du monde, et, pour dire vrai, si la république de 1848, enlevée d'assaut comme l'avait été la royauté de 1830, n'était pas elle-même à son tour définitive, si l'on pouvait en appeler à un avenir quelconque de l'arbitraire qui, sans attendre la ratification nationale, transforme un gouvernement provisoire en un gouvernement républicain, serait-ce assez d'aller chercher la royauté de 1830? Ne faudrait-il pas la royauté légitime assise sur son principe inébranlable? Ne faudrait-il pas invoquer l'immobilité du vieux droit contre l'éternelle mobilité des faits? Mais nous donner pour la seconde fois ce cruel démenti, recommencer ainsi ces mêmes variations dont nous avons déjà épuisé la série durant un demi-siècle, pousser encore devant nous ce rocher de Sisyphe, c'est à décourager tous les amateurs d'essais politiques. La France est donc républicaine, parce qu'il n'y a plus moyen qu'elle soit autre chose. Cette raison-là nous parait la meilleure de toutes, et ce n'est pas la moins savante, quoiqu'elle ait l'air si simple.

On en peut d'ailleurs tirer certaines considérations qui ne laissent pas d'avoir leur à-propos : voici la première. La république installée de la sorte, sans grande chaleur d'âme, sans affection proprement dite, uniquement parce qu'elle est de circonstance et de ressource, la république ne peut guère prétendre à faire avec la France qu'un mariage de raison. Elle entre ainsi plus que nous ne l'aurions jamais cru dans la catégorie des gouvernements modernes qui doivent être de grandes machines intellectuelles où la passion n'ait guère d'accès; elle va probablement fonctionner à froid. C'est un progrès qui la rendra peut-être méconnaissable pour les quelques trainards de 1793 qui voudraient toujours la trouver écumante et essoufflée. Le malheur, en vérité, serait médiocre, et ce n'est pas nous qui nous plaindrions si la nouvelle république nous délivrait une bonne fois de ces grands sentiments faux et creux qui ont été la mauvaise queue de l'ancienne. Nous le voyons déjà, la république a des dévots tout prêts qui vaudront ceux de la royauté; ils changeront seulement de dictionnaire et parleront *la Marseillaise*; c'est déjà bien assez qu'on la chante. Notre espoir est que la république, en devenant chose de bon sens, sortira naturellement du domaine des fanatiques.

Un autre résultat de cette situation inattendue que les événements ont faite à tout le monde, c'est que, tout le monde étant ainsi placé par une même nécessité dans le milieu républicain, cette nécessité étant également chanceuse et critique pour tous, pour ceux qui la rêvaient en l'ajournant comme pour ceux qui la redoutaient sans la prévoir, il n'y a lieu précisément ni de se vanter d'avoir été républicain la veille, ni de s'humilier de l'être le lendemain. Nous savons des républicains de très-longue date qui, tout aussi foudroyés que leurs adversaires, ont été surpris par la république au moment où, dans leur cœur, ils soupiraient après la régence. Leur raison

s'épouvantait de la fortune qui venait les chercher, et les suites du pouvoir qu'on leur offrait leur paraissaient si amères, qu'ils suppliaient qu'on détournât d'eux ce calice. Ils étaient de très-bonne foi dans leur anxiété. Cela seul prouve assez qu'il ne faut pas trop distinguer entre le lendemain et la veille. De même qu'il n'y a plus aujourd'hui ni gauche, ni centre gauche, ni centre droit, il ne se peut logiquement qu'il subsiste encore un parti républicain au sens qu'avait ce mot-là dans l'ancienne nomenclature politique, ou bien il faudrait avouer que la France est maintenant dominée tout entière par une fort petite minorité. Les partis ont disparu ; il ne reste que les hommes, et les hommes doivent se serrer les uns contre les autres pour entrer avec plus de sécurité dans un ordre de choses où tout est encore mystère pour tous. Nous comprenons l'éclipse de certains noms compromis par un attachement trop direct à ce qu'il y avait de plus personnel dans le système monarchique ; nous ne saurions admettre en principe que les intelligences les plus élevées du pays doivent désormais se condamner à la retraite, parce que, comme la presque unanimité du pays, elles n'avaient pas été, jusqu'à présent, illuminées par la foi républicaine. Si elle était volontaire, cette retraite ne serait pas moins qu'une émigration à l'intérieur, un Coblentz à domicile ; si elle était forcée, imposée par la rivalité jalouse d'une coterie exclusive, ce serait de l'ostracisme. Nous nous obstinons à voir une place et un avenir dans la France nouvelle pour tous les esprits éminents qui ont servi l'ancienne France. Ou la différence qui sépare les deux régimes est en somme assez médiocre et plutôt de forme que de fond, et alors la présence des défenseurs déjà éprouvés de la liberté constitutionnelle ne sera pas inopportune au milieu des champions tout neufs de la jeune liberté, ou cette différence est un abime, et leur présence alors nous est plus nécessaire que jamais pour nous aider à combler, s'il est possible, ces profondeurs menaçantes.

Ce que nous disons de certaines personnes du point de vue politique, nous le disons d'une classe tout entière du point de vue social : ni les classes, ni les individus ne peuvent honorablement déserter. Il est évident que la révolution de février ne s'est faite ni par la bourgeoisie ni pour elle ; ce n'est pas une raison pour qu'elle la laisse tourner contre elle en ne s'y associant pas. Il ne faut point qu'elle abdique. Les abdications n'ont jamais rien sauvé.

La bourgeoisie, maîtresse du pouvoir pendant dix-huit ans, doit s'adresser aujourd'hui sans doute de terribles reproches, et, si c'était le moment des récriminations, on pourrait dresser une longue liste de ses fautes. La plus claire, la plus féconde en conséquences redoutables, ç'a été d'avoir trop systématiquement ignoré les besoins et les idées qui parlaient au-dessous d'elle ; ç'a été d'avoir négligé de fonder sur des bases solides et généreuses la société dont elle occupait le faite ; ç'a été d'avoir trop abandonné le peuple. Elle expie maintenant le grand péché qu'elle a commis, mais elle en commettrait un plus grand encore si elle s'abandonnait elle-même. Après avoir tout accaparé par égoïsme, elle ferait pis assurément si elle rendait tout par peur. La bourgeoisie ne peut pas donner sa démission en masse ; elle ne peut pas non plus la recevoir. Elle a par elle-même une consistance qui doit la rassurer tout ensemble et contre les mauvais conseils des timides qui voudraient la dissimuler en la rapetissant, et contre les déclamations socialistes qui ont inventé de la supprimer en l'écrasant. Il faut qu'elle ait conscience de sa valeur réelle ; il n'y a que sa propre lâcheté qui puisse l'immoler, comme il n'y avait que son propre aveuglement qui pût l'amener au mauvais pas qu'elle traverse.

Quand nous parlons ici de peuple et de bourgeoisie, nous ne nous figurons pas comme les utopistes deux classes aux prises pour se disputer l'empire, et, si nous soutenons que la bourgeoisie ne doit point se laisser déposséder, mais seulement apprendre enfin à se corriger, nous l'entendons ainsi dans la plus large pensée d'intérêt

national. Nous l'entendons ainsi, parce qu'elle nous représente et *la force vive du pays,* comme on le dit de ceux qu'on appelle les *travailleurs* dans le langage du jour, et surtout sa force éclairée. Saint-Simon, le père de tous les utopistes, a mieux exprimé que personne cette importance trop vainement rabaissée par ses successeurs. C'était en 1819 dans cette *Parabole* où il s'amusait à mettre en balance le vide que causerait au pays soit « la mort subite des trente mille individus réputés les plus importants de l'État, » des princes et princesses, des grands officiers de la couronne, des maréchaux, cardinaux, archevêques, ministres et préfets, soit « la disparition soudaine des trois mille premiers savants, artistes et artisans de la France. » Et voici comment jugeait Saint-Simon : « Comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent les produits les plus imposants, ceux qui dirigent les travaux les plus utiles à la nation, ils sont réellement la fleur de la société française ; ils sont de tous les Français les plus utiles à leur pays, ceux qui lui procurent le plus de gloire, qui hâtent le plus sa civilisation et sa prospérité. Il faudrait à la France au moins une génération entière pour réparer le malheur de leur perte. »

Ces trois mille producteurs éminents de 1819, combien sont-ils en 1848 après trente ans de paix? et si l'on veut les flétrir comme une caste, les ébrancher comme une souche nuisible, que restera-t-il après eux pour couvrir et vivifier le pays?

On peut s'apercevoir que nous esquissons très à loisir toutes ces réflexions, sans nous presser beaucoup de revenir sur les faits accomplis depuis quinze jours. Ces faits sont des décrets. On voit à peu près les idées qui nous ont guidés dans leur appréciation, mais le propre des gouvernements révolutionnaires, c'est d'être au-dessus de la critique, et de la distancer toujours, tant ils vont vite en besogne ; nous sommes donc fort en retard pour discuter, et la discussion ici n'avance à rien. L'événement capital dans la sphère politique, c'est la nouvelle loi électorale. Quand nous aurons dit que les législateurs de l'hôtel de ville ont renversé d'un coup toutes les notions que l'on pouvait se faire du possible, nous n'aurons rien dit qui les étonne et les émeuve, puisqu'ils ont adopté pour premier axiome de ne rien écarter comme impossible dans le monde nouveau qu'ils ont mission de créer. Et même on croirait vraiment qu'ils ont pris à tâche d'accumuler toutes les impossibilités, pour jeter plus hardiment le défi à toutes les habitudes de nos intelligences. On n'a jamais plus multiplié les x dans une construction politique. Il semble qu'on ait tiré de chaque système électoral sa combinaison la plus difficile et la plus énigmatique pour produire de la sorte un vaste inconnu d'où il s'échappât enfin quelque chose. Cependant, à regarder de plus près, on arrive à découvrir qu'on a simplement emprunté ce que chaque système avait de plus populaire, sans se soucier d'ailleurs de l'arrangement du tout. Le suffrage direct est plus populaire que le suffrage à deux degrés, mais il entraîne de soi le vote au chef-lieu d'arrondissement. Le vote au chef-lieu de département a été trop longtemps préconisé pour qu'on ne respectât pas la faveur dont il jouit dans l'opinion, mais il suppose le suffrage indirect. Comment vaincre l'embarras? On a tout bonnement mis ensemble les deux choses qui flattaient le plus et mis de côté les deux qui flattaient le moins. Le vote électoral sera direct et concentré au chef-lieu de département.

Ces dispositions matérielles du vote nous paraissent plus graves que le principe intrinsèque du suffrage universel ; l'application ainsi conçue du principe nous paraît prêter à des conséquences plus alarmantes que le principe même. Nous ne savons absolument pas ce que pourra donner cet étrange scrutin de liste, et nous avons peur que quelques-uns seulement le sachent, mais ceux-là trop bien. Qu'est-ce, en effet, qu'un scrutin secret dans lequel chaque électeur apportera son bulletin tout écrit? Qu'est-ce qu'un scrutin de liste dans lequel chaque électeur devra, sous peine de nullité, inscrire autant de noms qu'il en faut pour la représentation de son département :

34 à Paris, 28 dans le Nord, 16 dans les Côtes-du-Nord, 15 dans le Finistère? Imagine-t-on le pauvre paysan d'un canton perdu dans les montagnes d'Arrée ou dans les bois du Morvan obligé de tirer tout à coup de son cerveau tant de noms politiques, sous peine de perdre, faute d'un seul, sa capacité d'électeur? De deux choses l'une : ou chacun de ces braves gens nommera les premiers de son village, et il y aura presque autant de listes que de communes, ou tous voteront sur des listes toutes faites, et alors qui les fera? Ou bien le gouvernement de Paris, ou bien les clubs des chefs-lieux. Si c'est le gouvernement, le voilà qui pèse à son tour sur les élections; le voilà fonctionnant comme grand électeur et tombant dans le piége où est tombée la monarchie, pour s'être ainsi elle-même trompée par ses propres artifices sur l'état vrai du pays. Il se récriera certainement contre cette assimilation injurieuse; il agira, bien entendu, pour le bon motif, mais le bon motif est en tout et toujours, même sous la monarchie, un argument révolutionnaire; ce n'est pas un argument de droit, et la république que voudrait pourtant la France, ce serait une république de droit. M. le ministre de l'intérieur demande aux commissaires du gouvernement d'envoyer à l'assemblée des jeunes gens et des *travailleurs* qui prêtent leur concours *à l'élite des penseurs,* en laissant, bien entendu, ceux-ci méditer à leur place. M. le ministre de l'instruction publique recommande aux recteurs de susciter d'honnêtes paysans qui, n'ayant ni éducation, ni fortune, ne se croient pas chargés d'*inventer,* et viennent seulement *juger par oui ou par non si ce que l'élite des membres propose est bon ou mauvais.* Tout cela ressemble beaucoup *aux jurés probes et libres :* entre les deux systèmes, il n'y a de différence que la vertu qui n'était assurément pas dans l'un et qui sera pour sûr dans l'autre; mais il y a tant de manières d'être vertueux, qu'il n'est pas bien certain que celle qui plaît au gouvernement plaise toujours à la majorité du peuple français. L'écueil est là.

Malgré ces difficultés très-sérieuses, il faut dire très-haut que tout le monde préférerait encore la direction du gouvernement à celle des clubs, une direction quelconque valant certes mieux que l'anarchie. Il est seulement à désirer que le gouvernement se fortifie contre les clubs de manière à ne jamais exprimer lui-même leurs répugnances ou leurs tendances. Le gros du public a déjà ressenti quelque peine en voyant les délégués des clubs parisiens, des clubs du Marais et de la Sorbonne, traiter pour le moins d'égal à égal avec la seule autorité constituée qui soit aujourd'hui debout, et lui demander compte de ses actes, peut-être même de ses intentions, comme s'ils siégeaient au-dessus d'elle en qualité perpétuelle d'autorité constituante. Le gouvernement provisoire doit être sûr qu'il trouverait au besoin dans l'opinion un appui des plus énergiques pour repousser une invasion aussi déplacée; mais il ne doit pas non plus la favoriser lui-même en l'autorisant par des complaisances inopportunes. Il ne doit pas affecter de s'appeler à tout propos un gouvernement révolutionnaire; il le sera toujours assez sans le dire, et le dire ne sert à rien qu'à flatter ceux qui prennent toujours ce mot de révolution par son mauvais sens. Il ne doit pas céder à des exigences toujours croissantes, en interdisant d'avance aux électeurs de porter leurs suffrages sur des hommes qui, depuis dix-huit ans, ont servi toutes les causes de la France et de la liberté, sous prétexte que ces hommes-là sont les hommes du lendemain. Exclure M. Barrot et M. Thiers, par exemple, du nombre des candidats nationaux dans la république de 1848, ce ne serait pas, en vérité, procéder aux élections comme un gouvernement, mais comme un club.

A côté de cette tentative d'exclusion par trop systématique, nous apercevons d'ailleurs des essais de compromis assez singuliers pour éveiller un peu l'attention de ce côté-là. Nous les mentionnons comme un symptôme de cette immense confusion des esprits dans laquelle se mêlent et tourbillonnent, avec force petites intrigues, et tous les rêves de l'avenir et tous les rêves du passé. Il est convenu que les moins ralliés

des légitimistes d'avant-hier sont les plus fougueux des républicains d'aujourd'hui, et l'on dit en revanche que certaines candidatures du vieil ultramontanisme ne trouveraient pas d'opposition dans le comité central de Paris. Ce serait pourtant un peu fort qu'un gouvernement qui combattrait dans les élections des candidats notoirement libéraux, parce qu'ils ont été dynastiques sous la branche cadette, s'alliât par la même occasion à des gens qui, naguère encore, ordonnaient des prières pour la perpétuité des lis et pour l'heureux accouchement de la branche aînée. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on a pu lire dans les journaux que M. Fayet, évêque d'Orléans, recommandait exclusivement les candidats radicaux à ses chers coopérateurs, qu'il avait habitués jusqu'ici à d'autres circulaires. Il y a des gens qui ne savent jamais s'arrêter à point dans leurs sentiments. Ainsi M. de Bonald a voulu lui-même glorifier les combattants de février comme *martyrs des libertés civiles et religieuses :* c'était malheureusement le nom qu'il prodiguait il y a trois mois aux héros du *Sonderbund*, non pas morts, il est vrai, mais endommagés pour une cause tout au moins bien différente. Ne serait-ce pas là ce qu'il y aurait de plus révolutionnaire dans la révolution?

Non, car la crise financière est plus urgente encore que la crise morale. Là, sérieusement, est le côté grave et périlleux du moment, et là aussi le point par où l'on ne saurait trop énergiquement engager tous les bons citoyens à prêter au gouvernement l'aide la plus active, la plus sincère, la plus dévouée. Le gouvernement déchu laisse une mauvaise situation d'argent; le coup même de sa déchéance empire encore le mal. Les sociétés modernes ne peuvent plus vivre sans crédit, et vivre du crédit, c'est presque toujours en abuser. Le crédit, c'est la confiance, et la confiance ne raisonne pas, mais malheureusement la peur non plus. L'honnête et courageux rapport de M. Garnier-Pagès a démontré de reste combien l'on avait peu raisonné la confiance; il a par contre soulevé la peur, les expédients qu'il a mis au jour n'étant pas de nature à tranquilliser l'argent, qui n'aime pas qu'on en use si brusquement avec lui. L'argent va où il lui plaît et non point ailleurs. L'argent va chercher l'argent. Ce serait assurément très-beau de lui donner une impulsion morale, de le moraliser en le poussant au sacrifice; mais l'argent ferait alors du patriotisme et non plus du commerce. Or, le commerce peut bien s'ennoblir par le patriotisme, il ne peut pas en vivre. Ainsi, par exemple, le commerce manque de ressources et court après les capitaux qui se resserrent : on en appelle de sa détresse à sa générosité, et on l'invite à s'assister lui-même pour la formation d'un grand comptoir d'escompte où, la ville et le trésor versant du papier à long terme, il versera seul du numéraire. C'est à peu près supplier la main gauche de secourir la main droite et prendre l'argent qu'on peut avoir dans une poche pour l'introduire dans l'autre, où l'on est sûr de n'en avoir pas. C'est une ressource plus apparente que réelle et qui n'ajoute rien à la somme circulante sans ajouter beaucoup à la facilité de la circulation. Que devient d'ailleurs cette facilité, si, par mauvaise humeur, on menace plus ou moins officiellement les souscripteurs attardés de les transformer en débiteurs obligés par-devant l'opinion en les attachant à la publicité comme à un pilori? Il faut en prendre son parti. Il y aura peut-être encore des pouvoirs révolutionnaires qui décréteront des emprunts forcés, il n'y aura pas d'emprunts forcés qui raffermissent le crédit.

Nous ne voulons pas incriminer les mesures sommaires par lesquelles le ministre des finances arrive tant bien que mal à remplir les caisses de la république, la vente des domaines de la liste civile, celle des diamants de la couronne, celle des bois de l'État, la modification des payements dans les caisses d'épargne, l'émission de l'emprunt national. La critique est partout déjà faite, et nous ne tenons point à propager l'alarme. Chacun a le droit d'avancer des propositions qu'il eût trouvées meilleures;

la discussion aurait ensuite décidé. Nous nous bornons, quant à nous, à répéter une observation que nous avons entendue de toutes parts : c'est qu'on dirait que le nouveau gouvernement a juré d'expédier à lui seul toute la besogne de l'assemblée nationale. Le public incline à croire qu'on s'est pressé plus que de raison de chercher des solutions définitives à la question financière comme à beaucoup d'autres, et, s'il y avait pour les gouvernants provisoires cette loi de responsabilité qu'on n'a jamais pu rédiger à l'encontre des ministres constitutionnels, ils devraient déjà songer à solliciter au prochain parlement un bill d'indemnité.

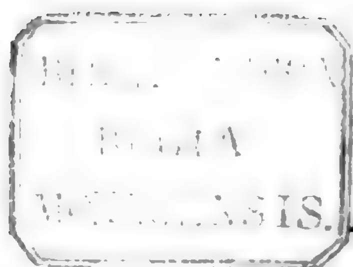
Ce ne serait point éclairer suffisamment cette partie de la situation que de passer sous silence la cause la plus sérieuse peut-être qui la rende si lourde ; nous voulons parler du mouvement socialiste qui trône au Luxembourg pour rayonner de là sur la capitale et sur le pays. On prêche là bien haut l'organisation du travail, et, en attendant l'organisation complète, on avoue tout bas que les essais partiels affament les travailleurs. Le jour où le gouvernement, au lieu de remuer dans le vide ce mot sonore d'organisation, décréterait en principe la liberté du travail, ce jour-là il rappellerait plus d'argent dans les comptoirs et plus de bras dans les ateliers qu'il n'en aura jamais en convoquant tous les marchands de diamants pour acheter les pierreries de la couronne, et tous les ouvriers sans ouvrage, serruriers, peintres et menuisiers, pour bêcher le Champ-de-Mars. La révolution de 1848 s'est faite, à ce qu'on nous assure, pour inaugurer dans la société française le principe évangélique de la fraternité. Ce qu'il y a de certain, c'est que ses manifestations les plus éclatantes ont été jusqu'ici beaucoup moins produites par le principe même en tant qu'idée pure et sublime que par l'explosion d'appétits très-équitables peut-être, mais à coup sûr très-vulgaires. La révolution de 89 s'est faite au nom de toutes les idées abstraites qui avaient fermenté pendant un siècle. La révolution de 1830 s'est faite en vertu d'une répulsion nationale. Ce qu'il y avait d'élevé dans ces causes diverses s'est traduit tout de suite dans les préoccupations publiques. La révolution de 1848 doit apprendre au monde ce que c'est que la fraternité, et, comme premières leçons, nous n'avons encore vu que les réclamations très-fondées, soit, mais aussi très-étroites et très-sèches des intérêts les plus matériels et les plus spéciaux. N'est-ce pas un étrange commentaire que de lire sur tous les murs au-dessous de cette devise : *Liberté, égalité, fraternité*, cette adresse, beaucoup moins poétique : Les corroyeurs, ou les marbriers, ou les tailleurs, ou les cuisiniers, se réuniront tel jour, dans tel lieu, pour s'entendre *sur les intérêts de leur partie ?*

Savez-vous ce qu'ils ont réalisé ceux qui provoquent les sollicitations ridicules ou menaçantes de tous ces besoins aveugles ? Ils recommencent en l'honneur des ouvriers cet appel aux intérêts matériels qu'ils reprochaient à bon droit comme une honte au règne de la bourgeoisie. Oui, nous l'avons dit, la bourgeoisie s'est préparé la rude épreuve qu'elle subit maintenant, à force de soigner son bien-être, au lieu de s'appliquer à l'éducation progressive des masses. Armée pour le bien de tous de la liberté des industries, elle pouvait la modérer avec intelligence, comme se modèrent toutes les libertés qui vivent sagement et généreusement. Elle pouvait, en sauvant la concurrence, qui est le nerf des États comme des individus, préserver les plus faibles en surveillant les plus forts. Toute société régulière pourra cela dès demain, sans avoir besoin de se changer en phalanstère ou en couvent, sans substituer le champ communal et l'atelier national à l'atelier du petit fabricant et au champ du petit cultivateur. La société qui a gouverné depuis 1830 est arrivée où elle en est aujourd'hui, parce qu'elle a calculé ses bénéfices bruts sans en défalquer jamais les souffrances de ses travailleurs. La révolution de 1848 va-t-elle donc seulement retourner la question et calculer les bénéfices des travailleurs d'en bas, sans s'inquiéter de froisser les travailleurs d'en haut ? Il n'y aurait alors là que des représailles, et la *fraternité*

des ouvriers signifierait l'oppression des maîtres. Nous reviendrions au moyen âge, où ce mot de *fraternité* s'entendait du lien de chaque petite corporation et non pas du lien commun de l'amour universel : était-ce la peine de tant philosopher?

Nous voulons espérer que la commission du Luxembourg ne se croira pas obligée par d'anciennes brochures comme par un *credo* sans miséricorde. Nous voyons déjà qu'elle renonce à supprimer l'ordre actuel de la façon dont on abattrait un château de cartes, et peut-être qu'en découvrant combien il est enraciné, elle finira par deviner que ses racines ont du bon. Nous souhaitons seulement que les difficultés intimes de la situation lui inspirent un trouble salutaire, afin qu'elle ne s'enivre pas trop du triomphe très-apparent de ses théories. A ces causes, nous regrettons un peu le plaisir que la commission semble prendre au contraste trop voulu qu'elle s'est ménagé en remplaçant sur les bancs de la pairie les habits brodés par des vestes. C'est au moins aussi pittoresque que politique; or, par le temps qui court, le pittoresque monte à la tête, et l'on se grise avec des fantaisies dramatiques. Puisque nous sommes en république, tâchons donc d'être simples : la patrie n'y perdra rien, et le patriotisme y gagnera.

La simplicité est heureusement le don des hautes natures. La circulaire de M. de Lamartine aux agents diplomatiques de la république française est un grand morceau d'un style net et d'une noble inspiration. C'est bien là le vœu de la France et de l'Europe. Toute la situation extérieure semble répondre de plus en plus à cette sage direction que M. de Lamartine a voulu lui imprimer dès le lendemain du jour où s'asseyait le régime nouveau. Ce n'est pas sous l'obsession des affaires qui nous assiégent chez nous que nous pouvons avoir l'esprit aux affaires de l'étranger. Les échos nous en arrivent plutôt que nous n'en allons chercher le spectacle. Nous avons bien assez du spectacle par trop émouvant que nous nous donnons à nous-mêmes. Il est un fait pourtant que l'on ne peut s'empêcher de constater, parce qu'il rend un peu de confiance à quiconque serait tenté de désespérer du progrès social au milieu de la poussière aveuglante des systèmes qui s'entre-choquent. Il y a progrès en effet, et progrès sensible pour deux grands principes qui sont comme les arcs-boutants des sociétés, progrès pour le principe des libertés publiques, progrès pour le principe des nationalités indépendantes. Voici bientôt dix-huit ans, quand la révolution de 1830 secoua l'Europe, la paix fut préservée ; mais on confisqua par toute l'Allemagne les libertés populaires en éveillant, pour faire diversion, les appréhensions et les susceptibilités nationales ; mais on eut ici grand'peine à résister aux entraînements qui portaient les masses sur la frontière pour y commencer la délivrance des peuples opprimés en faisant main-basse sur leurs territoires. Aujourd'hui, après une commotion bien autrement radicale que celle de 1830, personne ne songe encore à se défier de son voisin, et, dans cette sécurité qu'inspire le respect de tous pour chacun et de chacun pour tous, les libertés croissent partout. Les idées françaises peuvent désormais faire le tour du monde sans peser nulle part à leur passage, et leur vol est en même temps si ferme et si léger qu'elles n'ont plus besoin de prendre terre. S'il est jusqu'à présent, et sauf les déceptions de l'avenir, s'il est un résultat acquis à la révolution de 1848, c'est ce glorieux et pacifique résultat.



A NOS LECTEURS.

Lorsque des événements aussi graves que ceux dont nous sommes témoins viennent changer radicalement la face d'un grand pays, lorsque des complications de plus d'un genre et non moins imprévues peuvent surgir chaque matin, on se demande naturellement quel peut être le rôle d'un recueil sérieux, d'un recueil littéraire et philosophique au milieu de débats aussi brûlants, au milieu de tant de voix confuses qui vont à chaque carrefour crier les nouvelles du moment, ou agiter les questions qu'amènent à chaque heure le flux et le reflux du flot politique. En présence d'une pareille situation, beaucoup d'esprits se laissent aller au découragement, et n'hésitent pas à dire que la discussion calme, que la pensée littéraire et philosophique ne saurait trouver sa place et son auditoire comme par le passé. Rien n'est moins fondé, à notre sens, et nous repoussons bien loin, et de toutes nos forces, ce pessimisme commode et sans courage qui n'irait à rien moins qu'à se désintéresser de tout dans le grand mouvement de la France démocratique, dans cette grande expérimentation de théories et de systèmes que les cœurs bien placés doivent éclairer, surveiller et féconder de tous leurs moyens. Or, quel lieu est plus propice, mieux disposé que celui-ci pour entreprendre, pour poursuivre une pareille tâche? Nous ne ferons pas défaut à cette grave mission, et nous espérons que tous les esprits d'élite se réuniront pour nous seconder de leurs efforts et de leur concours. Nous élargirons, nous agrandirons notre cadre pour que chaque homme éprouvé y tienne sa place, pour que chaque talent jeune et inconnu jusqu'ici puisse s'y développer à l'aise, et cette nouvelle association intellectuelle portera d'heureux fruits, nous en avons la confiance.

Dans quel temps d'ailleurs est-il plus nécessaire que dans celui où nous entrons d'avoir un grand centre littéraire, où tous les penseurs, tous les esprits éminents du pays, les hommes d'imagination comme les hommes de discussion et de savoir, les lecteurs éclairés, amis et appuis des études sérieuses, puissent trouver un refuge contre les orages et les bruits de la vie politique? Jamais la *Revue d'Édimbourg* n'a été plus florissante que pendant les agitations de l'époque impériale et pendant l'époque non moins troublée qui vint immédiatement après. Nous continuerons donc de donner place à la critique littéraire et philosophique, en suivant d'une façon plus ferme, plus assidue encore, les travaux des écrivains français et étrangers; nous accueillerons, comme par le passé, la poésie et le roman; nous ouvrirons une porte plus grande à la science, à l'économie politique, aux questions sociales qui intéressent toutes les classes du pays. Nous ne négligerons rien pour améliorer, pour renouveler l'œuvre que nous avons entreprise au lendemain de 1830, en février 1831, et à laquelle nous pouvons consacrer désormais notre entière activité; nous ferons des efforts de chaque jour, de chaque heure, pour nous mettre au niveau de la situation que nous apporte février 1848.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

Pages.

SAINTE-BEUVE. — Le chevalier de Méré ou de l'honnête homme au XVIIe siècle. . 1

PROSPER MÉRIMÉE. — Histoire de don Pèdre Ier, roi de Castille. — Troisième partie. 26

H. DESPREZ. — La Moldo-Valachie et le mouvement roumain. 78

GUSTAVE PLANCHE. — Études sur l'art et la poésie en Italie. — Raphaël. . 100

LE COMTE A. DE MORNY, député. — Quelques réflexions sur la politique actuelle. 113

ARMAND DE PONTMARTIN. — Revue des théâtres. 122

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 133

A. BAZIN. — Les dernières années de Molière. 141

CHARLES DE MAZADE. — L'humoriste espagnol Larra. 168

E. D. FORGUES. — Poëtes et romanciers modernes de la Grande-Bretagne. — Percy Bisshe Shelley. 193

PROSPER MÉRIMÉE. — Histoire de don Pèdre Ier, roi de Castille. — Quatrième partie. 215

REVUE MUSICALE. — L'art du chant en Italie. — Les contralti. — Mademoiselle Alboni. 274

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 286

LE CHEMIN DE FER DE L'OUEST. 293

REVUE SCIENTIFIQUE. 296

MADAME CHARLES REYBAUD. — Les anciens couvents de Paris. — Clémentine. — Première partie. 305

PROSPER MÉRIMÉE. — Histoire de don Pèdre Ier, roi de Castille. — Dernière partie. 339

MICHEL CHEVALIER. — Des rapports de la France et de l'Angleterre à la fin de 1847. 387

EUGÈNE DESPOIS. — Études sur l'antiquité. — De quelques récents travaux sur la société romaine. 417

A. DE PONTMARTIN. — Revue des théâtres. — *Le Puff*, comédie de M. Scribe. 434

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 445

ÉMILE SAISSET. — Michel Servet, sa doctrine et sa vie. — Documents nouveaux sur son procès et sur sa mort. — Première partie. 453

Pages.

MADAME CHARLES REYBAUD. — Les anciens couvents de Paris. — Clémentine. — Seconde partie. 478
ALEXANDRE THOMAS. — L'émigration et la démocratie polonaises. . . . 511
G. FERRY. — Les mineurs de Rayas. — Scènes de la vie mexicaine. 530
PATIN. — La poésie didactique à ses différents âges. 550
G. GARRISSON. — De la politique du calvinisme en France. — Duplessis-Mornai. 565
SAINT-RENÉ TAILLANDIER. — Revue littéraire. — Publications sur le XVIe siècle en Allemagne et en France. 585
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 597
MADAME CHARLES REYBAUD. — Les anciens couvents de Paris. — Clémentine. — Troisième partie. 607
ÉMILE SAISSET. — Michel Servet, sa doctrine et sa vie. — Documents nouveaux sur son procès et sur sa mort. — Dernière partie. 635
CH. GALUSKY. — Critiques et historiens modernes de l'Allemagne. — Wolf. 660
VICTOR DE LAPRADE. — Poëmes évangéliques. — La Tentation. 682
ARTHUR DUDLEY. — Poëtes et romanciers modernes de la Grande-Bretagne. — Charles Dickens 700
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 716
G. D'ALAUX. — La Belgique au commencement de 1848. — Nouvelle situation des partis. 721
LERMINIER. — La papauté aux XIIIe et XIXe siècles (*Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou*, de M. Alexis de Saint-Priest). 742
ALPHONSE ESQUIROS. — Des études contemporaines sur l'histoire des races. 757
MADAME CHARLES REYBAUD. — Les anciens couvents de Paris. — Clémentine. — Dernière partie. 773
F. MERCEY. — La peinture flamande et hollandaise. — De ses historiens en France et en Allemagne. 791
MICHEL CHEVALIER. — Question des travailleurs. — L'amélioration du sort des ouvriers. — L'organisation du travail. 813
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 835
A NOS LECTEURS. 844

FIN DE LA TABLE.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

DE LA

LIBRAIRIE MELINE, CANS ET Cie.

Un Héritage, par *Jules Sandeau*, un volume in-18.

Nous avons déjà exprimé toutes nos sympathies pour ce talent si pur, si gracieux, qui rappelle les romanciers les plus estimés de l'Allemagne; car Jules Sandeau, comme les auteurs d'outre-Rhin, excelle dans la peinture des tableaux d'intérieur, dans ce mélange des réalités de la vie aux inspirations poétiques, mélange qui rafraîchit à la fois le cœur et l'esprit.

Un Héritage appartient tout à fait à ce genre de compositions, dont Auguste Lafontaine avait jadis le secret; c'est la même grâce naïve, le même charme de détails, la même délicatesse de nuances ; seulement le style de Jules Sandeau est plus soutenu, plus pur que celui du romancier allemand. Le style, voilà un des principaux titres de Jules Sandeau à cette popularité croissante qui, peu à peu, environne son nom en France comme à l'étranger.

Certes depuis l'époque où il débuta, dans le genre du roman, par les deux volumes de *Blanche et Rose*, écrits en collaboration avec madame la baronne Aurore Dudevant, devenue si célèbre sous le pseudonyme de *George Sand*, depuis ce jour, le talent de Jules Sandeau a prodigieusement grandi.

Il n'a peut-être pas obtenu un de ces succès bruyants qui ont leur prestige et leurs dangers ; mais il a marché d'un pas ferme, sans s'interrompre, vers un grand et noble but. Les lecteurs éclairés qui demandent à un livre des émotions vraies, qui veulent être charmés et non surpris, ces lecteurs d'élite dont l'opinion finit par faire loi, ont pris sous leur patronage spécial les productions de Jules Sandeau.

A ce public choisi, nous recommandons la lecture d'*Un Héritage*; c'est une bonne fortune assez rare par le temps qui court. Le sujet est simple

comme ceux qu'aiment à traiter les maîtres. Un gentilhomme allemand aime une jeune fille d'une naissance obscure, il va l'épouser lorsqu'elle meurt, et il reste fidèle au souvenir de sa bien-aimée. Pour lui plus d'amour, plus d'hyménée, il se nourrit du passé, il évoque sans cesse l'image chérie ; mais une mélodie tyrolienne que chantait la jeune fille le jour où il la rencontra pour la première fois, cette mélodie lui échappe; il ne peut en ressaisir les notes.

Dans un voyage, cette mélodie tant cherchée frappe ses oreilles, il entre dans la maison d'où partent ces sons qui lui rappellent de si doux souvenirs ; il trouve un jeune ménage, un musicien, sa femme, un peintre leur ami, il emporte la mélodie tyrolienne, et peu de temps après il fait son testament en faveur du musicien chez lequel il a retrouvé cet air tant aimé.

La richesse n'est qu'une source d'embarras et de malheurs pour le musicien et sa femme que leur ami le peintre ne veut pas suivre dans le château où, d'après la volonté du testateur, ils doivent passer six mois de l'année, en conservant tout ce qui est établi au château, parents tracassiers. domestiques rebelles, meubles et ornements.

Heureusement ces six mois d'exil finissent, le jeune couple revient dans son humble maison que le peintre a pu acheter ; et là le musicien trouve la gloire en renaissant au bonheur. Une composition de sa jeunesse, qu'il avait voulu brûler, a été sauvée par son ami ; elle est exécutée ; un nombreux auditoire applaudit avec transport l'œuvre de l'artiste qui renonce au château, à l'héritage, et conquiert en échange les plus précieux trésors : la paix du foyer domestique, l'admiration de ses concitoyens.



